SÉNAT

TABLE NOMINATIVE

SESSIONS DE 1983

A

ABADIE (François), sénateur des Hautes-Pyrénées (GD-SRG).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques (5 octobre 1983) (p. 2267).

AILLIERES (Michel d'), sénateur de la Sarthe (UREI).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267) puis réélu secrétaire.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (9 juin 1983) (p. 1532).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988** [n° 336 (82-83)] - (14 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1603) : rapporteur de la loi de programmation militaire en 1976 - Exigences budgétaires difficiles à satisfaire du fait de la récession économique - Environnement international - Dissuasion nucléaire - Respect des alliances - Souci d'assurer la sécurité des approvisionnements - Participation à des actions internationales pour le maintien de la paix - Priorité accordée aux forces nucléaires - Absence de précisions quant à la commande éventuelle d'un deuxième porte-avions - Partisan de la bombe à neutrons - Interrogation sur la nécessité du missile Hadès (p. 1604) : réserve des membres de l'UREI sur la partie financière du texte - Réalisations importantes reportées au-delà de 1986 - Abstention sur ce texte - Vigilance lors de l'examen des crédits de la défense dans les prochaines lois de finances.

ALDUY (Jacqueline), sénateur des Pyrénées-Orientales (NI).

N'était pas candidate aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

ALDUY (Paul), sénateur des Pyrénées-Orientales (rattaché administrativement au groupe UCDP).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires étrangères (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (loi n° 79-564 du 6 juillet 1979) (13 octobre 1983) (p. 2307).

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement : élargissement de la Communauté économique européenne** - (13 octobre 1983) - (p. 2295) : admission de l'Espagne et du Portugal : menace pour l'agriculture française.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Relations extérieures - (30 novembre 1983) - En remplacement de M. Francis Palmero, rapporteur pour avis (relations culturelles) - (p. 3511) : diminution des crédits de l'action culturelle - Conséquences des variations de change - Situation de la Direction générale des relations culturelles, évoquée à l'Assemblée nationale par Mme Neiertz - Politique en faveur de la diffusion de la langue française - Désaccord sur trois points : montant des bourses d'enseignement, fonctionnement des établissements culturels à l'étranger, coordination entre les Alliances françaises et les centres culturels - Action dans le domaine audiovisuel satisfaisante - Rayonnement de Radio France Internationale - Actions d'assistance et de solidarité - Construction des centres culturels de Santiago, de Londres et de Lisbonne -

Coût de l'Institut du monde arabe - Augmentation du nombre de bourses - (p. 3512) : financement du budget de l'UNESCO - Rappel des éléments positifs et négatifs de ce budget - (p. 3515) : *intervention à titre personnel :* représentants des zones méditerranéennes inquiets de l'élargissement de la Communauté européenne - Favorable à des accords de coopération politique, culturelle et militaire - Maintien du pouvoir d'achat des agriculteurs - (p. 3516) : conséquences de l'élargissement de la Communauté européenne sur l'emploi, l'industrie automobile, la viticulture, les produits maraîchers - Ecarts importants sur le plan des charges sociales.

Communication audiovisuelle - (8 décembre 1983) - **Art. 67** (p. 3931) : intervient sur cet article relatif à la répartition du produit de la redevance : décentralisation régionale et départementale : département des Pyrénées-Orientales ; langue catalane.

Economie, finances et budget - I - Charges communes - (8 décembre 1983) - (p. 3950) : engagements contenus dans la proposition de loi déposée par MM. Raymond Courrière et François Mitterrand en 1977 - Indemnisation : biens spoliés et ventes à vil prix - Critères d'indemnisation - Etablissement de la preuve de la consistance des biens par tous moyens - Relèvement du plafond de l'indemnisation par ménage - Principe de l'indemnisation des titres des personnes morales - Moratoire pour les dettes de réinstallation - Suppression de l'échelonnement prévu par la loi d'indemnisation du 2 janvier 1978 pour les cas sociaux et les personnes âgées - Révision des situations des rapatriés ayant subi un préjudice de carrière du fait d'activités politiques ou syndicales - Régime des retraites - Amnistie - Liberté de circulation en Algérie des Français musulmans : harkis - Apaisements nécessaires - **Examen des crédits - Etat C** (p. 3952) : à propos des amendements n° 268 et n° 269 de M. André Fosset, rapporteur spécial (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement : suppression des crédits relatifs aux opérations de transfert du ministère de l'urbanisme et du logement et du secrétariat d'Etat chargé de l'environnement), intervient sur les mesures de rigueur prises par le Gouvernement à l'égard des collectivités locales : suppression des opérations relatives aux maisons de la culture ou aux conservatoires de musique.

ALLONCLE (Michel), sénateur de la Charente (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (loi n° 79-564 du 6 juillet 1979) (26 avril 1983) (p. 476).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 (14 juin 1983) (p. 1625).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires (28 juin 1983) (p. 2066).

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la structure et le montant de la dette publique de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements, ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques dans l'évolution de la dette extérieure depuis 1981 (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **365 (82-83)**] autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de l'Espagne et le Gouvernement de la République portugaise, relative à l'extension du bénéfice de certaines dispositions des conventions de sécurité sociale passées entre deux de ces Etats aux ressortissants du troisième Etat [n° **15 (83-84)**] (13 octobre 1983) - **Traités et conventions.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **78 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification d'une convention portant création de l'organisation européenne de télécommunications par satellite « Eutelsat » (ensemble deux annexes) et de l'accord d'exploitation relatif à l'organisation européenne de télécommunications par satellite « Eutelsat » (ensemble deux annexes) [n° **104 (83-84)**] (7 décembre 1983) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement : situation dans les milieux médicaux** - (21 avril 1983) - (p. 412) : tentative du Gouvernement de rendre les personnels médicaux responsables de la grève des soins hospitaliers - Situation des personnels médicaux - Concertation et absence de propositions raisonnables du Gouvernement.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de l'Espagne et le Gouvernement de la République portugaise relative à l'extension du bénéfice de certaines dispositions des conventions de sécurité sociale passées entre deux de ces Etats aux ressortissants du troisième Etat** [n° **365 (82-83)**] - (20 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2358) : projet tendant à autoriser l'approbation d'une convention de sécurité sociale signée à Madrid le 10 novembre 1982 entre la France, l'Espagne et le Portugal et visant à l'extension du bénéfice de certaines dispositions des conventions bilatérales de sécurité sociale passées entre deux de ces Etats aux ressortissants du troisième Etat - Convention venant combler un vide juridique - Cas des travailleurs portugais installés en France et ne relevant d'aucune de ces conventions bilatérales s'ils sont malades ou accidentés en territoire espagnol lorsqu'ils y transitent - Convention mise en œuvre dès son approbation par le Parlement français - Commission favorable à l'adoption du projet de loi autorisant l'approbation de la présente convention tout en attirant l'attention du Gouvernement sur le coût financier de telles conventions.

– **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° **48 (83-84)**] - (7 novembre 1983) - (p. 2698) : construction européenne après la seconde guerre mondiale - Crise actuelle de l'Europe - Politique agricole commune (PAC) : montants compensatoires monétaires (MCM) et distorsion de prix ; préférence communautaire ; solidarité financière - Politique commerciale commune - Recherche d'un règlement global et mandat donné à la commission le 30 mai 1980 ; persistance des divergences entre les Etats membres - Absence de consensus sur la politique économique extérieure commune - Elargissement de la CEE : Grèce ; Portugal et Espagne - (p. 2699) : nécessité d'un réexamen d'ensemble de la construction européenne : coopération politique et économique ; sécurité européenne - Rôle de la France - Politique industrielle commune : union douanière - Politique commerciale - Politique agricole - Politique économique extérieure : protection à l'égard des investissements des pays tiers ;

préférence communautaire - Relance de la coopération politique - Hypothèse d'une Europe à deux vitesses - Relations entre les Etats-Unis et la CEE - Solidarité atlantique - Relance de la construction européenne et crédibilité nécessaire de la France.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - (p. 3850, 3851) : sécurité - Délinquance - Insuffisance des recrutements dans la police - Effort d'armement - Insuffisance des crédits consacrés au parc automobile.

– **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention portant création de l'organisation européenne de télécommunications par satellite « Eutelsat » (ensemble deux annexes) et de l'accord d'exploitation relatif à l'organisation européenne de télécommunications par satellite « Eutelsat » (ensemble deux annexes)** [n° 78 (83-84)] - (16 décembre 1983) - Rapporteur - Discussion générale (p. 4299) : lancement des premiers satellites européens - Organisation en 1977 du statut intérimaire de l'organisation d'Eutelsat ; régime définitif - (p. 4300) : structure de l'organisation - Part d'investissement des signataires - Caractère commercial et redevance d'utilisation - Services nouveaux mis à disposition des usagers - Acquis techniques et économiques - Système multiservice à satellite - Industrie spatiale française ; système français de télécommunication par satellite (Télécom 1) - Propose la ratification de ce projet de loi.

ALLOUCHE (Guy), sénateur du Nord (S).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (5 octobre 1983) (p. 2266).

AMELIN (Jean), sénateur de la Marne (RPR) - Secrétaire du Sénat jusqu'au 5 octobre 1983.

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (Loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979).

Est nommé de nouveau membre de cette délégation (13 octobre 1983) (p. 2308).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (20 décembre 1983) (p. 4461).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles** [n° 23 (82-83)] - (20 avril 1983) - **Art. 24** (p. 399) : soutient l'amendement n° 56 de M. Michel Giraud (dotation spécifique en matière d'équipement possible jusqu'à l'achevement des opérations de construction et d'aménagement et suppression du délai de cinq ans) - **Après l'art. 29** (p. 400) : soutient l'amendement n° 57 de M. Michel Giraud (maintien du bénéfice de leur ancienneté pour les agents des établissements publics d'aménagement des villes nouvelles recrutés par des collectivités locales) - **Après l'art. 30** : retire l'amendement n° 57 de M. Michel Giraud, précédemment réservé .

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3604, 3605) : calamités naturelles - Conséquences néfastes du budget pour les petites exploitations, les régions défavorisées et les jeunes désirant s'installer - Vote défavorable du groupe RPR sur ce projet de budget.

– **Question au Gouvernement : sommet d'Athènes** - (15 décembre 1983) - (p. 4260) : échec de ce sommet, particulièrement dans le domaine agricole - Maintien des montants compensatoires - Elargissement de la Communauté économique européenne (CEE) - Attitude hostile de la Grande-Bretagne - Fixation des prix agricoles - Dispositions ou initiatives du gouvernement français pour surmonter cet échec.

ANDIGNE (Hubert d'), sénateur de l'Orne (RPR).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267) puis réélu secrétaire.

– Juge suppléant de la Haute Cour de justice.

Est réélu juge suppléant de la Haute Cour de justice (10 décembre 1983) (p. 4061).

ANDRIEUX (Antoine), sénateur des Bouches du Rhône (S).

Décédé le 10 mai 1983 (10 mai 1983) (p. 737) - Eloge funèbre (21 juin 1983) (p. 1809).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires étrangères.

ARTHUIS (Jean), sénateur de la Mayenne (UCDP).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des lois (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (15 décembre 1983) (p. 4275).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **121** (**83-84**)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au renouvellement des **baux** et à l'évolution de certains loyers immobiliers [n° **131** (**83-84**)] (14 décembre 1983).

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en dicussion du projet de loi [n° **121** (**83-84**)] relatif au renouvellement des **baux** commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers [n° **161** (**83-84**)] (20 décembre 1983).

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **172** (**83-84**)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relatif au renouvellement des **baux** commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers [n° **173** (**83-84**)] (21 décembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° **384** (**82-83**)] - **Suite de la discussion** - (27 octobre 1983) - **Art. 1 et art. additionnels** (p. 2513) : soutient l'amendement n° 374 de M. Pierre Vallon (composition du service public de l'enseignement supérieur) - **Art. 3** (p. 2517) : sur l'amendement n° 78 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article maintenant le système actuel de délivrance du titre d'ingénieur et le rôle de la commission des titres, conservant les principes de la validation des acquis personnels, de l'autonomie des universités et de la professionnalisation de l'enseignement supérieur) son sous-amendement n° 396 : maintien du rôle et de la composition de la commission des titres d'ingénieurs instituée par la loi du 10 juillet 1934 ; adopté - **Art. 4** (p. 2520) : sur l'amendement n° 79 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article reprenant les termes retenus dans la loi d'orientation et de programmation pour la recherche, ainsi que les dispositions des articles 5 et 18 relatives aux activités commerciales des établissements, aux prises de participation et aux créations de filiales) son sous-amendement n° 377 : promotion du français comme langue scientifique ; adopté.

Suite de la discussion - (8 novembre 1983) - **Art. 15** (p. 2722) : sur l'amendement n° 91 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif aux diplômes nationaux), ses sous-amendements soutenus par M. Adolphe Chauvin n° 378 : article ne concernant que les diplômes universitaires ; adopté ; et n° 379 : maintien du régime actuel des conventions entre universités et établissements privés ; adopté - **Art. 20** (p. 2738) : sur l'amendement n° 100 de M. Paul Séramy, rapporteur (autonomie statutaire des universités), son sous-amendement n° 381, soutenu par M. Adolphe Chauvin : suppression du dernier alinéa de cet article relatif à la transmission des statuts au ministre chargé de l'éducation nationale ; adopté.

Suite de la discussion - (9 novembre 1983) - **Après l'art. 36** (p. 2805) : son amendement n° 386 soutenu par M. Adolphe Chauvin : assimilation des personnels de rang A des bibliothèques aux enseignants pour l'élection aux conseils ; adopté.

– **Question au Gouvernement : politique industrielle européenne** - (10 novembre 1983) - (p. 2821) : cession de la participation de la France au capital d'Olivetti - Faible prise de participation de la Compagnie générale d'électricité (CGE) - Souhaite connaître les raisons de ces opérations de désinvestissement.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° **384** (**82-83**)] - **Suite de la discussion** - (15 novembre 1983) - **Après l'art. 54** (p. 2859) : son amendement n° 394, soutenu par M. Michel Souplet : existence de deux corps d'enseignants des universités : professeurs des universités et maîtres de conférences ; habilitation à diriger des recherches ; intégration des maîtres assistants docteurs d'Etat dans le corps des professeurs ; adopté.

– **Projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises** [n° **488** (**82-83**)] - (15 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2894) : règlement judiciaire - Tribunaux de commerce - Cas des entreprises individuelles ou des sociétés de personnes - Secteur associatif et économie sociale - Associations sportives - Rôle du commissaire aux comptes - Information comptable - (p. 2895) : règlement amiable - Tribunaux de commerce - Information prévisionnelle et procédure d'alerte - Confidentialité des crédits de l'entreprise - Charges des entreprises et prélèvements fiscaux et parafiscaux - Groupes nationalisés.

Suite de la discussion - (16 novembre 1983) - **Art. 13** (p. 2922) : intervient sur l'amendement n° 26 de M. Etienne Dailly, rapporteur (majorité du capital des sociétés de commissaires aux comptes détenue par des commissaires aux comptes) - Ouverture nécessaire des sociétés de commissaires aux comptes à des professionnels de techniques telles que l'informatique - (p. 2923) : se déclare opposé à l'amendement n° 138 de M. Robert Badinter, ministre (conditions d'exercice du commissariat aux comptes en société de capitaux : mandat individuel ou au sein de la société ; restriction à une seule société) - Audit et révision ; regroupement de sociétés - Période de transition - (p. 2924) : sociétés à forme commerciale antérieures au décret de 1969, exerçant déjà les fonctions de commissaires aux comptes - **Art. 22** (p. 2943) : intervient sur l'amendement n° 59 de M. Etienne Dailly, rapporteur (suppression de cet article prévoyant que la responsabilité des commissaires aux comptes ne peut être engagée pour les informations ou divulgations de fait auxquelles ils procèdent en exécution de leur mission définie par la loi).

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61** (**83-84**)].

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 2** (p. 3127) : soutient l'amendement n° 38 de M. André Bohl (suppression du plafonnement du quotient familial) - **Art. 8** (p. 3140) : son amendement n° 47 : suppression de cet article relatif à la réduction du taux de déductibilité de la provision pour investissement ; retiré - (p. 3141) : déclarations du ministre sur la nécessité de stabiliser les charges des entreprises et de dégager des marges d'autofinancement - (p. 3143) : exprime ses réserves sur l'amendement n° 65 de M. Maurice Blin, rapporteur général (substitution à la réduction du taux de déductibilité de la provision pour investissement d'un système transformant cette provision en un avantage de trésorerie) - Situation financière des entreprises - **Art. 9** (p. 3147) : soutient l'amendement n° 48 de M. Alphonse Arzel (extension du régime du compte d'épargne en actions aux achats nets de parts des groupements fonciers agricoles, GFA).

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 11** (p. 3160) : soutient l'amendement n° 109 de M. Roger Boileau (modification des deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième alinéas de cet article relatif à l'aménagement de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) - (p. 3161) : soutient l'amendement n° 148 de M. Jean Faure (prise en compte des ventes d'essence de supercarburant et de gazole pour la détermination du chiffre d'affaires annuel) - **Art. 13** (p. 3165) : soutient l'amendement n° 49 de M. Paul Séramy (suppression de cet article relatif à la taxe foncière sur les propriétés bâties et aux exonérations de longue durée) - Absence de remise en cause des exonérations consenties antérieurement par le Parlement en 1972 - Economie sur le dos des collectivités locales et remise en cause partielle de la dotation globale de décentralisation - **Art. 17** (p. 3176) : son amendement n° 30 : suppression du paragraphe I de cet article relatif au taux majoré de taxe sur la valeur ajoutée appliqué aux

locations de voitures de courte durée ; retiré - Taux record par rapport aux autres pays de la Communauté économique européenne - (p. 3192) : se déclare favorable à l'amendement n° 121 de M. Christian Poncelet (détention de plus de 10 % du capital d'une société assimilée à un bien professionnel) - **Après l'art. 18** (p. 3200) : exemple d'un château détenu par un département et revendu à un mécène après signature d'une convention et ouverture au public - **Art. 20** (p. 3206) : son amendement n° 57, soutenu par M. Michel Souplet : suppression du paragraphe I de cet article relatif aux aménagements de taux ; adopté.

Deuxième partie :

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3606) : revenu des agriculteurs - Politique agricole commune (PAC) - Montants compensatoires monétaires (MCM) - Surplus laitier et instauration d'un système de quotas - Département de la Mayenne - Situation de l'élevage français - Vote défavorable sur ce budget - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3615) : indemnisation viagère de départ (IVD) - Dotation d'installation des jeunes agriculteurs (DIJA) - Marché foncier agricole - Prêts du Crédit agricole - Politique des structures et politique de financement des exploitations agricoles - Vote défavorable sur ce budget.

Urbanisme et logement - (5 décembre 1983) - (p. 3747) : difficultés dans le secteur du logement - Situation dans le département de la Mayenne - (p. 3748) : rythme de construction des logements groupés et des logements individuels - Difficultés des entreprises du bâtiment - Pressions fiscales - Renchérissement du crédit - Sentiment d'insécurité - Diminution de la construction de logements sociaux locatifs - Rénovation des logements - Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS) - Modification souhaitable de la loi Quilliot : incitation des propriétaires bailleurs à améliorer leur patrimoine - Mesures souhaitées : augmentation des dotations des primes à l'amélioration de l'habitat et des dotations en prêt locatif aidé (PLA) ; réhabilitation du patrimoine HLM ; baisse du taux des PLA ; prêts à taux variable ; location accession sans apport personnel - Crédits du logement insuffisants.

Industrie et recherche - (5 décembre 1983) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3789) : priorité donnée à l'industrie et à la recherche - Rôle fondamental des petites et moyennes entreprises (PME) : développement économique, soutien de l'emploi, progrès social - Adaptation des entreprises aux conditions du marché - Liberté des prix - Reconstitution des fonds propres des entreprises - (p. 3790) : réforme de la taxe professionnelle - Conséquences de certaines restructurations : Thomson et CGE - Disparition d'emplois dans l'industrie du téléphone, notamment dans le département de la Mayenne.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - (9 décembre 1983) - **Art. 72 A** (p. 4004) : son amendement n° 285 : régime du compte d'épargne en actions applicable aux achats nets de parts des groupements fonciers agricoles donnant leur bail à long terme ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Art. 72** (p. 4008, 4009) : son amendement n° 256 : inscription au bilan d'ouverture en franchise d'impôt sur le revenu de la valeur des avances aux cultures des stocks d'entrée ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - Regrette que des dispositions contribuant à instaurer une profonde mutation de la fiscalité agricole soient prises à l'occasion d'un projet de loi de finances.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Art. 76** (p. 4029) : soutient l'amendement n° 263 de M. Michel Souplet (maintien du seuil actuel de 500 000 F pour le passage au régime du bénéfice réel agricole simplifié) - (p. 4030) : soutient l'amendement n° 264 de M. Michel Souplet (bénéfice de l'exonération des plus-values accordé aux agriculteurs jusqu'à 500 000 F) - **Après l'art. 76** (p. 4031) : soutient l'amendement n° 265 de M. Michel Souplet (révision des règles d'imposition, au titre des bénéfices industriels et commerciaux, des exploitants agricoles se livrant à des activités accessoires) - **Art. 81** (p. 4039) : nécessité d'un examen global de la fiscalité agricole - Baisse du pouvoir d'achat des agriculteurs - Excédent de la balance des paiements grâce aux activités du secteur agro-alimentaire - Conséquences inquiétantes de ces nouvelles dispositions fiscales - **Art. 83** (p. 4042) : son amendement n° 233 : suppression de cet article relatif aux garanties des contribuables en matière de contrôle fiscal - Respect des droits et libertés des personnes - Soutien à la politique de lutte contre la fraude fiscale - **Après l'art. 88** (p. 4047) : soutient l'amendement n° 235 de M. Pierre Vallon (actualisation du montant du chiffre d'affaires à partir duquel les entreprises relevant du régime des bénéfices industriels et commerciaux sont imposées au titre du bénéfice réel) - **Après l'art. 94** (p. 4050) : soutient l'amendement n° 236 de M. Pierre Vallon (associations et collectivités à but non lucratif non soumises à l'impôt sur les bénéfices des sociétés sur les revenus de leur gestion patrimoniale ; augmentation des droits de timbre sur les passeports) - **Après l'art. 107** (p. 4059) : son amendement n° 240 : formalités relatives à la disparition des inscriptions de privilèges et hypothèques grevant les immeubles expropriés ; retiré.

– Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers [n° 121 (83-84)] - (15 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4273) : détermination du coefficient plafond de variation du loyer commercial lors du renouvellement du bail - Indices économiques pris en compte - Relèvement du coefficient de hausse applicable en 1984 au renouvellement des baux commerciaux - Adoption par l'Assemblée nationale de deux articles additionnels limitant à 5 % la majoration applicable au renouvellement des baux relatifs aux locaux professionnels, à certains garages et aux locations saisonnières - Défavorable à l'adoption de ces deux articles déposés hâtivement par le Gouvernement - **Art. 1** (p. 4274) : son amendement n° 1 : relèvement du coefficient de hausse applicable au renouvellement des baux commerciaux ; adopté - **Art. 2** : son amendement n° 2 : suppression de cet article relatif à la majoration applicable au renouvellement des baux des locaux professionnels et de certains garages ; adopté - **Art. 3** : son amendement n° 3 : suppression de cet article relatif à la hausse des prix des locations saisonnières ; adopté - **Intitulé** : son amendement n° 4 : « Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1984 » adopté.

Nouvelle lecture [n° **172 (82-83)**] - (21 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** - (p. 4530, 4531) : échec de la commission mixte paritaire - Refus de tout compromis des membres de la majorité gouvernementale - Reprise de son texte par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture - Au nom de la commission des lois, demande au Sénat de revenir à son texte de la première lecture - **Art. 1 à 3** : ses amendements n° 1 à 3 : rétablissement des dispositions votées par le Sénat en première lecture ; adoptés.

ARZEL (Alphonse), sénateur du Finistère (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre de la commission de contrôle des conditions de fonctionnement, d'intervention et de coordination des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme (20 décembre 1983) (p. 4461).

Est nommé membre de la commission de contrôle des services publics responsables de l'application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques (22 décembre 1983) (p. 4560).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **120 (82-83)**] sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution [n° **201 (82-83)**] (2 avril 1983) - **Mer et littoral**.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution** [n° **120 (82-83)**] - (5 avril 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 27) : refonte de la loi du 20 mai 1967 relative à la sauvegarde de la vie humaine en mer et à l'habitabilité des navires - Conventions internationales : convention de Londres ; convention Marpol - (p. 28) : rôle de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI) - Convention SOLAS *(Safety of life at sea)* de 1948 ; conventions de Londres de 1960 et 1974 - Définition des agents compétents - Prévention de la pollution - Définition des responsabilités et répression des infractions - Définition du navire - Procédure applicable - (p. 29) : sécurité de la navigation et prévention de la pollution - Rôle de l'association de sauvegarde de la vie humaine et de l'environnement - Naufrage de l'*Amoco Cadiz* en 1978 - Convention Marpol de 1973 - Problème de la connaissance de l'identité des navires ; rôle du radar d'Ouessant - Amendements de la commission des lois : notions de milieu marin et de substances nuisibles - Responsabilités et sanctions - Emotion de la population des régions maritimes françaises à l'annonce de la suppression du ministère de la mer - Nécessité d'une balise à l'entrée du rail dans la Manche - **Art. 1** (p. 31) : son amendement rédactionnel n° 1 : énumération des catégories de navires exclues du champ d'application de la loi ; adopté - **Art. 2** : son amendement n° 2 : définition de la notion de navire ; adopté - **Art. 3** (p. 32) : son amendement n° 3 : précision relative à la réalisation des visites de navires dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat ; adopté - Son amendement n° 4 : protection du milieu marin et référence au danger d'atteinte aux intérêts connexes définis par la convention de Bruxelles du 29 novembre 1969 ; adopté - Son amendement n° 5 : suppression du dernier alinéa de cet article, pour coordination ; adopté - **Art. 6** (p. 33) : son amendement n° 6 : extension au capitaine du régime de responsabilité et de sanctions en cas d'infraction aux conventions internationales ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 7 - **Art. 7** : son amendement rédactionnel n° 8 ; adopté - (p. 34) : son amendement n° 9 : limitation des sanctions applicables au capitaine en cas d'ordre reçu de l'armateur ou du propriétaire ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 13 de M. Jacques Eberhard (responsabilité du capitaine dégagée en cas d'ordre écrit ou verbal du propriétaire ou de l'armateur de faire naviguer le navire) - Pouvoir d'appréciation du tribunal - **Art. 6** *(suite)* : adoption de son amendement n° 6, précédemment réservé - Son amendement n° 7, précédemment réservé : référence faite au transport des marchandises dangereuses et addition de la mention des substances nuisibles ; adopté - **Art. 11** (p. 35) : son amendement n° 10 : extension du champ d'application de cette loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte ; adopté - **Art. 12** : son amendement de coordination n° 11 ; adopté - **Art. 13** : son amendement rédactionnel n° 12 ; adopté.

– **Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981** [n° **493 (81-82)**] - (6 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 77) : loi « sécurité et liberté » et passions partisanes - Rapport de M. *Marcel Rudloff* - Opposition au droit spécial et approbation du retour au droit commun pénal - Approbation des propositions de la commission des lois : jour amende ; amélioration de la rapidité des procédures ; définition de délits nouveaux ; garde à vue ; degré de contrôle par la chambre d'accusation ; flagrant délit et procédure d'urgence - Vote des amendements de la commission des lois.

– **Projet de loi réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures** [n° **25 (82-83)**] - (27 avril 1983) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 26) - (p. 501) : droit pénal interne et législation internationale ; convention Marpol – Dispositions de l'article 13 du premier projet et possibilités d'intervention des collectivités locales devant la juridiction administrative - Procès de l'*Amoco Cadiz* - Communes côtières - Second projet en examen modifiant l'article 16 de la loi du 7 juillet 1976 : prévention - (p. 502) : définition de la nature du danger ; zone d'intervention et zone économique - Nature de l'intervention : hélicoptères - **Art. 13** (p. 505) : intervient sur l'amendement n° 8 de M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat (possibilité d'intervention des collectivités locales devant les juridictions administratives : précision relative au domaine public maritime).

– **Projet de loi modifiant l'article 16 de la loi n° 76-599 du 7 juillet 1976 relative à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et à la lutte contre la pollution marine accidentelle** [n° **26 (82-83)**] - (27 avril 1983) - **Discussion générale** : commune avec le projet de loi n° 25 réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures (p. 501, 502).

– **Question au Gouvernement : dégradation de la situation de l'emploi** - (16 juin 1983) - (p. 1703) : chômage des jeunes et des femmes - Région de Bretagne - Situation des petites et moyennes entreprises (PME) - Agriculture.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 9** (p. 3147) : son amendement n° 48, soutenu par M. Jean Arthuis : extension du régime du compte d'épargne en actions aux achats nets de parts des groupements fonciers agricoles (GFA) ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

Deuxième partie :

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3607) : politique agricole commune (PAC) - Politique d'installation des jeunes - Situation des agriculteurs dans les régions d'élevage - Montants compensatoires monétaires (MCM) - (p. 3608) : excédent laitier et risque d'instauration d'un système de quotas de production - Fiscalité agricole - Problème des stocks et des amortissements.

Culture - (7 décembre 1983) - (p. 3896) : Bibliothèque nationale (BN) - Fiscalité des écrivains - Parc d'Ermenonville ; témoignage de l'art des jardins de la fin du XVIIIe siècle - Liquidation des biens du Touring club de France et conséquences de la décision du tribunal de grande instance de Paris - Sauvegarde du patrimoine - (p. 3897) : situation culturelle en Bretagne - Convention entre la région Bretagne et l'Etat - Musée départemental d'art breton de Quimper - Bibliothèques municipales - Nécessité d'un effort culturel en Bretagne, plus précisément en milieu rural.

AUROUX (Jean), *secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie* (nommé le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 25 mars 1983, p. 907].

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement, de M. Marcel Lucotte : politique charbonnière** - (19 mai 1983) - (p. 938) : Char-

bonnages de France - Contrat de plan - Politique des houillères - Tissu industriel - Fermeture ou maintien de l'exploitation - Contrats entre l'Etat, la région et les Charbonnages de France - Sociétés d'industrialisation - Sociétés d'économie mixte.

– **Question au Gouvernement, de M. Roger Poudonson : politique énergétique** - (19 mai 1983) - (p. 948) : indépendance énergétique et diversification - Charbon - Gaz - Programme électro nucléaire - Energies nouvelles et renouvelables - Plan - Contrat de plan - Produits pétroliers.

– **Questions orales avec débat jointes : politique énergétique** - (27 mai 1983) - (p. 1207, 1208) : situation de la Bourgogne évoquée par M. *Serge Boucheny* - Ressources énergétiques mondiales - Secteur public - Rôle du conseil interministériel d'aménagement du territoire - Contrats énergétiques des régions avec l'Etat - Charbonnages de France - Secteur nucléaire - Réserves en matière de charbon, de gaz et de pétrole - Investissements de Creusot-Loire et de Framatome - Maîtrise de la technique nucléaire ; niveau de construction des centrales - Problèmes de raffinage évoqués par M. *Pierre Gamboa* - (p. 1209) : en réponse à M. *Stéphane Bonduel*, carburants de substitution - Filière acétono-butylique ; projets d'Attin dans le Nord et de Soustons - Gazéification du bois et méthanol ; projet de Clamecy - Ethanol - Biomasse - Agriculture énergétique - Action du Gouvernement - Définition des orientations par le Parlement.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Industrie et recherche - (5 décembre 1983) - (p. 3757) : indépendance politique, énergétique et économique - Plan d'indépendance énergétique approuvé en 1981 - Maîtrise de la consommation d'énergie - Valorisation des ressources nationales - Impact du secteur énergétique sur l'ensemble de l'activité économique - Travaux du groupe « long terme énergie » - Décentralisation - Place de l'énergie dans les contrats de plan Etat régions - Intervention du Fonds de développement économique et social (FDES) - Confirmation de nombreuses commandes de centrales à EDF, au CEA et à l'industrie nucléaire - Politique d'exportation et de pénétration de l'électricité dans l'industrie demandée à EDF - Nouvelles possibilités tarifaires et contractuelles consenties par EDF aux entreprises - Exportations d'électricité - Politique contractuelle de diversification : indépendance et sécurité des approvisionnements - Contrats signés par Gaz de France avec l'Algérie et l'URSS - Diffusion de la technologie nationale dans l'industre parapétrolière, grâce à Elf et à la Compagnie française des pétroles - Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) - (p. 3758) : missions confiées à l'AFME - Augmentation du budget de l'Observatoire de l'énergie - Augmentation du taux d'indépendance énergétique de la France - Mise en valeur des ressources propres, notamment le charbon - Elaboration d'un contrat entre l'Etat, les collectivités et les Charbonnages de France - Choix de l'Etat entre la couverture du déficit de l'extraction charbonnière et la participation à la renaissance industrielle du bassin minier - Situation préoccupante des Charbonnages de France - Coopération nationale et internationale entre EDF et les Charbonnages de France, relative au personnel et à la production - Avenir des régions minières - Solidarité nationale - Importance des crédits accordés au FDES par rapport à ceux engagés depuis 1967 par la Société financière pour favoriser l'industrialisation des régions minières (SOFIREM) - (p. 3788) : remise en cause par M. *Jean Chamant* du plan d'indépendance énergétique - Problème du raffinage - Contrats gaziers avec l'Algérie et l'URSS - Plan charbon - Difficultés des Charbonnages de France - Restructuration des régions minières - Problèmes sociaux - Propositions constructives pour les régions Nord Pas-de-Calais et Provence Côte-d'Azur - (p. 3789) : difficultés liées à la décentralisation - Interrogation de M. *Raymond Dumont* sur le forage d'Epinoy dans la région Nord Pas-de-Calais - Programme de gazéification du charbon - Position du Gouvernement à l'égard du surrégénérateur, évoquée par M. *Jean-François Pintat* - Tarification de l'énergie électrique, notamment dans le département de l'Ain, évoquée par M. *Guy de La Verpillière* - Difficultés aux houillères de Provence évoquées par Mlle *Irma Rapuzzi*.

– **Question au Gouvernement de M. Raymond Dumont : fourniture de ciment à l'Algérie** - (15 décembre 1983) - (p. 4255) : difficultés de l'industrie cimentière française - Ralentissement de l'activité du bâtiment - Restructuration de la société Lafarge France - Exportations - Commande algérienne de ciment refusée par le groupe Lafarge : coûts excessifs de fabrication, de livraison et de transport - Participation d'entreprises françaises à l'effort de construction en Algérie.

– **Question au Gouvernement de M. Max Lejeune : crise industrielle dans la Somme** - (15 décembre 1983) - (p. 4258) : absence de M. Laurent Fabius, en voyage en Inde - Implantation à Roanne de l'entreprise Peaudouce pour des raisons économiques - Difficultés de la reconversion industrielle de la Somme - Intentions du Gouvernement : compensation des réductions d'emplois par des implantations d'activités nouvelles ; aide aux créations d'entreprises - Contrat de plan Etat Picardie.

AUTAIN (François), *Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense* (nommé le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 25 mars 1983, p. 907].

Puis **élu sénateur de la Loire-Atlantique le 25 septembre 1983** (S).

En qualité de secrétaire d'Etat

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **336** de M. Jean Colin : **Parlement** (réponses aux questions orales avec débat) (31 mai 1983) (p. 1231 et suivantes).

n° **343** de M. Adrien Gouteyron : **service national** (affectations des jeunes appelés) (26 avril 1983) (p. 469).

n° **362** de M. Jean Colin : **armée** (suppression d'écoles de troupe) (31 mai 1983) (p. 1231).

n° **374** de M. Fernand Tardy : **service national** (dispense de service national pour les jeunes agriculteurs) (31 mai 1983) (p. 1228, 1229).

n° **377** de M. Philippe Madrelle : **industrie aéronautique** (Aquitaine : situation des industries aéronautiques et spatiales) (31 mai 1983) (p. 1229, 1230).

En qualité de sénateur

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires étrangères (5 octobre 1983) (p. 2267).

AUTHIE (Germain), sénateur de l'Ariège (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis élu secrétaire.

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (6 mai 1983) (p. 721).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État (13 décembre 1983) (p. 4127).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (14 décembre 1983) (p. 4243).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (15 décembre 1983) (p. 4275).

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement : plan de restructuration de l'industrie de l'aluminium** - (19 mai 1983) - (p. 943) : groupe Pechiney Aluminium - Contrat de plan et emploi - Planification régionale - Pyrénées.

– **Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public** [n° **282 (82-83)**] - (6 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1392) : secteur public marqué par le développement de la citoyenneté dans l'entreprise - Nouvelle politique sociale voulue par le pays et opposition systématique de la majorité sénatoriale - Tentative de restriction du champ d'application de ce projet de loi - Souhait de donner aux salariés les moyens de la participation et de la négociation - Complément de la loi du 11 février 1982 sur les nationalisations - Participation des travailleurs à la gestion dans l'entreprise par l'élection d'un tiers des membres du conseil d'administration ou de surveillance ; création de conseils d'atelier ou de bureau ; amélioration du droit syndical ; accroissement du rôle des comités d'entreprises - Désir de concertation - (p. 1393) : secteur public devant être le levier de la rénovation structurelle de notre industrie - Réunification de l'économique et du social dans un projet collectif.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3597) : dotation globale d'équipement (DGE) -Electrification et adductions d'eau - Fonds d'amortissement des charges d'électrification (FACE) - Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) - Programme d'électrification rurale de 1984 - Transfert de l'équipement rural aux départements par la DGE - Responsabilités du Gouvernement - Hydraulique agricole - Drainage - Agriculture et emploi - Vote favorable sur ce budget.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° **7 (83-84)**] - (13 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4123) : concertation préalable à l'élaboration de ce projet - (p. 4124) : principes de la réforme : unité, parité, spécificité - Respect de la libre administration des collectivités locales : non titulaires ; contractuels ; fonctionnaires à temps non complet - Séparation du grade et de l'emploi - Principe du recrutement par concours sur titres ; dérogations prévues - Recrutement direct de fonctionnaires d'Etat pour des emplois de direction ; emplois de cabinet et emplois fonctionnels - Création des centres de gestion - (p. 4125) : compétence des centres de gestion : recrutement, carrière - Absence de dessaisissement des pouvoirs des élus : affectations - Participation des représentants des fonctionnaires aux décisions les concernant - Elaboration des règles statutaires au sein des organismes constitués - Maintien du principe de libre administration des communes par les élus - **Art. 7** (p. 4141) : son amendement n° 229 : délai d'entrée en application du conseil supérieur de la fonction publique territoriale à compter de la publication de la loi ; réservé, puis adopté - **Art. 21** (p. 4151) : son amendement n° 232, soutenu par M. René Régnault : affiliation obligatoire aux centres départementaux de gestion des collectivités employant des fonctionnaires à temps incomplet ; retiré - **Art. 21** *ter* (p. 4155) : son amendement n° 234, soutenu par M. René Régnault : financement des centres de gestion par une cotisation assise sur la masse des rémunérations versées aux fonctionnaires à temps complet ou incomplet dont la gestion relève de ces centres ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (14 décembre 1983) - **Art. 2** (*suite*) - (p. 4192) : son amendement n° 228 : recours à des non titulaires limité au remplacement de titulaires indisponibles ; rejeté - **Art. 34** (p. 4193) : son amendement n° 244, soutenu par M. René Regnault : compétence des comités techniques paritaires en matière d'élaboration des plans de formation ; retiré - **Art. 54** *ter* (p. 4207) : son amendement n° 250, soutenu par M. René Regnault : extension des dispositions de cet article au directeur général, au directeur-adjoint d'établissements publics ainsi qu'au directeur général des services techniques ; retiré - **Art. 86** (p. 4219) : son amendement n° 257, soutenu par M. René Regnault : dispositions du second alinéa de cet article applicables à compter de l'entrée en vigueur du régime indemnitaire de leurs corps ou de leurs emplois ; retiré - **Art. 118** (p. 4237) : son amendement n° 256, soutenu par M. René Régnault : titularisation des agents non titulaires des collectivités territoriales dans la fonction publique territoriale ; devenu sans objet.

AVICE (Edwige), *ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports* (nommé le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy [*JO* Lois et décrets 25 mars 1983, p. 907].

DÉPÔTS

Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives [n° **226 (82-83)**] (12 avril 1983) **-Jeunesse et sports.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **313** de M. Paul Séramy : **sports** (avenir de la fédération équestre) (26 avril 1983) (p. 469, 470).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives** [n° **226 (82-83)**] - (10 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 728) : référence aux lois du 20 décembre 1940 et du 29 octobre 1975 - Nombre de licenciés et de pratiquants - Colloque de Font-Romeu - Rattachement de l'éducation physique et sportive à l'éducation nationale - Prise en compte de la loi de décentralisation et de la nouvelle législation du travail - Action de promotion sportive - (p. 729) : insuffisance de la formation initiale des maîtres ; création de la dominante éducation physique et sportive - Enseignement dans les collèges, les lycées et enseignement supérieur - Associations sportives, scolaires ou universitaires - Relations entre l'Etat et les fédérations sportives - Modalités de délivrance des titres nationaux, régionaux ou départementaux - Liberté d'association - Coordination des manifestations de spectacle sportif - Aide des personnes publiques aux groupements sportifs - Sport professionnel - Formes de la société d'intérêt sportif : société d'économie mixte sportive locale ; société à

objet sportif - Reconnaissance officielle de la qualité d'athlète de haut niveau ; plan de carrière - Importance des activités physiques et sportives dans le monde du travail - Compétence des comités d'entreprise et des associations d'entreprise - Relations avec les grandes centrales syndicales - (p. 730) : activités physiques et sportives dans la fonction publique - Formation de cadres qualifiés et formation professionnelle continue - Prise en compte des besoins par le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) - Élaboration de ce texte et importance de la concertation - Participation du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) - Présentation d'un texte cadre et domaine de la loi ou du règlement - Création du Conseil national des activités physiques et sportives (CNAPS) - Situation des cadres techniques sportifs - (p. 731) : contenu du professorat de sport - Politique du sport de haut niveau et préparation des jeux olympiques - Conventions avec les administrations, les entreprises et entraînement des athlètes de haut niveau - Aménagement des *cursus* au plan universitaire - Mise en informatique de tous les athlètes classés par les fédérations - Sections sport études - Décentralisation et régionalisation de la politique sportive - Rôle des centres régionaux d'éducation physique et sportive et d'éducation populaire (CREPS) - Développement du sport de masse, de compétition ou de loisirs - Temps libre - Pratique sportive pendant les vacances dans les zones urbaines pour les jeunes - Rôle des fédérations sportives - (p. 732) : activités adaptées aux personnes du troisième et du quatrième âge - Sport féminin - Accès au sport des handicapés - Présence du monde du sport et promotion de la pratique physique et sportive de la population - (p. 744) : champ d'intervention des activités physiques et sportives - CNAPS - (p. 745) : action des collectivités territoriales en faveur du sport - Équilibre entre le pouvoir d'Etat et le pouvoir associatif et entre l'Etat et les collectivités locales - Loi Mazeaud du 29 octobre 1975 - Mise en place du service public de formation pour les cadres des métiers du sport - Développement de la vie associative ; bénévolat - Rôle et indépendance du mouvement sportif - Problème du règlement des litiges - Mission du CNAPS - Modalités d'utilisation du Fonds national pour le développement du sport (FNDS) avec l'accord du mouvement sportif - Sport professionnel - Relations dans les communes entre les clubs professionnels et les élus - Enseignement des activités physiques au sein du système scolaire - (p. 746) : présentation de ce texte par le ministère de l'éducation nationale et celui du temps libre, de la jeunesse et des sports - Développement du sport optionnel - Formation des maîtres - Sport professionnel ; sociétés à objet sportif et sociétés d'économie mixte locale - Médecine du sport ; prise en compte d'un système médical et hospitalier existant ; importance de la prévention - Apport au sport français de l'outil dont il a besoin - **Art. 1** (p. 748) : accepte les amendements n° 100 de M. Jules Faigt, soutenu par M. Marc Bœuf (importance des activités physiques et sportives sur le plan de l'éducation et de la culture ; rôle de l'Etat ; définition du mouvement sportif ; promotion de la vie associative) et n° 86 de M. Guy Schmaus (dimension culturelle et éducative des activités physiques et sportives ; place dans l'activité sociale ; mission de l'Etat et des associations sportives) -S'oppose à l'amendement n° 7 de M. Roland Ruet, rapporteur (mission du mouvement sportif et aide de l'Etat) - **Art. 2** (p. 749) : demande le retrait des amendements n° 87 de M. Guy Schmaus (éducation physique et sportive et autorité du ministre de l'éducation nationale), n° 78 de M. Jean Francou (définition par l'Etat des programmes de l'éducation physique et sportive après les concertations nécessaires) et n° 9 de M. Roland Ruet, rapporteur (organisation par l'Etat des programmes de l'éducation physique et sportive, sous réserve des dispositions de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur) - **Art. 3** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 79 de M. Jean Francou (éducation physique et sportive dans les établissements d'enseignement technique) - S'oppose à l'amendement n° 10 de M. Roland Ruet, rapporteur (prise en charge par l'Etat des frais de l'enseignement de l'éducation physique et sportive dans les écoles maternelles, primaires et les établissements du second degré) -(p. 750) : utilisation des équipements - S'oppose à l'amendement n° 1 de M. Stéphane Bonduel (enseignement des activités physiques et sportives dans l'enseignement primaire par des instituteurs spécialisés ou des instituteurs) - (p. 751) : s'oppose aux amendements n° 88 de M. Guy Schmaus (enseignement des activités physiques et sportives par des instituteurs et des institutrices ; perspective de mise en place d'équipes éducatives) et n° 11 de M. Roland Ruet, rapporteur (possibilité d'assistance des instituteurs et institutrices par un personnel qualifié dans les écoles maternelles et les établissements du premier degré) - (p. 752) : accepte l'amendement n° 80 de M. Jean Francou (mesures d'adaptation de l'éducation physique et sportive pour les handicapés dans l'enseignement primaire et secondaire) - **Art. 4** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 12 de M. Roland Ruet, rapporteur (mission des établissements publics à caractère scientifique et culturel : organisation et développement de la pratique des activités physiques et sportives des étudiants et des personnels) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de M. Stéphane Bonduel (éducation physique et sportive pour les personnes handicapées) - **Art. 5** (p. 753) : accepte les amendements de M. Roland Ruet, rapporteur, n° 13 (création de groupements sportifs et cas particulier des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) et n° 14 (suppression des dispositions de cet article relatives aux associations sportives, scolaires et universitaires) - **Art. 6** : conditions de l'agrément ou du retrait de l'agrément des groupements sportifs - Accepte l'amendement n° 15 de M. Roland Ruet, rapporteur (aide de l'Etat en faveur des groupements sportifs agréés) - **Art. 7** (p. 754) : distinction entre le domaine législatif et le domaine réglementaire - Développement en accord avec le ministère de l'éducation nationale des sections sport études - S'oppose à l'amendement n° 16 de M. Roland Ruet, rapporteur (création d'une association sportive dans tous les établissements du second degré et dans toutes les universités) - Accepte l'amendement n° 17 de M. Roland Ruet, rapporteur (substitution du terme « collectivités territoriales » à « collectivités locales ») - (p. 755) : accepte l'amendement n° 18 de M. Roland Ruet, rapporteur (aide de l'Etat pour les associations sportives scolaires et universitaires ; possibilité pour les collectivités territoriales de concourir au développement de ces associations) - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 69 de M. Marc Bœuf (utilisation par les équipes scolaires et universitaires des équipements sportifs des collectivités territoriales) - **Art. 8** : accepte l'amendement n° 19 de M. Roland Ruet, rapporteur (affiliation des associations sportives scolaires et universitaires à des fédérations elles-mêmes affiliées à une confédération) - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 103 de M. Jules Faigt, soutenu par M. Marc Bœuf (affiliation des associations à des fédérations et à des unions) - (p. 756) : Union nationale du sport scolaire (UNSS) - Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP) - **Art. 9** : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Roland Ruet, rapporteur (cas d'obligation de constitution en société anonyme par les groupements sportifs) - Son amendement n° 113 : modalités de constitution des groupements en sociétés ; adopté - (p. 757) : accepte les amendements de M. Roland Ruet, rapporteur, rédactionnel n° 21, et n° 22 (régime juridique d'une société à objet sportif ou d'une société d'économie mixte locale) - **Art. 11** : accepte l'amendement n° 23 de M. Roland Ruet, rapporteur (détention de la majorité du capital social et de la majorité des voix dans les organes délibérants par une association sportive) - (p. 758) : son amendement n° 111 : possibilité dans les sociétés d'économie mixte locales de détention de ces majorités ensemble par l'association et les collectivités territoriales ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 3 de M. Stéphane Bonduel (affectation de l'excédent des résultats d'un exercice en totalité à la constitution de réserves et absence de distribution aux actionnaires) et à l'amendement n° 26 de M. Roland Ruet, rapporteur (caractère désintéressé du mouvement sportif ; affectation des bénéfices éventuels

des sociétés à la constitution d'un fonds de réserve) - **Art. 12** (p. 759) : accepte l'amendement n° 27 de M. Roland Ruet, rapporteur (modalités de modification du régime juridique ou d'harmonisation des statuts pour les groupements sportifs) - **Art. 13 :** accepte l'amendement de forme n° 28 de M. Roland Ruet, rapporteur - (p. 760) : accepte les amendements de M. Roland Ruet, rapporteur, n° 29 (tutelle de l'autorité administrative pour les fédérations sportives ; tutelle du ministre chargé de l'éducation nationale pour les fédérations et unions sportives scolaires et universitaires) et n° 30 (principe de l'indépendance des fédérations) -(p. 761) : son amendement n° 112 : mission des fédérations sportives de service public aux fins d'organiser l'initiation et le perfectionnement des activités physiques et sportives et de délivrer les titres fédéraux ; adopté - Accepte l'amendement rédactionnel n° 32 de M. Roland Ruet, rapporteur - (p. 762) : accepte les amendements n° 108 de M. Stéphane Bonduel (possibilité pour les fédérations sportives de recevoir un concours financier et en personnel de l'Etat, notamment sous la forme de cadres recrutés et rémunérés par le ministre chargé des sports, effectuant leur temps de travail auprès de ces fédérations par conventions) et n° 83 de M. Jean Francou (possibilité de concours de personnels de l'Etat pour les fédérations sportives ; détermination des modalités de concours par conventions) - **Art. 14 :** accepte l'amendement n° 33 de M. Roland Ruet, rapporteur (régime d'attribution des pouvoirs aux fédérations ; organisation des compétitions sportives internationales, nationales, régionales ou départementales) - Demande le retrait de l'amendement n° 98 de M. Jules Faigt, soutenu par M. Marc Bœuf (compétence donnée auxfédérations par le ministre pour définir les règles techniques propres à chaque discipline ; conditions d'attribution de la délégation par décret) - **Art. 15** (p. 763) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Roland Ruet, rapporteur (suppression de cet article relatif à la possibilité pour l'autorité administrative d'interdire, à la demande des fédérations, certaines manifestations sportives) - **Art. 16** (p. 764) : accepte l'amendement n° 35 de M. Roland Ruet, rapporteur (représentation des fédérations et groupements sportifs au Comité national olympique et sportif français) - (p. 765) : accepte la première partie de l'amendement n° 36 de M. Roland Ruet, rapporteur (soumission des conflits opposant les licenciés, les groupements sportifs et les fédérations à leur demande au Comité national olympique et sportif français aux fins de conciliation) et s'oppose à la seconde partie de ce même amendement (conciliation préalable à l'engagement d'une procédure devant la juridiction compétente) - Accepte les amendements de M. Roland Ruet, rapporteur, n° 68, rédactionnel, et n° 37 (possibilité pour le Comité national olympique et sportif français de participer à la gestion du Fonds national pour le développement du sport) - (p. 766) : s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Stéphane Bonduel (création d'émissions à vocation d'éducation sportive et de service) - Accepte l'amendement n° 38 de M. Roland Ruet, rapporteur (association du comité à la promotion équitable des différentes disciplines sportives dans les programmes de radiodiffusion sonore et de télévision) - (p. 767) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 84 de M. Jean Francou et n° 39 de M. Roland Ruet, rapporteur, relatifs à la représentation du Comité national olympique et sportif français dans chaque région par un comité régional olympique et sportif, et dans chaque département par un comité départemental olympique et sportif - **Art. 17 :** accepte l'amendement n° 40 de M. Roland Ruet, rapporteur (constitution de l'association sportive d'entreprise, conformément à la loi du 1er juillet 1901) - **Après l'art. 17 :** s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Guy Schmaus (possibilité pour les agents des administrations publiques et les ouvriers de l'Etat de pratiquer les activités physiques et sportives) - **Art. 18 :** accepte l'amendement rédactionnel n° 41 de M. Roland Ruet, rapporteur - **Art. 19** (p. 768) : accepte l'amendement n° 42 de M. Roland Ruet, rapporteur (organisation de stages destinés à la formation des éducateurs sportifs nécessaires à l'encadrement des activités physiques et sportives dans l'entreprise) - **Art. 20 :** accepte l'amendement n° 43 de M. Roland Ruet, rapporteur (droit de demeurer membres des associations sportives pendant le service national) - **Art. 22** (p. 769) : s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Roland Ruet, rapporteur (aménagement de la scolarité du sportif de haut niveau par les établissements du second degré ; convention avec le ministre chargé des sports et aménagement par les établissements publics à caractère scientifique et culturel de l'organisation des études des sportifs de haut niveau) - **Art. 23 :** politique de convention - Diversification de l'enseignement des athlètes de haut niveau - S'oppose à l'amendement n° 45 de M. Roland Ruet, rapporteur (accès des sportifs de haut niveau à des enseignements de formation ou de perfectionnement ; demande de dispense par la commission nationale du sport de haut niveau) - **Art. 24** (p. 770) : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Roland Ruet, rapporteur (modalités d'accomplissement par un sportif de haut niveau de ses obligations du service militaire) - **Art. 25 :** s'oppose aux amendements de M. Roland Ruet, rapporteur, n° 47 (suppression de la possibilité pour un agent d'une colleetivité territoriale, sportif de haut niveau, de bénéficier de conditions particulières d'emploi afin de poursuivre son entraînement) et n° 49 (conditions particulières d'emploi pour les agents des collectivités territoriales ayant la qualité de sportif de haut niveau) - Accepte les amendements de M. Roland Ruet, rapporteur, n° 48, de forme, et n° 50 (détermination des modalités d'application de cet article par un décret en Conseil d'Etat) - **Art. 26 :** accepte l'amendement rédactionnel n° 51 de M. Roland Ruet, rapporteur - **Art. 27** (p. 771) : accepte l'amendement n° 52 de M. Roland Ruet, rapporteur (livret sportif individuel ; informations sportives et médicales) - S'oppose à l'amendement n° 53 de M. Roland Ruet, rapporteur (participation aux compétitions sportives et présentation d'un certificat médical d'aptitude) - (p. 772) : s'oppose à l'amendement n° 85 de M. Jean Francou (liste des médecins habilités à délivrer un certificat d'aptitude à la pratique d'un sport) - Accepte l'amendement n° 90 de M. Guy Schmaus (actions de prévention en matière sportive et rôle des médecins) - **Après l'art. 27** (p. 773) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 73 de M. Michel Miroudot (formation spécifique des médecins du sport ; formation spécialisée pendant le troisième cycle) - **Art. 28 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 6 de M. Stéphane Bonduel (responsabilité civile des pratiquants du sport ; énumération des personnes assujetties à l'assurance obligatoire) - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 75 de M. Roland Ruet, rapporteur (possibilité de dérogation pour certaines collectivités territoriales) - **Avant l'art. 29** (p. 774) : s'oppose aux amendements de M. Guy Schmaus n° 91 (établissement d'un schéma directeur d'équipements sportifs d'intérêt national dans le cadre du Plan) et n° 92 (construction d'un établissement scolaire avec les équipements nécessaires à la pratique des activités physiques et sportives) - Accepte l'amendement n° 93 de M. Guy Schmaus (programme de construction d'ensembles immobiliers et d'aménagement de zones industrielles ; surfaces et équipements destinés à la pratique des activités physiques et sportives) - **Art. 29** (p. 775) : accepte l'amendement n° 55 de M. Roland Ruet, rapporteur (détermination des conditions d'application de cet article par décret en Conseil d'Etat) - **Art. 30 :** accepte l'amendement n° 56 de M. Roland Ruet, rapporteur (autorisation du ministre chargé des sports pour toute suppression d'un équipement privé dont le financement a été assuré en partie par une personne morale de droit public, ainsi que pour la modification de son affectation) - (p. 776) : s'oppose à l'amendement n° 57 de M. Roland Ruet, rapporteur (indemnisation des préjudices subis par le propriétaire en cas de refus d'autorisation ou par suite des conditions dans lesquelles l'autorisation est accordée ; modalités de réparation par l'administration) - **Art. 31 :** s'oppose à l'amendement n° 105 de MM. Stéphane Bonduel et Jacques Pelletier (exclusion des activités physiques et sportives organisées dans le cadre des associations de jeunesse et d'éducation populaire du champ d'application de cette loi) - (p. 777) : accepte l'amendement n° 58 de M. Roland Ruet, rapporteur

(délivrance ou reconnaissance par l'Etat du diplôme attestant la qualification) - Demande le retrait des amendements n° 74 de MM. Michel Miroudot et Louis Boyer (présentation d'un diplôme attestant de la qualification pour enseigner de façon régulière les activités physiques et sportives) et n° 77 de M. Guy de La Verpillière (reconnaissance d'un diplôme national ou fédéral) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 59 de M. Roland Ruet, rapporteur - **Art. 32** (p. 778) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Roland Ruet, rapporteur (participation des associations et fédérations sportives, des organisations syndicales représentatives, des collectivités territoriales et des entreprises à la définition du contenu et des objectifs des formations) - **Art. 33** : accepte les amendements n° 102 de M. Jules Faigt (composition du service public de formation ; mission de ce service public) et n° 61 de M. Roland Ruet, rapporteur (mission des établissements nationaux et régionaux relevant du ministre chargé des sports et des établissements relevant du ministre chargé de l'éducation nationale) - Avis du Conseil de l'éducation nationale, du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), du Haut comité de la jeunesse et des sports et du Conseil d'Etat - Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) - (p. 779) : CREPS - **Art. 34** : accepte les amendements de M. Roland Ruet, rapporteur, n° 62, de forme, et n° 63 (définition par décret des garanties d'hygiène et de sécurité exigées pour les établissements d'activités physiques et sportives) - **Art. 35** : accepte l'amendement n° 64 de M. Roland Ruet, rapporteur (absence de garanties et possibilité pour l'autorité administrative de prononcer la fermeture temporaire ou définitive d'un établissement) - (p. 780) : accepte l'amendement n° 65 de M. Roland Ruet, rapporteur (conditions d'assurance et possibilité de fermeture d'un établissement) - **Art. 36** : accepte les amendements de M. Roland Ruet, rapporteur, n° 66 (infraction et prise de sanctions) et n° 67 rédactionnel - **Après l'art. 36** : accepte la réserve de l'amendement n° 95 de M. Guy Schmaus (intitulé de titre nouveau : « Organes de concertation ») - S'oppose à l'amendement n° 96 de M. Guy Schmaus (création et mission du Conseil national des activités physiques et sportives) - (p. 781) : s'oppose à l'amendement n° 97 de M. Guy Schmaus (composition et mission du Conseil national de la recherche et de la technologie en activités physiques et sportives).

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports - (2 décembre 1983) - (p. 3624) : comparaison avec le budget de 1983 et prise en compte de certains éléments : rattachement du tourisme au ministère du commerce extérieur ; création de la dotation globale d'équipement (DGE) ; plan de titularisation et d'intégration de professeurs d'éducation physique et sportive (EPS) - Crédits extra-budgétaires : Fonds national de développement du sport (FNDS) ; taxes sur le loto et le pari mutuel urbain (PMU) ; délai d'utilisation des crédits ; pourcentage prévisible d'augmentation pour 1984 et prise en compte de l'augmentation des enjeux - (p. 3625) : projet de budget des sports pour 1984 : participation de la France aux Jeux olympiques de Sarajevo et de Los Angeles ; opération dite des grands stades - Loi relative à la promotion des activités physiques et sportives - Elargissement de la pratique du sport : transfert à la direction des sports de la tutelle sur les activités de pleine nature ; rénovation et ouverture des centres régionaux d'éducation physique et sportive et d'éducation populaire (CREPS) ; service public de formation aux métiers du sport ; diplômes ; professorat de sport ; plan de titularisation des professeurs adjoints - Section sport-études et développement du sport de haut niveau - Politique de la jeunesse et de l'éducation populaire ; financements interministériels ; recherche - Opération jeunes volontaires - Rémunération des animateurs saisonniers ; cadres techniques et pédagogiques : stages d'insertion sociale - (p. 3626) : centres et bureaux d'information jeunesse - Développement des loisirs quotidiens des enfants et des jeunes - Aide à l'initiative des jeunes en matière de création d'entreprise : bourses, aventure, jeunesse, initiative, responsabilité (AJIR) - Développement des échanges internationaux - Centres de vacances - Offices franco-allemand et franco-québécois pour la jeunesse - Formation des cadres des centres de vacances et de loisirs - Bilan du programme jeunes volontaires de 1982 et 1983 ; participation des associations - Promotion de la vie associative : mise en place du Conseil national de la vie associative (CNVA) ; moyens financiers - Financement des postes du Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep) ; exonération de la taxe sur les salaires - Politique de contrats d'objectifs avec les associations - Baisse des crédits d'intervention et transferts de compétences - (p. 3627) : transformation du Fonjep en Fonds de développement de la vie associative - Statut des assistants de jeunesse et d'éducation populaire - Investissements : décentralisation ; dotation globale d'équipement (DGE) - Grands stades et gymnases - Rôle de l'Etat en matière de recherche - Réalisation de gros équipements sportifs et schéma directeur des équipements ; Jeux olympiques de 1992 - Autorisations de programme et crédits de paiement - Réduction des inégalités régionales : gymnases ; maisons du temps libre ; programmes coordonnés de développement de certains sports : financement par le FNDS - Modernisation des CREPS - Equipements d'accueil des jeunes - Loisirs : conseil aux collectivités locales - (p. 3628) : préparation de l'année internationale de la jeunesse - Crédits de fonctionnement : déménagement du ministère ; services extérieurs - Elargissements des objectifs du mnistère : participation du mouvement sportif aux actions en faveur de la jeunesse ; rôle du FNDS - Demande l'adoption des crédits - (p. 3639) ; réponse aux divers intervenants : politique du temps libre et des loisirs ; rôle du mouvement associatif - Equipements sportifs : terrains de football ; équipements légers en milieu urbain ou rural - Formation des animateurs sportifs ; réorganisation des brevets d'Etat - (p. 3640) : architecture ; conseils aux collectivités locales - Innovation dans la relation entre l'Etat et les associations ; concertation ; consultation du CNVA ; conventions entre l'Etat et les associations : conventions par objectif ; conventions Jeunes volontaires ; participation des scouts - Insertion sociale et professionnelle des jeunes - Subventions aux associations - Programmes d'action prioritaire - Nécessité d'innovation - Aides financières au mouvement associatif : postes Fonjep - Aide au fonctionnement : contrats d'utilité sociale - Préparation des Jeux olympiques : rapport Bobin - (p. 3641) : prise en charge des athlètes : hébergement et accueil ; rôle de la commission du sport de haut niveau et du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) - Candidature éventuelle de la France pour l'organisation des Jeux de 1992 ; localisation de grands équipements et aménagement du territoire ; étude de faisabilité - Résultats attendus en 1984 - Sport de haut niveau et sport de masse - Intérêt du Sénat pour le FNDS ; prélèvement sur les enjeux du loto ; hypothèse du deuxième tirage - Création d'un Fonds solidaire de la vie associative - Année internationale de la jeunesse - Préparation du budget pour 1985 - (p. 3642) : retard dans l'attribution des crédits et procédure de déconcentration - Postes Fonjep et participation de l'Etat - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3642) : répond à l'intervention de M. Adolphe Chauvin sur l'amendement voté par le Sénat tendant à porter de 2,25 à 2,50 % le prélèvement sur les enjeux du loto ; financement du FNDS ; fixation souhaitable d'une somme plutôt que d'un pourcentage.

B

BADINTER (Robert), *garde des sceaux, ministre de la justice* (nommé le 22 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 23 mars 1983, p. 882].

DÉPÔTS

Projet de loi relatif aux greffiers en chef stagiaires nommés à la suite du premier concours d'accès à l'École nationale de la magistrature (session 1976) [n° **327 (82-83)**] (18 mai 1983) - **Examens, concours et diplômes.**

Projet de loi organique relatif aux candidats admis au premier concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature (session 1976) [n° **328 (82-83)**] (18 mai 1983) - **Examens, concours et diplômes.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **365** de M. Pierre Gamboa : **tribunaux de commerce** (apurement du passif des entreprises) (20 mai 1983) (p. 1015, 1016).

n° **397** de M. Christian Poncelet : **industrie textile** (dégradation de la situation dans le secteur du textile et de l'habillement) (16 décembre 1983) (p. 4325, 4326).

n° **412** de M. Robert Pontillon : **informatique** (fonctionnement de la commission nationale de l'informatique et des libertés) (21 octobre 1983) (p. 2392).

n° **443** de M. Charles Lederman : **racisme et antisémitisme** (mesures prises ou envisagées par le gouvernement contre les responsables de crimes et de campagnes racistes) (16 décembre 1983) (p. 4323, 4324).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi permettant aux attachés d'administration centrale admis à suivre une formation spécifique à caractère probatoire avant leur nomination en qualité de magistrat de participer à l'activité des parquets et juridictions de l'ordre judiciaire** [n° **73 (82-83)**] - (5 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 25) : statut de la magistrature - Recrutement d'attachés d'administration centrale et formation dispensée - Exemple précédent du recrutement de greffiers en chef non licenciés en droit ; mesure similaire : prestation de serment.

– **Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981** [n° **493 (81-82)**] - (6 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 65) : place du projet de loi dans l'entreprise d'élaboration d'un nouveau code pénal et de rénovation du régime de l'application des peines - (p. 66) : droits de la victime - Restrictions apportées par la loi « sécurité et liberté » à la liberté du juge - Exemple de l'extension de la procédure de jugement des flagrants délits et de l'érosion des pouvoirs du juge de l'application des peines - Caractère secret de l'élaboration de la loi et vivacité de la réaction du monde judiciaire - Efforts du Sénat pour améliorer le texte - Destructuration du droit pénal - Critique de la philosophie du projet par l'Union syndicale des magistrats en novembre 1980 - Proposition d'abrogation de certaines dispositions de procédure pénale et de droit pénal général de la loi du 2 février 1981 - (p. 67) : position d'attente du Gouvernement dans le cas de certaines dispositions de droit pénal spécial et des dispositions relatives aux établissements psychiatriques - Loi de 1838 - Procédure d'urgence : saisine directe ; flagrance ; comparution immédiate ; nombre de prévenus en détention provisoire - Contrôle d'identité : stricte définition du champ d'application des contrôles, garanties nouvelles aux personnes en faisant l'objet - Travail de la commission des lois du Sénat et de M. *Marcel Rudloff*, rapporteur - Peines de substitution et jour amende ; rapport de la commission présidée par le premier président Schmelck, en mars 1979 - (p. 68) : peine d'immobilisation temporaire de véhicule en matière de violation des règles de la circulation routière - Facteurs d'accroissement de la délinquance et de la criminalité - Action des précédents gouvernements ; coût de la publicité sur le projet de loi « sécurité et liberté » ; primauté carcérale ; nombre de détenus lors de l'entrée en vigueur de la loi « sécurité et liberté » et absence d'accroissement concomitant du budget de la justice - Prison et récidive des jeunes délinquants ; politique judiciaire suivie par d'autres pays européens ; conclusions du comité d'études sur la violence en 1977 - (p. 69) : volonté du Gouvernement d'entreprendre une lutte d'ensemble contre la délinquance et la criminalité ; fermeté face au crime organisé ; nombre de criminels détenus dans les prisons françaises - Petite délinquance : action globale de prévention ; création d'emplois d'éducateurs de justice et de travailleurs sociaux ; rapport Bonnemaison ; action sur le terrain et expériences réalisées au cours de l'été 1982 par diverses municipalités - Dissuasion ; îlotage - Sanction : récusation de l'accusation de laxisme ; mesures de sûreté et détention provisoire ; contrôle judiciaire ; peines de substitution à l'emprisonnement : travail d'intérêt général ; jour amende ; immobilisation du véhicule - (p. 70) : réparation des préjudices subis par les victimes ; approbation d'un projet de loi par le Conseil des ministres - **Art. 1** (p. 78) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (doublement des peines encourues en cas de crime ou de délit de droit commun commis par un condamné bénéficiant d'une permission de sortir ou d'une mesure de semi-liberté ou de libération conditionnelle) - Récidive légale et récidive spéciale - Portée effective de cet amendement limitée aux délinquants les moins dangereux - Minime proportion des infractions commises durant les permissions de sortir ou les libérations conditionnelles - (p. 79) : risque de déséquilibre du droit de la récidive - **Art. 2 A** (p. 80) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (information du prévenu de son droit de refuser l'accomplissement d'un travail d'intérêt général) - Nécessité de l'adhésion et de la réponse du prévenu - Conventions internationales - (p. 81) : application du travail d'intérêt général en Grande-Bretagne et au Québec - Juge de l'application des peines - Sur l'amendement n° 4 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, accepte le sous-amendement n° 111 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (choix laissé au prévenu entre l'accomplissement d'un travail d'intérêt général et une autre peine) - (p. 83) : sur ce même amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 112 de M. Charles Lederman (réception par le président du tribunal de la réponse du prévenu) - Accepte les amendements identiques n° 5 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, et n° 98 de M. Charles Lederman (prolongation à dix-huit mois du délai pendant lequel le travail d'intérêt général doit être accompli) - Accepte les amendements de M. Marcel Rudloff, rapporteur, n° 6 (suspension provisoire pour motifs graves du travail d'intérêt général), n° 7 (compétences du juge de l'application des peines sur les modalités d'exécution du travail d'intérêt général), n° 8 rédactionnel et n° 10 (application de certaines prescriptions du code du travail au travail d'intérêt général) - (p. 84) : accepte l'amendement n° 11 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (responsabilité de l'Etat en cas de dommages causés à autrui dans l'exécution d'un travail d'intérêt général) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 65 : fixation de la responsabilité de l'Etat à la part qui incombe au condamné, au cas où plusieurs personnes ont concouru aux dommages ; adopté - En réponse à M. Maurice Schumann, résultats satisfaisants des expériences de travail d'intérêt général réalisées dans le cadre de la procédure d'ajournement du prononcé de la peine dans le ressort de la cour d'appel de Paris - (p. 85) : sur l'amendement n° 11 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, accepte le sous-amendement n° 84 de

M. Charles Lederman (compétence des tribunaux judiciaires en matière d'action récursoire) - Accepte l'amendement n° 12 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (extension et conditions d'application des dispositions du travail d'intérêt général aux mineurs de 16 à 18 ans) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 66 : caractère formateur des travaux d'intérêt général ; adopté - Accepte l'amendement de coordination n° 9 de M. Marcel Rudloff, rapporteur - (p. 86) : accepte les amendements de M. Marcel Rudloff, rapporteur, n° 13 (renvoi des modalités d'application des dispositions adoptées à un décret en Conseil d'Etat) et n° 3 de coordination - **Après l'art. 2 A :** accepte l'amendement n° 14 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (dispositions introduisant dans le code pénal la peine de jour amende) - (p. 87) : sur cet amendement, son sous-amendement n° 109 : possibilité d'appréciation par le tribunal des modalités d'exécution à certains cas ; adopté - Efficacité du recouvrement des amendes dans les pays européens ayant adopté le jour amende - Jour amende et réduction du nombre des peines d'emprisonnement de courte durée - Rapport de la commission présidée par le premier président de la Cour de cassation - Droit comparé sur le jour amende - Distinction entre le jour amende et le cautionnement caractère de peine de substitution - (p. 88) : amélioration de la proportionnalité de la sanction pécuniaire - **Art. 2 :** accepte l'amendement n° 15 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (réintégration du sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général dans le cadre général du sursis avec mise à l'épreuve) - (p. 89) : accepte l'amendement rédactionnel n° 16 de M. Marcel Rudloff - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 17 du même auteur (information du prévenu ou de son conseil du droit de refuser l'accomplissement du travail d'intérêt général ; réponse du prévenu) - Accepte les amendements de coordination n° 18 et 19 de M. Marcel Rudloff, rapporteur - (p. 90) : accepte les amendements de coordination n° 20, n° 21 et n° 22 de M. Marcel Rudloff, rapporteur - Accepte l'amendement de coordination n° 23 de M. Marcel Rudloff, rapporteur - Sur cet amendement, son sous-amendement de coordination n° 67 ; adopté - Accepte l'amendement de coordination n° 24 de M. Marcel Rudloff, rapporteur - Sur cet amendement, son sous-amendement de coordination n° 68 ; adopté - (p. 91) : accepte l'amendement de coordination n° 25 de M. Marcel Rudloff, rapporteur - **Après l'art. 2 :** accepte l'amendement n° 26 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (référence au condamné exécutant un travail d'intérêt général dans le code de la sécurité sociale) - **Art. 3** (p. 92) : accepte l'amendement n° 27 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (maintien des dispositions relatives à l'exécution des peines dans leur rédaction antérieure à la loi du 2 février 1981) - S'oppose à l'amendement n° 82 de M. Charles Lederman (modification des dispositions du code de procédure pénale relatives à la période de sûreté) - Approbation par le Conseil d'Etat de l'avant-projet de loi de réforme de l'application des peines - Souhait d'abrogation des seules dispositions de la loi du 2 février 1981 - Précisions apportées à M. Charles Lederman sur le calendrier des discussions du projet de réforme de l'application des peines et sur le calendrier d'élaboration du projet de réforme du code de procédure pénale.

Suite de la discussion - (7 avril 1983) - **Art. 4 A** (p. 98) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 28 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (suppression de cet article visant le délit d'association de malfaiteurs) - **Art. 4 :** accepte l'amendement n° 29 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (modification du texte de cet article visant le certificat constatant l'incapacité de travail) - **Art. 4** *bis* (p. 99) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (suppression de cet article relatif au délit de séquestration de moins de vingt quatre heures) - **Art. 6** (p. 100) : s'oppose aux amendements, n° 72 de M. Charles Lederman (établissement d'une gradation dans l'échelle des peines tenant compte des conséquences corporelles réelles des infractions commises) et n° 31 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (établissement d'une nouvelle gradation des peines) - **Après l'art. 8** (p. 101) : son amendement n° 110 : assimilation à receleur et responsabilité pénale des personnes qui profitent de la délinquance de mineurs vivant avec elles et placés sous leur autorité ; adopté - (p. 102) : s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (sanctions pénales concernant la « squatterisation ») - **Art. 8** *bis* (p. 103) : s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (suppression de cet article relatif à la police des chemins de fer) - (p. 105) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (prolongation du délai de garde à vue au-delà de 48 heures) - Fermeté de la politique judiciaire du Gouvernement et importance du nombre des criminels détenus dans les établissements pénitentiaires - Etat de droit ne pouvant être confondu avec l'état de faiblesse - Risque d'une généralisation de la garde à vue de quatre jours - (p. 106) : sécurité du citoyen et du justiciable à l'encontre de tout ce qui peut menacer la liberté individuelle - Principe de l'*habeas corpus* - Amendement portant atteinte à une liberté fondamentale - (p. 108) : absence de procès d'intention contre quiconque - Elargissement du domaine de la garde à vue risquant de porter atteinte à l'*habeas corpus* - (p. 110) : s'oppose à l'amendement n° 36 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (pouvoirs du président de la chambre d'accusation et du juge d'instruction) - **Art. 9 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 37 de M. Marcel Rudloff, rapporteur - **Art. 10** (p. 111) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 38 de M. Marcel Rudloff, rapporteur - **Art. 13** (p. 112) : s'oppose à l'amendement n° 73 de M. Charles Lederman (contrôle d'identité en cas d'existence d'indices graves) - (p. 117) : s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (détention d'une personne faisant l'objet d'une vérification ne pouvant excéder six heures) - (p. 118) : s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (suppression de l'alinéa de cet article relatif à la nullité en cas d'inobservation des formalités prescrites) et accepte l'amendement n° 100 de M. Félix Ciccolini (remplacement du mot « formalités » par le mot « prescriptions ») - (p. 119) : s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Charles Lederman (suppression de la fixation par décret en Conseil d'Etat des mesures d'application de ce chapitre) - **Intitulé du chapitre II :** accepte l'amendement n° 45 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (« La comparution immédiate ») - **Art. 14 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 46 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (présence facultative d'un conseil) - **Art. 15** (p. 120) : accepte l'amendement de coordination n° 47 de M. Marcel Rudloff, rapporteur - **Art. 16 :** accepte l'amendement de coordination n° 48 de M. Marcel Rudloff, rapporteur - **Art. 17** (p. 121) : s'oppose aux amendements, n° 49 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (droit pour le Procureur de la République de recueillir la déclaration de la personne qui paraît devant lui sans que celle-ci en fasse la demande) et n° 76 de M. Charles Lederman (respect des droits du prévenu et organisation d'un entretien entre le prévenu et son conseil avant toute déclaration au Procureur de la République) - (p. 122) : s'en remet à la sagesse du Sénat, pour les amendements, n° 50 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (intervention facultative d'un avocat) et n° 101 de M. Félix Ciccolini (intervention possible de l'avocat après l'audition du prévenu) - (p. 125) : s'oppose à l'amendement n° 51 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (traduction du prévenu sur le champ devant le tribunal si la peine prévue par la loi n'excède pas cinq ans d'emprisonnement) et sur cet amendement, au sous-amendement n° 106 de M. Félix Ciccolini (traduction du prévenu sur le champ devant le tribunal si la peine encourue n'excède pas cinq ans d'emprisonnement) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 107 de M. Félix Ciccolini (cas de flagrant délit si le maximum de l'emprisonnement prévu par la loi n'excède pas cinq ans) - S'oppose à l'amendement n° 77 de M. Charles Lederman (cas de flagrant délit si le maximum de l'emprisonnement prévu par la loi est au moins égal à deux ans sans excéder cinq ans) -(p. 127) : accepte l'amendement rédactionnel n° 52 de M. Marcel Rudloff,

rapporteur, sur cet amendement accepte le sous-amendement n° 102 de M. Félix Ciccolini (désignation d'office d'un avocat sur la demande du prévenu, par le bâtonnier) et s'oppose au sous-amendement n° 85 de M. Charles Lederman (désignation d'office d'un avocat sauf refus exprimé par le prévenu d'être assisté) - (p. 128) : s'oppose à l'amendement n° 53 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (possibilité pour le tribunal de transmettre le dossier au Procureur de la République afin de mieux se pourvoir pour l'instruction de l'affaire) - (p. 130) : accepte l'amendement n° 54 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, rectification d'une erreur matérielle - Accepte l'amendement n° 78 de M. Charles Lederman (absence de décision au fond à l'expiration du délai et fin de la détention provisoire) - (p. 131) : accepte l'amendement n° 87 de M. Charles Lederman (absence de maintien en détention du prévenu qui, mis en liberté par le tribunal lorsqu'il lui a été déféré, se présente à l'audience de jugement) - **Avant l'art. 19 :** accepte l'amendement n° 56 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (institution d'une nouvelle peine de substitution immobilisant pendant une durée de six mois au plus un ou plusieurs véhicules dont le prévenu est propriétaire) - (p. 132) : accepte l'amendement n° 57 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (habilitation des autorités judiciaires régionales déterminée par décret en Conseil d'Etat pour désigner les enquêteurs de personnalité) - Sur l'amendement n° 58 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (article additionnel relatif aux problèmes posés par les constitutions de partie civile, par les convocations à avocats et par la délivrance de copies par les greffes), son sous-amendement n° 108 : fixation par décret en Conseil d'Etat, à une date qui ne pourra être postérieure au 1er janvier 1986, de l'entrée en vigueur des dispositions du paragraphe III de cet article relatif aux frais de copie de la procédure ; adopté - (p. 135) : s'oppose à l'amendement n° 92 de M. François Collet (sanctions à l'égard de magistrats dont les actes par négligence ou par ignorance pourraient porter de graves préjudices aux citoyens) - (p. 137) : son amendement n° 69 : détermination par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de cet article en ce qui concerne notamment l'habilitation des personnes contribuant au contrôle judiciaire ; adopté - **Art. 19 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 103 de M. Félix Ciccolini (suppression de cet article relatif à la non communication de l'adresse des jurés) - **Avant l'art. 23** (p. 138) : son amendement n° 70 : I. Appréciation de l'ancienneté des associations par rapport à la date de leur constitution de partie civile et extension de cette règle aux crimes contre l'humanité et aux crimes de guerre - II. Possibilité pour les associations de résistants de se constituer partie civile à l'encontre d'auteurs de certaines infractions ; adopté - (p. 139) : accepte l'amendement n° 59 de M. Marcel Rudloff (précision concernant la compétence du tribunal de police saisi d'affaires de contraventions en matière de transport) - S'oppose à l'amendement n° 60 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (abrogation des articles du code de procédure pénale relatifs au pourvoi en matière de détention provisoire ou contre un arrêt de mise en accusation - Accepte l'amendement n° 61 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (interdiction du territoire français entrainant de plein droit la reconduite du condamné à la frontière à l'expiration de sa peine) - **Avant l'art. 24** (p. 140) : accepte l'amendement n° 105 de M. Félix Ciccolini (autorisation pour les dirigeants sociaux soumis à la procédure de liquidation à se constituer partie civile à titre personnel afin de pouvoir établir la culpabilité de l'auteur d'un crime ou d'un délit) - **Art. 25 :** son amendement ° 71 : décrets en Conseil d'Etat pris avant le 1er janvier 1984 fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions relatives au travail d'intérêt général, au jour amende, à l'immobilisation temporaire des véhicules et à l'habilitation des enquêteurs de personnalité ; adopté - **Intitulé du projet de loi :** s'oppose à l'amendement n° 63 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (« Projet de loi modifiant ou complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale ») - **Deuxième délibération : art. 2 A** (p. 141) : accepte les amendements de M. Marcel Rudloff, rapporteur, n° 1 d'harmonisation et n° 2 de coordination - **Art. 2** (p. 142) : accepte l'amendement de coordination n° 3 de M. Marcel Rudloff, rapporteur - **Vote sur l'ensemble** (p. 143) : médiocrité de la loi « sécurité et liberté », bridant la liberté du juge - Importance de l'abrogation des dispositions de droit pénal général - Introduction dans le droit français des peines de substitution et absence de discrimination entre les justiciables en réponse à M. Charles Lederman - Droit d'action des associations de résistants et de déportés - Communication du dossier au conseil - Préoccupation concernant l'extension de la procédure d'urgence : comparution immédiate - Doublement de la peine encourue en cas d'infraction commise par un permissionnaire et atteinte au sens de l'équité - Suggère l'abstention en ce qui concerne le vote sur l'ensemble de ce texte.

Deuxième lecture [n° **257 (82-83)**] - (3 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 548) : abrogation ou révision de la loi « sécurité et liberté » - Echelle des peines correctionnelles - Nouvelles peines de substitution : travail d'intérêt général ; jour amende ; immobilisation du véhicule - Changement de titre du projet - Contribution essentielle des chambres à la mise en oeuvre de la nouvelle politique pénale - (p. 549) : abrogation par l'Assemblée nationale des infractions telles que la séquestration de moins de 24 heures et l'entrave à la circulation des chemins de fer - Suppression de l'association de malfaiteurs en matière correctionnelle - Procédure pénale et disparition du contrôle administratif du président de la chambre d'accusation sur les cabinets d'instruction - Procédure de comparution immédiate et garanties essentielles - Procédure d'urgence - Cas de l'infraction commise par un condamné en semi-liberté ou en libération conditionnelle - Délais de garde à vue - Historique des contrôles d'identité ; lois du 28 février 1943 et du 2 février 1981 - (p. 550) : vérifications d'identité : garanties en cas d'opérations de police administrative et absence de garanties pour des opérations de police judiciaire - Opposition de l'Assemblée nationale à toutes les vérification d'identité, prises d'empreintes et de photographies anthropométriques - Nécessité de prise d'empreintes et de photographies dans certains cas en matière de police judiciaire - Modalités de garde à vue - (p. 551) : maintien en vigueur de la loi de 1943 - Interdiction de la prise d'empreintes en matière de vérification d'identité et exceptions limitatives à ce principe - Opérations de police judiciaire - Enquête de flagrance - Rôle du procureur de la République - Proscription de la mise en mémoire sur fichier manuel ou automatisé, sauf en cas de suites judiciaires - Protection des libertés individuelles - Mission de la police - (p. 552) : demande le vote de l'amendement du Gouvernement et du projet de loi - **Art. 1** (p. 556) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (délit en cours de semi-liberté, de libération conditionnelle ou de permission de sortir et doublement de peine) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (substitution des mots « 463-2 » à « 463-1 ») - **Art. 2 A** (p. 557) : accepte l'amendement n° 3 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (suppression de l'obligation faite au président du tribunal d'indiquer la nature du travail d'intérêt public devant être effectué par le condamné) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 24 de M. Charles Lederman (durée maximum du travail d'intérêt général pour les mineurs de 16 à 18 ans) - (p. 558) : accepte les amendements de M. Félix Ciccolini, n° 32 (établissement de la liste des travaux d'intérêt général et consultation de tout organisme public compétent en matière de prévention et de délinquance) et n° 33 (suppression de l'habilitation des établissements publics dans lesquels s'exécute l'activité des condamnés) - **Art. 2 B :** accepte l'amendement n° 4 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (dispositions relatives au jour amende) - **Art. 2** (p. 559) : accepte l'amendement de coordination n° 5 de M. Marcel Rudloff, rapporteur - Accepte les amendements de coordination n° 34 et n° 38 de M. Félix Ciccolini - **Art. 3** (p. 560) : accepte l'amendement n° 6 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (exécution des peines et rétablissement de la législation de 1978) et s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Charles Lederman (durée de la période de sûreté) -

Art. 4 A : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 7 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (suppression de cet article relatif à la notion de complicité par procuration de moyens destinés à commettre les crimes) - **Art. 6** (p. 561) : s'oppose aux amendements n° 8 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (peine pour vol aggravé par le port d'une arme ou par des violences ayant entraîné une incapacité totale de travail de plus de huit jours, une infirmité permanente ou la mort sans intention de la donner) et n° 26 de M. Charles Lederman (gradation dans l'échelle des peines et prise en compte des conséquences corporelles réelles des infractions commises) - **Art. 8** *bis* (p. 562) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (suppression de cet article relatif à l'abrogation de l'article 18-1 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer) - **Art. 9 A** (p. 563) : demande le rejet de l'amendement n° 10 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (rétablissement de cet article relatif au délai de garde à vue) - (p. 564) : garde à vue et pouvoirs de la police sur commission rogatoire dans le cadre de l'enquête conduite par le juge d'instruction - **Art. 9 B** (p. 566) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (pouvoir de contrôle du président de la chambre d'accusation sur la marche des dossiers du juge d'instruction) - **Art. 9** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 12 de M. Marcel Rudloff, rapporteur - **Art. 13** (p. 567) : son amendement n° 42 : vérification d'identité et information de l'intéressé par l'officier de police judiciaire de son droit de prévenir sa famille ou toute personne de son choix ; adopté - (p. 568) : demande le rejet de l'amendement n° 27 de M. Charles Lederman (vérification d'identité et information immédiate du procureur de la République ; droit de l'intéressé de prévenir sa famille ou toute personne de son choix) - (p. 569) : problème de l'utilisation des résultats des opérations de vérification d'identité ; destruction après six mois en cas d'absence de procédure judiciaire - (p. 570) : son amendement n° 39 : énumération des cas où les opérations de vérification d'identité peuvent donner lieu à la prise d'empreintes digitales ou de photographies ; adopté - (p. 571) : définition du cadre - Contrôle de l'autorité judiciaire - (p. 574) : sur cet amendement n° 39, s'oppose au sous-amendement n° 41 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (suppression des dispositions de cet amendement relatives à l'autorisation du procureur de la République à une prise d'empreintes ou de photographies) - Importance de la garantie et nécessaire autorisation préalable du ministère public ou du juge d'instruction - Destruction des documents après six mois et impossibilité de création d'un fichier - (p. 579) : accepte l'amendement n° 35 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (substitution du mot « prescriptions » à « formalités ») - **Art. 14** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 14 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (caractère non obligatoire de la présence d'un avocat) - **Art. 17** (p. 580) : s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Charles Lederman (droits du prévenu et organisation d'un entretien entre lui et son conseil) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de coordination de M. Marcel Rudloff n° 16 et n° 17 - (p. 581) : demande le rejet des amendements n° 30 de M. Charles Lederman (restriction du champ d'application de la procédure de comparution immédiate) et n° 18 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (procédure de comparution immédiate ; critère de la suffisance des charges ; suppression du plancher) - Accepte l'amendement de forme n° 19 de M. Marcel Rudloff, rapporteur - (p. 582) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (saisine du tribunal à l'occasion d'une procédure de comparution immédiate et possibilité de transmission du dossier au procureur de la République si la complexité de l'affaire exige des investigations supplémentaires) - Principe fondamental de la séparation des autorités de poursuite et de jugement - (p. 583) : accepte l'amendement n° 21 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (caractère exécutoire par provision de la décision du tribunal quand la procédure de comparution immédiate ordonne une mesure de contrôle judiciaire) - Son amendement n° 40 : suppression de l'obligation pour la juridiction de jugement dans le cadre de la procédure de comparution immédiate de donner la copie intégrale de la décision de détention provisoire à l'intéressé contre émargement au dossier ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 22 de M. Marcel Rudloff, rapporteur et n° 31 de M. Charles Lederman (impossibilité de remettre en détention au moment du jugement un prévenu mis en liberté provisoire après procédure de comparution immédiate si la peine prononcée est inférieure à un an) - **Art. 19** (p. 584) : accepte l'amendement n° 36 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (communication de la liste des jurés aux avocats des accusés à leur demande) - **Intitulé** : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (« Projet de loi modifiant ou complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale »).

– **Projet de loi rendant applicables le code pénal, le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** [n° 212 (82-83)] - (24 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 1029) : historique de l'application du code pénal dans les territoires d'outre-mer (TOM) - Organisation judiciaire dans les TOM - Loi de 1980, rendant applicable le code de procédure pénale dans les TOM, déclarée non conforme à la Constitution - Nouveau texte soumis aux assemblées territoriales - Mêmes droits et obligations en matière pénale en métropole, dans les départements d'outre-mer (DOM) et dans les TOM - Echelle des peines - Code d'instruction criminelle - Garde à vue ; contrôles judiciaires ; détention préventive - (p. 1030) : fonctionnement illégal de la cour criminelle de Polynésie - Maintien des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix - Nombreuses limites à ce mouvement d'extension - Souhaite de nombreuses précisions rédactionnelles par voie d'amendements - Respect du principe de la consultation des assemblées territoriales - Adaptations nécessaires - Respect des compétences propres des TOM : eaux et forêts, administration pénitenciaire ou frais de justice - Large prise en compte des suggestions des assemblées territoriales - Création d'un tribunal de première instance dans les îles Wallis-et-Futuna - Satisfaction donnée à l'assemblée de Polynésie en ce qui concerne les atteintes à l'intégrité du territoire et la composition de la chambre d'accusation de Papeete - Reconnaissance du caractère prioritaire du recours à l'avocat, demandée par l'assemblée de Nouvelle-Calédonie - Création d'emplois de magistrats et de fonctionnaires de justice - (p. 1034) : secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer compétent pour la situation de l'île de Tromelin - Date d'application du présent projet - (p. 1035) : application dans les TOM du code pénal en vigueur en métropole : dispositions de nature législative ; extension ultérieure des dispositions règlementaires - Nombreux décrets en préparation - Fixation du taux des amendes forfaitaires - Nouvelles créations d'emplois demandées pour 1984 - **Art. 1** : son amendement n° 39 : application dans les TOM des seules dispositions soumises pour avis aux assemblées territoriales ; adopté - **Art. 2** : accepte l'amendement n° 1 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (compétence du représentant de l'Etat dans le territoire en matière d'interdiction de séjour) - **Art. 3** (p. 1036) : accepte l'amendement de coordination n° 2 de M. Louis Virapoullé, rapporteur - **Art. 8** : son amendement n° 40 : extension du code de procédure pénale aux territoires d'outre-mer ; réservé jusqu'après l'article 57 puis adopté - **Art. 11** : accepte l'amendement n° 4 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (fonctions d'officier de police judiciaire exercées par un gendarme) - (p. 1037) : accepte l'amendement n° 5 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (exercice des fonctions du ministère public) - **Art. 17** : demande le retrait de l'amendement n° 6 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (composition de la cour d'appel de Papeete) - **Art. 24** (p. 1038) : accepte l'amendement n° 7 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (fonctions de juré incompatibles avec celles de représentant de l'Etat dans le territoire) - **Art. 26** : accepte l'amendement n° 9 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (établissement de la liste préparatoire du jury d'assises à Wallis-et-Futuna) - **Après l'art 28** (p. 1039) :

accepte l'amendement de coordination n° 11 de M. Louis Virapoullé, rapporteur - **Art. 29 :** accepte l'amendement n° 12 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (respect du droit traditionnel du président de la cour d'assises d'autoriser l'accusé à prendre pour conseil un parent ou un ami) - **Avant l'art. 30 :** accepte l'amendement n° 13 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (respect de la compétence du territoire dans les domaines de la circulation routière, de la chasse et de la pêche) - **Art. 34** (p. 1040) : accepte l'amendement n° 14 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (octroi d'un délai pour l'appel des jugements) - **Art. 35 :** accepte l'amendement de coordination n° 15 de M. Louis Virapoullé, rapporteur - **Art. 36 :** accepte l'amendement n° 16 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (possibilité de faire appel par lettre accordée en fonction du lieu de résidence de l'appelant) - **Art. 38 :** accepte l'amendement n° 17 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (délai accordé pour former opposition) - **Après l'art. 39** (p. 1041) : accepte l'amendement n° 18 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (allongement du délai accordé pour payer l'amende forfaitaire au moyen d'un timbre amende) - **Art. 43 :** accepte l'amendement n° 20 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (allongement des délais de comparution après citation) - **Après l'art. 43** (p. 1042) : accepte l'amendement n° 21 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (« Chapitre VII *bis* (nouveau) : Du pourvoi en cassation ») - Accepte les amendements de M. Louis Virapoullé, rapporteur, n° 22 (délai de pourvoi en cassation), n° 23 (déclaration de pourvoi), n° 24 (délai d'opposition à l'arrêt rendu par la Cour de cassation), n° 25 (allongement du délai de dépôt du mémoire) et n° 26 (délai d'opposition en cas de non réception de la copie des mémoires produits) - **Art. 44** (p. 1043) : accepte l'amendement rédactionnel n° 27 de M. Louis Virapoullé, rapporteur - **Art. 47 :** accepte l'amendement n° 28 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (privilège de juridiction des magistrats et des hauts fonctionnaires) - **Après l'art. 47 :** accepte l'amendement n° 29 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (indemnité allouée à certaines victimes) - **Art. 51 :** accepte l'amendement n° 30 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (libération conditionnelle) - **Art. 52** (p. 1044) : accepte l'amendement n° 31 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (contrainte par corps en cas d'insolvabilité) - **Après l'art. 57 :** accepte l'amendement de coordination n° 32 de M. Louis Virapoullé, rapporteur - **Art. 41** *(suite)* (p. 1045) : accepte l'amendement de suppression pour coordination n° 19 de M. Louis Virapoullé, rapporteur - **Art. 58** (p. 1045) : accepte l'amendement n° 38 de M. Lionel Cherrier (actualisation du taux des amendes fixées par les assemblées territoriales) - Son amendement n° 42 : sanction des infractions aux règles de la circulation routière ; adopté - **Art. 68** (p. 1047) : accepte l'amendement n° 37 de M. Lionel Cherrier (assesseurs du tribunal de première instance du territoire de Wallis-et-Futuna) - **Art. 27** *(suite)* : accepte l'amendement n° 10 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (composition de la commission chargée d'établir la liste du jury à Wallis-et-Futuna) - **Art. 61** *(suite)* : accepte l'amendement rédactionnel n° 33 de M. Louis Virapoullé, rapporteur - Accepte l'amendement n° 34 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (fonctions de juge des enfants exercées par le président du tribunal de première instance de Wallis-et-Futuna) - **Art. 70 :** accepte l'amendement de suppression pour coordination n° 35 de M. Louis Virapoullé, rapporteur - **Art. 71** (p. 1048) : accepte l'amendement n° 38 de M. Lionel Cherrier (sauvegarde des droits de la défense pour la Nouvelle-Calédonie) - **Art. 72 :** accepte l'amendement de coordination n° 43 de M. Louis Virapoullé, rapporteur - Son amendement n° 41 : entrée en vigueur de la présente loi ; adopté.

– **Projet de loi renforçant la protection des victimes d'infractions** [n° 303 (82-83)] - (25 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 1084) : droits importants de la victime dans le droit français - Réalité décevante - Solidarité nécessaire dans une démocratie - Action vigoureuse malgré la modicité des moyens budgétaires pour améliorer la condition des victimes dans la justice française - Meilleur accueil et meilleure information nécessaires - Publication d'un guide des droits des victimes - (p. 1085) : dépôt du rapport de la commission Milliez en juillet 1982 - Création de nouveaux centres d'accueil et d'un bureau des victimes - Aide immédiate aux victimes et concours financier de l'Etat aux associations privées - Elargissement de l'aide judiciaire - Problème de la réparation des préjudices subis par les victimes - Adoption de deux textes législatifs relatifs à l'indemnisation de victimes de catastrophes naturelles et à l'indemnisation des dommages résultant d'actes criminels de terrorisme - Répression de l'organisation de l'insolvabilité - Obligation solidaire du complice au paiement des dettes de l'auteur de l'infraction - Exclusion de la règle de non cumul des peines - Amélioration de l'exercice de l'action civile et accélération de la réparation du préjudice - Amendement de la commission des lois relatif à la saisine du juge civil sur requête - (p. 1086) : limitation de l'usage de la voie civile à la procédure de référé contradictoire, en excluant la procédure d'ordonnance sur requête. Maintien de la compétence de la juridiction civile possible lorsque l'existence de l'obligation n'est pas sérieusement contestable - Obligation faite par le juge d'instruction, à l'inculpé, de constituer des sûretés personnelles destinées à garantir la réparation du préjudice - Mesures favorisant l'accélération de la réparation des préjudices - Favorable à l'amendement précisant que l'exception soulevée par l'assureur doit tendre à le mettre hors de cause - Intervention forcée du fonds de garantie automobile non souhaitable - Nouvel article 470-1 du code de procédure pénale permettant une indemnisation accordée par le juge pénal malgré la décision de relaxe - Problème de l'indemnisation par l'Etat des victimes de dommages corporels résultant d'une infraction - (p. 1087) : extension du champ d'application de la loi à tous les cas où la victime d'une infraction invoque un « trouble grave dans ses conditions de vie » - Mesures tendant à rapprocher le justiciable de la commission d'indemnisation - Coût de la réforme - Nécessité d'une amélioration du système de recouvrement des amendes pénales - Projet de loi suivi de deux autres dont le Parlement sera saisi prochainement, relatifs à la situation des victimes exposées aux accidents de la circulation, et portant réforme de l'application des peines - Consultation obligatoire de la victime par le juge ou le tribunal de l'application des peines avant toute mesure de libération conditionnelle - Souhaite l'adoption de ce projet par le Sénat - **Art. 1** (p. 1093) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur (suppression du quatrième alinéa de cet article relatif à la confusion des peines) - (p. 1094) : accepte l'amendement de forme n° 2 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur - **Art. 2 :** son amendement n° 12 : compétence de la juridiction civile saisie en référé pour ordonner toute mesure provisoire relative aux faits qui sont l'objet de poursuites lorsque l'existence de l'obligation n'est pas sérieusement contestable ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 3 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur (suppression de cet article relatif au maintien de la compétence du juge civil en cas de mise en mouvement de l'action publique) - **Art. 3** (p. 1095) : accepte les amendements rédactionnels n° 7 et n° 8 de M. Charles Lederman - **Art. 5** (p. 1096) : accepte l'amendement n° 4 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur (mise hors de cause de l'assureur et invocation des exceptions de nature à l'exonérer totalement de son obligation de garantie à l'égard des tiers) - **Art. 6 :** accepte l'amendement n° 5 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur (intervention de l'assureur intervenant en cause d'appel même pour la première fois) - **Art. 8 :** accepte l'amendement n° 9 de M. Charles Lederman (appel de l'assureur notifié à l'assuré dans un délai de trois jours) - **Avant l'art. 11** (p. 1097) : accepte l'amendement de coordination n° 16 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur - **Art. 11** (p. 1098) : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Charles Lederman (suppression des articles 420-1 et 420-2 du code de procédure pénale) - (p. 1101) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur (compétence du tribunal correctionnel pour statuer sur les intérêts civils en cas de relaxe) - (p. 1103) : sur l'amendement n° 14 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur, son sous-amendement n° 17 : compétence du tribunal qui prononce une relaxe pour statuer sur la demande de la partie civile ou de son assureur ; adopté

- S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 15 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur - **Art. 14** (p. 1104) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 13 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur (préjudice constitué par une atteinte à l'intégrité, soit physique, soit mentale).

– **Projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale** - *Nouvelle lecture* [n° **320 (82-83)**] - (26 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 1152) : abrogation des dispositions d'exception de procédure pénale et de droit pénal général - Restitution du pouvoir d'appréciation du juge - Nouvelles peines de substitution - Dispositions maintenues par le Sénat : article 18-1 de la loi du 15 juillet 1845 - Garde à vue : habeas corpus - Contrôle administratif du président de la chambre d'accusation sur le juge d'instruction - Doublement de la peine - Diminution des infractions commises au cours des permissions de sortir et en période de libération conditionnelle - Droit de la récidive - Comparution immédiate et flagrance - Contrôle d'identité - Bilan des lois votées par le Parlement à l'initiative du Gouvernement et développement des libertés judiciaires - **Art. 1** (p. 1153) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (rétablissement du texte voté par le Sénat sur le doublement des peines) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 1 de M. Marcel Rudloff, rapporteur - **Art. 3** (p. 1154) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (rétablissement du texte voté par le Sénat en deuxième lecture) - **Art. 6** : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (rétablissement du texte voté par le Sénat en deuxième lecture, relatif à une nouvelle échelle des peines) - **Art. 8** *bis* : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (suppression de cet article et rétablissement de l'article 18-1 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer) - **Art. 9 A** : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (rétablissement du texte voté par le Sénat relatif à la garde à vue) - **Art. 9 B** : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (rétablissement du texte voté par le Sénat relatif au contrôle du président de la chambre d'accusation sur le fonctionnement des cabinets d'instruction) - **Art. 9** (p. 1155) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 8 de M. Marcel Rudloff, rapporteur - **Art. 10** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 9 de M. Marcel Rudloff, rapporteur - **Art. 13** : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (reprise du texte voté par le Sénat relatif à l'autorisation de la prises d'empreintes digitales et de photographies à l'occasion des contrôles d'identité) - **Art. 14** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 11 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (rétablissement du texte voté par le Sénat sur la procédure de contrôle judiciaire ou de sanction provisoire et présence du conseil) - **Art. 17** (p. 1156) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 12 et n° 13 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (rétablissement du texte voté par le Sénat) - S'oppose aux amendements n° 14 et n° 15 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (rétablissement du texte voté par le Sénat relatif à la procédure de comparution immédiate) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 16 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (rétablissement du texte voté par le Sénat) - **Intitulé** (p. 1157) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (« Projet de loi modifiant ou complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale »).

– **Questions orales avec débat jointes : politique européenne** - (27 mai 1983) - (p. 1187) : coopération judiciaire avec les Etats membres de la Communauté européenne - Droit d'asile - Convention d'extradition et convention sur le transfèrement des détenus avec les Etats-Unis - Alternative entre l'extradition et le jugement national - Absence de proposition par le Gouvernement de ratifier la convention de Strasbourg et l'accord de Dublin - Lutte contre la grande criminalité et la grande délinquance - (p. 1188) : conférence des ministres de la justice des Etats membres de la Communauté européenne en 1982 - Convention d'extradition - Cas de refus d'extradition : caractère politique ; poursuite d'une personne en raison de ses opinions, de sa race ou de sa religion ; juridictions d'exception ; âge, situation familiale ou état de santé de la personne réclamée ; peine de mort - Droit à l'asile - Création d'une cour pénale européenne - Respect de l'indépendance nationale - Répression d'agissements graves - Action du Gouvernement.

– **Projet de loi organique relatif aux candidats admis au premier concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature (session 1976)** [n° **328 (82-83)**] - (9 juin 1983) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 327) - (p. 1509) : se déclare favorable à la demande de suspension quelques instants des travaux du Sénat, de M. James Marson, en signe de réprobation à la pendaison en Afrique du Sud de trois militants noirs du Congrès national africain - Deux projets relevant du domaine des validations législatives - Arrêt du 4 février 1983 du Conseil d'Etat annulant la décision du jury du premier concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature (ENM), pour 1976 - Jurisprudence entraînant la caducité des nominations et affectations même non attaquées - Souci du fonctionnement du service public judiciaire et nécessité de garantir aux magistrats et fonctionnaires concernés un déroulement normal de carrière - Régularisation rétroactive par le Parlement à la demande du Gouvernement - Constitutionnalité de cette mesure reconnue par le Conseil constitutionnel - Personnes concernées avisées de leurs droit par les soins de l'ENM dès l'apparition de la loi organique.

– **Projet de loi relatif aux greffiers en chef stagiaires nommés à la suite du premier concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature (session de 1976)** [n° **327 (82-83)**] - (9 juin 1983) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 328) -(p. 1509).

– **Conclusions du rapport de M. Charles de Cuttoli,** fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** [n° **183 (82-83)**] déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à modifier et à compléter la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973, en matière de naturalisation** [n° **360 (82-83)**] - (9 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1513) : ralliement du Gouvernement au texte de la commission sous réserve de quelques amendements - Texte ayant recueilli l'unanimité du Conseil supérieur des Français de l'étranger dans sa nouvelle composition - Suppression des inégalités de traitement existant dans notre législation pour l'acquisition de la nationalité française par mariage - Anomalie des conditions de naturalisation en fonction de la date du mariage - Possibilité pour tous les conjoints étrangers de personnes de nationalité française d'acquérir la nationalité française dans des conditions identiques - Cas des mariages contractés dans le but d'acquérir la nationalité française - Dispositif illusoire mis en place en 1973 pour déjouer les fraudes - Amendement de la commission tendant à placer des verrous susceptibles de déjouer les abus constatés - Existence d'une communauté de vie constante : condition de recevabilité de la déclaration - (p. 1514) : texte illustrant la coopération fructueuse instaurée entre la Haute assemblée et le Gouvernement en vue de l'amélioration de la législation - **Art. 1** : son amendement n° 1 : réduction à six mois du délai minimum de vie commune qui conditionne l'acquisition de la nationalité française : adopté - **Art. 2** : son amendement n° 2 : suppression de la référence explicite à « la connaissance suffisante de la langue française parmi les éléments d'appréciation de l'assimilation » ; adopté - **Après l'art. 2** (p. 1515) : son amendement n° 3 : abrogation du deuxième alinéa de l'article 96 du code de la nationalité française étendant à la femme et aux enfants mineurs le décret qui déchoit de la nationalité française, le Français qui se comporte comme un national d'un pays étranger ; adopté - **Art. 3** (p. 1516) : son amendement n° 5 : suppression de cet article portant de six mois à un an les délais d'enregistrement de toutes les déclarations de nationalité ;

adopté - **Art. 5 :** son amendement n° 4 : institution de conditions d'acquisition de la nationalité française identiques quelle que soit la date du mariage ; adopté - (p. 1517) : sur son amendement n° 4, accepte le sous-amendement de forme n° 6 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur - **Intitulé de la proposition de loi :** accepte l'amendement n° 7 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (substitution aux mots : « de naturalisation », des mots : « d'acquisition de la nationalité française par mariage »).

– **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly** fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** [n° 339 (82-83)] déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide** [n° 359 (82-83)] - (9 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1522) : sujet douloureux et d'une grande complexité - Suicide, droit inaliénable de l'individu - Faible taux de suicide en France - Statistiques sur le nombre, l'âge et le sexe des suicidés - Relation existant entre la solitude morale de l'être aggravée par les conditions économiques et le suicide - (p. 1523) : loi de 1981 sur la liberté de la presse interdisant toute publicité donnée au suicide des mineurs - Examen de cette proposition de loi par la commission de révision du code pénal et absence de consensus - Incrimination telle qu'elle est proposée dans la proposition de loi, source de difficultés majeures - Existence d'incriminations dans les codes pénaux européens mais avec des approches différentes - (p. 1524) : taux de suicide très variable dans les pays ayant introduit dans leurs codes pénaux l'incrimination de l'aide au suicide - Absence de codes pénaux étrangers incriminant la propagande ou la publicité en faveur du suicide - Avortement et usage ou trafic de stupéfiants constituant des infractions, contrairement au suicide - Importance de la réforme du code pénal et exigence d'une cohérence interne - Liaison de cette proposition avec le difficile problème de l'euthanasie - Impossibilité pour le Gouvernement de prendre parti actuellement sur le très grave problème soulevé par cette proposition de loi et s'en remet à la sagesse du Sénat - Affirme que dans notre société tout être humain a le droit de disposer de sa vie - Acte suicidaire, expression d'une liberté fondamentale pour la loi française.

Vote sur l'ensemble (p. 1531) : dimension audiovisuelle du problème évoqué par M. Dominique Pado par la projection d'un film télévisé incitant au suicide - Existence de recettes criminelles dans les livres d'Agatha Christie ou dans les films de Hitchcock - Nécessité de définir des limites et de respecter strictement la liberté de création, la liberté d'expression, la liberté d'impression et la liberté de reproduction - Fondement de la civilisation résidant dans la liberté - Futur examen du projet d'un nouveau code pénal et occasion d'élaborer la loi pénale exprimant les valeurs fondamentales qui sont les nôtres.

– **Projet de loi renforçant la protection des victimes d'infraction** - *Deuxième lecture* [n° 386 (82-83)] - (24 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1966) : coopération entre les deux assemblées et le Gouvernement sur ce texte - Répression de l'organisation frauduleuse de l'insolvabilité ; dérogation à la règle du non cumul des peines ; précédents figurant au code pénal - Prorogation de compétence, au civil, d'une juridiction répressive prononçant une relaxe dans le cas de la mise en cause de tiers responsables - (p. 1967) : amendement du Gouvernement : procédure simplifiée de renvoi du tribunal correctionnel au tribunal civil compétent - **Art. 12** (p. 1969) : son amendement n° 2 : fixation par décret d'une procédure simplifiée de renvoi devant la juridiction civile ; adopté - En réponse à M. Jacques Larché, président de la commission des lois : souci d'accélérer le cours de la justice.

– **Proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds** - *Deuxième lecture* [n° 388 (82-83)] - (24 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1969, 1970) : inconvénient de la séparation introduite par l'Assemblée nationale entre les sociétés de surveillance et de gardiennage d'une part, et les sociétés de transport de fonds d'autre part - Souhait de ne retenir que les condamnations mentionnées au bulletin n° 2 du casier judiciaire - Garde statique sur la voie publique devant les banques et établissements similaires - **Art. 2** (p. 1971) : accepte l'amendement n° 1 de M. Marc Bécam, rapporteur (reprise du texte voté en première lecture par le Sénat) -Sur cet amendement, son sous-amendement n° 4 : prestations de services liées aux transports de fonds ; adopté - **Art. 4** (p. 1972) : accepte l'amendement n° 2 de M. Marc Bécam, rapporteur (condamnations mentionnées au bulletin n° 2 du casier judiciaire) - **Art. 5 :** accepte l'amendement de coordination n° 3 de M. Marc Bécam, rapporteur.

– **Projet de loi relatif aux sociétés d'économie mixte locales** - *Deuxième lecture* [n° 417 (82-83)] - (24 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1973) : champ d'application du projet de loi - Loi du 30 avril 1946 - Participation majoritaire des collectivités locales - Cas des sociétés de service public, d'aménagement et de construction créées en application des décrets de 1926 et constituées avant la date de publication de la loi - Capital minimum - (p. 1974) : subventions exceptionnelles d'équilibre - Conseil d'administration ; mode de désignation et effectif des représentants de collectivités territoriales et de groupements actionnaires ; application des articles 162 et 168 de la loi sur les sociétés commerciales ; censeurs - Participation des locataires au conseil d'administration et de surveillance - **Art. 7** (p. 1976) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Paul Girod, rapporteur (représentation des collectivités territoriales ayant une participation réduite au capital) - **Art. 8** (p. 1977) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de M. Paul Girod, rapporteur (délégué spécial d'une collectivité actionnaire non directement représentée au conseil d'administration) - **Après l'art. 11** *bis :* demande le retrait de l'amendement n° 3 de M. François Collet (exonération des acquisitions d'actions imposées aux collectivités locales par les dispositions de la loi) - **Vote sur l'ensemble** (p. 1978) : en réponse à M. *Fernand Lefort,* préparation par le Gouvernement d'un texte sur la représentation dans les conseils d'administration des locataires des sociétés d'économie mixte chargées de gestion immobilière.

– **Projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises** [n° 488 (82-83)] - (15 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2883, 2884) : inadaptation de la loi du 13 juillet 1967 et de l'ordonnance du 22 décembre 1937 par rapport à la crise - Cas de suspension provisoire des poursuites - Complexité et longueur des procédures - Survie de l'entreprise - Paiement des créanciers - Prévention - Systèmes d'alerte interne - Information financière des dirigeants - Règlement amiable - Traitement judiciaire de l'entreprise - Diagnostic économique - Plan de sauvegarde - Statut des mandataires de justice - Réorganisation des tribunaux de commerce - Magistrats consulaires - Système d'échevinage et juridiction commerciale d'Alsace Moselle - Pouvoirs des juridictions commerciales - Rôle de l'Etat - (p. 2885) : chambre des tribunaux de commerce - Présidence de la chambre - Justice économique - Eligibilité des corps participant à l'élection des juges consulaires - Prévention et prévision - Mission des commissaires aux comptes - Comptabilité prospective - Rôle économique de la comptabilité - (p. 2886) : procédure d'alerte - « *Going concern* » - Prérogatives des salariés - Expertise judiciaire de minorité - Procédure de questions écrites pour les associés minoritaires posées aux commissaires aux comptes - Règlement amiable - **Art. 2** (p. 2897) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Etienne Dailly, rapporteur (suppression de cet article relatif aux parts sociales) - **Après l'art. 3** (p. 2898) : s'oppose à l'amendement n° 124 de M. Charles Lederman (sociétés par actions et affectation par les dirigeants sociaux d'une partie des rémunérations pour l'achat ou la souscription d'actions de la société) - **Art. 4** (p. 2899) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Etienne Dailly, rapporteur (réunion du conseil d'administration tous les trois mois et présentation d'un rapport écrit sur l'évolution des données comptables et financières de la société au cours du trimestre

précédent) - (p. 2900) : SA et SARL - Responsabilité des administrateurs.

Suite de la discussion - (16 novembre 1983) - **Après l'art. 4** (p. 2908) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Etienne Dailly, rapporteur (obligation d'autorisation du conseil de surveillance préalable à certaines opérations) - Limitation nécessaire du champ d'application du projet en examen : entreprises en difficulté - Loi de 1966 sur les sociétés - Equilibre des pouvoirs entre directoire et conseil de surveillance - (p. 2909, 2910) : droits des actionnaires - Contrôle et participations - Sûretés - Directoire et conseil de surveillance - Dispositions statutaires - **Après l'art. 7** (p. 2912) : demande le retrait de l'amendement n° 9 de M. Etienne Dailly, rapporteur (publication des comptes consolidés : bilan, compte de résultats et annexe) - Directives de la Communauté économique européenne (CEE) - Adjonction ultérieure - **Intitulé du chapitre III :** accepte l'amendement n° 10 de M. Etienne Dailly, rapporteur (« Contrôle des comptes et procédures d'alerte ») -Suppression de la notion de surveillance - **Art. 8** (p. 2913) : demande la réserve de l'amendement n° 11 de M. Etienne Dailly, rapporteur (définition des seuils entraînant, pour les sociétés en nom collectif, l'obligation de désigner un commissaire aux comptes) - (p. 2914) : ses amendements n° 134 et n° 135 : régime des incompatibilités applicable aux commissaires au comptes ; adoptés - Demande la réserve de l'amendement n° 14 de M. Etienne Dailly, rapporteur (renvoi aux règles applicables aux sociétés anonymes en ce qui concerne le devoir d'alerte du commissaire aux comptes) - **Art. 9** (p. 2915) : demande le retrait de l'amendement n° 15 de M. Etienne Dailly, rapporteur (définition des seuils entraînant, pour les sociétés à responsabilité limitée, l'obligation de désigner un commissaire aux comptes) - Définition des critères et application des directives européennes : bilan, chiffre d'affaires, effectifs du personnel - Procédure réglementaire et possibilité d'actualisation - Sanctions pénales - **Art. 10** (p. 2916, 2917) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Etienne Dailly, rapporteur (expertise de minorité : suppression de la référence aux groupements d'associés) - Protection des actionnaires ou des associés minoritaires - Jurisprudence de la Cour de cassation - Son amendement n° 153 : suppression de la possibilité, pour le comité d'entreprise, d'engager la procédure d'expertise ; maintien de cette possibilité pour le ministère public ; adopté - Cas où le seuil d'expertise de minorité n'est pas atteint - (p. 2918) : possibilité pour le ministère public de saisir le président du tribunal de commerce - Enquête préliminaire - Voie civile et voie judiciaire - (p. 2919) : demande le retrait de l'amendement n° 19 de M. Etienne Dailly, rapporteur (suppression de la possibilité pour le tribunal, de mettre les honoraires de l'expertise de minorité à la charge de la société) - S'oppose à l'amendement n° 20 de M. Etienne Dailly, rapporteur (suppression de la communication du rapport d'expertise au comité d'entreprise) - **Art. 11** (p. 2920) : ses amendements n° 136 et n° 137 : régime des incompatibilités relatives aux commissaires aux comptes dans les sociétés à responsabilité limitée ; adoptés - **Art. 13** (p. 2922) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Etienne Dailly, rapporteur (majorité du capital des sociétés de commissaires aux comptes détenue par des commissaires aux comptes) - Cas des sociétés civiles professionnelles : totalité des parts réservée aux commissaires aux comptes - Indépendance - Statut des sociétés - (p. 2923) : son amendement n° 138 : conditions d'exercice du commissariat aux comptes en société de capitaux : mandat individuel ou au sein de la société ; restriction à une seule société ; adopté - **Art. 14** (p. 2925) : demande le retrait de l'amendement n° 30 de M. Etienne Dailly, rapporteur (conditions d'inscription des commissaires aux comptes : diplôme d'expertise comptable et examen d'aptitude) - Conditions d'accès à la profession - Nature législative ou réglementaire - Directive des Communautés européennes et pluralisme des formations - Mission des commissaires aux comptes ; compétence juridique - (p. 2927) ; accepte l'amendement n° 32 de M. Etienne Dailly, rapporteur (composition des commissions régionales et de la commission nationale d'inscription) - Représentation des tribunaux de commerce - **Art. 18** (p. 2930) : son amendement n° 142 : désignation par la société d'un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants ; cas de recours à ces suppléants ; réservé jusqu'après l'article 20, puis adopté - Démission - (p. 2931) : durée de la suppléance et dualité des commissaires aux comptes, dans les sociétés cotées en bourse, évoquées par M. Etienne Dailly, rapporteur ; position de la commission des opérations de bourse (COB) ; lettre de M. Bernard Tricot, président de la COB - Accès au second marché - (p. 2932) : durée de la suppléance - Dualité des commissaires aux comptes - **Art. 19** (p. 2933) : diversité des questions évoquées par cet article : récusation des commissaires aux comptes ; révocation ; expertise de minorité - (p. 2934, 2935) : s'oppose aux amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 41 (possibilité pour les actionnaires minoritaires de demander la récusation pour juste motif des commissaires aux comptes : suppression de l'extension au comité d'entreprise) et n° 42 (suppression de la distinction entre récusation et révocation) - Liste des commissaires aux comptes et possibilité de révocation pour juste motif - S'oppose à l'amendement n° 50 de M. Etienne Dailly, rapporteur (possibilité pour l'assemblée générale de relever de leurs fonctions les commissaires aux comptes, en cas de faute ou d'empêchement) - **Art. 20** (p. 2937 à 2939) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 53 de M. Etienne Dailly, rapporteur (obligation d'alerte interne du commissaire aux comptes à l'occasion de l'exercice de sa mission telle qu'elle résulte des dispositions de la loi) - S'oppose à l'amendement n° 54 de M. Etienne Dailly, rapporteur (obligation d'alerte interne du commissaire aux comptes et suppression de la communication au comité d'entreprise de la délibération du conseil d'administration ou du conseil de surveillance) - (p. 2940) : s'oppose à l'amendement n° 55 de M. Etienne Dailly, rapporteur (suppression des dispositions spécifiques relatives à la procédure d'alerte dans les sociétés autres que les sociétés anonymes) - Demande la réserve de l'amendement n° 56 de M. Etienne Dailly, rapporteur (suppression de la référence au droit d'alerte du comité d'entreprise) - **Art. 8** *(suite)* (p. 2941) : s'oppose aux amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 11, précédemment réservé, et n° 12 (cas des sociétés en nom collectif ne dépassant pas les seuils prévus : demande des associés en vue de la nomination d'un commissaire aux comptes) - **Après l'art. 18** (p. 2942) : son amendement n° 157 : abrogation de la disposition de la loi du 27 juillet 1966, relative à l'obligation de deux commissaires aux comptes pour les sociétés faisant publiquement appel à l'épargne et les sociétés par actions dont le capital excède un montant fixé par décret ; rejeté - **Art. 21 :** s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Etienne Dailly, rapporteur (suppression de cet article relatif aux honoraires des commissaires aux comptes et à la compétence des chambres régionales et de la chambre nationale de discipline pour connaître de tout litige tenant à leur rémunération) - **Art. 22** (p. 2943) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 59 de M. Etienne Dailly, rapporteur (suppression de cet article prévoyant que la responsabilité des commissaires aux comptes ne peut être engagée pour les informations ou divulgations de fait auxquelles ils procèdent, en exécution de leur mission définie par la loi) - **Après l'art. 22 :** s'oppose à l'amendement n° 125 de M. Charles Lederman (possibilité d'actions en nullité de certaines décisions prises par les dirigeants de l'entreprise en violation de la législation sur les comités d'entreprise) - **Art. 23** (p. 2944) : demande le retrait de l'amendement n° 60 de M. Etienne Dailly, rapporteur (relèvement du seuil de nomination d'un commissaire aux comptes pour les groupements d'intérêt économique, GIE) - **Art. 24** (p. 2945) : demande le retrait de l'amendement n° 61 de M. Etienne Dailly, rapporteur (suppression dans cet article des dispositions transposant aux groupements d'intérêt économique la procédure d'alerte prévue pour les sociétés commerciales) - **Art. 25** *bis* (p. 2946) : son amendement n° 143 : obligations comptables des personnes morales de droit privé non commerçantes, ayant une activité économique, selon des critères et des seuils fixés

par décret en Conseil d'Etat ; devenu sans objet - **Après l'art. 25** *quater* (p. 2947) : ses amendements n° 146, n° 147 et n° 148 : extension de la compétence des commissaires aux comptes à l'ensemble des sociétés et établissements de statuts juridiques divers relevant de l'Etat ou des collectivités territoriales, à l'exception de ceux soumis aux règles de la comptabilité publique ; rejetés - (p. 2948) : harmonisation des contrôles des comptes - Nomination - Missions d'expertises - Documents prévisionnels - Aboutissement des travaux conduits par M. Huet, inspecteur général des finances - **Art. 26 A** (p. 2949, 2950) : s'oppose à l'amendement n° 67 de M. Etienne Dailly, rapporteur (suppression de cet article relatif aux groupements de prévention agréés) - **Art. 26 B** (p. 2951) : s'oppose à l'amendement n° 68 de M. Etienne Dailly, rapporteur (suppression de cet article relatif à la création d'une procédure d'alerte externe exercée par le président du tribunal de commerce pour les sociétés commerciales et groupements d'intérêt économique situés en-dessous des seuils d'application du projet) - **Art. 26** (p. 2952, 2953) : son amendement n° 155 : procédure de règlement amiable : élargissement à l'artisan ; définition de la personne morale de droit privé ; rôle du conciliateur et possibilité d'expertise ; retiré - (p. 2954) : liberté d'action du conciliateur - Avis préalable du comité d'entreprise suggéré par l'amendement n° 126 de M. Charles Lederman - Notion de principaux créanciers - Echec de la procédure de concordat - (p. 2955) : conception du règlement amiable comme procédure contractuelle - S'oppose à l'amendement n° 127 de M. Charles Lederman (procédure de règlement amiable : droit d'initiative et avis préalable du comité d'entreprise) - **Art. 27** (p. 2956) : accepte les amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 70 (possibilité, pour le président du tribunal, d'ordonner une expertise sur la situation économique et financière de l'entreprise et sur ses perspectives de redressement) et n° 72 (communication au conciliateur, par le président du tribunal, des renseignements recueillis et des résultats de l'expertise) - **Art. 28** (p. 2957, 2958) : accepte l'amendement n° 73 de M. Etienne Dailly, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à la suspension provisoire des poursuites pendant la durée d'exécution de l'accord ; interdiction pour les créanciers de prendre des sûretés) -Danger de la publicité de l'accord ; nécessité de la discrétion - **Après l'art. 28** (p. 2959) : demande le retrait de l'amendement n° 75 de M. Etienne Dailly, rapporteur (en cas d'échec du règlement amiable, déchéance du terme préalable à l'ouverture de la procédure de règlement judiciaire) - **Art. 30** (p. 2960) : s'oppose à l'amendement n° 77 de M. Etienne Dailly, rapporteur (secret professionnel pour les membres du comité d'entreprise dans le cadre du règlement amiable) - Absence de secret professionnel pour les administrateurs ; discrimination - **Après l'art. 48** *(par priorité)* (p. 2961 à 2963) : s'oppose à l'amendement n° 119 de M. Arthur Moulin, rapporteur pour avis (extension de l'obligation de secret professionnel) - Inspiration politique de cette mesure : méfiance à l'égard du comité d'entreprise - Liste des documents de gestion communiqués au comité d'entreprise et inflation pénale - (p. 2963) : obligation de confidentialité ou secret professionnel - **Art. 32** (p. 2964) : s'oppose aux amendements n° 111 de M Arthur Moulin, rapporteur pour avis (exercice du droit d'alerte par les délégués du personnel en cas d'absence du comité d'entreprise : communication au chef d'entreprise du rapport éventuel de l'expert comptable) et n° 78 de M. Etienne Dailly, rapporteur (conditions d'exercice du droit d'alerte par les délégués du personnel en cas d'absence du comité d'entreprise).

- **Suite de la discussion** - (17 novembre 1983) - **Art. 34** (p. 2998) : sur les modalités d'exercice du droit d'alerte du comité d'entreprise, s'oppose aux amendements n° 80 de M. Etienne Dailly, rapporteur, et n° 128 et n° 129 de M. Charles Lederman - Amendement de M. Etienne Dailly en retrait par rapport à la législation sur les comités d'entreprise - **Après l'art. 34** (p. 3001) : s'oppose à l'amendement n° 130 de M. Charles Lederman (droit de recours suspensif reconnu au comité d'entreprise en matière de licenciements collectifs) - **Art. 38** (p. 3003) : s'oppose aux amendements n° 84 de M. Etienne Dailly, rapporteur (inscription sur un registre public des cotisations échues depuis trente jours) et n° 121 de M. Jean Béranger (inscription sur un registre public des cotisations échues depuis six mois) - **Art. 37** *(suite)* (p. 3004) : demande le retrait de l'amendement n° 82 de M. Etienne Dailly, rapporteur (modalités d'application de la publicité du privilège du Trésor public) - Dispositions de nature réglementaire - **Art. 42** (p. 3006) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 90 de M. Etienne Dailly, rapporteur (rétablissement du paragraphe II visant à sanctionner l'absention volontaire de communication de documents aux commissaires aux comptes ou aux experts de gestion) - **Avant l'art. 44** (p. 3008) : demande le retrait de l'amendement n° 96 de M. Etienne Dailly, rapporteur (nomination des administrateurs des sociétés anonymes en cas de fusion) - (p. 3010) : s'oppose aux amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 97 (bénéfice des dispositions de l'article 92 de la loi du 24 juillet 1966 étendu aux membres des directoires), n° 98 (cumul des postes de membre du directoire ou de directeur général unique), n° 120 (limitation du nombre de sièges pouvant être occupés simultanément par une même personne physique) et n° 100 (rémunération du président du conseil de surveillance) - (p. 3012) : s'oppose à l'amendement n° 94 de M. Etienne Dailly, rapporteur (action sociale exercée *ut singuli)* - **Après l'art. 46** (p. 3014) : son amendement n° 151 : harmonisation des règles de contrôle légal des comptes applicables aux entreprises publiques ; retiré - **Art. 47** : entreprises de réassurance régies par le code des assurances - **Art. 49** (p. 3015) : consultation des assemblées territoriales des territoires d'outre-mer - Regrette l'absence de communication des avis aux parlementaires - S'oppose à l'amendement n° 152 de M. Daniel Millaud (exclusion des territoires d'outre-mer du champ d'application de la présente loi).

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Légion d'honneur et ordre de la Libération - (29 novembre 1983) - (p. 3467) : hausse importante du budget de la Légion d'honneur due essentiellement à la progression des crédits de paiement destinés aux travaux dans la maison d'éducation de Saint-Denis - Excellent taux de réussite au baccalauréat des maisons d'éducation - Décret du 12 juillet 1982 permettant aux bénéficiaires d'un traitement d'en faire abandon au profit des sociétés d'entraide, des membres de la Légion d'honneur et des médaillés militaires - Augmentation du budget de l'ordre de la Libération due à la réintégration dans le budget d'un crédit inscrit pour des raisons techniques dans le budget du ministère de la justice, et destiné à la restauration de l'Hôtel des Invalides - Demande l'adoption de ces deux budgets.

Justice - (29 novembre 1983) - (p. 3468) : poursuite du processus de modernisation et d'humanisation de la justice - Priorité accordée aux moyens de fonctionnement et d'intervention - Création de 450 emplois - Loi du 8 juillet 1983 relative à la protection des victimes - (p. 3469) : efforts pour améliorer la situation des justiciables les plus défavorisés - Amélioration de la condition carcérale - Inflation de la population carcérale - Préparation de la réinsertion sociale et professionnelle des détenus - Amélioration des conditions de travail des personnels - Poursuite du développement de la formation professionnelle et du travail en milieu carcéral - Construction des maisons d'arrêt de Perpignan et de Strasbourg envisagée - Réhabilitation des établissements vétustes - Problème de la délinquance juvénile et opérations de prévention dans la banlieue des grandes villes - Nombreuses créations d'emplois dans les précédents budgets concernant l'éducation surveillée - Accroissement des moyens d'action de l'éducation surveillée - (p. 3470) : actions visant à éviter les incarcérations de courte durée - Nécessité de contenir la détention provisoire dans des limites acceptables - Mise en oeuvre de la peine de travail d'intérêt général - Augmentation des moyens accordés aux comités de probation et d'assistance aux libérés - Politique pénale cohérente : répression diversifiée,

prévention renforcée et réinsertion améliorée, traduction de cette politique dans le 9e Plan - Problème de la modernisation de la justice - Situation critique de nombreuses juridictions à cause de l'augmentation des contentieux - Faiblesse de la création d'emplois de magistrats - Nécessité d'un recours à l'informatique et à la bureautique pour la justice de demain - (p. 3471) : adoption nécessaire par le Parlement de dispositions législatives permettant de mieux orienter le flux des contentieux de masse - Dispositions réglementaires permettant d'accroître la productivité judiciaire - Besoins en matière de justice grandissant depuis des décennies sans que les moyens suivent - Souhaite l'adoption de ce budget par le Sénat - (p. 3479, 3480) : premières études concernant le nouveau palais de justice d'Avesnes-sur-Helpe en cours, en réponse à M. *Arthur Moulin* - Reconnaissance par tous de l'institution judiciaire comme rouage essentiel de l'Etat - Effort en faveur du développement de l'aide judiciaire et absence de moyens pour développer l'aide juridique, en réponse à M. *Charles Lederman* - Transfert à l'Etat des charges de justice réalisé au 1er janvier 1985 - Possibilité de rétablir leur véritable nature à certaines infractions en les qualifiant de contraventions - Retrace un bilan du ministère de la justice depuis 1970, en réponse au réquisitoire de M. *François Collet* - (p. 3481) : absence de présentation au Parlement de mesures nécessaires en matière de peines de substitution avant 1981 - Factures supportées par le budget de la justice pour des actions de promotion publicitaire relatives à la loi « sécurité et liberté » - Stagnation du budget de la justice pendant vingt ans et en période de prospérité - Budget de 1984 en nette progression dans le cadre d'un budget national de rigueur - Seuls choix possibles au regard de la réalité judiciaire actuelle.

– **Projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions législatives ayant modifié le code pénal et le code de procédure pénale et modifiant la loi n° 83-520 du 27 juin 1983** [n° 73 (83-84)] - (15 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4267) : adaptation aux particularismes locaux de la loi du 27 juin 1983 - Unité de la loi pénale sur l'ensemble du territoire français - Consultation des assemblées territoriales - Enumération des textes récents réformant la législation pénale - Respect des spécificités de l'organisation judiciaire locale et de la législation du travail - Adaptations particulières relatives au tribunal de première instance de Wallis-et-Futuna - (p. 4268) : abrogation des sanctions en matière de vérifications d'identité - Casier judiciaire tenu par les greffes des tribunaux de première instance - Sauvegarde des droits des victimes d'infractions - Procédure de consultation des assemblées territoriales - Voeux émis par l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie ; montant des amendes évalué en « francs Pacifique » ; augmentation des moyens financiers ; égalité professionnelle entre les hommes et les femmes - Avis tardif de l'assemblée territoriale de la Polynésie française - Respect du calendrier parlementaire - Nécessaire application concomitante des nouvelles dispositions du code pénal et du code de procédure pénale - Demande l'adoption de ce projet par le Sénat - **Art. 2** (p. 4270) : transmission à M. le Président Poher de l'avis de l'assemblée territoriale de Polynésie française - Unification de la loi pénale sur l'ensemble du territoire de la République - S'oppose à l'amendement n° 1 de M. Daniel Millaud (exclusion de la Polynésie française du champ d'application de la loi du 4 août 1982) -(p. 4271) : télégramme de M. Ohrel, Haut commissaire de la République à Papeete, transmis à M. Le Président Poher : avis favorable de l'assemblée territoriale de Polynésie française.

BAJEUX (Octave), sénateur du Nord (UCDP).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

– Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises (22 juin 1983) (p. 1830).

BALLAYER (René), sénateur de la Mayenne (UCDP).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre de la commission nationale des opérations immobilières et de l'architecture (décret n° 69-285 du 28 août 1969) (26 octobre 1983) (p. 2476).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales (20 décembre 1983) (p. 4429).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [**n° 61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Commerce et artisanat** [**n° 62, annexe 5 (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [**n° 53 (82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [**n° 269 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (5 mai 1983) - **Art. 23** (p. 653) : son amendement n° 153, soutenu par M. Pierre Lacour ; mode de désignation des conseils de l'éducation fixé par décret ; devenu sans objet.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [**n° 61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 10** (p. 3151) : son amendement n° 88 : comptes courants d'associés : disposition complémentaire autorisant les entreprises à constituer chaque année en franchise d'impôt une provision égale au montant annuel des intérêts qui seront servis à terme ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

Deuxième partie :

Commerce et artisanat - (7 décembre 1983) - Rapporteur spécial - (p. 3864) : résultats de la politique de relance par

la consommation menée par le Gouvernement - Circuits de distribution - Revirements entre une politique de libération ou de contrôle des prix - Commission nationale d'urbanisme commercial - Conseil du crédit à l'artisanat - Formation professionnelle - Initiation et formation à la gestion - Programme prioritaire d'exécution n° 1 du 9e Plan, « moderniser l'industrie » -Rénovation du pavillon de la viande du marché de Rungis - Crise du commerce et de l'artisanat - Emploi - Cas du département de la Mayenne - (p. 3865) : préretraite - Isolement juridique et social des commerçants et artisans - Solde négatif des créations et des disparitions d'entreprises commerciales et artisanales - Emploi - Connaissance statistique du secteur commercial et artisanal - Formation professionnelle et assistance technique aux artisans - Implantation d'entreprises artisanales et commerciales dans les zones sensibles - Fiscalité artisanale et commerciale - Distinction entre les patrimoines personnel et professionnel de l'artisan - TVA ou plus-value professionnelle - Non réévaluation du salaire fiscal en cas de non adhésion à un centre de gestion agréé - Apprentissage - Commerce et blocage de la marge article par article et de la marge annuelle globale - Implantations commerciales et seuil de contrôle des commissions - Propose l'approbation de ce budget.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - (9 décembre 1983) - **Art. 71** (p. 4002) : se déclare favorable à l'amendement n° 297 de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat (sommes mises à la disposition du salarié ou de ses ayants droit sur leur demande).

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Art. 81** (p. 4039) : agriculteurs favorables à la transparence fiscale - Conditions de travail difficiles dans l'agriculture - Diminution du revenu agricole - Conséquences inquiétantes de cette réforme fiscale - **Art. 83** (p. 4044) : regrette la refonte de l'ordonnance de 1945 sur le marché noir prise lors de circonstances exceptionnelles - Interrogation sur les perquisitions dans les locaux d'habitation - **Art. 101** *ter* (p. 4056) : se déclare favorable à l'amendement n° 211 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article relatif à la publicité des impositions).

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° 7 (83-84)] - **Suite de la discussion** - (14 décembre 1983) - **Art. 34** (p. 4193) : soutient l'amendement n° 242 de M. Pierre Schiélé (consultation pour avis des comités techniques paritaires).

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1983** [n° 109 (83-84)] - (19 décembre 1983) - **Art. 13** *bis* (p. 4364) : son amendement n° 12, soutenu par M. Yves Durand : référence aux moyennes des cours de change plutôt qu'au cours constaté au jour de la clôture de l'exercice ; caractère neutre sur le plan fiscal de la constatation à la clôture de l'exercice des plus-values de change sur certains éléments de l'actif des entreprises, quelle que soit la taille des entreprises concernées et la spécificité desdites entreprises ; adopté.

BARBIER (Bernard), sénateur de la Côte-d'Or (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Vice-président de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (loi n° 79-564 du 6 juillet 1979).

Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification (loi n° 82-653 du 29 juillet 1982).

Est nommé membre suppléant du conseil national de l'habitat (décret n° 83-465 du 8 juin 1983) (23 juin 1983) (p. 1936).

Est nommé de nouveau membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (13 octobre 1983) (p. 2307).

Est nommé de nouveau membre de la délégation parlementaire pour la planification (13 octobre 1983) (p. 2308).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises (22 juin 1983) (p. 1830).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan) (28 juin 1983) (p. 2085).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale (5 juillet 1983) (p. 2190).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905 (6 juillet 1983) (p. 2205).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) (21 décembre 1983) (p. 4530).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information établi au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1er juin 1982 et le 31 décembre 1982 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les **Communautés européennes** [n° 180 (82-83)] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO débats 2 avril 1983).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques sur le projet de loi [n° 399 (82-83)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e **Plan** (première loi de plan) [n° 411 (82-83)] (21 juin 1983).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions de développement de la nation pour le 9e **Plan** (première loi de plan) [n° 472 (82-83)] (30 juin 1983).

Participation au rapport d'information établi au nom de la Délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1er janvier et le 30 juin 1983 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les **Communautés européennes** [n° 487 (82-83)] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juillet 1983, JO Débats 4 octobre 1983).

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1984

[n° 61 (83-84)] adopté par l'Assemblée nationale - **Plan** [n° 64, tome XI (83-84)] (21 novembre 1983).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques sur le projet de loi [n° 88 (83-84)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, définissant les moyens d'exécution du 9e **Plan** de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) - [n° 137 (83-84)] (14 décembre 1983).

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e **Plan** de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) [n° 181 (83-84)] (22 décembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles** [n° 190 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (26 mai 1983) - **Art. 4** (*suite*) : *Art. 422 du code rural* (p. 1127) : sur l'amendement n° 40 de M. Michel Chauty, rapporteur (convention dans le cas de transfert à une association ou à une fédération du droit de pêche et des obligations d'entretien par le propriétaire riverain), son sous-amendement n° 77, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : convention départementale déterminant les droits et obligations des associations de pêche et des propriétaires riverains ; retiré.

– **Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan)** [n° 399 (82-83)] - (28 juin 1983) - Rapporteur - Discussion générale (p. 2039) : dépérissement de la planification - Absence de projection économique à moyen terme ou de scénario macro-économique - Conclusions de la commission Bloch-Lainé, dite commission du bilan - Redressement du solde des échanges extérieurs de la France - Objectifs jugés ou non prioritaires - (p. 2040) : exemple du tourisme et du secteur maritime : pêches - Améliorations apportées par rapport au plan intérimaire : réflexion sur la consommation et l'investissement, la réduction du temps de travail, l'emploi, le rôle des petites et moyennes entreprises (PME) - Défis des technologies nouvelles et de la démographie - Excédent d'énergie - Besoin de financement des entreprises publiques - Plan national et plans des régions - Absence de programme prioritaire d'exécution (PPE) consacré à l'agriculture et au secteur agro-alimentaire ; treizième PPE - Prélèvements obligatoires : charges sociales et fiscales - Liberté des prix - Endettement extérieur - (p. 2041) : besoin de financement de la nation - Situation financière des entreprises - Soutien de l'emploi - Epargne et investissement - Modifications apportées par l'Assemblée nationale ; controverses sur le protectionnisme ou la rentabilité des entreprises - Ambition des objectifs du Plan et insuffisance des moyens prévus - Attente de la deuxième loi de plan - Au nom de la commission, demande au Sénat de rejeter le projet - **Art. unique** (p. 2078, 2079) : son amendement n° 1 : suppression de cet article portant approbation du rapport sur le 9e Plan ; adopté - Insuffisance des propositions concrètes - Absence d'un treizième PPE relatif au secteur agricole et agro-alimentaire - (p. 2081) : avis de la commission sur les amendements n° 2 de M. Pierre Gamboa, n° 3 de Mme Monique Midy, soutenu par M. Raymond Dumont, n° 4 de M. Charles Lederman et n° 5 de M. Fernand Lefort, soutenu par M. Louis Minetti, tendant à l'approbation du rapport sur le 9e Plan, sous réserve de précisions complémentaires.

Nouvelle lecture [n° 474 (82-83)] - (30 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2156) : échec de la commission mixte paritaire - Propos excessifs tenus en première lecture - Pour les mêmes raisons qu'en première lecture, souhaite le rejet du présent texte par le Sénat - **Art. unique** : son amendement de suppression n° 1 ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (24 novembre 1983) - **Après l'art. 28** (p. 3224) : soutient l'amendement n° 24 de M. Serge Mathieu (rétablissement de la franchise accordée aux personnes considérées comme récoltants de fruits-producteurs d'eau-de-vie naturelle).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - IV - Plan, aménagement du territoire, économie sociale - (24 novembre 1983) - Rapporteur pour avis (plan) (p. 3279) : vote en 1983 de la première loi de Plan - Travaux de la délégation du Sénat pour la planification - Transmission tardive du rapport d'exécution du plan intérimaire - Absence de commentaire sur la politique charbonnière et la réduction du temps de travail - Stagnation du chômage, moyennant un coût croissant de la politique de l'emploi - Négociation entre partenaires sociaux et économiques - Rapport d'information de M. *Jacques Mossion*, au nom de la délégation parlementaire pour la planification - Examen prochain de la deuxième loi de Plan - Adoption des plans régionaux par les conseils régionaux - Articulation entre plan et budget - Budget de 1984 prenant en compte les décisions de la deuxième loi de Plan, non encore votée par le Parlement - (p. 3280) : rattachement à ce budget de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et de l'Institut syndical des recherches économiques et sociales (IRES) - Insuffisance des crédits - Qualité du personnel du commissariat au Plan - Attributions du Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) - Crédits attribués au Centre d'études des prospectives et d'information internationale (CEPII) - Défavorable à l'adoption de ce budget.

– **Projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan)** [n° 88 (83-84)] - (20 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4471) : décalage entre le projet de seconde loi de Plan et les réalités économiques du pays ; absence de clarté sur les choix effectués - Plan intérimaire et rapport d'exécution - Endettement extérieur de la France ; conséquences des procédures de financement des exportations - Troisième révolution industrielle - (p. 4472) : silences de la seconde loi de Plan : évolution des prélèvements obligatoires : impôts et cotisations sociales ; estimation du scénario effectué pour le Sénat - Evolution des finances publiques : difficultés d'application de la décentralisation ; problèmes financiers des collectivités locales : concours de l'Etat ; accès au crédit - Risque d'étatisation du système productif - Evolution des salaires - Epargne des ménages - Différentiel d'inflation - Politique de l'emploi - Réduction du temps de travail - Taux d'investissement productif - Absence de communication au Parlement des deux simulations effectuées pour le Gouvernement - Programmes prioritaires d'exécution (PPE) - (p. 4473) : crédits budgétaires relatifs aux PPE ; diversité de ces PPE et inégale importance - Financement prévu : Plan et budget - Contractualisation du Plan : contrats de Plan entre l'Etat et les entreprises publiques ; contrôle du Parlement ; diversité des contrats signés ; rôle de l'Etat actionnaire ; absence de précisions sur la stratégie à l'étranger des grands groupes français - Contrats de Plan entre l'Etat et les régions : absence de clarté sur les engagements ; problème des garanties de financement ; décentralisation et coût de fonctionnement des services ; fiscalité locale - Décentralisation des réseaux des institutions financières - (p. 4474) : absence de PPE relatif au secteur agro-alimentaire ; politique agricole - Politique industrielle : objectif de modernisation de l'appareil productif ; nouvelles technologies ; biens d'équipement - Secteur des services - Electronique et productique - Plan filière électronique de 1982 - Incertitude sur les grands secteurs industriels : situation de la sidérurgie ; attente du rapport Judet - Situation financière des entreprises françaises : faillites ; insuffisance de l'autofinancement ; charges des entreprises - Financement de la modernisation industrielle : importance du secteur bancaire ; retour souhaitable à la liberté des

prix ; fiscalité des entreprises ; incitations à l'épargne ; législation sur l'embauche ; régime des aides - Recherche scientifique - (p. 4475) : politique de la recherche ; loi d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologiques PPE n° 3 - Politique de l'énergie - Transports : subventions à la SNCF ; transports en commun : RATP ; autoroutes et sécurité routière ; voies d'eau - Logement ; crise du bâtiment et des travaux publics - Prise en compte nécessaire des données économiques et des réalités financières du pays : rôle des chefs d'entreprises et liberté nécessaire - Modification nécessaire du projet.

Suite de la discussion - (21 décembre 1983) - Rapporteur - **Art. 1** (p. 4523) : son amendement n° 1 : suppression de cet article concernant l'approbation du rapport relatif au 9e Plan ; adopté - Plan comportant des orientations inacceptables - Politique de réduction du temps de travail dangereuse - Rejet à l'Assemblée nationale des amendements de l'opposition - (p. 4524) : Plan représentant la politique économique du Gouvernement - **Art. 2** (p. 4529) : son amendement n° 2 : suppression de cet article relatif aux crédits budgétaires prévus pour l'exécution des douze programmes prioritaires d'exécution ; adopté - **Art. 3** : son amendement n° 3 : suppression de cet article relatif à l'intégration dans la présente loi des lois d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France et portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 ; adopté.

Nouvelle lecture. [n° **181 (83-84)**] - (22 décembre 1983) - **Discussion générale** : voir intervention de M. Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques (p. 4564) - **Art. 1** (p. 4567) : son amendement de suppression n° 1, soutenu par M. Michel Chauty ; adopté - **Art. 2** (p. 4568) : son amendement de suppression n° 2 ; adopté - **Art. 3** : son amendement de suppression n° 3 ; adopté.

BARROUX (André), sénateur du Puy-de-Dôme (S).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires économiques.

BASTIE (Pierre), sénateur de l'Aude (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public (16 décembre 1983) (p. 4314).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier (16 décembre 1983) (p. 4343).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant et modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif (19 décembre 1983) (p. 4401).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural relatives aux caisses de mutualité sociale agricole (20 décembre 1983) (p. 4412).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi [n° **83 (83-84)**] ratifiant et modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982, portant modification de certaines dispositions du Code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif (urgence déclarée) [n° **114 (83-84)**] (8 décembre 1983) -**Fonctionnaires et agents publics.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives aux prestations de vieillesse** [n° **235 (82-83)**] - (28 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 518) : respect des engagements du Président de la République - Exploitants agricoles, artisans et commerçants exclus du champ d'application du présent projet - Retraite à 60 ans : droit et non obligation - Financement des pensions du régime général et des retraites complémentaires - Lutte contre le chômage - Groupe socialiste favorable à l'adoption de ce projet.

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du travail relatives aux garanties de ressources des travailleurs privés d'emploi** [n° **356 (82-83)**] - (21 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1804) : corollaire logique de l'abaissement de l'âge de la retraite - Garantie de ressources instituée dans les années 1970 - Réponse inadaptée à la crise économique - Gauche satisfaite de la retraite à 60 ans et de la suppression de la garantie de ressources - Fixation d'un cadre dans lequel les partenaires sociaux détermineront l'application des différentes mesures prévues pour l'indemnisation du chômage - Pension versée au titre de l'assurance vieillesse équivalente à l'allocation de garantie de ressources - Plus grandes conditions d'ouverture à l'allocation vieillesse - Retraite à 60 ans, calculée sur les dix meilleures années - Affirmation du principe du maintien des droits acquis - Cas des bénéficiaires des contrats de solidarité, d'emplois à mi-temps, et des bénéficiaires d'accords « maison » non garantis par l'Etat - (p. 1805) : projet tirant les conséquences de l'abaissement de l'âge de la retraite et ne redéfinissant pas les prestations accordées aux travailleurs privés d'emploi - Nécessité d'une réforme de l'assurance chômage - Retraite à 60 ans, droit permanent inscrit dans la loi et ouvert à tous - Projet régularisant une situation créée par l'octroi de la retraite à 60 ans - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable au texte de ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Prestations sociales agricoles - (1er décembre 1983) - (p. 3555) : assurance vieillesse et retraite de réversion -

Pension d'invalidité - Taux d'augmentation des cotisations - Augmentation du point de retraite proportionnelle - Retraite à 60 ans - Indemnité viagère de départ (IVD) et prime d'apport structurel - (p. 3556) : installation des jeunes agriculteurs - Protection sociale et aspirations de nombreux agriculteurs âgés - Vote de ce budget par le groupe socialiste.

– Projet de loi ratifiant et modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif [n° 83 (83-84)] - (12 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4087) : contrats de solidarité - Pensions civiles et militaires de retraite ; prise en compte des services effectués par les agents de l'Etat avant dix-huit ans - Cessation progressive d'activité pour un régime de travail à mi-temps - Cessation d'activité et revenu de remplacement - Travail à mi-temps ; rémunération de l'agent et indemnité exceptionnelle - Fonds de compensation des cessations progressives d'activité des personnels des collectivités locales - Extension de ces mesures aux personnels mis à la disposition des régions - Formation professionnelle et lutte contre le chômage - Bénéficiaires de cette mesure - (p. 4088) : cotisation au fonds des collectivités territoriales et des établissements publics à caractère administratif, non hospitaliers - Assiette de la cotisation - Modalités de recouvrement de la cotisation - Gestion du fonds - Propose l'adoption de ce projet de loi.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 153 (83-84)] - (21 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** - (p. 4507) : accord en commission mixte paritaire (CMP) et acceptation des deux modifications apportées au texte par l'Assemblée nationale en première lecture relatives à un délai supplémentaire de quatre mois accordé pour déposer les demandes de cessation anticipée d'activité aux fonctionnaires et agents non titulaires de l'Etat et aux personnels des collectivités locales remplissant les conditions - (p. 4508) : propose l'adoption du texte adopté en CMP.

BATAILLE (Jean-Paul), sénateur du Nord (UREI).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires sociales (5 octobre 1983) (p. 2267).

BAUMET (Gilbert), sénateur du Gard (NI, puis rattaché administrativement au groupe S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé membre de la commission des lois (5 octobre 1983) (p. 2267).

BAYLE (Jean-Pierre), sénateur des Français établis hors de France (S).

Elu sénateur le 3 octobre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires étrangères (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– Question au Gouvernement : établissements d'enseignement français à l'étranger - (10 novembre 1983) - (p. 2826) : projet de convention sur la nature des rapports entre l'Etat et les associations gestionnaires des établissements d'enseignement français à l'étranger - Saisine du conseil pour l'enseignement français à l'étranger - Suite donnée à ce projet.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Relations extérieures - (30 novembre 1983) - (p. 3527) : respect des engagements internationaux de la France - Ajustement automatique des crédits en raison des variations de change - Mesures en faveur des Français résidant à l'étranger : augmentation des crédits d'aide sociale ; bourses scolaires ; accroissement des crédits destinés au Conseil supérieur des Français de l'étranger et au développement de Radio France Internationale - Budget de la Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques (DGRCST) - Adoption d'un projet culturel extérieur - « Enveloppe évolutive d'emplois » - Transformation de postes d'enseignants - Budgétisation des rémunérations versées aux personnels recrutés localement - Stages pédagogiques - Aide aux recrutés locaux défavorisés - Rééquilibrage des rémunérations - Examen d'une nouvelle carte scolaire par le Conseil pour l'enseignement français à l'étranger - (p. 3528) : attributions de ce conseil - Problème des conventions - Concertation du ministère souhaitable avec les parents d'élèves, les enseignants et les élus des Français de l'étranger - Favorable à l'adoption de ce budget.

Education nationale - (3 décembre 1983) - (p. 3708) : légère progression des crédits de l'enseignement supérieur - Première mesure d'application de la loi sur l'enseignement supérieur en 1984 - Priorité à l'achat de matériel électronique et de machines-outils - Projet de budget des universités témoignant de la volonté du Gouvernement de rénover l'enseignement supérieur - (p. 3709) : souhaite une formation professionnelle complète appelant une solide formation générale - Accroissement des crédits d'action sociale - Poursuite du plan d'intégration des enseignants vacataires - Inquiétude des coopérants non titulaires dans l'attente d'un plan d'intégration chiffré - Problème de l'immigration et de l'insertion sociale des enfants d'immigrés - Laïcité, véritable liberté en réponse à M. *Adolphe Chauvin* - Favorable à un système éducatif unique.

– Conclusions du rapport de M. Charles de Cuttoli fait au nom de la commission des lois sur sa proposition de loi organique déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la représentation des intérêts économiques, sociaux et culturels des Français établis hors de France au Conseil économique et social [n° 102 (83-84)] - (15 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4283) ; représentation souhaitable des Français de l'étranger au Conseil économique et social - Modalités de désignation - Réforme éventuelle du mode de désignation des membres du Conseil économique et social - Abstention du groupe socialiste sur ce texte.

BEAUDEAU (Marie-Claude), sénateur du Val-d'Oise (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommée de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (Loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979).

Est nommée de nouveau membre de cette délégation (13 octobre 1983) (p. 2308).

- Est nommée membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (21 juin 1983) (p. 1818).

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code de la sécurité sociale et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant (12 décembre 1983) (p. 4099).

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique (14 décembre 1983) (p. 4187).

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (20 décembre 1983) (p. 4461).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **345** (JO Débats 13 avril 1983) (p. 195) à M. le ministre de l'éducation nationale : **enseignement élémentaire** (bilan de la consultation et de la réflexion sur l'école primaire) - Réponse de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale (22 avril 1983) (p. 454, 455).

n° **346** (JO Débats 13 avril 1983) (p. 195) à M. le ministre de la recherche et de l'industrie : **licenciements** (situation dans une entreprise de transformation du zinc) - Réponse de Mme Yvette Roudy, ministre chargé des droits de la femme (20 mai 1983) (p. 1014, 1015).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles** [n° **23 (82-83)**] - (20 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 375) : hostilité du groupe communiste lors du vote de la loi « Boscher » de 1970 - Nécessité d'une transformation du statut actuel des villes nouvelles tenant compte de la volonté des communes de garder leur identité et de la nécessité d'un développement économique rationnel - (p. 376) : évolution du statut des villes nouvelles en partant des principes de la décentralisation - Absence d'unité de la ville nouvelle ; expression d'un besoin social et politique de la droite au pouvoir - Développement de l'emploi du logement social et de la coopération entre les communes - Désaccord avec les dispositions fiscales particulières applicables aux agglomérations nouvelles - Souhait de la prise en compte des amendements communistes s'inspirant de la volonté d'appliquer le principe de décentralisation dans les villes nouvelles .

– **Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** [n° **127 (82-83)**] - (11 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 796) : rappel historique du travail féminin depuis le Moyen-Age - (p. 797) : révolution industrielle au XIXe siècle, naissance du capitalisme et exploitation de la femme dans le travail ; évolution récente : statut de la fonction publique élaboré par Maurice Thorez ; prédominance dans la catégorie D et faible proportion de femmes dans les grands corps de l'Etat - Secteur tertiaire ; secteur secondaire ; statistiques ; manque de qualification ; bas salaires ; cadences épuisantes - Majorité de femmes parmi les demandeurs d'emplois et inégalité dans le droit au travail - Insuffisance de formation professionnelle : fermeture aux jeunes filles de la majorité des spécialités de l'enseignement technique - Proposition de M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle - Temps partiel ; travail précaire ; exemple de la SNCF - Lutte des femmes et mouvement ouvrier et démocratique, lois réglementant le travail féminin depuis la fin du XIXe siècle ; mesures générales à tous les travailleurs et mesures spécifiques ; exemple de la fonction publique : relèvement des bas salaires ; titularisation ; formation continue des femmes ; femmes enceintes - (p. 798) : processus de réduction des inégalités depuis le 10 mai 1981 ; lois Auroux ; comités d'entreprises - Loi du 7 mai 1982 sur le principe de l'égalité d'accès aux emplois publics - Loi du 10 juillet 1982 sur le statut du conjoint de commerçant ou d'artisan - Rapprochement de la situation de la femme de celle de l'homme par la maîtrise de la maternité, le progrès social et la mutation technologique - Proposition de loi déposée par le groupe communiste - Code pénal - Code du travail - Suppression du motif légitime - Saisine du pouvoir judiciaire par les organisations syndicales - Rapport annuel au comité d'entreprise - Mesures temporaires - Sanctions et mesures nouvelles de rattrapage - Loi de 1972 sur l'égalité des salaires - Conseil supérieur de l'égalité - Maternité ; extension au père du congé parental - Mesures spécifiques aux femmes demandées par le groupe communiste ; protection de la femme enceinte : article L. 123-2 du code du travail et demande de maintien des avantages acquis ; énumération de conventions collectives - (p. 799) : mesures temporaires ; extension souhaitée aux accords d'entreprises - Article 16 et crainte de remise en cause par le patronat des avantages acquis - Vote de ce projet de loi par le groupe communiste - **Art. 1 :** *Art. L. 123-2 du code du travail* (p. 802) : ses amendements n° 23 : maintien de la possibilité de mesures spécifiques favorables ; adopté ; et n° 24 : référence au paragraphe 9 de l'article L. 133-5, résultant de la loi du 13 novembre 1982, relatif aux mesures de rattrapage tendant à remédier à l'inégalité de traitement entre les salariés des deux sexes ; rejeté - Congé parental - *Art. L. 123-3* (p. 803) : son amendement n° 25 : suppression du caractère temporaire des mesures prises en faveur des femmes ; rejeté - (p. 804) : son amendement n° 27 : référence au douzième paragraphe de l'article L. 133-5 relatif aux dispositions particulières favorables aux femmes ; rejeté - Son amendement n° 26 : suppression de la limitation aux mesures transitoires prises par des conventions ou des accords collectifs étendus ; rejeté - Accords d'entreprises - **Art. 1** *bis* (p. 808) : son amendement n° 29 : suppression de cet article restreignant les dispositions particulières au seul bénéfice des femmes enceintes ou allaitant ; rejeté - **Art. 16** (p. 816) : son amendement n° 32 : maintien des usages ouvrant des droits particuliers pour les femmes ; adopté - Ses amendements n° 33 : suppression du deuxième alinéa de cet article prévoyant la mise en conformité des droits particuliers favorables avec les dispositions de la loi ; et n° 34 : négociation collective afin de mettre les droits particuliers en conformité avec les articles de la loi sans régression ; retirés au profit de l'amendement n° 51 de Mme Yvette Roudy, ministre (négociation collective pour la mise en conformité des droits particuliers avec les dispositions de la loi) - **Art. 18** (p. 818) : se déclare défavorable à l'amendement n° 17 de M. Pierre Louvot, rapporteur (délai de présentation du rapport pour les entreprises de plus de trois cents salariés).

Deuxième lecture [n° **390 (82-83)**] - (21 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1818) : urgence de l'adoption de ce texte attendu par les femmes - Prise en compte des priorités relatives à l'emploi, à la formation professionnelle et à la rémunération pour avancer dans le domaine de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes - Participation des femmes à la lutte contre les inégalités et au renouveau économique - Vote favorable du groupe communiste sur le texte de ce projet de loi.

Nouvelle lecture [n° **444 (82-83)**] - (28 juin 1983) - **Art. 1** (p. 2068) : se déclare défavorable à l'amendement n° 3 de

M. Pierre Louvot, rapporteur (substitution à la notion de rapport de la notion d'état) - **Art. 2** (p. 2069) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 6 de M. Pierre Louvot, rapporteur (suppression de l'alinéa relatif à l'égalité de rémunération entre les différents établissements d'une même entreprise) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2070) : position du groupe communiste identique à celle des deux lectures précédentes - Projet du Gouvernement et avancée des droits des travailleurs.

– **Projet de loi relatif à l'activité et au controle des établissements de crédit** [n° **486 (82-83)**] - (3 novembre 1983) - **Art. 19** (p. 2596) : répartition des attributions entre la Fédération nationale du crédit agricole et la Caisse nationale de crédit agricole.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale - (26 novembre 1983) - (p. 3362) : taux de natalité et de fécondité - Aide à la famille ; enfants et jeunes ; contrats famille ; prévention ; assistantes maternelles - Institut de l'enfance et de la famille - Programme des crèches - Crédits des maisons familiales de vacances - Services collectifs de voisinage en faveur des familles - Allocations familiales dès la naissance du premier enfant - Etudes de l'INSEE et coût d'un enfant - Financement des allocations familiales et solidarité nationale - Cotisations du patronat aux caisses d'allocations familiales (CAF) - Congé parental - Temps de travail - Durée du congé de maternité - (p. 3363) : travail des femmes - Politique familiale d'aide aux mères de famille - Handicapés - Allocation aux adultes handicapés - Ateliers protégés (AP) - Retraite des femmes salariées ayant élevé un enfant handicapé - Vote favorable du groupe communiste.

Services du Premier ministre - I - Services généraux - (29 novembre 1983) - (p. 3460) : modicité du budget des droits de la femme - Egalité de l'homme et de la femme, une des priorités du Gouvernement - Importance du taux de chômage des femmes malgré des salaires inférieurs - Loi sur l'égalité professionnelle et nouvelle orientation du travail féminin - Nécessité de lier la formation scolaire et la formation continue - Approbation des efforts faits en faveur des femmes seules - Budget permettant aux femmes de conquérir autonomie, égalité et liberté - Au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'adoption de ce budget.

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - (p. 3842) : sécurité publique - Délinquance - Proposition de loi déposée par le groupe communiste sur le rôle, les missions et les devoirs de la police - Mesures prises en faveur de la police depuis mai 1981 - Revendication des organisations syndicales - (p. 3843) : rapport David sur l'utilisation des personnels en tenue.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Art. 102** (p. 4057) : reconduction de la contribution exceptionnelle exigée sur les revenus de 1982 - Amputation du pouvoir d'achat salarial - Assiette de l'impôt : déductions pour les contribuables en difficulté - Protection sociale - Cotisations patronales - Augmentation des cotisations à la charge des assurés - Contribution des salariés diminuant la consommation et freinant la croissance industrielle.

– **Projet de loi portant modification du code du travail et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant** [n° **76 (83-84)**] - (12 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4091) : réduction des inégalités en matière d'aide aux familles - Allocations familiales - Environnement favorable pour la famille et la natalité - 9e Plan - Elargissement du droit au congé parental - Intérêt des familles et intérêt national - Congé parental des conjoints ensemble ou alternativement - Congé parental dans les entreprises de moins de cent salariés - (p. 4092) : emploi - Dépôt d'un amendement proposant la consultation du comité d'entreprise ou des délégués du personnel sur les conditions de travail après le départ des salariés bénéficiant d'un congé parental, ou au moment de leur retour - Absence de rémunération du congé parental - Congé d'éducation rémunéré après le troisième enfant - Protection sociale des bénéficiaires du congé et maintien des avantages liés à l'ancienneté - Amélioration de la situation actuelle et vote favorable du groupe communiste - **Art. 1** (p. 4094) : se déclare défavorable aux amendements identiques n° 4 de Mme Cécile Goldet, rapporteur, et n° 17 de M. Raymond Poirier (suppression des dispositions de cet article relatives à la durée maximale du travail pendant la période d'activité à mi-temps) - **Art. 2** (p. 4095) : son amendement n° 24 : maintien des avantages liés à l'ancienneté en cas de congé parental d'éducation ou de travail à mi-temps pour élever un enfant ; rejeté - **Après l'art. 2** (p. 4096) : son amendement n° 25 : consultation du comité d'entreprise ou des délégués du personnel par l'employeur, en ce qui concerne les modalités d'organisation du travail après le départ du salarié bénéficiant d'un congé parental d'éducation ou d'une période d'activité à mi-temps, ainsi qu'à son retour ; rejeté.

– **Projet de loi relatif à l'assiette de certaines cotisations de sécurité sociale** [n° **98 (83-84)**] - (20 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4444) : se félicite de la suppression d'un plafond favorisant les entreprises capitalistiques et à hauts salaires - Regrette l'exclusion du régime accidents du travail et maladies professionnelles et l'abaissement du taux de cotisation - Profits patronaux - (p. 4445) : souhaite une réforme globale de l'assiette des cotisations.

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° **126 (83-84)**] - (20 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4451) : harmonisation des régimes sociaux - Régime des artisans et commerçants : minimum de pension - Régime des professions libérales : majoration pour conjoint à charge ; minimum de pension de réversion - Régime des mineurs et des travailleurs de la RATP : nouvelle tutelle ; concertation nécessaire ; sociétés de secours ; pension de vieillesse des mineurs : extension des mesures de l'article 6 à toutes les grèves depuis 1948 ; possibilité pour les mineurs reconvertis avant le 30 juin 1971 de se réaffilier au régime minier - Vote favorable du groupe communiste sur ce projet.

BEAUPETIT (Charles), sénateur du Loir-et-Cher (GD).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Urbanisme et logement** [n° **62, annexe 36 (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Urbanisme et logement - (5 décembre 1983) - Rapporteur spécial - (p. 3739) : logement social : prêts locatifs aidés

(PLA), prêts d'accession à la propriété (PAP) ; prêts conventionnés ; logements aidés - Transformation des PAP en PLA - Récentes mesures gouvernementales visant à relancer la construction - Diminution du taux des prêts complémentaires - Amélioration de l'habitat en centre ville - Prime à l'amélioration de l'habitat (PAH) - Résorption des « stocks » de logements inhabités - Problèmes des organismes d'HLM : blocage des loyers ; loyers impayés par les cas sociaux ; faiblesse des crédits destinés aux réparations - Déséquilibre des budgets de ces organismes - Mise en oeuvre progressive d'un système d'aide unique et simplifiée - (p. 3740) : suppression en 1982 de l'affectation au fonds d'équipement des collectivités de 25 % de la taxe de dépassement du plafond légal de densité (PLD) - Exonération fiscale des propriétés bâties et des logements en accession à la propriété - Financement des primes à la construction - Budget alimenté par un prélèvement sur le fonds de garantie des caisses d'épargne - Méthode de financement inacceptable - Définition de règles strictes d'urbanisation - Cartes communales et plans d'occupation des sols (POS) - Décentralisation de l'urbanisme - Espaces verts - Architecture - Avenir des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE) - Difficultés des entreprises du bâtiment - (p. 3741) : exportations des grandes entreprises - Contribution de l'Etat à l'Institut géographique national (IGN) - Redéploiement des tâches vers les directions départementales de l'équipement et les subdivisions territoriales - Commission des finances défavorable à l'adoption de ce budget.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1983** [n° **109 (83-84)**] - (19 décembre 1983) - **Art. 18** (p. 4368) : son amendement n° 11 : intitulé ; « Taxe sur certaines fournitures d'électricité ; adopté - Son amendement n° 8 : établissement de la taxe sur l'électricité par délibération du conseil municipal ; mesures concernant les syndicats de communes ; électricité fournie sous moyenne puissance ; adopté - Son amendement n° 9 : modulation de l'assiette de la taxe communale sur l'électricité en fonction des puissances souscrites ; adopté - Son amendement n° 10 : pourcentage et taux limite de la taxation pour les communes et leurs groupements par rapport aux éléments de la facture soumis à taxation ; adopté.

BECAM (Marc), sénateur du Finistère (rattaché administrativement au groupe RPR, puis RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale (3 mai 1983) (p. 585).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (6 mai 1983) (p. 721).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (16 juin 1983) (p. 1694).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds (24 juin 1983) (p. 1973).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (24 juin 1983) (p. 1998).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions de l'Etat (27 juin 1983) (p. 2012).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi interdisant certains appareils de jeux (27 juin 1983) (p. 2012).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant droits et obligations des fonctionnaires (27 juin 1983) (p. 2020).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (13 décembre 1983) (p. 4127).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (14 décembre 1983) (p. 4243).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° **237 (82-83)**] adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à réglementer les activités privées de surveillance et de gardiennage et de transport de fonds [n° **329 (82-83)**] (19 mai 1983) - **Police privée.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° **167 (82-83)**] relative à l'âge de la retraite des personnels de **police municipale** [n° **394 (82-83)**] (15 juin 1983).

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° **388 (82-83)**] adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, tendant à réglementer les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds [n° **437 (82-83)**] (23 juin 1983) - **Police privée.**

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds [n° **451 (82-83)**] (28 juin 1983) - **Police privée.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **405** (JO Débats 23 juin 1983) (p. 1842) à M. le ministre du commerce extérieur et du tourisme : **vacances** (politique d'animation touristique en vue d'un meilleurs étalement de la saison d'été 1983) -Réponse de M. Christian Nucci, ministre chargé de la coopération et du développement (21 octobre 1983) (p. 2388 à 2390).

n° **406** (JO Débats 23 juin 1983) (p. 1842) à M. le ministre du commerce extérieur et du tourisme : **tourisme** (conditions financières de l'aide au tourisme annoncée par le gouvernement pour l'été 1983) - Réponse de M. Christian

Nucci, ministre chargé de la coopération et du développement (21 octobre 1983) (p. 2390, 2391).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution** [n° **120 (82-83)**] - (5 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 30) : vétusté de certains navires - Problème des navires étrangers - Marine de guerre et marine marchande - Naufrages de navires étrangers sur les côtes françaises au cours des dernières années : *Bohlen, Amoco Cadiz, Tanyo* - Passage d'Ouessant - Pavillons de complaisance et sanction des infractions.

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** [n° **480 (81-82)**] - **Suite de la discussion** - (14 avril 1983) - **Art. 17** (p. 262) : demande une suspension de séance pour permettre l'examen par la commission des finances de l'amendement n° 93 de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat (abrogation des clauses dérogatoires au statut du personnel, sauf avis favorable de la commission paritaire nationale, après la conclusion des accords visés à l'article 16 et au plus tard le 1er juillet 1985).

– **Projet de loi relatif aux sociétés d'économie mixte locales** [n° **518 (81-82)**] - (14 avril 1983) - **Après l'art. 2** (p. 279) : se déclare favorable à l'amendement n° 3 de M. Paul Girod, rapporteur (reprise à cet emplacement, dans une nouvelle rédaction, de la disposition relative au montant minimal du capital social) et opposé au sous-amendement n° 28 de M. Gaston Defferre, ministre (suppression de l'exception prévue en faveur des sociétés ayant dans leur objet la construction d'immeubles au cas où elles n'effectuent que des tâches de gestion immobilière ou ne réalisent que des logements financés avec l'aide de l'Etat) - **Art. 6** (p. 283) : se déclare favorable à l'amendement n° 10 de M. Paul Girod, rapporteur (suppression de cet article excluant l'application des dispositions de l'article L. 235 du code des communes relatif aux subventions exceptionnelles de fonctionnement en cas de difficultés financières nées pour une commune de sa participation au capital d'une société d'économie mixte locale) - Montant des emprunts garantis par les collectivités locales.

– **Questions orales avec débat jointes : politique en matière de tourisme** - (15 avril 1983) - (p. 307) : en remplacement de M. *Paul Malassagne* - Assignation à résidence de la Nation tout entière par le troisième gouvernement Mauroy - Mesures protectionnistes portant atteinte aux libertés fondamentales - Droit aux vacances - Excédent de la balance touristique en 1982 - Interrogation sur le montant des économies de sortie de devises attendu - Situation de capacités d'accueil - (p. 308) : réaction des partenaires touristiques - Accords de coopération en matière touristique - Interrogation sur la création d'un office de promotion - Caractère social discutable des mesures - Recul du Gouvernement devant certains professionnels du tourisme - Absence de réflexion dans la mise au point des mesures initiales et dans les concessions octroyées par le Gouvernement - Politique de gauche en matière touristique et fermeture des frontières.

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53 (82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (6 mai 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 719) : volonté du Sénat d'aller rapidement au terme de ce débat - Au nom du groupe RPR, se déclare favorable au texte de cette proposition de loi tout en soulignant ses faiblesses.

– **Proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance et de gardiennage et de transport de fonds** [n° **237 (82-83)**] - (26 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1136) : sécurité privée et statistiques sur les sociétés et les personnels concernés - Charte professionnelle de juin 1982 - Propositions de loi déposées par des membres de l'Assemblée nationale - (p. 1137) : divergences avec le texte adopté par l'Assemblée nationale : présence sur la voie publique d'agents de sociétés privées ; cas des agences bancaires - Proposition de suppression de l'accord préalable du ministre de tutelle exigé des anciens fonctionnaires de police, de gendarmerie, même en retraite - Avis favorable de la commission des lois sur l'ensemble du texte proposé - **Art. 1** (p. 1139) : son amendement n° 1 : élargissement du champ d'application de la loi ; adopté - Sécurité privée - Télé-surveillance - Définition juridique des prestations de services - Spécificité de l'activité de protection des personnes - Vol en matière informatique - Proposition de M. Louis Virapoullé, tendant à écarter les concierges d'immeubles des dispositions du projet de loi - (p. 1140) : sur son amendement n° 1, s'oppose aux sous-amendements de M. Gaston Defferre, ministre, n° 38 (définition des activités entrant dans le champ d'application de la loi) et n° 44 (remplacement des mots « sécurité » et « prévention » par les mots « surveillance » et « gardiennage ») - **Après l'art. 1** (p. 1141) : son amendement n° 2 : activités de protection de personnes ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 45 de M. Gaston Defferre, ministre (remplacement du mot « prévention » par le mot « gardiennage ») - **Art. 2** : son amendement n° 3 : caractère exclusif des activités des entreprises de surveillance, de prévention et de transports de fonds ; adopté - (p. 1142) : ses amendements de coordination n° 4 et n° 5 ; adoptés - **Art. 3** : son amendement n° 6 : extension à toute entreprise de sécurité privée des interdictions énoncées à cet article ; adopté - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement rédactionnel n° 46 de M. Gaston Defferre, ministre - (p. 1143) : s'oppose à l'amendement n° 34 de MM. Louis Virapoullé et Roger Boileau (protection passive des personnes et des biens menacés dans le déroulement d'un conflit du travail) - **Art. 4** : son amendement n° 7 : condamnations interdisant la direction des entreprises visées à l'article 1 ; adopté - Son amendement rédactionnel n° 8 ; adopté - Conventions internationales - **Art. 5** (p. 1144) : son amendement de coordination n° 9 ; adopté - **Art. 6** : son amendement n° 10 : suppression de cet article interdisant les fonctions de gardien ou de convoyeur de fonds aux fonctionnaires de police et militaires retraités, sans autorisation préalable de leur ministre de tutelle ; adopté - **Art. 7** (p. 1145) : ses amendements rédactionnels n° 11 et n° 12 ; adoptés - Son amendement n° 13 : subordination de l'exercice à titre individuel à une autorisation administrative ; adopté - **Art. 8** (p. 1146) : son amendement n° 14 : suppression de cet article relatif au récépissé de l'autorisation administrative ; adopté - **Art. 9** : son amendement n° 15 : suppression de la référence aux pouvoirs publics ; adopté - **Art. 10** : ses amendements de coordination n° 16 et n° 17 ; adoptés - Son amendement n° 18 : interdiction de faire état de la qualité d'ancien fonctionnaire de police ou d'ancien militaire ; adopté - **Art. 11** (p. 1146, 1147) : son amendement de coordination n° 19 ; adopté - **Art. 12** : son amendement de coordination n° 20 ; adopté - (p. 1148) : s'oppose à l'amendement n° 37 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Gérard Ehlers (avis préalable du comité d'entreprise à toute demande d'autorisation administrative) - **Art. 13** : son amendement n° 21 : cessation de mesures de suspension provisoire ; adopté - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 40 de M. Gaston Defferre, ministre (retrait de l'autorisation administrative) - **Art. 14** : accepte l'amendement n° 41 de M. Gaston Defferre, ministre (peines prévues dans le cas d'infraction aux dispositions de la loi) - (p. 1149) : son amendement de coordination n° 22 ; adopté - **Art. 15** : son amendement n° 23 : extension des dispositions de l'article à la totalité des activités visées à l'article 1 ; adopté - **Art. 16** : son amendement de coordination n° 24 ; adopté - **Art. 17** : son amendement rédactionnel n° 25 ; adopté - Estime satisfait, par l'adoption de cet amendement, l'amendement n° 42 de M. Gaston Defferre, ministre (extension des

dispositions de l'article aux entreprises de transport de fonds ou de protection des personnes) - **Art. 18** (p. 1150) : son amendement rédactionnel n° 26 ; adopté - Son amendement de coordination n° 27 ; adopté - **Art. 19** : son amendement rédactionnel n° 28 et ses amendements de coordination n° 29 et n° 30 ; adoptés - **Art. 20** (p. 1151) : son amendement de coordination n° 31 ; adopté - Son amendement n° 32 : réglementation des matériels par décret ; adopté - **Intitulé** : son amendement n° 33 : « Proposition de loi tendant à réglementer les activités de sécurité privée » ; adopté - En réponse à M. Gaston Defferre, ministre : application des dispositions de la loi au service de sécurité interne des entreprises du secteur public.

– **Conclusions du rapport de M. Marc Becam,** fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** [n° 167 (82-83)] **relative à l'âge de la retraite des personnels de police municipale** [n° **394 (82-83)**] - (21 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1820) : alignement de l'âge de la retraite des personnels de police municipale sur celui des personnels de police d'Etat - Disparités profondes et croissantes entre ces deux corps - Loi de 1941 prévoyant l'étatisation dans toutes les villes de plus de 10 000 habitants restant en application - Existence de villes possédant une police d'Etat et créant une police municipale - Insuffisance des effectifs et montée de l'insécurité - Missions très proches de ces deux corps de police - Disparités sur trois points : la rémunération, les indemnités de sujétion et l'âge de la retraite soulignées dans le rapport de M. Gilbert Bonnemaison, président de la commission des maires sur la sécurité - Proposition ayant pour objet d'accorder le bénéfice de la retraite à 55 ans aux policiers des polices municipales comme à leurs homologues de la police d'Etat ainsi que le bénéfice de la même bonification d'une année par cinq années de service - (p. 1822) : importantes différences à l'heure actuelle entre la retraite perçue par des policiers municipaux à l'âge de 60 ans avec celle de leurs homologues de la police d'Etat d'un grade égal - Accroissement de l'écart entre les deux polices depuis quelques années - Absence de mutations à travers la France des policiers municipaux et attachement à la commune à laquelle ils appartiennent - Dépôt de cette proposition avant la promulgation de la loi sur les compétences.

– **Proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance, de gardiennage et transport de fonds** - *Deuxième lecture* [n° **388 (82-83)**] - (24 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1970) : coopération entre les deux assemblées sur le texte en projet - Proposition d'entériner le rejet par l'Assemblée nationale de la mention de sécurité privée adopté par le Sénat en première lecture dans l'intitulé du projet de loi - Critères de moralisation - Autorisation administrative et responsabilité des pouvoirs publics - Séparation des activités de surveillance et de gardiennage des activités de convoyage de fonds - **Art. 2** (p. 1971) : son amendement n° 1 : reprise du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - (p. 1972) : sur son amendement n° 1, accepte le sous-amendement n° 4 de M. Robert Badinter, ministre (prestations de services liées aux transports de fonds) - **Art. 4** : son amendement n° 2 : condamnations mentionnées au bulletin n° 2 du casier judiciaire ; adopté - **Art. 5** : son amendement de coordination n° 3 ; adopté.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **451 (82-83)**] - (30 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2150) : succès de la commission mixte paritaire - Portée du projet - Suppression de la distinction entre activités de gardiennage et de surveillance et celles de transport de fonds - Incompatibilités - (p. 2151) : condamnations amnistiées évoquées par M. *Guy Petit* - Souci de moralisation de la profession - **Art. 2** (p. 1971) : son amendement n° 1 : reprise du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - (p. 1972) : sur son amendement n° 1, accepte le sous-amendement n° 4 de M. Robert Badinter, ministre (prestations de services liées aux transports de fonds) - **Art. 4** : son amendement n° 2 : condamnations mentionnées au bulletin n° 2 du casier judiciaire ; adopté - **Art. 5** : son amendement de coordination n° 3 ; adopté.

– **Projet de loi interdisant certains appareils de jeux** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **464 (82-83)**] - (30 juin 1983) - **Art. 1** (p. 2154) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat (interdiction de fabriquer en France des machines à sous destinées à l'exportation).

– **Questions orales avec débat jointes : développement de la publicité à la télévision au détriment de la presse écrite** - (21 octobre 1983) (p. 2379) : radios libres.

– **Projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales** [n° **95 (83-84)**] - **Suite de la discussion** - (20 décembre 1983) - **Art. 14** (p. 4418) : se déclare favorable à l'amendement n° 3 de M. Christian Bonnet (dotation globale d'équipement des départements : cas des départements métropolitains assurant la charge financière de la liaison maritime entre les îles comprises dans leur territoire et leur partie continentale) - Cas du département du Finistère - (p. 4419) : se déclare favorable à l'amendement n° 47 de M. Joseph Raybaud, rapporteur (dépenses d'investissements effectuées par les sociétés d'économie mixte locales concessionnaires) - **Art. 18** (p. 4424) : se déclare favorable à l'amendement rédactionnel n° 28 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (ports de plaisance) - Pêche ; tourisme ; exemple du port de Bénodet - **Art. 27** (p. 4429) : se déclare favorable à l'amendement n° 13 de M. Joseph Raybaud, rapporteur (suppression de cet article modifiant plusieurs dispositions de la loi du 13 juillet 1983, relative au statut des agglomérations nouvelles).

BELCOUR (Henri), sénateur de la Corrèze (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec les membres du groupe du Rassemblement pour la République, tendant à compléter l'article L. 30 du code électoral, relatif à l'inscription sur les listes électorales en dehors des périodes de révision [n° **221 (82-83)**] (8 avril 1983) -**Elections et référendums.**

Proposition de loi, déposée avec M. Georges Mouly, relative à la durée du mandat de président de conseil général, lorsque l'élection de celui-ci a été acquise au bénéfice de l'âge [n° **84 (83-84)**] (1er décembre 1983) - **Elections et référendums.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **59** (19 mai 1983) (p. 997) à M. le ministre de l'agriculture : **élevage** (politique agricole en faveur des éleveurs de zones défavorisées) - Discutée le 10 juin 1983 (débat commun) (p. 1552 et suiv.).

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement : situation dans les milieux médicaux** - (21 avril 1983) - (p. 412) : réforme des études médicales et absence de concertation - Grèves dans les

hôpitaux - Réforme hospitalière - Modification de la loi du 23 décembre 1982 - Instauration d'une réelle concertation.

– **Questions orales avec débat jointes : politique agricole** - (10 juin 1983) - Intervention lue par M. *Paul Malassagne* (p. 1568).

– **Question au Gouvernement : prix des carburants** - (10 novembre 1983) - (p. 2831) : ristourne sur le prix de l'essence - Situation inquiétante des petits distributeurs - Nécessaire concertation entre les différents partenaires - Réseau de distribution du carburant dans les régions rurales.

BELIN (Gilbert), sénateur du Puy-de-Dôme (S).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre chargé de la coopération et du développement le 30 août 1983 (3 octobre 1983) (p. 2247).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

– Membre suppléant de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe.

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **194 (82-83)**] autorisant l'approbation d'une convention européenne relative au statut juridique du travailleur migrant [n° **231 (82-83)**] (13 avril 1983) - **Traités et conventions.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **184 (82-83)**] autorisant l'approbation d'une Convention pour la formation militaire entre le gouvernement de la République Française et le gouvernement de la République islamique de Mauritanie (ensemble un échange de lettres) [n° **265 (82-83)**] (21 avril 1983) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la commémoration de l'abolition de l'esclavage** - *Deuxième lecture* [n° **165 (82-83)**] - (5 avril 1983) - **Art. unique** (p. 40) : importance de cette célébration - Hommage à Victor Schoelcher - Respect de la volonté des conseillers généraux pour le choix de la date de commémoration - Vote du groupe socialiste favorable au texte ainsi amendé.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention pour la formation militaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie (ensemble un échange de lettres)** [n° **184 (82-83)**] - (17 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 825) : assistance technique militaire de la France en Mauritanie - Conflit du Sahara occidental - Situation des personnels militaires français détachés en Mauritanie - (p. 826) : favorable à l'adoption de ce projet.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention européenne relative au statut juridique du travailleur migrant** [n° **194 (82-83)**] - (17 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 826) : convention applicable aux travailleurs migrants ressortissants d'un Etat membre du Conseil de l'Europe - Situation des travailleurs frontaliers, des travailleurs saisonniers et des gens de mer - Possibilité d'une assistance financière lors du retour dans l'Etat d'origine - Permis de séjour - Regroupement familial - Conditions de travail identiques pour les travailleurs nationaux et les travailleurs migrants - Durée du séjour dans l'Etat d'accueil du migrant ayant perdu involontairement son emploi - (p. 827) : conditions précaires des travailleurs migrants en raison de la crise économique internationale - Conditions nécessaires pour permettre le regroupement familial - Favorable à l'adoption de ce projet.

BENARD (Paul), sénateur de la Réunion (apparenté au groupe RPR).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires sociales (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement : élaboration de la nouvelle convention de Lomé** - (13 octobre 1983) - (p. 2292) : contribution du gouvernement français - Départements et territoires d'outre mer.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (6 décembre 1983) - **Examen des crédits - Départements d'outre-mer - Etat B** (p. 3823) : mise en place d'une assemblée unique dans les DOM - (p. 3824) : enseignement du créole à l'école dans le département de la Réunion ; pressions du parti communiste réunionnais - Coût du fret dans le département de la Réunion ; monopole de la Simacorem - Archaïsme et poids financier de l'octroi de mer - Ne votera pas ce projet de budget.

BENARD MOUSSEAUX (Jean), sénateur de l'Indre (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

BENOIST (Daniel), *secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées* (nommé le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 25 mars 1983, p. 907].

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **414** de M. Serge Boucheny : **hôpitaux** (développement de l'équipement médical français) (21 octobre 1983) (p. 2386, 2387).

n° **415** de M. Serge Boucheny : **recherche scientifique et technique** (développement des techniques de pointe en matière de conservation et de traitement ionisant tout en assurant les garanties de sécurité et de santé publique) (21 octobre 1983) (p. 2387, 2388).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives aux prestations de vieillesse** [n° 235 (82-83)] - (28 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 514) : s'associe à l'hommage rendu à la mémoire de M. *Charles Durand,* sénateur du Cher - Réduction du temps de travail - Abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite - Respect des engagements pris par le Président de la République - (p. 515) : politique contractuelle - Justice sociale - Garantie de ressources - Période de cotisations dans les différents régimes de base - Possibilité mais non obligation d'exercer le droit à la retraite - Ordonnance du 30 mars 1982 limitant les possibilités de cumul entre revenu de retraite et revenu d'activité - Solidarité financière avec les chômeurs des retraités recevant un revenu d'activité - Pré-retraite - Situation de l'Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) - Financement de la pension du régime général - Régime des retraites complémentaires : association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO) ; association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC) - Accord paritaire de financement signé pour sept ans - Respect de l'autonomie des caisses de retraites complémentaires - (p. 516) : réduction du temps de travail - Amélioration des conditions de vie - Progrès technique et progrès social - Robotique, informatique et télématique - Solidarité nationale - Cas particulier des commerçants et des artisans - Cumul entre retraite et revenus d'activité - Partage du temps de travail, de la formation et des ressources - (p. 522) : droit à la retraite à 60 ans - Difficultés rencontrées par Robert Boulin pour élaborer un précédent texte - Recours à la procédure des ordonnances - Difficultés relatives à l'emploi - (p. 523) : conditions d'accès à la retraite à 60 ans égales pour tous - Cas particulier des artisans et des commerçants évoqué par M. *Pierre Bastié* - Financement du régime complémentaire et situation des cadres évoqués par M. *Jean-François Le Grand* - Recours à l'emprunt - Différence entre la garantie de ressources et la retraite à 60 ans soulignée par Mme *Monique Midy* - Droit à pension des femmes - Mensualisation souhaitable des pensions - Situation des travailleurs des départements d'outre-mer (DOM) évoquée par M. *Marcel Gargar* - Remerciements à M. *Charles Bonifay* - Avancée sociale indéniable du projet - **Art. 2** (p. 524) : accepte l'amendement n° 1 de M. Louis Boyer, rapporteur (suppression de la référence à la date d'application de la retraite à 60 ans) - **Art. 3** : accepte l'amendement de coordination n° 2 de M. Louis Boyer, rapporteur - **Art. 6** : accepte l'amendement de coordination n° 3 de M. Louis Boyer, rapporteur - **Après l'art. 6** : accepte l'amendement n° 4 de M. Louis Boyer, rapporteur (conditions d'application dans le temps des nouvelles dispositions relatives aux pensions de vieillesse) - **Art. 7** (p. 525) : cumul emploi retraite pour les militaires - Liste des autres activités permettant ce cumul - Accepte les amendements de M. Louis Boyer, rapporteur, n° 7 (cumul emploi-retraite possible pour les artistes interprètes), et n° 8 (contentieux du recouvrement de la contribution de solidarité) - Accepte les amendements de coordination n° 5 et n° 6 de M. Louis Boyer, rapporteur.

– **Question au Gouvernement de Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin : aide aux familles** - (15 décembre 1983) - (p. 4255) : inscription dans la deuxième loi de Plan d'un programme visant à assurer un environnement favorable à la famille et à la natalité - Simplification des aides : allocation unique au jeune enfant se substituant aux allocations existantes - (p. 4256) : calcul de cette allocation et calendrier de mise en place - Projet d'allocation pour le congé parental - Augmentation des contrats crèches.

BERANGER (Jean), sénateur des Yvelines (GD-SRG) - Secrétaire du Sénat.

Réélu secrétaire du Sénat le 5 octobre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (Loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979).

Est nommé de nouveau membre de cette délégation (13 octobre 1983) (p. 2308).

– Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (6 mai 1983) (p. 721).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'exposition universelle de 1989 (27 mai 1983) (p. 1202).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (21 juin 1983) (p. 1818).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code de la sécurité sociale et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant (12 décembre 1983) (p. 4099).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique (14 décembre 1983) (p. 4187).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public (16 décembre 1983) (p. 4314).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier (16 décembre 1983) (p. 4343).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant et modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif (19 décembre 1983) (p. 4401).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural relatives aux caisses de mutualité sociale agricole (20 décembre 1983) (p. 4412).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (20 décembre 1983) (p. 4461).

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la structure et le montant de la dette publique de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements, ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques dans l'évolution de la dette extérieure depuis 1981 (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Travail et emploi** [n° **65, tome IV (83-84)**] (21 novembre 1983).

Rapport fait, au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi [n° **98 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif à l'assiette de certaines cotisations de **sécurité sociale** [n° **111 (83-84)**] (8 décembre 1983).

Avis déposé avec MM. Jean-Pierre Fourcade et Jean Madelain, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **88 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, définissant les moyens d'exécution du 9e **Plan** de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) [n° **144 (83-84)**] (15 décembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **402** (JO Débats 10 juin 1983) (p. 1540) à M. le Premier ministre : **handicapés** (coût pour les familles des loisirs des handicapés gardés à domicile) - Réponse de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé (14 octobre 1983) (p. 2317, 2318).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non-titulaires occupant de tels emplois** [n° **148 (82-83)**] - (12 avril 1983) - **Art. 2** (p. 178) : son amendement n° 26, déposé avec M. Stéphane Bonduel qui le soutient : précisions relatives au recrutement de contractuels ; rejeté - Son amendement n° 27, déposé avec M. Stéphane Bonduel qui le soutient : remplacement par des fonctionnaires des contractuels quittant leur poste après un délai de six ans ; adopté - **Art. 6** (p. 183) : son amendement n° 28, déposé avec M. Stéphane Bonduel qui le soutient : situation des contractuels n'ayant pas l'ancienneté requise pour prétendre à une titularisation ; retiré - **Art. 9** (p. 188) : son amendement n° 29, déposé avec M. Stéphane Bonduel qui le soutient ; examen professionnel exigé seulement pour les non titulaires ayant une ancienneté insuffisante ; retiré - (p. 189) ; son amendement n° 30, déposé avec M. Stéphane Bonduel qui le soutient : nouvelle composition de la commission administrative paritaire du corps d'accueil ; création d'une commission spéciale pour les corps créés ; retiré.

– **Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** [n° **127 (82-83)**] - (11 mai 1983) - **Art. 1 :** *Art. L. 123-1 du code du travail* (p. 801) : son amendement n° 35, déposé avec M. Stéphane Bonduel et soutenu par M. André Jouany : limitation à l'employeur des dispositions de cet article interdisant la discrimination professionnelle ; devenu sans objet - **Art. 11** (p. 813) : son amendement n° 37, déposé avec M. Stéphane Bonduel qui le soutient : suppression de la condition déterminante d'appartenance à l'un ou l'autre sexe ; retiré.

– **Projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale** [n° **223 (82-83)**] - (19 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 932) : coopératives ; associations et mutuelles - Place de l'économie sociale dans le système économique français - Politique démocratique et solidaire de l'entreprise - Nombre de salariés, d'adhérents et de sociétaires - Liberté d'association en coopérative pour les artisans - Statut de la coopérative maritime - Compétences des coopératives d'HLM ; secteur locatif - Tourisme social - Rémunération des parts sociales des coopératives - Harmonisation des statuts - Confédération des sociétés coopératives ouvrières - Sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP) - Modalités de transformation de petites et moyennes entreprises (PME) en coopératives - Institut de développement de l'économie sociale (IDES) - (p. 933) : orientation de l'épargne vers l'économie sociale - Demande l'élargissement de ce projet de loi au secteur des syndicats de coopératives de copropriété ; exemple de Marly-le-Roi - Aide au développement du mouvement associatif - Statut de la copropriété des immeubles bâtis - Délégation interministérielle à l'économie sociale - Importance des mutations sociales, économiques et technologiques - Soutien de la formation des radicaux de gauche aux mouvements de l'économie sociale - **Art. 55** (p. 991) : sur l'amendement n° 92 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (modalités d'élargissement des activités des sociétés coopératives de production d'HLM), son sous-amendement n° 104 : seuil minimal de construction de 50 logements en trois ans pour bénéficier des nouvelles dispositions de cette loi ; rejeté - (p. 992) : se déclare favorable à l'amendement n° 107 de M. Robert Laucournet (extension de la capacité juridique des sociétés coopératives d'HLM au secteur locatif ; tourisme social) - **Après l'art. 55** (p. 994) : son amendement n° 106 : modalités de copropriété ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 996) : action de la majorité sénatoriale - Vote de ce texte par la formation des radicaux de gauche.

– **Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public** [n° **282 (82-83)**] - (6 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1386, 1387) : projet intéressant l'ensemble des concitoyens - Création des conditions de la participation de tous les acteurs d'entreprises à ses différents rouages - Adhésion des sénateurs radicaux de gauche à cette intention - Quatre premiers articles et définition implicite du secteur public - Inclusion des filiales des entreprises nationalisées dans la sphère du service public - Souhait d'une liste prévisionnelle des entreprises concernées par le projet - Interrogation sur le niveau d'effectif des filiales attachées aux entreprises dites de première catégorie concernées par ces dispositions - Problème de la fluctuation des effectifs - Composition et fonctionnement des conseils d'administration ou de surveillance - Introduction avec les lois Auroux de mesures nécessaires à une bonne cohésion de la communauté de travail - Expérimentation de nouvelles formules de participation chez Renault ou à la SNCF - Libre choix du type de structure de gestion pour les entreprises - Structure duale : conseil de surveillance et directoire garantissant l'autonomie de l'entreprise vis-à-vis de l'Etat - Garantie d'une reconnaissance effective des droits des cadres égale à la représentation avec les salariés - Limitation du renouvellement des mandats des administrateurs à trois consécutifs - Parrainage des listes des candidats par les organisations syndicales - Souhait d'une représentation proportionnelle au plus fort reste favorisant le pluralisme syndical et la présence des minorités - (p. 1388) : expression directe des salariés dans leur environnement immédiat par l'intermédiaire de conseils d'atelier ou de bureau - Nécessité de préciser le rôle du personnel d'encadrement - Mesure de renforcement des droits syndicaux se conjugant au développement de la participation des salariés dans les organes décisionnels - Possibilité de réunir une commission consultative avec les partenaires locaux - Dépôt d'un amendement limitant le champ d'investigation de cette

commission - Souhait de l'adoption des amendements de la formation des sénateurs radicaux de gauche afin de progresser vers une participation réelle des salariés à la gestion de leur entreprise.

Suite de la discussion - (7 juin 1983) - **Art. 5** (p. 1415) : ses amendements n° 76 : représentation salariée au conseil d'administration ou de surveillance : maximum du tiers ; devenu sans objet ; et n° 75, identique à l'amendement n° 144 de M. Jean Colin : double possibilité de structure ; conseil d'administration ou conseil de surveillance ; devenu sans objet - Son amendement de coordination n° 77 ; devenu sans objet - **Art. 6** (p. 1417) : son amendement n° 90 : cas des filiales comportant de 200 à 1000 salariés ; devenu sans objet - **Après l'art. 8** (p. 1425) : son amendement n° 78 : possibilité de remboursement par l'entreprise des frais exposés pour l'exercice du mandat de membre du conseil d'administration ou de surveillance ; retiré.

Suite de la discussion - (8 juin 1983) - **Art. 13** (p. 1463) : son amendement n° 79, identique à l'amendement n° 149 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, soutenu par M. Jean Colin : mode d'élection au conseil de surveillance ; devenu sans objet - Favorable au vote par collèges séparés et refuse le scrutin uninominal à deux tours proposé par la commission spéciale - **Art. 14** (p. 1465) : son amendement n° 80 : limitation du nombre des candidats à l'élection au conseil de surveillance ; devenu sans objet - **Après l'art. 18** (p. 1467) : sur le mode d'élection des conseils de surveillance des filiales de deux cents à mille salariés, ses amendements n°s 93, 91, 92, 94, 95, 96 et 97 ; devenus sans objet - **Art. 20** (p. 1469) : son amendement n° 83 : responsabilité partielle des représentants des salariés au sein du conseil d'administration ou de surveillance ; devenu sans objet - (p. 1471) : son amendent n° 81 : délai permettant d'assurer la transition entre le départ d'un permanent syndical et son entrée en fonction dans le conseil d'administration ou de surveillance ; devenu sans objet - **Art. 29** (p. 1478) : ses amendements n°s 82, 89 et 88 : rôle des cadres dans les conseils d'atelier ou de bureau ; devenus sans objet - **Art. 30** (p. 1480) : son amendement n° 84, identique à l'amendement n° 153 de M. Jean Colin : suppression de l'alinéa relatif aux organisations syndicales non signataires d'un accord ; devenu sans objet - **Art. 34** (p. 1483) : son amendement n° 85, soutenu par M. Michel Rigou : ordre du jour de la commission consultative ; devenu sans objet - **Art. 35** (p. 1484) : son amendement n° 86, soutenu par M. Michel Rigou : dispositions applicables aux entreprises visées par la présente loi ; devenu sans objet - Son amendement n° 87, soutenu par M. Michel Rigou : suppression de l'alinéa relatif à la liberté d'expression des salariés, notamment la liberté d'affichage ; devenu sans objet - **Après l'art. 39** (p. 1487) : son amendement n° 98, soutenu par M. Michel Rigou : représentation spécifique dans les conseils de l'actionnariat du personnel ; retiré.

– **Question au Gouvernement : pouvoir d'achat des cadres, retraités et préretraités** - (10 novembre 1983) - (p. 2827) : situation des régimes de retraite - Contrat de solidarité - Baisse du pouvoir d'achat : réduction de la revalorisation des points ; assujettissement des retraités et préretraités aux augmentations de cotisations sociales - Mesures escomptées pour freiner la diminution de leurs ressources.

– **Projet de loi relatif au contrôle de l'état alcoolique** [n° 6 (83-84)] - (10 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2835) : analyse commune du projet avec le docteur *Stéphane Bonduel* - Rapport entre la consommation excessive d'alcool et la délinquance routière - (p. 2836) : favorable à un abaissement à 0,50 gramme du taux d'alcoolémie toléré - Insuffisance des peines prévues pour le délit de conduite en état d'ivresse - Augmentation des contrôles préventifs - Information et formation des conducteurs - Intergroupe sénatorial sur la sécurité routière présidé par M. *Stéphane Bonduel.*

– **Projet de loi relatif à la prévention et au réglement amiable des difficultés des entreprises** [n° 50 (83-84)] - **Suite de la discussion** - (17 novembre 1983) - **Art. 38** (p. 3003) : son amendement n° 121 : inscription sur un registre public des cotisations échues depuis six mois ; rejeté - Multiplication des formalités d'inscription - Régimes complémentaires de retraite des cadres - Atteinte au crédit des entreprises - Encombrement des services des greffes des tribunaux de commerce.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Discussion générale - (21 novembre 1983) - (p. 3097) : commerce extérieur - Taux d'inflation - (p. 3098) : désindexation des salaires - Echanges extérieurs - Emploi - Sélectivité dans les interventions publiques - Déficit budgétaire - Taux de croissance - Dépenses de l'Etat - Secteurs prioritaires : formation, éducation, culture, industrie, recherche et défense - Charges des entreprises - Fiscalisation des allocations familiales - Orientation de l'épargne vers le financement des entreprises - Fonds salariaux - Fiscalité directe en France - Pouvoir d'achat des ménages - (p. 3099) : correction des effets de l'inflation sur les tranches de l'impôt - Surtaxe conjoncturelle - Suppression d'exonération sur le foncier bâti - Assurance vie - Evaluation des objets de valeur par les compagnies d'assurance - Taxation sur les contrats d'assurance des bateaux de sport ou de plaisance - Mutuelles d'assurance agricole - Budget social - Présence de la France dans la reprise internationale.

Deuxième partie :

Postes et télécommunications - (24 novembre 1983) - (p. 3265, 3266) : informatisation des bureaux de poste - Adaptation des personnels et augmentation des rémunérations - Statut des receveurs-distributeurs - Modernisation des télécommunications - Succès du Vidéotex et du système Transpac - Attitude restrictive sur le programme « Esprit » - Quatrième chaîne - Plan de câblage en fibre optique - Equipement des collectivités locales - Sénateurs radicaux de gauche favorables à l'adoption de ce budget.

Affaires sociales et solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale - (26 novembre 1983) - (p. 3364) : équilibre des comptes de la sécurité sociale - Réforme globale du mode de financement - Maîtrise des dépenses et des recettes - Taxe sur les alcools et les tabacs - Contribution de 1 % - Prélèvements obligatoires - Allocations familiales - Politique familiale globale - Aides à la famille et allocation pour jeune enfant - Déplafonnement du complément familial en deux étapes - Cas des familles ayant des enfants plus grands - (p. 3365) : conséquences de la décentralisation en matière d'action sociale - Bureau d'aide sociale (BAS) - Commission d'admission à l'aide sociale (CAAS) - Accueil des personnes âgées - Congé parental d'éducation - Congé sabbatique - 26e maladie - Maintien à domicile des handicapés - Fiscalité des ménages - Effets de la retraite à 60 ans - Régimes de retraite - Vote de ce budget par la formation des radicaux de gauche.

Affaires sociales et solidarité nationale - III - Travail, emploi - I - Section commune - (26 novembre 1983) - Rapporteur pour avis - (p. 3387, 3388) : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) - Stabilisation du nombre des demandeurs d'emplois - Effectifs salariés - Evolution de l'emploi industriel - Déficit de l'UNEDIC - Critiques de la Cour des comptes sur le fonctionnement de l'assurance chômage - Système tripartite associant les partenaires sociaux et renforçant la tutelle administrative et financière de l'Etat - Partage du travail et marché du travail - Contrats de solidarité préretraite démission - Réduction du temps de travail - Développement d'un véritable service public de l'emploi et association de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), de l'AFPA et des ASSEDIC - (p. 3389) : contrats emploi formation - Mesures d'insertion des jeunes - Relations du travail - Encadrement et animation de groupes d'expression - Droit d'expression dans les entreprises nationalisées - Evolution démographique et baisse de la natalité - Politique familiale réaliste et incitation à la natalité - Décision de la

commission de s'en remettre à la sagesse du Sénat pour l'adoption de ces crédits.

Industrie et recherche - (5 décembre 1983) - (p. 3773) : faiblesse industrielle de la France - Compétitivité internationale - Relance industrielle et scientifique : nouvelle répartition entre salaires, productivité et bénéfices - Europe - Gestion des entreprises industielles nationalisées - Autonomie de gestion - Augmentation des crédits destinés à la recherche - Institution d'un fonds de soutien aux industries de programme - Renforcement du fonds industriel de modernisation (FIM) - Répartition de ces crédits au niveau régional - Création d'une école nationale d'exportation - Renforcement des industries de pointe - Domaine des composants électroniques - Financement de Thomson composants - Répartition des dotations aux entreprises nationales - Stabilisation des dotations aux Charbonnages de France - Reconversion des bassins houilliers - Devenir de la sidérurgie - Difficultés d'Usinor et Sacilor - (p. 3774) : formation et reconversion des travailleurs - Effort vers l'industrie et la recherche - Nombreuses créations de postes de chercheurs et d'ingénieurs - Répartition entre recherche fondamentale et recherche appliquée - Nouveau processus de production - Modèles japonais et allemand - Climat de confiance nécessaire à toute relance industrielle - Coopération européenne (aéronautique, aérospatiale, télécommunications, transports) - Devenir du projet électronique « Esprit » - Radicaux de gauche favorables à l'adoption de ce budget.

Départements et territoires d'outre-mer - (6 décembre 1983) - (p. 3814) : faiblesse de ce projet de budget - Accord prévisible sur le projet de statut en Polynésie française - (p. 3815) : statut évolutif en préparation pour la Nouvelle-Calédonie ; demande de fermeté contre le terrorisme - Protection sociale en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie - Développement économique ; exemple du développement endogène de Mayotte - Energies nouvelles - Convoitises des superpuissances - Vote de ce projet de budget par les radicaux de gauche.

Culture - (7 décembre 1983) - (p. 3889, 3890) : évolution de la part des dépenses consacrées à la culture - Industries de la culture - Besoins de communication - Modalités de répartition des crédits entre les grands projets parisiens en cours et le développement culturel des régions - Centre Beaubourg - Opéra - Musée d'Orsay - La Villette - Grand Louvre - Opéra de la Bastille - Musée intercommunal de Marly-le-Roi et de Louveciennes - Décentralisation - Réseau culturel français ; nombre de salles de cinéma, de bibliothèques et de musées - Coût du secteur culturel dans les budgets communaux - Possibilités de construction d'une salle de cinéma dans une ville moyenne - Fonds régionaux d'art contemporain (FRAC) - Attente de l'arrêté d'application du décret du 2 février 1983 relatif au diplôme de professeur de musique - Institut national d'éducation populaire (INEP) de Marly-le-Roi - Fédération des parents d'élèves des conservatoires - Création - Canada et troisième chaîne de télévision francophone - Effort en faveur des bibliothèques municipales mais aussi des écoles de musique - (p. 3891) : nombre de lecteurs dans les bibliothèques - Recherche des images de synthèse - Intégration de la technique comme culture à part entière.

– Projet de loi de finances rectificative pour 1983 [n° **109 (83-84)**] - (19 décembre 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4370) : vote de ce collectif et équilibre des comptes - Dépôt d'amendements par le groupe de la gauche démocratique relatifs aux communes.

– Projet de loi relatif à l'assiette de certaines cotisations de sécurité sociale [n° **98 (83-84)**] - (20 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4442) : objet du projet : déplafonnement de l'ensemble des cotisations d'assurance maladie à la charge des employeurs et compensation par une diminution à due concurrence du taux de cotisation - Motif de la suppression de ce plafond : cas des industries de main d'œuvre ; entreprises de spectacles - Neutralité de ce déplafonnement pour les entreprises et les régimes de sécurité sociale - Limites de ce projet : champ d'application ; exclusion des cotisations d'accidents du travail ; maintien du plafond pour les indemnités journalières et les cotisations d'assurance vieillesse - Décision de la commission de s'en remettre à la sagesse du Sénat - **Après l'art. 1** (p. 4446) : avis réservé de la commission sur l'amendement n° 2 de M. Jacques Carat (exclusion des industries cinématographiques du champ d'application du projet de loi) - Rappel des règles particulières applicables aux entreprises de spectacles en matière de sécurité sociale - Son amendement n° 1 : exonération partielle de l'employeur ou de l'assuré lorsque les charges sociales supportées par eux seront accrues d'un pourcentage supérieur à un taux fixé par décret ; retiré.

BERCHET (Georges), sénateur de la Haute-Marne (GD).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Juge suppléant de la Haute Cour de justice.

Est nommé membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (loi n° 83-609 du 8 juillet 1983) (20 octobre 1983) (p. 2363).

Est réélu juge suppléant de la Haute Cour de justice (10 décembre 1983) (p. 4061).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Transports terrestres** [n° **64, tome XVIII (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Transports - (25 novembre 1983) - Rapporteur pour avis (transports terrestres) - (p. 3296) : SNCF - Bilan positif du train à grande vitesse (TGV) - Baisse d'activité du trafic de marchandises - Importance de la contribution du budget de l'Etat - Croissance du déficit ; endettement - Prise en charge par les régions de l'équilibre financier des services régionaux et fermeture possible de lignes régionales - TGV Atlantique - RATP ; sécurité - Avis défavorable à ce projet de budget.

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3580) : évolution du budget - Emploi agricole productif - Industrie agro-alimentaire - Formation - Remembrement - Charges financières des révisions des marchés de remembrement passés avant le 15 mai 1983 - Assainissement des terres et drainage - (p. 3581) : système d'avance aux cultures - Régime super-simplifié - Elevage et polyculture - Politique agricole commune (PAC) - Montants compensatoires monétaires (MCM) - Commerce extérieur.

– Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° **7 (83-84)**] - **Suite de la discussion** - (14 décembre 1983) - **Art. 86** (p. 4218) : son amendement n° 144 : suppression du deuxième alinéa de cet article relatif à l'interdiction pour les fonctionnaires de

ne percevoir directement ou indirectement aucune autre rémunération à raison des mêmes fonctions ; retiré - (p. 4221) : interrogation sur le bénéfice des avantages acquis collectivement pour les nouveaux recrutés - **Art. 97** *bis* (p. 4227, 4228) : son amendement n° 146 : modification des conditions d'âge et d'ancienneté pour l'octroi du congé spécial ; devenu sans objet.

BEREGOVOY (Pierre), *ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale* (nommé le 22 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 23 mars 1983, p. 882.

DÉPÔTS

Projet de loi relatif à la situation des candidats admis au concours interne d'adjoint des cadres hospitaliers, organisé dans le département de l'Essonne les 14 octobre et 18 novembre 1976 [n° **20 (83-84)**] (13 octobre 1983) - **Examens, concours et diplômes.**

Projet de loi abrogeant la loi n° 263 du 17 mai 1943 et modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives aux professions médicales et aux auxiliaires médicaux [n° **110 (83-84)** (7 décembre 1983) - **Professions et activités médicales.**

INTERVENTIONS

– Question au Gouvernement, de M. Pierre Vallon : politique de régression sociale - (19 mai 1983) - (p. 946) : politique sociale du Gouvernement - Déficit de la sécurité sociale - Dépenses de santé - Prévention - Hospitalisation - Budget des hôpitaux - Réforme hospitalière - Départementalisation des hôpitaux - Prélèvement de 1 % sur les cotisations - (p. 947) : remboursement des opérations chirurgicales - Forfait hospitalier - Réforme du financement avec une fiscalisation progressive - Droit à la santé.

– Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public [n° **282 (82-83)**] - (6 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1377, 1378) : faire du secteur public un instrument du développement économique objectif de ce projet - Suite indissociable de la loi de nationalisation - Renforcement du dialogue social et prise de responsabilité des salariés - Premiers effets de l'application des lois Auroux - Nature de la propriété déterminant les structures du pouvoir dans l'entreprise - Organisation tripartite (Etat, usagers, salariés) des conseils d'entreprises dans le secteur public - Respect par le Gouvernement de l'autonomie de gestion des entreprises publiques - Association des travailleurs aux décisions - Développement de l'esprit d'entreprise à tous les échelons - Election des représentants des salariés siégeant dans les conseils d'administration - Interrogation sur l'application de la formule duale du conseil de surveillance et du directoire - Rôles des conseils d'administration ou de surveillance et absence de confusion avec le rôle du syndicat - Régime des incompatibilités de mandat - (p. 1379) : mise en place des conseils d'atelier ou de bureau dans le cadre d'une négociation avec les organisations syndicales - Champ d'application de la loi - Seuil de 1000 salariés - Association des travailleurs à l'organisation de leur travail - Développement du mouvement d'amélioration des conditions de travail dans les pays industrialisés - Mise en place des conseils d'atelier et de bureau - Importance de la formation - Transformation du rôle du personnel d'encadrement - Présence d'un représentant des cadres élu dans le conseil d'administration - Droit à l'expression des salariés - Rôle spécifique indispensable du personnel d'encadrement dans l'entreprise - Extension du secteur public et renaissance industrielle de la nation - Démocratisation développant l'esprit de responsabilité - Invention dans le domaine social pour créer de nouveaux rapports entre l'homme et le travail - (p. 1395) : hommage au président et au rapporteur de la commission spéciale - Entreprise, lieu de production de biens et de services - Responsabilité particulière des entreprises publiques due à leur importance - Souhait partagé d'un succès des entreprises nationalisées - (p. 1396) : distinction au sein du secteur public des entreprises concurrentielles de celles qui remplissent un service public - Prise en compte de la crise économique - Trois des cinq grandes entreprises nationalisées du secteur concurrentiel déficitaires au moment de la nationalisation - Désaccord avec les chiffres cités par *M. Ceccaldi-Pavard* relatif aux charges budgétaires au titre des entreprises publiques en 1982 et en 1983 - Déficit d'exploitation de la SNCF et des Charbonnages de France - Désaccord avec l'estimation de M. *Jean Chérioux* sur le coût de la loi - Réconciliation de l'homme avec son travail bénéfique pour l'entreprise et pour la collectivité toute entière - Souci d'éviter de faire entrer les entreprises dans le champ d'application de la présente loi par le biais d'une prise de participation - Evocation du débat de 1977 entre le parti communiste et le parti socialiste - Confusion entre « appropriation du capital » et « démocratisation du secteur public » -Absence d'extension du secteur public et absence de nouvelles appropriations - Loi ayant pour seul objet de démocratiser le secteur public existant - Liste devant être établie par le haut conseil du secteur public - Critères des articles 2 et 3 empêchant toute extension du secteur public non voulue par le Parlement - Projet respectant la Constitution et les droits des différentes parties - (p. 1397) : loi ne modifiant pas les règles concernant les nationalisations - Nécessité d'un examen rapide par le Parlement du projet relatif aux transferts - Nécessité que l'autonomie de gestion puisse s'exercer conformément aux lois déjà votées - Actionnaires majoritaires permettant la représentation dans les conseils d'administration, de surveillance des actionnaires minoritaires - Composition du conseil d'administration ou de surveillance - Démocratisation et responsabilisation de l'ensemble des acteurs de l'entreprise - Objectifs du Gouvernement, seuls capables de conduire à un développement social et harmonieux - Présence des organisations syndicales au sein des entreprises nécessaire - Sur le faible taux de participation des travailleurs à l'engagement syndical, citation du livre du Président Pierre Mendès France : *La République moderne* - Distinction entre l'action des syndicats et les responsabilités conférées aux représentants élus des travailleurs - (p. 1398) : recours au suffrage universel des salariés pour la désignation des représentants à la gestion de l'entreprise - Possibilité pour les représentants des travailleurs dans les conseils d'administration de développer leur sens des responsabilités - Droit d'expression des salariés et création de conseils d'atelier et de bureau - Rôle de l'encadrement - Personnel d'encadrement, partie intégrante de la communauté de travail - Projet ne pouvant donner satisfaction à toutes les préoccupations exprimées - Projet ayant pour objet de donner toutes les chances à la démocratisation du secteur public - Possibilité pour les salariés de se saisir de l'organisation de leur travail et de leurs conditions de travail - Nécessité de permettre au personnel d'encadrement de jouer pleinement son rôle - (p. 1399) : démocratie sociale, exigence des temps modernes - Mouvement des choses donnant de plus en plus de responsabilités aux hommes dans la vie politique, économique et sociale.

Suite de la discussion - (7 juin 1983) - **Intitulé du titre I** (p. 1404) : répond à l'intervention de M. *André Bohl* : équilibre de la sécurité sociale ; forfait hospitalier ; taxe sur le tabac et les alcools - Champ d'application du projet en examen - Loi sur le bilan social des entreprises - S'oppose à l'amendement n° 2 de M. Jean Chérioux, rapporteur (« Du champ d'application ») - **Art. 1 et annexe I** : accepte l'amendement rédactionnel n° 3 de M. Jean Chérioux, rapporteur - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 4 de M. Jean Chérioux, rapporteur (communication au Parlement de la liste des entreprises concernées) - (p. 1405) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Jean Chérioux, rapporteur (exclusion du champ d'application du projet des sociétés Elf Aquitaine et Air

Inter) - Représentation des actionnaires privés - S'oppose à l'amendement n° 6 de M. Jean Chérioux, rapporteur (cas des sociétés anonymes : limitation aux seules sociétés anonymes détenues en totalité par l'Etat) - (p. 1406) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Jean Chérioux, rapporteur (exclusion du champ d'application du texte en discussion des filiales des entreprises publiques) - (p. 1407) : s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Jean Chérioux, rapporteur (exclusion du champ d'application du projet des filiales codétenues visées au paragraphe 5) - Argumentation de M. Etienne Dailly - Attente de la loi sur les transferts de propriété, dite loi de respiration - **Art. 2** (p. 1408) : accepte l'amendement rédactionnel n° 99 de M. Charles Bonifay - S'oppose à l'amendement n° 8 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression, pour coordination, de cet article relatif aux filiales mentionnées au paragraphe 4 de l'article 1) - **Art. 3** (p. 1409) : accepte l'amendement rédactionnel n° 100 de M. Charles Bonifay - S'oppose à l'amendement n° 9 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression, pour coordination, de cet article relatif aux filiales codétenues prévues au paragraphe 5 de l'article 1) - **Art. 4 et annexes II et III** : accepte l'amendement n° 101 de M. Charles Bonifay (précision sur le champ d'application de cet article) -S'oppose à l'amendement n° 10 de M. Jean Chérioux, rapporteur, tendant à la suppression de cet article et de ses annexes - Nécessité de ces dispositions visant certains cas spécifiques ; exemple d'Air France ; représentation catégorielle - **Art. 4** *bis* (p. 1410) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression, pour coordination, de cet article relatif à la définition des effectifs pour le calcul des seuils entraînant l'application de la loi) - **Art. 4** *ter* : s'oppose aux amendements identiques n° 12 de M. Jean Chérioux, rapporteur, et n° 138 de M. Jean Colin (suppression de cet article relatif aux conditions d'entrée dans le secteur public) - (p. 1411) : question posée par M. André Bohl sur l'avenir des Charbonnages de France et des Houillères du bassin de Lorraine - Structure juridique des Charbonnages de France ; consultation des régions et des organisations professionnelles - **Intitulé du titre II** (p. 1412) : s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression du mot démocratisation) - Représentation actuelle des salariés dans les conseils d'administration, évoquée par M. André Bohl - Désignation ou élection - **Intitulé du chapitre I** (p. 1414) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 14 de M. Jean Chérioux, rapporteur (« Composition et fonctionnement ») - **Art. 5** (p. 1415) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Jean Chérioux, rapporteur (consolidation du régime transitoire d'organisation des sociétés nationalisées par la loi du 11 février 1982 : composition du conseil d'administration ; désignation du président) - Ses amendements n° 72 : cas des sociétés centrales de groupes d'entreprises nationales d'assurance ; devenu sans objet ; et n° 73 : cas de la Banque française du commerce extérieur (BFCE) et de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) ; devenu sans objet - (p. 1416) : s'oppose à l'amendement n° 143 de M. Jean Colin (consultation d'organismes représentatifs) et aux amendements de M. Jean Béranger n° 76 (représentation salariée au conseil d'administration ou de surveillance : maximum du tiers) et n° 75 (double possibilité de structure : conseil d'administration ou de surveillance) - Accepte l'amendement n° 102 de M. Charles Bonifay (précision rédactionnelle) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de coordination n° 145 de M. Jean Colin et n° 105 de M. Charles Bonifay - Accepte l'amendement n° 77 de coordination de M. Jean Béranger - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 103 et n° 104 de M. Charles Bonifay (cas des compagnies financières) - **Art. 6** (p. 1417) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Jean Chérioux, rapporteur (maintien des structures existantes pour les sociétés et établissements publics nationalisés avant 1982) - (p. 1418) : accepte l'amendement n° 107 de M. Charles Bonifay (champ d'application de cet article) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 106 du même auteur (suppression de la limitation à quinze du nombre des membres des conseils de surveillance dans les banques) - S'oppose à l'amendement n° 90 de M. Jean Béranger (cas des filiales comportant de 200 à 1000 salariés) - Cas du Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME) : conseil de surveillance et directoire - **Art. 6** *bis* (p. 1419) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 17 de M. Jean Chérioux, rapporteur (référence aux établissements publics et sociétés mentionnés aux articles 5 et 6) - **Art. 6** *ter* : accepte l'amendement rédactionnel n° 108 de M. Charles Bonifay - S'oppose à l'amendement n° 18 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression de cet article relatif aux règles de convocations et de délibération du conseil d'administration ou de surveillance) - **Art. 6** *quater* : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression de cet article relatif aux moyens mis à la disposition des membres du conseil d'administration ou de surveillance pour l'exercice de leur mandat) - **Art. 6** *quinquies* (p. 1420) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression de cet article relatif à la définition par le conseil d'administration ou de surveillance des moyens évoqués à l'article précédent) - **Art. 6** *sexies* : accepte l'amendement rédactionnel n° 109 de M. Charles Bonifay - S'oppose aux amendements n° 21 de M. Jean Chérioux, rapporteur, et n° 147 de M. Pierre Lacour, soutenu par M. Jean Colin (suppression de cet article relatif à la fixation par le conseil des conditions d'accès de ses membres dans les établissements de l'entreprise) - Liberté ou non d'accès et de circulation des membres du conseil d'administration - (p. 1422) : pouvoir et rôle des conseils d'administration - **Art. 7** (p. 1423) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression, pour coordination, de cet article relatif aux conditions de nomination du président du conseil d'administration ou des membres du directoire des entreprises de premier rang et des banques nationalisées par la loi du 11 février 1982) - Accepte l'amendement n° 110 de M. Charles Bonifay (cas des banques nationalisées en 1982, filiales de sociétés nationalisées) - **Art. 8** (p. 1424) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression de cet article relatif à la durée du mandat des membres des conseils d'administration et aux règles de gratuité et de cumul) - S'oppose également à l'amendement n° 148 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, soutenu par M. Jean Colin (possibilité de remboursement par l'entreprise des frais exposés pour l'exercice du mandat des membres des conseils désignés comme personnalités qualifiées) - Répond à l'intervention de M. François Collet sur l'honorabilité des membres des conseils d'administration - Cas de la Compagnie générale d'électricité (CGE), évoqué par M. Etienne Dailly - Aide de l'Etat à la sidérurgie depuis dix ans - Nationalisation et étatisation - Gratuité du mandat - **Art. 9** (p. 1425) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression de cet article relatif aux modalités de révocation des membres du conseil d'administration ou de surveillance) - **Art. 10** : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression de cet article relatif à la possibilité de révocation collective par l'administration des représentants de l'Etat et des personnalités qualifiées).

Suite de la discussion - (8 juin 1983) - **Avant l'art. 11** (p. 1460) : favorable à l'abrègement du débat sur ce texte, conformément aux souhaits de M. Roger Poudonson, président de la commission spéciale - S'oppose à l'amendement n° 26 de M. Jean Chérioux, rapporteur (modification de l'article 129 du code des sociétés relatif à la composition des conseils de surveillance des sociétés ayant plus de cinq cents salariés : représentation des salariés au sein du conseil de surveillance) - **Art. 11** (p. 1461) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Jean Chérioux, rapporteur (membres du conseil de surveillance élus par les salariés électeurs au comité d'entreprise) et accepte les amendements de M. Charles Bonifay, n° 111 (élection des représentants des salariés dans l'entreprise ou dans l'une de ses filiales) et n° 112 de coordination - **Art. 12** (p. 1462) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Jean Chérioux, rapporteur (conditions d'éligibilité au conseil de surveil-

lance) - Situation particulière du permanent syndical - En réponse à M. Etienne Dailly, souhaite la participation de tous les salariés à la gestion des entreprises - **Avant l'art. 13** (p. 1463) : s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Jean Chérioux, rapporteur (élection des salariés au sein des conseils de surveillance par deux collèges électoraux : personnels d'encadrement et agents de maîtrise, autres catégories de personnels) - **Art. 13** (p. 1464) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Jean Chérioux, rapporteur (mode d'élection au conseil de surveillance) - **Art. 14** (p. 1465) : accepte les amendements n° 80 de M. Jean Béranger (limitation du nombre des candidats à l'élection au conseil de surveillance) et n° 114 de coordination de M. Charles Bonifay - S'oppose à l'amendement n° 31 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression de cet article relatif à la procédure de parrainage des listes de candidats et à l'obligation de présentation d'un programme d'orientation) - **Art. 16 :** s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Jean Chérioux, rapporteur (date d'élection du conseil de surveillance et délai de dépôt des candidatures) et accepte l'amendement n° 115 de M. Charles Bonifay (date de l'élection en cas de renouvellement du conseil d'administration ou de surveillance) - **Art. 17** (p. 1466) : accepte l'amendement n° 116 de M. Charles Bonifay (tribunaux d'instance territorialement compétents déterminés par le pouvoir réglementaire) - S'oppose à l'amendement de coordination n° 33 de M. Jean Chérioux, rapporteur - **Art. 18 :** s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Jean Chérioux, rapporteur (règles relatives à la campagne électorale exclues du décret en Conseil d'Etat) - **Après l'art. 18** (p. 1468) : sur le mode d'élection des conseils de surveillance des filiales de deux cents à mille salariés, accepte les amendements de M. Jean Béranger n°s 93, 91, 92, 94, 95, 96 et 97 - **Avant l'art. 19 :** s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Jean Chérioux, rapporteur (mandat des représentants des salariés au conseil de surveillance) - **Art. 19** (p. 1469) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 36 de M. Jean Chérioux, rapporteur, et à l'amendement n° 37 du même auteur (droits et obligations des représentants des salariés au conseil d'administration ou de surveillance) - **Art. 20** (p. 1470) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression de cet article relatif à la responsabilité des représentants des salariés au conseil d'administration ou de surveillance) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 83 de M. Jean Béranger (responsabilité partielle des représentants des salariés au sein du conseil d'administration ou de surveillance) - **Art. 21 :** accepte l'amendement n° 117 de M. Charles Bonifay (responsabilité syndicale incompatible avec un mandat d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance) - Sur le même sujet, s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Jean Chérioux, rapporteur - (p. 1471) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 42 de M. Jean Chérioux, rapporteur et à l'amendement n° 81 de M. Jean Béranger (délai permettant d'assurer la transition entre le départ d'un permanent syndical et son entrée en fonction dans le conseil d'administration ou de surveillance) - **Art. 21 *bis*** : s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Jean Chérioux, rapporteur (directoire chargé du remplacement des représentants des salariés dans un conseil d'administration ou de surveillance) - **Art. 22 :** s'oppose à l'amendement n° 45 de M. Jean Chérioux, rapporteur (révocation d'un représentant des salariés au conseil de surveillance) - **Art. 23** (p. 1472) : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Jean Chérioux, rapporteur (conditions d'exercice du mandat des représentants des salariés au conseil de surveillance) - **Art. 24 :** s'oppose à l'amendement n° 47 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression de cet article relatif à la formation des représentants des salariés à la gestion des entreprises) - **Art. 25** (p. 1473) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 48 de M. Jean Chérioux, rapporteur - Accepte l'amendement n° 49 de M. Jean Chérioux, rapporteur (modification du contrat de travail d'un représentant des salariés soumise au conseil de surveillance) et l'amendement n° 119 de M. Charles Bonifay (modification du contrat de travail d'un représentant des salariés) - **Art. 26** (p. 1474) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 50 de M. Jean Chérioux, rapporteur - Accepte l'amendement rédactionnel n° 120 de M. Charles Bonifay - Accepte les amendements identiques, n° 71 de M. Jean Chérioux, rapporteur, et n° 121 de M. Charles Bonifay (refus de licenciement ne pouvant provenir que de l'inspecteur du travail) - (p. 1475) : accepte l'amendement n° 122 de M. Charles Bonifay (procédure de licenciement applicable aux anciens représentants des salariés) - **Art. 27 :** s'oppose à l'amendement de coordination n° 51 de M. Jean Chérioux, rapporteur - **Intitulé du titre III :** accepte la demande de réserve jusqu'après l'article 33, de l'amendement n° 52 de M. Jean Chérioux, rapporteur (« Des droits nouveaux des salariés ») - **Après l'intitulé du titre III** (p. 1476) : s'oppose à l'amendement n° 53 de M. Jean Chérioux, rapporteur (dans le secteur public, organisation et animation des réunions des groupes d'expression institués par la loi du 4 août 1982, confiées aux cadres) - **Avant l'art. 28 :** s'oppose à l'amendement n° 54 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression de la mention du chapitre I et de son intitulé : « Conseils d'atelier ou de bureau ») - **Art. 28** (p. 1477) : s'oppose à l'amendement de suppression pour coordination n° 55 de M. Jean Chérioux, rapporteur - **Art. 29** (p. 1478) : s'oppose à l'amendement de suppression pour coordination n° 56 de M. Jean Chérioux, rapporteur - Sur le rôle du personnel d'encadrement dans l'organisation et l'animation des réunions des conseils d'atelier ou de bureau, accepte les amendements n° 89 de M. Jean Béranger et n° 151 de M. Jean Colin - **Art. 30** (p. 1481) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression de cet article relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises du secteur public) - Accepte l'amendement n° 128 de M. Charles Bonifay (négociations entre l'employeur et les organisations syndicales représentatives) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 153 de M. Jean Colin et n° 84 de M. Jean Béranger (suppression de l'alinéa relatif aux organisations syndicales non signataires d'un accord) - **Art. 31 :** s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression de cet article relatif à l'examen du contrat de plan par le comité d'entreprise) - **Art. 32** (p. 1482) : s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression de cet article relatif aux droits des comités d'entreprise en ce qui concerne le plan de formation) et accepte l'amendement n° 129 de M. Charles Bonifay (plan de formation approuvé par délibération du comité d'entreprise) - **Art. 33 :** s'oppose aux amendements identiques n° 62 de M. Jean Chérioux, rapporteur, et n° 154 de M. Jean Colin (suppression de cet article relatif à la représentation du comité d'entreprise au sein du conseil de surveillance) - **Art. 34** (p. 1483) : accepte l'amendement n° 85 de M. Jean Béranger, soutenu par M. Michel Rigou (ordre du jour de la commission consultative) - S'oppose à l'amendement n° 63 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression de cet article relatif à l'institution d'une commission consultative dans chaque établissement du secteur public de plus de deux cents salariés) - **Art. 35** (p. 1485) : accepte l'amendement n° 130 de M. Charles Bonifay (cas particulier du Commissariat à l'énergie atomique) - Sur le même sujet, s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Jean Chérioux, rapporteur - S'oppose aux amendements de M. Jean Béranger, soutenus par M. Michel Rigou, n° 86 (dispositions applicables aux entreprises visées par la présente loi) et n° 87 (suppression de l'alinéa relatif à la liberté d'expression des salariés, notamment la liberté d'affichage) - **Art. 36 :** s'oppose à l'amendement n° 65 de M. Jean Chérioux, rapporteur (date d'application aux sociétés anonymes du nouveau régime de structure dualiste) - **Après l'art. 36** (p. 1486) : accepte l'amendement n° 133 de M. Charles Bonifay (entrée totale ou partielle d'une entreprise dans le champ d'application de la loi) - **Art. 37 :** s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression de cet article relatif à la procédure de négociation entre l'employeur et les organisations syndicales) et accepte les amendements de M. Charles Bonifay, n° 134 de coordination et n° 135 (cas particulier des entreprises entrant dans le champ d'appli-

cation de la loi postérieurement à son entrée en vigueur) - **Après l'art. 38** (p. 1487) ; accepte l'amendement n° 136 de M. Charles Bonifay (maintien des accords sur l'exercice du droit syndical dans l'entreprise lors de la sortie de celle-ci du champ d'application de la loi) - **Art. 39** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 68 de M. Jean Chérioux, rapporteur - **Après l'art. 39** : demande le retrait de l'amendement n° 98 de M. Jean Béranger, soutenu par M. Michel Rigou (représentation spécifique dans les conseils de l'actionnariat du personnel) - Amendement déjà satisfait par la suppression de l'article 35 - **Intitulé** : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jean Chérioux, rapporteur (« Projet de loi relatif à l'organisation et à la démocratisation du secteur public ») - (p. 1489) : texte vidé de toutes les dispositions relatives à la démocratisation - **Coordination - Art. 39** (p. 1490) ; s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 68, repris sous le n° 1, de M. Jean Chérioux, rapporteur - **Vote sur l'ensemble** (p. 1492) : conception de la démocratie - Participation des salariés à l'effort national lors de la Libération - Progrès incontestable au niveau de l'organisation du travail et de la productivité - Exemplarité du secteur public sur les plans économique et social - Suppression des conseils d'atelier, des droits syndicaux et des commissions consultatives locales - Acceptation à retardement de l'esprit des lois Auroux - (p. 1493) : extension du champ des nationalisations évoquée par M. *Etienne Dailly* - Cas particulier des sociétés centrales d'assurances et des sociétés d'économie mixte - Droits des salariés à participer à la gestion des entreprises - Adoption dans le passé de textes sur la participation des salariés aux fruits de l'entreprise - Expérience de conseils d'atelier ou de bureau dans les grandes entreprises d'Italie - Nécessité dans un monde industrialisé de réconcilier l'homme avec son travail.

Deuxième lecture [n° **407 (82-83)**] - (24 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1978) : développement de la démocratie économique par la représentation des salariés dans les organes de gestion ou de contrôle ainsi que dans les conseils d'atelier ou de bureau - Foi en la réussite du secteur public - Rétablissement par l'Assemblée nationale du texte adopté par elle en première lecture - Adoption par l'Assemblée nationale d'amendements présentés au Sénat par le groupe socialiste - Négociation des accords sur les droits syndicaux - Champ d'application - Commissariat à l'énergie atomique - Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'application de la loi - Haut conseil du secteur public - (p. 1979) : consultation des comités d'entreprise sur le contrat de plan - Salariés détachés à l'étranger - Société Matra et ses filiales - Enjeu social et économique de ce texte - (p. 1984) : cas particulier de Matra en raison de la spécificité du processus de nationalisation - Part de la Caisse des dépôts et consignations dans le capital de Thomson-CSF - Réponse à M. *Daniel Millaud* sur la directive européenne Vredeling - Réponse à M. *Etienne Dailly* sur les rapports entre l'Etat majoritaire et les actionnaires privés minoritaires - Conseil constitutionnel - Evocation par M. *Etienne Dailly* de M. Albin Chalandon, ancien président d'Elf Aquitaine - (p. 1985) : aide de l'Etat à la sidérurgie et à l'industrie automobile ; prêts du Fonds de développement économique et social (FDES) ; responsabilité de l'Etat - **Art. 1 à 39** (p. 1971 à 1997) : s'oppose à tous les amendements de M. Jean Chérioux, rapporteur (retour aux textes précédemment adoptés par le Sénat) - **Intitulé** : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jean Chérioux, rapporteur (« Projet de loi relatif à l'organisation et à la démocratisation du secteur public »).

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale - (26 novembre 1983) - (p. 3346) : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) - Contrats de solidarité - Durée du travail - Formation et insertion professionnelle des jeunes - Rapports sociaux de l'entreprise - Conditions de travail et de sécurité - Santé des salariés - Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) - Solidarité nationale - Prestations sociales - Crise économique mondiale - Industrie - (p. 3347) : personnes âgées - Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO) - Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC) - Modernisation des hospices et médicalisation des maisons de retraite anciennes - Appartements thérapeutiques - Solidarité de voisinage - Comptes de la sécurité sociale - Dépenses hospitalières et situation des hôpitaux - Qualité des soins - Evolution du parc hospitalier - Rôle des médecins - Organisation des hôpitaux et négociations - Carrière des chefs de clinique et des internes - (p. 3348) : politique d'investissement - Techniques de traitement et de diagnostic - Informatisation des unités de soins - Bureautique et télématique - Décentralisation dans le domaine sanitaire et social - Responsabilités et compétences des collectivités locales - Contrôle des organismes sociaux - Bureautique - Commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) - Créations d'emplois à l'ANPE - Titularisation des agents contractuels des catégories C ou D et modification de divers corps - Complexe Ségur-Duquesne-Fontenoy - (p. 3349) : équilibre des comptes - Budget social de la nation - Professions de santé et rôle des acteurs sociaux - Opposition à un transfert vers une assurance individuelle d'une certaine forme de protection sociale - Solidarité nationale - (p. 3355) : transferts entre le régime général de sécurité sociale et les établissements hospitaliers - (p. 3374) : information du Parlement - (p. 3375) : bilan prévisionnel - Commission des comptes de la sécurité sociale - Décentralisation et transferts de charges et de ressources correspondantes - Dotation générale de décentralisation (DGD) - Transferts d'impôts aux collectivités locales - Révision des barèmes d'aide sociale - Taux de participation de l'Etat pour les départements - Report des dépenses d'aide sociale de 1983 non payées à la fin de l'exercice - Situation des handicapés et solidarité - Centres d'aide par le travail (CAT) - (p. 3376) : allocation aux adultes handicapés - Complément d'allocation d'éducation spéciale versé aux parents d'enfants lourdement handicapés - Création des services d'auxiliaires de vie - Etablissements d'hébergement pour adultes - Bureaux d'aide sociale (BAS) - Aides ménagères - Personnes âgées - Etablissements psychiatriques - (p. 3377) : personnes âgées et services de soins à domicile - Maisons de retraite et maisons de cure médicale - COTOREP - Veuves civiles et taux des pensions de réversion - Taux directeur du prix de journée des établissements sociaux - Action sociale et actions volontaristes - Protection sociale des Français de l'étranger - Retraite à 60 ans - Charges des ménages et cotisations des entreprises - Sécurité sociale - Assurance chômage - (p. 3378) : action des gouvernements précédents - Situation des hôpitaux - Nombre des médecins, libéraux ou non - Coût du progrès médical - Chômage - Assurance maladie - (p. 3379) : hypothèse d'une réduction de la protection sociale et des revenus de remplacement ; conséquences sur le niveau d'activité et sur le chômage - Taux de croissance - Maîtrise des soins - Solidarité nationale - Emploi - Parution du livre blanc - Système de sécurité sociale fondé sur la mutualité et l'assurance - Fiscalisation de certaines dépenses de protection sociale - Réforme du financement - Investissements - Formation des hommes - Industrie - Prélèvements obligatoires.

– Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° **126 (83-84)**] - (20 décembre 1983) - **Art. 3** *bis* (p. 4454) : rappelle la motivation des articles 3 *bis* et 3 *ter* portant validation de la convention nationale signée en 1980 entre les médecins et la caisse nationale d'assurance maladie - Double secteur institué : tarif conventionnel ou honoraires libres - Annulation par le Conseil d'Etat et négociation d'une nouvelle convention - Enquête de représentativité en cours - Volonté du Gouvernement de valider la convention actuelle sans modification - Adhésion éventuelle des médecins du secteur II au régime de la CANAM, évoquée par M. *Josselin de Rohan* - S'oppose à l'amendement n° 5 de M. Louis Boyer, rapporteur (valida-

tion de la convention nationale de 1980 : suppression du paragraphe III portant application de cet article, à compter du 1er juillet 1980) - (p. 4455) : validation regrettable mais nécessaire ; agrément précipité de la convention en 1980 - **Art. 3** *ter :* son amendement n° 26 : validation des actes pris en application de la convention de 1980, de ses annexes et de ses avenants, jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle convention ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 27 de M. Louis Boyer, rapporteur (engagement des préalables à la négociation, dès la publication de la présente loi) - **Art. 3** *quater* (p. 4456) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Louis Boyer, rapporteur (report au 31 décembre 1984 du droit d'option ouvert aux praticiens hospitaliers entre le maintien d'une consultation privée à l'hôpital public et le bénéfice des nouvelles dispositions statutaires et sociales) - Grille indiciaire des praticiens hospitaliers publics ; rémunération et carrière - **Art. 7 à 10 et après l'art. 10** (p. 4458) : accepte les amendements rédactionnels n° 12 à 16 de M. Louis Boyer, rapporteur (congé d'adoption) - **Art. 13** (p. 4459) : accepte l'amendement n° 18 de M. Louis Boyer, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à la validation pour le régime d'assurance vieillesse des périodes de perception de l'indemnité de soins aux tuberculeux) - (p. 4460) : concertation préalable à l'élaboration du décret d'application - **In fine :** demande le retrait de l'amendement n° 22 de M. Louis Caiveau (validation pour l'assurance vieillesse des périodes des réfractaires au service du travail obligatoire, STO : assouplissement du mode de preuve) - (p. 4461) : demande le retrait de l'amendement n° 25 de M. Josselin de Rohan (veuves de marins remariées : restitution de l'intégralité du droit à pension en cas de nouveau veuvage, divorce ou séparation de corps) - Report au prochain projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (DDOS).

BERRIER (Noël), sénateur de la Nièvre (S).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre titulaire de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe.

Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (Loi n° 79-564 du 6 juillet 1979) (13 octobre 1983) (p. 2307).

Est réélu membre titulaire de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (23 novembre 1983) (p. 3201).

- Est nommé membre de la commission de contrôle des conditions de fonctionnement, d'intervention et de coordination des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom des délégués élus par le Sénat, par la Délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, sur l'activité de cette assemblée au cours de sa 28e session ordinaire (1982-1983), adressé à M. le Président du Sénat, en application de l'article 108 du Règlement - **[n° 127 (83-84)]** (13 décembre 1983) - **Politique extérieure.**

INTERVENTIONS

– **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° **48 (83-84)**] - (7 novembre 1983) - (p. 2692) : retour de la démocratie en Argentine - Situation au Chili : répression - Politique de la France en Amérique latine - Groupe de Contadora - Intervention américaine à la Grenade - Salvador - Amérique centrale - Cuba - Brésil : endettement extérieur - Rôle de la France en Amérique latine pour la démocratie et le développement.

BESSE (Guy), sénateur de l'Indre (GD).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (21 juin 1983) (p. 1818).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public (16 décembre 1983) (p. 4314).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier (16 décembre 1983) (p. 4343).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant et modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif (19 décembre 1983) (p. 4401).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural relatives aux caisses de mutualité sociale agricole (20 décembre 1983) (p. 4412).

Est commé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (20 décembre 1983) (p. 4461).

INTERVENTIONS

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** - *Deuxième lecture* [n° **267 (82-83)**] - (24 mai 1983) - **Art. 7** (p. 1061) : son amendement n° 36, déposé avec M. Raymond Soucaret : cumul du mandat des membres, des présidents des directoires et des directeurs généraux uniques avec un contrat de travail ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 10, puis adopté après modification par le sous-amendement n° 57 de M. Jacques Descours Desacres (cas des membres du directoire et du directeur unique n'étant pas préalablement liés par un contrat).

BETTENCOURT (André), sénateur de la Seine-Maritime (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 mai 1983) (p. 1202).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 juin 1983) (p. 2031).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat, sur la politique étrangère [n° 368 (82-83)] - (2 juin 1983) - (p. 1326) : fidélité de la France à ses alliances - Déclaration du Président de la République devant le Bundestag en janvier 1983 - Déséquilibre des forces en Europe - Rencontre de Williamsburg et déclaration sur la sécurité - Réaction du parti communiste - (p. 1327) : déplacement de ministres français à Cuba - Venue éventuelle en France du Président Fidel Castro - Négociations de Genève sur les euro missiles - Sécurité de la France et de l'Europe ; puissance militaire soviétique - Conférences d'Helsinki et de Belgrade - Pologne - Rôle de l'Occident à l'égard des pays de l'Europe soumis à l'impérialisme soviétique - Action du Gouvernement français au sein de la Communauté économique européenne (CEE) - Maintien ou non de la France dans le système monétaire européen (SME) - Inquiétude quant à l'avenir du corps diplomatique - (p. 1328) : budget des relations extérieures - Intégration de personnalités extérieures non fonctionnaires dans le corps diplomatique - Moyens de la défense nationale - Politique économique de la France - Chômage et inflation - Politique économique et politique extérieure.

– Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère [n° 48 (83-84)] - (7 novembre 1983) - (p. 2681) : hommage aux jeunes Français du contingent tués au Liban - Situation au Proche-Orient : Israël, Syrie ; Palestiniens - Manque de clarté sur la mission de la présence militaire française au Liban - Relations de la France avec Cuba - (p. 2682) : visite officielle du ministre à Cuba ; provocation à l'égard des Etats-Unis - Nicaragua - Condamnation par le gouvernement français de l'intervention américaine à la Grenade ; comparaison avec l'intervention soviétique en Afghanistan et situation réelle dans l'île : présence cubaine ; aéroport ; tentative de déstabilisation - Politique de la France en Amérique centrale - Présence des communistes au Gouvernement - Fermeté nécessaire de l'Occident à l'égard de la menace soviétique - Exigence de fermeté et d'unité.

– Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier [n° 9 (83-84)] - **Suite de la discussion** - (18 novembre 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3063) : souci d'une plus grande maîtrise des dépenses de santé et d'une plus grande efficacité des services hospitaliers - Hostilité du groupe UREI à un projet risquant d'entraîner la disparition d'une hiérarchie hospitalière fondée sur le savoir et la compétence - Tutelle du pouvoir syndical sur les médecins - Possibilité d'expériences de regroupement ou de décloisonnement de certains services - Précision importante concernant les conditions dans lesquelles un chef de service hospitalier peut ne pas être reconduit dans ses fonctions - Possibilité d'une remise en cause d'un chef de service pour une raison grave, mais décision entourée des meilleures garanties - Souhait que les médecins des hôpitaux conservent leurs garanties statutaires actuelles - (p. 3064) : vote favorable du groupe UREI sur le texte adopté par le Sénat.

– Projet de loi de finances rectificative pour 1983 [n° 109 (83-84)] - (19 décembre 1983) - **Art. 7** (p. 4361) : soutien aux soldats se trouvant au Tchad et au Liban - Tchad et accords de coopération militaire conclus en 1976 ; présence d'une force d'interposition - Création des conditions d'un processus de paix au Liban - (p. 4362) : attente d'une définition des missions assignées aux forces françaises - Nécessaire engagement d'un processus de négociations - Organisation de l'unité africaine (OUA) - Définition de la politique de la France au Tchad et au Liban - Absence de la France lors de la rencontre de Genève - Collaboration entre les pays pour sauvegarder le Liban - Mission de la force multinationale et crédibilité des Etats-Unis - Attente des explications de la part du Gouvernement.

BIALSKI (Jacques), sénateur du Nord (S).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

Elu questeur du Sénat le 5 octobre 1983.

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires sociales.

INTERVENTIONS

– Question au Gouvernement : élargissement de la Communauté économique européenne - (16 juin 1983) - (p. 1698) : entrée de l'Espagne dans la Communauté.

BIDARD (Danielle), sénateur de la Seine-Saint-Denis (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommée de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2266).

– Est nommée membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (loi n° 83-609 du 8 juillet 1983) (20 octobre 1983) (p. 2363).

- Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (28 juin 1983) (p. 2063).

Est nommée membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur (17 novembre 1983) (p. 2996).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905 [n° 247 (82-83)] - (2 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1309) : produits français et produits étrangers ; marchandises dangereuses - Accidents domestiques - Etude de l'Institut national de la consommation (INC) sur le conditionnement des médicaments - Rentabilité économique et intégration des coûts sociaux - Lois de 1905 et de 1978 - Création d'une commission de la sécurité des consommateurs - Rôle des syndicats et des salariés - Comités

d'entreprise et comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail - Amendements du groupe communiste - Publicité mensongère - (p. 1310) : saisine de la commission par l'INC ou par des parlementaires - Rapport annuel - Vote positif du groupe communiste.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° 384 (82-83)] - (26 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2478) : démarche novatrice du Gouvernement - Double système de l'enseignement supérieur français : grandes écoles et universités - (p. 2479) : sélection par l'échec et ségrégation sociale dans les universités - Formation d'ingénieurs et de techniciens - Instituts universitaires de technologie (IUT) - Missions de l'enseignement supérieur - Formation initiale et formation continue - Formation des formateurs - Recherche - Réforme du premier cycle - Liberté d'inscription dans les universités - Autonomie et décentralisation - Statut juridique des nouveaux établissements publics à caractère culturel et professionnel - Amendements de la commission tendant à dénaturer le projet en examen - (p. 2480) : diplômes nationaux - Démocratisation - Service public - Contre-projet de la commission - Soutien du groupe communiste au Gouvernement - Objectif de qualité et de démocratie - Consultation des universités - Thèses - Notion d'équipe de direction - Moyens nécessaires à la mise en oeuvre de la réforme : financement budgétaire et extra-budgétaire - Mobilisation des personnels - Statut des services et carrières - Rassemblement nécessaire.

Suite de la discussion - (27 octobre 1983) - **Art. 1 et art. additionnels** (p. 2514) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 76 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à la mission des établissements publics d'enseignement supérieur) - **Art. 3** (p. 2519) : ses amendements n° 356 et n° 357 relatifs à la formation des ingénieurs et des gestionnaires, à l'habilitation à délivrer le diplôme d'ingénieur, aux modalités d'harmonisation de la commission des titres et à la mise en place d'une instance nationale compétente pour fixer l'ensemble des habilitations des titres et des diplômes ; devenus sans objet.

Suite de la discussion - (8 novembre 1983) - **Art. 9** (p. 2707) : au nom du groupe communiste, se déclare opposée à l'amendement n° 84 de M. Paul Séramy, rapporteur (extension des dispositions de la présente loi aux établissements qui ne relèvent pas de la tutelle du ministère de l'éducation nationale) - **Art. 10** (p. 2709) : sur la nécessité des diplômes nationaux, ses amendements n° 360 et n° 361 ; retirés - **Art. 11** (p. 2710) : se déclare opposée à l'amendement n° 87 de M. Paul Séramy, rapporteur (principe de l'autonomie pédagogique et scientifique des établissements) - **Art. 12 et art. additionnels** (p. 2716) : importance du nombre d'étudiants interrompant leurs études avant la fin du premier cycle - Droit de continuer ses études dans l'académie d'obtention du baccalauréat - Université devant prendre en compte les aptitudes des jeunes et les besoins du pays - Aberration du premier cycle d'études médicales - Fixation des critères d'accueil par les universités et droit pour chaque étudiant de s'inscrire dans une université - **Art. 14** (p. 2720) : ses amendements n° 362 et n° 363 sur l'attribution du titre de docteur et sur l'habilitation à diriger des recherches ; devenus sans objet - (p. 2722) : importance de dissocier deux niveaux pour la recherche - **Après l'art. 14** : son amendement n° 365 : aptitude à diriger des recherches sanctionnée par une habilitation ; rejeté - **Art. 15** (p. 2726) : se déclare opposée, au nom du groupe communiste, à l'amendement n° 91 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif aux diplômes nationaux) - **Art. 16** (p. 2729) : se déclare opposée à la demande de suppression de cet article de M. Paul Séramy, rapporteur - **Art. 18** (p. 2733) : se déclare opposée à l'amendement n° 96 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à la création d'une nouvelle catégorie d'établissements publics et tendant à garantir l'autonomie des universités) - **Après l'art. 18** (p. 2735) : se déclare opposée, au nom du groupe communiste, à l'amendement n° 97 de M. Paul Séramy, rapporteur (article additionnel tendant à renforcer l'autonomie administrative et financière des unités de formation et de recherche, de médecine, d'odontologie et de pharmacie) - **Art. 16** *(suite)* : se déclare opposée, au nom du groupe communiste, à l'amendement n° 92 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à la formation des formateurs) - **Art. 24** (p. 2743) : son amendement n° 364 : nouvelle rédaction de cet article relatif à l'administration de l'université afin de coordonner les différentes autorités chargées de l'administration ; rejeté - **Art. 25** (p. 2747) : ses amendements n° 366 : élection d'une équipe de direction composée d'un président et d'un bureau choisi par lui, élu par le conseil d'administration, mandat du président renouvelable une fois ; n° 368 : rôle du président de l'université ; et n° 369 : autorité du président sur les personnels de l'établissement dans le respect du texte statutaire et réglementaire ; devenus sans objet.

Suite de la discussion - (9 novembre 1983) - **Art. 29** (p. 2764) : se déclare opposée à l'amendement n° 68 de M. Jacques Pelletier (supression de cet article instituant le conseil des études et de la vie universitaire) - **Après l'art. 30** (p. 2768) : se déclare opposée à l'amendement n° 113 de M. Paul Séramy, rapporteur (dispositions relatives aux unités de formation et de recherche de médecine, d'odontologie et de pharmacie) - **Art. 31** (p. 2772) : se déclare opposée à l'amendement n° 114 de M. Paul Séramy, rapporteur (nomination par le ministre de l'éducation nationale des directeurs des instituts ou des écoles faisant partie des universités) - Instituts universitaires de technologie (IUT).

Suite de la discussion - (15 novembre 1983) - **Art. 46** (p. 2845) : se déclare défavorable à l'amendement n° 136 de M. Paul Séramy, rapporteur (modalités du contrôle administratif et financier envers les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2879) : participation des enseignants et des personnels administratifs, techniciens, ouvriers et de service (ATOS) - Autonomie des universités - Nombre des diplômes nationaux - Formations de haut niveau et développement scientifique et technologique - Vote défavorable du groupe communiste sur ce texte modifié par le Sénat.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I - Services généraux - (29 novembre 1983) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3466) : importance des jeunes quittant le système éducatif sans formation - Effort de rattrapage sans précédent - Augmentation des contrats emploi-formation - Loi de janvier 1982 donnant compétence aux régions pour la formation professionnelle et l'apprentissage - Dotation de décentralisation accordée par l'Etat - Grandes entreprises devant contribuer davantage à la formation des jeunes - Importance de l'association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) et interrogation sur sa double mission ; formation aux technologies nouvelles et formation aux qualifications traditionnelles - Problème de la rémunération des stagiaires excluant toute référence au SMIC - Campagne des 16-25 ans lancée par le Premier ministre - Au nom du groupe communiste se déclare favorable à l'adoption des crédits de ce budget.

Education nationale - (3 décembre 1983) - (p. 3712) : budget de l'enseignement supérieur pour 1984 maintenant le cap choisi en 1981, s'articulant avec le 9e Plan et mettant en oeuvre la réforme de l'enseignement supérieur - Prise en compte des objectifs : rénovation du système éducatif, amélioration des formations, lutte contre les inégalités sociales et la sélection par l'échec - Budget de l'enseignement supérieur demeurant prioritaire - Budget prévoyant des moyens nouveaux pour la mise en place de la réforme du premier cycle dès la rentrée 1984 - Renforcement des formations professionnelles - Sensible progression de l'aide sociale directe - Aide indirecte traduisant l'effort fait en direction des logements d'étudiants - Importance de la

recherche universitaire - Bibliothèques devant reprendre toute leur place pour le bon fonctionnement de l'université - (p. 3713) : activité éducative reposant sur la complémentarité des tâches entre enseignants et non enseignants - Au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'adoption du budget de l'éducation nationale.

Industrie et recherche - (5 décembre 1983) - (p. 3770) : priorité donnée à la recherche depuis 1981 - Création du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie - Loi d'orientation et de programmation de 1982 - Nombreuses créations d'emplois - Progression des effectifs, de chercheurs - Dimension culturelle de la recherche - (p. 3771) : coopération scientifique internationale - Formation universitaire et recherche industrielle - Subventions aux entreprises devant permettre un accroissement de leur compétitivité et la reconquête du marché intérieur - Statut des personnels de la recherche - Titularisations - Groupe communiste favorable à l'adoption de ce budget.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** - *Nouvelle lecture* [n° **125 (83-84)**] - (15 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4278) : adaptation de la formation des hommes aux mutations scientifiques et technologiques - Qualification des jeunes - Défavorable à la question préalable déposée sur ce projet.

BILLERES (René), sénateur des Hautes-Pyrénées (GD-SRG).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

BLANC (Jean-Pierre), sénateur de la Savoie (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2266).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (24 novembre 1983) - **Après l'art. 28** (p. 3224) : soutient l'amendement n° 61 de M. Marcel Daunay (rétablissement de la franchise accordée aux personnes considérées comme récoltants de fruits-producteurs d'eau-de-vie naturelle) - **Après l'art. 32** (p. 3227) : soutient l'amendement n° 60 de M. Marcel Daunay (suppression du paiement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers par les membres des professions agricoles ; TVA sur les carburants utilisés déduite de leur revenu imposable).

– **Projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales** [n° **95 (83-84)**] - **Suite de la discussion** - (20 décembre 1983) - **Art. 17** (p. 4422) : son amendement n° 40, soutenu par M. Jean Colin : écrêtement des collectivités surbénéficiaires au titre de la compensation des transferts de compétences : notion d'actualisation ; devenu sans objet.

BLIN (Maurice), sénateur des Ardennes (UCDP).

NOMINATIONS

- Rapporteur général de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu rapporteur général.

– Membre ès qualités de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle (loi n° 82-652 du 29 juillet 1982).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières (19 avril 1983) (p. 361).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (25 mai 1983) (p. 1082).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1981 (23 juin 1983) (p. 1936).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle (23 juin 1983) (p. 1954).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (9 décembre 1983) (p. 4026).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1984 (12 décembre 1983) (p. 4084).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1983 (19 décembre 1983) (p. 4370).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° **228 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières [n° **241 (82-83)**] (14 avril 1983) - **Politique économique et sociale.**

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières [n° **250 (82-83)**] (20 avril 1983) - **Politique économique et sociale.**

Rapport fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° **256 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières [n° **263 (82-83)**] (21 avril 1983) - **Politique économique et sociale.**

Rapport fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° **216 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, adaptant le code des **assurances** (partie législa-

tive) à la directive n° 79-267 du Conseil des Communautés européennes [n° **332 (82-83)**] (19 mai 1983).

Rapport fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° **369 (82-83)**] portant approbation d'une convention fiscale avec le territoire d'outre-mer de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [n° **381 (82-83)**] (8 juin 1983) - **Traités et conventions.**

Rapport fait, au nom de la commission des finances sur le projet de loi [n° **403 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, portant règlement définitif du budget de 1981 [n° **405 (82-83)**] (21 juin 1983) - **Lois de règlement.**

Rapport fait, au nom de la commission des finances sur le projet de loi [n° **400 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des **entreprises et à l'épargne industrielle** [n° **409 (82-83)**] (21 juin 1983).

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant règlement définitif du budget de 1981 [n° **446 (82-83)**] (28 juin 1983) - **Lois de règlement.**

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des **entreprises et à l'épargne industrielle** [n° **447 (82-83)**] (28 juin 1983).

Rapport fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, portant règlement définitif du budget de 1981 [n° **465 (82-83)**] (29 juin 1983) - **Lois de règlement.**

Rapport fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale (Tomes I, II, III) [n° **62 (83-84)**] (21 novembre 1983).

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **124 (83-84)**] (13 décembre 1983).

Rapport fait, au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances rectificative** pour 1983 [n° **109 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale [n° **140 (83-84)**] (15 décembre 1983).

Rapport fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **149 (83-84)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture [n° **150 (83-84)**] (19 décembre 1983).

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de **loi de finances rectificative** pour 1983 [n° **157 (83-84)**] (20 décembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **52** (11 mai 1983) (p. 818) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **sidérurgie** (conditions de la concurrence entre entreprises privées et entreprises filiales de groupes sidérurgiques nationalisés).

n° **99** (14 décembre 1983) (p. 4243) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **industrie mécanique** (crise de l'industrie mécanique en France).

INTERVENTIONS

– Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières [n° **228 (82-83)**] - (19 avril 1983) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 325) : dégradation de la situation économique et financière de la France - Déficit de la balance des paiements - Différentiel d'inflation entre la France et l'Allemagne fédérale - Déficit budgétaire - Croissance du pouvoir d'achat par le jeu de transferts sociaux - (p. 326) : dégradation des grands équilibres économiques prévu par le Sénat - Recours à la procédure des ordonnances - Droits du Parlement - Fiscalisation de certaines dépenses de sécurité sociale - Présentation ultérieure du budget social de la nation - Assiette des cotisations sociales défavorable aux entreprises françaises - Augmentation considérable des dépenses de santé - Emprunt obligatoire calculé sur l'impôt - Vignette sur les tabacs et les alcools - Taxes sur les produits pétroliers - (p. 327) : réduction des dépenses publiques - Prélèvement sur les prêts prévus pour les collectivités locales - Nationalisations - Contrôle du Parlement sur le secteur public - Carnet de change touristique - Refus du Gouvernement de sortir du système monétaire européen (SME) -Dévaluation du franc - Plan de rigueur - Hausse du dollar - Manoeuvres de réduction du chômage sans création d'emplois - (p. 328) : nécessaire confiance des Français en leur Gouvernement - Nombreuses contradictions quant à la dévaluation et au plan d'austérité - Aggravation des charges des entreprises - Nationalisations - Situation des cadres dans l'industrie française - Dispositif inadéquat face à la crise économique.

Nouvelle lecture [n° **256 (82-83)**] - (21 avril 1983) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 425) : échec de la commission mixte paritaire (CMP) - Courtoisie des débats - Analyse de la situation actuelle - Préparation du budget de 1984 ; non augmentation du nombre des emplois publics - Vote négatif de la commission des finances relatif à la loi d'habilitation - Impossibilité de dissociation entre ce plan de redressement et la conjoncture générale - Coût des dévaluations monétaires - Dérapage grave de l'économie - (p. 426) : hostilité de la commission à ce plan de redressement.

– Projet de loi adaptant le code des assurances - partie législative - à la directive n° 79-267 du Conseil des Communautés européennes [n° **216 (82-83)**] - (24 mai 1983) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 1050) : avis favorable de la commission des finances - Directive de 1979 en matière d'assurance vie et d'assurance dommages - Liberté d'établissement - Mise en conformité du fait avec le droit - Implantation en France d'un certain nombre d'entreprises étrangères d'assurance vie - Accord de réassurance - Cas particulier de la Caisse nationale de prévoyance.

– Projet de loi portant approbation d'une convention fiscale avec le territoire d'outre-mer de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [n° **369 (82-83)**] - (16 juin 1983) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 1713) : statut de 1976 - Impôts spécifiques : impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux des entreprises dont les activités relèvent de la métallurgie des minerais ; impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux des entreprises productrices et exportatrices de minerai de nickel – Impôts de droit commun - Elimination de la double imposition - Clause d'échange de renseignements pour les services fiscaux des deux territoires - Procédure amiable - Clause d'entrée en vigueur et de dénonciation - (p. 1714) : développement économique de la Nouvelle-Calédonie.

– Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1981 [n° **403 (82-83)**] - (23 juin 1983) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 1856) : effet économique en 1981 du choc pétrolier, de la réévaluation de la monnaie américaine et du changement politique en France - Explosion du déficit budgétaire - Lois de finances rectificatives : mesures sociales ; soutien aux sociétés Sacilor et Usinor ; dispositions fiscales exceptionnelles - Consommation et transfert des crédits du budget de 1981 - Amendements sur le droit d'information du Parlement sur les mesures d'annulation de crédits ; vote unanime de l'Assemblée nationale - Refus d'avaliser la gestion de fait

du service des haras - (p. 1857) : financement des dépenses en capital du ministère des postes et télécommunications (PTT) par prélèvement sur fonds propres - Crédits de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) - Hausse des taux d'intérêt et multiplication des dividendes versés par la Banque de France à l'Etat - Stagnation des recettes et aggravations des dépenses - Financement du déficit buggétaire : appel au marché financier ; correspondants du Trésor ; appel aux banques et inflation - Propose l'adoption du projet de loi - **Art. 1 A, 1 B et 1 C** (p. 1860) : accepte la demande de réserve jusqu'à la fin de la discussion des articles de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat - **Art. 12** (p. 1930, 1931) : s'oppose aux amendements n° 1 de M. Jacques Descours Desacres (suppression de cet article relatif aux gestions de fait) et n° 5 de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat (service des haras) - **Art. 1 A** *(suite)* (p. 1933) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat (information du Parlement sur les textes réglementaires ayant modifié la répartition des crédits du budget) - Proposition de loi organique déposée par dix-huit députés actuellement membres du Gouvernement - Importante augmentation des transferts, virements et annulations en 1982 et 1983 - Rappel du vote unanime de l'Assemblée nationale - (p. 1934) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat (suppression de cet article relatif à la modification réglementaire des crédits votés par la loi de finances de l'année).

– Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle [n° **400** (**82-83**)] - (23 juin 1983) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 1941) : importance de la disposition exonérant d'impôt direct pendant trois ans toute entreprise nouvelle - Exonérations figurant à l'article 44 *bis* du code général des impôts (CGI) - Taxes pour frais de chambres de commerce et pour frais de chambres de métier - Inclusion de l'artisanat industriel - Risque de charges nouvelles pour les collectivités locales et de concurrence entre communes - Majoration des valeurs locatives du foncier industriel pour 1984 - (p. 1942) : création du compte pour le développement industriel (CODEVI) ; accès de l'épargne modeste à l'investissement industriel ; Fonds industriel de modernisation (FIM) auprès de l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) - Proposition d'adoption de ce projet de loi - **Intitulé du titre I** (p. 1950) : son amendement n° 1 : « Exonération d'impôts locaux des entreprises nouvelles » ; adopté - Artisanat industriel - **Art. 1** : son amendement de coordination n° 2 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 4 de M. Pierre-Christian Taittinger (extension de l'exonération prévue aux entreprises prestataires de services et aux entreprises commerciales) - (p. 1951) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Camille Vallin (possibilité d'exonération partielle d'impôts locaux) - **Art. 2** (p. 1952) : son amendement de coordination n° 3 ; adopté - **Art. 3** (p. 1953) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 8 de M. Jacques Mossion, soutenu par M. Jean Colin (délibération des organismes consulaires pour chaque établissement des entreprises concernées) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 10 de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat (conditions de délibération des organismes consulaires) - **Art. 5** (p. 1954) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Stéphane Bonduel, soutenu par M. Georges Mouly (déduction fiscale relative à des placements en valeurs mobilières françaises).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **447** (**82-83**)] - (29 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2096) : exonération d'impôts locaux pour les entreprises nouvellement créées - Qualification des entreprises concernées - Montant de l'exonération - Modalités d'exonération de la taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie et de la taxe pour frais de chambre de métiers - Caractère de portée générale des délibérations des chambres consulaires.

– Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1981 - *Nouvelle lecture* [n° **461** (**82-83**)] - (29 juin 1983) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 2098) : procédure du vote bloqué - Opposition du Gouvernement au renforcement du contrôle parlementaire sur les mouvements de crédits en cours de gestion et présentation d'un amendement de substitution - Rejet par le Sénat de l'ensemble du projet - Echec de la commission mixte paritaire (CMP) - Absence d'obligation motivée pour les modifications apportées par voie réglementaire relatives au montant des crédits exemple des annulations de crédits - **Art. 1 A à 13** (p. 2098 à 2103) : ses amendements de suppression n° 1 à 15 ; adoptés.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° **61** (**83-84**)].

Discussion générale - (21 novembre 1983) - Rapporteur général - (p. 3071, 3072) : bilan des illusions perdues - Vieillissement de l'Europe ; emploi et mutations technologiques - Taux d'intérêt et investissements - Production industrielle - Charges des entreprises - Epargne - Endettement intérieur et extérieur de la France - Dévaluations - Réductions d'équipements et de la consommation - Balance commerciale - Automobile - Différentiel d'inflation avec l'Allemagne fédérale - Coût de l'exportation « à tout prix » - Hausse du SMIC - (p. 3073) : balance des paiements - Chômage - Dégradation de l'offre d'emploi - Montant des dépenses - Réduction des budgets de quasiment tous les ministères - Economies proposées par la commission des finances - Sociétés nationalisées ; endettement et chute de la productivité - Coût du chômage - Traitements de la fonction publique - Budget militaire - (p. 3074) : filière électronique - Primes à la construction - Surcoût du gaz algérien - Redevance sur les appareils de télévision - Coût de la garantie de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) - Investissements communaux - Augmentation de la fiscalité - Croissance et exportations - Investissements publics - Surtaxe progressive - Caractère concentré et progressif de l'impôt direct - Impôt sur les grandes fortunes (IGF) ; exclusion des biens professionnels - Profession agricole - (p. 3075) : contrats d'assurance mutuelle agricole - Régime des avances aux cultures - Taxation de l'outil de travail - Réduction de la provision pour investissements liée à la réserve spéciale de participation des salariés - Marché obligataire - Aggravation de la fiscalité directe - Sécurité sociale - Majoration des cotisations vieillesse - Crédit d'impôt pour les économies d'énergie, les intérêts d'emprunt et les primes d'assurance vie - Extension de la TVA - Taux de croissance prévisionnel - Prélèvements obligatoires - Niveau d'investissements productifs, d'équipements publics et de créations d'emplois - Déficit budgétaire - Inflation - (p. 3076) : réduction de la durée du travail - Hibernation de l'économie française - (p. 3089) : montant de la dette extérieure - Indice de la production industrielle.

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - Rapporteur général - **Art. 2** (p. 3128) : avis favorable de la commission des finances au principe de l'amendement n° 38 de M. André Bohl (suppression du plafonnement du quotient familial) - S'oppose à l'amendement n° 131 de M. Jacques Moutet (relèvement de la déduction supplémentaire pour frais professionnels instituée au bénéfice des écrivains et compositeurs ; compensation par une revalorisation des taux de la TVA) - Son amendement n° 63 : suppression de la modification apportée par l'Assemblée nationale au système de majoration progressive conjoncturelle et de l'aggravation corrélative de l'impôt sur les grandes fortunes ; devenu sans objet - **Art. 3** (p. 3132) : son amendement n° 64 : maintien du régime actuel de déduction du revenu imposable pour les contrats d'assurance souscrits en faveur d'enfants handicapés ; retiré - Avis favorable de la commission des finances à l'amendement n° 45 de M. Paul Séramy (application du nouveau système de réduction d'impôt sur le revenu aux seuls travaux effectués et contrats de prêt souscrits après le 1er janvier 1984) - (p. 3135) : avis favorable de la commission à l'amendement n° 136 de M. Jacques Moutet (maintien à dix ans de la durée du bénéfice

de la réduction d'impôt liée à l'acquisition de la résidence principale) - Engagement de l'Etat - Régime fiscal applicable à la prime d'assurance sur la vie, évoqué par M. Stéphane Bonduel ; part représentative de l'opération d'épargne - (p. 3136) : délai nécessaire pour l'examen de l'applicabilité de l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 34 de M. Stéphane Bonduel (contrats d'assurance vie en cours : possibilité d'option entre le régime antérieur de déduction du revenu imposable et le nouveau régime de réduction d'impôt) - **Après l'art. 6** (p. 3139) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Pierre Gamboa (abrogation de l'avoir fiscal) - **Art. 7** : intérêt de l'amendement n° 107 de M. André Fosset (exonération d'impôt sur les bénéfices des entreprises nouvelles applicable, sur agrément ministériel, aux sociétés créées dans le cadre d'une diversification par d'autres sociétés qui les détiennent à plus de 50 %) - **Art. 8** (p. 3141) : son amendement n° 65 : substitution à la réduction du taux de déductibilité de la provision pour investissement d'un système transformant cette provision en un avantage de trésorerie ; adopté - Référence au système existant pour la provision pour hausse des prix - Absence de pertes de recettes pour l'Etat - (p. 3142) : danger d'une remise en cause de la participation des salariés - (p. 3144) : adaptation du système en vigueur proposée par l'amendement de la commission des finances - **Après l'art. 8** (p. 3145) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Fernand Lefort (rapport au Parlement en 1984 sur l'application des dispositions relatives à l'avantage fiscal consenti aux entreprises françaises qui réalisent des investissements industriels à l'étranger) - **Art. 9** (p. 3147) : son amendement n° 66 : suppression du paragraphe I de cet article exonérant de l'impôt sur les sociétés divers types de coopératives ; retiré - Distorsion des conditions de concurrence - (p. 3148) : déclare l'article 40 de la Constitution applicable aux amendements n° 137 de M. Marcel Lucotte (extension des avantages fiscaux aux sociétés coopératives d'intérêt maritime ; extension du bénéfice du compte d'épargne en actions aux caisses de crédit agricole) et n° 48 de M. Alphonse Arzel (extension du régime du compte d'épargne en actions aux achats nets de parts des groupements fonciers agricoles, GFA) - **Art. 10** (p. 3151) : ses amendements n° 67 : régime des comptes courants d'associés : possibilité d'imposition forfaitaire dans la limite de 200 000 francs, même en cas de dépôt supérieur à cette somme ; adopté ; et n° 68 : suppression du blocage des intérêts pendant cinq ans ; adopté - (p. 3152) : possibilité de poursuite de l'administration fiscale en cas de défaut d'incorporation du capital - Son amendement n° 69 : assimilation des produits des clauses d'indexation afférentes aux sommes mises ou laissées à la disposition d'une société par ses associés ou ses actionnaires, à des intérêts : report d'application à la date du 14 septembre 1983 ; adopté - (p. 3153) : rétroactivité ou évasion fiscale - Demande le retrait de l'amendement n° 118 de M. Christian Poncelet, visant à reporter la date d'application au 1er janvier 1984 - **Après l'art. 10** : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Pierre Gamboa (limitation du montant des intérêts dus au titre des emprunts d'Etat indexés sur l'or ; emprunt obligatoire pour la fraction des intérêts excédant la limite).

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - Rapporteur général - **Art. 3** *(suite)* - (p. 3159) : au nom de la commission des finances, déclare l'article 40 de la Constitution applicable à l'amendement n° 34 de M. Stéphane Bonduel (contrats d'assurance vie en cours : possibilité d'option entre le régime antérieur de déduction du revenu imposable et le nouveau régime de déduction d'impôt) - **Art. 11** (p. 3160) : son amendement n° 70 : modification des deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième alinéas de cet article relatif à l'aménagement de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés ; adopté - **Art. 13** (p. 3165, 3166) : ses amendements n° 71 : dispositions applicables après la première mutation à titre gratuit, ou à titre onéreux, intervenues à compter du 1er janvier 1984 ; et n° 72 : durée de l'exonération ramenée à dix ans pour les logements en accession à la propriété pour la réalisation desquels aucune demande de prêt n'aura été déposée avant le 31 décembre 1983 ; devenus sans objet - Dispositif prévu par le Gouvernement constituant une rupture des engagements pris - (p. 3167) : son amendement n° 73 : suppression des paragraphes 3, 4 et 5 de cet article relatif à la taxe foncière sur les propriétés bâties et aux exonérations de longue durée ; devenu sans objet - (p. 3169) : absence de cumul de recettes pour les communes en 1984, mais convergence de versements - **Art. 17** (p. 3176) : son amendement n° 74 : nouvelle rédaction du paragraphe I de cet article tendant à maintenir le taux actuel de taxe sur la valeur ajoutée pour toute location de véhicule portant sur une période inférieure à trente jours ouvrables ; adopté - **Art. 18** (p. 3183) : remise en cause de l'exonération de l'impôt sur les grandes fortunes dont bénéficient les objets d'art, d'antiquité ou de collection - (p. 3184) : nécessité de dispositions relatives à un bien culturel, identiques à celles qui concernent un bien industriel - (p. 3187) : modification de l'assiette relevant du règlement ou appelant l'approbation du Parlement - (p. 3188) : son amendement n° 76 : suppression du troisième paragraphe de cet article relatif à la réduction de l'exonération partielle accordée au titre de certaines parts de groupements fonciers agricoles ou de biens ruraux donnés à bail à long terme ; adopté - (p. 3191) : s'oppose à l'amendement n° 93 de M. Roland du Luart (extension des avantages fiscaux aux groupements fonciers agricoles en numéraires) - (p. 3192) : accepte l'amendement n° 121 de M. Christian Poncelet (détention de plus de 10 % du capital d'une société assimilée à un bien professionnel) - (p. 3193) : son amendement n° 77 : nouvelle rédaction du 2 du paragraphe VI de cet article relatif aux groupements fonciers agricoles, aux biens loués par bail rural à long terme et à l'imposition sur les grandes fortunes ; adopté - (p. 3194) : bail consenti à d'autres personnes non parentes du bailleur, n'étant plus considéré comme un bien professionnel - Souhaite le retour au texte initialement présenté par le Gouvernement - **Après l'art. 18** (p. 3198) : accepte l'amendement n° 104 de M. Michel Miroudot (absence de prise en compte, dans les bases d'imposition pour le calcul de l'impôt sur les grandes fortunes, des monuments historiques ouverts régulièrement au public) - Dispositions de l'impôt sur les grandes fortunes, risquant de peser très lourd lors des changements de générations - Cas des Etats-Unis où la plupart des grands monuments sont gérés par des fondations privées - Risque d'étatisation - (p. 3200) : conditions actuelles de fiscalité appliquées aux monuments historiques faisant peser des fardeaux insupportables pour les propriétaires, les incitant à s'en défaire au profit de l'Etat - **Art. 20** (p. 3207) : commission hostile au doublement de la taxe spéciale sur les conventions d'assurances - Favorable à l'inclusion, dans le régime de la taxation spéciale des contrats d'assurance, du régime des contrats d'assurances mutuelles agricoles - Distinction des biens personnels et des biens professionnels agricoles - Protection de l'outil de travail - S'oppose aux amendements identiques n° 9 de M. Josy Moinet et n° 122 de M. Christian Poncelet proposant la suppression de cet article relatif à la taxe spéciale sur les conventions d'assurance - (p. 3210) : commission des finances favorable au maintien de la taxe spéciale sur les contrats d'assurance au taux de 9 % ; au passage du taux de 0 % à celui de 9 % des assurances du monde agricole pour les biens personnels au titre de la contribution de la profession à l'effort national - Hostile à une taxation de l'outil de travail - (p. 3212) : suppression du paragraphe II de cet article laissant la voie libre au Gouvernement pour élaborer un texte face à sa propre majorité - Amendement de la commission couvrant la totalité des risques personnels ou professionnels - Remboursement progressif de la taxation possible - Son amendement n° 78 : nouvelle rédaction de la deuxième phrase du paragraphe II de cet article, relative à l'exonération des contrats d'assurances maladies complémentaires et des contrats couvrant la totalité des risques personnels ou professionnels ; adopté - (p. 3213) : sur son amendement n° 78, s'oppose au sous-amendement n° 158 de M. Philippe François (extension de l'exonération aux risques de personnes lorsqu'il s'agit de l'exploitant et de sa

famille) - (p. 3214) : sur son amendement n° 78, accepte le sous-amendement n° 159 de M. Roland du Luart (assujettissement des contrats couvrant les autres risques souscrits par les agriculteurs auprès des caisses d'assurances mutuelles agricoles, s'effectuant progressivement sur trois ans) - **Art. 21** (p. 3215) : son amendement n° 79 : taxation sur les véhicules des sociétés s'élevant de 8.100 F à 8.900 F pour les véhicules dont la puissance fiscale s'élève à plus de 7 chevaux ; adopté - **Art. 22** (p. 3216, 3217) : ses amendements n° 80 et n° 81, soutenus par M. Jacques Descours Desacres, relatifs à l'harmonisation du texte de cet article avec la loi du 2 mars 1982 concernant les droits et libertés des communes, des départements et des régions ; adoptés.

Suite de la discussion - (24 novembre 1983) - Rapporteur général - **Art. 25** (p. 3223) : son amendement n° 84 : transfert des droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière relatifs aux immeubles d'habitation ; retiré - Conformité avec la loi de décentralisation - **Art. 29** (p. 3225) : s'oppose à l'amendement n° 86 de M. Pierre Louvot (suppression des dispositions tendant à désindexer la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle) - **Art. 31** (p. 3226) : s'oppose à l'amendement n° 145 de M. Jacques Moutet (reversement aux régions d'une part de la taxe intérieure sur les produits pétroliers) - **Art. 33** (p. 3228) : création d'une taxe sur la diffusion de programmes audiovisuels par câble ou voie hertzienne - Financement de la quatrième chaîne et des réseaux câblés - Souhaite connaître le montant de cette taxe - **Art. 34** (p. 3231) : accepte l'amendement n° 105 de M. Jean Francou (augmentation du taux de prélèvement sur le loto national destiné au fonds national de développement du sport) - **Art. 36** (p. 3232) : accepte l'amendement n° 162 de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat (modification du taux du prélèvement sur les recettes de l'Etat, au titre de la dotation globale de fonctionnement) - **Art. 38** (p. 3235) : accepte l'amendement n° 155 de M. Etienne Dailly (majoration des rentes viagères constituées par les anciens combattants) - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 3246) : modification importante des articles de la première partie - Désaccord avec les orientations du budget - (p. 3247) : aggravation de la fiscalité - Faiblesse des investissements publics et privés - Endettement excessif de l'Etat et des entreprises.

Deuxième partie :

Articles non rattachés à l'examen des crédits - (9 décembre 1983) - Rapporteur général - **Art. 71** (p. 4001, 4002) : ses amendements n° 201 : création d'un fonds salarial après ratification par l'ensemble des salariés de l'établissement ; et n° 203 : droit à récupération de sa contribution au fonds salarial pour le salarié qui quitte volontairement son entreprise ; adoptés - Accepte l'amendement n° 297 de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat (sommes mise à la disposition du salarié ou de ses ayants droit sur leur demande) - **Art. 72** (p. 4007, 4008) : rappelle la position de la commission des finances défavorable aux amendements de suppression concernant les articles 72 à 75 et la première partie de l'article 76 - Nécessité de trouver une base de réflexion solide pour aborder la discussion en commission mixte paritaire - Articles devant être amendés mais non supprimés - (p. 4010) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 213 de M. Marcel Lucotte (limitation de l'application des nouvelles dispositions aux exploitations actuellement soumises au bénéfice agricole réel normal) - (p. 4012) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 214 de M. Roland du Luart (impossibilité d'opter définitivement pour la maintien dans le régime antérieur, soit de rapporter) - (p. 4013) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 257 de M. Jacques Mossion (application au montant des avances aux cultures réintégrables du taux forfaitaire et réduit d'imposition des plus-values professionnelles) - (p. 4014) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 216 de M. Roland du Luart (absence de prise en compte des revenus qui ne seraient pas professionnels agricoles, pour le calcul du taux moyen d'imposition) - **Art. 73** (p. 4018) : accepte l'amendement n° 218 de M. Roland du Luart (possibilité pour les agriculteurs changeant d'activité sur leur exploitation, de modifier la date de clôture de leur exercice, pour l'adapter aux nouvelles activités de l'exploitation) - **Art. 74** (p. 4021) : son amendement n° 204 : nouvelle rédaction du paragraphe III de cet article relatif à la provision pour hausse de prix ; adopté - Nécessité de maintenir aux exploitants qui n'auront pas opté pour le nouveau régime fiscal des stocks à rotation lente, la possibilité de constituer une provision pour hausse de prix - **Art. 75** (p. 4024) : son amendement n° 205 : retour au seuil de passage au régime du bénéfice réel double de celui retenu pour l'exploitant individuel ; adopté - (p. 4025) : son amendement n° 206 : fixation à 600.000 francs du seuil d'assujettisement au régime simplifié d'imposition à la TVA ; adopté.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - Rapporteur général - **Art. 76** (p. 4029) : sur le maintien du seuil actuel de 500 000 F pour le passage au régime du bénéfice réel agricole simplifié, s'oppose aux amendements n° 188 de M. Paul Girod, n° 250 de M. Alain Pluchet et n° 263 de M. Michel Souplet - (p. 4030) : accepte l'amendement n° 199 de M. André Voisin (suppression du seuil pour la détermination des bénéfices imposables à partir de 1988) et les amendements analogues n° 189 de M. Paul Girod, n° 224 de M. Marcel Lucotte et n° 264 de M. Michel Souplet (bénéfice de l'exonération des plus-values accordé aux agriculteurs jusqu'à 500 000 F) - **Après l'art. 76** (p. 4031) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 265 de M. Michel Souplet (révision des règles d'imposition, au titre des bénéfices industriels et commerciaux, des exploitants agricoles se livrant à des activités accessoires) - **Art. 77** (p. 4032) : s'oppose aux amendements identiques n° 225 de M. Marcel Lucotte et n° 292 de M. Jacques Moutet (suppression du paragraphe relatif au délai accordé aux exploitants agricoles pour dénoncer leur forfait) - (p. 4033) : accepte l'amendement n° 291 de M. Jacques Moutet (option pour le régime du bénéfice réel formulée dans les trente jours suivant la publication des forfaits au Journal officiel) - (p. 4034) : accepte l'amendement n° 226 de M. Marcel Lucotte (retour au forfait admis pour les agriculteurs dont les recettes s'abaissent en dessous de 250 000 F en cas de force majeure ou de réduction d'activité dans les cinq ans précédant la retraite) - **Art. 79** (p. 4036) : s'oppose à l'amendement n° 253 de M. Alain Pluchet (agriculteurs bénéficiant du régime du forfait non soumis à la fourniture d'une déclaration de consistance des éléments physiques de leur exploitation) - **Art. 80** (p. 4037) : son amendement n° 207, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : utilisation, pour la détermination des forfaits de cultures spéciales, de la référence au département le plus proche du siège de l'exploitation concernée comportant le même type de production ; adopté - **Art. 83** (p. 4041, 4042) : son amendement n° 208 : suppression de cet article relatif aux garanties des contribuables en matière de contrôle fiscal ; adopté - Visites des locaux - Saisie de documents - Droit de perquisition général en matière fiscale - Interprétation de l'ordonnance de 1945 contre le marché noir - Capacité des services fiscaux de procéder à des enquêtes en matière d'impôts directs et de taxes sur le chiffre d'affaires - **Art. 87** (p. 4045) : son amendement n° 209 : jugements en matière fiscale pouvant être rendus en séance non publique ; adopté - Défense des agents par l'administration des impôts - Selon la nature des impôts, application de procédures différentes en matière de publicité des audiences - (p. 4046) : recouvrement des pensions alimentaires - Affaires relatives à l'impôt sur le revenu actuellement jugées en séances non publiques - Refus d'abrogation de cette disposition - **Art. 90** (p. 4049) : son amendement n° 210 : suppression de cet article relatif à l'aménagement des règles de recouvrement des impôts directs ; adopté - **Après l'art. 94** (p. 4050) : s'oppose à l'amendement n° 236 de M. Pierre Vallon (associations et collectivités à but non lucratif non soumises à l'impôt sur les bénéfices des sociétés sur les revenus de leur gestion patrimoniale ; augmentation des droits de timbre sur les passeports) - **Art. 101** *ter* (p. 4055) : son amendement

n° 211 : suppression de cet article relatif à la publicité des impositions ; adopté - Protection de la vie privée des citoyens - Risques de délation - **Art. 102** (p. 4058) : son amendement n° 212 : suppression de cet article relatif à la contribution sociale sur les revenus des personnes physiques ; adopté.

Deuxième délibération - (10 décembre 1983) - Rapporteur général - **Art. 46** (p. 4063) : son amendement n° 3 : rétablissement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement du ministère des PTT ; adopté - **Art. 106 A** : son amendement n° 4 : dépôt par le Gouvernement, sur le bureau des assemblées, d'un rapport annuel sur l'état des créances et dettes publiques ; adopté.

Vote sur l'ensemble - (10 décembre 1983) - Rapporteur général - (p. 4065) : suppression par le Sénat de l'exonération des taxes foncières - Amendements visant à alléger la pression fiscale - Modification des modalités de prise en compte des parts de groupements fonciers agricoles et des baux à long terme dans le calcul de l'impôt sur les grandes fortunes - Taxation des contrats passés avec les assurances mutuelles agricoles touchant les biens professionnels - Diminution des recettes et partant des dépenses - Vote par le Parlement de toute modification au régime des traitements des maîtres de l'enseignement privé - Lois de finances rectificatives de 1982 et 1983 - Modification du dispositif de la mise en oeuvre des fonds salariaux - Refus de la reconduction de la contribution exceptionnelle sur les revenus - Révision du régime des cotisations de sécurité sociale.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1983** [n° **109 (83-84)**] - (19 décembre 1983) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 4348) : lacunes ou erreurs du budget primitif de 1983 - Perte de recettes fiscales importantes - Croissance européenne - Baisse des revenus des Français et majoration de la pression fiscale - Tassement des transactions sur le marché immobilier - Remboursement du trop perçu d'impôts payé par les entreprises - TVA - Remboursement par EDF au Fonds de développement économique et social (FDES) - Remboursement par le ministère des PTT d'avances consenties par l'Etat - Modalités du règlement de la contribution de la Caisse des dépôts et consignations - Remboursement d'avances de trésorerie consenties par l'Agence comptable des organismes de sécurité sociale (ACOSS) - Caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme (CACOM) - (p. 4349) : endettement de la France - Remboursement de l'aide sociale aux collectivités locales - Remboursement de l'aide de l'Etat à la construction navale - Opérations militaires au Tchad et au Liban - Fonds de régulation budgétaire - Diminution des dépenses d'équipement - Réduction des dépenses de fonctionnement - Charges communes - Réduction de plusieurs milliers d'emplois publics - Budget des rapatriés - Education nationale et retard pour les titularisations - Situtation du marché de la construction - Niveau des crédits publics - Taux du déficit initial du budget 1983 par rapport au produit intérieur brut (PIB) - Dette extérieure - Création monétaire - Vote défavorable sur ce budget - (p. 4355) : réduction significative du nombre des emplois publics qui auraient dû être créés en 1983 - Dette extérieure française - Encours en bons du Trésor - **Art. 13** *bis* (p. 4365) : accepte l'amendement n° 12 de M. René Ballayer (référence aux moyennes des cours de change plutôt qu'au cours constaté au jour de la clôture de l'exercice ; caractère neutre sur le plan fiscal de la constatation à la clôture de l'exercice des plus-values de change sur certains éléments de l'actif des entreprises, quelle que soit la taille des entreprises concernées et la spécificité desdites entreprises) - **Après l'art. 15** (p. 4366) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de M. Jean Colin (régime fiscal applicable aux dépositaires au titre de la vente de pain lorsque celle-ci s'effectue dans des communes de moins de 2.000 habitants) - **Art. 18** (p. 4368) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Jean Colin (suppression de cet article relatif à la taxe sur les fournitures d'électricité sous faible puissance) - Accepte les amendements de M. Charles Beaupetit, n° 11 (intitulé ; « Taxe sur certaines fournitures d'électricité), n° 8 (établissement de la taxe sur l'électricité par délibération du conseil municipal ; mesures concernant les syndicats de communes ; électricité fournie sous moyenne puissance), n° 9 (modulation de l'assiette de la taxe communale sur l'électricité en fonction des puissances souscrites) et n° 10 (pourcentage et taux limite de la taxation pour les communes et leurs groupements par rapport aux éléments de la facture soumis à taxation) - **Art. 20** (p. 4369) : son amendement n° 1 : suppression de cet article relatif à l'absence de majoration jusqu'au 31 décembre 1984 des taux des taxes départementales et communales sur l'électricité ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1984** - *Nouvelle lecture* [n° **149 (83-84)**] - (19 décembre 1983) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 4371) : échec de la CMP - Fiscalité agricole - Renforcement des fonds propres des entreprises ; exclusion de la fraction des intérêts rémunérant la partie des sommes excédant 200.000 F du nouveau régime des comptes courants d'associés - (p. 4372) : dispositif de contrôle et de sanction - Taux du prélèvement d'office pour les bons anonymes au titre de l'impôt sur les grandes fortunes (IGF) - Exonération au titre de l'IGF des immeubles ruraux loués par bail à long terme et de certaines parts de groupements fonciers agricoles (GFA) - Taxe spéciale sur les conventions d'assurance et cas d'exonération des bâtiments affectés aux exploitations - Abrogation de l'exonération d'impôt sur le revenu pour les propirétaires au titre du revenu net des bâtiments ruraux donnés en location - Tarif des droits fixes et des minima d'enregistrement - Taxe de publicité foncière - Avances aux cultures - Contrôle fiscal - Modalités d'intervention des fonctionnaires de l'administration des impôts - Risques de délation fiscale - Exonération de la taxe foncière - Fiscalité agricole - Création du compte d'avance aux départements du produit de la vignette automobile - Provision pour investissements - Exonération de certains contrats souscrits auprès des sociétés d'assurance mutuelle - Dotations aux associations sportives, au temps libre et à l'agriculture - Hydraulique agricole - (p. 4373) : anciens combattants ; nouvelle étape du rattrapage au titre du rapport constant ; rentes mutualistes et exemption du nouveau régime applicable en matière de majoration des rentes viagères - Comptes d'avances sur le produit de la vignette - Fin de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les propriétaires de logements - Titularisation des personnels des établissements de l'enseignement privé - Endettement de la France - Pression fiscale - Revenu des agriculteurs - Propose d'opposer à ce projet de loi la question préalable - **Question préalable** (p. 4376) : sa motion n° 2, tendant à opposer la question préalable ; adoptée.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1983** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **157 (83-84)**] - (21 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** - (p. 4508) : constat d'échec de la commission mixte paritaire (CMP) sur le budget de 1984 - Attachement de la commission des finances à une instance de concertation - Accord de la CMP sur les cinq dispositions restant en discussion sur ce texte et concernant une nouvelle répartition des ressources entre les organismes audiovisuels ; l'intégration dans les résultats imposables des entreprises des pertes et profits de change ; la suppression de l'article 18 relatif à la taxe sur l'électricité ; et le rétablissement de l'article 20 prévoyant la stabilisation en 1984 des taxes sur l'électricité ; adoption par l'Assemblée nationale d'un article additionnel ouvrant aux conseils régionaux la faculté de porter de 150 à 165 F par habitant le plafond de leurs ressources fiscales.

BOEUF (Marc), sénateur de la Gironde (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2266).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **376** (JO Débats 5 mai 1983) (p. 628) à M. le ministre de la défense : **armée** (Bordeaux : déplacement d'un dépôt d'essence).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi sur la vente des logements appartenant à des organismes d'habitation à loyer modéré** [n° **192 (82-83)**] - (21 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 432) : défense de l'accession à la propriété sociale - Achat des logements d'habitation à loyer modéré (HLM) par leurs occupants - Référence à la loi du 10 juillet 1965 ; résultat pratiquement nul de l'application de cette loi - Difficultés de trésorerie des organismes d'HLM - Rapport Dubedout - Caractère réaliste du projet de loi sur le plan économique - Concertation entre les organismes d'HLM, les collectivités locales et les commissaires de la République - Opposition à une réduction du patrimoine locatif des HLM - Modalités de financement de l'acquisition et conditions de répartition du produit de la vente - Poursuite de l'effort de l'Etat - Protection des locataires accédants - Respect de la mission des organismes d'HLM et de la responsabilité des collectivités locales en matière d'habitat social.

– **Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives** [n° **226 (82-83)**] - (10 mai 1983) - **Art. 1** (p. 747) : soutient l'amendement n° 100 de M. Jules Faigt (importance des activités physiques et sportives sur le plan de l'éducation et de la culture ; rôle de l'Etat ; définition du mouvement sportif ; promotion de la vie associative) - **Art. 7** (p. 755) : sur l'amendement n° 18 de M. Roland Ruet, rapporteur (aide de l'Etat pour les associations sportives scolaires et universitaires ; possibilité pour les collectivités territoriales de concourir au développement de ces associations), son sous-amendement n° 69 : utilisation par les équipes scolaires et universitaires des équipements sportifs des collectivités territoriales ; adopté - **Art. 8** : sur l'amendement n° 19 de M. Roland Ruet, rapporteur (affiliation des associations sportives scolaires et universitaires à des fédérations, elles-mêmes affiliées à une confédération), soutient le sous-amendement n° 103 de M. Jules Faigt (affiliation des associations à des fédérations et à des unions) - **Art. 13** (p. 760) : soutient l'amendement n° 101 de M. Jules Faigt (fédérations sportives et tutelle du ministre chargé des sports ; tutelle conjointe du ministre chargé des sports et du ministre de l'éducation nationale pour les fédérations et unions sportives scolaires et universitaires) - **Art. 14** (p. 762) : soutient l'amendement n° 98 de M. Jules Faigt (compétence donnée aux fédérations par le ministre pour définir les règles techniques propres à chaque discipline ; conditions d'attribution de la délégation par décret) - **Art. 15** (p. 763) : se déclare défavorable à l'amendement n° 34 de M. Roland Ruet, rapporteur (suppression de cet article relatif à la possibilité pour l'autorité administrative d'interdire, à la demande des fédérations, certaines manifestations sportives) - Moralisation du sport - **Art. 31** (p. 777) : son amendement n° 70 : exclusion des centres de vacances, de loisirs, des organisations de jeunesse, d'éducation populaire et de tourisme social du champ d'application de cette loi ; retiré.

– **Projet de loi sur la vente des logements appartenant à des organismes d'habitations à loyer modéré** - *Deuxième lecture* [n° **416 (82-83)**] - (20 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2365) : nécessité d'une révision des dispositions législatives de 1965 instaurant un système de vente forcée des habitations à loyer modéré (HLM) - Problème concernant l'affectation du produit des ventes d'HLM - (p. 2366) : souhaite que le produit des annuités du prêt vendeur soit affecté pour un tiers au plus au paiement des annuités normales des emprunts d'HLM et le solde à un compte spécial destiné au financement de l'amélioration du patrimoine des HLM - **Art. unique** (p. 2367) : se déclare opposé, au nom du groupe socialiste, à l'amendement n° 1 de M. Robert Laucournet, rapporteur (suppression de la possibilité pour l'organisme propriétaire avec l'accord de la commune d'implantation de conserver la propriété des sols en consentant un bail d'une durée d'au moins cinquante ans).

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Commerce extérieur et tourisme - (28 novembre 1983) - (p. 3436) : bilan de la saison touristique 1983 - Projet de budget pour 1984 - Développement des moyens d'observation : création des observatoires régionaux du tourisme - (p. 3437) : camping information - Agence nationale d'information touristique (ANIT) - Informatique et télématique - Produits touristiques nouveaux - Chèque vacances - Promotion à l'étranger et rôle des professionnels ; comités départementaux et régionaux - Qualité de la nouvelle coordination interministérielle.

Education nationale - (3 décembre 1983) - (p. 3701) : place importante de l'éducation nationale dans le budget de l'Etat - Effort important en faveur de la formation des enseignants, de la formation continue et du matériel informatique - Insuffisance des moyens nouveaux accordés à l'école maternelle et pré-élémentaire - Suppression de nombreux postes d'élèves instituteurs et risque de voir disparaître l'école de certains villages - Non respect de l'horaire d'éducation physique et sportive dans les lycées et collèges - (p. 3702) : participation des familles aux frais de pension et de demi-pension instaurée en 1970 portant atteinte au principe de la gratuité de l'école publique - Titularisation de nombreux auxiliaires - Interrogation sur la coexistence de deux systèmes éducatifs parallèles source de gaspillage et de ségrégation - Nécessité d'aboutir à une école où règne la liberté de conscience pour les hommes du XXIe siècle - **Après l'art. 108** (p. 3729) : se déclare opposé au nom du groupe socialiste à l'amendement n° 175 de M. Adolphe Chauvin (article additionnel relatif à la non utilisation des crédits pour la titularisation dans la fonction publique des personnels des établissements d'enseignement privé à l'exception de ceux mentionnés à l'article 108) - Nécessité de revenir à une paix scolaire que la France a vécue sous la IIIe République - Absence de création d'un monopole scolaire d'Etat - Opposition à un double réseau d'enseignement.

Urbanisme et logement - (5 décembre 1983) - (p. 3747) : réhabilitation des logements HLM prévue dans le 9e Plan - Prêt locatif aidé (PLA) - Abaissement souhaitable du taux des PLA en fonction de l'inflation - Décentralisation entraînant un désengagement de l'Etat - Soutien des collectivités locales ayant engagé des opérations aidées par les fonds d'aménagement urbain (FAU) - Majoration de la dotation globale d'équipement (DGE) - Coopération intercommunale - Sauvegarde du patrimoine HLM - Groupe socialiste favorable à l'adoption de ce budget.

Culture - (7 décembre 1983) - (p. 3896) : aides pour les associations s'occupant d'archéologie ; fouilles et restauration des monuments - Protection du patrimoine - Conservation des monuments historiques - Politique de la direction du patrimoine et relance de la production des matériaux de construction locaux - Formation professionnelle aux métiers de la restauration et de la réhabilitation du patrimoine - Protection du sous-sol ; dépôt d'un proposition de loi concernant les détecteurs de métaux -

Liens entre l'économie et la culture - Décentralisation - Création d'un centre de la pierre à Bordeaux - Vote favorable du groupe socialiste.

BOHL (André), sénateur de la Moselle (UCDP).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification (loi n° 82-653 du 29 juillet 1982).

Est élu membre titulaire de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (23 novembre 1983) (p. 3201).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (6 mai 1983) (p. 721).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (24 juin 1983) (p. 1998).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **33** (12 avril 1983) (p. 166) à M. le ministre des affaires sociales : **santé publique** (orientations de la politique dans le domaine de la santé) - Retirée le 13 octobre 1983 (p. 2307).

INTERVENTIONS

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53 (82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (6 mai 1983) - **Art. 62** (p. 706) : son amendement rédactionnel n° 176, soutenu par M. Pierre Lacour ; adopté.

– **Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public** [n° **282 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (7 juin 1983) - **Intitulé du titre I** (p. 1403) : rappel des débats du Sénat sur l'équilibre de la sécurité sociale ; forfait hospitalier ; taxe sur le tabac et les alcools - Champ d'application du projet en examen - Entreprises du secteur public - Election de représentants des salariés aux conseils d'administration ou de surveillance - Compétitivité et lutte contre le chômage - Exemple de suppression d'emplois chez Produits chimiques Ugine-Kuhlmann (PCUK) et aux Charbonnages de France - Rôle des cadres - Loi de 1977 sur le bilan social de l'entreprise ; plan de la formation professionnelle - **Art. 4** *ter* (p. 1410) : question sur l'avenir des Charbonnages de France et des Houillères du bassin de Lorraine - (p. 1411) : cas du patrimoine immobilier : logements des mineurs - Avenir de la structure juridique des Charbonnages de France - **Intitulé du titre II** (p. 1412) : se déclare favorable à l'amendement n° 13 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression du mot démocratisation).

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural, relatives aux caisses de mutualité sociale agricole** [n° **502 (82-83)**] - (18 octobre 1983) - **Art. 2** (p. 2342) : statuts et mode de renouvellement des conseils d'administration des caisses de réassurances mutuelles agricoles.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat** [n° **309 (82-83)**] - (25 octobre 1983) - **Art. 40** (p. 2432) : soutient l'amendement n° 118 de M. Adolphe Chauvin (versement par les groupes parlementaires des contributions nécessaires à la constitution des droits à pension) - **Art. 46** (p. 2433) : soutient l'amendement n° 119 de M. Pierre Salvi (mise en disponibilité pour convenance personnelle d'une durée de trois ans renouvelable une fois).

– **Projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises** [n° **488 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (16 novembre 1983) - **Art. 25** *bis* (p. 2946) : son amendement n° 132 soutenu par M. Jean-Pierre Huchon (exclusion du champ d'application de cet article des coopératives agricoles).

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 2** (p. 3127) : son amendement n° 38, soutenu par M. Jean Arthuis : suppression du plafonnement du quotient familial ; retiré.

BOILEAU (Roger), sénateur de la Meurthe-et-Moselle (UCDP).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (5 octobre 1983) (p. 2266).

- Est nommé membre de la commission de contrôle des services publics responsables de l'application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques (22 décembre 1983) (p. 4560).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **323** (JO Débats 3 avril 1983) (p. 21) à M. le ministre de l'agriculture : **agriculture** (fixation des prix agricoles pour 1983).

INTERVENTIONS

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53(82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - (4 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 619) : crise économique internationale et difficulté de la réforme de décentralisation dans cette conjoncture ; carence de moyens financiers pour les collectivités locales - Inquiétude des élus locaux - Dotation globale d'équipement (DGE) des départements et des communes - Législation contradictoire et enlisement de la réforme - Amendements du groupe UCDP - Décentralisation et réforme constitutionnelle nécessaire - Problème global ; débat précédent sur la proposition de loi de M. *Pierre Schiélé* - Nouvelles compétences des collectivités locales en matière d'intervention économique et anomalie de leur substitution aux organismes bancaires - Proposition

de loi en examen : retard de la déconcentration et inconvénients pour la décentralisation ; exemple de l'éclatement nécessaire du ministère de l'éducation - Décentralisation du secteur éducatif - Demande de révision des barèmes d'aide sociale ; répartition des charges entre les diverses collectivités : nécessité d'un texte législatif - Regret de l'absence d'une réforme d'ensemble des finances locales parallèle à la loi de décentralisation ; demande faite en ce sens par l'association des maires - Qualité des travaux des commissions - **Avant l'art. 1** (p. 621) : soutient l'amendement n° 134 de M. Roger Poudonson (responsabilité financière de l'Etat substituée à celle de la région, du département ou de la commune en cas d'inexécution des engagements financiers de l'une de ces collectivités résultant des dispositions des nouveaux textes législatifs) - **Art. 2 :** soutient l'amendement n° 135 de M. Rémi Herment (entrée en vigueur de la loi subordonnée aux dispositions prévues à l'article 3) - **Art. 4 :** soutient l'amendement n° 138 de M. Claude Mont (préalable en matière de transports scolaires : participation de l'Etat portée à 65 % des dépenses actuellement subventionnables évaluées à leur coût réel) - **Art. 6** (p. 627) : soutient l'amendement n° 140 de M. Auguste Chupin (protection des collectivités locales, et non des seuls départements, contre une éventuelle augmentation du taux de contribution résultant de la révision des barèmes d'aide sociale).

Suite de la discussion - (5 mai 1983) - **Art. 11** (p. 636) : son amendement n° 143, soutenu par M. Pierre Lacour : Parlement informé annuellement du non respect par l'Etat de ses obligations financières vis-à-vis des collectivités locales ; retiré.

Suite de la discussion - (6 mai 1983) - **Art. 63** (p. 707) : son amendement n° 177, soutenu par M. Pierre Lacour : entière responsabilité de l'Etat dans les cas non prévus par la loi de substitution de l'Etat à l'autorité locale ; retiré.

– Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance - *Deuxième lecture* [n° **267 (82-83)**] - (24 mai 1983) - **Art. 3** (p. 1055) : son amendement rédactionnel n° 42, soutenu par M. Paul Pillet ; adopté.

– Proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance et de gardiennage et de transport de fonds [n° **237 (82-83)**] - (26 mai 1983) - **Art. 3** (p. 1142) : son amendement n° 34, déposé avec M. Louis Virapoullé, et soutenu par M. Bernard Laurent : protection passive des personnes et des biens menacés dans le déroulement d'un conflit du travail ; rejeté.

– Projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905 [n° **247 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (3 juin 1983) - **Après l'art. 12** *bis* (p. 1369) : sur l'amendement n° 30 de M. René Jager, rapporteur (communication de documents ; auditions, consultations préalables par la commission de la sécurité des consommateurs), son sous-amendement n° 47, déposé avec M. Pierre Lacour et soutenu par M. Daniel Millaud : gestion d'une banque de données par la commission de la sécurité des consommateurs ; informations internationales ; retiré.

– Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat - *Nouvelle lecture* [n° **480 (82-83)**] - (6 juillet 1983) - **Discussion générale** (p. 2214) : transfert des compétences - Transfert des ressources - (p. 2215) : souhaite une réforme d'ensemble des finances locales - Application scrupuleuse de la loi de décentralisation par les élus locaux - Déséquilibre entre les compétences transférées et les ressources.

– Projet de loi relatif à l'activité et au controle des établissements de crédit [n° **486 (82-83)**] - (3 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2568) : opposition à la loi de nationalisation de 1982 - (p. 2569) : crédits accordés au secteur public déficitaire - Difficultés rencontrées par les PME - Création des comptes d'épargne pour le développement industriel (CODEVI) - Livrets d'épargne populaire - Statut des personnels de certains établissements perdant la qualité de banque - Tutelle du Trésor et de la Banque de France sur les établissements de crédit - Regrette l'absence de mesures en direction du crédit acheteur - (p. 2570) : absence de modernisation significative du système bancaire.

– Projet de loi sur l'enseignement supérieur [n° **384 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (9 novembre 1983) - **Art. 44** (p. 2813) : sur l'amendement n° 134 de M. Paul Séramy, rapporteur (modalités du contrôle administratif) soutient le sous-amendement n° 388 de M. Jean Francou (distinction entre les décisions des présidents et les délibérations des conseils).

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures [n° **8 (83-84)**] - (9 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2785) : retard apporté à la ratification de la convention - Danger pour l'industrie chimique lorraine de la proposition de création d'une saline à Mulhouse - (p. 2786) : régression du marché du sel ; importance de cette industrie pour la Lorraine - Prochain épuisement des potasses d'Alsace - Réinjection en couche profonde ; insuffisance de garanties - Votera ce projet de loi.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 11** (p. 3160) : son amendement n° 109, soutenu par M. Jean Arthuis : modification des deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième alinéas de cet article relatif à l'aménagement de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés ; retiré.

BONDUEL (Stéphane), sénateur de la Charente-Maritime (GD-SRG).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réglement définitif du budget de 1981 (23 juin 1983) (p. 1936).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle (23 juin 1983) (p. 1954).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à garantir la liberté de la presse (24 novembre 1983) (p. 3246).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1983 (19 décembre 1983) (p. 4370).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales (20 décembre 1983) (p. 4429).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**]

adopté par l'Assemblée nationale - **Temps libre : jeunesse et sports** [n° **62, annexe 30 (83-84)**] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **356** (JO Débats 20 avril 1983) (p. 363) à M. le ministre des transports : **automobiles** (fonctionnement du fonds de garantie automobile) - Réponse de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat à l'environnement (29 avril 1983) (p. 532, 533).

n° **417** (JO Débats 14 octobre 1983) (p. 2314) à M. le ministre de la défense : **armée** (réduction des effectifs de la marine nationale à Rochefort).

n° **418** (JO Débats 14 octobre 1983) (p. 2314) à M. le ministre des affaires sociales : **handicapés (travail et reclassement)** (fonctionnement des COTOREP).

Questions orales avec débat :

n° **39** (21 avril 1983) (p. 447) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **carburants** (carburants de substitution) - Discutée le 27 mai 1983 (débat commun) (p. 1202 et suiv.).

n° **87** (18 octobre 1983) (p. 2327) à M. le ministre de la défense : **armée** (réduction des effectifs de la marine nationale à Rochefort) -Retirée le 8 novembre 1983 (p. 2751).

n° **88** (18 octobre 1983) (p. 2327) à M. le ministre des affaires sociales : **handicapés (travail et reclassement)** (fonctionnement des COTOREP).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non-titulaires occupant de tels emplois** [n° **148 (82-83)**] - (12 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 171) : question de M. *Jean Béranger* sur les conditions de la titularisation des non titulaires de la fonction publique - Promesses de M. François Mitterrand, candidat à la présidence de la République - Regrette la titularisation ultérieure des agents des collectivités territoriales - Elaboration prochaine d'un code de la fonction publique - Plan d'intégration des personnels titularisés - (p. 172) : politique de formation permanente des fonctionnaires - Equilibre entre les souhaits des non titulaires et les intérêts des fonctionnaires - Dépôt de deux amendements relatifs aux dérogations à l'interdiction de recruter des auxiliaires - Seuil d'ancienneté dispensant de l'examen professionnel - Validité des services antérieurs - Rémunération des titularisés - Participation des représentants des non titulaires à la commission administrative paritaire chargée de dresser la liste d'aptitude pour les corps d'accueil - Conséquences financières de cette intégration - Projet répondant au souci d'évolution et d'adaptation de la fonction publique - **Art. 2** (p. 178) : son amendement n° 26, déposé avec M. Jean Béranger : précisions relatives au recrutement de contractuels ; rejeté - Son amendement n° 27, déposé avec M. Jean Béranger : remplacement par des fonctionnaires des contractuels quittant leur poste après un délai de six ans ; adopté - **Art. 6** (p. 183) : son amendement n° 28, déposé avec M. Jean Béranger : situation des contractuels n'ayant pas l'ancienneté requise pour prétendre à une titularisation ; retiré - **Art. 9** (p. 188) : son amendement n° 29, déposé avec M. Jean Béranger : examen professionnel exigé seulement pour les non titulaires ayant une ancienneté insuffisante ; retiré - (p. 189) : son amendement n° 30, déposé avec M. Jean Béranger : nouvelle composition de la commission administrative paritaire du corps d'accueil ; création d'une commission spéciale pour les corps créés ; retiré - **Art. 16** (p. 192) : au nom de la commission des finances, déclare l'article 40 de la Constitution applicable à l'amendement n° 40 de MM. Charles de Cuttoli et Jean Chérioux (rémunération perçue par les agents titularisés ; calcul de l'indemnité compensatrice) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 194) : texte répondant à l'attente des nombreux auxiliaires de la fonction publique - Souhaite la discussion prochaine d'un texte similaire relatif à la fonction territoriale - Radicaux de gauche et membres de la gauche démocratique favorable à l'adoption de ce projet.

– **Projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale** - *Deuxième lecture* [n° **257 (82-83)**] - (3 mai 1983) - **Art. 13** (p. 578) : se déclare favorable à l'amendement n° 39 de M. Robert Badinter, ministre (énumération des cas où les opérations de vérification d'identité peuvent donner lieu à la prise d'empreintes digitales ou de photographies) - Sur cet amendement, se déclare défavorable au sous-amendement n° 41 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (suppression des dispositions de cet amendement relatives à l'autorisation du procureur de la République à une prise d'empreintes ou de photographies).

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53 (82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (5 mai 1983) - **Art. 12** (p. 641) : se déclare opposé à l'amendement n° 18 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (substitution de la notion de compétence à celle de responsabilité en matière de transports scolaires ; rétablissement de la notion de plan départemental des transports scolaires).

– **Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives** [n° **226 (82-83)**] - (10 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 737) : éducation physique dans l'enseignement primaire - Nombre de licenciés et de pratiquants d'un sport - Sport de haut niveau - Référence à la loi Mazeaud du 29 octobre 1975 - (p. 738) : rôle de l'Etat face à l'enseignement de l'éducation physique, à la formation aux métiers des activités physiques, au contrôle de la qualité des cadres et à la délivrance des diplômes - Sport professionnel - Rôle des instituteurs et nécessaire spécialisation - Sociétés sportives : société d'économie mixte locale ; société à objet sportif - Problèmes relatifs au football - Prérogatives et obligations des fédérations sportives - Missions du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) - Importance des activités physiques dans le monde du travail - Statut de l'athlète de haut niveau - Sections sport études - (p. 739) : médecine sportive ; livret sportif individuel - Importance du contrôle médico-sportif et de la formation médicale en ce domaine - Eventualité de la suppression du certificat d'études supérieures (CES) de médecine sportive et complémentarité de la formation initiale et des CES - Parc d'équipements sportifs - Complémentarité entre l'éducation nationale, la jeunesse et les sports - Création du Conseil national des activités physiques et sportives et du Comité national de la recherche, de la technologie et de l'industrie - Rôle du Haut comité de la jeunesse et des sports - Mission et financement du Fonds national pour le développement du sport (FNDS) - (p. 740) : soutien de la formation des radicaux de gauche à ce projet de loi - **Art. 1** (p. 748) : son amendement n° 109 : portée du champ d'application de la loi concernant les activités physiques et sportives organisées dans le cadre des associations de jeunesse et d'éducation populaire ; retiré - **Art. 3** (p. 750) ; son amendement n° 1 : enseignement des activités physiques et sportives dans l'enseignement primaire par des instituteurs spécialisés ou des instituteurs ; retiré - **Art. 4** (p. 752) : son amendement

n° 2 : éducation physique et sportive pour les personnes handicapées ; adopté - **Art. 11** (p. 758) : son amendement n° 3 ; affectation de l'excédent des résultats d'un exercice en totalité à la constitution de réserves et absence de distribution aux actionnaires ; retiré - **Art. 13** (p. 762) : son amendement n° 108 : possibilité pour les fédérations sportives de recevoir un concours financier et en personnel de l'Etat, notamment sous la forme de cadres recrutés et rémunérés par le ministre chargé des sports, effectuant leur temps de travail auprès de ces fédérations par conventions ; adopté - **Art. 14** : son amendement n° 5 : organisation des compétitions sportives nationales, régionales ou départementales par une seule fédération ayant reçu délégation du ministre chargé des sports ; retiré - **Art. 16** (p. 766) : son amendement n° 107 : création d'émissions à vocation d'éducation sportive et de service ; retiré - **Art. 27** (p. 771) : son amendement n° 106 : livret sportif individuel ; actes de prévention, de suivi médical et de soins ; devenu sans objet - **Art. 28** (p. 773) : son amendement n° 6 : responsabilité civile des pratiquants du sport ; énumération des personnes assujetties à l'assurance obligatoire ; adopté - **Art. 31** (p. 776) : son amendement n° 105, déposé avec M. Jacques Pelletier : exclusion des activités physiques et sportives organisées dans le cadre des associations de jeunesse et d'éducation populaire du champ d'application de cette loi ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 781) : délai de publication des décrets d'application - Besoins financiers - Activités physiques et sportives dans les entreprises, le monde scolaire et universitaire - Sport de haut niveau - Vote favorable du groupe de la gauche démocratique.

– **Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** [n° 127 (82-83)] - (11 mai 1983) - **Art. 1** : *Art. L. 123-1 du code du travail* (p. 801) ; son amendement n° 35, déposé avec M. Jean Béranger et soutenu par M. André Jouany : limitation à l'employeur des dispositions de cet article interdisant la discrimination professionnelle ; devenu sans objet - **Art. 11** (p. 813) : son amendement n° 37, déposé avec M. Jean Béranger : suppression de la condition déterminante d'appartenance à l'un ou l'autre sexe ; retiré.

– **Questions orales avec débat jointes : politique européenne** - (27 mai 1983) - (p. 1197) : accords de Bruxelles - Prix agricoles - Montants compensatoires monétaires (MCM) - Disparités monétaires européennes - Politique agricole commune (PAC) - Cours de l'*european count unit* (ECU) - Dépenses agricoles - Crise économique - TVA - Rôle des Etats-Unis - Tentation du protectionnisme - Plan global du développement rural appliqué aux régions méditerranéennes - Délégation parlementaire du Sénat pour les Communautés européennes - Réforme du système monétaire international (SMI) - Coordination des politiques économiques, industrielles, sociales et agricoles.

– **Questions orales avec débat jointes : politique énergétique** - (27 mai 1983) - (p. 1202, 1203) : déséquilibre de la balance extérieure - Dépendance énergétique - Place des carburants de substitution - Réserves pétrolières - Politique de réduction de la dépendance pétrolière - Economies d'énergie - Transports - « Plan carburol » - Biomasse - Méthanol et unité de production de Clamecy dans la Nièvre - Ethanol ; unité de production dans le Pas-de-Calais - Acétono-butanol ; unité pilote des Landes - Politique du Québec - (p. 1204) : modalités d'utilisation du méthanol pur - Intérêts de Michelin et d'Air France - Travaux de Volkswagen, Ford, Volvo et General Motors - Coordination entre le ministère de l'industrie et celui de l'agriculture - Adaptation de la législation et de la fiscalité.

– **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle** [n° 400 (82-83)] - (23 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1943) : voir intervention de M. *Georges Mouly* - **Art. 5** (p. 1953) : son amendement n° 9 soutenu par M. Georges Mouly : déduction fiscale relative à des placements en valeurs mobilières françaises ; retiré.

– **Questions orales avec débat jointes : tourisme** - (11 octobre 1983) - (p. 2288) : aide massive apportée au tourisme en espace rural depuis 1977 consistant à rééquilibrer la demande vers la campagne, à apporter aux ruraux des revenus complémentaires pour enrayer l'exode rural et à réhabiliter le patrimoine bâti - Rôle des comités régionaux pour assurer la mise en œuvre d'une politique du tourisme au niveau des régions.

– **Question au Gouvernement : Téléfrance USA** - (13 octobre 1983) - (p. 2304) : audience aux Etats-Unis des émissions de la station - Fermeture et souhait de relance.

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural, relatives aux caisses de mutualité sociale agricole** [n° 502 (82-83)] - (18 octobre 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2343) : remise en cause, par l'amendement n° 4 de la commission, de la notion de représentativité syndicale - Vote néanmoins favorable du groupe de la gauche démocratique sur le projet.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° 384 (82-83)] - (26 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2480) : stagnation des effectifs d'étudiants et répartition sociologique et géographique - Sélection par l'échec - (p. 2481) : inégalité des moyens entre les diverses universités - Réforme nécessaire de l'enseignement supérieur - Enseignement supérieur et recherche ; Centre national de la recherche scientifique (CNRS) - Premier cycle - Tentative d'uniformisation des universités - Démocratisation - Baccalauréat - Enseignement technique - Fonctionnement des universités ; pouvoir syndical ; multiplication des conseils ; collège unique - Représentation des enseignants - Scrutin de liste à la proportionnelle et politisation - (p. 2482) : amendements du groupe de la gauche démocratique - Nécessité d'un consensus - Carrière des enseignants ; professeurs et maîtres-assistants - Ouverture de l'université vers l'extérieur - Unités de formation et de recherche (UFR) - Moyens matériels et financiers - Concertation.

Suite de la discussion - (27 octobre 1983) - **Art. 1 et art. additionels** (p. 2514) ; au nom du groupe des radicaux de gauche, se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Alain Savary sur la composition du service public de l'enseignement supérieur et sur son rôle.

Suite de la discussion - (8 novembre 1983) - **Art. 18** (p. 2732) : sur l'amendement n° 96 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à la création d'une nouvelle catégorie d'établissements publics et tendant à garantir l'autonomie des universités), son sous-amendement n° 42 : organisation d'une année universitaire arrêtée au plus tard le 1er avril précédant la rentrée ; devenu sans objet - **Art. 16** *(suite)* (p. 2735) : se déclare opposé à l'amendement n° 92 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à la formation des formateurs) - **Art. 19** (p. 2737) : soutient l'amendement n° 65 de M. Jacques Pelletier (renforcement du principe de l'autonomie) - **Art. 21** (p. 2739) : son amendement n° 166 : décision d'administrer eux-mêmes leurs biens et charges ou de les faire gérer par un tiers appartenant aux établissements ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (9 novembre 1983) - **Art. 36** (p. 2802) : soutient l'amendement n° 69 de M. Jacques Pelletier (modification du mode de scrutin pour l'élection aux conseils).

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures** [n° 8 (83-84)] - (9 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2787) : procédé d'injection dans le sous-sol : comité scientifique ; amendement à la convention, signé en 1983 - Relations franco-néerlandaises - Principe de la responsabilité des pollueurs - Participations financières reçues des Pays-Bas et de la République fédérale d'Allemagne - Votera ce projet de loi.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° 384 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (15 novembre 1983) - **Explication**

de vote sur l'ensemble (p. 2879) : nécessité de ce projet de loi d'orientation - Opposition à l'immobilisme - Notion de service public - Stages dans l'entreprise et dans l'administration - Vote des sénateurs radicaux de gauche contre ce texte amendé par la majorité sénatoriale.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 3** (p. 3131) : remplacement de la déduction du revenu global par une réduction d'impôt et cas des contrats d'assurance sur la vie - Incitation nécessaire à cette forme d'épargne : rente de survie des enfants handicapés ; orientation vers les investissements industriels - Caractère rétroactif de la mesure et nombre des souscripteurs désavantagés : option souhaitable - (p. 3132) : son amendement n° 13 : relèvement des limites de réduction d'impôt pour les contrats d'assurance en faveur d'un enfant handicapé et pour les contrats d'assurance sur la vie ; retiré - Rentes de survie - (p. 3135) : son amendement n° 14 : régime fiscal applicable à la prime d'assurance sur la vie : report d'un an ; retiré - Détermination de la fraction de la prime représentative de l'opération d'épargne - (p. 3136) : son amendement n° 34 : contrats d'assurance vie en cours : possibilité d'option entre le régime antérieur de déduction du revenu imposable et le nouveau régime de réduction d'impôt ; réservé jusqu'à la fin de la discussion des articles de la première partie - Rentes de survie au profit d'enfants handicapés - **Art. 8** (p. 3141, 3142) : soutient l'amendement n° 12 de M. Josy Moinet (substitution à la réduction du taux de déductibilité de la provision pour investissement d'un système transformant cette provision en un avantage de trésorerie).

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Après l'art. 13** (p. 3172) : son amendement n° 6 : article additionnel relatif aux travaux de préservation et d'entretien des haies, figurant parmi les charges de la propriété privée, déductibles pour la détermination du revenu net ; retiré - **Art. 20** (p. 3205) : déclaration du secrétaire d'Etat relative à l'exonération de l'outil de travail pour les professionnels agricoles - Caractère exorbitant de la taxation frappant les contrats d'assurance des véhicules terrestres à moteur - (p. 3206) : pénalisation des conducteurs à hauts risques - Souhaite une taxation fixe modulée en fonction de la puissance du véhicule - Tendance à « échapper » à l'obligation d'assurance - (p. 3207) : son amendement n° 15 : remplacement de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance contre les risques de toute nature relatifs aux véhicules terrestres à moteur, par une taxe d'un montant fixe par véhicule, défini en fonction de la puissance fiscale ; devenu sans objet - (p. 3215) : se déclare opposé à l'amendement n° 57 de M. Jean Arthuis (suppression du paragraphe I de cet article relatif aux aménagements de taux)-.

Suite de la discussion - (24 novembre 1983) - **Art. 34** (p. 3230) : soutient l'amendement n° 105 de M. Jean Francou (augmentation du taux de prélèvement sur le loto national destiné au fonds national de développement du sport) - Financement du sport de masse - Participation de l'Etat à l'équipement sportif des communes - (p. 3231) : diminution inquiétante des crédits du ministère de la jeunesse et des sports en faveur des équipements sportifs des collectivités locales - Soutient l'amendement n° 106 de M. Jean Francou (taxe spéciale venant en complément du prix des billets d'entrée dans les manifestations sportives) - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 3248) : favorable à de nombreuses mesures d'économie - Budget courageux - Incitation des Français à l'épargne - Abstention des radicaux de gauche sur le projet ainsi amendé.

Deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports - (2 décembre 1983) - Rapporteur spécial - (p. 3628) : réorganisation administrative : création du ministère du temps libre, de la jeunesse et des sports en 1983 - Nouvelle présentation des crédits budgétaires ; transferts ; nouvelle nomenclature - Evolution des crédits : autorisations de programme et crédits de paiement ; améliorations apportées à l'Assemblée nationale - Action « administration générale » - (p. 3629) : dépenses ordinaires : déménagement du ministère ; plan de titularisation des agents - Dépenses en capital - Temps libre et éducation populaire : transferts de crédit ; dotation complémentaire accordée à l'Assemblée nationale ; subventions de fonctionnement et conventions signées avec les associations d'éducation populaire ; postes Fonjep ; conseillers techniques et pédagogiques - Mise en place du Conseil national de la vie associative (CNVA) - Coordination interministérielle : rôle du Haut comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature - Création de l'Institut national d'éducation populaire (INEP) ; moyens en personnel et crédits de fonctionnement - Formation des animateurs : bénévoles et professionnels ; diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation (DEFA) - Actions en faveur de la jeunesse : interventions publiques ; aide aux associations de jeunesse ; présentation souhaitable d'une ligne regroupant les postes Fonjep pour l'ensemble du ministère - Information des jeunes : centres et bureaux d'information jeunesse - (p. 3630) : comité interministériel de la jeunesse - Fonjep - Action de promotion des activités et des loisirs éducatifs : aide aux centres de vacances ; échanges internationaux ; offices franco-allemand et franco-québécois pour la jeunesse - Action en faveur du sport et des activités physiques : progression des crédits budgétaires ; sport de haut niveau ; préparation des Jeux olympiques de Sarajevo et de Los Angeles ; Comité national olympique et sportif français (CNOSF) ; sections sport-études ; convention pour l'insertion professionnelle des athlètes de haut niveau ; sportifs militaires - Sport de masse : pratique sportive locale : postes d'enseignants et d'animateurs sportifs ; animation sportive en milieu extra-scolaire ; subventions aux fédérations ; natation scolaire - Médecine du sport - Crédits pour les déplacements sportifs - Ecoles nationales : INSEP - CREPS - (p. 3631) : politique d'investissement : priorité aux installations d'intérêt national ; régression des équipements d'intérêt régional ou local ; rôle de la dotation globale d'équipement (DGE) - Contexte de rigueur et montant des crédits - Aide du Sénat au Fonds national pour le développement du sport (FNDS) - Décision de la commission des finances de soumettre ces crédits à l'appréciation du Sénat - (p. 3639) : création prévue du Fonds de solidarité de la vie associative et financement par un prélèvement supplémentaire sur le PMU - Préparation de l'année internationale de la jeunesse en 1985 - FNDS.

Défense et service des essences - (2 décembre 1983) - **Examen des crédits - Art. 43** (p. 3680, 3681) : vote favorable des sénateurs radicaux de gauche sur ce budget.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Art. 98** (p. 4053) : soutient les amendements de M. Josy Moinet n° 273 (suppression de cet article relatif au régime de taxe sur la valeur ajoutée applicable aux concessionnaires d'ouvrages de circulation routière) et n° 274 (mesures visant à faciliter les capacités d'autofinancement des sociétés concessionnaires de réseaux autoroutiers et d'ouvrages d'art).

Vote sur l'ensemble - (10 décembre 1983) - (p. 4072) : solidarité nationale - Justice fiscale - Lutte contre l'inflation - Attitude négative de la majorité sénatoriale - Réduction importante des crédits - Nombreux budgets rejetés par le Sénat - Projet dénaturé - Abstention des radicaux de gauche sur ce budget.

– **Question au Gouvernement : personnel de l'Institut scientifique et technique des pêches** - (15 décembre 1983) - (p. 4259) : état d'avancement du projet de création de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) - Fusion de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (ISTPM) et du Centre national d'exploitation des océans (CNEXO) - Intégration et

reclassement du personnel de l'ISTPM dans la structure IFREMER.

– **Projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales** [n° **95 (83-84)**] - **Suite de la discussion** - (20 décembre 1983) - **Art. 14** (p. 4417) : son amendement n° 2, soutenu par M. Josy Moinet : dotation globale d'équipement des départements : cas des départements à collectivités insulaires ; retiré.

BONIFAY (Charles), sénateur des Bouches-du-Rhône (S).

Elu secrétaire du Sénat le 5 octobre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (6 mai 1983) (p. 721).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (24 juin 1983) (p. 1998).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code de la sécurité sociale et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant (12 décembre 1983) (p. 4099).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique (14 décembre 1983) (p. 4187).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public (16 décembre 1983) (p. 4314).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier (16 décembre 1983) (p. 4343).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant et modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif (19 décembre 1983) (p. 4401).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural relatives aux caisses de mutualité sociale agricole (20 décembre 1983) (p. 4412).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi [n° **242 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, modifiant les articles L. 417 et L. 418 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre [n° **255 (82-83)**] (20 avril 1983) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **128 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, autorisant le Gouvernement par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures relatives au revenu de remplacement des travailleurs involontairement privés d'emploi et à la garantie des créances des salariés [n° **142 (83-84)**] (15 décembre 1983) - **Chômage : indemnisation.**

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion, du projet de loi [n° **83 (83-84)**] ratifiant et modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif [n° **153 (83-84)**] (20 décembre 1983) - **Fonctionnaires et agents publics.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non-titulaires occupant de tels emplois** [n° **148 (82-83)**] - (12 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 171) : recrutement de non titulaires interdit aux administrations et établissements publics - Dérogations possibles - Intégration des non titulaires - Recours contestable à des décrets ultérieurs - Situation des personnels de l'agence nationale pour l'emploi (ANPE) - Révision du seuil d'ancienneté dispensant de l'examen professionnel - Indice de reclassement - Garantie des rémunérations - Validation des services pris en compte pour le calcul de la retraite - Groupe socialiste favorable au projet - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 194) : projet répondant à l'attente des personnels non titulaires de l'Etat - Remerciements au Gouvernement pour le respect des promesses - Groupe socialiste favorable à l'adoption de ce texte.

– **Projet de loi modifiant les articles L. 417 et L. 418 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre** [n° **242 (82-83)**] - (28 avril 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 512) : modifications mineures du projet : suppression du caractère annuel d'établissement de la liste de classement des candidats ; délai de six mois laissé à l'administration pour nommer le candidat dans son emploi - (p. 513) : réforme prochaine de la règlementation sur les emplois réservés - Réinsertion professionnelle des handicapés militaires et civils - Loi du 23 novembre 1957 relative à l'emploi obligatoire des travailleurs handicapés dans les secteurs public et privé - Conditions d'accès aux emplois réservés - Procédure d'attribution de ces emplois particulièrement longue - Faible nombre des candidats désignés à un emploi réservé : déséquilibre catégoriel et géographique - Récent rapport de la Cour des comptes - Nombreux textes en préparation - Commission des affaires sociales favorable à l'adoption de ce projet - **Après l'art. 2**

(p. 514) : son amendement n° 2 : prorogation des mesures législatives relatives aux victimes de guerre et aux veuves de guerre pensionnées pour une durée de six ans ; adopté.

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives aux prestations de vieillesse** [n° 235 (82-83)] - (28 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 521) : recours à la procédure des ordonnances - Financement de la retraite à 60 ans : emprunts de trésorerie - Régime de la garantie de ressources - (p. 522) : cumul de la retraite et d'un revenu d'activité - Cas particulier des militaires - Majoration de la cotisation d'assurance maladie pour les bénéficiaires de la garantie de ressources - Suppression de la signature de contrats de solidarité - Réduction de la durée du travail - Position ambiguë de la commission des affaires sociales - Favorable à l'adoption de ce texte.

– **Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** [n° 127 (82-83)] - (11 mai 1983) - **Art. 1** : *Art. L. 123-1 du code du travail* (p. 801) : son amendement n° 38, déposé avec Mme Cécile Goldet et soutenu par M. William Chervy : interdiction de discrimination pour l'affectation à un poste ; adopté - *Art. L. 123-4* (p. 806) : son amendement n° 39, déposé avec Mme Cécile Goldet et soutenu par M. William Chervy : appréciation du conseil des prud'hommes dans le cas de licenciement à la suite d'une action en justice ; retiré - *Art. L. 123-5* (p. 807) : son amendement n° 40, déposé avec Mme Cécile Goldet et soutenu par M. Georges Dagonia : accord de l'intéressé dans le cas d'une action en justice en sa faveur par les organisations syndicales représentatives ; devenu sans objet - **Après l'art. 1** (p. 808) : son amendement n° 43, déposé avec Mme Cécile Goldet et soutenu par M. Georges Dagonia : principe d'égalité professionnelle ; adopté - **Après l'art. 1** *bis* : son amendement de coordination n° 44, déposé avec Mme Cécile Goldet ; adopté - **Art. 2** (p. 809) : son amendement n° 42, déposé avec Mme Cécile Goldet et soutenu par M. Georges Dagonia : extension du principe d'égalité de rémunération à l'unité économique et sociale ; retiré.

– **Projet de loi modifiant les articles L. 393, L. 394, L. 401, L. 417 et L. 418 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre** - *Deuxième lecture* [n° 302 (82-83)] - (24 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1022) : texte relatif aux emplois réservés - Simplification de la procédure d'attribution de ces emplois - Raccourcissement des délais de mise en œuvre - (p. 1023) : prorogation de la loi du 30 janvier 1923 relative aux emplois réservés - Modification de l'intitulé du projet par l'Assemblée nationale.

– **Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public** [n° 282 (82-83)] - (6 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1388) : importance de ce texte - Positions quelquefois excessives adoptées par la commission spéciale - Article premier ne donnant pas une définition du secteur public - Désaccord avec la critique du rapporteur sur la constitutionnalité de certaines dispositions - (p. 1389) : désaccord avec les prétendus dangers d'autogestion ; de syndicalisation ; et de politisation - Création d'une commission consultative avec l'accord de toutes les parties - Projet initial vidé de tout son contenu par la Haute assemblée - Refus d'un texte dont vous n'acceptez pas la portée économique et sociale - Au nom du groupe socialiste regrette le refus d'un progrès social authentique.

Suite de la discussion - (7 juin 1983) - **Art. 2** (p. 1408) : son amendement rédactionnel n° 99 ; devenu sans objet - Filiales - **Art. 3** (p. 1409) : son amendement rédactionnel n° 100 ; devenu sans objet - Filiales codétenues - **Art. 4 et annexes II et III** : son amendement n° 101 : précision sur le champ d'application de cet article ; devenu sans objet - Cas spécifiques - **Intitulé du titre II** (p. 1413) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 13 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression du mot démocratisation) - **Art. 5** (p. 1415) : ses amendements n° 102 (précision rédactionnelle) et n° 105, de coordination ; devenus sans objet - Son amendement n° 103 : cas des compagnies financières mentionnées au titre III de la loi de nationalisation du 11 février 1982 ; devenu sans objet - Cas des compagnies de Suez et de Paribas - (p. 1416) : son amendement de coordination n° 104 ; devenu sans objet - **Art. 6** (p. 1417) : son amendement n° 107 : champ d'application de cet article ; devenu sans objet - Son amendement n° 106 : suppression de la limitation à quinze du nombre des membres des conseils de surveillance dans les banques ; devenu sans objet - **Art. 6** *ter* (p. 1419) : son amendement rédactionnel n° 108 ; devenu sans objet - **Art. 6** *sexies* (p. 1420) : son amendement rédactionnel n° 109 ; devenu sans objet - **Art. 7** (p. 1423) : son amendement n° 110 : cas des banques nationalisées en 1982, filiales de sociétés nationalisées ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (8 juin 1983) - **Art. 11** (p. 1461) : ses amendements n° 111 : élection des représentants des salariés dans l'entreprise ou dans l'une de ses filiales ; devenu sans objet, et n° 112 de coordination ; devenu sans objet - **Art. 13** (p. 1463) : son amendement rédactionnel n° 113 ; devenu sans objet - (p. 1464) : amélioration de la situation du personnel d'encadrement au sein des entreprises : loi du 6 mai 1982 relative aux conseils de prud'hommes ; loi du 28 octobre 1982 relative au développement des institutions représentatives du personnel ; loi du 4 octobre 1982 instituant un droit d'expression directe et consultative - Représentation des cadres dans les comités d'entreprises du secteur public - Se déclare opposé à l'amendement n° 30 de M. Jean Chérioux, rapporteur (mode d'élection au conseil de surveillance) - **Art. 14** (p. 1465) : son amendement de coordination n° 114 ; devenu sans objet - **Art. 16** : son amendement n° 115 : date de l'élection en cas de renouvellement du conseil d'administration ou de surveillance ; devenu sans objet - **Art. 17** (p. 1466) : son amendement n° 116 : tribunaux d'instance territorialement compétents déterminés par le pouvoir réglementaire ; rejeté - **Art. 21** (p. 1470) : son amendement n° 117 : responsabilité syndicale incompatible avec un mandat d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance ; rejeté - **Art. 24** (p. 1472) : son amendement rédactionnel n° 118 ; devenu sans objet - **Art. 25** (p. 1473) : son amendement n° 119 : modification du contrat de travail d'un représentant des salariés ; rejeté - **Art. 26** (p. 1474) : son amendement rédactionnel n° 120 ; adopté - Son amendement n° 121, identique à l'amendement n° 71 de M. Jean Chérioux, rapporteur : refus de licenciement ne pouvant provenir que de l'inspecteur du travail ; adopté - Son amendement n° 122 : procédure de licenciement applicable aux anciens représentants des salariés ; adopté - **Art. 29** (p. 1478) : ses amendements n°s 123, 124, 125 et 126 : modification des références au code du travail ; devenus sans objet - Son amendement de coordination n° 127 ; devenu sans objet - **Art. 30** (p. 1480) : son amendement n° 128 : négociations entre l'employeur et les organisations syndicales représentatives ; devenu sans objet - **Art. 32** (p. 1482) : son amendement n° 129 : plan de formation approuvé par délibération du comité d'entreprise ; devenu sans objet - **Art. 35** (p. 1484) : son amendement n° 130 : cas particulier du Commissariat à l'énergie atomique ; devenu sans objet - **Art. 36** (p. 1485) : son amendement n° 131 : date d'application aux sociétés anonymes des nouvelles dispositions relatives au conseil d'administration ou de surveillance ; devenu sans objet - Son amendement n° 132 : durée du mandat des membres des conseils d'administration ; devenu sans objet - **Après l'art. 36** (p. 1486) : son amendement n° 133 : entrée totale ou partielle d'une entreprise dans le champ d'application de la loi ; rejeté - **Art. 37** : son amendement de coordination n° 134 ; devenu sans objet - Son amendement n° 135 : cas particulier des entreprises entrant dans le champ d'application de la loi postérieurement à son entrée en vigueur ; devenu sans objet - **Art. 38** (p. 1487) : son amendement n° 137 : dispositions relatives à la sortie du champ d'application de la loi d'une entreprise par baisse d'effectifs ; incidence d'une baisse d'effectifs sur le nombre de représentants des salariés dans les conseils ; devenu sans objet - **Après l'art. 38** : son amendement n° 136 : maintien des accords sur l'exercice du

droit syndical dans l'entreprise lors de la sortie de celle-ci du champ d'application de la loi ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1492) : importance d'une participation accrue des salariés à la gestion du secteur public, en raison de la situation économique et sociale difficile.

Deuxième lecture [n° **407 (82-83)**] - (24 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1981) : bilan social du gouvernement de la gauche - Reprise par l'Assemblée nationale des amendements déposés par le groupe socialiste du Sénat - Vote au Sénat en première lecture d'un texte dénaturé - Participation des salariés et réussite du secteur public - Cas particulier de l'entreprise Matra : précédent reconnu par le Conseil constitutionnel sur la composition des conseils d'administration des caisses de sécurité sociale - Application de la loi à Thomson-Brandt et à Thomson-CSF - Compagnies financières - **Intitulé** (p. 1998) : se déclare défavorable à l'amendement n° 1 de M. Jean Chérioux, rapporteur (« Projet de loi relatif à l'organisation et à la démocratisation du secteur public ») - Participation et autogestion.

Nouvelle lecture [n° **463 (82-83)**] - (30 juin 1983) - **Art. 1** (p. 2119) : motions d'irrecevabilité présentées par M. Etienne Dailly au nom de la commission spéciale - Sociétés d'économie mixte - Droits des actionnaires privés dans les sociétés appartenant au secteur public - (p. 2120) : organisation par l'Etat des conseils d'administration des sociétés du secteur public - Droits des salariés - Droit de vote des actionnaires - Rejet du texte souhaité par le Sénat - Groupe socialiste opposé aux trois motions d'irrecevabilité - Demande de scrutin public - **Art. 4** (p. 2122) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à la motion n° 2 de M. Jean Chérioux, rapporteur, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité à certaines dispositions de cet article - **Art. 5** (p. 2123) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à la motion n° 3 de M. Jean Chérioux, rapporteur, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité à certaines dispositions de cet article.

– **Projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public** [n° **29 (83-84)**] - (17 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2971) : modification de la loi du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public, conformément à la décision du Conseil constitutionnel - Composition du conseil d'administration ou de surveillance - Groupe socialiste favorable à la suppression de l'article 3 relatif à la représentation minimale des cadres - Représentation des actionnaires.

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier** [n° **9 (83-84)**] - (17 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2984) : réforme d'ensemble du système de santé : études médicales ; suppression du secteur privé à l'hôpital ; statut des praticiens ; planification sanitaire ; alternatives à l'hospitalisation ; statut de la fonction publique hospitalière - Continuité avec les gouvernements précédents : départementalisation prévue depuis 1976 - Partage des responsabilités au sein de l'hôpital - Définition et fonctionnement des départements - Exemples de départementalisation à l'étranger et dans de nombreux centres hospitaliers de province - Maintien des unités fonctionnelles - Création des départements requérant l'adhésion du corps médical - (p. 2985) : responsabilités des médecins hospitaliers au niveau : de l'activité médicale, de la gestion, du contrôle de l'activité des soins, de l'élaboration du budget - Responsabilités du directeur, du conseil d'administration, du personnel médical et paramédical - Meilleure circulation de l'information - Coordination des activités liées à la vie hospitalière - Election du chef du département - Plan de départementalisation - Procédure budgétaire - Mode de financement de l'hôpital - (p. 2989) : dotation globale se substituant au prix de journée - Evaluation du coût des traitements et du rendement - Rapport d'évaluation des soins établi par la commission médicale consultative - Renforcement des relations entre le médecin et le patient - Humanisation des hôpitaux.

– **Projet de loi relatif à la prévention et au réglement amiable des difficultés des entreprises** [n° **50 (83-84)**] - **Suite de la discussion** - (17 novembre 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3017) : projet constituant une avancée significative pour les entreprises en difficulté - Projet dénaturé par le Sénat - Abstention du groupe socialiste.

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier** [n° **9 (83-84)**] - **Suite de la discussion** - (18 novembre 1983) - **Avant l'art. 5** (p. 3032) : conception du département dans le texte du projet de loi ne pouvant être une conception de rupture dans les structures de l'hôpital - **Art. 5** (p. 3034) : soutient les amendements de M. André Méric n° 50 (création de départements d'information médicale), n° 51 (organisation du département en unités fonctionnelles) et n° 52 (participation des sages-femmes à l'élection du chef de département) - **Art. 7** (p. 3039) : sur l'amendement n° 16 de M. Jean Chérioux, rapporteur (procédure d'approbation du buoget) soutient le sous-amendement n° 53 de M. André Méric (suppression du premier alinéa relatif au taux d'évolution des dépenses hospitalières arrêté par les ministres intéressés au plus tard le 1er octobre de l'année précédant l'exercice) - **Art. 8** (p. 3042) : soutient l'amendement n° 54 de M. André Méric (administration des soins dans le respect de l'indépendance professionnelle du praticien vis-à-vis du malade) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3064) : opposition de deux thèses sur : la départementalisation, les mécanismes de financement, les pouvoirs du directeur - Absence de remise en cause de l'indépendance professionnelle des praticiens - Vote du groupe socialiste contre le texte tel qu'il ressort des débats du Sénat.

– **Conclusions du rapport de M. Pierre Salvi,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de résolution** [n° **23 (83-84)**] de MM. Charles Pasqua et Jacques Larché, **tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de fonctionnement et d'intervention des différents services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme** [n° **59 (83-84)**] - (18 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 3065, 3066) : problème du choix entre une commission d'enquête ou une commission de contrôle évoqué par M. Pierre Salvi, rapporteur - Interrogation sur l'utilité de la commission créée - Rappelle le rapport de M. Tomasini déposé à la suite de la création d'une commission de contrôle en vertu d'une résolution identique adoptée par le Sénat le 6 mai 1982 - Rapport de la commission de contrôle présentée par M. René Tomasini annexé à la séance du 8 novembre 1982 - Risque d'une augmentation de l'insécurité par effet de répétition - Protestation du groupe socialiste contre cette manoeuvre inutile et opposition au vote du texte de cette résolution.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale - (26 novembre 1983) - (p. 3365, 3366) : problèmes du financement - Taux d'inflation - Référence au budget de 1981 - Age de la retraite - Elections aux conseils d'administration - Livre blanc - 9e Plan - Equilibre des comptes sociaux - Taux de progression des dépenses hospitalières - Réforme du mode de financement - (p. 3367) : chômage - Compétitivité des entreprises - Rôle de régulation de l'activité économique des dépenses de prestations sociales - Stabilisation du taux des prélèvements obligatoires dans le produit intérieur brut (PIB) - Justice sociale - Répartition des charges - Prestations de solidarité et voie de la fiscalisation - Quotient familial - TVA - Information du Parlement - Vote du budget.

Affaires sociales et solidarité nationale - III - Travail, emploi - I - Section commune - (26 novembre 1983) - (p. 3391) : évolution du chômage dans les pays de la Communauté européenne - Durée moyenne du chômage - Chômage de longue durée et chômage des jeunes -

(p. 3392) : contrats emploi formation - Formation et « temps choisi » - Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) - Contrats de solidarité préretraite démission - ANPE - Insertion sociale et emploi des personnes handicapées - Ateliers protégés (AP) - Aide de l'Etat - Aides financières aux employeurs - Situation de l'UNEDIC.

– **Projet de loi instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique** [n° 74 (83-84)] - (14 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4178) : développement de l'emploi et aménagement du temps de travail - Congé pour création d'entreprise devant provoquer l'embauche définitive de salariés de remplacement, et ouvrant droit à suspension du contrat de travail - Equilibre des garanties accordées aux entreprises et aux salariés - Congé sabbatique ne rompant pas le contrat de travail - Réforme devant définir un cadre juridique - (p. 4179) : création d'un meilleur équilibre entre travail et loisirs - Texte ouvrant aux femmes et aux hommes un droit nouveau, celui de disposer un peu plus du temps de leur vie - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4187) : au nom du groupe socialiste, se déclare défavorable à l'adoption du texte de ce projet dénaturé par le Sénat.

– **Projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public** - *Deuxième lecture* [n° 94 (83-84)] - (16 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4294) : représentation des salariés dans les conseils d'administration ; représentation des cadres - (p. 4295) : représentants des actionnaires privés au conseil d'administration.

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier** - *Deuxième lecture* [n° 96 (83-84)] - (16 décembre 1983) - **Discussion générale** - (p. 4332) : accord sur le rôle et le pouvoir hiérarchique du directeur du conseil d'administration - Indépendance professionnelle des praticiens - Rôle des cadres infirmiers et des sages-femmes - Tutelle - Commission médicale consultative - Comité technique paritaire ; rapport d'évaluation des soins ; secret médical - Désaccord sur la départementalisation - Délai de cinq ans - **Art. 5** (p. 4337) ; ses amendements n° 17 : rôle au sein du département du personnel infirmier, des auxiliaires médicaux ou des sages-femmes ; et 20 : consultation du chef de département sur le programme de l'établissement ; devenus sans objet - **Art. 10** (p. 4341) : son amendement n° 21 : préservation du secret médical lors de la transmission du rapport sur l'évaluation des soins au comité technique paritaire ; devenu sans objet - **Explication de vote sur l'ensemble** - (p. 4342) : abstention du groupe socialiste en raison des divergences sur la départementalisation.

– **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures relatives au revenu de remplacement des travailleurs involontairement privés d'emploi et à la garantie des créances des salariés** [n° 128 (83-84)] - (19 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4387) : convention du 31 décembre 1958 - Loi Boulin du 16 février 1979 - Paritarisme tempéré par l'intervention de l'Etat et création de nouvelles prestations adaptées à chaque situation de chômage - Difficultés croissantes du régime de l'UNEDIC et augmentation du chômage ; chômage de longue durée et préretraite - Déficits répétés et ressources exceptionnelles - Réforme en profondeur du système - Négociations en cours entre les partenaires sociaux - (p. 4388) : nombre de chômeurs indemnisés par l'UNEDIC - Action du Gouvernement et recours à la procédure des ordonnances par crainte d'un vide juridique après le 31 décembre 1983 - Définition du champ de l'habilitation - Mesures transitoires - Assurance des salariés contre le risque de non paiement des salaires en cas de règlement judiciaire ou de liquidation de biens - Association pour la gestion des régimes d'assurance des créances des salariés (AGAS) - Date limite du projet de loi de ratification - Propose l'adoption de ce projet de loi ainsi modifié - **Art. 2** (p. 4389) : son amendement n° 1 : recul de la date limite du dépôt devant le Parlement du projet de loi portant ratification des ordonnances ; retiré.

– **Projet de loi relatif à l'assiette de certaines cotisations de sécurité sociale** [n° 98 (83-84)] - (20 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4444) : prudence du projet - Nécessité d'une réforme globale du financement de la sécurité sociale - Position favorable du groupe socialiste.

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 126 (83-84)] - (20 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4450) : diversité des mesures proposées par ce projet - Intervention limitée à l'analyse de la situation sociale et professionnelle des médecins : convention nationale des médecins de 1980 annulée par le Conseil d'Etat ; respect des tarifs conventionnels ou honoraires libres ; nécessité de la validation de cette convention ; précédent de 1975 - Modification du code de la sécurité sociale - Cotisation sociale des médecins - (p. 4451) : vote favorable du groupe socialiste sur ce projet.

BONNEFOUS (Edouard), sénateur des Yvelines (GD).

NOMINATIONS

- Président de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu président.

– Est nommé membre du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire (article D. 237 du code de procédure pénale) (13 décembre 1983) (p. 4161).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières (19 avril 1983) (p. 361).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (25 mai 1983) (p. 1082).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'exposition universelle de 1989 (27 mai 1983) (p. 1202).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réglement définitif du budget de 1981 (23 juin 1983) (p. 1936).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle (23 juin 1983) (p. 1954).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'activité et au contrôles des établissements de crédit (9 décembre 1983) (p. 4026).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1984 (12 décembre 1983) (p. 4084).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1983 (19 décembre 1983) (p. 4370).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et au transfert de compétences entre l'Etat et les collectivités locales (20 décembre 1983) (p. 4429).

DÉPÔTS

Rapport d'information fait, avec plusieurs de ses collègues, au nom de la commission des finances, sur le contrôle des **entreprises publiques** : sociétés industrielles nationalisées par la loi n° 82-155 du 11 février 1982 [n° **179 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983).

Proposition de loi organique tendant à assurer une meilleure information des citoyens lors de la campagne pour l'élection du Président de la République [n° **300 (82-83)**] (5 mai 1983) - **Elections et référendums.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **333** (JO Débats 6 avril 1983) (p. 53) à Mme le secrétaire d'Etat à l'environnement : **déchets** (transfert et stockage en France de déchets dangereux) - Réponse de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat à l'environnement (8 avril 1983) (p. 157).

n° **360** (JO Débats 22 avril 1983) (p. 451) à M. le Premier ministre : **déchets** (lieu de stockage des déchets de dioxine de Seveso).

n° **385** (JO Débats 25 mai 1983) (p. 1072) à Mme le secrétaire d'Etat à l'environnement : **déchets** (conclusions de l'affaire des fûts de dioxine) - Réponse de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat à l'environnement (27 mai 1983) (p. 1210 et suiv.).

n° **398** (JO Débats 7 juin 1983) (p. 1400) à M. le Premier ministre : **police (personnel de)** (actes criminels commis contre la police).

n° **449** (JO Débats 29 décembre 1983) (p. 1733) à M. le ministre des transports : **sécurité routière** (règlementation des « dos d'ânes artificiels » ralentisseurs de vitesse).

Questions orales avec débat :

n° **17** (2 avril 1983) (p. 4) à M. le Premier ministre : **déchets** (transfert et stockage en France de matières dangereuses) - Retirée le 5 avril 1983 (p. 25).

n° **37** (19 avril 1983) (p. 361) à M. le Premier ministre : **déchets** (déchets de dioxine de Seveso) - Retirée le 21 avril 1983 (p. 425).

INTERVENTIONS

– Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance [n° **480 (81-82)**] - (13 avril 1983) - Président de la commission des finances - **Art. 1** (p. 215) : réunion d'urgence de la commission des finances - **Art. 9** (p. 229) : nécessaire accélération des débats.

Suite de la discussion - (14 avril 1983) - Président de la commission des finances - **Art. 13** (p. 253) : organisation des débats en séance publique et réunion de la commission des finances.

– Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières [n° **228 (82-83)**] - (19 avril 1983) - Président de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 357) : interrogation sur le rythme de réalisation des grands projets : opéra de la Bastille, parc de la Villette, institut du monde arabe, musée d'Orsay, exposition universelle de 1989, TGV Atlantique - Etudes relatives aux effets de l'immigration sur le développement économique et social, réalisées par M. Anicet Le Pors, alors sénateur - Importance des sorties de devises.

– Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles [n° **190 (82-83)**] - (18 mai 1983) - **Art. 4 :** *Art. 406 du code rural* (p. 911) : sur l'amendement n° 18 du M. Michel Chauty, rapporteur (sanction en cas de pollution volontaire ou par négligence des cours d'eau), son sous-amendement n° 148, soutenu par M. Jacques Pelletier : sanction en cas de pollution des cours d'eau ; adopté.

– Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat, sur la politique étrangère [n° **368 (82-83)**] - (2 juin 1983) - Président de la commission des finances - (p. 1329, 1330) : référence faite par M. *Raymond Bourgine* au plan Marshall : aide de la France aux pays du tiers monde et nécessité de conditions de contrôle.

– Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **370 (82-83)**] - (16 juin 1983) - Président de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 1717) : travaux de la commission - Importance des études et des consultations préalables au débat public.

– Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle [n° **400 (82-83)**] - (23 juin 1983) - Président de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 1949) : risque d'accroissement du nombre de mises en faillite afin de bénéficier après coup des avantages accordés aux entreprises nouvelles.

– Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes - (29 juin 1983) - Président de la commission des finances (p. 2090, 2091) : importance des travaux de la Cour des comptes - Rapport sur les entreprises publiques, les filiales et sous-filiales de ces entreprises - Exécution des autorisations budgétaires votées par le Parlement - Loi du 10 juillet 1982 et contrôle des entreprises publiques - Abus du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et de quelques universités - Indemnisation du chômage et existence de fraudes - Cas de détournement de procédure - Nombre de magistrats de la Cour - Soutien de la commission des finances.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° **61 (83-84)**].

Discussion générale - (21 novembre 1983) - Président de la commission des finances - (p. 3099) : création d'une commission des économies.

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - Président de la commission des finances - **Avant l'art. 2** (p. 3125) : son amendement n° 1 : limitation du montant cumulé d'imposition dont est redevable un contribuable au titre d'une même année, à 80 % de son revenu net imposable ; retiré - Pression fiscale et cumul d'impôts - Impôt sur les grandes fortunes (IGF) - Impôts locaux - Expériences étrangères - (p. 3126) : augmentation des prélèvements obligatoires et notamment des cotisations sociales - Part des dépenses publiques soumise au contrôle du Parlement - Budget social de la nation.

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - Président de la commission des finances - **Art. 18** (p. 3184) : son amendement n° 75 : taux applicable aux monuments classés ou inscrits à l'inventaire supplémentaire et aux immeubles agréés pour le calcul des droits de mutation ; adopté - Conventions passées fin 1982 entre les propriétaires de monuments historiques, l'Etat et les collectivités territoriales

- (p. 3185) : associations représentatives du patrimoine architectural proposant un protocole d'accord envisageant l'exonération totale des droits de succession - Souhaite que le Gouvernement fasse connaître ses intentions concernant les projets de convention entre les propriétaires de monuments historiques et l'Etat - (p. 3185) : réfute l'argument selon lequel les collectivités départementales peuvent dégager les sommes nécessaires pour acheter, en cas de vente, des châteaux historiques ouverts au public - (p. 3186) : souhaite une distinction entre les châteaux ouverts au public et ceux qui ne le sont pas - Demande un sort particulier pour les châteaux ouverts au public - Refus de la France de réaliser ce qu'un gouvernement travailliste anglais a fait pour le patrimoine de la Grande-Bretagne.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - II - Secrétariat général de la défense nationale - (24 novembre 1983) - Président de la commission des finances - (p. 3253) : effort constant pour alerter l'opinion en faveur de la protection des populations civiles - (p. 3254) : protection contre la contamination des produits alimentaires en cas d'attaque nucléaire - Inquiétude quant à notre capacité de défense par les sous-marins nucléaires - Appareils de détection mis au point aux Etats-Unis - Question au Gouvernement sur la tactique envisagée : initiative d'une attaque nucléaire ou simple riposte.

Journaux officiels - (24 novembre 1983) - Président de la commission des finances (p. 3257, 3258) : amélioration souhaitée de la présentation typographique des Journaux officiels - Meilleure diffusion du Journal officiel « Débats parlementaires » dans les collectivités locales.

Postes et télécommunications - (24 novembre 1983) - Président de la commission des Finances (p. 3263) : déséquilibre entre le service postal et les télécommunications - Répartition des emplois - (p. 3264) : budget des PTT en nette progression - Moyens en personnel insuffisants.

Commerce extérieur et tourisme - (28 novembre 1983) - Président de la commission des finances - (p. 3429) : décision de la commission des finances de proposer l'adoption des crédits du commerce extérieur - (p. 3430) : orientations du commerce extérieur de la France : ventes d'armes - Exportations agro-alimentaires - Répartition géographique des échanges extérieurs - Politique des grands contrats d'exportation et conséquences financières désastreuses - Commerce avec les pays en voie de développement : Brésil, Mexique, Roumanie, Pologne - Voyage du ministre en URSS ; contrat de fourniture de gaz - Aide à l'exportation : rôle des petites et moyennes entreprises (PME) et soutien nécessaire - Politique de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) : contrats avec l'Iran ou l'Irak et charge pour le contribuable - Insolvabilité de certains pays débiteurs - Détournement du rôle de la fiscalité.

Environnement et qualité de la vie - (29 novembre 1983) - Président de la commission des finances (p. 3488, 3489) : difficulté d'apprécier l'effort financier réel de l'Etat en matière d'environnement, en raison de la dispersion des sources de financement - Nombreuses préoccupations - Rappelle l'affaire des fûts de dioxine - Interrogation sur la conclusion de cette affaire - Attachement au problème des espaces verts et désapprobation devant le désengagement financier de l'Etat s'accompagnant d'un désengagement juridique puisque le développement des espaces verts sera dorénavant du ressort des collectivités territoriales - Initiatives positives en matière de pollution atmosphérique - Importance des nuisances industrielles - Problème de la pollution par les automobiles et interrogation sur la possibilité pour les constructeurs de remédier à cette dernière - Engagement par le Premier ministre d'une véritable politique de protection anti-atomique des populations - Problème de la contamination des denrées alimentaires en cas de conflit.

Défense et service des essences - (2 décembre 1983) - Président de la commission des finances - (p. 3647) : objectivité des travaux de la commission des finances.

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - Président de la commission des finances - (p. 3834) : multiplication des crimes et délits - Sanctions ; défaillance de la justice et de l'appareil pénitentiaire - Effectifs de la police - Malaise des policiers - (p. 3835) : statistiques sur les meurtres de policiers commis par des récidivistes - Dépôt d'une proposition de loi afin de renforcer la répression des crimes commis contre les agents de la force publique - Défaut de peine de substitution à la peine de mort - Exemple de remise en liberté d'individus dangereux - Code de procédure pénale - Proposition de la commission des finances de voter les crédits de la police.

BONNET (Christian), sénateur du Morbihan (UREI).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des lois (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (13 décembre 1983) (p. 4127).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (14 décembre 1983) (p. 4243).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (15 décembre 1983) (p. 4275).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur [n° 384 (82-83)] - Suite de la discussion** - (8 novembre 1983) - **Art. 24** (p. 2744) : se déclare favorable à l'amendement n° 66 de M. Jacques Pelletier (administration de l'université assurée par les décisions du président de l'université, les délibérations du conseil d'administration et les propositions et avis du conseil scientifique).

– **Projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales [n° 95 (83-84)]** - (19 décembre 1983) - **Art. 9** (p. 4401) : son amendement n° 15 : part minimale réservée aux communes thermales ; adopté.

Suite de la discussion - (20 décembre 1983) - **Art. 14** (p. 4417) : son amendement n° 3 : dotation globale d'équipement des départements : cas des départements métropolitains assurant la charge financière de la liaison maritime entre les îles comprises dans leur territoire et leur partie continentale ; adopté - Continuité territoriale - Charente-Maritime, Vendée, Morbihan, Finistère - (p. 4418) : analogie avec les zones de montagne.

BONY (Marcel), sénateur du Puy-de-Dôme (S).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques (5 octobre 1983) (p. 2267).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **447** (JO Débats 17 décembre 1983) (p. 4344) à M. le Ministre de l'industrie et de la recherche : **électricité de France (EDF)** (durée des contrats d'abonnement dans les cas d'utilisation saisonnière des services d'EDF).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61** (**83-84**)].

Deuxième partie :

Environnement et qualité de la vie - (29 novembre 1983) - (p. 3488) : parcs naturels régionaux, instruments d'une revitalisation économique des espaces fragiles - Agrément accordé à deux nouveaux parcs - Nécessité de recourir au Fonds d'investissement pour la qualité de la vie (FIQV) - Convergence des efforts nationaux et régionaux indispensables au maintien de la vie dans les zones rurales défavorisées.

BOSSON (Charles), sénateur de la Haute-Savoie (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **239** (**82-83**)] adopté par l'Assemblée nationale autorisant l'approbation d'une convention entre la République française et la République arabe d'Egypte sur la coopération judiciaire en matière civile, y compris le statut personnel, et en matière sociale, commerciale et administrative (ensemble deux annexes et un protocole annexe) [n° **295** (**82-83**)] (5 mai 1983) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53** (**82-83**)] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269** (**82-83**)] - **Suite de la discussion** - (5 mai 1983) - **Art. 12** (p. 638) : sur l'amendement n° 18 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (substitution de la notion de compétence à celle de responsabilité en matière de transports scolaires ; rétablissement de la notion de plan départemental des transports scolaires), son sous-amendement n° 144, déposé avec M. Jean Francou et soutenu par M. Pierre Lacour : élèves de l'enseignement public et de l'enseignement privé bénéficiant des mêmes droits en matière de transports scolaires ; adopté.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre la République française et la République arabe d'Egypte sur la coopération judiciaire en matière civile, y compris le statut personnel, et en matière sociale, commerciale et administrative (ensemble deux annexes et un protocole annexe)** [n° **239** (**82-83**)] - (17 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 834) : relations politiques franco-égyptiennes - Participation de la France à la force multinationale dans le Sinaï et au Liban - Importance des relations économiques et commerciales - Faiblesse des relations culturelles - (p. 835) : importance du contingent scolaire francophone en Egypte - Reconnaissance bilatérale des décisions judiciaires - Protection des enfants (droit de garde, droit de visite, recouvrement des pensions alimentaires) - Libre accès à la justice et bénéfice de l'assistance judiciaire pour les ressortissants des deux Etats - Exécution gratuite des commissions rogatoires - Sécurité des transactions juridiques entre la France et l'Egypte - Renforcement de la protection du statut personnel - Faible portée de cette convention.

BOUCHARDEAU (Huguette), *secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie* (nommée le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 25 mars 1983, p. 907].

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **333** de M. Edouard Bonnefous : **déchets** (transfert et stockage en France de déchets dangereux) (8 avril 1983) (p. 157).

n° **356** de M. Stéphane Bonduel : **automobiles** (fonctionnement du fonds de garantie automobile) (29 avril 1983) (p. 532, 533).

n° **364** de M. Charles Lederman : **déchets** (stockage des déchets dangereux) (29 avril 1983) (p. 533 et suivantes).

n° **372** de M. Christian Poncelet : **textiles** (industrie textile : nombre de contrats emploi-investissement) (27 mai 1983) (p. 1209, 1210).

n° **385** de M. Edouard Bonnefous : **déchets** (conclusions de l'affaire des fûts de dioxine) (27 mai 1983) (p. 1210 et suivantes).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques** [n° **264** (**82-83**)] - (17 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 838) : accès des citoyens aux documents administratifs - Décentralisation renforçant les droits et libertés des collectivités locales - Initiative du présent texte due à M. Michel Crépeau - (p. 839) : réforme des enquêtes publiques visant à assurer et à renforcer la protection de l'environnement - Nouvelles catégories de décisions administratives nécessitant une enquête publique : ouverture de carrières, plans d'occupation des sols (POS), centrales de production d'énergie - Cas des travaux effectués sur le territoire d'une collectivité locale ou de l'Etat - Inadaptation de certaines enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique - Liste des opérations soumises à enquête - Rôle et statut du commissaire enquêteur - Suites données à l'enquête - Respect des règles de la décentralisation et de la déconcentration - Suppression des régimes d'autorisation tacite - (p. 840) : rémunération des commissaires enquêteurs - Réforme favorisant le développement de la démocratie - (p. 844) : risque d'un retard de notre équipement productif incombant à la volonté de défendre notre patrimoine commun - Exemple du dragage en rivière - Implantation des décharges publiques - Equilibre nécessaire entre intérêt économique et défense de l'environnement - Définition de la notion de sensibilité du milieu - Nécessité d'un dialogue avec les citoyens et de l'acceptation des équipements proposés - Durée de l'enquête publique - Rôle des associations - (p. 845) : délivrance des titres miniers évoquée par M. *Maurice Janetti* - Autorités responsables de l'ouverture de l'enquête évoquées par M. *Jacques Eberhard* - Refus de tout corporatisme dans la défense de l'environnement - Souci de défendre les intérêts des plus

défavorisés - **Art. 1** (p. 846) : définition du terme « travaux » demandée par MM. Etienne Dailly et Jacques Mossion, rapporteur - Favorable aux amendements adoptés par l'Assemblée nationale - (p. 847) : s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Jacques Mossion, rapporteur (travaux non soumis aux enquêtes publiques) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de M. Jacques Mossion, rapporteur (enquêtes publiques nécessaires pour des opérations susceptibles de porter une atteinte importante à l'environnement) - (p. 848) : son amendement n° 24 : liste des opérations soumises à enquête ; seuils et critères techniques permettant de définir ces opérations ; adopté - Satisfaction donnée à M. Etienne Dailly : substitution de la prise en compte des sites à celle de la sensibilité des milieux - Sur l'amendement n° 3 de M. Jacques Mossion, rapporteur (maintien des règles précédemment en vigueur), son sous-amendement n° 25 : documents d'urbanisme ; adopté - (p. 849) : sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 19 de M. Maurice Janetti (suppression des spécificités des procédures existantes en ce qui concerne les opérations soumises à enquête préalable à la déclaration d'utilité publique) - (p. 850) : accepte l'amendement n° 4 de M. Jacques Mossion, rapporteur (non application de la loi aux travaux préparatoires) et, sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 33 de M. Etienne Dailly (non application de la loi aux travaux préparatoires à condition que ceux-ci ne constituent pas eux-mêmes des ouvrages et qu'ils ne portent pas une atteinte importante et irréversible à l'environnement) - (p. 851) : accepte l'amendement n° 34 de M. Jacques Mossion, rapporteur (prise en compte du caractère des zones concernées se substituant à la sensibilité du milieu) - **Art. 2 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 5 de M. Jacques Mossion, rapporteur - S'oppose à l'amendement n° 17 de M. Jacques Eberhard (consultation de la collectivité territoriale pour la désignation des commissaires enquêteurs) - (p. 852) : sur l'amendement n° 6 de M. Jacques Mossion, rapporteur, qu'elle accepte (incompatibilités concernant les commissaires enquêteurs), son sous-amendement n° 27 : extension des incompatibilités concernant les commissaires enquêteurs ; rejeté - S'oppose à l'amendement de coordination n° 7 de M. Jacques Mossion, rapporteur - Son amendement n° 26 : obligation de respect du secret en matière militaire et industrielle ; adopté - **Art. 3** (p. 853) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 8 de M. Jacques Mossion, rapporteur (durée maximale de l'enquête fixée par décret en Conseil d'Etat) - **Art. 4 :** son amendement n° 29 : visite des lieux après information préalable des propriétaires et des occupants ; adopté - (p. 854) : son amendement n° 28 : communication des documents au public par les soins du maître d'ouvrage ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 9 de M. Jacques Mossion, rapporteur (communication des documents au public par les seuls soins du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête) - Son amendement n° 30 : audition par le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête des personnes ou représentants d'associations intéressés qui en font la demande ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 10 de M. Jacques Mossion, rapporteur (suppression de l'alinéa relatif à l'audition des représentants des associations déclarées) - Accepte l'amendement n° 11 de M. Jacques Mossion, rapporteur (publication des réponses du maître d'ouvrage aux demandes de communication de documents qui lui ont été adressées) - **Art. 5** (p. 855) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Jacques Mossion, rapporteur (maintien de la procédure d'accord tacite en cas de non réponse de l'administration dans un délai de six mois, à une demande d'autorisation préalable ; ouverture de carrières) - **Art. 6 :** s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Paul Séramy, soutenu par M. Paul Pillet (appréciation laissée aux juridictions administratives en matière de sursis à exécution) - **Art. 8** (p. 856) : s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Jacques Mossion, rapporteur (prise en charge par l'Etat de l'indemnisation des commissaires enquêteurs) - **Art. 9 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 14 de M. Jacques Mossion, rapporteur - **Intitulé :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 15 de M. Jacques Mossion, rapporteur (« Projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement »).

– **Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles** [n° **190 (82-83)**] - (18 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 900) : importance du nombre des pêcheurs - Pêche : sport populaire - Originalité du monde de la pêche : structure associative - Nécessité d'assurer une protection du patrimoine piscicole et du milieu aquatique - Problèmes de l'eau - Plans de gestion départementaux proposés par les fédérations départementales - Fondement du droit de pêche et avis du Conseil d'Etat du 28 Pluviôse an XIII - Obligation de protection du milieu naturel pour tous - Distinction entre pêche de loisir et pêche professionnelle - Précédent projet de loi rapporté par M. *Michel Chauty* et adopté en première lecture en 1980 par le Sénat - Ouverture de la pêche à tous ; renforcement de l'esprit associatif ; absence de privatisation de la nature ; gestion d'un patrimoine : enjeux de ce projet - (p. 904) : entretien des cours d'eau relevant de la police des eaux, dépendant des directions départementales de l'agriculture et de l'équipement, en réponse à M. *Roland Grimaldi* - Importance de l'activité économique de la pêche en France, en réponse à M. *Marcel Daunay* - (p. 905) : coût pour la balance commerciale des importations de poisson - Absence d'atteinte au droit de propriété - Texte rappelant les devoirs et les droits de chacun - Accord de la part des agriculteurs - Indemnisation des dommages en cas de destruction par les pêcheurs - Pêcheurs, gestionnaires de la nature et du fonds piscicole - **Avant l'art. 1** (p. 906) : s'oppose à l'amendement n° 104 de MM. Marcel Daunay et Jean Colin (application de la loi dans le cadre des plans d'utilisation de l'eau et d'aménagement des cours d'eau dans chaque département, par les conseils généraux) - **Art. 2 :** *Art. 401 du code rural* : accepte l'amendement n° 12 de M. Michel Chauty, rapporteur (respect par la pêche des impératifs de gestion des ressources piscicoles) et, sur cet amendement, le sous-amendement n° 142 de M. Gérard Ehlers (caractère social et économique de la pêche) - **Art. 3 :** (p. 907) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour la demande de réserve de cet article jusqu'après le vote de l'article 4, de M. Michel Chauty, rapporteur - **Après l'art. 3 :** son amendement n° 97 : modification des articles 106 du code rural et 25 du code du domaine public fluvial, afin de sanctionner les prises d'eau illégales sur tous les cours d'eau ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 150 de M. Paul Pillet (insertion de cet amendement après l'article 3) - **Art. 4 :** demande la réserve de l'amendement de coordination n° 15 de M. Michel Chauty, rapporteur, jusqu'après le vote sur l'amendement n° 31 - *Art. 402* (p. 908) : s'oppose à la demande de réserve de l'article 402 du code rural, de M. Michel Chauty, rapporteur - (p. 909) : s'oppose aux amendements identiques n° 1 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Philippe de Bourgoing, et n° 78 de M. Charles-Edmond Lenglet (cas des étangs clos de façon permanente, s'écoulant de façon occasionnelle) - Accepte l'amendement n° 16 de M. Michel Chauty, rapporteur (définition des eaux libres) - *Art. 403* (p. 910) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Michel Chauty, rapporteur (définition des eaux closes) - *Art. 404* (p. 911) : s'oppose à l'amendement n° 106 de MM. Jacques Mossion et Maurice Prévoteau (application des dispositions du présent titre, sous réserve des articles 430 et 431 du code rural) - *Art. 406* (p. 912) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Michel Chauty, rapporteur (sanction en cas de pollution volontaire ou par négligence des cours d'eau), et, sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 148 de M. Edouard Bonnefous, soutenu par M. Jacques Pelletier (sanction en cas de pollution des cours d'eau) - Sur l'amendement n° 19 de M. Michel Chauty, rapporteur (avis obligatoire de l'inspecteur des installations classées, du chef de service chargé de la police des eaux, et du directeur départemental de l'action sanitaire et sociale),

son sous-amendement rédactionnel n° 151 ; adopté - *Art. 407* (p. 913) : accepte l'amendement n° 132 de M. Gérard Ehlers (soumission à autorisation, des travaux, lorsqu'ils sont de nature à détruire, notamment les frayères, les zones d'alimentation et réserves de nourriture du poisson) - (p. 914) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Michel Chauty, rapporteur (autorisation préalable pour effectuer les travaux de nature à détruire les frayères), et, sur cet amendement, au sous-amendement n° 108 de M. Marcel Daunay, soutenu par M. Jean Colin (absence d'autorisation préalable pour les travaux courants de curage obligatoires) - *Art. 408 :* accepte l'amendement de suppression pour coordination n° 21 de M. Michel Chauty, rapporteur - *Art. 409* (p. 915) : accepte l'amendement rédactionnel n° 22 de M. Michel Chauty, rapporteur - *Art. 410* (p. 916) : accepte l'amendement n° 23 de M. Michel Chauty, rapporteur (débit minimum imposé aux exploitants d'ouvrages construits dans le lit des cours d'eau) et, sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 99 de M. Roland Grimaldi (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de cet article aux ouvrages existants, cinq années après la date d'application de la loi) - S'oppose à l'amendement n° 79 de MM Charles Edmond Lenglet et Max Lejeune (fixation du débit minimum par les administrations locales) - *Art. 411 :* accepte l'amendement n° 24 de M. Michel Chauty, rapporteur (fonctionnement et entretien des échelles et des passes à poissons assurés par l'exploitant de l'ouvrage) - (p. 917) : sur l'amendement n° 25 de M. Michel Chauty, rapporteur (fixation par décret en Conseil d'Etat de la liste des espèces migratrices), accepte le sous-amendement n° 153 de M. Roland du Luart (fixation par le ministre chargé de l'environnement, après avis du Conseil supérieur de la pêche, de la liste des espèces migratrices) - S'oppose à l'amendement n° 26 de M. Michel Chauty, rapporteur (définition des modalités d'application particulière des nouvelles dispositions pour les ouvrages existants au moment de la publication du texte en discussion) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 27 de M. Michel Chauty, rapporteur (délai de sept ans pour la mise en conformité des ouvrages existants) et, sur cet amendement, son sous-amendement n° 154 : délai de trois ans pour la mise en conformité des ouvrages existants ; rejeté - *Art. 413* (p. 918) : s'oppose aux amendements de M. Michel Chauty, rapporteur, n° 28 (autorisation nécessaire pour l'importation de poissons vivants non représentés dans les cours d'eau français) et n° 29 (autorisation de réempoissonnement ou d'alevinage avec des produits issus d'établissements d'aquaculture agréés) - (p. 919) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Michel Chauty, rapporteur (extension du champ d'application de cet article aux eaux closes) - *Avant l'art. 415 :* sur l'amendement n° 31 de M. Michel Chauty, rapporteur (dispense de la taxe piscicole pour les conjoints des personnes qui acquittent la taxe), son sous-amendement n° 98 : versement en sus de sa cotisation statutaire, par toute personne qui se livre à l'exercice de la pêche, d'une taxe annuelle dont le produit est affecté aux dépenses de surveillance et de mise en valeur du domaine piscicole national ; adopté - (p. 920) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 31 de M. Michel Chauty, rapporteur, et sur cet amendement, son sous-amendement n° 155 : suppression de la dispense du paiement de la taxe piscicole, pour les conjoints des personnes qui acquittent cette taxe ; retiré - Accepte l'amendement de coordination n° 15, précédemment réservé de M. Michel Chauty, rapporteur.

Suite de la discussion - (26 mai 1983) - **Art. 4** (*suite*) : *Art. 415 du code rural* (p. 1118) : accepte l'amendement n° 32 de M. Michel Chauty, rapporteur (compétences des associations agréées de pêche et de pisciculture et des associations agréées de pêcheurs amateurs) - Accepte l'amendement n° 33 de M. Michel Chauty, rapporteur (suppression du caractère obligatoirement départemental de l'association agréée de pêcheurs amateurs) - (p. 1119) : demande le retrait de l'amendement n° 143 de M. Gérard Ehlers (affiliation à la fédération nationale des adjudicataires et permissionnaires de pêche) -(p. 1120) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Michel Chauty, rapporteur (compétences des fédérations départementales des associations agréées de pêche) - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 129 de M. Jacques Pelletier, soutenu par M. Georges Mouly (action d'éducation des fédérations départementales des associations agréées de pêche) et s'oppose au sous-amendement n° 134 de M. Gérard Ehlers (suppression de la référence aux orientations piscicoles de bassins) - (p. 1121) : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Michel Chauty, rapporteur (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions de fonctionnement des fédérations), modifié par l'adoption du 1° du sous-amendement n° 83 de M. Roland du Luart (fixation par décret en Conseil d'Etat de la représentation : 1° des propriétaires riverains ; 2° des associations ayant pour objet la protection de la nature) - *Art. 416* (p. 1122) : accepte l'amendement n° 36 de M. Michel Chauty, rapporteur (compétences des associations de pêcheurs professionnels), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 91 : suppression du caractère d'établissement d'utilité publique ; retiré après rectification de l'amendement n° 36 - (p. 1123) : demande le retrait des amendements de M. Gérard Ehlers n° 135 (pêcheurs pluri-actifs porteurs de licences) et n° 136 et n° 137 de coordination - *Art. 417 :* accepte l'amendement n° 111 de M. Pierre Lacour (mise à disposition des agents du Conseil supérieur de la pêche), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 157 : remplacement des mots « mis à la disposition » par les mots « placés après » ; devenu sans objet - *Après l'art. 417* (p. 1124) : s'oppose à l'amendement n° 112 de MM. Marcel Daunay et Jean Colin (redevances à l'agence financière de bassin) - *Art. 418* (p. 1125) : accepte les amendements rédactionnel n° 37 et de coordination n° 38 de M. Michel Chauty, rapporteur - *Art. 421 :* s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Michel Chauty, rapporteur (suppression de la distinction entre cours d'eau et plans d'eau en matière de propriété du droit de pêche) - Dérogation au code rural - *Art. 422 :* demande la réserve des articles 422, 423 et 424 jusqu'après la discussion de l'article 25 ; demande rejetée - (p. 1127) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Jean Colin (suppression de cet article relatif aux obligations de protection du patrimoine piscicole du propriétaire d'un droit de pêche) - S'oppose à l'amendement n° 138 de M. Gérard Ehlers (définition du patrimoine piscicole par le plan départemental) - S'oppose à l'amendement n° 40 de M. Michel Chauty, rapporteur (convention dans le cas de transfert à une association ou à une fédération du droit de pêche et des obligations d'entretien par le propriétaire riverain) - Sur cet amendement n° 40, son sous-amendement n° 161 : durée de perte du droit de pêche en cas de manquement par le propriétaire à ses obligations ; rejeté - *Art. 423* (p. 1129) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour la demande de réserve de cet article jusqu'après la discussion de l'article 424 par M. Michel Chauty, rapporteur - *Art. 424* (p. 1131) : s'oppose à l'amendement n° 115 de M. Marcel Daunay (suppression de cet article relatif à l'exercice gratuit du droit de pêche par une association agréée) - Accepte l'amendement n° 42 de M. Michel Chauty, rapporteur (convention pour l'exercice gratuit du droit de pêche en cas de financement de travaux par des fonds publics à la demande du propriétaire riverain) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 158 : 1° participation aux fonds publics ; adopté ; 2° durée de l'exercice gratuit du droit de pêche ; rejeté - *Art. 423 (suite)* (p. 1133) : s'oppose à l'amendement n° 114 de M. Marcel Daunay (suppression de cet article relatif à l'obligation de gestion des ressources piscicoles) - (p. 1134) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 41 de M. Michel Chauty, rapporteur (exercice du droit de pêche par le propriétaire et obligation de gestion des ressources piscicoles) - Plan de gestion - *Art. 425 :* s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Michel Chauty, rapporteur (suppression pour coordination de cet article relatif à la servitude de passage) - *Art. 426* (p. 1135) : accepte l'amendement n° 44 de M. Michel Chauty, rapporteur (réparation du dommage causé à un propriétaire riverain par une association ou une fédération exerçant gratuitement un droit de pêche) - Sur cet

amendement, s'oppose au sous-amendement n° 84 de M. Roland du Luart (interdiction d'exercice du droit de pêche à proximité d'une habitation) - (p. 1157) : statut des gardes-pêche - Titularisation - Affectation - *Art. 427 :* accepte l'amendement de coordination n° 45 de M. Michel Chauty, rapporteur - *Art. 428* (p. 1158) : accepte l'amendement n° 46 de M. Michel Chauty, rapporteur (suppression de l'autorisation aux pêcheurs professionnels en eau douce de pêcher en zone mixte dans les estuaires), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 92 : suppression de la licence délivrée à titre gratuit en zone mixte : rejeté - *Art. 429* (p. 1161, 1162) : s'oppose aux amendements de MM. Jean Colin et Marcel Daunay n° 116 (suppression de cet article relatif à l'espace libre et au droit de passage) et n° 117 (réparation des dommages causés lors de l'exercice du droit de passage) - S'oppose aux amendements de M. Paul Pillet, rapporteur pour avis n° 101 (substitution de la notion de droit de passage à la notion d'espace libre) et n° 102 de coordination - S'oppose aux amendements n° 47 et n° 48 de coordination de M. Michel Chauty, rapporteur - Accepte l'amendement n° 49 de M. Michel Chauty, rapporteur (suppression exceptionnelle du droit d'usage pour raisons de sécurité) - S'oppose à l'amendement n° 7 de M. Roland du Luart (protection des activités agricoles) - Servitude de marchepied - (p. 1163) : rives privées des cours d'eau domaniaux - Accepte l'amendement n° 165 de M. Michel Chauty, rapporteur (mise en état des lieux) - *Après l'art. 429* (p. 1164) : s'oppose à l'amendement n° 103 de M. Paul Pillet, rapporteur pour avis (indemnisation de la servitude instituée par le projet de loi) - *Art. 430 :* son amendement n° 85 : exploitation de pisciculture ; devenu sans objet - (p. 1165) : s'oppose aux amendements de M. Michel Chauty, rapporteur, n° 51 (installation de pisciculture) et n° 52 (suppression de l'avis préalable de la fédération de pêche) - *Art. 431* (p. 1166) : accepte l'amendement n° 53 de M. Michel Chauty, rapporteur (date d'application de l'article) - Son amendement n° 93 : droit fondé sur titre ; adopté - Son amendement n° 159 : demande de renouvellement d'autorisation ou de concession ; adopté - Au profit de cet amendement, demande le retrait de l'amendement n° 123 de MM. Maurice Prévoteau et Jacques Mossion (renouvellement d'autorisation ou de concession d'enclos piscicoles) - (p. 1167) : risques pour l'environnement des enclos piscicoles - *Art. 432* (p. 1168) : s'oppose à l'amendement n° 55 de M. Michel Chauty, rapporteur (autorisation et responsabilités pour la vidange d'un plan d'eau) - *Art. 433* (p. 1169) : son amendement n° 86 : périodes d'interdiction de pêche ; adopté - S'oppose à l'amendement de coordination n° 56 de M. Michel Chauty, rapporteur - Son amendement n° 164 : compétence du juge d'expropriation ; rejeté - *Art. 434* (p. 1170) : son amendement n° 87 : décret en Conseil d'Etat pour les dispositions concernant à la fois la pêche fluviale et la pêche maritime ; adopté - *Art. 435 :* s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 57 de M. Michel Chauty, rapporteur (modulation par bassin hydrographique de la réglementation par décret en Conseil d'Etat) - Accepte l'amendement n° 58 de M. Michel Chauty, rapporteur (dimensions minimales des poissons dont la pêche est autorisée) - S'oppose à l'amendement de coordination n° 59 de M. Michel Chauty, rapporteur - *Art. 436* (p. 1171) : accepte l'amendement n° 130 de M. Jacques Pelletier (sanction en cas d'établissement illicite d'enclos piscicoles) - *Art. 437 :* accepte l'amendement rédactionnel n° 60 de M. Michel Chauty, rapporteur - *Art. 438 :* accepte l'amendement de coordination n° 61 de M. Michel Chauty, rapporteur - *Après l'art. 438 :* accepte l'amendement n° 62 de M. Michel Chauty, rapporteur (sanction pour la vente par des pêcheurs non professionnels) - *Art. 441* (p. 1172) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 63 de M. Michel Chauty, rapporteur (justification de l'identité des personnes contrôlées par les agents habilités) - *Art. 442 :* son amendement n° 34 : qualification des agents du Conseil supérieur de la pêche comme techniciens de l'Etat chargés des forêts ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 163 de M. Roland Grimaldi (contrôle des agents par le Conseil supérieur de la pêche) - (p. 1173) : dispositions de la loi Le Pors relatives aux gardes--pêche, évoquée par M. Pierre Lacour - Position des gardes-pêche auprès des présidents de fédérations départementales - *Art. 444 :* accepte l'amendement n° 65 de M. Michel Chauty, rapporteur (communication des copies de procès-verbaux) - *Art. 445* (p. 1174) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 66 de M. Michel Chauty, rapporteur (droit de visite de nuit des gardes-pêche) - *Art. 447 :* s'oppose à l'amendement n° 67 de M. Michel Chauty, rapporteur (réglementation de la saisie par décret) - *Art. 448* (p. 1175) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 68 de M. Michel Chauty, rapporteur (paiement éventuel de la valeur du poisson par le contrevenant) - *Art. 454 :* son amendement n° 95 : techniciens de l'Etat chargés des forêts ; adopté - *Art. 455* (p. 1176) : accepte l'amendement rédactionnel n° 70 de M. Michel Chauty, rapporteur - *Art. 458 :* son amendement de coordination n° 167 ; adopté - Accepte les amendements n° 71 et n° 72 de M. Michel Chauty, rapporteur (durée d'exclusion du pêcheur professionnel) - *Après l'art. 459* (p. 1177) : accepte l'amendement n° 73 de M. Michel Chauty, rapporteur (dommages-intérêts) - **Art. 3** (*suite*) (p. 1178) : s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Michel Chauty, rapporteur (suppression de cet article, en raison de l'adoption du nouvel article 414 du code rural) - Taxe piscicole - **Après l'art. 4 :** s'oppose à l'amendement n° 126 de M. Pierre Lacour (procès-verbaux des gardes-chasse) - **Art. 5 :** accepte l'amendement de suppression pour coordination n° 74 de M. Michel Chauty, rapporteur - **Art. 6 :** accepte l'amendement de suppression pour coordination n° 75 de M. Michel Chauty, rapporteur - **Après l'art. 7** (p. 1179) : s'oppose à l'amendement n° 156 de M. Michel Chauty, rapporteur (coordination du code civil et du code pénal avec le texte adopté pour le code rural) - Accepte l'amendement n° 141 de M. Gérard Ehlers (possibilité de révocation d'autorisation accordée pour l'établissement d'ouvrages sur les cours d'eau non domaniaux) - **Art. 8 :** son amendement n° 90 : date d'entrée en vigueur de toutes les dispositions de la loi ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 76 de M. Michel Chauty, rapporteur (suppression de cet article sur l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi) - **Seconde délibération - Art. 3** (p. 1180) : son amendement n° 3 : rétablissement de cet article dans une nouvelle rédaction ; adopté - Maintien de la taxe piscicole - **Art. 4 :** son amendement n° 2 : suppression du texte adopté pour l'article 414 du code rural ; adopté - Son amendement de coordination n° 1 ; adopté - **Vote sur l'ensemble** (p. 1181) : travail de M. *Michel Chauty,* rapporteur ; bilan des divergences subsistant - Souhait d'accord ultérieur.

– Projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques - *Deuxième lecture* [n° **387 (82-83)**] - (22 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1830) : projet de loi adopté à l'unanimité par le Sénat en première lecture - Divergences importantes avec l'Assemblée nationale relatives au champ d'application de la loi et à la suppression des régimes d'autorisation implicite en matière de carrières - Souhait que le débat apporte des compromis en vue d'une rapide adoption du texte - **Art. 1** (p. 1832) : son amendement n° 10 : sensiblité du milieu traduite par des protections d'ordre législatif ou réglementaire, au titre de l'environnement ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jacques Mossion, rapporteur (reprise de la rédaction adoptée en première lecture pour les deux premiers alinéas relatifs à la suppression de la notion de « sensiblité du milieu » et à l'exclusion des travaux préparatoires du champ d'application de l'enquête, sauf s'ils portent une atteinte importante et irréversible à l'environnement) - S'oppose à l'amendement n° 2 de M. Jacques Mossion, rapporteur (reprise du dernier alinéa du texte voté en première lecture par le Sénat précisant les conditions dans lesquelles les travaux préparatoires peuvent être soumis à l'enquête) - **Art. 2** (p. 1833) : accepte l'amendement n° 3 de M. Jacques Mossion, rapporteur (reprise de la rédaction du dernier alinéa de cet article voté par le Sénat relatif au respect du secret de la défense nationale et du secret industriel au nom de l'efficacité administrative) - **Art. 3** : s'en remet à

la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 4 de M. Jacques Mossion, rapporteur (regroupement dans un même article des diverses dispositions régissant la durée des enquêtes publiques) - **Art. 4** : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Jacques Mossion, rapporteur (suppression de l'avant-dernier alinéa de cet article relatif aux commissaires enquêteurs) - **Art. 5** (p. 1834) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Jacques Mossion, rapporteur (confirmation du principe des autorisations implicites pour des opérations soumises à un accord) - **Art. 8** : oppose sans succès l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 7 de M. Jacques Mossion, rapporteur (prise en charge totale par l'Etat de l'indemnisation des commissaires enquêteurs et maîtres d'ouvrages ayant la responsabilité des frais de l'enquête) - **Art. 9** (p. 1835) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 8 de coordination de M. Jacques Mossion, rapporteur - **Intitulé** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 9 de M. Jacques Mossion, rapporteur (nouvel intitulé du projet visant à faire référence à la protection de l'environnement).

Nouvelle lecture [n° **445 (82-83)**] - (29 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2092) : échec de la commission mixte paritaire (CMP) - Caractère des zones concernées - Exclusion de ce projet de loi des travaux revêtant un caractère d'urgence - **Art. 1** : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Jacques Mossion, rapporteur (réalisation d'aménagements ou d'ouvrages et enquête publique préalable en cas d'atteinte importante à l'environnement) - (p. 2093) : accepte la première partie de l'amendement n° 3 de M. Jacques Mossion, rapporteur (exclusion du champ d'application de la loi des travaux exécutés en vue de prévenir un danger immédiat) et s'oppose au reste de l'amendement (exclusion identique des travaux préparatoires en vue de la constitution d'un dossier devant être soumis à enquête, sous réserve de ne pas porter atteinte à l'environnement) - **Art. 3** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 4 de M. Jacques Mossion, rapporteur (durée des enquêtes) - **Art. 4** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de M. Maurice Janetti (audition des organisations syndicales et professionnelles) et s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Jacques Mossion, rapporteur (suppression des dispositions de cet article relatives à la disponibilité du commissaire enquêteur et de la commission d'enquête face aux personnes ou aux représentants d'associations) - **Art. 5** (p. 2094) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Jacques Mossion, rapporteur (maintien des cas d'autorisation implicite) - **Art. 9** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 7 de coordination de M. Jacques Mossion, rapporteur.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Environnement et qualité de la vie - (29 novembre 1983) - (p. 3482) : modestie de ce budget dans l'ensemble de la dépense nationale - Budget de l'Etat ne représentant qu'une faible part de la dépense des administrations publiques pour l'environnement, les collectivités locales en assurant une forte proportion notamment pour l'eau et les déchets - Sécurité de l'environnement par la prévention et les actions contre les pollutions et les nuisances - Lutte contre le bruit et contrats avec les villes intéressées - Modernisation du réseau d'annonces des crues - Qualité de la vie quotidienne et renforcement des moyens des parcs nationaux et du conservatoire du littoral - Attribution complémentaire au Fonds d'investissement pour la qualité de la vie (FIQV) en 1984 afin de soutenir des actions de développement économique compatibles avec des exigences d'environnement - (p. 3483) : multiplication des travaux d'initiative locale contribuant à donner la possibilité de « vivre au pays » - Poursuite du mouvement de décentralisation et signature de contrats Etat-régions - (p. 3491) : ambitions grandes et moyens modestes - Budget ne comportant qu'une très faible partie des crédits alloués à l'environnement - Devoir de justice sociale que de favoriser l'amélioration de l'environnement - Crédits du FIQV engagés pour l'opération « banlieues 1989 » - Augmentation du montant des contrats de plan Etat-régions - Augmentation des crédits pour les barrages à partir de 1985 - Légère diminution des crédits consacrés aux parcs régionaux - Crédits alloués au parc de Corse désormais inscrits à un autre chapitre - Poursuite de l'expérience concernant la conservation génétique - Attachement au développement économique et à la création d'emplois en milieu rural - Crédits concernant les espaces verts urbains figurant au budget du ministère de l'urbanisme et du logement, en réponse à M. *Edouard Bonnefous* - Nécessité de favoriser le maintien dans nos villes de ces espaces verts indispensables à la respiration collective - Intégration des personnels des parcs naturels régionaux dans la fonction publique territoriale - (p. 3492) : loi « montagne » en préparation devant simplifier la procédure instituée en 1979 - Nécessité de développer l'économie tout en sauvegardant un patrimoine naturel - Insuffisance des crédits consacrés à la prévention des inondations - Participation de six agences financières de bassin à la construction de barrages - Protection contre les inondations incombant normalement aux riverains - Financement des grands barrages par l'Etat - Lutte contre la pollution sonore et signature avec les villes des « contrats-bruit » - Problème des déchets toxiques et mise en place d'un système informatique de surveillance de la circulation des déchets dangereux par l'agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED) en 1984 - Conséquences de l'affaire de Seveso et étude d'une meilleure réglementation européenne - (p. 3493) : fûts de dioxine se trouvant actuellement dans des bâtiments appartenant à la société Hoffmann-La Roche et élimination prévue par un four - Responsabilité de l'entreprise - Dépôt d'une proposition de résolution par le groupe de la gauche démocratique tendant à créer une commission de contrôle du fonctionnement des services publics et des entreprises nationales, chargées par les lois et règlements du traitement, du transport et du stockage des déchets toxiques - Pollution par des véhicules Diesel évoquée par M. *Edouard Bonnefous* - Rapport du professeur Roussel relatif à la pollution automobile dans le centre des villes - Attachement à réduire les multiples sources de pollution - (p. 3494) : politique de l'assainissement, point important concernant la pollution des eaux et reconnu comme prioritaire dans le cadre du 9e Plan - Réussite dépendant de la volonté et des efforts consentis par les communes par l'utilisation de la dotation globale d'équipement (DGE).

BOUCHENY (Serge), sénateur de Paris (C).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267) puis réélu secrétaire.

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'exposition universelle de 1989 (27 mai 1983) (p. 1202).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (9 juin 1983) (p. 1532).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 (14 juin 1983) (p. 1625).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 juin 1983) (p. 2031).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministre plénipotentiaires (28 juin 1983) (p. 2066).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative au Conseil supérieur de la fonction militaire [n° **185 (82-83)**] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983) - **Défense : ministère.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **259 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification d'une convention consulaire entre la République française et la République socialiste du Viet-Nam [n° **296 (82-83)**] (5 mai 1983) - **Traités et conventions.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **399** (JO Débats 8 juin 1983) (p. 1454) à M. le ministre de l'économie : **imprimerie** (réinstallation des ateliers incendiés de l'Imprimerie nationale) - Réponse de M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement (17 juin 1983) (p. 1789).

n° **414** (JO Débats 1er octobre 1983) (p. 1345) à M. le secrétaire d'Etat à la santé : **hôpitaux** (développement de l'équipement médical français) - Réponse de M. Daniel Benoist, secrétaire d'Etat aux personnes âgées (21 octobre 1983) (p. 2386, 2387).

n° **415** (JO Débats, 1er octobre 1983) (p. 1345) à M. le secrétaire d'Etat à la santé : **recherche scientifique et technique** (développement des techniques de pointe en matière de conservation et de traitement ionisant, tout en assurant les garanties de sécurité et de santé publique) - Réponse de M. Daniel Benoist, secrétaire d'Etat aux personnes âgées (21 octobre 1983) (p. 2387, 2388).

Questions orales avec débat :

n° **50** (10 mai 1983) (p. 50) à M. le ministre des relations extérieures : **politique extérieure** (initiatives de la France en matière de désarmement) - Retirée le 11 octobre 1983 (p. 2282).

n° **84** (3 octobre 1983) (p. 2248) à M. le ministre des relations extérieures : **politique extérieure** (initiatives de la France en matière de désarmement) - Discutée le 21 octobre 1983) (p. 2382 et suivantes).

INTERVENTIONS

– Projet de loi autorisant la ratification d'une convention consulaire entre la République française et la République socialiste du Viet-Nam [n° **259 (82-83)**] (17 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 829) : projet s'inspirant des dispositions de la convention de Vienne du 24 avril 1963 - Importance des relations commerciales et consulaires franco-vietnamiennes - (p. 830) : accueil des réfugiés vietnamiens - Statut des fonctionnaires consulaires et des postes consulaires - Favorable à l'adoption de ce projet.

– Questions orales avec débat jointes : politique européenne - (27 mai 1983) - (p. 1195) : rénovation économique et sociale de la France - Relance économique - Impérialisme américain - Divergence des intérêts nationaux au sein de l'Europe - Relance économique de l'Europe et crise du capitalisme - Frein au développement national - Dissuasion des exportations de capitaux dans chaque pays européen par voie de taxation - Réforme du système monétaire international (SMI) ; accords de Bretton Woods - Dialogue Nord Sud ; sommet de Cancun - Rôle de la France dans la relance de la Communauté économique européenne (CEE) - (p. 1196) : politique d'austérité anglaise et allemande - Politique de redressement de la France dans les domaines social, industriel et agricole - Chômage - Relance de l'industrie sidérurgique et de l'industrie textile - Revenus agricoles - Cohésion européenne face aux Etats-Unis - Contrats de vente de farine à l'Egypte par les Etats-Unis en 1983 ; violation des règles du GATT *(General agreement on tariffs and trade)* - Sommet de Williamsburg.

– Questions orales avec débat jointes : politique énergétique - (27 mai 1983) - Lit l'intervention de M. *Jean Garcia* - (p. 1206) : situation de l'industrie au Creusot - Politique des gouvernements précédents - Montant des investissements du groupe dans Creusot-Loire-industrie - Framatome - Négociations entre Creusot-Loire et les pouvoirs publics - Propositions des communistes de Bourgogne - Potentiel industriel, technique et de recherche de Creusot-Loire - Actions en commun avec Simon Food Engineers et Phœnix-Steel - Collaboration avec le groupe Alsthom - Fonderies du Creusot - Sous-traitance - Comité de l'emploi - Mission « avenir jeunes » - (p. 1207) : droits nouveaux des travailleurs et renouveau industriel.

– Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat, sur la politique étrangère [n° **368 (82-83)**] - (2 juin 1983) - (p. 1323) : session de l'Organisation des nations unies (ONU) pour le désarmement en 1982 et manifestations pour la paix - Pacifisme - Paix, progrès social et extension des libertés - Volonté du Président américain Reagan d'installer de nouvelles fusées nucléaires américaines en Europe occidentale - Course aux armements - Foyers de guerre dans le monde - Négociations de Genève - Propositions de l'Union soviétique - Missiles américains Pershing et Cruises et SS 20 soviétiques - Responsabilité du Gouvernement de gauche de la France - Force de dissuasion nucléaire française - (p. 1324) : puissance économique et militaire de la France - Présence au Conseil de sécurité de l'ONU et à Berlin Ouest - Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) - Pacte atlantique et organisation militaire intégrée - Déclaration commune du parti communiste et du parti socialiste français en juin 1981 sur le désarmement - Déclaration de Williamsburg - Participation du Japon - (p. 1325) : anticommunisme - Négociations de Genève sur les armes nucléaires de moyenne portée - Elargissement nécessaire des négociations : participation de la France - Conférence de Madrid sur la sécurité en Europe - Rôle de la France dans la lutte pour le désarmement.

– Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 [n° **336 (82-83)**] - (14 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1604) : projet respectant les principes de la gauche - Hostilité de la majorité sénatoriale - Rappels historiques sur la détermination des communistes à défendre la sécurité et l'indépendance de la France - Adhésion et participation de tous les citoyens aux efforts nécessités par la défense nationale - Respect du principe de la conscription - (p. 1605) : regrette que l'Union soviétique soit considérée comme un adversaire potentiel de la France - Importance de la politique extérieure française - Défense impliquant une politique nationale dans le domaine de l'industrie et de la recherche scientifique - Participation de la France aux négociations de Genève sur les euromissiles - Organisation de l'industrie d'armement française - Priorité accordée à l'arme nucléaire - Nécessité d'équiper l'armée française d'avions Awacs - (p. 1606) : équipements futurs des armées de terre, de l'air et de la marine - Groupe communiste favorable à l'adoption de ce projet.

– Projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 [n° **338 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (17 juin 1983) - **Après l'art. 1** (p. 1764) : son amendement n° 29, soutenu par M. Guy Schmaus : définition de la démarche, du contenu et des conditions qui doivent permettre la réussite de

l'Exposition universelle ; rejeté - **Art. 11** (p. 1766) : son amendement n° 31, soutenu par M. Guy Schmaus : prolongation des délais de sursis à statuer ; devenu sans objet - **Après l'art. 12 :** son amendement n° 33, soutenu par M. Guy Schmaus : prise en compte dans le cadre des dispositions normales d'accord quant aux loyers des logements vacants depuis plus de dix-huit mois ; rejeté.

– **Question orale avec débat : initiatives de la France en matière de désarmement** - (21 octobre 1983) (p. 2382) : semaine pour le désarmement décidée par l'Organisation des nations unies (ONU) - Prise de conscience par les peuples du danger de guerre - Nombreuses manifestations pour la paix - Tradition du mouvement ouvrier pour lutter pour la paix - Organisation des états généraux pour le désarmement - (p. 2383) : proposition soviétiques sur le désarmement - Euromissiles - Conférence de Madrid - Communistes français favorables au maintien de la force nucléaire française - (p. 2384) : marches pour la paix en Europe.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Défense et service des essences - (2 décembre 1983) - (p. 3669) : sécurité et indépendance de la France - Succès de la rencontre entre le parti communiste et le parti socialiste - Situation internationale - Guerre économique - Interruption des négociations de Genève - Manifestations pour la paix - Menace au Moyen-Orient : situation au Liban et au Tchad - Projet de budget de la défense pour 1984 : réduction des effectifs ; modernisation des matériels ; utilisation des compétences des jeunes cadres, techniciens et ouvriers pendant leur service militaire - Unité armée nation - Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN) - Conférence de presse du Président *Lecanuet :* conception de la défense européenne ; proposition de la création d'une agence d'armement - (p. 3670) : proposition de M. Jacques Chirac de créer un comité européen de défense - Pressions de la droite en faveur de l'intégration militaire et nucléaire dans une nouvelle CED - Confusion entre défense nationale et intérêt des privilégiés - Position prise à l'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) en faveur de la défense de la République fédérale d'Allemagne - Indépendance de la force française de dissuasion nucléaire - Négociations sur le désarmement - Importance des arsenaux et entreprises nationalisées ; aéronautique - Revendication des retraités militaires et des gendarmes - Controverse sur la force d'action rapide (FAR) et son utilisation en Europe.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1983** [n° **109 (83-84)**] - (19 décembre 1983) - **Art. 7** (p. 4362) : hommage aux soldats français morts pour rester fidèles à la mission de la France au Liban - Attentats et aggravation de la situation - Violences dans le conflit du Liban - Mission humanitaire de la France - Rôle de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) au Liban - Présence des troupes françaises au Tchad - (p. 4363) : coût des opérations militaires au Tchad et au Liban - Augmentation de la dotation initiale de la coopération militaire pour le Tchad - Action de la majorité sénatoriale.

BOULOUX (Jean-Marie), sénateur de la Vienne (UCDP, puis rattaché administrativement au groupe UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à étendre aux bénéficiaires de la loi n° 50-1027 du 22 août 1950 et de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les dispositions applicables aux anciens prisonniers de guerre en matière de pensions de retraite [n° **383 (82-83)**] (10 juin 1983) - **Déportés, internés et résistants.**

BOUNEAU (Pierre), sénateur des Landes (NI).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

BOUQUEREL (Amédée), sénateur de l'Oise (RPR).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (loi n° 79-564 du 6 juillet 1979).

Est nommé de nouveau membre de cette délégation (13 octobre 1983) (p. 2307).

Est réélu juge titulaire de la Haute Cour de justice (26 octobre 1983) (p. 2475).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information établi au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1er juin 1982 et le 31 décembre 1982 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les **Communautés européennes** [n° **180 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (24 novembre 1983) - **Art. 38** (p. 3235) : son amendement n° 125, soutenu par M. Christian Poncelet : prise en charge par l'État de l'intégralité des majorations des rentes mutualistes des anciens combattants ; retiré.

Deuxième partie :

Urbanisme et logement - (5 décembre 1983) - (p. 3745) : problèmes financiers liés à la décentralisation de l'urbanisme - Politique du logement, notamment du logement social - Diminution des prêts pour l'accession à la propriété : risque de chômage et réduction du pouvoir d'achat des acheteurs

potentiels - Echec de la politique actuelle d'accession à la propriété - Entretien et modernisation du patrimoine immobilier des HLM - Diminution des primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS) - Crise du logement, notamment pour les jeunes ménages - Difficultés des entreprises du bâtiment et des travaux publics - Politique des loyers dans le secteur HLM - Echec de la loi Quilliot - Hausse des loyers nécessaire pour résoudre les problèmes financiers des organismes d'HLM et permettre l'entretien du patrimoine - Application dans l'Oise de la loi de 1965 relative à l'accession à la propriété - (p. 3746) : rappel des propos de MM. Badet et Lair sur les difficultés financières des organismes d'HLM - Groupe RPR défavorable à l'adoption de ce budget - (p. 3754) : majoration des loyers en raison de l'apauvrissement des organismes d'HLM et du délabrement des logements.

BOURGES (Yvon), sénateur de l'Ille-et-Vilaine (apparenté au groupe RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis élu vice-président.

– Est élu membre titulaire de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (23 novembre 1983) (p. 3201).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 (14 juin 1983) (p. 1625).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988** [n° 336 (82-83)] - (14 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1606) : satisfait de la possibilité donnée au Parlement de se prononcer sur la politique de défense - En sa qualité de ministre de la défense, responsable de la précédente loi de programmation militaire - Nécessité d'une progression des budgets militaires supérieures à l'augmentation des prix - Stagnation déplorable des crédits militaires pour les cinq années à venir - (p. 1607) : compte de l'inflation - « Saupoudrage » des actions incompatible avec les exigences de la capacité opérationnelle des armées - Mesures envisagées pour l'aviation, la marine et l'armée de terre - (p. 1608) : réduction des effectifs de l'armée de terre - Nouvelle force aéromobile - Force d'action rapide (FAR) - Réforme Lagarde - Interventions au Zaïre et au Liban - Conditions d'intervention de la FAR - Interrogation sur la nécessité d'une telle réforme - (p. 1609) : affaiblissement des armements conventionnels - Dissuasion par l'armement nucléaire national - Marine nationale équipée de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) - Renforcement immédiat de la force océanique stratégique (FOST) par un SNLE supplémentaire - Armement nucléaire tactique : remise en cause de l'utilisation du système Hadès - Entrée en service du missile air-sol moyenne porte (ASMP) - (p. 1610) : insuffisance des objectifs du projet de loi - Faiblesse de l'effort financier - Groupe RPR opposé à l'adoption de ce projet.

– **Projet de loi interdisant certains appareils de jeux** [n° 305 (82-83)] - (15 juin 1983) - **Art. 1** (p. 1635) : son amendement n° 5 : applicabilité de l'interdiction à compter du 1er janvier 1984 ; retiré - (p. 1637) : se déclare favorable à l'amendement n° 8 de M. Paul Girod (limitation de l'interdiction de détention à la voie publique, aux lieux publics et aux lieux privés attenant aux lieux publics) - (p. 1638) : son amendement n° 6 : exclusion de ce projet de loi des dispositions relatives aux appareils de distribution d'un produit pouvant s'accompagner de l'attribution d'un objet de prime ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Défense et service des essences - (2 décembre 1983) - **Examen des crédits - Art. 43** (p. 3678) : réforme de l'armée de terre de 1976 - (p. 3679) : accord sur les principes affirmés par le Gouvernement en matière de défense nationale - Insuffisance du financement, confirmée par le projet de budget pour 1984 - Force de dissuasion nucléaire - Commissariat à l'énergie atomique (CEA) : expérimentations et études - Limitation des crédits de fonctionnement : coût des opérations au Liban et au Tchad ; crédits de carburants ; durée du service national - Réduction des effectifs - Insuffisance des programmes d'armement : équipement de l'armée de terre ; renouvellement de la flotte de combat de la marine ; insuffisance des commandes pour l'armée de l'air : avions de combat et de transport ; Transall - Conséquence pour l'avenir - Vote du groupe RPR contre l'adoption du budget de la défense - **Après l'art. 116** (p. 3682) : son amendement n° 179 : taux de 100 % de la pension de réversion aux veuves de gendarmes tués au cours d'opérations : application rétroactive à compter du 10 mai 1981 ; retiré.

BOURGINE (Raymond), sénateur de Paris (NI, puis apparenté au groupe RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

- Est nommé membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la structure et le montant de la dette publique de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements, ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques dans l'évolution de la dette extérieure depuis 1981 (20 décembre 1983) (p. 4461).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif aux sociétés d'économie mixte locales** [n° 518 (81-82)] - (14 avril 1983) - **Art. 9** (p. 285) : se déclare favorable à l'amendement n° 15 de M. Paul Girod, rapporteur (suppression de cet article relatif au choix de l'un des commissaires aux comptes sur une liste établie par le commissaire de la République sur proposition du trésorier payeur général) - Rôle des commissaires aux comptes comme auxiliaires de justice assermentés auprès du tribunal de commerce - Discrimination injustifiée.

– **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° 368 (82-83)] - (2 juin 1983) - (p. 1328) : article publié par le ministre des relations extérieures dans un journal américain en février 1983 - Puissance militaire des Etats-Unis et force de dissuasion - Manifestations pacifistes aux Etats-Unis - Débat sur les fusées Pershing - Déclaration de Williamsburg sur la sécurité - Problèmes de l'Amérique centrale ; menace du gouvernement soviétique à l'égard des Etats-Unis - (p. 1329) : position du parti communiste - Missiles SS 20 et Pershing - Notion de première frappe - Problème

monétaire international - Cours du dollar et taux d'intérêt - Conséquences pour l'économie américaine - Dette des pays du tiers monde ; exemple du Brésil - Précédent du plan Marshall et aide liée aux investissements - Fonds monétaire international (FMI) ; droits de tirage spéciaux (DTS) - (p 1330) : système monétaire européen (SME) - Taux de change fixe entre la France et l'Allemagne et différence des taux d'inflation ; conséquence pour l'industrie française - Problème des dépôts à vue constitués en France au cours des dernières années ; retournement du marché pétrolier et nombreuses demandes de retrait - Emprunts de la France en dollars - Déficit budgétaire américain et difficulté de réduction des dépenses militaires ou sociales - Faiblesse de l'économie française et faiblesse de la politique étrangère.

– **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° 48 (83-84)] - (7 novembre 1983) - (p. 2689) : points de convergence : Alliance atlantique ; refus de l'intégration de la force nucléaire stratégique française dans les négociations de Genève ; rééquilibre des forces nucléaires intermédiaires : SS 20 - Déclaration du Président de la République au Bundestag le 20 janvier 1983 : défense de l'Europe - Conflit entre l'Irak et l'Iran ; négociations sur le désarmement ; soutien à l'unité du Liban - Divergences : idéalisme des discours et réalité de la situation internationale : Liban ; Israël ; Cisjordanie ; problème palestinien - Attitude de la France à l'égard de la Syrie - (p. 2690) : attentat de Beyrouth et présence de l'ambassadeur syrien à la cérémonie des Invalides - Condamnation par le gouvernement français de l'intervention des Etats-Unis à la Grenade ; SS 20 dans les Caraïbes - Présence à l'ONU de micro-Etats et droit de vote - Endettement du tiers monde : Brésil - Taux d'intérêt américains - Commerce extérieur de la France avec les pays en voie de développement : pays insolvables - Désarmement et développement - Ventes d'armes de la France - Budget de la défense ; recherche militaire - Alliance atlantique - Référence faite par le ministre à l'Europe de l'Atlantique à l'Oural - (p. 2691) : menace soviétique - Aberration du gazoduc euro-sibérien, héritage de 1981 - Volonté et clairvoyance nécessaires.

BOURGOING (Philippe de), sénateur du Calvados (président du groupe UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (5 octobre 1983) (p. 2266).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale (3 mai 1983) (p. 585).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois (24 mai 1983) (p. 1071).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (16 juin 1983) (p. 1694).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transports de fonds (24 juin 1983) (p. 1973).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (27 juin 1983) (p. 2012).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête chargée d'évaluer la structure et le montant de la dette extérieure de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques, dans l'évolution de la dette extérieure depuis 1981 [n° 57 (83-84)] (15 novembre 1983) - **Dette publique.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981** [n° 493 (81-82)] - **Suite de la discussion** - (7 avril 1983) - **Après l'art. 8** (p. 102) : soutient l'amendement n° 64 de M. Roland du Luart (sanctions pénales concernant la « squatterisation »).

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** [n° 480 (81-82)] - (13 avril 1983) - **Art. 3** (p. 218) : son amendement n° 41, soutenu par M. Robert Schmitt : suppression de l'obligation de création à l'échelon régional d'une société régionale de financement ; rejeté - **Art. 9** (p. 230) : sur l'amendement n° 16 de M. Jean Cluzel, rapporteur (conditions de désignation des élus locaux et des déposants au sein du conseil de surveillance), son sous-amendement n° 42, soutenu par M. Robert Schmitt : représentation de membres élus à la majorité simple par certains conseillers pour compléter la représentation des déposants ; rejeté.

Suite de la discussion - (14 avril 1983) - **Art. 10** (p. 244) : sur l'amendement n° 20 de M. Jean Cluzel, rapporteur (missions du conseil d'orientation et de contrôle et relations à l'égard du directoire ou du directeur général unique), son sous-amendement n° 43, soutenu par M. Robert Schmitt : pouvoir d'initiative du conseil d'orientation et de contrôle ; retiré après intégration de son contenu dans l'amendement n° 20.

– **Projet de loi réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures** [n° 25 (82-83)] - (27 avril 1983) - **Art. 14** (p. 505) : soutient l'amendement n° 7 de M. Lionel Cherrier (autorités compétentes dans les territoires d'outre-mer en matière de police des épaves).

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° 53 (82-83)] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° 269 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (5 mai 1983) - **Art. 27** (p. 666) : son amendement n° 181, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : cas particuliers de prise en compte des dépenses scolaires entre les communes d'origine et les communes d'accueil des élèves des classes maternelles et élémentaires ; rejeté - (p. 669) : se déclare opposé à l'amendement n° 11 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (contribution de la commune de résidence des élèves des écoles maternelles et des classes élémentaires aux dépenses de fonctionnement engagées par

les communes d'accueil ; à défaut d'accord, contribution déterminée par le conseil départemental de l'éducation).

– **Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles** [n° **190 (82-83)**] - (18 mai 1983) - **Art. 4 :** *Art. 402 du code rural* (p. 908) : soutient l'amendement n° 1 de M. Roland du Luart, identique aux amendements n° 78 de M. Charles-Edmond Lenglet et n° 105 de M. Marcel Daunay (cas des étangs clos de façon permanente s'écoulant de façon occasionnelle).

– **Projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale** [n° **223 (82-83)**] - (19 mai 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 996) : coordination dans le secteur artisanal - Vote favorable sur ce projet de loi.

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** - *Deuxième lecture* [n° **267 (82-83)**] - (24 mai 1983) - **Art. 9** (p. 1067) : sur l'amendement n° 11 de M. Jean Cluzel, rapporteur (répartition des sièges au sein du conseil d'orientation et de surveillance), son sous-amendement n° 35, soutenu par M. Jacques Descours Desacres, identique au sous-amendement n° 44 de M. Louis Jung, soutenu par M. Paul Pillet : différence de répartition des sièges entre les caisses de plus ou de moins de 50 salariés ; adopté - **Art. 10** (p. 1069) : son amendement n° 34, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : pouvoirs du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance en cas de conflit ; adopté.

– **Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles** [n° **190 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (26 mai 1983) - **Art. 4** (*suite*) : *Art. 415 du code rural* (p. 1119) : soutient l'amendement n° 2 de M. Roland du Luart, analogue au sous-amendement n° 129 de M. Jacques Pelletier, soutenu par M. Georges Mouly (action d'éducation des fédérations départementales des associations agréées de pêche) - (p. 1121) : sur l'amendement n° 35 de M. Michel Chauty, rapporteur (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions de fonctionnement des fédérations), soutient le sous-amendement n° 83 de M. Roland du Luart (fixation par décret en Conseil d'Etat de la représentation : 1° des propriétaires riverains ; 2° des associations ayant pour objet la protection de la nature) et, sur le même objet, l'amendement n° 3 de M. Roland du Luart - *Art. 422* (p. 1127) ; sur l'amendement n° 40 de M. Michel Chauty, rapporteur (convention dans le cas de transfert à une association ou à une fédération du droit de pêche et des obligations d'entretien par le propriétaire riverain), soutient le sous-amendement n° 77 de M. Bernard Barbier (convention départementale déterminant les droits et obligations des associations de pêche et des propriétaires riverains) - *Art. 424* (p. 1131, 1132) : soutient les amendements n° 4 et n° 5 de M. Roland du Luart (limitation dans le temps de l'exercice gratuit du droit de pêche résultant de l'octroi de subventions au propriétaire) ainsi que l'amendement n° 11 du même auteur (maintien du droit de pêche personnel du propriétaire) - Associations syndicales - *Art. 426* (p. 1135) : sur l'amendement n° 44 de M. Michel Chauty, rapporteur (réparation du dommage causé à un propriétaire riverain par une association ou une fédération exerçant gratuitement un droit de pêche), soutient le sous-amendement n° 84 de M. Roland du Luart (interdiction d'exercice du droit de pêche à proximité d'une habitation) ainsi que l'amendement analogue n° 6 du même auteur - *Art. 429* (p. 1161) : soutient l'amendement n° 7 de M. Roland du Luart (protection des activités agricoles) - *Art. 432* (p. 1168) : soutient l'amendement n° 8 de M. Roland du Luart (dispense d'autorisation pour la vidange d'une pisciculture).

– **Conclusion du rapport de M. Lionnel Cherrier**, fait au nom de la commission des lois **sur la proposition de loi** [n° **238 (82-83)**] **de M. Adolphe Chauvin** et plusieurs de ses collègues **tendant à organiser une souscription nationale en faveur de la Polynésie française** [n° **352 (82-83)**] - (1er juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1295) : se déclare favorable à l'unanimité du groupe UREI au texte de cette proposition de loi - Solidarité et signe d'amitié pour tous les habitants de la Polynésie française.

– **Conclusions du rapport de M. Pierre Salvi**, fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** [n° 203 (82-83)] déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à réprimer la falsification des procès-verbaux des opérations électorales et sur la proposition de loi** [n° 283 (82-83)] **de M. Jean Colin, tendant à punir la falsification des élections** [n° **380 (82-83)**] - (15 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1667) : défense de la démocratie - Vote favorable sur ce texte.

– **Question au Gouvernement : réglementation des transports scolaires** - (16 juin 1983) - (p. 1695) : décret du 2 juillet 1982 - Transports de proximité - Dépenses des conseils généraux.

– **Question au Gouvernement : taxe communale sur la consommation d'électricité** - (13 octobre 1983) - (p. 2298) : suppression éventuelle.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° **384 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (27 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2496) : projet inutile, dangereux et inopportun - (p. 2497) : texte en contradiction avec la décentralisation - Organisation dans chaque département d'un comité de coordination des formations supérieures et un comité régional dans chaque région - Institutionnalisation de la vie universitaire, syndicalisation et politisation excessives - Composition des conseils - (p. 2498) : dilution des responsabilités et prévision de quatre organismes : la Commission interministérielle de prospective et d'orientation des formations supérieures, le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, le Comité national d'évaluation des établissements et la Conférence des chefs d'établissements - Texte paralysant l'université - Souhait d'une sélection-orientation sérieuse, d'universités libres et autonomes réellement décentralisées - Différence permettant d'améliorer la qualité dans l'enseignement - Favorable au système des universités concurrentielles qui a fait preuve dans plusieurs pays - Danger d'une fuite des chercheurs et des savants - Projet de loi inacceptable et dangereux allant à l'encontre du souci essentiel de qualité de la formation - Refus par les étudiants et les professeurs d'une socialisation des jeunes esprits - Inquiétude face à ce projet de MM. Maurice Duverger et Laurent Schwartz - Projet néfaste aux intérêts du pays et compromettant l'avenir de la jeunesse - **Art. 7** (p. 2524) : sur l'amendement n° 82 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à la cohésion du service public de l'enseignement supérieur, son sous-amendement n° 298 : rattachement ou intégration par décret d'un établissement à une université, à la demande de son instance délibérante statuant à la majorité des deux tiers de ses membres ; adopté - **Art. 8** (p. 2525) : son amendement n° 299 : suppression de cet article relatif à la création d'une commission interministérielle de prospective et d'orientation ; rejeté.

Suite de la discussion - (8 novembre 1983) - **Art. 12 et art. additionnels** (p. 2712) : sur l'amendement n° 88 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif au contenu et aux conditions d'accès du premier cycle), ses sous-amendements soutenus par M. Guy Cabanel n° 301 : conditions d'accès de tout bachelier dans les universités de la région où il a sa résidence au moment où il formule sa demande ; rejeté ; et n° 300 : suppression du dernier alinéa relatif aux clauses des contrats d'établissements fixant le nombre minimum d'étudiants étrangers accueillis par l'université contractante ; adopté - **Art. 15** (p. 2723) : sur l'amendement n° 91 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif aux diplômes nationaux), ses sous-amendements soutenus par M. Guy Cabanel n° 303 : insertion de la maîtrise dans la liste des diplômes nationaux ; adopté ; n° 302 : unification des divers doctorats ; retiré ; et n° 304 : exclusion du nombre des diplômes nationaux des diplômes sanctionnant les études médicales et pharmaceutiques ; retiré - **Art. 18** (p. 2731) : sur l'amendement n° 96 de M. Paul Séramy, rapporteur

(nouvelle rédaction de cet article relatif à la création d'une nouvelle catégorie d'établissements publics et tendant à garantir l'autonomie des universités), son sous-amendement n° 305, soutenu par M. Guy Cabanel : possibilité pour les universités d'avoir une vocation dominante ; devenu sans objet - **Art. 19** (p. 2736) : son amendement n° 308, soutenu par M. Guy Cabanel : maintien des universités existant à la date d'entrée en vigueur de la présente loi ; adopté - **Art. 25** (p. 2746) : sur l'amendement n° 106 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif au choix du président de l'université, à ses pouvoirs et à ses fonctions), ses sous-amendements soutenus par M. Guy Cabanel n° 309 : élection du président de l'université par un collège électoral comprenant les membres du conseil d'administration et ceux du conseil scientifique ; adopté ; et n° 312 : président de l'université assurant la gestion de ses personnels ; retiré - Sur ce même amendement, son sous-amendement n° 310 soutenu par M. Marcel Lucotte : rééligibilité du président ; rejeté.

Suite de la discussion - (9 novembre 1983) - **Art. 27** (p. 2757) : sur l'amendement n° 107 de M. Paul Séramy, rapporteur (augmentation de la représentation des enseignants dans le conseil d'administration), ses sous-amendements n° 314 à 318 : représentation majoritaire des enseignants ; et sur le même objet son amendement n° 313 ; soutenus par M. Guy Cabanel ; devenus sans objet - **Art. 27** *bis* (p. 2759) : sur l'amendement rédactionnel n° 108 de M. Paul Séramy, rapporteur, son sous-amendement n° 319 soutenu par M. Guy Cabanel : représentation des étudiants désignés par leurs représentants au conseil d'administration statuant en matière disciplinaire ; rejeté - **Art. 28** (p. 2761) : sur l'amendement n° 109 de M. Paul Séramy, rapporteur (composition du conseil scientifique de l'université), ses sous-amendements n° 320 à 324 soutenus par M. Guy Cabanel : modification de la composition du conseil ; adoptés - **Art. 30** (p. 2765) : sur l'amendement n° 112 de M. Paul Séramy, rapporteur, (conseil des unités de formation et de recherche), son sous-amendement n° 329, soutenu par M. Guy Cabanel : composition et effectifs du conseil de l'unité de formation et de recherche (UFR) ; rejeté - **Après l'art. 30** (p. 2769) : son amendement n° 330, soutenu par M. Marcel Lucotte : autonomie administrative des UFR ; retiré - **Art. 36** (p. 2802) : sur l'amendement n° 123 de M. Paul Séramy, rapporteur (modification de la durée du mandat et des modes de scrutin des différentes catégories de personnels pour l'élection aux conseils) ses sous-amendements soutenus par M. Guy Cabanel n° 331 : scrutin à deux tours pour les représentants du personnel ; et n° 332 : perte de mandat des représentants des personnels et des étudiants, au cas où ils cessent d'appartenir à l'université dans laquelle ils ont été élus ; adoptés.

Suite de la discussion - (15 novembre 1983) - **Art. 45** (p. 2843) : sur l'amendement n° 135 de M. Paul Séramy, rapporteur (entrée en vigueur d'un pouvoir de tutelle lorsque le fonctionnement de l'établissement public est compromis ; proportionnalité de l'action avec la gravité de la crise), son sous-amendement n° 333, soutenu par M. Marcel Lucotte : incapacité de la part des organes compétents élus pour prendre des décisions ; retiré - **Art. 51** (p. 2852) : sur l'amendement n° 144 de M. Paul Séramy, rapporteur (conditions dans lesquelles les emplois des personnels permanents des établissements publics à caractère scientifique, culturel ou professionnel doivent être pourvus), son sous-amendement n° 334, soutenu par M. Marcel Lucotte : contrats à durée déterminée pour des étudiants qualifiés ; retiré - **Art. 54** (p. 2857) : sur l'amendement n° 148 de M. Paul Séramy, rapporteur (modalités d'affectation des personnels enseignants par l'Etat aux universités et d'examen des questions individuelles relatives à la carrière des personnels ; modalités de recrutement ou de titularisation de non fonctionnaires ou de personnes étrangères et d'évaluation des activités des personnels enseignants, ses sous-amendements, soutenus par M. Jacques Descours Desacres, n° 335 : suppression des dispositions de cet article relatives à l'évaluation des activités des personnels enseignants par les instances nationales ; retiré ; et n° 337 : déclaration d'aptitude pour les personnels enseignants affectés par l'Etat aux universités par une instance nationale à exercer les fonctions pour lesquelles ils sont recrutés ; intégré dans l'amendement n° 148 de M. Paul Séramy, rapporteur - **Art. 62** (p. 2865) : sur l'amendement n° 157 de M. Paul Séramy, rapporteur (groupement des académies en régions universitaires ; création d'un comité régional de l'enseignement supérieur), ses sous-amendements, soutenus par M. Guy Cabanel, n° 338 : suppression des dispositions de cet article relatives au groupement des académies en régions universitaires ; adopté ; et n° 339 : création d'un comité régional de l'enseignement supérieur et de la recherche ; adopté - **Art. 64** (p. 2868) : son amendement n° 340, soutenu par M. Guy Cabanel : suppression de cet article relatif à la mission du comité national d'évaluation des établissements publics à caractère culturel, scientifique et professionnel ; rejeté - **Art. 66** (p. 2872) : sur l'amendement n° 161 de M. Paul Séramy, rapporteur (modification des statuts des universités ; mandat des présidents d'université et des membres des conseils d'administration) , son sous-amendement n° 341, soutenu par M. Marcel Lucotte ; mise en accord des statuts avec les dispositions des décrets d'application de la présente loi pris à ce sujet ; adopté.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 2** (p. 3129) : vote du groupe UREI favorable à l'amendement n° 128 de M. Jacques Moutet (suppression du paragraphe VIII de cet article instituant une surtaxe progressive conjoncturelle) - **Art. 8** (p. 3141) : soutient l'amendement n° 90 de M. Jean-François Pintat (suppression de cet article relatif à la réduction du taux de déductibilité de la provision pour investissement) - **Art. 10** (p. 3150) : soutient l'amendement n° 91 de M. Jean-François Pintat (régime des comptes courants d'associés : suppression de la condition d'incorporation au capital) - Situation des entreprises moyennes.

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 18** (p. 3192) : se déclare favorable à l'amendement n° 121 de M. Christian Poncelet (détention de plus de 10 % du capital d'une société assimilée à un bien professionnel).

Suite de la discussion - (24 novembre 1983) - **Art. 29** (p. 3225) : soutient l'amendement n° 86 de M. Pierre Louvot (suppression des dispositions tendant à désindexer la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle) - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 3248) : aggravation insupportable de la fiscalité - Adoption de nombreux amendements : surtaxe exceptionnelle, majoration des droits de succession, exonération de la taxe sur le foncier bâti, baux à long terme, assurances mutualistes agricoles - Groupe de l'UREI favorable à l'adoption des articles de la première partie.

Deuxième partie :

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3591, 3592) : industries agro-alimentaires - Situation du Calvados - Dotation globale d'équipement (DGE) - Comptes pour le développement industriel (CODEVI) - Offices par produits - Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire - Action de la Société pour l'expansion des ventes des produits agricoles et alimentaires (SOPEXA) - Stocks à rotation lente - Fiscalité agricole et régime super-simplifié - Dotation pour l'installation des jeunes agriculteurs (DIJA) - Société d'épargne foncière agricole (SEFA) - Montants compensatoires monétaires (MCM) négatifs - (p. 3593) : vote défavorable sur ce budget.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Art. 76** (p. 4030) : soutient l'amendement n° 224 de M. Marcel Lucotte (bénéfice de l'exonération des plus-values accordé aux agriculteurs jusqu'à 500 000 F) - **Art. 77** (p. 4032) : soutient l'amendement n° 225 de M. Marcel Lucotte

(suppression du paragraphe relatif au délai accordé aux exploitants agricoles pour dénoncer leur forfait) - (p. 4033) : nécessité d'une période de trente jours entre la publication des tarifs forfaitaires et la position que peut prendre l'exploitant face à ces tarifs - (p. 4034) : soutient l'amendement n° 226 de M. Marcel Lucotte (retour au forfait admis pour les agriculteurs dont les recettes s'abaissent en dessous de 250 000 F en cas de force majeure ou de réduction d'activité dans les cinq ans précédant la retraite) - **Art. 78** (p. 4035) : soutient l'amendement n° 227 de M. Roland du Luart (comptabilité simplifiée de l'exploitation agricole) - **Art. 79** (p. 4037) : interrogation sur la nécessité de fournir les caractéristiques physiques de l'exploitation - Se déclare favorable à l'amendement n° 253 de M. Alain Pluchet (agriculteurs bénéficiant du régime du forfait non soumis à la fourniture d'une déclaration de consistance des éléments physiques de leur exploitation).

Vote sur l'ensemble - (10 décembre 1983) - (p. 4067) : surtaxe exceptionnelle - Majoration des droits de succession - Rétroactivité en matière d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties - Régime d'imposition des assurances mutuelles agricoles - Fiscalité agricole - Transferts de traitement des maîtres de l'enseignement privé - Réduction des dépenses nouvelles - Pression fiscale - Vote politique du groupe des républicains et des indépendants sur ce budget.

BOUVIER (Raymond), sénateur de la Haute-Savoie (UCDP).

Elu secrétaire du Sénat le 5 octobre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant droits et obligations des fonctionnaires (27 juin 1983) (p. 2020).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (13 décembre 1983) (p. 4127).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (14 décembre 1983) (p. 4243).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (15 décembre 1983) (p. 4275).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° **309 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat [n° **18 (83-84)**] (13 octobre 1983) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **71 (83-84)** adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat [n° **101 (83-84)** (7 décembre 1983) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat [n° **162 (83-84)**] (20 décembre 1983) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **177 (83-84)**] adopté avec modifications en nouvelle lecture par l'Assemblée nationale, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat [n° **179 (83-84)**] (22 décembre 1983) - **Fonctionnaires et agents publics.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat** [n° **309 (82-83)**] - (25 octobre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2400) : nombre des fonctionnaires d'Etat - Historique des dispositions applicables aux fonctionnaires - Loi du 19 octobre 1946 - Caractère spécifique des agents publics - Droit syndical - Egalité des sexes - Domaine de la loi et du règlement - Organisation des carrières et notion de corps - (p. 2401) - Sanctions disciplinaires - Rôle des organisations syndicales de fonctionnaires - Création d'une commission mixte paritaire - Handicapés - Congé de formation - Service public - Statuts particuliers ; juridiction administrative - Troisième voie d'accès à l'Ecole nationale d'administration (ENA) - Modalités de détachement des fonctionnaires auprès des députés et sénateurs - (p. 2402) : dépôt d'amendements - **Art. 2** (p. 2414) : son amendement de coordination n° 3 ; adopté - Ses amendements n° 4, n° 5 et n° 6 relatifs à l'intégration des agents non titulaires ou des non fonctionnaires ; adoptés - Son amendement de coordination n° 7 ; adopté - **Art. 3** (p. 2415) : son amendement n° 8 : dérogation au statut général et création d'emplois d'agents contractuels ; adopté - **Art. 3** *bis* : son amendement n° 9 : dérogation au principe de l'occupation par des fonctionnaires des emplois publics permanents à temps complet pour des enseignants chercheurs des établissements d'enseignement supérieur et de recherche ; adopté - **Art. 5** : son amendement n° 10 : dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat par décret ; adopté - **Après l'art. 6** (p. 2417) : son amendement n° 11 : dérogation et statut particulier fixé par la loi pour les membres du Conseil d'Etat et des tribunaux administratifs ; adopté - **Chapitre II** (p. 2419) : son amendement n° 12 : intitulé ; « Organismes consultatifs » ; adopté - **Art. 9** : son amendement n° 13 : énumération des organes consultatifs ; adopté - **Art. 10** (p. 2420) : son amendement n° 14 : composition et compétences du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat ; adopté - **Art. 11** : son amendement n° 15 : composition et compétences des commissions administratives paritaires ; adopté - **Art. 12** (p. 2421) : son amendement n° 16 : composition et compétences des comités techniques paritaires centraux, locaux ou spéciaux ; rejeté - **Art. 13** (p. 2422) : son amendement n° 17 : modalités de création d'un comité central d'hygiène et de sécurité ; adopté - **Art. 14** : son amendement n° 18 : détermination par un décret en Conseil d'Etat de la compétence, de la composition et de l'organisation des organismes consultatifs ; adopté - **Après l'art. 14** : s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Félix Ciccolini (droit à l'expression directe et collective pour les agents de l'Etat sur le contenu de leur travail) - **Art. 17** (p. 2425) : son amendement n° 19 : concours et suppression de la référence faite au statut particulier ; compétence du jury pour l'établissement d'une liste complémentaire ; adopté - Ses amendements n° 20 et n° 21 relatifs à l'intégration des agents non titulaires ; adoptés - **Art. 18** : ses amendements de coordination n° 22 et n° 23 ; adoptés - **Art. 19** : son amendement n° 24 de coordination ; adopté - **Après l'art. 19** (p. 2426) : son amendement n° 25 : statut particulier de certains corps et modalités d'accès direct des fonctionnaires

de la catégorie A à la hiérarchie de ces corps ; adopté - **Art. 20 :** son amendement n° 26 : suppression de cet article relatif à la troisième voie d'accès à l'Ecole nationale d'administration (ENA) ; adopté - **Art. 21 :** son amendement n° 27 : suppression de cet article pour coordination ; adopté - **Art. 23** (p. 2427) : son amendement n° 28 : promotion interne et concours ; adopté - **Art. 30** (p. 2428) : son amendement n° 29 : congé de formation ; adopté - **Art. 32** (p. 2429) : son amendement n° 30 de coordination ; adopté - **Art. 33 :** son amendement n° 31 : continuité du service public et travail à temps partiel ; adopté - **Après l'art. 38** *bis* (p. 2430) : son amendement n° 32 : autorité hiérarchique des présidents d'association assurant des missions d'intérêt général sur les fonctionnaires de l'Etat ou agents d'établissements publics mis à disposition ; exemple des fédérations de pêche ou de chasse ; adopté - **Art. 40 :** son amendement n° 33 : suppression des dispositions de cet article relatives au versement par les parlementaires de la contribution aux fonctionnaires détachés auprès d'eux ; adopté - **Art. 43** (p. 2433) : son amendement n° 34 : conditions et durée de la mise hors cadres ; adopté - **Art. 49** (p. 2435) : son amendement de coordination n° 35 ; adopté - Son amendement n° 36 : suppression des dispositions de cet article relatives à l'avancement des fonctionnaires bénéficiant d'une décharge syndicale ; adopté - **Art. 51 :** son amendement de coordination n° 37 ; adopté - **Art. 52** (p. 2436) : son amendement n° 38 : obligation pour un fonctionnaire bénéficiant d'un avancement de grade d'accepter l'emploi assigné dans son nouveau grade ; adopté - **Après l'art. 52 :** son amendement n° 39 : avancement des fonctionnaires bénéficiant d'une décharge syndicale ; adopté - **Art. 53** (p. 2437) : son amendement n° 40 : absence de tableau de mutation et non consultation des commissions administratives ; adopté - **Art. 56** (p. 2438) : son amendement n° 41 de coordination ; adopté - **Art. 57 :** son amendement de coordination n° 42 ; adopté - **Art. 59** (p. 2439) : son amendement n° 43 : modalités d'exercice de l'autorité investie du pouvoir disciplinaire ; adopté - **Après l'art. 59 :** son amendement n° 44 : procédure devant le conseil de discipline et le Conseil supérieur de la fonction publique ; adopté - **Après l'art. 60** (p. 2440) : son amendement n° 45 : cas de licenciement des fonctionnaires par décision du ministre ; adopté - **Art. 61 :** s'oppose à l'amendement n° 110 de M. Félix Ciccolini (révocation pour abandon de poste) - **Art. 62 :** son amendement n° 46 : suppression de cet article pour coordination ; adopté - **Art. 63 :** son amendement n° 47 : possibilité de refus de l'honorariat et qualité des services rendus à l'Etat ; adopté - **Art. 65** (p. 2441) : son amendement n° 48 : suppression de cet article relatif aux dispositions transitoires et aux modalités de titularisation des agents non titulaires ; adopté - **Art. 66** (p. 2442) : son amendement n° 49 : suppression de cet article relatif aux modalités de la titularisation des personnels civils de coopération culturelle, scientifique et technique en fonction auprès d'Etats étrangers ou des personnels civils des établissements et organismes de diffusion culturelle ou d'enseignement situés à l'étranger ; adopté - **Art. 66** *bis :* son amendement n° 50 : suppression de cet article relatif à la détermination par un décret en Conseil d'Etat du régime de rémunération et d'avantages annexes applicables aux agents recrutés localement servant à l'étranger ; adopté - **Art. 67 :** son amendement n° 51 : suppression de cet article relatif aux modalités de titularisation des agents non titulaires travaillant à temps partiel ; adopté - **Art. 68 :** son amendement n° 52 : suppression de cet article relatif à la détermination par un décret en Conseil d'Etat des conditions de recrutement des personnels associés ou invités des établissements d'enseignement supérieur et de recherche dans un corps de fonctionnaires ; adopté - **Art. 69** (p. 2443) : son amendement n° 53 : suppression de cet article relatif aux modalités d'accès aux différents corps de fonctionnaires ; adopté - **Art. 70 :** son amendement n° 54 : suppression de cet article relatif aux corps auquels les agents titulaires peuvent accéder et aux modalités d'accès à ces corps ; adopté - **Art. 70** *bis :* son amendement n° 55 : suppression de cet article relatif aux dérogations pour les personnels enseignants d'éducation et d'orientation relevant de l'autorité du ministère de l'éducation nationale ; adopté - **Art. 71 :** son amendement n° 56 : suppression de cet article relatif aux cas de licenciement des agents non titulaires ; adopté - **Art. 72 :** son amendement n° 57 : suppression de cet article relatif aux cas de saisine de la commission administrative paritaire compétente ; adopté - **Art. 73** (p. 2444) : son amendement n° 58 : suppression de cet article relatif au report des services antérieurs accomplis en qualité d'agents non titulaires et aux modalités de ce report par décret en Conseil d'Etat ; adopté - **Art. 74 :** son amendement n° 59 : suppression de cet article relatif aux conditions de report de la nomination à la date d'effet des décrets ; adopté - **Art. 75 :** son amendement n° 60 : suppression de cet article relatif aux services dont le report a été autorisé et considérés comme des services effectifs accomplis dans le corps d'accueil ; adopté - **Art. 76 :** son amendement n° 61 : suppression de cet article relatif à la rémunération des agents ; adopté - **Art. 77 :** son amendement n° 62 : suppression de cet article relatif à l'étalement du versement des cotisations de rachat pour la validation des services accomplis en qualité de non titulaire ; adopté - **Art. 78** (p. 2445) : s'oppose à l'amendement n° 117 de M. Jacques Eberhard (rémunération des agents des directions départementales des ministères) - Accepte l'amendement n° 121 de M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat (titularisation de tous les agents auxiliaires des directions départementales d'équipement) - Répartition des agents titularisés - **Art. 81** (p. 2447) : son amendement n° 64 de coordination ; adopté.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Prestations sociales agricoles - (1er décembre 1983) - (p. 3554) : situation des agriculteurs double-actifs ou pluri-actifs des régions de montagne - Problèmes en matière d'affiliation ou de protection sociale - Projet de loi sur la montagne - (p. 3555) : retraite des agriculteurs et abaissement éventuel de l'age des ayants droit.

– Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat - *Deuxième lecture* [n° 71 (83-84)] - (13 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4110) : souci d'harmonisation avec les diverses lois relatives à la fonction publique - Rejet par l'Assemblée nationale des amendements adoptés par le Sénat en première lecture - Amendements de la commission - **Art. 9 :** son amendement n° 2 : caractère limitatif de la liste des organismes consultatifs ; adopté - **Art. 9** *bis* (p. 4111) : son amendement n° 3 : suppression de cet article relatif à l'exercice du droit d'expression des agents de l'Etat ; adopté - **Art. 11 :** son amendement n° 4 : suppression du monopole de présentation par les organisations syndicales ; adopté - **Art. 13 :** son amendement n° 5 : possibilité et non obligation de créer des comités d'hygiène et de sécurité ; adopté - **Art. 15** (p. 4112) : ses amendements nos 6 à 10 : substitution à la commission mixte d'une commission tripartite ; composition et modalités de fonctionnement de cette commission ; adoptés - **Art. 20** (p. 4113) : son amendement n° 11 : suppression de cet article relatif à la troisième voie d'accès à l'Ecole nationale d'administration (ENA) ; adopté - **Art. 23 :** son amendement n° 12 : rétablissement des trois voies possibles de promotion interne ; adopté - **Art. 38** *ter (supprimé par l'Assemblée nationale)* (p. 4114) : son amendement n° 13 : rétablissement de cet article relatif à la possibilité pour des organismes à caractère associatif qui assurent des missions d'intérêt général de bénéficier de la mise à disposition ou du détachement de fonctionnaires de l'Etat et des communes ou d'agents d'établissements publics ; adopté - Associations de chasse et de pêche - **Art. 40** (p. 4115) : son amendement n° 14 : suppression dans cet article de l'alinéa relatif au détachement de fonctionnaires auprès de parlementaires ; adopté - **Art. 65 :** son amendement n° 15 : suppression de cet article relatif aux dispositions transitoires ; adopté - Référence à la loi du 11 juin 1983 - **Après l'art. 80** *bis (par priorité)* (p. 4116) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Anicet Le Pors,

secrétaire d'Etat (abrogation de la loi du 11 juin 1983 définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics, à l'exception de deux alinéas des articles 9 et 13) - Titularisation - **Art. 66, 66 *bis*, 67 et 68 :** ses amendements de suppression n° 37 et n°s 16 à 18 ; adoptés - **Art. 68 *bis*, 69, 70, 70 *bis*, 71, 72 et 73** (p. 4117) : ses amendements de suppression n°s 19 à 25 ; adoptés - **Art. 74 à 77** (p. 4118) : ses amendements de suppression n°s 26 à 29 ; adoptés - **Art. 6 *bis (suite)* :** son amendement n° 1, précédemment réservé : statut des membres des tribunaux administratifs ; adopté - (p. 4119, 4120) : indépendance des membres des tribunaux administratifs : recrutement, avancement et discipline.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° 7 (83-84)] - (13 décembre 1983) - **Art. 7** (p. 4144) : son amendement n° 258, soutenu par M. Pierre Schiélé : conseil supérieur de la fonction publique territoriale : précision supplémentaire sur les modalités d'application devant être fixées par le décret en Conseil d'Etat ; retiré.

Suite de la discussion - (14 décembre 1983) - **Art. 97 *bis*** (p. 4227, 4228) : ses amendements n° 222 et 221 relatifs aux conditions d'âge et d'ancienneté pour l'octroi du congé spécial ; devenus sans objet.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat** - *Nouvelle lecture* [n° 179 (83-84)] - (22 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4554) : regrette l'échec de la commission mixte paritaire - Avis favorable de l'Assemblée nationale sur deux amendements du Sénat : droit d'expression collective des fonctionnaires ; publication des décisions relatives à la carrière des fonctionnaires - Propose la reprise des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture - **Art. 6 *bis*** : son amendement n° 1 : fixation par la loi des règles relatives au recrutement, à l'avancement et à la discipline des membres des tribunaux administratifs ; adopté - **Art. 9 :** son amendement n° 2 : liste des organismes consultatifs au sein desquels s'exerce la participation des fonctionnaires de l'Etat ; adopté - **Art. 11** (p. 4555) ; son amendement n° 3 : suppression du monopole de présentation par les organisations syndicales des candidats à la représentation du personnel ; adopté - **Art. 13 :** son amendement n° 4 : possibilité et non obligation de créer des comités d'hygiène et de sécurité ; adopté - **Art. 15 :** ses amendements n° 5 à n° 10 : substitution à la commission mixte d'une commission tripartite ; composition et modalités de fonctionnement de cette commission ; adoptés - **Art. 20** (p. 4556) : son amendement n° 11 : suppression de cet article relatif à la troisième voie d'accès à l'Ecole nationale d'administration (ENA) ; adopté - **Art. 23 :** son amendement n° 12 : rétablissement des trois voies possibles de promotion interne ; adopté - **Art. 40 :** son amendement n° 13 : suppression de l'alinéa relatif au détachement de fonctionnaires auprès de parlementaires ; adopté - **Art. 65 à art. 77** (p. 4558, 4559, 4560) : ses amendements de suppression n° 14 à n° 29 ; adoptés.

BOYER (Jean), sénateur de l'Isère (UREI).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires sociales (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Anciens combattants - (28 novembre 1983) - (p. 3407) : événements du Liban - Budget d'austérité - Mesures prises en 1981 pour respecter les engagements pris : rénovation et humanisation ; médicalisation ; réinsertion - Revendication principale relative au rattrapage du rapport constant ; remise en cause des conclusions de la commission tripartite ; intégration de l'indemnité mensuelle spéciale (IMS) ou de points de l'indemnité de résidence et manipulation des chiffres - Anciens combattants d'Afrique du Nord - Régression inacceptable de ce budget.

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3585, 3586) : montants compensatoires monétaires (MCM) - 9e Plan - Calamités naturelles - Fonds de calamités agricoles - Prise en compte des avances aux cultures - Fiscalité agricole - Industries agro-alimentaires - Agriculture de montagne - Production laitière - Installation des jeunes - Enseignement agricole - Maisons familiales - Location des chambres d'hôtes - Dotation aux jeunes agriculteurs des zones de montagne - Hydraulique agricole - (p. 3587) : comptes pour le développement industriel (CODEVI) - Vote défavorable sur ce budget.

– **Projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales** [n° 95 (83-84)] - (19 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4390) : transfert aux départements des dépenses obligatoires de santé et d'aide sociale - Règlements départementaux d'aide sociale - Date et modalités du transfert - Dotation globale de fonctionnement (DGF) - Réduction de la garantie de progression minimale - (p. 4391) - complexité de la législation financière des collectivités locales - Contexte économique et financier ; désengagement de l'Etat ; réduction des facilités d'accès au crédit pour les collectivités locales ; accroissement de la fiscalité locale - Situation des petites communes rurales - Contingent d'aide sociale - Taux d'augmentation du prix de vente de l'eau en 1984 - Décalage entre les perspectives de la dotation globale d'équipement (DGE) des départements et les subventions spécifiques attribuées à l'Etat avant la globalisation - Avis du comité des finances locales.

BOYER (Louis), sénateur du Loiret (UREI).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (loi n° 83-609 du 8 juillet 1983) (20 octobre 1983) (p. 2363).

Est nommé membre de la commission des comptes de la sécurité sociale (décret n°79-237 du 22 mars 1979) (18 novembre 1983) (p. 3069).

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public (16 décembre 1983) (p. 4316).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier (16 décembre 1983) (p. 4343).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant et modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif (19 décembre 1983) (p. 4401).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural relatives aux caisses de mutualité sociale agricole (20 décembre 1983) (p. 4412).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (20 décembre 1983) (p. 4461).

Est nommé membre de la commission de contrôle des services publics responsables de l'application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques (22 décembre 1983) (p. 4560).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **235 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant diverses mesures relatives aux prestations de vieillesse [n° **251 (82-83)**] (20 avril 1983) - **Assurance vieillesse : généralités.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Solidarité nationale - Sécurité sociale** [n° **65, tome III (83-84)**] (21 novembre 1983).

Rapport fait, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **126 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant diverses mesures d'ordre social [n° **143 (83-84)**] (15 décembre 1983) - **Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives aux prestations de vieillesse** [n° **235 (82-83)**] - (28 avril 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 516) : abaissement de l'âge de la retraite - Réforme du minimum de pension - Cumul entre pensions de retraites et revenus d'activité - Disparition de la garantie de ressources - Historique de l'abaissement progressif de l'âge de la retraite - (p. 517) : lutte contre le chômage - Garantie de ressources - Conséquences financières de la réforme : emprunts d'Etat, relèvement des cotisations - Portée sociale de l'abaissement de l'âge de la retraite - Non-salariés exclus du champ d'application de l'ordonnance - Esprit de concertation avec les partenaires sociaux - Accord sur les retraites complémentaires : association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO) ; association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC) - Cotisations d'assurance maladie des pré-retraités - Suspension de la signature des contrats de solidarité - (p. 518) : cumul entre retraite et revenus d'activité - Date d'application de la réforme - Définition des périodes d'assurance - Régime du minimum de pension - Commission des affaires sociales favorable à l'adoption de ce projet pour combler le vide laissé par la disparition du régime de la garantie de ressources - **Art. 2** (p. 524) : son amendement n° 1 : suppression de la référence à la date d'application de la retraite à 60 ans ; adopté - **Art. 3** : son amendement de coordination n° 2 ; adopté - **Art. 6** ; son amendement de coordination n° 3 ; adopté - **Après l'art. 6** : son amendement n° 4 : conditions d'application dans le temps des nouvelles dispositions relatives aux pensions de vieillesse ; adopté - **Art. 7** (p. 525) : son amendement n° 7 : cumul emploi retraite possible pour les artistes interprètes ; adopté - (p. 526) : son amendement n° 8 : contentieux du recouvrement de la contribution de solidarité ; adopté - Ses amendements de coordination n° 5 et n° 6 ; adoptés.

– **Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives** [n° **226 (82-83)**] - (10 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 736) : exigence d'un véritable ministère pour le sport français - Danger de l'intégration au ministère de l'éducation nationale de l'éducation physique et sportive - Modalités de l'éducation physique et sportive à l'école primaire, dans les collèges et les lycées - Examen et suivi médical des enfants et des sportifs - Livret sportif individuel - Moyens du contrôle sportif ; exemple de Gien - (p. 737) : sport de haut niveau ; régionalisation de l'action ; durée de la vie active d'un sportif de haut niveau - Sport en milieu rural et disparition des initiateurs de base - Décentralisation des équipements - Danger pour la liberté des fédérations et leur indépendance - Absence de moyens - **Art. 31** (p. 776) : son amendement n° 74, déposé avec M. Michel Miroudot, qui le soutient : présentation d'un diplôme attestant de la qualification pour enseigner de façon régulière les activités physiques et sportives ; retiré.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale - (26 novembre 1983) - Rapporteur pour avis (sécurité sociale) - (p. 3358) : modalités d'information du Parlement face à l'évolution financière du système de protection sociale - Assurance maladie - Evolution des dépenses hospitalières - Taux directeur d'évolution des budgets - Fréquentation des établissements - Forfait hospitalier journalier - Assurance vieillesse - Situation démographique - Prestations familiales - Cotisation exceptionnelle d'assurance maladie - Prélèvement supplémentaire sur le revenu imposable - Allocation aux adultes handicapés - Taxe nouvelle sur les alcools et les tabacs - Taxe sur la publicité pharmaceutique - Charges des entreprises - (p. 3359) : déplafonnement des cotisations d'assurance maladie - Inflation - Chômage - Grève des hôpitaux - Evolution des dépenses d'assurance maladie - Assurance vieillesse - Congé parental d'éducation - Réforme des prestations familiales - Pensions de réversion - Fragilité de l'équilibre comptable du système de protection sociale - Demande le rejet des crédits consacrés à la sécurité sociale.

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° **126 (83-84)**] - (20 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4449, 4450) : diversité des mesures proposées par le projet - Harmonisation des règles entre les régimes d'assurance vieillesse : pensions principales et pensions de réversion - Relations entre l'Etat et les régimes de sécurité sociale : solidarité nationale ou assurance - Régime des professions libérales : allocation de réversion au profit des conjoints des assurés ; comparaison avec les règles de cumul en vigueur au régime général ; éventualité d'un statut de conjoint collaborateur bénéficiant déjà aux professions du commerce et de l'artisanat - Tutelle des régimes de sécurité sociale - Congé d'adoption : harmonisation des droits entre les conjoints - Indemnité de soins aux tuberculeux - Proposition de la commission d'adopter le projet, sous réserve des amendements qu'elle a retenus - **Art. 1** (p. 4452) : son amendement n° 2 : droits à pension de réversion dans le régime des professions artisanales, industrielles et commerciales : application à compter du 1er avril 1983 ; adopté - Application des règles de proratisation ; contentieux éventuel - **Art. 2** : son amendement n° 3 : régime des professions libérales : conditions d'octroi de la majoration pour conjoint à charge ; adopté - Son amendement n° 4 : application à la date du 1er décembre

1982 ; adopté - Référence à la loi du 13 juillet 1982, modifiant les pensions de réversion - **Art. 3** *bis* (p. 4453) : accepte l'amendement n° 23 de M. Jean Chérioux (validation de la convention nationale de 1980 : possibilité pour les médecins conventionnés du secteur II à honoraires libres d'opter pour la caisse d'assurance maladie de leur choix) - Son amendement n° 5 : validation de la convention nationale de 1980 : suppression du paragraphe III portant application de cet article à compter du 1er juillet 1980 ; retiré - Signature de la convention de 1980 par la seule Fédération des médecins de France (FMF), à l'exclusion de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) - Distinction entre deux secteurs de médecins conventionnés : tarifs conventionnels ou honoraires libres ; versement de partie ou de la totalité des cotisations sociales dûes - Préparation de la prochaine convention et modifications éventuelles ; revendications des organisations syndicales des médecins : adhésion éventuelle au régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés non agricoles ; protection sociale du corps médical ; droit d'option conventionnelle des médecins - Refus par la commission d'une validation rétroactive - **Art. 3** *ter* (p. 4455) : sur l'amendement n° 26 de M. Pierre Bérégovoy, ministre (validation des actes pris en application de la convention de 1980, de ses annexes et de ses avenants jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle convention), son sous-amendement n° 27 : engagement des préalables à la négociation, dès la publication de la présente loi ; adopté - **Art. 3** *quater* : son amendement n° 7 : report au 31 décembre 1984 du droit d'option ouvert aux praticiens hospitaliers entre le maintien d'une consultation privée à l'hôpital public et le bénéfice des nouvelles dispositions statutaires et sociales ; adopté - Faiblesse de la grille indiciaire des praticiens hospitaliers publics - **Art. 4** (p. 4456) : son amendement n° 9 : clarification des conditions d'exercice de la tutelle dans les régimes de sécurité sociale ; adopté - **Art. 5** *bis* (p. 4457) : son amendement n° 11 : approbation des délibérations du conseil d'administration du régime d'assurance maladie des travailleurs indépendants ; adopté - **Art. 7** : son amendement n° 12 : congé d'adoption ; adopté - **Art. 8 à 10 et après l'art. 10** (p. 4458) : ses amendements rédactionnels nos 13 à 16 : congé d'adoption ; adoptés - **Art. 13** (p. 4459) : son amendement n° 18 : nouvelle rédaction de cet article relatif à la validation pour le régime d'assurance vieillesse des périodes de perception de l'indemnité de soins aux tuberculeux ; adopté - **Art. 14** (p. 4460) : son amendement n° 19 : suppression de cet article pour coordination ; adopté - **In fine** (p. 4461) : intervient sur l'amendement n° 25 de M. Josselin de Rohan (veuves de marins remariées : restitution de l'intégralité du droit à pension en cas de nouveau veuvage, divorce ou séparation de corps).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **171 (83-84)**] - (22 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4547) : liste des nombreux articles adoptés par la commission mixte paritaire.

BRACONNIER (Jacques), sénateur de l'Aisne (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la commission, placée auprès du ministre du plan, chargée de suivre l'exécution du plan intérimaire (loi n° 82-6 du 7 janvier 1982).

Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification (loi n° 82-653 du 29 juillet 1982).

Est nommé de nouveau membre de cette délégation (13 octobre 1983) (p. 2308).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 mai 1983) (p. 1202).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan) (28 juin 1983) (p. 2085).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Routes et voies navigables** [n° **64, tome XII (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Transports - (25 novembre 1983) - Rapporteur pour avis (routes et voies navigables) - (p. 3302) : faible part du budget des routes dans le budget des transports - Apport du Fonds spécial de grands travaux - Ralentissement du programme autoroutier ; projet de schéma directeur pour le 9e Plan - Régression des crédits pour les investissements routiers et crainte de transfert aux collectivités locales ; programmes d'action prioritaires - (p. 3303) : insuffisance des crédits destinés à la rénovation des ouvrages d'art - Sécurité ; programmes REAGIR et programmes « objectif moins 10 % » - Projet de réforme du permis de conduire - Conséquences de l'insuffisance des crédits du budget des routes sur le secteur du bâtiment et des travaux publics - Augmentation du budget des voies navigables - Fonds spécial de grands travaux - Rapport Grégoire - Liaisons interbassins ; hypothèses d'investissements - Schéma directeur des voies navigables - Batellerie artisanale - Contrats de plan Etat région et crainte de transferts de charges sur les collectivités locales - Avis défavorable aux crédits proposés - (p. 3306) : baisse relative des crédits des routes en raison de l'augmentation de l'indice du bâtiment et des travaux publics et du prix des produits dérivés du pétrole.

BRANTUS (Pierre), sénateur du Jura (UCDP).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des lois (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice (26 octobre 1983) (p. 2475).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à garantir la liberté de la presse (24 novembre 1983) (p. 3246).

BRIVES (Louis), sénateur du Tarn (GD-SRG).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Est réélu juge titulaire de la Haute Cour de justice (26 octobre 1983) (p. 2475).

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement : dotation globale d'équipement des collectivités locales** - (16 juin 1983) - (p. 1706) : circulaire ministérielle du 30 mars 1983 ; volume des subventions - Ressources théoriques et effectives - Déséquilibre entre les sections d'investissement et de fonctionnement.

BRUN (Raymond), sénateur de la Gironde (apparenté au groupe RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre du conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers (décret n° 78-1234 du 26 décembre 1978) (8 décembre 1983) (p. 3921).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises (22 juin 1983) (p. 1830).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale (5 juillet 1983) (p. 2190).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant certaines dispositions de la loi du 1er août 1905 (6 juillet 1983) (p. 2205).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Commerce et artisanat** [n° **64, tome VII (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Commerce et artisanat - (7 décembre 1983) - Rapporteur pour avis - (p. 3865, 3866) : régime juridique des sociétés à responsabilité limitée (SARL) familiales - Action du Gouvernement en faveur de l'artisanat - Nombre des commerces de détail - Baisse des immatriculations et augmentation des radiations en matière artisanale - Modernisation de l'appareil commercial - Formation des hommes - Emploi - Mode de calcul des allocations familiales - Assurance vieillesse et départs à la retraite - Assurance maladie - Statut du conjoint - Contrôle fiscal - Exonération d'impôt sur les sociétés pour les entreprises nouvelles - Coopératives d'artisans - Exonération des droits de mutation des petits fonds de commerce - Non réévaluation du salaire fiscal pour les entreprises n'adhérant pas à un centre de gestion - Superfiscalité de l'impôt sur le revenu - Stages d'initiation à la gestion pour les futurs artisans ; régime fiscal de la contribution des futurs artisans - Grandes surfaces et loi Royer - Seuils en matière d'implantation de grandes surfaces - Disparition du commerce indépendant même en zones rurales - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'ensemble des crédits du commerce et de l'artisanat - **Art. 105** (p. 3878) : stages obligatoires des futurs artisans - Concertation avec les chambres de métiers et statut fiscal du versement - Contribution des assujettis à l'obligation d'un stage d'initiation à la gestion.

C

CABANEL (Guy), sénateur de l'Isère (UREI).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires étrangères (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (loi n° 79-564 du 6 juillet 1979) (13 octobre 1983) (p. 2307).

INTERVENTIONS

– Question au Gouvernement : position actuelle de cinq avions Super-Etendard - (13 octobre 1983) - (p.2298) : exportations d'armes - Conflit entre l'Iran et l'Irak.

– Projet de loi sur l'enseignement supérieur [n° 384 (82-83)] **- Suite de la discussion** - (8 novembre 1983) - **Art. 12 et art. additionnels** (p. 2712) : sur l'amendement n° 88 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif au contenu et aux conditions d'accès du premier cycle), soutient les sous-amendements de M. Philippe de Bourgoing n° 301 (conditions d'accès de tout bachelier dans les universités de la région où il a sa résidence au moment où il formule sa demande) et n° 300 (suppression du dernier alinéa relatif aux clauses des contrats d'établissements fixant le nombre minimum d'étudiants étrangers accueillis par l'université contractante) - (p. 2718) : certaines universités véritables citadelles régionales - Absence de mobilité des universitaires - Droit à l'inscription, droit illusoire - Problème de l'accueil des étudiants étrangers - **Art. 15** (p. 2723) : sur l'amendement n° 91 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif aux diplômes nationaux), soutient les sous-amendements de M. Philippe de Bourgoing n° 303 (insertion de la maîtrise dans la liste des diplômes nationaux), n° 302 (unification des divers doctorats), et n° 304 (exclusion du nombre des diplômes nationaux des diplômes sanctionnant les études médicales et pharmaceutiques) - **Art. 16** (p. 2728) : se déclare favorable à la demande de suppression de cet article de M. Paul Séramy, rapporteur - **Art. 18** (p. 2731) : sur l'amendement n° 96 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à la création d'une nouvelle catégorie d'établissements publics et tendant à garantir l'autonomie des universités), soutient le sous-amendement n° 305 de M. Philippe de Bourgoing (possibilité pour les universités d'avoir une vocation dominante) - **Art. 18** (p. 2733) : se déclare favorable à l'amendement n° 96 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à la création d'une nouvelle catégorie d'établissements publics et tendant à garantir l'autonomie des universités) - **Art. 16** *(suite)* (p. 2736) : se déclare favorable à l'amendement n° 92 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à la formation des formateurs) - Participation possible des universités à la formation initiale et continue des maîtres - Effort nécessaire de l'université en faveur de la recherche pédagogique - **Art. 19** (p. 2736) : soutient l'amendement n° 308 de M. Philippe de Bourgoing (maintien des universités existant à la date d'entrée en vigueur de la présente loi) - **Art. 23** (p. 2742) : désaccord avec la présence des bibliothèques dans les composantes de l'université - Interrogation sur le statut des bibliothèques universitaires - **Art. 24** (p. 2744) : se déclare opposé à l'amendement n° 364 de Mme Danielle Bidard (nouvelle rédaction de cet article relatif à l'administration de l'université afin de coordonner les différentes autorités chargées de l'administration) et favorable à l'amendement n° 66 de M. Jacques Pelletier (administration de l'université assurée par les décisions du président de l'université, les délibérations du conseil d'administration et les propositions et avis du conseil scientifique) - Article organisant le tricamérisme et une administration votive - **Art. 25** (p. 2746) : sur l'amendement n° 106 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif au choix du président de l'université, à ses pouvoirs et à ses fonctions), soutient les sous-amendements de M. Philippe de Bourgoing n° 309 (élection du président de l'université par un collège électoral comprenant les membres du conseil d'administration et ceux du conseil scientifique) et n° 312 (président de l'université assurant la gestion de ses personnels).

Suite de la discussion - (9 novembre 1983) - **Art. 27** (p. 2757) : sur l'amendement n° 107 de M. Paul Séramy, rapporteur (augmentation de la représentation des enseignants dans le conseil d'administration), soutient les sous-amendements n° 314 à 318 de M. Philippe de Bourgoing (représentation majoritaire des enseignants), et sur le même objet, l'amendement n° 313 du même auteur - (p. 2758) : se déclare opposé à l'amendement n° 107 de M. Paul Séramy, rapporteur - **Art. 27** *bis* (p. 2759) : sur l'amendement rédactionnel n° 108 de M. Paul Séramy, rapporteur, soutient le sous-amendement n° 319 de M. Philippe de Bourgoing - (Représentation des étudiants désignés par leurs représentants au conseil d'administration statuant en matière disciplinaire) - (p. 2760) : conseil de discipline - **Art. 28** (p. 2761) : sur l'amendement n° 109 de M. Paul Séramy, rapporteur, (composition du conseil scientifique de l'université) soutient les sous-amendements n° 320 à 324 de M. Philippe de Bourgoing (modification de la composition du conseil) - **Art. 29** (p. 2764) : se déclare favorable à l'amendement n° 68 de M. Jacques Pelletier (suppression de cet article instituant le conseil des études et de la vie universitaire) - **Art. 30** (p. 2765, 2766) : sur l'amendement n° 112 de M. Paul Séramy (administration des unités de formation et de recherche), soutient le sous-amendement n° 329 ds M. Philippe de Bourgoing (composition et effectifs du conseil de l'unité de formation et de recherche) - (p. 2767) : présence de personnalités extérieures dans les conseils d'unités de formation et de recherche (UFR) - **Art. 31** (p. 2771) : sur l'amendement n° 114 de M. Paul Séramy, rapporteur (nomination par le ministre de l'éducation nationale des directeurs des instituts ou des écoles faisant partie des universités), se déclare opposé au sous-amendement n° 406 de M. Adrien Gouteyron (présidents des instituts ou des écoles) - Instituts universitaires de technologie (IUT) - **Art. 36** (p. 2802) : sur l'amendement n° 123 de M. Paul Séramy, rapporteur (modification de la durée du mandat et des modes de scrutin des différentes catégories de personnels pour l'élection aux conseils) soutient les sous-amendements n° 331 (scrutin à deux tours pour les représentants du personnel) et n° 332 (perte de mandat des représentants des personnels et des étudiants, au cas où ils cessent d'appartenir à l'université dans laquelle ils ont été élus) de M. Philippe de Bourgoing - (p. 2803) : syndicalisme universitaire - Importance du suffrage indirect pour la représentation des UFR - Prédominance des conseils d'université dans le cas du suffrage direct - (p. 2804) : attachement au scrutin à deux tours.

Suite de la discussion - (15 novembre 1983) - **Art. 62** (p. 2865) : sur l'amendement n° 157 de M. Paul Séramy, rapporteur (groupement des académies en régions universitaires : création d'un comité régional de l'enseignement supérieur), soutient les sous-amendements de M. Philippe de Bourgoing, n° 338 (suppression des dispositions de cet article relatives au groupement des académies en régions universitaires) et n° 339 (création d'un comité régional de l'enseignement supérieur et de la recherche) - **Art. 64** (p. 2868) : soutient l'amendement n° 340 de M. Philippe de Bourgoing (suppression de cet article relatif à la mission du comité national d'évaluation des établissements publics à caractère culturel, scientifique et professionnel).

– Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier [n° 9 (83-84)] -

(17 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2992) : renforcement depuis 1981 de la tutelle de l'Etat sur toutes les institutions - Réforme des hôpitaux contraire à la décentralisation - Rôle prépondérant du « préfet » - Partisan d'une départementalisation laissée à l'initiative des services hospitaliers - Délai de mise en place - Election des chefs de département - Affaiblissement de l'autorité médicale - Commission des médiateurs - (p. 2993) : chef du département soumis au contrôle syndical par l'intermédiaire du comité technique paritaire - Disparition du pouvoir médical - Qualité des hôpitaux français - Progrès possibles : rationalisation de la gestion ; amélioration des soins aux malades ; meilleure définition et garantie de la carrière des médecins - Gestion de l'hôpital assurée par le directeur, assisté par la commission médicale consultative - Compétition électorale au sein des départements - En réponse à M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat, similitude entre les compétences proposées du conseil d'administration des hôpitaux et les compétences de ces mêmes conseils définies par la loi de décembre 1970 - Intérrogation sur l'intérêt du texte - (p. 2994) : projet non conforme à l'esprit de la décentralisation.

Suite de la discussion - (18 novembre 1983) - **Avant l'art. 5** (p. 3029) : sur l'amendement n° 5 de M. Jean Chérioux, rapporteur, (article additionnel tendant à définir les services) son sous-amendement n° 64, soutenu par M. Pierre Louvot : possibilité d'une remise en cause du chef de service ; adopté.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Défense et service des essences - (2 décembre 1983) - (p. 3671) : accord sur les intentions politiques du budget de la défense ; continuité dans les objectifs ; équilibre des forces en Europe - Observation sur les conceptions stratégiques : armement nucléaire et armements conventionnels - Insuffisance des crédits de recherche - Priorité à l'armement nucléaire tactique - Missiles air-sol à moyenne portée (ASMP) - Systèmes Hadès et Pluton - Problèmes financiers : pari sur le taux d'inflation ; tassement du budget de la défense par rapport au produit intérieur brut marchand (PIBM) - Satellite militaire - Armement stratégique sol-sol mobile - Armement conventionnel : rétrécissement du marché extérieur et éventualité d'une solidarité des industries d'armement européennes : contrôle des coûts et standardisation des armements - Dépenses de fonctionnement du titre III : rémunération des fonctionnaires civils et militaires - Gendarmes - (p. 3672) : activités des unités : problème des crédits de carburants ; réduction prévue des consommations - Coût des opérations extérieures - Rééquilibrage entre les titres III et V - Loi de programmation militaire pour 1984-1988 : réduction prévue des effectifs de l'armée de terre et des personnels civils et redéploiement ; risque de retentissement sur les populations - Cas du département de l'Isère - Avenir de l'hôpital des armées Louis-Pardé à Grenoble ; création éventuelle d'un centre de recherche du service de santé des armées - Ecole des pupilles de l'air de Grenoble et transfert prévu ; conséquence pour l'activité dans le département - Accord sur les intentions politiques du ministère, mais caractère hasardeux des paris engagés.

CABOCEL (Rémi), sénateur de la Moselle (NI).

Devient sénateur le 29 juillet 1983 en remplacement de M. René Jager, décédé (3 octobre 1983) (p. 2244).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

CAILLAVET (Henri), sénateur du Lot-et-Garonne (GD-SRG).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à supprimer la territorialité de la postulation en région parisienne [n° **86 (82-83)**] déposée le 9 novembre 1982 - **Retirée le 7 janvier 1983** (*JO* Débats 2 avril 1983).

Proposition de loi relative au financement du service public de la **radiodiffusion** sonore et de la **télévision** [n° **188 (82-83)**] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, *JO* Débats 2 avril 1983).

Proposition de loi, déposée avec les membres de la formation des sénateurs radicaux de gauche, relative à la création de fonds de garantie des transactions sur les produits agricoles [n° **337 (82-83)**] (20 mai 1983) - **Agriculture**.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **303** (*JO* Débats 9 novembre 1982) (p. 5289) à M. le ministre de l'éducation nationale : **enseignants** (refus d'inspection par certains professeurs) - Réponse de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale (22 avril 1983) (p. 453, 454).

n° **390** (*JO* Débats 28 mai 1983) (p. 1215) à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants : **anciens combattants et victimes de guerre** (conditions d'attribution des titres de résistance).

n° **401** (*JO* Débats 8 juin 1983) (p. 1454) à M. le secrétaire d'Etat aux techniques de la communication : **radiodiffusion et télévision** (déontologie des journaux télévisés).

Questions orales avec débat :

n° **1** (2 avril 1983) (p. 3) à M. le Premier ministre : **Constitution** (révision de l'article 11 de la Constitution).

n° **3** (2 avril 1983) (p. 3) à M. le Premier ministre : **presse** (application des ordonnances de 1944 sur la presse) - Discutée le 15 avril 1983 (débat commun) (p. 311 et suiv.).

n° **45** (3 mai 1983) (p. 585) à M. le ministre des affaires européennes : **politique agricole commune** (politique agricole européenne de la France).

INTERVENTIONS

– Questions orales avec débat jointes : respect et application de l'ordonnance de 1944 sur la presse - (15 avril 1983) - (p. 311) : favorable à l'application des ordonnances - Défense du pluralisme de la presse - (p. 312) : interrogation sur les difficultés d'application des ordonnances de 1944 par suite de l'évolution des techniques - (p. 314) : protection de la liberté de la presse mise à mal par l'occupation jugée indispensable par les députés en 1945-1946 - Existence de faits contredisant l'ordonnance du 27 août 1944 - Prise en compte de l'évolution des techniques pour assurer la liberté du journal et l'indépendance rédactionnelle - Transparence financière indispensable - Nécessité d'assurer la dignité et l'indépendance des rédacteurs - Modification souhaitable du texte des ordonnances en raison de l'évolution - Elaboration d'un projet de loi concernant le problème de la

presse par les parlementaires en collaboration avec les professionnels.

– **Question au Gouvernement : répercussion sur la dotation globale de fonctionnement et sur la dotation globale d'équipement de la réduction des dépenses publiques** - (21 avril 1983) - (p. 409) : difficultés des collectivités territoriales et nécessaire action du Gouvernement.

– **Projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale** - *Deuxième lecture* [n° **257 (82-83)**] - (3 mai 1983) - **Art. 13** (p. 568) : son amendement n° 37 : impossibilité pour les opérations de vérification d'identité de donner lieu à la prise d'empreintes digitales ou de photographies ; retiré - (p. 569) : défense des libertés individuelles - Travaux de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) - (p. 572) : examen par la CNIL de certains fichiers du terrorisme - Sommier des fichiers - (p. 573) : défense des libertés.

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [**n° 53 (82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (5 mai 1983) - **Après l'art. 13** (p. 645) : se déclare opposé à l'amendement n° 20 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (transfert aux régions des compétences en matière d'aérodrome).

– **Questions orales avec débat jointes : politique européenne** - (27 mai 1983) - (p. 1191) : risque de dégradation de la politique agricole communautaire - Concertation monétaire - Lutte contre la surproduction agricole et seuil de production agro-alimentaire - Débouchés des productions européennes vers les pays du tiers-monde - Modulation des prix garantis - Généralisation des quotas - Exemple du sucre - (p. 1192) : tabaculture - Production animale - Coût du lait pour le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) -Fixation des prix - Productions méridionales : vins ; fruits et légumes - Manipulation monétaire - Mode de calcul des montants compensatoires monétaires (MCM) - Accords du GATT *(General agreement on tariffs and trade)* - Défense des intérêts de l'agriculture - Système monétaire européen (SME) - Entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté - (p. 1193) : risque de pénalisation des productions méridionales françaises - Faillite d'Aquitaine-alimentaire - Dépôt d'une proposition de loi relative à la création d'un fonds de garantie - Offices d'intervention - Conseil supérieur d'orientation du monde rural - (p. 1199) : entrée du Portugal et de l'Espagne dans la Communauté économique européenne (CEE) ; risque de surplus dangereux pour le vin, les fruits, les légumes et l'huile d'olive - Productions complémentaires.

– **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° **368 (82-83)**] - (2 juin 1983) - (p. 1340) : conférence internationale de Williamsburg - Négociations de Genève entre les Américains et les Soviétiques - Non participation de la France - Désarmement - En sa qualité de président du groupe d'amitié sénatoriale France - Chypre, intervient sur la situation dans l'île de Chypre - Occupation du territoire par la Turquie - Disparition ; tortures ; déportations - Action du secrétaire général de l'Organisation des nations unies (ONU) ; contribution nécessaire de la France à cette démarche.

– **Question au Gouvernement : énergie nucléaire - Centrale de Golfech** - (16 juin 1983) - (p. 1707) : avenir de la centrale de Golfech.

CAIVEAU (Louis), sénateur de la Vendée (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre du conseil supérieur des prestations sociales agricoles (décret n° 64-662 du 3 août 1964) (1er décembre 1983) (p. 3588).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (21 juin 1983) (p. 1818).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public (16 décembre 1983) (p. 4314).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier (16 décembre 1983) (p. 4343).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant et modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif (19 décembre 1983) (p. 4401).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural relatives aux caisses de mutualité sociale agricole (20 décembre 1983) (p. 4412).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **404 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la prorogation du mandat des délégués cantonaux et des membres des conseils d'administration des caisses de **mutualité sociale agricole** [n° **435 (82-83)**] (23 juin 1983).

Rapport fait, au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi [n° **502 (82-83)**] modifiant certaines dispositions du code rural, relatives aux caisses de **mutualité sociale agricole** [n° **21 (83-84)**] (13 octobre 1983).

Avis, présenté, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Prestations sociales agricoles** [n° 65, tome VI (83-84)] (21 novembre 1983).

Rapport fait, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **69 (83-84)**] modifié par l'Assemblée nationale, modifiant certaines dispositions du code rural, relatives aux caisses de **mutualité sociale agricole** [n° **108 (83-84)**] (7 décembre 1983).

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural relatives aux caisses de **mutualité sociale agricole** [n° **156 (83-84)**] (20 décembre 1983).

Rapport fait, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **167 (83-84)**] modifié par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, modifiant certaines dispositions du code rural relatives aux caisses de **mutualité sociale agricole** [n° **169 (83-84)**] (21 décembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la prorogation du mandat des délégués cantonaux et des membres des conseils d'administration des caisses de mutualité sociale agricole** [n° **404 (82-83)**] - (27 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2004) : délai de préparation de la réforme des structures de la mutualité sociale agricole - Projet de participation accrue des salariés agricoles à la gestion de leur système de protection sociale - Système actuel : élection des responsables aux niveaux communal, cantonal, départemental et national ; mode de scrutin ; collèges distincts : salariés ; exploitants familiaux ; exploitants employeurs de main d'œuvre - Rôle du conseil central d'administration - Originalité des structures locales : échelon départemental et local - (p. 2005) : participation renforcée des salariés - Principe envisagé de deux sections distinctes pour les exploitants et les salariés - Respect nécessaire de la spécificité de l'institution - Position favorable de la commission, sous réserve de son amendement - **Après l'art. unique** (p. 2006) : son amendement n° 1 : consultation d'une commission composée de membres de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil économique et social ; retiré.

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural, relatives aux caisses de mutualité sociale agricole** [n° **502 (82-83)**] - (18 octobre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2330) : maintien des principes de la mutualité sociale agricole (MSA) - Historique de la MSA - Structure de l'organisation et spécificité - Rôle des caisses départementales - Délégués communaux et cantonaux et membres des conseils d'administration - Dispositions du projet en examen : maintien de l'unité de la MSA - (p. 2331) : système électoral : scrutin majoritaire et représentation proportionnelle ; monopole de présentation des candidatures - Accroissement de la représentation des salariés - Création de deux comités de gestion - Position favorable de la commission des affaires sociales sous réserve de l'adoption de ses amendements - **Art. 1** (p. 2337) : son amendement n° 2 : élection des délégués communaux : cas des communes divisées en cantons ; retiré - (p. 2338) : son amendement n° 3 : arrêté de regroupement de plusieurs cantons pris sur proposition du conseil d'administration de la mutalité sociale agricole ; adopté - (p. 2339) : son amendement n° 4 : suppression de la présentation obligatoire des listes par les organisations syndicales ; adopté - (p. 2340) : son amendement n° 5 : représentation des divers collèges au conseil d'administration des caisses dont la circonscription s'étend sur deux ou plusieurs départements ; adopté - Sur l'amendement n° 10 de M. Albert Vecten (représentation des familles au sein du conseil central d'administration de la mutualité sociale agricole), son sous-amendement n° 17 : représentants des familles désignés par l'Union nationale des associations familiales sur proposition des associations familiales ; adopté - (p. 2341) : son amendement n° 6 : suppression de l'avis conforme requis des comités de la protection sociale pour certaines délibérations du conseil d'administration de la mutualité sociale agricole ; adopté - Son amendement n° 7 : conjoints d'électeurs ; adopté - (p. 2342) : son amendement n° 8 : possibilité d'attribution d'indemnités forfaitaires représentatives du temps passé ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Prestations sociales agricoles - (1er décembre 1983) - Rapporteur pour avis - (p. 3549) : budget de dénuement - Assurance maladie - Assurance vieillesse - Cotisations sociales - Taxes de solidarité - Prestations familiales et prestations sociales agricoles - Amélioration des retraites - Protection sociale agricole - (p. 3550) : retraites professionnelles - Mutualité sociale agricole (MSA) - Vaccination anti-grippe pour les personnes de plus de 75 ans - Financement de l'aide ménagère aux personnes âgées - Retraite vieillesse des exploitants - Retraite à 60 ans - Stagnation de la protection sociale des agriculteurs - Augmentation des cotisations sociales agricoles - Contribution de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) -Charges financières supportées par l'Etat - Subvention de l'Etat au régime agricole - Fonds national de solidarité - (p. 3551) : cotisations professionnelles - Assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles (AMEXA) - Demande le rejet du projet de budget pour 1984.

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural relatives aux caisses de mutualité sociale agricole** - *Deuxième lecture* [n° **69 (83-84)**] - (12 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4100) : divergences entre l'Assemblée nationale et le Sénat - Nombre des représentants des familles au sein des conseils d'administration (CA) des caisses départementales et du conseil central d'administration de la mutualité sociale agricole (MSA) - Avis conforme des comités de la protection sociale pour certaines décisions du CA - Introduction de dispositions nouvelles par l'Assemblée Nationale - Propositions de la commission : regroupements de communes et de cantons ; représentants des familles ; droit de proposition des comités de la protection sociale ; avis du comité paritaire d'action sanitaire et sociale ; incapacités électorales des étrangers ; CA des caisses de réassurances mutuelles agricoles - Suppression du monopole syndical de présentation des listes dans le deuxième collège - Suppression de l'avis conforme du comité de la protection sociale pour certaines décisions du CA - Composition du CA - Association de la MSA à la rédaction des décrets nécessaires à l'application de cette loi - **Art. 1** (p. 4102) : son amendement n° 1 : cas du regroupement de l'ensemble des communes d'un canton et modalités d'élection des délégués communaux et de leurs suppléants ; adopté - Son amendement n° 2 : suppression du monopole syndical de présentation des listes ; adopté - (p. 4103) : son amendement n° 3 : suppression des dispositions de cet article relatives à la voix consultative de deux représentants du personnel de la caisse de mutualité sociale agricole désignés par le comité d'entreprise, au sein du conseil d'administration d'une caisse départementale de mutualité sociale agricole ; adopté - Son amendement n° 4 : suppression des dispositions de cet article relatives à la composition du comité de la protection sociale des salariés agricoles par des administrateurs des deuxième et troisième collèges, ainsi qu'un administrateur représentant des familles, relevant du deuxième collège ; adopté - Son amendement n° 5 : liberté de décision du conseil d'administration ; suppression de l'avis conforme requis des comités de la protection sociale des salariés et non salariés pour certaines délibérations du conseil d'administration ; adopté - (p. 4104) : son amendement n° 6 : suppression du droit de vote pour les personnes de nationalité étrangère et conditions de résidence en France depuis deux ans ; adopté - Son amendement n° 7 : suppression de l'éligibilité des étrangers ; adopté - Délai d'organisation des élections.

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° **126 (83-84)**] - (20 décembre 1983) - **In fine** (p. 4460) : son amendement n° 22 : validation pour l'assurance vieillesse des périodes des réfractaires au service du travail obligatoire (STO) : assouplissement du mode de preuve ; retiré.

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural, relatives aux caisses de mutualité sociale agricole** - *Nouvelle lecture* [n° **167 (83-84)**] - (21 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** - (p. 4503) : échec de la

commission mixte paritaire - Reprise par l'Assemblée nationale en troisième lecture de la quasi-intégralité des dispositions adoptées précédemment - Rétablissement du monopole syndical de présentation pour les élections cantonales du deuxième collège - Introduction à nouveau avec voix consultative de deux représentants du personnel des caisses de mutualité sociale agricole dans les conseils d'administration et au sein du conseil central d'administration - Reprise de l'obligation d'un avis conforme des comités de la protection sociale pour certaines décisions du conseil d'administration - Rétablissement du droit de vote au profit des personnes de nationalité étrangère - **Art. 1** (p. 4505, 4506) : ses amendements n° 1 à 7 reprenant les dispositions adoptées en deuxième lecture par le Sénat et tendant à la suppression : du monopole syndical de présentation des listes de salariés ; des dispositions concernant la représentation du personnel des caisses dans les conseils d'administration ; de l'avis conforme des comités de la protection sociale pour certaines décisions du conseil d'administration et au rétablissement de : la condition de résidence de deux ans en France pour accorder le droit de vote aux personnes de nationalité étrangère ; la condition de jouissance des droits civiques afin de permettre aux étrangers d'être éligibles ; adoptés.

CALDAGUES (Michel), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (loi n° 79-564 du 6 juillet 1979) ; en démissionne (26 avril 1983) (p. 466).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (9 juin 1983) (p. 1532).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 (14 juin 1983) (p. 1625).

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la structure et le montant de la dette publique de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements, ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques dans l'évolution de la dette extérieure depuis 1981 (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'assemblée nationale - **Défense - Section gendarmerie** [n° **65, tome V (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi interdisant certains appareils de jeux** [n° **305 (82-83)**] - (15 juin 1983) - **Après l'art. 3** (p. 1640) : son amendement n° 7, déposé avec M. François Collet : sanctions relatives à l'organisation illégale des jeux d'argent et de hasard sur la voie publique ; adopté.

– **Projet de loi relatif à l'augmentation de la quote-part de la France au Fonds monétaire international et à l'augmentation de sa participation aux accords généraux d'emprunt** [n° **26 (83-84)**] - (2 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2548) : nécessité de rigueur dans l'octroi des concours du Fonds monétaire international (FMI) : exemple du Brésil.

– **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° **48 (83-84)**] - (7 novembre 1983) - (p. 2695) : situation au Proche-Orient ; présence d'unités françaises au Liban dans le cadre de la force d'interposition et de la force multinationale ; attentat de Beyrouth ; interrogation sur la clarté de la mission confiée au contingent français ; massacre des Palestiniens par les Syriens et massacre de chrétiens dans le Chouf - Problème du pouvoir de la force multinationale à Beyrouth - Déclaration du ministre de la défense nationale - (p. 2696) : article paru dans le *Financial Times* sur la rencontre entre le ministre de la défense et le secrétaire d'Etat américain - Moyens de contrôle de la force multinationale et prévention de nouveaux attentats éventuels - Contradiction entre l'affirmation du respect des engagements de la France et l'interrogation sur la nécessité de la présence militaire française - Impuissance de l'Organisation des Nations Unies (ONU) - Rôle de la Syrie - Présence soviétique au Liban - (p. 2697) : clarté nécessaire de la politique étrangère de la France.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 2** (p. 3129, 3130) : se déclare favorable à l'amendement n° 128 de M. Jacques Moutet (suppression du paragraphe VIII de cet article instituant une surtaxe progressive conjoncturelle).

Deuxième partie :

Défense et service des essences - (2 décembre 1983) - Rapporteur pour avis (section gendarmerie) - (p. 3653, 3654) : évolution des crédits de fonctionnement inscrits au titre III et des crédits d'équipement inscrits au titre V - Problème de la parité entre les retraités de la gendarmerie et ceux de la police : intégration de l'indemnité de sujétions spéciales de police dans la base de calcul des pensions ; anomalie du délai prévu de quinze années et amendement déposé par la commission - Pension de réversion à 100 % au profit des veuves de gendarmes tués au cours d'opérations de police - Recrutement par la gendarmerie d'officiers et sous-officiers féminins ; recours à l'auxiliariat ; loi du 8 juillet 1983 modifiant le code du service national et taux maximal de la proportion de militaires du contingent - Définition de l'emploi et des missions de la gendarmerie et risque de dilution de sa spécificité - Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) - (p. 3655) : mise en cause du GIGN par la presse et circulaire du 20 juillet 1983 tendant à expliciter les missions et l'emploi du GIGN - Transfert à la gendarmerie des missions de défense opérationnelle du territoire (DOT) au niveau du département : risque de préjudice pour l'accomplissement des missions traditionnelles de la gendarmerie - Référence à l'appréciation globale portée par la commission des affaires étrangères sur l'ensemble des crédits militaires - **Art. 116** (p. 3681) : son amendement n° 178 : étalement sur dix ans au lieu de quinze du plan d'intégration de l'indemnité de sujétions spéciales de police dans le traitement de base servant au calcul des pensions de retraite ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - Parité entre policiers et gendarmes.

Culture - (7 décembre 1983) - (p. 3893) : impossibilité de cohabitation entre la culture et le manichéisme - Culture et non-conformisme - (p. 3894) : totalitarisme culturel - Devoirs de l'Etat à l'égard de la capitale - Patrimoine national - Montant des crédits de la direction des affaires culturelles de la ville de Paris - Réseau des bibliothèques et discothèques de Paris - Ateliers d'expression culturelle et de voisinage - Musique et conservatoires de région ; conservatoires municipaux - Spectacles pour les jeunes -

Initiatives culturelles de la ville de Paris - Affaire du Grand Louvre ; problèmes d'entretien permanent - Etat des Tuileries et des arcades du Palais Royal - Jardin des Tuileries - Rôle des Bâtiments de France - (p. 3895) : croissance du nombre des sex-shops ou « peep-show » - Défense de la liberté de l'homme qu'est la culture - (p. 3901) : liens entre Paris et la province - Composition du public d'un théâtre parisien - Efforts accomplis en matière culturelle à Paris depuis 1977 - **Examen des crédits - Etat C** (p. 3905) : politique culturelle du Gouvernement - Vote défavorable du groupe RPR sur ces crédits.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Art. 81** (p. 4041) : dégrèvements fiscaux accordés à M. Jean-Baptiste Doumeng, évoqués par M. Roland du Luart - Procédure douanière à l'encontre de l'ancien président de Paribas.

CANTEGRIT (Jean-Pierre), sénateur des Français établis hors de France (GD).

Réélu sénateur le 3 octobre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé à nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code de la sécurité sociale et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant (12 décembre 1983) (p. 4099).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique (14 décembre 1983) (p. 4187).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à créer la Caisse des **Français à l'étranger** [n° **175 (82-83)**] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, *JO* Débats 2 avril 1983).

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à généraliser la sécurité sociale des **Français à l'étranger** [n° **177 (82-83)**] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, *JO* Débats 2 avril 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France** [n° **246 (82-83)**] - (26 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 482) : originalité de la représentation des Français de l'étranger ; étude demandée par le sénateur Mac Govern en vue de faire représenter les Américains expatriés au sein de leur Parlement - Représentation à l'Assemblée nationale consultative en octobre 1944 - Article 20 de la Constitution de 1946 - Création en 1948 du Conseil supérieur des Français de l'étranger ; rôle des associations représentatives - Article 24 de la Constitution de 1958 et ordonnance du 4 février 1959 ; division en sections - Examen prochain du projet de loi organique tendant à augmenter le nombre des sénateurs des Français de l'étranger - Texte en examen : concertation avec la commission des droits et de la représentation des Français de l'étranger - Rapprochement des règles d'élection pour les sénateurs des Français établis hors de France avec celles des sénateurs de métropole - Choix du Conseil supérieur des Français de l'étranger, élu au suffrage universel direct, comme collège électoral - Liste des candidats : harmonisation avec les règles en vigueur pour les sénateurs de métropole - Dépôt des candidatures - Modification par la commission des lois de la loi du 7 juin 1982 - (p. 483) : rappel de son intervention au Sénat le 4 mai 1982 ; élection au suffrage universel direct des délégués au Conseil supérieur des Français de l'étranger ; ouverture à tous les Français de l'étranger des listes électorales ; cas des Français vivant en Suisse - Dispositions transitoires pour l'élection sénatoriale de septembre 1983 - Votera ce texte et les amendements de la commission des lois - **Art. 1** : *Art 19 de l'ordonnance du 4 février 1959* (p. 487) : se déclare favorable à l'amendement n° 4 de M. Paul Pillet, rapporteur (convocation des électeurs : référence aux articles L. 309 à L. 311 du code électoral) - **Après l'art. 3** (p. 491) : se déclare favorable à l'amendement n° 12 de M. Paul Pillet, rapporteur (application des articles du code électoral relatifs à l'établissement des listes électorales et au contrôle de régularité) ; sur cet amendement, se déclare défavorable au sous-amendement n° 19 de M. Claude Cheysson, ministre (révision des listes électorales durant l'année précédant celle de l'élection du Conseil supérieur des Français de l'étranger) - Risque d'élections partielles et nécessité de la révision annuelle des listes électorales.

– **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° **368 (82-83)**] - (2 juin 1983) - (p. 1330, 1331) : politique africaine de la France depuis le 10 mai 1981 - Structure des ministères des relations extérieures et de la coopération - Rôle de M. Guy Penne, conseiller du Président - Instauration de rapports confiants puis détérioration du capital de confiance et d'amitié : contradictions internes du Gouvernement ; rôle de M. Jean-Pierre Cot, comme ministre de la coopération - Influence de la France en Afrique et rivalité des superpuissances : Etats-Unis, Union soviétique - Ethiopie - Angola - Vietnam et Cambodge - Nicaragua - Haute-Volta - Libye - Tchad - (p. 1332) : Niger - Nigéria - Zaïre - Côte d'Ivoire - Afrique du Sud : rugby ; apartheid - Richesse de l'Afrique en matières premières - Rôle de la France pour la stabilité des jeunes Etats d'Afrique, le maintien de l'influence française et la présence des 300 000 Français installés en Afrique.

– **Question au Gouvernement : élections aux conseils d'administration des caisses de la sécurité sociale** - (13 octobre 1983) - (p. 2305) : Français de l'étranger.

– **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° **48 (83-84)**] - (7 novembre 1983) - (p. 2691) : son intervention dans le débat du 2 juin 1983 sur la politique étrangère de la France, relative à la nécessité de préserver l'intégrité territoriale du Tchad ; situation actuelle : occupation libyenne ; partition de fait - Sommet franco-africain de Vittel - Situation des troupes françaises au Tchad - Rôle du colonel Khadafi - Haute-Volta : encouragement exprimé le 2 juin à la politique de coopération dans ce pays ; processus révolutionnaire en cours ; influence soviétique ; préservation nécessaire des intérêts français - (p. 2692) : inquiétude des pays africains francophones - Gabon ; publication d'un livre diffamatoire à l'égard du président Bongo ; nombre des Français vivant au Gabon - Obligations de la France en Afrique.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale - (26 novembre 1983) - (p. 3369) :

couverture sociale des Français de l'étranger - Délai de rachat de cotisations d'assurance vieillesse - Abaissement de l'âge de la retraite pour les Français de l'étranger - Taux de cotisation de l'assurance volontaire accidents du travail et maladies professionnelles - Coût de l'assurance maladie et maternité - Conditions d'accès aux assurances volontaires françaises - Autonomie de la caisse des expatriés de Rubelles - Elections des conseils d'administration - Taux des assurances volontaires et présentation par la caisse des expatriés d'un excédent - (p. 3370) : avis défavorable du Conseil national du patronat français (CNPF) face au projet de modulation des cotisations - Situation des Français expatriés dans les pays où les transferts de fonds sont soumis à une législation sur les changes très stricte - Délai de rachat des cotisations d'assurance vieillesse - Convention bilatérale en matière sociale.

CARAT (Jacques), sénateur du Val-de-Marne (S).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2266) puis réélu secrétaire.

– Est nommé membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence (décret n° 66-172 du 25 mars 1966) (25 octobre 1983) (p. 2436).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 mai 1983) (p. 1202).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 juin 1983) (p. 2031).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (28 juin 1983) (p. 2063).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à garantir la liberté de la presse (24 novembre 1983) (p. 3246).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le code électoral [**n° 280 (82-83)**] (28 avril 1983) - **Elections et référendums.**

Avis, présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [**n° 61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Cinéma - Théâtre dramatique** [**n° 63, tome II (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [**n° 61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Culture - (7 décembre 1983) - Rapporteur pour avis (cinéma, théâtre dramatique) -(p. 3886) : théâtres nationaux - Odéon et mission de M. Giorgio Strehler - Nombre de spectacles offerts et nouvel afflux de spectateurs - Comédie française ; tournées en province et à l'étranger - Art lyrique - Création et enseignement de l'art dramatique - Décentralisation - Aide de l'Etat aux théâtres privés ; découverte de nouveaux acteurs - Fonds de soutien au théâtre privé - (p. 3887) : avis favorable sur les crédits destinés au théâtre dramatique - Cinéma - Films français ; recettes d'exportation - Institut de financement du cinéma et des industries culturelles - Compte de soutien de l'industrie cinématographique - Avances sur recettes - Centres régionaux de création cinématographique et audiovisuelle - Enseignement du cinéma et formation professionnelle - Liens entre le cinéma et la télévision - Fréquentation - Canal Plus - Télévision à péage - Cinéma d'auteurs - Conditions de diffusion d'un film à la télévision - Avenir de la vidéo - (p. 3888) : création - Investissements des trois chaînes de télévision dans la production cinématographique française et pouvoir de contrôle des chaînes sur une quarantaine de films - Avis favorable sur ces crédits - Nombre d'entrées au cinéma et conditions de distribution et de publicité - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3903) : demande le retrait de l'amendement n° 194 de M. Maurice Schumann, rapporteur spécial (réduction des crédits du titre III relatifs aux mesures nouvelles destinées au fonctionnement du théâtre national de Chaillot, du théâtre national de l'Odéon, du théâtre national de l'Est parisien et du théâtre national de Strasbourg).

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Art. 95** *ter* (p. 4051) : possibilité pour les communes d'exonérer de la taxe professionnelle les petites exploitations cinématographiques - Groupe socialiste favorable à l'adoption de cet article.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [**n° 7 (83-84)**] - **Suite de la discussion** - (14 décembre 1983) - **Art. 46** (p. 4199) : son amendement n° 246 : droit du maire qui recrute un fonctionnaire de le choisir librement sur la liste de ceux qui ont été reçus au concours quel que soit son rang ; prise en charge par le centre de gestion du candidat qui n'obtient aucune affectation dans un délai de quatre mois suivant la publication des résultats ; retiré - **Art. 47** (p. 4203) : son amendement n° 247 : énumération des emplois pouvant être pourvus par la voie du recrutement direct par dérogation à l'article 42 et n'entraînant pas titularisation dans la fonction publique territoriale ; retiré - **Art. 96** (p. 4225, 4226) : son amendement n° 255, soutenu par M. René Régnault : montant de la participation de la collectivité concernée ramenée au tiers de la rémunération ; retiré.

– **Projet de loi relatif à l'assiette de certaines cotisations de sécurité sociale** [**n° 98 (83-84)**] - (20 décembre 1983) - **Après l'art. 1** (p. 4445) : son amendement n° 2 : exclusion des industries cinématographiques du champ d'application du projet de loi ; retiré - (p. 4447, 4448) : alourdissement des coûts de production cinématographique.

CAROUS (Pierre), sénateur du Nord (RPR).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

Elu vice-président du Sénat le 5 octobre 1983.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des lois.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (5 octobre 1983) (p. 2266).

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale (3 mai 1983) (p. 585).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois (24 mai 1983) (p. 1071).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds (24 juin 1983) (p. 1973).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (27 juin 1983) (p. 2012).

INTERVENTIONS

En qualité de président de séance

– **Hommage à une délégation du Conseil national du Tchad** (7 décembre 1983) (p. 3891)

En qualité de sénateur

– **Projet de loi permettant aux attachés d'administration centrale admis à suivre une formation spécifique à caractère probatoire avant leur nomination en qualité de magistrat de participer à l'activité des parquets et juridictions de l'ordre judiciaire** [n° 73 (82-83)] - (5 avril 1983) - Vice-président de la commission des lois, en remplacement de M. Edgar Tailhades, rapporteur - **Discussion générale** (p. 25) : donne lecture du rapport de M. *Edgar Tailhades* - Intégration d'attachés d'administration centrale - Statut de la magistrature - Recrutement précédent de greffiers en chef non licenciés en droit - Ecole nationale de la magistrature - (p. 26) : formation dispensée - Secret professionnel - Prestation de serment - Auditeurs de justice - Recrutement latéral dans la magistrature française - Crise des effectifs de magistrats et de fonctionnaires dans les juridictions - Vacances d'emplois - Budget du ministère de la justice - Concours et intégration directe - Approbation par la commission du projet en examen.

– **Projet de loi sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution** [n° 120 (82-83)] - (5 avril 1983) - Vice-président de la commission des lois - **Art. 6** (p. 33) : avis favorable de la commission des lois à la demande de réserve, jusqu'après l'examen de l'article 7, des amendements de M. Alphonse Arzel, rapporteur, n° 6 (extension au capitaine du régime de responsabilité et de sanctions en cas d'infraction aux conventions internationales) et n° 7 (référence faite au transport des marchandises dangereuses et addition de la mention des substances nuisibles).

– **Projet de loi relatif à la commémoration de l'abolition de l'esclavage** - *Deuxième lecture* [n° 165 (82-83)] - (5 avril 1983) - Vice-président de la commission des lois - **Art. unique** (p. 40) : satisfaction de la commission pour la concertation établie - Commémoration dans les écoles.

– **Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981** [n° 493 (81-82)] - **Suite de la discussion** - (7 avril 1983) - Vice-président de la commission des lois - **Avant l'art. 9** (p. 108) : mise en cause de la majorité de la commission des lois - Strict respect de la procédure réglementaire par la commission et souci de trouver des solutions compatibles avec les grandes règles du droit français.

– **Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** - *Nouvelle lecture* [n° 480 (82-83)] - (6 juillet 1983) - **Discussion générale** (p. 2210) : partisan de la décentralisation - Texte dénaturé par l'Assemblée nationale - Suppression des garanties financières - (p. 2211) : finances locales - Transfert des ressources - Difficulté pour les élus locaux d'équilibrer leur budget.

CARRAZ (Roland), *secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce extérieur et du tourisme, chargé du tourisme* (nommé le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et Décrets 25 mars 1983, p. 907].

INTERVENTIONS

– **Questions orales avec débat jointes : politique en matière de tourisme** - (15 avril 1983) - (p. 309) : mesures arrêtées par le Gouvernement le 25 mars concernant les limitations d'exportation de capitaux à l'étranger - Retour à l'équilibre de la balance des paiements - Réduction du flux des devises vers l'étranger - Absence d'assignation à résidence ou d'une atteinte aux libertés - Pourcentage des Français prenant des vacances à l'étranger - Application des mesures de limitation jusqu'au 31 décembre 1983 - Effectif des agents de voyage par rapport aux emplois dans le domaine du tourisme - Accord du 8 avril entre les pouvoirs publics et les représentants des professionnels du tourisme - Absence de réaction sur le plan officiel des pays limitrophes - Maintien du nombre des touristes étrangers en 1983 - Mesures limitées dans le temps et volonté du Gouvernement de ne pas porter atteinte à l'ensemble des accords de coopération - (p. 310) : conséquences au niveau de l'emploi et possibilités de reconversion et de redéploiement - Place de la vente des voyages à forfait dans les activités des agences de voyage - Solde positif de la balance touristique en 1982 - Problème de l'accueil des vacanciers supplémentaires en 1983 - Effort de promotion en faveur de certaines régions - Action du ministère du temps libre pour un étalement dans le temps - Accord pour une audition par le groupe sénatorial d'études sur les problèmes du tourisme et des loisirs - Contrôle des changes et regain de fréquentation intérieure pour les professions du tourisme, en réponse à M. *Paul Malassagne* - Hausse de la TVA s'appliquant à la seule hôtellerie de luxe - Signature d'un accord de modération pour 1983 par les professionnels du tourisme - Problème des dotations budgétaires et nécessité d'un regroupement des crédits - (p. 311) : faiblesse des moyens budgétaires consacrés au tourisme déplorée par M. *Paul Malassagne* lors de la préparation du VIIIe Plan - Poursuite de la mise en place du chèque vacances - Généralisation de la cinquième semaine de congés payés - Poursuite des efforts concernant l'étalement des vacances - Contribution du tourisme à un rééquilibrage de la balance des paiements - Rattachement du tourisme au ministère du commerce extérieur - Possibilité pour les Français en séjour temporaire à l'étranger d'utiliser leur carte de crédit jusqu'au 10 avril, en réponse à M. *Jacques Habert* - Mesures particulières envisagées dans le cadre d'un régime transitoire jusqu'au 2 mai - Réglementation du cas des Français résidant à l'étranger et de ceux qui se trouvent à l'étranger sans visa de travail, ressortissant au ministre de l'économie, des finances et du budget - Importance du chiffre d'affaires du tourisme et du nombre d'emplois durables ou temporaires qu'il représente.

– **Question au Gouvernement, de M. Louis Virapoullé : promotion du tourisme dans les départements d'outre-mer** - (21 avril 1983) - (p. 422) : actions spécifiques en faveur de la promotion touristique des départements d'outre-mer (DOM) - Vocable « destination France » - Capacité d'accueil et d'hébergement - (p. 423) : transports aériens et prix du billet - Concertation avec les collectivités locales et les organismes touristiques compétents.

– **Questions orales avec débat jointes : tourisme** - (11 octobre 1983) - (p. 2285) : saison touristique 1983 convenable - Baisse du taux de départs en vacances des principaux pays d'Europe du nord - Excellente saison pour l'hôtellerie « haut de gamme » - Problèmes fiscaux de la profession hôtelière - Bonne adaptation des « voyagistes » au régime du contrôle des changes instauré en 1983 et faible baisse de leur activité - Difficultés spécifiques à l'hôtellerie familiale notamment saisonnière - Mesures prises en faveur de la modernisation de la petite et moyenne hôtellerie par le comité interministériel du 27 juillet - (p. 2286) : bonne répartition géographique des touristes sur l'ensemble du territoire national - Organisation générale du tourisme et examen prochain par l'Assemblée nationale de la proposition de loi sénatoriale sur ce sujet - Place des offices du tourisme et des syndicats d'initiative dans le développement général du tourisme - Problème des comités régionaux du tourisme et des délégués régionaux - Accroissement du rôle du Conseil supérieur du tourisme - Favorable à l'organisation en 1984 d'assises nationales du tourisme - Création d'un grand prix national du produit touristique - Création d'un fonds de promotion touristique - Efforts en faveur de l'information touristique - Mise en place des observations économiques et statistiques des réalités du tourisme - Exploitation du tourisme vert et du tourisme rural - (p. 2287) : contrats de développement touristique avec les stations littorales et les stations de montagne - Tourisme, source de revenus complémentaires importante pour les agriculteurs - Priorité à la démocratisation des loisirs - Politique sociale et régionalisation - Application de la décentralisation au financement des villages de vacances - Evolution des procédures d'aide à la création et à la modernisation - Attachement du Gouvernement aux chèques vacances : outil jeune et récent - Conditions d'accueil des familles dans la petite et la moyenne hôtellerie - Gouvernement sur la voie de la construction d'une bonne politique touristique avec la cinquième semaine de congés payés et le chèque vacances - (p. 2288) : favorable aux propositions concernant les moyens à donner au tourisme ; à une bonne décentralisation dans l'organisation du tourisme ; à la constitution d'un appareil statistique et à une étroite concertation - Suppression du carnet de change le 31 décembre 1983 - Nécessité de favoriser le développement du tourisme rural dans le double souci d'équilibre par rapport à l'aménagement du territoire et par rapport à la fréquentation du littoral - (p. 2289) : nécessité d'un accord sur le problème de la mobilisation des sols et des espaces à dégager pour le tourisme - Nécessité d'une rapide décentralisation de l'organisation du tourisme.

– **Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].**

Deuxième partie :

Commerce extérieur et tourisme - (28 novembre 1983) - (p. 3418) : importance économique et sociale du tourisme - Mesures prises en 1983 pour rétablir l'équilibre de la balance des paiements : contrôle des changes - (p. 3419) : saison touristique de 1983 - Mise en place de l'Agence nationale de l'information touristique (ANIT) ; standard téléphonique - Opération Camping information - Durée des séjours et répartition sur l'année - Taux de départ en vacances - Fréquentation étrangère - Objectifs d'une politique touristique : démocratisation des vacances ; chèques vacances et bonifications ; promotion du tourisme français sur les marchés étrangers ; information du public : télématique et informatique ; observations et statistiques - Produits touristiques nouveaux : thermalisme, tourisme fluvial, industriel ou rural - Rattachement du tourisme au ministère du commerce extérieur - Coordination de l'action des divers ministères et organismes - Contrats de plan entre l'Etat et les régions : contrats de stations littorales, de stations en pays rural et de stations en zones de montagne - Concertation - Conventions avec les Villages vacances familles (VVF) et la Ligue de l'enseignement - Objectifs économiques et sociaux - (p. 3420) : promotion sur les marchés étrangers - Soutien aux efforts des collectivités locales - Outils d'analyse, d'observation et de statistiques - Tourisme associatif - Accès aux chèques vacances - Etalement des vacances - Investissement : autorisations de programme ; dotation globale d'équipement (DGE) ; rôle des régions - Tourisme social ; conventions avec les associations - Développement de la formule des chambres d'hôtes ; exonération fiscale - Montant global des crédits de l'Etat consacrés au développement du tourisme ; divers organismes en causes - Part du tourisme dans le PNB - (p. 3440) : répond aux intervenants sur le projet de budget du tourisme pour 1984 - Crédits extrabudgétaires : collectivités locales - Budget du secrétariat d'Etat : utilisation des crédits de certains chapitres, en réponse à M. *Bernard Pellarin,* rapporteur spécial - Prêts aux villages de vacances, aux terrains de camping et aux hôtels restaurants - Notion de tourisme social et rôle des associations - (p. 3441) : rapport Raynouard sur le tourisme social - Décentralisation : DGE, financement des campings par les collectivités locales, en réponse à M. *Georges Mouly* - Chèques vacances : augmentation du nombre des attributaires ; rôle de l'Agence nationale des chèques vacances ; conventions : exemple de l'entreprise Dassault - Organisation du tourisme : décentralisation ; proposition de loi sur la réforme des comités régionaux de tourisme (CRT) ; contrats de plan entre l'Etat et les régions - Villages de vacances - Sentiers de randonnées - Contrats de stations ; contrats de plan - Défense de la petite hôtellerie : prêts ; association Acothel - Fiscalité sur les hôtels de luxe - Contrôle des prix - Formation professionnelle : création d'une commission mixte entre les professionnels et le secrétariat d'Etat sur les problèmes de la formation professionnelle dans les métiers du tourisme - Produits nouveaux : thermalisme ; nombre des stations thermales classées et des curistes ; concertation avec le secrétariat d'Etat à la santé - (p. 3442) : crédits prévus dans le 9e Plan pour les stations thermales ; coopération avec la Fédération thermale et climatique - Avenir du Touring-Club de France, évoqué par M. *Pierre Vallon ;* recherche de partenaires extérieurs : Caisse des dépôts et consignations ; sauvegarde du caractère associatif - Rang de la France en Europe pour les recettes touristiques ; comparaison avec l'Italie et l'Espagne - Tourisme dans les départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) évoqué par MM. *Pierre Vallon* et *Dick Ukeiwé :* campagne publicitaire en cours ; problème du coût des transports ; contacts pris avec Air France - Eventualité d'une politique communautaire du tourisme : difficultés actuelles de la CEE ; prochain sommet d'Athènes - Elaboration du projet de loi sur la montagne - Financement des équipements de ski : remontées mécaniques - Caractère constructif de ce débat.

– **Projet de loi, complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public** – *Nouvelle lecture* [n° **170 (83-84)**] - (21 décembre 1983) - **Discussion générale** - (p. 4537) : constate que le banc de la commission est vide - Accord sur ce texte en commission mixte paritaire - (CMP) - Conclusions de la CMP refusées par l'Assemblée nationale - Adoption impossible de ce projet de loi d'ici la fin de l'année et mise en place des nouveaux conseils d'administration du secteur public retardée - Remise en cause du fonctionnement normal des institutions - Souhait du Gouvernement de trouver un maximum de points d'accord entre les deux assemblées.

CASTEX (Marc), sénateur du Gers (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

CAUCHON (Jean), sénateur de l'Eure-et-Loir (UCDP) - Questeur du Sénat jusqu'au 5 octobre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires sociales (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (5 octobre 1983) (p. 2267).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à porter de 50 à 60 le taux de la **pension de réversion** attribuée aux conjoints survivants des agents de la fonction publique, en application du code des pensions civiles et militaires de retraite [n° **318 (82-83)**] (17 mai 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Après l'art. 17** (p. 3178) : son amendement n° 51 : article additionnel relatif à l'application de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux véhicules automobiles utilisés par les VRP ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

CAZALET (Auguste), sénateur des Pyrénées-Atlantiques (RPR).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (5 octobre 1983) (p. 2266).

– Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (loi n° 79-564 du 6 juillet 1979) (13 octobre 1983) (p. 2307).

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement : rachat par une société américaine de la société Messier** - (10 novembre 1983) - (p. 2831, 2832) : situation difficile de l'entreprise de fonderie Messier, située à Arudy (Pyrénées-Atlantiques) - Plan de restructuration prévoyant de nombreux licenciements - Regain d'activité possible avec l'unité de titane - Désintérêt du secteur nationalisé et des banques.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports - (2 décembre 1983) - (p. 3637) : faiblesse de ce budget - Formation technique pour les métiers du sport - Aide de l'Etat aux frais de déplacement des clubs sportifs - Préparation des Jeux olympiques - Priorité au sport de haute compétition au détriment du sport de masse - Coût des licences - Sections sport-études - Rejet de ce budget par le groupe RPR.

Commerce et artisanat - (7 décembre 1983) - (p. 3870) : emploi - Plan de rigueur - Apprentissage - Centres de formation des apprentis - Primes à la création d'emploi - Assistance technique et aide commerciale - Désintérêt du Gouvernement pour les professions du commerce et de l'artisanat - Vote défavorable du groupe RPR sur ce budget.

– **Question au Gouvernement : classement des communes des Pyrénées-Atlantiques** - (15 décembre 1983) - (p. 4261) : classement du département des Pyrénées-Atlantiques en zone défavorisée - Revenu des agriculteurs de ce département inférieur au revenu moyen national - Classement des communes en zone de montagne - Examen prochain du projet de loi relatif au développement et à l'aménagement de la montagne.

CECCALDI-PAVARD (Pierre), sénateur de l'Essonne (UCDP).

Elu secrétaire du Sénat le 5 octobre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267) ; en démissionne (11 octobre 1983) (p. 2281).

Est nommé membre de la commission des lois (11 octobre 1983) (p. 2289).

– Est nommé membre titulaire du conseil national de l'habitat (décret n° 83-465 du 8 juin 1983) (23 juin 1983) (p. 1937).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 mai 1983) (p. 1202).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 juin 1983) (p. 2031).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale (5 juillet 1983) (p. 2190).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant certaines dispositions de la loi du 1er août 1905 (6 juillet 1983) (p. 2205).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à garantir la liberté de la presse (24 novembre 1983) (p. 3246).

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la structure et le montant de la dette publique de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements, ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques dans l'évolution de la dette extérieure depuis 1981 (20 décembre 1983) (p. 4461).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **435** (*JO* Débats 10 novembre 1983) (p. 2815) à M. le ministre de l'urbanisme et du logement : **bâtiment et travaux publics** (relance de la construction et sauvegarde des entreprises artisanales du bâtiment) - Réponse de M.

Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement (16 décembre 1983) (p. 4328, 4329).

Questions orales avec débat :

n° **100** (15 décembre 1983) (p. 4267) à M. le ministre des affaires sociales : **allocations de chômage** (perte du pouvoir d'achat des allocations versées par les ASSEDIC).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public** [n° **282 (82-83)**] - (6 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1389) : entreprise, une des institutions les plus importantes dans notre société - Prolongement de la loi de nationalisation du 11 février 1982 et réponse à une logique d'étatisation ou de socialisation de l'économie française - Vérification des craintes manifestées lors de l'examen du projet de loi de nationalisation et coût des opérations de nationalisation - Absence de politique industrielle en France et attente des schémas dits de « stratégie industrielle » - Immenses difficultés du secteur public en 1983 - Projet instituant une confusion des responsabilités et une aggravation supplémentaire de la situation des entreprises - Démocratisation ayant pour conséquence de substituer ou d'ajouter à la mainmise de l'Etat - (p. 1390) : dépôt d'amendements pour rendre ce projet moins nocif - Relèvement du seuil d'application de la loi afin qu'il ne concerne que les entreprises de plus de 1000 salariés - Désignation par les organisations syndicales représentatives de leurs candidats aux postes d'administrateur - Préférence pour les sociétés à forme duale - Elargissement du rôle de l'encadrement dans les conseils d'atelier ou de bureau - Interrogation sur le champ d'application de la démocratisation du secteur public - Absence de liste des entreprises concernées - Secteur public : banc d'essai de mesures appliquées ultérieurement à l'ensemble du secteur privé - Au nom du groupe UCDP se déclare favorable à l'adoption du texte de ce projet de loi sous réserve de l'adoption des amendements déposés par la commission spéciale.

Suite de la discussion - (7 juin 1983) - **Art. 8** (p. 1423) : son amendement n° 148, soutenu par M. Jean Colin : possibilité de remboursement par l'entreprise des frais exposés pour l'exercice du mandat des membres des conseils désignés comme personnalités qualifiées ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (8 juin 1983) - **Art. 13** (p. 1464) : son amendement n° 149, soutenu par M. Jean Colin, et identique à l'amendement n° 79 de M. Jean Béranger : mode d'élection au conseil de surveillance ; retiré - **Art. 14** (p. 1465) : son amendement n° 155, soutenu par M. Jean Colin : suppression de la procédure de parrainage des listes et de l'obligation de présentation d'un programme d'orientation ; retiré au profit de l'amendement n° 31 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression de cet article relatif à la procédure de parrainage des listes de candidats et à l'obligation de présentation d'un programme d'orientation) - **Art. 29** (p. 1478) : ses amendements n° 150 et n° 152, soutenus par M. Jean Colin : rôle du personnel d'encadrement dans les conseils d'atelier ou de bureau ; devenus sans objet.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° **384 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (8 novembre 1983) - **Art. 11** (p. 2710) : sur l'amendement n° 87 de M. Paul Séramy, rapporteur (principe de l'autonomie pédagogique et scientifique des établissements), son sous-amendement n° 415 : politique de chaque université arrêtée sur proposition du conseil scientifique ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 3** (p. 3135) : son amendement n° 44 : régime fiscal de la prime d'assurance sur la vie : suppression du calcul de la réduction d'impôt sur la seule fraction de la prime représentative de l'opération d'épargne ; adopté.

Deuxième partie :

Education nationale - (3 décembre 1983) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3723, 3724) : chapitres 31-60 et 31-62 présentant des dangers pour la liberté de l'enseignement - Titularisation sur leur demande de 15 000 maîtres de l'enseignement privé - Suppression de la liberté pour les directeurs d'écoles privées de choisir leurs enseignants - Comité national de l'enseignement catholique mis devant le fait accompli - Amendements de la majorité sénatoriale tendant à supprimer les deux chapitres.

CESSELIN (Jean), Rapporteur de la section des finances du Conseil économique et social.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises** [n° **488 (82-83)**] - (15 novembre 1983) - Rapporteur du Conseil économique et social - **Discussion générale** (p. 2886, 2887) : modification du capital social des SARL - Contrôle des comptes - Procédure d'alerte - Phase de pré-alerte - Suspension provisoire des poursuites - Indicateurs d'alerte - Commission Sudreau - Règlement amiable - Avis défavorable de deux des treize groupes du Conseil économique et social : la CFDT et la CGT - Liquidation de biens - Dépôts de bilan - (p. 2888) : situation fiscale et création d'entreprises - Statut fiscal - Impôts directs - Taxe professionnelle - Impôt sur les premiers bénéfices - Crédit spécial « moyen terme création » - Utilisation de plans d'épargne logement pour la création et la reprise d'entreprises - Participation financière et pouvoir de décision - Assouplissement des dispositions destinées aux demandeurs d'emploi créant ou reprenant une entreprise - Exportation et balance commerciale - Emploi - Économie.

Suite de la discussion - (16 novembre 1983) - Rapporteur du Conseil économique et social - **Art. 14** (p. 2927) : intervient sur l'amendement n° 32 de M. Etienne Dailly, rapporteur (composition des commissions régionales et de la commission nationale d'inscription des commissaires aux comptes) - Représentation des tribunaux de commerce - **Art. 28** (p. 2958) : intervient sur l'amendement n° 73 de M. Etienne Dailly, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à la suspension provisoire des poursuites pendant la durée d'exécution de l'accord ; interdiction pour les créanciers de prendre des sûretés) -Expérience de la procédure de règlement amiable dans les tribunaux de commerce et efficacité de la discrétion.

CHAMANT (Jean), sénateur de l'Yonne (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques ; en démissionne (10 mai 1983) (p. 728).

Est nommé membre de la commission des finances (10 mai 1983) (p. 737).

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre du conseil d'administration de l'établissement public Autoroutes de France (décret n° 83-774 du 31 août 1983) (1er décembre 1983) (p. 3588).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 mai 1983) (p. 1202).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 juin 1983) (p. 2031).

Est nommé membre de la commission de contrôle des services publics responsables de l'application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques (22 décembre 1983) (p. 4560).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Industrie et recherche - I. Section commune - II. Industrie** [n° **62, annexe 15 (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° **368 (82-83)**] - (2 juin 1983) - (p. 1325) : intervient au nom du groupe RPR - Rôle des gouvernements de la Ve République dans la construction européenne - Traité de Rome - Politique agricole commune (PAC) - Politique monétaire - (p. 1326) : crise de l'Europe - Harmonisation nécessaire des politiques économiques des dix pays membres de la Communauté économique européenne (CEE) - Défense commune du continent - Rencontre de Williamsburg et déclaration sur la sécurité des sept chefs d'Etat ou de Gouvernement - Participation du Japon - Engagement des Etats-Unis - Initiatives à prendre ; recours éventuel à l'Agence de coopération des armements, créée par l'Union de l'Europe occidentale (UEO) - Affaiblissement de l'autorité de la France.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Industrie et recherche - (5 décembre 1983) - Rapporteur spécial (section commune et indutrie) -(p. 3759) : transfert du financement de la filière électronique au budget annexe des PTT - Nette augmentation des crédits de ce budget - Politique des matières premières - Politique de l'énergie - Remise en cause du plan d'indépendance énergétique de 1981 - Ralentissement du programme nucléaire - Politique charbonnière - Déficit des Charbonnages de France - Suppression de plusieurs milliers d'emploi - Solidarité nationale - Endettement considérable d'EDF-GDF - Crédits de l'Agence française pour la maitrîse de l'énergie (AFME) - Politique industrielle - (p. 3760) : Ecole nationale d'exportation - Fonds industriel de modernisation alimenté par les CODEVI - Capacité de l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) - Actions de restructuration - Crédits de développement industriel - Crédits consacrés aux actions collectives en faveur des PMI - Crédits accordés massivement à un petit nombre d'entreprises - Dans le secteur de l'électronique, importance des crédits accordés à CII-Honeywell Bull - Crédits affectés à la sidérurgie - Interrogation sur la politique sidérurgique poursuivie - Contrats de plan entre l'Etat et les entreprises publiques du secteur concurrentiel - Information des parlementaires - Poids de l'environnement industriel - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3791) : son amendement n° 171 : suppression des crédits en faveur de l'Ecole nationale d'exportation ; adopté - **Etat C** (p. 3792) : son amendement n° 173 : réduction en autorisations de programme et en crédits de paiement des dotations en capital en faveur du secteur public industriel ; adopté - Son amendement n° 172 : réduction en autorisations de programme et en crédits de paiement des dotations destinées à l'Ecole nationale d'exportation ; rejeté.

CHAMBRIARD (Jean-Paul), sénateur de la Haute-Loire (UREI).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques (5 octobre 1983) (p. 2267).

CHANDERNAGOR (André), *ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes* (nommé le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 25 mars 1983, p. 907].

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement, de M. Henri Collard : libération d'un médecin français** - (21 avril 1983) - (p. 409) : action du Gouvernement en faveur d'une libération du docteur Augoyard - Eventualité d'une libération prochaine et absence d'indications précises - Afghanistan.

– **Question au Gouvernement, de M. Jacques Valade : tournée de l'équipe de France de rugby en Afrique du Sud** - (21 avril 1983) - (p. 416) : condamnation de l'*apartheid* - Interdiction des relations entre les membres de toutes les fédérations sportives françaises et d'Afrique du Sud - Décisions des instances internationales relatives aux relations avec la République sud-africaine - Relations commerciales franco sud-africaines ; embargo sur les livraisons d'armes - Cohérence de l'action du Gouvernement.

– **Questions orales avec débat jointes : politique européenne** - (27 mai 1983) - (p. 1197) : hommage à la mémoire de Mme Louise Weiss - Accords de Bruxelles - Situation de Strasbourg évoquée par M. *Louis Jung* - (p. 1198) : questions agricoles abordées par MM. *Henri Caillavet* et *Stéphane Bonduel* - Aquitaine-alimentaire - Modalités de détermination des prix agricoles évoquées par M. *Edgar Faure* - Montants compensatoires monétaires (MCM) ; applicabilité aux ports - Système monétaire européen (SME) - Politique agricole commune (PAC) - Fonds structurels - Politique industrielle - Préférences communautaires - Exportations - Unité du marché - Solidarité financière - (p. 1199) ; réduction de la politique agricole à la production communautaire ou vocation exportatrice de la Communauté - Entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté économique européenne (CEE) évoquée par M. *Henri Caillavet* - Acquis communautaire ; produits méditerranéens - Acier - Projets méditerranéens intégrés - Déséquilibres régionaux - (p. 1200) : politique du Fonds européen de développement régional (FEDER) - Devoir de solidarité communautaire entre les Etats membres - Déséquilibres régionaux des Etats membres - Réunion de Lancaster House - Sections hors et sous quota - Gestion du FEDER - PAC - Evolution des fonds du FEDER - Emploi - Nouvel équilibre entre les collectivités territoriales et l'Etat ; décentralisation - Publication au Journal officiel des décisions d'attribution de crédits - Information du Parlement - Information locale - Moyens des collectivités locales - Prérogatives nationales en matière d'aménagement du territoire - Crise de la CEE évoquée par M. *Jacques Pelletier* - (p. 1201) : contribution budgétaire britannique - Portugal et Espagne - Situation de l'Europe dans l'ordre agricole et industriel - Renaissance industrielle de l'Europe - Volonté politique - Memorandum gouvernemental d'octobre 1981 - Utilisation des ressources - Gestion des fonds communautaires - Banque européenne d'investissements - Modulation du tarif extérieur commun - GATT *(General agreement on tariffs and trade)* - Action des Etats-Unis -

Identité de l'Europe - (p. 1202) : institutions de la Communauté : Parlement, Commission et Conseil - Avenir de l'Europe.

– **Question au Gouvernement, de M. Gérard Delfau : viticulture et élargissement de la CEE** - (16 juin 1983) - (p. 1699) : suppression des montants compensatoires négatifs sur le vin - Importations de vins de table - Evénements de Béziers - (p. 1700) : situation du Languedoc-Roussillon - Accord national interprofessionnel - Garanties de la Communauté pour les producteurs méditerranéens - Politique agricole commune (PAC) - Sommet de Stuttgart.

– **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° **48 (83-84)**] - (7 novembre 1983) - (p. 2671) : situation de la Communauté économique européenne (CEE) - Elargissement - Institutions européennes : Conseil européen ; Parlement ; déséquilibre institutionnel - Système monétaire européen (SME) - Remise en cause de la politique agricole commune (PAC) - Unité douanière et diversité des normes ; protectionnisme ; concurrence américaine et japonaise et investissements dans la CEE - (p. 2672) : montants compensatoires monétaires (MCM) - Mandat du 30 mai 1980 et engrenage du principe de juste retour - Elargissement de la CEE : Grèce ; Espagne et Portugal - Reprise nécessaire de la construction européenne - Négociation en cours - PAC : stocks ; débouchés ; statut des produits de substitution des céréales ; organisations de marchés - Fonds social européen (FSE) : emploi - Fonds européen de développement régional (FEDER) - Négociation sur les déséquilibres budgétaires - Mémorandum français pour un espace commun de l'industrie et de la recherche ; normes européennes ; coopération industrielle ; groupements européens - Espace social européen - (p. 2673) : élargissement de la CEE : lien nécessaire avec l'approfondissement de l'acquis communautaire ; exemple du règlement sur les fruits et légumes - Coopération avec les pays en voie de développement - Coopération technologique européenne - Importance des négociations en cours - (p. 2700) : répond aux orateurs intervenus sur le problème de la construction européenne : problèmes évoqués par MM. *Jacques Genton* et *Michel Alloncle :* négociations en cours ; préparation du conseil des Chefs d'Etat et de Gouvernement à Athènes ; espoir d'un compromis - Aspects positifs de l'action des gouvernements précédents évoqués par M. *Jean François-Poncet :* institution de la CEE : Conseil européen ; Assemblée élue au suffrage universel ; déséquilibre institutionnel - (p. 2701) : mandat du 30 mai 1980 : compensation britannique et engrenage de la notion de juste retour - Politique agricole commune (PAC) ; montants compensatoires monétaires (MCM) positifs et négatifs - Accord viti-vinicole ; règlement sur les fruits et légumes - Espace social européen ; action industrielle - Volonté de relance du Gouvernement français.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Relations extérieures - (30 novembre 1983) - (p. 3530) : information de la délégation sénatoriale pour les Communautés européennes, évoquée par M. *Jacques Genton* - Devenir de la CEE évoqué aux sommets de Stuttgart et d'Athènes - (p. 3531) : retard technologique pris par l'industrie et la recherche européennes - Solutions préconisées par la France, évoquées par M. *Philippe Madrelle* - Relance de l'économie et renforcement de l'identité européenne - Fonds structurels - Prédominance des programmes d'initiative communautaire sur les programmes nationaux - Contrats de programme Communauté-Etat - Politique agricole commune : suppression des montants compensatoires, importation d'aliments de substitution, maintien du pouvoir d'achat pour les agriculteurs, financement - Fixation d'un taux d'appel annuel de la TVA - (p. 3532) : correction des déséquilibres - Problème de la contribution britannique - Elargissement de la CEE - Accord de 1970 favorisant les exportations espagnoles vers la CEE - Egalisation souhaitable des charges entre l'Espagne, le Portugal et la CEE, évoquée par M. *Paul Alduy* - Elargissement de la Communauté favorable à l'industrie française - Application de la TVA en Espagne, lors de son adhésion - Rééquilibrage des productions agricoles entre les régions - Solutions indispensables aux dossiers de la pêche et de l'agriculture - Enjeu du prochain sommet d'Athènes.

CHARASSE (Michel), sénateur du Puy-de-Dôme (S).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

CHAUMONT (Jacques), sénateur de la Sarthe (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (9 juin 1983) (p. 1532).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires (28 juin 1983) (p. 2066).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1983 (19 décembre 1983) (p. 4370).

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la structure et le montant de la dette publique de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements, ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques dans l'évolution de la dette extérieure depuis 1981 (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **227 (82-83)**] relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires [n° **335 (82-83)**] (19 mai 1983) - **Corps diplomatique et consulaire.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **319 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, modifiant le code du **service national** [n° **350 (82-83)**] (27 mai 1983).

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi, modifiant le code du **service national** [n° **414 (82-83)**] (22 juin 1983).

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **429 (82-83)**] modifié par l'Assemblée nationale, relatif aux conditions d'accès au

corps des ministres plénipotentiaires [n° 434 (82-83)] (23 juin 1983) - **Corps diplomatique et consulaire.**

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires [n° 458 (82-83)] (29 juin 1983) - **Corps diplomatique et consulaire.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 471 (82-83)] modifié par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires [n° 475 (82-83)] (30 juin 1983) - **Corps diplomatique et consulaire.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° 61 (83-84)] adopté par l'Assemblée nationale - **Défense - Section Forces terrestres** [n° 65, tome VI (83-84)] (21 novembre 1983).

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances rectificative** [n° 109 (83-84)] adopté par l'Assemblée nationale [n° 136 (83-84)] (14 décembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Question orale avec débat : droit d'expression des conseillers municipaux minoritaires** - (22 avril 1983) - (p. 459) : situation des conseillers municipaux minoritaires dans les communes à majorité communiste ; exemple du Mans - Association des maires de France - Demande de statut des conseillers municipaux minoritaires : protection physique ; conditions matérielles : attitude de M. *Michel Chauty*, maire de Nantes ; représentation des conseillers municipaux minoritaires dans les commissions et organismes municipaux ; accès aux dossiers ; représentation des minorités dans les communautés urbaines - (p. 460) : loi de décentralisation et augmentation de la représentation des villes au sein des communautés urbaines ; accès aux publications municipales ; exemple de Brest - Demande de texte législatif sur les relations entre minorité et majorité au sein des conseils municipaux des villes de plus de 30 000 habitants - (p. 461, 462) : en réponse à M. *Charles Lederman*, rappel de sa qualité de président du groupe d'amitié de France URSS du Sénat - Refus par le maire du Mans de l'attribution de sièges au sein de la communauté urbaine à des conseillers municipaux minoritaires.

– **Projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires** [n° 277 (82-83)] - (31 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1238) : rôle des diplomates dans le récent sommet de Williamsburg - Faible nombre de ministres plénipotentiaires recrutés par la voie du tour extérieur - (p. 1239) : différence avec l'instauration de la troisième voie de recrutement de l'Ecole nationale d'administration (ENA) - Inquiétude quant au maintien du recrutement de la fonction publique par voie de concours et à la neutralité des agents publics - Conséquences du développement du tour extérieur - Nomination d'ambassadeurs par le Gouvernement choisis hors du cadre des diplomates de carrière - Perspectives de carrière limitées pour les ministres plénipotentiaires - **Art. 1** (p. 1240) : son amendement de forme n° 1 ; adopté - Son amendement n° 2 : nominations de ministres plénipotentiaires par la voie du tour extérieur prononcées après avis de la commission administrative paritaire compétente ; adopté - **Art. 2** : son amendement n° 3 : suppression de l'alinéa relatif au recrutement de responsables syndicaux ou de dirigeants d'associations reconnues d'utilité publique ; adopté - (p. 1241) : accepte l'amendement n° 5 de M. Etienne Dailly (expérience internationale des candidats aux fonctions de ministres plénipotentiaires) - (p. 1242) : partage le même sentiment que M. Jacques Habert : diminution des fonctionnaires des affaires étrangères recrutés du fait du quota réservé au tour extérieur - **Art. 3** (p. 1244) : son amendement n° 4 : conditions d'âge et d'ancienneté requises au tour extérieur pour l'accès aux différents grades du corps des ministres plénipotentiaires ; adopté.

– **Projet de loi modifiant le code du service national** [n° 319 (82-83)] - (7 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1429) : position prise par la commission des affaires étrangères du Sénat en faveur de la conscription et du service national de douze mois - (p. 1430) : raisons démographiques et politiques - Equilibre des forces en Europe ; pacifisme ; forces nucléaires ; sommet de Williamsburg - Défense de l'Europe - Efficacité militaire : instruction et présence effective - Effectif nécessaire de combattants opérationnels - Loi de programmation militaire - Trente mesures adoptées en faveur des appelés - Inquiétude de la commission : recours à la procédure d'urgence ; ambiguïté de l'abaissement de l'âge d'appel ; risque de préparation d'une réduction du service national à neuf mois ou six mois - Nombre des appelés affectés comme gendarmes auxiliaires ; seuil de 10, 12 ou 15 % - Mission des gendarmes : service d'ordre ou maintien de l'ordre - (p. 1431) : instauration d'un volontariat pour un service prolongé ; statut des volontaires ; lutte contre le chômage et réalité de la formation professionnelle - Problème des objecteurs de conscience : information et propagande ; opposition de la commission à la prise en compte de l'objection de conscience comme forme du service national ; sincérité des témoins de Jéhovah ; cas des pacifistes ; durée du service national des objecteurs et prétendue discrimination - Dispositions relatives à la réparation des dommages subis par les appelés effectuant leur service militaire ; extension nécessaire aux militaires de carrière - Amendements de la commission des affaires étrangères visant à empêcher la préparation de la réduction du service national par des artifices - **Art. 1** (p. 1442) : son amendement n° 1 : formes du service national : suppression du service des objecteurs de conscience ; adopté - (p. 1443) : son amendement n° 2 : réaffirmation de la durée de douze mois du service actif légal ; adopté - (p. 1444) : texte initial du Gouvernement - Durée du service des objecteurs de conscience - (p. 1444,1445) : soutient, à titre personnel, l'amendement n° 11 de M. Charles Pasqua (rétablissement de la fixation de l'âge d'appel à dix-neuf ans) - Proposition du Gouvernement d'abaisser l'âge d'appel à dix-huit ans et risque d'excédent conjoncturel des effectifs - Durée du service national - Son amendement n° 3 : procédure d'agrément des candidatures pour l'aide technique et report d'incorporation : rétablissement de la commission présidée par un conseiller d'Etat ; adopté - (p. 1446, 1447) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 12 de M. Paul Robert (pouvoir d'appréciation de la commission régionale de dispense pour les jeunes gens travaillant sur l'exploitation familiale en cas de difficulté locale d'embauche) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 13 de M. Paul Robert (cas de dispense pour les jeunes gens agriculteurs, commerçants ou artisans, chefs d'exploitation ou d'entreprise) - Son amendement n° 4 : suppression du paragraphe renvoyant à un décret en Conseil d'Etat la détermination des possibilités nouvelles de libération anticipée ; retiré - (p. 1449) : accepte l'amendement n° 8 de M. Charles de Cuttoli (conditions d'appel différé au service national actif : consultation du Conseil supérieur des Français de l'étranger) - Accepte l'amendement n° 10 de M. Pierre Matraja (peine d'emprisonnement) - (p. 1450) : son amendement n° 5 : réparation des dommages subis à l'occasion du service : extension aux diverses formes du service national ; retiré - Intervient sur le paragraphe relatif au volontariat pour un service militaire prolongé - Loi Bennetot sur la marine - Effectifs de volontaires envisagés - Formation professionnelle - Eventualité d'une résiliation du volontariat - (p. 1450, 1451) : son amendement n° 6 : réduction du taux d'appelés affectés à la gendarmerie ; adopté - Gendarmes auxiliaires - Maintien ou rétablissement de l'ordre - Cas des plus jeunes appelés - (p. 1452) : son amendement n° 7 : maintien de l'interdiction de propagande en faveur de l'objection de conscience ; adopté - Information dispensée par le ministère de la défense.

Nouvelle lecture [n° 425 (82-83)] - (23 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1850) : désaccord en commission mixte paritaire : refus de l'inclusion dans le service national du service des objecteurs de conscience - Distinction entre publicité et propagande pour le statut des objecteurs de conscience - Service actif légal de douze mois - Proportion d'appelés dans la gendarmerie - Reprise de l'amendement proposé en première lecture par M. *Paul Robert* sur la dispense éventuelle des jeunes chefs d'exploitation - (p. 1851) : commissions régionales de réforme, notion de ressources et prise en compte de l'impossibilité de remplacement - **Art. 1** : *Art. L. 1 du code du service national :* son amendement n° 1 : suppression de l'inclusion du service des objecteurs de conscience dans le service national ; adopté - *Art. L. 2 :* son amendement n° 2 : rétablissement du texte initial du Gouvernement ; adopté - *Art. L. 32* (p. 1852) : son amendement n° 5 : dispense du jeune chef d'entreprise ne pouvant être remplacé dans ses fonctions ; retiré - *Art. L. 74 :* son amendement n° 3 : pourcentage d'appelés dans la gendarmerie ; rejeté - (p. 1853) : charge de formation des auxiliaires par la gendarmerie - Exclusion des opérations de maintien de l'ordre - *Après l'art. L. 116-8 :* son amendement n° 4 : interdiction de la propagande sur le statut d'objecteur de conscience ; adopté.

– **Projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires** - *Deuxième lecture* [n° 429 (82-83)] - (27 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2021) : amendements adoptés par le Sénat en première lecture - Analogie avec le projet de loi relatif à l'Ecole nationale d'administration (ENA) et vote par le Sénat de la question préalable - Recrutement de la fonction publique par voie de concours - Recrutement de personnalités du monde syndical et menaces pesant sur les garanties de neutralité ; risque de politisation - **Art. 1** : son amendement n° 1 : rétablissement du texte voté en première lecture ; nomination de ministres plénipotentiaires au tour extérieur : consultation de la commission administrative paritaire compétente ; adopté - **Art. 2** (p. 2022) : son amendement n° 2 : expérience internationale acquise : caractère intergouvernemental des actions de coopération internationale ; adopté - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement rédactionnel n° 6 de M. Jacques Habert - Son amendement n° 3 : suppression de l'alinéa relatif à l'expérience acquise au sein d'organisations syndicales représentatives ou d'associations ; adopté - Exemple de la réforme de l'accès à l'ENA - (p. 2023) : son amendement n° 4 : suppression de l'alinéa relatif à l'expérience acquise au sein d'organisations professionnelles ou consulaires à caractère économique ou commercial ; adopté - **Art. 3** : son amendement n° 5 : conditions d'âge et de durée d'activité : référence à celles exigées des fonctionnaires et agents publics ; adopté.

Nouvelle lecture [n° 471 (82-83)] - (30 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2157) : échec de la commission mixte paritaire - **Art. 1** : son amendement n° 1 : nomination des ministres plénipotentiaires choisis en dehors du personnel diplomatique et consulaire ; adopté - **Art. 2** : ses amendements n° 2 et n° 3 : expérience internationale requise pour bénéficier d'une nomination dans le corps des ministres plénipotentiaires ; adoptés - **Art. 3** : son amendement n° 4 ; conditions d'âge et d'ancienneté requises au tour extérieur pour l'accès aux différents grades du corps des ministres plénipotentiaires ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Défense et service des essences - (2 décembre 1983) - Rapporteur pour avis (section forces terrestres) -(p. 3655, 3656) : interroge le ministre sur l'aptitude de l'armée française aux combats nucléaires, bactériologiques et chimiques (NBC) : éventualité d'un conflit de type conventionnel et emploi des armes chimiques ; fusées soviétiques de ce type ; nécessité d'un système d'alerte - Défense anti-aérienne de l'armée de terre : étude de remplacement du système Hawk - Artillerie sol-air : système missiles et système canons - Enlisement de la France au Tchad et au Liban ; courage des soldats français - Réorganisation de l'armée de terre : réforme Lagarde ; déflation des effectifs et disponibilité opérationnelle des unités ; force d'action rapide (FAR) ; moyens de transport et moyens de feu ; nécessité d'un appui logistique des alliés à la FAR ; sanction contre un officier ; définition du concept d'emploi de la FAR en Europe - (p. 3657) : armement nucléaire tactique et éventualité d'une grande unité nucléaire autonome - Système Hadès - Diminution des moyens traditionnels de la première armée - Crédibilité de la force française de dissuasion - Lien éventuel entre la création de la FAR et le retour de la France dans le commandement militaire intégré de l'OTAN - Avis défavorable de la commission des affaires étrangères sur ce budget.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1983** [n° 109 (83-84)] - (19 décembre 1983) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 4349) : interventions militaires au Tchad et au Liban - (p. 4350) : crédits de défense - Modalités d'engagement des opérations au Tchad et au Liban ; hommage solennel aux troupes françaises - Avis favorable à l'adoption des crédits de la défense et des crédits de la coopération technique militaire.

CHAUTY (Michel), sénateur de la Loire-Atlantique (RPR).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Président de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu président.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises (22 juin 1983) (p. 1830).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement (22 juin 1983) (p. 1835).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de Plan) (28 juin 1983) (p. 2085).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1984 (16 décembre 1983) (p. 4314).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) (21 décembre 1983) (p. 4530).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 273 (82-83)] modifié par l'Assemblée nationale, relatif aux marchés à terme

réglementés de marchandises [n° **307 (82-83)**] (10 mai 1983) - **Bourses de commerce.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **190 (82-83)**] relatif à la **pêche** en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles [n° **308 (82-83)**] (11 mai 1983).

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dipositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises [n° **419 (82-83)**] (22 juin 1983) - **Bourses de commerce.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises** - *Deuxième lecture* [n° **273 (82-83)**] - (18 mai 1983) - Président et rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 871) : nombreuses modifications apportées par l'Assemblée nationale à ce texte ; onze mois après son adoption par le Sénat - Développement et création de nouveaux marchés à terme par les concurrents étrangers durant cette période - Extension à de nombreux pays des marchés à terme financiers - Création à Londres d'un marché du sucre blanc - Possibilité pour la caisse de compensation de prêter des devises étrangères - Circulaire rendant plus strict le contrôle des changes et mettant en péril le négoce international français de produits agricoles - Adoption par la commission dans la rédaction de l'Assemblée nationale de 23 des 38 articles restant en navette. Adoption par l'Assemblée nationale de modifications fondamentales introduites par le Sénat en première lecture, à l'initiative de la commission des affaires économiques - (p. 872) : à l'initiative de la commission des lois saisie pour avis - Persistance de cinq points de divergence entre les deux assemblées et nécessité de la mise au point d'un consensus - Interrogation sur le statut des courtiers de province ; sur l'avenir de la caisse de compensation du Havre ; sur le degré d'avancement du projet de création d'un marché à terme des pommes de terre ; sur le projet de cotation du sucre blanc en dollars à Paris - **Art. 2** (p. 875) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (composition de la commission des marchés à terme de marchandises) - **Art. 4** (p. 877) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (composition du conseil consultatif des marchés réglementés) - **Art. 5 :** accepte l'amendement rédactionnel n° 25 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis - (p. 878) : accepte l'amendement n° 26 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (précisions relatives au contenu du règlement général des marchés) - Son amendement n° 1 : fixation des attributions des organismes chargés du fonctionnement des marchés réglementés de la place par le règlement général des marchés ; adopté - Accepte l'amendement n° 28 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (limite de fluctuation des cours) - **Art. 6 :** accepte l'amendement de coordination n° 29 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis - Son amendement n° 2 : suspension en cas d'urgence, par le président de la commission des opérations sur un marché déterminé où des contrats sont en cours ; retiré au profit de l'amendement n° 30 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (suspension en cas d'urgence, par le président de la commission ou son représentant désigné à cet effet des opérations sur un marché déterminé où des contrats sont en cours) - **Art. 7** (p. 879) : accepte l'amendement rédactionnel n° 31 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis - (p. 880) : son amendement n° 3 : pouvoirs de la commission des marchés à terme en matière de visa des publicités ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 73 de M. Michel Crépeau, ministre (possibilité pour la commission des marchés à terme par décision motivée de demander le retrait d'une publicité sur les marchés à terme lorsque celle-ci est de nature à induire en erreur les épargnants) - **Art. 8** (p. 881) : son amendement n° 4 : suppression de la faculté octroyée à la commission de marchés à terme de se faire adresser copie de tout document, par toute personne intervenant à titre quelconque sur les marchés à terme ; adopté - (p. 882) : sur son amendement n° 4, accepte le sous-amendement n° 74 de M. Michel Crépeau, ministre (nécessité d'une décision motivée du président de la commission de marchés à terme préalable au déclenchement d'une enquête par les agents de la commission) - S'oppose au sous-amendement n° 78 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (en cas d'urgence, par décision motivée, le président peut charger les agents de la commission des marchés à terme d'une enquête) - (p. 883) : accepte l'amendement n° 35 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (inopposabilité du secret professionnel à la commission des marchés à terme pour toute personne physique ou morale) - **Art. 9** (p. 884) : accepte l'amendement de coordination n° 36 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis - Accepte l'amendement n° 37 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (saisine par tout intéressé de la commission des marchés à terme ne pouvant concerner que les pétitions, plaintes et réclamations relatives au fonctionnement des marchés à terme ou de démarchage) - **Art. 13 :** son amendement n° 6, identique à l'amendement n° 38 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : unicité du syndicat professionnel des commissionnaires agréés ; adopté - (p. 885) : son amendement n° 7, identique à l'amendement n° 39 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : rétablissement de l'homologation des statuts de la compagnie des commissionnaires agréés par la puissance publique ; adopté - **Art. 16** (p. 886) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 40 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (mandat de gestion des commissionnaires agréés faisant l'objet d'un contrat écrit conforme à un contrat-type homologué par la commission des marchés à terme de marchandises) - Son amendement n° 8, identique à l'amendement n° 41 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : suppression de l'obligation de la prise en compte du résultat des opérations pour la rémunération du mandataire ; adopté - (p. 887) : s'oppose à l'amendement n° 76 de M. Michel Crépeau, ministre (rémunération du mandataire tenant compte du résultat positif des opérations exécutées pour le compte du mandant) - **Art. 17** *bis* : accepte l'amendement de suppression pour coordination n° 42 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis - **Art. 18** (p. 888) : son amendement n° 9 : procédure d'agrément des commissionnaires maintenant le monopole de présentation de la compagnie des commissionnaires et prévoyant le recours à une instance d'arbitrage en cas de refus de présentation par la compagnie ; adopté - (p. 889) : s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (agrément des commissionnaires par la commission des marchés à terme de marchandises sur avis motivé de la compagnie) - **Art. 19 :** s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (avis de la compagnie des commissionnaires agréés sur la nature et le montant des garanties dont les commissionnaires doivent justifier) - Son amendement rédactionnel n° 10, identique à l'amendement rédactionnel n° 45 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis ; adopté - (p. 890) : accepte l'amendement n° 46 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (admission d'une société commerciale en qualité de commissionnaire agréé si elle justifie à tout moment de capitaux propres ou des garanties prévues au deuxième alinéa) - **Après l'art. 19 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 47 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (agrément des représentants qualifiés des sociétés admis en qualité de commissionnaires agréés) - **Art. 22 :** son amendement n° 11, identique à l'amendement n° 48 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : retrait de l'amende de la liste des sanctions disciplinaires ; adopté - (p. 891) : son amendement n° 12, identique à l'amendement n° 49 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : amende s'ajoutant au blâme, à la suspension ou au retrait de l'agrément ; adopté - **Art. 23 :** accepte l'amendement rédactionnel de coordination n° 50 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis - Son amendement n° 13 : détermination des conditions de compétence, d'honorabilité et de solvabilité des courtiers de marchandises agréés ; adopté -

Art. 23 *bis* : son amendement rédactionnel n° 14 ; adopté - Accepte l'amendement n° 51 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (organisation de la profession de courtier de marchandises assermenté) - (p. 892) : accepte l'amendement de coordination n° 52 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis - **Après l'art. 23** *bis* : son amendement n° 72 : agrément par la commission des marchés à terme de marchandises, des courtiers de marchandises assermentés et présentation par le syndicat ; adopté - **Art. 24** (p. 893) : accepte l'amendement de coordination n° 54 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis - **Art. 25** : son amendement de coordination n° 15 ; adopté - **Art. 26** *bis* : accepte l'amendement n° 56 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (inopposabilité du secret bancaire à la commission des marchés à terme) - **Art. 27** (p. 894) : ses amendements de coordination, n° 16 et 17 identiques aux amendements de coordination n° 57 et n° 58 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis ; adoptés - **Art. 28 A** (p. 895) : accepte l'amendement n° 77 de M. Michel Crépeau, ministre (définition du démarchage en vue d'opérations sur les marchés à terme de marchandises) - **Art. 31** : ses amendements rédactionnels de coordination, n° 18 et n° 19, identiques aux amendements rédactionnels de coordination n° 61 et n° 62 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis ; adoptés - **Art. 32** : accepte l'amendement de coordination n° 63 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis - **Art. 36** (p. 897) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 65 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (compétence disciplinaire du procureur de la République sur les démarcheurs) - (p. 898) : son amendement de coordination n° 20, identique à l'amendement de coordination n° 66 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis ; adopté - Son amendement de coordination n° 21 ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 69 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (désignation par décret en Conseil d'Etat du membre supplémentaire que s'adjoint la commission des marchés à terme lorsqu'elle siège en matière disciplinaire) - **Art. 36** *bis* (p. 899) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 70 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (suppression de cet article relatif aux infractions commises par les commissionnaires et les courtiers de marchandises en matière de démarchage) - **Vote sur l'ensemble** : coopération du Sénat avec l'Assemblée nationale et avec le Gouvernement - Espoir d'un aboutissement en commission mixte paritaire (CMP).

– **Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles [n° 190 (82-83)]** - (18 mai 1983) - Président et rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 900) : avis favorable de la commission sur ce projet de loi, attendu par les pêcheurs et par leurs organisations - Importance des problèmes de l'eau - (p. 901) : prise en compte d'observations pratiques et amendements proposés par la commission - Définition des eaux libres et de celles qui ne le sont pas - Responsabilités et conditions d'établissement d'ouvrages dans les cours d'eau - Nécessité de concilier l'usage collectif d'un domaine et le respect du droit de propriété - Lutte contre le braconnage - Problème des pisciculteurs et des enclos piscicoles - Retour à un équilibre de la nature par une exploitation judicieuse et disciplinée - **Avant l'art. 1** (p. 905) : s'oppose à l'amendement n° 104 de MM. Marcel Daunay et Jean Colin (application de la loi dans le cadre des plans d'utilisation de l'eau et d'aménagement des cours d'eau dans chaque département, par les conseils généraux) - **Art. 2** : *Art. 401 du code rural* (p 906) : son amendement n° 12 : respect par la pêche des impératifs de gestion des ressources piscicoles ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 142 de M. Gérard Ehlers (caractère social et économique de la pêche) - **Art. 3** : demande la réserve de cet article jusqu'après le vote de l'article 4 - **Après l'art. 3** (p. 907) : son amendement n° 14 : modification des articles 106 du code rural et 25 du code du domaine public fluvial ; retiré au profit de l'amendement n° 97 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (modification des articles 106 du code rural et 25 du code du domaine public fluvial, afin de sanctionner les prises d'eau illégales sur tous les cours d'eau) - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 150 de M. Paul Pillet (insertion de cet amendement après l'article 3) - **Art. 4** : son amendement de coordination n° 15 ;réservé jusqu'après le vote sur l'amendement n° 31 - *Art. 402 :* demande la réserve de l'article 402 du code rural jusqu'après le vote de l'article 403 - (p. 908) : son amendement n° 16 : définition des eaux libres ; adopté - (p. 909) : s'oppose aux amendements identiques n° 1 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Philippe de Bourgoing, et n° 78 de M. Charles-Edmond Lenglet (cas des étangs clos de façon permanente, s'écoulant de façon occasionnelle) - *Art. 403* (p. 910) : son amendement n° 17 : définition des eaux closes ; adopté - *Art. 404* (p. 911) : s'oppose à l'amendement n° 106 de MM. Jacques Mossion et Maurice Prévoteau (application des dispositions du présent titre, sous réserve des articles 430 et 431 du code rural) - *Art. 406 :* son amendement n° 18 : sanction en cas de pollution volontaire ou par négligence des cours d'eau ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 148 de M. Edouard Bonnefous, soutenu par M. Jacques Pelletier (sanction en cas de pollution des cours d'eau) - Son amendement n° 19 : avis obligatoire de l'inspecteur des installations classées, du chef de service chargé de la police des eaux, et du directeur départemental de l'action sanitaire et sociale ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement rédactionnel n° 151 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat - *Art. 407* (p. 913) : son amendement n° 20 : autorisation préalable pour effectuer les travaux de nature à détruire les frayères ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 132 de M. Gérard Ehlers (soumission à autorisation des travaux, lorsqu'ils sont de nature à détruire, notamment les frayères, les zones d'alimentation et réserves de nourriture du poisson) - (p. 914) : sur son amendement n° 20, accepte le sous-amendement n° 108 de M. Marcel Daunay, soutenu par M. Jean Colin (absence d'autorisation préalable pour les travaux courants de curage obligatoires) - *Art. 408 :* son amendement de suppression pour coordination n° 21 ; adopté - *Art. 409 :* son amendement rédactionnel n° 22 ; adopté - *Art. 410* (p. 915) : son amendement n° 23 : débit minimum imposé aux exploitants d'ouvrages construits dans le lit des cours d'eau ; adopté - (p. 916) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 99 de M. Roland Grimaldi (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de cet article aux ouvrages existants cinq années après la date d'application de la loi) - S'oppose à l'amendement n° 79 de MM Charles-Edmond Lenglet et Max Lejeune (fixation du débit minimum par les administrations locales) - *Art. 411 :* son amendement n° 24 : fonctionnement et entretien des échelles et des passes à poissons assurés par l'exploitant de l'ouvrage ; adopté - Son amendement n° 25 : fixation par décret en Conseil d'Etat de la liste des espèces migratrices ; adopté - (p. 917) : sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 153 de M. Roland du Luart (fixation par le ministre chargé de l'environnement, après avis du Conseil supérieur de la pêche, de la liste des espèces migratrices) - Ses amendements n° 26 : définition des modalités d'application particulière des nouvelles dispositions pour les ouvrages existants au moment de la publication du texte en discussion ; adopté ; et n° 27 : délai de sept ans pour la mise en conformité des ouvrages existants ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 154 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (délai de trois ans pour la mise en conformité des ouvrages existants) - *Art. 413* (p. 918) : ses amendements, n° 28 : autorisation nécessaire pour l'importation de poissons vivants non représentés dans les cours d'eau français ; retiré - et n° 29 : autorisation de réempoissonnement ou d'alevinage avec des produits issus d'établissements d'aquaculture agréés ; retiré - (p. 919) : son amendement n° 30 : extension du champ d'application de cet article aux eaux closes ; adopté - *Avant l'art. 415 :* son amendement n° 31 : dispense de la taxe piscicole pour les conjoints des personnes qui acquittent la taxe ; adopté - (p. 920) : sur son amendement n° 31, accepte le sous-amendement n° 98 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (versement en sus de sa cotisation

statutaire, par toute personne qui se livre à l'exercice de la pêche, d'une taxe annuelle dont le produit est affecté aux dépenses de surveillance et de mise en valeur du domaine piscicole national) et s'oppose au sous-amendement n° 155 du même auteur (suppression de la dispense du paiement de la taxe piscicole pour les conjoints des personnes qui acquittent cette taxe) -Son amendement de coordination n° 15, précédemment réservé ; adopté.

Suite de la discussion - (26 mai 1983) - Président et rapporteur de la commission des affaires économiques - Art. 4 (*suite*) : *Art. 415 du code rural* (p. 1118) : son amendement n° 32 : compétences des associations agréées de pêche et de pisciculture et des associations agréées de pêcheurs amateurs ; adopté - Son amendement n° 33 : suppression du caractère obligatoirement départemental de l'association agréée de pêcheurs amateurs ; adopté - (p. 1119) : s'oppose à l'amendement n° 143 de M. Gérard Ehlers (affiliation à la Fédération nationale des adjudicataires et permissionnaires de pêche) - Distinction entre pêcheurs amateurs et pêcheurs professionnels - Son amendement n° 34 : compétences des fédérations départementales des associations agréées de pêche ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 129 de M. Jacques Pelletier (action d'éducation des fédérations départementales des associations agréées de pêche) et l'amendement analogue n° 2 de M. Roland du Luart - Sur son amendement n° 34, s'oppose au sous-amendement n° 134 de M. Gérard Ehlers (suppression de la référence aux orientations piscicoles de bassins) - (p. 1120) : associations de pêche ; associations intéressées par l'environnement ; propriétaires - Son amendement n° 35 : fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions de fonctionnement des fédérations ; adopté - (p. 1121) : sur cet amendement, accepte la première partie et s'oppose à la deuxième partie du sous-amendement n° 83 de M. Roland du Luart (fixation par décret en Conseil d'Etat de la représentation : 1° des propriétaires riverains ; 2° des associations ayant pour objet la protection de la nature) - *Art. 416* (p. 1122) : son amendement n° 36 : compétences des associations de pêcheurs professionnels ; adopté après rectification à la demande de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat - Demande le retrait des amendements de M. Gérard Ehlers n° 135 (pêcheurs pluri-actifs porteurs de licences) et n° 136 et n° 137 de coordination - *Art. 417* (p. 1123) : demande le retrait de l'amendement n° 111 de M. Pierre Lacour (mise à disposition des agents du Conseil supérieur de la pêche) ; sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 157 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (remplacement des mots « mis à la disposition » par les mots « placés auprès ») - Loi Le Pors - *Après l'art. 417* (p. 1124) : s'oppose à l'amendement n° 112 de MM. Marcel Daunay et Jean Colin (redevances à l'agence financière de bassin) - *Art. 418* (p. 1125) : ses amendements rédactionnel n° 37 et de coordination n° 38 ; adoptés - *Art. 421 :* son amendement n° 39 : suppression de la distinction entre cours d'eau et plans d'eau en matière de propriété du droit de pêche ; adopté - *Art. 422* (p. 1126) : s'oppose à la demande de réserve des articles 422, 423 et 424 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat - Son amendement n° 40 : convention dans le cas de transfert à une association ou à une fédération du droit de pêche et des obligations d'entretien par le propriétaire riverain ; adopté - (p. 1127) : sur cet amendement, demande le retrait du sous-amendement n° 77 de M. Bernard Barbier (convention départementale déterminant les droits et obligations des associations de pêche et des propriétaires riverains) -S'oppose à l'amendement n° 138 de M. Gérard Ehlers (définition du patrimoine piscicole par le plan départemental) - (p. 1128) : patrimoine piscicole - Travaux de curage - Convention de droit privé réglant l'exercice du droit de pêche entre les parties - Sur son amendement n° 40, s'oppose au sous-amendement n° 161 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (durée de perte du droit de pêche en cas de manquement par le propriétaire à ses obligations) - *Art. 423* (p. 1129) : demande la réserve de cet article jusqu'après la discussion de l'article 424 ; réserve acceptée - *Art. 424* (p. 1130) : son amendement n° 42 ; convention pour l'exercice gratuit du droit de pêche en cas de financement de travaux par des fonds publics à la demande du propriétaire riverain ; adopté - Coût financier des travaux d'entretien des bords de rivière et de curage des fonds - Aide publique - (p. 1131) : droit de passage - Fiscalité locale - Proportionnalité entre le droit de pêche échangé par la collectivité et le financement des travaux - S'oppose à l'amendement n° 115 de M. Marcel Daunay (suppression de cet article relatif à l'exercice gratuit du droit de pêche par une association agréée) - (p. 1132) : sur son amendement n° 42, s'oppose au sous-amendement n° 145 de M. Gérard Ehlers (suppression du premier alinéa de cet amendement relatif au financement de travaux par une collectivité locale), ainsi qu'aux sous-amendements de coordination n° 146 et n° 147 du même auteur - Sur le même amendement, accepte le 1° et s'oppose au 2° du sous-amendement n° 158 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (1° participation aux fonds publics ; 2° durée de l'exercice gratuit du droit de pêche) - Estime satisfait par son amendement n° 42 les amendements de M. Roland du Luart n° 4 et n° 5 (limitation dans le temps de l'exercice gratuit du droit de pêche résultant de l'octroi de subventions au propriétaire) et n° 11 (maintien du droit de pêche personnel du propriétaire) - *Art. 423 (suite)* (p. 1133) : son amendement n° 41 : exercice du droit de pêche par le propriétaire et obligation de gestion des ressources piscicoles ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 114 de M. Marcel Daunay (suppression de cet article relatif à l'obligation de gestion des ressources piscicoles) - Sur son amendement n° 41, demande le retrait de l'amendement n° 81 de M. Charles-Edmond Lenglet (mesures d'office à l'encontre d'une personne morale comme d'une personne physique) - *Art. 425* (p. 1134) : son amendement n° 43 : suppression pour coordination de cet article relatif à la servitude de passage ; adopté - *Art. 426 :* son amendement n° 44 : réparation du dommage causé à un propriétaire riverain par une association ou une fédération exerçant gratuitement un droit de pêche ; adopté - (p. 1135) : sur cet amendement, demande le retrait du sous-amendement n° 84 de M. Roland Luart (interdiction d'exercice du droit de pêche à proximité d'une habitation) - En réponse à M. Jacques Descours Desacres : plan de gestion ; convention préalable ; transfert du droit de pêche du propriétaire ; droit de passage - *Art. 427* (p. 1157) : son amendement de coordination n° 45 ; adopté - *Art. 428* (p. 1158) : son amendement n° 46 : suppression de l'autorisation aux pêcheurs professionnels en eau douce de pêcher en zone mixte dans les estuaires ; adopté - Conflits entre pêcheurs - Inscription maritime - Pêcheurs professionnels maritimes - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 92 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (suppression de la licence délivrée à titre gratuit en zone mixte) - *Art. 429* (p. 1160) : ses amendements de coordination n° 47 et n° 48 ; adoptés - (p. 1161) : son amendement n° 49 : suppression exceptionnelle du droit d'usage pour raisons de sécurité ; adopté - Accepte les amendements n° 101 et n° 102 de M. Paul Pillet, rapporteur pour avis (substitution de la notion de droit de passage à celle d'espace libre) - S'oppose aux amendements de MM. Jean Colin et Marcel Daunay n° 116 (suppression de cet article relatif à l'espace libre et au droit de passage) et n° 117 (réparation des dommages causés lors de l'exercice du droit de passage) - S'oppose à l'amendement n° 7 de M. Roland du Luart (protection des activités agricoles) - Demande le retrait de l'amendement n° 82 de M. Charles-Edmond Lenglet (cours d'eau non domaniaux) - Servitudes : « sentier des douaniers » ; marchepied - (p. 1163) : son amendement n° 165 : mise en état des lieux ; adopté - *Après l'art. 429* (p. 1164) : accepte l'amendement n° 103 de M. Paul Pillet, rapporteur pour avis (indemnisation de la servitude instituée par le projet de loi) - *Art. 430* (p. 1165) : son amendement n° 51 : installation de piscicultures ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 85 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (exploitation de piscicultures) - Son amendement n° 52 : suppression de l'avis préalable de la fédération de pêche ; adopté - *Art. 431* (p. 1166) : son amendement n° 53 :

date d'application du texte de l'article ; adopté - (p. 1167) : s'oppose à l'amendement n° 124 de MM. Marcel Daunay et Jean Colin (enclos piscicoles) - Accepte l'amendement n° 93 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (droit fondé sur titre) - Accepte l'amendement n° 123 de MM. Maurice Prévoteau et Jacques Mossion (renouvellement d'autorisation ou de concession d'enclos piscicoles) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 159 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (demande de renouvellement d'autorisation ou de concession) - *Art. 432* (p. 1168) : son amendement n° 55 : autorisation et responsabilité pour la vidange d'un plan d'eau ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 8 de M. Roland du Luart (dispense d'autorisation pour la vidange d'une pisciculture) - (p. 1169) : pollution - Exemple de la responsabilité des agents d'Electricité de France (EDF) - *Art. 433 :* accepte l'amendement n° 86 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (périodes d'interdiction de pêche) - Son amendement de coordination n° 56 ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 164 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (compétence du juge d'expropriation) - *Art. 434* (p. 1170) : accepte l'amendement n° 87 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (décret en Conseil d'Etat pour les dispositions concernant à la fois la pêche fluviale et la pêche maritime) - *Art. 435 :* son amendement n° 57 : modulation par bassin hydrographique de la réglementation par décret en Conseil d'Etat ; adopté - Son amendement n° 58 : dimensions minimales des poissons dont la pêche est autorisée ; adopté - Son amendement de coordination n° 59 ; adopté - *Art. 436* (p. 1171) : accepte l'amendement n° 130 de M. Jacques Pelletier (sanction en cas d'établissement illicite d'enclos piscicoles) - *Art. 437 :* son amendement rédactionnel n° 60 ; adopté - *Art. 438 :* son amendement de coordination n° 61 ; adopté - *Après l'art. 438 :* son amendement n° 62 : sanction pour la vente par des pêcheurs non professionnels ; adopté - Prédation de saumons sur les frayères - *Art. 441* (p. 1172) : son amendement n° 63 : justification de l'identité des personnes contrôlées par les agents habilités ; adopté - *Art. 442 :* accepte l'amendement n° 94 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (qualification des agents du Conseil supérieur de la pêche comme techniciens de l'Etat chargés des forêts) - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 163 de M. Roland Grimaldi (contrôle des agents par le Conseil supérieur de la pêche) - *Art. 444* (p. 1173) : son amendement n° 65 : communication des copies de procès-verbaux ; adopté - *Art. 445* (p. 1174) : son amendement n° 66 : droit de visite de nuit des gardes-pêche ; adopté - Civelle ; pibale - *Art. 447 :* son amendement n° 67 : réglementation de la saisie par décret ; adopté - *Art. 448 :* son amendement n° 68 : paiement éventuel de la valeur du poisson par le contrevenant ; adopté - *Art. 454* (p. 1175) : accepte l'amendement n° 95 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (techniciens de l'Etat chargés des forêts) - *Art. 455* (p. 1176) : son amendement rédactionnel n° 70 ; adopté - *Art. 458 :* accepte l'amendement de coordination n° 167 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat - *Art. 459 :* ses amendements n° 71 et n° 72 : durée d'exclusion du pêcheur professionnel ; adoptés - (p. 1177) : demande le retrait de l'amendement n° 140 de M. Gérard Ehlers (dommages et intérêts) - *Après l'art. 459 :* son amendement n° 73 : dommages-intérêts ; adopté - **Art. 3** (*suite*) : son amendement n° 13 : suppression de cet article en raison de l'adoption du nouvel article 414 du code rural ; adopté - **Après l'art. 4** (p. 1178) : accepte l'amendement n° 126 de M. Pierre Lacour (procès-verbaux des gardes-chasse) - **Art. 5 :** son amendement de suppression pour coordination n° 74 ; adopté - **Art. 6 :** son amendement de suppression pour coordination n° 75 ; adopté - **Après l'art. 7** (p. 1179) : son amendement n° 156 : coordination du code civil et du code pénal avec le texte adopté pour le code rural ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 141 de M. Gérard Ehlers (possibilité de révocation d'autorisation accordée pour l'établissement d'ouvrages sur les cours d'eau non domaniaux) - **Art. 8 :** son amendement n° 76 : suppression de cet article sur l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi ; adopté - **Seconde délibération - Art. 3** (p. 1180) : accepte l'amendement n° 3 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (rétablissement de cet article dans une nouvelle rédaction) - **Art. 4 :** accepte l'amendement n° 2 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (suppression du texte adopté pour l'article 414 du code rural) - Accepte l'amendement de coordination n° 1 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat - **Vote sur l'ensemble** (p. 1181) : concertation avec le Gouvernement - Souhait d'accord ultérieur.

– Proposition de loi portant création d'une délégation parlementaire dénommée Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques - *Deuxième lecture* [n° **310 (82-83)**] - (16 juin 1983) - Président de la commission des affaires économiques et rapporteur en remplacement de M. *Jean-Marie Rausch* - **Discussion générale** (p. 1710) : élaboration d'un texte commun et accord des deux assemblées parlementaires - **Art. 1** (p. 1711) : soutient les amendements de M. Jean-Marie Rausch, n° 1 rédactionnel, n° 2 (suppression du comité consultatif ; modalités de saisine du conseil scientifique), n° 3 (avis des organisations syndicales ou professionnelles représentatives ou des associations à l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques), n° 4 de coordination et n° 5 (modalités d'habilitation de la délégation à demander l'exercice des prérogatives des commissions d'enquête) - (p. 1712) : soutient l'amendement n° 6 de M. Jean-Marie Rausch (confidentialité des travaux sauf décision contraire de l'office et sauvegarde du secret scientifique et industriel) et l'amendement n° 7 du même auteur (modalités de publication des conclusions des travaux de la délégation exerçant les prérogatives d'une commission d'enquête) - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement de forme n° 9 de M. André Labarrère, ministre - Soutient l'amendement n° 8 de M. Jean-Marie Rausch (statut financier des délégations).

– Projet de loi relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **419 (82-83)**] - (22 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1837) : élaboration par la commission mixte paritaire (CMP) d'un texte commun aux deux assemblées - Article 6 et nécessité pour le président de la commission des marchés à terme de s'entourer de tous les conseils que l'urgence d'une décsion lui permettra de prendre avant de suspendre les opérations sur un marché déterminé - (p. 1838) : article 13 et caractère unique de la compagnie des commissionnaires de la place de Paris - Article 16 et distinction entre une commission fixe et un complément éventuel - Souhaite bonne chance aux futurs membres de la commission des marchés à terme - (p. 1839) : demande au Sénat d'adopter les conclusons de la CMP.

– Projet de loi relatif aux mesures pouvant être prises en cas d'atteinte aux intérêts maritimes et commerciaux de la France [n° **248 (82-83)**] - (9 novembre 1983) - Président de la commission des affaires économiques - **Art. 2 :** intervient sur l'amendement n° 1 de M. Josselin de Rohan, rapporteur (1° modification rédactionnelle ; 2° mention du caractère déstabilisateur du trafic des pratiques concernées) - Pavillons de complaisance.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Transports - (25 novembre 1983) - (p. 3310) : dépression du marché international de la construction aéronautique - Conséquences sur l'emploi ; demande de maintien des personnels des bureaux d'étude - Importance pour l'emploi en Loire-Atlantique des deux usines aéronautiques de Nantes et Saint-Nazaire ; crise des chantiers navals du département ; chantier Dubigeon ; demande de commande publique.

Mer - (25 novembre 1983) - (p. 3336) : fin des espérances nées de la création d'un ministère de la mer - Crise de la

construction navale et rareté des commandes aux chantiers français - Chantiers Dubigeon à Nantes, haute qualification des personnels des bureaux d'étude, menacés dans leur emploi ; impossibilité de reconversion pour les travailleurs de l'assemblage - Prise de contrôle par Alsthom-Atlantique ; risque de fermeture ; demande d'une commande du Gouvernement - Chantiers de Saint-Nazaire - (p. 3342) : contrôle sanitaire des coquillages, importations d'huîtres en fraude.

– **Projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine** [n° 3 (83-84)] - (14 décembre 1983) - Président de la commission des affaires économiques - **Après l'art. 2** (p. 4174) : se déclare favorable à l'amendement n° 3 de M. Marcel Daunay, rapporteur (entrée en vigueur de l'article 1 dans un délai de deux ans à compter de la publication de la présente loi) - Aspect technique du conditionnement de la margarine - Délai de deux ans nécessaire afin de permettre aux producteurs de margarine de modifier leurs équipements de conditionnement - (p. 4175) : vente de la margarine contrôlée par de grands groupes internationaux.

– **Projet de loi définissant les moyens d'exécution du IXe Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan)** - *Nouvelle lecture* [n° 181 (83-84)] - (22 décembre 1983) - Président de la commission des affaires économiques, rapporteur en remplacement de M. Bernard Barbier - **Discussion générale** (p. 4564) : échec de la commission mixte paritaire - Adoption en nouvelle lecture à l'Assemblée nationale de quatre amendements du Gouvernement - Demande le rejet de ce texte - **Art. 1** (p. 4567) : soutient l'amendement de suppression n° 1 de M. Bernard Barbier, rapporteur.

CHAUVIN (**Adolphe**), sénateur du Val-d'Oise (président du groupe UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2266).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 mai 1983) (p. 1202).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 juin 1983) (p. 2031).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (28 juin 1983) (p. 2063).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur (17 novembre 1983) (p. 2996).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à organiser une souscription nationale en faveur de la Polynésie française [n° 238 (82-83)] (14 avril 1983) - **Territoires d'outre-mer.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à garantir la liberté de la **presse** [n° 55 (83-84)] (15 novembre 1983).

Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° 61 (83-84)] adopté par l'Assemblée nationale - **Enseignements supérieurs** [n° 63, tome VI (83-84)] (21 novembre 1983).

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer les coûts respectifs entraînés, pour les collectivités publiques, par la scolarisation des élèves dans les établissements d'**enseignement** public et dans les établissements d'enseignement privé [n° 87 (83-84)] (1er décembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non-titulaires occupant de tels emplois** [n° 148 (82-83)] - (12 avril 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 193) : excellent rapport de M. Daniel Hoeffel au nom de la commission des lois - Insuffisance des consultations lors de l'élaboration du texte - Multiples restrictions aux promesses faites par le Président de la République - Craintes chez les fonctionnaires titulaires - Débat souhaitable sur l'avenir de la fonction publique - Elaboration d'un code de la fonction publique - Groupe de l'UCDP favorable à l'adoption du texte ainsi amendé.

– **Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles** [n° 23 (82-83)] - (20 avril 1983) - **Art. 2** (p. 382) : se déclare favorable à l'amendement n° 4 de M. Pierre Salvi, rapporteur (possibilité pour le conseil municipal d'une commune de demander le retrait de la commune de la liste des communes de l'agglomération nouvelle) - **Art. 4** (p. 384) : se déclare favorable à l'amendement n° 6 de M. Pierre Salvi, rapporteur (création d'un syndicat d'intérêts communautaires en remplacement de la communauté d'agglomération nouvelle) - **Art. 13** (p. 391) : se déclare opposé à l'amendement n° 101 de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat (attribution en matière d'autorisation d'utilisation du sol exercé par le président de la communauté ou du syndicat de la communauté dans les zones d'aménagement concertés, les lotissements de plus de vingt lots ou les opérations groupées de plus de vingt logements) - **Art. 18** (p. 395) : se déclare favorable à l'amendement de coordination n° 30 de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 24** (p. 399) : se déclare favorable à l'amendement n° 56 de M. Michel Giraud, soutenu par M. Jean Amelin (dotation spécifique en matière d'équipement possible jusqu'à l'achèvement des opérations de construction et d'aménagement et suppression du délai de cinq ans) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 401) : élaboration secrète de ce projet et absence de concertation - (p. 402) : accord avec les quatre axes principaux : révision du périmètre des agglomérations nouvelles et des limites communales ; démocratisation du régime des villes nouvelles ; adaptation des compétences et des ressources ; mise en place d'un régime financier transitoire et contractuel - Nombreuses atteintes à l'autonomie communale soulignées par le rapporteur - Nombreux apports du Sénat - Au nom du groupe UCDP, se déclare favorable au texte de ce projet amendé par le Sénat .

– **Question au Gouvernement : aide à la Polynésie** - (21 avril 1983) - (p. 421) : intervention au nom de M. *Daniel Millaud* - Coût des dégâts ; action du Gouvernement et du Sénat ; initiative de M. *René Monory* - Courant de sympathie à l'étranger à l'égard de la Polynésie - Dépôt d'une proposition de loi tendant à organiser une souscription nationale en faveur de la Polynésie française - (p. 422) : difficultés de la Polynésie et accord entre la majorité et l'opposition.

– **Projet de loi sur la vente des logements appartenant à des organismes d'habitation à loyer modéré** [n° 192 (82-83)] - (21 avril 1983) - **Art. 1** : *Art. L. 443-10 du code de la*

construction (p. 441) : son amendement n° 26 : communication avant la vente à tout acheteur par l'organisme d'HLM vendeur d'informations complètes et précises sur l'état de l'immeuble dans lequel est situé l'appartement mis en vente ; adopté.

– **Mission d'information commune** - (3 mai 1983) - (p. 545) : importance de la décentralisation pour le Sénat - Incidence financière et mission d'information.

– **Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.** [n° 226 (82-83)] - (10 mai 1983) - **Art. 7** (p. 754) : intervient sur l'amendement n° 16 de M. Roland Ruet, rapporteur (création d'une association sportive dans tous les établissements du second degré et dans toutes les universités).

– **Projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale** [n° 223 (82-83)] - (19 mai 1983) - **Art. 7** (p. 966) : conditions de déroulement des travaux parlementaires - Multiplication des séances de nuit - Modification du règlement - Venue en séance de textes techniques uniquement pour être avalisés - Revalorisation du travail en séance publique - **Art. 30** *ter* (p. 980) : rythme d'examen de ce projet de loi.

– **Conclusions du rapport de M. Pierre Salvi,** fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** [n° 203 (82-83)] déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à réprimer la falsification des procès-verbaux des opérations électorales et sur la proposition de loi** [n° 283 (82-83)] **de M. Jean Colin, tendant à punir la falsification des élections** [n° 380 (82-83)] - (15 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1663) : relations au sein du conseil municipal de Pontoise avec les socialistes.

– **Projet de loi sur l'Exposition Universelle de 1989** [n° 338 (82-83)] - (16 juin 1983) - Président de la commission spéciale - **Discussion générale** (p. 1724) : travaux de la commission spéciale du Sénat - Attente d'une estimation précise et détaillée de l'opération - Création d'un établissement public à caractère administratif - (p. 1725) : collaboration avec les collectivités locales - Enregistrement définitif par le Bureau international des expositions de la candidature de la France.

Suite de la discussion - (17 juin 1983) - Président de la commission spéciale - **Discussion générale** (p. 1754) : financement de l'Exposition universelle par l'Etat, la ville de Paris et la région - Souhait des collectivités intéressées d'avoir une estimation du coût et de connaître les règles de répartition - **Art. 4** (p. 1758) : souhait de la commission que des études sérieuses soient effectuées et que tous les moyens soient accordés pour qu'elles soient faites - Commission spéciale aussi soucieuse que quiconque que cette Exposition universelle ait lieu - **Après l'art. 6** *bis* (p. 1763) : sur l'amendement n° 11 de M. Roger Romani, rapporteur (transmission par le Gouvernement aux assemblées parlementaires des rapports établis par l'établissement public), se déclare opposé au sous-amendement n° 34 de M. Etienne Dailly (remplacer les mots « transmet aux assemblées parlementaires les rapports établis » par les mots « soumet au Parlement les propositions établies ») - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1768) : logique différente du Gouvernement et du Sénat - Volonté que cette Exposition se fasse mais divergences sur la méthode - Volonté du Sénat d'être informé des conséquences financières de l'opération - Exposition universelle pouvant avoir lieu.

Deuxième lecture [n° 430 (82-83)] - (27 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2030) : regrette l'opposition systématique de l'Assemblée nationale aux votes du Sénat sur ce projet.

– **Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** - *Nouvelle lecture* [n° 444 (82-83)] - (28 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2071) : conditions de déroulement du vote sur ce projet, évoquées par Mme Cécile Goldet - Surcharge des débats.

– **Projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989** - *Nouvelle lecture* [n° 460 (82-83)] - (29 juin 1983) - Président de la commission spéciale - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2109) : longueur de la procédure parlementaire - Importance du thème de l'Exposition universelle de 1989.

– **Rappel au règlement** - (13 octobre 1983) - (p. 2292) : attribution du prix Nobel de la paix à Lech Walesa.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat** [n° 309 (82-83)] - (25 octobre 1983) - **Art. 40** (p. 2432) : son amendement n° 118, soutenu par M. André Bohl : versement par les groupes parlementaires des contributions nécessaires à la constitution des droits à pension ; adopté.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° 384 (82-83)] - (26 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2473) : sévérité du ministre dans l'analyse de la situation de l'université avant 1981 - Succès de la création des instituts universitaires de technologie (IUT) et progrès de la recherche scientifique française - Rôle de l'université dans les mutations du monte moderne - (p. 2474) : atteinte au principe de l'autonomie des universités, condition de la liberté de l'enseignement - Hommage aux professeurs d'université - Caractère contestable de la notation des enseignants par les étudiants - Liberté et autonomie dans le recrutement et la carrière des enseignants, dans la définition des enseignements, dans l'organisation des examens et la délivrance des diplômes ; liberté de la recherche ; rattachement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) - Politique européenne de la recherche universitaire - Pouvoirs accordés aux syndicats - Autonomie nécessaire des universités dans la détermination de leur statut et risque de limitation par les décrets d'application - Elections aux conseils et mode de scrutin - Unités de formation et de recherche (UFR) et facultés - Autonomie administrative et contrôle *a posteriori* ; pouvoirs du recteur chancelier - (p. 2475) : nomination du secrétaire général et de l'agent comptable par le président d'université - Recrutement de personnels - Autonomie pédagogique - Modification nécessaire du projet sur divers points : suppression du collège unique - Mode de scrutin - UFR et facultés - Pouvoirs du chancelier - Diplômes nationaux ou diplômes d'université - Délégation de signature du président d'université - Amendements du groupe UCDP et soutien aux amendements de la commission des affaires culturelles - Caractère destructeur du projet : centralisation ; atteinte à l'autonomie ; pouvoir syndical.

Suite de la discussion - (27 octobre 1983) - **Art. 8** (p. 2527) : se déclare favorable à l'amendement n° 83 de M. Paul Séramy, rapporteur (création d'une commission interministérielle de prospective et d'orientation, disposant des informations que lui fournissent les organismes professionnels et la commission nationale de planification).

– **Projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit** [n° 486 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (4 novembre 1983) - **Art. 36** (p. 2619) : composition de la commission bancaire - **Art. 57** (p. 2644) : soutient l'amendement n° 179 de M. Pierre Vallon (clause de réserve de propriété et transfert de la réserve de propriété à l'établissement bancaire) - Loi Dubanchet du 12 avril 1980 - **Art. 84** (p. 2658) : soutient l'amendement n° 180 de M. Pierre Vallon (volonté d'éviter que des établissements déjà enregistrés soient obligés d'effectuer des démarches pour obtenir un nouvelle agrément) - **Art. 85** (p. 2659) : soutient l'amendement n° 181 de M. Pierre Vallon (préparation, par le comité des établissements de crédit, de la liste des établissements agréés ; demande d'agrément pour les autres établissements).

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° 384 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (8 novembre 1983) - **Art. 15** (p. 2723) : sur l'amendement n° 91 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif aux diplômes nationaux), son sous-amendement n° 397 : orga-

nisation des examens par le président élu de l'université ; retiré - Sur ce même amendement, soutient les sous-amendements de M. Jean Arthuis n° 378 (article ne concernant que les diplômes universitaires) et n° 379 : (maintien du régime actuel des conventions entre universités et établissements privés) - **Art. 16** (p. 2728) : établissements d'enseignement supérieur responsables de la formation initiale et continue de tous les maîtres de l'éducation nationale - Interrogation sur le rôle des écoles normales d'instituteurs - **Art. 18** (p. 2731) : sur l'amendement n° 96 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à la création d'une nouvelle catégorie d'établissements publics et tendant à garantir l'autonomie des universités), son sous-amendement n° 408, soutenu par M. Daniel Hoeffel : maintien de l'autonomie des unités d'enseignement et de recherche dans le cadre des activités inter-disciplinaires organisées dans les universités ; devenu sans objet - **Art. 20** (p. 2738) : sur l'amendement n° 100 de M. Paul Séramy, rapporteur (autonomie statuaire des universités), son sous-amendement n° 398 : préservation de l'autonomie des universités et prise en compte des problèmes spécifiques des facultés de droit ; adopté - Sur cet amendement, soutient le sous-amendement de M. Jean Arthuis n° 381 : (suppression du dernier alinéa de cet article relatif à la transmission des statuts au ministre chargé de l'éducation nationale).

Suite de la discussion - (9 novembre 1983) - **Art. 36** (p. 2804) : intervient sur l'amendement n° 123 de M. Paul Séramy, rapporteur (modification de la durée du mandat et des modes de scrutin des différentes catégories de personnels pour l'élection aux conseils) - **Après l'art. 36** (p. 2805) : soutient l'amendement n° 386 de M. Jean Arthuis (assimilation des personnels de rang A des bibliothèques aux enseignants pour l'élection aux conseils).

– **Question au Gouvernement : élections européennes** - (10 novembre 1983) - (p. 2818) : mode de scrutin des prochaines élections européennes.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° **384 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (15 novembre 1983) - **Art. 58** (p. 2861) : sur l'amendement n° 152 de M. Paul Séramy, rapporteur (modalités de nomination du secrétaire général et de l'agent comptable de chaque université ; voix consultative au conseil d'administration), ses sous-amendements, soutenus par M. Michel Souplet, n° 400 : nomination du secrétaire général sur proposition du président de l'université ; adopté ; et n° 399 : nomination de l'agent comptable sur avis du président de l'université ; retiré - **Art. 66** (p. 2872) : sur l'amendement n° 161 de M. Paul Séramy, rapporteur (modification des statuts des universités; mandat des présidents d'université et des membres des conseils d'administration) , son sous-amendement n° 355 : mandat des directeurs des instituts et écoles faisant partie des universités ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2881) : manifestations d'étudiants et de professeurs - Vote de ce texte amendé par la majorité sénatoriale.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Postes et télécommunications - (24 novembre 1983) - **Art. 47** (p. 3274) : désapprobation à l'égard de la débudgétisation résultant de cet article - Retrait de sa demande de scrutin public.

Transports - (25 novembre 1983) - **Art. 112** (p. 3321, 3322) : intervient sur cet article prorogeant certaines dispositions de la loi du 23 décembre 1977 relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Ile-de-France.

Temps libre, jeunesse et sports - (2 décembre 1983) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3642) : intervient sur les crédits du titre III : amendement adopté par le Sénat portant de 2,25 à 2,50 % le prélèvement sur les enjeux du loto ; financement du Fonds national pour le développement du sport (FNDS) ; besoins des clubs sportifs.

Education nationale - (3 décembre 1983) - Rapporteur pour avis (enseignement supérieur) - (p. 3698) : échec de la commission mixte paritaire sur le projet de réforme de l'enseignement supérieur - Effets de la réforme Savary - Stagnation des crédits de fonctionnement, de ceux de l'aide indirecte et augmentation insuffisante de l'aide directe - Loi sur l'enseignement supérieur livrant les universités à la toute puissance d'un syndicat - Témérité de lancer une vaste réforme en l'absence de moyens appropriés - Commission des affaires culturelles se refusant à cautionner une politique alliant une austérité sans rigueur au gaspillage des énergies, se déclare défavorable à l'adoption des crédits de l'éducation nationale - (p. 3702) : absence de menaces pour la paix scolaire ces dernières années - Liberté de l'enseignement reconnue comme fondamentale par la Constitution - Tentative du président Guy Mollet de régler le problème directement avec le Vatican - Loi Debré et paix scolaire durant 20 ans - 90e proposition du candidat François Mitterand remettant le feu aux poudres - Education nationale devenue un monstre monolithique et ingouvernable - (p. 3703) : décentralisation et transfert des dépenses sans transférer la responsabilité de la pédagogie - Qualité de l'enseignement privé apparaissant surtout à la comparaison avec le public - Fonctionnarisation des maîtres de l'enseignement privé - Désaccord des responsables de l'enseignement privé - Sondage attestant que le pays est favorable au maintien de l'enseignement privé - (p. 3720) : absence de malvaillance à l'encontre de l'enseignement public et respect des enseignants - (p. 3721) : semestre supplémentaire d'études pour les étudiants du premier cycle ne souhaitant pas rentrer dans le second - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3726, 3727) : souhaite que dans l'avenir les amendements de la commission des finances soient soumis pour avis à la commission des affaires culturelles - Son amendement n° 168 : suppression des chapitres 31-60 et 31-62 ; retiré - **Après l'art. 108** (p. 3728) : son amendement n° 175, soutenu par M. Etienne Dailly : article additionnel relatif à la non utilisation des crédits pour la titularisation dans la fonction publique des personnels des établissements d'enseignement privé à l'exception de ceux mentionnés à l'article 108 ; adopté.

Economie, finances et budget - I - Charges communes - (8 décembre 1983) - **Avant l'art. 106** (p. 3953) : son amendement n° 239 : modification de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances : communication au Parlement d'un tableau retraçant les créances détenues et les dettes contractées par l'Etat, ses établissements publics et les sociétés nationales, à l'égard d'organismes étrangers de toute nature ou d'Etats étrangers ; adopté - (p. 3955) : détérioration de la situation économique et financière de la France.

Vote sur l'ensemble - (10 décembre 1983) - (p. 4070) : marathon budgétaire - Propositions pour de meilleures conditions de travail au Sénat - Déception des partisans du changement en 1981 - Condamnation de ce budget - Affaiblissement du franc - Difficultés des entreprises - Augmentation du chômage - Rejet du budget de la défense nationale - Vote prochain au Sénat d'un collectif incluant les crédits pour les opérations du Tchad et du Liban - (p. 4071) : positions dures du groupe communiste : enseignement supérieur, audiovisuel et liberté de la presse - Saisine du Parlement en cas de fonctionnarisation des professeurs de l'enseignement privé - Crédits supplémentaires accordés au Fonds national pour le développement du sport - Limitation des mesures de fiscalité agricole - Groupe de l'UCDP favorable au vote du budget ainsi amendé.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° **7 (83-84)**] - (13 décembre 1983) - **Art. 9** (p. 4146) : son amendement n° 237, soutenu par M. Pierre Schiélé : précision sur le financement du budget du conseil supérieur de la fonction publique territoriale : conditions d'appel et d'assiette de la cotisation versée par les collectivités et établissements concernés ; retiré - **Art. 21** *ter* (p. 4155) : ses amendements soutenus par M. Pierre Schiélé, n° 238 : suppression des alinéas

relatifs à l'assiette et au taux de la cotisation de financement des centres de gestion ; retiré ; et n° 239 : financement des centres de gestion par une cotisation assise sur la masse des rémunérations versées aux fonctionnaires à temps complet ou incomplet dont la gestion relève de ces centres ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (14 décembre 1983) - **Art. 54** *ter* (p. 4207) : son amendement n° 217, soutenu par M. Pierre Schiélé : remplacement dans le deuxième alinéa de cet article du chiffre « 5000 » par le chiffre « 2000 » ; devenu sans objet - **Art. 98** (p. 4230) : son amendement n° 220, soutenu par M. Pierre Schiélé : conditions dans lesquelles un local peut être attribué par le maire pour les réunions syndicales ou professionnelles ; adopté.

– **Question au Gouvernement : déclaration de M. le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication** - (15 décembre 1983) - (p. 4262) : propos tenus par M. Georges Fillioud à l'issue de la publication du rapport de M. *Jean Cluzel,* rapporteur spécial du budget de l'audiovisuel - Attitude de la presse et des médias audiovisuels - Excès de langage - Droit du Parlement de contrôler le budget de l'Etat - Réponse précise des membres du gouvernement aux questions du Parlement ou de ses commissions permanentes - (p. 4263) : propos modérés tenus par M. Pierre Mauroy - Contrôle parlementaire de l'utilisation des crédits affectés à l'audiovisuel.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1983** [n° **109 (83-84)**] - (19 décembre 1983) - **Art. 7** (p. 4363) : vote des crédits relatifs aux opérations militaires au Tchad et au Liban - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4370) : abstention du groupe de l'UCDP sur le collectif pour 1983 à l'exception des crédits nécessaires à l'armée engagée au Tchad et au Liban.

– **Projet de loi de finances pour 1984** - *Nouvelle lecture* [n° **149 (83-84)**] - (19 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4375) : échec de la commission mixte paritaire - Principe de la procédure budgétaire - Attitude inqualifiable de l'Assemblée nationale à l'égard des travaux du Sénat - Vote d'un budget de surimposition et de matraquage fiscal - Aide au sport et taux du prélèvement sur le loto ; dépôt d'un amendement - Importance des augmentations d'impôts - (p. 4376) : vote de la question préalable.

CHAZELLE (René), sénateur de la Haute-Loire (S).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

– Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Est nommé membre suppléant du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (2 juin 1983) (p. 1312).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec les membres du groupe socialiste et apparentés, tendant à inclure les bulletins blancs parmi les suffrages exprimés [n° **279 (82-83)**] (28 avril 1983) - **Elections et référendums.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **370** (*JO* Débats 4 mai 1983) (p. 586) à M. le ministre du commerce et de l'artisanat : **artisanat** (artisans : problèmes posés par l'application de l'ordonnance du 5 février 1982 sur les contrats de travail à durée déterminée).

INTERVENTIONS

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** [n° **480 (81-82)**] - (13 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 210) : nécessité de réformer les caisses d'épargne - Historique de la création et mission du réseau des caisses - Elargissement progressif du champ d'activité des caisses - Chef de réseau : Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance (CENCEP) - Décentralisation administrative et autonomie des interlocuteurs financiers - Prêts à des taux privilégiés aux collectivités locales - Transfert du livret A vers le livret d'épargne populaire - Relations entre le conseil de surveillance et le directoire - Institution de conseils consultatifs - Dialogue et droit à l'information à l'intérieur des caisses d'épargne - Refus donné au conseil de surveillance de faire un examen sur pièces des engagements budgétaires et au personnel de toute possibilité d'intervention pour la nomination des membres du directoire - Approbation de l'inspiration de ce texte.

– **Questions orales avec débat jointes : politique agricole** - (10 juin 1983) - (p. 1570) : problème de la fixation communautaire des prix des produits laitiers - Surproduction laitière de la Communauté économique européenne (CEE) : rôle des montants compensatoires monétaires (MCM) comme incitation à une production excédentaire aux Pays-Bas et en Allemagne - Incohérences de la politique agricole commune (PAC) - Insuffisance du relèvement du prix du lait pour la campagne 1983-1984 - Marasme du marché mondial - Taxe de coresponsabilité - Evolution du revenu agricole - Problèmes de l'agriculture en zone de montagne ; risques de dévitalisation économique et humaine - Politique de solidarité nationale - Maîtrise des handicaps naturels - Revalorisation de la dotation aux jeunes agriculteurs - Principe de la modulation : zone de montagne, zone défavorisée, zone de plaine - Cas du département de la Haute-Loire - Politique foncière - Evolution des structures d'exploitation - Politique des produits et des filières spécifiques - Rôle du Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) - (p. 1571) : élevages ovin et bovin - Herbages - Sa question écrite sur la suppression des contrats d'élevage dans le secteur bovin - Elaboration en cours de la loi sur la montagne - Concertation d'Aurillac les 5 et 6 mai 1983 - Nécessité d'une politique d'ensemble et de ressources extérieures de financement pour le développement des zones défavorisées.

CHERIOUX (Jean), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu vice-président.

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (6 mai 1983) (p. 721).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (24 juin 1983) (p. 1998).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative

à la démocratisation du secteur public (16 décembre 1983) (p. 4314).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier (16 décembre 1983) (p. 4343).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant et modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif (19 décembre 1983) (p. 4401).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural relatives aux caisses de mutualité sociale agricole (20 décembre 1983) (p. 4412).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° **282 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la démocratisation du secteur public [n° **362 (82-83)**] (3 juin 1983) - **Entreprises publiques.**

Rapport fait, au nom de la commission de contrôle sur les établissements chargés d'accueillir les **personnes âgées** créée en vertu de la résolution adoptée par le Sénat le 17 décembre 1982 [n° **392 (82-83)**] (14 juin 1983).

Rapport fait, au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif à la démocratisation du secteur public [n° **420 (82-83)**] (22 juin 1983) - **Entreprises publiques.**

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public [n° **449 (82-83)**] (28 juin 1983) - **Entreprises publiques.**

Rapport fait, au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en nouvelle lecture, relatif à la démocratisation du secteur public [n° **467 (82-83)**] (29 juin 1983) - **Entreprises publiques.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **9 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale, portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier [n° **51 (83-84)**] (9 novembre 1983) - **Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Solidarité nationale - Santé** [n° **66, tome II (83-84)**] (21 novembre 1983).

Rapport fait, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **96 (83-84)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier [n° **112 (83-84)**] (8 décembre 1983) - **Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure.**

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public [n° **155 (83-84)**] (20 décembre 1983) - **Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **166 (83-84)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier [n° **168 (83-84)**] (21 décembre 1983) - **Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **315** (*JO* Débats 10 mars 1983) (p. 359) à M. le ministre de la solidarité nationale : **sécurité sociale (prestations)** (diminution du remboursement de médicaments de consommation courante) - Réponse de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé (8 avril 1983) (p. 155 et suivantes).

n° **355** (*JO* Débats 20 avril 1983) (p. 363) à M. le ministre chargé des relations avec le Parlement : **politique extérieure** (relations de la France avec l'Afrique du Sud).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non-titulaires occupant de tels emplois** [n° **148 (82-83)**] - (12 avril 1983) - **Art. 4** (p. 180) : son amendement n° 32, déposé avec M. Charles de Cuttoli, qui le soutient, identique à l'amendement n° 43 de M. Yves Le Cozannet : décret appliquant aux non titulaires des règles de protection sociale équivalentes à celles des fonctionnaires ; délai de publication de ce décret ; réservé jusqu'après l'article 6, puis jusqu'après l'article 7, puis modifié - **Art. 4** *(suite)* (p. 186) : son amendement n° 32, précédemment réservé, déposé avec M. Charles de Cuttoli qui le soutient, et identique à l'amendement n° 43 de M. Yves Le Cozannet : application aux non titulaires des règles de protection sociale équivalentes à celles dont bénéficient les fonctionnaires ; adopté - **Art. 11** (p. 190) : son amendement n° 36, déposé avec M. Charles de Cuttoli qui le soutient, et identique à l'amendement n° 49 de M. Yves Le Cozannet : garantie d'emploi pour les non titulaires en place ayant refusé des propositions d'intégration ; adopté - **Art. 12** (p. 191) : son amendement n° 37, déposé avec M. Charles de Cuttoli qui le soutient : agents titularisés sur place, dans l'intérêt du service ; adopté - **Art. 16** (p. 192) : son amendement n° 40, déposé avec M. Charles de Cuttoli, qui le soutient : rémunération perçue par les agents titularisés ; calcul de l'indemnité compensatrice ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Art. 17** : son amendement n° 41, déposé avec M. Charles de Cuttoli qui le soutient, et identique à l'amendement n° 54 de M. Yves Le Cozannet : conditions de rachat des cotisations du régime des pensions civiles de l'Etat ; retiré.

– **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières** [n° **228 (82-83)**] - (19 avril 1983) - **Art. 1** (p. 358) : faiblesses de la politique économique suivie, évoquées par MM. Michel Maurice-Bokanowski et Christian Poncelet - Déficit du commerce extérieur - (p. 359) : risques du plan de redressement : diminution de la consommation intérieure et montée du chômage - Reprise économique chez nos principaux partenaires - Absence de consensus national - Groupe RPR défavorable à l'adoption

de ce projet - **Explication de vote sur l'ensemble** (voir Art. 1).

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi [n° 53 (82-83)]** de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° 269 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (5 mai 1983) - **Art. 7** (p. 634) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis (remboursement en quatre ans des dettes de l'Etat envers les collectivités locales) - **Art. 40** (p. 677) : se déclare opposé à l'amendement n° 120 de M. Jean Ooghe (centres municipaux de santé relevant de la compétence des communes).

– **Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois** - *Deuxième lecture* [n° 291 (82-83)] - (24 mai 1983) - **Art. 4** (p. 1025) : son amendement n° 5, soutenu par M. François Collet : protection sociale des fonctionnaires nouvellement titularisés identique à celle des agents titulaires de la fonction publique ; retiré.

– **Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public** [n° 282 (82-83)] - (6 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1380) : suite logique de la loi de nationalisation du 11 février 1982 et des lois définissant les droits nouveaux des travailleurs - Crainte déjà exprimée que l'expérimentation socialiste s'étende aux filiales et sous-filiales des sociétés nationalisées - Absence d'intérêt du Gouvernement pour l'actionnariat salarié dans les entreprises nationalisées - Risque d'une syndicalisation accrue dans le contexte social français actuel - Elément d'une politisation du secteur public - Création des conseils d'atelier dans les entreprises publiques, première étape d'un processus autogestionnaire hasardeux - (p. 1381) : première partie du rapport consacrée à l'analyse de l'ensemble des dispositions prévues - Deuxième partie réservée à l'exposé des principales observations - Prise en compte des suggestions formulées par le Conseil économique et social dans son avis - Complexité et imprécision de ce texte - Méconnaissance des contours du secteur public - Communication officieuse par le Premier ministre de la liste des entreprises concernées - Hétérogénéité du secteur public et détermination impossible de règles générales - Composition du conseil d'administration tripartite ou bipartite - Titre III introduisant des droits nouveaux pour les salariés de toutes les entreprises publiques ; création de conseils d'atelier ou de bureau - Extension des droits syndicaux ; renforcement des prérogatives du comité d'entreprise - Transformation en profondeur de la nature de l'entreprise et affaiblissement de la compétitivité de notre appareil économique - (p. 1382) : multiplication en 1982 des déficits dans toutes les entreprises publiques - Réticence de la commission à l'idée d'adopter un dispositif, source de nouvelles charges pour les entreprises - Estimation du coût des mesures nouvelles - Projet visant à transformer radicalement la nature même de l'entreprise - Annonce d'une transformation juridique de l'ensemble des entreprises françaises et d'un bouleversement des rapports de pouvoir à l'intérieur de celles-ci - Nationalisation des filiales et sous-filiales des entreprises publiques en contradiction formelle avec les promesses du Président de la République - Nationalisation rampante d'une étendue considérable - (p. 1383) : remise en cause par le Gouvernement du système tripartite du conseil d'administration donnant satisfaction - Projet dérogeant sur de nombreux points aux règles de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales - Prévision d'un ensemble de systèmes de révocation étrangers au droit des sociétés - Projet créant un nouveau type de société éloigné du droit commun - Dispositions méconnaissant les règles constitutionnelles et juridiques - Dissociation du droit de propriété et du droit de gestion de l'entreprise - Modification de la situation des actionnaires minoritaires des entreprises publiques et des filiales - Violation de l'égalité devant la loi et atteinte au principe d'égalité entre les actionnaires - Dispositions en contradiction avec l'article 34 de la Constitution - Amendement de la commission tendant à faire disparaître les motifs d'inconstitutionnalité - Démocratisation du secteur public envisagée par le Gouvernement comme l'expérimentation d'un modèle devant s'étendre à un grand nombre d'entreprises françaises - Risque de contagion lors de la sortie éventuelle du secteur public d'entreprises « démocratisées » - Risque de contagion géographique - Risque de démocratisation à l'intérieur des branches et des secteurs professionnels par le jeu de la négociation collective - (p. 1384) : dénonce les périls grandissant de l'autogestion, de la syndicalisation et de la politisation - Place de l'encadrement minorée - Commission opposée à l'institution des conseils d'atelier - Projet risquant de permettre à certaines organisations de s'assurer la maîtrise de la plus grande partie du secteur public - Organisation d'élections soumise en fait au monopole syndical - Opposition de la commission à la disparition de l'élection par collège - Titre III renforçant les prérogatives des organisations syndicales - Liberté d'affichage favorisant une politisation accrue - Reconnaissance de la nécessité d'une concertation entre les chefs d'entreprises et les responsables locaux mais opposition à la création d'une commission - (p. 1385) : effort de définition du secteur public et refus de toute nationalisation rampante - Nécessité de définir les structures s'appliquant aux entreprises du secteur public et maintien des structures propres de l'ancien secteur public - Consolidation du système transitoire de la loi du 11 février 1982 - Possibilité pour les sociétés anonymes jusqu'au 31 décembre 1984 d'adopter des structures dualistes organisant la représentation des salariés au sein du conseil de surveillance - Election par collège permettant une représentation de l'encadrement conforme au rôle que celui-ci assume dans l'entreprise - Commission défavorable au titre III relatif aux droits nouveaux des travailleurs - Proposition de la commission de circonscrire l'étendue du secteur public aux sociétés dont le capital social est détenu directement ou indirectement en totalité par la puissance publique ; de maintenir l'existence de l'ancien secteur public ; de proroger le système transitoire mis en place par le texte de nationalisation - (p. 1386) : nécessaire redéfinition du rôle des salariés dans l'entreprise face au capital et face aux syndicats - Rappel des ordonnances de 1959 et de 1967 sur l'intéressement, des textes sur l'actionnariat des salariés du 27 décembre 1973 et du 31 décembre 1970 et de la loi du 24 octobre 1980, prévoyant une distribution d'actions gratuites au personnel - Rappel des textes de 1977 et de 1973 concernant le secteur public - Déphasage entre les intentions du Gouvernement et les moyens qu'il propose de mettre en œuvre pour les faire passer dans la réalité - Propositions de la commission tenant compte des besoins et des réalités des entreprises et ouvrant la voie vers le développement de nouvelles structures porteuses d'avenir - (p. 1393) : reconnaît être l'auteur de l'amendement remplaçant le terme « démocratisation » par le mot « organisation » dans l'intitulé du titre II.

Suite de la discussion - (7 juin 1983) - Rapporteur - **Intitulé du titre I** (p. 1404) : son amendement n° 2 : « Du champ d'application » ; adopté - **Art. 1 et annexe I** : son amendement rédactionnel n° 3 ; adopté - Son amendement n° 4 : communication au Parlement de la liste des entreprises concernées ; adopté - (p. 1405) : son amendement n° 5 : exclusion du champ d'application du projet des sociétés Elf Aquitaine et Air Inter ; adopté - Actionnaires privés - Son amendement n° 6 : cas des sociétés anonymes : limitation aux seules sociétés anonymes détenues en totalité par l'Etat ; adopté - (p. 1406) : son amendement n° 7 : exclusion du champ d'application du texte en discussion des filiales des entreprises publiques ; adopté - (p. 1407) : son amendement n° 69 : exclusion du champ d'application du projet des filiales codétenues visées au paragraphe 5 ; adopté - **Art. 2** (p. 1408) : son amendement n° 8 : suppression, pour coordination, de cet article relatif aux filiales mentionnées

au paragraphe 4 de l'article 1 ; adopté - S'oppose à l'amendement rédactionnel n° 99 de M. Charles Bonifay - **Art. 3** : son amendement n° 9 : suppression, pour coordination, de cet article relatif aux filiales codétenues visées au paragraphe 5 de l'article 1 ; adopté - **Art. 4 et annexes II et III** (p. 1409) : son amendement n° 10 : suppression pour coordination de cet article et de ses annexes ; adopté - Cas spécifiques - S'oppose à l'amendement n° 101 de M. Charles Bonifay (précision sur le champ d'application de cet article) - **Art. 4** *bis* (p. 1410) : son amendement n° 11 : suppression, pour coordination, de cet article relatif à la définition des effectifs pour le calcul des seuils entraînant l'application de la loi ; adopté - **Art. 4** *ter* : son amendement n° 12, identique à l'amendement n° 138 de M. Jean Colin : suppression de cet article relatif aux conditions d'entrée dans le secteur public ; adopté - Brièveté du délai - Attente de la loi relative au transfert de propriété - (p. 1411) : question posée par M. André Bohl sur les Charbonnages de France ; cas de leurs filiales chargées du logement des mineurs - **Après l'art. 4** *ter* (p. 1412) : demande le retrait de l'amendement n° 142 de M. Jean Colin (libre choix par les entreprises entre les structures prévues aux articles 89 et suivants de la loi du 24 juillet 1966 et celles prévues aux articles 118 et suivants) - Système proposé par la commission tendant au développement des structures dualistes - **Intitulé du titre II** : son amendement n° 13 : suppression du mot démocratisation ; adopté - Citoyenneté économique du salarié au sein de l'entreprise - **Intitulé du chapitre I** : son amendement rédactionnel n° 14 : « Composition et fonctionnement » ; adopté - **Art. 5** (p. 1414) : son amendement n° 15 : consolidation du régime transitoire d'organisation des sociétés nationalisées par la loi du 11 février 1982 : composition du conseil d'administration ; désignation du président ; adopté - (p. 1416) : s'oppose aux amendements de M. Pierre Beregovoy, ministre, n° 72 (cas des sociétés centrales de groupes d'entreprises nationales d'assurance) et n° 73 (cas de la Banque française du commerce extérieur, BFCE, et de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, COFACE) -Cas des sociétés centrales d'assurance du Groupe des assurances nationales (GAN), de l'Union des assurances de Paris (UAP) et des Assurances générales de France (AGF) - Loi de nationalisation du 11 février 1982 - Se déclare opposé aux amendements n° 76 de M. Jean Béranger (représentation salariée au conseil d'administration ou de surveillance : maximum du tiers), aux amendements de M. Jean Colin n° 143, rédactionnel, n° 144, identique à l'amendement n° 75 de M. Jean Béranger (double possibilité de structure : conseil d'administration ou de surveillance) et n° 145, de coordination - S'oppose également aux amendements de M. Charles Bonifay n° 102 (précision rédactionnelle) et n° 105, de coordination - S'oppose également à l'amendement n° 77, de coordination, de M. Jean Béranger et aux amendements de M. Charles Bonifay n° 103 et n° 104 (cas des compagnies financières) - **Art. 6** (p. 1417) : son amendement n° 16 : maintien des structures existantes pour les sociétés et établissements publics nationalisés avant 1982 ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Charles Bonifay, n° 107 (champ d'application de cet article) et n° 106 (suppression de la limitation à quinze du nombre des membres des conseils de surveillance dans les banques) et à l'amendement n° 90 de M. Jean Béranger (cas des filiales comportant de 200 à 1000 salariés) - **Art. 6** *bis* (p. 1418) : son amendement de coordination n° 17 : référence aux établissements publics et sociétés mentionnés aux articles 5 et 6 ; adopté - Loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales - **Art. 6** *ter* (p. 1419) : son amendement n° 18 : suppression de cet article relatif aux règles de convocation et de délibération du conseil d'administration ou de surveillance ; adopté - Décret du 23 mars 1967 - S'oppose à l'amendement rédactionnel n° 108 de M. Charles Bonifay - **Art 6** *quater* : son amendement n° 19 : suppression de cet article relatif aux moyens mis à la disposition des membres du conseil d'administration ou de surveillance pour l'exercice de leur mandat ; adopté - **Art. 6** *quinquies* (p. 1420) : son amendement n° 20 : suppression de cet article relatif à la définition par le conseil d'administration ou de surveillance des moyens évoqués à l'article précédent ; adopté - **Art. 6** *sexies* : son amendement n° 21 : suppression de cet article relatif à la fixation par le conseil des conditions d'accès de ses membres dans les établissements de l'entreprise ; adopté - S'oppose à l'amendement rédactionnel n° 109 de M. Charles Bonifay - (p. 1421) : rôle du conseil d'administration et de ses membres - (p. 1422) : conceptions divergentes du droit de visite - Rôle des membres du conseil d'administration - **Art. 7** (p. 1423) : son amendement n° 22 : suppression, pour coordination, de cet article relatif aux conditions de nomination du président du conseil d'administration ou des membres du directoire des entreprises de premier rang et des banques nationalisées par la loi du 11 février 1982 ; adopté - Estime sans objet l'amendement n° 110 de M. Charles Bonifay (cas des banques nationalisées en 1982, filiales de sociétés nationalisées) - **Art. 8** : son amendement n° 23 : suppression de cet article relatif à la durée du mandat des membres des conseils d'administration et aux règles de gratuité et de cumul ; adopté - Loi du 24 juillet 1966 - (p. 1424) : s'oppose à l'amendement n° 148 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, soutenu par M. Jean Colin (possibilité de remboursement par l'entreprise des frais exposés pour l'exercice du mandat des membres des conseils désignés comme personnalités qualifiées) - Gratuité du mandat - **Art. 9** (p. 1425) : son amendement n° 24 : suppression de cet article relatif aux modalités de révocation des membres du conseil d'administration ou de surveillance ; adopté - Dispositions de droit commun fixées par la loi du 24 juillet 1966 - **Art. 10** : son amendement n° 25 : suppresssion de cet article relatif à la possibilité de révocation collective par l'administration des représentants de l'Etat et des personnalités qualifiées ; adopté.

Suite de la discussion - (8 juin 1983) - Rapporteur - **Avant l'art. 11** (p. 1460) : son amendement n° 26 : modification de l'article 129 du code des sociétés relatif à la composition des conseils de surveillance des sociétés ayant plus de cinq cents salariés : représentation des salariés au sein du conseil de surveillance ; adopté - **Art. 11** (p. 1461) : son amendement n° 27 : membres du conseil de surveillance élus par les salariés électeurs au comité d'entreprise ; adopté - **Art. 12** : son amendement n° 28 : conditions d'éligibilité au conseil de surveillance ; adopté - (p. 1462) : suppression de l'alinéa relatif au permanent syndical - **Avant l'art. 13** (p. 1463) : son amendement n° 29 : élection des salariés au sein des conseils de surveillance par deux collèges électoraux : personnels d'encadrement et agents de maîtrise, autres catégories de personnels ; adopté - **Art. 13** : son amendement n° 30 : mode d'élection au conseil de surveillance ; adopté - **Art. 14** (p. 1465) : son amendement n° 31 : suppression de cet article relatif à la procédure de parrainage des listes de candidats et à l'obligation de présentation d'un programme d'orientation ; adopté - **Art. 16** : son amendement n° 32 : date d'élection du conseil de surveillance et délai de dépôt des candidatures ; adopté - **Art. 17** (p. 1466) : s'oppose à l'amendement n° 116 de M. Charles Bonifay (tribunaux d'instance territorialement compétents déterminés par le pouvoir règlementaire) - Son amendement de coordination n° 33 ; adopté - **Art. 18** : son amendement n° 34 : règles relatives à la campagne électorale exclues du décret en Conseil d'Etat ; retiré - **Après l'art. 18** (p. 1467) : estime sans objet l'amendement n° 93 de M. Jean Béranger (conseil de surveillance des filiales de deux cents à mille salariés) - **Avant l'art. 19** (p. 1468) : son amendement n° 35 : mandat des représentants des salariés au conseil de surveillance ; adopté - **Art. 19** (p. 1469) : son amendement de coordination n° 36 ; adopté - Son amendement n° 37 : droits et obligations des représentants des salariés au conseil d'administration ou de surveillance ; rejeté - **Art. 20** : son amendement n° 38 : suppression de cet article relatif à la responsabilité des représentants des salariés au conseil d'administration ou de surveillance ; adopté - **Art. 21** (p. 1470) : son amendement de coordination n° 39 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 117 de M. Charles Bonifay (responsabilité syndicale incompatible avec un mandat d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance) - Son amendement de

coordination n° 40 ; adopté - Son amendement n° 41 : fonction de permanent syndical incompatible avec un mandat d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance ; adopté - (p. 1471) : son amendement de coordination n° 42 ; adopté - **Art. 21** *bis* : son amendement de coordination n° 43 ; adopté - Son amendement n° 44 : directoire chargé du remplacement des représentants des salariés dans un conseil d'administration ou de surveillance ; adopté - **Art. 22** : son amendement n° 45 : révocation d'un représentant des salariés au conseil de surveillance ; adopté - **Art. 23** (p. 1472) : son amendement n° 46 : conditions d'exercice du mandat des représentants des salariés au conseil de surveillance ; adopté - **Art. 24** : son amendement n° 47 : suppression de cet article relatif à la formation des représentants des salariés à la gestion des entreprises ; adopté - **Art. 25** (p. 1473) : son amendement de coordination n° 48 ; adopté - Son amendement n° 49 : modification du contrat de travail d'un représentant des salariés soumise au conseil de surveillance ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 119 de M. Charles Bonifay (modification du contrat de travail d'un représentant des salariés) - **Art. 26** (p. 1474) : son amendement de coordination n° 50 ; adopté - Accepte l'amendement rédactionnel n° 120 de M. Charles Bonifay - Son amendement n° 71, identique à l'amendement n° 121 de M. Charles Bonifay : refus de licenciement ne pouvant provenir que de l'inspecteur du travail ; adopté - (p. 1475) : accepte l'amendement n° 122 de M. Charles Bonifay (procédure de licenciement applicable aux anciens représentants des salariés) - **Art. 27** : son amendement de coordination n° 51 ; adopté - **Intitulé du titre III** : son amendement n° 52 : « Des droits nouveaux des salariés » ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 33, puis adopté - **Après l'intitulé du titre III** : son amendement n° 53 : dans le secteur public, organisation et animation des réunions des groupes d'expression institués par la loi du 4 août 1982, confiées aux cadres ; adopté - **Avant l'art. 28** (p. 1476) : son amendement n° 54 : suppression de la mention du chapitre I et de son intitulé : « Conseils d'atelier ou de bureau » ; adopté - **Art. 28** (p. 1477) : son amendement de suppression pour coordination n° 55 ; adopté - **Art. 29** : son amendement de suppression pour coordination n° 56 ; adopté - (p. 1478) : s'oppose aux amendements de M. Charles Bonifay, n°s 123, 124, 125 et 126 (modification des références du code du travail) et de coordination n° 127 - Sur le rôle du personnel d'encadrement dans les conseils d'atelier ou de bureau, s'oppose aux amendements de M. Jean Béranger n°s 82, 88 et 89, aux amendements de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, n°s 150 et 152, soutenus par M. Jean Colin et à l'amendement n° 151 de M. Jean Colin - **Avant l'art. 30** (p. 1480) : son amendement n° 57 : suppression de la mention du chapitre II et de son intitulé : « Droits syndicaux » ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 30, puis adopté - **Art. 30** : son amendement n° 58 : suppression de cet article relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises du secteur public ; adopté - **Avant l'art. 31** (p. 1481) : son amendement n° 59 : suppression de la mention du chapitre III et de son intitulé : « Comités d'entreprises » ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 33, puis adopté - **Art. 31** : son amendement n° 60 : suppression de cet article relatif à l'examen du contrat de plan par le comité d'entreprise ; adopté - **Art. 32** (p. 1482) : son amendement n° 61 : suppression de cet article relatif aux droits des comités d'entreprise en ce qui concerne le plan de formation ; adopté - **Art. 33** : son amendement n° 62, identique à l'amendement n° 154 de M. Jean Colin : suppression de cet article relatif à la représentation du comité d'entreprise au sein du conseil de surveillance ; adopté - **Art. 34** (p. 1483) : son amendement n° 63 : suppression de cet article relatif à l'institution d'une commission consultative dans chaque établissement du secteur public de plus de deux cents salariés ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 85 de M. Jean Béranger, soutenu par M. Michel Rigou (ordre du jour de la commission consultative) - **Art. 35** (p. 1484) : son amendement n° 64 : cas particulier du Commissariat à l'énergie atomique ; adopté - **Art. 36** (p. 1485) : son amendement n° 65 : date d'application aux sociétés anonymes du nouveau régime de structure dualiste ; adopté - **Après l'art. 36** (p. 1486) : s'oppose à l'amendement n° 133 de M. Charles Bonifay (entrée totale ou partielle d'une entreprise dans le champ d'application de la loi) - **Art. 37** : son amendement n° 66 : suppression de cet article relatif à la procédure de négociation entre l'employeur et les organisations syndicales ; adopté - **Art. 38** : son amendement n° 67 : suppression des dispositions relatives à la sortie du champ d'application de la loi d'une entreprise ; adopté - **Après l'art. 38** (p. 1487) : s'oppose à l'amendement n° 136 de M. Charles Bonifay (maintien des accords sur l'exercice du droit syndical dans l'entreprise lors de la sortie de celle-ci du champ d'application de la loi) - **Art. 39** : son amendement de coordination n° 68 ; rejeté - **Après l'art. 39** : demande le retrait de l'amendement n° 98 de M. Jean Béranger, soutenu par M. Michel Rigou (représentation spécifique dans les conseils de l'actionnariat du personnel) - Amendement déjà satisfait par la suppression de l'article 35 - **Intitulé** (p. 1488) : son amendement n° 1, rectifié à la demande de M. Etienne Dailly : « Projet de loi relatif à l'organisation et à la démocratisation du secteur public » ; adopté - **Coordination - Art. 39** (p. 1490) : son amendement de coordination n° 68, repris sous le n° 1 ; adopté.

– **Question au Gouvernement : libertés syndicales dans la police** - (16 juin 1983) - (p. 1697, 1698) : manifestations des policiers le 3 juin 1983 - Responsabilités du Gouvernement.

– **Projet de loi sur l'Exposition Universelle de 1989** [n° 338 (82-83)] - (16 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1735, 1736) : conséquences de l'Exposition pour la vie et les structures du XVe arrondissement de Paris - Infrastructure de la Porte de Versailles - Foire de Paris et Salon de l'agriculture - Problèmes de stationnement et de circulation - Quais de la Seine - Aménagement de la voirie - Equipements publics ; plaine d'Issy-les-Moulineaux - Terrains Citroën - Création d'un parc de 14 hectares - Construction de 3000 logements - Hôpital du XVe arrondissement - Zones commerciales et équipements sociaux ; attente des habitants du XVe arrondissement - Coût du choix d'un site parisien pour l'Exposition.

– **Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public** - *Deuxième lecture* [n° 407 (82-83)] - (24 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1979) : accusations portée contre le Sénat par M. Michel Coffineau, rapporteur de ce texte à l'Assemblée nationale - Volonté de la commission de limiter le secteur public aux seules entreprises nationalisées avant et du fait de la loi du 11 février 1982 - Conseils d'administration et de surveillance - Représentation des salariés dans les filiales des entreprises du secteur nationalisé - Opposition aux droits sociaux spécifiques accordés par le projet de loi aux salariés du secteur public - Encadrement et organisation de l'expression des salariés par la loi du 4 août 1982 - Processus de nationalisation rampante engagé par le texte de l'Assemblée nationale - Atteinte au droit de propriété - Violation du principe d'égalité devant la loi - Proposition de loi Delalande - (p. 1980) : opposition à l'exclusion de l'entreprise Matra du champ d'application d'une partie de la loi ; égalité devant la loi - Exclusion du principe de l'élection dans les compagnies financières - Risque d'accroissement indirect du champ d'application de la loi ; engagement gouvernemental sur l'accroissement des participations publiques au capital de Thomson-CSF afin de faire entrer cette société dans le champ de la loi - Demande au Sénat de voter le texte adopté en première lecture - **Titre I** (p. 1985) : son amendement n° 2 : intitulé ; « Du champ d'application » ; adopté - **Art. 1** (p. 1986) : ses amendements n° 3, 4, 5 et 6 : retour au texte voté par le Sénat ; adoptés - **Art. 2 à 4** (p. 1986, 1987) : ses amendements de suppression n° 7, 8 et 9 ; adoptés - **Titre II** : son amendement n° 10 : Intitulé ; « Conseils d'administration ou de surveillance » ; adopté - **Chapitre 1** : son amendement n° 11 : intitulé ; « Composition et fonctionnement » ; adopté - **Art. 5, 6 et 6** *bis* (p. 1987, 1988) : ses amendements n° 12, 13, 14 et 15 : retour aux textes précédemment votés par le

Sénat ; adoptés - **Art. 6** *ter* **à 10** (p. 1988, 1989) : ses amendements de suppression n° 16, 17, 18, 19, 20 et 21 ; adoptés - **Art. 11 A** : son amendement n° 22 : rétablissement de cet article voté en 1re lecture par le Sénat ; adopté - **Art. 11 et 12** : ses amendements n° 23 et n° 24 : retour aux textes précédemment votés par le Sénat ; adoptés - **Art. 12** *bis* (p. 1990) : son amendement n° 25 : rétablissement de cet article précédemment adopté par le Sénat ; adopté - **Art. 13** : son amendement n° 26 : retour au texte précédemment voté par le Sénat ; adopté - **Art. 14** : son amendement n° 27 : suppression de cet article ; adopté - **Art. 16 et 17** : ses amendements n° 28 et 29 : retour aux textes précédemment votés par le Sénat ; adoptés - **Art. 19 A** (p. 1991) : son amendement n° 30 : rétablissement de cet article précédemment adopté par le Sénat ; adopté - **Art. 19** : ses amendements n° 31 et 32 : retour aux textes précédemment votés par le Sénat ; adoptés - **Art. 20** : son amendement de suppression n° 33 ; adopté - **Art. 21 à 23** (p. 1991, 1992) ses amendements n° 34 à 41 : retour aux textes précédemment votés par le Sénat ; adoptés - **Art. 24** : son amendement de suppression n° 42 ; adopté - **Art. 25 à 27** (p. 1992, 1993) ses amendements n° 43 à 46 : retour aux textes précédemment votés par le Sénat ; adoptés - **Titre III** : son amendement n° 47 : intitulé ; « Des droits nouveaux des salariés » adopté - **Art. 28 A** : son amendement n° 48 : rétablissement de cet article précédemment adopté par le Sénat ; adopté - **Chapitre 1** : **Art. 28 et 29** (p. 1993, 1994) : ses amendements n° 49, 50 et 51 : suppression du chapitre, de son intitulé et de ces articles relatifs aux conseils d'atelier ou de bureau ; adoptés - **Chapitre 2** : **Art. 30** : ses amendements n° 52 et 53 : suppression de ce chapitre, de son intitulé et de son article relatifs aux droits syndicaux ; adoptés - **Chapitre 3** : **Art. 32 et Art. 33** : ses amendements n° 54, 55 et 56 : suppression de ce chapitre, de son intitulé et de ces articles relatifs à l'extension des droits des comités d'entreprise ; adoptés - **Art. 34** (p. 1995) : son amendement n° 57 : suppression de cet article ; adopté - **Art. 35** : son amendement n° 58 : retour au texte précédemment voté par le Sénat ; adopté - **Art. 36** : son amendement n° 59 : date d'application de la loi ; adopté - **Art. 36 bis** : son amendement n° 60 : suppression de cet article ; adopté - **Art. 37** (p. 1996) : son amendement de suppression n° 61 ; adopté - **Art. 37** *bis* : accord sur cet article voté par l'Assemblée nationale - **Art. 38 et 38** *bis* : ses amendements de suppression n° 62 et 63 ; adoptés - **Art. 39** : son amendement rédactionnel n° 64 ; adopté - Son amendement n° 65 : dépôt annuel du rapport sur l'application de la loi ; adopté - (p. 1997) : son amendement rédactionnel n° 66 ; adopté - **Intitulé** : son amendement n° 1 : « Projet de loi relatif à l'organisation et à la démocratisation du secteur public » ; adopté.

– **Projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989** - *Nouvelle lecture* [n° **460 (82-83)**] - (29 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2109) : durée des débats - Droits de la majorité sénatoriale.

– **Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public** - *Nouvelle lecture* [n° **463 (82-83)**] - (30 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2115) : échec de la commission mixte paritaire - Reprise du texte initial par l'Assemblée nationale - (p. 2116) : nationalisations - Autogestion - Mainmise syndicale - Inconstitutionnalité de certaines dispositions du projet de loi - Dépôt au Sénat de trois motions d'irrecevabilité - **Intitulé du titre I** : son amendement n° 5 : « Du champ d'application » ; adopté - **Art. 1** (p. 2117) : sa motion n° 1, présentée par M. Etienne Dailly, tendant à déclarer irrecevable certaines dispositions de cet article ; adoptée - (p. 2121) : son amendement n° 6 : sociétés à forme mutuelle nationalisées entrant dans le champ d'application de la loi ; adopté - **Art. 2** : son amendement de suppression n° 7 ; adopté - **Art. 3** (p. 2122) : son amendement de suppression n° 8 ; adopté - **Art. 4** : sa motion n° 2, présentée par M. Etienne Dailly, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité à certaines dispositions de cet article ; adoptée - Son amendement de suppression n° 9 ; adopté - **Intitulé du titre II** (p. 2123) : son amendement n° 10 : « Des conseils d'administration ou de surveillance » ; adopté - **Intitulé du chapitre 1** : son amendement n° 11 : « Composition et fonctionnement » ; adopté - **Art. 5** : sa motion n° 3, présentée par M. Etienne Dailly, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité à certaines dispositions de cet article ; adoptée - Son amendement n° 12 : composition et fonctionnement des conseils d'administration des sociétés nationalisées en 1982 ; adopté - **Art. 6** (p. 2124) : son amendement n° 13 : maintien des structures existantes pour les sociétés et établissements publics nationalisés avant 1982 ; adopté - **Art. 6** *bis* : son amendement de coordination n° 14 ; adopté - Son amendement n° 15 : fonctions du conseil d'administration ou du directoire ; adopté - **Art. 6** *ter* **à 10** : ses amendements de suppression n° 16 à 21 ; adoptés - **Art. 11 A** (p. 2125) : son amendement n° 22 : composition du conseil de surveillance ; adopté - **Art. 11** : son amendement n° 23 : élection des membres du conseil de surveillance ; adopté - **Art. 12** : son amendement n° 24 : conditions d'éligibilité au conseil de surveillance ; adopté - **Art. 12** *bis* : son amendement n° 25 : élection des représentants des salariés au conseil de surveillance ; adopté - **Art. 13** (p. 2126) : son amendement n° 26 : mode d'élection au conseil de surveillance ; adopté - **Art. 14** : son amendement de suppression n° 27 ; adopté - **Art. 16** : son amendement n° 28 : date d'élection au conseil de surveillance ; adopté - **Art. 17** : son amendement de coordinaton n° 29 ; adopté - **Art. 19 A** : son amendement n° 30 : mandat des représentants des salariés au conseil de surveillance ; adopté - **Art. 19** : ses amendements de coordination n° 31 et n° 32 ; adoptés - **Art. 20** (p. 2127) : son amendement de suppression n° 33 ; adopté - **Art. 21** : son amendement de coordination n° 34 ; adopté - Sur les incompatibilités afférentes au mandat d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance, ses amendements n° 35 et n° 36 ; adoptés - Son amendement de coordination n° 37 ; adopté - **Art. 21** *bis* : ses amendements de coordination n° 38 et n° 39 ; adoptés - **Art. 22** : son amendement n° 40 : révocation d'un représentant des salariés au conseil de surveillance ; adopté - **Art. 23** : son amendement n° 41 : conditions d'exercice du mandat des représentants des salariés au conseil de surveillance ; adopté - **Art. 24** : son amendement de suppression n° 42 ; adopté - **Art. 25** (p. 2128) : son amendement de coordination n° 43 ; adopté - Son amendement rédactionnel n° 44 ; adopté - **Art. 26** : son amendement de coordination n° 45 ; adopté - **Art. 27** : son amendement de coordination n° 46 ; adopté - **Intitulé du titre III** : son amendement n° 47 : « Des droits nouveaux des salariés » ; adopté - **Art. 28 A** : son amendement n° 48 : rôle du personnel d'encadrement ; adopté - **Avant l'art. 28** : son amendement n° 49 : suppression de la mention du chapitre 1 et de son intitulé : « Conseils d'atelier ou de bureau » ; adopté - **Art. 28 à 30** (p. 2129) : ses amendements de suppression n° 50 à n° 53 ; adoptés - **Intitulé du chapitre III** : son amendement de suppression n° 54 ; adopté - **Art. 32 à 34** (p. 2130) : ses amendements de suppression n° 55, n° 56 et n° 57 ; adoptés - **Art. 35** : son amendement n° 58 : dispositions particulières applicables au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) ; adopté - **Art. 35** *bis* : son amendement de suppression n° 67 ; adopté - **Art. 36** (p. 2131) : son amendement n° 59 : régime de structure dualiste applicable aux sociétés anonymes ; adopté - **Art. 36** *bis* **à 38** *bis* : ses amendements de suppression n° 60 à n° 63 ; adoptés - **Art. 39** : ses amendements de coordination n° 64, n° 65 et n° 66 ; adoptés - **Intitulé** : son amendement n° 4 : « Projet de loi relatif à l'organisation et à la démocratisation du secteur public » ; adopté.

– **Projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale** - *Deuxième lecture* [n° **406 (82-83)**] - (5 juillet 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2189) : fonds propres des sociétés coopératives - Sociétariat - Participation - Auto-contrôle - Sociétés coopératives d'HLM - Vote favorable sur ce texte.

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier** [n° **9 (83-84)**] - (17 novembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2977, 2978) : nouveaux statuts des praticiens - Départementalisation - Réforme de la tutelle financière de l'Etat

sur les hôpitaux - Syndicats interhospitaliers - Réforme des études médicales - Disparition du secteur privé à l'hôpital public - Bouleversement des structures de notre société par l'actuel Gouvernement - Difficultés d'application de la loi du 31 décembre 1970 - Problème de la prise en charge sanitaire et sociale des personnes âgées - Réforme de la tarification - Loi de planification sanitaire. Syndicats interhospitaliers - Inquiétude quant au maintien des groupements interhospitaliers - Coopération entre secteur privé et secteur public - Refus des nationalisations rampantes du système de santé - Décentralisation - (p. 2979) : Rôle du chef du département - Remise en cause de l'autorité médicale - Structure du département - Hôpitaux universitaires - Statut juridique du directeur d'établissement - Respect de l'indépendance professionnelle des praticiens - Rapport de la commission médicale consultative soumis à l'avis du comité technique paritaire - Stratégie de la « zizanie » - Conflit entre praticiens et gestionnaires - Pressions syndicales au sein du comité technique paritaire - (p. 2980) : calendrier de mise en place de la départementalisation - Tutelle administrative et financière de l'Etat sur l'hôpital public - Tutelle des organismes d'assurance maladie - Politique sanitaire subordonnée à la politique économique conjoncturelle - Non respect du droit à la santé - Risque d'éclatement des structures de l'hôpital public - Rappelle les propos tenus par *M. Jacques Bialski* en 1979 sur la loi relative aux équipements hospitaliers - (p. 2981) : commission favorable à une décentralisation interne de l'hôpital - Budget global - Initiative des services pour la création des départements - Statut du personnel médical et paramédical - Attributions du conseil d'administration.

Suite de la discussion - (18 novembre 1983) - Rapporteur - **Art. 1** (p. 3027) : son amendement n° 1 : nouvelle rédaction de cet article relatif aux modalités de constitution des syndicats interhospitaliers ; adopté - (p. 3028) : principe de la représentation du personnel médical et non médical au sein du conseil d'administration - Détermination des catégories de personnel siégeant au sein du conseil d'administration - **Art. 4** (p. 3029) : son amendement n° 4 : nouvelle rédaction de cet article éliminant les abrogations relatives aux syndicats interhospitaliers ; adopté - **Avant l'art. 5** : son amendement n° 5 : article additionnel tendant à définir les services ; adopté - Réforme reposant sur : le maintien du service, la mise en oeuvre facultative d'expériences de départementalisation et un renforcement des structures de participation au sein des services médicaux de l'hôpital - (p. 3030) : sur son amendement n° 5 : accepte les sous-amendements n° 64 de M. Guy Cabanel (possibilité d'une remise en cause du chef de service) n° 72 de M. Henri Collard (possibilité pour les chefs de service ou les chefs de département de donner une évaluation des soins) et n° 33 de M. Claude Huriet (assistance du chef de service dans sa gestion par un cadre infirmier nommé par le directeur sur proposition du responsable infirmier de l'établissement) - **Art. 5** (p. 3033) : son amendement n° 6 : définition de la notion de département ; adopté - Service devant rester l'unité de base pour l'administration des soins, nécessité d'une coordination des complémentarités de certaines activités médicales et d'une gestion commune de certaines fonctions d'hôpital - Souhait d'un département sans pour autant détruire le service - (p. 3034) : sur son amendement n° 6, accepte le sous-amendement n° 35 de M. Claude Huriet (coordonateur assisté d'un cadre infirmier nommé par le directeur sur proposition du responsable infirmier de l'établissement) - **Après l'art. 5** : son amendement n° 7 : article additionnel relatif aux départements d'activités médicales associées ; adopté - (p. 3035) : ses amendements, n° 8 : article additionnel relatif aux départements de gestion commune ; adopté ; et n° 9 : article additionnel relatif au champ et aux conditions particulières d'application des expériences de départementalisation ; adopté - **Art. 6** : demande la priorité pour l'examen de l'article 13 et la réservation des articles 6 à 12 - **Art. 13** : son amendement n° 29 : Gouvernement contraint au dépôt d'un rapport relatif aux expériences de départementalisation et à leur extension éventuelle ; adopté - **Art. 7** (p. 3037) : son amendement n° 14 : obligation pour l'autorité de tutelle de motiver tout refus d'approbation ou toute modification des délibérations, absence de suspension des délais prévus ; adopté - (p. 3038) : son amendement n° 15 : suppression ou diminution des prévisions de dépenses par le représentant de l'Etat en tenant compte des besoins de la population et des impératifs nationaux ; adopté - (p. 3039) : son amendement n° 16 : procédure d'approbation du budget ; adopté - (p. 3040) : ses amendements n° 17 : possibilité pour le président du conseil d'administration de présenter oralement ses observations à la chambre régionale des comptes et possibilité d'être assisté par le directeur de l'établissement ; adopté ; et n° 18 : en cas d'écart du représentant de l'Etat des propositions de la chambre régionale des comptes, possibilité d'assortir sa décision d'une motivation explicite ; adopté - **Art. 8** (p. 3041) : son amendement n° 20 : nouvelle rédaction de cet article relatif aux pouvoirs du directeur ; devenu sans objet - (p. 3042) : sur son amendement n° 20, accepte le sous-amendement n° 39 de M. Claude Huriet (responsable infirmier de l'établissement assistant le directeur dans la définition de la politique applicable au personnel soignant non médical) - **Art. 10** (p. 3043) : s'oppose à l'amendement n° 45 de M. Claude Huriet (institution dans chaque établissement d'hospitalisation public d'une commission médicale consultative, d'un comité technique paritaire et d'une commission consultative du personnel soignant non médical) - Ses amendements n° 22 : nouvelle rédaction des dispositions relatives à la commission médicale consultative ; adopté ; et n° 23 : maintien de l'obligation faite à la commission médicale consultative d'établir un rapport sur l'évaluation des soins ; adopté - (p. 3044) : sur son amendement n° 23, accepte les sous-amendements n° 44 de M. Claude Huriet (préservation du secret médical) et n° 73 de M. Henri Collard (établissement d'un rapport sur l'évaluation des soins par la commission médicale consultative après examen des rapports des différents services ou départements) - (p. 3060) : son amendement n° 24 : consultation obligatoire du comité technique paritaire sur l'organisation et le fonctionnement des services ; adopté - **Art. 8** *(suite)* (p. 3061) : accepte l'amendement n° 74 de M. Edmond Hervé (nouvelle rédaction de cet article relatif aux pouvoirs du directeur) - Son amendement n° 21 : insertion d'un nouvel alinéa relatif aux conditions d'élaboration du budget ; adopté - **Art. 11** (p. 3062) : son amendement n° 25 : nouvelle rédaction de la fin du premier alinéa de cet article relatif aux gestionnaires des établissements privés d'hospitalisation ; adopté - **Art. 12** : son amendement n° 27 : nouvelle rédaction de cet article relatif au principe du contrôle de la légalité pour les marchés ; adopté - **Après l'art. 12** : son amendement n° 28 : article additionnel tendant à supprimer la référence à la notion de prix de journée pour les établissements publics dans l'article 201 du code de la famille ; adopté.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale - (26 novembre 1983) - Rapporteur pour avis (santé) - (p. 3356) : politique sanitaire et sociale de l'Etat - Décentralisation et transfert de compétences - Annulation de crédits en cours d'année - Taux de progression des crédits consacrés aux actions volontaristes du ministère des affaires sociales - Programme d'exécution prioritaire envers les jeunes et les familles - Financement des crèches - Dotation globale d'équipement (DGE) - Prévention sanitaire - Recyclage des médecins - Médicaments et pharmacie - Réforme de l'hôpital - Dépenses hospitalières - Etat sanitaire des Français - Durée moyenne d'hospitalisation - Forfait journalier hospitalier - Aide sociale - Situation financière des hôpitaux - (p. 3357) : établissements sociaux - Associations gérant des établissements pour les handicapés ou pour d'autres activités sociales - Pharmaciens et industrie pharmaceutique - Médecine libérale - Départementalisation des hôpitaux - Régionalisation de la politique de maîtrise des dépenses de santé - Politique d'action sociale - Transformation des

hospices - Aides ménagères - Adultes handicapés et centres d'aide par le travail (CAT) - Allocation aux adultes handicapés - Objecteurs de conscience - (p. 3358) : conséquences du transfert de compétences de l'Etat vers les collectivités locales - Remboursement de la dette de l'Etat et des avances consenties par le département - Sort des personnels des services extérieurs de l'action sanitaire et sociale - Avis défavorable de la commission des affaires sociales - (p. 3366) : référence au budget de 1981.

Affaires sociales et solidarité nationale - III - Travail, emploi - I - Section commune - (26 novembre 1983) - (p. 3390) : diminution du nombre des offres d'emplois - Cas du bâtiment, des travaux publics et de l'industrie - Dépôts de bilans - Règlements judiciaires et liquidations de biens - Suppression d'emplois dans les grands groupes nationalisés - Politique économique du Japon et des Etats-Unis - Formation - Besoins en techniciens et ingénieurs informaticiens - Référence au rapport Farnoux relatif à la filière électronique - Réduction de la durée du travail - Temps partiel - Contrats à durée déterminée - Opposition à ce budget.

Education nationale - (3 décembre 1983) - **Après l'art. 108** (p. 3728) : au nom du groupe RPR se déclare favorable à l'amendement n° 175 de M. Adolphe Chauvin (article additionnel relatif à la non utilisation des crédits pour la titularisation dans la fonction publique des personnels des établissements d'enseignement privé à l'exception de ceux mentionnés à l'article 108) - Hostile à toute mesure de titularisation des personnels de l'enseignement libre et à leur fonctionnarisation - Lois Debré et Guermeur n'ouvrant pas la possibilité d'une titularisation, mais permettant de mettre à la disposition des établissements de l'enseignement libre des maîtres de l'enseignement public.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Art. 83** (p. 4043) : lutte contre la fraude fiscale - Interrogation sur la volonté du Gouvernement de légaliser une pratique illégale en matière de droit de perquisition - Inviolabilité du domicile.

Vote sur l'ensemble - (10 décembre 1983) - (p. 4071) : non respect des engagements du Gouvernement de 1981 - Budget d'austérité - Augmentation de la pression fiscale et des charges sociales - Inflation - Baisse du pouvoir d'achat - Augmentation du chômage - Absence de maîtrise des rouages de l'économie - Débudgétisation du Fonds spécial de grands travaux, du surcoût du gaz algérien et des dépenses transférées aux collectivités locales - Objets des amendements du Sénat : surtaxe sur l'impôt sur le revenu et sur l'impôt sur les grandes fortunes ; reconduction de la taxe exceptionnelle ; exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties ; taxation des contrats d'assurance souscrits auprès des mutuelles sociales agricoles - (p. 4072) : réforme de la fiscalité agricole - Echec de la politique agricole européenne - Liberté de l'enseignement - Groupe RPR favorable à l'adoption de ce budget ainsi amendé.

– Projet de loi portant modification du code du travail et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant [n° 76 (83-84)] - (12 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4090) : vie professionnelle et vie familiale - Insuffisance du travail à mi-temps ; formules allant de l'horaire variable au temps partiel - Avenir des formules de travail à mi-temps et risque de blocage - Réglementation des contrats à durée déterminée - Interdiction à tout salarié en congé parental d'exercer une activité professionnelle autre que celle d'assistante maternelle pendant la durée du congé - (p. 4091) : chute drastique de la natalité - Coût d'un enfant selon son rang dans la fratrie - Dégradation du pouvoir d'achat des prestations familiales des familles de trois enfants - Salaire maternel au troisième enfant - Allocation versée par la Ville de Paris aux familles à partir du troisième enfant, lorsqu'un des parents n'exerce pas d'activité professionnelle - Projet du Gouvernement et pénalisation des conjoints s'arrêtant pour élever un premier ou un second enfant - Complément familial - Chômage - Rôle de la famille dans la société - Divergences entre la volonté et l'austérité - (p. 4093) : action à mener en faveur du troisième enfant - **Art. 1** (p. 4094) : délai d'inscription d'un enfant dans une crèche.

– Projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - *Deuxième lecture* [n° 94 (83-84)] - (16 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4295) : suppression de la représentation de l'actionnariat salarié au sein des conseils d'administration des sociétés centrales d'assurances - Participation - Propriété et lutte des classes - **Art. 6** (p. 4297) : intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur (suppression de cet article relatif à la représentation de l'actionnariat salarié au sein des conseils d'administration des compagnies d'assurances).

– Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier - *Deuxième lecture* [n° 96 (83-84)] - (16 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** - (p. 4331) : accord sur les syndicats interhospitaliers et la définition de l'autorité des directeurs d'établissements - Reconnaissance du rôle des personnels para-médicaux et des sages-femmes - Tutelle - Appropriation des marchés - Désaccord sur la départementalisation - Concessions de la commission des affaires sociales du Sénat : procédure budgétaire ; commission médicale consultative ; comité technique paritaire - **Art. 4** *bis* (p. 4334) : son amendement n° 1 : rétablissement de cet article relatif à l'organisation en services des établissements d'hospitalisation publics ; adopté - **Art. 5** (p. 4336) : son amendement n° 2 : organisation du département ; adopté - Possibilité de proposition de la commission médicale consultative ; reconnaissance du rôle des auxiliaires médicaux et des sages-femmes - **Art. 5** *bis, ter et quater* (p. 4337) : ses amendements n° 3, 4 et 5 : rétablissement de ces articles votés en première lecture par le Sénat, relatifs aux modalités d'organisation du département et aux missions du coordonnateur ; adopté - **Art. 6** (p. 4338) : son amendement n° 6 : suppression de cet article remplaçant le mot « service » par le mot « département » aux articles 17 et 27 de la loi du 31 décembre 1970 ; adopté - **Art. 7** : son amendement n° 8 : exercice de la tutelle du représentant de l'Etat sur les établissements hospitaliers publics ; adopté - Son amendement n° 9 : droit d'expression du président du conseil d'administration devant la chambre régionale des comptes ; adopté - Loi du 2 mars 1982 sur les droits et les libertés des communes - **Art. 10** (p. 4340) : son amendement n° 10 : consultation de la commission médicale consultative sur le programme de l'établissement ; adopté - Son amendement n° 11 : suppression de la transmission du rapport sur l'évaluation des soins au comité technique paritaire ; adopté - Secret médical - (p. 4341) : son amendement n° 12 : exclusion de la consultation du comité technique paritaire sur le budget et sur les comptes ; adopté - **Art. 13** : son amendement n° 14 : délai pour l'organisation des départements ; adopté - **Après l'art. 13** (p. 4342) : son amendement n° 15 : rapport au Parlement sur la départementalisation ; adopté - **Art. 14** : son amendement n° 16 : rétablissement de cet article voté en première lecture par le Sénat ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** : effort de concertation mais divergence sur la départementalisation.

– Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 126 (83-84)] - (20 décembre 1983) - **Art. 3** *bis* (p. 4452) : son amendement n° 23, soutenu par M. Josselin de Rohan : validation de la convention nationale de 1980 : possibilité pour les médecins conventionnés du secteur II à honoraires libres d'opter pour la caisse d'assurance maladie de leur choix ; retiré.

– Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier - *Nouvelle lecture* [n° 166 (83-84)] - (21 décembre 1983) - **Discussion générale** - Rapporteur - (p. 4499) : échec de la commission mixte paritaire et rétablissement par l'Assemblée nationale de l'intégralité du texte instituant la départementalisation - Maintien de la consultation des comités techniques

paritaires - Réalisation d'accords concernant : la définition des critères de tutelle, la possibilité pour le président du conseil d'administration des hôpitaux de se faire entendre de la chambre régionale des comptes, et sur la consultation de la commission médicale à propos du programme arrêté par le conseil d'administration de l'établissement - Commission des affaires sociales proposant le rétablissement des articles 4 bis, 5, 5 bis, 5 ter et 5 quater ; la suppression de l'article 6 ; le rétablissement des articles 10, 13, 13 bis et 14 dans la rédaction retenue par le Sénat en deuxième lecture - **Art. 4** ***bis*****, art. 5, art. 5** ***bis*****, art. 5** ***ter*****,** et **art. 5** ***quater*** (p. 4500) : ses amendements n° 1 à 5, rétablissant le texte voté par le Sénat en deuxième lecture ; adoptés - **Art. 6** (p. 4501) : son amendement de suppression n° 6 ; adopté - **Art. 7** : son amendement n° 7 : nouvelle rédaction de cet article définissant les critères de la tutelle et permettant au président du conseil d'administration de l'hôpital de présenter ses observations à la chambre régionale des comptes ; adopté - **Art. 10** : ses amendements n° 8 à 10 : consultation obligatoire de la commission médicale consultative sur le programme de l'établissement et reprise des dispositions votées par le Sénat en deuxième lecture ; adoptés - **Art. 13, art. 13** ***bis*** et **art. 14** (p. 4502) : ses amendements n° 11 à 14 : rétablissement des dispositions votées par le Sénat en deuxième lecture ; adoptés.

CHERRIER (Lionel), sénateur de la Nouvelle-Calédonie (UREI).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° **238 (82-83)**] tendant à organiser une souscription nationale en faveur de la Polynésie française [n° **352 (82-83)**] (1er juin 1983) - **Territoires d'outre-mer.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle** [n° **91 (82-83)**] - (5 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 43) : son intervention du 24 juin 1982 sur l'organisation du service de la radiodiffusion et de la télévision d'outre-mer - Saisine du Conseil constitutionnel pour irrégularité dans la procédure de consultation des assemblées territoriales et décision d'annulation du 27 juillet 1982 - Spécificité géographique de la Polynésie française - Respect des compétences des assemblées territoriales - Négociations engagées sur une réforme des statuts des territoires de Polynésie française et de Nouvelle-Calédonie ; éventualité d'une redistribution des compétences - Subordonne son vote sur le projet au sort réservé à ses amendements - **Après l'art. 1** (p. 45) : son amendement n° 15 : détermination par les assemblées territoriales du montant des crédits nécessaires au fonctionnement des comités territoriaux de la communication audiovisuelle ; retiré au profit de l'amendement n° 7 de M. Daniel Millaud (exception dans les territoires d'outre-mer au principe de l'inscription obligatoire des crédits de fonctionnement des comités régionaux de la communication audiovisuelle) - **Art. 3** (p. 48) : son amendement n° 16 : principe général de non remise en cause par l'application de la présente loi des compétences propres à chaque territoire ; rejeté.

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** [n° **480 (81-82)**] - **Suite de la discussion** - (14 avril 1983) - **Après l'art. 19** (p. 264) : se déclare favorable à l'amendement n° 39 de M. Roger Lise (possibilité d'adaptation du texte en examen aux départements d'outre-mer, et extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte par des lois particulières) - Compétences de l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie pour l'organisation des caisses d'épargne dans le territoire, en application de la loi cadre du 23 juillet 1956, confirmée par la loi du 28 décembre 1976 relative à l'organisation de la Nouvelle Calédonie - (p. 265) : nécessité d'adaptations spécifiques.

– **Projet de loi réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures** [n° **25 (82-83)**] - (27 avril 1983) - **Art. 14** (p. 505) : son amendement n° 7, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : autorités compétentes dans les territoires d'outre-mer en matière de police des épaves ; adopté.

– **Projet de loi rendant applicables le code pénal, le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** [n° **212 (82-83)**] - (24 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 1032) : historique des précédents projets prévoyant l'extension aux territoires d'outre-mer (TOM) des dispositions du code de procédure pénale et du code pénal - Absence de consultation des assemblées territoriales sur la loi de 1980, déclarée de ce fait non conforme à la Constitution - Remerciements au garde des sceaux pour la rapidité de dépôt du texte en examen - Sauvegarde des droits de l'individu et de ceux de la défense - Texte en examen améliorant considérablement le texte précédent - Récentes réformes applicables aux TOM - Prise en compte de nombreux amendements votés sur le texte précédent - Excellent rapport de M. *Louis Virapoullé* - A Nouméa, réaction positive des magistrats de la cour d'appel et des membres du barreau - Modifications souhaitées : taux des amendes pénales en matière de contraventions de police ; choix des assesseurs du nouveau tribunal de première instance de Wallis-et-Futuna ; sauvegarde des droits de la défense - Date d'entrée en vigueur du texte - (p. 1033) : compétence des autorités territoriales - Adaptations insatisfaisantes pour le cas particulier de la Nouvelle-Calédonie - Communauté européenne régie par le droit commun ; Mélanésiens régis par le droit coutumier - Adaptation souhaitable de certaines dispositions du texte aux pratiques du droit coutumier - Réforme prochaine du statut de la Nouvelle-Calédonie - Augmentation des emplois de magistrat - Au nom de M. *Daniel Millaud,* retenu en Polynésie française, évoque la difficulté d'application du principe de la collégialité dans les audiences foraines - Date de dépôt du projet appliquant dans les TOM la loi relative à l'instruction et au jugement des infractions en matières militaires et de sûreté de l'Etat - **Art. 68** (p. 1046) : son amendement n° 37 : assesseurs du tribunal de première instance du territoire de Wallis-et-Futuna ; adopté - **Art. 71** (p. 1048) : son amendement n° 38 : sauvegarde des droits de la défense pour la Nouvelle-Calédonie ; adopté.

– **Conclusion du rapport de M. Lionnel Cherrier,** fait au nom de la commission des lois **sur la proposition de loi [n° 238 (82-83)] de M. Adolphe Chauvin** et plusieurs de ses collègues **tendant à organiser une souscription nationale en faveur de la Polynésie française** [n° **352 (82-83)**] - (1er juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1293) : Polynésie française durement éprouvée par six cyclones successifs - Secours aux victimes et réparation des dégâts - Financement des recherches sur l'hydroclimatologie dans la zone du Pacifique central tropical - Dégâts considérables sur le plan humain et sur le plan matériel - (p. 1294) : nécessité d'intensifier les recherches en hydroclimatologie - Intérêt d'être en mesure de mieux apprécier la probabilité des cataclysmes - Souhait d'une augmentation des moyens mis à la disposition de l'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer (ORSTOM) et du Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO) - Solidarité nationale permettant à ce territoire de panser ses plaies et

de reconstruire son avenir - Souscription nationale placée sous l'autorité morale du Président du Sénat et du Président de l'Assemblée nationale - Au nom de la commission des lois, propose l'adoption du texte de cette proposition de loi.

– Projet de loi portant intégration de certaines catégories de personnels en fonction dans les établissements d'enseignement secondaire ou dans les services administratifs du vice-rectorat de Nouvelle-Calédonie et dépendances dans des corps de fonctionnaires de l'Etat [n° **208 (82-83)**] - (9 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1499) : enseignement secondaire et technique en Nouvelle-Calédonie de la compétence de l'Etat depuis la loi de finances rectificative du 30 décembre 1965 - Absence du bénéfice de cette intégration pour le personnel employé comme agent de service dans les établissements secondaires et techniques - Intégration réclamée depuis 1966 - Satisfaction et approbation du personnel concerné par le dépôt de ce texte - (p. 1500) : amendement déposé concernant la mutation hors du territoire sur leur demande du personnel d'origine mélanésienne - Problème des agents employés à mi-temps - Souhait d'une titularisation de la totalité du personnel de service - Interrogation sur le sort des personnels administratifs, médico-sociaux et agents de laboratoire - Se déclare favorable à l'adoption du texte de ce projet de loi après adoption de ses amendements - **Art. 1** : ses amendements n° 2 : bénéfice de l'intégration pour les personnels des établissements d'enseignement secondaires et techniques ; retiré ; et n° 3 : prise en compte de la qualification lors de l'intégration ; adopté - **Art. 3** (p. 1501) : son amendement n° 4 : mutation hors du territoire sur leur demande ou par mesure disciplinaire du personnel recruté sur place après l'entrée en vigueur de la présente loi ; rejeté.

– Projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle - *Deuxième lecture* [n° **315 (82-83)**] - (15 juin 1983) - **Art. 1** *quinquies* (p. 1647) : son amendement n° 1 : budget des territoires et crédits nécessaires au fonctionnement des comités territoriaux de la communication audiovisuelle ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 8 de M. Charles Pasqua, rapporteur.

– Projet de loi portant approbation d'une convention fiscale avec le territoire d'outre-mer de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [n° **369 (82-83)**] - (16 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1714) : impôt annuel sur le revenu des personnes physiques et des sociétés - Elimination de la double imposition - Conséquences sociales et humaines de l'application rétroactive de cette convention - Modernisation de la fiscalité de Nouvelle-Calédonie.

– Projet de loi rendant appliquables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle - *Nouvelle lecture* [n° **469 (82-83)**] - (29 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2095) : saisine du Conseil constitutionnel - Inadaptation du projet initial et empiétement sur les compétences des assemblées territoriales - Détermination des crédits nécessaires au fonctionnement des comités territoriaux de la communication audiovisuelle par les assemblées territoriales concernées - (p. 2096) : décentralisation - Conférence institutionnelle en juillet 1983 relative à la réforme du statut de la Nouvelle Calédonie - Office territorial de la communication.

CHERVY (William), sénateur de la Creuse (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes [n° **127 (82-83)**] - (11 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 794) : présente l'intervention de Mme *Cécile Goldet* au nom du groupe socialiste - Statistiques sur le travail féminin - Ancienneté, universalité et rudesse du travail féminin - Droits de la femme et Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (DDHEC) - Préambule de la Constitution de 1946 - Evolution de la législation ; loi du 22 décembre 1972 sur les discriminations en matière de rémunération : salaires féminins - Absence de législation d'ensemble - Directive du Conseil de l'Europe du 9 février 1976 - Ratification par la France de la convention de l'Organisation internationale du travail (OIT) - Ministère des droits de la femme - Rôle maternel - (p. 795) : maternité, formation professionnelle, travail et carrière - Rôle parental - Code du travail - Texte en examen : mise en route d'un processus de longue durée - Suppression du motif légitime ; liste limitative des emplois où l'appartenance à l'un ou l'autre sexe est la condition déterminante de l'exercice : récusation de la notion d'emploi spécifiquement féminin ou masculin ; nourrices et assistantes maternelles ; mannequin ; emplois du bâtiment ; manœuvre d'engins de chantier ou de transports en commun - Diplômes universitaires - Déficiences de l'orientation - Insuffisance de débouchés - Difficultés de carrière - Chômage des femmes - Rapport chiffré annuel sur la situation des femmes dans l'entreprise - Mesures transitoires inégalitaires pour corriger des déséquilibres - Mesures prioritaires en matière de formation et de rattrapage - Sanctions - Conseil supérieur pour l'égalité professionnelle - (p. 796) : comité du travail féminin - Luttes menées par les femmes : groupes femmes et solidarité féminine : ministère des droits de la femme - **Art. 1** : *Art. L. 123-1 du code du travail* (p. 801) : soutient l'amendement n° 38 de Mme Cécile Goldet et M. Charles Bonifay (interdiction de discrimination pour l'affectation à un poste) - *Art. L. 123-4* (p. 806) : soutient l'amendement n° 39 de Mme Cécile Goldet et M. Charles Bonifay (appréciation du conseil des prud'hommes dans le cas de licenciement à la suite d'une action en justice) - Licenciement rétorsion.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3606, 3607) : décentralisation et planification - Offices d'intervention - Situation de l'élevage et de la production laitière - Montants compensatoires monétaires (MCM) - Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture - Primes au maintien du troupeau allaitant - Institut national de la recherche agronomique (INRA).

Comptes spéciaux du Trésor - (9 décembre 1983) - **Art. 56** (p. 3977) : son amendement n° 280, soutenu par M. Michel Darras : paragraphe additionnel visant à instituer un comité de gestion du Fonds national des haras comprenant de droit un député, un sénateur, désignés par la commission compétente de chaque assemblée ; rejeté.

– Projet de loi de finances rectificative pour 1983 - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **157 (83-84)**] - (21 décembre 1983) - **Après l'art. 20** (p. 4510) : soutient l'amendement n° 1 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (élévation du plafond des ressources fiscales régionales à compter du 1er janvier 1984).

CHEYSSON (Claude), *ministre des relations extérieures* (nommé le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1786].

Nommé de nouveau *ministre des relations extérieures* le 22 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy [*JO* Lois et décrets 23 mars 1983, p. 882].

DÉPÔTS

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention pour la formation militaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie (ensemble un échange de lettres) [n° **184 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, d'impôts sur les successions, de droits d'enregistrement et de droits de timbre [n° **193 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983) - **Traités et Conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention européenne relative au statut juridique du travailleur migrant [n° **194 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre la République française et la République fédérale d'Allemagne, relatif à la construction d'un pont routier sur le Rhin, entre Marckolsheim et Sasbach (ensemble une annexe) [n° **224 (82-83)**] (12 avril 1983) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification d'une convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes [n° **225 (82-83)**] (12 avril 1983) - **Traités et conventions.**

Projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires [n° **227 (82-83)**] (12 avril 1983) - **Corps diplomatique et consulaire.**

Projet de loi organique relatif à la représentation au Sénat des Français établis hors de France [n° **245 (82-83)**] (15 avril 1983) - **Français de l'étranger.**

Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° **246 (82-83)**] (15 avril 1983) - **Français de l'étranger.**

Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Commission et la Cour européenne des droits de l'homme [n° **321 (82-83)**] (18 mai 1983) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'organisation internationale de police criminelle, relatif au siège d'Interpol et à ses privilèges et immunités sur le territoire français [n° **354 (82-83)**] (1er juin 1983) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole portant amendement de l'accord sur le financement collectif de certains services de navigation aérienne d'Islande fait à Genève le 25 septembre 1956 [n° **364 (82-83)**] (6 juin 1983) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de l'Espagne et le Gouvernement de la République portugaise relative à l'extension du bénéfice de certaines dispositions des conventions de sécurité sociale passées entre deux de ces Etats aux ressortissants du troisième Etat [n° **365 (82-83)**] (6 juin 1983) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole portant amendement de l'accord sur le financement collectif de certains services de navigation aérienne du Groënland et des Iles Feroë, fait à Genève le 25 septembre 1956 [n° **366 (82-83)**] (6 juin 1983) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Panama sur le traitement et la protection des investissements (ensemble deux échanges de lettres) [n° **367 (82-83)**] (6 juin 1983) - **Traités et conventions.**

Lecture de la *déclaration du Gouvernement* sur la politique étrangère [n° **368 (82-83)**] (6 juin 1983).

Projet de loi portant approbation d'une convention fiscale avec le territoire d'outre-mer de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [n° **369 (82-83)**] (7 juin 1983) - **Traités et conventions.**

Projet de loi rendant applicables à la Nouvelle-Calédonie et dépendances certaines dispositions législatives tendant à prévenir la conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique [n° **371 (82-83)**] (7 juin 1983) - **Circulation routière.**

Projet de loi portant homologation des dispositions pénales de deux délibérations de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [n° **372 (82-83)**] (7 juin 1983) - **Peines.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention modifiant et complétant la Convention additionnelle du 16 juillet 1975 à la Convention du 4 juillet 1969 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne au sujet de l'aménagement du Rhin entre Strasbourg-Kehl et Lauterbourg-Neuburgweier (ensemble un protocole additionnel) [n° **491 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juillet 1983, JO Débats 3 octobre 1983) - **Traités et conventions.**

Projet de loi relatif à la levée des séquestres placés sur des biens allemands en France [n° **22 (83-84)**] (13 octobre 1983) - **Politique extérieure.**

Déclaration du Gouvernement sur le Liban, lue par M. Claude Cheysson [n° **44 (83-84)**] (27 octobre 1983).

Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère, lue par M. Claude Cheysson [n° **48 (83-84)**] (7 novembre 1983).

Projet de loi autorisant la ratification d'un accord concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans [n° **85 (83-84)**] (1er décembre 1983) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France** [n° **246 (82-83)**] - (26 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 476) : Constitution de 1946 ; article 24 de la Constitution de 1958 - (p. 477) : Conseil supérieur des Français de l'étranger ; loi du 7 juin 1982 ; élection au suffrage universel direct ; élection du 23 mai 1982 - Ordonnances du 15 novembre 1958 et du 4 février 1959 - Texte en examen : mode d'élection et de scrutin ; accord du Gouvernement et de la commission des lois sur le rapprochement du droit électoral commun ; article 295 du code électoral - Préparation du projet de loi organique - Consultation du Conseil d'Etat - Travail de la commission des lois ; accord du Gouvernement sur les améliorations proposées - Urgence de ce projet de loi - (p. 484) : accord du Gouvernement sur les améliorations à apporter à la loi du 7 juin 1982 - Suffrage universel - Liste électorale - Vote des Français établis en Suisse - Doubles nationaux - Listes d'immatriculation - Révision et commis-

sion administrative - Accord sur le régime transitoire pour le renouvellement sénatorial de septembre 1983 - Circonscription unique et représentation proportionnelle ; suppression des sections et proposition de la commission relative à la représentation des Français des pays d'Afrique - Souhait d'adoption unanime de ce texte par les groupes du Sénat - **Art. 1** : *Art. 15 de l'ordonnance du 4 février 1959* (p. 486) : accepte l'amendement n° 2 de M. Paul Pillet, rapporteur (listes de candidats ; référence aux articles L. 298 et L. 300 du code électoral) - *Art. 16 de l'ordonnance du 4 février 1959* : accepte l'amendement n° 3 de M. Paul Pillet, rapporteur (dépôt des déclarations de candidature) - *Art. 19 de l'ordonnance du 4 février 1959* (p. 487) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Paul Pillet, rapporteur (convocation des électeurs : référence aux articles L. 309 à L. 311 du code électoral) - *Art. 23 de l'ordonnance du 4 février 1959* : accepte l'amendement n° 5 de M. Paul Pillet, rapporteur (proclamation des résultats du scrutin par le président du bureau de vote) - *Art. 24 de l'ordonnance du 4 février 1959* (p. 488) : accepte l'amendement n° 6 de M. Paul Pillet, rapporteur (suppression de cet article instituant un quorum pour la proclamation des résultats du scrutin) - **Art. 2** : accepte l'amendement n° 8 de M. Paul Pillet, rapporteur (fixation par la loi organique du nombre de sièges de sénateurs représentant les Français établis hors de France) - **Art. 3** : accepte l'amendement n° 7 de M. Paul Pillet, rapporteur (suppression de cet article concernant l'Algérie et devenu caduc) - **Après l'art. 3** : accepte l'amendement n° 9 de M. Paul Pillet, rapporteur (référence au suffrage universel pour l'élection du Conseil supérieur des Français de l'étranger) - (p. 489) : accepte l'amendement n° 10 de M. Paul Pillet, rapporteur (inscription sur les listes électorales) ; sur cet amendement, son sous-amendement n° 18 : caractère facultatif de l'inscription sur la liste électorale ; adopté - (p. 490) : sur l'amendement n° 10, accepte le sous-amendement n° 17 de M. Charles de Cuttoli (inscription des Français qui ne sont ni immatriculés dans un consulat ni inscrits sur une liste de centres de vote) - Accepte l'amendement n° 11 de M. Paul Pillet, rapporteur (commission administrative chargée d'établir et de réviser les listes électorales) - Accepte l'amendement n° 12 de M. Paul Pillet, rapporteur (application des articles du code électoral relatifs à l'établissement des listes électorales et au contrôle de régularité) ; sur cet amendement, son sous-amendement n° 19 : révision des listes électorales durant l'année précédant celle de l'élection du Conseil supérieur des Français de l'étranger ; rejeté - (p. 491) : accepte l'amendement n° 13 de M. Paul Pillet, rapporteur (période d'inscription sur les listes électorales) - Accepte les amendements de coordination n° 14 et n° 15 de M. Paul Pillet, rapporteur - Accepte l'amendement n° 16 de M. Paul Pillet, rapporteur (entrée en vigueur de la loi après la prochaine élection du Conseil supérieur des Français de l'étranger ; dispositions transitoires pour le renouvellement sénatorial de septembre 1983) - **Vote sur l'ensemble** (p. 493) : soutien du Gouvernement au texte voté par le Sénat.

– Projet de loi organique relatif à la représentation au Sénat des Français établis hors de France [n° 245 (82-83)] - (17 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 861) : modification du régime électoral des sénateurs représentant les Français de l'étranger - Augmentation du nombre de sénateurs représentant les Français de l'étranger - Nouvelles conditions d'éligibilité, d'inéligibilité et d'incompatibilité - Remplacement éventuel de ces sénateurs - Conditions de règlement des contentieux éventuels - Projet confortant le Conseil supérieur des Français de l'étranger dans sa position - Fierté du Gouvernement de présenter ce projet de loi organique devant le Sénat - **Art. 2** (p. 862) : accepte l'amendement n° 1 de M. Paul Pillet, rapporteur (suppression de cet article prévoyant l'exigence de l'inscription sur une liste électorale) - **Art. 3** (p. 863) : accepte l'amendement n° 2 de M. Paul Pillet, rapporteur (référence à l'article L.O. 296 relatif à l'âge minimum requis pour être candidat au Sénat) - **Art. 4** : accepte l'amendement n° 3 de M. Paul Pillet, rapporteur (référence à l'article L. 324 du code électoral relatif au remplacement des sénateurs en cas de vacance de siège) - **Art. 5** : accepte l'amendement n° 4 de M. Paul Pillet, rapporteur (proclamation des résultats par le président du bureau de vote).

– Question au Gouvernement, de M. Robert Pontillon : politique à l'égard des pays d'Amérique latine et d'Amérique centrale - (19 mai 1983) - (p. 942) : retour de la paix civile au Salvador - Discours de M. François Mitterrand à Mexico - Nicaragua ; déstabilisation venue de l'extérieur - Intervention du groupe de Contadora - (p. 943) : relations économiques, politiques et culturelles avec Cuba - Institut français à La Havane.

– Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat, sur la politique étrangère [n° 368 (82-83)] - (2 juin 1983) - (p. 1312) : rôle du Président de la République - Dimension extérieure de la politique de la France - Crise économique - Chômage - Politique de rigueur - (p. 1313) : désordre monétaire et financier - Endettement - Politique économique - Commerce extérieur : importations et exportations - Solidarités multiples - Communauté économique européenne (CEE) - Politique agricole commune (PAC) - Reconquête du marché intérieur communautaire - Politique industrielle de la France - Concurrence japonaise et américaine - Soutien de l'investissement - (p. 1314) : système monétaire européen (SME) - Politique sociale européenne - Entreprises multinationales - Assemblée des Communautés européennes - Renforcement et renouvellement nécessaire de la coopération européenne - Aberration des montants compensatoires monétaires (MCM) - Entrée de l'Espagne - Règlement européen en matière de fruits et légumes, de vin - Election européenne de 1984 - Relations entre la France et l'Allemagne - (p. 1315) : échanges extérieurs de la France avec l'Europe de l'Est ; indépendance de la France à l'égard de ses partenaires européens - Sommet des grands pays industrialisés à Williamsburg - Signes de reprise économique aux Etats-Unis et nécessité d'une dimension globale - Problème des taux de change et du niveau du dollar ; souhait d'une conférence monétaire internationale - Problème du tiers monde - Prochaine réunion de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) - Fonds monétaire international (FMI) - Droits de tirages spéciaux (DTS) - Pays les moins avancés (PMA) - Cours des matières premières - (p. 1316) : convention de Lomé - Non alignement : stratégie politique et stratégie économique - Déséquilibre des forces en Europe - Alliance atlantique et pacte de Varsovie - Dissuasion nucléaire - Introduction des fusées SS 20 - Décision des membres du système intégré de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) d'installer en Europe des moyens de riposte - Fusées Pershing - Négociations de Genève sur les forces nucléaires à moyenne portée (FNI) - Position de la France : force de dissuasion et stratégie autonome - Absence de participation au système militaire intégré de l'Alliance atlantique - Forces conventionnelles - Loi de programmation militaire : Hadès ; missile air sol moyenne portée (ASMP) - (p. 1317) : négociations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique à Genève sur les forces stratégiques - Accord d'Helsinki - Conférence de Madrid - Possibilité d'une conférence sur le désarmement en Europe pour 1983 - Réduction équilibrée et contrôlée des armements - Accords de Yalta - Pologne - Dialogue avec l'Europe de l'Est - Problèmes du tiers monde - Discours du Président de la République à Mexico en 1981 - Non alignement - Soutien de la coopération régionale dans le tiers monde - Participation aux missions des Nations unies - Situation en Amérique centrale - Soutien apporté à l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) - Occupation vietnamienne au Cambodge - Afghanistan - (p. 1318) : Afrique : rôle de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) - Maghreb - Afrique australe : Namibie - Pays membres du Fonds d'aide et de coopération (FAC) - Moyen Orient : Iran et Irak ; Liban - Action du comité international de la Croix rouge dans le monde - Voix de la France - (p. 1322) : déclaration sur la sécurité et les forces nucléaires à moyenne portée, adoptée à Williamsburg - (p. 1323) : décision d'implantation des fusées Pershing en Europe -

(p. 1346) : organisation administrative des ministères des relations extérieures et de la coopération, évoquée par M. *André Bettencourt* - Répartition des compétences - Moyens de fonctionnement du ministère des relations extérieures - Autorisations de programme et crédits de paiement - Ambassades et établissements culturels - Décret élargissant la possibilité de recrutements extérieurs dans le corps des ministres plénipotentiaires - Engagement du Gouvernement en matière de défense des droits de l'homme, évoqué par M. *Charles Pasqua* - Relations commerciales précédemment établies par la France avec l'Afrique du Sud ou le Chili - Occupation soviétique en Afghanistan - Interventions de la France en faveur d'internés dans divers pays - Relations avec l'Europe de l'Est : Pologne - (p. 1347) : difficultés diplomatiques avec l'Union soviétique - Intervention de M. *Paul d'Ornano* sur la réciprocité des facilités offertes aux agents diplomatiques français et soviétiques - Relations de la France avec le tiers monde, évoquées par Mme *Rolande Perlican* et M. *Robert Pontillon* - Sommet de Williamsburg - Détérioration de la situation du tiers monde - Action du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale - Prochaine session de la CNUCED à Belgrade - Part du produit national brut (PNB) affectée par la France à l'aide au tiers monde - Fonds d'aide et de coopération (FAC) - Zone franc - Mali - Nigéria - Haute-Volta - Présence américaine et soviétique en Afrique - Situation en Afrique australe - Namibie ; Angola - Amérique centrale et latine - Cuba - Guatemala - (p. 1348) : Salvador - Nicaragua - Honduras - Situation en Méditerranée : Maghreb - Occupation turque à Chypre - Communauté économique européenne (CEE) - Politique agricole commune (PAC) - Participation du Royaume-uni - Démantèlement des montants compensatoires monétaires (MCM) - Coopération industrielle ; financement par des agences - Exemple de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) -Institutions européennes - Problèmes de sécurité et de défense - Déclaration de Williamsburg sur la sécurité - Force nucléaire de portée intermédiaire (FNI) - Participation du Japon - Négociations de Genève entre les Américains et les Soviétiques - Missiles SS 20 et Pershing - Comité permanent des armements - Aspects économiques et monétaires du sommet de Williamsburg - (p. 1349) : problèmes monétaires internationaux - Système monétaire européen (SME) - Cours du dollar - Situation du franc et du deutschemark - Inflation - Taux d'intérêt américains ; taux de base ; déficit budgétaire - Commerce extérieur de la France - Comparaison avec l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Italie - Faiblesse de l'appareil de production et des structures commerciales - Taux d'investissement de l'industrie française privée - Effort nécessaire de commercialisation - Relations de la France avec les Etats-Unis d'Amérique : rappel du discours de Phnom Penh - Volonté d'indépendance de la France - Unanimité du Parlement et du peuple français à cet égard.

– **Question au Gouvernement, de M. Jacques Habert : écoles françaises à l'étranger - Conseil supérieur des Français de l'étranger** - (16 juin 1983) - (p. 1708) : Association nationale des écoles françaises de l'étranger (ANEFE) - Montant des subventions du ministère des relations extérieures - Bourses destinées aux parents d'enfants français à l'étranger - Mission du Conseil supérieur des Français de l'étranger ; session en automne 1983.

– **Projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires** - *Deuxième lecture* [n° 429 (82-83)] - (27 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2020, 2021) : représentation de la France et ouverture du Quai d'Orsay aux personnes extérieures - Fonctionnaires d'autres administrations - Chefs de postes - Tour extérieur - Promotion interne - Création d'une possibilité de recrutement en dehors de la fonction publique - Décrets en Conseil d'Etat - Conditions d'âge et de durée d'activité ; exercice d'une activité internationale - Troisième tour - **Art. 1** : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (rétablissement du texte voté en première lecture : nomination de ministres plénipotentiaires au tour extérieur : consultation de la commission administrative paritaire compétente) - **Art. 2** (p. 2022) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (expérience internationale acquise : caractère intergouvernemental des actions de coopération internationale) - Exemple du Comité international de la Croix Rouge (CICR) - Sur l'amendement n° 2, accepte le sous-amendement rédactionnel n° 6 de M. Jacques Habert - S'oppose à l'amendement n° 3 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (suppression de l'alinéa relatif à l'expérience acquise au sein d'organisations syndicales représentatives ou d'associations) - (p. 2023) : promotions internes - S'oppose à l'amendement n° 4 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (suppression de l'alinéa relatif à l'expérience acquise au sein d'organisations professionnelles ou consulaires à caractère économique ou commercial) - **Art. 3** : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (conditions d'âge et de durée d'activité : référence à celles exigées des fonctionnaires et agents publics).

– **Déclaration du Gouvernement sur les événements du Liban** [n° 44 (83-84)] - (26 octobre 1983) - Lit à la tribune du Sénat le texte de la déclaration préparée par M. Pierre Mauroy, Premier ministre (p. 2452 à 2455).

– **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° 48 (83-84)] - (7 novembre 1983) - (p. 2666) : politique extérieure de la France - Action au service de la paix - Droits de l'homme - Relations entre l'Est et l'Ouest - Alliance atlantique - Politique de la défense - Dissuasion nucléaire - Equilibre des forces nucléaires intermédiaires - Négociations stratégiques nucléaires - Armes chimiques et armes antimissiles - Armement conventionnel - Prochaine conférence de Stockholm - (p. 2667) : relations de la France avec les pays de l'Est : conférence d'Helsinki et droits de l'homme ; Europe de l'Atlantique à l'Oural ; conférence de Madrid ; rejet du système soviétique ; contacts économiques et culturels - Pacifisme ; euromissiles ; inquiétude du peuple allemand - Conflits internationaux : situation au Proche-Orient ; Liban ; Israël ; Syrie ; force multinationale - Présence française au Liban : coopération civile et militaire - Responsabilité de la communauté internationale au Liban - Problème palestinien - (p. 2668) : Organisation de libération de la Palestine (OLP) - Unité nécessaire du monde arabe : Irak ; Iran ; sécurité dans le Golfe persique - Rétablissement de l'équilibre au Proche-Orient - Afrique : Maghreb : visite du chef de l'Etat algérien en France ; coopération avec l'Algérie ; contrats signés - Tchad : intervention de la France - Sommet franco-africain de Vittel - (p. 2669) : Amérique latine : retour à la démocratie en Argentine ; Brésil ; Colombie - Amérique centrale ; groupe de Contadora ; déclaration de Cancun ; intervention des Etats-Unis à la Grenade - Situation économique internationale ; endettement du tiers monde - Organismes financiers internationaux : Banque mondiale ; Fonds monétaire international (FMI) - Système monétaire international - Protectionnisme des Etats-Unis à l'égard de l'Europe : balance agricole - Crise économique internationale et aspects psychologiques et culturels - (p. 2670) : recherche d'un consensus en matière de politique étrangère - (p. 2701) : réponse aux interventions - Evénements du Liban - Boycott aérien - Loi de programmation militaire - Budget de la défense : sous-marins nucléaires ; système Hadès ; arme air sol à moyenne portée (ASMP) - Relations avec l'Union soviétique - Proche-Orient - Haute-Volta - (p. 2702) : Tchad ; Libye ; relations entre l'Est et l'Ouest - Pologne - Relations économiques avec les pays de l'Est ; exemple américain - Pacte de Varsovie - Alliance atlantique - Indépendance de la politique étrangère de la France - Liban : rôle de la FINUL ; présence du contingent français ; force multinationale ; Beyrouth ; pouvoirs de police ; négociation de Khaldé ; conférence de Genève - Rôle de l'armée française au Liban - Moyen-Orient : Irak ; Super Etendard - (p. 2703) : livraison des Super Etendard - Détroit d'Ormuz - Tchad : occupation libyenne ; sommet franco-africain de Vittel ; moral des troupes - Afrique - Amérique centrale : Caraïbes ; relations avec Cuba ; intervention américaine à la Grenade ; aéroport ; problème

des micro-Etats, évoqué par M. *Raymond Bourgine* - Continuité et changement dans la politique étrangère de la France.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Relations extérieures - (30 novembre 1983) - (p. 3498) : récents événements du Proche-Orient - Echec des négociations de Genève sur les forces nucléaires - Nouvelle présentation de ce budget : regroupement des crédits - Création de quatre annexes : coopération et aide au développement ; action culturelle extérieure - (p. 3499) : action extérieure de la France et action européenne - Faible augmentation des frais de fonctionnement à Paris - Absence de créations d'emplois - Ajustement automatique de ce budget en fonction des variations de change - Analyse des priorités de ce budget - Solidarité : Conseil supérieur des Français de l'étranger ; solidarité avec les réfugiés - Action culturelle à l'étranger - (p. 3500) : Direction générale des relations culturelles et scientifiques - Adoption récente par le Gouvernement d'un projet culturel et scientifique ambitieux - Efforts dans le domaine de la communication et des échanges culturels - Maintien et adaptation de nos moyens (ouverture et fermeture de consulats et d'ambassades ; carte scolaire ; patrimoine immobilier ; informatisation des services) - Compétences du personnel français à l'étranger - (p. 3501) : problèmes liés au personnel : pyramide des âges difforme ; recrutement et mobilité du personnel ; titularisation ; protection sociale - Demande l'approbation de ce budget par le Sénat - (p. 3533) : difficultés de trésorerie en 1983 - Ajustements automatiques des dépenses en raison des variations de change - Programme de construction des ambassades et établissements culturels nouveaux - Institut du monde arabe - Enseignement français à l'étranger - Alliance française - Communication - Radio France Internationale - Subvention versée à la Société monégasque d'exploitation et d'études de radiodiffusion, évoquée par M. *Josy Moinet* - Nombreux agents diplomatiques sans affectation - Recrutement au tour extérieur - (p. 3534) : devenir de l'Europe évoqué par M. André Chandernagor - Intervention de la France au Tchad - Coopération franco-algérienne - Relations avec l'Irak - Intervention au Liban - Soutien de la France à l'OLP - Respect des alliances - (p. 3535) : soutien de l'opinion publique pour la politique des relations extérieures menée par le Gouvernement - Souhaite l'adoption de ce budget par le Sénat - **Après l'art. 116** (p. 3536, 3537) : accepte les amendements de M. Jacques Habert, rapporteur pour avis, n° 166 (ajustement des rémunérations des personnels en poste à l'étranger en fonction des variations de change, porté semestriellement à la connaissance du Parlement) et n° 167 (ajustement des dépenses en fonctionnement des services des établissements français à l'étranger en fonction des variations de change, porté annuellement à la connaissance du Parlement).

– **Projet de loi relatif à la levée des séquestres placés sur des biens allemands en France** [n° **22 (83-84)**] - (12 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4085) : ordonnance du 5 octobre 1944 et mise sous séquestres des biens ennemis en France ; liquidation par la loi du 21 mars 1947 - Absence de règlement du sort de deux groupes de biens : chapelle allemande appartenant à l'église luthérienne située rue Blanche à Paris et attribution à la colonie allemande de Paris ; propriétés agricoles dans la région frontalière Est de la France - Avenir de la culture dans ces propriétés agricoles - Modalités de restitution de ces biens immobiliers et destinataires de la restitution - Approbation du Conseil d'Etat - Forêt de Mundat.

CHUPIN (Auguste), sénateur du Maine-et-Loire (UCDP).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale (5 juillet 1983) (p. 2190).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1984 (16 décembre 1983) (p. 4314).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les moyens d'exécution du IXe Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) (21 décembre 1983) (p. 4530).

DÉPÔTS

Proposition de loi organique, déposée avec plusieurs de ses collègues, modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux **lois de finances** et tendant à organiser l'information du Parlement en matière de créances et de dettes de l'Etat et des établissements qui en dépendent à l'égard des organismes et pays extérieurs [n° **196 (82-83)**] (2 avril 1983).

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, portant création d'un versement complémentaire dans le cadre de la dotation globale de fonctionnement [n° **244 (82-83)**] (15 avril 1983) - **Finances locales.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, modifiant l'art. 103 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat [n° **287 (82-83)**] (3 mai 1983) - **Finances locales.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi [n° **93 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif au prix de l'eau en 1984 [n° **99 (83-84)**] (7 décembre 1983) - **Eau et assainissement.**

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif au prix de l'eau en 1984 [n° **160 (83-84)**] (20 décembre 1983) - **Eau et assainissement.**

INTERVENTIONS

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53(82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - (4 mai 1983) - **Avant l'art. 1** (p. 621) : son amendement n° 133, soutenu par M. Pierre Lacour : codification de l'ensemble des textes législatifs relatifs aux transferts des compétences de l'Etat aux communes, départements et régions et envoi systématique aux maires avant le 1er janvier 1984 ; retiré - **Art. 6** (p. 627) : son amendement n° 140, soutenu par M. Roger Boileau : protection des collectivités locales, et non des

seuls départements, contre une éventuelle augmentation du taux de contribution résultant de la révision des barèmes d'aide sociale ; retiré.

Suite de la discussion - (5 mai 1983) - **Art. 10** (p. 635) : son amendement n° 142 : suppression de la compensation par le fonds régional de l'apprentissage des charges nouvelles créées par l'Etat ; retiré - **Art. 12** (p. 637, 638) : son amendement n° 145, soutenu par M. Pierre Lacour : cas des transports scolaires interdépartementaux ; retiré.

Suite de la discussion - (6 mai 1983) - **Art. 44** (p. 689) : son amendement n° 165, soutenu par M. Pierre Lacour : dépistage et surveillance après traitement des affections cancéreuses etactions de lutte contre la lèpre à la charge de l'Etat ; adopté - **Art. 50** (p. 696) : son amendement n° 171, soutenu par M. Pierre Lacour : obligation pour les communes, les départements et les régions de consacrer un pourcentage du montant de l'investissement, à l'occasion de l'adoption de leur budget, à fixer l'insertion d'oeuvres d'art ; retiré 8AM **Avant l'art. 58** (p. 701) : son amendement n° 173, soutenu par M. Pierre Lacour : article additionnel relatif aux majorations de subventions en faveur des communes qui se sont livrées à des regroupements ; adopté.

– **Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** [n° 127 (82-83)] - (11 mai 1983) - **Art. 1 :** *Art. L. 123-4 du code du travail* (p. 806) : son amendement n° 53, soutenu par M. Henri Le Breton : possibilité pour l'employeur de refuser la réintégration d'un employé victime d'un licenciement abusif et indemnité au profit du salarié ; retiré.

– **Projet de loi relatif au prix de l'eau en 1984** [n° 93 (83-84)] - (16 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4307) : intervention du législateur en matière de blocage du prix de l'eau - Modes de gestion directe par la collectivité publique - Gestion indirecte - (p. 4308) : loi de décentralisation de 1982 - Redevance d'assainissement - Redevance de prélèvement et redevance de pollution au profit des agences de bassin - Redevance au Fonds national pour le développement des adductions d'eau en zone rurale - Facturation - Mauvais état de certains réseaux de distribution et insuffisance des réseaux d'assainissement - Bilan de la loi de blocage du 30 juillet 1982 - Accord cadre conclu avec l'Association des maires de France - Accord de régulation signé avec le syndicat professionnel des distributeurs d'eau - Médiocrité des résultats acquis dans la lutte contre l'inflation - Risque de déséquilibre financier pour certaines communes et conséquences sur la fiscalité locale ; atteinte aux libertés des communes - (p. 4309) : absence de prise en compte des charges réelles des services distributeurs d'eau - Exclusion du champ d'application du projet des redevances perçues par les agences financières de bassin - Propose le rejet de ce projet de loi - **Art. 1** (p. 4313) : son amendement n° 1 : suppression de cet article relatif à l'encadrement du prix de l'eau ; adopté.

Nouvelle lecture [n° 165 (83-84)] - (21 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** - (p. 4511) : échec de la commission mixte paritaire (CMP) - Reprise par l'Assemblée nationale du texte adopté en première lecture - Texte contraire au principe de la libre administration et réintroduisant une forme de tutelle par la voie des dérogations - Blocage du prix de l'eau ne contribuant pas à la lutte contre l'inflation - Commission souhaitant le rejet de ce texte - **Art. 1** (p. 4512) : son amendement n° 1 : suppression de cet article limitant le prix de l'eau au niveau pratiqué au 31 décembre 1983 ; adopté - **Art. 2** (p. 4513) : son amendement n° 2 : suppression de cet article relatif aux sanctions applicables en cas de non application de l'article 1er ; adopté.

CICCOLINI (Félix), sénateur des Bouches-du-Rhône (S).

Elu vice-président du Sénat le 5 octobre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Est réélu juge titulaire de la Haute Cour de justice (26 octobre 1983) (p. 2475).

Membre de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle (loi n° 82-652 du 29 juillet 1982).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale (3 mai 1983) (p. 585).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et des établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois (24 mai 1983) (p. 1071).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (16 juin 1983) (p. 1694).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds (24 juin 1983) (p. 1973).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (27 juin 1983) (p. 2012).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi interdisant certains appareils de jeux (27 juin 1983) (p. 2012).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant droits et obligations des fonctionnaires (27 juin 1983) (p. 2020).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à garantir la liberté de la presse (24 novembre 1983) (p. 3246).

Est nommé membre de la commission de contrôle des conditions de fonctionnement, d'intervention et de coordination des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Rapport d'information fait, au nom de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle instituée par l'art. 10 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 [n° 230 (82-83)] (13 avril 1983) - **Radiodiffusion et télévision.**

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 [n° 493 (81-82)] - (6 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 75) : principes juridiques violés par la loi « sécurité et liberté » : détermination précise des faits punissables ; hiérarchie et individualisation des peines ; liberté des magistrats - Acquis de la science pénale au 19° siècle : circonstances atténuantes, sursis, récidive - (p. 76) : insécurité ; stagnation des crimes de sang et augmentation des délits d'appropriation ; société de consommation et argent ; infractions financières - Citation de Boileau : souvent la peur d'un mal nous conduit dans un pire - Condamnation de la loi « sécurité et liberté » par une partie de l'ancienne majorité : propos de MM. Jacques Chirac et Bernard Pons ; article de M. Pierre Charpy dans *La Lettre de la nation* - Potentialité de répression des mouvements sociaux - Projet de loi en examen : retour à la liberté d'appréciation des juges ; contrôles d'identité : légalisation nécessaire ; procédure rapide dans les affaires simples ; flagrant délit - Victimes : réparation du préjudice ; prélèvement sur la rémunération du travail des détenus - Politique pénitentiaire : courte peine et risque de récidive ; peine principale de substitution et travail d'intérêt général ; jour amende ; resocialisation des condamnés - Prévention : zones criminogènes et croissance désordonnée des villes ; communautés marginales - (p. 77) : action de la commission des maires ; mutation de la société française depuis 1968 - Votera le projet.

Suite de la discussion - (7 avril 1983) - **Avant l'art. 9** (p. 107) : se déclare opposé à l'amendement n° 34 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (prolongation du délai de garde à vue au-delà de 48 heures) - Aggravation des dispositions du texte de février 1981 - Hommage à la police - **Art. 13** (p. 117) : son amendement n° 100 : remplacement du mot « formalités » par le mot « prescriptions » ; devenu sans objet - (p. 118) : se déclare opposé à l'amendement n° 44 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (suppression de l'alinéa de cet article relatif à la nullité en cas d'inobservation des formalités prescrites) - **Art. 17** (p. 122) : son amendement n° 101 : intervention possible de l'avocat après l'audition du prévenu ; adopté - Sur l'amendement n° 51 de M. Marcel Rudloff rapporteur (traduction du prévenu sur le champ devant le tribunal si la peine prévue par la loi n'excède pas cinq ans d'emprisonnement), son sous-amendement n° 106 : traduction du prévenu sur le champ devant le tribunal si la peine encourue n'excède pas cinq ans d'emprisonnement ; retiré - Son amendement n° 107 : cas de flagrant délit si le maximum de l'emprisonnement prévu par la loi n'excède pas cinq ans ; devenu sans objet - (p. 126) : sur l'amendement rédactionnel n° 52 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, son sous-amendement n° 102 : désignation d'office d'un avocat sur la demande du prévenu, par le bâtonnier ; adopté - **Avant l'art. 19** (p. 136) : décision de rétention du prévenu dans le cadre de la prévention appartenant au tribunal - Prévenu bénéficiant des garanties que lui procure la comparution devant le tribunal tout entier - Souhaite le retrait de l'amendement n° 92 de M. François Collet (sanctions à l'égard de magistrats dont les actes par négligence ou par ignorance pourraient porter de graves préjudices aux citoyens) - **Art. 19** (p. 137) : son amendement n° 103 : suppression de cet article relatif à la non communication de l'adresse des jurés ; adopté - **Après l'art. 21** : son amendement n° 104 : précisions relatives à la constitution de partie civile, adopté - **Avant l'art. 24** (p. 140) : son amendement n° 105 : autorisation pour les dirigeants sociaux soumis à la procédure de liquidation à se constituer partie civile à titre personnel afin de pouvoir établir la culpabilité de l'auteur d'un crime ou d'un délit ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 142) : satisfaction des dispositions du texte concernant le travail d'intérêt général ou les jours amende - Désapprobation concernant la prolongation de la durée de la garde à vue et de l'aggravation de la situation des citoyens au regard du contrôle d'identité en ce qui concerne la durée de la rétention - Abstention du groupe socialiste sur le texte du projet de loi modifié par le Sénat.

– Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles [n° 23 (82-83)] - (20 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 377) : texte donnant satisfaction au groupe socialiste et modifiant la loi du 10 juillet 1970, « loi Boscher » - Retour au droit commun de l'administration territoriale - Collectivités locales dépossédées de leurs prérogatives en 1970 et victimes d'un transfert de responsabilités et de droits au profit d'une instance communautaire - Sauvegarde de l'autonomie des communes - (p. 378) : définition du territoire de la zone d'agglomération - Possibilité pour les communes de refuser leur intégration - Elargissement de la notion de coopération intercommunale - Texte définitif devant faire preuve de souplesse afin de répondre à la diversité des situations des villes nouvelles - Trois possibilités de choix pour les conseils municipaux - Amélioration des textes concernant ces choix par amendements - Recherche de la démocratisation - Souci d'assurer une forte représentation des collectivités territoriales - Implantation d'un prolétariat dans les zones périphériques des villes - Compétence des communes en matière de fonctionnement et de gestion des équipements - Unicité entre le contribuable et l'électeur souhaitée par le Gouvernement - Problème de la responsabilité financière relativement aux emprunts, aux charges des syndicats et des communautés qui ont créé ou acquis des équipements - Poursuite par l'Etat de l'aide à la mise sur pied d'une urbanisation de qualité - Vote favorable du groupe socialiste sur le texte du projet de loi et possibilité d'amélioration - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 402) : modifications bonnes et mauvaises apportées par le Sénat au texte du projet - Abstention du groupe socialiste lors du vote de ce projet .

– Question au Gouvernement : situation dans les milieux médicaux - (21 avril 1983) - (p. 412) : mouvements des étudiants en médecine - Grève des internes et des chefs de clinique - Service de santé - Politique des pouvoirs publics et des gouvernements depuis 20 ans - Participation des chirurgiens dentistes.

– Projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale - *Deuxième lecture* [n° 257 (82-83)] - (3 mai 1983) - **Art. 2 A** (p. 557) : son amendement n° 32 : établissement de la liste des travaux d'intérêt général et consultation de tout organisme public compétent en matière de prévention et de délinquance ; adopté - Son amendement n° 33 : suppression de l'habilitation des établissements publics dans lesquels s'exécute l'activité des condamnés ; adopté - **Art. 2** (p. 559) : ses amendements de coordination n° 34 et n° 38 ; adoptés - **Art. 13** (p. 573) : prise d'empreintes digitales ou de photographies à l'occasion des vérifications d'identité - Exécution d'une commission rogatoire et action des autorités de police - Autorisation du procureur de la République et du juge d'instruction - Modalités de destruction de ces documents - (p. 574) : nécessaire destruction immédiate des documents après vérification de l'identité de l'intéressé - (p. 579) : se déclare favorable à l'amendement n° 39 de M. Robert Badinter, ministre (énumération des cas où les opérations de vérification d'identité peuvent donner lieu à la prise d'empreintes digitales ou de photographies) - Son amendement n° 35, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : substitution du mot « prescriptions » à « formalités » ; adopté - **Art. 19** (p. 584) : son amendement n° 36, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : communication de la liste des jurés aux avocats des accusés à leur demande ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 585) : rétablissement de la confiance dans les magistrats - Contribution du Sénat en seconde lecture et tendance répressive - Durée de la détention et garde à vue - Droits des individus en matière de pénalité et d'emprisonnement - Abstention du groupe socialiste.

– Conclusions du rapport de M. Paul Girod, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° 53 (82-83)] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy,

Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° 269 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (5 mai 1983) - **Art. 12** (p. 641) : se déclare opposé à l'amendement n° 18 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (substitution de la notion de compétence à celle de responsabilité en matière de transports scolaires ; rétablissement de la notion de plan départemental des transports scolaires).

– **Proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance et de gardiennage et de transport de fonds** [n° 237 (82-83)] - (26 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 1137) : bavures des milices privées ; incident récent dans le département du Calvados - Attitude de MM. Poniatowski et Bonnet, ministres de l'intérieur du précédent gouvernement - Circulaire de M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur, du 14 décembre 1981 et décret du 11 mai 1982 - Insuffisance des effectifs du service public de la police - Sociétés privées et clientèle d'administrations publiques - Texte proposé : regret de l'absence de disposition relative aux compétences ou à la formation des personnels, ainsi qu'à leur protection sociale - Accord sur les dispositions concernant l'accès à la profession - Contrôle de l'administration par le régime de la permission - (p. 1138) : interdiction permanente - Sanction - Vote de la proposition de loi par le groupe socialiste.

– **Projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale** - *Nouvelle lecture* [n° 320 (82-83)] - (26 mai 1983) - **Art. 17** (p. 1156) : se déclare favorable, au nom du groupe socialiste, à l'amendement n° 12 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (rétablissement du texte voté par le Sénat) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1157) : vote du groupe socialiste contre le projet de loi.

– **Projet de loi, portant droits et obligations des fonctionnaires** [n° 301 (82-83)] - (1er juin 1983) - **Art. 7** (p. 1277) : se déclare opposé à l'amendement n° 7 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (limitation du pouvoir de négociation des organisations syndicales à l'évolution des rémunérations et du pouvoir d'achat) - (p. 1278) : se déclare opposé à l'amendement n° 8 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (obligation pour les organisations syndicales de déposer leurs statuts et la liste de leurs administrateurs auprès des autorités hiérarchiques) - **Après l'art. 7** : se déclare opposé à l'amendement n° 9 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (participation du fonctionnaire par l'intermédiaire des organismes paritaires) et, sur cet amendement, favorable au sous-amendement n° 39 de M. Marcel Rudloff, soutenu par M. Yves Le Cozannet (extension de la compétence des organisations syndicales à l'organisation de l'action sociale) - **Art. 9** (p. 1283) : se déclare opposé à l'amendement n° 13 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (suppression du quatrième alinéa de cet article relatif à l'affectation obligatoire du fonctionnaire dans un nouvel emploi en cas de suppression d'emploi) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1292) : recherche de droits et d'obligations permettant de disposer d'une administration moderne et efficace - Mobilité concernant les fonctionnaires de l'Etat et les fonctionnaires des collectivités territoriales - Difficile exercice du droit syndical des fonctionnaires par le passé - Accès à la fonction publique par concours : égalité et indépendance - Regrette la suppression des grilles de rémunération - Transparence du service public - Information du public - (p. 1293) : rôle des organisations syndicales dans les instances paritaires - Affirmation des droits de citoyenneté - Liberté d'opinion de tous les fonctionnaires dans la plénitude de leurs droits - Abstention au nom du groupe socialiste sur le texte de ce projet de loi amendé par le Sénat.

– **Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public** [n° 282 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (8 juin 1983) - **Art. 12** (p. 1462) : se déclare opposé à l'amendement n° 28 de M. Jean Chérioux, rapporteur (conditions d'éligibilité au conseil de surveillance) - Discrimination inadmissible à l'égard des permanents syndicaux - **Art. 29** (p. 1478) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement de suppression pour coordination n° 56 de M. Jean Chérioux, rapporteur - Se déclare favorable à l'amendement n° 82 de M. Jean Béranger (rôle des cadres dans les conseils d'atelier ou de bureau).

– **Projet de loi interdisant certains appareils de jeux** [n° 305 (82-83)] - (15 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1642) : difficultés d'application du décret-loi du 31 août 1937 - Prolifération du nombre des « appareils à parties multiples » (APM) -Danger pour la jeunesse et les personnes aux revenus modestes - Abstention du groupe socialiste sur ce texte modifié par le Sénat.

– **Conclusions du rapport de M. Pierre Salvi,** fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** [n° 203 (82-83)] déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à réprimer la falsification des procès-verbaux des opérations électorales et sur la proposition de loi** [n° 283 (82-83)] de **M. Jean Colin, tendant à punir la falsification des élections** [n° 380 (82-83)] - (15 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1662) : opposition du groupe socialiste à ce texte - Campagne menée par l'opposition - Mission du Conseil d'Etat et principe du double degré de juridiction - Article L. 250 du code électoral - Caractère légaliste de l'attitude du Gouvernement - Défauts techniques du texte présenté - Pratique de la correctionnalisation de la peine - Echelle des sanctions actuelles contre les fraudeurs - (p. 1663) : agitation politique de l'opposition.

– **Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles** - *Deuxième lecture* [n° 317 (82-83)] - (16 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1676) : communauté des agglomérations nouvelles - Administration par un conseil de délégués des communes élus au suffrage universel - **Art. 8** (p. 1680) : abstention du groupe socialiste sur l'amendement n° 10 de M. Pierre Salvi, rapporteur (suppression de cet article relatif à la notion et à la composition de la communauté d'agglomération nouvelle) - **Art. 13** (p. 1684) : se déclare favorable à l'amendement n° 27 de M. Pierre Salvi, rapporteur (compétences du syndicat d'intérêts communautaires pour la réalisation de lotissements de plus de 50 logements) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1693) : vote favorable du groupe socialiste sur ce projet de loi - Opposition au syndicat d'intérêts communautaires - Compétence en matière d'opérations de constructions - Composition de la communauté d'agglomération nouvelle.

– **Projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989** [n° 338 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (17 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1748) : intervention en remplacement de M. *Louis Perrein,* souffrant - Nécessité de ne pas donner l'impression de ne pas vouloir l'Exposition universelle - Concertation et diffusion d'un pré-rapport à 150 personnalités - Aspects positifs de la loi et avantages dans les domaines économique, culturel et dans celui des équipements collectifs pour l'Ile-de-France - Disparition du déficit des transports parisiens à l'occasion de l'aménagement des infrastructures du métro et de la SNCF - Construction de parcs de stationnement - Utilisation rationnelle de la Seine - Sites possibles de Bercy et du quai de Javel en bord de Seine - (p. 1749) : préparation de l'Exposition et incitation au développement de l'électronique - Accélération du développement de la carte de paiement à mémoire incorporée - Construction d'appartements pour héberger les visiteurs devant être conçus pour mettre un terme à la carence des opérations de logements sociaux - Absence de compte-rendu dans le rapport des auditions des personnalités entendues - Exposition, source de ressources directes et induites importantes pour les particuliers et pour l'Etat - Amélioration de la position économique de la France et de son rayonnement culturel dans le monde - **Intitulé du titre I** (p. 1755) : au nom du groupe socialiste se déclare opposé et demande un scrutin public sur la demande de réserve de l'intitulé du titre I et des articles 1, additionnel après l'article 1, 1 *bis,* 2 et 2 *bis* de M. Roger

Romani, rapporteur - **Art. 3** (p. 1756) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 6 de M. Roger Romani, rapporteur (modification du caractère de l'établissement public qui, d'industriel et commercial, devient administratif) - **Art. 4** (p. 1758) : se déclare opposé à l'amendement n° 7 de M. Roger Romani, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article définissant les missions de l'établissement public).

– **Projet de loi renforçant la protection des victimes d'infraction** - *Deuxième lecture* [n° **386 (82-83)**] - (24 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1969) : collaboration entre les deux assemblées - Dérogation à la règle du non cumul des peines et lutte contre l'organisation de l'insolvabilité - Souhait du dédommagement rapide des victimes par la procédure d'urgence de renvoi devant la juridiction civile - Vote par le groupe socialiste de ce projet de loi.

– **Proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds** - *Deuxième lecture* [n° **388 (82-83)**] - (24 juin 1983) - **Art. 2** (p. 1972) : abstention du groupe socialiste sur l'amendement n° 1 de M. Marc Bécam, rapporteur (reprise du texte adopté par le Sénat en première lecture), modifié par le sous-amendement n° 4 de M. Robert Badinter, ministre (prestations de services liées aux transports de fonds) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1973) : vote de ce projet de loi par le groupe socialiste.

– **Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles** - *Nouvelle lecture* [n° **452 (82-83)**] - (30 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2146) : communauté d'agglomération nouvelle - Abstention du groupe socialiste sur le texte ainsi amendé.

– **Projet de loi portant droits et obligations des fonctionnaires** - *Nouvelle lecture* [n° **470 (82-83)**] - (30 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2149) : abstention du groupe socialiste sur le texte ainsi amendé.

– **Projet de loi interdisant certains appareils de jeux** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **464 (82-83)**] - (30 juin 1983) - **Art. 1** (p. 2154) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat (interdiction de fabriquer en France des machines à sous destinées à l'exportation).

– **Question au Gouvernement : voyage du Premier ministre en Algérie** - (13 octobre 1983) - (p. 2301, 2302) : lutte contre l'immigration clandestine - Nationalité des jeunes de la deuxième génération - Circulation des anciens harkis ayant acquis la nationalité française - Réciprocité des transferts de biens - Echanges économiques.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat** [n° **309 (82-83)**] - (25 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2403) : statuts particuliers ; exclusion au bénéfice des membres des juridictions administratives - Accès à la fonction publique par la voie du concours - Titularisation des non titulaires - Egalité d'accès - Handicapés - (p. 2404) : déroulement des carrières - Commission mixte paritaire - Mise à disposition - Référence à la loi Auroux - Catégories et corps de fonctionnaires - Travail à mi-temps - Haute administration et neutralité politique - Refus de la bureaucratie - **Art. 12** (p. 2421) : son amendement n° 106 : modalités d'élection des membres des comités techniques paritaires ; rejeté - **Après l'art. 14** (p. 2422) : son amendement n° 107 : droit à l'expression directe et collective pour les agents de l'Etat sur le contenu de leur travail ; rejeté - **Art. 15** (p. 2423) : pouvoirs de la commission mixte paritaire et du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat - **Art. 23** (p. 2427) : son amendement n° 108 : absence de limite d'âge pour les candidats ; retiré - **Art. 25** (p. 2428) : organisation de la fonction publique en filières - **Art. 33** (p. 2429) : se déclare favorable à l'amendement n° 82 de M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat (nécessités de fonctionnement des services et travail à temps partiel) - **Art. 55** (p. 2438) : son amendement n° 109 : situation des fonctionnaires déclarés inaptes à l'exercice de leur fonction et reclassement dans des emplois d'un autre corps ; adopté - **Art. 61** (p. 2440) : son amendement n° 110 : révocation pour abandon de poste ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2447) : action de la majorité sénatoriale - Nécessité de la procédure contradictoire en matière disciplinaire - Troisième voie d'accès à l'Ecole nationale d'administration (ENA) - Titularisation des contractuels - Abstention du groupe socialiste.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Communication audiovisuelle - (8 décembre 1983) - (p. 3916) : précisions nécessaires sur la politique des satellites français de télévision - Loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et création de la Haute Autorité ; consensus obtenu par cette institution : respect du pluralisme ; garantie de l'indépendance du service public - (p. 3917) : autorisations d'émettre accordées à des radios locales privées : partage des fréquences ; problème du financement de ces radios - Décentralisation dans l'audiovisuel : FR3 ; stations locales de Radio France - Soutien du groupe socialiste à l'action du Gouvernement.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat** - *Deuxième lecture* [n° **71 (83-84)**] - (13 décembre 1983) - **Art. 9** *bis* (p. 4111) : vote du groupe socialiste contre l'amendement n° 3 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (suppression de cet article relatif à l'exercice du droit d'expression des agents de l'Etat) - **Art. 38** *ter (supprimé par l'Assemblée nationale)* (p. 4114) : se déclare favorable aux amendements identiques n° 13 de M. Raymond Bouvier, rapporteur, et n° 36 de M. Pierre Lacour (rétablissement de cet article relatif à la possibilité pour les organismes à caractère associatif qui assurent des missions d'intérêt général de bénéficier de la mise à disposition ou du détachement de fonctionnaires de l'Etat et des communes ou d'agents d'établissements publics) - **Après l'art. 80** *bis (par priorité)* (p. 4116) : intervient sur l'amendement n° 32 de M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat (abrogation de la loi du 11 juin 1983 définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics, à l'exception de deux alinéas des articles 9 et 13) - Vote unanime des deux assemblées au sujet des titularisations - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4120) : rapprochements intervenus et points de désaccord persistants - Abstention du groupe socialiste sur le projet ainsi modifié.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° **7 (83-84)**] - **Suite de la discussion** - (14 décembre 1983) - **Après l'art. 34** (p. 4194) : son amendement n° 245 : bénéfice du droit à l'expression directe et collective introduit dans le secteur privé par la loi du 4 août 1982 pour les agents des collectivités territoriales ; retiré.

Nouvelle lecture [n° **180 (83-84)**] - (22 décembre 1983) - **Question préalable** (p. 4562, 4563) : intervient contre la motion n° 1 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur, tendant à opposer la question préalable.

CLUZEL (Jean), sénateur de l'Allier (UCDP).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu vice-président.

– Membre ès qualités de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle (loi n° 82-652 du 29 juillet 1982).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'art. 38 de la Constitution, diverses mesures financières (19 avril 1983) (p. 361).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (25 mai 1983) (p. 1082).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réglement définitif du budget de 1981 (23 juin 1983) (p. 1936).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle (23 juin 1983) (p. 1954).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à garantir la liberté de la presse (24 novembre 1983) (p. 3246).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (9 décembre 1983) (p. 4026).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1984 (12 décembre 1983) (p. 4084).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reconnaître la qualité d'agent de police judiciaire adjoint aux **Garde champêtres** communaux [n° **172 (82-83)**] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, *JO* Débats 2 avril 1983).

Rapport fait, au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° **480 (81-82)**] adoptée par l'Assemblée nationale, portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance [n° **215 (82-83)**] (7 avril 1983) - **Banques et établissements financiers.**

Rapport fait, au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° **267 (82-83)**] adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance [n° **334 (82-83)**] (19 mai 1983) - **Banques et établissements financiers.**

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance [n° **370 (82-83)**] (7 juin 1983) - **Banques et établissements financiers.**

Proposition de loi relative à **l'enseignement** technique [n° **4 (83-84)**] (6 octobre 1983).

Proposition de loi relative à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle [n° **5 (83-84)**] (6 octobre 1983) - **Audiovisuel.**

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Information** [n° **62, annexe 17 (83-84)**] (21 novembre 1983).

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Communication audiovisuelle (organismes créés par la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982)** [n° **62, annexe 47 (83-84)**] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **212** (*JO* Débats 8 avril 1982) (p. 1020) à M. le ministre de l'industrie : **mines et carrières** (gisement polymétallique d'Echassières) (Allier) - Réponse de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé (15 avril 1983) (p. 303, 304).

n° **213** (*JO* Débats 8 avril 1982) (p. 1020) à M. le Ministre de la communication : **radiodiffusion et télévision** (développement de grandes campagnes d'intérêt national) - Réponse de M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat aux techniques de la communication (20 mai 1983) (p. 1007, 1008).

n° **214** (*JO* Débats 8 avril 1982) (p. 1020) à M. le ministre de l'urbanisme et du logement : **bâtiment** (situation de l'emploi dans le secteur du bâtiment) - Réponse de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement (20 mai 1983) (p. 1004, 1005).

n° **316** (*JO* Débats 24 mars 1983) (p. 439) à M. le ministre de la santé : **santé publique** (politique du thermalisme) - Réponse de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé (15 avril 1983) (p. 304, 305).

n° **332** (*JO* Débats 3 avril 1983) (p. 22) à M. le ministre de l'économie : **crédit agricole** (encadrement du crédit : conséquences pour les caisses de crédit agricole) - Réponse de M. Jacques Delors, ministre de l'économie (20 mars 1983) (p. 1008, 1009).

n° **426** (*JO* Débats 21 octobre 1983) (p. 2372) à M. le ministre de l'intérieur : **finances locales** (réalisation des investissements prioritaires des communes).

Questions orales avec débat :

n° **142** (28 septembre 1982) (p. 4176) à M. le ministre de la santé : **cures thermales** (politique dans le domaine du thermalisme) - Retirée le 2 avril 1983 (p. 3).

n° **21** (2 avril 1983) (p. 5) à M. le Premier ministre : **radiodiffusion et télévision** (nouvelles techniques de l'audiovisuel) - Discutée le 17 juin 1983 (débat commun) (p. 1768 et suivantes).

n° **47** (5 mai 1983) (p. 678) à M. le ministre de l'agriculture : **politique agricole commune** (position du Gouvernement en matière de fixation des prix des productions animales pour la campagne 1983-1984) - Discutée le 10 juin 1983 (débat commun) (p. 1551 et suivantes).

n° **56** (17 mai 1983) (p. 864) à M. le secrétaire d'Etat aux techniques de la communication : **audiovisuel** (application de la loi sur la communication audiovisuelle) - Discutée le 17 juin 1983 (débat commun) (p. 1768 et suivantes).

INTERVENTIONS

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** [n° **480 (81-82)**] - (13 avril 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 202) : historique des caisses d'épargne - Composition des conseils d'administration - Nécessaire réforme de l'institution - Difficultés de certaines caisses dans l'organisation et les relations du travail - Rôle du directeur des caisses - Action des groupements régionaux d'épargne et de prévoyance (GREP) et des centres de traitement informatique régionaux (CTIR) - Création d'un groupe de travail paritaire en juin 1981 entre l'Union nationale des caisses d'épargne et la Caisse des dépôts ; publication du rapport Ancian - Table ronde de juin 1982 en Avignon ; discours de M. Jacques Delors -

Discours de M. Robert Lion en septembre 1982 - Action du Président *Léon Jozeau-Marigné* et du Président *Edouard Bonnefous* - Attention portée par M. *Alain Poher* à ces travaux - Réforme : nécessaire confiance et efficacité - (p. 203) : adaptation et développement de l'institution des caisses d'épargne - Rigueur juridique - Rôle du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance (CENCEP) - Autorité du directoire ou du directeur - Modalités de concertation - Garantie du dispositif des prêts Minjoz - Applicabilité de la formule du groupement d'intérêt économique (GIE) au CENCEP - Travaux de la commission des finances - Caisse d'épargne, monde d'économies - Propose l'adoption de cette proposition de loi sous réserve du vote des amendements de la commission - **Art. 1** (p. 212) : statut juridique et mission des caisses - Promotion et collecte de l'épargne - Développement de la prévoyance - Accord d'un certain nombre de caisses d'épargne avec la Caisse nationale de prévoyance (CNP) pour placer certains produits d'assurance - Secteur de l'assurancevie et absence de permission donnée aux caisses d'épargne de s'intéresser à ce secteur - (p. 213) : son amendement n° 1 : action des caisses d'épargne en matière de dépôts, de crédits, d'opérations de banque et de prêts, notamment face aux collectivités locales et établissements publics ; adopté - S'oppose aux amendements n° 37 de M. Yves le Cozannet (élargissement du champ d'activité des caisses d'épargne) et n° 44 de M. Pierre Gamboa (mission de service public pour les caisses d'épargne) - (p. 214) : accepte l'amendement n° 58 de M. René Tomasini, soutenu par M. Louis Souvet (élargissement du champ d'action des caisses d'épargne) - **Art. 2** (p. 217) : son amendement n° 2 : Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 59 de M. René Tomasini, soutenu par M. Louis Souvet (constitution des caisses d'épargne et de prévoyance en unions régionales et en union nationale) - **Art. 3** (p. 218) : son amendement n° 3 : attribution de la fonction de chef de réseau au Centre national des caisses d'épargne ; adopté - Son amendement n° 90 : suppression du sigle SOREFI pour les sociétés régionales de financement ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 41 de M. Philippe de Bourgoing, soutenu par M. Robert Schmitt (suppression de l'obligation de création à l'échelon national d'une société régionale de financement) - **Art. 4** (p. 221) : ses amendements n° 91 : suppression du sigle CENCEP ; adopté ; n° 4 : substitution des mots « groupement d'intérêt économique » à ceux de « société anonyme » ; adopté ; n° 5 : adhésion de toutes les caisses d'épargne et des sociétés régionales de financement au Centre national des caisses d'épargne ; adopté ; n° 6 : fonction de représentation du Centre national des caisses d'épargne ; adopté ; n° 7 : organisation de la garantie des déposants pour les fonds ne bénéficiant pas de la garantie de l'Etat par le Centre national des caisses d'épargne, notamment par un fonds commun de réserve et de garantie ; adopté ; et n° 8 : conditions d'alimentation du budget de fonctionnement du Centre national des caisses d'épargne ; adopté - (p. 222) : demande le retrait de l'amendement n° 61 de M. René Tomasini, soutenu par M. Louis Souvet (mission de l'Union nationale des caisses d'épargne et de l'établissement financier national) - **Art. 5** (p. 224) : son amendement n° 9 : contingents Minjoz et bénéfice pour une partie de ces fonds de la garantie de l'Etat ; adopté - Son amendement n° 10 : rôle du chef de réseau du Centre national des caisses d'épargne ; adopté - Son amendement n° 11 : collecte de fonds sans bénéfice de la garantie du Centre national ; adopté - Evolution des contingents Minjoz - (p. 225) : demande le retrait de l'amendement n° 62 de M. René Tomasini, soutenu par M. Louis Souvet (définition des fonds collectés par les caisses d'épargne) - Demande le retrait des amendements de M. Paul Robert, n° 66 (substitution des mots « reçus » à « collectés ») et n° 67 de coordination - Demande le retrait de l'amendement n° 45 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Pierre Gamboa (vocation des caisses d'épargne : besoins collectifs et familiaux) - S'oppose à l'amendement rédactionnel n° 74 de M. Louis Perrein - **Art. 6** : son amendement n° 12 : aménagement d'une période transitoire permettant la constitution progressive du réseau ; rejeté - **Art. 7** (p. 227) : son amendement n° 13 : direction des caisses d'épargne et de prévoyance par un directoire ou un directeur général unique sous le contrôle d'un conseil d'orientation et de contrôle ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 9 - **Art. 9** (p. 228) : son amendement n° 15 : composition du conseil d'orientation et de contrôle ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements n° 65 de M. Paul Robert (augmentation du nombre de membres maximum) et n° 77 de M. Louis Perrein (détermination du nombre de sièges à pourvoir par le statut) - (p. 229) : son amendement n° 16 : conditions de désignation des élus locaux et des déposants au sein du conseil de surveillance ; adopté - (p. 230) : sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements n° 63 de M. René Tomasini, soutenu par M. Louis Souvet (représentation des cadres et des employés à égalité dans les conseils d'orientation et de contrôle), n° 42 de M. Philippe de Bourgoing, soutenu par M. Robert Schmitt (représentation de membres élus à la majorité simple par certains conseillers pour compléter la représentation des déposants) et n° 89 de M. Etienne Dailly (représentation de membres élus au scrutin uninominal à un tour par les représentants des conseils consultatifs parmi les déposants de plus de dix-huit ans jouissant de leurs droits civiques et titulaires d'un compte ouvert depuis plus d'un an) - (p. 233) ; son amendement n° 17 : majorité des sièges au sein du conseil pour les déposants ; adopté - (p. 234) : demande le retrait de l'amendement n° 71 de M. Paul Robert (majorité des sièges au sein du conseil pour les déposants) - Son amendement n° 18 : renouvellement du conseil d'orientation et de contrôle tous les six ans ; liaison entre le mandat municipal et le mandat au sein du conseil ; adopté.

Suite de la discussion - (14 avril 1983) - Rapporteur - **Art. 7** (*suite*) (p. 240) : son amendement n° 13 : nouvelle rédaction de cet article relatif aux organes dirigeants des caisses : 1° direction par un directoire ou un directeur général unique, sous le contrôle d'un conseil d'orientation et de contrôle ; adopté ; 2° institution de conseils consultatifs, selon des modalités fixées par les statuts des caisses ; adopté - Liberté des caisses - **Art. 8** (*suite*) : son amendement n° 14, précédemment réservé : suppression, pour coordination, de cet article relatif à la composition et au mode de désignation des conseils consultatifs ; réservé jusqu'après le vote de l'article 12 - **Après l'art. 9** : son amendement n° 19 : maintien à titre transitoire des conseils d'administration en fonctions et modalités d'accès de leurs membres aux futurs conseils d'orientation et de contrôle ; adopté - Cooptation - (p. 243) : sur son amendement n° 19, accepte le sous-amendement n° 92 de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat (modification des modalités d'accès des membres des conseils d'administration aux conseils d'orientation et de contrôle ; impossibilité pour eux de représenter les caisses d'épargne dans les sociétés régionales de financement ou au Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance) - **Art. 10** (p. 244) : son amendement n° 20 : missions du conseil d'orientation et de contrôle et relations à l'égard du directoire ou du directeur général unique ; adopté après intégration des sous-amendements n° 78 de M. Louis Perrein (mission permanente de contrôle du conseil d'orientation et de contrôle sur la gestion du directoire ou du directeur général unique) et n° 43 de M. Philippe de Bourgoing, soutenu par M. Robert Schmitt (pouvoir d'initiative du conseil d'orientation et de contrôle) - (p. 245) : son amendement n° 21, identique à l'amendement n° 79 de M. Louis Perrein : pouvoir d'examen et d'autorisation préalable ; référence au droit des sociétés ; adopté - (p. 246) : son amendement rédactionnel n° 22 ; retiré au profit de l'amendement rédactionnel n° 80 de M. Louis Perrein (contrôle sur pièces des engagements budgétaires ; examen et approbation des comptes de l'exercice) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 46 de M. Pierre Gamboa (examen du bilan social et respect des réglementations en vigueur) - Son amendement rédactionnel n° 23 ; adopté - (p. 247) : son amendement n° 24 : 1° suppression de la possibilité de suspension des dirigeants et aménagement des modalités de révocation pour juste

motif ; adopté ; 2° exclusion des membres élus par les salariés des délibérations et votes concernant le directeur général unique ou les membres du directoire ; adopté - Cas des petites caisses - Son amendement n° 25 : possibilité de recours devant le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance en cas de conflit entre le directoire ou le directeur général unique et le conseil d'orientation et de contrôle ; adopté - (p. 248) : démocratisation du secteur public évoquée par M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat - **Avant l'art. 11** (p. 249) : son amendement n° 26 : composition du directoire ; cas d'un directeur général unique ; adopté - **Art. 11 :** son amendement n° 27 : limitation du rôle du directoire en fonction des pouvoirs du conseil d'orientation et de contrôle ; adopté - Réglementation de la Communauté européenne - Accepte l'amendement n° 73 de M. Paul Robert (limitations statutaires aux pouvoirs du directoire non opposables aux tiers de bonne foi) - **Art. 12** (p. 250) : son amendement n° 28 : nouvelle rédaction de cet article, renvoyant à des décrets en Conseil d'Etat la fixation des conditions d'application du titre II ; allongement du délai de mise à jour des statuts des caisses ; adopté - **Art. 8** (*suite*) (p. 252) : adoption de son amendement n° 14, précédemment réservé, de suppression de cet article pour coordination - S'oppose à l'amendement n° 76, précédemment réservé, de M. Louis Perrein (mode de scrutin des conseils consultatifs) - **Art. 13 :** son amendement rédactionnel n° 29 : statut du personnel des caisses d'épargne et de prévoyance ; retiré - (p. 253) : sur le problème de ce statut, s'oppose aux amendements n° 48 de M. Pierre Gamboa et n° 83 de M. Louis Perrein - **Art. 14** (p. 255) : son amendement n° 30 : désignation des représentants des personnels à la commission paritaire nationale ; formation spécifique de la commission pour les accords catégoriels ; adopté - Elections professionnelles et consultation nationale - (p. 256) : se déclare défavorable à l'amendement n° 84 de M. Louis Perrein (composition de la commission paritaire nationale portée de 20 à 24 membres) - **Art. 15** (p. 257) : s'oppose aux amendements rédactionnels n° 49 de M. Pierre Gamboa et n° 85 de M. Louis Perrein - Son amendement n° 31 : possibilité de renégociation quinquennale des accords professionnels conclus par la commission paritaire nationale ; réservé jusqu'après l'article 16 - **Art. 16** (p. 258) : son amendement n° 32 : extension des domaines de renégociation avant le 30 juin 1985 des accords professionnels : avancement, discipline, rémunération ; possibilité d'arbitrage ; adopté - Sur son amendement n° 32, accepte le sous-amendement n° 86 de M. Louis Perrein (procédure de conciliation préalable au recours à l'arbitrage ; conditions d'entrée en vigueur des nouveaux accords) - **Art. 17** (p. 260) : intervient sur cet article relatif à l'abrogation des clauses dérogatoires au statut du personnel, sauf demande de prorogation émanant de l'une des parties et recueillant l'avis favorable de la commission paritaire nationale - En demande l'adoption sans modification - S'oppose aux amendements n° 51 de M. Pierre Gamboa et n° 87 de M. Louis Perrein, tendant au maintien en vigueur des clauses dérogatoires au statut du personnel, sauf intervention de l'une des parties devant la commission paritaire nationale - (p. 261) : révision du statut - Concertation - (p. 262) : s'oppose à l'amendement n° 93 de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat (abrogation des clauses dérogatoires au statut du personnel, sauf avis favorable de la commission paritaire nationale, après la conclusion des accords visés à l'article 16 et au plus tard le 1er juillet 1985) - **Après l'art. 17 :** son amendement n° 33 : renvoi à des décrets en Conseil d'Etat pour la fixation des modalités d'application du titre III, relatif à l'organisation des relations de travail dans le réseau des caisses d'épargne et de prévoyance ; adopté - **Art. 18 B** (p. 263) : son amendement n° 34 : sanctions applicables aux membres du directoire ou au directeur général unique ; adopté - **Art. 18 C :** son amendement n° 35 : sanctions applicables en cas de non respect par le directeur général unique ou par les membres du directoire de leurs obligations à l'égard du conseil d'orientation et de contrôle ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 52 de M. Pierre Gamboa (bilan social) - **Art. 19** (p. 264) : son amendement n° 36 : renvoi à un décret en Conseil d'Etat pour la mise en harmonie du code des caisses d'épargne avec les dispositions de la présente loi ; adopté - **Après l'art. 19 :** se déclare favorable à l'amendement n° 39 de M. Roger Lise (possibilité d'adaptation du texte en examen aux départements d'outre mer, et extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte par des lois particulières) -(p. 265) : au nom de M. Daniel Millaud, adresse des remerciements à M. Robert Laucournet, président de séance, et aux membres du Sénat pour leur message de solidarité à l'égard des populations de la Polynésie française éprouvées par un nouveau cyclone.

Deuxième lecture [n° **267 (82-83)**] - (24 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1051, 1052) : coopération entre les deux assemblées - Conseils d'administration des caisses - Structures du réseau actuel - Position du directoire au regard de la législation du travail - Relations du travail - Rôle des organisations syndicales représentatives - Souci du Sénat d'arriver à un accord avec l'Assemblée nationale - Hommage à M. *René Tomasini* pour ses travaux sur le projet - Objectifs du projet : mise en place d'un réseau structuré appuyé sur des échelons régionaux ; modernisation et démocratisation des structures de décision au sein des caisses ; adaptation et assouplissement du cadre des relations du travail - **Art. 3** (p. 1054) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Pierre Gamboa (représentation des organisations syndicales représentatives) -Son amendement n° 48 : règles de composition et de fonctionnement des conseils de surveillance définies par décret en Conseil d'Etat ; adopté - (p. 1055) : accepte l'amendement de coordination n° 27 de M. Pierre Gamboa - Son amendement n° 1 : rôles des sociétés régionales de financement ; adopté - (p. 1056) : accepte l'amendement rédactionnel n° 42 de M. Roger Boileau, soutenu par M. Paul Pillet et, sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 50 de M. Jacques Descours Desacres (tâches assumées à la demande du Centre national par les sociétés régionales de financement) - Son amendement rédactionnel n° 52 ; adopté - **Art. 4** (p. 1057) : son amendement n° 2 : création et gestion possible par le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance de tout organisme utile au développement des activités du réseau ; adopté - (p. 1060) : accepte l'amendement n° 40 de M. Louis Souvet (composition et fonctionnement de l'assemblée générale et du directoire du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance déterminés par décret) - Son amendement rédactionnel n° 54 ; adopté - **Après l'art. 4 :** son amendement n° 49 : fonds de réserve et de garantie ; adopté - **Art. 8** (p. 1061) : son amendement n° 5 : conditions d'âge pour être électeur au conseil consultatif ; adopté - (p. 1062) : son amendement n° 6 : conditions d'éligibilité au conseil consultatif ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 30 de M. Pierre Gamboa (fixation d'un quota pour l'élection au conseil consultatif) - (p. 1063) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 55 de M. Etienne Dailly (fixation d'un quota pour le tirage au sort des électeurs au conseil consultatif) - Son amendement rédactionnel n° 56 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 29 de M. Pierre Gamboa (conditions d'éligibilité au conseil consultatif) - **Art. 9** (p. 1064) : son amendement n° 7 : élection des représentants des élus locaux au conseil d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne ; adopté - Son amendement n° 8 : participation de membres représentant des déposants au conseil d'orientation et de surveillance ; adopté - Son amendement n° 9 : suppression du maintien des anciens membres des conseils d'administration dans les nouveaux conseils d'orientation et de surveillance ; adopté - Son amendement n° 10 : création de postes de censeur ; adopté - (p. 1067) : son amendement n° 11 : répartition des sièges au sein du conseil d'orientation et de surveillance ; adopté après modification par le sous-amendement n° 35 de M. Philippe de Bourgoing, soutenu par M. Jacques Descours Desacres (différence de répartition des sièges entre les caisses de plus ou de moins de 50 salariés) - **Rappel au règlement** (p. 1068) : report au lendemain de la suite du débat demandé par M. *Etienne Dailly* - **Après l'art. 9 :** son amendement n° 12 : mode d'élection au conseil

d'orientation et de surveillance des membres des caisses de moins de 20 salariés ; adopté - **Art. 10** (p. 1069) : son amendement n° 13 : principe de la collégialité du contrôle ; adopté - Accepte l'amendement n° 34 de M. Philippe de Bourgoing, soutenu par M. Jacques Descours Desacres (pouvoirs du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance en cas de conflit) - Son amendement n° 14 : examen du bilan social réservé aux seules caisses comptant plus de 300 salariés ; retiré - (p. 1070) : son amendement rédactionnel n° 15 ; adopté - Son amendement n° 16 : 1° membres élus parmi les salariés ne participant pas aux délibérations et votes concernant le directeur général unique ou les membres du directoire ; 2° Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance compétent en matière de conciliation et d'arbitrage ; adopté - **Art. 7** *(suite)* (p. 1071) : accepte l'amendement n° 36 de MM. Raymond Soucaret et Guy Besse (cumul du mandat des membres des présidents des directoires et des directeurs généraux uniques avec un contrat de travail) et, sur cet amendement, le sous-amendement n° 57 de M. Jacques Descours Desacres (cas des membres du directoire et des directeurs uniques n'étant pas préalablement liés par un contrat) - (25 mai 1983) - Rapporteur - **Art. 14** (p. 1075) : son amendement n° 17 : composition et mode d'élection de la commission paritaire nationale ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 32 de M. Pierre Gamboa (représentation du personnel à la commission paritaire nationale), et aux amendements de M. Louis Souvet, soutenus par M. Jean-François Le Grand, n° 37 (vote par collèges), et n° 38 (négociation menée paritairement avec les collèges intéressés, en cas d'accords catégoriels) - (p. 1076) : son amendement n° 18 : désignation des représentants des employeurs par la direction du Centre national des caisses d'épargne ; adopté - Son amendement n° 19 : possiblilité pour la commission d'adopter une formation spécifique pour les accords catégoriels ; adopté - **Art. 15** (p. 1077) : son amendement n° 20 : modalités des conclusions des accords par la commission et arbitrage possible en cas de désaccord persistant ; réservé jusqu'à l'adoption de l'article 16 - **Art. 16 :** son amendement rédactionnel n° 21 ; adopté - (p. 1078) : son amendement n° 22 : 1° classification des emplois, des grades et des établissements, 2° modes de rémunération ; adopté - (p. 1079) : son amendement n° 23 : suppression du dernier alinéa de cet article relatif aux nouveaux accords conclus au sein de la commission paritaire nationale ; adopté - **Art. 15** *(suite)* (p. 1080) : son amendement n° 20, précédemment réservé ; adopté - **Art. 18 C :** Son amendement n° 24 : extension des sanctions prévues aux personnes responsables de l'établissement du procès-verbal des délibérations du conseil d'orientation et de surveillance ; rejeté - **Après l'art. 18 C** (p. 1081) : son amendement n° 25 : dévolution des biens des groupements associatifs de caisses d'épargne aux personnes morales créées en application de la loi ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 47 de M. Louis Perrein (remplacer les mots : « autorisés à payer » par les mots « tenus d'opérer »).

– **Questions orales avec débat jointes : politique agricole** - (10 juin 1983) - (p. 1555) : groupe sénatorial de l'élevage - Accord conclu à Bruxelles le 17 mai 1983 : manque à gagner pour les éleveurs en raison de la revalorisation tardive des prix du lait et de la viande - Offices d'intervention - Déviation de la pratique de l'intervention permanente sur les marchés des viandes - Politique agricole commune (PAC) : recours systématique aux montants compensatoires monétaires (MCM) ; préférence communautaire ; barrières sanitaires abusives - Prix communautaires, inflation et revenu agricole - (p. 1556) : incidence des calamités naturelles - Cours du dollar et importations d'aliments nécessaires à la production animale - Montant des cotisations sociales - Inquiétude des éleveurs - Prime au maintien du troupeau allaitant ; indemnité spéciale de montagne (ISM) - Calcul de l'impôt et incidence de l'inflation sur l'évaluation des stocks d'animaux - Incorporation des aides publiques au revenu imposable ; dotation d'installation aux jeunes agriculteurs - Conditions d'application de la loi de 1966 sur l'élevage ; centres de production de semences et centres d'insémination - Travail du groupe de l'élevage du Sénat - Importance de l'élevage et place de l'agriculture dans l'économie française - Préparation du 9e Plan - (p. 1580) : souhait de réponses écrites complémentaires sur certains points - Lutte contre l'inflation, évoquée par M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture, et rappel de l'augmentation du coût des produits intermédiaires et des charges collectives et sociales - (p. 1581) : commerce international - GATT - Productions agro-alimentaires - Au nom du groupe sénatorial de l'élevage, remerciements au ministre.

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **370 (82-83)**] - (16 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1715) : concertation entre les rapporteurs des deux assemblées - Objectifs de cette réforme : structuration du réseau ; modernisation de l'organisation de la décision dans les caisses ; adaptation des relations professionnelles - Mise en place du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance (CENCEP) - Caisse des dépôts et consignations - Sociétés régionales de financement (SOREFI) - Organisation des caisses d'épargne - Statut de salarié du président du directoire et du directeur général unique - Age des déposants, électeurs et éligibles - Droits des ressortissants des Etats de la Communauté européenne - (p. 1716) : composition et attributions du conseil d'orientation et de surveillance - Composition de la commission paritaire nationale - Bicaméralisme.

– **Questions orales avec débat jointes : problèmes de l'audiovisuel et de la presse** - (17 juin 1983) - (p. 1775, 1776) : déploiement audiovisuel proposé par le Gouvernement autour de trois axes : quatrième chaîne, lancement d'un satellite de télédiffusion et développement des réseaux câblés - Inquiétude concernant les décisions d'investissement prises et les conditions financières de fonctionnement des futurs réseaux - Absence de débat sur des sujets essentiels pour les libertés publiques - Instruction du dossier de la quatrième chaîne confiée à une société de droit privé - Déséquilibre industriel, institutionnel et financier des projets - Interrogation sur la possibilité pour la France d'assurer le financement de l'ensemble de ces projets - Prise en charge par l'Etat et les collectivités publiques de la totalité des responsabilités d'exploitation des réseaux - Monopole « malmené » avec la loi du 29 juillet 1982 - Epuisement des financements traditionnels - Lien étroit entre la société française de production (SFP) et les chaînes de télévision et réduction de l'activité des sociétés privées - (p. 1777) : anémie créative des sociétés de télévision et importance des achats à l'étranger - Lancement d'expériences de publicité régionale sur FR3 constituant une menace grave pour les grands quotidiens régionaux - Danger d'une diminution du marché des lecteurs de la presse écrite - Projets démesurés se situant dans un contexte défavorable - Faible durée quotidienne d'écoute en France par rapport aux Etats-Unis - Habitude du public de la télévision exluant un mouvement d'intérêt rapide pour les nouveaux médias - Conception de la future programmation ne tenant nullement compte des expériences acquises à l'étranger - Faiblesse des possibilités de la télévision de service - Inter-activité et souhait de la direction générale des télécommunications de multiplier les usages potentiels des câbles qu'elle a l'intention d'installer - Expérience de Biarritz - Nécessité de défendre notre identité culturelle - (p. 1778) : inquiétude quant à la rationalité financière des choix affichés en matière de nouveaux réseaux - Concurrence des nouveaux médias entre eux au bénéfice du magnétoscope - Coût important de fonctionnement des nouveaux médias sans que soient assurées les sources de financement correspondantes - Danger de miser sur une extension du financement publicitaire - Estimation du coût de revient pour un ménage pour l'utilisation de la totalité des services de l'audiovisuel public - Politique hasardeuse risquant d'aller à l'encontre des efforts de décentralisation et de télévision régionale - Menaces sur les ressources publicitaires indispensables à la presse - (p. 1779) : avenir de l'audiovisuel français - Mauvaise gestion et mauvais contrôle des sociétés de télévision signalés lors de l'examen du budget le 2 décembre

1982 - Sociétés de télévision trop souvent confortées dans l'idée que la télévision de service public existait plus pour ceux qui en vivent que pour ceux qui la regardent - Loi du 29 juillet 1982 accentuant les dérèglements et les pesanteurs du système - Nécessité d'une réduction des structures du service public audiovisuel - Coût élevé de fonctionnement de la société de commercialisation des produits audiovisuels à l'étranger - Coût important de la future convention collective nationale unique - Premier bilan s'avérant indispensable et transmission à cet effet d'une série de questions au cabinet du secrétaire d'Etat - Interrogation sur les différences de traitement observées dans l'attribution des fréquences aux radios locales - Inquiétude quant à l'esprit partisan qui semble gagner certaines rédactions - Souhait que soit confortée l'institution de la Haute Autorité - Interrogation sur les pouvoirs du Conseil national de la communication audiovisuelle qui a succédé au Haut comité de l'audiovisuel - (p. 1780) : problème de l'élargissement des attributions actuelles de la Haute Autoritéet des compétences qu'elle doit acquérir dans le cadre de l'extension des médias audiovisuels - Exercice par le Sénat, par l'intermédiaire de ses commissaires, de ses pouvoirs et de ses devoirs de contrôle au nom de la Nation - (p. 1783) : accord avec les objectifs et désaccord sur les méthodes - Partage les critiques du secrétaire d'Etat exprimées le 23 avril quant au bilan, confirmé par la publication des chiffres du Centre d'étude des supports de publicité (CESP) - Mise en cause de la façon dont l'information est délivrée par le service public et interrogation sur sa crédibilité.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Après l'art. 18** (p. 3199) : se déclare favorable à l'amendement n° 104 de M. Michel Miroudot (absence de prise en compte, dans les bases d'imposition pour le calcul de l'impôt sur les grandes fortunes, des monuments historiques ouverts régulièrement au public) - Dépôt d'une proposition de loi visant à exonérer totalement de l'impôt sur les grandes fortunes les monuments historiques inscrits classés, ouverts au public - Exonérations accordées dans les pays de la communauté - Projets de conventions entre les propriétaires d'une part, l'Etat et les collectivités territoriales d'autre part.

Deuxième partie :

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3582) : groupe sénatorial de l'élevage - Productions animales - Prix de la viande bovine - Vaches de réforme - Importation de viande fraîche - Dégradation des échanges dans le domaine des productions animales - Sommet d'Athènes - Système de « *claw back* » - (p. 3583) : politique agricole commune (PAC) - Aménagement du territoire - Exploitations d'élevage de dimensions moyennes - Lutte contre les épizooties - Prime au maintien du troupeau allaitant - Crédit agricole - Taux d'augmentation des cotisations sociales agricoles.

Urbanisme et logement - (5 décembre 1983) - (p. 3744) : budget de rigueur - Situation préoccupante de l'industrie du bâtiment - Faillites et nombreuses suppressions d'emplois - Conséquences de la loi Quilliot - Situation financière des investisseurs sociaux - Réforme des prêts d'accession à la propriété (PAP) - Prêts locatifs aidés (PLA) - Prêts conventionnés - Dotation pour le fonds spécial de grands travaux - (p. 3745) : découragement des investisseurs privés - Interrogation sur la politique du Gouvernement pour l'habitat et la construction.

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - (p. 3848) : inadaptation de la dotation globale d'équipement (DGE) aux obligations de voirie des communes rurales - Exemple du département de l'Allier - Proposition de modification de la DGE et des critères de répartition.

Communication audiovisuelle - (8 décembre 1983) - Rapporteur spécial - (p. 3912) : augmentation de ce budget au cours des dernières années - Création de la Haute Autorité - Problème de l'information télévisée : règle non écrite des trois tiers ; information régionale ; ostracisme à l'égard du Sénat - Ponction de l'Etat sur la redevance - (p. 3913) : ressources publicitaires ; conséquences pour la presse écrite ; publicité clandestine - Anomalies de gestion du service public de l'audiovisuel : enquêtes ; rapports de l'inspection générale des finances et de la Cour des comptes ; coût des émissions ; frais de fonctionnement ; extension du nombre des sociétés - Accroissement des ressources et insuffisance de la création - Problème de la survie du service public dans ces conditions - (p. 3914) : nouvelles techniques audiovisuelles : dotations en capital inscrites au budget de l'Etat ; public potentiel ; contrôle de l'Etat ou développement hors du service public - Décision de la commission des finances de refuser le vote du taux de la redevance - (p. 3924) : transparence nécessaire des comptes des sociétés de radio et de télévision ; souhait de la réalisation d'audits comptables - (p. 3926) : réponse à la mise en cause par M. Georges Fillioud des qualificatifs employés dans son rapport écrit - Exemple tiré du rapport de l'inspection générale des finances - (p. 3928) : faits précis cités dans son rapport écrit et dénoncés par les corps d'inspection et de contrôle : sous-emploi des studios de la Société française de production (SFP) ; doubles emplois dans les bureaux des chaînes à l'étranger ; accord de travail des personnels ; heures supplémentaires - Problème du mode de désignation de la Haute Autorité - (p. 3929) : augmentation des budgets au cours des dernières années - Décentralisation - Effectifs du service public - Contrôle du Parlement - Insuffisance des moyens consacrés à la création - Exonérations et réductions de redevances - Publicité - Qualité des programmes - Budget du département de l'Allier évoqué par M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat ; responsabilité devant les électeurs - **Après l'art. 105 bis** (p. 3932) : son amendement n° 180 : rappel du plafonnement de la proportion des ressources du service public de la radiodiffusion et de la télévision provenant de la publicité de marques et de la publicité collective ; adopté - Son amendement n° 181 : précision sur les missions de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle et notamment sur ses pouvoirs en matière d'autorisation des nouveaux médias ; adopté.

Services du Premier ministre - I - Services généraux : Information - (8 décembre 1983) - Rapporteur spécial - (p. 3933) : relations entre l'audiovisuel et la presse écrite - (p. 3934) : indépendance des organes de presse à l'égard des pouvoirs politiques, forme moderne de la séparation des pouvoirs - Rôle de l'Etat pour assurer la liberté et le pluralisme de la presse - Fonds d'aide aux quotidiens à faible capacité publicitaire - Problème de la nationalisation du crédit et de la répartition des ordres publicitaires des entreprises nationalisées - Modernisation et équipement des entreprises de presse - Agence France Presse (AFP) - Projet de loi sur la presse écrite déposé à l'Assemblée nationale - Causes profondes des mouvements de concentration : cas de la reprise de titres en difficulté - Proposition de loi déposée au Sénat tendant à garantir la liberté de la presse - Création d'une commission spéciale pour l'étude du projet gouvernemental - Décision de la majorité de la commission des finances de rejeter ce budget - (p. 3938) : mise en cause par le secrétaire d'Etat de la proposition de loi sénatoriale sur la liberté de la presse - Droit d'initiative parlementaire - Absence de concertation préalable au dépôt du projet de loi gouvernemental - Commission spéciale sur la liberté de la presse - Raisons conduisant au refus de ce budget - Plafonnement des ressources publicitaires à la télévision.

COLIN (Jean), sénateur de l'Essonne (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis élu vice-président.

– Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Est réélu juge titulaire de la Haute Cour de justice (26 octobre 1983) (p. 2475).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises (22 juin 1983) (p. 1830).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale (5 juillet 1983) (p. 2190).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905 (6 juillet 1983) (p. 2205).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1984 (16 décembre 1983) (p. 4314).

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la structure et le montant de la dette publique de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements, ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques dans l'évolution de la dette extérieure depuis 1981 (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à punir la falsification des élections [n° **283 (82-83)**] (29 avril 1983) - **Elections et référendums.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires économiques, en remplacement de M. René Jager, sur le projet de loi [n° **410 (82-83)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905 [n° **483 (82-83)**] (5 juillet 1983) - **Consommation.**

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905 [n° **485 (82-83)**] (6 juillet 1983) - **Consommation.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° **57 (83-84)**] de M. Philippe de Bourgoing et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête chargée d'évaluer la structure et le montant de la **dette extérieure** de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements, ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques, dans l'évolution de la dette extérieure depuis 1981 [n° **60 (83-84)**] (17 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **328** (*JO* Débats 3 avril 1983) (p. 22) à M. le ministre de l'économie : **commerce extérieur** (assouplissement du financement des déplacements professionnels) - Réponse de Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat à la consommation (31 mai 1983) (p. 1233).

n° **335** (*JO* Débats 7 avril 1983) (p. 94) à M. le ministre de l'économie : **conseils et conseillers généraux** (aide financière au nouveau conseil général de l'Essonne) - Réponse de Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat à la consommation (31 mai 1983) (p. 1233, 1234).

n° **336** (*JO* Débats 7 avril 1983) (p. 94) à M. le ministre chargé des relations avec le Parlement : **Parlement** (réponses aux questions orales avec débat) - Réponse de M. François Autain, secrétaire d'Etat à la défense (31 mai 1983) (p. 1231 et suivantes).

n° **339** (*JO* Débats 8 avril 1983) (p. 146) à M. le ministre de l'agriculture : **mutualité sociale agricole** (progressions des cotisations de la mutualité agricole) - Réponse de M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture (10 juin 1983) (p. 1547, 1548).

n° **340** (*JO* Débats 8 avril 1983) (p. 146) à M. le ministre des affaires sociales : **infirmiers et infirmières** (rétributions des heures de nuit des infirmiers).

n° **362** (*JO* Débats 27 avril 1983) (p. 495) à M. le ministre de la défense : **armée** (suppression d'écoles de troupe) - Réponse de M. François Autain, secrétaire d'Etat à la défense (31 mai 1983) (p. 1231).

n° **407** (*JO* Débats 21 juillet 1983) (p. 1023) à M. le ministre de l'éducation nationale : **enseignement technique et professionnel** (insuffisance des places dans les LEP, notamment en région parisienne) - Réponse de M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat à l'éducation nationale (18 novembre 1983) (p. 3053).

Questions orales avec débat :

n° **30** (6 avril 1983) (p. 93) à M. le Premier ministre : **services secrets** (bilan des réformes de structure des services de contre-espionnage) - Retirée le 5 octobre 1983 (p. 2266).

n° **83** (3 octobre 1983) (p. 2248) à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation : **élections sociales** (difficultés d'organisation des élections à la sécurité sociale).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles [n° **190 (82-83)**] - (18 mai 1983) - **Avant l'art. 1** (p. 905) ; son amendement n° 104, déposé avec M. Marcel Daunay, qui le soutient : application de la loi dans le cadre des plans d'utilisation de l'eau et d'aménagement des cours d'eau dans chaque département, par les conseils généraux ; rejeté - **Art. 4 :** *Art. 407 du code rural* (p. 913) : sur l'amendement n° 20 de M. Michel Chauty, rapporteur (autorisation préalable pour effectuer les travaux de nature à détruire les frayères), soutient le sous-amendement n° 108 de M. Marcel Daunay (absence d'autorisation préalable pour les travaux courants de curage obligatoires).

Suite de la discussion - (26 mai 1983) - **Art. 4** (*suite*) : *Après l'art. 417 du code rural* (p. 1124) : son amendement n° 112, déposé avec M. Marcel Daunay, qui le soutient : redevances à l'agence financière de bassin ; rejeté - *Art. 422* (p. 1126) : son amendement n° 9, soutenu par M. Marcel Daunay : suppression de cet article relatif aux obligations de protection du patrimoine piscicole du propriétaire d'un droit de pêche ; rejeté - *Art. 423 (suite)* (p. 1133) : soutient l'amendement n° 114 de M. Marcel Daunay (suppression de cet article relatif à l'obligation de gestion des ressources piscicoles) - Se déclare défavorable à l'amendement n° 41 de M. Michel Chauty, rapporteur (exercice du droit de pêche par le propriétaire et obligation de gestion des ressources piscicoles) - *Art. 426* (p. 1135) : intervient sur l'amendement n° 44 de M. Michel Chauty, rapporteur (réparation du dommage causé à un propriétaire riverain par une association ou une fédération exerçant gratuitement un droit de pêche) - Servitude découlant du texte - Droit de passage - Convention - *Art. 429* (p. 1160) : son amendement n° 116, déposé avec M. Marcel Daunay :

suppression de cet article relatif à l'espace libre et au droit de passage auxquels sont tenus les propriétaires riverains ; rejeté - Droit d'usage - Indemnisation - (p. 1161) : son amendement n° 117 déposé avec M. Marcel Daunay : réparation des dommages causés lors de l'exercice du droit de passage ; retiré - (p. 1162, 1163) : cours d'eau rayés de la nomenclature des voies navigables - *Art. 431* (p. 1166) : son amendement n° 124, déposé avec M. Marcel Daunay : enclos piscicoles ; retiré - Son amendement n° 10 : renouvellement d'autorisation ou de concession ; retiré au profit de l'amendement n° 123 de MM. Jacques Mossion et Maurice Prévoteau (renouvellement d'autorisation ou de concession d'enclos piscicoles).

– **Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public** [n° **282 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (7 juin 1983) - **Art. 1 et annexe I** (p. 1406) : son amendement n° 140 : cas des filiales des entreprises publiques : relèvement du seuil d'effectifs pour l'application du projet ; retiré au profit de l'amendement n° 7 de M. Jean Chérioux, rapporteur (exclusion du champ d'application du texte en discussion de ces filiales) - **Art. 4** *ter* (p. 1410) : son amendement n° 138, identique à l'amendement n° 12 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression de cet article relatif aux conditions d'entrée dans le secteur public ; adopté - Attente de la loi dite de respiration - **Après l'art. 4** *ter* (p. 1411) : son amendement n° 142 : libre choix par les entreprises entre les structures prévues aux articles 89 et suivants de la loi du 24 juillet 1966 et celles prévues aux articles 118 et suivants ; retiré - **Art. 5** (p. 1415) : son amendement rédactionnel n° 143 ; devenu sans objet - Son amendement n° 144 : double possibilité de structure : conseil d'administration ou conseil de surveillance ; devenu sans objet - Son amendement de coordination n° 145 ; devenu sans objet - **Art. 6** *sexies* (p. 1420) : soutient l'amendement n° 147 de M. Pierre Lacour (suppression de cet article relatif à la fixation par le conseil des conditions d'accès de ses membres dans les établissements de l'entreprise) - **Art. 8** (p. 1423) : soutient l'amendement n° 148 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (possibilité de remboursement par l'entreprise des frais exposés pour l'exercice du mandat des membres des conseils désignés comme personnalités qualifiées).

Suite de la discussion - (8 juin 1983) - **Art. 13** (p. 1464) : soutient l'amendement n° 149 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, identique à l'amendement n° 79 de M. Jean Béranger (mode d'élection au conseil de surveillance) - **Art. 14** (p. 1465) : soutient l'amendement n° 155 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (suppression de la procédure de parrainage des listes et de l'obligation de présentation d'un programme d'orientation) - **Art. 29** (p. 1478) : sur le rôle des personnels d'encadrement dans les conseils d'atelier ou de bureau, soutient son amendement n° 151 et les amendements n° 150 et 152 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard - **Art. 30** (p. 1480) : son amendement n° 153, identique à l'amendement n° 84 de M. Jean Béranger : suppression de l'alinéa relatif aux organisations syndicales non signataires d'un accord ; devenu sans objet - **Art. 33** (p. 1482) : son amendement n° 154, identique à l'amendement n° 62 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression de cet article relatif à la représentation du comité d'entreprise au sein du conseil de surveillance ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1491) : groupe de l'UCDP favorable à l'adoption de ce projet - Important travail de la commission spéciale - (p. 1492) : limitation du champ d'application de cette loi - Souci d'éviter une nationalisation « rampante » - Rôle privilégié accordé au personnel d'encadrement - Suppression des conseils d'atelier et de bureau - Risque d'agitation dans les entreprises du secteur public.

– **Conclusions du rapport de M. Pierre Salvi,** fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** [n° 203 (82-83)] déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à réprimer la falsification des procès-verbaux des opérations électorales et sur la proposition de loi** [n° 283 (82-83)] **de M. Jean Colin, tendant à punir la falsification des élections** [n° **380 (82-83)**] - (15 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1660) : démocratie en péril - Importance de la fraude lors des élections municipales de mars 1983 - Mépris du suffrage universel - Falsification de procès-verbaux - Trucage des chiffres de totalisation - Condamnation de la fraude électorale par le Sénat - Sanction des agissements frauduleux - Action des tribunaux administratifs - Désaveu des juges par le Gouvernement - Intervention dans la marche de la justice et atteinte au principe de la séparation des pouvoirs - Dégradation de l'autorité de l'Etat - Maintien à la tête des mairies de pseudo-élus à la suite de trucages, pendant toute la durée de la procédure d'appel - Moralisation des élections futures.

– **Question au Gouvernement : sanctions contre des responsables de police** - (16 juin 1983) - (p. 1701, 1702) : responsabilités du Gouvernement dans le malaise des policiers - Révocation de M. Halbwax, secrétaire général du syndicat indépendant de la police nationale - Meeting de la Mutualité.

– **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle** [n° 400 **(82-83)**] - (23 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1946) : importance de l'entreprise dans le développement économique - Alourdissement des charges des entreprises depuis 1981 ; salaires ; charges sociales ; lois Auroux ; mesures fiscales - Baisse de compétitivité - (p. 1947) : progression du nombre des règlements judiciaires et des liquidations de biens - Statistiques de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) publiées dans le journal *Le Monde* du 23 juin 1983 - Limitation aux entreprises industrielles nouvelles de la possibilité d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe professionnelle - Demande de révision du mode de règlement de l'impôt sur les sociétés sur le premier exercice bénéficiaire - Poids des mesures envisagées sur les collectivités locales et risque de transfert sur la taxe d'habitation ; demande de prise en charge par l'Etat - Taxe pour frais des chambres de commerce et d'industrie et taxe pour frais des chambres de métiers ; organismes consulaires - Création du compte pour le développement industriel (CODEVI) ; risque de concurrence avec le livret A et le livret B ; pénalisation éventuelle des investissements des collectivités locales - **Art. 3** (p. 1953) : soutient l'amendement n° 8 de M. Jacques Mossion (délibération des organismes consulaires pour chaque établissement des entreprises concernées).

– **Projet de loi interdisant certains appareils de jeux** - *Deuxième lecture* [n° **427 (82-83)**] - (27 juin 1983) - **Art. 1** (p. 2008) : intervient sur la rédaction de l'alinéa relatif au principe général de prohibition des appareils fondés sur le hasard - Son amendement n° 5 : précision relative aux appareils de jeux permettant un gain en espèces ou en nature ; adopté.

– **Projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905** - *Deuxième lecture* [n° **410 (82-83)**] - (6 juillet 1983) - Rapporteur, en remplacement de M. René Jager - **Discussion générale** (p. 2193) : sécurité des consommateurs - Risque de paralysie de l'appareil de production - Commercialisation de nouveaux produits - Composition de la commission de la sécurité des consommateurs - **Art. 1** : son amendement n° 9 : nouvelle rédaction de cet article relatif à l'obligation générale de sécurité ; adopté - **Art. 2** (p. 2195) : son amendement n° 10 : distinction entre le retrait du marché des produits non conformes et leur destruction ; adopté - **Art. 3** : son amendement n° 11 : en cas de danger grave, arrêté conjoint pris par le ministre chargé de la consommation et le ou les ministres intéressés ; adopté - (p. 2196) : ses amendements de coordination n° 12 et n° 13 ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 4 de MM. Pierre Noé et Robert Laucournet (suppression de l'alinéa relatif aux conditions d'hygiène et de salubrité déterminées par décret en Conseil d'Etat) - Son amendement n° 14 : délai de consultation des professionnels ; retiré - Accepte l'amendement n° 5 de MM. Pierre Noé et Robert Laucournet (consultation des professionnels limitée au seul cas de décision de suspension) - (p. 2197) : accepte

l'amendement n° 19 de Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat (consultation par le ministre intéressé des associations nationales de consommateurs) - Son amendement rédactionnel n° 15 ; adopté - **Art. 6** : son amendement n° 16 : délai de transmission du dossier de contrôle au ministre intéressé ; mesures d'urgence prises par le représentant de l'Etat dans le département ; adopté - **Art. 8** (p. 2198) : accepte l'amendement n° 1 de M. Bernard Lemarié, soutenu par M. Pierre Lacour (procédure d'urgence) - **Art. 12** (p. 2199) : son amendement n° 17 : composition de la commission de la sécurité des consommateurs ; adopté - (p. 2201) : s'oppose à l'amendement n° 20 de Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat (composition de la commission de la sécurité des consommateurs) et à l'amendement n° 8 de M. Raymond Dumont (présence de représentants des syndicats représentatifs de salariés au sein de la commission de la sécurité des consommateurs) - **Art. 15** (p. 2203) : son amendement n° 18 : surveillance des marchandises lors de la première mise sur le marché ; adopté - Accepte l'amendement n° 7 de MM. Pierre Noé et Robert Laucournet (surveillance des marchandises lors de la première mise sur le marché).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **485 (82-83)**] - (7 juillet 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2231, 2232) : succès des travaux de la commission mixte paritaire - Définition du champ d'application du projet de loi - Compétence des ministères de tutelle - Composition de la commission de la sécurité des consommateurs - Obligations imposées aux producteurs lors de la première mise sur le marché d'un produit.

– Question au Gouvernement ; élections aux conseils d'administration des caisses de la sécurité sociale - (13 octobre 1983) - (p. 2296) : erreurs dans l'établissement des listes - Difficultés des maires - Demande de report des élections par M. *Alain Poher*, président du Sénat et président de l'Union des maires de France.

– Projet de loi sur la vente des logements appartenant à des organismes d'habitations à loyer modéré - *Deuxième lecture* [n° **416 (82-83)**] - (20 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2365) : vote de ce texte par le groupe UCDP en première lecture - Modifications secondaires apportées par l'Assemblée nationale - Texte renforçant les possibilités d'accession à la propriété : « logement social d'occasion » - Problème de l'utilisation des fonds provenant de la vente d'habitations à loyer modéré - Vieillissement du patrimoine de nombreux organismes HLM - Urgente nécessité de travaux de rénovation - Favorable à la thèse de M. Denvers demandant que deux tiers du produit des ventes retournent au secteur HLM.

– Question au Gouvernement : dégrèvements fiscaux en faveur d'une personnalité politique - (10 novembre 1983) - (p. 2819) : remise d'impôt à une personne politique proche du parti communiste - Réaction unanime de la presse - Fraudes fiscales succédant aux fraudes électorales - Réaction des syndicats de fonctionnaires des services fiscaux.

– Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier [n° **9 (83-84)**] - **Suite de la discussion** - (18 novembre 1983) - **Art. 10** (p. 3043) : soutient l'amendement n° 45 de M. Claude Huriet (institution dans chaque établissement d'hospitalisation public d'une commission médicale consultative, d'un comité technique paritaire et d'une commission consultative du personnel soignant non médical) - (p. 3044) : sur l'amendement n° 23 de M. Jean Chérioux, rapporteur (maintien de l'obligation faite à la commission médicale consultative d'établir un rapport sur l'évaluation des soins), soutient le sous-amendement n° 44 de M. Claude Huriet (préservation du secret médical) (p. 3060) : sur l'amendement n° 24 de M. Jean Chérioux, rapporteur (consultation obligatoire du comité technique paritaire sur l'organisation et le fonctionnement des services) soutient le sous-amendement n° 43 de M. Claude Huriet (consultation obligatoire du comité technique paritaire sur l'organisation du fonctionnement des services) - **Après l'art. 13** (p. 3063) : soutient les amendements de M. Claude Huriet, n° 47 (création d'un délai de transition pour l'application des dispositions de la présente loi) et n° 48 (article additionnel visant à créer un contrôle parlementaire sur l'évolution de la santé publique et du forfait hospitalier).

– Conclusions du rapport de M. Jean Colin, fait au nom de la commission des affaires économiques, **sur la proposition de résolution** [n° **57 (83-84)** de M. Philippe de Bourgoing déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à créer une commission d'enquête chargée d'évaluer la structure et le montant de la dette extérieure de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques, dans l'évolution de la dette extérieure depuis 1981** [n° **60 (83-84)**] - (18 novembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3066) : création d'une commission d'enquête sur l'endettement de la France déposée par les présidents des groupes de la majorité du Sénat - Nécessité pour le Parlement de disposer de données précises - Constitution d'une commission d'enquête, attribut indiscutable du Parlement - Statistiques incomplètes et d'un accès restreint - Amélioration de l'outil statistique demandée par M. Pierret dans une question écrite le 13 novembre 1980 - (p. 3067) : incertitude concernant le montant de notre endettement extérieur - Existence de certains pays exigeant des crédits libellés en dollars d'un montant supérieur au prix de livraison - Reprise de la consommation relançant les importations et menaçant l'équilibre de nos échanges extérieurs - Adoption de la proposition de résolution souhaitée par la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3068) : déclaration du ministre des finances contestée par un journal spécialisé dans l'économie - Vote du rapporteur général rejetant les chiffres cités par M. Delors concernant notre endettement - Nécessité de connaître toute la vérité.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 17** (p. 3177) : soutient l'amendement n° 50 de M. Paul Séramy (nouvelle rédaction du paragraphe III de cet article relatif à l'application de la taxe sur la valeur ajoutée aux paris mutuels hippiques) - **Art. 18** (p. 3185) : son amendement n° 35 : maintien du taux applicable aux monuments classés ou inscrits à l'inventaire supplémentaire ouverts au public pour le calcul des droits de succession ; retiré - Dispositions de cet article frappant l'agriculture et le patrimoine architectural - Application de la majoration des droits de succession aux monuments historiques inopportune - (p. 3186) : difficultés pour les départements de consacrer beaucoup d'argent à l'achat de châteaux - Acquisition de châteaux par les comités d'entreprise.

Suite de la discussion - (24 novembre 1983) - **Art. 38** (p. 3235) : soutient l'amendement n° 62 de M. André Rabineau (prise en charge par l'Etat de l'intégralité des majorations des rentes mutualistes des anciens combattants).

Deuxième partie :

Mer - (25 novembre 1983) - (p. 3330) : construction navale - (p. 3331) : politique de restructuration des grands chantiers ; aide complémentaire de l'Etat prévue par le collectif budgétaire - Absence de commande publique et rareté des commandes privées aux petits chantiers ; lenteur du processus d'octroi des aides de l'Etat - Haut niveau technologique des petits chantiers : prototype sur tapis d'air - Déficit de la balance commerciale française des pêches - Effectif des marins-pêcheurs - Aléas du marché : différence de prix entre la sole belge et la sole française ; marché du lieu noir - Concurrence des chalutiers russes au large des îles Kerguelen - Insuffisance des crédits proposés - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3342) : refus du groupe UCDP de voter les crédits proposés.

Affaires sociales et solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale - (26 novembre 1983) - (p. 3372) : personnes âgées ; maintien à domicile ; maisons de retraite ; établissements psychiatriques : cas des associations bénévoles - Commission de contrôle chargée d'examiner les conditions d'hébergement des vieillards non valides - Cas de l'hospice Barbieux de Roubaix, de Montfort-sur-Meu et de Rheu dans l'Ile-et-Vilaine - (p. 3373) : exemples de Besançun-Avanne, de Cusset, de Vichy, de l'établissement « Cousin de Méricourt » à Cachan, de Versailles et de Marseille-Montolivet - Solitude et veuvage - Taux de réversion des retraites de veuves - Différences de taux entre les orphelins monoparentaux et ceux ayant perdu à la fois leurs père et mère - Handicapés - Enquête de l'Union nationale des parents d'enfants inadaptés (UNAPEI) - Commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) - Centres d'aide par le travail (CAT) - (p. 3374) : contradictions dans la politique du Gouvernement - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3382) : remise en cause des principes fondamentaux de l'exercice de la médecine en France - Etablissements hospitaliers publics ou privés - Statut des médecins hospitaliers - Vote contre l'adoption de ce budget.

Affaires sociales et solidarité nationale - III - Travail, emploi - I - Section commune - (26 novembre 1983) - (p. 3392, 3393) : jours perdus pour fait de grève - Situation du chômage - Action des gouvernements précédents - Modalités de réalisation des statistiques relatives au chômage et exclusion des jeunes actuellement en stage - Secteur public - Formation des jeunes et absence d'insertion professionnelle - Opposition à ce budget.

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - (p. 3851) : fraude aux élections municipales de 1983 ; contrôle du juge sur les nouvelles élections ; protection du juge administratif - Demande de nouvelles élections de présidents de syndicats intercommunaux dans les cas d'inversion de majorité à la suite d'annulation des élections - Manifestation de policiers du 3 juin 1983 - Malaise de la police - Assassinats de policiers - Délinquance - (p. 3852) : refus de voter ce projet de budget.

– Projet de loi de finances rectificative pour 1983 [n° 109 (83-84)] - (19 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4351, 4352) : déficit budgétaire - Augmentation des charges et annulation de crédits - Plus-value de recettes au titre des comptes spéciaux du Trésor - Taux de croissance et de hausse des prix - Baisse de l'investissement - Diminution du pouvoir d'achat des ménages - Troisième dévaluation du franc - Plan d'austérité - Diminution des crédits budgétaires alloués aux départements ministériels - Charges nouvelles en dépenses et paiement des intérêts des emprunts - Aspects positifs de l'emprunt Giscard de 1973 - Subventions aux entreprises nationalisées - Restrictions sur l'ensemble des crédits civils - Economies sur les crédits d'indemnisation aux rapatriés - Amputation de crédits d'équipement - Crédits de la formation professionnelle, de l'agriculture et du ministère des anciens combattants - Etablissements d'enseignement privé sous contrat - Difficultés de l'économie - Diminution des recettes de l'impôt sur le revenu - (p. 4353) : remboursement par EDF d'un prêt du Fonds de développement économique et social (FDES) - Remboursement par la Caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme (CACOM) - Succès des comptes pour le développement industriel (CODEVI) - Blocage des tarifs des services publics communaux et du tarif de l'eau - Accroissement de la fiscalité des collectivités locales - Ouverture de crédits destinés aux opérations militaires - Détérioration de l'économie de la France - Importantes réserves du groupe de l'UCDP à l'égard de ce texte - **Après l'art. 15** (p. 4366) : son amendement n° 2 : régime fiscal applicable aux dépositaires au titre de la vente de pain lorsque celle-ci s'effectue dans des communes de moins de 2.000 habitants ; adopté - **Après l'art. 16** : soutient l'amendement n° 3 de M. Pierre Schiélé (applicabilité de la limite de déduction aux associations constituées en Alsace Lorraine depuis la mise en vigueur du code civil local de 1908, lorsque ces associations sont officiellement inscrites auprès du tribunal d'instance) - **Art. 18** (p. 4368) : son amendement n° 5 ; suppression de cet article relatif à la taxe sur les fournitures d'électricité sous faible puissance ; retiré - **Art. 19** (p. 4369) : son amendement n° 6 : suppression de cet article relatif à la taxe départementale sur l'électricité ; retiré - **Art. 20** : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article relatif à l'absence de majoration jusqu'au 31 décembre 1984 des taux des taxes départementales et communales sur l'électricité).

– Projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales [n° 95 (83-84)] - Suite de la discussion - (20 décembre 1983) - **Art. 17** (p. 4422) : soutient l'amendement n° 40 de M. Jean-Pierre Blanc (écrêtement des collectivités surbénéficiaires au titre de la compensation des transferts de compétences : notion d'actualisation) - **Art. 27** (p. 4429) : se déclare opposé à l'amendement n° 13 de M. Joseph Raybaud, rapporteur (suppression de cet article modifiant plusieurs dispositions de la loi du 13 juillet 1983 relative au statut des agglomérations nouvelles) - Cas de l'agglomération de Rougeau-Sénart, évoqué par M. André Labarrère, ministre - Communes de Tigery et de Saint-Pierre-du-Perray.

COLLARD (Henri), sénateur de l'Eure (GD).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public (16 décembre 1983) (p. 4314).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier (16 décembre 1983) (p. 4343).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant et modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif et l'ordonnance n°82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif (19 décembre 1983) (p. 4401).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural relatives aux caisses de mutualité sociale agricole (20 décembre 1983) (p. 4412).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **157** (J.O. Débats 24 mars 1983) (p. 439) à M. le ministre des relations extérieures : **droits de l'homme**

(mesures à prendre pour obtenir la libération d'un ressortissant français détenu en Afghanistan).

n° 22 (2 avril 1983) (p. 5) à M. le ministre des relations extérieures : **politique extérieure** (mesures à prendre pour obtenir la libération d'un médecin français détenu en Afghanistan) - Retirée le 9 juin 1983 (p. 1506).

INTERVENTIONS

- Question au Gouvernement : libération d'un médecin français - (21 avril 1983) - (p. 409) : arrestation en Afghanistan le 16 janvier 1983 du docteur Augoyard - Association « Aide médicale internationale » - Défense de l'éthique médicale - Demande des informations au Gouvernement sur l'éventuelle libération du docteur Augoyard.

- Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier [n° 9 (83-84)] - (17 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2982) : réformes fragmentaires : études médicales ; services hospitaliers ; planification hospitalière ; alternatives à l'hospitalisation ; statut de la fonction publique hospitalière - Départementalisation des services - Attributions du chef du département et du conseil de département - (p. 2983) : réforme du fonctionnement administratif de l'hôpital - Autorité de tutelle - Rôle du représentant de l'Etat - Fixation d'un taux d'évolution des dépenses hospitalières - Maîtrise des dépenses de santé : réduction des dépenses dues à la consommation abusive de tabac et d'alcool ; informatisation administrative de l'hôpital - Défavorable à l'avis du comité technique paritaire lors de la préparation du budget - Médecins et personnels hospitaliers favorables à une départementalisation progressive.

Suite de la discussion - (18 novembre 1983) - **Avant l'art. 5** (p. 3029, 3030) : sur l'amendement n° 5 de M. Jean Chérioux, rapporteur (article additionnel tendant à définir les services), son sous-amendement n° 72 : possibilité pour les chefs de service ou les chefs de département de donner une évaluation des soins ; adopté - (p. 3032) : favorable à la départementalisation d'une manière volontaire, progressive et évolutive - Initiative devant toujours rester à la majorité des médecins en exercice - Mise en oeuvre de la départementalisation réalisée avec l'accord des médecins - **Art. 5** (p. 3034) : ses amendements n° 55 : exclusion du champ d'application du projet de loi de certains hôpitaux généraux et n° 56 : choix volontaire de la départementalisation ; retirés - **Art. 13** (p. 3036) : son amendement n° 71 : dispositions transitoires applicables durant une période ne pouvant excéder six ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi ; retiré - **Art. 7** (p. 3037) : son amendement n° 67 : conseil d'administration délibérant sur les créations, suppressions et transformations des départements hospitaliers ; adopté - **Art. 8** (p. 3041, 3042) : son amendement n° 69 : exercice de l'autorité du directeur sur l'ensemble du personnel dans la limite de ses compétences administratives ; retiré - Corps médical ne pouvant en aucun cas être soumis à l'autorité du directeur sur le plan médical - **Art. 10** (p. 3043) : son amendement n° 70 : établissement d'un rapport sur l'évaluation des soins par la commission médicale consultative après examen des rapports des différents départements ; retiré - Sur l'amendement n° 23 de M. Jean Chérioux, rapporteur, (maintien de l'obligation faite à la commission médicale consultative d'établir un rapport sur l'évaluation des soins), son sous-amendement n° 73 : établissement d'un rapport sur l'évaluation des soins par la commission médicale consultative après examen des rapports des différents services ou départements ; adopté.

- Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - (p. 3839) : décentralisation dans les départements - Charges supportées par les départements au titre des fonctionnaires des services de l'Etat - Budgets d'aide sociale - Difficulté de prévoir le montant des recettes - Dotation générale de décentralisation (DGD) - Difficultés de trésorerie des départements ; dette de l'Etat - Transfert des compétences en matière de justice des départements vers l'Etat - (p. 3840) : inquiétude des assemblées départementales sur la décentralisation.

COLLET (François), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis élu secrétaire.

- Est nommé membre suppléant du comité des finances locales (19 avril 1983) (p. 329).

Est nommé membre du conseil supérieur de l'adoption (décret n° 83-218 du 22 mars 1983) (30 novembre 1983) (p. 3525).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (6 mai 1983) (p. 721).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois (24 mai 1983) (p. 1071).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'Exposition universelle (14 juin 1983) (p. 1625).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (24 juin 1983) (p. 1998).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant droits et obligations des fonctionnaires (27 juin 1983) (p. 2020).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 juin 1983) (p. 2031).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (13 décembre 1983) (p. 4127).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (14 décembre 1983) (p. 4243).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (15 décembre 1983) (p. 4275).

Est nommé membre de la commission de contrôle des conditions de fonctionnement, d'intervention et de coordination des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° **221 (82-83)**] de M. Henri Belcour et des membres du groupe du RPR, apparentés et rattachés administrativement, tendant à compléter l'article L.30 du code électoral, relatif à l'inscription sur les listes électorales en dehors des périodes de révision [n° **395 (82-83)**] (15 juin 1983) - **Elections et référendums.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° **84 (83-84)**] de MM. Henri Belcour et Georges Mouly, relative à la durée du mandat du président de conseil général lorsque l'élection de celui-ci a été acquise au bénéfice de l'âge [n° **174 (83-84)**] (21 décembre 1983) - **Elections et référendums.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981** [n° **493 (81-82)**] - **Suite de la discussion** - (7 avril 1983) - **Avant l'art. 19** (p. 135) : son amendement n° 92 : sanctions à l'égard de magistrats dont les actes par négligence ou par ignorance pourraient porter de graves préjudices aux citoyens ; retiré.

– **Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non-titulaires occupant de tels emplois** [n° **148 (82-83)**] - (12 avril 1983) - **Après l'art. 5** (p. 182) : se déclare favorable à l'amendement n° 20 de M. Pierre Lacour (fonctionnaires mis à la disposition d'organismes à caractère associatif assurant des missions d'intérêt général et placés sous l'autorité directe du président desdits organismes).

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53 (82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (5 mai 1983) - **Art. 25** (p. 660) : son amendement n° 105 : lorsqu'un même établissement comporte à la fois un collège et un lycée, convention entre le département et la région pour la prise en charge des dépenses d'équipement et d'entretien ; adopté - **Art. 40** (p. 677) : se déclare opposé à l'amendement n° 120 de M. Jean Ooghe (centres municipaux de santé relevant de la compétence des communes).

– **Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois** - *Deuxième lecture* [n° **291 (82-83)**] - (24 mai 1983) - **Art. 4** (p. 1025) : soutient l'amendement n° 5 de M. Jean Chérioux (protection sociale des fonctionnaires nouvellement titularisés identique à celle des agents titulaires de la fonction publique).

– **Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public** [n° **282 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (7 juin 1983) - **Intitulé du titre II** (p. 1412, 1413) : se déclare favorable à l'amendement n° 13 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression du mot démocratisation) - **Art. 6** (p. 1418) : se déclare favorable à l'amendement n° 16 de M. Jean Chérioux, rapporteur (maintien des structures existantes pour les sociétés et établissements publics nationalisés avant 1982) - Intérêt de l'amendement n° 90 de M. Jean Béranger (cas des filiales comportant de 200 à 1000 salariés) - **Art. 8** (p. 1424) : administrateurs du secteur privé et du secteur public - Efficacité et conscience professionnelle.

– **Projet de loi interdisant certains appareils de jeux** [n° **305 (82-83)**] - (15 juin 1983) - **Après l'art. 3** (p. 1640) : son amendement n° 7, déposé avec M. Michel Caldaguès qui le soutient : sanctions relatives à l'organisation illégale des jeux d'argent et de hasard sur la voie publique ; adopté - (p. 1642) : sur cet amendement, se déclare défavorable au sous-amendement n° 14 de M. Gérard Ehlers (substitution des mots « est constitué par des sommes d'argent » à « est en argent »).

– **Conclusions du rapport de M. Pierre Salvi,** fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** [n° 203 (82-83)] déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à réprimer la falsification des procès-verbaux des opérations électorales et sur la proposition de loi** [n° 283 (82-83)] **de M. Jean Colin, tendant à punir la falsification des élections** [n° **380 (82-83)**] - (15 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1661) : absence des commissaires communistes lors de l'examen de ces propositions de loi par la commission des lois - Importance du nombre de recours lors des élections municipales de mars 1983 - Cas particulier de la région d'Ile-de-France - Référence à l'élection partielle après l'invalidation de Mme Marie-Claude Vaillant-Couturier en 1963 ; modalités de dépouillement ; impossibilité d'exercer un contrôle réel - Annulation de l'élection de Sarcelles - Action du pouvoir exécutif - Contentieux administratif et absence d'effet suspensif de l'appel - Article L. 250 du code électoral - (p. 1662) : déclaration de M. Charles Fiterman, ministre des transports - Modalités d'organisation des nouvelles élections sous contrôle des magistrats.

– **Projet de loi sur l'Exposition Universelle de 1989** [n° 338 (82-83)] - (16 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1736, 1737) : spécificité de Paris et de la région d'Ile-de-France - Vote de lois différentes pour les études, le programme et le financement - Opposition à ce projet de loi.

– **Conclusions du rapport de M. François Collet,** fait au nom de la commission des loi, **sur la proposition de loi** [n° 221 (82-83)] **de M. Henri Belcour** et des membres du groupe du rassemblement pour la République, **tendant à compléter l'article L. 30 du code électoral relatif à l'inscription sur les listes électorales en dehors des périodes de révision** [n° **395 (82-83)**] - (21 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1819) : prise en considération du cas des citoyens dont la radiation intervient par décision judiciaire après la clôture des listes électorales - Autorisation d'inscription sur la liste d'une autre commune pour trois catégories de citoyens : les fonctionnaires et agents mutés ou admis à faire valoir leurs droits à la retraite, les militaires renvoyés à leurs foyers, les Français et Françaises devenus majeurs après la clôture des délais d'inscription - Proposition de loi tendant à adjoindre à l'article L. 30 du code électoral une quatrième catégorie de citoyens autorisés à s'inscrire hors délais - Proposition adoptée à l'unanimité par la commission des lois, toutes tendances représentées.

– **Proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds** - *Deuxième lecture* [n° **388 (82-83)**] - (24 juin 1983) - **Art. 2** (p. 1972) : au nom du groupe RPR, se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Marc Bécam, rapporteur (reprise du texte adopté par le Sénat en première lecture), modifié par le sous-amendement n° 4 de M. Robert Badinter, ministre (prestations de services liées aux transports de fonds).

– **Projet de loi relatif aux sociétés d'économie mixte locales** - *Deuxième lecture* [n° **417 (82-83)**] - (24 juin 1983) - **Après l'art. 11** *bis* (p. 1977) : son amendement n° 3 : exonération des acquisitions d'actions imposées aux collectivités locales par les dispositions de la loi ; retiré - Lettre de M. Jacques Chirac, maire de Paris, en date du 17 mai 1983.

– **Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public** - *Deuxième lecture* [n° **407 (82-83)**] - (24 juin 1983) - **Intitulé** (p. 1998) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Jean Chérioux, rapporteur (« Projet de loi relatif à l'organisation et à la démocratisation du secteur public »).

– **Projet de loi interdisant certains appareils de jeux** - *Deuxième lecture* [n° **427 (82-83)**] - (27 juin 1983) - **Art. 1**

(p. 2009) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de M. Guy Petit, rapporteur (autorisation des appareils de distribution d'un produit pouvant s'accompagner de l'attribution d'un objet en prime) - **Art. 4** (p. 2011) : intervient sur le délai de quatre mois permettant aux professionnels de se dessaisir des appareils interdits ou de les mettre en conformité.

– **Projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989** - *Deuxième lecture* [n° **430 (82-83)**] - (27 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2026) : problème des transports, évoqué par M. Georges Sarre, député et rapporteur du projet à l'Assemblée nationale - Méconnaissance des problèmes de la capitale - Information des élus - Rôle du Conseil de Paris - Equilibre des finances de la capitale - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2030, 2031) : demande par le Gouvernement au Parlement d'un blanc-seing.

– **Projet de loi interdisant certains appareils de jeux** - *Nouvelle lecture* [n° **478 (82-83)**] - (30 juin 1983) - **Art. 1** (p. 2162) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Jacques Larché, rapporteur (autorisation de fabriquer en France des appareils de jeux destinés à l'exportation) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2163) : rappel des positions soutenues par l'Assemblée nationale - Regrette l'attitude du Gouvernement vis-à-vis du Parlement.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat** [n° **309 (82-83)**] - (25 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2405, 2406) : renforcement du pouvoir syndical dans l'administration - Disparition de l'obligation de réserve - Elargissement du droit de grève - Création d'une troisième voie d'accès à l'Ecole nationale d'administration (ENA) - Mission de service public de l'administration de l'Etat.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° **384 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (27 octobre 1983) - **Discussion générale** - (p. 2494) : avenir déterminé par la réforme de l'enseignement supérieur - Capacité d'innovations techniques, richesse d'un pays - Nécessité d'un enseignement supérieur de grande qualité scientifique - Projet ne répondant pas à cette exigence - Statistiques concernant les scientifiques et ingénieurs en recherche et développement par rapport aux autres pays, défavorables à la France - Nécessité d'une diversification des formations délivrées dans les établissements d'enseignement supérieur, réalisable si les universités sont libres d'organiser elles-mêmes les formations - Emulation et concurrence, facteurs de progrès - Diplôme national anachronique - Défavorable au monopole d'Etat (p. 2495) : recherche scientifique, gage d'indépendance économique et militaire - Importance des laboratoires universitaires et réduction de leur pouvoir d'achat après les dévaluations - Bibliothèque nationale et Centre national de la recherche scientifique (CNRS) séparés de l'enseignement supérieur - Circulaire fixant à trente-neuf heures le service des universitaires, inapplicable pour les étudiants, les assistants, et les professeurs - Véritable pouvoir syndical instauré par le scrutin de liste - Projet mettant en péril la recherche scientifique - Perte de confiance de tous les universitaires.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale - (26 novembre 1983) - (p. 3360, 3361) : rigueur du budget général - Hospitalisation publique - Difficultés des établissements hospitaliers - Prêts de la sécurité sociale - Emprunts de substitution - Cas de l'hôpital psychiatrique Esquirol - Réforme du financement des hôpitaux ; budget global - Décentralisation - Industrie pharmaceutique et prix des médicaments - Recherche - Politique sociale en faveur des handicapés - (p. 3362) : ateliers protégés (AP) - Centres d'aide par le travail (CAT) - Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptés (UNAPEI) - Besoins des handicapés et conditions économiques actuelles.

Affaires sociales et solidarité nationale - III - Travail, emploi - I - Section commune - (26 novembre 1983) - (p. 3393) : nombre de chômeurs - Modalités de réalisation des statistiques du chômage - Stages de formation ou de « jeunes volontaires » - Protection sociale des chômeurs - Situation de l'UNEDIC - (p. 3394) : faillites - Diminution des offres d'emplois enregistrées par l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) - Emploi et cas de la Corrèze - Crise des secteurs économiques traditionnels.

Justice - (29 novembre 1983) - (p. 3476, 3477) : insuffisance des crédits du ministère de la justice depuis des années - Choix exprimés par ce budget contestables - Absence de prise en compte du besoin de création de postes de gardiens de prisons - Insuffisance de créations d'emplois de magistrats - Absence de prévisions relatives au transfert des charges des tribunaux des départements à l'Etat prévu pour le 1er janvier 1985 - Deux réformes inapplicables faute de moyens budgétaires relatives au travail d'intérêt général et à la création du tribunal de l'application des peines, dont le principe a été adopté et devrait être discuté par le Parlement au printemps 1984 - (p. 3478) : au nom du groupe RPR, se déclare défavorable au budget de la justice - **Examen des crédits - Art. 111** (p. 3482) : intervention sur un des précédents budgets de la justice du précédent gouvernement guère élogieuse.

Education nationale - (3 décembre 1983) - **Après l'art. 108** (p. 3729) : se déclare favorable à l'amendement n° 175 de M. Adolphe Chauvin (article additionnel relatif à la non utilisation des crédits pour la titularisation dans la fonction publique des personnels des établissements d'enseignement privé à l'exception de ceux mentionnés à l'article 108) - Titularisation des maîtres de l'enseignement privé portant atteinte de manière irrémédiable au caractère propre des établissements - Majorité des Français favorable à la liberté de l'enseignement.

Urbanisme et logement - (5 décembre 1983) - (p. 3748) : politique du logement menée depuis 1981 - (p. 3749) : pénurie du marché locatif - Crise de l'industrie du bâtiment et de l'emploi - Dégradation des logements - Loi du 3 janvier 1977 sur le financement des logements aidés - Diminution des autorisations de programme - Prélèvement exceptionnel sur le fonds de garantie des caisses d'épargne - Prise en charge du logement des Français par le secteur privé - Allègement de la tutelle de l'Etat sur les organismes d'HLM - Réévaluation des loyers.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° **7 (83-84)**] - (13 décembre 1983) - **Avant l'art. 21** *bis* (p. 4153) : son amendement n° 172, soutenu par M. Paul Kauss : centre unique de gestion pour la commune et le département de Paris et leurs établissements publics, et la région d'Ile-de-France ; rejeté.

Suite de la discussion - (14 décembre 1983) - **Art. 112** (p. 4233) : son amendement n° 185 : modification du paragraphe I de cet article relatif au statut des fonctionnaires de la ville de Paris ; adopté - Son amendement n° 186 ; collectivités et établissements visés au présent article dépendant d'un centre régional de gestion ; adopté - **Après l'art. 125** (p. 4240) : se déclare favorable à l'amendement n° 227 de M. Pierre Schiélé (article additionnel relatif au statut particulier des communes des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) - Maintien d'un avantage acquis.

Nouvelle lecture [n° **180 (83-84)**] - (22 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4562) : création d'un centre de gestion propre à l'administration parisienne adoptée par l'Assemblée nationale - Echec de la commission mixte paritaire - Nombreuses erreurs rédactionnelles et techniques dans le texte adopté par l'Assemblée nationale - Statut particulier des corps des agents parisiens - Maintien des avantages acquis - Demande au ministre de proposer à l'Assemblée nationale une modification de l'article 112.

COLLETTE (Henri), sénateur du Pas-de-Calais (RPR).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé membre de la commission des lois (5 octobre 1983) (p. 2267).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **252** (*JO* Débats 2 juin 1982) (p. 2419) à M. le ministre chargé du budget : **plan d'occupation des sols (POS)** (évaluation des terrains agricoles situés à l'intérieur d'un POS) - Réponse de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget (avril 1983) (p. 153, 154).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 18** (p. 3180) : exonération de l'impôt sur les grandes fortunes des biens agricoles donnés à bail à long terme lors de l'institution de cet impôt - Avantage fiscal s'inscrivant dans une politique d'incitation à l'investissement de l'épargne dans le « foncier agricole » - Article réduisant cet avantage fiscal - Diminution de la valeur des terres en France - (p. 3181) : climat de suspicion éloignant l'épargne de l'investissement en biens ruraux - Opposé à la rétroactivité et aux mesures prévues dans ce projet - (p. 3187) : se déclare favorable à l'amendement n° 154 de M. Etienne Dailly (exclusion sous certaines conditions des biens professionnels pour le calcul des impôts relatifs aux droits de mutation) - Doublement des droits de succession et disparition des entreprises - **Art. 20** (p. 3203) : souhaite la suppression du paragraphe 2 de cet article instaurant une discrimination spéciale pour l'agriculture - (p. 3212) : se déclare favorable à l'amendement n° 16 de M. Louis de La Forest (nouvelle rédaction du paragraphe II de cet article relatif aux contrats souscrits auprès des caisses d'assurances mutuelles agricoles et à la mise en oeuvre sur trois ans des nouvelles dispositions).

COLLOMB (Francisque), sénateur du Rhône (NI).

NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu secrétaire.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° 61 (83-84)] adopté par l'Assemblée nationale - **Industrie** [n° **64, tome IV (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53(82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - (4 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 610) : rapports des commissions saisies au fond et pour avis sur la proposition de loi en examen - Nécessité de garanties financières comme préalables - Prise en charge des dépenses relatives au logement des instituteurs; inconvénient de l'intégration dans la dotation globale de fonctionnement (DGF) ; avis défavorable du comité des finances locales - Loi du 7 janvier 1983 de répartition des compétences et principe de la compensation de tout transfert de charges par un transfert de ressources - Dotation globale d'équipement (DGE) : difficultés d'application - (p. 611) : prise en compte de l'effort d'investissement pour le calcul des crédits ; autonomie communale et coopération intercommunale - Distorsion entre crédits de paiement et autorisations de programme - Problème de l'évaluation des charges résultant des transferts de compétences : création d'une commission d'évaluation; composition et compétence - Rôle du Sénat comme représentant des collectivités territoriales ; contrôle nécessaire de l'adéquation entre les transferts de charges et les transferts de ressources - Mécanismes de compensation financière.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Industrie et recherche - (5 décembre 1983) - Rapporteur pour avis (industrie) - (p. 3765) : modernisation industrielle de la France prévue dans le 9e Plan - Dégradation de la situation de l'industrie : faillites et chômage - Difficultés des entreprises publiques malgré d'importantes subventions et l'appui des banques - Nombreuses opérations de restructuration - Report des décisions d'investissement - Détérioration de la capacité d'autofinancement des entreprises du secteur privé - Augmentation des charges - (p. 3766) : procédures d'aide de l'Etat à l'industrie : fonds industriel de modernisation (FIM) ; CODEVI ; comités régionaux de restructuration ; comité de gestion des aides et de la prime d'aménagement du territoire - Prêt bonifié - Plans sectoriels lancés par le Gouvernement (plan textile, plan machine outil, plan meuble, plans de modernisation d'Usinor et de Sacilor) - Difficultés dans l'industrie automobile - Précisions souhaitables sur l'avenir de cette industrie - Nécessaire rétablissement de la compétitivité des entreprises.

CONSTANT (Georges), sénateur du Lot (GD).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étangères.

COSSE-BRISSAC (Charles-Henri de), sénateur de la Loire-Atlantique (UREI).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (5 octobre 1983) (p. 2266).

COSTES (Marcel), sénateur du Lot (S).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques (5 octobre 1983) (p. 2267).

COURRIERE (Raymond), *secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés* (nommé le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 25 mars 1983, p. 907].

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **354** de M. Louis Souvet : **élections sociales** (élections des conseils d'administration des caisses de sécurité sociale) (20 mai 1983) (p. 1009 et suivantes).

n° **436** de M. Daniel Millaud : **départements et territoires d'outre-mer** (remboursement des frais médicaux des assurés sociaux séjournant dans les TOM) (16 décembre 1983) (p. 4319, 4320).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant mise en œuvre de la directive du conseil des communautés européennes du 14 février 1977 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au maintien des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises, d'établissements ou de parties d'établissement** [n° **252 (82-83)**] - (31 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 1219) : mise en conformité de la législation française avec une directive européenne. Protection des salariés à l'occasion des transferts d'entreprises. Caractère personnel du contrat de travail. Rupture inacceptable de certains contrats - Législation française en matière de droit du travail - Transfert par succession - Transfert par convention - Loi de 1982 relative au développement des institutions représentatives du personnel - Délai de mise en accord de la législation française avec la directive européenne - Principe du transfert automatique au cessionnaire des obligations du cédant à l'égard de ses salariés - Dérogations à ce principe : changement d'employeur entraîné par une procédure de règlement judiciaire ou de liquidation des biens ; successions des prestataires de services - (p. 1220) : employeur responsable des dettes qu'il a contractées - **Art. unique** (p. 1221) : son amendement n° 3 : non application de ce texte aux employeurs reprenant une entreprise sous procédure collective ; adopté - Accepte l'amendement n° 2 de M. Jean Madelain, rapporteur (substitution d'employeur).

– **Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public** - *Nouvelle lecture* [n° **463 (82-83)**] - (30 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2115) : échec de la commission mixte paritaire - Reprise du texte initial par l'Assemblée nationale - Remerciements au rapporteur et aux membres de la commission spéciale - **Intitulé du titre I** (p. 2116) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Jean Chérioux, rapporteur (« Du champ d'application ») - **Art. 1** (p. 2120) : champ d'application de la loi - Projet conforme à la Constitution - (p. 2121) : distinction entre entreprises nationalisées et entreprises du secteur public - Droits des actionnaires privés minoritaires - Composition des conseils d'administration ou de surveillance - Respect du droit de propriété - Justification de l'exclusion de certains établissements et entreprises du champ d'application de la loi - S'oppose à l'amendement n° 6 de M. Jean Chérioux, rapporteur (sociétés à forme mutuelle nationalisées entrant dans le champ d'application de la loi) - **Art. 2** (p. 2122) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 7 de M. Jean Chérioux, rapporteur - **Art. 3** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 8 de M. Jean Chérioux, rapporteur - **Art. 4** : s'oppose à la motion n° 2 de M. Jean Chérioux, rapporteur, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité à certaines dispositions de cet article, et à l'amendement de suppression n° 9 du même auteur - **Art. 5** (p. 2123) : s'oppose à la motion n° 3 de M. Jean Chérioux, rapporteur, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité à certaines dispositions de cet article - **Art. 35** *bis* (p. 2130) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 67 de M. Jean Chérioux, rapporteur - **Intitulé** (p. 2131) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Jean Chérioux, rapporteur (« Projet de loi relatif à l'organisation et à la démocratisation du secteur public »).

– **Question au Gouvernement, de M. Jean-Pierre Cantegrit : élections aux conseils d'administration des caisses de la sécurité sociale** - (13 octobre 1983) - (p. 2305, 2306) : Français de l'étranger.

– **Projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public** [n° **29 (83-84)**] - (17 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2970) : projet complétant les dispositions de la loi adoptée le 30 juin 1983, conformément à la décision du Conseil constitutionnel - Importance et limites de la représentation des salariés dans les conseils - Composition des conseils d'administration ou de surveillance - **Après l'art. 1** (p. 2972) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur (nomination des représentants des actionnaires au sein des conseils d'administration ou de surveillance) - **In fine** (p. 2973) : accepte l'amendement n° 3 de M. Michel Miroudot (exclusion du centre national d'art et de culture Georges Pompidou du champ d'application de la loi).

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - I - Charges communes - (8 décembre 1983) - (p. 3947, 3948) : difficulté de la conjoncture budgétaire et montant du projet de budget pour 1984 en faveur des rapatriés - Récent voyage à Paris du chef de l'Etat algérien et tentative de règlement du contentieux franco-algérien : nouvelle réglementation des comptes bloqués en Algérie - Patrimoine immobilier : possibilité de vente à l'Etat algérien et de transfert en France du produit de la vente - Libre circulation en Algérie des Français d'origine musulmane ; harkis - Problème des cimetières français en Algérie - Négociation également entreprise avec la Tunisie : transactions immobilières portant sur des biens appartenant à des Français : principe de la liberté de transaction et transfert en France du produit des ventes ; procédure publique d'achat par l'Etat tunisien - (p. 3949) : rappel des mesures déjà prises en faveur des rapatriés - Loi du 6 janvier 1982 : octroi d'une indemnité forfaitaire - Remise ou aménagement des prêts de réinstallation et octroi d'un prêt de consolidation - Nombre des dossiers examinés - Réforme de l'instance arbitrale - Levées de forclusion et instruction de nouvelles demandes par l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer (ANIFOM) - Mesures en faveur des Français musulmans rapatriés ; harkis - Textes d'application de la loi du 3 décembre 1982 : création d'une commission chargée d'attribuer l'indemnité forfaitaire ; prochaine parution du décret étendant les dispositions de l'ordonnance de 1945 aux fonctionnaires d'Afrique du Nord - Préparation d'une dernière loi d'indemnisation - Concertation avec les associations - Retraites : suppression ou report des forclusions ; validation des périodes de salariat - Problèmes non financiers des rapatriés ; ouverture d'un crédit pour la reconstitution du patrimoine culturel de la communauté française d'Afrique du Nord - (p. 3950) : répond à l'intervention de M. *Paul Alduy :* prochain dépôt d'un projet relatif aux retraites - Engagements tenus en matière d'indemnisation : ventes à vil prix, preuve par tous moyens, plafond, titres pour les personnes morales - Amnistie - (p. 3951) : respect des engagements pris.

– **Projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public** - *Deuxième lecture* [n° 94 (83-84)] - (16 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4293) : amendements adoptés par l'Assemblée nationale : régime de l'actionnariat salarié des compagnies d'assurance ; Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ENRED) ; conseil supérieur du gaz et de l'électricité - **Art. 1** *bis* (p. 4295) : accepte l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur (rétablissement de cet article relatif aux modalités de nomination des représentants de l'Etat et des autres actionnaires au conseil d'administration) - **Art. 6** (p. 4296) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur (suppression de cet article relatif à la représentation de l'actionnariat salarié au sein des conseils d'administration des compagnies d'assurances).

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales** [n° 79 (83-84)] - (16 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4298) : Conseil de l'Europe - Réserve d'accords interétatiques - Loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions.

– **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention portant création de l'organisation européenne de télécommunications par satellite « Eutelsat » (ensemble deux annexes) et de l'accord d'exploitation relatif à l'organisation européenne de télécommunications par satellite « Eutelsat » (ensemble deux annexes)** [n° 78 (83-84)] - (16 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4299) : accord intérimaire conclu en 1977 ; lancement par la fusée Ariane le 16 juin 1983 d'un satellite opérationnel de télécommunication.

– **Projet de loi autorisant l'adhésion au protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits civils et politiques, ouvert à la signature à New York le 19 décembre 1966** [n° 77 (83-84)] - (16 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4301) : droit de recours individuel devant le comité des droits de l'homme des Nations Unies - Convention européenne des droits de l'homme - Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur le transfèrement des condamnés détenus** [n° 91 (83-84)] - (16 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4302) : préoccupation humanitaire à l'origine de cet accord - Réinsertion - Obligation du consentement du condamné - Cas de refus possible du transfèrement par les Etats - Convention similaire franco-marocaine du 10 août 1981 - Nombre de détenus intéressés - Incarcération dans certains pays de Français condamnés pour trafic de drogue.

– **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention relative à l'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale** [n° 89 (83-84)] - (16 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4303) : acte d'adhésion des nouveaux Etats en date du 22 janvier 1972 à la convention signée le 27 septembre 1968 - Modification apportée en raison de l'institution spécifique juridique du trust britannique.

– **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention relative à l'adhésion de la République hellénique à la convention concernant la compétence et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale** [n° 90 (83-84)] - (16 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4304) : demande l'adoption de ce projet de loi.

– **Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française au protocole additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II), adopté à Genève le 8 juin 1977** [n° 80 (83-84)] - (16 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4305) : demande l'adoption de ce projet de loi.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement fédéral d'Autriche relative au régime fiscal des véhicules routiers utilisés pour le transport international** [n° 133 (83-84)] - (16 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4306) : exonération de la taxe spéciale sur certains véhicules routiers dite taxe à l'essieu.

– **Projet de loi relatif au prix de l'eau en 1984** [n° 93 (83-84)] - (16 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4306) : lutte contre l'inflation - (p. 4307) : caractère exceptionnel de l'encadrement du prix de l'eau pour l'année 1984 - Facturation - Redevance d'assainissement payée par les usagers - Redevance dues aux agences de bassin - Collectivités locales - Sociétés de distribution d'eau - (p. 4311) : priorité de la lutte contre l'inflation - Facturation - Agences de bassin : redevances ; maintien d'efforts en faveur de l'assainissement ; projet de loi modifiant la composition des comités de bassin et des conseils d'administration des agences de bassin - Gestion directe par les petites communes - (p. 4312) : fiscalisation du coût de l'eau - Pratique de la politique de l'indice par les précédents gouvernements ; exemple d'EDF - Clause de sauvegarde et clause de rendez-vous - **Art. 1** (p. 4313) : conditions d'octroi des dérogations - S'oppose à l'amendement n° 1 de M. Auguste Chupin, rapporteur (suppression de cet article relatif à l'encadrement du prix de l'eau) - Son amendement n° 3 : accords avec les collectivités ; devenu sans objet.

COURTEAU (Roland), sénateur de l'Aude (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– **Questions orales avec débat jointes : politique agricole** - (10 juin 1983) - (p. 1565) : vins du Languedoc Roussillon et de l'Aude - Nouveaux montants compensatoires monétaires (MCM) négatifs français sur le vin ; importations italiennes - Politique agricole commune (PAC) - Inquiétude des milieux viticoles du Midi français - Dévaluation du franc vert et évolution de la lire italienne sur le marché des changes - Déficit de commercialisation - (p. 1566) : stagnation ou baisse des prix viticoles - Attitude de la Communauté économique européenne (CEE) : refus de la distillation obligatoire ; retard accumulé ; distillation de soutien ; nouveau règlement du vin - Risque d'augmentation des importations et contraction nécessaire des MCM négatifs français sur le vin - Fixation des prix agricoles pour la campagne 1983-1984 - Distillation à prix de soutien - Revalorisation des aides au relogement des vins - Déblocage des avances de trésorerie aux viticulteurs - Mise en place de l'Office des vins - Distillation préventive et distilation obligatoire - Attitude de la Grande-Bretagne sur la date d'ouverture de la campagne viti-vinicole - Moyens financiers pour l'application du règlement communautaire sur le vin.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Anciens combattants - (28 novembre 1983) - (p. 3408) : mesures prises en 1981 pour le respect des engagements

pris et problème du délai de rattrapage du rapport constant - Conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens d'Afrique du Nord - Reconnaissance des services dans la Résistance - Action sociale - (p. 3409) : réinsertion professionnelle et appareillage des mutilés de guerre et handicapés civils ; emplois réservés - Cérémonies commémoratives ; travaux de la commission d'information historique pour la paix - Anciens combattants d'Afrique du Nord ; campagne double pour les fonctionnaires ; rédaction du titre de pension ; retraite professionnelle anticipée - Pensions de veuve ; pensions d'ascendants et prestations du Fonds national de solidarité (FNS) - Priorité au rattrapage du rapport constant : intégration de l'indemnité mensuelle spéciale (IMS) et de points de l'indemnité de résidence et manipulation des chiffres - Au nom du groupe socialiste, demande pour 1984 un minimum de rattrapage du rapport constant - Nouvelle réunion de la commission tripartite - Respect des engagements pris.

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3589) : situation viticole - Prix des vins de table - Volumes d'excédents de vins d'appellation d'origine contrôlée (AOC) - Règlement communautaire - Fruits et légumes - Distillation préventive et obligatoire - Marché américain - Association nationale interprofessionnelle des vins de table et des vins de pays - Restructuration du vignoble - Difficultés financières de la Communauté économique européenne (CEE) - Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) - Elargissement de la CEE - (p. 3590) : montants compensatoires monétaires (MCM) - Vote favorable sur ce budget.

Temps libre, jeunesse et sports - (2 décembre 1983) - Intervient en remplacement de M. *Jules Faigt* - (p. 3635) : présentation des crédits budgétaires - Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives - Succès du sport à l'époque actuelle - Augmentation nécessaire des moyens - Enumération des mesures positives de ce budget - Sport de haut niveau et sport de masse - Politique d'équipement sportif : incidence de la décentralisation ; contrats de plan ; réalisation de grands équipements ; participation de l'Etat pour le Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep) - Difficultés financières des petites communes rurales pour le développement de la vie associative en faveur des jeunes ; cas identique des zones urbains et quartiers défavorisés ; délinquance des jeunes - (p. 3636) : souhait de voir le département de l'Aude retenu pour l'opération « loisirs quotidiens » définie par la circulaire du 10 juillet 1983 - Vote favorable sur ce budget.

CREPEAU (Michel), *ministre de l'environnement* (nommé le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1787].

puis *ministre du commerce et de l'artisanat* (nommé le 22 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 23 mars 1983, p. 883].

DÉPÔTS

Projet de loi relatif à la **pêche** en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles [n° **190 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO débats 2 avril 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises** - *Deuxième lecture* [n° **273 (82-83)**] - (18 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 871) : objectifs de ce projet : protection de l'épargne ; développement des marchés à terme français ; renforcement de la place financière de Paris - Adoption en première lecture à l'unanimité par le Sénat - Texte amendé par l'Assemblée nationale - Absence d'intention du Gouvernement de retarder l'évolution de ce projet - Problème du marché du sucre blanc - Attachement du Gouvernement au développement des marchés à terme réglementés dans l'ensemble de la France - (p. 873) : agrément de la caisse de compensation du Havre dans la mesure où elle satisfera aux exigences en capital et en fonds propres de la commission des marchés à terme de marchandises (COMT), en réponse à M. *Michel Chauty ;* dispositions concernant les courtiers de province figurant dans le projet de règlement du futur marché de la pomme de terre - Sérieux efforts consentis par la direction du Trésor concernant la cotation du sucre blanc en dollars - Problème des calculs de conversion francs-dollars pour les non résidents - (p. 874) : absence d'empiètement de la COMT sur le domaine judiciaire, en réponse à M. *Etienne Dailly* - **Art. 2** (p. 875) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (composition de la commission des marchés à terme de marchandises) - **Art. 4** (p. 877) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (composition du conseil consultatif des marchés réglementés) - **Art. 5** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 25 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis - (p. 878) : accepte l'amendement n° 26 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (précisions relatives au contenu du règlement général des marchés) - Accepte l'amendement n° 1 de M. Michel Chauty, rapporteur (fixation des attributions des organismes chargés du fonctionnement des marchés réglementés de la place par le règlement général des marchés) - Accepte l'amendement n° 28 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (limites de fluctuation des cours) - **Art. 6** : Accepte l'amendement de coordination n° 29 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis - (p. 879) : accepte l'amendement n° 30 de M. Etienne Dailly rapporteur pour avis (suspension en cas d'urgence par le président de commission ou son représentant désigné à cet effet des opérations sur un marché déterminé où des contrats sont en cours) - **Art. 7** : accepte l'amendement rédactionnel n° 31 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis - (p. 880) : sur l'amendement n° 3 de M. Michel Chauty, rapporteur (pouvoirs de la commission des marchés à terme en matière de visa des publicités) son sous-amendement n° 73 : possibilité pour la commission des marchés à terme par décision motivée de demander le retrait d'une publicité sur les marchés à terme lorsque celle-ci est de nature à induire en erreur les épargnants ; adopté - **Art. 8** (p. 881) : sur l'amendement n° 4 de M. Michel Chauty, rapporteur (suppression de la faculté octroyée à la commission de marchés à terme de se faire adresser copie de tout document par toute personne intervenant à titre quelconque sur les marchés à terme), son sous-amendement n° 74 : nécessité d'une décision motivée du président de la commission de marchés à terme préalable au déclenchement d'une enquête par les agents de la commission ; adopté - (p. 882) : sur l'amendement n° 4, s'oppose au sous-amendement n° 78 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (en cas d'urgence, par décision motivée, le président peut charger les agents de la commission des marchés à terme d'une enquête) - (p. 883) : son amendement n° 75 : possibilité pour le président, par décision motivée, de procéder ou faire procéder par ses agents à la convocation ou à l'audition de toute personne susceptible de lui fournir des informations concernant des affaires dont la commission est saisie ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 35 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (inopposabilité du secret professionnel à la commission des marchés à terme pour toute personne physique ou morale) - **Art. 9** (p. 884) : accepte l'amendement de coordination n° 36 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis - Accepte l'amendement n° 37 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (saisine par tout intéressé de la commission des marchés à terme ne pouvant concerner que les pétitions, plaintes et réclamations relatives au fonctionnement des marchés à terme ou de démarchage) - **Art. 13** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 6 de M. Michel Chauty, rapporteur (unicité du syndicat professionnel des commissionnaires agréés) - (p. 885)

accepte l'amendement n° 7 de M. Michel Chauty, rapporteur (rétablissement de l'homologation des statuts de la compagnie des commissionnaires agréés par la puissance publique) - **Art. 16** (p. 886) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (mandat de gestion des commissionnaires agréés faisant l'objet d'un contrat écrit conforme à un contrat-type homologué par la commission des marchés à terme de marchandises) - Son amendement n° 76 : rémunération du mandataire tenant compte du résultat positif des opérations exécutées pour le compte du mandant ; devenu sans objet - (p. 887) : s'oppose aux amendements identiques n° 8 de M. Michel Chauty, rapporteur, et n° 41 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (suppression de l'obligation de la prise en compte du résultat des opérations pour la rémunération du mandataire) - **Art. 17** *bis* : accepte l'amendement de suppression pour coordination n° 42 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis - **Art. 18** (p. 888) : accepte l'amendement n° 9 de M. Michel Chauty, rapporteur (procédure d'agrément des commissionnaires maintenant le monopole de présentation de la compagnie des commissionnaires et prévoyant le recours à une instance d'arbitrage en cas de refus de présentation par la compagnie) et s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (agrément des commissionnaires par la commission des marchés à terme de marchandises sur avis motivé de la compagnie) - **Art. 19** (p. 889) : s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (avis de la compagnie des commissionnaires agréés sur la nature et le montant des garanties dont les commissionnaires doivent justifier) - Accepte les amendements rédactionnels identiques n° 10 de M. Michel Chauty, rapporteur, et n° 45 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis - (p. 890) : accepte l'amendement n° 46 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (admission d'une société commerciale en qualité de commissionnaire agréé si elle justifie à tout moment de capitaux propres ou des garanties prévues au deuxième alinéa) - **Après l'art. 19** : s'oppose à l'amendement n° 47 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (agrément des représentants qualifiés des sociétés admis en qualité de commissionnaires agréés) - **Art. 22** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 11 de M. Michel Chauty, rapporteur, et n° 48 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (retrait de l'amende de la liste des sanctions disciplinaires) - (p. 891) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 12 de M. Michel Chauty, rapporteur, et n° 49 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (amende s'ajoutant au blâme, à la suspension ou au retrait de l'agrément) - **Art. 23** : accepte l'amendement rédactionnel de coordination n° 50 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis - Accepte l'amendement n° 13 de M. Michel Chauty, rapporteur (détermination des conditions de compétence, d'honorabilité et de solvabilité des courtiers de marchandises agréés) - **Art. 23** *bis* (p. 892) : s'oppose à l'amendement n° 51 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (organisation de la profession de courtier de marchandises assermenté) et accepte l'amendement rédactionnel n° 14 de M. Michel Chauty, rapporteur - Accepte l'amendement de coordination n° 52 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis - **Après l'art. 23** *bis* (p. 893) : accepte l'amendement n° 72 de M. Michel Chauty, rapporteur (agrément par la commission des marchés à terme de marchandises des courtiers de marchandises assermentés et présentation par le syndicat) - **Art. 24** : accepte l'amendement de coordination n° 54 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis - **Art. 25** : accepte l'amendement de coordination n° 15 de M. Michel Chauty, rapporteur - **Art. 26** *bis* : s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (inopposabilité du secret bancaire à la commission des marchés à terme) - **Art. 27** (p. 894) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de coordination n° 16 et n° 17 de M. Michel Chauty, rapporteur, identiques aux amendements de coordination n° 57 et n° 58 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis - **Art. 28 A** (p. 895) : son amendement n° 77 : définition du démarchage en vue d'opérations sur les marchés à terme de marchandises ; adopté - **Art. 31** : accepte les amendements rédactionnels de coordination identiques n° 18 et n° 19 de M. Michel Chauty rapporteur et les amendements rédactionnels de coordination identiques n° 61 et n° 62 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis - **Art. 32** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 63 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis - **Art. 36** (p. 897) : s'oppose à l'amendement n° 65 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (compétence disciplinaire du procureur de la République sur les démarcheurs) - (p. 898) : accepte l'amendement de coordination n° 20 de M. Michel Chauty, rapporteur, identique à l'amendement de coordination n° 66 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis - Accepte l'amendement de coordination n° 21 de M. Michel Chauty, rapporteur - S'oppose à l'amendement n° 69 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (désignation par décret en Conseil d'Etat du membre supplémentaire que s'adjoint la commission des marchés à terme lorsqu'elle siège en matière disciplinaire) - **Art. 36** *bis* (p. 899) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 70 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (suppression de cet article relatif aux infractions commises par les commissionnaires et les courtiers de marchandises en matière de démarchage) - **Vote sur l'ensemble** : persistance d'un certain nombre d'articles en litige - Espoir d'un aboutissement en commission mixte paritaire (CMP).

– **Projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale** [n° 223 (82-83)] - (19 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 929) : nombre d'entreprises artisanales et de personnes vivant directement de l'artisanat - Importance du chiffre d'affaires - Création d'emplois - Nécessaire modernisation des entreprises individuelles - Exemple du secteur du bâtiment ; cas de l'hôpital de la Rochelle - Absence de statut spécifique pour les coopératives artisanales - Tradition de l'artisanat et de la coopération - (p. 930) : formes juridiques des coopératives : société à responsabilité limitée (SARL) ; société anonyme (SA) - Ouverture des coopératives à des personnes appelées à travailler avec les artisans - Problème du capital ; possibilité d'engager jusqu'à trois fois le capital souscrit ; inspiration du droit d'Alsace Lorraine - Exonération de l'impôt sur les sociétés ; révision des coopératives - Importance de la mobilité dans un monde en mutation et avenir de l'artisanat - (p. 959) : artisanat - Monde de la mer - Transports et coopératives d'HLM - Formation professionnelle - Mutations technologiques : bureautique, informatique, électronique - Problèmes financiers ; fonds propres et charges fiscales - Situation des entreprises évoquée par M. *Jacques Mossion* - Statut des coopératives artisanales ; exonération de l'impôt sur les sociétés - Formation permanente des artisans - Crédit - (p. 960) : attente d'une loi-cadre sur la mutualité et la coopération - Délégation à l'économie sociale - Avenir de l'économie française - **Art. 1** (p. 960, 961) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (objet des coopératives artisanales ; notion d'engagement d'activité) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 119 : personnalité morale, capacité et immatriculation des sociétés coopératives ; rejeté - **Après l'art. 1** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (société coopérative artisanale et avis de l'assemblée permanente des chambres de métiers) - **Art. 2** : accepte l'amendement n° 3 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (modification des statuts des sociétés coopératives artisanales) - **Art. 3** : demande le rejet de l'amendement n° 4 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (référence aux articles 1832 à 1844-17 du code civil) - **Art. 4** (p. 962) : accepte les amendements de M. Marcel Lucotte, rapporteur, n° 5 (substitution des mots « société coopérative artisanale à capital variable » à « société coopérative artisanale ») , n° 6 et n° 8 de coordination, n° 7 rédactionnel, n° 9(frais de publicité légale) - **Art. 5** : accepte l'amendement rédactionnel n° 10 de M. Marcel Lucotte, rapporteur - (p. 963) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (coopérative artisanale et cas de l'Alsace et de la Moselle) et accepte l'amendement n° 12 de même auteur (modalités d'association de personnes physiques ou morales dont l'activité est complémentaire) - Son amendement

n° 120 : associés non coopérateurs ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 14 de M. Marcel Lucotte, rapporteur - **Art. 6 :** accepte la réserve de l'amendement n° 15 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (suppression des dispositions de cet article relatives aux possibilités de dissolution de la société coopérative artisanale) - **Après l'art. 6 :** accepte l'amendement n° 16 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (adaptation de la situation de la société coopérative artisanale et possibilités de dissolution) - **Art. 7 :** accepte les amendements de M. Marcel Lucotte, rapporteur, n° 17 (durée de la période probatoire) et n° 18 (droits du candidat à l'admission) - (p. 965) : accepte l'amendement n° 19 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (suppression des dispositions de cet article relatives aux cas d'exclusion d'associés de la coopérative) - S'oppose aux amendements de M. Marcel Lucotte, rapporteur, n° 20 (délai d'exclusion d'un associé) et n° 22 (remboursement de la valeur nominale des parts détenues à l'associé en cas d'annulation ou de remboursement de ces parts ; bénéfices et pertes) - Accepte l'amendement n° 21 de forme du même auteur.

– Projet de loi relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **419 (82-83)**] - (22 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1838, 1839) : examen de ce texte mené à bien en moins d'un an par les deux assemblées - Texte recevant l'approbation unanime de la commission mixte paritaire - Décision d'arrêter un marché prise par le président après les avis nécessaires - Maintien de la compagnie des commissionnaires de la place de Paris - Risque d'une indexation de la rémunération du mandataire sur la réussite de l'opération - Contrat de commission et contrat de mandat comportant une rémunération fixe et une rémunération variable - Souhaite un heureux avenir aux marchés à terme - Gouvernement préoccupé par l'avenir de la commission des marchés à terme de marchandises (COMT) - Nécessité de l'adoption par le Parlement des propositions budgétaires accordant les moyens concrets de faire fonctionner la COMT dès 1984.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Commerce et artisanat - (7 décembre 1983) - (p. 3862) : importance de l'artisanat sur les plans démographique, économique et social - Modalités de développement des économies modernes - Artisans et commerçants - Rôle de l'Etat - Comparaison du budget du commerce et de l'artisanat avec les budgets des chambres de commerce, des chambres de métiers, des organisations professionnelles et des organismes publics ou semi-publics - Formation professionnelle, d'initiation et de perfectionnement à la gestion - Fonds d'assurance formation - (p. 3863) : grande distribution et petit commerce - Informatique, bureautique et télématique - Modalités d'initiation à l'informatique - Accompagnement des mutations technologiques - Mise au point d'un logiciel et d'un mini-ordinateur pour la gestion des entreprises du secteur du commerce et de l'artisanat - Modernisation du secteur commercial - Formation permanente - Apprentissage - Formation professionnelle et responsabilités des régions par suite de la loi de décentralisation - Formation pour les jeunes de 16 à 18 ans - Niveau de vie moyen des Français et inflation - Conséquences de la politique de l'économie par la consommation sur les chiffres d'affaires du commerce et la balance du commerce extérieur - (p. 3864) : moyens d'existence et progression du commerce et de l'artisanat - (p. 3875) : sous-traitance et gérants mandataires - Réforme de la taxe professionnelle - Taux de TVA - Loi Royer et surface des établissements de grande distribution - Urbanisme commercial - (p. 3876) : loi Royer - Efforts réalisés dans la région Aquitaine pour les problèmes du commerce et de l'artisanat - Artisanat du bâtiment et conséquences de la crise - Gestion et problème du patrimoine ancien ou de plus de 20 ans - Travail clandestin - Modalités d'obtention de prêts à taux bonifiés - Responsabilité solidaire pour les donneurs d'ordre du règlement des amendes fiscales et sociales - Réserve parlementaire - Apprentissage - Charges sociales - Crise économique et besoin d'égalité et de justice - (p. 3877) : centres de formation d'apprentis - Commerce et conséquences de l'exode rural - Nombre de pompistes en France - Problème du livret d'épargne manuelle - Livret d'épargne des entreprises - Grandes surfaces - Age de la retraite - Charges des entreprises - UNEDIC - Para-commercialisme et coopératives ; exemple de la CAMIF - Formation continue - Métiers d'art - (p. 3878) : création d'un organisme intitulé FONDEXPA - Sous-traitance - Mutation du commerce et de l'artisanat - **Art. 105 :** stages obligatoires des futurs artisans - Intérêt des stagiaires à la formation.

– Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers [n° 121 (83-84)] - (15 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4272) : nouvelles mesures de fixation du montant du loyer d'un bail renouvelé - Indices économiques pris en compte - Nouvelles données conjoncturelles : lutte contre l'inflation et réduction des charges des entreprises - Fixation du coefficient plafond de variation du loyer commercial lors du renouvellement du bail - Limitation à 5 % de la majoration applicable au renouvellement des baux relatifs aux locaux professionnels, à certains garages et aux locations saisonnières - Respect des intérêts des propriétaires mais également des priorités nationales - (p. 4273) : lutte contre l'inflation et défense du franc - **Art. 1** (p. 4274) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jean Arthuis, rapporteur (relèvement du coefficient de hausse applicable au renouvellement des baux commerciaux) - **Art. 2 :** s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Jean Arthuis, rapporteur (suppression de cet article relatif à la majoration applicable au renouvellement des baux relatifs aux locaux professionnels et à certains garages) - **Intitulé** (p. 4275) : dispositions relatives aux loyers professionnels et aux loyers saisonniers soumises au comité national des prix - Vote souhaitable par le Parlement de ces dispositions - Gouvernement soucieux de respecter les règles constitutionnelles.

CRESSON (Edith), *ministre du commerce extérieur et du tourisme* (nommée le 22 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 23 mars 1983, p. 883].

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Commerce extérieur et tourisme - (28 novembre 1983) - (p. 3415) : déficit du commerce extérieur pour 1982 - Faiblesse structurelle - Redressement en cours : progression des exportations, notamment vers les pays membres de l'OCDE - Compétitivité - (p. 3416) : voyage aux Etats-Unis et contrats signés - Mobilisation des ressources : réseau bancaire - Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) et Centre français du commerce extérieur (CFCE) - Postes d'expansion économique à l'étranger - Rôle des établissements financiers dans les régions et les départements pour les petites et moyennes entreprises (PME) - Procédures d'aide au commerce extérieur : garantie COFACE ; assurance prospection ; groupements d'intérêt économique (GIE) - Directions régionales du commerce extérieur - Création d'une école nationale de l'exportation - Compétitivité des entreprises ; contrats d'exportation et assouplissement du droit d'embauche - Réseaux de distribution - Sociétés de commerce international - Pratiques du *piggy-back* ou de la compensation - (p. 3417) : aides publiques à la constitution

de réseaux commerciaux à l'étranger - Augmentation souhaitable du nombre des entreprises exportatrices - Controverse sur les grands contrats et le commerce courant - Technologies de pointe - Protectionnisme ou libéralisme - Exemples du Japon, des Etats-Unis, de la République fédérale d'Allemagne : modalités de limitation des importations - Commerce international - Compétition au sein de la CEE - (p. 3418) : nécessité d'une politique commerciale commune de la CEE ; négociation avec les Etats-Unis et le Japon - Lutte contre les excédents commerciaux structurels : cas du Japon - Projet de budget pour 1984 : évolution et répartition des crédits - Rattachement du tourisme au ministère du commerce extérieur - Réglementation des changes - Potentiel touristique du pays - Promotion sur les marchés étrangers - Exportation d'ingénierie - Etalement des vacances - Volonté du Gouvernement de maintenir une économie ouverte ; crise économique internationale et montée des protectionnismes - Responsabilité des pays développés à l'égard des pays en voie de développement - Politique de relance - Dialogue Nord Sud - (p. 3430) : réponse à M. le président *Edouard Bonnefous* sur les ventes d'armes et la structure du commerce extérieur de la France - (p. 3431) : développement des échanges avec les pays industrialisés, notamment les pays membres de la CEE et de l'OCDE : redressement des exportations - Politique des grands contrats, mise en cause par le président *Bonnefous* - Echange avec l'Union soviétique : contrat de fourniture de gaz et retour à l'équilibre des échanges - Contrat Renault - Aide aux petites et moyennes entreprises (PME) - Directions régionales du commerce extérieur - Son voyage aux Etats-Unis, en compagnie de chefs d'entreprises petites et moyennes - Développement des exportations des entreprises moyennes - (p. 3442) : interventions en matière de tourisme et réponse de M. Roland Carraz ; création d'un nouvel organisme de promotion et rôle de cette activité comme démarche d'exportation - (p. 3443) : présentation des crédits du commerce extérieur, évoquée par M. *Tony Larue* - Moyens en personnels du commerce extérieur, en réponse à M. *Marcel Daunay :* attachés commerciaux ; attachés agricoles ; volontaires du service national actif (VSNA) ; personnel du Centre français du commerce extérieur (CFCE) ; postes d'expansion économique à l'étranger - Moyens financiers : directions régionales du commerce extérieur ; actions de soutien aux entreprises moyennes comme aux grandes entreprises - Informatisation de la COFACE et du CFCE - Rôle du Fonds d'intervention stratégique : conventions avec les entreprises ; montant des dotations - Développement du commerce extérieur dans le domaine agro-alimentaire : effort en horticulture ; concurrence de la Hollande - Filière bois - Viande porcine ; montants compensatoires monétaires (MCM) - Blocage des importations de volailles par la Grande-Bretagne ; lait UHT ; exportations de bière vers l'Allemagne - (p. 3444) : action de dumping des Etats-Unis sur le marché égyptien - Lutte contre le protectionnisme et rôle de la commission consultative du commerce international ; refus en Allemagne d'un vaccin de la société Sanofi - Déstockage pétrolier : règle des 90 jours ; diversification des approvisionnements ; économies d'énergie - Gaz algérien : accord et protocole de 1982 ; progrès des exportations ; exportations invisibles ; coopération franco-algérienne et visite en France du président Chadli ; achats par l'Algérie : Airbus, camions Renault ; transferts de technologie - Amélioration des exportations agricoles et rôle des actions régionales ; exemple de la Bretagne, évoqué par M. *Marcel Daunay* - (p. 3445) : organisation nécessaire des marchés : exemple des exportations d'oeufs ou d'oléagineux - Développement de la production française et reconquête du marché intérieur, évoqués par M. *René Martin ;* rôle de la délégation du commerce extérieur - Commerce avec les pays socialistes et les pays en voie de développement ; voyage à Moscou - Succès de Renault aux Etats-Unis - Nécessité des investissements à l'étranger - Compétitivité et lutte contre l'inflation - Controverse sur les grands contrats ; coopération avec les pays en voie de développement - Exemples de l'Irak ou de l'Amérique latine - Nécessité en Europe d'une politique commerciale commune, évoquée par M. *Pierre Matraja* - Concurrence américaine et japonaise - Redressement du commerce extérieur et amélioration du taux de couverture - (p. 3446) : développement des exportations des PME et nécessité d'information sur les procédures ; son voyage aux Etats-Unis avec des chefs d'entreprises - Echanges extérieurs dans le domaine agro-alimentaire, évoqués par M. *Michel Souplet :* perte de certains marchés de céréales : Egypte ; dumping américain - Crédit de promotion pour les produits agro-alimentaires ; crédit du Fonds de promotion et de la SOPEXA ; rôle des comités régionaux de promotion des produits agricoles et alimentaires - Agents du commerce extérieur à l'étranger ; VSNA - Accords conclus avec les Soviétiques dans le secteur agro-alimentaire ; céréales - Expositions à Moscou - Composition de la commission mixte franco-soviétique ; présence de M. Doumeng - (p. 3447) : problème des stages d'étudiants à l'étranger, évoqué par M. *Frédéric Wirth ;* formule des contrats emploi-formation - Création de l'école nationale d'exportation et développement de stages à l'étranger de longue durée - Dynamisme des entreprises dans l'effort d'exportation - Commerce courant - Actions en direction des moyennes entreprises - Changement en cours et rétablissement durable du commerce extérieur de la France.

CROZE (Pierre), sénateur des Français établis hors de France (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (loi n° 79-564 du 6 juillet 1979).

Est élu membre suppléant de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (23 novembre 1983) (p. 3201).

- Est nommé membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la structure et le montant de la dette publique de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements, ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques dans l'évolution de la dette extérieure depuis 1981 (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Industrie et recherche - III Recherche** [n° **62, annexe 16 (83-84)**] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **378** (*JO* Débats 18 mai 1983) (p. 865) à M. le ministre chargé de la coopération et du développement : **coopération** (avenir de la coopération internationale) - Réponse de M. Christian Nucci, ministre chargé de la coopération et du développement (21 octobre 1983) (p. 2385, 2386).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° **246 (82-83)**] -

(26 avril 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 492) : rapprochement des conditions d'élection des sénateurs des Français établis hors de France avec celles applicables aux autres sénateurs - Suffrage universel - Rappel de son activité en tant que vice-président du Conseil supérieur des Français de l'étranger - (p. 493) : loi du 7 juillet 1977 et élections européennes - Approbation du régime transitoire - Vote par le groupe UREI de ce projet de loi.

– **Projet de loi modifiant le code du service national** [n° **319 (82-83)**] - (7 juin 1983) - **Art. 1** (p. 1448) : son amendement n° 9, soutenu par M. Charles de Cuttoli : possibilité de dispense du service national actif pour les jeunes Français résidant à l'étranger et venant accomplir en France des études supérieures ; rejeté.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Relations extérieures - (30 novembre 1983) - (p. 3523) : attitude décevante de la France à l'égard des pays les moins avancés (PMA) - Appauvrissement des PMA - Plan d'urgence pour l'Afrique - Stagnation du budget de la coopération - (p. 3524) : crédits de l'assistance technique (formation, recrutement et réinsertion) - Réactualisation des rémunérations des coopérants - Crédits de la coopération militaire - Aide de la France aux organismes internationaux - Maintien de la coopération avec l'Afrique - Abandon regrettable des actions pour le développement (santé, coopération médico-sociale, couverture sanitaire de nos compatriotes) - Aide aux organisations non gouvernementales - Nouvelles relations Nord-Sud : organisation économique des marchés - Echec de la sixième conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) - Transfert technologique et réciprocité des échanges - Souhaite la prise en compte de nouvelles orientations dans le prochain budget.

Industrie et recherche - (5 décembre 1983) - Rapporteur spécial (recherche) - (p. 3761) : suppression de milliers d'emplois par le développement de la bureautique et de la robotique - Augmentation des crédits du budget de la recherche - Technologie de l'information - Biotechnologie - Banque de données - Modernisation de l'appareil de production - Faiblesse de l'industrie européenne des technologies de l'information - Respect difficile des objectifs de la loi d'orientation et de programmation de 1982 : programmation financière, créations d'emplois - Evolution des crédits depuis 1982 - Rentabilité des services de recherche - Efficacité des sommes affectées aux actions de recherche et de développement - Activité réelle des chercheurs au sein du CNRS - Concentration excessive de la recherche (CNRS et CEA) - Politique de recherche menée aux Etats-Unis et au Japon - (p. 3762) : effort de recherche dans des petites entreprises - Coût de la recherche - Contrôle des dépenses de recherche - Contrôle *a priori* peu rigoureux - Effort de valorisation et de diffusion de la recherche industrielle - Institution d'un crédit d'impôt pour les entreprises développant la recherche industrielle - Mesures fiscales insuffisantes - Priorité accordée aux entreprises du secteur public - Contrats de plan Etat entreprises nationalisées - Lenteur et concentration de la recherche orientée vers les filières lourdes - Formation technologique - Réforme du statut des personnels de recherche - Déficit de la balance scientifique - Musée des sciences, des techniques et de l'industrie de la Villette - Risque de dépassement des devis - (p. 3763) : modification souhaitable des modalités d'attribution du crédit d'impôt en faveur des entreprises développant la recherche - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3790) : son amendement n° 198 : réduction des crédits du CNRS visant à différer les créations d'emplois ; rejeté - Faits graves relevés par la Cour des comptes dans son rapport de 1983 - Dégradation de la situation au CNRS depuis 1979 - Insuffisance des sanctions prises par le ministère.

CRUCIS (Michel), sénateur de la Vendée (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères (5 octobre 1983) (p. 2267).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **89 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification d'une convention relative à l'adhésion du Royaume du Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale [n° **105 (83-84)**] (7 décembre 1983) - **Traités et conventions.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **90 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification d'une convention relative à l'adhésion de la République hellénique à la convention concernant la compétence et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale [n° **196 (83-84)**] (7 décembre 1983) - **Traités et conventions.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **91 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur le transfèrement des condamnés détenus [n° **107 (83-84)**] (7 décembre 1983) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur le transfèrement des condamnés détenus** [n° **91 (83-84)**] - (16 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4302, 4303) : convention similaire conclue en 1981 entre la République française et le Maroc - Préoccupation humanitaire ; réinsertion - Ressortissants français détenus à l'étranger - Obligation du consentement du condamné - Possibilité d'opposition des Etats - Régime d'exécution des peines de prison - Procédure - Propose l'adoption de ce projet de loi.

– **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention relative à l'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale** [n° **89 (83-84)**] - (16 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4303) : convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 - Convention de Luxembourg du 9 octobre 1978 avec les Etats nouvellement adhérents - (p. 4304) : code européen des compétences - Institution juridique spécifique du trust britannique - Droit maritime - Assurance internationale - Propose l'adoption de ce projet de loi.

– **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention relative à l'adhésion de la République hellénique à la convention concernant la compétence et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale** [n° **90 (83-84)**] - (16 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4304) : propose l'adoption de ce projet de loi.

CUTTOLI (Charles de), sénateur des Français établis hors de France (RPR).

Réélu sénateur le 3 octobre 1983.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu vice-président.

– Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Est nommé membre du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire (art. D. 238 du Code de procédure pénale) (5 juillet 1983) (p. 2190).

Est réélu juge titulaire de la Haute Cour de justice (26 octobre 1983) (p. 2475).

Est nommé de nouveau membre du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire (1er décembre 1983) (p. 3619).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier et à compléter la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973, en matière de naturalisation [n° **183 (82-83)**] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, *JO* Débats 2 avril 1983) - **Français.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° **183 (82-83)**] tendant à modifier et à compléter la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 en matière de naturalisation [n° **360 (82-83)**] (2 juin 1983) - **Français.**

Proposition de loi organique, déposée avec plusieurs de ses collègues, complétant l'art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962, relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel [n° **412 (82-83)**] (21 juin 1983) - **Élections et référendums.**

Proposition de loi organique, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la représentation des intérêts économiques, sociaux et culturels des Français établis hors de France au **Conseil économique et social** [n° **479 (82-83)**] (30 juin 1983).

Rapport fait, au nom de la commission des lois sur sa proposition de loi organique déposée avec plusieurs de ses collègues [n° **479 (82-83)**], relative à la représentation des intérêts économiques, sociaux et culturels des Français établis hors de France au **Conseil économique et social** [n° **102 (83-84)**] (7 décembre 1983).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 [n° **493 (81-82)**] **- Suite de la discussion** - (7 avril 1983) - **Avant l'art. 19** (p. 134) : sur l'amendement n° 58 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (article additionnel relatif aux problèmes posés par les constitutions de partie civile, par les convocations à avocats et par la délivrance de copies par les greffes), se déclare opposé au sous-amendement n° 108 de M. Robert Badinter, ministre (fixation par décret en Conseil d'Etat, à une date qui ne pourra être postérieure au 1er janvier 1986, de l'entrée en vigueur des dispositions du paragraphe III de cet article relatif aux frais de copie de la procédure).

– Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non-titulaires occupant de tels emplois [n° **148 (82-83)**] - (12 avril 1983) - **Art. 4** (p. 180) : son amendement n° 32, déposé avec M. Jean Chérioux et identique à l'amendement n° 43 de M. Yves Le Cozannet : décret appliquant aux non titulaires des règles de protection sociale équivalentes à celles des fonctionnaires ; délai de publication de ce décret ; réservé jusqu'après l'article 6, puis jusqu'après l'article 7, puis modifié - **Art. 6** (p. 183) : son amendement n° 13 : titularisation des agents non titulaires en service à l'étranger et bénéficiant d'un congé ; adopté - **Art. 7** (p. 185) : ses amendements n° 14 et n° 15 : situation des personnels civils de coopération ; devenus sans objet - **Art. 4** *(suite)* (p. 186) : son amendement n° 32, précédemment réservé, déposé avec M. Jean Chérioux, et identique à l'amendement n° 43 de M. Yves Le Cozannet : application aux non titulaires des règles de protection sociale équivalentes à celles dont bénéficient les fonctionnaires ; adopté - **Après l'art. 7** (p. 187) : se déclare favorable à l'amendement n° 59 de M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat (possibilité de titularisation pour les agents non titulaires de recrutement local des services diplomatiques, consulaires et culturels français à l'étranger) - **Art. 9** (p. 188) : son amendement n° 16 : modalités de titularisation des agents non titulaires qui servent en coopération ; retiré - **Art. 10** (p. 189) : son amendement n° 17 : services accomplis en coopération assimilés à des services effectifs accomplis dans le corps d'accueil ; retiré - **Art. 11** (p. 190) : son amendement n° 36, déposé avec M. Jean Chérioux et identique à l'amendement n° 49 de M. Yves Le Cozannet : garantie d'emploi pour les non titulaires en place ayant refusé des propositions d'intégration ; adopté - Son amendement n° 18 : cas des coopérants en instance de titularisation ; retiré - **Art. 12** (p. 191) : son amendement n° 37, déposé avec M. Jean Chérioux : agents titularisés sur place, dans l'intérêt du service ; adopté - **Art. 16** (p. 192) : son amendement n° 40, déposé avec M. Jean Chérioux : rémunération perçue par les agents titularisés ; calcul de l'indemnité compensatrice ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Art. 17** : son amendement n° 41, déposé avec M. Jean Chérioux, et identique à l'amendement n° 54 de M. Yves Le Cozannet : conditions de rachat des cotisations du régime des pensions civiles de l'Etat ; retiré.

– Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° **246 (82-83)**] - (26 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 480) : Constitution de 1958 - Souhait par les Français de l'étranger d'une représentation à l'Assemblée nationale : engagement pris par M. François Mitterrand, candidat à la présidence de la République : liens avec les Français de l'étranger et rôle actif des sénateurs - (p. 481) : hommage aux sénateurs ayant représenté les Français de l'étranger ; mémoire de MM. André Armengaud et Henri Longchambon - Inconvénient juridique présenté par l'élection par le Conseil supérieur des Français de l'étranger ; associations françaises à l'étranger ; absence d'un véritable suffrage universel - Loi du 7 juin 1982 - Représentation proportionnelle - Rappel de sa qualité de président, aux côtés de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, du Conseil supérieur des Français de l'étranger - Listes spéciales : caractère facultatif de l'immatriculation et discrimination ; loi du 31 janvier 1976 créant des centres de vote à l'étranger - Vote des Français établis en Suisse - Suffrage universel et risque de contestation par le Conseil constitutionnel ; proposition par la commission des lois de mesures transitoires - Avis du Conseil d'Etat - Arrêt du Conseil d'Etat de 1977 sur l'élection au Conseil supérieur des Français de l'étranger - (p. 482) : amendement déposé par M. Jacques Toubon à l'Assemblée nationale à l'occasion de la discussion de la loi du 7 juin 1982 - Vote du texte propos et des amendements de la commission des lois - **Art. 1 (p. 485)** : souhait d'accord du Gouvernement et de l'Assemblée nationale avec le Sénat - *Art 16 de l'ordonnance du 4 février 1959* : se déclare favorable à l'amendement n° 3 de M. Paul Pillet, rapporteur (dépôt des déclarations de candidature) - **Après l'art. 3** (p. 489) : sur l'amendement n° 10 de M. Paul Pillet, rapporteur (inscription sur les listes électorales), son sous-amendement n° 17 : inscription des Français qui ne sont ni immatriculés dans un consulat ni

inscrits sur une liste de centres de vote ; adopté - Cas des doubles nationaux.

– **Projet de loi, portant droits et obligations des fonctionnaires** [n° **301 (82-83)**] - (1er juin 1983) - **Art. 6** (p. 1276) : son amendement n° 24 : sur la liberté d'expression des fonctionnaires candidats à un mandat électif, inclusion dans la liste des organismes, du Conseil supérieur des Français de l'étranger ; adopté.

– **Projet de loi modifiant le code du service national** [n° **319 (82-83)**] - (7 juin 1983) - **Art. 1** (p. 1448) : soutient l'amendement n° 9 de M. Pierre Croze (possibilité de dispense du service national actif pour les jeunes Français résidant à l'étranger et venant accomplir en France des études supérieures) - (p. 1449) : son amendement n° 8 : conditions d'appel différé au service national actif : consultation du Conseil supérieur des Français de l'étranger ; retiré.

– **Conclusions du rapport de M. Charles de Cuttoli,** fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** [**n° 183 (82-83)**] déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à modifier et à compléter la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973, en matière de naturalisation** [n° **360 (82-83)**] - (9 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1512) : suppression d'une discrimination choquante entre les étrangers ayant épousé un conjoint français soit avant, soit après la loi du 9 janvier 1973 : situation juridique de ces étrangers différente selon qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes - Impossibilité pour les étrangers ayant épousé une française d'accéder comme les femmes à la nationalité française par simple déclaration - Possibilité pour les femmes étrangères ayant épousé des Français d'acquérir de droit et sans formalité la nationalité française - Loi du 9 janvier 1973 et retour au principe de l'indépendance des nationalités - Dispositions de cette loi applicables aux conjoints qui se sont mariés après la date d'entrée en vigueur de cette loi - Conditions pour acquérir la nationalité française par naturalisation - Discrimination entre les conjoints selon qu'ils se sont mariés avant ou après janvier 1973 - (p. 1513) : situation des époux mariés avant 1973 et proposition de loi tendant à faire disparaître des situations inéquitables - Consultation des administrations concernées et dépôt d'amendements afin d'améliorer la formulation de la proposition initiale - **Art. 1** (p. 1514) : accepte l'amendement n° 1 de M. Robert Badinter, ministre (réduction à six mois du délai minimum de vie commune qui conditionne l'acquisition de la nationalité française) - **Art. 2** (p. 1515) : accepte l'amendement n° 2 de M. Robert Badinter, ministre (suppression de la référence explicite à « la connaissance suffisante de la langue française parmi les éléments d'appréciation de l'assimilation ») - **Après l'art. 2 :** accepte l'amendement n° 3 de M. Robert Badinter, ministre (abrogation du deuxième alinéa de l'article 96 du code de la nationalité française étendant à la femme et aux enfants mineurs le décret qui déchoit de la nationalité française le Français qui se comporte comme un national d'un pays étranger) - **Art. 3** (p. 1516) : accepte l'amendement n° 5 de M. Robert Badinter, ministre (suppression de cet article portant de six mois à un an les délais d'enregistrement de toutes les déclarations de nationalité) - **Art. 5 :** accepte l'amendement n° 4 de M. Robert Badinter, ministre (institution de conditions d'acquisition de la nationalité française identiques quelle que soit la date du mariage), sur cet amendement, son sous-amendement de forme n° 6 ; adopté - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 1517) : son amendement n° 7 : substitution aux mots : « de naturalisation », des mots : « d'acquisition de la nationalité française par mariage » ; adopté.

– **Conclusions du rapport de M. Charles de Cuttoli fait au nom de la commission des lois sur sa proposition de loi organique déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la représentation des intérêts économiques, sociaux et culturels des Français établis hors de France au Conseil économique et social** [n° **102 (83-84)**] - (15 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4282) : composition du Conseil économique et social - Nombreuses propositions de modification - Représentation spécifique des anciens combattants adoptée en 1978 - Intérêts spécifiques des Français de l'étranger - Avis du Conseil supérieur des Français de l'étranger donné lors de l'élaboration des lois de plan - Représentation de ce conseil au Sénat - Nécessaire représentation des Français de l'étranger au Conseil économique et social - Rôle et attributions du Conseil supérieur des Français de l'étranger - Modalités de nomination des six membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger représenté au Conseil économique et social - Demande l'adoption de ce projet par le Sénat - (p. 4283) : souhaite qu'une décision soit prise avant le mois d'août, date du prochain renouvellement du Conseil économique et social - Modalités d'élection - Représentants choisis au sein du Conseil supérieur des Français de l'étranger.

D

DAGONIA (Georges), sénateur de la Guadeloupe (S) - Secrétaire du Sénat.

Réélu secrétaire du Sénat le 5 octobre 1983.

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **494 (82-83)**] portant extension aux **départements d'outre-mer** de l'assurance contre les accidents de la vie privée, les accidents du travail et les maladies professionnelles des personnes non salariées de l'agriculture [n° **46 (83-84)**] (3 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** [n° **127 (82-83)**] - (11 mai 1983) - **Art. 1** : *Art. L. 123-5 du code du travail* (p. 807) : soutient l'amendement n° 40 de Mme Cécile Goldet et M. Charles Bonifay (accord de l'intéressé dans le cas d'une action en justice en sa faveur par les organisations syndicales représentatives) - **Après l'art. 1** (p. 808) : soutient l'amendement n° 43 de Mme Cécile Goldet et M. Charles Bonifay (principe d'égalité professionnelle) - **Après l'art. 1** *bis :* soutient l'amendement de coordination n° 44 de Mme Cécile Goldet et M. Charles Bonifay - **Art. 2** (p. 809) : soutient l'amendement n° 42 de Mme Cécile Goldet et M. Charles Bonifay (extension du principe d'égalité de rémunération à l'unité économique et sociale) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 818) : abstention du groupe socialiste sur ce texte dénaturé par les amendements votés par le Sénat.

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du travail relatives aux garanties de ressources des travailleurs privés d'emploi** [n° **356 (82-83)**] - (21 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1808) : remercie le ministre des explications fournies, en tant que représentant des départements d'outre-mer - Se déclare favorable à l'adoption du texte de ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit** [n° **486 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (4 novembre 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2661, 2662) : mise sur pied d'une réglementation satisfaisante pour le fonctionnement des établissements de crédit - Vote de ce texte.

– **Projet de loi portant extension aux départements d'outre-mer de l'assurance contre les accidents de la vie privée, les accidents du travail et les maladies professionnelles des personnes non salariées de l'agriculture** [n° **494 (82-83)**] - (9 novembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2794, 2795) : loi du 22 décembre 1966 instituant l'obligation d'assurance des non salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles - Actualisation du projet de loi déposé au Sénat le 31 juillet 1978 relatif à l'extension aux départements d'outre-mer (DOM) et retiré - Régime de protection sociale des DOM - Assurance accidents des exploitants agricoles (AAEXA) ; assurance obligatoire ; assurance complémentaire facultative ; caisses d'assurances mutuelles agricoles - Détermination du seuil d'assujettissement des exploitants par référence au seuil d'assujettissement de l'assurance maternité et invalidité des exploitants agricoles - Protection sociale des petits agriculteurs - Réforme foncière - Propose l'adoption de ce projet de loi - **Après l'art. 2** (p. 2797) : son amendement n° 1 : suppression de la mention de la métropole dans l'appellation du Fonds commun des accidents du travail agricole ; adopté - **Art. 3** : *Art. 1106-19 du code rural :* son amendement n° 2 : prise en charge par l'assurance maladie des suites des accidents survenus aux assujettis sous un régime antérieur à leur affiliation ; adopté - **Après l'art. 4** (p. 2798) : son amendement n° 3 : rapport au Parlement établissant le bilan de l'application de la présente loi ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Postes et télécommunications - (24 novembre 1983) - (p. 3268, 3269) : augmentation de ce budget - Avance en matière de télécommunications - Grève dans les centres de tri de la poste - Inquiétude des syndicats quant au rattachement des PTT au ministère de l'industrie - Financement de la filière électronique - Recours à l'emprunt - Charges indues supportées par les postes et les chèques postaux - Respect des engagements en matière d'équipement téléphonique, notamment dans les DOM-TOM - Réseaux câblés - Implantation à Tahiti d'un institut des télécommunications - Acheminement du courrier entre la métrople et les DOM - Franchise postale - Vétusté des bureaux de poste - Retour des personnels des PTT originaires des DOM dans leur département d'origine - Favorable à l'adoption de ce budget.

Urbanisme et logement - (5 décembre 1983) - (p. 3749) : besoins en logements sociaux dans les zones urbaines et péri-urbaines - Crise du logement dans les communes rurales des départements d'outre-mer (DOM) - Exode rural - Logement approprié aux personnes âgées - Dotation des prêts locatifs aidés (PLA) - Substitution des PLA aux prêts d'accession à la propriété (PAP) - Rapport de M. Bertile sur le problème du logement dans les DOM - Ralentissement de la construction - Chômage - Réforme de l'attribution de l'allocation logement.

Départements et territoires d'outre-mer - (6 décembre 1983) - (p. 3812) : dégradation de l'industrie sucrière de la Guadeloupe - Plan de rénovation - Insuffisance des crédits proposés - Chômage des jeunes - Immigration irrégulière en Guadeloupe - Réforme foncière et diversification des cultures - Formation ; université des Antilles Guyane - Votera ce projet de budget.

Communication audiovisuelle - (8 décembre 1983) - (p. 3922) : loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et création d'une société spécifique chargée de l'administration des stations d'outre-mer ; Radio France outre-mer (RFO) - Situation actuelle de RFO : difficulté résultant de la formule de la filiale des deux sociétés mères, FR3 et Radio France - (p. 3923) : décentralisation - Disparité de moyens entre RFO et les sociétés de la métropole : inquiétude pour l'avenir ; réajustement nécessaire - Crédits prévus dans le projet de budget pour 1984 ; charges fixes d'exploitation ; déséquilibre financier - Diffusion de programmes nationaux ou création de structures de production autonomes - Mise en place du deuxième canal de télévision dans les départements d'outre-mer (DOM) : Réunion ; Guadeloupe : recherche de nouveaux locaux - Voix de la France - Attachement des DOM à la République.

DAILLY (Etienne), sénateur de la Seine-et-Marne (GD) - Vice-président du Sénat.

Réélu vice-président du Sénat le 5 octobre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (6 mai 1983) (p. 721).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 mai 1983) (p. 1202).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (16 juin 1983) (p. 1694).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises (22 juin 1983) (p. 1830).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (24 juin 1983) (p. 1988).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 juin 1983) (p. 2031).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à garantir la liberté de la presse (24 novembre 1983) (p. 3246).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (9 décembre 1983) (p. 4026).

Est nommé membre de la commission de contrôle des services publics responsables de l'application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques (22 décembre 1983) (p. 4560).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **211 (82-83)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif à la mise en harmonie des obligations comptables des commerçants et de certaines sociétés avec la IVe directive adoptée par le Conseil des Communautés européennes le 25 juillet 1978 [n° **229 (82-83)**] (13 avril 1983) - **Entreprises.**

Avis, déposé au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **273 (82-83)**] modifié par l'Assemblée nationale, relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises [n° **313 (82-83)**] (11 mai 1983) - **Bourses de commerce.**

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission de contrôle des services publics et des entreprises nationales chargés de veiller directement ou indirectement à l'application des dispositions législatives relatives au traitement, au transport, à l'importation et au stockage des déchets industriels toxiques ou de les mettre en oeuvre [n° **314 (82-83)**] (17 mai 1983) - **Pollution et nuisances.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide [n° **339 (82-83)**] (24 mai 1983) - **Ordre public.**

Rapport fait avec plusieurs de ses collègues, au nom de la commission des lois sur la proposition de loi [n° **339 (82-83)**] tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide [n° **359 (82-83)**] (2 juin 1983) - **Ordre public.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à renforcer la répression de certains crimes commis contre les personnes dépositaires de l'autorité et les agents de la force publique, ou à l'occasion des enlèvements de mineurs et des prises d'otages [n° **402 (82-83)**] (17 juin 1983) - **Crimes, délits et contraventions.**

Avis présenté, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **486 (82-83)**] relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (urgence déclarée) [n° **42 (83-84)**] (27 octobre 1983) - **Banques et établissements financiers.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **488 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des **entreprises** [n° **50 (83-84)**] (9 novembre 1983).

INTERVENTIONS

En qualité de président de séance

– **Hommage à Sir Cecil Clothier, parlementary commissioner for administration,** médiateur du Royaume-Uni (5 mai 1983) (p. 635).

– **Décès de M. René Tomasini**, sénateur de l'Eure (5 mai 1983) (p. 659)..

– **Projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale.** [n° **223 (82-83)**] - (19 mai 1983) - **Art. 7** (p. 966) : textes techniques - Multiplication des séances de nuit - Cadence des débats - Modification du règlement, tendant à ce que, sur décision de la conférence des présidents, certains textes ne soient examinés qu'en commission - Système de la commission délibérante du Sénat italien - Fatigue des sénateurs - Rythme des travaux, des séances et des commissions - **Art. 30** *ter* (p. 980) : nombre d'amendements en examen.

– **Hommage à une délégation des Cortes** (15 juin 1983) (p. 1644).

– **Projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989.** - *Nouvelle lecture* [n° **460 (82-83)**] - (29 juin 1983) - **Vote sur l'ensemble** (p. 2108) : durée des débats et application du règlement.

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural, relatives aux caisses de mutualité sociale agricole** [n° **502 (82-83)**] - (18 octobre 1983) - **Vote sur l'ensemble** (p. 2344) : éventualité évoquée par le ministre d'un recours à la procédure d'urgence - Expiration du délai réglementaire.

– **Hommage à une délégation parlementaire portugaise** (30 novembre 1983) (p. 3508).

– **Projet de loi de finances pour 1984.** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - I - Charges communes - (8 décembre 1983) - **Examen des crédits** (p. 3956) : à propos de l'adoption de l'amendement n° 239 de M. Adolphe Chauvin (modification de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances :

communication au Parlement d'un tableau retraçant les créances détenues et les dettes contractées par l'État, ses établissements publics et les sociétés nationales à l'égard d'organismes étrangers de toute nature ou d'Etats étrangers), attire l'attention de la commission des finances sur l'anomalie de l'absence d'examen par la commission d'un amendement déposé dans les délais fixés par elle.

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural relatives aux caisses de mutualité sociale agricole** - *Deuxième lecture* [n° **69 (83-84)**] - (12 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4100) : défense du fonctionnement normal du système parlementaire.

En qualité de sénateur

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** [n° **480 (81-82)**] - (13 avril 1983) - **Art. 1** (p. 216) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Jean Cluzel, rapporteur (action des caisses d'épargne en matière de dépôts, de crédits, d'opérations de banque et de prêts, notamment face aux collectivités locales et établissements publics) - **Art. 3** (p. 219) : se déclare défavorable à l'amendement n° 41 de M. Philippe de Bourgoing, soutenu par M. Robert Schmitt (suppression de l'obligation de création à l'échelon régional d'une société régionale de financement) - **Art. 4** (p. 222) : se déclare défavorable à l'amendement n° 6 de M. Jean Cluzel, rapporteur (fonction de représentation du Centre national des caisses d'épargne) - **Art. 5** (p. 226) : se déclare favorable à l'amendement rédactionnel n° 74 de M. Louis Perrein - **Art. 6** (p. 227) : se déclare défavorable à l'amendement n° 12 de M. Jean Cluzel, rapporteur (aménagement d'une période transitoire permettant la constitution progressive du réseau) - **Art. 9** (p. 230) : sur l'amendement n° 16 de M. Jean Cluzel, rapporteur (conditions de désignation des élus locaux et des déposants au sein du conseil de surveillance), son sous-amendement n° 89 : représentation de membres élus au scrutin uninominal à un tour par les représentants des conseils consultatifs parmi les déposants de plus de dix-huit ans jouissant de leurs droits civiques et titulaires d'un compte ouvert depuis plus d'un an ; rejeté - (p. 233) : se déclare défavorable à l'amendement n° 16 de M. Jean Cluzel, rapporteur.

Suite de la discussion - (14 avril 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 267) : dialogue entre le Sénat et l'Assemblée nationale - Confiance accordée aux caisses d'épargne - Cooptation et démocratisation - Suffrage universel - Financement des collectivités locales - Création de sociétés par les caisses d'épargne, prévue à l'article 4 - Crédit agricole et Crédit mutuel - Votera la proposition ainsi modifiée.

– **Projet de loi relatif à la mise en harmonie des obligations comptables des commerçants et de certaines sociétés avec la IVe directive adoptée par le Conseil des Communautés européennes le 25 juillet 1978** - *Deuxième lecture* [n° **211 (82-83)**] - (14 avril 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 268) : délai d'harmonisation - Examen par le Sénat en première lecture le 20 décembre 1982 - Amendements adoptés - Loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales ; code de commerce ; loi du 23 juillet 1967 sur le règlement judiciaire et la liquidation des biens ; loi du 31 décembre 1970 sur les sociétés civiles autorisées à faire publiquement appel à l'épargne - Loi du 3 janvier 1983 sur le développement des investissements - Certification des comptes consolidés - Evaluation des biens acquis à titre gratuit - Amendements de l'Assemblée nationale - Respect du principe de prudence - Nombre de salariés pris en compte pour l'application du système abrégé de présentation des comptes : cas des industries saisonnières ; nombre moyen de salariés ou nombre de salariés permanents - (p. 269) : contrats à durée indéterminée, à temps partiel ou à temps plein - Définition de l'écart de réévaluation - Date d'entrée en vigueur de la loi - **Art. 2** : *Art. 8 à 15 du code de commerce* (p. 270) : son amendement n° 1 : prise en compte pour l'application du système abrégé de présentation des comptes du nombre moyen de salariés permanents ; adopté - Projet de directive européenne sur le travail temporaire - Objectif de simplification pour les petites entreprises - (p. 271) : emplois à temps partiel et emplois occasionnels - Seuil d'effectif et finalité du projet - Son amendement n° 2 : mesure de l'écart de réévaluation ; adopté - (p. 272) : son amendement n° 3 : respect du principe de prudence par les comptes annuels ; adopté.

– **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières** [n° **228 (82-83)**] - (19 avril 1983) - **Art. 1** (p. 359) : solitude du ministre de l'économie - Calendrier de mise en place des mesures sociales déraisonnable - Récents propos tenus par M. Olivier Stirn - (p. 360) : regrette l'absence de précisions sur les mesures prises par ordonnances - Depuis 1958, dix-huit recours à la procédure des ordonnances - Sa seule autorisation accordée à M. Michel Debré - Pouvoir législatif et pouvoir réglementaire - **Explication de vote sur l'ensemble** (voir Art. 1).

– **Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles** [n° **23 (82-83)**] - (20 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 379) : opposition unanime du conseil général de la Seine-et-Marne aux villes nouvelles .

– **Projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale** - *Deuxième lecture* [n° **257 (82-83)**] - (3 mai 1983) - **Art. 1** (p. 556) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (délit en cours de semi-liberté, de libération conditionnelle ou de permission de sortir et doublement de peine) - **Art. 9 A** (p. 563) : référence à la loi du 2 février 1981 et à la prolongation de la possibilité de garde à vue de 24 heures - (p. 564) : se déclare favorable à l'amendement n° 10 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (rétablissement de cet article relatif au délai de garde à vue) - (p. 565) : sur cet amendement, son sous-amendement n° 43 : prolongation du délai de garde à vue si les nécessités de l'enquête l'exigent de façon impérieuse et immédiate ; retiré - Confiance envers la police française - **Art. 13** (p. 576) : se déclare favorable à l'amendement n° 39 de M. Robert Badinter, ministre (énumération des cas où les opérations de vérification d'identité peuvent donner lieu à la prise d'empreintes digitales ou de photographies) - (p. 578) : sur cet amendement, son sous-amendement n° 45 : mention et motivation spéciale dans le procès-verbal de toute prise d'empreintes ou de photographies ; adopté.

– **Projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques** [n° **264 (82-83)**] - (17 mai 1983) - **Art. 1** (p. 845) : dépôt tardif des amendements du Gouvernement - Sur l'article 1, souhaite le vote par division - Intérêt de la modification du champ d'application des enquêtes publiques - Définition du mot « travaux » introduit par l'Assemblée nationale - (p. 846) : nécessité d'enquêtes publiques lors d'opérations susceptibles de porter une atteinte importante à l'environnement - Imprécision de la notion de « sensibilité du milieu » - Protection de la propriété privée - (p. 847) : se déclare favorable à l'amendement n° 31 de M. Jacques Mossion, rapporteur (travaux non soumis aux enquêtes publiques) - Se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Jacques Mossion, rapporteur (enquêtes publiques nécessaires pour des opérations susceptibles de porter une atteinte importante à l'environnement) - (p. 848) : sur l'amendement n° 24 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (liste des opérations soumises à enquête, seuils et critères techniques permettant de définir ces opérations), son sous-amendement rédactionnel n° 32 ; retiré après modification de l'amendement - (p. 850) : sur l'amendement n° 4 de M. Jacques Mossion, rapporteur, (non application de la loi aux travaux préparatoires), son sous-amendement n° 33 : non-application de la loi aux travaux préparatoires à condition que ceux-ci ne constituent pas eux-mêmes des ouvrages et qu'ils ne portent pas une

atteinte importante et irréversible à l'environnement ; adopté - (p. 851) : se déclare favorable à l'amendement n° 34 de M. Jacques Mossion, rapporteur (prise en compte du caractère des zones concernées se substituant à la sensibilité du milieu).

– **Projet de loi relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises** - *Deuxième lecture* [n° 273 (82-83)] - (18 mai 1983) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 872) : projet initial proposant trois innovations importantes : création d'une commission des marchés à terme de marchandises ; une nouvelle organisation de l'activité des commissionnaires agréés près la Bourse de commerce de Paris et des courtiers de marchandises assermentés sur les places autres que Paris ; une réglementation du démarchage en vue de protéger la clientèle - Nombreux amendements de la commission des lois retenus par l'Assemblée nationale - Texte adopté par l'Assemblée nationale remettant en cause les principes juridiques relatifs au statut de la profession de commissionnaire agréé concernant le démarchage - Amendements de la commission des lois tendant à modifier le texte de l'Assemblée nationale - Pouvoirs de la commission de marchés à terme de marchandises (COMT) - (p. 873) : absence de remise en cause de l'indépendance de la profession des commissionnaires agréés à l'égard de la COMT - Définition nécessaire des attributions respectives de la COMT et de l'autorité judiciaire en matière de discipline du démarchage - Satisfaction de l'attribution de facilités aux opérateurs pour se couvrir sur les changes - Marchés à terme destinés à mettre l'industrie à l'abri de la spéculation - Nécessité d'ouvrir d'autres marchés que ceux existants - Marchés à terme, facteur important de l'action économique d'un pays - (p. 874) : satisfaction de l'absence d'intention de faire de la COMT une juridiction - **Art. 2 :** son amendement n° 22 : composition de la commission des marchés à terme de marchandises ; rejeté - **Art. 4** (p. 877) : son amendement n° 24 : composition du conseil consultatif des marchés réglementés ; adopté - **Art. 5 :** son amendement rédactionnel n° 25 ; adopté - Ses amendements n° 26 : précisions relatives au contenu du règlement général des marchés ; adopté ; et n° 28 : limites de fluctuation des cours ; adopté - **Art. 6 :** son amendement de coordination n° 29 ; adopté - (p. 879) : son amendement n° 30 : suspension en cas d'urgence par le président de commission ou son représentant désigné à cet effet des opérations sur un marché déterminé où des contrats sont en cours ; adopté - **Art. 7 :** son amendement rédactionnel n° 31 ; adopté - **Art. 8** (p. 881) : son amendement n° 33 identique à l'amendement n° 4 de M. Michel Chauty, rapporteur : suppression de la faculté octroyée à la commission des marchés à terme de se faire adresser copie de tout document par toute personne intervenant à titre quelconque sur les marchés à terme ; retiré - (p. 882) : sur l'amendement n° 4 de M. Michel Chauty, rapporteur, son sous-amendement n° 78 : en cas d'urgence, par décision motivée, le président peut charger les agents de la commission des marchés à terme d'une enquête ; devenu sans objet - (p. 883) : s'oppose au sous-amendement n° 74 de M. Michel Crépeau, ministre (nécessité d'une décision motivée du président de la commission des marchés à terme préalable au déclenchement d'une enquête par les agents de la commission) - Son amendement n° 35 : inopposabilité du secret professionnel à la commission des marchés à terme pour toute personne physique ou morale ; adopté - **Art. 9** (p. 884) : son amendement de coordination n° 36 ; adopté - Son amendement n° 37 : saisine par tout intéressé de la commission des marchés à terme ne pouvant concerner que les pétitions, plaintes et réclamations relatives au fonctionnement des marchés à terme ou de démarchage ; adopté - **Art. 13 :** son amendement n° 38, identique à l'amendement n° 6 de M. Michel Chauty, rapporteur : unicité du syndicat professionnel des commissionnaires agréés ; retiré - (p. 885) : son amendement n° 39, identique à l'amendement n° 7 de M. Michel Chauty, rapporteur : rétablissement de l'homologation des statuts de la compagnie des commissionnaires agréés par la puissance publique ; retiré - **Art. 16 :** son amendement n° 40 : mandat de gestion des commissionnaires agréés faisant l'objet d'un contrat écrit conforme à un contrat-type homologué par la commission des marchés à terme de marchandises ; adopté - (p. 886) : son amendement n° 41, identique à l'amendement n° 8 de M. Michel Chauty, rapporteur : suppression de l'obligation de la prise en compte du résultat des opérations pour la rémunération du mandataire ; adopté - **Art. 17** *bis* (p. 887) : son amendement de suppression pour coordination n° 42 ; adopté - **Art. 18** (p. 888) : son amendement n° 43 : agrément des commissionnaires par la commission des marchés à terme de marchandises sur avis motivé de la compagnie ; retiré au profit de l'amendement n° 9 de M. Michel Chauty, rapporteur (procédure d'agrément des commissionnaires maintenant le monopole de présentation de la compagnie des commissionnaires et prévoyant le recours à une instance d'arbitrage en cas de refus de présentation par la compagnie) - **Art. 19** (p. 889) : son amendement n° 44 : avis de la compagnie des commissionnaires agréés sur la nature et le montant des garanties dont les commissionnaires doivent justifier ; rejeté - Son amendement rédactionnel n° 45, identique à l'amendement rédactionnel n° 10 de M. Michel Chauty, rapporteur ; adopté - Son amendement n° 46 : admission d'une société commerciale en qualité de commissionnaire agréé si elle justifie à tout moment des capitaux propres ou des garanties prévues au deuxième alinéa ; adopté - **Après l'art. 19 :** son amendement n° 47 : agrément des représentants qualifiés des sociétés admis en qualité de commissionnaires agréés ; rejeté - **Art. 22** (p. 890) : son amendement n° 48, identique à l'amendement n° 11 de M. Michel Chauty, rapporteur : retrait de l'amende de la liste des sanctions disciplinaires ; adopté - (p. 891) : son amendement n° 49, identique à l'amendement n° 12 de M. Michel Chauty, rapporteur : amende s'ajoutant au blâme, à la suspension ou au retrait de l'agrément ; adopté - **Art. 23 :** son amendement rédactionnel de coordination, n° 50 ; adopté - **Art. 23** *bis* : son amendement n° 51 : organisation de la profession de courtier de marchandises assermenté ; rejeté - (p. 892) : son amendement de coordination n° 52 ; adopté - **Art. 24** (p. 893) : son amendement de coordination n° 54 ; adopté - **Art. 26** *bis* : son amendement n° 56 : inopposabilité du secret bancaire à la commission des marchés à terme ; adopté - **Art. 27** (p. 894) : ses amendements de coordination n° 57 et n° 58, identiques aux amendements de coordination n° 16 et n° 17 de M. Michel Chauty, rapporteur ; adoptés - **Art. 28 A** (p. 895) : son amendement n° 60 : précisions relatives à la définition d'une activité de démarchage ; retiré - Accepte l'amendement n° 77 de M. Michel Crépeau, ministre (définition du démarchage en vue d'opérations sur les marchés à terme de marchandises) - **Art. 31 :** ses amendements rédactionnels de coordination n° 61 et n° 62, identiques aux amendements rédactionnels de coordination n° 18 et n° 19 de M. Michel Chauty, rapporteur ; adoptés - **Art. 32 :** son amendement de coordination n° 63 ; adopté - **Art. 35** (p. 896) : son amendement n° 64 : suppression du système d'information complémentaire ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 36 - **Art. 36** (p. 897) : son amendement n° 65 : compétence disciplinaire du procureur de la République sur les démarcheurs ; rejeté - (p. 898) : son amendement de coordination n° 66, identique à l'amendement de coordination n° 20 de M. Michel Chauty, rapporteur ; adopté - Son amendement n° 69 : désignation par décret en Conseil d'Etat du membre supplémentaire que s'adjoint la commission des marchés à terme lorsqu'elle siège en matière disciplinaire ; rejeté - **Art. 35** *(suite)* (p. 899) : son amendement n° 64 précédemment réservé ; devenu sans objet - **Art. 36** *bis* : son amendement n° 70 : suppression de cet article relatif aux infractions commises par les commissionnaires et les courtiers de marchandises en matière de démarchage ; adopté.

– **Question au Gouvernement : livre « Suicide mode d'emploi »** - (19 mai 1983) - (p. 949, 950) : suicide : histoire, techniques, actualité - Vente de ce livre aux mineurs - Aide au suicide et sanction - Travaux de la commission de révision du code pénal.

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** - *Deuxième lecture* [n° 267 (82-83)] -

(24 mai 1983) - **Art. 3** (p. 1056) : se déclare opposé à l'amendement rédactionnel n° 42 de M. Roger Boileau, soutenu par M. Paul Pillet et, sur cet amendement, au sous-amendement n° 50 de M. Jacques Descours Desacres (tâches assumées à la demande du Centre national par les sociétés régionales de financement) - **Art. 4** (p. 1057) : se déclare opposé à l'amendement n° 2 de M. Jean Cluzel, rapporteur (création et gestion possible par le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance de tout organisme utile au développement des activités du réseau) - (p. 1058) : différence entre société et organisme - (p. 1059) : sur cet amendement, son sous-amendement n° 53 : gestion de toute société ou organisme utile au développement des activités du réseau par le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance ; adopté - (p. 1060) : se déclare favorable à l'amendement n° 40 de M. Louis Souvet (composition et fonctionnement de l'assemblée générale et du directoire du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance déterminés par décret) et à l'amendement rédactionnel n° 54 de M. Jean Cluzel, rapporteur - **Art. 8** (p. 1062) : sur l'amendement n° 30 de M. Pierre Gamboa (fixation d'un quota pour l'élection au conseil consultatif), son sous-amendement n° 55 : fixation d'un quota pour le tirage au sort des électeurs au conseil consultatif ; adopté - **Art. 9** (p. 1066) : se déclare opposé à l'amendement n° 10 de M. Jean Cluzel, rapporteur (création de postes de censeur) - **Rappel au règlement** (p. 1068) : demande le report au lendemain de la suite du débat.

– **Projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires** [n° 277 (82-83)] - (31 mai 1983) - **Art. 2** (p. 1241) : son amendement n° 5 : expérience internationale des candidats aux fonctions de ministres plénipotentiaires ; adopté - (p. 1242) : se déclare favorable à l'amendement n° 3 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (suppression de l'alinéa relatif au recrutement de responsables syndicaux ou de dirigeants d'associations reconnues d'utilité publique) - **Art. 3** (p. 1245) : se déclare favorable à l'amendement n° 4 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (conditions d'âge et d'ancienneté requises au tour extérieur pour l'accès aux différents grades du corps des ministres plénipotentiaires).

– **Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public** [n° 282 (82-83)] - (6 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1392) : hostile aux commissions spéciales empêchant une bonne coordination des travaux du Sénat - Participation aux travaux de la commission spéciale - (p. 1393) : déclare ne pas être l'auteur de l'amendement supprimant le mot « démocratisation » - Importance de l'article 1 de ce projet traitant du champ d'application et bouleversant les structures de notre société - Interrogation sur la nécessité de ce projet - Danger de l'existence d'une commission consultative - Loi d'organisation et de démocratisation, conséquence logique de la loi de nationalisation du 11 janvier 1982 - Titre I ne visant pas que le secteur nationalisé tel qu'il résulte de la loi du 11 février 1982 - (p. 1394) : retrait de l'article 33 et respect de la déclaration des droits de l'homme - Réaffirmation du Gouvernement de sa volonté de restituer au secteur privé les participations industrielles des deux compagnies financières de Suez et de Paribas - Réponse de M. le Président de la République relative à « l'affaire des fers à repasser » - Souhait du Gouvernement d'appliquer les effets de la nationalisation à un secteur public élargi en dépit des engagements pris - Rupture de l'union de la gauche en septembre 1977 sur le problème des filiales et des sous-filiales dont le parti communiste voulait la nationalisation - Problème de la liste des filiales et des sous-filiales concernées - Article 1 proposant de faire entrer dans le champ d'application de la loi ce qui était nationalisé avant le 11 février 1982 - Interrogation sur la phrase ajoutée à la fin du 1er alinéa : « une liste des entreprises concernées sera communiquée au Parlement à la date de la promulgation de la présente loi » - (p. 1395) : texte risquant de faire l'objet d'un recours devant le Conseil constitutionnel - Nécessité de racheter les actions des minoritaires au juste prix - Défenseur de l'économie libérale depuis vingt cinq ans - Secteur nationalisé servant de témoin facilitant les contre-mesures à prendre le moment venu.

Suite de la discussion - (7 juin 1983) - **Art. 1 et annexe I** (p. 1407) : cas des participations majoritaires vendues à l'étranger - Attente de la loi dite de de respiration - Problème des actionnaires privés - Droit de propriété - Sociétés anonymes - Exemple de la part du capital de la compagnie La Hénin détenue par la compagnie de Suez ; participation majoritaire de l'Etat et de ses établissements et entreprises publics - Extension par ce biais du champ d'application du projet : Salins du Midi ; vins Cordier - **Art. 2** (p. 1408) : se déclare favorable à l'amendement n° 8 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression, pour coordination, de cet article relatif aux filiales mentionnées au paragraphe 4 de l'article 1) - **Art. 4 et annexes II et III** (p. 1409, 1410) : intérêt souligné par le ministre des amendements déposés par le groupe socialiste du Sénat - **Art. 4** *ter* (p. 1411) : question posée par M. André Bohl sur la gestion du domaine immobilier des Charbonnages de France ; cas analogue des sociétés d'HLM chargées de loger le personnel de la SNCF - **Intitulé du titre II** (p. 1413) : intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression du mot démocratisation) -Organisation et démocratisation du secteur public - Intitulé du projet de loi - **Art. 6** *quinquies* (p. 1420) : se déclare favorable à l'amendement n° 20 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression de cet article relatif à la définition par le conseil d'administration ou de surveillance des moyens évoqués à l'article précédent) - Droit des sociétés - Loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales - Domaines de la loi et du règlement - **Art. 6** *sexies* (p. 1421) : se déclare favorable à l'amendement n° 21 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression de cet article relatif à la fixation par le conseil des conditions d'accès de ses membres dans les établissements de l'entreprise) - Loi de 1966 sur les sociétés commerciales - Pouvoirs du conseil d'administration - Représentants des salariés - Se déclare opposé à l'amendement rédactionnel n° 109 de M. Charles Bonifay (rôle du directoire et du conseil de surveillance) - **Art. 8** (p. 1424) : intervient sur la disposition de cet article relative à la gratuité du mandat des membres du conseil d'administration - Responsabilités encourues - Nécessité d'une rétribution.

– **Projet de loi modifiant le code du service national** [n° 319 (82-83)] - (7 juin 1983) - **Art. 1** (p. 1443) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (formes du service national : suppression du service des objecteurs de conscience) - Durée du service des objecteurs de conscience - (p. 1444) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (réaffirmation de la durée de douze mois du service actif légal) - Durée du service des objecteurs de conscience - Eventualité d'un recours devant le Conseil constitutionnel - (p. 1448, 1449) : se déclare opposé à l'amendement n° 9 de M. Pierre Croze, soutenu par M. Charles de Cuttoli (possibilité de dispense du service national actif pour les jeunes Français résidant à l'étranger et venant accomplir en France des études supérieures).

– **Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public** [n° 282 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (8 juin 1983) - **Art. 12** (p. 1462) : se déclare favorable à l'amendement n° 28 de M. Jean Chérioux, rapporteur (conditions d'éligibilité au conseil de surveillance) - Qualité des administrateurs du secteur public français - **Art. 24** (p. 1472, 1473) : se déclare favorable à l'amendement n° 47 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression de cet article relatif à la formation des représentants des salariés à la gestion des entreprises) - **Art. 25** (p. 1474) : conseil de surveillance ne pouvant émettre que des avis - Position de M. Charles Bonifay différente de celle de la commission : avis émis par le conseil de surveillance ou le conseil d'administration - **Intitulé** (p. 1488) : se déclare favorable à l'amendement n° 1, rectifié à sa demande, de M. Jean Chérioux, rapporteur (« Projet de loi relatif à l'organisation

et à la démocratisation du secteur public ») - Intitulé correspondant à l'énoncé inclus dans la loi de nationalisation du 11 février 1982 - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1489) : champ d'application du présent texte plus large que celui de la loi du 11 février 1982 sur les nationalisations - Recours déposé devant le Conseil constitutionnel - Démocratisation limitée à une cosurveillance - Souhaite en deuxième lecture la limitation du champ d'application de la loi et le respect du droit de propriété des actionnaires - Cas particulier de nombreuses entreprises, filiales ou sous-filiales de sociétés nationalisées - (p. 1490) : favorable à l'adoption du texte ainsi amendé.

– **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly** fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** [n° 339 (82-83)] déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide** [n° 359 (82-83)] - (9 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1517, 1518) : publication d'un livre en mars 1982 destabilisateur sur le plan de la vie humaine et du suicide - 270 pages de recettes permettant d'être certain de se donner la mort sans se rater - Lettre au ministre de l'intérieur début 1982 dans le but d'empêcher l'exposition de ce livre, d'en interdire la vente aux mineurs et d'empêcher sa publicité - Suicide n'étant pas un délit - Correspondance négative du ministre de l'intérieur - Communiqué de la fédération nationale des coopératives de consommateurs s'insurgeant contre la diffusion de ce livre - (p. 1519) : demande de M. Joly, président du syndicat national de l'industrie pharmaceutique adressée à M. Jacques Ralite réclamant la saisie de cet ouvrage - Nombreuses autres interventions : du professeur Raymond Villey, président de l'ordre des médecins ; du docteur Fournier, président du conseil de l'ordre des pharmaciens ; de M. Thierry Maulnier et de Catherine Delsol dans Le Figaro - Enumération des suicides inspirés par ce livre - (p. 1520) : citation dans l'ouvrage intitulé « Histoire technique et actualité » d'une soixantaine de spécialités de médicaments inscrits au tableau des substances vénéneuses et comportant par ailleurs une incitation au vol d'ordonnances et à la fabrication de faux - Absence de moyen juridique pour intervenir sur le contenu et la diffusion de cet ouvrage - Réponse de M. Labarrère lors de la séance des questions d'actualité du 19 mai et recherche d'une solution à cette question en dehors de la révision du code pénal - Dépôt de cette proposition de loi par le groupe de la gauche démocratique presque unanime - Importance des suicides en France - (p. 1521) : lutte contre l'incitation au suicide - Condamnation en cas de non assistance à personne en danger - Existence de l'incrimination au suicide dans le code pénal de nombreuses nations européennes - Incitation au suicide incriminée dans les mêmes termes que lorsqu'il s'agit d'encourager la consommation de stupéfiants ou l'avortement - Création d'une association pour lutter contre la campagne d'incitation au suicide - Nombreuses lettres d'encouragement à la suite du dépôt de cette proposition mais dépêche de l'Agence France presse du 30 mai déclarant cette proposition de loi de circonstance et rétrograde - Proposition de loi ne comportant aucun caractère scélérat ou liberticide et ne visant pas le suicide - Impossibilité pour la loi pénale de rétroagir - Demande au ministre de la justice de bien vouloir inscrire cette proposition de loi à l'ordre du jour prioritaire de l'Assemblée nationale - (p. 1522) : possibilité de revoir certaines dispositions de cette proposition lors de l'examen de la révision du code pénal - Urgence du vote de cette proposition - (p. 1524) : légifération sous le coup de la résolution - (p. 1525) : statistiques analogues avec celles du Gouvernement - Début des travaux de la commission de révision du code pénal en 1979 - Problème d'urgence et nécessité de voter ce texte - Doctrine de l'euthanasie en cours d'élaboration - Absence de précision concernant la clôture des travaux de la commission de révision du code pénal - Texte nécessaire pour châtier ceux qui publieront des ouvrages identiques ; pour protéger les mineurs ; pour interdire la publicité de tel livre - Au nom de la commission des lois, demande au Sénat, l'adoption conforme du texte de cette proposition de loi - **Vote sur l'ensemble** (p. 1532) : élaboration et décision de dépôt de ce texte, fruit d'une discussion en groupe - Propos excessifs de M. Michel Dreyfus-Schmidt comparant ce livre au dictionnaire et déclarant qu'il n'est pas beaucoup plus dangereux.

– **Projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989** [n° 338 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (17 juin 1983) - **Art. 3** (p. 1757) : demande la réserve de l'article 3 jusqu'après l'examen de l'article 4 - **Art. 4** (p. 1758) : se déclare favorable à l'amendement n° 7 de M. Roger Romani, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article définissant les missions de l'établissement public) - (p. 1759) : rappelle les dispositions de l'article premier de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances relatives à la création de charges sans avoir prévu les recettes correspondantes - Lecture d'une décision du 27 juillet 1978 du Conseil constitutionnel - Contradiction avec la Constitution - **Art. 5** (p. 1761) : se déclare favorable à l'amendement n° 8 de M. Roger Romani, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à la composition du conseil d'administration de l'établissement public) - **Après l'art. 6** *bis* (p. 1762) : sur l'amendement n° 11 de M. Roger Romani, rapporteur (transmission par le Gouvernement aux assemblées parlementaires des rapports établis par l'établissement public), son sous-amendement n° 34 : remplacer les mots « transmet aux assemblées parlementaires les rapports établis » par les mots « soumet au Parlement les propositions établies » ; retiré.

– **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle** [n° 400 (82-83)] - (23 juin 1983) - **Art. 1** (p. 1952) : durée de la disposition d'exonération d'impôt sur les bénéfices prévue dans le projet de loi de finances pour 1984 - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1954) : rôle moteur pour la création d'emploi de l'autorisation de libre débauchage des salariés - Franchissement des seuils entre artisanat et petite et moyenne industrie - Votera le texte.

– **Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public** - *Deuxième lecture* [n° 407 (82-83)] - (24 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1981, 1982) : modification de l'intitulé par l'Assemblée nationale - Définition du secteur public ; loi du 11 février 1982 ; retrait pour motif constitutionnel de l'article 33 sur la rétrocession des participations industrielles des compagnies financières et des banques - Propos tenus par M. François Mitterrand, Président de la République, le 11 décembre 1981 à Mme Michèle Cotta et M. Pierre Desgraupes - Ventes illégales de filiales ou de participations d'entreprises nationalisées avant le vote du projet de loi de restitution déposé en octobre 1982 et jamais venu en discussion - Désaccord avec la définition du secteur public telle qu'elle ressort du texte en projet ; nationalisation rampante - Manœuvre en cours concernant Thomson-CSF – (p. 1983) : atteinte au droit de propriété des actionnaires - Annonce de recours devant le Conseil constitutionnel - Exclusion de Matra du champ d'application et inégalité devant la loi - Nationalisation et étatisation - Atteinte aux intérêts de l'entreprise et préjudice pour les actionnaires ; compagnie française des pétroles ; Elf-Aquitaine ; démission de M. Albin Chalandon - Exemple de la compagnie La Hénin - (p. 1984) : danger de la présence de l'Etat co-actionnaire d'actionnaires libres - (p. 1985) : en réponse à M. Pierre Bérégovoy, ministre, rappel de ses votes contre les aides à la sidérurgie et les prêts du Fonds de développement économique et social (FDES) - Gestion de M. Albin Chalandon à la tête d'Elf Aquitaine ; arrêt Cogima - Offre publique d'achat (OPA) et sauvegarde des intérêts des actionnaires minoritaires ; exemple de Saint-Gobain - Divergence d'intérêt entre l'Etat co-actionnaire et l'actionnaire privé - Dépôt tardif du projet de loi de restitution au secteur privé sans inscription à l'ordre du jour des assemblées - **Intitulé** (p. 1997, 1998) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Jean Chérioux, rapporteur (« Projet de loi relatif à l'organisation et à la démocratisation du secteur public »).

– **Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan)** [n° 399 (82-83)]

- (28 juin 1983) - **Art. unique** (p. 2084, 2085) : liberté de vote des parlementaires - Refus de la polémique - Respect mutuel.

– **Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public** - *Nouvelle lecture* [n° 463 (82-83)] - (30 juin 1983) - Au nom de la commission spéciale - **Art. 1** (p. 2117) : présente les motions d'irrecevabilité de M. Jean Chérioux, rapporteur, n° 1 relative à certaines dispositions de l'article 1, n° 2 relative à certaines dispositions de l'article 4, et n° 3 relative à certaines dispositions de l'article 5 - Loi de nationalisation du 11 février 1982 - Extension du champ d'applicaton de la présente loi à des sociétés non nationalisées - Atteinte au droit de propriété et à la liberté d'entreprendre - Décision du Conseil constitutionnel du 16 janvier 1982 sur la loi de nationalisation - (p. 2118) : composition des conseils d'administration ou de surveillance - Choix des dirigeants sociaux échappant aux actionnaires - Droit de rachat des actions - Situation juridique des actionnaires minoritaires des filiales - Non respect du principe de l'égalité de tous les citoyens devant la loi - Exclusions injustifiées de certains établissements et entreprises publiques du champ d'application de la présente loi - Cas de la société Matra et de ses filiales - Participation des salariés - (p. 2119) : transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé - Inconstitutionnalité de certaines dispositions du projet en examen - (p. 2120) : réponses de la commission spéciale à M. Charles Bonifay : sociétés d'économie mixte ; droit de vote des actionnaires ; droit de rachat des actions - Dépôt de nombreux amendements - **Art. 4** (p. 2122) : présente la motion n° 2 de M. Jean Chérioux, rapporteur tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité à certaines dispositions de cet article (voir p. 2117 à 2119) - **Art. 5** (p. 2123) : présente la motion n° 3 de M. Jean Chérioux, rapporteur tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité à certaines dispositions de cet article (voir p. 2117 à 2119) - **Intitulé** (p. 2132) : se déclare favorable à l'amendement n° 4 de M. Jean Chérioux, rapporteur (« Projet de loi relatif à l'organisation et à la démocratisation du secteur public »).

– **Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** - *Nouvelle lecture* [n° 480 (82-83)] - (6 juillet 1983) - **Discussion générale** (p. 2218) : opposition aux questions préalables - Discussion souhaitable des textes - Favorable à la présente question, véritable motion de protestation - **Question préalable** (p. 2225, 2226) : se déclare favorable à la motion n° 1 de M. Jacques Larché, rapporteur, tendant à opposer la question préalable.

– **Projet de loi relatif à l'activité et au controle des établissements de crédit** [n° 486 (82-83)] - (3 novembre 1983) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 2562) : motifs de la commission des lois pour se saisir de ce texte : conséquences de la loi de 1966 sur les sociétés commerciales ; harmonisation du droit des sociétés avec les directives européennes ; sanctions pénales ; droit du crédit ; liberté des contrats - Définition d'un cadre juridique commun à tous les établissements de crédit - Conseil national du crédit (CNC) - Commission bancaire se substituant à la commission de contrôle des banques - (p. 2563) : demande l'interdiction du crédit gratuit - Compagnies financières - Droit au compte - **Art. 2** (p. 2577) : son amendement n° 57 : fonds versés en compte par des associés ou des actionnaires exclus des fonds considérés comme reçus du public ; adopté - (p. 2578) : son amendement n° 58 : fonds reçus pour constituer ou augmenter le capital de l'entreprise exclus des fonds considérés comme reçus du public ; retiré - (p. 2579) : son amendement n° 59 : fonds reçus des salariés en vertu des dispositions relatives à l'intéressement et à la participation exclus des fonds considérés comme reçus du public ; retiré - **Art. 3** (p. 2580) : sur une nouvelle définition des opérations de crédit, ses amendements n° 60, n° 61 et n° 62 ; retirés - **Art. 5** (p. 2582) : son amendement n° 63 : suppression de la notion d'encaissement afférente aux opérations portant sur des chèques, effets, valeurs ou billets ; adopté - Son amendement n° 64 : 1° vente de valeurs mobilières considérée comme opération connexe à l'activité des établissements de crédit ; 2° rétablissement de l'ordre chronologique des diverses opérations ; adopté - Sur l'amendement n° 184 de M. Pierre Gamboa (opérations relatives à la gestion des patrimoines dissociées des opérations destinées à faciliter la création et le développement des entreprises), son sous-amendement n° 65 : services de nature comptable exclus des opérations connexes à l'activité des établissements de crédit ; adopté - **Art. 11** (p. 2585) : son amendement n° 66 : comités interprofessionnels du logement (CIL) exclus du champ d'application du projet ; retiré - Sur l'amendement n° 14 de M. Yves Durand, rapporteur (organismes dérogeant à l'interdiction relative aux opérations de crédit), son sous-amendement n° 67 : droit pour les entreprises consentant des prêts à leurs salariés de réaliser des opérations de crédit ; retiré puis repris par M. Jacques Descours Desacres - **Après l'art. 11** (p. 2587) : sur l'amendement n° 15 de M. Yves Durand, rapporteur (activités des entreprises non soumises aux interdictions relatives aux opérations de crédit), son sous-amendement n° 68 : décret fixant les conditions d'application de la disposition concernant les entreprises de financement des achats ou des ventes des sociétés ou adhérents ; adopté - **Art. 12** (p. 2588) : loi de 1966 relative à la société dualiste - (p. 2589) : son amendement n° 71 : interdiction d'exercer la profession bancaire étendue à toutes les condamnations ; adopté - Son amendement n° 73 : interdiction d'exercer la profession bancaire faite aux personnes violant la présente loi ; adopté - Son amendement n° 74 : condamnations prononcées à l'étranger en force de chose jugée ; adopté - (p. 2590) : son amendement n° 75 : interdiction d'exercer la profession bancaire faite aux personnes déclarées en faillite ; adopté - Cas particulier de la faillite déclarée par une juridiction étrangère - **Art. 14** (p. 2591) : sur le rôle du comité des établissements de crédit, ses amendements n° 76, n° 77 et n° 78 ; retirés - (p. 2592) : expérience préalable requise des responsables des sociétés de crédit mutuel - (p. 2593) : agrément délivré par le comité des établissements de crédit dans un délai de douze mois à compter de la réception de la demande - **Art. 22** (p. 2597, 2598) : interrogation sur la nature de l'organisme professionnel auquel tout établissement de crédit est tenu d'adhérer - Cas particulier des institutions financières spécialisées - Compétences de l'association française des établissements de crédit (AFEC) - Ministre de tutelle de l'AFEC.

Suite de la discussion - (4 novembre 1983) - Rapporteur pour avis - **Art. 30** (p. 2614, 2615) : accepte l'amendement n° 191 de M. Charles Lederman (publication au Journal officiel des règlements du comité de la réglementation bancaire, après homologation par le ministre de l'économie) - **Art. 35** (p. 2616) : s'oppose à l'amendement n° 193 de M. Pierre Gamboa (respect de la diversité des établissements) - **Art. 36** (p. 2619) : composition de la commission bancaire - **Art. 37** : son amendement n° 80 : contrôle sur pièces et sur place de la commission bancaire ; adopté - **Art. 38** (p. 2620) : son amendement n° 81 : communication à la commission bancaire des rapports des commissaires aux comptes et de tous les documents comptables nécessaires ; adopté - **Art. 39** (p. 2621) : son amendement n° 82 : communication des résultats des contrôles au conseil d'administration, ou au directoire et au conseil de surveillance, ou à l'organe délibérant en tenant lieu, de l'établissement contrôlé ; adopté - Son amendement n° 83 : suppression des dispositions de cet article relatives aux cas d'extension des contrôles sur place aux filiales d'un établissement de crédit, aux personnes morales le contrôlant, ou à leurs filiales ; retiré - (p. 2623) : son amendement n° 84 : contrôle sur place et extension dans le cadre de conventions internationales aux succursales à l'étranger ; retiré - **Art. 43** (p. 2624) : son amendement n° 85 : suspension provisoire des dirigeants mentionnés à l'article 16 de ce projet ; adopté - **Après l'art. 44** (p. 2625) : intervient sur l'amendement n° 36 de M. Yves Durand, rapporteur (information des organes centraux par la commission bancaire relative aux contrôles décidés à l'égard des établissements affiliés à leurs réseaux) - **Art. 45** : son

amendement n° 86 : recours en cassation pour les décisions de la commission bancaire ; adopté - Son amendement n° 87 : recours pour excès de pouvoir pour les autres décisions ; retiré - (p. 2626) : compétence du Conseil d'Etat comme juge de cassation - **Art. 46** (p. 2627) : son amendement n° 88 : secret professionnel pour les personnes participant au contrôle des établissements de crédit ; adopté - (p. 2628) : son amendement n° 89 : suppression des dispositions de cet article relatives à la dérogation en faveur de la commission bancaire et de la Banque de France et à la transmission d'informations aux autorités chargées de la surveillance des établissements de crédit dans d'autres pays ; retiré - **Art. 49** (p. 2630) : son amendement n° 90 : prérogatives du Gouverneur de la Banque de France et droit d'alerte dans le cadre d'un établissement de crédit en difficulté ; rejeté - **Après l'art. 49** (p. 2632) : son amendement n° 204 : création et pouvoirs de la Caisse mutuelle de garantie des banques ; rejeté - **Chapitre II** (p. 2634) : son amendement n° 91 : intitulé ; « Obligations comptables des établissements de crédit - Conventions intervenant entre un établissement de crédit et ses dirigeants » ; adopté - **Art. 50** : son amendement n° 92 : obligation de dresser les comptes annuels et possibilités d'adaptation par le comité de la réglementation bancaire ; adopté - Son amendement n° 93 : modalités d'exercice du contrôle dans chaque établissement de crédit par au moins deux commissaires aux comptes ; actions des commissaires aux comptes ; adopté - Son amendement n° 94 : inapplicabilité des dispositions de cet article relatives aux modalités du contrôle dans chaque établissement de crédit, aux sociétés coopératives de crédit adhérentes à un organisme central chargé de s'assurer de leur bon fonctionnement ; adopté - **Après l'art. 50** (p. 2635) : son amendement n° 95 : obligation de consolidation des comptes pour les établissements de crédit détenant une participation dans un autre établissement de crédit ; adopté - **Art. 51** : son amendement n° 96 : obligation de publier les comptes annuels pour tous les établissements de crédit ; sanctions pénales pour la non publication des comptes ; adopté - **Art. 52** : son amendement n° 97 : applicabilité des dispositions des articles 101 à 106 de la loi du 24 juillet 1966 à tous les établissements de crédit ; adopté - (p. 2636) : son amendement n° 98 : dérogation et application de l'article 103 de la loi du 24 juillet 1966 ; adopté - **Avant l'art. 53** : son amendement n° 99 : intitulé de division nouvelle ; « Secret professionnel » ; adopté - **Art. 53** : son amendement n° 100 : obligation de secret pour toute personne participant à la direction et à la gestion d'un établissement de crédit ; adopté - **Art. 54** (p. 2637) : son amendement n° 101 : possibilité d'ouverture pour toute personne d'un compte de dépôt auprès des services financiers de la poste ; adopté - Nombre des interdits de chèques et des interdits de compte - (p. 2638) : son amendement n° 102 : possibilité de limitation par les services financiers de la poste du service de caisse lié à l'ouverture du compte ; adopté - **Art. 51** (p. 2639) : son amendement n° 126 : cas de réduction ou d'interruption de toute ouverture de crédit à durée indéterminée et de nature commerciale ; retiré - (p. 2640) : son amendement n° 103 : possibilité pour l'établissement de crédit de résilier l'ouverture du crédit, en cas de faute caractérisée du bénéficiaire, ou lorsque sa situation s'avère irrémédiablement compromise ; adopté - **Art. 57** (p. 2641) : son amendement n° 104 : opérations de crédit à une personne physique pour l'exercice de sa profession ou à une personne morale de droit privé ou public ; cession ou nantissement des créances résultant des actes conclus ; adopté - Son amendement n° 105 : désignation ou individualisation des créances ; indication du débiteur, du lieu de paiement et du montant des créances ; adopté - (p. 2642) : loi du 2 janvier 1981 - (p. 2643) : son amendement n° 107 : contestations sur l'existence ou la transmission d'une créance et preuve pour le cessionnaire par tous moyens que la créance est comprise dans le montant global porté sur le bordereau ; adopté - Son amendement n° 108 : cession de créance et transfert de propriété de la créance cédée ; signataire de l'acte de cession ou de nantissement, garant solidaire du paiement des créances cédées en nantissement ; adopté - (p. 2644) : son amendement n° 109 : contestation de la date portée sur le bordereau et preuve par tous moyens pour l'établissement de crédit de l'exactitude de celle-ci ; retiré - Loi Dubanchet du 12 avril 1980 - (p. 2645) : son amendement n° 110 : abrogation des dispositions du décret du 30 octobre 1935 contraires à cette loi ; modifications du code des marchés publics ; date d'applicabilité de la loi ; adopté - **Après l'art. 57** (p. 2646) : son amendement n° 111 : caractère interprétatif des dispositions relatives à la cession de créances et au transfert au cessionnaire de la propriété de la créance cédée ; adopté - **Après l'art. 58** : son amendement n° 112 : liste des modes normaux de paiement et inclusion des bordereaux de cession de créances de la loi du 2 janvier 1981 ; adopté - **Art. 66** (p. 2647) : son amendement n° 113 : constitution des compagnies financières sous la forme de sociétés commerciales ; adopté - **Art. 69** (p. 2648) : son amendement n° 114 : sanctions pénales pour les personnes agissant pour leur compte ou pour le compte d'une personne morale ; adopté - Son amendement n° 115 : possibilité de décision par le tribunal relative à la publication du jugement dans les journaux ou à son affichage aux frais du condamné ; adopté - **Après l'art. 73** (p. 2649) : son amendement n° 117 : sanctions pénales pour les dirigeants d'un établissement de crédit n'ayant pas dressé l'inventaire et établi des comptes annuels et un rapport de gestion ; adopté - Son amendement n° 127 : sanctions pour les dirigeants de sociétés n'ayant pas provoqué la désignation des commissaires aux comptes ou ayant sciemment mis obstacle au contrôle des commissaires aux comptes ; adopté - Son amendement n° 118 : sanctions pour les dirigeants d'un établissement de crédit n'ayant pas publié leurs comptes annuels ; adopté - Son amendement n° 119 : sanctions pour les dirigeants d'un établissement de crédit n'ayant pas établi leurs comptes sous une forme consolidée ; adopté - (p. 2650) : son amendement n° 120 : sanctions pour les dirigeants d'une compagnie financière sans statut d'établissement de crédit n'ayant pas établi leurs comptes sous une forme consolidée ; adopté - **Art. 75** (p. 2651) : son amendement n° 122 : crédit gratuit et prix d'achat ; interdiction de toute publicité comportant la mention « crédit gratuit » ; adopté - **Art. 76** (p. 2652) : son amendement n° 123 : loi du 13 juillet 1979, relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier ; adopté - **Art. 83** (p. 2656) : sur l'amendement n° 49 de M. Yves Durand, rapporteur (inclusion dans les abrogations de la loi du 2 décembre 1945 de l'article 9 de cette loi), son sous-amendement n° 123 : abrogation des dispositions instituant un commissaire du Gouvernement auprès des sociétés coopératives de banque ; proportion du crédit consenti par ces sociétés à leurs sociétaires, à des coopératives, mutuelles ou associations ; adopté - **Art. 85** (p. 2659) : sur l'amendement n° 56 de M. Yves Durand, rapporteur (activité des établissements financiers enregistrés par le Conseil national du crédit, en qualité de maisons de titres, sous le contrôle de la commission bancaire), son sous-amendement n° 211 : mesures transitoires en faveur des banques de crédit à long et moyen terme ; retiré - **Après l'art. 89** (p. 2660) : son amendement n° 124 : applicabilité aux établissements de crédit des règles et procédures comptables existantes au 31 décembre 1983 jusqu'à l'entrée en vigueur de cette loi ; adopté - **Art. 90** : son amendement n° 125 : entrée en vigueur des dispositions des articles 57 et 58 concernant la loi du 2 janvier 1981 relatifs au crédit des entreprises dès la publication de cette loi ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2662) : loi de nationalisation - Réforme bancaire - Droit comparé - Vote de ce texte amendé par les commissions.

– Projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises [n° 488 (82-83)] - (15 novembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2888) : multiplication des défaillances d'entreprises - Commission Sudreau - Commission Charpentier - (p. 2889) : prévention - Règlement judiciaire - Statut des mandataires de justice - Réforme des tribunaux de commerce - Capital des SARL - Obligations comptables des sociétés - Procédure d'alerte - Devoir d'alerte pour les

commissaires aux comptes et droit d'alerte pour le comité d'entreprise - (p. 2890) : règlement amiable ; conciliateur et expert en diagnostic - Expertise de minorité - Groupements de prévention agréés - Seuil d'application des mesures - Sanctions pénales - (p. 2891) : impôt et emploi de l'outil de travail - Autorisation de débauchage - Franchissement des seuils - Rôle et statuts des commissaires aux comptes - Prévention - **Art. 1** (p. 2896) : son amendement n° 1 : modalités de réduction du capital social ; adopté - **Art. 2** : son amendement n° 2 : suppression de cet article relatif aux parts sociales ; adopté - **Après l'art. 3** (p. 2898) : s'oppose à l'amendement n° 124 de M. Charles Lederman (sociétés par actions et affectation par les dirigeants sociaux d'une partie des rémunérations pour l'achat ou la souscription d'actions de la société) - **Art. 4** : son amendement n° 4 : réunion du conseil d'administration tous les trois mois et présentation d'un rapport écrit sur l'évolution des données comptables et financières de la société au cours du trimestre précédent ; rejeté - (p. 2899) : demande le retrait de l'amendement n° 110 de M. Arthur Moulin, rapporteur pour avis (secret professionnel des membres du comité d'entreprise) - (p. 2900) : nombre de sociétés anonymes (SA) et de sociétés à responsabilité limitée (SARL) - Présidents de SA.

Suite de la discussion - (16 novembre 1983) - Rapporteur - **Après l'art. 4** (p. 2908) : son amendement n° 5 : obligation d'autorisation du conseil de surveillance préalable à certaines opérations ; adopté - Cas des sociétés dualistes : directoire et conseil de surveillance - Cession d'immeubles ou de participations ; constitution de sûretés - (p. 2909) : lois de 1966 et de 1967 - Statut des sociétés anonymes - Vente de participations - (p. 2910) : participations - Droits des actionnaires - Faillite et règlement judiciaire - Notion de prévention - (p. 2911) : son amendement n° 7 : mention en annexe au bilan des sociétés commerciales des cautionnements, avals et garanties donnés par la société, ainsi que des sûretés consenties par elle ; adopté - **Art. 5** : son amendement n° 8 : rapport semestriel d'information à publier par les sociétés dont les actions sont admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs ; vérification par les commissaires aux comptes ; adopté - **Après l'art. 7** (p. 2912) : son amendement n° 9 : publication des comptes consolidés : bilan, compte de résultats et annexe ; retiré - Obligations comptables des commerçants et de certaines sociétés définies par la loi du 30 avril 1983 - Directives européennes - **Intitulé du chapitre III** : son amendement n° 10 : « Contrôle des comptes et procédures d'alerte » ; adopté - Supression de la notion de surveillance - **Art. 8** (p. 2913) : son amendement n° 11 : définition des seuils entraînant, pour les sociétés en nom collectif, l'obligation de désigner un commissaire aux comptes ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 20, puis adopté - Quatrième directive européenne du 25 juillet 1978 - Déviation du rôle du commissariat aux comptes - Sociétés de capitaux et sociétés de personnes - (p. 2914) : sociétés en nom collectif - Sociétés en commandite simple ou par actions - Michelin - Son amendement n° 13 : régime des incompatibilités générales applicables pour les commissaires aux comptes des sociétés anonymes : incompatibilité des gérants jusqu'aux collatéraux au quatrième degré ; adopté - Accepte les amendements de M. Robert Badinter, ministre, n° 134 et n° 135 (régime des incompatibilités) - Son amendement n° 14 : renvoi aux règles applicables aux sociétés anonymes en ce qui concerne le devoir d'alerte du commissaire aux comptes ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 20, puis devenu sans objet - **Art. 9** (p. 2915) : son amendement n° 15 : définition des seuils entraînant, pour les sociétés à responsabilité limitée, l'obligation de désigner un commissaire aux comptes ; retiré - Montant du capital - Directives des Communautés européennes : bilan ; chiffre d'affaires ; effectifs du personnel - Application de la législation sur les comités d'entreprises - Sanctions pénales - **Art. 10** (p. 2916) : son amendement n° 16 : possibilité pour tout associé non gérant de poser par écrit des questions au gérant ; adopté - Son amendement n° 17 : expertise de minorité : suppression de la référence aux groupements d'associés ; adopté - (p. 2917) : risques d'abus - Son amendement n° 18 : suppression de la possibilité pour le ministère public et le comité d'entreprise d'engager la procédure d'expertise ; retiré - (p. 2918) : droit du ministère public dans l'exercice de ses fonctions - Seuil de 10 % du capital social nécessaire pour l'expertise de minorité - Retire son amendement n° 18 au profit de l'amendement n° 153 de M. Robert Badinter, ministre (suppression de la possibilité, pour le comité d'entreprise, d'engager la procédure d'expertise ; maintien de cette possibilité pour le ministère public) - (p. 2919) : son amendement n° 19 : suppression de la possibilité, pour le tribunal, de mettre les honoraires de l'expertise de minorité à la charge de la société ; retiré - Son amendement n° 20 : suppression de la communication du rapport d'expertise au comité d'entreprise ; adopté - **Art. 11** (p. 2920) : son amendement n° 21 : régime des incompatibilités relatives aux commissaires aux comptes dans les sociétés à responsabilité limitée ; adopté - Son amendement n° 22 : référence aux règles des sociétés anonymes pour les procédures d'alerte ; réservé jusqu'après l'article 20, puis devenu sans objet - **Intitulé de la section III** : son amendement n° 23 : « Dispositions relatives aux sociétés anonymes » ; réservé jusqu'après l'article 22, puis retiré - **Art. 12** (p. 2921) : son amendement n° 24 : suppression de cet article modifiant l'intitulé de la section VI du chapitre IV du titre premier de la loi du 24 juillet 1966 ; adopté - Contrôle des sociétés anonymes - **Après l'art. 12** : son amendement n° 25 : possibilité pour les actionnaires, à compter de la communication des documents sociaux et préalablement à l'assemblée générale, de poser par écrit des questions au conseil d'adminstration ou au directoire ; adopté - **Art. 13** : son amendement n° 26 : majorité du capital des sociétés de commissaires aux comptes détenue par des commissaires aux comptes ; adopté - Rappel de l'amendement déposé par le Sénat en décembre 1980 lors de l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF) - Référence aux règles de détention de capital en vigueur pour les sociétés d'experts-comptables - (p. 2922) : majorité des trois quarts ou majorité simple de 51 % - Nécessité de créer en France de grandes sociétés de commissaires aux comptes - Sociétés d'audit anglaises et américaines - Intérêt de l'observation de M. Jean Arthuis tendant à limiter la part de capital détenue par un non commissaire aux comptes - (p. 2923) : son amendement n° 27 : nécessité pour les trois quarts au moins des membres des organes de gestion, d'administration, de direction, de surveillance et les trois quarts au moins des actionnaires ou associés de ces sociétés d'être des commissaires aux comptes ; adopté - Son amendement n° 28 : conditions d'exercice du commissariat aux comptes en société de capitaux : responsabilité personnelle et responsabilité solidaire ; retiré - (p. 2924) : cas évoqué par M. Jean Arthuis des sociétés constituées avant le décret de 1969 et exerçant les fonctions de commissaires aux comptes - Navette nécessaire - **Art. 14** : son amendement n° 30 : conditions d'inscription des commissaires aux comptes : diplôme d'expertise comptable et examen d'aptitude ; retiré - (p. 2925) : nécessité du diplôme d'expertise comptable - Devoir d'alerte - Dispositions transitoires - (p. 2926) : son amendement n° 31 : régime disciplinaire des commissaires aux comptes : chambres régionales et chambre nationale de discipline ; adopté - Son amendement n° 32 : composition des commissions régionales et de la commission nationale d'inscription ; adopté - (p. 2927) : représentation des tribunaux de commerce - (p. 2928) : son amendement n° 33 : incompatibilité des fonctions de commissaires aux comptes avec toute activité commerciale ; conditions d'exercice d'un emploi rémunéré ; honorabilité et indépendance du commissaire aux comptes ; adopté - Son amendement n° 34 : prestation de serment des commissaires aux comptes ; adopté - **Art. 15** : son amendement n° 35 : missions de révision effectuées par le commissaire aux comptes et extension aux sociétés comprises dans la consolidation ; adopté - (p. 2929) : son amendement n° 36 : autorisation pour les commissaires aux comptes de recevoir des rémunérations de la société pour des missions temporaires d'objet limité ; adopté - **Art. 17** : son amendement n° 37 : interdiction d'être nommé commis-

saire aux comptes d'une société dans les cinq années suivant la cessation des fonctions : suppression de l'extension au simple salarié ; adopté - **Art. 18** (p. 2930) : son amendement n° 40 : maintien de l'alinéa de l'article 223 de la loi du 24 juillet 1966, faisant obligation aux sociétés faisant publiquement appel à l'épargne et aux sociétés par actions dont le capital excède un montant fixé par décret, de désigner au moins deux commissaires aux comptes ; réservé jusqu'après l'article 20, puis devenu sans objet - Consultation du président de la commission des opérations de bourse (COB) - Accès au second marché - (p. 2931) : interroge le ministre sur son amendement n° 142 (désignation par la société d'un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants ; cas de recours à ces suppléants) - Titulaires et suppléants ; durée de la suppléance - (p. 2932) : position de la COB sur la dualité des commissaires aux comptes dans les sociétés cotées en bourse - Accès au second marché - Nouvelles obligations - Devoir d'alerte - Durée de la suppléance - **Art. 19** (p. 2933, 2934) : son amendement n° 41 : possibilité pour les actionnaires minoritaires de demander la récusation pour juste motif des commissaires aux comptes : suppression de l'extension au comité d'entreprise ; adopté - Son amendement n° 42 : suppression de la distinction entre récusation et révocation ; retiré - Liste des commissaires aux comptes - (p. 2935) : son amendement n° 43 : cas de récusation d'un commissaire aux comptes ; durée des fonctions de son successeur limitée à la prochaine assemblée générale ; adopté - Son amendement n° 50 : possibilité pour l'assemblée générale de relever de leurs fonctions les commissaires aux comptes en cas de faute ou d'empêchement ; adopté - (p. 2936) : ses amendements de coordination n° 44, 45, 47, 48 et 49 ; adoptés - (p. 2937) : son amendement n° 51 : suppression de la disposition prévoyant l'audition du commissaire aux comptes par l'assemblée générale lorsqu'il n'est pas renouvelé à l'expiration de ses fonctions ; adopté - **Art. 20** (p. 2937 à 2939) : son amendement n° 53 : obligation d'alerte interne du commissaire aux comptes à l'occasion de l'exercice de sa mission telle qu'elle résulte des dispositions de la loi ; adopté - Son amendement n° 54 : obligation d'alerte interne du commissaire aux comptes et suppression de la communication au comité d'entreprise de la délibération du conseil d'administration ou du conseil de surveillance ; adopté - Maintien de la communication du rapport spécial du commissaire aux comptes - Son amendement n° 55 : suppression des dispositions spécifiques relatives à la procédure d'alerte dans les sociétés autres que les sociétés anonymes ; rejeté - (p. 2940) : son amendement n° 56 : suppression de la référence au droit d'alerte du comité d'entreprise ; réservé jusqu'après l'article 34, puis adopté (le 17 novembre) - **Art. 8** *(suite)* (p. 2941) : ses amendements, précédemment réservés, n° 11 ; adopté ; et n° 12 : cas des sociétés en nom collectif ne dépassant pas les seuils prévus : demande des associés en vue de la nomination d'un commissaire aux comptes ; retiré - **Art. 18** *(suite)* : sur l'amendement n° 142, précédemment réservé, de M. Robert Badinter, ministre (désignation par la société d'un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants et cas de recours à ces suppléants), son sous-amendement n° 156 : fin des fonctions du suppléant à la prochaine assemblée générale ; adopté - **Après l'art. 18** (p. 2942) : s'oppose à l'amendement n° 157 de M. Robert Badinter, ministre (abrogation de la disposition de la loi du 27 juillet 1966, relative à l'obligation de deux commissaires aux comptes pour les sociétés faisant publiquement appel à l'épargne et les sociétés par actions dont le capital excède un montant fixé par décret) - **Art. 21** : son amendement n° 58 : suppression de cet article relatif aux honoraires des commissaires aux comptes et à la compétence des chambres régionales et de la chambre nationale de discipline pour connaître de tout litige tenant à leur rémunération ; rejeté - **Art. 22** (p. 2943) : son amendement n° 59 : suppression de cet article prévoyant que la responsabilité des commissaires aux comptes ne peut être engagée pour les informations ou divulgations de fait auxquelles ils procèdent en exécution de leur mission définie par la loi ; adopté - **Art. 23** (p. 2944) : son amendement n° 60 ; relèvement du seuil de nomination d'un commissaire aux comptes pour les groupements d'intérêt économique (GIE) ; retiré - **Art. 24** (p. 2945) : son amendement n° 61 : suppression dans cet article de dispositions transposant aux groupements d'intérêt économique la procédure d'alerte prévue pour les sociétés commerciales : réservé jusqu'après l'article 34,puis adopté (le 17 novembre) - **Chapitre IV** *bis* : son amendement n° 62 : suppression de cette division et de son intitulé ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 25 *quater*, puis adopté - **Art. 25** *bis* : son amendement n° 63 : suppression de cet article relatif aux obligations comptables des personnes morales de droit privé non commerçantes, selon des critères et des seuils fixés par décret en Conseil d'Etat ; adopté - Notions d'objet économique et de but lucratif - Champ d'application de cet article - Sanctions pénales correctionnelles et compétence législative - (p. 2946) : coopératives agricoles - Sociétés coopératives de crédit - Associations sportives - Loi sur l'organisation du sport - Chambres syndicales et fédérations professionnelles - **Art. 25** *ter* **et 25** *quater* (p. 2947) : ses amendements n° 64 et n° 65 : suppression, pour coordination, de ces articles relatifs aux obligations comptables de personnes morales de droit privé non commerçantes ; adoptés - **Après l'art. 25** *quater* (p. 2948) : s'oppose aux amendements de M. Robert Badinter, ministre, n° 146, n° 147 et n° 148 (extension de la compétence des commissaires aux comptes à l'ensemble des sociétés et établissements de statuts juridiques divers relevant de l'Etat ou des collectivités territoriales, à l'exception de ceux soumis aux règles de la comptabilité publique) - Etablissements publics à activité industrielle et commerciale : entreprises nationales - **Intitulé du chapitre V** (p. 2949) : son amendement n° 66 : « Règlement amiable » ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 29, puis adopté - Suppression de la mention des groupements de prévention agréés - **Art. 26 A** : son amendement n° 67 : suppression de cet article relatif aux groupements de prévention agréés ; adopté - Notion d'agence suggérée par le rapport Sudreau - Rôle du groupement - Adhésion facultative - Information - Conventions avec des institutions publiques : Banque de France - Liberté du chef d'entreprise - (p. 2950) : centres de gestion et avantages fiscaux consentis aux adhérents - Mécanisme d'alerte - **Art. 26 B** : son amendement n° 68 : suppression de cet article relatif à la création d'une procédure d'alerte externe exercée par le président du tribunal de commerce pour les sociétés commerciales et groupements d'intérêt économique situés en-dessous des seuils d'application du projet ; adopté - Rôle du président du tribunal de commerce - Procédure de règlement amiable - Critère du montant de la perte nette comptable et notion de clignotant - **Art. 26** (p. 2952 à 2954) : son amendement n° 69 : procédure de règlement amiable : initiative du débiteur ; rôle du conciliateur ; adopté - Contact avec les créanciers et les instances administratives - Critère de continuité de l'exploitation - (p. 2955) : s'oppose aux amendements n° 126 et n° 127 de M. Charles Lederman (procédure de règlement amiable : droit d'initiative et avis préalable du comité d'entreprise) - Conception du règlement amiable comme procédure contractuelle - **Art. 27** (p. 2956) : son amendement n° 70 : possibilité pour le président du tribunal d'ordonner une expertise sur la situation économique et financière de l'entreprise et sur ses perspectives de redressement ; adopté - (p. 2957) : son amendement n° 72 : communication au conciliateur, par le président du tribunal, des renseignements recueillis et des résultats de l'expertise ; adopté - **Art. 28** (p. 2957, 2958) : son amendement n° 73 : nouvelle rédaction de cet article relatif à la suspension provisoire des poursuites pendant la durée d'exécution de l'accord ; interdiction pour les créanciers de prendre des sûretés ; adopté - Dépôt de l'accord au greffe du tribunal pour publicité, ou discrétion - (p. 2959) : son amendement n° 74 : compte rendu de sa mission au président du tribunal par le conciliateur ; adopté - **Après l'art. 28** : son amendement n° 75 : en cas d'échec du règlement amiable, déchéance du terme préalable à l'ouverture de la procédure de règlement judiciaire ; retiré - **Art. 29** : son amendement n° 76 : suppression de cet article relatif au secret professionnel

dans la procédure de règlement amiable ; retiré - **Art. 30 :** son amendement n° 77 : secret professionnel pour les membres du comité d'entreprise dans le cadre du règlement amiable ; réservé jusqu'après l'article 48, puis retiré - (p. 2960) : discrimination non voulue par la commission - **Art. 32** (p. 2964) : son amendement n° 78 : conditions d'exercice du droit d'alerte par les délégués du personnel en cas d'absence du comité d'entreprise ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 34, puis adopté (le 17 novembre) - **Art. 33** (p. 2965) : son amendement n° 79 : suppression de cet article relatif à l'information du comité d'entreprise ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 34, puis modifié (le17 novembre).

– **Ordre du jour -** (16 novembre 1983) - (p. 2965, 2966) : gêne occasionnée par le report du débat - Congrès du parti radical.

– **Projet de loi relatif à la prévention et au réglement amiable des difficultés des entreprises** [n° **50 (83-84)**] **- Suite de la discussion -** (17 novembre 1983) - Rapporteur - **Art. 34** (p. 2997) : son amendement n° 80 : droit d'alerte du comité d'entreprise ; communication de la réponse de l'employeur au commissaire aux comptes ; adopté - (p. 2998) : sur les modalités d'exercice du droit d'alerte du comité d'entreprise, demande le retrait des amendements n° 113 à n° 117 de M. Arthur Moulin, rapporteur pour avis, et s'oppose aux amendements n° 128 et n° 129 de M. Charles Lederman - Même droit d'alerte accordé aux comités d'entreprise et aux actionnaires - **Art. 20** *(suite)* (p. 2999) : son amendement n° 56, précédemment réservé : suppression de la référence au droit d'alerte du comité d'entreprise dans le droit des sociétés ; adopté - **Art. 32** *(suite)* (p. 3000) : son amendement n° 78, précédemment réservé : droit d'alerte des délégués du personnel ; adopté - **Art. 33** *(suite)* (p. 3001) : son amendement n° 79, précédemment réservé : droits de communication au comité d'entreprise dans les sociétés commerciales ; adopté - **Après l'art. 34 :** s'oppose à l'amendement n° 130 de M. Charles Lederman (droit de recours suspensif reconnu au comité d'entreprise en matière de licenciements collectifs) - **Art. 38** (p. 3002) : ses amendements n° 83 : publicité du privilège de la sécurité sociale obligatoire à l'égard des cotisations dues par les personnes morales de droit privé ; adopté et n° 84 : inscription sur un registre public des cotisations échues depuis trente jours ; retiré - (p. 3003) : son amendement n° 85 : radiation de l'inscription conservant le privilège de la sécurité sociale ; adopté - **Art. 37** *(suite)* (p. 3004) : son amendement n° 82, précédemment réservé : modalités d'application de la publicité du privilège du Trésor public ; retiré - **Art. 39** (p. 3005) : son amendement n° 87 : cautionnement à l'égard d'un établissement de crédit ; adopté - Dépôt prochain d'une proposition de loi tendant à réformer l'ensemble du droit du cautionnement - **Art. 42** (p. 3006) : son amendement n° 90 : rétablissement du paragraphe II visant à sanctionner l'abstention volontaire de communication de documents aux commissaires aux comptes ou aux experts de gestion ; adopté - **Art. 41** (p. 3006, 3007) : son amendement n° 89 : 1° sanction de la publication du rapport semestriel plus de quatre mois après la fin du premier semestre de l'exercice ; 2° obligation d'annexer concernant l'inventaire des valeurs mobilières et le tableau ; réservé puis adopté - **Art. 43 :** son amendement n° 92 : abrogation de l'article 483 de la loi de 1966 visant les publicités exigées des sociétés à l'occasion de l'émission dans le public d'actions ou d'obligations ; adopté - **Après l'art. 43** (p. 3008) : son amendement n° 104 : situation des créanciers des entreprises faisant l'objet d'un procédure collective ; déclaré irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Avant l'art. 44 :** son amendement n° 96 : nomination des administrateurs des sociétés anonymes en cas de fusion ; retiré - (p. 3009, 3010) : ses amendement n° 97 : bénéfice des dispositions de l'article 92 de la loi du 24 juillet 1966 étendu aux membres des directoires ; adopté, n° 98 : cumul des postes de membre du directoire ou de directeur général unique ; adopté, et n° 120 : limitation du nombre de sièges pouvant être occupés simultanément par une même personne physique ; adopté - Son amendement n° 100 : rémunération du président du conseil de surveillance ; adopté - (p. 3011) : ses amendements n° 101 : responsabilité civile des directeurs généraux ; adopté, n° 102 : suppression du délai d'option pour le paiement du dividende en numéraire en cas d'augmentation de capital ; adopté, et n° 103 : droits des actionnaires à dividende prioritaire sans droit de vote en cas de fusion ; retiré - (p. 3012) : ses amendements n° 94 : action sociale exercée *ut singuli ;* adopté et n° 95 : réglement par billet à ordre ; adopté - **Art. 47** (p. 3014) : son amendement n° 107 : décret en Conseil d'Etat fixant les modalités d'établissement des documents comptables dans les entreprises de réassurance ; adopté - **Art. 48 :** son amendement n° 109 : délai de mise en harmonie des statuts des sociétés concernées avec les dispositions de la présente loi ; adopté - **Art. 49** (p. 3015) : consultation des assemblées territoriales des territoires d'outre-mer.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion générale - (21 novembre 1983) - (p. 3100) : recours devant le Conseil constitutionnel contre la première loi de nationalisation - Vote sur la seconde loi de nationalisation par le Parlement.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 17** (p. 3177, 3178) : son amendement n° 153 : alinéas additionnels relatifs à l'application du taux de la taxe sur la valeur ajoutée, sur le pari mutuel ; adopté - Paris simples frappés plus sévèrement que les paris de combinaisons - Modification du prélèvement de façon à aider les sociétés de courses de province - **Art. 18** (p. 3182) : historique des baux à long terme - Rappel de la loi du 30 décembre 1970 - Projet de loi sur les difficultés des entreprises devant comporter des mesures en matière de droits de sucession - Nombreuses défaillances d'entreprises en France, notamment au moment de la transmission de ces entreprises - Dépôt d'un amendement du groupe de la gauche démocratique tendant à empêcher l'augmentation des droits de succession sur les biens professionnels - (p. 3186) : son amendement n° 154 : exclusion sous certaines conditions des biens professionnels pour le calcul des impôts relatifs aux droits de mutation ; adopté - (p. 3187) : importance des défaillances des petites et moyennes entreprises au moment de leur transmission, à cause des droits de succession.

Suite de la discussion - (24 novembre 1983) - **Art. 38** (p. 3234) : son amendement n° 155 : majoration des rentes viagères constituées par les anciens combattants ; adopté - Loi du 4 mai 1948 créant les majorations de rentes viagères - Depuis 1977, tentative de transfert de cette charge de l'Etat aux organismes débirentiers - (p. 3235) : ambiguïté des amendements déposés par le groupe de l'UCDP et la gauche démocratique - (p. 3236) : nécessité d'inscrire dans la loi les modifications apportées à la prise en charge des majorations de rentes viagères.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - III - Conseil économique et social - (24 novembre 1983) - (p. 3256) : renouvellement du Conseil économique et social en 1984 - Composition - Réponse insatisfaisante de M. André Labarrère sur la modification de la composition du Conseil.

Journaux officiels - (24 novembre 1983) - **Art. 46** (p. 3258) : rythme des séances - Interrogation sur l'opportunité du vote du budget des Journaux officiels - Hausse tarifaire et montant de la subvention d'équilibre - Exécution du présent budget.

Justice - (29 novembre 1983) - **Examen des crédits - Art. 111** (p. 3482) : interroge la commission des finances sur l'applicabilité de l'article 111.

Environnement et qualité de la vie - (29 novembre 1983) - (p. 3493) : suite à l'affaire de Seveso, dépôt par le groupe de la gauche démocratique d'une proposition de résolution

tendant à créer une commission de contrôle du fonctionnement des services publics et des entreprises nationales chargées par les lois et réglements du traitement, du transport et du stockage des déchets toxiques - Insuffisance de notre appareil législatif et réglementaire.

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3611) : enseignement privé agricole.

Défense et service des essences - (2 décembre 1983) - **Examen des crédits - Art. 43** (p. 3679) : loi de programmation militaire pour 1984-1988 - Contradiction entre les intentions affirmées par le Gouvernement et les moyens mis en oeuvre - (p. 3680) : rappelle son vote favorable sur la loi de programmation militaire ; motivations de ce vote - Projet de budget pour 1984 et conformité à la loi de programmation - Regrette l'absence de consultation du Parlement sur la création de la force d'action rapide (FAR) ou sur la répartition entre les forces nucléaires tactiques et stratégiques - Nécessité des crédits militaires et nouveau vote favorable sur ce budget.

Education nationale - (3 décembre 1983) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3724) : problème des règlements des heures supplémentaires et de certaines indemnités dans le département de Seine-et-Marne - Emission spéciale du Trésor de cinq milliards de francs de bons à 18 jours - Apparition de deux chapitres sans crédits traduisant l'engagement du Président de la République de créer un grand service public unifié de l'éducation nationale - Dépôt d'un projet de loi de finances rectificative pour transférer les crédits nécessaires - (p. 3725) : rappel de l'article 14 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances - Rappelle l'article 43 de cette même loi organique - Enseignement catholique hostile à la fonctionnarisation des maîtres qui compromettrait l'autorité des chefs d'établissements - Principe même de l'existence de l'enseignement privé en cause - Amendement n° 175 en concordance avec les déclarations gouvernementales - Amendement concernant la titularisation d'enseignants de l'école des aciéries de Pompey et d'une école de la Martinique - Inscription dans un collectif des nouveaux chapitres et des crédits - **Après l'art. 108** (p. 3727) : soutient l'amendement n° 175 de M. Adolphe Chauvin (article additionnel relatif à la non utilisation des crédits pour la titularisation dans la fonction publique des personnels des établissements d'enseignement privé à l'exception de ceux mentionnés à l'article 108).

Culture - (7 décembre 1983) - **Examen des crédits - Etat C** (p. 3905) : vote par les sénateurs de la gauche démocratique des crédits amendés par le Sénat.

– Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures relatives au revenu de remplacement des travailleurs involontairement privés d'emploi et à la garantie des créances des salariés [n° **128 (83-84)**] - (19 décembre 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4389) : nombre des demandes, depuis l'avènement de la Ve République, de vote d'une loi d'habilitation - (p. 4390) : opposition dans la quasi totalité des cas à l'utilisation de l'article 38 de la Constitution - Possibilité de convocation du Parlement en session extraordinaire - Détermination de l'ordre du jour des sessions par le Gouvernement - Respect du rôle du Parlement et opposition à ce projet de loi.

– Projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **123 (83-84)**] - (20 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4431) : excellente collaboration entre le Gouvernement, l'Assemblée nationale et le Sénat - Observations sur les travaux de la commission mixte paritaire : Conseil national du crédit (CNC) : initiative de réunion ; auto-saisine - Commission bancaire : composition ; membres suppléants ; quorum - Contrôle des comptes et double commissariat - Droit au compte - Loi du 2 janvier 1981 relative au crédit aux entreprises ; application aux marchés publics ; affaires en instance - Crédit gratuit : disposition transitoire - Propose au Sénat d'adopter les conclusions de la CMP.

– Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Rausch, fait au nom de la commission des affaires économiques, **sur la proposition de résolution** [(n° **314 (82-83)**] **de M. Etienne Dailly et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission de contrôle des services publics et des entreprises nationales chargés de veiller directement ou indirectement à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives au traitement, au transport, à l'importation et au stockage des déchets industriels toxiques ou de les mettre en œuvre** [n° **377 (82-83)**] - (20 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4439) : affaire des fûts de dioxine de Seveso retrouvés près de Saint-Quentin - Multiplication des incidents en cette matière - Interdiction de circulation sur les routes ou autoroutes - Protection de la population - Création demandée au Sénat d'une commission de contrôle.

– Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **171 (83-84)**] - (22 décembre 1983) - **Vote sur l'ensemble** (p. 4550) : rejet par l'Assemblée nationale des conclusions de la commission mixte paritaire relative à la démocratisation du secteur public - Accord entre le Gouvernement et le Sénat sur ce texte - Refus de la commission des affaires sociales du Sénat de délibérer sur ce projet avant l'expiration de la session ordinaire.

– Projet de loi définissant les moyens d'exécution du IXe Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) - *Nouvelle lecture* [n° **181 (83-84)**] - (22 décembre 1983) - **Art. 3** (p. 4568) : déroulement des débats au Sénat - Se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 3 de M. Bernard Barbier, rapporteur.

DARRAS (Michel), sénateur du Pas-de-Calais (S).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 mai 1983) (p. 1202).

Est nommé membre de la commission de contrôle des services publics responsables de l'application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques (22 décembre 1983) (p. 4560).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 [n° **493 (81-82)**] - **Suite de la discussion** - (7 avril 1983) - **Art. 8** *bis* (p. 104) : se déclare opposé à l'amendement n° 33 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (suppression de cet article relatif à la police des chemins de fer) - **Art. 13** (p. 113) : se déclare opposé à l'amendement n° 73 de M. Charles Lederman (contrôle d'identité en cas d'existence d'indices graves) - (p. 118) : se déclare favorable à l'amendement n° 100 de M. Félix Ciccolini (remplacement du mot « formalités » par le mot « prescriptions »).

– Conclusions du rapport de M. Paul Girod, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53(82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter**

la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat [n° 269 (82-83)] - (4 mai 1983) - **Art. 1** (p. 622) : à propos de l'intervention de M. Maurice Schumann, relative à l'élection des conseils régionaux au suffrage universel direct, rappelle l'ancienneté des propositions des parlementaires socialistes visant à cette réforme dès 1972 - Représentation proportionnelle - Composition du conseil régional du Nord Pas-de-Calais - **Art. 5** (p. 625) : intervient sur cet article relatif au préalable du remboursement par l'Etat des dépenses de logement des instituteurs - Position maximaliste de la commission - Référence aux débats du 16 avril 1980 sur le projet de loi Bonnet : solution retenue d'une dotation spéciale incluse dans la dotation globale de fonctionnement ; affectation d'un reliquat - Soutien du groupe socialiste à la position du Gouvernement.

Suite de la discussion - (5 mai 1983) - **Art. 7** (p. 634) : se déclare opposé aux amendements n° 141 de M. Rémi Herment, soutenu par M. Pierre Lacour (remboursement en trois ans des dettes de l'Etat envers les collectivités locales) et n° 1 de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis (remboursement en quatre ans des dettes de l'Etat envers les collectivités locales) - **Art. 12** (p. 639) : souhaite un vote par division sur les amendements du Gouvernement et de la commission des affaires économiques - Alinéas communs - (p. 640) : sur l'amendement n° 18 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis, (substitution de la notion de compétence à celle de responsabilité en matière de transports scolaires ; rétablissement de la notion de plan départemental des transports scolaires), son sous-amendement n° 192 : transports scolaires : service régulier public ; rejeté, et son sous-amendement n° 193 : responsabilité à l'intérieur des périmètres de transports urbains ; convention passée entre l'autorité compétente pour l'organisation des transports urbains et le département ; procédures d'arbitrage déterminées par décret en Conseil d'Etat ; rejeté - **Art. 14** (p. 647) : se déclare favorable au 2° de l'amendement n° 35 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat (ports fluviaux d'intérêt national ne ressortissant plus à la compétence de l'Etat) - **Art. 27** (p. 668) : se déclare opposé à l'amendement n° 11 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (contribution de la commune de résidence des élèves des écoles maternelles et des classes élémentaires aux dépenses de fonctionnement engagées par les communes d'accueil ; à défaut d'accord, contribution déterminée par le conseil départemental de l'éducation) - (p. 669) : se déclare favorable à l'amendement n° 127 de M. Lucien Delmas, soutenu par M. Franck Sérusclat (répartition des dépenses d'entretien et de fonctionnement des écoles maternelles, des classes enfantines ou élémentaires entre les communes d'origine des élèves) - **Art. 30** (p. 671) : se déclare favorable à l'amendement n° 12 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (intervention du maire relative à la modification des heures d'entrée et de sortie limitée aux seules écoles préélémentaires et élémentaires) - **Art. 33** (p. 673) : se déclare favorable à l'amendement n° 54 de M. Gaston Defferre, ministre (adoption par le conseil général d'un règlement départemental d'aide sociale ; possibilités de moduler les prestations) - **Art. 40** (p. 677) : se déclare favorable à l'amendement n° 120 de M. Jean Ooghe (centres municipaux de santé relevant de la compétence des communes).

Suite de la discussion - (6 mai 1983) - **Art. 45** (p. 690) : se déclare favorable à l'amendement n° 66 de M. Gaston Defferre, ministre (suppression de cet article relatif à la participation des communes aux dépenses d'aide sociale) - **Art. 51** (p. 697) : se déclare favorable à l'amendement n° 69 de M. Gaston Defferre, ministre (transfert des bibliothèques centrales de prêt aux départements) - **Avant l'art. 58** (p. 701) : se déclare favorable à l'amendement n° 173 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Pierre Lacour (article additionnel relatif aux majorations de subventions en faveur des communes qui se sont livrées à des regroupements) - **Après l'art. 59** (p. 704) : se déclare favorable à l'amendement n° 78 de M. Gaston Defferre, ministre (extension de la dotation globale d'équipement aux syndicats mixtes) - **Art. 66** (p. 709) : sur l'amendement n° 85 de M. Gaston Defferre, ministre (conditions de la prise en charge du service public de la justice), se déclare favorable aux sous-amendements de M. Paul Girod, rapporteur, n° 188 (intégration des personnels affectés aux services auxiliaires de la justice dans le corps des fonctionnaires des services judiciaires sur leur demande), n° 189 (cas dabsence d'intégration et remboursement par l'Etat des dépenses correspondant à la mise à disposition) et n° 190 (modalités d'application de cet article en ce qui concerne les conditions de l'intégration) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 718, 719) : renoncement du Gouvernement à l'application de l'article 40 de la Constitution - Dispositions votées par le Sénat et blocage de la décentralisation - Amendement adopté par le Sénat contre l'avis de la commission des finances, imposant le remboursement en quatre ans des dettes de l'Etat en matière d'aide sociale - Au nom du groupe socialiste, se déclare opposé au texte de cette proposition de loi ainsi modifié.

– **Proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance et de gardiennage et de transport de fonds [n° 237 (82-83)]** - (26 mai 1983) - **Art. 1** (p. 1141) : sur l'amendement n° 1 de M. Marc Bécam, rapporteur (élargissement du champ d'application de la loi), se déclare favorable aux sous-amendements de M. Gaston Defferre, ministre, n° 38 (définition des activités entrant dans le champ d'application de la loi) et n° 44 (remplacement des mots « sécurité » et « prévention » par les mots « surveillance » et « gardiennage ») - **Art. 3** (p. 1143) : se déclare défavorable à l'amendement n° 34 de MM. Louis Virapoullé et Roger Boileau (protection passsive des personnes et des biens menacés dans le déroulement d'un conflit du travail) - **Art. 7** (p. 1145) : intervient sur l'amendement n° 13 de M. Marc Bécam, rapporteur (subordination de l'exercice à titre individuel à une autorisation administrative).

– **Projet de loi modifiant le code de la nationalité française et le code électoral, et supprimant les incapacités temporaires frappant les personnes ayant acquis la nationalité française [n° 505 (82-83)]** - (2 novembre 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2535) : vote par le groupe socialiste de ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].**

Deuxième partie :

Industrie et recherche - (5 décembre 1983) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3791) : se déclare opposé à l'amendement n° 198 de M. Pierre Croze, rapporteur spécial (réduction des crédits du CNRS visant à différer les créations d'emplois) - (p. 3792) : respect de la Constitution de 1958, soumise au référendum populaire.

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3856) : se déclare opposé à l'amendement n° 169 de M. Christian Poncelet (réduction de crédits relatifs à l'élection des conseils régionaux) - Qualité actuelle d'établissement public des régions.

Economie, finances et budget - I - Charges communes - (8 décembre 1983) - **Examen des crédits - Etat C** (p. 3953) : vote du groupe socialiste contre l'amendement n° 268 de M. André Fosset, rapporteur spécial (réduction des autorisations de programme : suppression des crédits relatifs aux opérations de transfert du ministère de l'urbanisme et du logement et du secrétariat d'Etat chargé de l'environnement) - **Avant l'art. 106** (p. 3954) : se déclare opposé à l'amendement n° 239 de M. Adolphe Chauvin (modification de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances : communication au Parlement d'un tableau retraçant les créances détenues et les dettes contractées par l'Etat, ses établissements publics et les sociétés nationales, à l'égard d'organismes étrangers de toute nature ou d'Etats étrangers) - (p. 3956) : à propos de l'adoption de cet amendement, s'étonne de la modification d'une loi organique par une loi de finances ordinaire.

– **Procès-verbal** - (9 décembre 1983) - (p. 3966, 3967) : adoption par le Sénat d'un amendement modifiant l'article

32 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 relative aux lois de finances - Article 44 du Règlement du Sénat - Invocation de l'article 46 de la Constitution - Deuxième délibération s'imposant avant le vote.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Economie, finances et budget II Services financiers et consommation - (9 décembre 1983) - (p. 3971) : augmentation des crédits et poursuite de la politique d'amélioration de la qualité des produits et de la sécurité des consommateurs - Signature de contrats entre les organisations de consommateurs et les entreprises - Installation du Conseil national de la consommation - Action de la commission de sécurité des consommateurs créée par la loi du 21 juillet 1983 pour modifier le comportement des consommateurs - Insuffisance du développement de la vie associative - Favorable à la politique de décentralisation et à la création de centres techniques départementaux - Politique d'information sur les prix des produits de consommation courante - Mention des prix au litre et au kilo obligatoire dans les grandes surfaces - Importance de la formation des consommateurs - Existence d'une proposition de directive européenne autorisant la publicité comparative, réclamée par la plupart des organisations de consommateurs - (p. 3972) : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce budget.

Comptes spéciaux du Trésor - (9 décembre 1983) - **Art. 56** (p. 3977) : soutient l'amendement n° 280 de M. William Chervy (paragraphe additionnel visant à instituer un comité de gestion du Fonds national des haras comprenant de droit un député, un sénateur, désignés par la commission compétente de chaque assemblée).

Deuxième délibération - (10 décembre 1983) - **Art. 106 A** (p. 4063) : se déclare opposé à l'amendement n° 4 de M. Maurice Blin, rapporteur général (dépôt par le Gouvernement, sur le bureau des assemblées, d'un rapport annuel sur l'état des créances et dettes publiques).

DAUNAY (Marcel), sénateur de l'Ille-et-Vilaine (rattaché administrativement au groupe UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267) puis élu secrétaire.

– Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (loi n° 79-564 du 6 juillet 1979).

Est nommé de nouveau membre de cette délégation (13 octobre 1983) (p. 2307).

- Est nommé membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la structure et le montant de la dette publique de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements, ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques dans l'évolution de la dette extérieure depuis 1981 (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information établi, au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1er juin 1982 et le 31 décembre 1982 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les **Communautés européennes** [n° **180 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, *JO* Débats 2 avril 1983).

Rapport fait, au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi [n° **243 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, relatif au régime de la saisie et complétant la liste des agents habilités à constater les infractions dans le domaine des pêches maritimes [n° **344 (82-83)**] (25 mai 1983) - **Poissons et produits d'eau douce et de la mer.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **3 (83-84)**] modifiant la loi du 16 avril 1897 concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine [n° **49 (83-84)**] (9 novembre 1983) - **Produits agricoles et alimentaires.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Commerce extérieur** [n° **64, tome IV (83-84)**] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **337** (*JO* Débats 8 avril 1983) (p. 146) à M. le ministre de l'agriculture : **exploitants agricoles** (difficultés des agriculteurs).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles** [n° **190 (82-83)**] - (18 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 901) : caractère de loisir de la pêche en eau douce - Interrogation sur le nombre de pêcheurs participant effectivement à la vie associative et sur l'objectif réel de ce projet - Inquiétude face aux dispositions de ce texte relatives à la conception des eaux closes - Séparation inacceptable du droit de pêche et du droit de propriété - Aides aux riverains, des syndicats intercommunaux à vocations multiples (SIVOM) ou de syndicats divers, et risque d'une contrepartie - Nécessité de définir le droit de passage des pêcheurs le long des berges - (p. 902) : texte affirmant les droits des pêcheurs mais négligeant leurs devoirs - Pêche en eau douce ne devant se faire en aucun cas au détriment d'activités économiques - (p. 905) : conteste l'affirmation de Mme le secrétaire d'Etat relative à l'assentiment des agriculteurs à ce projet de loi - Partisan d'une véritable démocratisation de la pêche, dans le respect des droits de chacun - Projet conçu pour donner plus de pouvoirs aux pêcheurs sans les soumettre à certaines contraintes ou exigences - Nécessité de respecter certaines règles économiques - Danger d'aboutir à une amputation du droit de propriété contraire à l'économie d'une région - **Avant l'art. 1 :** son amendement n° 104, déposé avec M. Jean Colin : application de la loi dans le cadre des plans d'utilisation de l'eau et d'aménagement des cours d'eau dans chaque département, par les conseils généraux ; rejeté - **Art. 4 :** *Art. 402 du code rural* (p. 908) : son amendement n° 105, identique aux amendements n° 1 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Philippe de Bourgoing et n° 78 de M. Charles-Edmond Lenglet : cas des étangs clos de façon permanente, s'écoulant de façon occasionnelle ; retiré au profit de l'amendement n° 78 de M. Charles-Edmond Lenglet - *Art 406* (p. 912) : sur l'amendement n° 18 de M. Michel Chauty, rapporteur (sanction en cas de pollution volontaire ou par négligence des cours d'eau), se déclare opposé au sous-amendement n° 148 de M. Edouard Bonnefous, soutenu par M. Jacques Pelletier (sanction en cas de pollution des cours d'eau) - *Art. 407* (p. 913) : sur l'amendement n° 20 de M. Michel Chauty, rapporteur (autorisation préalable pour effectuer les travaux

de nature à détruire les frayères), son sous-amendement n° 108, soutenu par M. Jean Colin : absence d'autorisation préalable pour les travaux courants de curage obligatoires ; adopté.

Suite de la discussion - (26 mai 1983) - **Art. 4** (*suite*) : *Après l'art. 417 du code rural* (p. 1124) : son amendement n° 112, déposé avec M. Jean Colin : redevances à l'agence financière de bassin ; rejeté - Article 18-1 du décret du 14 septembre 1966 - *Art. 422* (p. 1126) : soutient l'amendement n° 9 de M. Jean Colin (suppression de cet article relatif aux obligations de protection du patrimoine piscicole du propriétaire d'un droit de pêche) - *Art. 424* (p. 1130) : son amendement n° 115 : suppression de cet article relatif à l'exercice gratuit du droit de pêche par une association agréée dans le cas où le propriétaire riverain demande à bénéficier de subventions pour l'entretien des rives et des fonds ; rejeté - Droit de passage et droit de clôture : article 647 du code civil - Expropriation - Préjudice causé aux propriétaires peu fortunés - (p. 1132) : intérêt général et travaux d'aménagement des rivières - Droit de pêche et droit de propriété - *Art. 423 (suite)* (p. 1133) : son amendement n° 114, soutenu par M. Jean Colin : suppression de cet article relatif à l'obligation de gestion des ressources piscicoles ; rejeté - *Art. 429* (p. 1160) : son amendement n° 116, déposé avec M. Jean Colin qui le soutient : suppression de cet article relatif à l'espace libre et au droit de passage auxquels sont tenus les propriétaires riverains ; rejeté - (p. 1161) : son amendement n° 117, déposé avec M. Jean Colin, qui le soutient : réparation des dommages causés lors de l'exercice du droit de passage ; retiré - *Art. 431* (p. 1166) : son amendement n° 124, déposé avec M. Jean Colin qui le soutient : enclos piscicoles ; retiré.

– Projet de loi relatif au régime de la saisie et complétant la liste des agents habilités à constater les infractions dans le domaine des pêches maritimes [n° 243 (82-83)] - (15 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1649) : protection des ressources disponibles et gestion rationnelle des stocks - Réglementation des pêches maritimes - (p. 1650) : création de l'Europe « bleue » le 25 janvier 1983 - Dispositif répressif - Référence au décret du 9 janvier 1852 - Procédure de saisie - Modalités de saisie des navires - Rémunération des pêcheurs salariés en cas de confiscation de la pêche illicite ou de saisie du navire - Extension du champ d'application du projet de loi aux règlements de la Communauté économique européenne (CEE) - Liste des engins et matériels susceptibles de saisie - Délai maximum d'immobilisation d'un navire - Possibilités d'investigation de l'administration - Absence de compensation pour les membres des équipages concernés des conséquences économiques et sociales des sanctions prévues - Propose l'adoption de ce projet de loi - **Art. 1 A** (p. 1651) : son amendement n° 1 : applicabilité de la loi à la recherche et à la constatation des infractions à la réglementation des pêches maritimes ; adopté - Son amendement rédactionnel n° 2 ; adopté - Son amendement n° 3 : extension du champ d'application de la loi aux règlements communautaires ; adopté - Son amendement de forme n° 4 ; adopté - **Art. 1** (p. 1652) : son amendement n° 5 : sanction des infractions à la réglementation de la pêche sous-marine et extension de la possibilité de saisie au matériel de pêche sous-marine ; adopté - **Art. 1** *bis :* son amendement n° 6 : durée d'immobilisation du navire en cas de saisie ; adopté - **Art. 2** *bis :* son amendement n° 7 : pouvoirs d'investigation de l'administration le jour ; adopté - (p. 1653) : son amendement n° 8 : limitation des pouvoirs d'investigation de l'administration la nuit ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 13 de M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat (possibilité de recherches sur les navires ou embarcations de nuit comme de jour) - **Art. 2** *quater :* son amendement n° 9 : énumération des biens susceptibles d'être utilisés à des fins de pêche et en particulier des équipements destinés à la pêche ou à la plongée sous-marines ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 14 de M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat (substitution des mots « des équipements utilisés en plongée et en pêche sous-marines » à « des équipements destinés à la pêche ou à la plongée sous-marines ») - **Art. 2** *quinquies* (p. 1654) : son amendement n° 10 : substitution des mots « pour la recherche et la constatation » à « pour la répression » ; énumération de tous les biens susceptibles d'être saisis ou appréhendés ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 15 de M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat (substitution des mots « des équipements utilisés en plongée et en pêche sous-marines » à « des équipements destinés à la pêche ou à la plongée sous-marines ») - **Art. 3** : son amendement n° 11 : de forme ; adopté - **Art. 4** *bis :* son amendement n° 12 : exécution par les armateurs ou les patrons de navires saisis des obligations des contrats d'engagement des équipages en matière de rémunération lorsque la responsabilité des équipages n'est pas engagée dans la commission de l'infraction à l'origine de la mesure de saisie ou de la peine de confiscation ; adopté.

– Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan) [n° 399 (82-83)] - (28 juin 1983) - **Art. unique** (p. 2082) : loi du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification - Place de l'agriculture dans l'économie nationale - Priorités nationales et priorités régionales - Population rurale - Filière agro-alimentaire ; compétitivité - (p. 2083) : votera l'amendement n° 1 de M. Bernard Barbier, rapporteur (suppression de cet article portant approbation du rapport sur le 9e Plan).

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (24 novembre 1983) - **Après l'art. 28** (p. 3224) : son amendement n° 61, soutenu par M. Jean-Pierre Blanc : rétablissement de la franchise accordée aux personnes considérées comme récoltants de fruits-producteurs d'eau-de-vie naturelle ; déclaré irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Après l'art. 32** (p. 3227) : son amendement n° 60, soutenu par M. Jean-Pierre Blanc : suppression du paiement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers par les membres des professions agricoles ; TVA sur les carburants utilisés déduite de leur revenu imposable ; déclaré irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

Deuxième partie :

Commerce extérieur et tourisme - (28 novembre 1983) - Rapporteur pour avis (commerce extérieur) - (p. 3424) : postes d'expansion économiques à l'étranger (PEE) : attachés commerciaux ; directions régionales ; gestion de ces postes : titulaires et contractuels ; recrutement d'attachés agricoles - Volontaires du service national actif (VSNA) : exemple des écoles supérieures de commerce - Exportations du secteur agro-alimentaire : deuxième loi de plan : rôle du Fonds d'intervention stratégique et de la délégation au commerce extérieur ; formation d'experts - Détérioration du solde des produits de l'élevage et des produits alimentaires de seconde transformation - Viande porcine et montants compensatoires monétaires (MCM) - Concurrence internationale et protectionnisme : cas de la Grande-Bretagne et de la République fédérale d'Allemagne ; exportations américaines et brésiliennes - Coût croissant de la politique d'aide aux exportations ; pétrole ; contrat de gaz avec l'Algérie - Délégations régionales du commerce extérieur - (p. 3425) : avis favorable de la commission à l'adoption des crédits.

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3604) : industries agro-alimentaires - Formation - Seuil de production pour le lait et la viande - Soutien à l'industrie agro-alimentaire.

– Projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine [n° 3 (83-84)] - (14 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4170, 4171) : projet mettant en conformité la législation avec le droit

communautaire - Conditionnement de la margarine de forme cubique depuis 1897 - Problème des compétences du Parlement national face aux institutions communautaires - Risque d'une diminution de la consommation du beurre en France - Importance de l'économie laitière dans l'économie française et rôle fondamental de la production du beurre - Amendements techniques proposés par la commission susceptibles de limiter autant que faire se peut les incohérences et les effets pervers de ce texte - Conditionnement cubique de la margarine constituant une entrave aux échanges - « Effet direct » de l'article 30 du traité de Rome - Amendement de la commission tendant à permettre à nos producteurs d'affronter la concurrence internationale et aux consommateurs français d'être informés - Commission favorable à l'adoption de ce texte sous réserve d'un certain nombre d'amendements - **Art. 1** (p. 4173) : son amendement n° 1 : partie du magasin où est vendue la margarine devant être bien distincte de celle où est vendu le beurre ; adopté - **Après l'art. 2 :** son amendement n° 2 : article additionnel relatif à la détermination par décret en Conseil d'Etat des modalités de l'étiquetage, de la présentation, de l'information sur le lieu de vente et de la publicité relative à la margarine ; adopté - (p. 4174) : son amendement n° 3 : entrée en vigueur de l'article 1 dans un délai de deux ans à compter de la publication de la présente loi ; adopté - **Vote sur l'ensemble** (p. 4175) : remercie le Gouvernement pour ses engagements - Souligne les effets négatifs de ce projet augmentant nos importations - Sénat fidèle à sa tradition européenne - Souhait d'une étude par le Gouvernement d'une réglementation communautaire uniforme sur la margarine et sur la protection du marché communautaire contre les invasions de produits de substitution - Commission favorable à l'adoption de ce projet de loi.

DEBARGE (Marcel), sénateur de la Seine-Saint-Denis (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales (5 octobre 1983) (p. 2267).

DEFFERRE (Gaston), *ministre de l'intérieur et de la décentralisation* (est nommé le 22 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 23 mars 1983, p. 882].

DÉPÔTS

Projet de loi relatif aux dispositions particulières à l'élection des sénateurs des départements de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion [n° **341 (82-83)**] (25 mai 1983) - **Elections et référendums.**

Projet de loi ratifiant et modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif (urgence déclarée) [n° **83 (83-84)**] (30 novembre 1983) - **Fonctionnaires et agents publics.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **379** de M. Christian Poncelet : **finances locales** (collectivités locales : transferts de compétences et de ressources) (10 juin 1983) (p. 1544 et suivantes).

n° **428** de M. Bernard, Charles Hugo : **police (personnel de)** (insuffisance de personnel administratif dans les commissariats de police) (18 novembre 1983) (p. 3050).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981** [n° **493 (81-82)**] - **Suite de la discussion** - (7 avril 1983) - **Art. 13** (p. 113) : demande le retrait de l'amendement n° 96 de M. Charles Lederman (limitation du contrôle d'identité préventif) - (p. 114) : s'oppose à l'amendement n° 95 de M. Charles Lederman (contrôle d'identité des personnes exerçant les droits et libertés garantis par la Constitution, en liaison avec l'expression d'opinions politiques, philosophiques, religieuses ou syndicales) - (p. 115) : accepte l'amendement n° 74 de M. Charles Lederman (présentation immédiate à un officier de police judiciaire) -(p. 116) : s'oppose à l'amendement n° 80 de M. Charles Lederman (droit pour la personne arrêtée de prévenir à tout moment sa famille ou toute personne de son choix et information obligatoire et immédiate du Procureur de la République dès le début de la détention) -Accepte l'amendement n° 40 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (droit pour la personne arrêtée de faire aviser le Procureur de la République de la vérification dont elle fait l'objet et de prévenir sa famille ; si des circonstances particulières s'y opposent, l'officier de police judiciaire doit prévenir lui-même la famille ou la personne choisie) - (p. 117) : accepte l'amendement n° 42 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (interdiction de prise d'empreintes digitales ou de photographies dans le cas de vérification préventive d'identité) et s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (destruction du procès verbal et de toutes les pièces se rapportant aux opérations de vérification d'identité dans un délai de trois ans).

– **Projet de loi relatif aux sociétés d'économie mixte locales** [n° **518 (81-82)**] - (14 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 272, 273) : décentralisation - Contrôles et tutelle - Définition des sociétés d'économie mixte locales - Majorité du capital social détenue par les collectivités locales ; cas des sociétés déjà constituées - Forme des sociétés : société anonyme - Capital des sociétés - Relations contractuelles avec des tiers non actionnaires ; concurrence à l'exportation ; exemple de la société du canal de Provence construisant le réseau d'adduction d'eau de la ville d'Athènes - Urbanisme et construction - Problème de la rétroactivité - Compte rendu verbal ou écrit annuel des représentants des collectivités territoriales à l'assemblée qui les aura désignés - Composition des conseils d'administration - Restriction du rôle du commissaire de la République : contrôle *a posteriori* et rôle de conseiller - Liberté et responsabilité des sociétés d'économie mixte et des collectivités locales - **Art. 1** (p. 278) : accepte l'amendement n° 1 de M. Paul Girod, rapporteur (référence à la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales) - **Art. 2 :** accepte l'amendement n° 2 de M. Paul Girod, rapporteur (suppression dans cet article du deuxième alinéa relatif au montant minimal du capital social) - **Après l'art. 2 :** sur l'amendement n° 3 de M. Paul Girod, rapporteur (reprise à cet emplacement, dans une nouvelle rédaction, de la disposition relative au montant minimal du capital social), son sous-amendement n° 28 : suppression de l'exception prévue en faveur des sociétés ayant dans leur objet la construction d'immeubles, au cas où elles n'effectuent que des tâches de gestion immobilière ou ne réalisent que des logements financés avec l'aide de l'Etat ; adopté - (p. 279) : sociétés de gestion ou de construction - Augmentations de capital - Incorporation des réserves - **Art. 3** (p. 280) : accepte l'amendement n° 4 de M. Paul Girod, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif au droit d'intervention des sociétés d'économie mixte locales pour le compte de tiers : assouplissement des conditions requises) - **Art. 4** (p. 281) : accepte l'amendement n° 5 de M. Paul Girod, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif aux clauses minimales des conventions conclues entre les collectivités locales ou leurs groupements

et les sociétés d'économie mixte locales) - **Après l'art. 4 :** s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Paul Girod, rapporteur (possibilité de financement complémentaire pour les sociétés d'économie mixte par l'émission de titres participatifs) - **Art. 5** (p. 282) : accepte l'amendement rédactionnel n° 7 de M. Paul Girod, rapporteur - Accepte l'amendement n° 8 de M. Paul Girod, rapporteur (pouvoir d'information du représentant de l'Etat : modalités de saisine de la chambre régionale des comptes et effet de cette saisine) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 9 de M. Paul Girod, rapporteur - **Art. 6 :** s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Paul Girod, rapporteur (suppression de cet article excluant l'application des dispositions de l'article L. 235 du code des communes relatif aux subventions exceptionnelles de fonctionnement en cas de difficultés financières nées pour une commune de sa participation au capital d'une société d'économie mixte locale) - Liberté et responsabilité - (p. 283) : dispositions existantes, autres que l'article L. 235-5 du code des communes, permettant d'obtenir les concours de l'Etat - Absence de rétroactivité - **Art. 7** (p. 284) : accepte l'amendement n° 11 de M. Paul Girod, rapporteur (possibilité, pour assurer la représentation directe des collectivités territoriales au conseil d'administration ou de surveillance, d'augmenter le nombre des membres des conseils jusqu'à concurrence de 18) - Demande le retrait de l'amendement n° 26 de M. Fernand Lefort (participation des associations de locataires au conseil d'administration et au capital des sociétés d'économie mixte chargées de construction ou de gestion immobilière) - **Art. 8** (p. 285) : accepte les amendements de M. Paul Girod, rapporteur, n° 12, n° 13 et n° 14 (modalités du contrôle exercé sur une société d'économie mixte locale par une collectivité territoriale ayant garanti les emprunts contractés par cette société : désignation du délégué spécial ; compte rendu de mandat) - **Art. 9 :** s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Paul Girod, rapporteur (suppression de cet article relatif au choix de l'un des commissaires aux comptes sur une liste établie par le commissaire de la République sur proposition du trésorier payeur général) - Liste générale et liste restreinte - **Art. 10 :** accepte l'amendement rédactionnel n° 16 de M. Paul Girod, rapporteur - (p. 286) : accepte l'amendement n° 17 de M. Paul Girod, rapporteur (prorogation d'un à deux ans du délai de mise en harmonie des statuts des sociétés existantes) - Demande la réserve jusqu'après l'examen de l'article 11 de l'amendement n° 18 de M. Paul Girod, rapporteur (prorogation à trois ans du délai particulier de mise en conformité avec les dispositions relatives à la participation) - **Art. 11 :** son amendement n° 31 : exception au principe de la participation majoritaire des collectivités territoriales au capital en faveur des sociétés existantes à la date de dépôt du projet de loi en examen ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 21 de M. Paul Girod, rapporteur (extension de cette dérogation aux sociétés d'économie mixte d'équipement et d'exploitation de remontée mécanique constituées antérieurement à la date de publication de cette loi) - (p. 287) : son amendement n° 32 : extension de cette dérogation aux sociétés d'économie mixte chargées de la réalisation des réseaux de télécommunications et de diffusion ; adopté - **Art. 10** (*suite*) : accepte l'amendement n° 18, précédemment réservé, de M. Paul Girod, rapporteur - Accepte l'amendement n° 19 de M. Paul Girod, rapporteur (procédure d'autorisation par décret en Conseil d'Etat prévue aux articles 5 et 48 de la loi du 2 mars 1982 non applicable aux acquisitions d'actions destinées à rendre les collectivités territoriales majoritaires dans le capital des sociétés d'économie mixte locales) - **Art. 13** (p. 288) : son amendement de coordination n° 33 ; adopté - Estime sans objet l'amendement n° 23 de M. Paul Girod, rapporteur (non application de la loi aux sociétés d'économie mixte pour la construction et l'exploitation d'autoroutes à péage instituées par la loi du 18 avril 1955) - **Art. 14 :** accepte l'amendement rédactionnel n° 24 de M. Paul Girod, rapporteur - **Après l'art. 14 :** accepte l'amendement n° 25 de M. Paul Girod, rapporteur (autorisation de prélèvement sur le produit de la redevance acquittée par les sociétés d'économie mixte à la caisse des prêts des HLM, d'une participation aux frais de la fédération groupant les sociétés d'économie mixte).

– **Question au Gouvernement, de M. Rémi Herment : difficultés financières des collectivités locales** - (21 avril 1983) - (p. 417) : dotation globale de fonctionnement (DGF) du département de la Meuse ; modalités de calcul - (p. 418) : dotation logement instituteurs - Dotation globale d'équipement (DGE) ; différence entre le montant des autorisations de programme et celui des crédits de paiement - Modalités de répartition des dotations spécifiques.

– **Question au Gouvernement, de M. Pierre Schiélé : financement des élections prud'homales** - (21 avril 1983) - (p. 418, 419) : remboursements de l'Etat en matière d'élections politiques ; modalités de remboursement pour les élections prud'homales - Participation du ministère de la solidarité nationale aux frais d'établissement des listes électorales - Intervention rapide du règlement.

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53(82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - (4 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 601) : rappel de la procédure d'examen des textes relatifs à la décentralisation - Disjonction de certaines dispositions du projet de loi et accord du Gouvernement pour discuter sur la base de la proposition de loi - Conditions d'application de la dotation globale d'équipement (DGE) - Aspects financiers du texte, soulignés par M. *Jean-Pierre Fourcade,* et caractère injuste de certains reproches - Décentralisation en matière d'éducation nationale, évoquée par M. *Paul Séramy* - Problème des aérodromes ou aéroports, évoqué par M. *Jacques Valade ;* rôle des chambres de commerce et des services de l'Etat ; sécurité du transport aérien - (p. 602) : éventualité d'une compétence régionale pour la création de petits aérodromes de tourisme - Problème de l'aide sociale, évoqué par MM. *Jean Madelain* et *Paul Girod* - Dispositions du texte en examen et répartition des compétences entre département et région - Attente des travaux de la commission d'évaluation des transferts de charges, et de la mission d'information créée par le Sénat - DGE : déception de certains départements ; décrets d'application ; examen par le comité des finances locales présidé par M. *Jean Pierre Fourcade* et approbation unanime - (p. 603) : globalisation progressive des subventions des communes - Difficultés des départements : décalage entre autorisations de programme et crédits de paiement ; disparition progressive de cet écart ; cas des opérations déjà engagées - Subventions spécifiques ou système de globalisation de l'aide de l'Etat - Majoration attribuée aux départements les plus pauvres - Montant des concours exceptionnels accordés à titre transitoire - Prochaine entrée en vigueur du transfert de compétences relatif au remembrement - Formation professionnelle - Urbanisme - (p. 604) : méthode adoptée, identique à celle appliquée précédemment pour la proposition de loi de M. *Pierre Schiélé* - Coordination interministérielle et arbitrages - Préalables évoqués par les rapporteurs du Sénat : garanties financières ; évolution des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales de 1981 à 1983 - Transferts budgétaires et fiscaux - Allègement de la taxe professionnelle - Application des conventions relatives à la répartition des locaux et à la mise à disposition des personnels de préfectures - Transports scolaires - Logement des instituteurs - Révision des barèmes d'aide sociale : comparaison avec les dispositions financières de la loi Bonnet - Apurement de la dette de l'Etat à l'égard des départements - (p. 605) : éventualité envisagée par M. *Jean-Pierre Fourcade* d'une opposition par le Gouvernement de l'article 40 de la Constitution ; renonciation du Gouvernement à cette procédure - Dispositions du texte et nouveaux transferts de compétences prévus : problème des canaux et voies navigables : tourisme fluvial ; politique régionale des transports - Education nationale : transfert de la charge de

fonctionnement des établissements scolaires sur les communes, les départements et les régions - Carte scolaire - Dispositions diverses du titre III : coordination des travaux des collectivités territoriales : PTT, EDF, gaz, voirie - Remerciements aux rapporteurs - (p. 606) : décrets du 10 mai 1982 sur la déconcentration et nouveaux pouvoirs des commissaires de la République - Décentralisation et déconcentration - Importance de ces réformes et rôle du Sénat dans leur élaboration - Indemnité de logement des instituteurs, évoquée par M. *Claude Mont :* absence d'intégration dans la dotation globale de fonctionnement (DGF) ; crédits affectés - Référence à la TVA - **Avant l'art. 1** (p. 621) : s'oppose à l'amendement n° 133 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Pierre Lacour (codification de l'ensemble des textes législatifs relatifs aux transferts des compétences de l'Etat aux communes, départements et régions, et envoi systématique aux maires avant le 1er janvier 1984) - Codification déjà prévue par l'article 99 de la loi du 2 mars 1982 : code des communes, code des départements, code des régions - Demande le retrait de l'amendement n° 134 de M. Roger Poudonson, soutenu par M. Roger Boileau (responsabilité financière de l'Etat substituée à celle de la région, du département ou de la commune en cas d'inexécution des engagements financiers de l'une de ces collectivités résultant des dispositions des nouveaux textes législatifs) - **Art. 1** (p. 622) : répond à l'intervention de M. Maurice Schumann, relative à l'élection des conseils régionaux au suffrage universel direct - Dispositions des articles 59 et 60 de la loi de décentralisation du 2 mars 1982 - Nature des régions : collectivités territoriales ou établissements publics - Son amendement n° 31 : 1° rédactionnel ; adopté ; 2° suppression de la réserve relative à la réalisation des dispositions de la section 2 du titre I ; rejeté - (p. 623) : état de fait et état de droit - Nature d'établissements publics des régions - **Art. 2 :** s'oppose à l'amendement n° 135 de M. Rémi Herment, soutenu par M. Roger Boileau (entrée en vigueur de la loi subordonnée aux dispositions prévues à l'article 3) - **Art. 3** (p. 624) : s'oppose à l'amendement n° 136 de M. Claude Mont, soutenu par M. Pierre Lacour (entrée en vigueur de la loi subordonnée au respect par l'Etat des conventions de mise à disposition de personnels) - **Après l'art. 3 :** estime sans objet l'amendement n° 137 de M. Henri Le Breton, soutenu par M. Pierre Lacour (définition par la loi des conditions dans lesquelles l'Etat place les personnels actuellement régis par les conventions de mise à disposition, sous l'autorité exclusive des collectivités locales) - Début de la discussion à l'Assemblée nationale sur le projet de statut des fonctionnaires d'Etat et des fonctionnaires territoriaux - **Art. 4 :** s'oppose à l'amendement n° 138 de M. Claude Mont, soutenu par M. Roger Boileau (préalable en matière de transports scolaires : participation de l'Etat portée à 65 % des dépenses actuellement subventionnables évaluées à leur coût réel) - **Art. 5** (p. 625) : intervient contre cet article relatif au préalable de la prise en charge par l'Etat des dépenses de logement des instituteurs - Eventualité d'une suppression de la dotation spéciale intégrée dans la dotation globale de fonctionnement (DGF) - **Art. 6** (p. 627) : intervient contre cet article précisant que la révision des barèmes d'aide sociale prévue par la loi du 7 janvier 1983 ne peut avoir pour effet d'augmenter le taux de participation des départements à ces dépenses - Effort fait par l'Etat pour le remboursement des frais de police et de justice et pour le logement des instituteurs.

Suite de la discussion - (5 mai 1983) - **Art. 7** (p. 634) : s'oppose aux amendements n° 141 de M. Rémi Herment, soutenu par M. Pierre Lacour (remboursement en trois ans des dettes de l'Etat envers les collectivités locales) et n° 1 de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis (remboursement en quatre ans des dettes de l'Etat envers les collectivités locales) - **Art. 10** (p. 635) : s'oppose à l'amendement n° 142 de M. Auguste Chupin (suppression de la compensation par le fonds régional de l'apprentissage des changes nouvelles créées par l'Etat) - **Art. 11** (p. 636) : s'oppose à l'amendement n° 143 de M. Roger Boileau, soutenu par M. Pierre Lacour (Parlement informé annuellement du non respect par l'Etat de ses obligations financières vis-à-vis des collectivités locales) - **Art. 25** (p. 660) : son amendement n° 44 : décentralisation des dépenses de construction, d'équipement, d'entretien et de fonctionnement des établissements scolaires, à l'exception des dépenses pédagogiques figurant sur une liste fixée par décret ; rejeté - Dotation globale d'équipement (DGE) - Dotation générale de décentralisation (DGD) - (p. 662) : demande le retrait de l'amendement n° 126 de M. Lucien Delmas, soutenu par M. Franck Sérusclat (décentralisation des dépenses relatives aux établissements scolaires ; conditions de fonctionnement de ces établissements définies par décret en Conseil d'Etat ; composition tripartite du conseil d'administration de ces établissements) - S'oppose aux amendements n° 10 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (transfert définitif des charges des établissements scolaires de l'Etat vers les collectivités territoriales, notamment les groupements de communes) et n° 160 de M. Claude Mont (suppression du caractère définitif du transfert de compétences en matière scolaire des régions aux départements ou aux communes) - Accepte l'amendement n° 105 de M. François Collet (lorsqu'un même établissement comporte à la fois un collège et un lycée, convention entre le département et la région pour la prise en charge des dépenses d'équipement et d'entretien) - **Après l'art. 25** (p. 664) : ses amendements n° 45 : création d'une dotation régionale d'équipement scolaire pour le financement des lycées ; rejeté ; n° 46 : création d'une dotation globale d'équipement, départementale ou communale, pour le financement des collèges ; rejeté ; n° 47 : modification annuelle des crédits inclus dans la dotation globale d'équipement départementale ; rejeté ; et n° 48 : calcul de la première part de la dotation globale d'équipement départementale ; rejeté - (p. 665) : son amendement n° 50 : transfert des compétences prévues par les conventions de fonctionnement des collèges, des lycées et établissements d'éducation spéciale ; rejeté - **Art. 27** (p. 666) : son amendement n° 51 : répartition annuelle des dépenses d'entretien et de fonctionnement des écoles maternelles, des classes enfantines ou des écoles élémentaires entre les différentes communes d'origine des élèves ; retiré - (p. 668) : s'oppose aux amendements n° 127 de M. Lucien Delmas, soutenu par M. Franck Sérusclat (répartition des dépenses d'entretien et de fonctionnement des écoles maternelles, des classes enfantines ou élémentaires entre les communes d'origine des élèves), n° 11 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (contribution de la commune de résidence des élèves des écoles maternelles et des classes élémentaires aux dépenses de fonctionnement engagées par les communes d'accueil ; à défaut d'accord, contribution déterminée par le conseil départemental de l'éducation), n° 181 de M. Philippe de Bourgoing, soutenu par M. Jacques Descours Desacres (cas particuliers de prise en compte des dépenses scolaires entre les communes d'origine et les communes d'accueil des élèves des classes maternelles et élémentaires) et n° 161 de M. Pierre Lacour (contribution de chaque commune déterminée par le conseil départemental de l'éducation) - **Art. 29 :** son amendement n° 52 : convention entre la collectivité intéressée et l'établissement scolaire déterminant les conditions de mise à disposition des agents de l'Etat ; adopté - **Art. 30** (p. 671) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (intervention du maire relative à la modification des heures d'entrée et de sortie limitée aux seules écoles préélémentaires et élémentaires) - **Art. 31** (p. 672) : accepte la réserve de l'amendement de coordination n° 2 de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis, jusqu'après l'article 47 - **Art. 32 :** demande le retrait de l'amendement n° 128 de M. Lucien Delmas, soutenu par M. René Regnault (participation des communes à la définition et à l'exécution de la politique d'action sociale de la compétence du conseil général) - **Art. 33 :** son amendement n° 54 : adoption par le conseil général d'un règlement départemental d'aide sociale ; possibilités de moduler les prestations ; rejeté - **Art. 34** (p. 674) : son amendement n° 55 : 1° frais de fonctionnement des centres d'aide par le travail à la charge des départements ; rejeté ; 2° élargissement du champ des compétences de l'Etat en matière d'aide sociale en faveur des marginaux ; adopté - **Art. 35 :** son amendement n° 56 :

suppression de cet article relatif à la récapitulation annuelle, dans un état prévisionnel, des dépenses supportées par l'Etat dans le département ; rejeté - (p. 675) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis (récapitulation *a posteriori* des dépenses supportées par l'Etat dans le département) - **Art. 36** : son amendement n° 57 : compétences du département en matière d'action sociale et de santé ; rejeté - **Art. 38** (p. 676) : accepte l'amendement n° 4 de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis (agrément des assistantes maternelles relevant de la compétence du département) - **Art. 40** (p. 677) : s'oppose à l'amendement n° 120 de M. Jean Ooghe (centres municipaux de santé relevant de la compétence des communes) - **Après l'art. 40** : son amendement n° 58 : schéma départemental des établissements sociaux, comprenant notamment une partie gérontologique, arrêté par le conseil général ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 183 de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis (liberté laissée au conseil général d'arrêter un schéma départemental des établissements sociaux) - (p. 678) : son amendement n° 59 : pouvoir du président du conseil général pour autoriser la création d'établissements sociaux relevant du département ; adopté.

Suite de la discussion - (6 mai 1983) - **Après l'art. 40** (p. 687) : son amendement n° 60 : habilitation des établissements sanitaires et sociaux pour que leurs prestations soient prises en charges par le département ; adopté - (p. 688) : ses amendements n° 61 : organisation des modalités de tarification par le président du conseil général et par le représentant de l'Etat ; adopté ; n° 62 : autorisation de création et d'extension des établissements dont les prestations sont remboursées par la sécurité sociale arrêtée conjointement par le représentant de l'Etat et par le président du conseil général ; adopté ; n° 63 : caractère obligatoire des dépenses en matière d'action sociale et de santé ; rejeté ; et n° 64 : informations à caractère sanitaire et social protégées par le secret professionnel ; adopté - **Art. 44** (p. 690) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 165 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Pierre Lacour (dépistage et surveillance après traitement des affections cancéreuses, et actions de lutte contre la lèpre à la charge de l'Etat) - **Art. 45** : son amendement n° 66 : suppression de cet article relatif à la participation des communes aux dépenses d'aide sociale ; rejeté - **Art. 46** : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis (dépenses et recettes correspondantes figurant dans un état récapitulatif annexé au budget départemental) - **Après l'art. 46** (p. 691) : son amendement n° 102 : substitution à l'Etat des départements pour toutes les associations du secteur social ; adopté - **Art. 47** : son amendement n° 103 : modification pour coordination d'articles du code de la santé et de la famille ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement rédactionnel n° 187 de M. Paul Girod, rapporteur - **Après l'art 47** (p. 692) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis (nature des problèmes devant être réglés dans le cadre de la loi adaptant la législation relative aux institutions sociales et médico-sociales, annoncée dans l'article 119 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) - **Art. 31** *(suite)* : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 2, précédemment réservé, de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis - **Avant l'art. 48** (p. 693) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis, soutenu par M. Pierre Lacour (développement des chemins de randonnée dans le cadre des pouvoirs de police dévolus aux autorités municipales et garantie du respect de la propriété privée) - S'oppose à l'amendement n° 168 de M. Pierre Lacour (protection de l'environnement prise en compte dans les plans d'occupation des sols) - S'oppose à l'amendement n° 167 de M. Pierre Lacour, identique à l'amendement n° 130 de M. Jacques Pelletier, soutenu par M. Josy Moinet (conditions d'exercice de la responsabilité de la région en matière d'environnement et de protection de la nature) - (p. 694) : s'oppose à l'amendement n° 170 de M. Pierre Lacour, identique à l'amendement n° 131 de M. Jacques Pelletier, soutenu par M. Josy Moinet (maintien des protections édictées en faveur des espaces boisés naturels ou agricoles) - **Art. 48** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 26 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis, soutenu par M. Pierre Lacour (établissement par le département d'un plan départemental des chemins et sentiers après avis des communes intéressées) - S'oppose à l'amendement n° 27 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis, soutenu par M. Pierre Lacour (conventions pouvant fixer les dépenses d'entretien et de signalisation mises à la charge du département) - (p. 695) : accepte l'amendement de coordination n° 28 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis, soutenu par M. Pierre Lacour - Demande le retrait de l'amendement n° 29 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis, soutenu par M. Pierre Lacour (précisions concernant les modalités du transfert des ressources correspondantes) - **Art. 49** : accepte les amendements de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis, n° 13 (obligation faite au conseil municipal de proposer un itinéraire de substitution lorsque le chemin est inscrit sur le plan départemental des itinéraires de promenades et de randonnées) et n° 14 (utilisation de la taxe départementale d'espaces verts par le conseil général pour acquérir ou entretenir des chemins inscrits sur le plan départemental) - **Après l'art. 49** (p. 696) : son amendement n° 68 : conditions de création des zones de protection en matière d'environnement ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 169 de M. Pierre Lacour (décision relative à un permis de construire ou à une autorisation d'utilisation du sol déférée devant le tribunal administratif) - **Art. 50** (p. 697) : s'oppose à l'amendement n° 171 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Pierre Lacour (obligation pour les communes, les départements et les régions de consacrer un pourcentage du montant de l'investissement, à l'occasion de l'adoption de leur budget, à fixer l'insertion d'oeuvres d'art) - **Art. 51** : son amendement n° 69 : transfert des bibliothèques centrales de prêt aux départements ; rejeté - S'oppose à l'amendement n° 15 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (nature des compétences en matière d'organisation et de financement des bibliothèques centrales de prêt transférées aux départements ; nomination et rémunération du personnel scientifique par l'Etat) - **Art. 52** (p. 698) : son amendement n° 70 : 1° organisation et financement par les communes des bibliothèques municipales ; contrôle technique de l'Etat ; adopté ; 2° suppression du 4e alinéa de cet article relatif au classement des bibliothèques ; rejeté - **Art. 53** : son amendement n° 71 : organisation et financement des musées des régions, des départements et des communes par eux-mêmes ; activité soumise au contrôle technique de l'Etat ; retiré, puis repris par M. Paul Girod, rapporteur - **Art. 54** (p. 699) : son amendement n° 72 : précisions concernant les compétences respectives de l'Etat et des collectivités locales en matière d'enseignement musical ; adopté - **Après l'art. 54** : accepte l'amendement n° 16 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (article additionnel relatif aux établissements publics d'enseignement des arts plastiques) - **Art. 55** (p. 700) : accepte l'amendement n° 17 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (exercice par l'Etat d'un contrôle technique sur l'activité du personnel scientifique et technique des communes, départements et régions) - **Art. 56** : son amendement n° 75 : obligation pour les services de l'Etat de déposer leurs archives auprès des services départementaux ; adopté - **Art. 57** : son amendement n° 76 : possibilité pour les archives régionales de recevoir des archives privées ; rejeté - **Avant l'art. 58** (p. 701) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 173 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Pierre Lacour (article additionnel relatif aux majorations de subventions en faveur des communes qui se sont livrées à des regroupements) - **Art. 58** (p. 702) : possibilité pour les petites communes d'une majoration destinée à tenir compte de l'insuffisance du potentiel fiscal de certaines communes - Nécessité de distinguer le volume, le taux et les modalités de versement de la dotation globale d'équipement (DGE) - **Art. 59** (p. 703) : son amendement rédactionnel n° 77 ; adopté - **Après l'art. 59** (p. 704) : son amendement n° 78 : extension de la dotation globale d'équipement aux syndicats mixtes ; adopté - **Art. 60** (p. 705) : s'oppose à la première partie de

l'amendement n° 175 de M. Roger Poudonson, soutenu par M. Pierre Lacour (1° suppression de l'obligation de placement en bons du Trésor) et accepte la deuxième partie de ce même amendement (2° avis du comité des finances locales intervenant avant le décret du Conseil d'Etat) - Parution dans des délais records des décrets d'application relatifs aux lois sur la décentralisation - **Après l'art. 60** (p. 706) : son amendement n° 79 : prorogation pour 1984 des dispositions de l'article 22 de la loi du 7 janvier 1983 relatives aux opérations qui peuvent bénéficier de la dotation globale d'équipement ; adopté - **Art. 62 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 176 de M. André Bohl, soutenu par M. Pierre Lacour - **Après l'art. 62 :** ses amendements n° 81 : introduction dans le statut des caisses de crédit municipal des modifications consécutives à la loi du 2 mars 1982 ; adopté ; et n° 82 : introduction des modifications consécutives à la loi du 2 mars 1982 en ce qui concerne les créations des caisses de crédit municipal ; adopté - (p. 707) : son amendement n° 83 : possibilité pour les chambres régionales des comptes de recruter des agents contractuels ; adopté - **Art. 63 :** s'oppose à l'amendement n° 177 de M. Roger Boileau, soutenu par M. Pierre Lacour (entière responsabilité de l'Etat dans les cas non prévus par la loi de substitution de l'Etat à l'autorité locale) - **Après l'art. 63 :** son amendement n° 84 : mise à disposition constatée par un procès-verbal précisant la composition, la situation juridique et l'état des biens ; rejeté - **Art. 66** (p. 708) : son amendement n° 85 : conditions de la prise en charge du service public de la justice ; adopté - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les sous-amendements de M. Paul Girod, rapporteur, n° 188 (intégration des personnels affectés aux services auxiliaires de la justice dans le corps des fonctionnaires des services judiciaires sur leur demande) ; n° 189 (cas d'absence d'intégration et remboursement par l'Etat des dépenses correspondant à la mise à disposition) et n° 190 (modalités d'application de cet article en ce qui concerne les conditions de l'intégration) - **Après l'art. 66** (p. 709) : son amendement n° 86 : prorogation d'un an des dispositions de la loi du 2 mars 1982 et dispositions particulières pour l'Alsace et la Moselle ; devenu sans objet - (p. 711) : son amendement n° 87 : modifications du code de l'urbanisme ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 184 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis, soutenu par M. Pierre Lacour (précisions relatives aux modifications du code de l'urbanisme) - (p. 713) : sur la modification du code de l'urbanisme, ses amendements n° 88 ; adopté ; n° 89 ; rejeté et n° 90 ; adopté - (p. 714) ; ses amendements complétant et modifiant le code de l'urbanisme n° 91, n° 92, n° 93 et n° 94 ; adoptés - Son amendement n° 95 : prorogation de deux ans du délai prévu pour l'élaboration du code de prescriptions et de procédures techniques applicables aux collectivités territoriales ; adopté - (p. 715) : son amendement n° 96 : création d'une section nouvelle : « Section 3 : Dispositions relatives à la coordination des travaux » ; adopté - (p. 716) : son amendement n° 97 : octroi aux maires d'un pouvoir de programmation des travaux sur les voies publiques comprises à l'intérieur des agglomérations ; adopté - (p. 717) : ses amendements n° 98 : compétence du maire à l'extérieur des agglomérations pour les travaux affectant le sol et le sous-sol des voies communales et des chemins ruraux ; adopté ; n° 99 : modalités d'exécution des travaux de réfection des voies communales et des chemins ruraux déterminées par le conseil municipal ou l'assemblée compétente par délibération après concertation avec les services ou les personnes concernées ; adopté ; et n° 100 : octroi au président du conseil général d'un pouvoir de programmation des travaux sur les chemins départementaux à l'extérieur des agglomérations ; adopté - (p. 718) : son amendement n° 101 : modification de la rédaction des articles L. 47 et L. 47-1 du code des postes et télécommunications ; adopté - **Vote sur l'ensemble** (p. 720) : excellentes conditions de travail - Bon fonctionnement de la démocratie - Volonté d'une décentralisation réussie devant apporter une amélioration au fonctionnement des collectivités locales - Persistance de désaccords - Introduction de la dotation globale d'équipement (DGE) dans la décentralisation à la suite du vote d'un amendement présenté par un groupe de sénateurs - Volume, taux et modalités des versements de la DGE - (p. 721) : souhait que la commission mixte paritaire (CMP) aboutisse à un accord entre les deux assemblées et d'une promulgation rapide de la deuxième loi de la décentralisation relative au transfert des compétences et des ressources - Travail considérable et utile pour les collectivités locales accompli par le Parlement en deux ans.

– **Proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance et de gardiennage et de transport de fonds** [n° 237 (82-83)] - (26 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 1136) ; textes existants : circulaire de décembre 1981 ; décret du 13 juillet 1979 ; décret du 11 mai 1982 - Amendements acceptés par le Gouvernement lors de la discussion de la proposition de loi à l'Assemblée nationale : garde des personnes ; port et détention d'armes - **Art. 1** (p. 1139, 1140) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Marc Bécam, rapporteur (élargissement du champ d'application de la loi) ; sur cet amendement, ses sous-amendements n° 38 : définition des activités entrant dans le champ d'application de la loi, et n° 44 : remplacement des mots « sécurité » et « prévention » par les mots « surveillance » et « gardiennage » ; rejetés - Volonté de limiter le contrôle de l'Etat à un certain nombre de sociétés - **Après l'art. 1** (p. 1141) : accepte l'amendement n° 2 de M. Marc Bécam, rapporteur (activités de protection de personnes), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 45 : remplacement du mot « prévention » par le mot « gardiennage » ; rejeté - **Art. 2 :** s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Marc Bécam, rapporteur (caractère exclusif des activités des entreprises de surveillance, de prévention et de transport de fonds) - (p. 1142) : s'oppose aux amendements de coordination n° 4 et n° 5 de M. Marc Bécam, rapporteur - **Art. 3 :** accepte l'amendement n° 6 de M. Marc Bécam, rapporteur (extension à toute entreprise de sécurité privée des interdictions énoncées à cet article) ; sur cet amendement, son sous-amendement rédactionnel n° 46 ; adopté - (p. 1143) : s'oppose à l'amendement n° 34 de MM. Louis Virapoullé et Roger Boileau (protection passive des personnes et des biens menacés dans le déroulement d'un conflit du travail) - **Art. 4 :** accepte l'amendement n° 7 de M. Marc Bécam, rapporteur (condamnations interdisant la direction des entreprises visées à l'article 1er) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 8 de M. Marc Bécam, rapporteur - Conventions internationales et extension à des citoyens d'autres pays - **Art. 5** (p. 1144) : accepte l'amendement de coordination n° 9 de M. Marc Bécam, rapporteur - **Art. 6 :** s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 10 de M. Marc Bécam, rapporteur (suppression de cet article interdisant les fonctions de gardien ou de convoyeur de fonds aux fonctionnaires de police et militaires retraités sans autorisation préalable de leur ministre de tutelle) - Travail des retraités en période de chômage - **Art. 7** (p. 1145) : accepte l'amendement rédactionnel n° 11 de M. Marc Bécam, rapporteur, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 12 du même auteur - Accepte l'amendement n° 13 de M. Marc Bécam, rapporteur (subordination de l'exercice à titre individuel à une autorisation administrative) - **Art. 8** (p. 1146) : accepte l'amendement n° 14 de M. Marc Bécam, rapporteur (suppression de cet article relatif au récépissé de l'autorisation administrative) - **Art. 9 :** accepte l'amendement n° 15 de M. Marc Bécam, rapporteur (suppression de la référence aux pouvoirs publics) - **Art. 10 :** accepte les amendements de coordination n° 16 et n° 17 de M. Marc Bécam, rapporteur - Accepte l'amendement n° 18 de M. Marc Bécam, rapporteur (interdiction de faire état de la qualité d'ancien fonctionnaire de police ou d'ancien militaire) - **Art. 11** (p. 1147) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 19 de M. Marc Bécam, rapporteur - **Art. 12 :** s'oppose à l'amendement de coordination n° 20 de M. Marc Bécam, rapporteur - (p. 1148) : s'oppose à l'amendement n° 37 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Gérard Ehlers (avis préalable du comité d'entreprise à toute demande d'autorisation administrative) - Lois Auroux

- **Art. 13 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 21 de M. Marc Bécam, rapporteur (cessation de mesures de suspension provisoire) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 40 : retrait de l'autorisation administrative ; adopté - **Art. 14 :** son amendement n° 41 : peines prévues dans le cas d'infraction aux dispositions de la loi ; adopté - (p. 1149) : accepte l'amendement de coordination n° 22 de M. Marc Bécam, rapporteur - **Art. 15 :** accepte l'amendement n° 23 de M. Marc Bécam, rapporteur (extension des dispositions de l'article à la totalité des activités visées à l'article 1er) - **Art. 16 :** accepte l'amendement de coordination n° 24 de M. Marc Bécam, rapporteur - **Art. 17 :** s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 25 de M. Marc Bécam, rapporteur - Son amendement n° 42 : extension des dispositions de l'article aux entreprises de transport de fonds ou de protection des personnes ; devenu sans objet - **Art. 18** (p. 1150) : accepte l'amendement rédactionnel n° 26 de M. Marc Bécam, rapporteur - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 27 de M. Marc Bécam, rapporteur - **Art. 19 :** accepte l'amendement rédactionnel n° 28 et les amendements de coordination n° 29 et n° 30 de M. Marc Bécam, rapporteur - **Art. 20** (p. 1151) : accepte l'amendement de coordination n° 31 de M. Marc Bécam, rapporteur - Accepte l'amendement n° 32 de M. Marc Bécam, rapporteur (réglementation des matériels par décret) - **Intitulé :** son amendement n° 43 : « Proposition de loi tendant à réglementer les activités de surveillance, de gardiennage, de transport de fonds et de protection des personnes » ; retiré au profit de l'amendement n° 33 de M. Marc Bécam, rapporteur (« Proposition de loi tendant à réglementer les activités de sécurité privée ») - Cas des entreprises publiques disposant de services de sécurité.

– **Projet de loi, portant droits et obligations des fonctionnaires** [n° **301 (82-83)**] - (1er juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1256) : présentation de ce projet de loi par M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat - S'excuse de ne pouvoir assister à la suite de cette séance.

– **Projet de loi relatif aux dispositions particulières à l'élection des sénateurs des départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion** [n° **341 (82-83)**] - (9 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1506) : texte adopté à l'unanimité par la commission des lois du Sénat - Vote urgent des dispositions relatives à l'élection des sénateurs dans les départements d'outre-mer (DOM) devenus collectivités territoriales depuis la loi du 31 décembre 1982 - DOM, régions monodépartementales - Cas de la Corse composée de plusieurs départements et non visée dans le présent projet.

9AA **Vote sur l'ensemble** (p. 1508) : reconnaît l'existence du problème de la Corse - Accepte la proposition de M. *Jacques Larché* relative à la participation de la commission des lois pour résoudre ce problème.

– **Conclusions du rapport de M. Pierre Salvi,** fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** [n° 203 (82-83)] déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à réprimer la falsification des procès-verbaux des opérations électorales et sur la proposition de loi** [n° 283 (82-83)] **de M. Jean Colin, tendant à punir la falsification des élections** [n° **380 (82-83)**] - (15 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1663) : action du tribunal administratif ; absence de décision exécutoire par provision - Article L. 250 du code électoral - Décision du Conseil d'Etat et principe du double degré de juridiction - Référence au jugement du Conseil d'Etat du 3 février 1982 relatif à la ville de Calvi - Peines en cas de fraude électorale - Révision en cours du code pénal - (p. 1664) : inadaptation de cette proposition de loi d'un point de vue technique - Se déclare choqué par l'attitude de la majorité sénatoriale - (p. 1665, 1666) : contentieux électoral et caractère suspensif de l'appel - Déclaration de M. Charles Fiterman, ministre des transports - **Sur l'ensemble** (p. 1667) : modalités d'action de l'opposition.

– **Projet de loi interdisant certains appareils de jeux** - *Nouvelle lecture* [n° **478 (82-83)**] - (30 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2161) : durée limitée du débat en raison de la fin de session - Demande le vote bloqué, en application de l'article 44 de la Constitution - **Art. 1** (p. 2162) : accepte l'amendement n° 2 de M. Jacques Larché, rapporteur (fixation par décret de la prime attribuée par certains appareils de distribution) et sur cet amendement, le sous-amendement rédactionnel n° 3 de M. Paul Girod - **Art. 1** *bis* (p. 2163) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Paul Girod (rétablissement de cet article relatif à l'exploitation des appareils de jeux dans certains casinos autorisés).

– **Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** - *Nouvelle lecture* [n° **480 (82-83)**] - (6 juillet 1983) - **Discussion générale** (p. 2205) : démission de M. Paul Girod, rapporteur - Modifications profondes du texte par l'Assemblée nationale - (p. 2206) : accords entre les deux assemblées : transports, enseignement public, action sociale et santé, environnement et action culturelle, dispositions financières - Désaccord sur les modalités des transferts de compétences - Révision des barèmes d'aide sociale - Souhaite l'adoption de ce texte par le Sénat - **Question préalable** (p. 2221) : indépendance des tribunaux administratifs proclamée à plusieurs reprises - Signification particulière de la présente question préalable - (p. 2222) : partisan d'une véritable décentralisation - (p. 2224) : indemnité de logement des instituteurs évoquée par M. Jacques Larché, rapporteur - Commission d'évaluation des charges transférées - (p. 2225) : priorité donnée par le Gouvernement à la proposition sénatoriale - S'oppose à la motion n° 1 de M. Jacques Larché, rapporteur, tendant à opposer la question préalable - (p. 2226) : discours ardent et combattif tenu par M. Jacques Larché, président de la commission des lois - Transferts de ressources équivalant aux charges - Evolution de la dotation globale de fonctionnement - Crédits budgétaires regroupés dans la dotation générale de décentralisation - Fiscalité locale - Compensation équivalente aux transferts de compétences - Création d'une commission d'évaluation des charges transférées - (p. 2227) : signature de nombreuses conventions - Accord sur le calendrier des transferts, le principe de la compensation, la formation professionnelle - Désaccord sur l'indemnité de logement des instituteurs, les transports scolaires et la révision des barèmes d'aide sociale - (p. 2228) : large effort de compréhension du Gouvernement vis-à-vis de la proposition sénatoriale.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale de police criminelle relatif au siège d'Interpol et à ses privilèges et immunités sur le territoire français** [n° **354 (82-83)**] - (20 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2359) : évolution de l'organisation internationale de la police criminelle (Interpol) et de la législation française en ce qui concerne les problèmes de l'informatique - Signature d'un nouvel accord de siège le 3 novembre 1982 s'attachant à garantir à Interpol l'autonomie indispensable à l'exercice de ses activités et à assurer la protection des personnes - Prise en compte de l'évolution de la législation française en matière de fichiers - Accord organisant un contrôle des fichiers détenus par Interpol - Institution par l'organisation d'une commission internationale de contrôle regroupant cinq membres de nationalités différentes et rôle de cette commission - Accord de siège préservant l'autonomie d'Interpol et confortant les libertés individuelles - Bureau central français demeurant soumis à la législation française et au contrôle de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) - (p. 2360) : accord comportant des dispositions novatrices et exemplaires - (p. 2363) : composition du Gouvernement devant rassurer M. *Charles Lederman* - Article 2 du statut d'Interpol précisant que son action doit s'exercer dans le cadre des lois des pays membres dans l'esprit de la déclaration universelle des Droits de l'homme - Article 3 précisant qu'Interpol ne peut avoir « aucune activité dans le domaine politique, militaire, religieux ou racial » - Israël faisant partie d'Interpol - Droit

international invoqué pour la poursuite des criminels nazis - Cas de Klaus Barbie - Loi française applicable à l'intérieur des bâtiments et locaux du siège de l'organisation internationale de police criminelle et mise sur pied possible des institutions représentatives du personnel reconnues par notre code du travail, en réponse à Mme *Cécile Goldet*. –

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat** [n° **309 (82-83)**] - (25 octobre 1983) - **Art. 6** (p. 2415, 2416) : indépendance et compétences des tribunaux administratifs - Domaine réglementaire - Décision du Conseil constitutionnel du 22 juillet 1980 - Travaux préparatoires de la Constitution de 1958 - Modalités de gestion des tribunaux administratifs - **Après l'art. 6** (p. 2417, 2418) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (dérogation et statut particulier fixé par la loi pour les membres du Conseil d'Etat et des tribunaux administratifs).

– **S'associe à l'hommage rendu par M. le Président du Sénat à la mémoire de M. Georges Spénale,** sénateur du Tarn (25 octobre 1983) (p. 2412).

– **Question orale avec débat : réforme de la police nationale.** - (18 novembre 1983) - (p. 3046, 3047) : importance du rôle de la police souligné par M. *Pierre Salvi* et droit des policiers à se syndiquer, en réponse à sa question relative au rôle des syndicats - Hommage au directeur général de la police - Problème des contrôles d'identité et adoption d'un texte par le Parlement, leur donnant une base légale - Fautes graves sanctionnées après avis des conseils de discipline - Création d'une direction de l'information - Problème de la réduction du temps de travail - Importance du recrutement de nouveaux policiers - (p. 3048) : rapport sur la durée du travail communiqué aux syndicats sur leur demande - Imbroglio des horaires de la police - Rapport Bellorgey sur la police - Souhaite une police moderne - Hommage à la vigilence et à l'efficacité des services de police, notamment en matière de lutte contre le trafic de stupéfiants - Problème des jeunes des grands ensembles - Mission confiée à M. Trigano pour lutter contre la situation des jeunes dans les banlieues déshéritées - Nombreux témoignages de félicitations et de remerciements pour l'action des policiers au service des camps de jeunesse et des camps d'enfants - Lecture des résultats satisfaisants de la police qu'il s'agisse de l'extrême gauche, de l'extrême droite ou du terrorisme - (p. 3049) : volonté politique du Gouvernement de lutter contre la violence et contre l'insécurité - Comparaison avec le comportement du précédent gouvernement dans ce domaine - Principe de la hiérarchie de la police fondamental - Absence de possibilité pour les syndicats de sortir de leur rôle depuis 1981.

– **Question orale avec débat : utilisation des piscines municipales** - (18 novembre 1983) - (p. 3051) : frais de fonctionnement des piscines reposant entièrement sur les collectivités territoriales ou sur les utilisateurs - Prix de revient élevé - Fréquentation surtout scolaire - Situation durant depuis de longues années.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - (p. 3824) : progression de ce budget - Décentralisation - (p. 3825) : dotation globale d'équipement (DGE) - Dotation générale de décentralisation (DGD) - Commission chargée de vérifier les transferts de fiscalité et les transferts de crédits - Proposition de réunion avec les présidents de conseils généraux - Fonds de compensation de la TVA - Trésorerie des départements : échéancier des versements du Gouvernement ; dette de trésorerie de l'Etat ; barèmes d'aide sociale - Administration territoriale : création de postes ; informatique - Suppression d'emplois d'administration centrale au ministère de l'intérieur - (p. 3826) : augmentation des crédits de la police nationale - Direction de la surveillance du territoire (DST) - Formation des policiers - Modernisation des services ; informatique ; tâches administratives accomplies par les policiers - Amélioration des conditions de vie ; rémunérations - Corps des enquêteurs - Logement des policiers - Compagnies républicaines de sécurité (CRS) - Ilotage - Sécurité civile ; départements d'outre-mer - Incendies de forêts ; crédits pour l'acquisition de matériel ; mesures en faveur des sapeurs-pompiers professionnels - Définition d'une politique de défense civile en cas de conflit nucléaire - (p. 3827) : demande le vote de ce budget - (p. 3828) : vote de tous les textes législatifs relatifs à la décentralisation - (p. 3852) : sécurité - Priorité à l'efficacité et au rendement des policiers ; amélioration des statistiques de la délinquance pour les premiers mois de 1983 - Diminution du nombre des attentats en Corse - (p. 3853) : décentralisation - Trésorerie des départements ; dépenses d'aide sociale et de santé ; DGD - Corps préfectoral - Foncier bâti - DGE - (p. 3854) : incendies de forêts - Projet de loi sur la fonction publique territoriale - Voirie des petites communes - Garantie de compensation financière des transferts aux collectivités locales - (p. 3855) : regret de la volonté de rejeter ce budget exprimée par les sénateurs - Souhait de dialogue avec le Sénat - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3856) : intervient sur l'amendement n° 169 de M. Christian Poncelet (réduction des crédits relatifs à l'élection des conseils régionaux) - **Après l'art. 110** (p. 3857) : demande le retrait de l'amendement n° 170 de M. Christian Poncelet (attribution d'un concours spécial aux deux départements de la région Corse, destiné à compenser les produits des taxes sur les véhicules à moteur) - (p. 3858) : son amendement n° 228 : pension de réversion accordée aux ayants-droit des pompiers et conditions de promotion en cas de blessure ou décès en fonction ; adopté.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat** - *Deuxième lecture* [n° **71 (83-84)**] - (13 décembre 1983) - **Art. 6** *bis (suite)* (p. 4118) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (statut des membres des tribunaux administratifs) - Voie législative et voie règlementaire - Indépendance des membres des tribunaux administratifs : recrutement, avancement et discipline - (p. 4119) : particularités du statut du Conseil d'Etat et du statut des tribunaux administratifs par rapport au statut général de la fonction publique - (p. 4120) : rôle consultatif des tribunaux administratifs.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° **7 (83-84)**] - (13 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4122) : objectifs de la réforme et souci d'équilibre entre les pouvoirs des élus et les droits et garanties des fonctionnaires - Commission mixte paritaire - Passerelles avec la fonction publique d'Etat - Avantages acquis : indemnités ; primes de fin d'année - Participation des élus à l'élaboration des règles statutaires - Conseil supérieur de la fonction publique territoriale : statut et compétences - (p. 4123) : possibilité de dispositions statutaires particulières - Assouplissement des modalités de gestion des personnels : création des centres de gestion et expérience acquise par les syndicats de communes pour le personnel - Pouvoir hiérarchique des élus - Rôle des centres de gestion : mobilité ; intérim - Séparation du grade et de l'emploi - Création de corps à caractère national - Mobilité des fonctionnaires de l'Etat - Création d'emplois fonctionnels de direction ; recrutement direct ; emplois de cabinet - Droits accrus des fonctionnaires territoriaux : carrière et mobilité ; reclassement ; parité de rémunération ; garanties disciplinaires et sociales - Dialogue entre les élus et les organisations syndicales : comités techniques paritaires et compétence de proposition ou de consultation - Présentation des candidats aux élections par les organisations syndicales - Formation des fonctionnaires - Décentralisation et nécessité d'une fonction publique territoriale dynamique et compétente - (p. 4135) : question posée par M. *Louis Jung* sur les langues régionales ; rôle des centres régionaux de formation - (p. 4136) : risque de politisation de la fonction publique territoriale, évoqué par M. *Paul Kauss :* importance de la séparation du grade et de l'emploi - Absence de monopole syndical de présentation - Recrutement direct - Question posée par M. *Bernard*

Legrand sur le statut des personnels des parc naturels régionaux - Conséquences financières de la réforme, évoquées par M. *Christian Poncelet* - Substitution du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale à quatre organismes existants - Financement par l'Etat - Concertation, évoquée par M. *Pierre Vallon* - Consultation des syndicats et des associations d'élus - Pouvoir d'avis du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale - Formation des personnels communaux, évoquée par M. *Pierre Schiélé :* coût de fonctionnement du Centre de formation des personnels communaux (CFPC) -(p. 4137) : rapport sur la comptabilité du CFPC, évoqué par M. *Pierre Schiélé ;* projet de construction d'un centre régional à Marseille - (p. 4138) : annulation du marché - Système des passerelles entre la fonction publique d'Etat et la fonction publique territoriale - Centres de gestion - **Art. 1 :** champ d'application du projet et cas du personnel des parcs nationaux ou régionaux, évoqué par M. Paul Girod, au nom de M. Bernard Legrand - Sur le champ d'application du projet, demande le retrait des amendements n° 14 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif au champ d'application du projet : réintroduction de la notion d'établissement public à caractère administratif ; mention des personnels employés par les offices publics d'aménagement et de construction, OPAC) et n° 149 de M. Paul Kauss (champ d'application du projet : mention des personnels des établissements publics interterritoriaux) - (p. 4139) : demande le retrait de l'amendement n° 138 de M. François Giacobbi (champ d'application du projet : mention des agents des offices créés conformément à la loi du 2 mars 1982 portant statut particulier de la région de Corse) - Distinction entre les personnels des offices, selon qu'ils ont le statut d'établissement public à caractère administratif, ou d'établissement public à caractère industriel et commercial - Cas des personnels de la Société pour la mise en valeur de la Corse (SOMIVAC) - **Art. 4** (p. 4140) : estime sans objet l'amendement n° 153 de M. Paul Kauss (recrutement et gestion des corps de catégories A et B dans le cadre régional : coïncidence avec les limites territoriales de la loi de 1972 portant création et organisation des régions) - **Art. 6 :** s'oppose à l'amendement n° 154 de M. Maurice Lombard (interdiction du cumul entre un emploi d'Etat à plein temps et un emploi territorial exercé à titre accessoire) - **Art. 7** (p. 4141) : s'oppose aux amendements de M. Daniel Hoeffel, rapporteur, n° 16 (suppression du premier alinéa de cet article portant création d'un conseil supérieur de la fonction publique territoriale) et n° 17 (érection du conseil supérieur de la fonction publique territoriale en établissement public à caractère administratif) - Organisme consultatif ; coût de fonctionnement - (p. 4143) : s'oppose aux amendements tendant à compléter la liste des participants à l'élection des représentants des collectivités territoriales, n° 155 de M. Maurice Lombard (présidents des établissements publics), n° 187 de M. Jacques Descours Desacres (présidents des groupements de communes et autres établissements publics) et n° 230 de M. Robert Laucournet (présidents des offices d'HLM) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 19 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (élection des représentants des collectivités au conseil supérieur de la fonction publique territoriale : prise en compte, pour l'organisation et la répartition des collèges, des effectifs de fonctionnaires territoriaux employés par chaque catégorie de collectivité territoriale) - S'oppose à l'amendement n° 20 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (substitution à la désignation des représentants du personnel par les organisations syndicales d'un système d'élection des représentants des fonctionnaires territoriaux à la représentation proportionnelle) - (p. 4144) : demande le retrait de l'amendement n° 258 de M. Raymond Bouvier (conseil supérieur de la fonction publique territoriale : précision supplémentaire sur les modalités d'application devant être fixées par le décret en Conseil d'Etat) - **Art. 8** (p. 4145) : accepte l'amendement n° 23 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (compétences du conseil supérieur : distinction entre le pouvoir de proposition et les attributions consultatives) - Son amendement n° 93 : suppression de l'obligation faite au conseil supérieur de transmettre au Gouvernement la documentation et les statistiques qu'il établit ; adopté - **Art. 9** (p. 4146) : son amendement n° 94 : suppression de la mention du bureau du conseil supérieur ; retiré - **Art. 10** (p. 4147) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (substitution à la commission mixte paritaire d'une commission tripartite) - **Art. 17 B** (p. 4150) : s'oppose au amendements de M. Daniel Hoeffel, rapporteur, n° 32 (suppression du centre national de gestion) et n° 33 (exercice de certaines tâches de gestion de certains corps de catégorie A par le centre de formation des personnels communaux, CFPC) - **Art. 21** (p. 4151) : en réponse à M. Christian Poncelet, précision sur les possibilités d'affiliation aux centres départementaux de gestion des communes employant moins de deux cents fonctionnaires à temps complet ou incomplet - (p. 4152) : affiliation obligatoire ou volontaire des communes : affiliation obligatoire des communes employant moins de deux cents agents à temps complet ou *a fortiori* à temps incomplet - (p. 4153) : demande le retrait de l'amendement n° 233 de M. Robert Laucournet (liberté d'affiliation des offices publics d'HLM employant moins de deux cents agents de catégories C et D lorsque leur collectivité de rattachement n'est pas affiliée à un centre de gestion) - **Avant l'art. 21** *bis :* s'oppose à l'amendement n° 172 de M. François Collet (centre unique de gestion pour la commune et le département de Paris et leurs établissements publics, et la région d'Ile-de-France) - **Art. 21** *bis :* son amendement n° 96 : centre régional de gestion des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne : affiliation obligatoire de ces trois départements pour la gestion des fonctionnaires de catégories A et B ; affiliation facultative pour la gestion des fonctionnaires de catégories C et D ; adopté - Personnel de la petite couronne parisienne - **Art. 21** *ter* A (p. 4154) : son amendement n° 97 : centre régional de gestion de la grande couronne parisienne ; adopté - **Après l'art. 21** *ter* A : son amendement n° 98 : création d'un centre unique de gestion pour la ville de Paris, le département de Paris et les établissements publics qui en dépendent ; rejeté - Son amendement n° 99 : rattachement du centre de formation des personnels communaux (CFPC) au centre interdépartemental de gestion visé à l'article 21 *bis ;* adopté - **Art. 21** *ter* (p. 4156) : accepte l'amendement n° 35 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (financement des centres de gestion par une cotisation assise sur la masse des rémunérations versées aux fonctionnaires à temps complet ou incomplet dont la gestion relève de ces centres) - S'oppose à l'amendement n° 4 de M. Christian Poncelet (financement des centres de gestion : taux maximal de chaque cotisation fixé par la loi de finances) - Demande le retrait de l'amendement n° 159 de M. Paul Kauss (fixation par la loi du taux de chaque cotisation) - **Art. 21** *quater* (p. 4157) : s'oppose aux amendements de M. Daniel Hoeffel, rapporteur, n° 36 (suppression de la compétence des centres de gestion en matière d'organisation des concours) et n° 37 (suppression de l'obligation de communiquer les vacances d'emplois aux centres de gestion, à peine de nullité des nominations) - **Après l'art. 21** *quater :* sur l'amendement n° 38 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (mission des centres de gestion pour le compte de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales) , ses sous-amendements n° 100 et 101 ; adoptés - **Art. 24** (p. 4158) : s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (compétences facultatives des centres départementaux de gestion : limitation des possibilités de recrutement) - **Art. 29** (p. 4159) : demande le retrait de l'amendement n° 5 de M. Christian Poncelet (commissions administratives paritaires : suppression de l'obligation de création de ces instances de concertation pour les communes ou établissements employant moins de deux cents fonctionnaires de catégories C et D) - (p. 4160) : son amendement n° 102 : institution des commissions administratives paritaires des corps de catégorie A auprès du centre national, du centre régional, ou auprès de chacun d'entre eux ; adopté.

– **S'associe à l'hommage rendu par M. le Président du Sénat à la mémoire de M. Stanley Campbell,** secrétaire général de la questure - (14 décembre 1983) (p. 4188).

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.** [n° 7 (83-84)] - **Suite de la discussion** - (14 décembre 1983) - **Art. 30** (p. 4189) : s'oppose aux amendements identiques n° 43 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur, et n° 160 de M. Paul Kauss (élection des représentants du personnel à la représentation proportionnelle) - **Art. 32** (p. 4190) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 44 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (prépondérance de l'autorité territoriale en cas de partage des voix) et s'oppose à l'amendement n° 45 du même auteur (suppression du deuxième alinéa relatif à la disposition prévoyant que la présidence de la commission administrative paritaire siégeant en tant que conseil de discipline est assurée par un magistrat de l'ordre judiciaire) - **Art. 33** (p. 4191) : son amendement n° 105 : création d'un comité technique paritaire auprès des trois centres de gestion visés aux articles 21 bis, 21 ter A, et 21 ter B ; devenu sans objet - S'oppose aux amendements, n° 46 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (création d'un comité technique paritaire dans chaque collectivité ou établissement employant au moins 50 agents) et n° 7 de M. Christian Poncelet (création d'un comité technique paritaire dans chaque collectivité ou établissement employant 200 fonctionnaires de catégorie C et D ou plus, ainsi qu'auprès de chaque centre départemental de gestion pour les collectivités et établissements affiliés) - (p. 4192) : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (suppression de la deuxième phrase du dernier alinéa de cet article relatif à la présentation par les organisations syndicales des listes de candidats) - **Art. 34** (p. 4194) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (possibilité pour les collectivités ou les établissements employant moins de 50 agents de créer par décision de l'organe délibérant un comité d'hygiène et de sécurité) - **Art. 36** (p. 4195) : son amendement n° 107 : alinéa additionnel relatif aux limites d'âge des candidats ; adopté - **Art. 37** : son amendement n° 108 : nouvelle rédaction du quatrième alinéa de cet article relatif aux concours réservés aux fonctionnaires territoriaux et tendant à faciliter le retour dans la fonction publique des fonctionnaires d'organisations internationales ; adopté - **Art. 40** (p. 4196) : son amendement n° 110 : promotion interne des fonctionnaires internationaux ; adopté - **Art. 43** (p. 4197) : s'oppose à l'amendement n° 52 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (suppression de l'adéquation entre le nombre de postes mis au concours et le nombre d'emplois vacants) - **Art. 46** (p. 4199) : s'oppose à l'amendement n° 55 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (maintien du système des listes d'aptitude) - (p. 4200) : demande le retrait de l'amendement n° 246 de M. Jacques Carat (droit du maire qui recrute un fonctionnaire de le choisir librement sur la liste de ceux qui ont été reçus au concours quel que soit son rang ; prise en charge par le centre de gestion du candidat qui n'obtient aucune affectation dans un délai de quatre mois suivant la publication des résultats) - **Art. 46** *bis* (p. 4201) : son amendement n° 113 ; nouvelle rédaction de cet article relatif à la titularisation et au déroulement des stages ; adopté - **Art. 47** (p. 4204) ; s'oppose à l'amendement n° 171 de M. Maurice Lombard, tendant à supprimer cet article relatif au champ d'application du recrutement direct - **Art. 54** *ter* (p. 4207, 4208) : son amendement n° 115 : dispositions de cet article s'appliquant aux emplois de directeur général des services techniques, de directeur et de directeur-adjoint d'établissements publics dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 57 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (extension des dispositions de cet article au directeur général et aux directeurs de services des départements et des régions) - Réintroduction du titre de directeur général du département risquant de créer une confusion avec la fonction préfectorale - Gouvernement défavorable à l'abaissement du seuil de 5000 à 2000 habitants - Prolongement du délai de six mois à un an, source de difficultés supplémentaires - Confirme l'appartenance à la catégorie A des secrétaires généraux qu'ils soient fonctionnels ou non dans les villes de plus de 2000 habitants - **Art. 57** (p. 4210) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 60 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (extension aux fonctionnaires territoriaux des territoires d'outre-mer du bénéfice du régime de congé prévu par cet article) - **Art. 65** (p. 4212) : son amendement n° 117 : absence de versement d'indemnité de licenciement ou de fin de carrière aux fonctionnaires territoriaux détachés ; adopté - **Art. 66** (p. 4213) : son amendement n° 118 : dispositions prévoyant le retour du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers ; rejeté - Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 176 de M. Paul Kauss (suppression de la distinction entre le détachement local et celui dans la fonction publique d'Etat) - (p. 4214) : son amendement n° 119 : absence de prise en charge de la majoration de cotisation par la collectivité ou l'établissement public lorsqu'un fonctionnaire réintégré est pris en charge par un centre de gestion ; adopté - **Art. 74** (p. 4216) : s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (suppression de la notation chiffrée) - **Art. 86** (p. 4217) : droit pour les fonctionnaires régis par la présente loi après service fait à une rémunération fixée conformément à l'article 20 du titre premier du statut général ; retiré - (p. 4220) : prudence nécessaire afin d'éviter une remise en cause des avantages acquis - Texte couvrant le passé, le présent et l'avenir - Bénéfice des acquis collectifs pour les nouveaux recrutés, en réponse à M. Georges Berchet, et dispositions applicables aux agents non titulaires, en réponse à M. René Régnault - (p. 4221) : risque de confusion entre les indemnités réglementaires et les primes ou indemnités allouées à leurs agents par un certain nombre de collectivités territoriales - **Art. 96** (p. 4226) : s'oppose aux amendements n° 74 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (pour les fonctionnaires de catégorie A en surnombre dans un centre de gestion, l'un des trois emplois proposés devant se situer dans la région), et n° 180 de M. Maurice Lombard (reclassement du fonctionnaire territorial déchargé de ses fonctions en l'absence de faute professionnelle) - **Art. 98** (p. 4230) : s'oppose à l'amendement n° 220 de M. Adolphe Chauvin (conditions dans lesquelles un local peut être attribué par le maire pour les réunions syndicales ou professionnelles) - **Après l'art. 110** : ses amendements, n° 123 : article additionnel relatif au maintien en fonction des organismes consultatifs jusqu'à la date d'installation du conseil supérieur de la fonction publique territoriale ; adopté ; et n° 124 : article additionnel relatif aux conditions d'intégration dans la fonction publique territoriale des candidats admis à des concours ou des agents issus de la promotion sociale et qui sont inscrits sur une liste d'aptitude départementale ou interdépartementale ; rejeté - **Art. 112** (p. 4233) : s'oppose à l'amendement n° 185 de M. François Collet (modification du paragraphe I de cet article relatif au statut des fonctionnaires de la ville de Paris) et sur cet amendement aux sous-amendements de M. Daniel Hoeffel, rapporteur, n° 79 (extension du régime particulier de la ville de Paris aux personnels titulaires de la région d'Ile-de-France) et n° 80 (fixation des statuts particuliers par décret en Conseil d'Etat sur proposition du conseil de Paris ou du conseil régional d'Ile-de-France) - **Avant l'art. 113** (p. 4234) : sur l'amendement n° 213 de M. Jacques Eberhard (article additionnel relatif au régime de retraite des personnels des communes comportant des avantages comparables à ceux consentis par les régimes généraux de retraite des personnels de l'Etat) son sous-amendement n° 261 : régime de retraite des personnels des collectivités territoriales et de leurs établissements publics affiliés à la caisse nationale de retraite comportant des avantages comparables à ceux consentis par les régimes généraux de retraite des personnels de l'Etat ; adopté - **Art. 113** (p. 4235) : ses amendements, n° 194 : maintien en vigueur des dispositions des articles « L. 444-3 et L. 444-5 » ; et n° 135 : extension des congés bloqués aux agents originaires de la Corse ou des territoires d'outre-mer ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 85 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (réduction de quatre à trois ans du délai dans

lequel doit intervenir la publication des décrets portant statut particulier des corps) - (p. 4238) : s'oppose à l'amendement n° 264 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (titularisation dans la fonction publique de l'Etat des agents non titulaires des collectivités territoriales à leur demande dans un délai de quatre ans) - **Après l'art. 125** (p. 4239) : s'oppose à l'amendement n° 227 de M. Pierre Schiélé (article additionnel relatif au statut particulier des communes des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) - **Vote sur l'ensemble** (p. 4243) : satisfaction de l'accord intervenu sur l'article 86 - Persistance de points de désaccord concernant : la commission mixte paritaire, le rôle des syndicats, la présidence de la commission mixte paritaire, l'élargissement du recrutement direct et le maintien des listes d'aptitude - Respect de l'autonomie des collectivités territoriales - Souhaite l'aboutissement de la commission mixte paritaire dans l'intérêt des collectivités locales et de leurs fonctionnaires.

– **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers** - *Nouvelle lecture* [n° **172 (82-83)**] - (21 décembre 1983) - **Art. 1 à 3** (p. 4531, 4532) : s'oppose aux amendements n° 1 à 3 de M. Jean Arthuis, rapporteur rétablissant les dispositions votées par le Sénat en première lecture.

– **Projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **164 (83-84)**] - (21 décembre 1983) - **Discussion générale** - (p. 4534) : accord en commission mixte paritaire (CMP) - Accord entre l'Assemblée nationale et le Sénat, en première lecture, sur treize des vingt huit articles du texte - Accord en CMP sur les quinze derniers articles - Adoption de huit articles dans la rédaction du Sénat - Exemple de collaboration entre le Parlement et le Gouvernement.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** - *Nouvelle lecture* [n° **180 (83-84)**] - (22 décembre 1983) - **Question préalable** (p. 4563) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur, tendant à opposer la question préalable - Maintien des avantages acquis, notamment pour les fonctionnaires parisiens, en réponse à la question de M. François Collet - Respect des principes d'unicité et de parité - Nombreux points de concordance entre l'Assemblée nationale et le Sénat - Conseil supérieur de la fonction publique territoriale - Centres de gestion - Allègement de la structure du Centre de formation des personnels communaux (CFPC) - Recrutement et mobilité des fonctionnaires territoriaux - Syndicats de communes.

DEJOIE (Luc), sénateur de la Loire-Atlantique (rattaché administrativement au groupe RPR).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des lois (5 octobre 1983) (p. 2267).

DELANEAU (Jean), sénateur de l'Indre-et-Loire (UREI).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (5 octobre 1983) (p. 2266).

– Est élu juge suppléant de la Haute Cour de justice (10 décembre 1983) (p. 4061).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Education physique et sportive - Jeunesse et sports** [n° **63, tomes IX et X (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale - (26 novembre 1983) - (p. 3363) : problèmes de gestion des établissements hospitaliers - Comité régional des investissements de la région Centre - Personnel soignant ou non - Trésorerie de la sécurité sociale - Dette de l'Etat au titre de l'aide sociale et retard apporté au règlement aux départements - Forfait hospitalier journalier - Services psychiatriques - (p. 3364) : dette des hôpitaux à l'égard de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales - Etatisation des hôpitaux - Opposition à ce budget - (p. 3381) : modalités de remboursement par les communes des emprunts faits par les hôpitaux.

Temps libre, jeunesse et sports - (2 décembre 1983) - Rapporteur pour avis (jeunesse et sports) - Voir l'intervention de M. *Pierre-Christian Taittinger* (p. 3633, 3634).

Education nationale - (3 décembre 1983) - Rapporteur pour avis (éducation physique et sportive) (p. 3698) : légère augmentation des crédits de l'éducation physique et sportive - (p. 3699) : non respect de l'horaire réglementaire de l'éducation physique et sportive à l'école primaire - Absence de prévision de création de conseillers pédagogiques dans ce budget - Enseignement de l'éducation physique et sportive dans les écoles maternelles à la charge de l'Etat, nombreuses défaillances entraînant une charge supplémentaire pour les communes - Absence de création de postes et détérioration de la situation de l'éducation physique et sportive - Favorable aux conclusions du rapport sur la réforme du second cycle relatives au développement des associations sportives - Diminution de la dotation « franc élève » - Habilitation à délivrer la licence pour toutes les unités d'enseignement et de recherche en éducation physique et sportive - Faiblesse des créations de postes prévues pour 1984 - Importance des points négatifs et avis défavorable de la commission des affaires culturelles sur l'adoption des crédits de ce budget.

DELELIS (André), sénateur du Pas-de-Calais (S).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires étrangères (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement : prix des carburants** - (10 novembre 1983) - (p. 2825) : diminution possible du prix des carburants - Avenir des gérants de stations-service.

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier** [n° 9 (83-84)] - (17 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2987) : présence des élus locaux au sein des conseils d'administration des centres hospitaliers - Inquiétudes quant à la tutelle de la sécurité sociale sur les hôpitaux - Situation difficile du secteur hospitalier dans la région Nord-Pas-de-Calais - Manque de personnel - Rigueur appliquée aux hôpitaux publics.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - IV - Plan, aménagement du territoire, économie sociale - (24 novembre 1983) - (p. 3286) : situation du bassin minier du Nord Pas-de-Calais - Crédits de paiement consacrés à la restructuration des zones minières - Interrogation sur la possibilité d'inscrire au collectif budgétaire un crédit du fonds spécial de grands travaux - Dotation pour le Nord Pas-de-Calais - Individualisation de l'enveloppe de rénovation des logements.

DELFAU (Gérard), sénateur de l'Hérault (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (loi n° 79-564 du 6 juillet 1979) (13 octobre 1983) (p. 2307).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (9 décembre 1983) (p. 4026).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° 61 (83-84)] adopté par l'Assemblée nationale - **Education nationale - I. Enseignement scolaire** [n° 62, annexe 12 (83-84)] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 396 (*JO* Débats 3 juin 1983) (p. 1351) à M. le ministre des affaires sociales : **comités d'entreprise** (comité d'entreprise : paiement des heures de délégation aux représentants syndicaux) - Réponse de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé (14 octobre 1983) (p. 2316, 2317).

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement : viticulture et élargissement de la CEE** - (16 juin 1983) - (p. 1699) : manifestations de Béziers - Situation des viticulteurs du Languedoc-Roussillon - Marché du vin de table.

– **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle** [n° 400 (82-83)] - (23 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1942) : recul de l'investissement industriel en France depuis 1973 - Exonération sur la taxe professionnelle et sur la taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie - Commission mixte entre le Conseil national du patronat français (CNPF) et les pouvoirs publics chargée d'évaluer les charges supplémentaires imposées aux entreprises - Rappel des dispositions déjà prises en ce sens - Objectif de création d'entreprises - Rôle des collectivités locales - Risque d'accentuation d'inégalités entre communes - (p. 1943) : risque d'un transfert d'impôt au détriment de la taxe d'habitation - Fiscalité du foncier bâti à usage industriel ; amendement adopté à l'Assemblée nationale majorant les valeurs locatives des immeubles industriels - Problème global des finances locales - Compte pour le développement industriel (CODEVI) - Rapport consommation-épargne ; maintien de l'épargne à des taux très élevés ; développement du marché obligataire ; livret A - Sociétés d'investissement à capital variable (SICAV) - Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) ; Fonds industriel de modernisation (FIM) - Vote de ce projet de loi par le groupe socialiste - **Art. 3** (p. 1953) : se déclare opposé à l'amendement n° 8 de M. Jacques Mossion, soutenu par M. Jean Colin (délibération des organismes consulaires pour chaque établissement des entreprises concernées).

– **Question au Gouvernement : rentrée scolaire (13 octobre 1983) - (p. 2303).**

– **Projet de loi relatif à l'activité et au controle des établissements de crédit.** [n° 486 (82-83)] - (3 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2565) : mobilisation des banques face à la crise économique - Evolution du système bancaire français - Universalité de la loi bancaire - Association française des établissements de crédit (AFEC) - Création de la Commission bancaire - Composition et attributions du Conseil national du crédit (CNC) - Protection des déposants et des emprunteurs - Solidarité interbancaire - (p. 2566) : droit au compte - Réforme bancaire et décentralisation - Encadrement du crédit et protection des entreprises - **Art. 23** (p. 2599) : demande le retrait de l'amendement n° 208 de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat (CNC associé à l'élaboration du plan) - (p. 2600) : son amendement n° 175 : consultation obligatoire du CNC dans le cadre de l'élaboration du Plan ; adopté.

Suite de la discussion - (4 novembre 1983) - **Art. 36** (p. 2618) : son amendement n° 177 : composition de la commission bancaire et présence d'un représentant du personnel des établissements de crédit ; retiré - **Après l'art. 49** (p. 2633) : se déclare défavorable à l'amendement n° 204 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (création et pouvoirs de la Caisse mutuelle de garantie des banques).

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3605) : sommet européen d'Athènes - Elargissement de la Communauté économique européenne (CEE) - Place des productions méditerranéennes dans la politique agricole commune (PAC) - Problème de la surproduction du lait - Règlement viti-vinicole - Distillation préventive et obligatoire - Office des vins - (p. 3606) : règlement fruits et légumes.

Education nationale - (3 décembre 1983) - Rapporteur spécial (enseignement scolaire) (p. 3690, 3691) : bilan de la rénovation pédagogique du système éducatif - Dernière année avant la mise en oeuvre de la décentralisation des compétences en matières éducative - Difficultés anciennes provenant de la gestion des personnels et de la lente dégradation des crédits en faveur des constructions scolaires - Etude des créations d'emplois par niveau d'enseignement - Insuffisance de places dans les crèches et dans les maternelles - Création insuffisante de postes dans les collèges - Diminution du « stock » des personnels non

titulaires - Problème de l'auxiliariat et du remplacement dans le second degré - Modalités de titularisation des maîtres auxiliaires - Problème des mutations d'enseignants du second degré - (p. 3692) : dégradation des dotations en faveur des constructions scolaires - Nécessité de faire l'inventaire de l'état des constructions scolaires – Poursuite des priorités : formation professionnelle, enseignement technique et technologique ; augmentation des capacités d'accueil - Effort d'investissement - Augmentation des crédits de l'action sociale - (p. 3693) : accroissement des crédits des stages de formation - Crédit supplémentaire en faveur des enseignements artistiques - Interrogation sur l'existence d'une « véritable » politique de l'audiovisuel - Problème de l'enseignement privé et actualisation des dotations de rémunération des maîtres sous contrat - Crédits supplémentaires permettant de poursuivre l'alignement sur les membres de l'enseignement public - Chapitre nouveau permettant la titularisation de 15.000 maîtres de l'enseignement privé - Souhait de la commission des finances que la création du chapitre 31-60 ne préjuge en rien les résultats des négociations en cours - Sous cette réserve, la commission des finances s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'adoption de ce budget - **Après l'art. 108** (p. 3730) : en son nom personnel, se déclare opposé à l'amendement n° 175 de M. Adolphe Chauvin (article additionnel relatif à la non utilisation des crédits pour la titularisation dans la fonction publique des personnels des établissements d'enseignement privé à l'exception de ceux mentionnés à l'article 108).

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Art. 102** (p. 4059) : s'oppose à l'amendement n° 212 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article relatif à la contribution sociale sur les revenus des personnes physiques).

DELMAS (Lucien), sénateur de la Dordogne (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) (décret n° 79-505 du 28 juin 1979) (18 novembre 1983) (p. 3069).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Départements d'outre-mer** [n° 64, tome XXII (83-84)] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53(82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - (4 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 612) : contradictions relevées dans les interventions des parlementaires de l'opposition ; critique de la réforme de décentralisation et incohérence des discours - Dispositions de la proposition en examen : article 24 relatif à l'éducation : carte scolaire ; remise en cause de la compétence régionale et problème de coordination avec la régionalisation du Plan - Transports scolaires : taux de participation de l'Etat ; retard accumulé - Déclaration de M. Alain Savary, ministre : solidarité à l'égard des départements ou des régions les plus pauvres - Incohérence et insuffisance du texte en examen : cas des canaux et voies navigables ; composition des conseils d'admnistration des établissements secondaires et techniques ; engagement des fonds publics - (p. 613) : fermeture de classes en milieu rural ; aide sociale ; centres d'aide par le travail (CAT) et aide sociale aux personnes handicapées ; services sociaux - Imprécisions du texte - Amendements du groupe socialiste : conseil départemental de l'éducation ; tripartisme ; participation des communes de résidence aux charges de fonctionnement des écoles, collèges et lycées - Réforme de la décentralisation et principes essentiels de la responsabilité et de la solidarité - Concertation entre les élus, les acteurs économiques et sociaux - Mise à niveau progressive des charges transférées - Solidarité avec les départements les plus pauvres : cas des départements de montagne ; exemple des transports scolaires - Programmes prioritaires du 9 plan - Modalités de répartition des dépenses d'aide sociale et nécessité d'une loi complémentaire - Interventions des établissements publics régionaux en matière d'investissement : retard dû à l'application de la loi du 22 juillet 1982, fixant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle des actes des collectivités décentralisées, et du décret du 2 juillet 1973 - Importance de la réforme en cours.

Suite de la discussion - (5 mai 1983) - **Art. 23** (p. 652) : son amendement n° 124, soutenu par M. René Regnault : création de conseils régionaux de l'éducation ; composition et attributions de ces conseils fixées par décret en conseil d'Etat ; retiré - **Art. 24** (p. 656) : son amendement n° 125, soutenu par M. Franck Sérusclat : accord nécessaire des conseils municipaux et des conseils généraux pour l'implantation des collèges, lycées et établissements d'éducation spéciale ; devenu sans objet - **Art. 25** (p. 660) : son amendement n° 126, soutenu par M. Franck Sérusclat : décentralisation des dépenses relatives aux établissements scolaires ; conditions de fonctionnement de ces établissements définies par décret en Conseil d'Etat ; composition tripartite du conseil d'administration de ces établissements ; retiré - **Art. 27** (p. 666) : son amendement n° 127 : répartition des dépenses d'entretien et de fonctionnement des écoles maternelles, des classes enfantines ou élémentaires entre les communes d'origine des élèves ; rejeté - **Art. 32** (p. 672) : son amendement n° 128, soutenu par M. René Regnault : participation des communes à la définition et à l'exécution de la politique d'action sociale de la compétence du conseil général ; retiré.

Nouvelle lecture [n° **480 (82-83)**] - (6 juillet 1983) - **Question préalable** (p. 2222) : se déclare opposé à la motion n° 1 de M. Jacques Larché, rapporteur, tendant à opposer la question préalable - (p. 2223) : procédure d'urgence - Efforts financiers consentis par le Gouvernement - Concordance entre les objectifs prioritaires du plan national et les plans régionaux.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (6 décembre 1983) - Rapporteur pour avis (départements d'outre-mer) -(p. 3802) : déséquilibre entre la démographie et les capacités économiques locales ; taux de chômage - Modernisation de l'agriculture - Nécessité de parvenir à l'autosuffisance de la consommation locale - Développement souhaitable de l'agro-alimentaire - Incitation à l'industrialisation des départements d'outre-mer (DOM) - (p. 3803) : formation professionnelle - Tourisme ; demande de diversification ; aménagement des tarifs aériens - Contrats de plan - Conditions d'insertion des DOM au sein de la CEE ; négociations sur le renouvellement des accords entre la CEE et les pays d'Afrique, Caraïbe, Pacifique (ACP) ; problème de compétitvité des produits des DOM - Demande du principe de la complémentarité des aides européennes -

Augmentation des crédits du Fonds d'investissement pour les DOM (FIDOM) - Extension du service militaire adapté (SMA) en Nouvelle-Calédonie - Propose l'adoption de ces crédits.

– **Projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan)** [n° **88 (83-84)**] - **Suite de la discussion** - (21 décembre 1983) - **Discussion générale** - (p. 4497) : tableau apocalyptique de la situation de l'économie nationale tracé par M. *Paul Masson* - Décentralisation et participation des régions à la commission nationale de planification - Plan régional et contrats de plan - (p. 4498) : 9e Plan résolvant le conflit plan-budget - Programmation budgétaire grâce à douze programmes prioritaires d'exécution (PPE) - Priorité à la modernisation de l'appareil productif - Effort insuffisant en faveur du développement agricole et rural - Maîtrise de l'eau, facteur déterminant de la productivité de l'agriculture - Rôle essentiel du monde rural dans la troisième révolution industrielle - Instauration d'un meilleur équilibre entre les activités productives et les activités d'échange - Politique d'exportation - Sous-exploitation du tourisme, notamment du tourisme intérieur - Plan cohérent reposant sur des choix courageux privilégiant le développement des activités productives, la formation des hommes et la modernisation de l'industrie.

DELONG (**Jacques**), sénateur de la Haute-Marne (RPR).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **258 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification d'une convention relative aux décisions de rectification d'actes de l'état civil (ensemble deux annexes) [n° **288 (82-83)**] (4 mai 1983) - **Traités et conventions.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **224 (82-83)**] autorisant la ratification d'un accord entre la République française et la République fédérale d'Allemagne, relatif à la construction d'un pont routier sur le Rhin entre Marckolsheim et Sasbach (ensemble une annexe) [n° **294 (82-83)**] (5 mai 1983) - **Traités et conventions.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à institutionnaliser en chambres consulaires les chambres des professions libérales et assimilées actuellement constituées en associations conformément à la loi du 1er juillet 1901 [n° **466 (82-83)**] (29 juin 1983) - **Chambres consulaires.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre la République française et la République fédérale d'Allemagne relatif à la construction d'un pont routier sur le Rhin entre Marckolsheim et Sasbach (ensemble une annexe)** [n° **224 (82-83)**] - (17 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 827) : amélioration des relations humaines et économiques entre la France et l'Allemagne - Coût de la construction - Participation financière du département du Bas-Rhin et de la région Alsace - Favorable à l'adoption de ce projet.

– **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention relative aux décisions de rectification d'actes de l'état civil (ensemble deux annexes)** [n° **258 (82-83)**] - (17 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 832) : objet de la convention : simplification, uniformisation et accélération des procédures de rectification des actes de l'état civil - Décision de rectification devant émaner de l'autorité compétente - Possibilité pour une autorité étrangère de rectifier un acte de l'état civil français.

DELORS (**Jacques**), *ministre de l'économie, des finances et du budget* (nommé le 22 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 23 mars 1983, p. 882].

DÉPÔTS

Projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit [n° **486 (82-83)**] (7 juillet 1983) - **Banques et établissements financiers.**

Projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine [n° **3 (83-84)**] (6 octobre 1983) - **Produits agricoles et alimentaires.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **332** de M. Jean Cluzel : **crédit agricole** (encadrement du crédit ; conséquences pour les caisses de crédit agricole) (20 mai 1983) (p. 1008, 1009).

INTERVENTIONS

– **Déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° **214 (82-83)**] - (6 avril 1983) - (p. 57) : intervient sur le rappel au règlement de M. *André Fosset* - Lit à la tribune du Sénat le texte de la déclaration préparée par M. Pierre Mauroy, premier ministre (p. 57 à 67).

– **S'associe à l'hommage rendu par M. le Président du Sénat à la mémoire de M. Louis Le Montagner**, sénateur du Morbihan (13 avril 1983) (p. 199).

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance.** [n° **480 (81-82)**] - (13 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 199) : réforme du système financier et capacité de mobilisation de l'épargne - Nombre de comptes sur livret A et montant des dépôts - Politique financière du Gouvernement - Travail parlementaire - Statut nouveau des caisses d'épargne - Dépôt de la « loi bancaire » - Définition d'un cadre juridique commun - Nécessaire unité de conception pour la réglementation et le contrôle des établissements de crédit - (p. 200) : association des caisses d'épargne du Crédit agricole, du Crédit mutuel et du réseau des banques populaires aux autres partenaires de la vie économique et financière dans le cadre du Conseil national du crédit - Maintien de la spécificité des caisses d'épargne - Démocratisation des conseils de gestion - Décentralisation ; échelon national et régional - Amélioration des services rendus aux usagers - Allègement du coût du crédit - Politique de développement des investissements - Protection de l'épargne populaire ; livret A - Accroissement de l'épargne financière longue ; émission et placement de bons à moyen terme - Constitution d'un volume suffisant de capitaux à risques ; prêts participatifs - Effort de diversification des produits d'épargne - (p. 201) : fonds Minjoz - Présence des collectivités locales sur le marché obligataire - Définition de la nature des caisses d'épargne - Rôle des sociétés régionales de financement (SOREFI) et

du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance (CENCEP) - Diversification des services et placement d'autres produits financiers - Garantie de l'Etat, de la Caisse des dépôts et du réseau lui-même - Mode d'organisation des caisses - Dialogue entre le Gouvernement et le Sénat - Avantage de cette réforme pour les déposants et les élus locaux - Nécessaire soutien du personnel des caisses d'épargne - Participation du personnel à la gestion des caisses - (p. 202) : encouragement pour la démocratie française.

– **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières** [n° 228 (82-83)] - (19 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 318) : politique fiscale : redistribution des revenus ; contrôle des changes - Importance de la spéculation - Blocage des prix et des revenus - Protectionnisme - (p. 319) : guerre économique internationale - Concertation avec les organisations patronales et syndicales - Audition par la commission des finances - Souhaite recueillir au Sénat des avis et des contre-propositions - Situation actuelle de la France - Commerce extérieur - Manque de compétitivité de notre économie - Environnement international - Malthusianisme - Intervention de M. Jean Monnet devant les sidérurgistes français - Traité de Rome ; Europe - (p. 320) : compétition internationale - Chocs pétroliers - Prédominance des Etats-Unis - Dimension internationale de l'économie - Etats-Unis, Japon et Allemagne : nombreux secteurs à forte exportation - Matériel de transport, télécommunications, énergie nucléaire : industries françaises exportatrices - Balance des paiements - Equilibre des échanges extérieurs - Recul des investissements - Orientation géographique du commerce français - Protectionnisme et dumping du Japon - Hausse du dollar - Inconvénients de la relance de la consommation de mai 1981 - Augmentation de la production industrielle française inférieure à celle de la consommation - (p. 321) : faiblesses de l'économie française : déficit du commerce extérieur et inflation - Lutte contre le chômage - Inflation par les coûts, source de chômage - Rôle de la presse - Action simultanée sur le budget, la sécurité sociale, le secteur public, les prix et les revenus, le chômage et la politique monétaire - (p. 322) : débat prochain au Parlement sur les régimes de sécurité sociale : équilibre ; cotisations supplémentaires ; augmentation des dépenses de maladie et des prestations familiales ; inégalité entre les régimes - Blocage des prix et des revenus - Allègement des charges des entreprises - Diminution des coûts de production - Politique monétaire - Encadrement du crédit - Comparaison avec les autres pays de la Communauté économique européenne (CEE) - Déséquilibre des échanges extérieurs - (p. 323) : suppression de la clause d'indexation dans les contrats de salaires - Non respect des accords de programmation des prix dans certaines professions - Contradiction entre lutte contre l'inflation et lutte contre le déficit du commerce extérieur - Hausse des prix en 1983 - Mesures à court terme : dotations en capital consenties aux entreprises, prêts bonifiés pour l'investissement ; prêts participatifs - Politique de la recherche - Politique de la formation - Baisse des commandes émanant des pays pétroliers et des pays en voie de développement - Réduction des dépenses en devises - (p. 324) : lutte contre la spéculation - Economies dans le secteur public - Prélèvements fiscaux supplémentaires - Déflation - Action de soutien dans le bâtiment et les travaux publics - Prélèvement sur la demande intérieure - Stabilisation des effectifs dans la fonction publique - Environnement économique international - Préoccupations majeures : cours du dollar et taux d'intérêt aux Etats-Unis ; baisse du commerce international ; (p. 325) : échanges avec les pays en voie de développement - Action de la banque mondiale - Problèmes européens - Difficultés dans les mois à venir - Détermination du Gouvernement à poursuivre la politique engagée - (p. 350) : profondes préoccupations des sénateurs devant l'avenir - Environnement international : hausse du dollar - (p. 351) : réactions de l'étranger face à la situation économique française - Augmentation du produit intérieur brut (PIB) - Création d'emplois dans le secteur productif - Déficit du commerce extérieur - Contestation des chiffres cités par M. *René Monory* - Industrie automobile - Causes du déséquilibre de la balance des paiements : importance des crédits commerciaux ; prêts aux pays en voie de développement - Déséquilibre du commerce extérieur dû à des achats de biens d'équipement - Situation de l'industrie textile - Achats de machines-outils à l'étranger - Inflation par les coûts de production évoquée par le président *Edgar Faure* - (p. 352) : fixation des salaires et des prestations vieillesse - Différentiel d'inflation entre l'Allemagne et la France - Situation monétaire : trois dévaluations du franc - Maintien du franc dans le système monétaire européen évoqué par M. *Henri Duffaut* - Ajustement des parités sur le différentiel d'inflation évoqué par M. *Christian Poncelet* - Réajustement monétaire au sein du système monétaire européen - Annonce immédiate de mesures d'accompagnement - (p. 353) : recours à la procédure des ordonnances - Importance de l'environnement mondial évoquée par MM. *Jean Mercier* et *Pierre-Christian Taittinger* - Renforcement de l'action et des moyens d'intervention du fond monétaire international (FMI) - Nécessité d'une réduction de la demande française - Mesures de redressement touchant l'ensemble des Français - Décote atténuant la contribution en fonction de la composition familiale - Equilibre entre l'efficacité économique et les considérations d'ordre social - Prélèvements obligatoires - Mesures envisageables sur les cinq années à venir - Maîtrise nécessaire de la dépense sociale - Choix d'une diminution des investissements concernant les collectivités locales - Mesures de contrôle des changes sur le tourisme - (p. 354) Exonération des voyages d'affaires - Rayonnement des agences de voyages françaises à l'étranger - Regain du tourisme local - Compression des dépenses proposée par le président *Edgar Faure* - Importance de la loi de programmation militaire - Fiscalisation des Français établis hors de France, évoquée par M. *Frédéric Wirth :* mesures identiques à celles des autres Français - Non assujettissement des revenus des non résidents soumis à des retenues libératoires - Politique industrielle évoquée par M. *René Monory* - Investissements dans les entreprises publiques - (p. 355) : créations et disparitions d'entreprises - Allègement des charges des entreprises - Emprunt libératoire évoqué par Mme *Hélène Luc* - Effort de recherche visant à relancer la compétitivité de l'industrie - Protection sociale - Relations sociales dans l'entreprise - Régimes de sécurité sociale - Assiette des cotisations sociales évoquée par le président *Edgar Faure* - Refus d'augmenter le taux de la TVA - Forte pression sociale dans tous les pays industrialisés - (p. 356) : lois Auroux - Participation et droit d'expression des travailleurs - Politique active du marché du travail évoquée par M. *Pierre-Christian Taittinger* - Initiatives régionales dans ce domaine évoquées par le président *Edgar Faure* - Relation entre inflation et chômage - Démotivation des cadres - (p. 357) : politique de rigueur indispensable - Difficultés liées à l'environnement économique international - Etalement de la réalisation des grands projets évoqués par M. *Edouard Bonnefous* - Etude prochaine sur l'impact financier de la présence des travailleurs immigrés en France.

– **Question au Gouvernement, de M. Jacques Moutet: Fonds spécial des grands travaux** - (21 avril 1983) - (p. 408) : secteur des travaux publics et régression de la demande - Impact du Fonds - Cas particulier du métro - (p. 409) : poursuite de l'idée d'une seconde tranche de travaux.

– **Question au Gouvernement, de M. Henri Caillavet: répercussion sur la dotation globale de fonctionnement et sur la dotation globale d'équipement de la réduction des dépenses publiques** - (21 avril 1983) - (p. 409) : absence d'incidences sur la dotation globale de fonctionnement et la dotation globale d'équipement.

– **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières** - *Nouvelle lecture* [n° 256 (82-83)] - (21 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 425) : effet psychologique de l'annonce de ces mesures à l'étranger -

Modernisation de l'appareil de production - Actions en matière d'emploi et de formation - Objectifs de la politique gouvernementale.

– Projet de loi relatif à l'augmentation de la quote-part de la France au Fonds monétaire international et à l'augmentation de sa participation aux accords généraux d'emprunt [n° **26 (83-84)**] - (2 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2542) : besoins du Fonds monétaire international (FMI) en ressources complémentaires - Endettement ; rôle et limite du système bancaire privé - (p. 2543) : insuffisance de la croissance du commerce mondial - Dollar ; taux d'intérêt - Accords intervenus aux mois de février et septembre 1983 - Caractéristiques et conditions des concours accordés par le FMI - (p. 2544) : groupe des Dix - Relèvement des quotas - Extension aux pays en voie de développement des accords généraux d'emprunt - Accès élargi aux ressources du FMI - Position du Gouvernement : création d'un nouvel ordre économique et monétaire international ; Banque mondiale ; relance du commerce mondial ; stabilisation du cours des matières premières - Unité des pays de la Communauté économique européenne dans la négociation - (p. 2548) : réponse à *M. Pierre Salvi,* sur les chiffres du commerce extérieur de la France - (p. 2549) : insuffisance du commerce mondial - Rôle de la France au sein du groupe des Dix et du FMI - Progression de l'aide publique de la France au développement en 1984 - Session de la Conférence des Nations-Unies pour la coopération économique et le développement (CNUCED) - Conditions à apporter à l'octroi des prêts du FMI - Responsabilités de la communauté bancaire - Dette flottante - Dollar - Stabilisation du cours des matières premières - Procédure de financement compensatoire - (p. 2550) : réponse à *M. Maurice Schumann* sur sa demande d'intervention de la Communauté européenne en vue de stabiliser les cours des matières premières.

– Projet de loi relatif à l'activité et au controle des établissements de crédit [n° **486 (82-83)**] - (3 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2555) : adoption par le Sénat de la loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne - Rénovation du cadre législatif, réglementaire et juridique des établissements de crédit - Avis du Conseil économique et social - Nombreuses concertations à Paris et en province - Distinction entre les banques universelles et les établissements spécialisés - (p. 2556) : moyens de paiement inclus parmi les opérations de banque - Harmonie avec les directives européennes - Universalité de la loi bancaire - Rôle de la commission bancaire - Création de l'association française des établissements de crédit (AFEC) - Concertation au sein du Conseil national du crédit (CNC) - Création de deux comités techniques - (p. 2557) : réglementation - Répartition des compétences entre le Trésor et la Banque de France - Politique du crédit - Contrôle - Commission bancaire - Place éminente accordée à la Banque de France - Participation du système financier à la décentralisation - Meilleure protection des déposants et des emprunteurs - Reconnaissance du droit au compte - Création d'un comité consultatif chargé d'étudier le problème des rapports avec la clientèle - Financement à court terme des entreprises - (p. 2558) : modernisation des crédits d'exploitation - (p. 2573) : crédit maritime mutuel et coopératives d'épargne et de crédit de la Martinique, évoqués par M. *Roger Lise* - Evolution générale de la politique bancaire - (p. 2574) : séparation entre la banque et l'assurance - Universalité de la loi bancaire - Etat actionnaire - Etat tuteur : répartition des compétences entre l'Etat et la Banque de France - (p. 2575) : Etat responsable de la politique économique - Attributions du CNC - Participation du CNC à la préparation du Plan, évoquée par M. *Gérard Delfau* - Relations entre les banques et leur clientèle - Information de la clientèle privée - Droit au compte - Relations entre les banques et les entreprises - Crédit global d'exploitation évoqué par M. *Etienne Dailly* - Inquiétudes de M. *Pierre Gamboa* sur l'avenir de la profession bancaire - Statut du personnel des banques - (p. 2576) : rôle des banques dans la lutte contre l'inflation - Prise en compte de tous les moyens de paiement - Commissions financières régionales - Livrets d'épargne populaire - Comptes d'épargne pour le développement industriel (CODEVI) - Souci de justice sociale et réorientation de l'épargne vers l'industrie - Bonne tenue du marché obligataire - Conséquences positives de la loi sur le développement de l'épargne - **Art. 2** (p. 2578) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 57 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (fonds versés en compte par des associés ou des actionnaires exclus des fonds considérés comme reçus du public) - Demande le retrait de l'amendement n° 58 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (fonds reçus pour constituer ou augmenter le capital de l'entreprise exclus des fonds considérés comme reçus du public) - (p. 2579) : accepte l'amendement n° 4 de M. Yves Durand, rapporteur (fonds reçus des salariés en vertu des dispositions relatives à l'intéressement et à la participation exclus des fonds considérés comme reçus du public) -Accepte l'amendement n° 5 de M. Yves Durand, rapporteur (fonds reçus de l'Etat, de la Caisse des dépôts d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public régional exclus des fonds considérés comme reçus du public) - **Art. 3** (p. 2580) : accepte l'amendement n° 6 de M. Yves Durand, rapporteur (nouvelle définition des opérations de crédit) - **Art. 4** (p. 2581) : accepte les amendements de M. Yves Durand, rapporteur, n° 8 (virements de compte à compte d'une même personne considérés comme moyens de paiement) et n° 9 (suppression du deuxième alinéa de cet article visant à exclure les opérations de banque des moyens de paiement) - **Art. 5** (p. 2582) : accepte l'amendement n° 63 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (suppression de la notion d'encaissement afférente aux opérations portant sur des chèques, effets, valeurs ou billets) - Accepte l'amendement n° 183 de M. Pierre Gamboa (opérations sur or, métaux précieux et pierres considérées comme opérations connexes à l'activité des établissements de crédit) - Accepte l'amendement n° 64 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (1° vente de valeurs mobilières considérée comme opération connexe à l'activité des établissements de crédit ; 2° rétablissement de l'ordre chronologique des diverses opérations) - (p. 2583) : accepte l'amendement n° 184 de M. Pierre Gamboa (opérations relatives à la gestion des patrimoines dissociées des opérations destinées à faciliter la création et le développement des entreprises) et, sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 65 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (services de nature comptable exclus des opérations connexes à l'activité des établissements de crédit) - **Art. 8** (p. 2584) : s'oppose à l'amendement n° 135 de M. Michel Maurice-Bokanowski (suppression de cet article relatif à l'exclusion du champ d'application de la loi de certaines institutions) - **Art. 11** (p. 2586) : accepte l'amendement n° 14 de M. Yves Durand, rapporteur (organismes dérogeant à l'interdiction relative aux opérations de crédit).

Suite de la discussion - (4 novembre 1983) - **Art. 27** (p. 2612) : désignation des représentants du comité de la réglementation bancaire et du comité de l'état civil des banques au sein du Conseil national du crédit - S'oppose à l'amendement n° 27 de M. Yves Durand, rapporteur (modalités de remplacement des membres du comité de la réglementation bancaire) - **Art. 30** (p. 2614) : s'oppose à l'amendement n° 191 de M. Charles Lederman (publication au Journal officiel des règlements du comité de la réglementation bancaire, après homologation par le ministre de l'économie) - Recours pour excès de pouvoir - **Art. 31** (p. 2615) : demande le retrait de l'amendement n° 192 de M. Pierre Gamboa (normes de gestion des établissements de crédit) - **Art. 33** (p. 2616) : s'oppose à l'amendement n° 154 de M. Michel Maurice-Bokanowski (suppression de cet article relatif aux règlements du comité de la réglementation bancaire) - **Art. 35** : accepte l'amendement n° 193 de M. Pierre Gamboa (respect de la diversité des établissements) - **Art. 36** (p. 2618) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 194 (composition de la commission bancaire et présence d'un membre choisi en raison de sa compétence en matière bancaire et financière)

et n° 195 (présence d'un représentant des salariés) - (p. 2619) : composition de la commission bancaire - **Art. 39** (p. 2622) : s'oppose à l'amendement n° 83 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (suppression des dispositions de cet article relatives aux cas d'extension des contrôles sur place aux filiales d'un établissement de crédit, aux personnes morales le contrôlant, ou à leurs filiales) et à l'amendement n° 34 de M. Yves Durand, rapporteur (droit de suite accordé à la commission bancaire et renseignements concernant les filiales d'un établissement de crédit, leur société mère ou les filiales de celle-ci ; intervention de la commission bancaire pour l'exercice de sa mission) - (p. 2623) : s'oppose à l'amendement n° 84 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (contrôle sur place et extension dans le cadre de conventions internationales aux succursales à l'étranger) - **Art. 46** (p. 2628) : s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (suppression des dispositions de cet article relatives à la dérogation en faveur de la commission bancaire et de la Banque de France et à la transmission d'informations aux autorités chargées de la surveillance des établissements de crédit dans d'autres pays) - **Art. 47** (p. 2629) : s'oppose aux amendements de M. Yves Durand, rapporteur, n° 39 (compétences du commissaire du Gouvernement et activité de l'organe central des établissements affiliés en conformité avec les textes législatifs et réglementaires qui leur sont propres), n° 40 (limitation des pouvoirs de veto du commissaire du Gouvernement) et n° 41 (suppression des dispositions de cet article relatives à la nomination d'un commissaire du Gouvernement auprès des établissements de crédit ayant une mission d'intérêt public, par le ministre de l'économie, et aux modalités d'application de cet article) - **Art. 48** (p. 2630) : respect des ratios de couverture et de division de risques - Directive européenne du 12 décembre 1967 - **Art. 49 :** s'oppose à l'amendement n° 90 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (prérogatives du Gouverneur de la Banque de France et droit d'alerte dans le cadre d'un établissement de crédit en difficulté) - **Après l'art. 49** (p. 2633) : s'oppose à l'amendement n° 204 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (création et pouvoirs de la Caisse mutuelle de garantie des banques) - **Art. 50** (p. 2635) : s'oppose à l'amendement n° 94 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (inapplicabilité des dispositions de cet article relatives aux modalités du contrôle dans chaque établissement de crédit, aux sociétés coopératives de crédit adhérentes à un organisme central chargé de s'assurer de leur bon fonctionnement) - **Art. 55** (p. 2639) : s'oppose à l'amendement n° 45 de M. Yves Durand, rapporteur (suppression de cet article relatif à la création d'un comité consultatif chargé d'examiner les problèmes liés aux relations entre les établissements de crédit et leur clientèle) - **Art. 56** (p. 2640) : s'oppose à l'amendement n° 198 de M. Pierre Gamboa (durée du préavis en matière de crédit à court terme) - Demande le retrait de l'amendement n° 126 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (cas de réduction ou d'interruption de toute ouverture de crédit à durée indéterminée et de nature commerciale) - (p. 2641) : s'oppose à l'amendement n° 47 de M. Yves Durand, rapporteur (notion de faute et responsabilité pécuniaire du banquier) - **Art. 57** (p. 2642) : loi du 2 janvier 1981 et crédit aux entreprises - (p. 2643) : accepte les amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, n° 104 (opérations de crédit à une personne physique pour l'exercice de sa profession ou à une personne morale de droit privé ou public ; cession ou nantissement des créances résultant des actes conclus) et n° 105 (désignation ou individualisation des créances ; indication du débiteur, du lieu de paiement et du montant des créances) - (p. 2644) : s'oppose à l'amendement n° 109 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (contestation de la date portée sur le bordereau et preuve par tous moyens pour l'établissement de crédit de l'exactitude de celle-ci) - (p. 2645) : s'oppose à l'amendement n° 110 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (abrogation des dispositions du décret du 30 octobre 1935 contraires à cette loi ; modifications du code des marchés publics ; date d'applicabilité de la loi) - **Après l'art. 73** (p. 2649) : accepte l'amendement n° 117 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (sanctions pénales pour les dirigeants d'un établissement de crédit n'ayant pas dressé l'inventaire et établi des comptes annuels et un rapport de gestion) -Sur cet amendement, son sous-amendement n° 214 : référence à l'article 439 de la loi du 24 juillet 1966 ; adopté - Accepte l'amendement n° 127 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (sanctions pour les dirigeants de sociétés n'ayant pas provoqué la désignation des commissaires aux comptes ou ayant sciemment mis obstacle au contrôle des commissaires aux comptes) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 217 : référence à l'article 458 de la loi du 24 juillet 1966 ; adopté - Accepte l'amendement n° 119 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (sanctions pour les dirigeants d'un établissement de crédit n'ayant pas établi leurs comptes sous une forme consolidée) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 215 : référence à l'article 481 de la loi du 24 juillet 1966 ; adopté - (p. 2650) : accepte l'amendement n° 120 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (sanctions pour les dirigeants d'une compagnie financière sans statut d'établissement de crédit n'ayant pas établi leurs comptes sous une forme consolidée) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 216 : référence à l'article 481 de la loi du 24 juillet 1966 ; adopté - **Art. 75** (p. 2652) : sur l'amendement n° 122 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (crédit gratuit et prix d'achat ; interdiction de toute publicité comportant la mention « crédit gratuit »), s'oppose au sous-amendement n° 48 de M. Yves Durand, rapporteur (suppression de l'interdiction de la publicité concernant la prise en charge totale ou partielle des frais de crédit par le vendeur) - **Art. 76 :** accepte l'amendement n° 200 de M. Charles Lederman (détermination du modèle de l'offre par le comité de la réglementation bancaire, après consultation du comité national de la consommation) - **Art. 83** (p. 2655) : caisses de crédit municipal - Comité des établissements de crédit - Situation du crédit maritime mutuel - Caisse centrale de crédit coopératif - Réseau du crédit maritime - (p. 2657) : s'oppose à l'amendement n° 201 de M. Charles Lederman (interdiction de cumuler des fonctions de direction dans une banque et dans une société dans laquelle cette banque détient une part de capital) et à l'amendement n° 51 de M. Yves Durand, rapporteur (loi du 22 juillet 1983 et exercice ou extension de l'activité dans le domaine des opérations de banque) - (p. 2658) : sociétés de crédit foncier - Comité des établissements de crédit - Accepte l'amendement n° 53 de M. Yves Durand, rapporteur (rôle en matière de construction sociale des sociétés de crédit immobilier) - **Art. 84** (p. 2659) : s'oppose à l'amendement n° 180 de M. Pierre Vallon (volonté d'éviter que des établissements déjà enregistrés soient obligés d'effectuer des démarches pour obtenir un nouvel agrément) - **Art. 85 :** accepte les amendements de M. Yves Durand, rapporteur, n° 55 (suppression des dispositions de cet article relatives aux établissements financiers enregistrés par le Conseil national du crédit en qualité de maisons de titres) et n° 56 (activité des établissements financiers enregistrés par le Conseil national du crédit, en qualité de maisons de titres, sous le contrôle de la commission bancaire) - (p. 2660) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 211 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (mesures transitoires en faveur des banques de crédit à long et moyen terme) - **Sur l'ensemble** (p. 2662) : travaux des commissions du Sénat et dialogue avec le Gouvernement.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Discussion générale - (21 novembre 1983) - (p. 3078) : investissement des entreprises - Production industrielle - Projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne - (p. 3079) : endettement extérieur de la France - Taux d'inflation - Chômage - Situation de l'Europe - Assainissement - Politique de la République fédérale d'Allemagne de la Grande-Bretagne - Economie ouverte - Hausse nominale des salaires - Charges sociales - Taux de hausse des prix - (p. 3080, 3081) : formation par alternance des jeunes - Orientation de l'épargne vers l'industrie - Investissements dans le secteur public -

Débudgétisation - Prélèvements obligatoires - Taux du déficit public par rapport au produit national brut (PNB) - Contribution des fonctionnaires ; participation à la rigueur salariale - Contribution exceptionnelle dans le cadre de l'impôt sur le revenu - Progressivité de l'impôt sur le revenu ; déduction pour frais professionnels et plafonnement des cotisations sociales - Crédit d'impôt - Impôt sur les successions - Fiscalité agricole - (p. 3082) : loi de programmation militaire - Dialogue Nord Sud - Recherche, industrie et emploi - Exclusion de l'outil de travail de l'impôt sur les grandes fortunes (IGF) - Comptes courants d'associés - Fiscalité des entreprises nouvelles - Prélèvements obligatoires - Concurrence intérieure et extérieure - Flexibilité sur le marché du travail ; main d'oeuvre - Productivité et dialogue social - Assainissement - (p. 3089) : dévaluations du franc - Niveau de la production industrielle - Croissance du produit intérieur brut (PIB) - Deuxième choc pétrolier.

Suite de la discussion générale - (22 novembre 1983) - (p. 3118) : réponse aux divers intervenants - Situation économique générale - Donnée conjoncturelle : deuxième choc pétrolier et hausse du dollar - Donnée structurelle : inadaptation de l'appareil de production européen - Relance de mai 1981 et attitude des entreprises françaises - Commerce extérieur - (p. 3119) : assainissement et désinflation - Déficit commercial - Prélèvement exceptionnel sur le produit national brut - Stratégie des paliers - Commerce extérieur : diminution du déficit - Inflation - Hausse du dollar et répercussion sur les matières premières - Politique des prix : prix industriels, prix agricoles, prix des services - (p. 3120) : évolution des salaires - Différentiel d'inflation - Chômage - Concurrence internationale : charbon, sidérurgie - Stabilisation de la production et non récession - Insuffisante flexibilité de l'économie française - Choix nécessaires : secteur industriel ou bâtiment et travaux publics - Environnement international - (p. 3121) : maintien des coûts de production et reconstitution des marges des entreprises : autofinancement - Charges sociales et salariales - Charges financières : endettement des entreprises - Evolution des salaires : salaire nominal et pouvoir d'achat ; prestations sociales - Exportations : CEE, OCDE - Investissements des entreprises - Entreprises publiques ; entreprises privées : prêts bonifiés et prêts participatifs - Budget de 1984 : sélectivité des dépenses ; répartition des recettes : impôts nouveaux : surtaxe progressive sur les ménages ; recettes de poche ; faiblesse du rendement de l'impôt sur le revenu - (p. 3122) : déficit budgétaire - Politique financière ; crédits aux entreprises ; emprunts des collectivités locales - Rapport de la Cour des comptes - Stabilisation des prélèvements obligatoires - Avenir du système de protection sociale - Politique familiale - Réforme fiscale ; cas de l'agriculture ou du paiement par chèque : réticences des parlementaires ; démoralisation des cadres supérieurs - Responsabilité des élus de la nation - (p. 3123) : politique de rigueur et débat démocratique - Choix d'une économie ouverte - Construction européenne - Prochaine conférence d'Athènes - Elargissement de la CEE - Elections à l'Assemblée européenne en 1984 - Importance du débat.

DESBRIERE (Bernard), sénateur de la Saône-et-Loire (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3594) : installation des jeunes - Cas du département de Saône-et-Loire et mise en place d'un répertoire des exploitations - Aide fiscale aux jeunes agriculteurs - Incitation à l'installation et problèmes spécifiques de certaines zones - Fermage et prix du foncier - Métayage - Politique des structures - Calamités agricoles - (p. 3595) : aides de l'Etat - Avenir de l'agriculture..

DESCOURS (Charles), sénateur de l'Isère (RPR).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (5 octobre 1983) (p. 2266).

DESCOURS DESACRES (Jacques), sénateur du Calvados (UREI).

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu vice-président.

– Est nommé membre suppléant du comité des finances locales (19 avril 1983) (p. 329).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'art. 38 de la Constitution, diverses mesures financières (19 avril 1983) (p. 361).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (25 mai 1983) (p. 1082).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réglement définitif du budget de 1981 (23 juin 1983) (p. 1936).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle (23 juin 1983) (p. 1954).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur (17 novembre 1983) (p. 2996).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en dicussion du projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (9 décembre 1983) (p. 4026).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1984 (12 décembre 1983) (p. 4084).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1983 (19 décembre 1983) (p. 4370).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales (20 décembre 1983) (p. 4429).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° **384 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, sur l'enseignement supérieur [n° **30 (83-84)**] (20 octobre 1983) - **Enseignement supérieur et post baccalauréat.**

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Education nationale - II. Enseignement universitaire** [n° **62, annexe 13 (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** [n° **480 (81-82)**] - (13 avril 1983) - **Art. 4** (p. 223) : interrogation sur la création éventuelle de nouvelles caisses, sur la définition des produits et sur le rôle respectif du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance et du ministère de l'économie - **Art. 5** (p. 226) : nécessaire liberté des caisses d'épargne pour les prêts aux collectivités ou organismes auxquels elles ont accordé leur garantie - Contingents Minjoz - **Art. 9** (p. 233) : souligne l'apport constructif du Sénat à ce débat.

– **Projet de loi modifiant les articles L. 417 et L. 418 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre** [n° **242 (82-83)**] - (28 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 513) : lenteur d'attribution des emplois réservés - Inquiétude sur le changement éventuel des premiers de liste en cas de renouvellement de celle-ci - **Art. 1** (p. 514) : favorable à l'adoption de cet article - Souhaite que les postulants à des emplois réservés soient informés sur les directions à suivre pour obtenir ces emplois.

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53(82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - (4 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 609) : urgence de la décentralisation - Bicaméralisme - Conséquences financières de la décentralisation pour les départements : entretien de routes nationales ; transports scolaires ; aide sociale - Dotation globale d'équipement (DGE) - (p. 610) : charges induites par la décentralisation : départements, régions - Interventions des collectivités locales en matière économique - Recettes des collectivités locales : taxe d'habitation et taxe foncière sur les propriétés bâties et valeur locative ; taxe professionnelle - Accroissement nécessaire des ressources des collectivités locales : DGE ; voirie - Intérêt de la déclaration du Gouvernement renonçant à l'application de l'article 40 de la Constitution au cours de ce débat - **Art. 5** (p. 626) : intervient sur cet article relatif au préalable du remboursement par l'Etat des dépenses de logement des instituteurs - Prise en charge nécessaire par l'Etat de cette dépense et uniformisation ; anomalie des barèmes actuels.

Suite de la discussion - (5 mai 1983) - **Après l'art. 11** (p. 636) : se déclare opposé à l'amendement n° 104 de M. Adrien Gouteyron (travaux d'adduction d'eau et d'assainissement subventionnés par la dotation globale d'équipement) - **Après l'art. 17** (p. 649) : se déclare opposé à l'amendement n° 38 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat (perception d'un droit de port dans les ports décentralisés ; assiette de ce droit et procédure de fixation des taux) - **Section 2** (p. 651) : son amendement n° 180 : intitulé : « De l'enseignement public » ; adopté - **Art. 27** (p. 666) : soutient l'amendement n° 181 de M. Philippe de Bourgoing (cas particuliers de prise en compte des dépenses scolaires entre les communes d'origine et les communes d'accueil des élèves des classes maternelles et élémentaires) - (p. 669) : se déclare opposé à l'amendement n° 127 de M. Lucien Delmas, soutenu par M. Franck Sérusclat (répartition des dépenses d'entretien et de fonctionnement des écoles maternelles, des classes enfantines ou élémentaires entre les communes d'origine des élèves).

Suite de la discussion - (6 mai 1983) - **Après l'art. 49** (p. 696) : se déclare opposé à l'amendement n° 169 de M. Pierre Lacour (décision relative à un permis de construire ou à une autorisation d'utilisation du sol déférée devant le tribunal administratif) - **Art. 58** (p. 703) : système de la dotation globale d'équipement (DGE), inadapté aux besoins des petites communes - **Après l'art. 59** (p. 704) : se déclare opposé à l'amendement n° 78 de M. Gaston Defferre, ministre (extension de la dotation globale d'équipement aux syndicats mixtes) - **Après l'art. 66** (p. 713) : se déclare favorable à l'amendement n° 87 de M. Gaston Defferre, ministre (modifications du code de l'urbanisme) et, sur cet amendement, au sous-amendement n° 184 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis, soutenu par M. Pierre Lacour (précisions relatives aux modifications du code de l'urbanisme) - (p. 716) : se déclare opposé à l'amendement n° 97 de M. Gaston Defferre, ministre (octroi aux maires d'un pouvoir de programmation des travaux sur les voies publiques comprises à l'intérieur des agglomérations).

– **Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois** - *Deuxième lecture* [n° **291 (82-83)**] - (24 mai 1983) - **Art. 7** (p. 1028) : au nom de la commission des finances, déclare l'article 40 de la Constitution applicable à l'amendement n° 2 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (titularisation possible des enseignants des écoles françaises de l'étranger).

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** - *Deuxième lecture* [n° **267 (82-83)**] - (24 mai 1983) - **Art. 3** (p. 1055) : sur l'amendement rédactionnel n° 42 de M. Roger Boileau, soutenu par M. Paul Pillet, son sous-amendement n° 50 : tâches assumées à la demande du Centre national par les sociétés régionales de financement ; adopté - **Art. 4** (p. 1059) : demande la réserve de l'amendement n° 2 de M. Jean Cluzel, rapporteur, jusqu'après le vote des autres amendements sur cet article (création et gestion possible par le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance de tout organisme utile au développement des activités du réseau) - (p. 1060) : se déclare favorable à l'amendement n° 40 de M. Louis Souvet (composition et fonctionnement de l'assemblée générale et du directoire du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance déterminés par décret) - **Après l'art. 4** : se déclare favorable à l'amendement n° 49 de M. Jean Cluzel, rapporteur (fonds de réserve et de garantie) - Sur l'amendement n° 11 de M. Jean Cluzel, rapporteur (répartition des sièges au sein du conseil d'orientation et de surveillance), soutient le sous-amendement n° 35 de M. Philippe de Bourgoing, identique au sous-amendement n° 44 de M. Louis Jung, soutenu par M. Paul Pillet (différence de répartition des sièges entre les caisses de plus ou de moins de 50 salariés) - **Art. 10** (p. 1069) : soutient l'amendement n° 34 de M. Philippe de Bourgoing (pouvoirs du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance en cas de conflit) - (p. 1070) : accepte le 2° de l'amendement n° 16 de M. Jean Cluzel, rapporteur (Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance compétent en matière de conciliation et d'arbitrage) - **Art. 7** *(suite)* (p. 1071) : sur l'amendement n° 36 de MM. Raymond Soucaret et Guy Besse (cumul du

mandat des membres, des présidents des directoires et des directeurs généraux uniques avec un contrat de travail), son sous-amendement n° 57 : cas des membres du directoires et des directeurs uniques n'étant pas préalablement liés par un contrat ; adopté.

– **Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles** [n° **190 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (26 mai 1983) - **Art. 4** (*suite*) : *Art. 426 du code rural* (p. 1135) : intervient sur l'amendement n° 44 de M. Michel Chauty, rapporteur (réparation du dommage causé à un propriétaire riverain par une association ou une fédération exerçant gratuitement un droit de pêche) - Obligations éventuelles du propriétaire riverain non pêcheur.

– **Projet de loi organique relatif aux candidats admis au premier concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature (session 1976)** [n° **328 (82-83)**] - (9 juin 1983) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 327) - (p. 1511) : adhésion à la conclusion de M. *Edgar Tailhades*, rapporteur - Réserve relative à l'esprit du candidat de 1984 par rapport à celui de 1976 - Souhait d'une procédure plus rapide devant la Haute juridiction.

– **Projet de loi relatif aux greffiers en chef stagiaires nommés à la suite du premier concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature (session de 1976)** [n° **327 (82-83)**] - (9 juin 1983) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 328) -(p. 1511).

– **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly** fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** [n° **339 (82-83)**] déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide** [n° **359 (82-83)**] - (9 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1530) : démonstration par les précédents orateurs de l'existence d'une lacune dans la législation, lacune durant depuis des dizaines d'années et risquant de se prolonger - Se déclare favorable à l'adoption du texte de cette proposition.

– **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988** [n° **336 (82-83)**] - (14 juin 1983) - **Art. 1** (p. 1624) : inadéquation des crédits prévus aux dépenses envisagées - Qualité des exposés de M. *Jacques Genton*, rapporteur, et de M. *Jean Lecanuet*, président de la commission des affaires étrangères - Lois de programme soumises aux contraintes économiques - Annulations de crédits militaires en 1982 - Souci personnel d'œuvrer pour la paix - Favorable à l'adoption de ce texte.

– **Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles** - *Deuxième lecture* [n° **317 (82-83)**] - (16 juin 1983) - **Art. 12** (p. 1682) : se déclare favorable à l'amendement n° 17 de M. Pierre Salvi, rapporteur (décision de retrait d'une commune membre du syndicat d'intérêts communautaires ; suppression de la formalité de l'avis simple du conseil général et du conseil régional) - **Art. 18** *bis* (p. 1689) : transferts de recettes et de charges.

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **370 (82-83)**] - (16 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1718) : accord entre les deux assemblées - Relations entre les caisses d'épargne, les sociétés régionales de financement (SOREFI), le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance (CENCEP) et la Caisse des dépôts et consignations - Représentation des collectivités locales - Modalités d'élection des représentants des salariés - Vote favorable sur ce texte.

– **Projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques** - *Deuxième lecture* [n° **387 (82-83)**] - (22 juin 1983) - **Art. 8** (p. 1834) : au nom de la commission des finances, déclare l'article 40 de la Constitution non applicable à l'amendement n° 7 de M. Jacques Mossion, rapporteur (prise en charge totale par l'Etat de l'indemnisation des commissaires enquêteurs et maîtres d'ouvrage ayant la responsabilité des frais de l'enquête).

– **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1981** [n° **403 (82-83)**] - (23 juin 1983) - **Art. 12** (p. 1930) : son amendement n° 1 : suppression de cet article relatif aux gestions de fait ; rejeté - (p. 1931) : service des haras - Cour de discipline budgétaire - **Explication de vote sur l'ensemble** (P 1935) : constitutionnalité de l'article 1 A ; Conseil constitutionnel - Regret de l'attitude du Gouvernement - Ne votera pas le projet de loi.

– **Projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905** - *Deuxième lecture* [n° **410 (82-83)**] - (6 juillet 1983) - **Art. 1** (p. 2194) : sur les amendements n° 9 de M. Jean Colin, rapporteur, et n° 2 de MM. Pierre Noé et Robert Laucournet proposant une nouvelle rédaction de cet article relatif à l'obligation générale de sécurité, son sous-amendement rédactionnel n° 21 ; retiré - **Art. 12** (p. 2201) : se déclare favorable à l'amendement n° 17 de M. Jean Colin, rapporteur (composition de la commission de la sécurité des consommateurs).

– **Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** - *Nouvelle lecture* [n° **480 (82-83)**] - (6 juillet 1983) - **Discussion générale** (p. 2219) : transfert de charges excessif pour les collectivités locales - Souhaite une véritable décentralisation.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° **384 (82-83)**] - (26 octobre 1983) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 2468) : conséquences de cette réforme sur l'engagement des fonds publics - Situation financière des universités - (p. 2469) : comparaison entre l'évolution du nombre des étudiants et celle du budget des enseignements supérieurs - Composition du personnel enseignant et pyramide des âges - Créations d'emplois - Dépenses en capital - Avis du Conseil économique et social, présenté par M. Roland Lebel - Ressources des universités : budget de l'Etat ; ressources propres : droits universitaires et subventions des collectivités publiques ; contrats avec les entreprises - Travaux de la commission du bilan - Anomalies relevées dans le rapport de la Cour des comptes : gestion du domaine immobilier des universités ; laxisme et détournement de crédits : dotations en capital affectées au fonctionnement - (p. 2470) : modification de la réglementation relative à l'exécution des contrats de recherche, souhaitée par la Cour des comptes - Procédures budgétaires - Comptes administratifs - Endettement des universités - Autonomie des universités et contrôle financier *a posteriori* ; information du Parlement - Rôle de l'autorité de tutelle - Situation financière des grands établissements en France et à l'étranger ; risque de dépérissement - Muséum national d'histoire naturelle - Insuffisante information sur les projets de décrets d'application relatifs aux grands établissements - (p. 2471) : concertation nécessaire avec les grandes écoles et les grands établissements - Insuffisance des ressources et risque de licenciement du personnel sous contrat - Vacataires - Charges de ces organismes : bibliothèques ; informatique.

Suite de la discussion - (27 octobre 1983) - Rapporteur pour avis - **Art. 2** (p. 2515) : accepte l'amendement n° 77 de M. Paul Séramy, rapporteur (suppression de cet article relatif aux missions du service public de l'enseignement supérieur) - Coopération internationale et opportunité d'inclure les étrangers - **Art. 8** (p. 2527) : nécessité que la commission dispose des informations que lui fournissent les organismes publics compétents, les organisations professionnelles et la commission nationale de planification.

– **Projet de loi relatif à l'activité et au controle des établissements de crédit** [n° **486 (82-83)**] - (3 novembre 1983) - **Art. 11** (p. 2586) : sur l'amendement n° 14 de M. Yves Durand, rapporteur (organismes dérogeant à l'interdiction relative aux opérations de crédit), son sous-amendement n° 67 : droit pour les entreprises consentant des prêts à leurs salariés de réaliser des opérations de crédit ; adopté.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° 384 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (8 novembre 1983) - **Art. 18** (p. 2733) : se déclare favorable à l'amendement n° 96 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à la création d'une nouvelle catégorie d'établissements publics et tendant à garantir l'autonomie des universités).

Suite de la discussion - (9 novembre 1983) - Rapporteur pour avis - **Art. 27** *bis* (p. 2760) : intervient sur l'amendement rédactionnel n° 108 de M. Paul Séramy, rapporteur - Pouvoir disciplinaire - **Art. 31** (p. 2773) : intervient sur l'amendement n° 114 de M. Paul Séramy, rapporteur (nomination par le ministre de l'éducation nationale des directeurs des instituts ou des écoles faisant partie des universités) - **Art. 39** (p. 2809) : sur l'amendement n° 127 de M. Paul Séramy, rapporteur, (ressources financières des universités : coordination avec les mesures adoptées aux articles 18 et additionnels après l'article 18 et 31), son sous-amendement n° 169 : responsabilité des universités vis-à-vis du patrimoine et des moyens confiés ; adopté.

Suite de la discussion - (15 novembre 1983) - Rapporteur pour avis - **Art. 46** (p. 2844, 2845) : sur l'amendement n° 136 de M. Paul Séramy, rapporteur (modalités du contrôle administratif et financier envers les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel), son sous-amendement n° 170 : mission du contrôleur des dépenses engagées et de l'agent comptable ; intégré dans l'amendement n° 136 de M. Paul Séramy, rapporteur - **Art. 49** (p. 2851) : accepte l'amendement n° 141 de M. Paul Séramy, rapporteur (action sociale en faveur des usagers du service public de l'enseignement supérieur ; aide directe, sécurité sociale, services médicaux et médecine préventive ; action sociale en faveur des personnels) - **Art. 51** (p. 2853) : son amendement n° 171 : possibilité d'affectation d'emplois permanents rémunérés par voie de fonds de concours aux universités dans des conditions fixées par décret ; retiré - Son amendement n° 172 : contrats à durée déterminée et activité professionnelle rémunérée parallèle ; retiré - **Art. 54** (p. 2857) : sur l'amendement n° 148 de M. Paul Séramy, rapporteur (modalités d'affectation des personnels enseignants aux universités et d'examen des questions individuelles relatives à la carrière des personnels ; modalités de recrutement ou de titularisation de non fonctionnaires ou de personnes étrangères et d'évaluation des activités des personnels enseignants), soutient les sous-amendements de M. Philippe de Bourgoing, n° 335 (suppression des dispositions de cet article relatives à l'évaluation des activités des personnels enseignants par les instances nationales) et n° 337 (déclaration d'aptitude pour les personnels enseignants affectés par l'Etat aux universités par une instance nationale à exercer les fonctions pour lesquelles ils sont recrutés) - **Art. 58** (p. 2862) : nécessaire indépendance de l'agent comptable par rapport au président.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 3** (p. 3134) : à propos du régime fiscal de certaines charges pouvant donner lieu à réduction d'impôt, intervient sur les notions d'enfant à charge et de personne à charge - **Art. 8** (p. 3144) : se déclare favorable à l'amendement n° 65 de M. Maurice Blin, rapporteur général (substitution à la réduction du taux de déductibilité de la provision pour investissement d'un système transformant cette provision en un avantage de trésorerie).

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 11** (p. 3160) : soutient l'amendement n° 92 de M. Jean-François Pintat (suppression de cet article relatif à l'aménagement de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés et exonération des sociétés en liquidation judiciaire) - **Art. 13** (p. 3172) : se déclare favorable à l'amendement n° 49 de M. Paul Séramy (suppression de cet article relatif à la taxe foncière sur les propriétés bâties et aux exonérations de longue durée) - Communes supportant déjà une partie de l'exonération et la totalité en 1983 - Départements lésés d'une manière définitive - **Après l'art. 14** (p. 3173) : son amendement n° 17 : article additionnel relatif à l'attribution par priorité aux communes soumises à la péréquation départementale de la taxe professionnelle, des sommes nécessaires au remboursement des emprunts ; retiré - **Art. 22** (p. 3217) : soutient les amendements n° 80 et 81 de M. Maurice Blin, rapporteur général, relatifs à l'harmonisation du texte de cet article avec la loi du 2 mars 1982 concernant les droits et libertés des communes, des départements et des régions.

Suite de la discussion - (24 novembre 1983) - **Art. 33** (p. 3230) : taxe assise sur les messages publicitaires diffusés dans le cadre des services de communication audiovisuelle - Télévision par voie hertzienne ou par câble - **Art. 38** (p. 3233, 3234) : son amendement n° 52 : dispositions de l'article 38 concernant l'ensemble des majorations de rentes instituées depuis l'entrée en vigueur du système ; adopté - Rétroactivité des mesures proposées par le Gouvernement - Prise en charge des majorations antérieures par les organismes débirentiers - Uniformité du taux appliqué à ces organismes.

Deuxième partie :

Postes et télécommunications - (24 novembre 1983) - **Art. 46** (p. 3272) : dégradation du service d'acheminement du courrier sans contrepartie d'amélioration des conditions de travail des agents des PTT - Franchise postale pour les collectivités locales - Coût de l'affranchissement des plis recommandés.

Education nationale - (3 décembre 1983) - Rapporteur spécial (enseignement universitaire) (p. 3693) : incertitude sur l'avenir de l'enseignement supérieur - Plusieurs amendements de la commission tendant à la réduction des mesures nouvelles du titre III - Mesures de blocages prises dès le 21 janvier 1983 pour la création d'un fonds de régularisation budgétaire - (p. 3694) : problèmes posés par la rémunération des personnels, la gestion des universités, l'action sociale, les bibliothèques, la recherche et les grands établissements - Augmentation abusive des frais de déplacement - Nécessité que des mesures énergiques soient prises par les gestionnaires afin que la Cour des comptes n'ait plus à critiquer les procédures budgétaires et comptables suivies par certaines universités - Effort en faveur de l'action sociale et de la mise à niveau des bourses et secours d'études - Favorable au développement des prêts d'honneur aux étudiants - (p. 3695) : rénovation des cités universitaires - Etudiants domiciliés hors de France - Création d'un Conseil de l'ingénierie éducative auprès du ministère de l'éducation nationale - Effort en faveur des bibliothèques et amélioration de l'organisation et de l'exploitation des ressources documentaires des enseignements supérieurs - Nécessité d'évaluer les besoins des bibliothèques des grands établissements - Recherche, mission essentielle des universités - Ouverture de la recherche universitaire se manifestant par des contrats conclus avec des partenaires tant publics que privés - Interrogation sur le plan de rénovation du Muséum d'histoire naturelle - (p. 3696) : problème de la réinsertion des membres de l'école française de Rome à l'issue de leur séjour - Observations de la Cour des comptes concernant principalement les défaillances de la gestion financière des universités - Echec de la commission mixte paritaire réunie pour examiner le projet de loi sur l'enseignement supérieur - Commission des finances s'en remettant à la sagesse du Sénat pour l'adoption des crédits de l'enseignement universitaires pour 1984 - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3728) : ses amendements de réduction des crédits du titre III : n° 193 : réduction de la possibilité d'ouverture de congé sabbatique ; adopté ; n° 192 : réforme du statut des enseignants ; adopté et n° 191 : frais de déplacement ; adopté - **Après l'art. 108** (p. 3729) : se déclare favorable à l'amendement n° 175 de M. Adolphe Chauvin (article additionnel relatif à la non utilisation des crédits pour la titularisation dans la fonction publique des personnels des établissements d'enseignement privé à l'exception de ceux mentionnés à l'article 108).

Articles non rattachés à l'examen des crédits - (9 décembre 1983) - **Art. 72** (p. 4009) : soutient l'amendement n° 213 de M. Marcel Lucotte (limitation de l'application des nouvelles dispositions aux exploitations actuellement soumises au bénéfice agricole réel normal) - Gravité du problème ne relevant pas de l'arithmétique ordinaire et nécessité d'avoir recours à un comptable pour passer du régime du forfait à celui du bénéfice simplifié - (p. 4016) : absence d'arrière-pensées de caractère politique, en réponse à M. Pierre Gamboa.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Art. 76** (p. 4030) : soutient l'amendement n° 199 de M. André Voisin (suppression du seuil pour la détermination des bénéfices imposables à partir de 1988) - **Après l'art. 76** (p. 4032) : révision du seuil d'imposition au titre des bénéfices industriels et commerciaux des activités accessoires des exploitants agricoles - Développement du tourisme vert - **Art. 77** (p. 4033) : se déclare favorable à l'amendement n° 291 de M. Jacques Moutet (option pour le régime du bénéfice réel formulée dans les trente jours suivant la publication des forfaits au Journal officiel) - (p. 4034) : se déclare favorable à l'amendement n° 226 de M. Marcel Lucotte (retour au forfait admis pour les agriculteurs dont les recettes s'abaissent en dessous de 250 000 F en cas de force majeure ou de réduction d'activité dans les cinq ans précédant la retraite) - Coût de la tenue d'une comptabilité - **Art. 79** (p. 4036) : interrogation sur les renseignements demandés aux agriculteurs soumis au forfait à propos de l'exercice 1983 - **Art. 80** (p. 4037) : soutient l'amendement n° 207 de M. Maurice Blin, rapporteur général (utilisation, pour la détermination des forfaits de cultures spéciales, de la référence au département le plus proche du siège de l'exploitation concernée comportant le même type de production) - **Art. 83** (p. 4043, 4044) : audition du directeur général des impôts par la commission des finances - Demande le retrait de cet article et sa réinsertion dans la loi de finances rectificative - **Après l'art. 88** (p. 4047) : son amendement n° 200 : actualisation des seuils dont le franchissement oblige les comptables du Trésor à prendre des inscriptions au greffes du tribunal de commerce à l'encontre des contribuables retardataires ; retiré.

– **Projet de loi portant modification du code du travail et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant** [n° 76 (83-84)] - (12 décembre 1983) - **Art. 2** (p. 4096) : déclare s'abstenir sur l'amendement n° 24 de Mme Marie-Claude Beaudeau (maintien des avantages liés à l'ancienneté en cas de congé parental d'éducation ou de travail à mi-temps pour élever un enfant).

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° 7 (83-84)] - (13 décembre 1983) - **Art. 7** (p. 4142) : son amendement n° 187 : conseil supérieur de la fonction publique territoriale : mention, parmi les participants à l'élection des représentants des collectivités, des présidents de groupements de communes et autres établissements publics visés à l'article 1 ; rejeté - (p. 4143) : souci d'harmonisation avec les textes relatifs au comité régional des prêts et à la conférence d'harmonisation des investissements - **Art. 17 B** (p. 4150) : son amendement n° 188 : centres départementaux de gestion ; adopté - **Art. 21** (p. 4153) : interprétations divergentes données par MM. Daniel Hoeffel, rapporteur, et Gaston Defferre, ministre, sur la liberté ou l'obligation d'affiliation aux centres départementaux de gestion des communes employant moins de deux cents agents à temps incomplet.

Suite de la discussion - (14 décembre 1983) - **Art. 47** (p. 4205) : sur l'amendement n° 247 de M. Guy de La Verpillière (énumération des emplois pouvant être pourvus par la voie du recrutement direct par dérogation à l'article 42 et n'entraînant pas titularisation dans la fonction publique territoriale), son sous-amendement n° 189 : extension de la possibilité de recrutement direct au directeur et directeur-adjoint des établissements publics ; adopté - **Art. 54** *ter* (p. 4207) : sur l'amendement n° 57 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (extension des dispositions de cet article au directeur général et aux directeurs de services des départements et des régions), soutient le sous-amendement n° 195 de M. Roland du Luart (dispositions s'appliquant dans les communes de plus de deux mille habitants) - **Art. 65** (p. 4212) : son amendement n° 199 : intégration des fonctionnaires dans un corps différent de celui d'origine sur leur demande ou avec leur accord explicite ; adopté - **Art. 66** (p. 4213) : son amendement n° 191 : remplacer les mots « ou à défaut » par les mots « ou à défaut d'affiliation » ; adopté - **Art. 108** (p. 4223) : se déclare favorable à l'amendement n° 262 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à l'intégration des agents des collectivités locales dans la nouvelle fonction publique territoriale) - **Art. 96** (p. 4225, 4226) : son amendement n° 192 : fonctionnaire percevant la rémunération principale et les indemnités pour charge de famille pendant la période durant laquelle il est pris en charge par le centre de gestion ; retiré - **Art. 97** *bis* (p. 4228) : soutient l'amendement n° 196 de M. Roland du Luart (modification des conditions d'âge et d'ancienneté pour l'octroi du congé spécial) - Alignement des dispositions relatives au congé spécial accordé aux secrétaires généraux déchargés de leur fonction sur les règles en vigueur dans la fonction publique de l'Etat pour certaines catégories de fonctionnaires.

– **Projet de loi relatif au prix de l'eau en 1984** [n° 93 (83-84)] - (16 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4311) : alourdissement des frais d'entretien des réseaux pour les communes gérant directement la distribution de l'eau potable ; recours à la fiscalité locale.

– **Projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales** [n° 95 (83-84)] - **Suite de la discussion** - (20 décembre 1983) - **Art. 11** (p. 4412) : contentieux, évoqué par M. Paul Girod, rapporteur pour avis, relatif à l'affranchissement des plis postaux : institution d'un régime de recommandé en franchise - **Art. 14** (p. 4417) : se déclare favorable à l'amendement n° 7 de M. Joseph Raybaud, rapporteur (fixation annuelle par la loi des deux parts de la dotation globale d'équipement des départements) - **Avant l'art. 17** (p. 4420, 4421) : soutient, au nom de la commission des finances, l'amendement n° 9 de M. Joseph Raybaud, rapporteur (communication obligatoire aux collectivités locales, lors de la notification des dotations qui leur sont attribuées, des barèmes de calcul de ces dotations) - (p. 4422) : soutient, au nom de la commission des finances, l'amendement n° 10 de M. Joseph Raybaud, rapporteur (délai laissé au conseil municpal pour arrêter le budget de la commune en cas de retard dans la transmission des documents préparatoires) - **Art. 27** (p. 4429) : se déclare favorable à l'amendement n° 13 de M. Joseph Raybaud, rapporteur (suppression de cet article modifiant plusieurs dispositions de la loi du 13 juillet 1983 relative au statut des agglomérations nouvelles).

DESMARETS (Jean), sénateur du Nord (NI).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

– Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979).

DIDIER (Emile), sénateur des Hautes-Alpes (GD-SRG).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu vice-président.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (9 juin 1983) (p. 1532).

DÉPÔTS

Rapport d'information fait, avec plusieurs de ses collègues, au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée à **Djibouti** du 16 au 21 janvier 1983 [n° **213 (82-83)**] (6 avril 1983).

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **354 (82-83)**] autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale de police criminelle, relatif au siège d'Interpol et à ses privilèges et immunités sur le territoire français [n° **12 (83-84)**] (13 octobre 1983) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale de police criminelle relatif au siège d'Interpol et à ses privilèges et immunités sur le territoire français** [n° **354 (82-83)**] - (20 octobre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2360) - projet ayant pour objet d'autoriser l'approbation de l'accord de siège conclu le 3 novembre 1982 entre le Gouvernement français et l'organisation internationale de la police criminelle (Interpol) - Accord relatif au siège d'Interpol et à ses privilèges et immunités sur le territoire français, au contrôle des fichiers de l'organisation par une commission *ad hoc* - Application à une organisation internationale de la législation française en matière de fichiers - Historique et missions d'Interpol - Loi du 6 janvier 1978 instituant la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) - Institutions d'une commission de contrôle de cinq membres de nationalités différentes en vue du contrôle interne des fichiers d'Interpol - Interrogation sur la crédibilité de cette nouvelle institution - (p. 2361) : premier accord de siège conclu entre Interpol et la France le 12 mai 1972 se caractérisant par des dispositions restrictives - Commission favorable à l'adoption du texte de ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3596) : « loi montagne » - Politique agricole en montagne et en zones défavorisées - Elargissement de la Communauté économique européenne (CEE) - Problème du lait - (p. 3597) : installation des jeunes agriculteurs - Hydraulique agricole - Fiscalité agricole - Statut de la pluriactivité et tourisme.

Urbanisme et logement - (5 décembre 1983) - (p. 3746) : financement de la construction neuve - Prêt locatif aidé (PLA) - Taux d'intérêt trop élevés en raison de la baisse du taux d'inflation - (p. 3747) : volume des logements financés en 1984 - Proposition des offices d'HLM : transformation en bonifications d'intérêts de la part de subvention de l'Etat aux PLA - Prêt d'accession à la propriété (PAP) - Nouvelle interdiction faite aux caisses d'allocations familiales d'accorder des prêts individuels aux familles - Succès des CODEVI, au détriment de l'épargne logement - Faiblesse des nouvelles mesures : prêts à taux variable, location et accession sans apport personnel initial - Abaissement souhaitable du taux des prêts complémentaires - Participation des organismes d'HLM à l'effort de redressement et de rigueur - Formation des radicaux de gauche favorable à l'adoption de ce budget.

DILIGENT (André), sénateur du Nord (UCDP).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

– Est nommé membre de la commission des lois (5 octobre 1983) (p. 2267) ; en démissionne (11 octobre 1983) (p. 2281).

Est nommé membre de la commission des affaires économiques (11 octobre 1983) (p. 2289).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à garantir la liberté de la presse (24 novembre 1983) (p. 3246).

DOUROUX (Lucien), Rapporteur de la section des finances du Conseil économique et social.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit** [n° **486 (82-83)**] - (3 novembre 1983) - Rapporteur du Conseil économique et social - **Discussion générale** (p. 2558) : avis favorable et unanime du Conseil économique et social - Rénovation du cadre juridique et institutionnel de l'activité des établissements de crédit - Universalité de la loi bancaire - Limites de la loi de 1945 - Importance des ratios de gestion - Reconnaissance de tous les moyens de paiement - Création pour le Conseil national du crédit (CNC) d'un conseil consultatif et de deux comités à pouvoirs réglementaires - Compétences respectives du Trésor et de la Banque de France - Création de la commission bancaire - Droit de contrôle étendu aux filiales - Protection des déposants et des emprunteurs - (p. 2559) : reconnaissance du droit au compte - Responsabilité pécuniaire et pénale du banquier.

DREYFUS-SCHMIDT (Michel), sénateur du Territoire de Belfort (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommé membre de la commission des finances (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est élu membre de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (23 novembre 1983) (p. 3201).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale (3 mai 1983) (p. 585).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds (24 juin 1983) (p. 1973).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, relative à la

répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (27 juin 1983) (p. 2012).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales (20 décembre 1983) (p. 4429).

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la structure et le montant de la dette publique de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements, ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques dans l'évolution de la dette extérieure depuis 1981 (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Transports - III. Transports intérieurs : routes** [n° **62, annexe 34 (83-84)**] (21 novembre 1983).

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Monnaies et médailles** [n° **62, annexe 40 (83-84)**] (21 novembre 1983).

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier diverses dispositions du code civil relatives au **divorce** [n° **70 (83-84)**] (23 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 [n° **493 (81-82)**] - (6 avril 1983) - **Art. 1** (p. 79) : se déclare opposé à l'amendement n° 2 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (doublement des peines encourues en cas de crime ou délit de droit commun commis par un condamné bénéficiant d'une permission de sortir ou d'une mesure de semi-liberté ou de libération conditionnelle) - **Art. 2 A** (p. 81) : sur l'amendement n° 4 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (information du prévenu de son droit de refuser l'accomplissement d'un travail d'intérêt général), son sous-amendement n° 111 : choix laissé au prévenu entre l'accomplissement d'un travail d'intérêt général et une autre peine ; rejeté - (p. 82) : souhait de la présence obligatoire du prévenu à l'audience - Problème du choix de la peine par le prévenu - (p. 83) : sur l'amendement n° 4 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, se déclare opposé, au nom du groupe socialiste, au sous-amendement n° 112 de M. Charles Lederman (réception par le président du tribunal de la réponse du prévenu) - (p. 84) : sur l'amendement n° 11 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (responsabilité de l'Etat en cas de dommages causés à autrui dans l'exécution d'un travail d'intérêt général), se déclare opposé au sous-amendement n° 65 de M. Robert Badinter, ministre (fixation de la responsabilité de l'Etat à la part qui incombe au condamné, au cas où plusieurs personnes ont concouru aux dommages) - Propos tenus en commission par M. Jean-Marie Girault - **Après l'art. 2 A** (p. 88) : sur l'amendement n° 14 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (dispositions introduisant dans le code pénal la peine de jour amende), se déclare favorable au sous-amendement n° 109 de M. Robert Badinter (possibilité d'appréciation par le tribunal des modalités d'exécution à certains cas) - Regret de la fixation d'un seuil maximum - **Art. 2** (p. 89) : intervient sur l'amendement n° 17 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (information du prévenu ou de son conseil du droit de refuser l'accomplissement du travail d'intérêt général ; réponse du prévenu) - **Art. 3** (p. 92) : se déclare opposé à l'amendement n° 27 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (maintien des dispositions relatives à l'exécution des peines dans leur rédaction antérieure à la loi du 2 février 1981).

Suite de la discussion - (7 avril 1983) - **Art. 4** (p. 98) : se déclare favorable à l'amendement n° 29 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (modification du texte de cet article visant le certificat constatant l'incapacité de travail) - **Art. 4** *bis* (p. 99) : se déclare opposé à l'amendement n° 30 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (suppression de cet article relatif au délit de séquestration de moins de vingt quatre heures) - **Art. 6** (p. 101) : se déclare opposé aux amendements n° 72 de M. Charles Lederman (établissement d'une gradation dans l'échelle des peines tenant compte des conséquences corporelles réelles des infractions commises) et n° 31 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (établissement d'une nouvelle gradation des peines) - **Art. 8** *bis* (p. 103) : se déclare opposé à l'amendement n° 33 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (suppression de cet article relatif à la police des chemins de fer) - **Avant l'art. 9** (p. 109) : rappelle l'intervention de M. Pierre Carous, le 15 novembre 1980, en tant que rapporteur du projet de loi « sécurité et liberté », estimant au nom de la commission qu'il n'était pas souhaitable de réformer la garde à vue - (p. 128) : se déclare opposé à l'amendement n° 53 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (possibilité pour le tribunal de transmettre le dossier au Procureur de la République afin de mieux se pourvoir pour l'instruction de l'affaire).

– Projet de loi relatif à la mise en harmonie des obligations comptables des commerçants et de certaines sociétés avec la IVe directive adoptée par le Conseil des Communautés européennes le 25 juillet 1978 - *Deuxième lecture* [n° **211 (82-83)**] - (14 avril 1983) - **Art. 2** : *Art. 8 à 15 du code de commerce* (p. 270) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 de M. Etienne Dailly, rapporteur (prise en compte pour l'application du système abrégé de présentation des comptes du nombre moyen de salariés permanents) - Emplois occasionnels et emplois à temps partiel.

– Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° **246 (82-83)**] - (26 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 480) : Constitution de 1958 - Election au suffrage universel indirect des sénateurs représentant les Français de l'étranger - Décret de 1959 ; caractère non constitutionnel de l'élection par le Sénat des sénateurs présentés par le Conseil supérieur des Français de l'étranger - Hommage à M. *Paul Pillet*, rapporteur - Satisfaction du rapprochement du droit commun électoral - Elections sénatoriales de septembre 1983 - Loi du 7 juin 1982 - Vote par le groupe socialiste de ce projet de loi.

– Projet de loi relatif aux candidats admis au deuxième concours interne d'entrée à l'Ecole nationale d'administration [n° **268 (82-83)**] - (3 mai 1983) - **Après l'art. unique** (p. 547) : son amendement n° 1 : absence de prise en compte de l'inscription au second concours interne de la session de 1980 des candidats non reçus dans le décompte du nombre maximum de concours d'accès ; retiré.

– Projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale - *Deuxième lecture* [n° **257 (82-83)**] - (3 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 554) : publicité donnée à la loi Peyrefitte ; procédure d'urgence ; vote bloqué - (p. 555) : dispositions relatives au contrôle et à la vérification d'identité - Délai de garde à vue - Procédure de flagrant délit - Action du ministre de la justice - **Art. 1** (p. 556) : se déclare défavorable à l'amendement n° 2 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (délit en cours de semi-liberté, de libération conditionnelle ou de permission de sortir et doublement de peine) - **Art. 4 A** (p. 560) : se déclare défavorable à l'amendement n° 7 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (suppression de cet article relatif à la notion de complicité par procuration de moyens destinés à commettre les crimes) - **Art. 6** (p. 561) : se déclare défavorable aux amendements n° 8 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (peine pour vol aggravé par le port d'une arme

ou par des violences ayant entraîné une incapacité totale de travail de plus de huit jours ou une infirmité permanente ou encore la mort sans intention de la donner) et n° 26 de M. Charles Lederman (gradation dans l'échelle des peines et prise en compte des conséquences corporelles réelles des infractions commises) - **Art. 9 A** (p. 565) : se déclare défavorable à l'amendement n° 10 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (rétablissement de cet article relatif au délai de garde à vue) - Innocence présumée des citoyens - Juges du siège et du parquet - **Art. 13** (p. 575) : sur l'amendement n° 39 de M. Robert Badinter, ministre (énumération des cas où les opérations de vérification d'identité peuvent donner lieu à la prise d'empreintes digitales ou de photographies), se déclare défavorable au sous-amendement n° 41 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (suppression des dispositions de cet amendement relatives à l'autorisation du procureur de la République à une prise d'empreintes ou de photographies) - (p. 579) : soutient l'amendement n° 35 de M. Félix Ciccolini (substitution du mot « prescriptions » à « formalités ») - **Art. 17** (p. 583) : se déclare défavorable à l'amendement n° 20 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (saisine du tribunal à l'occasion d'une procédure de comparution immédiate et possibilité de transmission du dossier au procureur de la République si la complexité de l'affaire exige des investigations supplémentaires) - **Art. 19** (p. 584) : soutient l'amendement n° 36 de M. Félix Ciccolini (communication de la liste des jurés aux avocats des accusés à leur demande).

– **Projet de loi rendant applicables le code pénal, le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** [n° **212 (82-83)**] - (24 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 1033) : satisfaction du groupe socialiste - Participation à la récente mission de la commission des lois en Nouvelle-Calédonie - (p. 1034) : historique de l'application de la législation pénale dans les territoires d'outre-mer (TOM) - Cession éventuelle de l'île de Tromelin à l'île Maurice - Situation politique en Nouvelle-Calédonie - Peines de substitution - Réglementation de la garde-à-vue - Collégialité des juridictions de première instance - Séparation des fonctions de poursuite, d'instruction et de jugement - Sursis avec mise à l'épreuve - Juge d'application des peines - Suppression de la relégation - **Art. 29** (p. 1039) : situation de l'île de Tromelin habitée uniquement par des météorologues venant de l'île de la Réunion.

– **Projet de loi renforçant la protection des victimes d'infractions** [n° **303 (82-83)**] - (25 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 1090) : crédits nécessaires pour faire avancer la justice - Indemnisation des victimes plus rapide - Absence de limite de la forclusion - Article nouveau du code pénal visant l'organisation frauduleuse de l'insolvabilité - Code de procédure pénale et renforcement du contrôle judiciaire - Présence de la compagnie d'assurances devant le tribunal répressif - Possibilité pour le tribunal prononçant une relaxe de statuer immédiatement sur la responsabilité civile - Réformes de nature à protéger les victimes - Crédits nécessaires - **Art. 1** (p. 1094) : s'abstiendra au nom du groupe socialiste sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur (suppression du quatrième alinéa de cet article relatif à la confusion des peines) - **Art. 11** (p. 1098) : se déclare opposé à l'amendement n° 10 de M. Charles Lederman (suppression des articles 420-1 et 420-2 du code de procédure pénale) - **Art. 14** (p. 1104) : se déclare favorable à l'amendement n° 13 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur (préjudice constitué par une atteinte à l'intégrité, soit physique, soit mentale) - **Après l'art. 20** *bis* : soutient l'amendement n° 6 de M. Maurice Janetti (suppression du caractère exceptionnel de l'attribution de l'aide judiciaire aux personnes de droit moral).

– **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly** fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** [n° **339 (82-83)**] déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide** [n° **359 (82-83)**] - (9 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1526) : interprète du groupe socialiste dans ce grave et difficile débat - Existence de précédents à ce livre - *Technique du suicide* de Paul Bodin paru en 1901 ; *L'art de mourir : défense et technique du suicide secondé*, du médecin général Charles Binet-Sanglé - Livre incriminé méritant de nombreux reproches - (p. 1527) : opposition d'une puissante organisation américaine contre la publication d'informations standardisées sur les méthodes de suicide - Recherche par les auteurs d'un succès de librairie - Existence de sanctions en France jusqu'en 1789 contre ceux qui se suicidaient ou tentaient de le faire - Cas de jurisprudence montrant que l'aide au suicide est punie - Interrogation sur l'existence d'une relation de cause à effet entre ce livre et les suicidés cités - Nombreuses causes de suicide - Existence de bien d'autres moyens de suicide - (p. 1528) : texte visant même l'apologie du suicide - Incrimination proposée permettant la censure de la presse, de l'histoire, de la littérature, de la science - Enumération de suicidés célèbres - Existence de différences importantes avec cette proposition de loi dans les autres pays - (p. 1529) : taux de suicides le plus élevé observé en Autriche et ce, depuis plus d'un siècle - Conteste la cinquième place de la France citée par M. *Etienne Dailly* pour le nombre de suicidés - Pourcentages de suicidés dans différents pays - Rapport de Mme Sullerot citant le suicide comme un phénomène masculin à dominance âgée - Evolution du pourcentage de suicidés en France - Importance de la liberté d'éditer - Définition du courage proposée par Jaurès : « le courage c'est d'aimer la vie et de regarder la mort d'un regard tranquille ».

– **Projet de loi relatif à l'augmentation de la quote-part de la France au Fonds monétaire international et à l'augmentation de sa participation aux accords généraux d'emprunt** [n° **26 (83-84)**] - (2 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2547, 2548) : endettement international - Conditions de l'aide du Fonds monétaire international (FMI) - Cours des matières premières - Part financière, droits de vote et représentation de la France - Extension à tous les pays membres des accords généraux d'emprunt - Vote par le groupe socialiste de ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises** [n° **488 (82-83)**] - (15 novembre 1983) - **Art. 4** (p. 2901) : se déclare défavorable à l'amendement n° 4 de M. Etienne Dailly, rapporteur (réunion du conseil d'administration tous les trois mois et présentation d'un rapport écrit sur l'évolution des données comptables et financières de la société au cours du trimestre précédent).

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Après l'art. 10** (p. 3154) : intervient sur l'amendement n° 21 de M. Pierre Gamboa (limitation du montant des intérêts dus au titre des emprunts d'Etat indexés sur l'or ; emprunt obligatoire pour la fraction des intérêts excédant la limite).

Deuxième partie :

Transports - (25 novembre 1983) - Rapporteur spécial (routes) - (p. 3300, 3301) : répartition des crédits entre différents ministères ; abondement par le Fonds spécial de grands travaux ; concours des collectivités locales - Augmentation des crédits des autoroutes ; schéma directeur ; sociétés privées ; sociétés d'économie mixte ; établissement public Autoroutes de France - Entretien du réseau national - Sécurité routière ; programme REAGIR ; opération « objectif moins 10 % » ; mise en place par le Sénat d'un inter-groupe sur la sécurité routière - S'en remet à la sagesse du Sénat pour le vote de ces crédits.

Economie, finances et budget - I - Charges communes - (8 décembre 1983) - **Examen des crédits - Etat C** (p. 3953) : intervient contre l'amendement n° 270 de M. André Fosset, rapporteur spécial (réduction des autorisations de programme relatives à l'établissement public du parc de la Villette et au Carrefour international de la communication)

- Opération de la Villette et responsabilité des gouvernements précédents.

Economie, finances et budget II Services financiers et consommation - (9 décembre 1983) - Rapporteur spécial, en remplacement de M. *Michel Manet* - (p. 3968) : rattachement des services de la consommation au ministère de l'économie et des finances, en mars 1983, et modifications profondes dans la présentation des dotations de la consommation - Poursuite de la politique dynamique en faveur des consommateurs entreprise dès 1981 - Augmentation des crédits - Développement des actions communes avec les associations de consommateurs et l'Institut national de la consommation (INC) - (p. 3969) : modernisation des laboratoires de la direction de la consommation et de la répression des fraudes - Missions du secrétariat d'Etat : sécurité du consommateur, information sur les prix, concertation avec les associations de consommateurs - Formation du consommateur - Rôle joué par l'INSEE - Incertitudes sur l'avenir de la revue « 50 millions de consommateurs » - Commission des finances favorable à l'adoption des crédits de la consommation pour 1984.

Monnaies et médailles - (9 décembre 1983) - Rapporteur spécial (p. 3979) : augmentation du programme de frappe de monnaies - Diminution de la demande de monnaies étrangères - Modernisation de l'outil de travail dans le secteur des médailles devant s'accompagner d'une meilleure commercialisation - Au nom de la commission des finances, se déclare favorable à l'adoption des crédits des monnaies et médailles.

– **Projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales** [n° 95 (83-84)] - (19 décembre 1983) - **Art. 3** (p. 4395) : demande au Sénat la mise en oeuvre du plan Orsec pour le territoire de Belfort - Aide spécifique pour les départements peu peuplés - Territoire de Belfort : insuffisance de potentiel fiscal ; longueur de la voirie - (p. 4396) : insuffisance du potentiel fiscal à l'hectare - Position du comité des finances locales - Dépenses d'aide sociale - Solidarité - (p. 4397) : soutient l'amendement n° 36 de M. René Regnault (dotation de fonctionnement minimale des départements et modalités d'évolution ultérieure des minimums).

Suite de la discussion - (20 décembre 1983) - **Art. 14** (p. 4418) : vote favorable du groupe socialiste sur l'amendement n° 3 de M. Christian Bonnet (dotation globale d'équipement des départements : cas des départements métropolitains assurant la charge financière de la liaison maritime entre les îles comprises dans leur territoire et leur partie continentale) - **Avant l'art. 17** (p. 4421) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 de M. Joseph Raybaud, rapporteur (communication obligatoire aux collectivités locales, lors de la notification des dotations qui leur sont attribuées, des barèmes de calcul de ces dotations) - **Art. 27** (p. 4429) : intervient sur cet article modifiant plusieurs dispositions de la loi du 13 juillet 1983 relative au statut des agglomérations nouvelles.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1983** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 157 (83-84)] - (21 décembre 1983) - **Après l'art. 20** (p. 4510) : son amendement n° 1, soutenu par M. William Chervy : élévation du plafond des ressources fiscales régionales à compter du 1er janvier 1984 ; adopté avec l'ensemble du texte.

DUBANCHET (François), sénateur de la Loire (UCDP).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

DUBOIS (Hector), sénateur de l'Oise (NI).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

DUBOSCQ (Franz), sénateur des Pyrénées-Atlantiques (RPR).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

– Est nommé membre de la commission des affaires sociales (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code de la sécurité sociale relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant (12 décembre 1983) (p. 4099).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique (14 décembre 1983) (p. 4187).

DUFFAUT (Henri), sénateur du Vaucluse (S).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'art. 38 de la Constitution, diverses mesures financières (19 avril 1983) (p. 361).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (6 mai 1983) (p. 721).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (25 mai 1983) (p. 1082).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1981 (23 juin 1983) (p. 1936).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle (23 juin 1983) (p. 1954).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (24 juin 1983) (p. 1998).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1984 (12 décembre 1983) (p. 4084).

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la structure et le montant de la dette publique de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements, ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques dans l'évolution de la dette extérieure depuis 1981 (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Légion d'honneur - Ordre de la libération** [n° **62, annexe 39 (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières** [n° **228 (82-83)**] - (19 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 333) : recours à la procédure des ordonnances - Déficit de la balance commerciale - Hausse du dollar - Différentiel d'inflation avec l'Allemagne fédérale - Dévaluations du franc - Chômage - (p. 334) : création d'emplois dans la fonction publique - Formation professionnelle - Relance des investissements - Inflation - Taux d'intérêts américains - Déficit du commerce extérieur - Prêts participatifs ou bonifiés accordés aux entreprises privées - (p. 335) : réduction de la consommation - Réduction des crédits budgétaires - Nationalisations - Impôt sur la fortune - Impôt sur le revenu - Emprunt obligatoire pour certains contribuables - Prélèvement fiscal supplémentaire - Fiscalisation du régime social - Répression de la fraude fiscale - (p. 336) : répression de la fraude sociale - Devises - Carnet de change touristique - Prospérité de la Bourse de Paris - Confiance des épargnants dans le plan de rigueur - Soutien du parti socialiste sur ce texte - **Art. 1** (p. 359) : hommage rendu à M. Jacques Delors - Nombreuses critiques mais absence de propositions de la part de l'opposition gouvernementale - Objectifs du Gouvernement : lutter contre le chômage, stabiliser les prix, rétablir les grands équilibres - Situation satisfaisante de nombreuses entreprises françaises - Groupe socialiste favorable à l'adoption de ce texte - **Explication de vote sur l'ensemble** (voir Art. 1).

– **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1981** [n° **403 (82-83)**] - (23 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1857) : déséquilibre du budget présenté par M. Maurice Papon, alors ministre des finances ; financement par les lois de finances rectificatives des intérêts des emprunts de 1973 et 1980 - Recours aux bons du Trésor - (p. 1858) : augmentation du chômage en 1981 et stagnation des crédits affectés à son indemnisation - Déséquilibre entre les dégrèvements sur impôts directs et les remboursements sur droits indirects - Camouflage électoral du déficit budgétaire réel de 1981 par le précédent gouvernement - Relance de l'investissement privé par le budget de 1981 au détriment de l'investissement public : propos tenus à l'époque par le rapporteur général du budget du Sénat - Lois de finances rectificatives et mesures sociales - Sortie de devises avant la mise en œuvre de la nouvelle politique du gouvernement de gauche - Vote par le groupe socialiste du projet de loi de règlement.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion générale - (21 novembre 1983) - (p. 3100) : nationalisations ; exemple de la production d'aluminium.

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 2** (p. 3129) : vote du groupe socialiste contre l'amendement n° 63 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de la modification apportée par l'Assemblée nationale au système de majoration progressive conjoncturelle et de l'aggravation corrélative de l'impôt sur les grandes fortunes) - **Art. 4** (p. 3138) : aménagement du régime fiscal des dons aux organismes sans but lucratif et délai d'application nécessaire pour la production de pièces justificatives ; intérêt de la déclaration de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat, quant aux instructions à donner à l'administration - Se déclare opposé à l'amendement n° 110 de M. Jean Faure (aménagement du régime fiscal des dons aux organismes sans but lucratif : dispense de la production de pièces justificatives jusqu'à cinq cents francs).

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 11** (p. 3162) : s'oppose aux amendements identiques n° 92 de M. Jean-François Pintat et n° 143 de M. Jacques Moutet (suppression de cet article relatif à l'aménagement de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés et exonération des sociétés en liquidation judiciaire) - **Art. 13** (p. 3170) : se déclare opposé aux amendements identiques de suppression n° 49 de M. Paul Séramy et n° 138 de M. Marcel Lucotte (suppression de cet article relatif à la taxe foncière sur les propriétés bâties et aux exonérations de longue durée) - Charges de l'exonération supportées par le département depuis son existence - Bénéfice d'une dotation supplémentaire pour les régions.

Deuxième partie :

Légion d'honneur et ordre de la Libération - (29 novembre 1983) - Rapporteur spécial (p. 3467) : budget consacrant les mérites civils et militaires - Rappelle la cérémonie dans la cour des Invalides après l'attentat de Beyrouth - Rôle des missions de la grande chancellerie de la Légion d'honneur et du Conseil national du mérite - Souhaite une augmentation du contingent de croix réservé aux anciens combattants - Souhait de la commission des finances d'une approbation unanime par le Sénat du budget de la Légion d'honneur - (p. 3468) : augmentation du budget annexe de l'ordre de la Libération correspondant à la participation aux travaux de restauration de l'Hôtel des Invalides - Nécessité d'améliorer la dotation au titre des secours - Se déclare favorable à l'adoption du budget de l'ordre de la Libération.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - (9 décembre 1983) - **Art. 72** (p. 4015) : position maximaliste du Sénat - Amendements dénaturant le texte de cet article ; se déclare opposé à l'adoption de cet article - **Art. 73** (p. 4018) : suppression de cet article signifiant un retour au système actuel - Exploitation imposée au réel simplifié devant avoir un exercice sur l'année civile, disposition ne répondant pas au souhait de la profession agricole et défavorable aux petits exploitants - **Art. 74** (p. 4022) : soutient l'amendement n° 281 de M. Fernand Tardy (calcul de l'imposition en cas d'apport de son exploitation par un exploitant agricole individuel à une société ou un groupement non passible de l'impôt sur les sociétés).

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Art. 83** (p. 4043) : fraude fiscale - Inflation - Contrôle de la comptabilité - Infractions à la législation économique - Transparence fiscale - **Art. 86** (p. 4045) : soutient l'amendement n° 282 de M. Tony Larue (caisses de crédit mutuel dispensées de l'obligation de déclaration des intérêts) - Egalité de traitement des caisses de crédit mutuel et des caisses d'épargne - **Art. 101** *ter* (p. 4055) : se déclare opposé à l'amendement n° 211 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article relatif à la publicité des impositions) - Transparence fiscale.

Vote sur l'ensemble - (10 décembre 1983) - (p. 4068) : économie française victime de deux chocs pétroliers et d'un choc dollar - Inflation - Différentiel d'inflation avec l'Allemagne - Déficit du commerce extérieur - Amélioration sensible de la balance des paiements - Dévaluations - Maintien du franc - Endettement intérieur et endettement extérieur - Comparaison des indices de production

industrielle français avec ceux de nos partenaires économiques - (p. 4069) : résultats satisfaisants de la lutte contre le chômage - Déficit budgétaire - Secteurs privilégiés : formation professionnelle, recherche, emploi et culture - Omissions de certaines dépenses : emprunt d'octobre 1981 ; augmentation du lingot d'or ; traitements des fonctionnaires ; indemnités de chômage ; primes à la construction ; dégrèvements fiscaux - Stabilisation de la pression fiscale - En raison des tensions internationales, regrette le rejet du budget de la défense nationale - Mauvais climat du débat parlementaire - (p. 4070) : rétablissement souhaitable des grands équilibres : commerce extérieur, balance des paiements - Lutte contre l'inflation - Défavorable à l'adoption de ce budget.

DUFOIX (Georgina), *secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés* (nommée le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 25 mars 1983, p. 907].

INTERVENTIONS

– **Projet de loi interdisant certains appareils de jeux** [n° 305 (82-83)] - (15 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1633) : difficultés d'application du décret-loi du 31 août 1937 - Multiplication des « appareils à parties multiples » (APM) - Mutations technologiques ; « pokers vidéos » ; « bingos électroniques » - Montant des enjeux et des recettes - Action du « milieu » et lutte d'influence pour le contrôle des machines à sous - Interdiction de la fabrication, de la détention et de l'exploitation d'un appareil permettant d'obtenir un avantage quelconque - Sanctions - Dépôt d'amendements par le Sénat - Délai pour l'enlèvement ou la transformation des appareils - Cas des casinos - **Art. 1** (p. 1636) : nécessaire protection des lieux privés - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 8 de M. Paul Girod (limitation de l'interdiction de détention à la voie publique, aux lieux publics et aux lieux privés attenant aux lieux publics) et s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Yvon Bourges (applicabilité de l'interdiction à compter du 1er janvier 1984) - (p. 1637) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Guy Petit, rapporteur (admission de la fabrication d'appareils destinés à l'exportation) - (p. 1638) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Yvon Bourges (exclusion de ce projet de loi des dispositions relatives aux appareils de distribution d'un produit pouvant s'accompagner de l'attribution d'un objet de prime) - **Après l'art. 1** (p. 1639) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Guy Petit, rapporteur (dérogation en faveur des casinos autorisés) - **Art. 2** (p. 1640) : accepte l'amendement n° 3 de M. Guy Petit, rapporteur (sanctions et possibilité de fermeture de l'établissement) -Sur cet amendement, son sous-amendement n° 9 : fermeture à titre définitif ou temporaire pour une durée maximale de cinq ans ; adopté - **Après l'art. 3 :** son amendement n° 10 : délai de mise en conformité des appareils ; adopté - (p. 1641) : accepte l'amendement n° 7 de MM. Michel Caldaguès et François Collet (sanctions relatives à l'organisation illégale des jeux d'argent et de hasard sur la voie publique) et sur cet amendement, le sous-amendement rédactionnel n° 12 de M. Guy Petit, rapporteur - (p. 1642) : sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 13 de M. Paul Girod (extension de l'interdiction aux dépendances privées des établissements publics) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 14 de M. Gérard Ehlers (substitution des mots « est constitué par des sommes d'argent » à « est en argent »).

– **Question au Gouvernement, de M. Louis Souvet : frais entraînés par les élections aux conseils d'administration des caisses de la sécurité sociale** - (13 octobre 1983) - (p. 2293) : démocratisation de la sécurité sociale - (p. 2294) : recensement des assurés sociaux - Loi du 17 décembre 1982 - Remboursement des dépenses des communes.

– **Question au Gouvernement, de M. Jean Colin : élections aux conseils d'administration des caisses de la sécurité sociale** - (13 octobre 1983) - (p. 2296) : difficultés d'établissement des listes - Ordonnances de 1967 du général de Gaulle.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale - (26 novembre 1983) - (p. 3351) : taux de natalité et de fécondité - Travaux de l'Institut national d'études démographiques (INED) - Politique familiale : démographie et justice sociale - Environnement favorable pour la famille et la natalité - Dépenses de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) - Systèmes d'aides aux familles ; aide à la petite enfance et aux familles nombreuses - Déductions pour frais de garde - (p. 3352) : travail féminin - Congé parental - Contrats crèches - Institut de l'enfance et de la famille - Logement et politique de l'habitat - Assistantes maternelles - Loisirs des enfants - Parents isolés - Enfants victimes de sévices ou de délaissement - Travailleuses familiales - Décentralisation en matière de protection sanitaire, de la famille et de l'enfance ; prestations d'aide sociale légales - Tuteurs des pupilles de l'Etat - Emigration et politique d'insertion - Droit d'asile politique - (p. 3353) : centres provisoires d'hébergement - Service social d'aide aux émigrants (SSAE) - Arrêt de l'immigration de main d'oeuvre - Création d'un conseil national des populations immigrées - Flux migratoires - Solidarité.

– **Projet de loi ratifiant et modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif** [n° 83 (83-84)] - (12 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4086) : emploi et âge de cessation d'activité - Contrats de solidarité des collectivités locales - Cessation du travail par anticipation et durée de service - (p. 4087) : fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics administratifs - Cessation d'activité trois ans avant l'âge normal de la retraite et montant du revenu de remplacement - Harmonisation des dispositions de la fonction publique avec celles du secteur privé - Emploi - Formation professionnelle des jeunes - Travail à mi-temps pour les travailleurs âgés de cinquante à soixante ans - Fonds de compensation remboursant aux collectivités la moitié de l'indemnité exceptionnelle servie aux bénéficiaires de la mesure - Cessation progressive d'activité des agents publics.

– **Projet de loi portant modification du code du travail et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant** [n° 76 (83-84)] - (12 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4088) : politique du temps choisi - Prime à l'embauche pour les contrats de trente heures hebdomadaires - Négociation des conditions d'exercice des horaires réduits - Alternance pour les jeunes entre la formation et la vie professionnelles - Cessation progressive d'activité pour les personnes les plus âgées et travail à mi-temps - Congé parental, objectif prioritaire du 9e Plan - Environnement favorable à la famille et à la natalité - (p. 4089) : égalité entre le père et la mère devant le congé parental - Suppression de la clause nécessitant un renoncement de la part de la mère - Elargissement du champ d'application du congé parental quelle que soit la taille de l'entreprise - Opposition possible du chef d'entreprise dans certains cas - Contrat à durée déterminée pour remplacer un salarié absent - Conditions de mise en oeuvre du congé parental - Durée initiale et maximale du

congé - Protection sociale des bénéficiaires - Possibilité de travail à mi-temps pendant deux ans après la naissance ou l'adoption d'un enfant - Dynamique du temps choisi et de l'axe prioritaire « famille » Gouvernement - (p. 4092) : tendance du travail féminin - Conditions de vie dans l'entreprise - Congé parental d'éducation - Coût du troisième enfant - Taux de natalité et de fécondité - (p. 4093) : variations de natalité et cycles de fécondité et de civilisation - Augmentation des allocations familiales - Importance de la famille de trois enfants mais aussi de celle de deux enfants - Différence entre le taux de natalité et le désir d'enfant - **Art. 1** : accepte l'amendement n° 3 de Mme Cécile Goldet, rapporteur (octroi du congé parental au père, à la mère ou aux personnes adoptant un enfant de moins de trois ans) - (p. 4094) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Raymond Poirier (congé parental et délai d'information de l'employeur avant le début de ce congé) - Délai d'inscription d'un enfant dans une crèche - Accepte les amendements identiques n° 4 de Mme Cécile Goldet, rapporteur, et n° 17 de M. Raymond Poirier (suppression des dispositions de cet article relatives à la durée maximale du travail pendant la période d'activité à mi-temps) - (p. 4095) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Raymond Poirier (délai d'information de l'employeur) - **Art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 5 de Mme Cécile Goldet, rapporteur (maintien dans le code du travail des dispositions de l'article L. 122-28-3 qui impose aux salariés de reprendre leur travail pendant un an avant de pouvoir bénéficier d'un nouveau congé parental) - (p. 4096) : s'oppose à l'amendement n° 24 de Mme Marie-Claude Beaudeau (maintien des avantages liés à l'ancienneté en cas de congé parental d'éducation ou de travail à mi-temps pour élever un enfant) - **Après l'art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 25 de Mme Marie-Claude Beaudeau (consultation du comité d'entreprise ou des délégués du personnel par l'employeur, en ce qui concerne les modalités d'organisation du travail après le départ du salarié bénéficiant d'un congé parental d'éducation ou d'une période d'activité à mi-temps, ainsi qu'à son retour) - **Art. 3** (p. 4097) : s'oppose aux amendements de M. Raymond Poirier, n° 19 (non motivation de son refus par l'employeur et absence de nullité de la décision), n° 21 (suppression des dispositions de cet article relatives au délai d'accord implicite de la part de l'employeur, à défaut de réponse) et n° 22 (demande de congé parental et délai de réponse de l'employeur) - Accepte l'amendement n° 26 de Mme Cécile Goldet, rapporteur (demande de congé parental et délai de réponse de l'employeur) - (p. 4098) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Raymond Poirier (suppression des dispositions de cet article relatives à la contestation du refus de l'employeur devant le bureau de jugement du conseil de prud'hommes) - **Art. 8** (p. 4099) : accepte l'amendement n° 13 de Mme Cécile Goldet, rapporteur (modalités de prorogation de la durée du congé pour les bénéficiaires du congé parental d'éducation).

DUMAS (Roland), *ministre des affaires européennes* (nommé le 18 décembre 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 19 et 20 décembre 1983, p. 3651].

DUMONT (Raymond), sénateur du Pas-de-Calais (C).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu secrétaire.

- Membre de la délégation parlementaire pour la planification (loi n° 82-653 du 29 juillet 1982) ; en démissionne (31 mai 1983) (p. 1218).

Est nommé de nouveau membre de la délégation parlementaire pour la planification (30 juin 1983) (p. 2155).

Est nommé de nouveau membre de cette délégation (13 octobre 1983) (p. 2308).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan) (28 juin 1983) (p. 2085).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale (5 juillet 1983) (p. 2190).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905 (6 juillet 1983) (p. 2205).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1984 (16 décembre 1983) (p. 4314).

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la structure et le montant de la dette publique de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements, ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques dans l'évolution de la dette extérieure depuis 1981 (20 décembre 1983) (p. 4461).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) (21 décembre 1983) (p. 4530).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **319** (*JO* Débats 31 mars 1983) (p. 470) à M. le ministre de l'agriculture : **eau et assainissement** (situation du drainage dans le Pas-de-Calais) - Réponse de M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture (8 avril 1983) (p. 150 et suivantes).

n° **324** (*JO* Débats 3 avril 1983) (p. 21) à M. le ministre de l'éducation nationale : **enseignants** (absence d'enseignants pour réunion syndicale : bien-fondé de sanctions) - Réponse de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale (8 avril 1983) (p. 152, 153).

Questions orales avec débat :

n° **12** (2 avril 1983) (p. 4) à M. le ministre de l'agriculture : **industrie agro-alimentaire** (exportations de produits agro-alimentaires transformés) - Discutée le 10 juin 1983 (débat commun) (p. 1551 et suivantes).

n° **40** (26 avril 1982) (p. 493) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **énergie** (politique énergétique du Gouvernement) -Discutée le 27 mai 1983 (débat commun) (p. 1202 et suivantes).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance [n° 480 (81-82)]** - (13 avril 1983) - **Art. 9**

(p. 232) : se déclare défavorable à l'amendement n° 16 de M. Jean Cluzel, rapporteur (conditions de désignation des élus locaux et des déposants au sein du conseil de surveillance).

– **Questions orales avec débat jointes : politique énergétique** - (27 mai 1983) - Voir l'intervention de M. *Pierre Gamboa* - (p. 1204 à 1206).

– **Questions orales avec débat jointes : politique agricole** - (10 juin 1983) - Voir l'intervention de M. *Louis Minetti* (p. 1557 et suivantes).

– **Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan) [n° 399 (82-83)]** - (28 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2056) : crise économique - Lourdeur de l'héritage - Causes structurelles - Réformes en cours - (p. 2057) : faiblesses du projet de 9e Plan - Politique de l'emploi ; consommation et pouvoir d'achat - Lettre rectificative - Reconquête du marché intérieur - Rôle du secteur public - Qualification des travailleurs - Réduction des dépenses improductives des entreprises industrielles - Agriculture et agro-alimentaire - Secteurs de pointe - Stratégie de déclin du patronat - Commerce extérieur - Coopération monétaire européenne - Coopération internationale - Pays socialistes - (p. 2058) : relance et lutte contre les inégalités - Rôle des institutions financières ; relations entre les banques et les entreprises - Contrats de plan avec les banques nationalisées - Fiscalité des collectivités locales - Propositions constructives du groupe communiste pour l'amélioration du projet - Opposition à la suppression de l'article unique - **Art. unique** (p. 2079) : soutient l'amendement n° 3 de Mme Monique Midy (approbation du rapport sur le 9e Plan, sous réserve de la réaffirmation du maintien du système français de protection sociale) -Campagne menée contre la sécurité sociale - (p. 2080) : réforme du financement : assiette de la cotisation patronale - Dettes patronales - Déplafonnement.

Nouvelle lecture [n° 474 (82-83)] - (30 juin 1983) - **Art. unique** (p. 2156) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 1 de M. Bernard Barbier, rapporteur.

– **Projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale** - *Deuxième lecture* [n° 406 (82-83)] - (5 juillet 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2189, 2190) : statut du mouvement coopératif - Fonds propres - Institut de développement de l'économie sociale - Sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP) - Vote positif du groupe communiste.

– **Projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905** - *Deuxième lecture* [n° 410 (82-83)] - (6 juillet 1983) - **Art. 12** (p. 2200) : son amendement n° 8 : présence de représentants des syndicats représentatifs de salariés au sein de la commission de la sécurité des consommateurs ; transformé en sous-amendement à l'amendement n° 20 de Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat (composition de la commission de la sécurité des consommateurs), puis devenu sans objet - **Art. 15** (p. 2204) : se déclare opposé à l'amendement n° 7 de MM. Pierre Noé et Robert Laucournet (surveillance des marchandises lors de la première mise sur le marché) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2205) : groupe communiste favorable à l'adoption de ce texte.

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural, relatives aux caisses de mutualité sociale agricole** [n° 502 (82-83)] - (18 octobre 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2343) : amendement adopté par le Sénat supprimant la présentation des listes par les syndicats représentatifs - Rejet par le groupe communiste du texte ainsi modifié.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures** [n° 8 (83-84)] - (9 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2784) : responsabilité du précédent gouvernement dans la mauvaise préparation de la convention - Pollution chimique des autres pays rhénans - Mines domaniales des potasses d'Alsace - Danger de l'injection des saumures dans le sous-sol ; nappe phréatique - Conséquences sur les activités économiques - (p. 2785) : propositions alternatives : construction d'une saline ; opposition du « cartel du sel » ; trust chimique hollandais AKZO - Demande de nouvelles négociations - Ne votera pas ce projet.

– **Question au Gouvernement : industrie ferroviaire valenciennoise** - (10 novembre 1983) - (p. 2824) : menace pesant sur l'industrie ferroviaire dans la région Nord-Pas-de-Calais - Campagne de presse inquiétant les travailleurs de cette région.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 21** (p. 3216) : se déclare opposé à l'amendement n° 144 de M. Jacques Moutet (suppression de cet article relatif à la taxe sur les véhicules des sociétés).

– **Rappel au règlement** - (23 novembre 1983) - (p. 3201) : proclamation des résultats de l'élection des sénateurs représentant la France à l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale - Exclusion des communistes de la représentation sénatoriale - Négation de fait de la démocratie.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (24 novembre 1983) - **Art. 28** (p. 3224) : projet de loi sur le statut de la presse - Actualisation des ordonnances de 1944 - Respect du pluralisme de la presse - Subvention des investissements de modernisation en faveur des petites entreprises de presse.

Deuxième partie :

Industrie et recherche - (5 décembre 1983) - (p. 3779) : facture énergétique de la France - Economies d'énergie - Evolution de la consommation de pétrole et de gaz naturel - Travaux de prospection entrepris dans le nord de la France - Expérience de gazéification du charbon - Examen des clauses du contrat pour l'achat de gaz soviétique - Utilisation industrielle de l'électricité - (p. 3780) : électricité nucléaire - Consommation et production charbonnière nationale - Difficultés financières des Charbonnages de France - Devenir des houillères du bassin Nord Pas-de-Calais - Préservation des ressources charbonnières - Développement des exportations grâce aux matériels performants d'extraction et d'utilisation du charbon - Problèmes sociaux - Poursuite souhaitable de l'extraction de la houille dans le Nord Pas-de-Calais au-delà du 9e Plan - (p. 3781) : suppressions d'emplois aux Charbonnages de France - Profonde émotion dans la région Nord Pas-de-Calais - Respect des mineurs.

– **Question au Gouvernement : fourniture de ciment à l'Algérie** - (15 décembre 1983) - (p. 4254) : refus d'un important groupe cimentier français d'honorer une commande faite par l'Algérie - Plan de restructuration de ce groupe et suppression d'emplois - Conséquences pour l'industrie française des ciments du ralentissement de l'activité du bâtiment et des travaux publics - (p. 4255) : diminution des investissements pour la modernisation de l'outil de production - Pression du patronat des cimenteries sur les pouvoirs publics - Augmentation des prix pour 1984.

– **Projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) [n° 88 (83-84)]** - **Suite de la discussion** - (21 décembre 1983) - **Discussion générale** - (p. 4513) : première loi de plan définissant les objectifs généraux du 9e

Plan pour 1984-1988 - Présente loi déterminant les moyens d'exécution - Douze programmes prioritaires d'exécution constituant le « noyau dur » du plan - Cohérence des objectifs et des moyens traduite dès la loi de finances pour 1984 - Mutation de l'appareil de production - Fléchissement des investissements pendant une décennie - Investissements industriels devant connaître une relance l'an prochain - Développement du travail posté dans de nombreuses branches industrielles aux dépens de l'humanisation du travail - (p. 4514) : mutations nécessaires - Développement de la robotique ne s'accompagnant pas forcément d'une réduction d'effectifs - Cas de l'usine Renault de Douai - Nouveaux critères de gestion - Importance de la formation professionnelle - Exemple du Japon - Rôle de la motivation des hommes - (p. 4515) : information et participation des salariés à la détermination des objectifs et des moyens - Dispositions prévues pour assurer le suivi de l'exécution du 9e Plan - Organisation par les régions de la procédure de suivi de leur propre plan régional - Au nom du groupe communiste se déclare favorable à l'adoption de la deuxième loi de plan - **Art. 1** (p. 4522) : en remplacement de M. Charles Lederman empêché - Réflexions sur le programme prioritaire d'exécution (PPE) n° 12 - Rôle préventif de la police - Interrogation sur les mesures prévues touchant à la sécurité des travailleurs dans l'exercice de leur profession - Rôle des conseils de prévention - Importance de l'éducation surveillée - Nécessité de renforcer l'aide judiciaire et d'augmenter la rémunération des avocats participant au service public de la justice - Engorgement des tribunaux - Extension de la compétence en dernier ressort des prud'hommes - Extension du domaine de l'exécution provisoire - (p. 4524) : ses amendements n° 8 et 9 relatifs au PPE n° 1 concernant la modernisation de l'industrie ; devenu sans objet - (p. 4526) : ses amendements n° 11 et 12 relatifs au PPE n° 5 concernant la réduction de la dépenses énergétique ; devenu sans objet - Ses amendements n° 13 et n° 14 relatifs au PPE n° 7 concernant les ventes en France et à l'étranger ; devenus sans objet - (p. 4528) : son amendement n° 15 : emploi figurant parmi les préoccupations générales de la politique industrielle ; devenu sans objet.

Nouvelle lecture [n° **181 (83-84)**] - (22 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4565) : groupe communiste favorable à l'adoption du texte - Attitude négative de la majorité sénatoriale - Echec de la commission mixte paritaire - Adoption à l'Assemblée nationale, en nouvelle lecture, de quatre amendements déposés par le Gouvernement.

DURAFOUR (Michel), sénateur de la Loire (GD).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

– Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (5 octobre 1983) (p. 2266).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur (17 novembre 1983) (p. 2996).

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la structure et le montant de la dette publique de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements, ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques dans l'évolution de la dette extérieure depuis 1981 (20 décembre 1983) (p. 4461).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° **384 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (27 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2495) : démocratisation, professionnalisation et autonomie, objectifs du Gouvernement - (p. 2496) : sélection, loi naturelle et sociale - Passerelles nécessaires entre le secteur privé et l'enseignement - Universités, bastion de l'esprit libre - Attachement au diplôme national en contradiction avec la volonté décentralisatrice - Interrogation sur l'avenir de la recherche et des doctorats - Interrogation sur le rôle de l'université qui doit assurer la formation des hommes et des citoyens et l'insertion des jeunes dans un monde professionnel.

Suite de la discussion - (8 novembre 1983) **Art. 12 et art. additionnels** (p. 2713) : soutient l'amendement n° 64 de M. Jacques Pelletier (conditions d'admission arrêtées par les établissements).

Suite de la discussion - (9 novembre 1983) - **Art. 27** *bis* (p. 2759) : reprend l'amendement n° 48 de M. Edgar Faure : pouvoirs disciplinaires à l'égard des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs ; retiré - **Art. 28** (p. 2762) : soutient l'amendement n° 350 de M. Jacques Pelletier (composition du conseil scientifique de l'université) - **Art. 29** (p. 2763) : soutient l'amendement n° 68 de M. Jacques Pelletier (suppression de cet article instituant le conseil des études et de la vie universitaire) - **Art. 31** (p. 2770) : son amendement n° 33 : autonomie financière des instituts et des écoles et capacité de contracter ; retiré.

Suite de la discussion - (15 novembre 1983) - **Art. 52** (p. 2855) : soutient l'amendement n° 72 de M. Jacques Pelletier (existence de deux corps d'enseignants : professeurs et maîtres-assistants) - **Art. 54** (p. 2857) : soutient l'amendement n° 74 de M. Jacques Pelletier (modalités d'examen des questions individuelles relatives au recrutement, à l'affectation et à la carrière des personnels) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2879) : vote par le groupe de la gauche démocratique de ce texte amendé par le Sénat - (p. 2880) : conseil des études - Fuite des cerveaux à l'étranger - Transfert de l'enseignement primaire et secondaire vers les collectivités décentralisées - Absence de débat démocratique.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Communication audiovisuelle - (8 décembre 1983) - (p. 3919) : mainmise de la majorité sur les moyens de communication : information ; émissions de variétés et déformation de l'histoire de France - Concurrence des magnétoscopes et taxe instituée - Budget de l'audiovisuel : inégalité de coût entre les émissions ; indication souhaitable de ce coût : utilisation de l'argent public - Principe de la liberté de la communication audiovisuelle : loi du 29 juillet 1982 ; caractère historiquement dépassé du monopole - (p. 3920) : fin du monopole et liberté d'établissement : chaîne privée de télévision - Création de la quatrième chaîne de télévision, Canal Plus, et mainmise du groupe Havas - Réseaux de câblage : ville de Paris - Libre arbitre du téléspectateur - Projet de budget pour 1984 : anomalie de la ponction opérée sur le produit de la redevance pour la participation aux charges d'exonération ; dépenses en faveur des nouvelles techniques : satellites - Concours de l'Etat - Fonds de soutien aux industries de programmes (FSIP) - Déplafonnement de la publicité à la télévision et conséquences pour la presse écrite : menace pour le pluralisme - Projet de loi sur la presse ; notion de transparence financière ou transparence fiscale et exemple de l'emprise d'un parti politique - (p. 3921) : fin du monopole et préparation de l'avenir.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** - *Nouvelle lecture* [n° **125 (83-84)**] - (15 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4279) : rejet par le Gouvernement, en première lecture, des amendements de la gauche démocratique (collège unique, sélection) - Acceptation partielle de l'amendement concernant le conseil scientifique - Regrette la procédure de la question préalable - Echec de la

commission mixte paritaire - (p. 4280) : groupe de la gauche démocratique favorable à l'adoption de la question préalable.

DURAND (Charles), sénateur du Cher (rattaché administrativement au groupe UCDP).

Décédé le 28 mars 1983 (2 avril 1983) (p. 2) - Eloge funèbre (28 avril 1983) (p. 510).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

DURAND (Jacques), sénateur du Tarn (S).

Devient sénateur le 21 août 1983 en remplacement de M. Georges Spénale, décédé (3 octobre 1983) (p. 2244).

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (5 octobre 1983) (p. 2266).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 20** (p. 3203) : création des caisses d'assurances mutuelles agricoles par la loi du 4 juillet 1900 les exonérant de la taxe fiscale - Interdiction de faire des bénéfices - Article doublant le taux de la taxe spéciale sur les conventions d'assurances - Extension du champ de l'exonération proposée par le groupe socialiste, aux tracteurs et machines, aux bâtiments et hangars affectés à l'exploitation agricole, ainsi qu'aux risques des personnes, s'agissant de l'exploitant et de sa famille - Année 1982 et 1983, années records s'agissant des sinistres - Amendement tendant à répartir sur deux années les charges nouvelles provenant de l'augmentation de la taxe - (p. 3213) : se déclare favorable à l'amendement n° 78 de M. Maurice Blin, rapporteur général (nouvelle rédaction de la deuxième phrase du paragraphe II de cet article, relative à l'exonération des contrats d'assurances maladies complémentaires et des contrats couvrant la totalité des risques personnels ou professionnels).

Deuxième partie :

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - (p. 3847) : principe d'équivalence entre les compétences et les ressources transférées - Frais de fonctionnement des préfectures - Dotation générale de décentralisation (DGD) - Actualisation discutable sur le taux de progression de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Dotation globale d'équipement (DGE) ; demande de modification des critères de répartition - Dotation globale d'équipement rural - (p. 3848) : investissements en matière de remembrement - DGE communale - Vote par le groupe socialiste de ce projet de budget.

DURAND (Yves), sénateur de la Vendée (NI).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu secrétaire.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'art. 38 de la Constitution, diverses mesures financières (19 avril 1983) (p. 361).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1981 (23 juin 1983) (p. 1936).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle (23 juin 1983) (p. 1954).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (9 décembre 1983) (p. 4026).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1984 (12 décembre 1983) (p. 4084).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1983 (19 décembre 1983) (p. 4370).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales (20 décembre 1983) (p. 4429).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° **486 (82-83)**] relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit [n° **40 (83-84)**] (26 octobre 1983) - **Banques et établissements financiers.**

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi, relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit [n° **123 (83-84)**] (13 décembre 1983) - **Banques et établissements financiers.**

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'activité et au controle des établissements de crédit [n° 486 (82-83)] - (3 novembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2559) : évolution du système bancaire et financier français - Mouvement de concentration des établissements de crédit résultant de la réforme de 1966-1967 - Importance du secteur mutualiste et coopératif - Activité des agences étrangères - Modernisation du système bancaire : adaptation aux techniques informatiques - Conséquences de la crise économique - Solvabilité des banques inscrites - (p. 2560) : effets des nationalisations de 1982 : contribution exceptionnelle des banques en faveur du secteur public industriel ; coût de l'indemnisation des anciens actionnaires - Unification du cadre juridique des établissements de crédit - Définition des établissements de crédit à partir de leur fonction - Compétences du Conseil national du crédit (CNC) - (p. 2561) : création de deux comités restreints : comité de réglementation bancaire et comité des établissements de crédit - Composition et attributions de la Commission bancaire, succédant à la commission de contrôle des banques - Prérogatives des six nouveaux

organes centraux - Organismes de représentation des établissements de crédit : association française de banque et association professionnelle des établissements financiers - Cas particulier de la Fédération nationale du crédit agricole - (p. 2562) : association française des établissements de crédit (AFEC) - **Art. 2** (p. 2577) : son amendement n° 3 : fonds reçus par une entreprise de personnes détenant une part significative du capital social exclus des fonds considérés comme reçus du public ; devenu sans objet - Demande le retrait de l'amendement n° 57 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (fonds versés en compte par des associés ou des actionnaires exclus des fonds considérés comme reçus du public) - (p. 2579) : son amendement n° 4 : fonds reçus des salariés en vertu des dispositions relatives à l'intéressement et à la participation exclus des fonds considérés comme reçus du public ; adopté - Son amendement n° 5 : fonds reçus de l'Etat, de la Caisse des dépôts, d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public régional exclus des fonds considérés comme reçus du public ; adopté - **Art. 3** (p. 2580) : son amendement n° 6 : nouvelle définition des opérations de crédit ; adopté - **Art. 4** (p. 2581) : son amendement n° 8 : virements de compte à compte d'une même personne considérés comme moyens de paiement ; adopté - Son amendement n° 9 : suppression du deuxième alinéa de cet article visant à exclure les opérations de banque des moyens de paiement ; adopté - **Art. 5** (p. 2582) : son amendement n° 10 : suppression de l'alinéa tendant à considérer comme opérations connexes effectuées par les établissements de crédit, les opérations d'encaissement portant sur des chèques, valeurs ou effets ; retiré - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 183 de M. Pierre Gamboa (opérations sur or, métaux précieux et pierres considérées comme opérations connexes à l'activité des établissements de crédit) - Accepte l'amendement n° 64 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (1° vente de valeurs mobilières considérée comme opération connexe à l'activité des établissements de crédit ; 2° rétablissement de l'ordre chronologique des diverses opérations) - Son amendement n° 11 : vente de valeurs mobilières considérée comme opération connexe à l'activité des établissements de crédit ; retiré - (p. 2584) : son amendement n° 12 : opérations de location simple pour les établissements de crédit habilités à effectuer des opérations de crédit-bail considérées comme opérations connexes à l'activité des établissements de crédit ; adopté - **Art. 11** (p. 2585) : son amendement n° 14 : organismes dérogeant à l'interdiction relative aux opérations de crédit ; adopté après modification par le sous-amendement n° 67 de M. Jacques Descours Desacres (droit pour les entreprises consentant des prêts à leurs salariés de réaliser des opérations de crédit) - **Après l'art. 11** (p. 2587) : son amendement n° 15 : activités des entreprises non soumises aux interdictions relatives aux opérations de crédit ; adopté après modification par le sous-amendement n° 68 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (décret fixant les conditions d'application de la dispositions concernant les entreprises de financement des achats ou de ventes des sociétés ou adhérents) - **Art. 14** (p. 2591, 2593) : son amendement n° 16 : obligation pour tout établissement de crédit d'obtenir l'agrément délivré par le comité des établissements de crédit ; rôle de contrôle de ce comité ; adopté - Mise en conformité avec la directive européenne du 12 décembre 1977 relative aux dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice - Expérience préalable requise des responsables des petites caisses mutuelles, maritimes ou autres, évoquée par M. Camille Vallin - **Art. 15** : accepte l'amendement n° 207 de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat (établissements de crédit devant disposer d'un capital libéré ou d'une dotation versée) - (p. 2594) : à la demande de M. Charles Lederman, définition du terme « succursale » figurant dans le Journal officiel des Communautés européennes - **Art. 16** : son amendement n° 18 : détermination effective de l'activité des établissements de crédit ; adopté - **Art. 17** (p. 2595) : son amendement n° 19 : agréments différents accordés aux caisses d'épargne et de prévoyance et aux caisses de crédit municipal ; adopté - Son amendement n° 21 : opérations de banque effectuées par les banques mutualistes ou coopératives, les caisses d'épargne et de prévoyance et les caisses de crédit municipal ; adopté - **Art. 22** (p. 2597) : son amendement n° 23 : compétences de l'AFEC ; adopté - **Art. 23** (p. 2600) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 188 de M. Pierre Gamboa (consultation du CNC par le ministre de l'économie) - Son amendement n° 24 : rapport relatif à la monnaie, au crédit et au fonctionnement du système bancaire et financier adressé annuellement par le CNC au Président de la République et au Parlement ; adopté - **Art. 24** (p. 2601) : son amendement n° 25 : présence de deux sénateurs au CNC ; adopté - Accepte l'amendement n° 209 de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat (présence d'un membre du Conseil économique et social au CNC) - (p. 2602) : son amendement n° 26 : représentation des communes, des départements et des régions au CNC ; rejeté - S'oppose à l'amendement n° 210 de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat (représentation des régions et des départements et territoires d'outre-mer au CNC) - **Art. 26** : s'oppose à l'amendement n° 189 de M. Pierre Gamboa (débat au Parlement sur les rapports annuels du comité de la réglementation bancaire et du comité des établissements de crédit) - (p. 2603) : s'oppose à l'amendement n° 190 de M. Charles Lederman (saisine par le CNC du comité de la réglementation bancaire et du comité des établissements de crédit).

Suite de la discussion - (4 novembre 1983) - Rapporteur - **Art. 27** (p. 2612) : son amendement n° 27 : modalités de remplacement des membres du comité de la réglementation bancaire ; adopté - **Art. 28** (p. 2613) : son amendement n° 28 de coordination ; adopté - Son amendement n° 29 : seconde délibération ; adopté - **Art. 29** : son amendement n° 205 : suppression de cet article pour coordination ; adopté - **Art. 30** (p. 2614) : s'oppose à l'amendement n° 191 de M. Charles Lederman (publication au Journal officiel des règlements du comité de la réglementation bancaire, après homologation par le ministre de l'économie) - Recours pour excès de pouvoir - **Art. 31** (p. 2615) : demande le retrait de l'amendement 153 de M. Michel Maurice-Bokanowski (compétences de la Banque de France) - Son amendement n° 30 de suppression pour coordination ; adopté - **Art. 33** (p. 2616) : s'oppose à l'amendement n° 154 de M. Michel Maurice-Bokanowski (suppression de cet article relatif aux règlements du comité de la réglementation bancaire) - **Art. 35** : s'oppose à l'amendement n° 193 de M. Pierre Gamboa (respect de la diversité des établissements) - **Art. 36** (p. 2618) : s'oppose à l'amendement n° 194 de M. Charles Lederman (composition de la commission bancaire et présence d'un membre choisi en raison de sa compétence en matière bancaire et financière) - S'oppose aux amendements de MM. Charles Lederman et Gérard Delfau relatifs à la présence d'un représentant du personnel - (p. 2619) : composition de la commission bancaire - **Art. 39** (p. 2621) : son amendement n° 34 : droit de suite accordé à la commission bancaire et renseignements concernant les filiales d'un établissement de crédit, leur société mère ou les filiales de celle-ci ; intervention de la commission bancaire pour l'exercice de sa mission ; retiré - **Art. 43** (p. 2624) : accepte l'amendement n° 85 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (suspension provisoire des dirigeants mentionnés à l'article 16 de ce projet) - **Après l'art. 44** (p. 2625) : son amendement n° 36 : information des organes centraux par la commission bancaire relative aux contrôles décidés à l'égard des établissements affiliés à leurs réseaux ; adopté - **Art. 45** : son amendement n° 37 : recours en cassation devant le Conseil d'Etat pour les décisions de la commission bancaire ; retiré - Son amendement n° 38 : recours pour excès de pouvoir des autres décisions de la commission bancaire ; adopté - **Art. 47** (p. 2629) : son amendement n° 39 : compétences du commissaire du Gouvernement et activité de l'organe central et des établissements affiliés, en conformité avec les textes législatifs et réglementaires qui leur sont propres ; adopté - Son amendement n° 40 : limitation des pouvoirs de veto du commissaire du Gouvernement ; adopté - Son amende-

ment n° 41 : suppression des dispositions de cet article relatives à la nomination d'un commissaire du Gouvernement auprès des établissements de crédit ayant une mission d'intérêt public, par le ministre de l'économie, et aux modalités d'application de cet article ; adopté - **Art. 48** (p. 2630) : s'oppose à l'amendement n° 196 de M. Pierre Gamboa (respect des ratios et suppression des termes de « couverture et de division de risques ») - **Art. 54** (p. 2637) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 101 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (possibilité d'ouverture pour toute personne d'un compte de dépôt auprès des services financiers de la poste) et s'oppose à l'amendement n° 168 de M. Michel Maurice-Bokanowski (suppression de cet article relatif aux modalités d'ouverture d'un compte de dépôt en cas de refus préalable par plusieurs établissements de crédit) - **Art. 55** (p. 2639) : son amendement n° 45 : suppression de cet article relatif à la création d'un comité consultatif chargé d'examiner les problèmes liés aux relations entre les établissements de crédit et leur clientèle ; adopté - **Art. 56** (p. 2640) : son amendement n° 46 : cas de cessation de paiement de la part du bénéficiaire du crédit et absence de délai de préavis pour réduire ou interrompre le concours ; devenu sans objet - (p. 2641) : son amendement n° 47 : notion de faute et responsabilité pécuniaire du banquier ; rejeté - **Art. 57** (p. 2645) : accepte l'amendement n° 110 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (abrogation des dispositions du décret du 30 octobre 1935 contraires à cette loi ; modifications du code des marchés publics ; date d'applicabilité de la loi) - **Art. 62** (p. 2647) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Christian Poncelet (mandat délivré par l'établissement de crédit, relatif à l'activité des intermédiaires en opérations de banque, y compris les agents des marchés interbancaires) - **Art. 75** (p. 2651) : sur l'amendement n° 122 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (crédit gratuit et prix d'achat ; interdiction de toute publicité comportant la mention « crédit gratuit), son sous-amendement n° 48 : suppression de l'interdiction de la publicité concernant la prise en charge totale ou partielle des frais de crédit par le vendeur ; retiré - **Art. 76** (p. 2652) : s'oppose à l'amendement n° 200 de M. Charles Lederman (détermination du modèle de l'offre par le comité de la réglementation bancaire, après consultation du comité national de la consommation) - **Art. 83** (p. 2655) : caisses régionales de crédit maritime mutuel - (p. 2656) : son amendement n° 49 : inclusion dans les abrogations de la loi du 2 décembre 1945 de l'article 9 de cette loi ; adopté - (p. 2657) : s'oppose à l'amendement n° 201 de M. Charles Lederman (interdiction de cumuler des fonctions de direction dans une banque et dans une société dans laquelle cette banque détient une part de capital) - Son amendement n° 50 : agrément des caisses d'épargne par le comité des établissements de crédit, sur proposition du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 202 de M. Charles Lederman (absence d'abrogation de l'article 68 du code des caisses d'épargne) - Son amendement n° 51 : loi du 22 juillet 1983 et exercice ou extension de l'activité dans le domaine des opérations de banque ; retiré - (p. 2658) : son amendement n° 52 : création des caisses de crédit municipal et agrément du comité des établissements de crédit ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 203 de M. Charles Lederman (rôle consultatif du comité des établissements de crédit) - Son amendement n° 53 : rôle en matière de construction sociale des sociétés de crédit immobilier ; adopté - **Art. 85** (p. 2659) : son amendement n° 55 : suppression des dispositions de cet article relatives aux établissements financiers enregistrés par le Conseil national du crédit en qualité de maisons de titres ; adopté - Son amendement n° 56 : activité des établissements financiers enregistrés par le Conseil national du crédit, en qualité de maisons de titres, sous le contrôle de la commission bancaire ; adopté.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1983** [n° **109 (83-84)**] - (19 décembre 1983) - **Art. 13** *bis* (p. 4364) : soutient l'amendement n° 12 de M. René Ballayer (référence aux moyennes des cours de change plutôt qu'au cours constaté au jour de la clôture de l'exercice ; caractère neutre sur le plan fiscal de la constatation à la clôture de l'exercice des plus-values de change sur certains éléments de l'actif des entreprises, quelle que soit la taille des entreprises concernées et la spécificité desdites entreprises) - (p. 4365) : situation des petites et moyennes entreprises exportatrices.

– **Projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **123 (83-84)**] - (20 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4429, 4430) : travaux de la commission mixte paritaire - Conditions d'agrément des établissements de crédit : cas des banques étrangères - Garantie accordée aux intermédiaires en opérations de banque - Notion d'opérations connexes et cas des opérations portant sur des chèques, effets, valeurs ou billets - Groupements et coopératives d'achat - Conseil national du crédit (CNC) : désignation du secrétaire général ; initiative de réunion du CNC ; composition - Comité de réglementation bancaire : composition du comité ; présidence ; voix prépondérante - Dérogations individuelles - Commission bancaire : composition et fonctionnement ; titulaires et suppléants ; quorum - Commissaires du Gouvernement auprès des organes centraux des établissements de crédit : pouvoir de veto - Comité consultatif chargé d'étudier les problèmes liés aux relations entre les établissements de crédit et leur clientèle - Droit au compte - Crédit d'exploitation - Présence des commissaires aux comptes - Propose l'adoption des conclusions de la CMP.

DURIEUX (Emile), sénateur du Pas-de-Calais (S).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

E

EBERHARD (Jacques), sénateur de la Seine-Maritime (C) - Secrétaire du Sénat jusqu'au 5 octobre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est élu juge suppléant de la Haute Cour de justice (10 décembre 1983) (p. 4061).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du codè de procédure pénale (3 mai 1983) (p. 585).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois (24 mai 1983) (p. 1071).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (16 juin 1983) (p. 1694).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds (24 juin 1983) (p. 1973).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (27 juin 1983) (p. 2012).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant droits et obligations des fonctionnaires (27 juin 1983) (p. 2020).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (13 décembre 1983) (p. 4127).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (14 décembre 1983) (p. 4243).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (15 décembre 1983) (p. 4275).

Est nommé membre de la commission de contrôle des conditions de fonctionnement, d'intervention et de coordination des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Proposition de loi-cadre, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à l'utilisation démocratique de la force publique et instituant un ensemble de règles déontologiques applicables aux fonctionnaires de **police** [n° **54 (83-84)**] (15 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **38** (20 avril 1983) (p. 402) à M. le ministre de l'intérieur : **police** (politique gouvernementale dans le domaine de la police) - Retirée le 13 octobre 1983 (p. 2307).

n° **96** (15 novembre 1983) (p. 2843) à M. le ministre de l'intérieur : **police** (politique gouvernementale dans le domaine de la police).

INTERVENTIONS

– Projet de loi sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution [n° **120 (82-83)**] - (5 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 29) : adaptation des règles de sécurité à bord des navires - Récents naufrages - Techniques de sauvetage : radio balises de localisation par satellite ; combinaisons de survie - Problème des pavillons de complaisance ; renvoi à un décret en Conseil d'Etat - Projet de loi réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures - Compétence du Parlement - (p. 30) : récent incident intervenu dans le port du Havre - Impuissance des tribunaux français quant aux infractions commises par des navires étrangers - **Art. 6** (p. 33) : demande la réserve, jusqu'après l'examen de l'article 7, de l'amendement n° 6 de M. Alphonse Arzel, rapporteur (extension au capitaine du régime de responsabilité et de sanctions en cas d'infraction aux conventions internationales) - **Art. 7** (p. 34) : son amendement n° 13 : responsabilité du capitaine dégagée en cas d'ordre écrit ou verbal du propriétaire ou de l'armateur de faire naviguer le navire ; rejeté - **Art. 6** *(suite)* : abstention du groupe communiste sur l'amendement n° 7, précédemment réservé, de M. Alphonse Arzel, rapporteur (référence faite au transport des marchandises dangereuses et addition de la mention des substances nuisibles).

– Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non-titulaires occupant de tels emplois [n° **148 (82-83)**] - (12 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 172) : accueil favorable du texte par les non titulaires et les syndicats - Désordre dans la fonction publique institué par la majorité précédente - Propos tenus par des membres du RPR - Travail temporaire inventé par le patronat - Auxiliariat et contractualisation institutionnalisée par l'ancienne majorité - Principe fondamental reconnu : à emploi permanent, fonctionnaire titulaire - Dérogations possibles - Recrutement uniquement par concours - Futur code de la fonction publique - (p. 173) : gestion prévisionnelle des emplois - Précarité du statut actuel des non titulaires - Respect des intérêts de carrière des fonctionnaires - Rôle important joué par les organisations syndicales. Réactions défavorables de certaines organisations de fonctionnaires titulaires - Conditions d'intégration des non titulaires - Seuil d'ancienneté dispensant de l'examen professionnel - Rémunération des nouveaux titulaires - Indemnités compensatrices - Validation des services antérieurs pour le calcul de la retraite - (p. 174) : devenir de l'(IRCANTEC) Institution de retraite complémentaire

des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques - Politique nouvelle de la fonction publique - Groupe communiste favorable à l'adoption de ce projet - **Art. 4** (p. 179, 180) : sur l'amendement rédactionnel n° 4 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur, son sous-amendement n° 23 : conditions générales de rémunération fixées par décret pour les nouveaux contractuels ; rejeté - **Après l'art. 5** (p. 181) : se déclare opposé à l'amendement n° 20 de M. Pierre Lacour (fonctionnaires mis à la disposition d'organismes à caractère associatif assurant des missions d'intérêt général et placés sous l'autorité directe du président desdits organismes) - **Art. 13** (p. 191) : son amendement n° 24 : prise en compte minimum de la moitié des services rendus en qualité d'agent non titulaire ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 193) : rapport favorable de la commission des lois du Sénat - Regrette l'adoption de quelques amendements atténuant la portée du projet - Groupe communiste favorable à l'adoption de ce texte.

– **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France** [n° **246 (82-83)**] - (26 avril 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble**(p. 493) : vote par le groupe communiste de ce projet de loi.

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53 (82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (5 mai 1983) - **Art. 12** (p. 641) : se déclare opposé à l'amendement n° 18 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (substitution de la notion de compétence à celle de responsabilité en matière de transports scolaires ; rétablissement de la notion de plan départemental des transports scolaires) - **Art. 40** (p. 677) : se déclare favorable à l'amendement n° 120 de M. Jean Ooghe (centres municipaux de santé relevant de la compétence des communes).

– **Projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques** [n° **264 (82-83)**] - (17 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 843) : élargissement de la mission du commissaire enquêteur - Participation des citoyens - Rôle des maires en matière de protection de l'environnement - Pollution des fleuves et des rivières, notamment de la Seine - Abus dans le domaine de la construction immobilière - Limites du projet en examen : suites données aux avis des conseils municipaux - Critères de choix des commissaires enquêteurs - Organisation de réunions publiques par le commissaire enquêteur - Autorités compétentes pour demander l'ouverture d'une enquête - Désignation des commissaires ou des membres d'une commission d'enquête - **Art. 1** (p. 849) : sur l'amendement n° 4 de M. Jacques Mossion, rapporteur (non application de la loi aux travaux préparatoires), se déclare opposé au sous-amendement n° 33 de M. Etienne Dailly (non-application de la loi aux travaux préparatoires à condition que ceux-ci ne constituent pas eux-mêmes des ouvrages et qu'ils ne portent pas une atteinte importante et irréversible à l'environnement) - **Art. 2** (p. 851) : son amendement n° 17 : consultation de la collectivité territoriale pour la désignation des commissaires enquêteurs ; retiré - **Art. 4** (p. 853) : se déclare favorable à l'amendement n° 29 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (visite des lieux après information préalable des propriétaires et des occupants) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 856) : groupe communiste favorable à l'adoption de ce projet - Amendements adoptés par le Sénat atténuant la portée du texte - Souhaite une amélioration de la rédaction par l'Assemblée nationale.

– **Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois** - *Deuxième lecture* [n° **291 (82-83)**] - (24 mai 1983) - **Art. 4** (p. 1025) : se déclare opposé à l'amendement n° 5 de M. Jean Chérioux, soutenu par M. François Collet (protection sociale des fonctionnaires nouvellement titularisés identique à celle des agents titulaires de la fonction publique) et se déclare favorable à l'amendement n° 4 de M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat (régimes d'assurance maladie et d'assurance vieillesse des fonctionnaires nouvellement titularisés différents de ceux des agents titulaires).

– **Projet de loi, portant droits et obligations des fonctionnaires** [n° **301 (82-83)**] - (1er juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1263) : importance du nombre de fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales concernés par ce projet - (p. 1264) : réforme proposée reflet et traduction des droits et devoirs des fonctionnaires, de leurs rapports nouveaux avec l'Etat - Recrutement par concours - Organisation des carrières au sein de corps nationaux - Distinction du grade et de l'emploi - Réforme concernant la fonction publique d'Etat et la fonction publique territoriale - Droits nouveaux accordés : élargissement des droits syndicaux ; abrogation des discriminations sexistes ; démocratisation des conditions d'admission au concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration (ENA) ; meilleure insertion des handicapés - Mobilité des fonctionnaires - Respect du secret et de la discrétion professionnels mais devoir du fonctionnaire de donner au public toutes les informations dont celui-ci a besoin - Projet, fruit d'une large concertation - Transparence des traitements et des indemnités diverses - Statut nouveau mettant en place les conditions de la réussite de la décentralisation - Vote défavorable du groupe communiste sur le texte de ce projet de loi dans le cas de l'adoption par le Sénat des amendements allant dans le sens d'une volonté restrictive - **Art. 1** (p. 1272) : se déclare opposé à l'amendement n° 2 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (exclusion des établissements hospitaliers du champ d'application de la loi) - **Art. 6** (p. 1276) : se déclare opposé à l'amendement n° 6 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (non affectation de la carrière des fonctionnaires du seul fait des fautes ou opinions émises par les intéressés) - **Art. 9** (p. 1283) : se déclare opposé à l'amendement n° 13 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (suppression du quatrième alinéa de cet article relatif à l'affectation obligatoire du fonctionnaire dans un nouvel emploi en cas de suppression d'emploi) - **Art. 11** (p. 1285) : se déclare opposé à l'amendement n° 14 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (distinction entre les corps relevant de la fonction publique d'Etat et ceux relevant de la fonction publique territoriale ; gestion des corps pouvant être déconcentrée ou décentralisée) - **Art. 16** (p. 1289) : se déclare opposé à l'amendement n° 18 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (notation des fonctionnaires annuelle et appartenant au chef de service) - **Art. 23** : son amendement n° 38 : conditions de travail assurées aux fonctionnaires durant leur travail ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1293) : mutilation de ce texte par une série d'amendements - Exclusion des hospitaliers du bénéfice des dispositions de ce texte ; mise en cause de la liberté d'opinion ; limitation de la possibilité d'intervention des syndicats ; limitation de l'exercice du droit de grève ; suppression de la grille commune entre les fonctionnaires d'Etat et les fonctionnaires des collectivités territoriales ; conditions de versement du traitement en cas de suspension pour faute grave - Au nom du groupe communiste, s'abstiendra sur le texte de ce projet de loi amendé par le Sénat.

– **Conclusion du rapport de M. Lionnel Cherrier,** fait au nom de la commission des lois **sur la proposition de loi** [n° **238 (82-83)**] **de M. Adolphe Chauvin** et plusieurs de ses collègues **tendant à organiser une souscription nationale en faveur de la Polynésie française** [n° **352 (82-83)**] - (1er juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1295) : au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'adoption de cette proposition de loi.

– **Projet de loi interdisant certains appareils de jeux** [n° **305 (82-83)**] - (15 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1642) : abstention du groupe communiste sur ce texte modifié par le Sénat.

– **Conclusions du rapport de M. Pierre Salvi,** fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** [n° 203

(82-83)] déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à réprimer la falsification des procès-verbaux des opérations électorales et sur la proposition de loi** [n° 283 (82-83)] de **M. Jean Colin, tendant à punir la falsification des élections** [n° **380 (82-83)**] - (15 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1658) : offensive généralisée de la droite visant à déstabiliser le Gouvernement - Refus de l'alternance - Mouvement des policiers - Définition des mairies par les dirigeants de droite comme des « contre-pouvoirs locaux » - (p. 1659) : décisions des tribunaux administratifs ; similitude de nombreuses décisions - Suspension des élus - Exemples de Choisy-le-Roi et de Blénod-lès-Pont-à-Mousson - Cas de Dreux, de la Seyne-sur-mer, de Draguignan et de Noisy-le-Grand - Rejet des recours présentés par la gauche ; Sotteville-lès-Rouen, Nîmes et Paris - Découpage des cantons dans le Val-de-Marne - (p. 1660) : vote défavorable sur ce texte.

– **Projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques** - *Deuxième lecture* [n° **387 (82-83)**] - (22 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1835) : au nom du groupe communiste, s'abstiendra sur le texte de ce projet de loi amoindri par le vote des amendements de la commission des lois.

– **Projet de loi interdisant certains appareils de jeux** - *Deuxième lecture* [n° **427 (82-83)**] - (27 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2012) : abstention du groupe communiste sur le texte modifié par les amendements du Sénat.

– **Projet de loi portant droits et obligations des fonctionnaires** - *Deuxième lecture* [n° **415 (82-83)**] - (27 juin 1983) - **Art. 9** (p. 2017) : se déclare opposé à l'amendement n° 11 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (suppression du dernier alinéa relatif à la garantie d'une nouvelle affectation en cas de suppression d'emploi) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2020) : atténuation du projet par les amendements du Sénat - Abstention du groupe communiste.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat** [n° **309 (82-83)**] - (25 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2404, 2405) : fonction publique territoriale - Troisième voie d'accès à l'Ecole nationale d'administration (ENA) - Mode de désignation des comités techniques paritaires - Retraite ; atteinte à la pension en cas d'activités interdites énumérées dans un décret ministériel - Notion de service public - **Art. 11** (p. 2420) : se déclare défavorable à l'amendement n° 15 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (composition et compétences des commissions administratives paritaires) - **Art. 12** (p. 2421) : son amendement n° 116 : modalités d'élection des membres des comités techniques paritaires ; rejeté - **Art. 16** (p. 2424) : se déclare favorable à l'amendement n° 75 de M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat (accès à la fonction publique des agents des organisations internationales intergouvernementales ; concours) - **Art. 78** : son amendement n° 117 : rémunération des agents des directions départementales des ministères ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2447) : troisième voie d'accès à l'ENA - Action de la majorité sénatoriale - Représentation des syndicats - Abstention du groupe communiste.

– **Projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises** [n° **488 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (16 novembre 1983) - **Art. 19** (p. 2934) : se déclare opposé à l'amendement n° 41 de M. Etienne Dailly, rapporteur (possibilité pour les actionnaires minoritaires de demander la récusation pour juste motif des commissaires aux comptes : suppression de l'extension au comité d'entreprise).

– **Question orale avec débat : réforme de la police nationale** - (18 novembre 1983) - (p. 3045) : rôle préventif de la police aux côtés des diverses institutions locales - Rapprochement de la police et de la population - Modernisation des moyens d'intervention et de prévention - Implantation d'antenne locale - Approbation par les parlementaires communistes des orientations du Gouvernement contrastant avec les méthodes du pouvoir précédent - Approuve les mesures de répression prises par le Gouvernement après les manifestations du mois de juin 1983 - (p. 3046) : interrogation sur la hiérarchisation du corps des enquêteurs et sur la situation faite aux agents féminins de surveillance sur la voie publique - Dépôt par le parti communiste d'une proposition de loi cadre relative à la police - Réprouve l'utilisation des forces de police pour la répression des conflits politiques ou sociaux - Principe de la parité entre la police et la gendarmerie et poursuite des efforts budgétaires en leur faveur - Amélioration de la formation des fonctionnaires de police - Droits et devoirs des policiers - Contrôle de l'utilisation des forces de police - Instauration d'un contrôle juridictionnel des actes de police.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I - Services généraux - (29 novembre 1983) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3465) : situation générale des fonctionnaires de l'Etat - Baisse des salaires et nécessité d'appliquer la clause de sauvegarde prévue dans l'accord salarial - Prélèvements au titre du chômage et pour la cotisation vieillesse sur les traitements des fonctionnaires - Mensualisation des retraites inachevée - Taux de reversion inférieur à celui du régime général - Recettes nouvelles proposées par le groupe communiste relatives : à l'augmentation de l'impôt sur les grandes fortunes (IGF) et à la réduction des privilèges attachés à l' « emprunt Giscard » et à l'avoir fiscal - Nouveau statut général des fonctionnaires une des grandes réformes du gouvernement de la gauche - Au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'adoption de ce budget.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat** - *Deuxième lecture* [n° **71 (83-84)**] - (13 décembre 1983) - **Art. 6** *bis (suite)* (p. 4120) : demande un vote par division sur l'amendement n° 1 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (statut des membres des tribunaux administratifs) - **Explication de vote sur l'ensemble** : points de désaccord subsistants - Abstention du groupe communiste sur le projet ainsi modifié.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° **7 (83-84)**] - (13 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4126) : projet attendu par les personnels des collectivités territoriales et de leurs établissements publics - Absence d'atteinte à l'autonomie des collectivités locales ou de dessaisissement des pouvoirs des élus - Démocratisation - Citoyenneté des fonctionnaires - (p. 4127) : droits et devoirs - Interdiction du cumul avec une activité privée - Commission mixte paritaire - Spécificité des conditions de recrutement - Création des centres de gestion et expérience acquise par les syndicats de communes pour le personnel - Rôle des centres de gestion : recrutement, mobilité, carrière - Liberté de décision des élus - Opposition de la majorité sénatoriale à ce projet : commission tripartite substituée à la commission paritaire ; contractualisation - Régime des indemnités - Contradictions du rapport - Vote favorable du groupe communiste sur ce texte subordonné au respect de son contenu initial - **Art. 10** (p. 4148) : sur l'amendement n° 28 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (appréciation par la commission des mouvements entre les fonctions publiques d'Etat et territoriale, catégorie par catégorie, et corps par corps), son sous-amendement n° 210, soutenu par M. Jean Ooghe : appréciation par la commission de ces mouvements, catégorie par catégorie ou corps par corps ; rejeté.

Suite de la discussion - (14 décembre 1983) - **Art. 32** (p. 4190) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 44 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (prépondérance de l'autorité territoriale en cas de partage des voix) - **Art. 46** (p. 4200) : employés des collectivités territoriales ayant le droit d'avoir des garanties - Se déclare opposé à l'amendement n° 55 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (maintien du système des listes

d'aptitude) - **Art. 86** (p. 4217) : son amendement n° 211 : suppression du deuxième alinéa de cet article relatif à l'interdiction pour les fonctionnaires de ne percevoir directement ou indirectement aucune autre rémunération à raison des mêmes fonctions ; retiré - (p. 4218) : son amendement n° 212 : possibilité pour les collectivités territoriales de verser à leurs fonctionnaires une indemnité spéciale d'aide au congé ou de fin d'année ; retiré - **Art. 88** (p. 4224) : se déclare opposé à l'amendement n° 71 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (rétablissement dans la liste des sanctions disciplinaires du premier groupe de la mise à pied jusqu'à un maximum de cinq jours) - **Art. 108 A** (p. 4231) : se déclare opposé, au nom du groupe communiste, à l'amendement n° 76 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (suppression de l'intervention du pouvoir réglementaire pour déterminer le seuil démographique au-dessus duquel les communes seront autorisées à constituer un cabinet et fixation de l'effectif maximal des cabinets et des modalités de rémunération de leurs membres) - **Avant l'art. 113** (p. 4234) : son amendement n° 213 : article additionnel relatif au régime de retraite des personnels des communes comportant des avantages comparables à ceux consentis par les régimes généraux de retraite des personnels de l'Etat ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4242) : texte de ce projet dénaturé par les amendements de la commission des lois et les amendements de la majorité de droite du Sénat - Refus d'améliorer le statut des salariés en général et des fonctionnaires en particulier - Reconnaissance de la seule nécessité de conserver les avantages acquis - Abstention du groupe communiste sur le texte de ce projet de loi ainsi modifié.

EECKHOUTTE (Léon), sénateur de la Haute-Garonne (S).

NOMINATIONS

- Président de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2266), puis réélu président.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (28 juin 1983) (p. 2063).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur (17 novembre 1983) (p. 2996).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à garantir la liberté de la presse (24 novembre 1983) (p. 3246).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° **342 (82-83)**] portant validation des résultats du concours 1980 des chargés de recherches (secteur sciences sociales) de l'Institut national de la recherche agronomique [n° **374 (82-83)**] (8 juin 1983) - **Examens, concours et diplômes.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant validation des résultats du concours de 1980 des chargés de recherche (secteur sciences sociales) de l'Institut national de la recherche agronomique** [n° **342 (82-83)**] - (9 juin 1983) - **Discussion générale :** voir intervention de M. *Adrien Gouteyron* (p. 1502).

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° **384 (82-83)**] - (26 octobre 1983) - Président de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 2464) : souci de dépassionner le débat - Expérience universitaire - (p. 2465) : délai accordé par le Gouvernement au Sénat - Travail accompli - Conclusions de la commission - Rôle de réflexion du Sénat.

EHLERS (Gérard), sénateur du Nord (C).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (6 mai 1983) (p. 721).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises (22 juin 1983) (p. 1830).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905 (6 juillet 1983) (p. 2205).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles** [n° **190 (82-83)**] - (18 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 902) : texte définissant les droits et devoirs de chacun - Obligation de gestion piscicole pour les détenteurs d'un droit de pêche - Distinction entre eaux closes et eaux libres ; entre pêche à titre amateur et pêche professionnelle - Organisation de l'exercice de la pêche fluviale reposant essentiellement sur la vie associative - Principe de l'obligation de protection du patrimoine piscicole et des milieux aquatiques - Protection du poisson et de son biotope - Renforcement du rôle de la vie associative - Caractère social et économique de la pêche - Participation du conseil supérieur de la pêche aux travaux sur les rivières et à l'alevinage - Rôle des associations de pêche et de pisciculture dans la lutte contre la pollution des eaux - Responsabilisation des détenteurs d'un droit de pêche - Nécessité d'une formation des responsables d'associations - Amendements communistes dans la discussion des articles et vote favorable sur le texte de ce projet de loi - **Avant l'art. 1** (p. 906) : se déclare opposé à l'amendement n° 104 de MM. Marcel Daunay et Jean Colin (application de la loi dans le cadre des plans d'utilisation de l'eau et d'aménagement des cours d'eau dans chaque département, par les conseils généraux) - **Art. 2 :** *Art. 401 du code rural* (p. 906) : sur l'amendement n° 12 de M. Michel Chauty, rapporteur (respect par la pêche des impératifs de gestion des ressources piscicoles) son sous-amendement n° 142 : caractère social et économique de la pêche ; adopté - **Art. 4 :** *Art. 407* (p. 913) : son amendement n° 132 : soumission à autorisation des travaux, lorsqu'ils sont de nature à détruire, notamment les frayères, les zones d'alimentation et réserves de nourriture du poisson ; devenu sans objet - *Avant l'Art. 415 :* (p. 920) : sur l'amendement n° 31 de M. Michel Chauty, rapporteur (dispense de la taxe piscicole pour les conjoints des personnes qui acquittent la taxe), se déclare opposé au sous-amendement n° 155 de Mme Huguette Bouchardeau,

secrétaire d'Etat (suppression de la dispense du paiement de la taxe piscicole pour les conjoints des personnes qui acquittent cette taxe).

Suite de la discussion - (26 mai 1983) - **Art. 4** (*suite*) : *Art. 415 du code rural* (p. 1118) : son amendement n° 143 : affiliation à la Fédération nationale des adjudicataires et permissionnaires de pêche ; retiré - (p. 1119, 1120) : se déclare défavorable à l'amendement n° 34 de M. Michel Chauty, rapporteur (compétences des fédérations départementales des associations agréées de pêche et absence de monopole) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 134 : suppression de la référence aux orientations piscicoles de bassins ; retiré - Unité de bassin hydraulique - *Art. 416* (p. 1122) : son amendement n° 135 : pêcheurs pluri-actifs porteurs de licences ; retiré ainsi que ses sous-amendements de coordination n° 136 et 137 - *Art. 422* (p. 1127) : son amendement n° 138 : définition du patrimoine piscicole par le plan départemental ; retiré - (p. 1128) : intervient sur l'amendement n° 40 de M. Michel Chauty, rapporteur (convention dans le cas de transfert à une association ou une fédération du droit de pêche et des obligations d'entretien par le propriétaire riverain) - Insuffisante durée de la perte du droit de pêche en cas de manquement aux obligations par un propriétaire riverain - *Art. 424* (p. 1131) : sur l'amendement n° 42 de M. Michel Chauty, rapporteur (convention pour l'exercice gratuit du droit de pêche en cas de financement de travaux par des fonds publics à la demande du propriétaire riverain), son sous-amendement n° 145 : suppression du premier alinéa de cet amendement relatif au financement de travaux par une collectivité locale ; rejeté - Ses sous-amendements de coordination n° 146 et n° 147 ; devenus sans objet - *Art. 426* (p. 1135, 1136) : intervient sur l'amendement n° 44 de M. Michel Chauty, rapporteur (réparation du dommage causé à un propriétaire riverain par une association ou une fédération exerçant gratuitement un droit de pêche) - *Art. 429* (p. 1162) : se déclare défavorable à l'amendement n° 116 de MM. Jean Colin et Marcel Daunay (suppression de cet article relatif à l'espace libre et au droit de passage auxquels sont tenus les propriétaires riverains) - Exemple du Nord Pas-de-Calais - Chemins de halage - *Art. 431* (p. 1167, 1168) : se déclare favorable à l'amendement n° 123 de MM. Jacques Mossion et Maurice Prévoteau (renouvellement d'autorisation ou de concession d'enclos piscicoles) - *Art. 459* (p. 1176) : son amendement n° 140 : dommages et intérêts ; retiré au profit de l'amendement n° 73 de M. Michel Chauty, rapporteur sur le même objet - **Après l'art. 7** (p. 1179) : son amendement n° 141 : possibilité de révocation d'autorisation accordée pour l'établissement d'ouvrages sur les cours d'eau non domaniaux ; adopté.

– Proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance et de gardiennage et de transport de fonds [n° 237 (82-83)] - (26 mai 1983) - **Art. 12** (p. 1147) : soutient l'amendement n° 37 de M. Charles Lederman (avis préalable du comité d'entreprise à toute demande d'autorisation administrative) - Amendement identique déposé par le groupe communiste à l'Assemblée nationale - Garantie nécessaire dans le cas de service de surveillance interne à l'entreprise - Lois Auroux.

– Projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905 [n° 247 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (3 juin 1983) - **Art. 2** (p. 1355) : son amendement n° 41, soutenu par M. Marcel Gargar : traitement et stockage des déchets de certains produits ; retiré - **Art. 9** (p. 1364) : son amendement n° 42, soutenu par M. Marcel Gargar : obligation faite au juge de prononcer des sanctions complémentaires aux frais du condamné ; retiré - **Art. 10** (p. 1365) : son amendement rédactionnel n° 43, soutenu par M. Marcel Gargar ; retiré - **Art. 12** *bis* (p. 1368) : sur la saisine de la commission de la sécurité des consommateurs, ses amendements n° 39, 44 et 40 ; retirés - **Art. 12** *ter* (p. 1370) : son amendement n° 45, soutenu par M. Marcel Gargar : contenu et mode de publication du rapport annuel d'activité de la commission de la sécurité des consommateurs ; rapports adressés à la commission par les ministres concernés et le ministre chargé de la consommation ; retiré.

– Projet de loi interdisant certains appareils de jeux [n° 305 (82-83)] - (15 juin 1983) - **Art. 3** (p. 1641) : se déclare défavorable à l'amendement n° 7 de MM. Michel Caldaguès et François Collet (sanctions relatives à l'organisation illégale des jeux d'argent et de hasard sur la voie publique) - (p. 1642) : sur cet amendement, son sous-amendement n° 14 : substitution des mots « est constitué par des sommes d'argent » à « est en argent » ; rejeté.

– Projet de loi relatif au régime de la saisie et complétant la liste des agents habilités à constater les infractions dans le domaine des pêches maritimes [n° 243 (82-83)] - (15 juin 1983) - **Art. 4** *bis* (p. 1655) : se déclare défavorable à l'amendement n° 12 de M. Marcel Daunay, rapporteur (exécution par les armateurs ou les patrons de navires saisis des obligations des contrats d'engagement des équipages en matière de rémunération lorsque la responsabilité des équipages n'est pas engagée dans la commission de l'infraction à l'origine de la mesure de saisie ou de la peine de confiscation).

– Projet de loi relatif aux mesures pouvant être prises en cas d'atteinte aux intérêts maritimes et commerciaux de la France [n° 248 (82-83)] - (9 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2790) : possession de la majorité des pavillons de complaisance par des banques américaines - **Art. 2** (p. 2792) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 de M. Josselin de Rohan, rapporteur (1° modification rédactionnelle ; 2° mention du caractère déstabilisateur du trafic des pratiques concernées).

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Mer - (25 novembre 1983) - (p. 3332) : atteintes portées aux activités maritimes par le patronat et les gouvernements précédents - (p. 3333) : attente des décrets démocratisant les conseils d'administration des ports autonomes - Importance portuaire et industrielle de Dunkerque - Détournement de trafic de marchandises françaises vers Anvers - Insuffisante couverture par le pavillon français du transport des produits nationaux ; recommandations de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) - Demande de commande de car-ferry - Transport de vracs de minerai et charbon sous pavillon étranger ; demande de contrats avec des entreprises nationales pour la construction de bateaux ; conséquences pour l'emploi - (p. 3334) : sous-charge actuelle du port de Dunkerque ; demande par la CGT et l'intersyndicale du chantier de Dunkerque de la construction de transporteurs de produits chimiques et pétroliers - Chômage - Vote par le groupe communiste de ce projet de budget.

Commerce et artisanat - (7 décembre 1983) - (p. 3866, 3867) : action du Gouvernement en faveur de l'artisanat - Moralisation de la sous-traitance - Marchés publics et marchés privés - Gérants mandataires - Grande distribution et commerce traditionnel - Urbanisme commercial - Soutien à ce projet de budget.

Economie, finances et budget II Services financiers et consommation - (9 décembre 1983) : voir intervention de M. *Marcel Gargar* (p. 3972).

– Projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine [n° 3 (83-84)] - (14 décembre 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4175) : au nom du groupe communiste se déclare favorable à l'adoption de ce projet répondant à trois impératifs : respect des règles communautaires ; défense des producteurs de lait ; meilleure défense des consommateurs - (p. 4176) : problèmes d'étiquetage.

ELBY (Henri), sénateur du Pas-de-Calais (rattaché administrativement au groupe UREI).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques (5 octobre 1983) (p. 2267).

EMMANUELLI (Henri), *secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget* (nommé le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 25 mars 1983, p. 907].

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **252** de M. Henri Collette : **plan d'occupation des sols (POS)** (évaluation des terrains agricoles situés à l'intérieur d'un POS) (8 avril 1983) (p. 153, 154).

n° **306** de M. Charles Lederman : **monnaie** (profit réalisé par une entreprise : BSN-Gervais-Danone) (8 avril 1983) (p. 154, 155).

n° **344** de M. Christian Poncelet : **politique économique** (« gel » de crédits budgétaires) (22 avril 1983) (p. 455, 456).

INTERVENTIONS

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** [n° **480 (81-82)**] - (13 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 211) : définition de la nature et de la vocation des caisses d'épargne - Organisation d'un véritable réseau avec un échelon régional et un centre national - Diversification des services et placement d'autres produits financiers ; garantie de l'Etat, de la Caisse des dépôts et consignations ou du réseau lui-même - Adaptation aux nécessités d'un système financier moderne du mode d'organisation des caisses - En réponse à M. *René Tomasini,* modernisation du réseau et ouverture vers l'extérieur - Rôle de la Caisse des dépôts et consignations - Epargne logement - Bons à cinq ans - Règle des prêts Minjoz - Conseil de surveillance - Caisses d'épargne et politique d'épargne gouvernementale - Protection de l'épargne populaire - Situation du livret A - Réforme du système bancaire - (p. 212) : rôle éminent des administrateurs bénévoles évoqué par MM. *Louis Souvet* et *Christian Poncelet* - Mesures prises en faveur de l'épargne - Maintien des emplois des fonds des caisses d'épargne - Vocation sociale des caisses d'épargne affirmée par MM. *Pierre Gamboa* et *Paul Jargot* - En réponse à M. *Louis Perrein,* maintien des prêts Minjoz - **Art. 1** (p. 213, 214) : demande le retrait de l'amendement n° 44 de M. Pierre Gamboa (mission de service public pour les caisses d'épargne) - S'oppose à l'amendement n° 37 de M. Yves Le Cozannet (élargissement du champ d'activité des caisses d'épargne) et à l'amendement n° 58 de M. René Tomasini, soutenu par M. Louis Souvet (élargissement du champ d'action des caisses d'épargne) - (p. 216) : accepte l'amendement n° 1 de M. Jean Cluzel, rapporteur (action des caisses d'épargne en matière de dépôts, de crédits, d'opérations de banque et de prêts, notamment face aux collectivités locales et établissements publics) - **Art. 2** (p. 217) : accepte l'amendement n° 2 de M. Jean Cluzel, rapporteur (Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance) - **Art. 3** (p. 218) : accepte les amendements de M. Jean Cluzel, rapporteur, n° 3 (attribution de la fonction de chef de réseau au Centre national des caisses d'épargne) et n° 90 (suppression du sigle SOREFI pour les sociétés régionales de financement) - S'oppose à l'amendement n° 41 de M. Philippe de Bourgoing, soutenu par M. Robert Schmitt (suppression de l'obligation de création à l'échelon régional d'une société régionale de financement) - **Art. 4** (p. 222) : accepte les amendements de M. Jean Cluzel, rapporteur, n° 91 (suppression du sigle CENCEP pour le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance), n° 5 (adhésion de toutes les caisses d'épargne et des sociétés régionales de financement au Centre national des caisses d'épargne), n° 6 (fonction de représentation du Centre national des caisses d'épargne), n° 7 (organisation de la garantie des déposants pour les fonds ne bénéficiant pas de la garantie de l'Etat par le Centre national des caisses d'épargne, notamment par un fonds commun de réserve et de garantie) et n° 8 (conditions d'alimentation du budget de fonctionnement du Centre national des caisses d'épargne) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 4 du même auteur (substitution des mots « groupements d'intérêt économique » à ceux de « société anonyme ») - **Art. 5** (p. 225) : s'oppose à l'amendement n° 62 de M. René Tomasini, soutenu par M. Louis Souvet (définition des fonds collectés par les caisses d'épargne) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 66 de M. Paul Robert (substitution des mots « reçus » à « collectés ») ainsi que pour l'amendement n° 67 de coordination du même auteur - Demande le retrait de l'amendement n° 45 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Pierre Gamboa (vocation des caisses d'épargne : besoins collectifs et familiaux) - S'oppose à l'amendement n° 9 de M. Jean Cluzel, rapporteur (contingents Minjoz et bénéfice pour une partie de ces fonds de la garantie de l'Etat) - Accepte les amendements de M. Jean Cluzel, rapporteur, n° 10 (rôle du chef de réseau du Centre national des caisses d'épargne) et n° 11 (collecte de fonds sans bénéfice de la garantie du Centre national) -Evolution des contingents Minjoz - Livret d'épargne populaire - (p. 226) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 74 de M. Louis Perrein - **Art. 6 :** accepte l'amendement n° 12 de M. Jean Cluzel, rapporteur (aménagement d'une période transitoire permettant la constitution progressive du réseau) - **Art. 9** (p. 229) : accepte l'amendement n° 15 de M. Jean Cluzel, rapporteur (composition du conseil d'orientation et de contrôle) - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 65 de M. Paul Robert (augmentation du nombre de membres maximum) et accepte le sous-amendement n° 77 de M. Louis Perrein (détermination du nombre de sièges à pourvoir par le statut) - (p. 231) : accepte l'amendement n° 16 de M. Jean Cluzel, rapporteur (conditions de désignation des élus locaux et des déposants au sein du conseil de surveillance) - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements n° 63 de M. René Tomasini, soutenu par M. Louis Souvet (représentation des cadres et des employés à égalité dans les conseils d'orientation et de contrôle) et n° 89 de M. Etienne Dailly (représentation de membres élus au scrutin uninominal à un tour par les représentants des conseils consultatifs parmi les déposants de plus de dix-huit ans jouissant de leurs droits civiques et titulaires d'un compte ouvert depuis plus d'un an) - (p. 232) : sur ce même amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 42 de M. Philippe de Bourgoing, soutenu par M. Robert Schmitt (représentation de membres élus à la majorité simple par certains conseillers pour compléter la représentation des déposants) - (p. 234) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Jean Cluzel, rapporteur (majorité des sièges au sein du conseil pour les déposants) - Accepte l'amendement n° 18 de M. Jean Cluzel, rapporteur (renouvellement du conseil d'orientation et de contrôle tous les six ans ; liaison entre le mandat municipal et le mandat au sein du conseil).

Suite de la discussion - (14 avril 1983) - **Art. 7** (*suite*) (p. 241) : sur l'amendement n° 13, précédemment réservé, de M. Jean Cluzel, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif aux organes dirigeants des caisses : 1° direction par un directoire ou un directeur général unique, sous contrôle d'un conseil d'orientation et de contrôle ; 2° institution de conseils consultatifs, selon des modalités fixées par les statuts des caisses), accepte la première partie, mais s'en remet à la sagesse du Sénat pour la seconde - **Après l'art. 9** (p. 242, 243) : sur l'amendement n° 19 de M. Jean Cluzel, rapporteur (maintien à titre

transitoire des conseils d'administration en fonctions et modalités d'accès de leurs membres aux futurs conseils d'orientation et de contrôle), son sous-amendement n° 92 : modification des modalités d'accès des membres des conseils d'administration aux conseils d'orientation et de contrôle ; impossibilité pour eux de représenter les caisses d'épargne dans les sociétés régionales de financement ou au Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance ; adopté - **Art. 10** (p. 244) : accepte l'amendement n° 20 de M. Jean Cluzel, rapporteur (missions du conseil d'orientation et de contrôle et relations à l'égard du directoire ou du directeur général unique) - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 78 de M. Louis Perrein (mission permanente de contrôle du conseil d'orientation et de contrôle sur la gestion du directoire ou du directeur général unique) et se déclare opposé au sous-amendement n° 43 de M. Philippe de Bourgoing, soutenu par M. Robert Schmitt (pouvoir d'initiative du conseil d'orientation et de contrôle) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 46 de M. Pierre Gamboa (examen du bilan social et respect des réglementations en vigueur) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 23 de M. Jean Cluzel, rapporteur - (p. 247) : sur l'amendement n° 24 de M. Jean Cluzel, rapporteur (1° suppression de la possibilité de suspension des dirigeants et aménagement des modalités de révocation pour juste motif ; 2° exclusion des membres élus par les salariés des délibérations et votes concernant le directeur général unique ou les membres du directoire), accepte la première partie de cet amendement, mais s'oppose à la deuxième partie - Projet de loi sur la démocratisation du secteur public - **Avant l'art. 11** (p. 249) : accepte l'amendement n° 26 de M. Jean Cluzel, rapporteur (composition du directoire ; cas d'un directeur général unique) - **Art. 11 :** accepte l'amendement n° 27 de M. Jean Cluzel, rapporteur (limitation du rôle du directoire en fonction des pouvoirs du conseil d'orientation et de contrôle) - Demande le retrait de l'amendement n° 47 de M. Pierre Gamboa (pouvoirs respectifs du directoire et du conseil de surveillance) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 73 de M. Paul Robert (limitations statutaires aux pouvoirs du directoire non opposables aux tiers de bonne foi) - **Art. 12** (p. 250) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 28 de M. Jean Cluzel, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article, renvoyant à des décrets en Conseil d'Etat la fixation des conditions d'application du titre II ; allongement du délai de mise à jour des statuts des caisses) - (p. 251) : mise en demeure par l'autorité compétente évoquée par M. Josy Moinet - **Art. 8** (*suite*) (p. 252) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements, précédemment réservés, n° 14 de M. Jean Cluzel, rapporteur (suppression de cet article pour coordination) et n° 76 de M. Louis Perrein (mode de scrutin des conseils consultatifs) - **Art. 13** (p. 253) : sur le statut du personnel des caisses d'épargne et de prévoyance, demande le retrait des amendements n° 48 de M. Pierre Gamboa et n° 83 de M. Louis Perrein - **Art. 14** (p. 256) : accepte l'amendement n° 84 de M. Louis Perrein (composition de la commission paritaire nationale portée de 20 à 24 membres) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 30 de M. Jean Cluzel, rapporteur (désignation des représentants des personnels à la commission paritaire nationale ; formation spécifique de la commission pour les accords catégoriels) - **Art. 15** (p. 257) : s'oppose aux amendements rédactionnels n° 49 de M. Pierre Gamboa et n° 85 de M. Louis Perrein - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 31 de M. Jean Cluzel, rapporteur (possibilité de renégociation quinquennale des accords professionnels conclus par la commission paritaire nationale) - **Art. 16** (p. 259) : accepte l'amendement n° 32 de M. Jean Cluzel, rapporteur (extension des domaines de renégociation, avant le 30 juin 1985, des accords professionnels : avancement, discipline, rémunération ; possibilité d'arbitrage) - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 86 de M. Louis Perrein (procédure de conciliation préalable au recours à l'arbitrage ; conditions d'entrée en vigueur des nouveaux accords) - Demande le retrait de l'amendement n° 50 de M. Pierre Gamboa (référence à la loi du 26 mars 1937 créant la commission paritaire nationale) - **Art. 15** (*suite*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 31, précédemment réservé, de M. Jean Cluzel, rapporteur - **Art. 17** (p. 261) : demande le retrait des amendements n° 51 de M. Pierre Gamboa et n° 87 de M. Louis Perrein, tendant au maintien en vigueur des clauses dérogatoires au statut du personnel, sauf intervention de l'une des parties devant la commission paritaire nationale - Son amendement n° 93 : abrogation des clauses dérogatoires au statut du personnel, sauf avis favorable de la commission paritaire nationale, après la conclusion des accords visés à l'article 16 et au plus tard le 1er juillet 1985 ; rejeté - **Art. 18 B** (p. 263) : accepte l'amendement rédactionnel n° 34 de M. Jean Cluzel, rapporteur (sanctions applicables aux membres du directoire ou au directeur général unique) - **Art. 18 C :** accepte l'amendement n° 35 de M. Jean Cluzel, rapporteur (sanction applicable en cas de non respect par le directeur général unique ou par les membres du directoire de leurs obligations à l'égard du conseil d'orientation et de contrôle) et, sur cet amendement, le sous-amendement n° 52 de M. Pierre Gamboa (bilan social) - **Art. 19** (p. 264) : accepte l'amendement n° 36 de M. Jean Cluzel, rapporteur (renvoi à un décret en Conseil d'Etat pour la mise en harmonie du code des caisses d'épargne avec les dispositions de la présente loi) - **Après l'art. 19 :** problème juridique posé par l'amendement n° 39 de M. Roger Lise (possibilité d'adaptation du texte en examen aux départements d'outre-mer, et extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte par des lois particulières) -(p. 265) : statuts des territoires d'outre-mer.

– Projet de loi relatif à la mise en harmonie des obligations comptables des commerçants et de certaines sociétés avec la IVe directive adoptée par le Conseil des Communautés européennes le 25 juillet 1978 - *Deuxième lecture* [n° **211 (82-83)**] - (14 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 267, 268) : examen en première lecture par le Sénat le 20 décembre 1982 - Convergence entre les travaux des deux assemblées - Rapidité d'adoption souhaitable - **Art. 2 :** *Art. 8 à 15 du code du commerce* (p. 270) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Etienne Dailly, rapporteur (prise en compte pour l'application du système abrégé de présentation des comptes du nombre moyen de salariés permanents) - Harmonisation avec les directives européennes - (p. 271) : suggère une modification rédactionnelle à l'amendement n° 2 de M. Etienne Dailly, rapporteur (mesure de l'écart de réévaluation) - (p. 272) : accepte l'amendement n° 3 de M. Etienne Dailly, rapporteur (respect du principe de prudence par les comptes annuels).

– Question orale avec débat : droit d'expression des conseillers municipaux minoritaires - (22 avril 1983) - (p. 460) : en réponse à M. *Jacques Chaumont*, opposition à la réglementation de l'exercice de la liberté ; lois françaises et protection physique des citoyens conseillers municipaux - En réponse à M. *Charles Lederman*, article 39 de la loi du 2 mars 1982 : règlement intérieur des conseils généraux - Rappel de son expérience de président du conseil général - Propos de M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur, à l'Assemblée nationale - Souhait de ne pas légiférer sur les règlements intérieurs des conseils municipaux - Possibilité de saisine du tribunal administratif - Opinion publique - (p. 461) : jurisprudence des assemblées délibérantes françaises par référence à l'Assemblée nationale et au Sénat ; exemple de la suspension de séance à la demande d'un groupe - Passions déclenchées par les élections municipales et confiance aux élus.

– Projet de loi adaptant le code des assurances - partie législative - à la directive n° 79-267 du Conseil des Communautés européennes [n° **216 (82-83)**] - (24 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 1049) : adaptation nécessaire des principes généraux du traité de Rome en matière d'assurance - Etapes de la libération des échanges de service : liberté d'établissement ; liberté de prestation de services - Directive européenne de 1964 sur la réassurance - Assurance vie - Directive de 1979 sur la liberté

d'établissement semblable à la directive de 1973 pour l'assurance dommages - Suppression à l'égard des entreprises communautaires de l'agrément spécial prévu par le code des assurances pour les entreprises étrangères - Principe de séparation des opérations d'assurance sur la vie et d'assurance de dommages - Cas particulier de la Caisse nationale de prévoyance - Assurance des risques industriels - (p. 1050) : ouverture des frontières - Concurrence d'assureurs de pays hors Communauté - Création d'un groupe de travail étudiant la rénovation des produits d'assurance sur la vie et de capitalisation.

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** - *Deuxième lecture* [n° **267 (82-83)**] - (24 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 1051) : modernisation du système bancaire et financier français - Projet de loi bancaire soumis ultérieurement au Parlement - Modification des structures du système financier - Rôle de la Caisse des dépôts et consignations - Souci de répondre aux désirs des épargnants et aux besoins de l'économie - Livret A de la caisse d'épargne - Livret d'épargne populaire - Importance du réseau des caisses d'épargne - Démocratisation de la gestion des caisses - Rénovation des relations de travail - Renforcement de la confiance des épargnants par leur présence dans les instances dirigeantes - Compétences des administrateurs et des directeurs - Participation du personnel et des organisations syndicales représentatives aux responsabilités de la gestion - Réforme d'initiative parlementaire - Coopération entre les deux assemblées - **Art. 3** (p. 1055) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 26 de M. Pierre Gamboa (représentation des organisations syndicales représentatives) et n° 48 de M. Jean Cluzel, rapporteur (règles de composition et de fonctionnement des conseils de surveillance définies par décret en Conseil d'Etat) - Accepte l'amendement de coordination n° 27 de M. Pierre Gamboa - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de M. Jean Cluzel, rapporteur (rôle des sociétés régionales de financement) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 41 de M. Louis Jung, soutenu par M. Paul Pillet - (p. 1056) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 42 de M. Roger Boileau, soutenu par M. Paul Pillet et, sur cet amendement, pour le sous-amendement n° 50 de M. Jacques Descours Desacres (tâches assumées à la demande du Centre national par les sociétés régionales de financement) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 52 de M. Jean Cluzel, rapporteur - **Art. 4** (p. 1057) : accepte l'amendement n° 2 de M. Jean Cluzel, rapporteur (création et gestion possible par le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance de tout organisme utile au développement des activités du réseau) - (p. 1059) : sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 53 de M. Etienne Dailly (gestion de toute société ou organisme utile au développement des activités du réseau par le Centre national des caisses d'épargne ou de prévoyance) - (p. 1060) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Louis Souvet (composition et fonctionnement de l'assemblée générale et du directoire du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance déterminés par décret) - **Après l'art. 4** : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Jean Cluzel, rapporteur (fonds de réserve et de garantie) - **Art. 8** (p. 1062) : s'oppose aux amendements de M. Pierre Gambos, n° 29 (conditions d'éligibilité au conseil consultatif) et n° 30 (fixation d'un quota pour l'élection au conseil consultatif) et aux amendements de M. Jean Cluzel, rapporteur, n° 5 (conditions d'âge pour être électeur au conseil consultatif) et n° 6 (conditions d'éligibilité au conseil consultatif) - (p. 1063) : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 56 de M. Jean Cluzel, rapporteur - **Art. 9** (p. 1064) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Jean Cluzel, rapporteur (élection des représentants des élus locaux au conseil d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne) - (p. 1065) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Jean Cluzel, rapporteur, n° 8 (participation de membres représentant les déposants au conseil d'orientation et de surveillance), n° 9 (suppression du maintien des anciens membres des conseils d'administration dans les nouveaux conseils d'orientation et de surveillance) et n° 10 (création de postes de censeur) - (p. 1067) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Jean Cluzel, rapporteur (répartition des sièges au sein du conseil d'orientation et de surveillance) et, sur cet amendement, au sous-amendement n° 35 de M. Philippe de Bourgoing, soutenu par M. Jacques Descours Desacres, identique au sous-amendement n° 44 de M. Louis Jung, soutenu par M. Paul Pillet (différence de répartition des sièges entre les caisses de plus ou de moins de 50 salariés) - **Rappel au règlement** (p. 1068) : accepte la proposition de M. *Etienne Dailly* relative au report au lendemain de la suite du débat - **Après l'art. 9** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 12 de M. Jean Cluzel, rapporteur (mode d'élection au conseil d'orientation et de surveillance des membres des caisses de moins de 20 salariés) - **Art. 10** (p. 1069) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 13 de M. Jean Cluzel, rapporteur (principe de la collégialité du contrôle) et pour l'amendement n° 34 de M. Philippe de Bourgoing, soutenu par M. Jacques Descours Desacres (pouvoirs du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance en cas de conflit) - Demande le retrait de l'amendement n° 14 de M. Jean Cluzel, rapporteur (examen du bilan social réservé aux seules caisses comptant plus de 300 salariés) - (p. 1070) : accepte l'amendement rédactionnel n° 15 de M. Jean Cluzel, rapporteur - Sur l'amendement n° 16 de M. Jean Cluzel, rapporteur, s'oppose au 1° (membres élus parmi les salarés ne participant pas aux délibérations et votes concernant le directeur général unique ou les membres du directoire) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le 2° (Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance compétent en matière de conciliation et d'arbitrage) - **Art. 7** *(suite)* (p. 1071) : accepte l'amendement n° 36 de MM. Raymond Soucaret et Guy Besse (cumul du mandat des membres, des présidents des directoires et des directeurs généraux uniques avec un contrat de travail) et, sur cet amendement, le sous-amendement n° 57 de M. Jacques Descours Desacres (cas des membres du directoire et du directeur unique n'étant pas préalablement liés par un contrat) - (25 mai 1983) - **Art. 14** (p. 1075) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Jean Cluzel, rapporteur (composition et mode d'élection de la commission paritaire nationale) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 32 de M. Pierre Gamboa (représentation du personnel à la commission paritaire nationale) - (p. 1076) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 18 de M. Jean Cluzel, rapporteur (désignation des représentants des employeurs par la direction du Centre national des caisses d'épargne) et n° 39 de M. Louis Souvet, soutenu par M. Jean-François Le Grand (désignation des représentants des employeurs par le directoire du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 19 de M. Jean Cluzel, rapporteur (possibilité pour la commission d'adopter une formation spécifique pour les accords catégoriels) - **Art. 16** (p. 1077) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 21 de M. Jean Cluzel, rapporteur - (p. 1078) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 22 de M. Jean Cluzel, rapporteur (1° classification des emplois, des grades et des établissements, 2° modes de rémunération) - (p. 1079) : demande le retrait des amendements identiques n° 33 de M. Pierre Gamboa et n° 46 de M. Louis Perrein (abrogation des dispositions locales dérogeant aux accords) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 23 de M. Jean Cluzel, rapporteur (suppression du dernier alinéa de cet article relatif aux nouveaux accords conclus au sein de la commission paritaire nationale) - **Art. 15** *(suite)* (p. 1080) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 20 de M. Jean Cluzel, rapporteur, précédemment réservé (modalités des conclusions des accords par la commission et arbitrage possible en cas de désaccord persistant) - **Art. 18 C** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 24 de M. Jean Cluzel, rapporteur (extension des sanctions prévues aux personnes responsables de l'établissement du procès-verbal des délibérations du conseil d'orientation et de surveillance) - **Après l'art. 18 C**

(p. 1081) : accepte l'amendement n° 25 de M. Jean Cluzel, rapporteur (dévolution des biens des groupements associatifs de caisses d'épargne aux personnes morales créées en application de la loi) et sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 47 de M. Louis Perrein (remplacer les mots : « autorisés à payer » par les mots : « tenus d'opérer »).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 370 (82-83)] - (16 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1716, 1717) : débat parlementaire et concertation entre les deux assemblées - Composition et rôle du conseil d'orientation et de surveillance - Caractère bénévole des fonctions de membre du conseil d'orientation et de surveillance - Renouveau et développement du réseau des caisses d'épargne.

– Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1981 [n° 403 (82-83)] - (23 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1855) : situation économique des pays européens en 1981 - Augmentation du dollar ; stagnation du commerce international - Nouvelle politique française de relance à l'aide des finances publiques ; augmentation du pouvoir d'achat ; augmentation des exportations ; stablisation du chômage ; absence d'effet de la relance sur les entreprises françaises - Lois de finances rectificatives : indemnisation du chômage ; relèvement des prestations sociales ; prise de contrôle par l'Etat des sociétés Sacilor et Usinor ; soutien du secteur agricole - Augmentation du déficit budgétaire - Stabilisation des recettes malgré des dispositions de justice fiscale - (p. 1856) : réévaluation des hypothèses économiques du précédent gouvernement - Demande d'ouverture de crédits concernant les dotations de caractère évaluatif - Règlement des gestions de fait jugées par la Cour des comptes ; service des haras - Demande le vote de ce projet de loi - **Art. 1 A, 1 B et 1 C** (p. 1860) : demande la réserve jusqu'à la fin de la discussion des articles ; réserve acceptée - **Art. 12** (p. 1930) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jacques Descours Desacres (suppression de cet article relatif aux gestions de fait) - Son amendement n° 5 : gestions de fait du service des haras ; rejeté - **Art. 1 A** *(suite)* (p. 1932) : son amendement n° 2 : information du Parlement sur les textes réglementaires ayant modifié la répartition des crédits du budget ; rejeté - Amendement de compromis avec les amendements adoptés à l'unanimité par l'Assemblée nationale - Loi organique du 2 janvier 1959 - Saisine immédiate du Parlement pour les décrets d'avances non gagées - Bilan des décrets et arrêtés de 1982 - Risque de paralysie de l'exécutif sans amélioration du contrôle parlementaire - Examen du collectif de fin d'année ; article d'équilibre dans chaque projet de loi de finances rectificatives - Cas de la défense nationale, de la sécurité intérieure ou de la politique étrangère - (p. 1933) : Constitution de 1958 - (p. 1934) : son amendement n° 6 : suppression de cet article relatif à la modification réglementaire de la répartition des crédits votés par la loi de finances de l'année ; rejeté avec l'ensemble du projet de loi - **Art. 1 B et 1 C** *(suite)* : ses amendements de suppression n° 3 et n° 4 ; rejetés avec l'ensemble du projet de loi - **Vote sur l'ensemble** (p. 1935, 1936) : réponse à M. *André Fosset* sur la proposition de loi signée par des députés socialistes, alors dans l'opposition, relative à l'information du Parlement sur les modifications de répartition de crédits par voie réglementaire.

– Projet de loi modifiant certaines dispositions du code général des impôts relatives à la garantie du titre des matières d'or, d'argent et de platine [n° 210 (82-83)] - (23 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1937) : adaptation de dispositions datant de la loi du 19 brumaire an VI (9 novembre 1797).

– Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle [n° 400 (82-83)] - (23 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1939) : exonération fiscale des entreprises nouvellement créées - (p. 1940) : calendrier des dispositions prévues - Impôt sur les bénéfices - Impôts directs locaux - Caractère industriel des entreprises visées ; artisanat de production - Critère de nouveauté et reprise d'entreprises en difficulté - Exonération à l'appréciation des collectivités territoriales - Taxes annexes pour frais de chambres de métiers et de chambres de commerce et d'industrie - Maintien des exonérations existantes - Exonération actuelle dans les zones d'aménagement du territoire - Actualisation du foncier bâti industriel : loi du 10 janvier 1980 ; comparaison entre le coefficient de majoration proposé pour les immeubles industriels et celui adopté pour les immeubles d'habitation - (p. 1941) : politique de l'épargne : loi du 3 janvier 1983 ; croissance satisfaisante de l'épargne financière ; création du compte pour le développement industriel (CODEVI) - (p. 1947) : en réponse à M. *Maurice Blin* rapporteur général, inscription de l'exonération prévue dans la loi de finances initiale pour 1984 - (p. 1948) : charges des entreprises évoquées par M. *Jean Colin* - Résultat des travaux de la commission mixte entre l'Etat et le Conseil national du patronat français (CNPF) évoqués par M. *Gérard Delfau* - Inquiétude des sénateurs sur l'effort demandé aux collectivités locales ; caractère positif d'une implantation industrielle dans une commune ou un département ; concurrence - Impôt sur les grandes fortunes et exonération de l'outil de travail évoqué par M. *Georges Mouly* - (p. 1949) : dépôt du rapport sur la taxe professionnelle - Compensation par l'Etat de l'allègement de la taxe professionnelle pour 1982-1983 - Potentiel fiscal des communes pauvres - Taxe d'habitation - - élaboration du CODEVI - Intérêt des obligations à taux variables - En réponse à M. *Gérard Delfau,* rapport entre l'épargne et la consommation ; Fonds industriel de modernisation (FIM) ; Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) - En réponse à M. *Edouard Bonnefous,* président de la commission des finances, structures destinées aux entreprises en difficulté : comités départementaux pour le financement des investissements des entreprises (CODEFI) ; comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) ; avis conforme du trésorier payeur général (TPG) - **Intitulé du titre I** (p. 1950) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de M. Maurice Blin, rapporteur général - (« Exonération d'impôts locaux des entreprises nouvelles ») - Artisanat industriel - **Art. 1** : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Pierre-Christian Taittinger (extension de l'exonération prévue aux entreprises prestataires de services et aux entreprises commerciales) - (p. 1951) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Camille Vallin (possibilité d'exonération partielle d'impôts locaux) - (p. 1952) : en réponse à M. Etienne Dailly : engagement du Gouvernement sur l'exonération d'impôt sur les bénéfices incluse dans le projet de loi de finances pour 1984 - **Art. 2** : accepte l'amendement n° 3 de coordination de M. Maurice Blin, rapporteur général - **Art. 3** (p. 1953) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Jacques Mossion, soutenu par M. Jean Colin (délibération des organismes consulaires pour chaque établissement des entreprises concernées) - Son amendement n° 10 : conditions de délibération des organismes consulaires ; adopté - **Art. 5** (p. 1954) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Stéphane Bonduel, soutenu par M. Georges Mouly (déduction fiscale relative à des placements en valeurs mobilières françaises).

– Projet de loi relatif à l'activité et au controle des établissements de crédit [n° 486 (82-83)] - (3 novembre 1983) - **Art. 14** (p. 2592, 2593) : accepte l'amendement n° 16 de M. Yves Durand, rapporteur (obligation pour tout établissement de crédit d'obtenir l'agrément délivré par le comité des établissements de crédit ; rôle de contrôle de ce comité) - Expérience préalable requise pour la création des sociétés de crédit mutuel - **Art. 15** (p. 2593) : son amendement n° 207 : établissements de crédit devant disposer d'un capital libéré ou d'une dotation versée ; adopté - **Art. 16** (p. 2594) : accepte l'amendement n° 18 de M. Yves Durand, rapporteur (détermination effective de l'activité des établissements de crédit) - **Art. 17** (p. 2595, 2596) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 21 de M. Yves Durand, rapporteur (opérations de banque effectuées par les banques mutualistes ou coopératives, les caisses d'épargne et de prévoyance et les caisses de crédit municipal) - **Art. 19** : répartition des attributions entre la Fédération nationale du crédit agricole et la Caisse

nationale de crédit agricole, évoquée par Mme Marie-Claude Beaudeau - **Art. 22** (p. 2597) : demande le retrait de l'amendement n° 186 de M. Pierre Gamboa (association française des établissements de crédit (AFEC) respectant les spécificités ; coopération entre établissements) - (p. 2598) : relations difficiles entre l'association française des banques et les organes centraux - Création de l'AFEC - Respect des spécificités - Statuts de l'AFEC soumis à l'approbation du ministre de l'économie - **Art. 23** (p. 2599) : son amendement n° 208 : conseil national du crédit (CNC) associé à l'élaboration du Plan ; retiré - S'oppose à l'amendement n° 187 de M. Pierre Gamboa (CNC chargé d'étudier le crédit inter entreprises) - (p. 2600) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 188 de M. Pierre Gamboa (consultation du CNC par le ministre de l'économie) - Accepte l'amendement n° 175 de M. Gérard Delfau (consultation obligatoire du CNC dans le cadre de l'élaboration du Plan) - Accepte l'amendement n° 24 de M. Yves Durand, rapporteur (rapport relatif à la monnaie, au crédit et au fonctionnement du système bancaire et financier adressé annuellement par le CNC au Président de la République et au Parlement) - **Art. 24** (p. 2601) : accepte l'amendement n° 25 de M. Yves Durand, rapporteur (présence de deux sénateurs au CNC) - Son amendement n° 209 : présence d'un membre du Conseil économique et social au CNC ; adopté - **Art. 26** (p. 2603) : s'oppose à l'amendement n° 189 de M. Pierre Gamboa (débat au Parlement sur les rapports annuels du comité de la réglementation bancaire et du comité des établissements de crédit) - Possibilité donnée au CNC d'obtenir auprès du comité de la réglementation bancaire et du comité des établissements de crédit tous renseignements nécessaires.

– Question au Gouvernement de M. Jean Colin : dégrèvements fiscaux en faveur d'une personnalité politique - (10 novembre 1983) - (p. 2819) : stabilisation du taux de pression fiscale en 1984 - Réforme de la fiscalité agricole - Respect du secret fiscal - (p. 2820) : possibilité donnée à l'administration de renoncer à un redressement fiscal.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Discussion générale - (21 novembre 1983) - (p. 3083) : redressement de la situation économique - Maîtrise du déficit budgétaire - Secteurs prioritaires - Solde d'exécution - Dépenses publiques - Effectifs de la fonction publique - Moyens de fonctionnement des administrations - Energie et matières premières - Allocation aux adultes handicapés - Minimum vieillesse - Secteur du logement - (p. 3084, 3085) : concours financiers de l'Etat aux collectivités locales - Subventions sectorielles et globales - Dotation globale d'équipement (DGE) - Fonds de compensation pour la TVA - Dotation globale de fonctionnement (DGF) - Dotation générale de décentralisation (DGD) - Transferts de fiscalité - Transferts de compétences en matière d'aide sociale - (p. 3086) : barème d'aide sociale - Dispositif d'avance de trésorerie aux départements - Décentralisation - Responsabilité des élus locaux devant leurs mandants - Décentralisation des compétences sociales dans les départements - Education nationale - Loi d'orientation des universités : enseignement professionnel et technologique - (p. 3087) : actualisation de la décote - Frais de garde des jeunes enfants - Abattements des retraités - Nombre des foyers fiscaux - Cas d'exonération de la taxe d'habitation - Contribution exceptionnelle et caractère progressif - Crédit d'impôt ; économies d'énergie ; intérêts d'emprunts et assurance vie - Compte d'épargne en actions (CEA) - Impôt sur les grandes fortunes (IGF) ; exclusion de l'outil de travail - Imposition des successions et donations - (p. 3088) : patrimoine reçu en franchise d'impôt - Cas d'abattement - Etalement du paiement des droits - Création du CEA ; compte pour le développement industriel (CODEVI) - Modernisation de l'appareil productif - Exonération de l'impôt sur les bénéfices des entreprises nouvelles - Fiscalité des brevets - Economie sociale - Taxe professionnelle - Fiscalité agricole - Levée de l'anonymat des transactions sur l'or - (p. 3089) : régime réel d'imposition - Budget progressiste.

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 1** (p. 3124) : intervient sur cet article relatif à l'autorisation de percevoir les impôts existants - Répartition entre impôts directs et indirects - Pression fiscale - Taux de la TVA sur les fourrures et pelleteries, évoqué par M. André Fosset - **Avant l'art. 2** (p. 3125, 3126) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Edouard Bonnefous, président de la commission des finances (limitation du montant cumulé d'imposition dont est redevable un contribuable au titre d'une même année, à 80 % de son revenu net imposable) - Taux marginaux et taux moyen d'imposition - Evolution des prélèvements obligatoires - Protection sociale - Cotisations - Risque d'incitation à la minoration du revenu imposable - Budget social de la nation - **Art. 2** (p. 3128) : demande le retrait de l'amendement n° 38 de M. André Bohl (suppression du plafonnement du quotient familial) - S'oppose à l'amendement n° 131 de M. Jacques Moutet (relèvement de la déduction supplémentaire pour frais professionnels instituée au bénéfice des écrivains et compositeurs ; compensation par une revalorisation des taux de la TVA) - (p. 3129) : s'oppose aux amendements n° 128 de M. Jacques Moutet (suppression du paragraphe VIII de cet article instituant une surtaxe progressive conjoncturelle) et n° 63 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de la modification apportée par l'Assemblée nationale au système de majoration progressive conjoncturelle et de l'aggravation corrélative de l'impôt sur les grandes fortunes) - **Art. 3** (p. 3133) : s'oppose à l'amendement n° 45 de M. Paul Séramy (application du nouveau système de réduction d'impôt sur le revenu aux seuls travaux effectués et contrats de prêt souscrits après le 1er janvier 1984) - Demande le retrait des amendements n° 64 de M. Maurice Blin, rapporteur général, n° 13 de M. Stéphane Bonduel et n° 112 de M. René Monory, relatifs au régime fiscal des contrats d'assurance sur la vie et des contrats souscrits au profit d'enfants handicapés - (p. 3134) : notions d'enfant à charge et de personne à charge, évoquées par M. Jacques Descours Desacres - Assurance vie - (p. 3135) : s'oppose à l'amendement n° 136 de M. Jacques Moutet (maintien à dix ans de la durée du bénéfice de la réduction d'impôt liée à l'acquisition de la résidence principale) - Demande le retrait de l'amendement n° 14 de M. Stéphane Bonduel (régime fiscal applicable à la prime d'assurance sur la vie : report d'un an) - (p. 3136) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 34 de M. Stéphane Bonduel (contrats d'assurance vie en cours : possibilité d'option entre le régime antérieur de déduction du revenu imposable et le nouveau régime de réduction d'impôt) - **Art. 4** (p. 3137) : aménagement du régime fiscal des dons aux organismes sans but lucratif, évoqué par M. Pierre Gamboa - Bénéfice prévisible en faveur du mouvement associatif - Production de pièces justificatives - Report de la limite de déduction de 3 à 5 % du revenu en faveur d'associations reconnues d'utilité publique ou de fondations - (p. 3137, 3138) : s'oppose à l'amendement n° 139 de M. Jacques Moutet (report au 1er janvier 1984 de l'aménagement du régime fiscal des dons aux organismes sans but lucratif) - Instructions données à l'administration pour accepter une simple attestation du contribuable - S'oppose à l'amendement n° 110 de M. Jean Faure (aménagement du régime fiscal des dons aux organismes sans but lucratif : dispense de la production de pièces justificatives jusqu'à cinq cents francs) - Evasion fiscale - **Après l'art. 6** (p. 3139) : demande le retrait de l'amendement n° 191 de M. Pierre Gamboa (abrogation de l'avoir fiscal) - **Art. 7** (p. 3140) : s'oppose à l'amendement n° 107 de M. André Fosset (exonération d'impôt sur les bénéfices des entreprises nouvelles applicable, sur agrément ministériel, aux sociétés créées dans le cadre d'une diversification par d'autres sociétés qui les détiennent à plus de 50 %) - Dispositif existant d'aide aux diversifications : droit d'enregistrement - **Art. 8** (p. 3142) : s'oppose aux amendements identiques n° 47 de M. Jean Arthuis, n° 90 de M. Jean-François Pintat et n° 140 de M. Jacques Moutet (suppression de cet article relatif à la réduction du taux de déductibilité de la provision pour investissement) et à l'amendement n° 65 de M. Maurice

Blin, rapporteur général (substitution à la réduction du taux de déductibilité de la provision pour investissement d'un système transformant cette provision en un avantage de trésorerie) - Participation des salariés et financement nécessaire par les entreprises et non par les contribuables - (p. 3144) : perte de recettes pour l'Etat - Financement des entreprises - **Après l'art. 8** (p. 3145) : demande le retrait de l'amendement n° 20 de M. Fernand Lefort (rapport au Parlement en 1984 sur l'application des dispositions relatives à l'avantage fiscal consenti aux entreprises françaises qui réalisent des investissements industriels à l'étranger) - Agrément ministériel - Refus d'une économie d'autarcie - Conquête des marchés extérieurs - **Art. 9** (p. 3148) : s'oppose aux amendements n° 137 de M. Marcel Lucotte (extension des avantages fiscaux aux sociétés coopératives d'intérêt maritime ; extension du bénéfice du compte d'épargne en actions aux caisses de crédit agricole) et n° 66 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression du paragraphe I de cet article exonérant de l'impôt sur les sociétés divers types de coopératives) -Demande le retrait des amendements n° 5 de M. Josy Moinet (extension du régime du compte d'épargne en actions aux coopératives de l'économie sociale agricole) et n° 48 de M. Alphonse Arzel (extension du régime du compte d'épargne en actions aux achats nets de parts des groupements fonciers agricoles, GFA) - **Après l'art. 9** (p. 3149) : demande le retrait de l'amendement n° 117 de M. Christian Poncelet (application du régime du compte d'épargne en actions aux actions acquises par le salarié d'une entreprise en application de la loi du 31 décembre 1970) - (p. 3150) : prise en compte de l'entreprise comme intermédiaire agréé - **Art. 10** (p. 3151) : sur le régime des comptes courants d'associés, oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements n° 88 de M. René Ballayer (comptes courants d'associés : disposition complémentaire autorisant les entreprises à constituer chaque année en franchise d'impôt une provision égale au montant annuel des intérêts qui seront servis à terme) et n° 91 de M. Jean-François Pintat (régime des comptes courants d'associés : suppression de la condition d'incorporation au capital) - Accepte l'amendement n° 67 de M. Maurice Blin, rapporteur général (régime des comptes courants d'associés : possibilité d'imposition forfaitaire dans la limite de 200 000 francs, même en cas de dépôt supérieur à cette somme) - Observation sur les amendements n° 119 de M. Christian Poncelet, et n° 68 de M. Maurice Blin, rapporteur général (régime des comptes courants d'associés : suppression du blocage des intérêts pendant cinq ans) - (p. 3153) : s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Maurice Blin, rapporteur général (assimilation des produits des clauses d'indexation afférentes aux sommes mises ou laissées à la disposition d'une société par ses associés ou ses actionnaires, à des intérêts : report d'application à la date du 14 septembre 1983) - **Après l'art. 10** : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Pierre Gamboa (limitation du montant des intérêts dus au titre des emprunts d'Etat indexés sur l'or ; emprunt obligatoire pour la fraction des intérêts excédant la limite) - Emprunt Giscard 1973 - Engagement de l'Etat - Distinction entre les souscripteurs les plus anciens et ceux qui ont acquis des titres récemment - (p. 3154) : validité juridique de cet emprunt, contestée par M. Camille Vallin : dispositions de la loi de finances pour 1974.

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Après l'art. 13** (p. 3173) : dépenses reposant en partie sur les collectivités locales - Gouvernement attentif à limiter les exonérations de droit d'enregistrement - Modification inopportune de la taxe foncière sur les propriétés non bâties - Réforme de la taxe professionnelle en cours - **Après l'art. 14** (p. 3174) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Jacques Descours-Desacres (article additionnel relatif à l'attribution par priorité aux communes soumises à la péréquation départementale de la taxe professionnelle des sommes nécessaires au remboursement des emprunts) - Système de la péréquation désavantageant ceux qui étaient favorisés au profit de ceux qui ne l'étaient pas - Inutilité de la mise en place d'un système d'étalement - **Après l'art. 16** (p. 3175) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 116 de M. Michel Souplet (article additionnel relatif au taux de la taxe à la valeur ajoutée, applicable à certains produits agro-alimentaires) - **Art. 17** (p. 3177) : s'oppose aux amendements identiques n° 30 de M. Jean Arthuis et n° 132 de M. Jacques Moutet (suppression du paragraphe I de cet article relatif au taux majoré de taxe sur la valeur ajoutée appliqué aux locations de voitures de courte durée) et n° 74 de M. Maurice Blin, rapporteur général (nouvelle rédaction du paragraphe I de cet article tendant à maintenir le taux actuel de taxe sur la valeur ajoutée pour toute location de véhicule portant sur une période inférieure à trente jours ouvrables) - (p. 3178) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Paul Séramy (nouvelle rédaction du paragraphe III de cet article relatif à l'application de la taxe sur la valeur ajoutée aux paris mutuels hippiques) et accepte l'amendement n° 153 de M. Etienne Dailly (alinéas additionnels relatifs à l'application du taux de la taxe sur la valeur ajoutée, sur le pari mutuel) - Part revenant aux organisateurs déterminée hors taxes sur la valeur ajoutée - **Après l'art. 17** (p. 3179) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 51 de M. Jean Cauchon (article additionnel relatif à l'application de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux véhicules automobiles utilisés par les VRP) - **Art. 18** (p. 3183) : article visant à compléter le dispositif fiscal patrimonial - Augmentation de l'abattement forfaitaire - Relèvement du tarif des droits de succession applicable en ligne directe pour les patrimoines importants - Réduction de l'exonération partielle de droit de mutation à titre gratuit dont bénéficient certaines parts de groupements fonciers agricoles - Relèvement de l'abattement concernant les donations de titres salariés - Absence de prise en compte de la valeur des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt sur les grandes fortunes - Réévaluation des tranches d'imposition de l'impôt sur les grandes fortunes - (p. 3184) : attachement du Gouvernement à la clause de 25 %, servant à déterminer l'outil de travail - (p. 3185) : imposition supérieure à 20 % lorsque la part dépassera 3.700.000 F - Défavorable à l'institution d'un plafond au titre des droits de succession pour la dévolution d'un château représentant plus de 3.700.000 F par part - (p. 3186) : aide des collectivités publiques pour la conservation du château - S'oppose à l'amendement n° 75 de M. Edouard Bonnefous, président de la commission des finances (taux applicable aux monuments classés ou inscrits à l'inventaire supplémentaire et aux immeubles agréés pour le calcul des droits de mutation) - (p. 3187) : s'oppose à l'amendement n° 154 de M. Etienne Dailly (exclusion sous certaines conditions des biens professionnels pour le calcul des impôts relatifs aux droits de mutation) - Gouvernement opposé à la voie des exonérations - (p. 3188) : dispositif ne modifiant pas l'assiette, ayant trait aux modalités de paiement et relevant du pouvoir réglementaire - (p. 3189) : propos concernant le pourcentage des terres cultivées et non le pourcentage des agriculteurs, en réponse à M. Roland du Luart - (p. 3190) : s'oppose aux amendements identiques n° 76 de M. Maurice Blin, n° 3 de M. Roland du Luart, n° 7 de M. Josy Moinet, n° 28 de M. Charles-Edmond Lenglet et n° 53 de M. Michel Souplet, tendant à supprimer le paragraphe III de cet article relatif à la réduction de l'exonération partielle accordée au titre de certaines parts de groupements fonciers agricoles ou de biens ruraux donnés à bail à long terme, et à l'amendement n° 2 de M. Roland du Luart (dispositions du paragraphe III s'appliquant aux mutations portant sur des biens dont la location aura acquis date certaine, à compter du 1er janvier 1984) - (p. 3191) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 93 de M. Roland du Luart (extension des avantages fiscaux aux groupements fonciers agricoles en numéraires) - (p. 3192) : s'oppose à l'amendement n° 121 de M. Christian Poncelet (détention de plus de 10 % du capital d'une société assimilée à un bien professionnel) - Gouvernement opposé à l'abaissement du seuil - Prise en considération du groupe familial - Absence de paiement d'impôt sur l'outil de travail - (p. 3195) : s'oppose aux amendements identiques n° 77 de M. Maurice Blin, rapporteur général, et n° 99 de M. Philippe François

(nouvelle rédaction du 2 du paragraphe VI de cet article relatif aux groupements fonciers agricoles, aux biens loués par bail rural à long terme et à l'imposition sur les grandes fortunes) - Gouvernement attaché à exonérer de l'impôt sur les grandes fortunes les biens professionnels et nécessité de reconsidérer la situation des biens loués à bail à long terme - Assimilation à des biens professionnels de biens ne constituant pas un outil de travail pour leur propriétaire - Oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements de M. Roland du Luart, n° 94 (biens donnés à bail dans certaines conditions, considérés comme des biens professionnels) ; n° 95 (sous les conditions autres que la limitation à trois fois la surface minimum d'installation prise en compte comme biens professionnels des parts de groupements fonciers agricoles) ; et n° 96 (suppression de la distinction entre groupement fonciers agricoles, selon qu'ils ont été constitués par apports en nature ou par apports en numéraires, pour une prise en considération comme biens professionnels) - (p. 3197) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Camille Vallin (nouvelle rédaction du tableau relatif à l'impôt sur les grandes fortunes et tendant à en augmenter les taux) - **Après l'art. 18** (p. 3198) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Josy Moinet (article additionnel relatif aux avantages fiscaux accordés aux propriétaires de biens patrimoniaux, dont l'intérêt est manifeste, qui sont ouverts au public) - (p. 3199) : s'oppose à l'amendement n° 104 de M. Michel Miroudot (absence de prise en compte, dans les bases d'imposition pour le calcul de l'impôt sur les grandes fortunes, des monuments historiques ouverts régulièrement au public) - (p. 3200) : Etat ne souhaitant pas devenir propriétaire des châteaux ou des demeures historiques - **Art. 20** (p. 3202) : maintien de l'exonération fiscale pour les biens nécessaires à l'activité agricole - Problème du gage à trouver - (p. 3208) : taxes ne figurant pas dans l'indice des prix cité par M. Christian Poncelet, mais dans le taux de pression fiscale - Multiplication de la vignette par deux en 1976 par M. Raymond Barre - (p. 3209) : taxation sur les véhicules terrestres à moteur instituée en 1956 et perçue au profit du département, à compter du 1er janvier 1984 - S'oppose aux amendements identiques n° 9 de M. Josy Moinet et n° 122 de M. Christian Poncelet demandant la suppression de cet article relatif à la taxe spéciale sur les conventions d'assurance - S'oppose aux amendements n° 57 de M. Jean Arthuis (suppression du paragraphe I de cet article relatif aux aménagements de taux) et n° 15 de M. Stéphane Bonduel (remplacement de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance contre les risques de toute nature relatifs aux véhicules terrestres à moteur, par une taxe d'un montant fixe par véhicule, défini en fonction de la puissance fiscale) - (p. 3214) : s'oppose à l'amendement n° 78 de M. Maurice Blin, rapporteur général (nouvelle rédaction de la deuxième phrase du paragraphe II de cet article, relative à l'exonération des contrats d'assurances maladies complémentaires et des contrats couvrant la totalité des risques personnels ou professionnels) et, sur cet amendement, au sous-amendement n° 159 de M. Roland du Luart (assujettissement des contrats couvrant les autres risques souscrits par les agriculteurs auprès des caisses d'assurances mutuelles agricoles, s'effectuant progressivement sur trois ans) - Attachement du Gouvernement à exonérer la taxation des biens directement nécessaires à l'activité agricole, lors des débats en commission mixte paritaire - Existence de diverses catégories de contrats d'assurances-maladies complémentaires exonérés - Engagement du Gouvernement à maintenir l'exonération des contrats d'assurances mutuelles agricoles et des contrats de la mutualité sociale agricole - Nécessité de trouver un gage - **Art. 21** (p. 3216) : s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Maurice Blin, rapporteur général (taxation sur les véhicules des sociétés s'élevant de 8.100 F à 8.900 F pour les véhicules dont la puissance fiscale s'élève à plus de 7 chevaux) et à l'amendement n° 144 de M. Jacques Moutet (suppression de cet article relatif à la taxe sur les véhicules des sociétés).

Suite de la discussion - (24 novembre 1983) - **Art. 25** (p. 3223) : décentralisation - Transferts de ressources et de charges aux collectivités locales - **Après l'art. 28** (p. 3224) : sur le rétablissement de la franchise accordée aux personnes considérées comme récoltants de fruits-producteurs d'eau-de-vie naturelle, oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements n° 24 de M. Serge Mathieu et n° 61 de M. Marcel Daunay - **Après l'art. 30** (p. 3226) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 59 de M. Georges Treille (fixation d'un terme pour l'institution du paiement mensuel des pensions civiles et militaires) - **Art. 31** : énumération de certaines recettes spécifiques des régions - **Après l'art. 32** (p. 3227) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 60 de M. Marcel Daunay (suppression du paiement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers par les membres des professions agricoles ; TVA sur les carburants utilisés déduite de leur revenu imposable) - **Art. 33** (p. 3228) : création d'une taxe sur la diffusion de programmes audiovisuels par câble ou voie hertzienne - Réseaux câblés - Cinéma et audiovisuel - (p. 3229) : société française de production - Télédistribution - Montant de cette nouvelle taxe - Demande le retrait de l'amendement n° 152 de M. Louis Perrein (distinction entre deux taxes : l'une assise sur les droits d'abonnement, l'autre sur la diffusion de la publicité par câble ou voie hertzienne) - (p. 3230) : son amendement n° 156 : recouvrement de la taxe par le Centre national de la cinématographie ; adopté - **Art. 34** : s'oppose à l'amendement n° 105 de M. Jean Francou (augmentation du taux de prélèvement sur le loto national destiné au fonds national de développement du sport) - Augmentation du taux de la TVA sur les jeux et paris - (p. 3231) : financement du fonds national pour le développement du sport - **Art. 36** (p. 3232) : son amendement n° 162 : modification du taux du prélèvement sur les recettes de l'Etat, au titre de la dotation globale de fonctionnement ; adopté - **Art. 38** (p. 3233) : demande le retrait de l'amendement n° 89 de M. Fernand Lefort (nouveau taux de majoration des rentes viagères) - Augmentation du pouvoir d'achat des rentiers viagers - (p. 3234) : demande le retrait de l'amendement n° 52 de M. Jacques Descours Desacres (dispositions de l'article 38 concernant l'ensemble des majorations de rentes instituées depuis l'entrée en vigueur du système) - (p. 3235) : depuis 1977, augmentation de la participation des organismes débirentiers à la prise en charge de la majoration des rentes viagères - Cas particulier des rentes mutualistes constituées au profit des anciens combattants et victimes de guerre - (p. 3236) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 155 de M. Etienne Dailly (majoration des rentes viagères constituées par les anciens combattants) - **Art. 39** (p. 3246) : son amendement n° 163 : suppression des recettes décidées par le Sénat et ajustement des dépenses ; adopté - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 3251) : modification de la première partie par le Sénat : diminution sensible des recettes - Refus de moraliser les dons aux oeuvres charitables - Accroissement de l'avantage relatif des propriétaires de monuments historiques - Impôts locaux - Déficit budgétaire - Vote technique du RPR évoqué par M. Christian Poncelet.

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - I - Charges communes - (8 décembre 1983) - (p. 3942) : montant total des crédits inscrits aux charges communes - Evolution des charges d'intérêts de la dette publique - Transfert de dotations en capital au secteur public au budget du ministère de l'industrie et de la recherche - Dépenses relatives au Carrefour international de la communication - Charge de la dette publique : charges d'intérêt des emprunts à moyen et long terme - Conditions de financement du solde d'exécution des lois de finances pour 1983 et 1984 - Evolution de la masse monétaire - Part des émissions de l'Etat sur le marché obligataire - Obligations renouvelables du Trésor - Souscriptions au dernier emprunt d'Etat : souscription directe ou recours aux SICAV ou fonds communs de placement - (p. 3943) : concours aux entreprises industrielles - Rôle du Crédit national, des sociétés de développement régional (SDR), du Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME) et de la

Caisse centrale de crédit coopératif : énumération des divers types de prêts bonifiés aux entreprises - Prêts spéciaux aux investissements ; prêts aidés ; prêts de refinancement ; prêts participatifs - Prêts du Fonds industriel de modernisation (FIM) - Création de fonds de garantie : pour les prêts participatifs, pour les cautions à l'exportation et pour les artisans - Dotations en capital aux entreprises publiques - Participation du budget annexe des PTT au développement de la filière électronique - Assainissement du secteur public industriel - Transfert des dotations en capital au ministère de l'industrie et de la recherche : clarification - Financements internationaux - Crédits de l'assurance prospection : rôle des petites et moyennes entreprises (PME) pour le commerce courant - Aide au développement : aide multilatérale - Fonds européen de développement - Grands projets d'architecture et d'urbanisme : transfert du ministère de l'économie et des finances : réalisation de l'opération « Grand Louvre » - (p. 3944) : rationalisation de l'administration de l'économie et des finances ; regroupement des services ; état d'achèvement des études ; chantier de Bercy - Opération du parc de la Villette : musée des sciences, des techniques et de l'industrie ; reconstruction du Conservatoire national supérieur de musique ; autorisations de programme et crédits de paiement : crédits de fonctionnement - Aménagement de la « Tête Défense » - Transfert du ministère de l'urbanisme et du logement - Carrefour international de la communication - Coordination interministérielle - Réponse aux observations de M. *André Fosset*, rapporteur spécial : justification du regroupement de certains crédits au budget des charges communes : octroi de la garantie de l'Etat et compétence du ministère des finances ; conventions avec les établissements financiers et conventions fiscales ; versements sociaux - Objectif d'allègement de ce budget - (p. 3945) : problème de l'endettement extérieur de la France : précision sur le concept d'endettement extérieur ; montant de l'endettement ; décélération ; emprunts extérieurs des entreprises ; emprunts de l'Etat ; réserves en devises et en ECU - Equilibre des transactions courantes - Montant de la charge de la dette extérieure et proportion des recettes d'exportation de biens et de services - Amélioration de la situation financière de la France et sérénité nécessaire du Sénat - Techniques de propagande ou examen des réalités - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3951) : s'oppose à l'amendement n° 267 de M. André Fosset, rapporteur spécial (réduction des crédits du titre III : diminution des subventions de fonctionnement relatives à l'établissement public du parc de la Villette, au Carrefour international de la communication et aux crédits évaluatifs de dépenses éventuelles et dépenses accidentelles) - **Etat C** (p. 3951, 3952) : s'oppose aux amendements n° 268 et n° 269 de M. André Fosset, rapporteur spécial (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement : suppression des crédits relatifs aux opérations de transfert du ministère de l'urbanisme et du logement et du secrétariat d'Etat chargé de l'environnement) - Etalement éventuel de ces opérations et risque de surcoût : exemple du transfert du ministère de l'économie et des finances à Bercy ; opération du « Grand Louvre » - Activité des entreprises du bâtiment et des travaux publics - **Avant l'art. 106** (p. 3954) : s'oppose à l'amendement n° 239 de M. Adolphe Chauvin (modification de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ; communication au Parlement d'un tableau retraçant les créances détenues et les dettes contractées par l'Etat, ses établissements publics et les sociétés nationales à l'égard d'organismes étrangers de toute nature ou d'Etats étrangers) - Information du Parlement sur l'endettement extérieur de la France - (p. 3955) : rétablissement de la situation économique et financière de la France - Controverse sur la confiance - **Art. 107** (p. 3957) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 272 de M. André Fosset, rapporteur spécial (montant des subventions de l'Etat entraînant pour les associations l'obligation de préciser la part de l'Etat et éventuellement de ses établissements publics dans les ressources de l'organisme : abaissement du seuil prévu).

Economie, finances et budget II Services financiers et consommation - (9 décembre 1983) - (p. 3967) : budget en augmentation mais restant modeste - Respect et droits des consommateurs - Loi sur la sécurité des consommateurs votée à l'unanimité par le Sénat en juillet - Rôle de la direction de la consommation et de la répression des fraudes - Meilleure information des consommateurs et affichage des prix au kilo et au litre - (p. 3968) : rapport de la commission Calais-Auloy - Rôle des associations de consommateurs : information et assistance - Institut national de la consommation (INC) - Création de centres départementaux d'information sur les prix, du groupement international de la consommation et du comité interministériel de la consommation - Souhaite l'adoption de ce budget - (p. 3972, 3973) : Gouvernement ne souhaitant pas la fusion de la direction de la consommation avec la direction de la concurrence et des prix - Caractère privé des contrats de qualité signés entre les associations et les entreprises - Condamnation possible pour publicité mensongère - Large publicité donnée à la rupture du contrat - Rôle des comités d'entreprise prévu par la loi de 1947, ne permettant pas à ces derniers de participer au processus d'élaboration des prix - Projet de loi relatif à la publicité comparative en préparation - Règlement des litiges, problème principal - Formation nécessaire des jeunes consommateurs et publication d'une circulaire signée par M. Savary et Mme Lalumière le 12 novembre 1982, commençant à porter ses fruits.

Comptes spéciaux du Trésor - (9 décembre 1983) - (p. 3973) : règle applicable aux comptes spéciaux fixées par les articles 23 à 30 de l'ordonnance organique du 2 janvier 1959 - Souci de réduire le nombre des comptes spéciaux, mais maintien de certains comptes pour des raisons particulières : accords internationaux en vigueur ou raisons d'ordre strictement technique - Loi de finances pour 1983 supprimant le compte de prêts du crédit foncier pour la régularisation du marché hypothécaire et le fonds d'expansion économique de la Corse - Proposition de la suppression de cinq nouveaux comptes - Suppression du fonds national de développement des adductions d'eau différée à la suite de l'adoption de la loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences - Fonds de soutien aux hydrocarbures permettant le financement de la recherche et du développement dans les technologies pétrolières - Absence de contribution de l'Etat dans l'exploitation pétrolière - Nécessité du compte « contribution d'Etats étrangers au financement de diverses dépenses d'intérêt militaire » - Création du compte d'affectation spéciale « Fonds national des haras et des activités hippiques » - (p. 3974) : diminution des dotations inscrites au Fonds de développement économique et social (FDES) - Souhaite l'adoption du crédit des comptes spéciaux du Trésor - **Art. 52** (p. 3976) : s'oppose à l'amendement n° 229 de M. Christian Poncelet, rapporteur spécial (suppression du paragraphe II de cet article relatif au montant des découverts applicables en 1984 aux services votés des comptes de commerce) - Gouvernement conscient des problèmes que posent le fonctionnement et la gestion de l'Union des groupements d'achats publics (UGAP) - **Après l'art. 54** : son amendement n° 296 : article additionnel tendant à autoriser le ministre de l'économie et des finances à accorder à la Nouvelle-Calédonie des avances dans le cadre du nouveau protocole ; adopté - **Art. 56** (p. 3977) : se déclare favorable à l'amendement n° 280 de M. William Chervy (paragraphe additionnel visant à instituer un comité de gestion du Fonds national des haras comprenant de droit un député, un sénateur, désignés par la commission compétente de chaque assemblée).

Monnaies et médailles - (9 décembre 1983) - (p. 3978) : budget rigoureux marquant le retour à l'équilibre global - Stabilisation des coûts - Fléchissement de la demande de monnaies étrangères ainsi que de la frappe de pièces de collection - Mise en service d'un ordinateur Bull - Souhaite l'adoption de ce budget.

Imprimerie nationale - (9 décembre 1983) - (p. 3979, 3980) : volonté du Gouvernement de reconstituer l'outil de travail endommagé par l'incendie du 15 avril 1983 -

Autorisations de programmes figurant au projet de budget annexe pour 1984 s'ajoutant aux sommes inscrites dans le décret de dépenses accidentelles du 8 septembre 1983, et à celles qui sont portées dans le projet de loi de finances rectificative qui sera soumis prochainement au Parlement - Souci du développement des activités de l'Imprimerie nationale - Impression de l'annuaire téléphonique - Hommage aux agents de l'Imprimerie nationale - Souhaite l'adoption des crédits de ce budget.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - (9 décembre 1983) - **Art. 71** (p. 4002) : son amendement n° 297 : sommes mises à la disposition du salarié ou de ses ayants droit sur leur demande ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 201 de M. Maurice Blin, rapporteur général (création d'un fonds salarial après ratification par l'ensemble des salariés de l'établissement) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 203 du même auteur (droit à récupération de sa contribution au fonds salarial pour le salarié qui quitte volontairement son entreprise) - **Art. 72 A** (p. 4004) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements, n° 254 de M. Michel Souplet (possibilité pour les sociétaires des caisses agricoles de bénéficier des avantages liés aux comptes d'épargne en actions) et n° 285 de M. Jean Arthuis (régime du compte d'épargne en actions applicable aux achats nets de parts des groupements fonciers agricoles donnant leur bail à long terme) - **Avant l'art. 72** : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 255 de M. Michel Souplet (article additionnel tendant à exonérer de l'impôt sur les grandes fortunes les baux à métayage) - **Art. 72** (p. 4010) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 256 de M. Jean Arthuis (inscription au bilan d'ouverture en franchise d'impôt sur le revenu de la valeur des avances aux cultures des stocks d'entrée) et s'oppose à l'amendement n° 213 de M. Marcel Lucotte (limitation de l'application des nouvelles dispositions aux exploitations actuellement soumises au bénéfice agricole réel normal) - (p. 4011) : s'oppose à l'amendement n° 214 de M. Roland du Luart (impossibilité d'opter définitivement pour le maintien dans le régime antérieur, soit de rapporter) - **Art. 73** (p. 4018) : s'oppose aux amendements identiques n° 184 de M. Paul Girod, et n° 246 de M. Alain Pluchet, tendant à supprimer cet article relatif à la période d'imposition sous le régime réel normal agricole - S'oppose aux amendements de M. Roland du Luart, n° 217 (suppression de l'obligation de l'agrément de la commission départementale des impôts) et n° 218 (possibilité pour les agriculteurs changeant d'activité sur leur exploitation, de modifier la date de clôture de leur exercice, pour l'adapter aux nouvelles activités de l'exploitation) - **Art. 74** (p. 4021) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 247 de M. Alain Pluchet (comptabilisation des stocks à la fin du deuxième exercice complet) - **Après l'art. 74** (p. 4023) : s'oppose à l'amendement n° 221 de M. Roland du Luart (article additionnel relatif à la soumission au Parlement par le Gouvernement, d'un rapport sur les conditions d'application de l'amortissement dégressif en agriculture) - **Art. 75** (p. 4025) : s'oppose aux amendements, n° 262 de M. Jacques Mossion (1° remplacer les dispositions « est égale à 120 % des limites prévues pour les exploitants individuels » par les dispositions suivantes « est égale à 80 % de la somme des limites prévues pour les exploitants individuels et applicables à chaque associé » ; 2° remplacer les mots « est fixée à 360.000 francs à compter du 1er janvier 1984 » par : « est égale à 80 % de la somme des limites prévues pour les exploitants individuels, et qui auraient été applicables à chaque associé s'il avait exploité à titre individuel ») et n° 205 de M. Maurice Blin, rapporteur général (retour au seuil de passage au régime du bénéfice réel double de celui retenu pour l'exploitant individuel).

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Art. 76** (p. 4030) : sur le maintien du seuil actuel de 500 000 F pour le passage au régime du bénéfice réel agricole simplifié, s'oppose aux amendements n° 188 de M. Paul Girod, n° 250 de M. Alain Pluchet et n° 263 de M. Michel Souplet - S'oppose à l'amendement n° 199 de M. André Voisin (suppression du seuil pour la détermination des bénéfices imposables à partir de 1988) et aux amendements analogues n° 189 de M. Paul Girod, n° 224 de M. Marcel Lucotte et n° 264 de M. Michel Souplet (bénéfice de l'exonération des plus-values accordé aux agriculteurs jusqu'à 500 000 F) - **Après l'art. 76** (p. 4031) : demande le retrait de l'amendement n° 265 de M. Michel Souplet (révision des règles d'imposition, au titre des bénéfices industriels et commerciaux, des exploitants agricoles se livrant à des activités accessoires) - **Art. 77** (p. 4032) : s'oppose aux amendements identiques n° 225 de M. Marcel Lucotte et n° 292 de M. Jacques Moutet (suppression du paragraphe relatif au délai accordé aux exploitants agricoles pour dénoncer leur forfait) - (p. 4033) : s'oppose à l'amendement n° 291 de M. Jacques Moutet (option pour le régime du bénéfice réel formulée dans les trente jours suivant la publication des forfaits au Journal officiel) - (p. 4034) : date de publication des forfaits fixée au 1er mai - (p. 4034, 4035) : s'oppose à l'amendement n° 226 de M. Marcel Lucotte (retour au forfait admis pour les agriculteurs dont les recettes s'abaissent en dessous de 250 000 F en cas de force majeure ou de réduction d'activité dans les cinq ans précédant la retraite) - **Art. 78** : obligations et inconvénients du régime simplifié agricole - Constatation des créances et des dettes à la clôture de l'exercice - Régime simplifié proposé analogue à celui institué en faveur des petite commerçants et des artisans - (p. 4036) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements analogues n° 252 de M. Alain Pluchet et n° 227 de M. Roland du Luart (comptabilité simplifiée de l'exploitation agricole) - **Art. 79** : s'oppose à l'amendement n° 253 de M. Alain Pluchet (agriculteurs bénéficiant du régime du forfait non soumis à la fourniture d'une déclaration de consistance des éléments physiques de leur exploitation) - (p. 4037) : en réponse à M. Jacques Descours Desacres, fourniture par l'exploitant bénéficiant du régime du forfait d'un imprimé sur les caractéristiques physiques de l'exploitation - Formulaire rempli systématiquement par les agriculteurs lors du dépôt d'un dossier de demande d'exemption de service militaire - **Art. 80** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 207 de M. Maurice Blin, rapporteur général (utilisation, pour la détermination des forfaits de cultures spéciales, de la référence au département le plus proche du siège de l'exploitation concernée comportant le même type de production) - **Art. 81** (p. 4038) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 230 de M. Michel Sordel (bénéfice de l'abattement en faveur des jeunes agriculteurs) - (p. 4039) : transparence fiscale et transparence des revenus des agriculteurs - Rapport Laxan - (p. 4040) : absence de fiscalisation de grandes exploitations agricoles, évoquée par M. Pierre Gamboa - Comparaison avec l'industrie et le commerce - Inégalités excessives dans le secteur agricole - Mise en place de formules spécifiques : forfait, régime du bénéfice réel simplifié et régime du bénéfice réel - Communication de la liste des gros exploitants non soumis à l'impôt, demandée par M. Roland du Luart - (p. 4041) : respect du secret fiscal - Interrogation sur l'abandon, par le Sénat, de la création d'une commission d'enquête sur les dégrèvements fiscaux - **Art. 83** (p. 4042) : lutte contre la fraude fiscale - Perquisitions - Contrôle fiscal : procédure de droit commun - Garantie des droits des contribuables - Respect des libertés publiques - Demande de scrutin public sur les amendements identiques n° 208 de M. Maurice Blin, rapporteur général et n° 233 de M. Jean Arthuis (suppression de cet article relatif aux garanties des contribuables en matière de contrôle fiscal) - (p. 4043) : article visant à légaliser la pratique : droit de perquisition prévu pour la fiscalité indirecte et ordonnance de 1945 utilisée dans le domaine de la fiscalité directe - Législation fiscale allemande - (p. 4044) : utilisation constante des ordonnaces de 1945 en matière de contrôle des prix et de contrôle fiscal - Légalisation souhaitable de cette pratique - **Art. 87** (p. 4046) : défense des agents par l'administration des impôts - Secret fiscal - Communication, par le ministre de tutelle, des dossiers fiscaux au juge - Divulgation de fausses informations par la presse - Recouvrement des

pensions alimentaires - S'oppose à l'amendement n° 209 de M. Maurice Blin, rapporteur général (jugements en matière fiscale pouvant être rendus en séance non publique) - (p. 4047) : procédure publique pour l'impôt sur les grandes fortunes - **Après l'art. 88 :** demande le retrait de l'amendement n° 200 de M. Jacques Descours Desacres (actualisation des seuils dont le franchissement oblige les comptables du Trésor à prendre des inscriptions aux greffes du tribunal de commerce à l'encontre des contribuables retardataires) - (p. 4048) : s'oppose à l'amendement n° 235 de M. Pierre Vallon (actualisation du montant du chiffre d'affaires à partir duquel les entreprises relevant du régime des bénéfices industriels et commerciaux sont imposées au titre du bénéfice réel) - **Art. 90** (p. 4049) : s'oppose à l'amendement n° 210 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article relatif à l'aménagement des règles de recouvrement des impôts directs) - Taux correct de recouvrement des tiers provisionnels, en réponse à M. Maurice Schumann - (p. 4050) : date unique de recouvrement des impôts en 1958 - Retour souhaitable à cette mesure - **Après l'art. 94** (p. 4051) : demande le retrait de l'amendement n° 236 de M. Pierre Vallon (associations et collectivités à but non lucratif non soumises à l'impôt sur les bénéfices des sociétés sur les revenus de leur gestion patrimoniale ; augmentation des droits de timbre sur les passeports) - **Après l'art. 95** *ter* (p. 4052) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 275 de M. Bernard Legrand (autorisation pour le conseil général de moduler la taxe départementale sur les espaces verts) - **Art. 98** (p. 4054) : demande le retrait des amendements de M. Josy Moinet n° 273 (suppression de cet article relatif au régime de taxe sur la valeur ajoutée applicable aux concessionnaires d'ouvrages de circulation routière) et n° 274 (mesures visant à faciliter les capacités d'autofinancement des sociétés concessionnaires de réseaux autoroutiers et d'ouvrages d'art) - Révision du régime de la TVA applicable aux collectivités locales qui construisent des ouvrages d'art - Construction prochaine d'un ouvrage d'art par une société d'économie mixte en Charente maritime - **Art. 101** *ter* (p. 4055) : s'oppose à l'amendement n° 211 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article relatif à la publicité des impositions) - **Art. 102** (p. 4057) : contrats d'assurance décès souscrits en faveur d'un enfant infirme - Reconduction de la contribution exceptionnelle sur les revenus de 1982 - Maintien de l'équilibre des régimes sociaux - (p. 4058) : prélèvement exceptionnel finançant des dépenses sociales - Réduction des prélèvements sociaux - Financement équilibré en 1983 du régime de sécurité sociale - (p. 4059) : s'oppose à l'amendement n° 212 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article relatif à la contribution sociale sur les revenus des personnes physiques) - Financement des régimes sociaux - Solidarité nationale - **Après l'art. 107 :** demande le retrait de l'amendement n° 240 de M. Jean Arthuis (formalités relatives à la disparition des inscriptions de privilèges et hypothèques grevant les immeubles expropriés) - **Après l'art. 111** (p. 4060) : demande le retrait de l'amendement n° 243 de M. André Rabineau (aide judiciaire accordée aux victimes de guerre et aux militaires blessés) - Anciens combattants bénéficiaires de l'aide judiciaire totale devant les tribunaux départementaux et les cours régionales des pensions - Bénéfice d'une aide judiciaire normale devant la commission spéciale de cassation des pensions - Respect des engagements pris depuis 1981 vis-à-vis des associations d'anciens combattants.

Deuxième délibération - (10 décembre 1983) - **Art. 41** (p. 4063) : son amendement n° 2 : augmentation du budget du ministère de l'intérieur en raison de la stabilisation des exonérations de longue durée de la taxe foncière sur les propriétés bâties ; adopté - **Art. 106 A :** s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Maurice Blin, rapporteur général (dépôt par le Gouvernement, sur le bureau des assemblées, d'un rapport annuel sur l'état des créances et dettes publiques).

Vote sur l'ensemble - (10 décembre 1983) - (p. 4075) : déroulement du débat au Sénat - Diminution du taux de pression fiscale - Crédits pour le maintien des troupes françaises au Liban et au Tchad - Rejet par le Sénat de nombreux budgets - Respect des libertés - Contrôle du juge sur la procédure de perquisition - Fiscalité directe excessive évoquée par M. *Edgar Faure* - (p. 4076) : taux de la fiscalité directe raisonnable par rapport à nos partenaires du Marché commun - Aversion des Français pour la fiscalité directe - Aménagements souhaitables de cette fiscalité - Réquisitoire de nombreux sénateurs de l'opposition - Difficultés économiques, notamment dans les chantiers navals, antérieures à 1981 - (p. 4077) : échec de la politique de relance ayant nécessité un changement d'orientation - Progrès social.

– Projet de loi de finances rectificative pour 1983 [n° 109 (83-84)] - (19 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4347) : environnement économique - Taux du déficit prévisionnel de la loi de finances initiale par rapport au produit intérieur brut (PIB) - Action de rigueur - Commerce extérieur - Croissance des exportations en volume - Diminution des importations - Taux de pénétration des produits manufacturés sur le marché intérieur - Amélioration du solde extérieur - Lutte contre l'inflation - Croissance et parité du dollar - Taux moyen de croissance des pays de la Communauté économique européenne (CEE) - Prévision des recettes fiscales - Impôt sur les sociétés - (p. 4348) : remboursement aux collectivités locales des dépenses obligatoires d'aide sociale et de santé - Construction navale - Surcoût des opérations extérieures menées par la France au Tchad et au Liban - Dépenses d'équipement militaire - Plan de rétablissement des grands équilibres du 25 mars 1983 - Crédits d'indemnisation aux rapatriés - Remboursement d'une avance par l'Agence comptable des organismes de sécurité sociale (ACOSS) à l'Etat - Caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme (CACOM) - Demande le vote de ce collectif pour 1983 - (p. 4353) : plus-values de TVA - ACOSS - CACOM - Aide sociale - Dépenses militaires - Nombre des emplois publics ; stabilisation des effectifs - Indemnisation des rapatriés et action des gouvernements précédents - (p. 4354) : éducation nationale et transferts de crédits - Charge de la dette - Augmentation de la production - Masse monétaire et inflation - Dépenses militaires ; interventions au Tchad et au Liban - Croissance du PIB - Evolution du pouvoir d'achat - Emprunt Giscard de 1973 - Situation des rapatriés - Impôt sur les sociétés - Collectivités locales et dotation globale - Taxe sur l'électricité - **Art. 13** *bis* (p. 4365) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. René Ballayer (référence aux moyennes des cours de change plutôt qu'au cours constaté au jour de la clôture de l'exercice ; caractère neutre sur le plan fiscal de la constatation à la clôture de l'exercice des plus-values de change sur certains éléments de l'actif des entreprises, quelle que soit la taille des entreprises concernées et la spécificité desdites entreprises) - Situation des petites et moyennes entreprises faisant de l'exportation - **Après l'art. 15** (p. 4366) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Jean Colin (régime fiscal applicable aux dépositaires au titre de la vente de pain lorsque celle-ci s'effectue dans des communes de moins de 2.000 habitants) - **Après l'art. 16** (p. 4366, 4367) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 3 de M. Pierre Schiélé (applicabilité de la limite de déduction aux associations constituées en Alsace Lorraine depuis la mise en vigueur du code civil local de 1908, lorsque ces associations sont officiellement inscrites auprès du tribunal d'instance) - **Art. 18** (p. 4368) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Jean Colin (suppression de cet article relatif à la taxe sur les fournitures d'électricité sous faible puissance) - Accepte les amendements de M. Charles Beaupetit, n° 8 (établissement de la taxe sur l'électricité par délibération du conseil municipal ; mesures concernant les syndicats de communes ; électricité fournie sous moyenne puissance), n° 10 (pourcentage et taux limite de la taxation pour les communes et leurs groupements par rapport aux éléments de la facture soumis à taxation) et n° 11 (intitulé ; « Taxe sur certaines fournitures d'électricité »), et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 9 du même auteur (modulation de

l'assiette de la taxe communale sur l'électricité en fonction des puissances souscrites) - **Art. 19** (p. 4369) : demande le retrait de l'amendement n° 6 de M. Jean Colin (suppression de cet article relatif à la taxe départementale sur l'électricité) - **Art. 20** : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article relatif à l'absence de majoration jusqu'au 31 décembre 1984 des taux des taxes départementales et communales sur l'électricité).

– **Projet de loi de finances pour 1984** - *Nouvelle lecture* [n° **149 (83-84)**] - (19 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4371) : échec de la CMP - Fonds propres des entreprises - Transfert de la vignette aux départements ou à la région de Corse - Exclusion des rentes souscrites par les anciens combattants du champ d'application de la réforme du financement par des majorations de rentes viagères - Majoration des pensions d'anciens combattants et victimes de guerre - Mécanisme d'avance aux départements - Exonération de taxe sur les conventions d'assurance au profit des contrats souscrits auprès des assurances mutuelles agricoles - Régime des parts de groupements fonciers agricoles (GFA) - Caractère spécifique des groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) - Exonération pour les logements possédés par les sociétés d'économie mixte dans les cas où les collectivités locales sont majoritaires - Ressources du Fonds national de développement du sport (FNDS) - Deuxième tirage hebdomadaire du loto - Demande l'adoption de ce texte - **Question préalable** (p. 4376) : comptes d'avances pour les départements - Assurances mutuelles agricoles - Problèmes du rattrapage des pensions des anciens combattants - Transparence fiscale - Rôle des sondages - (p. 4377) : héritage des gouvernements précédents - Action en faveur du sport et second tirage du loto - S'oppose à la motion n° 2 de M. Maurice Blin, rapporteur général, tendant à opposer la question préalable.

– **Projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales** [n° **95 (83-84)**] - (19 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4378) : décentralisation - Modalités de répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et de la dotation globale d'équipement (DGE) des communes et départements - Décrets d'application de la loi du 22 juillet 1983 - Domaine relatif au transfert de compétences - Diminution de l'inflation et limitation de la progression de la TVA et de la DGF - Modalités de prélèvement sur l'enveloppe totale de la DGF des ressources nécessaires à la mise en oeuvre de la garantie de progression minimale après déduction des sommes réservées aux concours particuliers - (p. 4379) : dotation de fonctionnement minimale en faveur des départements défavorisés - Problèmes spécifiques des départements les moins peuplés - Nombre de départements bénéficiaires de ce nouveau concours financier - Départements et établissement public régional d'Ile de France - Transfert aux départements des droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière exigible sur les mutations à titre onéreux - Droit commun de la DGF pour les départements de la région parisienne - Droits d'enregistrement - Dotation particulière en faveur des communes connaissant une forte augmentation touristique journalière et des communes touristiques ou thermales - Modalités de répartition de la seconde part de la DGE - Dotation significative pour les communes rurales - Majoration de la part principale et prise en compte du potentiel fiscal - Exclusion du bénéfice de la DGE des investissements susceptibles de recevoir des subventions spécifiques non globalisables - Subventions spécifiques pour les chapitres budgétaires non globalisés - Augmentation du taux des concours alloués au titre de la première part de la DGE - DGE des départements - Instauration d'une part répartie au prorata de la voirie - Garantie de stabilité des attributions du département sur la base de la moyenne des concours antérieurement reçus - Individualisation de la part destinée à l'équipement rural ou au remembrement - Répartition de l'autre fraction en fonction de l'insuffisance du potentiel fiscal - (p. 4380) : domaines de compétences transférés en 1984 : action sociale et santé ; régime transitoire de financement des frais communs d'action sociale ; maintien de l'inscription des frais communs au budget départemental ; montant de la dotation ; versement d'acomptes ; modalités des prise en charge de certains personnels départementaux affectés dans des services relevant de la compétence de l'Etat ; conditions d'exercice des compétences ; modalités de détermination des conditions de ressources, d'âge ou d'invalidité requises pour l'attribution des prestations d'aide sociale - Transfert de compétences à réglementation constante - Maintien à l'échelon des autorités locales des compétences relevant de ce niveau - Maintien transitoire des mécanismes d'évolution du montant des prestations ou des conditions de ressources fixées par référence à une autre prestation - Transports scolaires ; dotation générale de décentralisation (DGD) versée à des personnes morales au niveau départemental - Ports maritimes - Ports exclusivement consacrés à la plaisance et concession ; compétence des communes - Intervention du représentant de l'Etat pour constater les transferts de compétences - Cultures marines ; modalités d'attribution des aides ; attribution des régions et départements au titre de la DGD - Urbanisme ; permis de construire ; extension au schéma d'aménagement de la Corse des règles de compensation financière prévues pour les documents d'urbanismes élaborés par les communes ; modalités d'évaluation de la compensation versée aux départements - Calcul de la DGD - (p. 4381) : amélioration des modalités de répartition de la DGF et de la DGE - Conditions d'entrée en vigueur des transferts de compétence - (p. 4392, 4393) : bilan provisoire de la décentralisation - Relations financières entre les collectivités locales et l'Etat - Evolution des recettes de TVA - Restriction des dépenses de fonctionnement dans le budget et incidences pour les collectivités locales - Accompagnement de la mutation technologique et rénovation de l'industrie - Décentralisation et droit comparé - Trésorerie des départements - Autorisation de tirage - Modalités de versement de la DGD - Avances traditionnelles sur la fiscalité locale - Evolution ultérieure de la DGD - DGE et subventions spécifiques - Transferts de ressources et de charges - Vignette - Droits de mutation - Dotation aux instituteurs - Justice - Dotation culturelle - Suppression des contingents de police - (p. 4394) : léger retard dans la publication des décrets d'application - Action du Gouvernement et rôle du Parlement - **Art. 3** (p. 4396) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (dotation de fonctionnement minimale et prise en compte du potentiel fiscal par hectare s'il est inférieur au tiers du potentiel fiscal par hectare de l'ensemble des départements) - (p. 4397) : accepte l'amendement n° 36 de M. René Regnault (dotation de fonctionnement minimale des départements et modalités d'évolution ultérieure des minimums) - **Après l'art. 5** (p. 4398) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Roger Romani (montant de la dotation revenant à la commune de Paris) - **Art. 9** (p. 4400) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Joseph Raybaud, rapporteur (suppression des dispositions de cet article relatives au montant et à la répartition de la dotation supplémentaire attribuée aux communes touristiques ou thermales) - Accepte l'amendement n° 15 de M. Christian Bonnet (part minimale réservée aux communes thermales) - **Art. 10** (p. 4401) : accepte l'amendement n° 6 de M. Joseph Raybaud, rapporteur (suppression du caractère transitoire de la dotation particulière pour les communes de moins de 2.000 habitants connaissant une importante fréquentation touristique) et s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (dotation particulière à titre transitoire pour les communes de moins de 2.000 habitants connaissant une importante fréquentation touristique particulière).

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1983** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **157 (83-84)**] - (21 décembre 1983) - **Discussion générale** - (p. 4508, 4509) : satisfaction devant le succès de la commission mixte paritaire - **Après l'art. 20** (p. 4510) : absence d'obligation pour les régions d'augmenter la

fiscalité - Gouvernement défavorable à un déplafonnement total - Accepte l'amendement n° 1 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (élévation du plafond des ressources fiscales régionales à compter du 1er janvier 1984).

– **Projet de loi relatif au prix de l'eau en 1984** - *Nouvelle lecture* [n° **165 (83-84)**] - (21 décembre 1983) - **Discussion générale** - (p. 4511) : participation des collectivités locales à l'effort de lutte contre l'inflation - Régime des dérogations prenant en compte les conséquences des échéances d'emprunt liées aux investissements - Engagement du Gouvernement à tenir compte du niveau absolu du prix de l'eau dans les dérogations - Souhait d'aboutir à des accords plutôt que de recourir au décret - Cohérence de la politique de lutte contre l'inflation, imposant à tous les agents économiques des efforts sur la fixation des prix et entraînant un ralentissement de la hausse des coûts - (p. 4512) : dérogations résultant d'accords passés avec les collectivités locales et les professionnels de la distribution - Investissements nouveaux pris en compte de manière que les premières annuités d'emprunt ne mettent pas les budgets commerciaux en difficulté - Prise en compte du prix absolu de l'eau - Dérogations, fonction des réalités locales.

ESPAGNAC (Raymond), sénateur de l'Isère (S).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

F

FABIUS (Laurent), *ministre de l'industrie et de la recherche* (nommé le 22 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 23 mars 1983, p. 883].

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **307** de M. René Martin : **sidérurgie** (développement de la mini-aciérie ITON-Seine à Bonnières (Yvelines) (8 avril 1983) (p. 160, 161).

n° **310** de Mme Hélène Luc : **faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens** (situation du groupe Eclair-Prestil) (8 avril 1983) (p. 161, 162).

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement, de M. Robert Schmitt : baisse de la production d'acier** - (19 mai 1983) - (p. 936) : Lorraine - Compétition mondiale - Emploi - (p. 937) : production mondiale d'acier - Aluminium et plastiques - Reconversion industrielle - Filiales des groupes Usinor et Sacilor - Mission de M. Marbach - Europe et accords de quota.

– **Questions au Gouvernement, de M. Maurice Schumann : accord CEE Japon sur l'électronique - Avenir de Renault Douai** - (19 mai 1983) - (p. 939) : magnétoscopes : accord entre Thomson et JVC - Centre commun de recherche électronique entre Siemens et CII Honeywell-Bull - Usine de Douai : robotique - Production et emploi.

– **Question au Gouvernement de M. Guy Schmaus : plan de relance de l'industrie automobile** - (10 novembre 1983) - (p. 2823) : problèmes d'emploi dans l'industrie automobile française - Difficultés du groupe PSA - Attention particulière du Gouvernement sur ce dossier - Place prépondérante de l'industrie automobile dans l'économie nationale - Implantation des constructeurs français en Algérie.

– **Question au Gouvernement de M. André Delelis : prix des carburants** - (10 novembre 1983) - (p. 2825) : remises autorisées sur le prix des carburants - Blocage des dépôts d'hydrocarbures - Concertation du Gouvernement avec les différents partenaires concernés - Mise en place d'un fonds de modernisation tenant compte de la situation des exploitants de stations-service.

– **Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].**

Deuxième partie :

Industrie et recherche - (5 décembre 1983) - (p. 3754) : vieillissement de l'appareil de production - Crise économique internationale - Troisième révolution industrielle - Sous-investissement - Diminution de la dépense nationale de recherche - (p. 3755) : déficit en matière de formation - Fonction commerciale négligée - Loi d'orientation et de programmation en matière de recherche - Stratégie de modernisation industrielle - 9e Plan - Politique industrielle à moyen terme - Rôle de l'Etat actionnaire - Echanges extérieurs des entreprises publiques industrielles - Investissements - Adaptation de l'appareil industriel - Restructuration sectorielle - Rôle essentiel joué par le secteur privé - Maîtrise des techniques de pointe - Compétition internationale - Programmes publics finançant la recherche des entreprises et des institutions privées - Nouveau régime d'établissements publics à caractère scientifique et technologique (CNRS, INSERM, INRA, INRIA) - Statut des personnels de la recherche - Décloisonnement et mobilisation des énergies - (p. 3756) : création d'un espace scientifique, industriel et social européen - Coopération active entre la recherche publique et la recherche industrielle - Groupements d'intérêt public (GIP) - Développement des aides incitatives à la recherche industrielle - Liaison entre recherche, industrie et formation - Statut de l'emploi scientifique - Contrats industriels de formation par la recherche - Développement des activités de recherche fondamentale - Créations d'emplois - Aide aux industries traditionnelles - Augmentation des crédits affectés à la filière électronique - Rattachement de ces crédits au budget annexe des PTT - Fonds de soutien aux industries de programmes - Fonds industriel de modernisation (FIM) - Allègement des contrôles a priori et responsabilité accrue des partenaires - Dotations globalisées - Animation industrielle au niveau régional - Financement des contrats de plan Etat régions - Création de cinq nouvelles directions régionales de l'industrie et de la recherche - Comité régional de restructuration industrielle (CORRI) - Statut des personnels de la recherche - (p. 3757) : modernisation industrielle de la France - Préparation à l'avenir - (p. 3772) : coopération entre les groupes Usinor et Sacilor, notamment en matière de recherche - (p. 3784) : problèmes évoqués par M. *Jean Chamant :* approvisionnement de la France en matières premières ; politique de stockage ; rôle de l'Ecole nationale d'exportation ; Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) : crédits de restructuration et crédits de la politique industielle - Plan meuble évoqué par M. *Christian Poncelet* - (p. 3785) : difficultés de la sidérurgie - Absence de communication des contrats de plan aux parlementaires - Recherche fondamentale et recherche appliquée évoquées par M. *Pierre Croze* - Musée des sciences et techniques de la Villette - Insuffisance des crédits mais volonté gouvernementale de respecter les choix de la loi d'orientation et de programmation - Environnement économique - Régulation budgétaire évoquée par M. *Jacques Valade* - (p. 3786) : plan textile - Réglementation européenne - Plan machine-outil, plan meuble - Difficultés de l'industrie automobile - Productique évoquée par M. *Daniel Hoeffel* - Situation dans les Vosges soulevée par M. *Christian Poncelet* - Difficultés de l'emploi et nécessité d'une liaison recherche industrie - Statut des personnels de la recherche - Difficultés de la sidérurgie en Lorraine - (p. 3787) : lecture d'une lettre adressée à M. Rosenwald, ancier premier président de la Cour des comptes, relatives à la convention générale de protection sociale de la sidérurgie - Ecole nationale de l'exportaton - Dotations aux entreprises nationales - Nécessité d'une recherche à finalité industrielle - Devenir du programme « Esprit » -Coopération européenne - Thème de l'héritage évoqué par M. *Jean-Marie Rausch* - Formation des personnels - Choix des produits - Investissements - Autonomie de gestion des entreprises nationales - Aides de l'Etat aux entreprises du secteur public - (p. 3788) : rôle prépondérant joué par les petites et moyennes entreprises (PME) - Simplification souhaitable des conditions de création d'entreprises - Projet de mesures fiscales, juridiques et financières, visant à favoriser le dépôt de brevets - **Examen des crédits - Etats B** (p. 3790) : demande le retrait de l'amendement n° 198 de M. Pierre Croze, rapporteur spécial (réduction des crédits du CNRS visant à différer les créations d'emplois) - Liberté des prix industriels évoquée par M. *Jean Arthuis* - Conséquences du rapprochement Thomson CGE dans le département de la Mayenne - (p. 3791) : s'oppose à l'amendement n° 171 de M. Jean Chamant, rapporteur spécial (suppression des crédits en faveur de l'Ecole nationale d'exportation) - (p. 3792) : attitude partisane de l'opposition - **Etat C** : s'oppose aux amendements de M. Jean Chamant, rapporteur spécial, n° 173 (réduction en autorisations de programme et en crédits de paiement des dotations en capital en faveur du secteur public industriel) et n° 172 (réduction en autorisations de programme et en crédits de paiement des dotations destinées à l'Ecole nationale d'exportation).

FAIGT (Jules), sénateur de l'Hérault (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2266).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives** [n° 226 (82-83)] - (10 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 734) : historique de l'enseignement de la gymnastique - (p. 735) : concertation et décalage entre l'avant-projet initial et le texte du projet de loi - Sport scolaire et universitaire - Sport professionnel ; difficultés au niveau du football et nécessaire remise en ordre - Sport de haut niveau - Sport dans l'entreprise - Se déclare favorable à ce projet de loi - **Art. 1** (p. 747) : son amendement n° 100, soutenu par M. Marc Bœuf : importance des activités physiques et sportives sur le plan de l'éducation et de la culture ; rôle de l'Etat ; définition du mouvement sportif ; promotion de la vie associative ; adopté - **Art. 8** (p. 755) : sur l'amendement n° 19 de M. Roland Ruet, rapporteur (affiliation des associations sportives scolaires et universitaires à des fédérations, elles-mêmes affiliées à une confédération), son sous-amendement n° 103, soutenu par M. Marc Bœuf : affiliation des associations à des fédérations et à des unions ; adopté - **Art. 13** (p. 760) : son amendement n° 101, soutenu par M. Marc Bœuf : fédérations sportives et tutelle du ministre chargé des sports ; tutelle conjointe du ministre chargé des sports et du ministre de l'éducation nationale pour les fédérations et unions sportives scolaires et universitaires ; retiré - **Art. 14** (p. 762) : son amendement n° 98, soutenu par M. Marc Bœuf : compétence donnée aux fédérations par le ministre pour définir les règles techniques propres à chaque discipline ; conditions d'attribution de la délégation par décret ; retiré - **Art. 33** (p. 778) : son amendement n° 102 : composition du service public de formation ; mission de ce service public ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 781) : importance de la concertation - Vote de ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3600) : hydraulique agricole - Aménagement de la vallée de l'Hérault - (p. 3601) : forêt méditerranéenne - Rénovation rurale - Mise en valeur économique de la forêt - Statut de la pluriactivité - Viticulture méridionale - Adaptation de l'agriculture française aux conditions modernes de son développement.

Temps libre, jeunesse et sports - (2 décembre 1983) - Voir l'intervention de M. *Roland Courteau* (p. 3635, 3636).

FAURE (Edgar), sénateur du Doubs (GD).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières** [n° 228 (82-83)] - (19 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 344) : qualité de l'analyse économique faite par M. Jacques Delors - Inflation par les coûts de revient - Recours à la procédure des ordonnances - Compression des dépenses budgétaires - (p. 345) : consommation excessive de l'Etat et des collectivités locales - Tarif des services publics - Recours contestable à la fiscalité directe - Sa gestion antérieure : augmentation des bas salaires et diminution des impôts - Favorable à l'emprunt obligatoire - Maintien de l'équilibre des prix : compensation entre la TVA et la diminution des charges sociales - Modification du système des taux d'intérêt - (p. 346) : réévaluation fiscale des bilans - Pouvoirs des régions - Politique de l'emploi - Agences de travail temporaire - Favorable à l'adoption de ce texte.

– **Questions orales avec débat jointes : politique européenne** - (27 mai 1983) - En remplacement de M. *Pierre Jeambrun* - (p. 1193) : articulation de la politique européenne avec la politique régionale - Section hors quota du Fonds européen de développement régional (FEDER) - Coordination des fonds à finalité structurelle - Dotation du fonds régional - Disparités régionales - Politique régionale européenne - Caractère communautaire des interventions financières de l'Europe - Renforcement des moyens de la section hors quota national - Section sous quota ; programmes pluriannuels - (p. 1194) : réduction des quotas de certains Etats membres - Intégration de la politique régionale européenne au double plan financier et sectoriel - Bilan de l'application des premiers programmes de développement intégré en zone rurale et en zone urbaine extérieure à la France ; exemples de la Lozère et de Naples - Banque européenne d'investissements - Politique agricole ; Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) - Régions de montagne - Agriculture de colline - Régions méditerranéennes - Adhésion de l'Espagne et du Portugal au Marché commun - Memorandum du Gouvernement - Programmes intégrés - Commission de politique régionale et d'aménagement du territoire - Institutions scolaires - Ebauche d'une politique régionale et d'une politique européenne en 1955 - Marges d'expansion - Disparités régionales - Economie d'échelle - Problème de la ruralité - (p. 1195) : politique de prix agricoles - Emploi des jeunes ; expérience suivie en Franche-Comté - Echanges interrégionaux.

– **Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan)** [n° 399 (82-83)] - (28 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2059) : planification et régionalisation - (p. 2060) : conceptions économiques du Plan - Consommation, investissement, épargne - Effets négatifs d'une fiscalité trop lourde - Augmentation des salaires - Déficit budgétaire - Urbanisme et exode rural - Planification et politique régionale - Décentralisation - Départements et régions - Nécessité de l'expansion économique - (p. 2061) : politique régionale et lutte contre l'inflation - Mouvements de population - Régions avancées et régions défavorisées - Procédure d'élaboration du 9e Plan - Concertation - Décentralisation - Rôle de la seconde loi de plan pour les prévisions quantitatives - Choix de l'échelon régional ; dialogue entre les partenaires sociaux - (p. 2062) : intérêt administratif de la région ; rôle des établissements financiers - Exemple du déroulement de la procédure dans la région Franche-Comté - Concertation des élus - Commission consultative régionale de planification - Contrat de plan et budget régional - Rôle de la région comme cadre d'expérience pilote - Exemple de l'expérience d'insertion professionnelle de jeunes chômeurs - (p. 2063) : conception de la justice - Droit au travail ; réduction du temps de travail - Temps partiel - Travail choisi - **Art. unique** (p. 2083) : votera contre l'amendement n° 1 de M. Bernard Barbier, rapporteur (suppression de cet article portant approbation du rapport sur le 9e Plan) - Nature de la planification française - Planification dirigiste et planification libérale - Plan et région - (p. 2084) : procédure de concertation.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° 384 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (27 octobre 1983) - **Discussion**

générale (p. 2500) : loi d'orientation adoptée en 1968 à l'unanimité des deux assemblées, comportant trois piliers : l'autonomie, la participation et la pluridisciplinarité (p. 2501) : : participation et pluridisciplinarité dépendant de l'autonomie - Universités autonomes, élément d'émulation et de compétitivité - Autonomie brisée en 1968 par l'institution de la procédure d'habilitation - Autonomie financière devant comporter une véritable dotation globale - Nécessité de supprimer les habilitations - Maintien de plusieurs amendements relatifs aux règlementations printanières et estivales, à la restitution d'un pouvoir de décision aux conseils scientifiques, à la définition des procédures disciplinaires - (p. 2502) : amendements relatifs au principe de la séparation de l'ordonnateur et du comptable - Projet en contradiction avec la loi de décentralisation - Nécessité que chaque région dessine ses perspectives économiques et d'emplois, donc ses besoins de formation - Planification universitaire à l'échelle régionale - Etude d'un sujet exigeant l'unanimité - Impossibilité d'imposer une politique ayant contre elle près ou plus de la moitié des Français - (p. 2503) : décision d'aujourd'hui déterminant l'avenir de la France - Désapprobation du texte de ce projet, attachement à quelques principes essentiels - Souhaite l'adoption des amendements de la commission.

Suite de la discussion - (8 novembre 1983) - **Art. 11** (p. 2711) : possibilité pour les universités de fixer des conditions d'accès favorisant leur ambition de spécialisation - Droit de tous les bacheliers à accéder à l'université - Favorable à une sélection-orientation - Enseignement secondaire équilibré accordant une plus grande place aux disciplines scientifiques - **Art. 12 et art. additionnels** (p. 2716) : question des étudiants étrangers - Pratique de la sélection par peu d'universités - Absence d'obligation de rentrer à l'université immédiatement après le baccalauréat.

Suite de la discussion - (9 novembre 1983) - **Art. 27** *bis* (p. 2759) : son amendement n° 48 soutenu par M. Michel Durafour : pouvoirs disciplinaires à l'égard des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs ; retiré.

Suite de la discussion - (15 novembre 1983) - **Art. 51** (p. 2853) : son amendement n° 57 : occupation de tous les emplois permanents des établissements publics à caractère scientifique, culturel ou professionnel par des fonctionnaires de l'Etat ou des collectivités publiques ; retiré - **Art. 58** (p. 2861) : son amendement n° 61 : rôle de l'agent comptable et possibilité d'exercice par décision du président ou du directeur sous l'autorité du secrétaire général des fonctions de chef des services financiers de l'établissement ; retiré.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Vote sur l'ensemble - (10 décembre 1983) - (p. 4074) : difficultés rencontrées par le Gouvernement - Abstention sur les deux derniers projets financiers - Favorable à la loi de plan - Hommage rendu au courage du ministre des finances - Pression fiscale excessive - Taux de la fiscalité directe - Intérêt des emprunts - Dépenses de santé - Envisage une augmentation du déficit du budget - Abstention sur le vote de ce budget.

FAURE (Jean), sénateur de l'Isère (UCDP).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (loi n° 83-609 du 8 juillet 1983) (20 octobre 1983) (p. 2363).

Est nommé membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial (loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973) (2 novembre 1983) (p. 2536).

- Est nommé membre de la commission de contrôle des services publics responsables de l'application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques (22 décembre 1983) (p. 4560).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 4** (p. 3138) : son amendement n° 110, soutenu par M. André Fosset : aménagement du régime fiscal des dons aux organismes sans but lucratif : dispense de la production de pièces justificatives jusqu'à cinq cent francs ; adopté.

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 11** (p. 3160) : son amendement n° 148, soutenu par M. Jean Arthuis : prise en compte des ventes d'essence de supercarburant et de gazole pour la détermination du chiffre d'affaires annuel ; adopté.

Deuxième partie :

Environnement et qualité de la vie - (29 novembre 1983) - (p. 3489, 3490) : budget de l'environnement placé sous le signe de la rigueur - Problème des parcs naturels régionaux - Parcs créés dans des zones fragiles par des collectivités locales - Nécessité de recourir à la solidarité nationale - Place modeste de l'environnement dans le 9e Plan - Attente du projet de loi portant statut de la fonction publique territoriale et interrogation sur la date de son examen - Complexité de la procédure concernant certains aménagements communaux en zone de montagne - Plans d'aménagement ruraux (PAR) - Budget ne répondant ni aux espérances ni aux besoins des départements - (p. 3491) : vote favorable mais sans conviction de ce budget.

FAURE (Maurice), sénateur du Lot (GD-SRG).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires étrangères (5 octobre 1983) (p. 2267).

FERRANT (Charles), sénateur de la Seine-Maritime (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Postes et télécommunications - (24 novembre 1983) - (p. 3267) : répartition des compétences entre le ministère des PTT et le ministère de l'industrie - Financement de la filière électronique - Participation au pôle électronique

européen - Marché étranger du téléphone - Succès du Vidéotex, du réseau Transpac - Annuaire électronique prévu en 1985 en Haute-Normandie - (p. 3268) : développements techniques du téléphone - Radio-téléphone - Situation inquiétante de la poste - Problèmes sociaux : carrière des vérificateurs et des receveurs-distributeurs - Reconduction du prélèvement sur les excédents du compte d'exploitation des télécommunications au profit du budget général - Difficultés d'autofinancement de la poste et recours à l'emprunt - Tarif préférentiel consenti à la presse - Rémunération insuffisante des fonds des chèques postaux - Situation financière rendant difficile la poursuite des objectifs fixés - Opposé à l'adoption de ce budget.

Mer - (25 novembre 1983) - (p. 3335) : insuffisance des crédits proposés - Disparition du ministère de la mer - Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) - Demande d'aide à l'armement et à la construction navale ; risque de rupture de charge des petits et grands chantiers - Commandes à l'exportation - Vieillissement de la flotte française et détournement du trafic au profit de l'étranger - (p. 3336) : poids des coûts de production français - Société nationale de sauvetage en mer - Insuffisance du budget consacré aux ports - Fonds spécial de grands travaux : financement au profit de Dunkerque - Difficultés du port de Dieppe ; demande d'aide de l'Etat à la création d'un port extérieur - Avis défavorable de l'UCDP sur les crédits proposés.

Affaires sociales et solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale - (26 novembre 1983) - (p. 3367) : suppression des maternités en milieu rural ; cas de l'hôpital de Neufchâtel-en-Bray en Seine-Maritime.

Anciens combattants - (28 novembre 1983) - (p. 3411) : rénovation de l'Institution nationale des invalides - Enumération des revendications restant insatisfaites - Situation des familles de morts ; plafond spécial de ressources pour les ascendants ; pensions de veuves ; taux de réversion et taux spécial - Problème du rattrapage du rapport constant : indice de référence ; intégration d'une partie de l'indemnité de résidence et remise en cause des principes ; artifices - Contingent de croix de la Légion d'honneur pour les anciens combattants de 1914-1918 - Evénements du Liban - Opposition du groupe UCDP à ce budget de régression.

FILLIOUD (Georges), *secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des techniques de la communication* (nommé le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 25 mars 1983, p. 907].

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 213 de M. Jean Cluzel : **radiodiffusion et télévision** (développement de grandes campagnes d'intérêt national) (20 mai 1983) (p. 1007, 1008).

INTERVENTIONS

– Questions orales avec débat jointes : respect et application de l'ordonnance de 1944 sur la presse - (15 avril 1983) - (p. 313) : hommage à M. *Henri Caillavet*, gardien vigilant des libertés - Liberté de la presse indispensable dans une démocratie - Organisation actuelle de la presse insatisfaisante - Ordonnances de 1944 élaborées par le Conseil national de la résistance et reconnaissant un rôle spécifique à l'entreprise de presse - Inexistence des textes complémentaires attendus - Mise en place d'un dispositif d'aides publiques à la presse - Nécessité d'une transparence financière et d'un développement du pluralisme interdisant la concentration - Instruction du dossier concernant la première poursuite de 1977, évoquée par M. *Charles Lederman*, achevée et transmission prochaine aux tribunaux - Partage de l'analyse juridique de M. *Charles Lederman* concernant la déclaration de M. Robert Hersant devant le comité d'établissement du journal *France-Soir* le 25 mars - Réponse de la justice attendue par le Gouvernement - Complète adhésion du Gouvernement à l'esprit des ordonnances du 26 août 1944 - Futur dépôt par le Gouvernement d'un projet de statut des entreprises de communication, prévu par la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle - (p. 314) : souci du Gouvernement de défendre le droit du lecteur à une information pluraliste et contradictoire.

– Projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle - *Deuxième lecture* [n° 315 (82-83)] - (15 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1643) : exonération de la redevance - Applicabilité des règles locales du code du travail aux journalistes - Décision du Conseil constitutionnel - Demande l'adoption de ce projet de loi - **Art. 1** (p. 1645) : accepte l'amendement n° 6 de M. Charles Pasqua, rapporteur, identique à l'amendement n° 2 de M. Daniel Millaud (création d'un comité territorial de la communication audiovisuelle dans chaque territoire d'outre-mer après accord de l'assemblée territoriale concernée) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 10 : substitution du mot « avis » au mot « accord » ; adopté - **Art. 1** *quater* (p. 1646) : accepte l'amendement n° 7 de M. Charles Pasqua, rapporteur (prise des décrets pour les territoires d'outre-mer après avis de l'assemblée territoriale concernée) - **Art. 1** *quinquies* (p. 1647) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Charles Pasqua, rapporteur (budget des territoires et crédits nécessaires au fonctionnement des comités territoriaux de la communication audiovisuelle) - **Art. 2** (p. 1648) : demande le retrait de l'amendement n° 9 de M. Charles Pasqua, rapporteur (régime actuel d'utilisation des infrastructures dans les territoires d'outre-mer et extension du champ des missions).

– Questions orales avec débat jointes : problèmes de l'audiovisuel et de la presse - (17 juin 1983) - (p. 1771, 1772) : confusion entre la responsabilité de l'exécutif et la notion de communication - Interrogation sur la réalité du débat, sur une atteinte à la liberté de la presse par la majorité de gauche et le gouvernement actuel - Liberté de la presse pour la droite correspondant à la liberté pour les puissances d'argent de dominer un secteur essentiel à la démocratie - Attachement du Gouvernement à la liberté de la presse, au droit pour le citoyen français d'avoir une information pluraliste face aux grandes mutations technologiques, aux difficultés économiques et financières - Nécessité de donner à la presse les moyens de son adaptation et de son développement, d'aider davantage ceux qui en ont le plus besoin - Presse d'opinion devenue la presse de parti - (p. 1773) : absence d'intention du Gouvernement de promouvoir un statut de la presse - Transparence et pluralisme - Interrogation sur les acquisitions de M. Hersant au cours de la dernière décennie - Idée de la mise en place d'une commission des entreprises de presse pour s'opposer aux excès de concentration dans le rapport du doyen Vedel au Conseil économique et social en 1979 - Nombreuses actions judiciaires introduites avant le 10 mai 1981 relatives aux ordonnances de 1944 - Gouvernement favorable à l'idée d'une adaptation de ces ordonnances - Souci du Gouvernement de faire bénéficier la presse d'un environnement favorable à son développement - (p. 1774) : reconduction à titre provisoire du bénéfice du régime à 4 % de la TVA pour les périodiques et des dispositions de l'article 39 *bis* du code général des impôts - Rappel de l'existence en Grande-Bretagne d'une loi de 1973, le *Fair trading act*, comportant de nombreuses contraintes si l'acquisition d'un journal doit porter au délà de 500.000 exemplaires, la diffusion globale des titres appartenant à une même entreprise - Gouvernement favorable au dépôt d'une proposition comportant les mêmes exigences - (p. 1780) : nombreuses questions posées par M. *Jean Cluzel* - Dispositions de la loi permettant de traiter avec une entreprise de droit privé, en réponse à M. *Michel Maurice-Bokanowski*, intervenant au nom de M. *Charles*

Pasqua - Agence Havas chargée par le Gouvernement d'une mission d'étude de « faisabilité » et absence de rétribution pour cette mission - Exploitation d'un réseau hertzien national sous la forme d'une concession de service public - Télévision payante - Contenu des programmes - Problème concernant le cinéma - Importance du problème du développement de la communication audiovisuelle et nécessté qu'une personne soit chargée d'assurer la coordination en réponse à Mme *Brigitte Gros* - Création d'une nouvelle chaîne de télévision et expérimentation de nouvelles formules de communication audiovisuelle télévisée - Fabrication des décodeurs - Volontariat des abonnés - (p. 1781) : société d'exploitation à capitaux mixtes sous un statut de droit privé associé à des sociétés de droit privé à capitaux publics majoritaires et des sociétés privées - Coût du quatrième canal - Lancement des premiers satellites de télévision directe français durant le IXe Plan - Utilisation de la fusée Ariane - Programme « satellites » comprenant trois programmes de télévision par trois canaux-images - Projet de télédistribution - Existence de 70 réseaux câblés en 1983 réalisés avec des câbles coaxiaux en fibres de cuivre - Nouvelle technologie des fibres optiques offrant la possibilité d'une voie de retour autorisant l'interactivité - Projet de développement des industries de programme - Nécessité de favoriser le développement des entreprises publiques et privées - (p. 1782) : développement des industries de programme retenu comme programme prioritaire d'exécution du IXe Plan - Création d'un fonds d'aide à l'industrie des programmes - Développement d'une industrie de systèmes de traitement et de synthèses de l'image : le « plan-image » - Réponse écrite aux dix questions précises posées par M. *Jean Cluzel* - En réponse à la question évoquant le bilan, confirme que la loi votée par la majorité parlementaire devient la loi de la République et par conséquent vaut pour tout le monde - Mise en place de la Haute Autorité, du Conseil national de la communication audiovisuelle et prochainement des comités régionaux de la communication audiovisuelle - Ensemble des sociétés prévu par la loi en place ainsi que les établissements publics - Télédiffusion de France (TDF) et Institut national de l'audiovisuel (INA) - Mise en œuvre de la loi très avancée et publication pour l'essentiel des décrets restant à prendre dans le cours de l'été, à l'exception de celui qui prévoit la création de sociétés régionales de télévision d'une part, de radiodiffusion d'autre part, et de celui qui prévoit l'application du droit de réponse à la télématique - (p. 1784) : importante question de M. *James Marson* relative au rôle et à la situation du service public de la radio-télévision au sein du nouveau paysage audiovisuel - Développement des nouveaux moyens de diffusion nécessitant le renforcement de l'industrie de création et de programme - Volonté du Gouvernement de rétablir l'équilibre financier de la société française de production et création audiovisuelle (SFP) - Mise en place d'un instrument technique de coordination de la production entre les sociétés de programme et la SFP - Etude en cours pour définir la stratégie d'avenir de la SFP et son rôle sur le marché - Présentation de projets de budgets fonctionnels demandée aux présidents des sociétés nationales - Informations communiquées au Parlement avec les documents préparatoires à la discussion du budget pour 1984 - Création d'une société de commercialisation des produits audiovisuels - Projet de création d'un fonds d'aide à l'industrie de programme - Développement des industries de programme retenu par le Gouvernement comme l'un des programmes prioritaires d'exécution du IXe Plan.

– Questions orales avec débat jointes : développement de la publicité à la télévision au détriment de la presse écrite - (21 octobre 1983) (p. 2377, 2378) : application de la loi, votée par l'actuelle opposition, introduisant la publicité à la radio-télévision - Budget publicitaire de la télévision - Respect du quota plafonnant les recettes publicitaires de la radio-télévision - (p. 2379) : liberté de la presse - Radios locales privées - Monopole de la programmation en matière audiovisuelle - Radios libres évoquées par M. *Marc Becam* - (p. 2380) : équilibre des ressources publicitaires entre les différents médias - Publicité régionale sur FR3 - Evolution des recettes publicitaires à la télévision et dans la presse écrite - Concertation entre FR3 et la presse régionale - (p. 2381) : prochains budgets tenant compte d'une répartition équilibrée des ressources publicitaires entre les différents médias.

– Question au Gouvernement de M. Roland du Luart : liberté de la presse écrite - (10 novembre 1983) - (p. 2822) : déclaration du Premier ministre sur l'ordonnance de 1944 relative à la presse - Liberté et pluralisme de la presse - Dépôt prochain devant le Parlement d'un projet de loi sur le statut de la presse.

– Question au Gouvernement de Mme Brigitte Gros : statut de la presse - (10 novembre 1983) - (p. 2826, 2827) : dépôt prochain d'un projet de loi sur le statut de la presse - Respect de la liberté de l'usager - Etapes de l'élaboration de la loi.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Communication audiovisuelle - (8 décembre 1983) - (p. 3910) : passion et raison dans ce débat - (p. 3911) : orientations du projet de budget pour 1984 - Rigueur budgétaire - Recettes : taux et produit de la redevance ; publicité de marques ; part de la télévision dans la répartition des investissements publicitaires en France - Maîtrise de l'évolution des dépenses : absence de création d'emploi et redéploiements ; dépenses de personnel ; autres charges d'exploitation ; équipement - Ambition des objectifs : développement de la création : production de fiction ; rôle de la Société française de production (SFP) et du Fonds de soutien aux industries de programme (FSIP) ; développement de l'action internationale ; rôle de Radio-France internationale (RFI) ; décentralisation : stations régionales ; FR3 - Techniques nouvelles : satellite TDF1 ; réseaux câblés ; mission Schreiner ; plan image ; régie des espaces ; quatrième chaîne de télévision - Transparence dans la présentation des comptes ; dispositif de contrôle de l'engagement des dépenses - (p. 3912) : politique d'ouverture et reconquête des libertés - (p. 3923) : question posée par M. *Félix Ciccolini* sur le satellite français de télévision ; rapport Théry ; négociations en cours ; financement - Radios locales privées : communication sociale rapprochée et droit d'expression de certaines communautés et minorités - (p. 3924) : question posée par M. *James Marson* sur la régie française d'espace (RFE) : objectif de la RFE ; relations avec les sociétés nationales de programme - Suggestion de *M. Michel Durafour* d'afficher pour chaque émission le coût de production : transparence des comptes du service public de la télévision assurée par le contrôle du Parlement et l'application des règles de la comptabilité publique - Absence des caméras de télévision pour rendre compte du débat en cours, soulignée par M. *Dominique Pado :* indépendance de la télévision - Suggestion de M. *Jean Cluzel* tendant à la réalisation d'audits comptables sur la gestion des sociétés de télévision et de radio - (p. 3925) : considérations développées par M. *Pierre-Christian Taittinger* au sujet de la création de Canal Plus : suppression du monopole de programmation de l'Etat ; interprétation des dispositions de la loi relatives au cahier des charges ; cas des concessionnaires de service public ; garantie des usagers - Protection des intérêts de l'industrie cinématographique française : délai de diffusion et horaires de programmation ; versement par Canal Plus de droits de diffusion - Question posée par M. *Georges Dagonia* sur Radio France outre-mer (RFO) : statut de société autonome ; augmentation des crédits conformément aux engagements pris ; plan pluriannuel de développement des services audiovisuels outre-mer ; deuxième chaîne de télévision à la Réunion puis à la Guadeloupe et à la Martinique ; crédits de décentralisation ; dédoublement de l'émetteur à la Guadeloupe - Réponse aux interventions de MM. *Jean Cluzel,* rapporteur spécial, et *Charles Pasqua,* rapporteur pour avis : critique systématique ; mise en cause des agents du service public - (p. 3926) : contradictions relatives à la Haute Autorité, à la décentralisation, aux effectifs du service public - Absence

de toute proposition d'alternative ; exemple de la publicité et de la redevance - Dénonciations calomnieuses ; mise en cause du directeur de l'information d'Antenne 2 ; frais de représentation et frais professionnels - (p. 3927) : comparaison avec les frais de représentation des conseillers généraux de l'Allier - Erreurs matérielles observées dans le rapport écrit de M. *Charles Pasqua* - Confusion entre le temps d'antenne du Président de la République et du Gouvernement et ceux des partis politiques ; répartition entre majorité et opposition - Critiques relatives au bureau de la télévision française à l'étranger, au maintien de l'orchestre de Radio France, aux crédits affectés aux techniques nouvelles, au Fonds d'aide à la création audiovisuelle - (p. 3929) : chiffres relatifs à la répartition du temps de parole à la télévision au cours du premier semestre de 1983 - **Art. 67** (p. 3931) : crédits de la décentralisation et cas du département des Pyrénées-Orientales, évoqué par M. Paul Alduy : situation particulière résultant du rejet des crédits par le Sénat.

Services du Premier ministre - I - Services généraux : Information - (8 décembre 1983) - (p. 3933) : service juridique et technique de l'information (SJTI) - Haute Autorité de la communication audiovisuelle - Conseil national de la communication audiovisuelle - Dispositions fiscales en faveur de la presse : provisions pour investissements des entreprises de presse et taux de la TVA pour les périodiques - Fonds d'aide aux quotidiens nationaux à faible capacité publicitaire - Réduction des tarifs SNCF et des communications téléphoniques - Fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger - Agence France Presse (AFP) - Aides indirectes : tarifs postaux préférentiels ; exonération de la taxe professionnelle - Effort budgétaire consenti par le Gouvernement en faveur de la presse : droit du citoyen à l'information et à la liberté d'expression - (p. 3936) : problèmes des imprimeries Paul Dupont et Mont-Louis, évoqués par M. *Guy Schmaus* - Eventualité d'une modification de l'article 39 *bis* du code général des impôts : aide aux investissements de la presse ; évolution technologique - Augmentation des crédits destinés à la diffusion de la presse française à l'étranger - (p. 3937) : subvention aux quotidiens à faibles ressources publicitaires - Taxe sur la publicité à la télévision - Hommage aux professionnels de l'Agence France Presse (AFP) ; concurrence internationale ; plan de développement et de diversification de l'AFP - Nationalisation du crédit, abordée par M. *Jean Cluzel,* rapporteur spécial, au sujet des concours bancaires aux entreprises de presse - Proposition de loi d'origine sénatoriale tendant à garantir la liberté de la presse : disposition d'abrogation de l'ordonnance du 26 août 1944 - Distribution de la publicité des entreprises nationales à la presse, évoquée par M. *Jean Cluzel :* comparaison entre *L'Humanité* et *le Figaro* - Volume de publicité à la télévision : suppression du plafonnement légal et respect maintenu du plafond de 25 %.

– Question au Gouvernement de M. Adolphe Chauvin : déclaration de M. le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication - (15 décembre 1983) - (p. 4262) : réponse aux questions du Parlement - Responsabilité de M. *Jean Cluzel,* rapporteur spécial du budget de l'audiovisuel - Critiques sur la forme du rapport de M. *Jean Cluzel* - Contrôle de l'utilisation des crédits affectés aux organismes du service public - (p. 4263) : prix de revient comparé des émissions de télévision - « Trucage » des chiffres.

FITERMAN (Charles), *ministre des transports* (nommé le 22 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 23 mars 1983, p. 882].

DÉPÔTS

Projet de loi relatif aux mesures pouvant être prises en cas d'atteinte aux intérêts maritimes et commerciaux de la France [n° 248 (82-83)] (19 avril 1983) - **Transports maritimes.**

Projet de loi relatif au contrôle de l'état alcoolique [n° 6 (83-84)] (6 octobre 1983) - **Alcoolisme.**

Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-1813 du 14 août 1945 portant réorganisation des **pêches** maritimes [n° 47 (83-84)] (4 novembre 1983).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 299 de M. François Autain : **infirmiers et infirmières** (infirmiers libéraux agréés : titre de transport gratuit sur la RATP) (10 juin 1983) (p. 1546, 1547).

INTERVENTIONS

– Question au Gouvernement, de M. Jacques Thyraud : enquête d'utilité publique sur le tracé du TGV atlantique - (21 avril 1983) - (p. 415) : train à grande vitesse - Etude de ce projet depuis le 22 septembre 1981 - Commission d'étude - Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet - Procédure des enquêtes publiques - (p. 416) : référence à une déclaration de M. *Jean-Pierre Fourcade* en 1977 relative à l'amélioration des liaisons ferroviaires avec le Sud-Ouest - Préparation du 9e Plan.

– Question au Gouvernement, de M. Philippe de Bourgoing : réglementation des transports scolaires - (16 juin 1983) - (p. 1695, 1696) : arrêté du 2 juillet 1982 - Accident de Beaune en 1982 - Conditions de transport des enfants - Mise en conformité de nombreux départements - Transports en site urbain et non urbain.

– Question au Gouvernement de M. Raymond Dumont : industrie ferroviaire valenciennoise - (10 novembre 1983) - (p. 2824) : campagne de presse sur les difficultés de l'industrie ferroviaire dans la région Nord-Pas-de-Calais - Examen attentif du dossier - Augmentation des investissements à la SNCF et à la RATP - Lancement du TGV atlantique - Développement des transports urbains - Livraison de matériel ferroviaire à l'Egypte et à l'Algérie - Maintien des emplois dans l'industrie ferroviaire.

– Question au Gouvernement de M. Auguste Cazalet : rachat par une société américaine de la société Messier - (10 novembre 1983) - (p. 2832) : situation difficile de la société de fonderie Messier, située à Arudy (Pyrénées-Atlantiques) - Crise mondiale du transport aérien et de l'industrie aéronautique - Rachat de l'unité de titane par une société américaine - Etude du dossier par les pouvoirs publics.

– Projet de loi relatif au contrôle de l'état alcoolique [n° 6 (83-84)] - (10 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2833) : nouvelle augmentation des accidents de la route - Action du Gouvernement sur les différentes causes d'accident - Amélioration des infrastructures - Sensibilisation des conducteurs sur leur responsabilité - Renforcement de la répression des conduites irresponsables - Lutte contre l'alcoolisme - (p. 2834) : travaux de l'organisme national de sécurité routière (ONSER) - Evolution de la législation contre l'alcool au volant - Modifications essentielles du texte : abaissement du seuil délictuel d'alcoolémie ; définition d'un taux légal d'alcool dans l'air expiré - Utilisation d'éthylomètres - Action renforcée et persévérante du Gouvernement - Campagne d'information prévue début 1984.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Transports - (25 novembre 1983) - (p. 3292) : loi d'orientation adoptée par le Parlement en décembre 1982 - Droit au transport - Contrainte de rigueur de l'action gouvernementale - Progression des crédits - (p. 3293) :

priorité aux transports collectifs : contrats de développement entre l'Etat et les collectivités locales pour promouvoir les transports urbains - Dessertes ferroviaires régionales - Contrats Etat régions - Réseau routier ; sécurité routière - Difficultés financières de la SNCF : conséquences de la politique du précédent gouvernement ; endettement ; contribution exceptionnelle - (p. 3294) : voies navigables ; progression des crédits du transport fluvial ; Fonds spécial de grands travaux - Encouragement au développement des transports combinés - Transport aérien intérieur - Effort d'équipement : travaux publics ; industrie aéronautique ; emploi dans l'industrie ferroviaire ; train à grande vitesse (TGV) Atlantique ; investissements de la RATP et de la SNCF ; industrie du matériel électronique - Augmentation des moyens de la météorologie - (p. 3295) : coopération européenne - (p. 3303, 3304) : Air France : augmentation du nombre des dessertes par l'introduction des Boeing 737 ; résultats d'exploitation de Concorde ; dotation en capital de l'Etat - Budget de l'aviation civile - Groupement d'intérêt économique Airbus ; lancement de l'A 320 et du moteur CFM 56 ; commandes - Programme de l'ATR 42 évoqué par M. *Bernard Legrand,* accord de coopération avec la Chine - Desserte par les compagnies de troisième niveau - Endettement excessif de la SNCF - (p. 3305) : contribution publique ; retraites - Contribution régionale : objectif de conventionnement entre la région et la SNCF avec l'intervention de l'Etat : article 53 du cahier des charges - Amélioration du réseau de voies navigables ; 9e Plan ; liaison Seine Nord - Crédits du réseau routier commentés par M. *Jacques Braconnier* - (p. 3306) : Fonds spécial de grands travaux - Crédits des routes ; prix des matériaux utilisés dans les travaux publics ; indice du bâtiment - (p. 3316) : comparaison du budget proposé avec le budget voté sous le précédent gouvernement - (p. 3317) : désenclavement du département de la Manche - Liaison Rhin Rhône - Aviation ultra-légère - Refus des propositions d'augmentation des tarifs de la SNCF et de réduction de ses effectifs - (p. 3318) : transport aérien de troisième niveau - Essai de rationalisation des services aériens régionaux - Air Inter - Possibilité d'aide de la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) pour la mise en place de dessertes aériennes - Ultra-léger motorisé (ULM) - TGV-Atlantique - Coopération entre la République fédérale d'Allemagne, la Belgique et la France pour la réalisation d'un TGV Nord - Voies navigables - (p. 3319) : dérivation de Mâcon - Compagnie nationale du Rhône (CNR) - Liaison Rhin Rhône - Liaison Seine Nord - Plan routier breton ; contrat de plan entre l'Etat et la région - Sécurité routière ; signalisation routière évoquée par M. *Pierre Tajan* - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3320) : déductibilité partielle de la TVA pour les transporteurs routiers - Relations avec le syndicat national des pilotes de ligne au sujet du boycottage des vols à destination de Moscou en réplique à l'attentat contre un avion de ligne sud-coréen ; propos de M. *Yves Le Cozannet* - Rôle de la France à l'organisation de l'aviation civile internationale (OACI) - **Art. 112** (p. 3321, 3322) : réforme du système de gestion des transports parisiens - Nécessité de proroger la loi de décembre 1977 pendant la préparation d'un nouveau projet de loi.

FOREST (Louis de la), sénateur de l'Ille-et-Vilaine (UREI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 20** (p. 3202) : émotion du milieu agricole - Conséquences financières pour l'agriculture - Définition du statut des assurances mutuelles agricoles par la loi du 4 juillet 1900 - Absence de but lucratif des mutuelles agricoles - Article représentant un accroissement des charges de production pour l'agriculture - (p. 3203) : amendement tendant à étendre le champ de l'exonération à l'outil de travail - Profession agricole ne refusant pas de participer à l'effort national - (p. 3211) : son amendement n° 16, soutenu par M. Roland du Luart : nouvelle rédaction du paragraphe II de cette article relatif aux contrats souscrits auprès des caisses d'assurances mutuelles agricoles et à la mise en oeuvre sur trois ans des nouvelles dispositions ; retiré.

FORTIER (Marcel), sénateur de l'Indre-et-Loire (RPR).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre suppléant de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe.

Est nommé de nouveau membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (5 octobre 1983) (p. 2267).

Est nommé membre titulaire du comité central d'enquêtes sur le coût et le rendement des services publics (décret n° 75-223 du 8 avril 1975) (26 octobre 1983) (p. 2489).

Est nommé membre de la commission des comptes de la sécurité sociale (décret n° 79-237 du 22 mars 1979) (18 novembre 1983) (p. 3069).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - ***Affaires sociales et solidarité nationale, travail, santé, emploi - II. Santé, solidarité nationale*** [n° **62, annexe 2 (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale - (26 novembre 1983) - Rapporteur spécial - (p. 3353) : commission des comptes de la sécurité sociale - Dotation générale de décentralisation (DGD) - Réorganisation des services - (p. 3354) : formation des personnels des professions médicales et para-médicales - Protection et prévention sanitaires - Aide sociale - Travailleurs sociaux - Conditions d'exécution des lois de finances - Décentralisation du régime d'aide sociale et du système d'aide médicale - Modalités d'attribution de la DGD - Responsabilités des collectivités locales - Sécurité sociale - Fiscalisation des charges sociales - Contribution sur les revenus imposables - Situation financière des collectivités locales - Crise de l'Etat providence - Taux des

prélèvements obligatoires - (p. 3355) : avis défavorable sur ce projet de budget.

FOSSET (André), sénateur des Hauts-de-Seine (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'art. 38 de la Constitution, diverses mesures financières (19 avril 1983) (p. 361).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (15 mai 1983) (p. 1083).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 mai 1983) (p. 1202).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réglement définitif du budget de 1981 (23 juin 1983) (p. 1936).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle (23 juin 1983) (p. 1954).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 juin 1983) (p. 2031).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à garantir la liberté de la presse (24 novembre 1983) (p. 3246).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (9 décembre 1983) (p. 4026).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1984 (12 décembre 1983) (p. 4084).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1983 (19 décembre 1983) (p. 4370).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales (20 décembre 1983) (p. 4429).

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la structure et le montant de la dette publique de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements, ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques dans l'évolution de la dette extérieure depuis 1981 (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Rémi Herment, tendant à modifier les art. 101 et 268 du code pénal pour assurer une lutte efficace contre le terrorisme [n° **304 (82-83)**] (10 mai 1983) - **Ordre public.**

Rapport fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° **210 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, modifiant certaines dispositions du code général des impôts, relatives à la garantie du titre des matières d'or, d'argent et de platine [n° **348 (82-83)**] (26 mai 1983) - **Contributions indirectes.**

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Economie, finances et budget - I. Charges communes** [n° **62, annexe 9 (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– Déclaration de politique générale du Gouvernement [n° **214 (82-83)**] - (6 avril 1983) - **Rappel au règlement** (p. 56) : article 39, alinéa 2 du règlement du Sénat : possibilité de débat et de vote à la suite d'une déclaration de politique générale du Gouvernement devant le Sénat - Demande du président du groupe UCDP à la conférence des présidents du 5 avril 1983 - Utilisation de cette procédure par les précédents gouvernements - (p. 57) : demande l'organisation prochaine d'un débat sanctionné par un vote.

– Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1981 [n° **403 (82-83)**] - (23 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1858, 1859) : rapport de la Cour des comptes à l'intention du Parlement annexé au projet de loi de règlement des budgets - Amendements de l'Assemblée nationale tendant à améliorer l'information du Parlement sur les modifications réglementaires de crédits et sanctionnant la gestion du service des haras - Loi organique prévoyant la rectification des lois de finances par voie législative ou réglementaire - Souhait de respect du vote du Parlement - Financement du déficit des lois de finances de l'année 1981 par un recours accru aux bons du Trésor sans augmentation correspondante de la dotation prévue pour le paiement des intérêts - Propos de M. Maurice Pérouse dans la préface du rapport annuel de la Caisse des dépôts et consignations au Parlement en 1981 - Irrégularité dans la gestion du budget annexe des postes et télécommunications (PTT) - (p. 1860) : financement d'une campagne d'explication des mesures gouvernementales par l'affectation d'une partie du crédit pour dépenses accidentelles - Recours à la notion de dépense urgente et imprévue pour financer la majoration rétroactive des coûts de livraison de gaz algérien - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1935) : mise en œuvre de la procédure du vote bloqué pour l'approbation d'une loi de finances - Proposition de loi organique déposée par des députés socialistes relative à l'information du Parlement en cas de transfert de crédits par voie réglementaire - Vote du groupe UCDP contre ce projet de loi - (p. 1936) : proposition de loi signée par M. Fabius relative au contrôle du Parlement sur les modifications de crédits par voie réglementaire.

– Projet de loi modifiant certaines dispositions du code général des impôts relatives à la garantie du titre des matières d'or, d'argent et de platine [n° **210 (82-83)**] - (23 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1937) : élaboration de ce projet de loi par le gouvernement de Raymond Barre - Statistiques sur les professions intéressées - Poinçon - Direction de la garantie et des services industriels - Amendement adopté à l'Assemblée nationale - (p. 1938) : conséquences néfastes de l'éventuelle légalisation du titre inférieur de neuf carats.

– Question au Gouvernement : lutte contre le terrorisme - (13 octobre 1983) - (p. 2294) : information sur d'éventuelles

négociations du Gouvernement avec des mouvements terroristes - Mise en cause de la gendarmerie.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Discussion générale - (21 novembre 1983) - Au nom de la commission des finances - (p. 3076) : rapport de la Cour des comptes - Conditions d'exécution du budget de 1981 - Déficit - Découvert d'exécution - Solde négatif de l'exercice courant et solde négatif d'exécution des lois de finances - Accroissement de l'encours des bons du Trésor - Solde des opérations de financement de nature monétaire - Défaut d'ajustement des dotations budgétaires - Dépassement sur les crédits de la dette publique - (p. 3077) : report de crédits - Aides à la localisation d'activités créatrices d'emplois - Dotation du Fonds de développement économique et social (FDES) - Aide médicale - Apurement du passé - Chambres régionales des comptes - Insuffisance de préparation des grands investissements - Musée d'Orsay - Exécution de la loi de programmation militaire du 19 juin 1976 - Equipement téléphonique - Télématique - Ports de commerce non autonomes et aéroports de province - Gaspillage des fonds publics - Intervention des collectivités locales dans le domaine économique - Situation de la SNCF et des Charbonnages de France - (p. 3078) : abus en matière d'indemnisation du chômage - Versement d'indemnités aux victimes de calamités aux Antilles - CNRS - Retraite des agents administratifs de la SNCF - (p. 3103) : conjoncture internationale - Coût des matières premières ; énergie - Conséquences néfastes pour l'économie de la politique de relance - Plan de rigueur - Indice de la production industrielle - Hausse des prix - Stabilisation artificielle du chômage - Nombre d'emplois industriels - Industrie automobile - Baisse des offres d'emplois - Pouvoir d'achat des ménages - Commerce extérieur - Diminution des importations ; structure des importations - (p. 3104) : impôt sur les sociétés - Coût des opérations au Tchad et au Liban - Déficit budgétaire - Débudgétisation - Sous-évaluation de la dette - Entreprises publiques - UNEDIC - Resserrement de l'encadrement du crédit pour les entreprises privées - Taux de base bancaire - Compte pour le développement industriel (CODEVI) - Crédits militaires - Crédits de la recherche - Economies sur les prestations sociales - Culture - Pression fiscale - Prélèvements obligatoires - (p. 3105) : cotisation vieillesse - Prélèvement conjoncturel - Surtaxe conjoncturelle - Crédit d'impôt - Droits de mutation à titre gratuit en ligne directe - Plafonnement du quotient familial - Budget de récession - Nécessaire retour à la liberté des prix et à la vérité des tarifs publics - Information du Parlement - Réduction des dépenses publiques et allègement de la fiscalité - Opposition à la politique du Gouvernement.

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 1** (p. 3124) : intervient sur cet article relatif à l'autorisation de percevoir les impôts existants - Disposition adoptée dans la loi de finances pour 1983 sur les frais de garde et gage choisi d'une augmentation de la TVA sur les fourrures et pelleteries ; diminution des ventes de 30 % et suppressions d'emplois - Suppression souhaitable de ce gage - **Art. 4** (p. 3138) : soutient l'amendement n° 110 de M. Jean Faure (aménagement du régime fiscal des dons aux organismes sans but lucratif : dispense de la production de pièces justificatives jusqu'à cinq cents francs) - **Art. 7** (p. 3139) : son amendement n° 107 : exonération d'impôt sur les bénéfices des entreprises nouvelles applicable, sur agrément ministériel, aux sociétés créées dans le cadre d'une diversification par d'autres sociétés qui les détiennent à plus de 50 % ; retiré.

Suite de la discussion - (24 novembre 1983) - **Après l'art. 30** (p. 3225) : soutient l'amendement n° 59 de M. Georges Treille (fixation d'un terme pour l'institution du paiement mensuel des pensions civiles et militaires) - **Art. 38** (p. 3232) : revalorisation annuelle des rentes viagères - Evolution du coût de la vie.

Deuxième partie :

Education nationale - (3 décembre 1983) - **Après l'art. 108** (p. 3729) : se déclare favorable à l'amendement n° 175 de M. Adolphe Chauvin (article additionnel relatif à la non utilisation des crédits pour la titularisation dans la fonction publique des personnels des établissements d'enseignement privé à l'exception de ceux mentionnés à l'article 108).

Economie, finances et budget - I - Charges communes - (8 décembre 1983) - Rapporteur spécial - (p. 3939) : tradition du Sénat de confier ce rapport à un sénateur de l'opposition - Complexité de ce budget - Inventaire des dotations y figurant - Cas des crédits évaluatifs : dette publique et dépenses en atténuation de recettes ; ajustement prévu au collectif - (p. 3940) : montant et évolution de ce budget - Dette publique : dépôts des correspondants et emprunts à moyen et à long terme - Dette intérieure - Emprunts d'Etat pour 1983 - Conséquences sur le marché financier - Dette extérieure : dotation pour charge d'intérêts ; emprunt international ; cours du dollar - Information du Parlement - Créances de la France ; cas des débiteurs insolvables - Utilisation des fonds collectés par emprunts : investissement ou compensation des déficits - (p. 3941) : solde de la balance des paiements - Intérêts de ces emprunts extérieurs et charge de remboursement - Dépenses en atténuation de recettes - Dotations relatives aux dépenses administratives : augmentation des rémunérations des fonctionnaires - Justifications insuffisantes apportées sur les évaluations des chapitres « Dépenses éventuelles » et « Dépenses accidentelles » - Transferts entre les ministères - Autorisations de programme et crédits de paiement pour le Carrefour international de la communication - Transfert de la charge des aides au logement à la Caisse des dépôts et consignations ; prêts bonifiés - Entreprises publiques et d'économie mixte - Aide pour l'équipement hôtelier - Action sociale : rapatriés - Allocation aux adultes handicapés : rapport Esteva - Collectif de fin d'année : annulations de crédits de revalorisation des rentes viagères et de crédits destinés aux Français d'outre-mer - Budget civil de recherche : établissement public du parc de la Villette : augmentation excessive des charges de fonctionnement et des dotations d'investissement - (p. 3942) : vote favorable de la commission des finances sous réserve de profondes modifications de ce budget - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3951) : son amendement n° 267 : réduction des crédits du titre III : diminution des subventions de fonctionnement relatives à l'établissement public du parc de la Villette, au Carrefour international de la communication et aux crédits évaluatifs de dépenses éventuelles et dépenses accidentelles ; adopté - **Etat C** : ses amendements n° 268 et n° 269 : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement : suppression des crédits relatifs aux opérations de transfert du ministère de l'urbanisme et du logement et du secrétariat d'Etat chargé de l'environnement ; adoptés - (p. 3952) : transfert du ministère de l'économie et des finances à Bercy, évoqué par M. Henri Emmanuelli - Observation sur la perception du produit de la TVA - Activité des entreprises du bâtiment et des travaux publics - (p. 3953) : ses amendements n° 270 et n° 271 : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement relatifs à l'établissement public du parc de la Villette et au Carrefour international de la communication ; adoptés - Opérations coûteuses ; dépenses de prestige - **Avant l'art. 106** : accepte l'amendement n° 239 de M. Adolphe Chauvin (modification de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances : communication au Parlement d'un tableau retraçant les créances détenues et les dettes contractées par l'Etat, ses établissements publics et les sociétés nationales à l'égard d'organismes étrangers de toute nature ou d'Etats étrangers) - (p. 3954) : endettement net de la France : absence de compensation des intérêts versés, par les revenus provenant des créances - **Art. 107** (p. 3957) : son amendement n° 272 : montant des subventions de l'Etat entraînant pour les associations l'obligation de préciser la part de l'Etat et éventuellement de ses établissements publics dans les

ressources de l'organisme : abaissement du seuil prévu ; adopté.

Deuxième délibération - (10 décembre 1983) - **Art. 106 A** (p. 4063) : se déclare favorable à l'amendement n° 4 de M. Maurice Blin, rapporteur général (dépôt par le Gouvernement, sur le bureau des assemblées, d'un rapport annuel sur l'état des créances et dettes publiques).

FOURCADE (Jean-Pierre), sénateur des Hauts-de-Seine (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales (5 octobre 1983) (p. 2267), puis élu président.

– Est nommé membre titulaire du comité des finances locales (19 avril 1983) (p. 329).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'art. 38 de la Constitution, diverses mesures financières (19 avril 1983) (p. 361).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (15 mai 1983) (p. 1082).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 mai 1983) (p. 1202).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réglement définitif du budget de 1981 (23 juin 1983) (p. 1936).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle (23 juin 1983) (p. 1954).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi interdisant certains appareils de jeux (27 juin 1983) (p. 2012).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code de la sécurité sociale et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant (12 décembre 1983) (p. 4099).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique (14 décembre 1983) (p. 4187).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public (16 décembre 1983) (p. 4314).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier (16 décembre 1983) (p. 4343).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant et modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics à caractère administratif, et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif (19 décembre 1983) (p. 4401).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural relatives aux caisses de mutualité sociale agricole (20 décembre 1983) (p. 4412).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (20 décembre 1983) (p. 4461).

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la structure et le montant de la dette publique de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements, ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques dans l'évolution de la dette extérieure depuis 1981 (20 décembre 1983) (p. 4461).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) (21 décembre 1983) (p. 4530).

DÉPÔTS

Avis, déposé au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° **53 (82-83)**] de M. Paul Girod et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (urgence déclarée) [n° **274 (82-83)**] (27 avril 1983) - **Collectivités locales.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **29 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale, complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983, relative à la démocratisation du secteur public [n° **52 (83-84)**] (10 novembre 1983) - **Entreprises publiques.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **94 (83-84)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983, relative à la démocratisation du secteur public [n° **113 (83-84)**] (8 décembre 1983) - **Entreprises publiques.**

Avis, déposé avec MM. Jean Madelain et Jean Béranger, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **88 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, définissant les moyens d'exécution du 9e **Plan** de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) [n° **144 (83-84)**] (15 décembre 1983).

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi, complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation

du secteur public [n° **154 (83-84)**] (20 décembre 1983) - **Entreprises publiques.**

Rapport fait, en remplacement de M. Louis Boyer, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° **171 (83-84)**] (21 décembre 1983) - **Sécurité sociale.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **331** (*JO* Débats 3 avril 1983) (p. 22) à M. le ministre des relations extérieures : **politique extérieure** (situation des réfugiés éthiopiens à Djibouti) - Réponse de Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat à la consommation (14 octobre 1983) (p. 2319, 2320).

n° **352** (*JO* Débats 15 avril 1983) (p. 299) à M. le ministre de l'économie : **entreprises publiques** (contrôle parlementaire de la gestion des banques nationalisées) - Réponse de Mme Catherine Lalumière (14 octobre 1983) (p. 2320, 2321).

Questions orales avec débat :

n° **13** (2 avril 1983) (p. 4) à M. le ministre de l'urbanisme et du logement : **urbanisme** (octroi à certaines communes des Hauts-de-Seine de subventions pour dépassement du fonds d'aménagement urbain) - Discutée le 26 avril 1983 (débat commun) (p. 472 et suivantes).

n° **31** (6 avril 1983) (p. 93) à M. le ministre délégué à la culture : **musées** (musée Pablo Picasso) - Discutée le 14 octobre 1983 (p. 2321 et suivantes).

n° **91** (21 octobre 1983) (p. 2374) à M. le ministre chargé des PTT : **conflits du travail** (grève des centres de tri postal) - Discutée le 16 décembre 1983 (p. 4315 et suivantes).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières** [n° **228 (82-83)**] - (19 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 329) : situation économique et financière de la France - Trois dévaluations du franc - Déficit de la balance des paiements - Refus de mesures protectionnistes - Carnet de change touristique - Maintien du franc dans le système monétaire européen (SME) - Aggravation de la fiscalité - Lancement du TGV Atlantique - Exposition universelle de 1989 - (p. 330) : grand projet culturel pour la région d'Ile-de-France - Fiscalisation des charges sociales - Déficit des régimes de sécurité sociale - Absence d'incitation à l'investissement - Plafonnement des investissements des collectivités locales - Préférence pour une loi de finances rectificative - Accroissement de la pression fiscale - Politique de réduction de la consommation - Situation du personnel d'encadrement - Financement inflationniste du budget - Aggravation de l'endettement international de la France - (p. 331) : craint le recours de la France au fonds monétaire international (FMI) - Politique économique et sociale de la France allant à contre-courant de l'évolution mondiale - Déclarations du Président de la République à Cancun.

– **Questions orales avec débat jointes : octroi de subventions par le Fonds d'aménagement urbain** - (26 avril 1983) - (p. 473) : critères politiques dans la répartition des subventions pour dépassement de la charge foncière par le Fonds d'aménagement urbain (FAU) à des communes du département des Hauts-de-Seine - (p. 474) : refus par le FAU de la subvention demandée par la ville de Saint-Cloud - (p. 475) : récusation des motifs administratifs avancés par M. Roger Quilliot, ministre du logement - Rappel de sa politique de construction sociale à Saint-Cloud.

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53(82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - (4 mai 1983) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 594) : travaux antérieurs du Sénat sur les problèmes financiers des collectivités locales - Principe de la correspondance entre transferts de compétences et transferts de ressources - Loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences - Dispositions de la proposition en examen : extension du domaine des compétences transférées ; travaux de la commission des finances et estimation du bilan financier des transferts à 25 milliards de francs, reposant principalement sur les départements - (p. 595) : mécanisme général de compensation financière prévu par la loi du 7 janvier 1983 - Principes de l'évaluation préalable des charges, de la constatation du bilan, du transfert concomitant des ressources et du calcul des recettes de compensation - Dépenses nouvelles entraînées par la décentralisation - Problème des rattrapages préalables ; dépenses induites ; risques de dérapage ; évolution des charges ; confusion entre compensation et péréquation ; dotation globale d'équipement (DGE) - Compensation spécifique prévue pour la formation professionnelle - Transfert de fiscalité - Carte grise ; vignette automobile, droits d'enregistrement et taxe de publicité foncière - Dotation générale de décentralisation (DGD) - Situation actuelle des finances publiques ; déficit du budget de l'Etat - Problème de l'évolution des sources de financement des collectivités locales ; contingents Minjoz ; livret A et livret d'épargne populaire et conséquences pour les collectivités locales - (p. 596) : aggravation des dépenses induites : transfert de l'exécutif dans les départements et les régions ; recrutement d'agents nouveaux ; nouveaux locaux ; véhicules de service ; matériel - Mission d'information prévue par le Sénat quant au bilan financier de la décentralisation - Interventions économiques des collectivités locales - Endettement des départements : prêts aux entreprises et cautions accordées - Problème de délimitation des compétences ; transfert de personnels ; mise à disposition - DGE : autorisations de programme et crédits de paiement - Mécanisme de péréquation - Simulation faite par le ministère de l'intérieur sur la DGE - Nécessité de garanties financières nouvelles - Concertation entre les rapporteurs des commissions - Préalables et verrous financiers - (p. 597) : nécessité de rattrapage préalable : transports scolaires ; logement des instituteurs ; révision des barèmes et remboursements des dettes d'aide sociale - Eventualité d'une opposition de l'article 40 de la Constitution et refus du texte, dans ce cas, par la commission des finances - Aménagement nécessaire des règles de compensation : correction du mécanisme de transfert en matière de formation professionnelle et aménagement de la DGE : liberté d'emploi ; ententes interdépartementales ; placement éventuel en bons du Trésor - Tableau de bord de la décentralisation : indicateur de dépenses induites - Rapport à l'issue d'une période de trois ans - Verrous financiers - Importance de l'enjeu - (p. 602) : évocation par M. Gaston Defferre, ministre, de l'approbation donnée par le comité des finances locales aux décrets d'application relatifs à la DGE ; répartition de la DGE ; péréquation ; insuffisance des crédits de paiement - **Art. 1** (p. 623) : sur l'amendement n° 31 de M. Gaston Defferre, ministre (1° rédactionnel ; 2° suppression de la réserve relative à la réalisation des dispositions de la section 2 du titre I), accepte la première partie, mais s'oppose à la deuxième partie - Nouveaux transferts de compétences ; compensations ; réalisation des préalables - **Art. 5** (p. 626) : intervient sur cet article relatif au préalable du remboursement par l'Etat des dépenses de logement des instituteurs - Débats du comité des finances locales ; mécanisme de répartition de cette indemnité ; soutien apporté par la commission des finances à la clarification proposée par la commission des lois.

Suite de la discussion - (5 mai 1983) - Rapporteur pour avis - **Art. 7** (p. 634) : se déclare opposé aux amendements n° 141 de M. Rémi Herment, soutenu par M. Pierre Lacour (remboursement en trois ans des dettes de l'Etat envers les collectivités locales) et n° 1 de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis (remboursement en quatre ans des dettes de l'Etat envers les collectivités locales).

Suite de la discussion - (6 mai 1983) - Rapporteur pour avis - **Art. 54** (p. 699) : se déclare favorable à l'amendement n° 72 de M. Gaston Defferre, ministre (précisions concernant les compétences respectives de l'Etat et des collectivités locales en matière d'enseignement musical) - **Art. 58** (p. 701) : importance de la dotation globale d'équipement (DGE) - Satisfaction de l'annonce par le Gouvernement du dégagement d'un crédit de paiement nouveau - Surveillance de la répartition des crédits par le comité des finances locales - (p. 702) : difficultés de l'application du système de la DGE pour les petites communes et souhait d'une évolution - **Après l'art. 63** (p. 707) : s'oppose à l'amendement n° 84 de M. Gaston Defferre, ministre (mise à disposition constatée par un procès-verbal précisant la composition, la situation juridique et l'état des biens) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 718) : absence d'opposition de l'article 40 par le ministre - Souhait de l'aboutissement à un dispositif acceptable pour les finances publiques de l'Etat et pour celles des collectivités locales - Coût des aéroports dans le bilan global de la décentralisation - Simplification des modalités de versement aux collectivités locales de la dotation globale d'équipement (DGE) - Se déclare favorable au texte de cette proposition de loi.

– **Projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989** [n° 338 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (17 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1749, 1750) : favorable à la tenue à Paris et dans la région d'Ile-de-France d'une Exposition universelle en 1989 - Disparition progressive de la notion de plan et utilité de se donner un objectif et une échéance fixes - Importance de l'organisation d'une Exposition universelle pour fixer l'actualité sur les réalisations d'un pays et sur sa culture - Préparation d'une Exposition universelle, élément d'intérêt pour la jeunesse du pays - Exposition en France en 1989 devant tenir compte de la réalité du monde de la fin du XXe siècle - Récidive du « coup » du Panthéon - Interrogation sur le gouvernement qui sera à la tête des affaires en 1989 pour ouvrir et présenter au monde l'Exposition universelle - Nécessité pour la préparation du thème de s'ouvrir aux problèmes du monde notamment à celui des échanges Nord-Sud - Problème du choix du site - Défavorable à l'idée de couper le site de l'Exposition en deux - Nécessité de trouver un site d'environ 500 hectares et à proximité de Paris - Problème de l'unicité du site lié à Paris comme élément d'attraction - (p. 1751) : importance du règlement du problème du financement et inquiétude M. *Edouard Bonnefous* après l'audition désastreuse du secrétaire d'Etat au budget, déclarant qu'aucun problème financier ne se posait - Sous-estimation des coûts - Schéma minimal du type Marne-la-Vallée et schéma maximal correspondant à l'intrusion dans Paris d'une Exposition - Impossibilité de lancer le pays dans une aventure financière de cette grandeur quand on connaît les difficultés actuelles du budget de l'Etat - Nécessité de déterminer si cette exposition est finançable par la Nation en plus des programmes actuels de développement de l'Etat, de la Ville de Paris et de la région d'Ile-de-France - Obligation d'abandonner des pans entiers des programmes d'investissement et de travaux pour financer l'Exposition - Inquiétude des responsables des collectivités locales devant l'absence de prévisions sérieuses sur le coût de l'Exposition - Nécessité de reprendre les études, de savoir clairement ce qui va être fait sur le plan du financement, qui va le faire et avec quelles ressources - (p. 1752) : existence dans le document adopté par la majorité du conseil régional d'une annexe consacrée aux problèmes de financement des travaux liés au site actuel de l'Exposition universelle - Intention du Gouvernement de globaliser le contrat de plan sur l'ensemble des équipements de transport et de circulation et les problèmes de l'Exposition - Constitution d'un groupe de travail de type quadripartite avec M. Trigano, réunissant les experts de la ville, de la région, de l'Etat et de l'Exposition - Souhait de voir le Gouvernement accélérer la concertation afin de coordonner les problèmes financiers et les problèmes techniques - **Art. 4** (p. 1759) : existence d'un crédit de cinq millions inscrit au budget de la culture dans la loi de finances de 1983 destiné à faire fonctionner l'établissement public.

– **Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** - *Nouvelle lecture* [n° 480 (82-83)] - (6 juillet 1983) - **Discussion générale** (p. 2209) : proposition dénaturée par l'Assemblée nationale - Transferts des ressources inadaptés aux transferts de compétences - Répartition des compétences - Aspects financiers de la proposition - (p. 2210) : suppression par l'Assemblée nationale des garanties financières - Adaptation des dépenses transférées aux compétences décentralisées - Apurement du passé - Fervent partisan de la décentralisation.

– **Question orale avec débat : musée Pablo Picasso** - (14 octobre 1983) (p. 2321) : dation en paiement - Création du musée Picasso à l'hôtel Aubert de Fontenay, dit hôtel Salé - Entrepôt de la collection - Délai d'achèvement des travaux - (p. 2323) : conflits d'architectes dans la création du musée Picasso - Relations entre l'Etat et la ville de Paris - Protection du patrimoine national - Entrepôt de la collection Picasso - Propose le don de quelques pièces à des musées de Paris ou de province.

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural, relatives aux caisses de mutualité sociale agricole** [n° 502 (82-83)] - (18 octobre 1983) - Président de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 2334) : amendement de la commission des affaires sociales tendant à la suppression du monopole syndical de présentation - **Vote sur l'ensemble** (p. 2343, 2344) : concertation intervenue et points de divergence révélés par le débat - Maintien nécessaire de l'équilibre actuel pour le bon fonctionnement de la mutualité sociale agricole.

– **Projet de loi portant extension aux départements d'outre-mer de l'assurance contre les accidents de la vie privée, les accidents du travail et les maladies professionnelles des personnes non salariées de l'agriculture** [n° 494 (82-83)] - (9 novembre 1983) - Président de la commission des affaires sociales - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2798) : révision éventuelle du décret déterminant la pondération des surfaces minimales à l'assujettissement à l'assurance obligatoire - Extension souhaitable aux petits exploitants - Avance de trésorerie au régime - Unanimité du Sénat - Votera le projet de loi.

– **Projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public** [n° 29 (83-84)] - (17 novembre 1983) - Président et rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 2970) : objectifs de la loi du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Annulation de trois dispositions de cette loi par le Conseil constitutionnel - Représentation des salariés des entreprises publiques de moins de 200 salariés - Droit des actionnaires privés - Représentation des cadres dans les entreprises publiques - Composition du conseil d'administration des sociétés détenues à plus de 90 % par l'Etat - Suppression de la disposition relative à la nomination des représentants des actionnaires - Représentation minimale des cadres dans les conseils d'administration ou de surveillance - (p. 2971) : représentation des non cadres - Respect du Sénat pour les décisions du Conseil constitutionnel - **Après l'art. 1** : son amendement n° 1 : nomination des représentants des actionnaires au sein des conseils d'administration ou de surveillance ; adopté - **Art. 3** (p. 2972) : son amendement n° 2 : suppression de cet article relatif à la représentation minimale des cadres au sein des conseils d'administration ou de surveillance ; adopté - In

fine (p. 2973) : accepte l'amendement n° 3 de M. Michel Miroudot (exclusion du centre national d'art et de culture Georges Pompidou du champ d'application de la loi).

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier** [n° 9 (83-84)] - (17 novembre 1983) - Président de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 2977) : nombreux amendements de la commission des affaires sociales - Résultats des auditions de la commission : absence de planification sanitaire ; départementalisation souple et progressive ; renforcement regrettable de la tutelle de l'Etat sur les établissements hospitaliers ; rapprochement nécessaire entre l'hospitalisation privée et l'hôpital public - Réaction du personnel hospitalier et des médecins - Conflit entre directeurs d'hôpitaux et praticiens - Réforme de la tutelle financière de l'Etat sur les hôpitaux publics - (p. 2982) : respect du principe de la continuité de l'Etat - Amendements de la commission en accord avec les circulaires lues par M. Edmond Hervé.

Suite de la discussion - (18 novembre 1983) - Président de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 3027) : commission favorable à un projet se limitant à l'amélioration de la loi de 1970 sans en remettre en cause les fondements - Logique défendue par M. *Franck Sérusclat* contraire à l'esprit même du texte de 1970 - Amendements de la commission destinés à supprimer le mandarinat dans les hôpitaux, à permettre l'expérimentation de formules nouvelles et évolution tranquille et progressive de l'ensemble des structures hospitalières - **Avant l'art. 5** (p. 3031) : chef d'unité fonctionnelle désigné selon les mêmes modalités que le chef de service d'aujourd'hui dans le système proposé - Différence de taille des établissements hospitaliers - Problèmes d'organisation - Désir de modifier la structure des services - Mise en place d'un système de départementalisation volontaire et facultatif - Refus d'une départementalisation obligatoire par l'ensemble des acteurs de l'hospitalisation - **Art. 7** (p. 3037) : importance du fonctionnement des conseils d'administration des hôpitaux - (p. 3038) : absence de remise en cause par la commission des affaires sociales du principe de la tutelle de l'Etat sur les établissements hospitaliers - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3064) : points d'accord sur les règles de fonctionnement des syndicats interhospitaliers, les modalités d'approbation des marchés des établissements hospitaliers et les rapports entre le directeur et le corps médical - Persistance de deux points de désaccord concernant la suppression des services et le problème de la tutelle - Souhait d'une coordination des pouvoirs des conseils d'administration et de l'exercice de la tutelle par le représentant de l'Etat - Souhait de donner au président du conseil d'administration la possibilité de présenter lui-même sa défense devant le représentant de l'Etat - (p. 3065) : positions du Sénat inspirées par l'expérience permettant de concilier l'évolution nécessaire de notre société avec le respect de la technique et de la compétence.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Discussion générale - (21 novembre 1983) - (p. 3095) : absence de la France dans la reprise économique mondiale - Chômage - Maîtrise des dépenses sociales - (p. 3096) : dévaluations du franc - Emploi et fonction publique - Commerce extérieur - Hausse des prix - Poids du prélèvement fiscal et social - Exportations - Emploi et traitement social du chômage - Diminution des effectifs employés - Equilibre des dépenses sociales ; forfait hospitalier ; taxe sur les tabacs ; contribution exceptionnelle sur les revenus imposables - Reconduction en 1984 du prélèvement sur les revenus et relèvement de la cotisation vieillesse à la charge des salariés - Assurance vieillesse - (p. 3097) : UNEDIC - Transfert de ressources de l'Etat vers les collectivités locales - Maîtrise des dépenses transférées - Contrôle des prix et inflation - Affaiblissement de l'économie par l'ampleur des déficits publics - Nécessaire amendement de ce budget.

Deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale - (26 novembre 1983) - Président de la commission des affaires sociales - (p. 3355) : équilibre financier du système de protection sociale - Comptes de la Sécurité sociale - Augmentation des dépenses sociales par rapport au produit intérieur brut (PIB) - Equilibre de 1983 et accroissement des recettes plus que modération des dépenses - Prélèvements obligatoires - Déséquilibre économique pour 1984 - Allocation aux adultes handicapés - Transferts de masse entre le régime général de sécurité sociale et les établissements hospitaliers - Prélèvements fiscaux supplémentaires - Lien entre l'équilibre des régimes sociaux et les problèmes de l'emploi - Placement des jeunes - Préretraite - (p. 3356) : nombre des emplois dans l'économie française - Nombre des personnes actives cotisant au régime général - (p. 3378) : action des gouvernements précédents - (p. 3380) : problème de la compatibilité de la réforme du financement de la protection sociale avec la croissance économique et la justice sociale - Prélèvements obligatoires.

Affaires sociales et solidarité nationale - III - Travail, emploi - I - Section commune - (26 novembre 1983) - Président de la commission des affaires sociales - (p. 3389) : traitement social du chômage - Retraite - Contrats emploi formation - Diminution du nombre total des emplois offerts dans l'économie française - Baisse des effectifs employés - Perte nette d'emplois - Taux de croissance - Formation de jeunes et absence de possibilité d'insertion satisfaisante - Reprise internationale et absence de la France.

Anciens combattants - (28 novembre 1983) - Président de la commission des affaires sociales - (p. 3412) : problème du rattrapage du rapport constant : remise en cause des conclusions de la commission tripartite ; intégration de l'indemnité mensuelle spéciale (IMS) et de points de l'indemnité de résidence, et création d'un nouveau contentieux - Réunion souhaitable de la commission tripartite - Geste nécessaire dans le budget de 1984.

Prestations sociales agricoles - (1er décembre 1983) - Président de la commission des affaires sociales - **Art. 103** (p. 3559, 3560) : budget de rigueur - Solidarité avec le monde agricole - Reconduction du budget et des services votés - Opposition aux mesures nouvelles.

– **Projet de loi portant modification du code du travail et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant** [n° 76 (83-84)] - (12 décembre 1983) - Président de la commission des affaires sociales - **Art. 2** (p. 4095) : nécessaire assouplissement du congé parental - Equilibre entre les aspirations familiales des Français et le fonctionnement des entreprises.

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural relatives aux caisses de mutualité sociale agricole** - *Deuxième lecture* [n° 69 (83-84)] - (12 décembre 1983) - Président de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 4100) : défense du fonctionnement normal du système parlementaire.

– **Projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public** - *Deuxième lecture* [n° 94 (83-84)] - (16 décembre 1983) - Président et rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 4293-4294) : modifications adoptées par l'Assemblée nationale : exclusion du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou - Représentation des actionnaires privés dans les conseils d'administration - Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets - Conseil supérieur de l'électricité et du gaz - Suppression de la représentation de l'actionnariat salarié au sein des conseils d'administration des compagnies d'assurances ; représentation des salariés dans les conseils d'administration des filiales d'entreprises nationalisées ; représentation des cadres - Espoir d'accord en commission mixte paritaire - **Art. 1** *bis*

(p. 4295) : son amendement n° 1 : rétablissement de cet article relatif aux modalités de nomination des représentants de l'Etat et des autres actionnaires au conseil d'administration ; adopté - **Art. 3** (p. 4296) : son amendement n° 2 : suppression de cet article relatif au nombre des représentants des salariés dans les conseils d'administration des filiales de petite dimension ; adopté - **Art. 6 :** son amendement n° 3 : suppression de cet article relatif à la représentation de l'actionnariat salarié au sein des conseils d'administration des compagnies d'assurances ; adopté.

– **Projet de loi relatif au prix de l'eau en 1984** [n° 93 (83-84)] - (16 décembre 1983) - **Art 1** (p. 4313, 4314) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Auguste Chupin, rapporteur (suppression de cet article relatif à l'encadrement du prix de l'eau) - Limitation à l'intiative des collectivités locales par la faible progression de la dotation globale de fonctionnement et la réglementation des prix de l'ensemble des prestations.

– **Grève des centres de tri postal** - (16 décembre 1983) - (p. 4315) : représentativité des organisations syndicales, responsables de la grève - Absence de service minimal - Conséquences de la grève sur les entreprises dont l'activité dépend du trafic postal - Perspectives de réforme du service postal - (p. 4318) : demande de création d'un service minimum - Demande du bilan des conséquences de la grève sur les entreprises - Commission Chevallier - Mécanisation.

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier** - *Deuxième lecture* [n° 96 (83-84)] - (16 décembre 1983) - Président de la commission - **Art. 4** *bis* (p. 4334) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean Chérioux, rapporteur (rétablissement de cet article relatif à l'organisation en services des établissements d'hospitalisation publics) - Délai pour la mise en place des départements - (p. 4335) : distinction entre la coordination des services existants sur la base du volontariat et la départementalisation obligatoire - **Art. 7** (p. 4339) : intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean Chérioux, rapporteur (exercice de la tutelle du représentant de l'Etat sur les établissements hospitaliers publics) - **Art. 12** (p. 4342) : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'amendement n° 14 de M. Jean Chérioux, rapporteur (délai pour l'organisation des départements).

– **Projet de loi relatif à l'assiette de certaines cotisations de sécurité sociale** [n° 98 (83-84)] - (20 décembre 1983) - Président de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 4442) : conséquences du déplafonnement pour les entreprises à personnel hautement qualifié et les entreprises de spectacles - Compétences respectives du Gouvernement et du Parlement en matière de sécurité sociale - (p. 4443) : réserves sur la jurisprudence actuelle du Conseil constitutionnel - Modification souhaitable de cette jurisprudence.

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 126 (83-84)] - (20 décembre 1983) - Président de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 4449) : dépôt tardif de ce projet et diversité des mesures proposées ; articles ajoutés en première lecture à l'Assemblée nationale et brièveté du délai laissé à la commission et au Sénat pour en délibérer - Importance de certaines dispositions : médecins libéraux ; praticiens du secteur public hospitalier - Urgence de la validation de la convention nationale annulée par le Conseil d'Etat - Pratiques préjudiciables à l'efficacité du travail parlementaire - **Art. 3** *bis* (p. 4454, 4455) : intervient sur l'amendement n° 5 de M. Louis Boyer, rapporteur (validation de la convention nationale de 1980 : suppression du paragraphe III portant application de cet article à compter du 1er juillet 1980).

– **Projet de loi instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique** - *Nouvelle lecture* [n° 158 (83-84)] - (20 décembre 1983) - Président et rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 4463) : échec de la commission mixte paritaire - Points en discussion - Champ d'application du projet - Problèmes spécifiques des petites entreprises : possibilité de différer le départ ou de le refuser ; procédure devant le conseil de prud'hommes - Rétablissement par l'Assemblée nationale de son texte aggravé par plusieurs amendements : octroi automatique de dommages et intérêts - (p. 4464) : réintroduction de la notion de groupe pour le calcul de l'ancienneté du salarié - Motion déposée par la commission - **Question préalable :** sa motion n° 1 tendant à opposer la question préalable ; adoptée.

– **Projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 154 (83-84)] - (20 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4464) : texte élaboré par la CMP et rejeté par l'Assemblée nationale - Points en discussion : composition des conseils des entreprises publiques - Cas des filiales - (p. 4465) : conditions de représentation des actionnaires représentant les salariés dans les sociétés centrales d'assurances - Intolérance de l'Assemblée nationale - Demande au Sénat d'adopter les conclusions de la CMP.

– **Projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan)** [n° 88 (83-84)] - (20 décembre 1983) - Président et rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 4477) : 9e Plan et problème de l'emploi : programme prioritaire d'exécution (PPE) n° 6 ; nombre actuel des chômeurs en France ; diminution du nombre d'emplois - (p. 4478) : progression prévisible du nombre des chômeurs ; résultats de la politique de traitement social du chômage et de partage du travail ; réduction de la durée du travail ; coût de ces réalisations - Formules de temps choisi - Formation professionnelle : PPE n° 2 relatif à la formation des jeunes : rénovation du système d'éducation ; insertion sociale et professionnelle des jeunes : rôle des stages et des formations alternées ; projet de loi portant réforme de la formation professionnelle ; apprentissage ; problème de financement ; modification nécessaire de certaines filières de formation dans les lycées d'enseignement professionnel (LEP) - Politique de la famille et de la santé : PPE n° 8 et n° 11 ; prévention ; alternatives à l'hospitalisation ; réforme hospitalière - (p. 4479) : planification sanitaire - Politique familiale : hostilité des pouvoirs publics à une aide spécifique en faveur des familles nombreuses et chute de la natalité - Réforme du quotient familial ; éventualité d'un crédit d'impôt - Conditions financières des réformes relatives à la santé et à la famille - Equilibre financier des régimes sociaux - Réforme du financement de la sécurité sociale - Proposition de la commission des affaires sociales de rejeter ce projet de loi de Plan.

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier** - *Nouvelle lecture* [n° 166 (83-84)] - (21 décembre 1983) - Président de la commission des affaires sociales - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4503) : deux points de divergence : Gouvernement souhaitant une départementalisation obligatoire et le Sénat souhaitant qu'elle reste facultative - Désaccord sur la nature des textes qui seront soumis au comité technique paritaire - Rédaction commune apaisant les inquiétudes qui s'exprimaient sur les pouvoirs du directeur, l'organisation de la tutelle et les syndicats interhospitaliers - Texte bouleversant la vie des hôpitaux et nécessitant dans l'avenir des formules plus souples et plus évolutives.

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural, relatives aux caisses de mutualité sociale agricole** - *Nouvelle lecture* [n° 167 (83-84)] - (21 décembre 1983) - Président de la commission des affaires sociales - **Explication de vote sur l'ensemble** - (p. 4506, 4507) : absence d'accord sur ce texte - Propos de M. le secrétaire d'Etat contraires au droit parlementaire - Etablissement d'un monopole syndical et droit de vote accordé aux salariés

étrangers contraires au maintien de la spécificité de la mutualité sociale agricole.

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **171 (83-84)**] - (22 décembre 1983) - Président de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 4548) : travaux de la commission mixte paritaire (CMP) évoqués par M. *Louis Boyer,* rapporteur - Article 3 *quater* modifiant le délai d'option des médecins hospitaliers entre le secteur public et le secteur privé - Prorogation de ce délai jusqu'au 30 avril 1984 - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4549) : importance de ce texte - Droits nouveaux relatifs notamment aux régimes sociaux agricoles et au régime des travailleurs indépendants - (p. 4550) : validation de la convention conclue en 1980 entre le ministre de la santé et les professions médicales, annulée ensuite par le Conseil d'Etat - Nouveau régime de couverture sociale pour l'ensemble des médecins - Report du délai d'option pour les médecins hospitaliers entre les activités privées et les activités publiques - Echec de nombreuses CMP au cours de la présente session - Rejet par l'Assemblée nationale des conclusions de la CMP relative à la démocratisation du secteur public.

FRANCESCHI (**Joseph**), *secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique* (nommé le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 25 mars 1983, p. 907].

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement, de M. Jean Chérioux : libertés syndicales dans la police** - (16 juin 1983) - (p. 1698) : manifestations de policiers le 3 juin 1983 - Devoir de réserve des fonctionnaires de police - Exercice des libertés dans le respect des institutions.

– **Question au Gouvernement, de M. Jean Colin : sanctions contre des responsables de police** - (16 juin 1983) - (p. 1702) : manifestations policières du 3 juin 1983 - Révocation du directeur général de la police nationale et de deux responsables syndicaux - Fermeté du Gouvernement et respect des garanties disciplinaires des fonctionnaires de police.

– **Conclusions du rapport de M. François Collet,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° 221 (82-83)] **de M. Henri Belcour** et des membres du groupe du rassemblement pour la République, **tendant à compléter l'article L. 30 du code électoral relatif à l'inscription sur les listes électorales en dehors des périodes de révision** [n° **395 (82-83)**] - (21 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1818) : dépôt chaque année du tableau rectificatif de la liste électorale au secrétariat de la mairie le 10 janvier - Contestation possible dans les dix jours du dépôt devant le juge du tribunal d'instance - (p. 1819) : radiation ordonnée par le juge du tribunal d'instance intervenant à titre de sanction - Proposition de loi ayant pour objet de permettre aux intéressés de demander et d'obtenir une réinscription en dehors de la période de révision - Problème de la bonne foi des intéressés et article L. 11 du code électoral relatif aux conditions nécessaires pour être électeur dans une commune - Rôle de la commission administrative - Danger de manœuvres et d'abus - Sanctions assurant la sincérité des listes électorales et la régularité des scrutins - S'oppose au nom du Gouvernement au texte de cette proposition de loi.

– **Conclusions du rapport de M. Marc Becam,** fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** [n° 167 (82-83)] **relative à l'âge de la retraite des personnels de police municipale** [n° **394 (82-83)**] - (21 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1821) : problème de la carrière des policiers municipaux et de la prise en compte des sujétions particulières à leur emploi - Arrêtés du 28 juin et du 15 juillet 1982 relatifs à l'échelonnement indiciaire et aux conditions d'avancement - Droits à pension des policiers municipaux - Retraite à 55 ans après quinze ans de services actifs - Abaissement de la limite d'âge à 60 ans - Refus par le précédent gouvernement de laisser venir en discussion devant le Parlement la proposition de loi n° 759 de M. Alain Mayoud tendant à l'octroi d'une bonification de cinq ans - Proposition d'un abaissement à 55 ans de la limite d'âge des policiers municipaux et atteinte au droit du travail - Proposition du financement de la totalité de la charge correspondant à la bonification accordée par une augmentation de la retenue pour pension - Souci du Gouvernement de procéder au réexamen des règles applicables aux policiers municipaux dans le but d'une meilleure harmonisation de leur carrière avec celle de la police d'Etat, après l'adoption par le Parlement du projet de loi sur la fonction publique territoriale - (p. 1822) : policiers de la police nationale soumis à la loi du 28 septembre 1948 portant catégorie spéciale - Existence de plusieurs astreintes et bénéfice d'un certain nombre d'avantages particuliers en compensation de ces servitudes - Loi du 8 avril 1957 portant régime particulier des retraites - En raison des différences importantes existant entre la police d'Etat et la police municipale, au nom du Gouvernement, s'oppose à la proposition de loi de M. *Marc Bécam,* rapporteur.

– **Projet de loi interdisant certains appareils de jeux** - *Deuxième lecture* [n° **427 (82-83)**] - (27 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2006) : améliorations retenues par l'Assemblée nationale : délai de quatre mois de mise en conformité des appareils ; présence dans les lieux privés ; fermeture judiciaire des établissements et renforcement des sanctions - Divergences subsistantes : introduction des machines à sous dans les casinos ; exportations ; ventes avec primes - **Art. 1** (p. 2008) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 5 de M. Jean Colin (précision relative aux appareils de jeux permettant un gain en espèces ou en nature) - (p. 2009) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Guy Petit, rapporteur (autorisation de fabrication de ces appareils s'ils sont destinés à l'exportation) - Traité de Rome - Détention, stockage et cession à des tiers - S'oppose à l'amendement n° 2 de M. Guy Petit, rapporteur (autorisation des appareils de distribution d'un produit pouvant s'accompagner de l'attribution d'un objet en prime) - Loi du 20 mars 1951 - Tolérance relative aux loteries foraines - Projet de réforme du code pénal - **Art. 1** *bis* (p. 2010, 2011) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Guy Petit, rapporteur (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale et permettant l'introduction de ces appareils dans les casinos autorisés) - **Intitulé** : accepte l'amendement n° 4 de M. Guy Petit, rapporteur (« Projet de loi interdisant certains appareils de jeux et renforçant la répression de la tenue de jeux de hasard sur la voie ou dans les lieux publics »).

– **Proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transports de fonds** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **451 (82-83)**] - (30 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2150) : succès de la commission mixte paritaire - Rôle des commissaires de la République - Incompatibilités.

– **Projet de loi interdisant certains appareils de jeux** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **464 (82-83)**] - (30 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2152) : refus d'exploitation des appareils de jeux dans les lieux privés et par des personnes privées - Amendement du Gouvernement visant à interdire la fabrication en France des machines destinées à l'exportation - Importation de ces machines interdite dans la Communauté économique européenne (CEE) - (p. 2153) : absence de fabrication française de machines à sous - Usage du droit constitutionnel permettant au Gouvernement d'amender un texte élaboré par une CMP - Absence de fabrication française de machines à sous, contrairement aux propos tenus par M.

Paul Girod - **Art. 1** (p. 2154) : son amendement n° 1 : interdiction de fabriquer en France des machines à sous destinées à l'exportation ; rejeté.

– **Projet de loi modifiant le code de la nationalité française et le code électoral, et supprimant les incapacités temporaires frappant les personnes ayant acquis la nationalité française** [n° **505 (82-83)**] - (2 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2532, 2533) : libéralisation du régime des incapacités depuis 1945 - Inégalité de traitement entre les personnes ayant acquis la nationalité française par naturalisation et celles l'ayant acquise par mariage ; accès aux mandats parlementaires et loi du 1er juillet 1983 ratifiant la convention des Nations-Unies sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes - Demande l'adoption du projet de loi - **Art. 1** (p. 2535) : accepte l'amendement n° 1 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (obligations attachées à la qualité de Français).

– **Projet de loi organique abrogeant l'article L.O. 128 du code électoral relatif aux incapacités temporaires qui frappent les personnes ayant acquis la nationalité française** [n° **504 (82-83)**] - (2 novembre 1983) - **Discussion générale** commune avec la discussion générale du projet de loi modifiant le code de la nationalité française et le code électoral, et supprimant les incapacités temporaires frappant les personnes ayant acquis la nationalité française (voir p. 2532, 2533).

FRANCOIS (Philippe), sénateur de Seine-et-Marne (RPR).

Devient sénateur le 19 avril 1983, en remplacement de M. Marc Jacquet, décédé (19 avril 1983) (p. 328).

NOMINATIONS

– Est nommé membre de la commission des affaires économiques (10 mai 1983) (p. 737).

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre de la commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole (art. 712 du code rural et décret n° 49-348 du 12 mars 1949) (4 novembre 1983) (p. 2662).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement (22 juin 1983) (p. 1835).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale (5 juillet 1983) (p. 2190).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905 (6 juillet 1983) (p. 2205).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux prix de l'eau en 1984 (16 décembre 1983) (p. 4314).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **411** (*JO* Débats 8 septembre 1983) (p. 1229) à M. le ministre de l'agriculture : **alcools** (éventuelle suppression du contingent d'alcool de betterave).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905** [n° **247 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (3 juin 1983) - **Art. 8** (p. 1363) : sur l'amendement n° 21 de M. René Jager, rapporteur (champ d'application de la loi), soutient le sous-amendement n° 66 de M. Louis Souvet (suppression de la procédure d'urgence définie dans des dispositions spécifiques).

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural, relatives aux caisses de mutualité sociale agricole** [n° **502 (82-83)**] - (18 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2331) : organisation de la mutualité sociale agricole et spécificité - Dispositions du projet : maintien de l'unité de gestion ; accroissement de la représentation des salariés ; mode de scrutin ; monopole syndical de présentation des candidatures et risque de politisation - Vote par le groupe RPR de l'amendement n° 4 supprimant la présentation obligatoire des listes par les organisations syndicales.

– **Projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit** [n° **486 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (4 novembre 1983) - **Art. 31** (p. 2615) : soutient l'amendement n° 153 de M. Michel Maurice-Bokanowski (compétences de la Banque de France) - **Art. 33** (p. 2616) : soutient l'amendement n° 154 de M. Michel Maurice-Bokanowski (suppression de cet article relatif aux règlements du comité de la réglementation bancaire).

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 18** (p. 3181) : injustice de ce projet - Baux à long terme et parts de groupements fonciers agricoles n'ayant plus le caractère de biens professionnels - Détournement des investissements dans la terre - Projet en contradiction avec la déclaration du ministre de l'agriculture relative à la priorité accordée à la politique d'installation des jeunes agriculteurs - (p. 3194) : son amendement n° 99 : nouvelle rédaction du 2 du paragraphe VI de cet article relatif aux groupements fonciers agricoles, aux biens loués par bail rural à long terme et à l'imposition sur les grandes fortunes ; adopté - **Art. 20** (p. 3203) : atteinte au statut des assurances mutuelles agricoles établi par la loi du 4 juillet 1900 - Absence de but lucratif des mutuelles - Spécificité fiscale équilibrant les contraintes de l'organisation professionnelle - (p. 3204) : suppression de la contrepartie fiscale ; remise en cause du principe mutualiste - (p. 3212) : son amendement n° 102 : suppression du paragraphe II de cet article relatif à la normalisation des taux applicables aux contrats souscrits auprès des sociétés et caisses d'assurances mutuelles agricoles ; retiré - (p. 3213) : sur l'amendement n° 78 de M. Maurice Blin, rapporteur général, (nouvelle rédaction de la deuxième phrase du paragraphe II de cet article, relative à l'exonération des contrats d'assurances maladies complémentaires et des contrats couvrant la totalité des risques personnels ou professionnels) son sous-amendement n° 158 : extension de l'exonération aux risques de personnes lorsqu'il s'agit de l'exploitant et de sa famille ; retiré.

Deuxième partie :

Environnement et qualité de la vie - (29 novembre 1983) - (p. 3487) : budget de l'environnement, celui de l'incohérence et de la médiocrité - Problème des inondations et du coût pour la collectivité des dédommagements - Problème de la pollution atmosphérique et problème des déchets toxiques - Disproportion entre les idées généreuses et les moyens parcimonieux - Au nom du groupe RPR se déclare opposé à l'adoption de ce budget.

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3591) : enseignement agricole - Prêts du Crédit agricole - Dotation d'installation aux jeunes agriculteurs (DIJA) - Organisation des marchés

- Nécessaire modernisation de l'appareil de transformation agro-alimentaire - Prime d'orientation agricole - Stagnation du revenu agricole - Vote défavorable sur ce budget.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - (9 décembre 1983) - **Art. 72** (p. 4006, 4007) : fiscalité agricole - Précipitation et absence de concertation de cette réforme - Troisième modification des règles comptables imposées par l'administration en dix ans - Avances de culture comptabilisées à nouveau dans les stocks - Article inacceptable dans la conjoncture actuelle.

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural relatives aux caisses de mutualité sociale agricole** - *Deuxième lecture* [n° 69 (83-84)] - (12 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4100) : monopole syndical de présentation des candidats par les organisations syndicales représentatives pour les élections cantonales du deuxième collège des salariés - Nécessaire respect du principe mutualiste - (p. 4101) : pouvoirs des syndicats - Mutualité sociale agricole (MSA) et protection de ses adhérents dans le respect du principe mutualiste - Vote favorable sur l'amendement de suppression de la commission des affaires sociales.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° 7 (83-84)] - (13 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4134, 4135) : principes déclarés de la réforme : unité, parité, libre administration - Dispositions réelles du projet et atteinte à l'indépendance des collectivités locales - Contradiction avec la décentralisation - Création du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale - Risque de politisation : monopole de présentation par les syndicats des listes de candidatures aux commissions administratives paritaires et au conseil d'administration du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale - Recrutement direct : emplois de cabinet, emplois fonctionnels - Lourdeur de gestion - Bureaucratie des centres de gestion - Dessaisissement des élus locaux - Encadrement du pouvoir des élus - Absence de prise en compte de la spécificité de la fonction territoriale.

– **Projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales** [n° 95 (83-84)] - (19 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4391) : équilibre global des finances - Adéquation des ressources aux charges - Distinction entre la globalisation des subventions et la compensation des transferts de compétences - Nécessaire simplification des mécanismes financiers - Conjoncture financière - Relations financières entre l'Etat et les collectivités locales ; carence des moyens financiers de la politique de décentralisation - Evolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Dotation globale d'équipement (DGE) - Dotation forfaitaire pour frais communs - Décentralisation dans la confusion et au détriment des élus locaux - (p. 4392) : compétence nouvelles pour les départements en matière d'aide sociale et de dépenses de santé ; absence de publication des textes d'application de la loi de juillet 1983 - Désarroi des conseils généraux - Vote défavorable du groupe RPR sur ce projet de loi.

FRANCOIS-PONCET (Jean), sénateur du Lot-et-Garonne (GD).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° 48 (83-84)] - (7 novembre 1983) - (p. 2682) : attitude de l'opposition à l'égard de la politique étrangère du Gouvernement : sens de l'intérêt national et esprit de responsabilité - Absence de consensus - (p. 2683) : action du précédent septennat en matière de politique étrangère et impuissance de la nouvelle majorité - Continuité et changement : ralliement du gouvernement socialiste à la coopération franco-africaine et aux ventes d'armes : cas de l'Irak - Intervention française au Tchad et ambiguïté de son action ; présence de l'armée française au Liban ; attentat de Beyrouth - (p. 2684) : manque de clarté sur la mission du contingent français au Liban - Rôle de la force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) ; force multi-nationale - Accord entre Israël et le Liban - Conférence de la réconciliation à Genève - Situation en Europe : euromissiles ; fusées Pershing et Cruise et SS 20 ; pacifisme en République fédérale d'Allemagne ; renforcement de la construction européenne.

FRANCOU (Jean), sénateur des Bouches-du-Rhône (UCDP).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 (14 juin 1983) (p. 1625).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1983 (19 décembre 1983) (p. 4370).

Est nommé membre de la commission de contrôle des conditions de fonctionnement, d'intervention et de coordination des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires, et tendant à la réparation intégrale des dommages subis dans le service ou à l'occasion du service [n° 282 (82-83)] (29 avril 1983) - **Armées.**

Avis, déposé avec M. Modeste Legouez, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 336 (82-83)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 [n° 375 (82-83)] (8 juin 1983) - **Défense nationale.**

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° 61 (83-84)] adopté par l'Assemblée nationale - **Défense : exposé d'ensemble - Dépenses en capital** [n° 62, annexe 43 (83-84)] (21 novembre 1983).

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à réformer le code des débits de boissons [n° 148 (83-84)] (16 décembre 1983) - **Hôtellerie et restauration.**

INTERVENTIONS

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° 53 (82-

83)] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° 269 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (5 mai 1983) - **Art. 12** (p. 638) : sur l'amendement n° 18 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (substitution de la notion de compétence à celle de responsabilité en matière de transports scolaires ; rétablissement de la notion de plan départemental des transports scolaires), son sous-amendement n° 144, déposé avec M. Charles Bosson et soutenu par M. Pierre Lacour : élèves de l'enseignement public et de l'enseignement privé bénéficiant des mêmes droits en matière de transports scolaires ; adopté.

– **Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives** [n° 226 (82-83)] - (10 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 744) : référence à la loi Mazeaud du 29 octobre 1975 - Absence de mise en œuvre de la politique de décentralisation - Rôle de l'Etat - Nécessaire adéquation entre les moyens et les objectifs - Recrutement des enseignants d'éducation physique et sportive - Participation de l'armée à la formation physique des jeunes - Dépôt d'amendements - Situation des enfants handicapés - Concours des personnels de l'Etat pour les fédérations sportives - Définition du sport à l'école primaire - Tendance de l'Etat à vouloir définir, organiser, contrôler et diriger toutes choses - Définition de ce projet comme texte de précision plus que de novation - Vote de ce texte amendé par le Sénat - **Art. 2** (p. 748) : son amendement n° 78 : définition par l'Etat des programmes de l'éducation physique et sportive après les concertations nécessaires ; adopté - **Art. 3** (p. 749) : son amendement n° 79 : éducation physique et sportive dans les établissements d'enseignement technique ; adopté - (p. 751) : se déclare favorable à l'amendement n° 11 de M. Roland Ruet, rapporteur (possibilité d'assistance des instituteurs et institutrices par un personnel qualifié dans les écoles maternelles et les établissements du premier degré) - (p. 752) : son amendement n° 80 : mesures d'adaptation de l'éducation physique et sportive pour les handicapés dans l'enseignement primaire et secondaire ; adopté - **Art. 6** (p. 753) : conditions de l'agrément ou du retrait de l'agrément des groupements sportifs - **Art. 7** : suppression du chapitre initial « Structures de concertation et de coordination » dans ce projet de loi - Sport de haut niveau ; classes « promotion » et sections sport études - Etablissements scolaires et nécessaire association des conseils d'école ou des conseils d'établissement à la mise en application de ces dispositions - **Art. 8** (p. 755) : son amendement n° 81 : affiliation des associations à des fédérations sportives scolaires et universitaires ; participation de ces fédérations à un Conseil national du sport scolaire et universitaire ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 19 de M. Roland Ruet, rapporteur - **Art. 13** (p. 760) : sur l'amendement n° 29 de M. Roland Ruet, rapporteur, son sous-amendement n° 82 : tutelle conjointe du ministre chargé de l'éducation nationale et du ministre chargé des sports ; retiré - **Art. 13** (p. 761) : son amendement n° 83 : possibilité de concours de personnels de l'Etat pour les fédérations sportives ; détermination des modalités de concours par conventions ; retiré - **Art. 16** (p. 766) : son amendement n° 84 : représentation du Comité national olympique et sportif français dans chaque région par un comité régional olympique et sportif, et dans chaque département par un comité départemental olympique et sportif ; adopté - **Art. 23** (p. 769) : limitation des sportifs de haut niveau à des enseignements de formation ou de perfectionnement concernant essentiellement le domaine de l'éducation physique et sportive - **Art. 27** (p. 772) : son amendement n° 85 : liste des médecins habilités à délivrer un certificat d'aptitude à la pratique d'un sport ; retiré - **Avant l'art. 29** (p. 774) : intervient sur l'amendement n° 93 de M. Guy Schmaus (programme de construction d'ensembles immobiliers et d'aménagement de zones industrielles ; surfaces et équipements destinés à la pratique des activités physiques et sportives) - Construction d'ensembles immobiliers - Exemple des Bouches-du-Rhône - Zones industrielles et participation éventuelle des industriels de la zone aux équipements publics.

– **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988** [n° 336 (82-83)] - (14 juin 1983) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 1593) : position de la commission des finances sur l'évaluation des crédits nécessaires à la mise en place de la présente loi de programmation - Inquiétude quant au report de la mise en œuvre de certains moyens - Handicap pesant sur le projet de programmation : blocage des nombreuses autorisations de programmes dans le budget de 1983 - (p. 1594) : retard dans les commandes de matériel - Crédits de paiement prévus pour 1984-1988 couvrant également les commandes antérieures à 1984 - Risque de rupture dans la continuité des programmes - Report des livraisons de matériel moderne - Perturbations dans l'industrie d'armement - Absence de donnée financière sur la place de la programmation militaire dans le cadre du 9e Plan - Rapport entre les dotations militaires et l'évolution de l'environnement économique - Taux d'inflation - Modèle de projection de l'INSEE « dynamique multi-sectoriel » (DMS) - (p. 1595) : réévaluation des crédits à partir de 1986 - Equilibre présupposé entre les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'équipement - Conclusions de la commission des finances : montants des crédits inférieurs aux besoins exprimés ; nécessaire ventilation des dépenses de fonctionnement ; révision des dotations d'équipement et augmentation des livraisons avant 1988.

– **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° 48 (83-84)] - (7 novembre 1983) - (p. 2686) : dégradation de la situation internationale - Evénements du Liban : origines historiques de cet Etat ; équilibre confessionnel - (p. 2687) : institutions démocratiques du Liban - Menace actuelle et remise en cause de l'équilibre régional : Syrie, Israël, Irak, poussée de l'Islam ; chiisme iranien ; action de la Libye ; Afrique - Rôle de l'Union soviétique - Question libanaise et question palestinienne - Mission de la France au Liban : maintien de l'unité et de l'intégrité territoriale - Présence militaire - Politique de la France dans le monde et tension internationale - (p. 2688) : rééquilibrage des forces nucléaires intermédiaires en Europe : euromissiles - Engagements pris en Afrique - Expansionnisme soviétique - Faiblesse des démocraties - Contradiction entre les discours du Président de la République et les réalités : budget de la défense ; faiblesse de l'intervention au Tchad ou au Liban - Idéalisme socialiste et confusionnisme intellectuel - Soutien aux mouvements révolutionnaires d'Amérique centrale ; Vietnam ; Cuba - Condamnation par le gouvernement français de l'intervention américaine à la Grenade et situation réelle de ce pays ; présence de communistes au Gouvernement - Ambiguïté du principe d'équilibre entre les deux grandes puissances - Responsabilité de la France.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° 384 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (8 novembre 1983) - **Art. 18** (p. 2732) : sur l'amendement n° 96 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à la création d'une nouvelle catégorie d'établissements publics et tendant à garantir l'autonomie des universités), son sous-amendement n° 380, soutenu par M. Daniel Hoeffel : suppression du dernier alinéa de cet article relatif à la conclusion des contrats d'établissements ; retiré.

Suite de la discussion - (9 novembre 1983) - **Art. 44** (p. 2813) : sur l'amendement n° 134 de M. Paul Séramy, rapporteur (modalités du contrôle administratif et financier) son sous-amendement n° 388 soutenu par M. Roger Boileau : distinction entre les décisions des présidents et les délibérations des conseils ; retiré.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (24 novembre 1983) - **Art. 34** (p. 3230) : son amendement n° 105, soutenu par M.

Stéphane Bonduel : augmentation du taux de prélèvement sur le loto national destiné au fonds national de développement du sport ; adopté - (p. 3231) : son amendement n° 106, soutenu par M. Stéphane Bonduel : taxe spéciale venant en complément du prix des billets d'entrée dans les manifestations sportives ; retiré.

Deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports - (2 décembre 1983) - (p. 3636) : référence aux débats des années 1976-1979 : refus par la gauche du budget du sport - Engagements pris par François Miterrand - Projet de budget pour 1984 et insuffisance des crédits, soulignée par le Comité national olympique et sportif français (CNOSF) - Fonds national de développement du sport (FNDS) et prélèvement sur les enjeux du loto - Préparation des Jeux olympiques - Formation des instituteurs - Sections sport-études - Professorat de sport - Sport à l'école primaire et dans les lycées et collèges - (p. 3637) : politique de la jeunesse - Proposition de la création d'un Fonds national pour le soutien des mouvements de jeunesse, avec financement extra-budgétaire, sur le modèle du FNDS - Difficultés financières des collectivités locales en matière d'équipement sportif - Vote du groupe UCDP subordonné au sort fait à l'amendement du Sénat augmentant le prélèvement sur les enjeux du loto au profit du FNDS.

Défense et service des essences - (2 décembre 1983) - Rapporteur spécial (exposé d'ensemble et dépenses en capital) - (p. 3646, 3647) : appréciation du budget de la défense au regard des objectifs déclarés - Loi de programmation militaire pour 1984-1988 et hypothèse retenue d'inflation - Coût des dépenses exceptionnelles entraînées par les opérations extérieures : Tchad, Liban - Part du budget de la défense dans le produit intérieur brut marchand (PIBM) : stagnation - Budget de rigueur - (p. 3648) : stagnation de ce budget en francs constants et difficulté à réaliser les objectifs de la loi de programmation - Répartition des crédits entre les titres III et V - Valorisation de l'effort d'équipement et régression des crédits de formation du personnel et de l'entretien du matériel - Crédits de carburant - Cohérence entre autorisations de programme et crédits de paiement - Annulation de commandes - Rôle du comité des programmes majeurs d'armement - Crédits de rémunérations - Examen des crédits : crédibilité du système de dissuasion nucléaire - Utilisation de l'espace et réalisation du satellite militaire d'observation - Armes anti-missiles - Forces nucléaires stratégiques - Forces classiques : crédits d'études et de fabrication - Commandes annuelles d'avions de combat - Chars AMX - Force d'action rapide (FAR) et hélicoptères de combat - Bâtiments de la flotte - Crédits d'infrastructure - Problème de la suppression du compte spécial du Trésor « Construction de casernements » ; demande de garantie sur le retour au budget des armées du produit des aliénations immobilières - (p. 3649) : recherche sur l'atome - Force océanique stratégique (FOST) - Contexte de rigueur - Décision de la commission des finances de s'en remettre à la sagesse du Sénat - (p. 3667) : en réponse à l'intervention de M. *Louis Longequeue,* précise la position de la commission des finances sur l'hypothèse d'inflation et l'évolution du budget de la défense en 1983 et 1984.

FUZIER (Claude), sénateur de la Seine-Saint-Denis (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2266).

– Est nommé membre de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle (loi n° 82-652 du 29 juillet 1982) (20 octobre 1983) (p. 2363).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à garantir la liberté de la presse (24 novembre 1983) (p. 3246).

G

GALLO (Max), *secrétaire d'Etat, porte-parole du Gouvernement* (nommé le 22 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 23 mars 1983, p. 883].

GAMBOA (Pierre), sénateur de l'Essonne (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (15 mai 1983) (p. 1082).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1981 (23 juin 1983) (p. 1936).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle (23 juin 1983) (p. 1954).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (9 décembre 1983) (p. 4026).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1983 (19 décembre 1983) (p. 4370).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Imprimerie nationale - Journaux officiels** [n° **62, annexe 37 et 38 (83-84)**] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **365** (JO Débats 27 avril 1983) (p. 508) à M. le ministre de la justice : **tribunaux de commerce** (apurement du passif des entreprises) - Réponse de M. Robert Badinter, ministre de la justice (20 mai 1983) (p. 1015, 1016).

INTERVENTIONS

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** [n° **480 (81-82)**] - (13 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 206) : vocation sociale des réseaux des caisses d'épargne et de prévoyance ; réponses aux besoins individuels et collectifs de la société - Nombre des caisses et nombre de déposants - Taux de l'épargne française déposée dans les caisses et importance des financements - Nationalisation et maîtrise du secteur financier - Politique de rigueur et prise en compte de la vocation initiale des caisses - (p. 207) : besoins nouveaux de la société pour le développement des industries et du savoir-faire français - Orientation de l'épargne vers des placements à risque et à long terme dans l'industrie - Vocation sociale des caisses en matière de prêts aux collectivités locales et de construction du logement social - Propositions et amendements du groupe communiste - Rôle et statut du personnel - Action de la majorité sénatoriale - **Art. 1** (p. 213) : son amendement n° 44 : mission de service public pour les caisses d'épargne ; retiré - **Art. 5** (p. 224) : soutient l'amendement n° 45 de M. Paul Jargot (vocation des caisses d'épargne : besoins collectifs et familiaux) - **Art. 6** (p. 227) : se déclare défavorable à l'amendement n° 12 de M. Jean Cluzel, rapporteur (aménagement d'une période transitoire permettant la constitution progressive du réseau) - **Art. 9** (p. 232) : se déclare défavorable à l'amendement n° 16 de M. Jean Cluzel, rapporteur (conditions de désignation des élus locaux et des déposants au sein du conseil de surveillance) - (p. 234) : se déclare défavorable à l'amendement n° 17 de M. Jean Cluzel, rapporteur (majorité des sièges au sein du conseil pour les déposants) - Vote défavorable du groupe communiste sur cet article.

Suite de la discussion - (14 avril 1983) - **Art. 7** (*suite*) (p. 241) : intervient sur l'amendement n° 13, précédemment réservé, de M. Jean Cluzel, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif aux organes dirigeants des caisses : 1° direction par un directoire ou un directeur général unique, sous contrôle d'un conseil d'orientation et de contrôle ; 2° institution de conseils consultatifs, selon des modalités fixées par les statuts des caisses) - **Après l'art. 9** (p. 243) : intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean Cluzel, rapporteur, et le sous-amendement n° 92 de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat, relatifs au maintien, à titre transitoire, des membres des actuels conseils d'administration et à leurs modalités d'accès aux nouveaux conseils d'orientation et de contrôle - Cooptation et démocratie - **Art. 10** (p. 245) : intervient sur l'amendement n° 20 de M. Jean Cluzel, rapporteur, et les sous-amendements n° 78 de M. Louis Perrein et n° 43 de M. Philippe de Bourgoing, soutenu par M. Robert Schmitt, relatifs aux missions du conseil d'orientation et de contrôle et à ses relations à l'égard du directoire ou du directeur général unique - (p. 246) : son amendement rédactionnel n° 46 : examen du bilan social et respect des réglementations en vigueur ; adopté - (p. 247, 248) : se déclare opposé à la deuxième partie de l'amendement n° 24 de M. Jean Cluzel, rapporteur (exclusion des membres élus par les salariés des délibérations et votes concernant le directeur général unique ou les membres du directoire) - **Art. 11** (p. 249) : son amendement n° 47 : pouvoirs respectifs du directoire et du conseil de surveillance ; retiré - **Art. 12** (p. 250) : se déclare opposé à l'amendement n° 28 de M. Jean Cluzel, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article, renvoyant à des décrets en Conseil d'Etat la fixation des conditions d'application du titre II ; allongement du délai de mise à jour des statuts des caisses) - (p. 251) : période transitoire - Décrets simples ou décrets en Conseil d'Etat - **Art. 8** (*suite*) (p. 252) : se déclare opposé à l'amendement n° 14, précédemment réservé, de M. Jean Cluzel, rapporteur (suppression de cet article pour coordination) - **Art. 13** : son amendement n° 48 : statut du personnel des caisses d'épargne élaboré au sein de la commission paritaire nationale ; rejeté - **Art. 14** (p. 256) : se déclare opposé à l'amendement n° 30 de M. Jean Cluzel, rapporteur (désignation des représentants des personnels à la commission paritaire nationale ; formation spécifique de la commission pour les accords catégoriels) et favorable à l'amendement n° 84 de M. Louis Perrein (composition de la commission paritaire nationale portée de 20 à 24 membres) - **Art. 15** (p. 257) : son amendement rédactionnel n° 49 ; rejeté - Se déclare opposé à l'amendement n° 31 de M. Jean Cluzel, rapporteur (possibilité de renégociation quinquennale des accords professionnels conclus par la commission paritaire nationale) - **Art. 16** (p. 258) : son amendement n° 50 ; référence à la loi du 26 mars 1937 créant la commission paritaire nationale ; retiré

- (p. 259) : jurisprudence - Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Jean Cluzel, rapporteur, et sur le sous-amendement n° 86 de M. Louis Perrein, au sujet de la procédure d'arbitrage - Ministres compétents - **Art. 15** *(suite)* (p. 260) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 31, précédemment réservé, de M. Jean Cluzel, rapporteur - **Art. 17 :** son amendement n° 51 : maintien en vigueur des clauses dérogatoires au statut du personnel, sauf intervention de l'une des parties devant la commission paritaire nationale ; retiré au profit de l'amendement n° 93 de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat (abrogation des clauses dérogatoires au statut du personnel, sauf avis favorable de la commission paritaire nationale, après la conclusion des accords visés à l'article 16 et au plus tard le 1er juillet 1985) - **Après l'art. 17** (p. 263) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 33 de M. Jean Cluzel, rapporteur (renvoi à des décrets en Conseil d'Etat pour la fixation des modalités d'application du titre III, relatif à l'organisation des relations de travail dans le réseau des caisses d'épargne et de prévoyance) - **Art. 18 C :** sur l'amendement n° 35 de M. Jean Cluzel, rapporteur (sanctions applicables en cas de non respect par le directeur général unique ou par les membres du directoire de leurs obligations à l'égard du conseil d'orientation et de contrôle), son sous-amendement n° 52 : bilan social ; adopté - **Après l'art. 19** (p. 265) : intervient sur l'amendement n° 39 de M. Roger Lise (possibilité d'adaptation du texte en examen aux départements d'outre-mer, et extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte par des lois particulières) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 266) : vocation sociale des caisses d'épargne - Prêts aux collectivités locales et financement du logement social - Démocratisation - Rôle des conseils de surveillance - Statuts du personnel : problème de l'article 17 - Procédure des décrets en Conseil d'Etat - Nécessité de nouveaux amendements à l'Assemblée Nationale - Votera le texte.

– **Question au Gouvernement : développement industriel régional** - (21 avril 1983) - (p. 423) : orientations du Gouvernement en faveur d'une grande politique industrielle : accélération de l'investissement productif ; formation des hommes ; utilisation des techniques d'avenir - Aggravation importante des distorsions régionales dans le domaine industriel.

– **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières** - *Nouvelle lecture* [n° **256 (82-83)**] - (21 avril 1983) - **Art. 1** (p. 426) : position favorable du groupe communiste à ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives** [n° **226 (82-83)**] - (10 mai 1983) - **Avant l'art. 29** (p. 775) : se déclare favorable à l'amendement n° 93 de M. Guy Schmaus (programme de construction d'ensembles immobiliers et d'aménagement de zones industrielles ; surfaces et équipements destinés à la pratique des activités physiques et sportives).

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** - *Deuxième lecture* [n° **267 (82-83)**] - (24 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 1053) : nombreux points de désaccord sur ce texte - Participation active nécessaire des épargnants et des employés des caisses d'épargne - (p. 1054) : délais d'application de la loi - Période transitoire - Regrette le maintien aux postes de direction des anciens administrateurs - Elargissement souhaitable des structures provisoires de concertation - Désaccord sur de nombreux amendements de la commission des finances et de l'Assemblée nationale - **Art. 3** (p. 1054) : son amendement n° 26 : représentation des organisations syndicales représentatives ; rejeté - (p. 1055) : son amendement de coordination n° 27 ; adopté - **Art. 4** (p. 1058) : se déclare opposé à l'amendement n° 2 de M. Jean Cluzel, rapporteur (création et gestion possible par le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance de tout organisme utile au développement des activités du réseau) - **Art. 8** (p. 1061) : son amendement n° 29 : conditions d'éligibilité au conseil consultatif ; rejeté - Son amendement n° 30 : fixation d'un quota pour l'élection au conseil consultatif ; adopté - **Art. 9** (p. 1064) : se déclare opposé à l'amendement n° 7 de M. Jean Cluzel, rapporteur (élection des représentants des élus locaux au conseil d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne) - (p. 1066) : se déclare opposé à l'amendement n° 10 de M. Jean Cluzel, rapporteur (création de postes de censeur) - (p. 1067) : sur l'amendement n° 11 de M. Jean Cluzel, rapporteur (répartition des sièges au sein du conseil d'orientation et de surveillance), se déclare opposé au sous-amendements n° 35 de M. Philippe de Bourgoing, soutenu par M. Jacques Descours Desacres, identique au sous-amendement n° 44 de M. Louis Jung, soutenu par M. Paul Pillet (différence de répartition des sièges entre les caisses de plus ou de moins de 50 salariés) - (25 mai 1983) - **Art. 14** (p. 1075) : son amendement n° 32 : représentation du personnel à la commission paritaire nationale ; devenu sans objet - **Art. 16** (p. 1078) : se déclare opposé à l'amendement rédactionnel n° 21 de M. Jean Cluzel, rapporteur - Se déclare opposé à l'amendement n° 22 de M. Jean Cluzel, rapporteur (1° classification des emplois, des grades et des établissements, 2° modes de rémunération) - Son amendement n° 33 : abrogation des dispositions locales dérogeant aux accords, rejeté - **Art. 15** *(suite)* (p. 1080) : se déclare opposé à l'amendement n° 20 de M. Jean Cluzel, rapporteur, précédemment réservé (modalités des conclusions des accords par la commission et arbitrage possible en cas de désaccord persistant) - **Art. 18 C** (p. 1081) : se déclare opposé à l'amendement n° 24 de M. Jean Cluzel, rapporteur (extension des sanctions prévues aux personnes responsables de l'établissement du procès-verbal des délibérations du conseil d'orientation et de surveillance) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1082) : nécessité de permettre aux caisses d'épargne d'atteindre le niveau indispensable dans la grande confrontation économique et sociale - Démocratisation de l'institution - Persistance de lacunes - Au nom du groupe communiste, se déclare favorable au texte de cette proposition de loi.

– **Questions orales avec débat jointes : politique énergétique** - (27 mai 1983) - En remplacement de M. *Raymond Dumont* - (p. 1204) : inflation - Balance commerciale - Balance énergétique française - Politique des groupes pétroliers - Politique industrielle de l'énergie - Contraintes intérieures et internationales ; charbon ; dollar - Situation de sous-consommation mondiale - Nucléaire - Raffinage - (p. 1205) : pouvoir d'achat - Evolution des besoins énergétiques - Ressources en énergies primaires - Combustible nucléaire - Gaz de synthèse - Produits pétroliers - Charbon - Coût des différentes énergies - Inventaire des ressources naturelles - Rapports entre les différentes entreprises productrices d'énergie - (p. 1206) : croissance économique et sociale - Commerce extérieur.

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **370 (82-83)**] - (16 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1717) : absence de dépôt d'amendements - Risque de banalisation des caisses d'épargne - Nombre minimum des votants par rapport aux déposants - Décentralisation - Création facultative de postes de censeurs - Représentation des salariés dans les petites caisses d'épargne - (p. 1718) : délai de saisine d'une commission arbitrale.

– **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1981** [n° **403 (82-83)**] - (23 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1935) : gestions de fait visées à l'article 12 - Vote par le groupe communiste de ce projet de loi.

– **Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan)** [n° **399 (82-83)**] - (28 juin 1983) - **Art. unique** (p. 2079) : son amendement n° 2 : approbation du rapport sur le 9e Plan, sous réserve de précisions complémentaires relatives à la gestion des entreprises, à la justice sociale et au rôle du secteur bancaire nationalisé ; devenu sans objet - Dépenses

improductives - Charbon - Nouveaux critères de gestion - Investissement productif - Coopération monétaire européenne ; rôle de l'ECU.

– **Projet de loi relatif à l'activité et au controle des établissements de crédit** [n° **486 (82-83)**] - (3 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2570) : participation des banques au financement des objectifs de la politique économique et sociale du Gouvernement - Nationalisation du secteur bancaire de 1982 - Universalité de la loi bancaire - Spécificités des caisses d'épargne et des banques mutualistes ou coopératives - Conséquences de la disparition des banques d'affaires - Redéfinition du rôle du banquier - (p. 2571) : politique du crédit en faveur de la reconquête du marché intérieur - Composition du Conseil national du crédit (CNC) -Réforme bancaire et décentralisation - Souhaite un représentation salariée à la commission bancaire et au comité consultatif - Rôle du comité de la réglementation bancaire - Solvabilité des établissements de crédit - Incidences du marché monétaire - Promotion de l'épargne populaire - Prêts aux entreprises liés à des contrats production-compétitivité-emploi - (p. 2572) : exportations encouragées par la politique bancaire - Mission de contrôle de la Commission bancaire - Amélioration des contrats de prêts à court terme en faveur des PME et des PMI - **Art. 3** (p. 2579, 2580) : son amendement n° 182 : nouvelle définition des opérations de crédit ; retiré - **Art. 5** (p. 2582) : son amendement n° 183, soutenu par M. Fernand Lefort : opérations sur or, métaux précieux et pierres considérées comme opérations connexes à l'activité des établissements de crédit ; adopté - (p. 2583) : son amendement n° 184 : opérations relatives à la gestion des patrimoines dissociées des opérations destinées à faciliter la création et le développement des entreprises ; adopté - **Art. 17** (p. 2595) : son amendement n° 185, soutenu par M. Camille Vallin : opérations de banque effectuées par les banques mutualistes ou coopératives, les caisses d'épargne et de prévoyance et les caisses de crédit municipal ; retiré - **Art. 22** (p. 2597) : son amendement n° 186, soutenu par M. Camille Vallin : association française des établissements de crédit respectant les spécificités ; coopération entre établissements ; retiré - **Art. 23** (p. 2599) : son amendement n° 187 : CNC chargé d'étudier le crédit inter entreprises ; rejeté - (p. 2600) : son amendement n° 188 : consultation du CNC par le ministre de l'économie ; adopté - **Art. 26** (p. 2602) : son amendement n° 189, soutenu par M. Fernand Lefort : débat au Parlement sur les rapports annuels du comité de la réglementation bancaire et du comité des établissements de crédit ; retiré.

Suite de la discussion - (4 novembre 1983) - **Art. 31** (p. 2615) : son amendement n° 192, soutenu par M. Fernand Lefort : normes de gestion des établissements de crédit ; adopté - **Art. 33** (p. 2616) : se déclare défavorable à l'amendement n° 154 de M. Michel Maurice-Bokanowski (suppression de cet article relatif aux règlements du comité de la réglementation bancaire) - **Art. 35** : son amendement n° 193, soutenu par M. Fernand Lefort : respect de la diversité des établissements ; retiré - **Art. 39** (p. 2621) : contrôle sur l'activité internationale des établissements de crédit - Contrôle sur place - Investissements à l'étranger - Equilibre entre l'activité internationale des banques et l'intérêt national - (p. 2622) : se déclare défavorable à l'amendement n° 83 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (suppression des dispositions de cet article relatives aux cas d'extension des contrôles sur place aux filiales d'un établissement de crédit, aux personnes le contrôlant, ou à leurs filiales) - **Art. 46** (p. 2628) : se déclare défavorable à l'amendement n° 89 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (suppression des dispositions de cet article relatives à la dérogation en faveur de la commission bancaire et de la Banque de France et à la transmission d'informations aux autorités chargées de la surveillance des établissements de crédit dans d'autres pays) - **Art. 48** (p. 2630) : son amendement n° 196 : respect des ratios et suppression des termes « de couverture et de division de risques » ; rejeté - **Art. 55** (p. 2639) : son amendement n° 197, soutenu par M. Fernand Lefort : présence, dans le comité consultatif, de représentants des activités économiques et de leur composante salariée, ainsi que des usagers du crédit ; devenu sans objet - **Art. 56** : son amendement n° 198 : durée du préavis en matière de crédit à court terme ; rejeté.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion générale - (21 novembre 1983) - (p. 3105) : budget de rigueur - Reconquête du marché national - Industrie, recherche et formation professionnelle - Revalorisation des tranches d'imposition sur le revenu - Quotient familial - Déductions du calcul de l'impôt - (p. 3106) : inégalités de répartition de la charge fiscale entre les revenus salariés et les revenus du capital - Justice fiscale et dépôt d'amendements - Taxe foncière - Prélèvement libératoire forfaitaire pour les revenus des obligations assujetties à l'impôt - Emprunt Giscard - Vote de ce projet.

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 4** (p. 3137) : intervient sur l'aménagement du régime fiscal des dons aux organismes sans but lucratif - Déduction du revenu imposable ou crédit d'impôt - Obligation ou non de produire des pièces justificatives - **Après l'art. 6** (p. 3139) : son amendement n° 19 : abrogation de l'avoir fiscal ; retiré - **Art. 8** (p. 3142) : se déclare opposé aux amendements identiques n° 47 de M. Jean Arthuis, n° 90 de M. Jean-François Pintat et n° 140 de M. Jacques Moutet (suppression de cet article relatif à la réduction du taux de déductibilité de la provision pour investissement) - **Après l'art. 10** (p. 3153) : son amendement n° 21, soutenu par M. Camille Vallin : limitation du montant des intérêts dus au titre des emprunts d'Etat indexés sur l'or ; emprunt obligatoire pour la fraction des intérêts excédant la limite ; rejeté - Emprunt Giscard 1973 - (p. 3154) : information de l'opinion publique - Taux d'intérêt annuel exorbitant.

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - Après **l'art. 18** (p. 3200) : pourcentage de répartition des différents impôts et modicité du rapport de l'impôt sur les grandes fortunes.

Deuxième partie :

Journaux officiels - (24 novembre 1983) - Rapporteur spécial (p. 3257) : modernisation des techniques de composition et d'impression - Calendrier d'implantation de la photocomposition - Infléchissement de la dotation en capital - Reconversion du personnel - Recours temporaire à la sous-traitance - Gestion positive du personnel - Conditions insatisfaisantes de l'équilibre financier - Surcoût du matériel étranger en raison des variations du taux de change - Réflexion sur l'avenir du Journal officiel.

Economie, finances et budget - I - Charges communes - (8 décembre 1983) - **Avant l'art. 106** (p. 3955) : se déclare opposé à l'amendement n° 239 de M. Adolphe Chauvin (modification de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ; communication au Parlement d'un tableau retraçant les créances détenues et les dettes contractées par l'Etat, ses établissements publics et les sociétés nationales, à l'égard d'organismes étrangers de toute nature ou d'Etats étrangers) - Effort du Gouvernement en faveur de l'investissement industriel : aides à l'industrie - Responsabilité du patronat : spéculation - Prétendue relance aux Etats-Unis et spéculation sur le dollar.

Imprimerie nationale - (9 décembre 1983) - Rapporteur spécial (p. 3980) : efforts du Gouvernement permettant le retour à l'équilibre des comptes d'exploitation de l'Imprimerie national compromis par le récent sinistre - Importante progression des dépenses d'investissement destinées à la réparation des dégâts du 15 avril 1983 - Nécessité de rationnaliser l'emploi des imprimeries intégrées qui dépendent de chaque ministère - Compétences de l'Imprimerie nationale dans le domaine des langues orientales devant servir de base à une coopération internationale - Double-

ment des crédits de la formation professionnelle - Bonnes perspectives concernant la technologie, mais incertitude sur la diversification et l'emploi.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - (9 décembre 1983) - **Art. 72** (p. 4016) : arrière-pensées politiques - Agriculture française se caractérisant par des exploitations de tailles diverses et des situations de revenus différentes - Absence de surfiscalisation des grands propriétaires terriens, eu égard aux dividendes considérables qu'ils réalisent - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'adoption de cet article tronqué par le Sénat.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Art. 81** (p. 4039) : diminution du revenu des agriculteurs durant les précédents septennats - Redressement de la situation économique du monde rural depuis 1981 - Nécessité de distinguer entre la petite et la moyenne agriculture et les « gros agriculteurs » - **Art. 83** (p. 4043) : importance de la fraude fiscale - **Art. 101** *ter* (p. 4055, 4056) : transparence fiscale des revenus des salariés - Se déclare opposé à l'amendement n° 211 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article relatif à la publicité des impositions).

Vote sur l'ensemble - (10 décembre 1983) - (p. 4065, 4066) : opposition de la majorité sénatoriale aux options gouvernementales - Réduction des recettes - Rejet de 17 budgets - Caractère positif du budget dans les domaines de l'industrie, de la recherche et de la formation des personnels - Mesures insuffisantes en matière de justice fiscale - Investissements productifs - Reconquête du marché national - Garantie du pouvoir d'achat - Difficultés du groupe Peugeot : nombreux licenciements prévus à l'usine Talbot à Poissy - Exportation outrancière de capitaux à l'étranger (Espagne, Grande-Bretagne, Argentine) - Impôt sur les grandes fortunes - Accord réalisé entre communistes et socialistes le 1er décembre 1983 - (p. 4067) : taux prohibitif des intérêts américains - Hausse du dollar - Groupe communiste opposé à l'adoption du budget ainsi amendé.

– Projet de loi portant modification du code du travail et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant [n° 76 (83-84)] - (12 décembre 1983) - **Art. 2** (p. 4096) : se déclare favorable à l'amendement n° 24 de Mme Marie-Claude Beaudeau (maintien des avantages liés à l'ancienneté en cas de congé parental d'éducation ou de travail à mi-temps pour élever un enfant).

– Projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural relatives aux caisses de mutualité sociale agricole - *Deuxième lecture* [n° 69 (83-84)] - (12 décembre 1983) - **Art. 1** (p. 4103) : se déclare défavorable à l'amendement n° 2 de M. Louis Caiveau, rapporteur (suppression du monopole syndical de présentation des listes).

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement fédéral d'Autriche relative au régime fiscal des véhicules routiers utilisés pour le transport international [n° 133 (83-84)] - (16 décembre 1983) - En remplacement de M. Josy Moinet, rapporteur - **Discussion générale** (p. 4306) : exonération de la taxe à l'essieu instituée par l'article 16 de la loi de finances du 22 décembre 1967 - Propose l'adoption de ce projet de loi.

– Projet de loi de finances rectificative pour 1983 [n° 109 (83-84)] - (19 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4351) : révision du budget primitif - Action de la majorité sénatoriale - Proposition de M. Christian Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, relative à l'institution au sein de cette commission, d'une procédure d'examen du budget à mi-parcours - Moins-value des recettes fiscales et de l'impôt payé par les sociétés - Fiscalité du capital - Produit de l'impôt sur les grandes fortunes (IGF) - Remboursement de l'emprunt Giscard de 1973 - Contribution des Français à l'impôt - Contexte de crise et conséquences sur les ressources de l'Etat - Majoration des crédits de la dette publique - Freinages à l'investissement pratiqués par le Conseil national du patronat français (CNPF) - Vote favorable du groupe communiste - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4370) : vote de ce texte malgré son amendement par le Sénat.

– Projet de loi de finances pour 1984 - *Nouvelle lecture* [n° 149 (83-84)] - (19 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4375) : amélioration du statut fiscal de la mutualité agricole - Rattrapage des pensions pour les anciens combattants - Pouvoir de décision du capital - Nécessaires investissements dans les technologies nouvelles - Comportement du groupe Peugeot - Evolution des capacités de production - Risque de vieillissement excessif des équipements - Attitude du Conseil national du patronat français (CNPF) - Pouvoir d'achat et revalorisation des bas salaires - Justice sociale et contribution fiscale du grand capital - Aide de l'Etat aux entreprises selon les critères d'investissements - Action de la majorité sénatoriale - Volonté de changement.

– Projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) [n° 88 (83-84)] - **Suite de la discussion** - (21 décembre 1983) - **Discussion générale** - (p. 4515) : situation des prix, du chômage, du déficit extérieur, du pouvoir d'achat des ménages, de la situation sociale à la fin du précédent septennat - Objectifs définis dans les programmes prioritaires d'exécution (PPE) démontrant la volonté de s'appuyer sur la rénovation du tissu industriel et de la recherche - Nécessité d'une adaptation technologique et d'une formation massive des Français - (p. 4516) : baisse des investissements depuis 1974 - Epargne populaire en faveur de l'industrie : Codevi - Souci de voir la solidarité nationale peser sur les ménages et les salariés - Nécessité de faire participer tous les partenaires sociaux à l'exécution du Plan - PPE n° 1 confortant les petites et moyennes entreprises - Interrogation sur l'utilisation des surplus de l'épargne des Codevi - Souci d'efficacité et de justice sociale - Défavorable à la fiscalisation des prestations sociales - **Art. 1** (p. 4528) : son amendement n° 17 : préparation des contrats de plan entre l'Etat et les institutions financières ; devenu sans objet - Son amendement n° 19 : alinéa additionnel relatif à la participation de l'ensemble des agents économiques au redressement industriel et économique ; devenu sans objet.

GARCIA (Jean), sénateur de la Seine-Saint-Denis (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Secrétaire de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (Loi n° 79-564 du 6 juillet 1979).

Est nommé de nouveau membre de cette délégation (13 octobre 1983) (p. 2307).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (9 juin 1983) (p. 1532).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 (14 juin 1983) (p. 1625).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information établi au nom de la Délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1er janvier et le 30 juin 1983 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les **Communautés européennes** [n° **487 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juillet 1983, JO Débats 4 octobre 1983).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **53** (11 mai 1983) (p. 818) à M. le ministre des relations extérieures : **politique extérieure** (respect de la souveraineté de certains Etats).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention consulaire entre la République française et la République socialiste du Viet-Nam** [n° **259 (82-83)**] - (17 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 830) : importance des relations diplomatiques franco-vietnamiennes - Difficultés rencontrées par le peuple vietnamien pour conquérir son indépendance - Groupe communiste favorable à l'adoption de ce projet.

– **Questions orales avec débat jointes : politique énergétique** - (27 mai 1983) - Son intervention lue par M. *Serge Boucheny* - (p. 1206, 1207).

– **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° **368 (82-83)**] - (2 juin 1983) - (p. 1324) : conférence de Williamsburg et texte de la déclaration du bureau politique du parti communiste français - Missiles soviétiques SS 20 et fusées américaines Pershing - (p. 1341) : crise des pays capitalistes développés - Chômage - (p. 1342) : malnutrition et faim dans le monde - Amérique latine et Amérique centrale - Salvador - Nicaragua - Interventions des Etats-Unis d'Amérique - Conférence de personnalités religieuses à Mexico - Groupe de Contadora : Panama, Vénézuela, Colombie, Mexique - Discours du Président de la République à Mexico en 1981 - Relations entre la France et Cuba - Situation au Chili - Répression et atteinte aux droits de l'homme - Afrique australe : apartheid en Afrique du Sud ; plan de paix de l'Organisation des Nations unies (ONU) pour l'indépendance de la Namibie - Proche Orient : Liban, Israël ; droit à l'autodétermination du peuple palestinien - Rapport pour 1982 d'Amnesty International - Comité de défense des libertés et des droits de l'homme - (p. 1343) : action des communistes en faveur de la paix.

– **Projet de loi modifiant le code du service national** [n° **319 (82-83)**] - (7 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1435) : proposition de loi du groupe communiste tendant à instaurer un statut démocratique du soldat et du marin - Conscription - Relations entre l'armée et la nation - Opposition à l'armée de métier - Trente mesures pour les appelés prises depuis mai 1981 - Armée démocratique : commissions régimentaires - Hiérarchisation des soldes - Protection de l'emploi des appelés - Amendement communiste à l'Assemblée nationale tendant à la réduction de la durée maximale du volontariat : risque de professionnalisation - Lutte pour le désarmement - (p. 1436) : argument de la lutte contre le chômage - Rôle de la politique industrielle - Augmentation du nombre des appelés affectés dans la gendarmerie - Statut de l'objecteur de conscience - Attente de la réforme du service national - Vote favorable du groupe communiste.

– **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° **48 (83-84)**] - (7 novembre 1983) - (p. 2679) : tensions internationales - Difficultés des pays en voie de développement - Lien affirmé par l'Organisation des Nations Unies (ONU) entre développement et désarmement - Débat sur l'équilibre stratégique entre les forces nucléaires intermédiaires - Mouvement pacifiste en Europe ; exemple de l'Allemagne de l'Ouest - Sondage de l'Institut français d'opinion publique (IFOP) sur l'opinion des citoyens français à cet égard - Manifestations pacifistes - (p. 2680) : négociation de Genève - Rôle de la force française de dissuasion nucléaire pour l'indépendance de la défense nationale de la France - Conférence de Madrid et prochaine conférence de Stockholm pour le désarmement en Europe - Condamnation de l'intervention américaine à la Grenade ; propagande sur la construction d'un aéroport et la présence cubaine - Impérialisme des Etats-Unis en Amérique latine - Amérique centrale - Nicaragua - Cuba - Groupe de Contadora - Situation au Proche-Orient : attentats au Liban - (p. 2681) : droit des peuples à l'indépendance et à la liberté - Conférence de Genève sur le dialogue au Liban - Droits du peuple palestinien - Responsabilité de la communauté internationale et de l'Organisation des Nations Unies (ONU) - Situation au Tchad - Rôle de la France en Afrique - Visite en France du chef de l'Etat algérien - Défense des droits de l'homme : Afrique du Sud : apartheid ; Namibie ; Angola - Rôle de la France en faveur de la détente et de la paix.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Relations extérieures - (30 novembre 1983) - (p. 3518) : qualité du personnel français à l'étranger - Intervention de la France au Liban - Situation en Amérique centrale, en Amérique du Sud et en Turquie - Apartheid en Afrique du Sud - Souhaite la rupture des relations de la France avec ce pays - Favorable à un accord sur la réduction des euromissiles - (p. 3519) : souci commun des communistes et des socialistes de respecter les alliances pour la paix et le désarmement.

Défense et service des essences - (2 décembre 1983) - **Examen des crédits - Art. 43** (p. 3680) : vote favorable du groupe communiste sur le projet de budget de la défense.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat** - *Nouvelle lecture* [n° **179 (83-84)**] - (22 décembre 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4560) : groupe communiste satisfait du texte voté par l'Assemblée nationale - Nécessaire rénovation du statut des fonctionnaire datant de 1946 - Abstention du groupe communiste sur le texte ainsi amendé.

GARGAR (Marcel), sénateur de la Guadeloupe (apparenté au groupe C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre de la commission de contrôle des conditions de fonctionnement, d'intervention et de coordination des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, sur le rôle des sociétés nationalisées pour l'industrialisation des départements d'outre-mer [n° **181 (82-83)**] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983) - **Entreprises publiques**.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la commémoration de l'abolition de l'esclavage** - *Deuxième lecture* [n° **165 (82-83)**] - (5 avril

1983) - **Discussion générale** (p. 38, 39) : cérémonie du 21 mai 1981 au Panthéon - Dispositions du projet du Gouvernement : commémoration de la date du 27 avril 1848 ; jour férié ; choix de la date par chaque collectivité - Décentralisation - Projet de loi annulé par le Conseil constitutionnel relatif à l'assemblée unique dans les départements d'outre-mer (DOM) - Transfert en Haïti des cendres de Toussaint Louverture - Avec le groupe communiste, votera le texte transmis par l'Assemblée nationale.

– Projet de loi portant diverses mesures relatives aux prestations de vieillesse [n° **235 (82-83)**] - (28 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 521) : Ordonnance du 28 mars 1982 relative aux prestations vieillesse - Retraite à 60 ans - Cas particulier des travailleurs des départements d'outre-mer (DOM) : retards de cotisations ; coût excessif du rachat des cotisations ; octroi souhaitable de bonifications d'ancienneté - Prise en compte des spécificités des DOM - Favorable à l'adoption de ce projet.

– Projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905 [n° **247 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (3 juin 1983) - **Art. 2** (p. 1355) : soutient l'amendement n° 41 de M. Gérard Ehlers (traitement et stockage des déchets de certains produits) - **Art. 9** (p. 1364) : soutient l'amendement n° 42 de M. Gérard Ehlers (obligation faite au juge de prononcer des sanctions complémentaires aux frais du condamné) - **Art. 10** (p. 1365) : soutient l'amendement rédactionnel n° 43 de M. Gérard Ehlers - **Art. 12** (p. 1367) : satisfait de la représentation des organisations professionnelles et de consommateurs au sein de la commission de la sécurité des consommateurs - **Art. 12** *bis* (p. 1368) : sur la saisine de la commission de la sécurité des consommateurs, soutient les amendements de M. Gérard Ehlers, n° 39, 44 et 40 - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1374) : protection renforcée des consommateurs - Groupe communiste favorable à l'adoption de ce projet.

– Projet de loi relatif aux dispositions particulières à l'élection des sénateurs des départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion [n° **341 (82-83)**] - (9 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1508) : au nom du groupe communiste, se déclare favorable au texte de ce projet de loi.

– Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan) [n° **399 (82-83)**] - (28 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2064) : spécificité des départements d'outre-mer (DOM) - Situation de la Guadeloupe - Travaux de l'intergroupe DOM-TOM - Niveau des salaires - (p. 2065) : formation professionnelle - Industries agro-alimentaires : rhum agricole ; loi Barthe sur le contingentement - Décentralisation ; transfert de compétences et de ressources aux conseils régionaux élus au suffrage universel - Lutte contre le chômage - Politique culturelle - Responsabilité des populations des DOM et de leurs élus.

– Question au Gouvernement : sauvetage de l'entreprise sucrière de Beauport en Guadeloupe - (13 octobre 1983) - (p. 2299) : départements et territoires d'outre-mer - Plan Mauroy.

– Projet de loi portant extension aux départements d'outre-mer de l'assurance contre les accidents de la vie privée, les accidents du travail et les maladies professionnelles des personnes non salariées de l'agriculture [n° **494 (82-83)**] - (9 novembre 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2798) : votera ce projet de loi.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3584, 3585) : agriculture à la Guadeloupe - Esclavage économique - Action des latifundistes - Société anonyme des usines Beauport (SAUB) - Transformation de Beauport en une société d'économie mixte - Production rhumière - Production bananière - Institut de recherche sur les fruits et légumes (IRFA) - Production animale - Société coopérative de découpe et de charcuterie industrielle (SADECI) - Betterave à sucre - Sociétés d'épargne foncières agricoles (SEFA) - Service d'utilité agricole de développement (SUAD) - Problèmes spécifiques des départements d'outre-mer (DOM) - Formation professionnelle agricole et lycées agricoles.

Départements et territoires d'outre-mer - (6 décembre 1983) - (p. 3810) : sauvetage de l'usine sucrière de Beauport en Guadeloupe ; contribution des collectivités locales ; demande d'une participation financière plus importante de l'Etat - Faiblesse du budget des DOM - (p. 3811) : actions du Gouvernement de la gauche - Votera ce projet de budget.

Economie, finances et budget II Services financiers et consommation - (9 décembre 1983) - En remplacement de M. *Gérard Ehlers* (p. 3972) : Campagne publicitaire des géants de la distribution autour de la « publicité comparative » - Souhait des consommateurs d'obtenir la transparence des prix - Querelle des gros provoquant un gonflement des budgets publicitaires payés par les consommateurs - Problème de l'indemnisation des victimes de la tempête qui s'est abattue sur la France - Contrats d'assurance comportant une garantie « tempête » - Décision des pouvoirs publics de faire jouer pour la dernière fois la loi sur les catastrophes naturelles - Interrogation sur l'application de l'état de catastrophe naturelle dans le département du Nord - Au nom de M. *Gérard Ehlers,* ancien rapporteur pour avis, se déclare favorable à l'adoption des crédits de ce budget.

GATEL (Jean), *secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense* (nommé le 4 octobre 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 5 octobre 1983, p. 2970].

GAUD (Gérard), sénateur de la Drôme (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267) puis élu secrétaire.

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **225 (82-83)**] autorisant la ratification d'une convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes [n° **254 (82-83)**] - (20 avril 1983) - **Traités et conventions.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **261 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée équatoriale sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° **298 (82-83)**] (5 mai 1983) - **Traités et conventions.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **8 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'une convention relative à la protection du Rhin contre la pollution

par les chlorures [n° 45 (83-84)] (3 novembre 1983) - **Traités et conventions.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° 61 (83-84)] adopté par l'Assemblée nationale - **Coopération** [n° 65, tome II (83-84)] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée équatoriale sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** [n° 261 (82-83)] - (17 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 831) : importance du potentiel économique de la Guinée équatoriale : ressources halieutiques, ressources minérales, hydrocarbures, potentiel hydro-électrique - Déficit de la balance commerciale : importation massive de biens d'équipement ; pénurie dans le secteur agricole - Implantation de la Compagnie française des pétroles et d'Elf-Aquitaine en Guinée équatoriale - Encouragement des investissements - Garantie d'une rémunération juste et équitable de ces investissements - (p. 832) : indemnisation des investisseurs en cas de dépossession - Libre rapatriement des revenus et des bénéfices - Recours possible à l'arbitrage international en cas de litige.

– **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes** [n° 225 (82-83)] - (17 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 837) : convention adoptée par l'Organisation des Nations Unies (ONU) - Texte complémentaire au droit positif français - Valeur constitutionnelle de la non discrimination sexiste - Egalité de rémunération entre les hommes et les femmes depuis 1972 - Egalité en matière d'embauche et de licenciement depuis 1975 - Importance des lois Auroux - Existence de nombreuses dispositions multilatérales : déclaration universelle des droits de l'homme ; convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; conventions de l'Office international du travail (OIT) en matière d'emploi ; traité de Rome - (p. 838) : modification souhaitable des comportements socio-culturels - Droits politiques - Capacité juridique - Régimes matrimoniaux et droits de la famille - Institution d'un comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes - Texte concernant plus particulièrement les pays en voie de développement - Difficultés d'application.

– **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° 368 (82-83)] - (2 juin 1983) - (p. 1343) : effort d'aide et de solidarité du Gouvernement vis-à-vis du tiers monde - Accords de coopération - Pourcentage du produit national brut (PNB) pour l'aide aux pays les moins avancés (PMA) - Dialogue Nord Sud - Sommet de Williamsburg - (p. 1344) : relations entre l'Est et l'Ouest - Crise économique internationale - Afrique - Action du ministère de la coopération et du développement : autosuffisance alimentaire ; installation de points d'eau - Politique française de décentralisation et rôle des collectivités territoriales dans la coopération - Visites du ministre de la coopération au Maghreb et au Sahel - Conventions de Yaoundé et de Lomé signées par la Communauté économique européenne (CEE) - Position prise à cet égard par la commission européenne - Contrôle parlementaire sur la politique de coopération et de développement.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures** [n° 8 (83-84)] - (9 novembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2778) : longueur de la procédure parlementaire de ratification de la convention signée le 3 décembre 1976 - Statistiques sur la pollution du Rhin ; préjudice causé aux Pays-Bas par la concentration saline - (p. 2779) : importance attachée par le gouvernement néerlandais à l'approbation de la convention par la France - Participations financières internationales - Rejet de chlorures industriels allemands - Mines domaniales des potasses d'Alsace - Solution alternative à l'injection en couche profonde : stockage en terril ; remblaiement des anciennes mines ; saumoduc vers les soudières de Lorraine ou la mer du Nord ; commercialisation du sel ; création d'une saline internationale - (p. 2780) : injection des saumures : site de la Grande Oolithe ; craintes de pollution des nappes phréatiques - Garanties prévues par la convention - Précautions techniques - Comité scientifique et amendement à la convention - Respect des engagements de la France - Relations franco-néerlandaises - Application de la seconde convention de Bonn relative à la protection du Rhin contre la pollution chimique - (p. 2781) : accord des principaux partis politiques français - Propose l'adoption de ce texte.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Relations extérieures - (30 novembre 1983) - Rapporteur pour avis (coopération) - (p. 3510) : problèmes rencontrés dans les pays en voie de développement dans les activités de production (production agricole, production minière) - Evolution des cours de certains produits de base - Situation politique de l'Afrique - Action de la France dans les instances internationales - Priorité des actions de coopération donnée aux pays francophones d'Afrique - Priorités sectorielles : agriculture, énergie, produits de base et industrialisation - (p. 3511) : priorités caractérisant l'évolution des domaines opérationnels - Raisons principales militant en faveur de l'approbation de ce budget.

GAUTIER (Lucien), sénateur du Maine-et-Loire (RPR).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (9 juin 1983) (p. 1532).

GENTON (Jacques), sénateur du Cher (rattaché administrativement au groupe UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européenne (loi n° 79-564 du 6 juillet 1979) (13 octobre 1983) (p. 2307).

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 (14 juin 1983) (p. 1625).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions

d'accès au corps des ministres plénipotentiaires (28 juin 1983) (p. 2066).

DÉPÔTS

Rapport d'information établi au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1er juin 1982 et le 31 décembre 1982 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les **Communautés européennes** [n° **180 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **336 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 [n° **382 (82-83)**] (9 juin 1983) - **Défense nationale**.

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 [n° **413 (82-83)**] (22 juin 1983) - **Défense nationale**.

Rapport d'information établi au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1er janvier et le 30 juin 1983 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les **Communautés européennes** [n° **487 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juillet 1983, JO Débats 4 octobre 1983).

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Défense - Section commune** [n° **65, tome IV (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant diverses mesures relatives aux prestations de vieillesse [n° **235 (82-83)**] - (28 avril 1983) - **Art. 7** (p. 525) : accord sur le principe de la retraite à 60 ans - Cas particulier du cumul d'une retraite et d'un revenu d'activité pour les militaires de carrière - Contribution exceptionnelle de solidarité applicable aux militaires - Devenir de la proposition de loi sur la seconde carrière des militaires.

– Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat, sur la politique étrangère [n° **368 (82-83)**] - (2 juin 1983) - (p. 1333) : situation de la Communauté économique européenne (CEE) - Remise en cause de la politique agricole commune (PAC) - Budget de la CEE - Dépenses agricoles - Ressources propres ; éventualité d'un déplafonnement de la TVA - Politique régionale, sociale, énergétique - (p. 1334) : procédure budgétaire - Problème du Royaume-Uni - Contribution britannique - Prétention au juste retour - Institutions européennes - Renonciation au principe de l'unanimité - Elargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal - Organisation commune de marché des produits méditerranéens : fruits et légumes, huile d'olive - Relations de la CEE avec le Maroc - Grèce - (p. 1335) : coopération européenne : exemple du programme de recherche sur les technologies de l'information (ESPRIT) - Coopération industrielle - Politique commerciale commune - Concurrence internationale - Sécurité de l'Europe : euro missiles ; SS 20 et Pershing - Nécessité d'une Europe politique ; projet Genscher Colombo - Relance européenne nécessaire.

– Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 [n° **336 (82-83)**] - (14 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1588) : présentation du projet en examen - Procédure d'urgence - (p. 1589) : instabilité de l'environnement international - Course aux armements - Rapports Est-Ouest - Déséquilibre dans les rapports des forces conventionnelles en Europe - Avantage au profit des forces du Pacte de Varsovie - Mépris du protocole de Genève sur la non utilisation des armes chimiques - Rapports Nord-Sud - Respect des engagements internationaux - Solidarité avec les pays amis - Fondements de la dissuasion française : possession d'armements nucléaires stratégiques et tactiques et de forces conventionnelles polyvalentes - Priorité donnée aux forces nucléaires stratégiques - Crédits d'investissements affectés à l'armement nucléaire - Crédits affectés aux forces terrestres, maritimes, aériennes et à la gendarmerie - Etudes de recherche - Accord de principe de la commission des affaires étrangères sur l'ensemble de cette programmation - Caractère fondamental des aspects budgétaires et financiers du texte - (p. 1590) : faiblesse des moyens financiers - Interrogation sur les délais de commandes des équipements de pointe - Inopportunité de la réduction des effectifs des armées - Réorganisation de l'armée de terre - (p. 1591) : découplage entre l'armement nucléaire tactique et l'armement conventionnel - Système Hadès - Bombe à neutrons - Inefficacité des modalités d'intervention de la défense opérationnelle du territoire - (p. 1592) : satisfait des explications de M. Charles Hernu sur la défense permanente du territoire français et des intérêts vitaux de la France - Traités de l'Atlantique Nord et de l'Union de l'Europe occidentale - Intervention de la force d'action rapide (FAR) - Dissuasion - (p. 1593) : rôle de la gendarmerie (renseignements et maintien de l'ordre) - Importance de la situation économique sur le report de commandes de matériels essentiels à la défense - Raison d'être de la dissuasion nucléaire - Commission des affaires étrangères défavorable à l'adoption de ce texte - **Art. 1** (p. 1623) : commission des affaires étrangères opposée à cet article - Crédits insuffisants - (p. 1624) : dialectique de dissuasion - Référence au traité de l'Union de l'Europe occidentale - Caducité de ce traité - Intervention éventuelle de la force d'action rapide (FAR) en Europe.

Nouvelle lecture [n° **426 (82-83)**] - (23 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1847) : travaux de la commission mixte paritaire et absence d'accord - Demande le rejet de ce texte.

– Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère [n° **48 (83-84)**] - (7 novembre 1983) - (p. 2692) : nature de ce débat - (p. 2693) : situation de la Communauté économique européenne (CEE) et incertitude quant à son avenir - Prochain sommet d'Athènes - Institutions communautaires : Conseil européen - Mandat de Stuttgart - Problème du financement de l'Europe : problème de la contribution de la Grande-Bretagne ; position de la République fédérale d'Allemagne et de l'Italie - Absence de consensus - Négociation sur la politique agricole commune (PAC) : principes de l'unité de marché, de l'unicité des prix et de la préférence communautaire - Retard de définition de politiques nouvelles dans les secteurs de l'industrie et de la recherche : récent mémorandum français - Elargissement de la CEE : Espagne et Portugal ; conditions préalables ; cas de la Grande-Bretagne et de la Grèce ; élargissement et approfondissement de la coopération - (p. 2694) : troisième révolution industrielle - Agences européennes suggérées par la France ; mémorandum français - Politique commerciale commune - Sécurité européenne : Pershing et SS 20 ; euromissiles ; Europe politique - Menace de crise grave de la CEE et redéfinition nécessaire d'un projet commun.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 18** (p. 3181) : insuffisance du relèvement des abattements accordés aux petites successions - Absence d'incorporation dans l'outil de travail des parts de groupements fonciers agricoles constituées en numéraires et données à bail à long

terme - (p. 3182) : ensemble de mesures néfastes en matière de politique foncière - Nécessité de favoriser la constitution des groupements fonciers agricoles - **Art. 20** (p. 3204) : émotion des adhérents des caisses d'assurances mutuelles agricoles - Atteinte au statut originel des assurances mutuelles agricoles - Mesure inopportune.

Deuxième partie :

Relations extérieures - (30 novembre 1983) - (p. 3526) : manque d'informations de la délégation sénatoriale pour les Communautés européennes - Renforcement de la discipline budgétaire - Plafonnement des dépenses agricoles - Propositions acceptées par nos partenaires européens - Démantèlement des montants compensatoires monétaires - Devenir de la politique agricole commune - Sommet d'Athènes - (p. 3527) : pessimisme à l'égard de l'élargissement de la Communauté économique européenne.

Défense et service des essences - (2 décembre 1983) - Rapporteur pour avis (section commune) - (p. 3652) : budget de la section commune de la défense et part dans les crédits de paiement du budget des armées - Importance du maintien de la capacité de la défense nucléaire de la France - Diminution des autorisations de programme de la direction générale de l'armement (DGA) ; inquiétude pour les activités situées en amont de la DGA : études de recherche et de développement ; fabrication d'armements ; programme d'investissements - Effort de maintien de l'équipement des forces nucléaires stratégiques : forces aériennes stratégiques et force océanique stratégique (FOST) - (p. 3653) : FOST - Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) - Rattachement des missiles à la section commune - Stagnation ou régression des chapitres Etudes spéciales atome et Etudes spéciales engins - Autorisations de programme et crédits de paiement de la direction des centres d'expérimentation nucléaire (DIRCEM) - Armement nucléaire tactique - Stagnation des crédits d'études, de recherche et de prototype - Achèvement des programmes déjà lancés : fusées air-sol moyenne portée (ASMP) ; têtes nucléaires M4 pour les SNLE ; système tactique AN52 ; programmes Pluton et Hadès - Essais nucléaires dans le Pacifique : forages - Délai nécessaire pour la mise en place de nouveaux systèmes : exemple de l'armement stratégique sol-sol mobile SX - Fabrication du satellite militaire SAMRO - Maintien de la crédibilité de la dissuasion nucléaire française - Décision de la majorité de la commission d'émettre un avis défavorable sur le budget de la section commune - **Art. 116** (p. 3681) : son amendement n° 176 : étalement sur dix ans au lieu de quinze du plan d'intégration de l'indemnité de sujétions spéciales de police dans le traitement de base servant au calcul des pensions de retraite ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Après l'art. 116** (p. 3682) : son amendement n° 177 : conditions d'attribution d'une pension de réversion au taux de 100 % : substitution à la notion de décès au cours d'une opération de police, de la notion de décès dans l'exercice des fonctions de police administrative ou de police judiciaire ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - (9 décembre 1983) - **Art. 72** (p. 4007) : conséquences prévisibles de cet article - Doublement de l'impôt pendant trois ans - Modification projetée réduisant la trésorerie des entreprises agricoles - Situation actuelle préférable.

GEOFFROY (Jean), sénateur de Vaucluse (S).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Est réélu juge titulaire de la Haute Cour de justice (26 octobre 1983) (p. 2475).

GERIN (Alfred), sénateur du Rhône (rattaché administrativement au groupe UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères ; en démissionne (26 avril 1983) (p. 466).

Est nommé membre de la commission des affaires économiques (26 avril 1983) (p. 476).

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre de la commission de contrôle des conditions de fonctionnement, d'intervention et de coordination des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme (20 décembre 1983) (p. 4461).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Transports - (25 novembre 1983) - (p. 3309) : aménagement des voies navigables - Projet Rhin Rhône - Insuffisance de crédits - Liaison Saône Rhin - Compagnie nationale du Rhône (CNR) : défaut de désignation du président du conseil d'administration et des représentants des divers ministères - (p. 3310) : ne votera pas ce projet de budget.

Prestations sociales agricoles - (1er décembre 1983) - **Examen des crédits - Art. 46** (p. 3558, 3559) : augmentation des cotisations des agriculteurs par rapport aux prestations - Taxe sur le tabac - Opposition du groupe de l'UCDP à ce budget.

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - (p. 3840) : problèmes financiers et budgétaires liés au transfert de compétences dans le département du Rhône - (p. 3841) : première part de la dotation globale d'équipement (DGE) : perte de ressources par comparaison aux subventions spécifiques ; part de la DGE versée aux communes : équipement rural - Aide sociale ; participation de la dotation générale de décentralisation (DGD) - Transferts de compétence en matière de transports scolaires ; incertitude sur la compensation à intervenir.

GIACOBBI (François), sénateur de la Haute-Corse (GD-SRG).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État (13 décembre 1983) (p. 4127).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions

statutaires relatives à la fonction publique territoriale (14 décembre 1983) (p. 4243).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (15 décembre 1983) (p. 4275).

Est nommé membre de la commission de contrôle des conditions de fonctionnement, d'intervention et de coordination des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme (20 décembre 1983) (p. 4461).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non-titulaires occupant de tels emplois** [n° 148 (82-83)] - (12 avril 1983) - **Après l'art. 5** (p. 182) : se déclare favorable à l'amendement n° 20 de M. Pierre Lacour (fonctionnaires mis à la disposition d'organismes à caractère associatif assurant des missions d'intérêt général et placés sous l'autorité directe du président desdits organismes).

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° 7 (83-84)] - (13 décembre 1983) - **Art. 1** (p. 4139) : son amendement n° 138, soutenu par M. Paul Girod : champ d'application du projet : mention des agents des offices créés conformément à la loi du 2 mars 1982 portant statut particulier de la région de Corse ; retiré.

GIRAUD (Michel), sénateur du Val-de-Marne (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (16 juin 1983) (p. 1694).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 371 (JO Débats 4 mai 1983) (p. 586) à M. le Premier ministre : **élections** (communes : multiplication des tâches électorales) - Réponse de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer (31 mai 1983) (p. 1236, 1237).

Questions orales avec débat :

n° 152 (20 janvier 1983) (p. 95) à M. le ministre de l'urbanisme et du logement : **aménagement du territoire** (conditions d'attribution des crédits du fonds d'aménagement urbain) - Caduque le 22 mars 1983 (2 avril 1983) (p. 3).

n° 15 (2 avril 1983) (p. 4) à M. le ministre de l'urbanisme et du logement : **logement** (conditions d'attribution des crédits du fonds d'aménagement urbain) - Discutée le 26 avril 1983 (débat commun) (p. 472 et suiv.).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles** [n° 23 (82-83)] - (20 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 372) : arrivée à maturité des villes nouvelles et prise en charge de leur propre avenir grâce à un retour au droit commun - Importance de la population des villes nouvelles en Ile-de-France - Rôle insuffisant dans le rééquilibrage de la région - Souligne l'effort financier accompli par la région - Projet ne répondant pas à l'aspiration profonde à une plus grande démocratie locale - Reconnaissance de la réalité communale - Transfert aux communes de la gestion des équipements de proximité - Mise en commun de la taxe professionnelle et de l'impôt foncier bâti des zones industrielles - Favorable à l'amendement de la commission relatif au droit de retrait des communes membres des villes nouvelles - Souhait du remplacement de la communauté d'agglomération nouvelle par un syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM), aménagé - (p. 373) : nécessité d'un rapprochement des dispositions relatives aux compétences dans le cadre de la décentralisation - Interrogation sur l'évolution des équilibres financiers des communes et de l'organisme de regroupement dans chaque ville nouvelle - Condition d'« achèvement » des villes nouvelles - Absence de désengagement de l'Etat et des partenaires concernés - Volonté de la région d'Ile-de-France de maintenir son soutien aux villes nouvelles et de les faire figurer dans le contrat de plan avec l'Etat, en cours d'élaboration - Avenir des personnels des établissements publics - **Art. 24** (p. 399) : son amendement n° 56, soutenu par M. Jean Amelin : dotation spécifique en matière d'équipement possible jusqu'à l'achèvement des opérations de construction et d'aménagement et suppression du délai de cinq ans ; adopté - **Après l'art. 29** (p. 400) : son amendement n° 57, soutenu par M. Jean Amelin : maintien du bénéfice de leur ancienneté pour les agents des établissements publics d'aménagement des villes nouvelles recrutés par des collectivités locales ; réservé jusqu'à la discussion de l'amendement n° 105, puis retiré .

– **Questions orales avec débat jointes : octroi de subventions par le Fonds d'aménagement urbain** - (26 avril 1983) - (p. 473) : Fonds d'aménagement urbain (FAU) ; séance du comité directeur du 26 octobre 1982 - Logement social - Critères politiques dans la répartition des crédits dans la région d'Ile-de-France - Politique des contrats de région - (p. 475) : répartition des crédits du FAU entre les communes de la majorité et les communes de l'opposition ; exemple du Val-de-Marne - Financement d'actions de logement social par le budget régional ; responsabilité de l'Etat en matière de logement ; décentralisation - Planification ; schéma directeur de la région d'Ile-de-France.

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° 53(82-83)] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° 269 (82-83)] - (4 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 616) : proposition de loi en examen et reprise de certaines dispositions proposées par le Sénat lors du débat sur le projet de loi « droits et libertés » - Souci de cohérence de la commission des lois - Projet de loi antérieur de M. Christian Bonnet et travaux de M. *Lionel de Tinguy* - Loi de transfert de compétences du 7 janvier 1983 et difficultés d'application : absence de décret en matière d'urbanisme ; difficultés pour la formation professionnelle ; ignorance des régions sur le montant des ressources affectées - Transferts de compétences et nécessité d'un champ d'application bien déterminé ; exemple de l'éducation : transferts de charges, mais absence de pouvoir des collectivités sur le contenu pédagogique ou la formation des maîtres ; délabrement des lycées d'enseignement technique et nécessité d'un état des lieux ; compétence éventuelle de la région en matières de programmes ou de modernisation des filières - Frais de fonctionnement - (p. 617) : nécessité d'une garantie de ressources ; prise en charge par l'Etat de

l'indemnité de logement des instituteurs ; formation professionnelle - Mise à disposition des personnels, ou transfert avec autorité des collectivités locales sur ces personnels - Succès de la décentralisation subordonné à ces trois conditions.

– **Question au Gouvernement : contentieux électoral** - (16 juin 1983) - (p. 1696) : élections municipales de mars 1983 et fraude électorale - Décisions des tribunaux administratifs de Paris et de Versailles - Action de l'exécutif - Rectification des résultats électoraux.

– **Projet de loi sur l'Exposition Universelle de 1989** [n° 338 (82-83)] - (16 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1730) : tradition des expositions universelles - Absence d'études préalables rigoureuses - Caractère hâtif du choix - Coût de l'Exposition - Crise économique - Mise en place de l'Exposition au détriment des besoins légitimes des collectivités locales - Emploi - Conditions de vie et d'environnement des habitants d'Ile de France pendant l'Exposition universelle - Problème d'accès et de transports - Agrément de la candidature de la France par le Bureau international des expositions - Choix du site - Thèmes de l'Exposition - Absence de dispositions financières dans le projet de loi et coercition sur les dispositions d'urbanisme - Transports en commun entre Javel et Tolbiac ; système « Aramis » - (p. 1731) : bicentenaire de la Révolution française - Filière bois - Relations actives entre l'homme et la technique - Techniques de communication et de traitement de l'information - Mode de vie dans la ville moderne - Loisirs des jeunes - Solidarité entre les hommes et universalité de l'esprit - Contrôle des comptes - Dispositions relatives à l'urbanisme et contradiction avec la loi de décentralisation - Concertation avec les collectivités territoriales - Avantages du site de Marne-la-Vallée, ou d'un site conjoint de Bercy Tolbiac et Marne-la-Vallée - (p. 1732) : réussite de l'Exposition de 1989.

– **Projet de loi renforçant la protection des victimes d'infraction** - *Deuxième lecture* [n° 386 (82-83)] - (24 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1967) : concertation entre les deux assemblées et le Gouvernement - Création du nouveau délit d'organisation frauduleuse de l'insolvabilité ; possibilité de dérogation au principe de la confusion des peines ; article 5 du code pénal - (p. 1968) : prorogation de compétence de la juridiction répressive ; relaxe ; tiers responsable ; renvoi au tribunal civil ; engagement du Gouvernement sur la création d'une procédure simplifiée - Propose le vote de ce projet de loi - **Art. 12** (p. 1969) : accepte l'amendement n° 2 de M. Robert Badinter, ministre (fixation par décret d'une procédure simplifiée de renvoi devant la juridiction civile).

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° 384 (82-83)] - (26 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2485) : rôle de l'enseignement et de la recherche dans le progrès de l'humanité - Diversité du corps enseignant et caractère contestable du collège électoral unique pour l'élection du conseil scientifique des universités ; professeurs et maîtres-assistants - Scrutin de liste et pouvoir syndical - (p. 2486) : position prise par l'académie des sciences sur la composition et le mode d'élection des membres des commissions - Projet de décret sur les carrières - Diplômes nationaux et diplômes d'universités - Recrutement d'enseignants - Hiérarchie de fait entre les institutions universitaires - Domaines de la loi et du décret - Relations entre universités et industrie ; contrats - Sélection - Relations entre les hommes de science et le public - (p. 2487) : diffusion des connaissances : irrigation intellectuelle permanente.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - (p. 3846) : réalité juridique de la décentralisation et application sur le terrain - Information des élus locaux - Moyens financiers : incertitude sur le rapport entre l'évolution des ressources transférées et l'évolution des charges - Moyens en personnel : projet de loi relatif à la fonction publique et territoriale - (p. 3847) : responsabilités des maires et résistance des ministères techniques - Pouvoir de l'Etat et pouvoir des communautés.

– **Projet de loi relatif au prix de l'eau en 1984** [n° 93 (83-84)] - (16 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4309) : blocage du prix de l'eau et difficultés financières des services distributeurs et d'assainissement - Atteinte aux libertés des communes - (p. 4310) : difficultés des petites communes - Ralentissement du rythme de dépollution de la France - Normes européennes en matière d'eau potable - Incompatibilité du blocage du prix de l'eau avec le projet de contrat de plan « la Seine propre » visant à la dépollution du réseau fluvial de l'Ile-de-France.

GIRAULT (Jean-Marie), sénateur du Calvados (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale (3 mai 1983) (p. 585).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 mai 1983) (p. 1202).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (16 juin 1983) (p. 1694).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds (24 juin 1983) (p. 1973).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (27 juin 1983) (p. 2012).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur : 1° le projet de loi [n° 25 (82-83)] adopté par l'Assemblée nationale, réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures ; 2° la proposition de loi [n° 31 (81-82)] de M. Gérard Ehlers et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964, modifiée, sur la pollution de la mer par les hydrocarbures [n° 198 (82-83)] (2 avril 1983) - **Mer et littoral.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 26 (82-83)] adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'article 16 de la loi n° 76-599 du 7 juillet 1976 relative à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et à la lutte contre la pollution

marine accidentelle [n° **199 (82-83)**] (2 avril 1983) - **Mer et littoral.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **303 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale renforçant la protection des victimes d'infractions [n° **330 (82-83)**] (19 mai 1983) - **Justice.**

Proposition de loi relative à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies (INERIPT) [n° **401 (82-83)**] (**17 mai 1983**) - **Stupéfiants.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° **386 (82-83)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, renforçant la protection des victimes d'infractions [n° **433 (82-83)**] (23 juin 1983) - **Justice.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° **495 (82-83)**] modifiant la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution [n° **41 (83-84)**] (27 octobre 1983).

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Territoires d'outre-mer** [n° **67, tome IV (83-84)**] (21 novembre 1983).

Rapport fait, au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° **73 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale, rendant applicables dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions législatives ayant modifié le code pénal et le code de procédure pénale et modifiant la loi n° 83-520 du 27 juin 1983 - [n° **130 (83-84)**] (14 décembre 1983) - **Justice.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **90** (21 octobre 1983) (p. 2374) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **recherche scientifique et technique** (création d'un institut de recherches métaboliques à Caen).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures** [n° **25 (82-83)**] - (27 avril 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 26) - (p. 499) : naufrage de l'*Amoco Cadiz* sur les côtes bretonnes en 1978 et rapport de la commission sénatoriale d'enquête - Loi du 2 janvier 1979 et pénalités à l'égard des capitaines - (p. 500) : projet de loi modifiant l'article 16 de la loi du 7 juillet 1976 relatif à la prévention de la pollution marine : notion de danger ; navires, engins, plates-formes et aéronefs ; domaine public maritime ; cas d'un bâtiment échoué - Droit de mise en demeure et droit de réquisition - Projet de loi réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures : loi du 26 décembre 1964 ; droit interne et droit international ; convention de Londres et convention Marpol - Sanctions applicables aux capitaines des navires ; gradation prévue ; rejet volontaire ou pollution accidentelle ; réduction des sanctions - Amendements de la commission des lois - **Art. 1** (p. 503) : son amendement n° 1 : définition du rejet : référence à la convention Marpol du 2 novembre 1973 ; adopté - Son amendement de coordination n° 2 ; adopté - **Art. 7** (p. 504) : ses amendements rédactionnels n° 3 et n° 4 ; adoptés - Terminologie en matière d'accords internationaux : gouvernement contractant ou gouvernement partie - **Art. 9** : son amendement n° 5 : modification rédactionnelle relative à la citation à l'audience du propriétaire ou de l'exploitant ; adopté - **Art. 13** (p. 505) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 8 de M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat (possibilité d'intervention des collectivités locales devant les juridictions administratives : précision relative au domaine public maritime) - **Art. 14** : accepte l'amendement n° 7 de M. Lionel Cherrier, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (autorités compétentes dans les territoires d'outre-mer en matière de police des épaves) - **Art. 15** (p. 506) : son amendement n° 6 : dispositions abrogées et référence à la présente loi dans la législation actuellement en vigueur ; adopté.

– **Projet de loi modifiant l'article 16 de la loi n° 76-599 du 7 juillet 1976 relative à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et à la lutte contre la pollution marine accidentelle** [n° **26 (82-83)**] - (27 avril 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** : commune avec le projet de loi n° 25 réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures (p. 499, 500).

– **Projet de loi relatif aux candidats admis au deuxième concours interne d'entrée à l'Ecole nationale d'administration** [n° **268 (82-83)**] - (3 mai 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 548) : recours devant le Conseil d'Etat et nécessité pour la Haute juridiction administrative de dire le droit rapidement.

– **Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives** [n° **226 (82-83)**] - (10 mai 1983) - **Art. 15** (p. 763) : intervient sur l'amendement n° 34 de M. Roland Ruet, rapporteur (suppression de cet article relatif à la possibilité pour l'autorité administrative d'interdire, à la demande des fédérations, certaines manifestations sportives).

– **Projet de loi renforçant la protection des victimes d'infractions** [n° **303 (82-83)**] - (25 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1087) : création du délit d'insolvabilité organisée - (p. 1088) : favorable au versement de la caution en cas de contrôle judiciaire - Justification du paiement des pensions alimentaires - Intervention de l'assureur du prévenu ou de la partie civile au procès pénal - Opposabilité de la décision - Modification du code de procédure pénale relative à la constitution de partie civile « simplifiée » - Taux maximum de la compétence du juge d'instance - Compétence civile des tribunaux répressifs en cas de relaxe dans le cas de poursuites pour homicide ou blessures involontaires - Indemnisation des victimes d'infractions pénales dont l'auteur est inconnu ou insolvable - Elargissement du champ d'application de la législation actuelle et rapprochement des procédures d'indemnisation par rapport aux victimes - (p. 1089) : établissement d'un lien direct entre la gravité du préjudice et la nature de celui-ci, quelles que soient les conséquences matérielles du préjudice subi - Commission des lois favorable au texte de ce projet de loi - **Art. 1** (p. 1092) : son amendement n° 1 : suppression du quatrième alinéa de cet article relatif à la confusion des peines, adopté - (p. 1094) : son amendement de forme n° 2 ; adopté - **Art. 2** : son amendement n° 3 : suppression de cet article relatif au maintien de la compétence du juge civil en cas de mise en mouvement de l'action publique ; retiré - (p. 1095) : accepte l'amendement n° 12 de M. Robert Badinter, ministre (compétence de la juridiction civile saisie en référé pour ordonner toute mesure provisoire relative aux faits qui sont l'objet de poursuites lorsque l'existence de l'obligation n'est pas sérieusement contestable) - **Art. 3** : accepte l'amendement rédactionnel n° 8 de M. Charles Lederman - **Art. 5** (p. 1096) : son amendement n° 4 : mise hors de cause de l'assureur et invocation des exceptions de nature à l'exonérer totalement de son obligation de garantie à l'égard des tiers ; adopté - **Art. 6** : son amendement n° 5 : intervention de l'assureur intervenant en cause d'appel même pour la première fois ; adopté - **Art. 8** : accepte l'amendement n° 9 de M. Charles Lederman (appel de l'assureur notifié à l'assuré dans un délai de trois jours) - **Avant l'art. 11** (p. 1097) : son amendement de coordination n° 16 ; adopté - **Art. 11** (p. 1099) : se déclare opposé à l'amendement n° 10 de M. Charles Lederman (suppression des articles 420-1 et 420-2 du code de procédure pénale) - **Art. 12** : son amendement

n° 14 : compétence du tribunal correctionnel pour statuer sur les intérêts civils en cas de relaxe ; adopté - (p. 1102) : se déclare opposé à l'amendement n° 11 de M. Charles Lederman (maintien de la compétence du tribunal qui prononce une relaxe, sur la demande de la partie civile ou de son assureur formulée immédiatement après le prononcé du jugement de relaxe) - (p. 1103) : sur son amendement n° 14, accepte le sous-amendement n° 17 de M. Robert Badinter (compétence du tribunal qui prononce une relaxe pour statuer sur la demande de la partie civile ou de son assureur) - Son amendement de coordination n° 15 ; adopté - **Art. 14** (p. 1104) : son amendement n° 13 : préjudice constitué par une atteinte à l'intégrité, soit physique, soit mentale ; adopté - **Après l'art. 20** *bis* (p. 1105) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Maurice Janetti, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression du caractère exceptionnel de l'attribution de l'aide judiciaire aux personnes de droit moral).

– **Projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989** [n° 338 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (17 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1746) : absence de remise en cause du principe de l'Exposition universelle - (p. 1747) : choix du site de Javel-Citroën et nuisances pour les habitants - Interrogation sur le choix des sites - Problème du coût et absence de prévisions financières - Risque que les engagements financiers de l'Etat soient dégagés au détriment de l'ensemble des collectivités locales de France - Absence de mise en cause du principe de l'Exposition universelle mais devoir de signaler un risque réel - Interrogation sur les critères permettant de déterminer quel Etat pourra venir présenter ses productions, son activité économique à Paris - Article 34 du règlement général relatif aux conditions de participation des Etats, des organisations internationales et des exposants privés - Interrogation sur la possibilité pour la France de s'opposer à la venue d'une nation.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 13** (p. 3169) : se déclare favorable à l'amendement n° 49 de M. Paul Séramy (suppression de cet article relatif à la taxe foncière sur les propriétés bâties et aux exonérations de longue durée) - Communes volées d'une recette qui leur appartient au titre de l'année 1983.

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (6 décembre 1983) - Rapporteur pour avis (territoires d'outre-mer) - (p. 3805, 3806) : désengagement de l'Etat - Contraction des dépenses ordinaires et des dépenses en capital - Chute des crédits du Fonds d'intervention de développement économique et socal (FIDES) - Annulation de crédits de la loi de finances de 1983 - Avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie ; préparation d'un projet de loi sur un statut de large autonomie interne ; hypothèse de l'autodétermination en 1989 - (p. 3807) : recours au référendum ou recours au suffrage discriminatoire - Déséquilibre économique de la Nouvelle-Calédonie ; voie transversale Est-Ouest - Réforme foncière : demande de vérification des surfaces foncières revendiquées par les tribus et les clans - Avis défavorable à ce projet de budget.

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - (p. 3855) : création, sous la pression du Sénat, du fonds de compensation de la TVA en 1975 - (p. 3856) : désengagement de l'Etat à l'égard des collectivités locales.

– **Projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions législatives ayant modifié le code pénal et le code de procédure pénale et modifiant la loi n° 83-520 du 27 juin 1983** [n° 73 (83-84)] - (15 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4268) : consultation des assemblées territoriales des territoires d'outre-mer (TOM) - Application dans les TOM de quatre lois ayant modifié la législation métropolitaine - Avis tardif émis par l'Assemblée territoriale de la Polynésie française - (p. 4269) : avis favorable des trois assemblées territoriales : Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie et Polynésie française - Enumération de quatre lois ayant modifié le code pénal et le code de procédure pénale - Justice militaire - Loi « Sécurité et Liberté » - Amendes évaluées en monnaie locale - Tenue des casiers judiciaires par les greffes des tribunaux de première instance - Droits des victimes d'infractions - Cas particulier des terres australes et antarctiques françaises et de la collectivité territoriale de Mayotte - Problème de l'extension des futures réformes pénales dans les TOM - Favorable à l'adoption de ce projet - **Art. 2** (p. 4270) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de M. Daniel Millaud (exclusion de la Polynésie française du champ d'application de la loi du 4 août 1982).

GIROD (Paul), sénateur de l'Aisne (GD).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis élu vice-président.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale (3 mai 1983) (p. 585).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois (24 mai 1983) (p. 1071).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (16 juin 1983) (p. 1694).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds (24 juin 1983) (p. 1973).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (27 juin 1983) (p. 2012).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi interdisant certains appareils de jeux (27 juin 1983) (p. 2012).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant droits et obligations des fonctionnaires (27 juin 1983) (p. 2020).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions

statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (13 décembre 1983) (p. 4127).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (14 décembre 1983) (p. 4243).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (15 décembre 1983) (p. 4275).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales (20 décembre 1983) (p. 4429).

DÉPÔTS

Rapport fait, en application des dispositions de l'article 22, paragraphe premier, du règlement, au nom de la commission des lois, sur la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions de l'Etat [n° **171 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983) - **Collectivités locales.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° **518 (81-82)**] relatif aux sociétés d'économie mixte locales [n° **205 (82-83)**] (5 avril 1983) - **Sociétés civiles et commerciales.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois sur la proposition de loi [n° **53 (82-83)**] déposée avec plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat [n° **269 (82-83)**] (26 avril 1983) - **Collectivités locales.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **417 (82-83)**] modifié par l'Assemblée nationale, relatif aux sociétés d'économie mixte locales [n° **432 (82-83)**] (23 juin 1983) -**Sociétés civiles et commerciales.**

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat [n° **457 (82-83)**] (28 juin 1983) - **Collectivités locales.**

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Protection civile** [n° **67, Tome V (83-84)**] (21 novembre 1983).

Avis, présenté au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° **95 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétence entre l'Etat et les **collectivités locales** [n° **139 (83-84)**] (14 décembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution** [n° **120 (82-83)**] - (5 avril 1983) - **Art. 3** (p. 32) : se déclare favorable à l'amendement n° 3 de M. Alphonse Arzel, rapporteur (précision relative à la réalisation des visites de navires dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat) - Question au secrétaire d'Etat sur le rétablissement souhaitable de la visite annuelle des navires de plaisance se substituant à la visite inopinée.

– **Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981** [n° **493 (81-82)**] - (6 avril 1983) - **Art. 2 A** (p. 85) : sur l'amendement n° 12 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (extension et conditions d'application des dispositions du travail d'intérêt général aux mineurs de 16 à 18 ans) , intervient sur le sous-amendement n° 66 de M. Robert Badinter, ministre (caractère formateur des travaux d'intérêt général).

Suite de la discussion - (7 avril 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 143) : côté fracassant de l'intitulé du projet de loi proposé par le Gouvernement - Introduction par le Sénat de dispositions nouvelles heureuses - Vote favorable du groupe de la gauche démocratique sur le texte de ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif aux sociétés d'économie mixte locales** [n° **518 (81-82)**] - (14 avril 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 273) : assistance des sociétés d'économie mixte aux collectivités territoriales ; apport de capitaux privés - Restrictions initiales : commissaire du Gouvernement et commissaire aux comptes ; documents types - Loi de décentralisation du 2 mars 1982 : suppression des tutelles, des contrôles *a priori* ; capacité d'intervention économique des communes - Responsabilité des élus - (p. 274) : réforme du statut des sociétés d'économie mixte (SEM) - Rapprochement avec le statut de droit commun des sociétés commerciales à forme anonyme ; dérogations nécessaires : nombre des administrateurs ; relations avec des tiers ; constitution du capital - Dispositions du projet relatives à l'interdiction de l'octroi de toute subvention d'équilibre de l'Etat à une collectivité territoriale mise en déséquilibre par une SEM - Mécanismes de contrôle : commissaires aux comptes ; représentant de l'Etat ; chambre régionale des comptes - Emission de titres participatifs - Exception au principe de majorité des collectivités territoriales : cas des sociétés d'autoroutes et des sociétés de remontées mécaniques des stations de sport d'hiver ; sociétés existantes à la date de la promulgation de la loi - Augmentation de capital et souscription - (p. 275) : achat d'actions - Création d'une taxe au profit de la fédération - Représentation des collectivités territoriales au sein du conseil d'administration - Utilité du projet - **Art. 1** (p. 278) : son amendement n° 1 : référence à la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales ; adopté - **Art. 2** : son amendement n° 2 : suppression dans cet article du deuxième alinéa relatif au montant minimal du capital social ; adopté - **Après l'art. 2** : son amendement n° 3 : reprise à cet emplacement, dans une nouvelle rédaction, de la disposition relative au montant minimal du capital social ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 28 de M. Gaston Defferre, ministre (suppression de l'exception prévue en faveur des sociétés ayant dans leur objet la construction d'immeubles au cas où elles n'effectuent que des tâches de gestion immobilière ou ne réalisent que des logements financés avec l'aide de l'Etat) - (p. 279) : sociétés de gestion ou de construction - Problème de l'augmentation de capital par souscription des collectivités territoriales - Finances locales - **Art. 3** (p. 280) : son amendement n° 4 : nouvelle rédaction de cet article relatif au droit d'intervention des sociétés d'économie mixte locales pour le compte de tiers : assouplissement des conditions requises ; adopté - **Art. 4** (p. 281) : son amendement n° 5 : nouvelle rédaction de cet article relatif aux clauses minimales des conventions conclues entre les collectivités locales ou leurs groupements et les sociétés d'économie mixte locales ; adopté - **Après l'art. 4** : son amendement n° 6 : possibilité de financement complémentaire pour les sociétés d'économie mixte par l'émission de titres participatifs ; adopté - Loi du 3 janvier 1983 - **Art. 5** (p. 282) : son amendement rédactionnel n° 7 ; adopté - Son amendement n° 8 : pouvoir d'information du représentant de l'Etat : modalités de saisine de la chambre régionale des comptes et effet de cette saisine ; adopté -

Son amendement rédactionnel n° 9 ; adopté - **Art. 6 :** son amendement n° 10 : suppression de cet article excluant l'application des dispositions de l'article L. 235 du code des communes relatif aux subventions exceptionnelles de fonctionnement en cas de difficultés financières nées pour une commune de sa participation au capital d'une société d'économie mixte locale ; adopté - (p. 283) : rétroactivité - Suppression de cet article et pouvoir d'appréciation du Gouvernement - **Art. 7** (p. 284) : son amendement n° 11 : possibilité, pour assurer la représentation directe des collectivités territoriales au conseil d'administration ou de surveillance, d'augmenter le nombre des membres des conseils jusqu'à concurrence de 18 ; adopté - Intervient également sur l'amendement n° 26 de M. Fernand Lefort (participation des associations de locataires au conseil d'administration et au capital des sociétés d'économie mixte chargées de construction ou de gestion immobilière) - **Art. 8 :** ses amendements n° 12, n° 13 et 14 : modalités du contrôle exercé sur une société d'économie mixte locale par une collectivité territoriale ayant garanti les emprunts contractés par cette société : désignation du délégué spécial ; compte rendu de mandat ; adoptés - **Art. 9** (p. 285) : son amendement n° 15 : suppression de cet article relatif au choix de l'un des commissaires aux comptes sur une liste établie par le commissaire de la République sur proposition du trésorier payeur général ; adopté - Liste générale et liste restreinte - Intrusion du représentant de l'Etat - **Art. 10 :** son amendement rédactionnel n° 16 ; adopté - (p. 286) : son amendement n° 17 : prorogation de un à deux ans du délai de mise en harmonie des statuts des sociétés existantes ; adopté - Son amendement n° 18 : prorogation à trois ans du délai particulier de mise en conformité avec les dispositions relatives à la participation ; réservé jusqu'après l'article 11 - **Art. 11 :** son amendement rédactionnel n° 20 ; retiré - Accepte l'amendement n° 31 de M. Gaston Defferre, ministre (exception au principe de la participation majoritaire des collectivités territoriales au capital en faveur des sociétés existantes à la date de dépôt du projet de loi en examen) - Son amendement n° 21 : extension de cette dérogation aux sociétés d'économie mixte d'équipement et d'exploitation de remontée mécanique constituées antérieurement à la date de publication de cette loi ; adopté - (p. 287) : accepte l'amendement n° 32 de M. Gaston Defferre, ministre (extension de cette dérogation aux sociétés d'économie mixte chargées de la réalisation des réseaux de télécommunications et de diffusion) - **Art. 10** (*suite*) : adoption de son amendement n° 18, précédemment réservé - Son amendement n° 19 : procédure d'autorisation par décret en Conseil d'Etat prévue aux articles 5 et 48 de la loi du 2 mars 1982 non applicable aux acquisitions d'actions destinées à rendre les collectivités territoriales majoritaires dans le capital des sociétés d'économie mixte locales ; adopté - Transmission d'actions ou augmentation de capital - **Art. 13** (p. 288) : accepte l'amendement de coordination n° 33 de M. Gaston Defferre, ministre - Son amendement n° 23 : non application de la loi aux sociétés d'économie mixte pour la construction et l'exploitation d'autoroutes à péage instituées par la loi du 18 avril 1955 ; retiré - **Art. 14 :** son amendement rédactionnel n° 24 ; adopté - **Après l'art. 14 :** son amendement n° 25 : autorisation de prélèvement sur le produit de la redevance acquittée par les sociétés d'économie mixte à la caisse des prêts des HLM, d'une participation aux frais de la fédération groupant les sociétés d'économie mixte ; adopté.

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° 53(82-83)] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° 269 (82-83)] - (4 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 590) : sa proposition de loi déposée avec MM. *Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain* et *Jean-Pierre Fourcade* - Loi de décentralisation du 2 mars 1982 : projet de loi sur les transferts de compétences ; amputation du projet par voie de lettre rectificative : disjonction des sections relatives aux transports, à l'éducation, à l'action sociale et à la santé, à l'environnement et à la culture, à la justice et à la police - Protestations des élus - Rupture de l'équilibre entre transferts de compétences et transferts de ressources - (p. 591) : proposition de loi n° 53, déposée par les cinq rapporteurs de commission - Débats antérieurs au Sénat sur la décentralisation : travaux de M. *Lionel de Tinguy* sur la loi Bonnet et de M. *Michel Giraud* sur la loi de décentralisation - Accord du Gouvernement sur la reprise de certaines sections ; rétablissement de l'équilibre global des opérations ; exemple du principe de la révision des barèmes d'aide sociale définitivement reconnu par la loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences - Difficultés d'application de la décentralisation : problèmes financiers des collectivités territoriales ; exemple du transfert aux départements de certains personnels des préfectures ; mise à disposition - Entrée en vigueur de la dotation globale d'équipement (DGE) et problème des routes nationales déclassées ; autorisations de programme et crédits de paiement - Fiscalité et investissement - (p. 592) : insuffisance des crédits des collèges dans le budget de l'éducation nationale ; fermeture de classes - Participation de l'Etat aux frais de transport scolaire - Compétences nouvelles des collectivités territoriales en matière d'intervention économique - Transfert des compensations financières ; dotation générale de décentralisation (DGD) - Récents textes intervenus : loi d'orientation des transports intérieurs ; loi de répartition de compétences du 7 janvier 1983 ; cas précédent de la proposition de loi de M. *Pierre Schiélé* tendant à compléter la loi du 2 mars 1982 - Dialogue avec le Gouvernement sur la proposition de loi en examen ; diversité des sujets abordés ; cavaliers législatifs : réforme du Crédit municipal ou du régime de coordination des travaux des collectivités territoriales ; souhait du Gouvernement de transférer les compétences relatives à la réalisation de canaux - Problème de l'indemnisation financière des personnels départementaux mis à disposition du service public de la justice ; remise en état des bâtiments - Transfert aux départements des centres d'aide par le travail (CAT) - Entretien des établissements scolaires ; dénationalisation du fonctionnement des collèges et des lycées ; DGD - (p. 593) : encadrement de la liberté d'exercice des compétences - Création éventuelle d'une dotation régionale d'équipement scolaire - Silence du Gouvernement sur les préalables fixés par le Sénat - Dispositions de la proposition de loi en examen et modifications par rapport au texte initial - Titre I : rétablissement des préalables : participation de l'Etat à 65 % pour les transports scolaires ; indemnité de logement des instituteurs ; actualisation des barèmes d'aide sociale ; remboursement des dettes d'aide sociale ; respect des conventions - Comptes des collectivités territoriales ; garanties en matière de formation professionnelle - Titre II relatif aux compétences transférées - Transports : prise en compte de la loi d'orientation des transports intérieurs ; problème des aérodromes ; transports scolaires ; cas des ports : ports fluviaux et ports maritimes ; ports autonomes, police des ports - Droits de port - Enseignement : enseignement privé et enseignement public ; carte scolaire ; écoles, collèges et lycées ; désaccord sur la décentralisation du fonctionnement des établissements d'éducation ; conventions intercommunales de fréquentation scolaire - Action sociale et santé : CAT ; cancer et lèpre ; secret médical - Environnement et culture : itinéraires de randonnées ; bibliothèques, établissements artistiques et musées ; problème du classement - (p. 594) : DGE des communes - Procès-verbal de l'état des bâtiments prévu dans les conventions de mise à disposition - Modalités de remboursement des dépenses relatives au personnel de justice - Crédit municipal et coordination des travaux - Montant des responsabilités financières entraînées par ce texte ; problème de l'évolution des charges - Souci d'éviter le désordre administratif et les gouffres financiers - (p. 603) : problème de la DGE, évoqué par M. Gaston Defferre, ministre : autorisations de programme et crédits de paiement ; remembrement et assainissement ; routes nationales déclassées - **Avant l'art. 1** (p. 621) : demande la réserve de

l'amendement n° 133 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Pierre Lacour (codification de l'ensemble des textes législatifs relatifs aux transferts des compétences de l'Etat aux communes, départements et régions, et envoi systématique aux maires avant le 1er janvier 1984) - Demande le retrait de l'amendement n° 134 de M. Roger Poudonson, soutenu par M. Roger Boileau (responsabilité financière de l'Etat substituée à celle de la région, du département ou de la commune en cas d'inexécution des engagements financiers de l'une de ces collectivités résultant des dispositions des nouveaux textes législatifs) - **Art. 1** (p. 622) : sur l'amendement n° 31 de M. Gaston Defferre, ministre (1° rédactionnel ; 2° supression de la réserve relative à la réalisation des dispositions de la section 2 du titre I), accepte la première partie, mais s'oppose à la seconde partie - Attachement de la commission des lois à la fixation de préalables - (p. 623) : notion de préalable, retenue par M. Gaston Defferre, ministre, s'agissant de la transformation de la région en collectivité territoriale - **Art. 2** : accepte l'amendement n° 135 de M. Rémi Herment, soutenu par M. Roger Boileau (entrée en vigueur de la loi subordonnée aux dispositions prévues à l'article 3) - **Art. 3** (p. 624) : demande le retrait de l'amendement n° 136 de M. Claude Mont, soutenu par M. Pierre Lacour (entrée en vigueur de la loi subordonnée au respect par l'Etat des conventions de mise à disposition de personnels) - **Après l'art. 3** : demande le retrait de l'amendement n° 137 de M. Henri Le Breton, soutenu par M. Pierre Lacour (définition par la loi des conditions dans lesquelles l'Etat place les personnels actuellement régis par les conventions de mise à disposition, sous l'autorité exclusive des collectivités locales) - Attente du statut des personnels des collectivités territoriales - **Art. 4** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 138 de M. Claude Mont, soutenu par M. Roger Boileau (préalable en matière de transports scolaires : participation de l'Etat portée à 65 % des dépenses actuellement subventionnables évaluées à leur coût réel) - **Art. 5** (p. 625) : intervient sur cet article relatif au préalable du remboursement par l'Etat des dépenses de logement des instituteurs - Menace brandie par M. Gaston Defferre, ministre, d'une suppression de la dotation spéciale - Elément de rémunération - Prise en charge intégrale par l'Etat ; inclusion dans la dotation globale de fonctionnement (DGF) ou compensation dans le cadre de la dotation générale de décentralisation (DGD) - Protection des collectivités territoriales en cas de changement de règlementation - Référence faite par M. Michel Darras aux débats du Sénat sur le projet de loi Bonnet et décision d'étaler sur cinq ans la prise en charge par l'Etat de l'indemnité de logement des instituteurs ; interventions soulignant l'anomalie d'une récupération d'un reliquat de la DGF à cet effet - (p. 626) : dotation spéciale prévue pour 1983 - (p. 627) : distinction entre une indemnité représentative de frais et un élément de traitement - **Art. 6** : demande le retrait de l'amendement n° 140 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Roger Boileau (protection des collectivités locales, et non des seuls départements, contre une éventuelle augmentation du taux de contribution résultant de la révision des barèmes d'aide sociale) - Impossibilité d'un gel total des situations - Simulations informatiques - Nécessité de l'adoption de cet article pour éviter des augmentations excessives de la fiscalité des départements.

Suite de la discussion - (5 mai 1983) - Rapporteur - **Art. 7** (p. 633) : s'oppose à l'amendement n° 141 de M. Rémi Herment, soutenu par M. Pierre Lacour (remboursement en trois ans des dettes de l'Etat envers les collectivités locales) et accepte l'amendement n° 1 de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis (remboursement en quatre ans des dettes de l'Etat envers les collectivités locales) - (p. 634) : loi Bonnet relative au remboursement intégral des sommes dues par l'Etat aux collectivités locales - Redressement des barèmes d'aide sociale - Souplesse de l'opposition avec le Gouvernement - **Art. 10** (p. 635) : demande le retrait de l'amendement n° 142 de M. Auguste Chupin (suppression de la compensation par le fonds régional de l'apprentissage des charges nouvelles créées par l'Etat) - **Art. 11** (p. 636) : s'oppose à l'amendement n° 143 de M. Roger Boileau, soutenu par M. Pierre Lacour (Parlement informé annuellement du non respect par l'Etat de ses obligations financières vis-à-vis des collectivités locales) - **Après l'art. 11** : s'oppose à l'amendement n° 104 de M. Adrien Gouteyron (travaux d'adduction d'eau et d'assainissement subventionnés par la dotation globale d'équipement) - **Art. 12** (p. 638) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat (transports scolaires : services réguliers publics de transport ; compétence des autorités organisatrices à l'intérieur des périmètres de transports urbains ; transfert de ressources ; suppression de la notion de plan départemental des transports scolaires), à l'amendement n° 145 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Pierre Lacour (cas des transports scolaires interdépartementaux) et à l'amendement rédactionnel n° 146 de MM. Roger Poudonson et Henri Le Breton - Accepte les amendements n° 18 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (substitution de la notion de compétence à celle de responsabilité en matière de transports scolaires ; rétablissement de la notion de plan départemental des transports scolaires) et n° 147 de M. Kléber Malécot, soutenu par M. Pierre Lacour (cas des transports scolaires interdépartementaux) - (p. 640) : sur l'amendement n° 18 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis, s'oppose aux sous-amendements de M. Michel Darras n° 192 (transports scolaires : service régulier public) et n° 193 (responsabilité à l'intérieur des périmètres de transports urbains ; convention passée entre l'autorité compétente pour l'organisation des transports urbains et le département ; procédures d'arbitrage déterminées par décret en Conseil d'Etat) - **Après l'art. 13** (p. 642) : accepte l'amendement n° 24 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (dispositions de l'article 12 relatif aux transports scolaires adaptées ultérieurement à la région d'Ile-de-France) - (p. 643) : sur cet amendement, se déclare personnellement favorable au sous-amendement n° 194 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (adaptation de ces dispositions aux départements de la région d'Ile-de-France de la compétence du syndicat des transports parisiens) - Accepte l'amendement n° 149 de M. Pierre Lacour (normes d'équipement et règles d'utilisation des aérodromes fixées par l'Etat) - **Art. 14** (p. 646) : accepte l'amendement n° 21 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (création, aménagement et exploitation des ports fluviaux et des canaux d'accès inclus dans les compétences régionales) - S'oppose au 1° de l'amendement n° 35 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat (création, aménagement et exploitation des ports fluviaux et des canaux inclus dans les compétences régionales) -(p. 647) : s'oppose au 2° de l'amendement n° 35 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat (ports fluviaux d'intérêt national ne ressortissant plus à la compétence de l'Etat) - Devenir des ports autonomes de Paris et de Strasbourg évoqué par M. Geoffroy de Montalembert : ports fluviaux d'intérêt national ressortissant à la compétence de l'Etat - Accepte l'amendement n° 22 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (aménagement et exploitation des ports fluviaux pouvant être concédés à des personnes privées) - (p. 648) : s'oppose à l'amendement n° 109 de M. Jean Ooghe (renégociation possible des contrats de concession) - **Art. 16** : accepte le 1° de l'amendement n° 37 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat (ports maritimes contigus aux ports militaires relevant de la compétence de l'Etat) et s'oppose au 2° de cet amendement (procédures d'enquêtes définies par décret en Conseil d'Etat) - **Après l'art. 17** (p. 649) : sur l'amendement n° 38 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat (perception d'un droit de port dans les ports décentralisés ; assiette de ce droit et procédure de fixation des taux), qu'il accepte, son sous-amendement n° 185 : droits de port perçus au profit de la collectivité responsable du port ; retiré - Situation des ports corses de Bastia et d'Ajaccio : ports d'intérêt national ressortissant à la compétence de l'Etat - **Art. 18** (p. 650) : s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat (caractère de domanialité publique attaché aux dépendances particulières du domaine de l'Etat défini par voie réglementaire) - Accepte l'amendement de

coordination n° 179 de MM. Pierre Lacour et Jean-Marie Rausch - **Art. 21** (p. 651) : accepte l'amendement n° 23 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (financement et attribution des aides aux travaux collectifs d'aménagement destinées à la flotte de pêche côtière et aux cultures marines) - **Art. 22** : accepte l'amendement de coordination n° 41 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat - **Section 2** : accepte l'amendement n° 180 de M. Jacques Descours Desacres (intitulé : « De l'enseignement public ») - **Avant l'art. 23** : s'oppose à l'amendement n° 112 de M. Jean Ooghe, soutenu par Mme Hélène Luc (service public national d'éducation à gestion décentralisée) - **Art. 23** (p. 653) : s'oppose aux amendements n° 113 de M. Jean Ooghe, soutenu par Mme Hélène Luc (composition et pouvoirs des conseils d'éducation), n° 124 de M. Lucien Delmas, soutenu par M. René Regnault (création de conseils régionaux de l'éducation ; composition et attributions de ces conseils fixées par décret en Conseil d'Etat), n° 154 de MM. Roger Poudonson et Henri Le Breton (présence dans les conseils de l'éducation des parents d'élèves de l'enseignement public et privé) et n° 153 de M. René Ballayer (mode de désignation des conseils de l'éducation fixé par décret) - Accepte l'amendement n° 8 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (modalités de composition des conseils de l'éducation et nature de leurs attributions) - **Art. 24** (p. 657) : accepte l'amendement n° 9 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (en matière de carte scolaire, pouvoirs différenciés selon les niveaux d'enseignement concernés et la collectivité territoriale responsable) - S'oppose aux amendements n° 43 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat (rôles respectifs des conseils municipaux, généraux, régionaux, de l'Etat en matière d'implantation des établissements scolaires), n° 125 de M. Lucien Delmas, soutenu par M. Franck Sérusclat (accord nécessaire des conseils municipaux et des conseils généraux pour l'implantation des collèges, lycées et établissements d'éducation spéciale) et n° 114 de M. Jean Ooghe (importance de la concertation entre les collectivités locales et l'Etat pour l'élaboration de la carte scolaire et la création d'établissements scolaires) - Demande le retrait des amendements de M. Rémi Herment, soutenus par M. Pierre Lacour, n° 158 (véritable décentralisation excluant l'accord du représentant de l'Etat dans le département pour la création, l'extension ou les aménagements des collèges) et n° 159 (véritable décentralisation excluant l'accord du représentant de l'Etat pour l'implantation des lycées) - **Art. 25** (p. 661, 662) : s'oppose aux amendements n° 44 de M. Gaston Defferre, ministre (décentralisation des dépenses de construction, d'équipement, d'entretien et de fonctionnement des établissements scolaires à l'exception des dépenses pédagogiques figurant sur une liste fixée par décret), n° 126 de M. Lucien Delmas, soutenu par M. Franck Sérusclat (décentralisation des dépenses relatives aux établissements scolaires ; conditions de fonctionnement de ces établissements définies par décret en Conseil d'Etat ; composition tripartite du conseil d'administration de ces établissements) et n° 160 de M. Claude Mont, soutenu par M. Pierre Lacour (suppression du caractère définitif du transfert de compétences en matière scolaire des régions aux départements ou aux communes) - Accepte les amendements n° 10 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (transfert définitif des charges des établissements scolaires de l'Etat vers les collectivités territoriales, notamment les groupements de communes) et n° 105 de M. François Collet (lorsqu'un même établissement comporte à la fois un collège et un lycée, convention entre le département et la région pour la prise en charge des dépenses d'équipement et d'entretien) - Entretien des établissements scolaires - Décentralisation du fonctionnement - Rôle des élus locaux dans les conseils d'administration des établissements scolaires - Interrogation sur le mode de transit des dotations destinées aux dépenses d'investissement - Dotation globale d'équipement - **Après l'art. 25** (p. 664) : s'oppose aux amendements de M. Gaston Defferre, ministre, n° 45 (création d'une dotation régionale d'équipement scolaire pour le financement des lycées), n° 46 (création d'une dotation globale d'équipement, départementale ou communale, pour le financement des collèges), n° 47 (modification annuelle des crédits inclus dans la dotation globale d'équipement départementale) et n° 48 (calcul de la première part de la dotation globale d'équipement départementale) - (p. 665) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Gaston Defferre, ministre (transfert des compétences prévues par les conventions de fonctionnement des collèges, des lycées et établissements d'éducation spéciale) - **Art. 27** (p. 667) : accepte l'amendement n° 11 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (contribution de la commune de résidence des élèves des écoles maternelles et des classes élémentaires aux dépenses de fonctionnement engagées par les communes d'accueil ; à défaut d'accord, contribution déterminée par le conseil départemental de l'éducation) - (p. 668) : s'oppose à l'amendement n° 181 de M. Philippe de Bourgoing (cas particuliers de prise en compte des dépenses scolaires entre les communes d'origine et les communes d'accueil des élèves des classes maternelles et élémentaires) - (p. 670) : accepte l'amendement n° 161 de M. Pierre Lacour (contribution de chaque commune déterminée par le conseil départemental de l'éducation) - Accepte l'amendement n° 52 de M. Gaston Defferre, ministre (convention entre la collectivité intéressée et l'établissement scolaire déterminant les conditions de mise à disposition des agents de l'Etat) - **Art. 30** (p. 671) : accepte l'amendement n° 12 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (intervention du maire relative à la modification des heures d'entrée et de sortie limitée aux seules écoles pré-élémentaires et élémentaires) - **Section 3** : demande le retrait de l'amendement n° 157 de M. Claude Mont (intitulé : « De la compensation intégrale des transferts de compétences ») - **Art. 31** : accepte la réserve de l'amendement de coordination n° 2 de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis, jusqu'après l'article 47 - **Art. 33** : s'oppose à l'amendement n° 54 de M. Gaston Defferre, ministre (adoption par le conseil général d'un règlement départemental d'aide sociale ; possibilités de moduler les prestations) - Sur le même sujet, s'oppose à l'amendement n° 116 de M. Jean Ooghe - **Art. 34** (p. 674) : sur l'amendement n° 55 de M. Gaston Defferre, ministre, s'oppose au 1° (frais de fonctionnement des centres d'aide par le travail à la charge des départements) et accepte le 2° (élargissement du champ des compétences de l'Etat en matière d'aide sociale en faveur des marginaux) - **Art. 35** : accepte l'amendement n° 3 de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis (récapitulation *a posteriori* des dépenses supportées par l'Etat dans le département) et s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Gaston Defferre, ministre (suppression de cet article relatif à la récapitulation annuelle, dans un état prévisionnel, des dépenses supportées par l'Etat dans le département) - **Art. 36** (p. 675) : s'oppose à l'amendement n° 57 de M. Gaston Defferre, ministre (compétence du département en matière d'action sociale et de santé) - **Art. 38** (p. 676) : accepte l'amendement n° 4 de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis (agrément des assistantes maternelles relevant de la compétence du département) - **Art. 40** : s'oppose à l'amendement n° 120 de M. Jean Ooghe (centres municipaux de santé relevant de la compétence des communes) - **Après l'art. 40** (p. 677) : accepte l'amendement n° 58 de M. Gaston Defferre, ministre (schéma départemental des établissements sociaux, comprenant notamment une partie gérontologique, arrêté par le conseil général) et sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 183 de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis (liberté laissée au conseil général d'arrêter un schéma départemental des établissements sociaux) -(p. 678) : accepte l'amendement n° 59 de M. Gaston Defferre, ministre (pouvoir du président du conseil général pour autoriser la création d'établissements sociaux relevant du département).

Suite de la discussion - (6 mai 1983) - Rapporteur - **Après l'art. 40** (p. 688) : s'oppose aux amendements de M. Gaston Defferre, ministre, n° 60 (habilitation des établissements sanitaires et sociaux pour que leurs prestations soient prises en charge par le département), n° 61 (organisation des modalités de tarification par le président du conseil général et par le représentant de l'Etat) et s'en remet à la sagesse

du Sénat pour l'amendement n° 62 du même auteur (autorisation de création et d'extension des établissements dont les prestations sont remboursées par la sécurité sociale arrêtée conjointement par le représentant de l'Etat et par le président du conseil général) - S'oppose à l'amendement n° 63 de M. Gaston Defferre, ministre (caractère obligatoire des dépenses en matière d'action sociale et de santé), et sen remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 64 du même auteur (informations à caractère sanitaire et social protégées par le secret professionnel) - **Art. 44** (p. 689) : accepte l'amendement n° 165 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Pierre Lacour (dépistage et surveillance après traitement des affections cancéreuses et actions de lutte contre la lèpre à la charge de l'Etat) - **Art. 45** (p. 690) : s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Gaston Defferre, ministre (suppression de cet article relatif à la participation des communes aux dépenses d'aide sociale) - **Art. 46 :** accepte l'amendement n° 6 de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis (dépenses et recettes correspondantes figurant dans un état récapitulatif annexé au budget départemental) - **Après l'art. 46** (p. 691) : accepte l'amendement n° 102 de M. Gaston Defferre, ministre (substitution à l'Etat des départements pour toutes les associations du secteur social) - **Art. 47 :** sur l'amendement n° 103 de M. Gaston Defferre, ministre (modification pour coordination d'articles du code de la santé et de la famille), son sous-amendement rédactionnel n° 187 ; adopté - **Après l'art. 47** (p. 692) : accepte l'amendement n° 7 de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis (nature des problèmes devant être réglés dans le cadre de la loi adaptant la législation relative aux institutions sociales et médico-sociales, annoncée dans l'article 119 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) - **Art. 31** *(suite) :* accepte l'amendement de coordination n° 2, précédemment réservé, de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis - **Avant l'art. 48** (p. 693) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 25 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis, soutenu par M. Pierre Lacour (développement des chemins de randonnée dans le cadre des pouvoirs de police dévolus aux autorités municipales et garantie du respect de la propriété privée) - Accepte l'amendement n° 168 de M. Pierre Lacour (protection de l'environnement prise en compte dans les plans d'occupation des sols) -S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 167 de M. Pierre Lacour, identique à l'amendement n° 130 de M. Jacques Pelletier, soutenu par M. Josy Moinet (conditions d'exercice de la responsabilité de la région en matière d'environnement et de protection de la nature) - (p. 694) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 170 de M. Pierre Lacour, identique à l'amendement n° 131 de M. Jacques Pelletier, soutenu par M. Josy Moinet (maintien des protections édictées en faveur des espaces boisés naturels ou agricoles) - **Art. 48 :** accepte les amendements de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis, soutenus par M. Pierre Lacour, n° 26 (établissement par le département d'un plan départemental des chemins et sentiers après avis des communes intéressées), n° 27 (conventions pouvant fixer les dépenses d'entretien et de signalisation mises à la charge du département) et n° 28 de coordination - (p. 695) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 29 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis, soutenu par M. Pierre Lacour (précisions concernant les modalités du transfert des ressources correspondantes) - **Art. 49 :** accepte les amendements de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis, n° 13 (obligation faite au conseil municipal de proposer un itinéraire de substitution lorsque le chemin est inscrit sur le plan départemental des itinéraires de promenades et de randonnées) et n° 14 (utilisation de la taxe départementale d'espaces verts par le conseil général pour acquérir ou entretenir des chemins inscrits sur le plan départemental) - **Après l'art. 49** (p. 696) : accepte l'amendement n° 68 de M. Gaston Defferre, ministre (conditions de création des zones de protection en matière d'environnement) - S'oppose à l'amendement n° 169 de M. Pierre Lacour (décision relative à un permis de construire ou à une autorisation d'utilisation du sol déférée devant le tribunal administratif) - **Art. 50** (p. 697) : s'oppose à l'amendement n° 171 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Pierre Lacour (obligation pour les communes, les départements et les régions de consacrer un pourcentage du montant de l'investissement, à l'occasion de l'adoption de leur budget, à fixer l'insertion d'oeuvres d'art) - **Art. 51 :** s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Gaston Defferre, ministre (transfert des bibliothèques centrales de prêt aux départements) - Accepte l'amendement n° 15 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (nature des compétences en matière d'organisation et de financement des bibliothèques centrales de prêt transférées aux départements ; nomination et rémunération du personnel scientifique par l'Etat) - **Art. 52** (p. 698) : accepte la première partie de l'amendement n° 70 de M. Gaston Defferre, ministre (1° organisation et financement par les communes des bibliothèques municipales ; contrôle technique de l'Etat) et s'oppose à la seconde partie de cet amendement (2° suppression du 4e alinéa de cet article relatif au classement des bibliothèques) - **Art. 53** (p. 699) : reprend la première partie de l'amendement n° 71 de M. Gaston Defferre, ministre : organisation et financement des musées des régions, des départements et des communes par eux-mêmes ; activité soumise au contrôle technique de l'Etat ; adopté - **Art. 54 :** accepte l'amendement n° 72 de M. Gaston Defferre, ministre (précisions concernant les compétences respectives de l'Etat et des collectivités locales en matière d'enseignement musical) - **Après l'art. 54 :** accepte l'amendement n° 16 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (article additionnel relatif aux établissements publics d'enseignement des arts plastiques) - **Art. 55** (p. 700) : accepte l'amendement n° 17 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (exercice par l'Etat d'un contrôle technique sur l'activité du personnel scientifique et technique des communes, départements et régions) - **Art. 56 :** accepte l'amendement n° 75 de M. Gaston Defferre, ministre (obligation pour les services de l'Etat de déposer leurs archives auprès des services départementaux) - **Art. 57 :** s'oppose à l'amendement n° 76 de M. Gaston Defferre, ministre (possibilité pour les archives régionales de recevoir des archives privées) - **Avant l'art. 58** (p. 701) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 173 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Pierre Lacour (article additionnel relatif aux majorations de subventions en faveur des communes qui se sont livrées à des regroupements) - **Art. 58** (p. 702) : demande le retrait de l'amendement n° 174 de M. Claude Mont, soutenu par M. Pierre Lacour (conséquences d'une pleine et entière liberté de gestion du conseil municipal) - **Art. 59** (p. 703) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 77 de M. Gaston Defferre, ministre - **Après l'art. 59** (p. 704) : accepte l'amendement n° 78 de M. Gaston Defferre, ministre (extension de la dotation globale d'équipement aux syndicats mixtes) - **Art. 60** (p. 705) : s'oppose à la première partie de l'amendement n° 175 de M. Roger Poudonson, soutenu par M. Pierre Lacour (1° suppression de l'obligation de placement en bons du Trésor) et s'oppose à la deuxième partie de ce même amendement (2° avis du comité des finances locales intervenant avant le décret du Conseil d'Etat) - **Après l'art. 60** (p. 706) : accepte l'amendement n° 79 de M. Gaston Defferre, ministre (prorogation pour 1984 des dispositions de l'article 22 de la loi du 7 janvier 1983 relatives aux opérations qui peuvent bénéficier de la dotation globale d'équipement) - **Art. 62 :** accepte l'amendement rédactionnel n° 176 de M. André Bohl, soutenu par M. Pierre Lacour - **Après l'art. 62 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 81 de M. Gaston Defferre, ministre (introduction dans le statut des caisses de crédit municipal des modifications consécutives à la loi du 2 mars 1982) et accepte l'amendement n° 82 du même auteur (introduction des modifications consécutives à la loi du 2 mars 1982 en ce qui concerne les créations des caisses de crédit municipal) - (p. 707) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 83 de M. Gaston Defferre, ministre (possibilité pour les chambres régionales des comptes de recruter des agents contractuels) - **Art. 63 :** s'oppose à l'amendement n° 177 de M. Roger Boileau, soutenu par M. Pierre Lacour (entière responsabilité de l'Etat dans les cas non prévus par la loi de

substitution de l'Etat à l'autorité locale) - **Après l'art. 63 :** s'oppose à l'amendement n° 84 de M. Gaston Defferre, ministre (mise à disposition constatée par un procès-verbal précisant la composition, la situation juridique et l'état des biens) - **Art. 66** (p. 708) : sur l'amendement n° 85 de M. Gaston Defferre, ministre (conditions de la prise en charge du service public de la justice), ses sous-amendements n° 188 : intégration des personnels affectés aux services auxiliaires de la justice dans le corps des fonctionnaires des services judiciaires sur leur demande ; adopté ; n° 189 : cas d'absence d'intégration et remboursement par l'Etat des dépenses correspondant à la mise à disposition ; adopté ; et n° 190 : modalités d'application de cet article en ce qui concerne les conditions de l'intégration ; adopté - **Après l'art. 66** (p. 710) : accepte l'amendement n° 178 de M. Marcel Rudloff, soutenu par M. Pierre Lacour (prorogation des dispositions de l'article n° 96 de la loi du 2 mars 1982 précisant que la dotation spéciale comprend les dépenses supportées en 1983 par les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin pour assurer le logement des conseils de prud'hommes) et s'oppose à l'amendement n° 86 de M. Gaston Defferre, ministre (prorogation d'un an des dispositions de la loi du 2 mars 1982 et dispositions particulières pour l'Alsace et la Moselle) - (p. 712) : accepte l'amendement n° 87 de M. Gaston Defferre, ministre (modifications du code de l'urbanisme) et sur cet amendement, le sous-amendement n° 184 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis, soutenu par M. Pierre Lacour (précisions relatives aux modifications du code de l'urbanisme) - (p. 713) : sur la modification du code de l'urbanisme, accepte les amendements de M. Gaston Defferre, ministre, n° 88 et n° 90 et s'oppose à l'amendement n° 89 du même auteur - (p. 714) : accepte les amendements de M. Gaston Defferre, ministre, modifiant et complétant le code de l'urbanisme n° 91, n° 92, n° 93 et n° 94 - (p. 715) : accepte l'amendement n° 95 de M. Gaston Defferre, ministre (prorogation de deux ans du délai prévu pour l'élaboration du code de prescriptions et de procédures techniques applicables aux collectivités territoriales) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 191 : prorogation d'un an du délai prévu pour l'élaboration du code de prescriptions et de procédures techniques applicables aux collectivités territoriales ; retiré - (p. 716) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 96 de M. Gaston Defferre, ministre (création d'une section nouvelle : « Section 3 : Dispositions relatives à la coordination des travaux ») et accepte l'amendement n° 97 du même auteur (octroi aux maires d'un pouvoir de programmation des travaux sur les voies publiques comprises à l'inérieur des agglomérations) - (p. 717) : accepte les amendements de M. Gaston Defferre, ministre, n° 98 (compétence du maire à l'extérieur des agglomérations pour les travaux affectant le sol et le sous-sol des voies communales et des chemins ruraux), n° 99 (modalités d'exécution des travaux de réfection des voies communales et des chemins ruraux déterminées par le conseil municipal ou l'assemblée compétente par délibération après concertation avec les services ou les personnes concernées) et n° 100 (octroi au président du conseil général d'un pouvoir de programmation des travaux sur les chemins départementaux à l'extérieur des agglomérations) - (p. 718) : accepte l'amendement n° 101 de M. Gaston Defferre, ministre (modification de la rédaction des articles L. 47 et L. 47-1 du code des postes et télécommunications) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 720) : hommage aux rapporteurs pour avis - Collaboration dans l'esprit de dévouement au service public - Relance du débat sur la décentralisation à l'initiative de cinq sénateurs de l'opposition - Souci de ne pas créer de déséquilibre dans les plus petites des collectivités territoriales - Suggestions des co-signataires de la proposition de loi entendues par le Sénat.

– **Question orale avec débat : désorganisation de la distribution du courrier en Haute-Normandie** - (31 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 1224) : situation postale difficile dans la région de Gex, évoquée par M. *Roland Ruet* - Rapporteur de la loi réformant le droit de grève dans les services publics - Mise en garde sur les graves conséquences de ce texte - Dialogue difficile avec l'Assemblée nationale - Nécessité du préavis et interdiction des grèves tournantes - Situation déséquilibrée de l'usager face au monopole postal - Rappelle la mission du Gouvernement : gérer le service public au bénéfice de la nation - (p. 1226) : exercice du droit de grève dans le service public - (p. 1227) : mise en cause du Gouvernement et non du corps postal.

– **Projet de loi, portant droits et obligations des fonctionnaires** [n° 301 (82-83)] - (1er juin 1983) - **Art. 8** (p. 1279) : loi du 19 octobre 1982 sur l'absence de service fait et modification du système des retenues - Projet mentionnant l'exercice du droit de grève dans le cadre des lois qui le règlementent - Articles 521-1 et 521-4 du code du travail prescrivant le dépôt du préavis et proscrivant l'exercice des grèves tournantes - Retenues minorées ne pouvant s'appliquer que pour les grèves déclenchées légalement - (p. 1280) : inapplicabilité des dispositions de la loi du 19 octobre 1982 pour tout mouvement concerté qui ne ferait pas l'objet d'un dépôt de préavis ou qui prendrait le caractère d'une grève tournante.

– **Projet de loi organique relatif aux candidats admis au premier concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature (session 1976)** [n° 328 (82-83)] - (9 juin 1983) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 327) - (p. 1511) : situation de certains agents de l'administration pénitentiaire et opposition du garde des sceaux à l'introduction par voie d'amendements de dispositions concernant d'autres catégories de personnels ne relevant pas de son administration - Souhaite une intervention du garde des sceaux auprès du Premier ministre pour régler cette affaire.

– **Projet de loi relatif aux greffiers en chef stagiaires nommés à la suite du premier concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature (session de 1976)** [n° 327 (82-83)] - (9 juin 1983) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 328) -(p. 1511).

– **Projet de loi interdisant certains appareils de jeux** [n° 305 (82-83)] - (15 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1634) : décret-loi du 31 août 1937 - Institution d'une taxe sur des appareils interdits - Interdiction de l'utilisation et de la fabrication de ces appareils - Problème de la détention dans un domicile privé d'une machine à sous - (p. 1635) : vote favorable sur ce projet de loi - **Art. 1 :** son amendement n° 8 : limitation de l'interdiction de détention à la voie publique, aux lieux publics et aux lieux privés attenant aux lieux publics ; adopté - **Après l'art. 3** (p. 1642) : sur l'amendement n° 7 de MM. Michel Caldaguès et François Collet, (sanctions relatives à l'organisation illégale des jeux d'argent et de hasard sur la voie publique), son sous-amendement n° 13 : extension de l'interdiction aux dépendances privées des établissements publics ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble :** institution d'une taxe sur des appareils interdits - (p. 1643) : casinos - Vote de ce texte amendé par le Sénat.

– **Projet de loi relatif aux sociétés d'économie mixte locales** - *Deuxième lecture* [n° 417 (82-83)] - (24 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1974) : très large approbation de ce texte par l'Assemblée nationale - Prééminence des collectivités territoriales au sein des sociétés d'économie mixte, augmentation du nombre des administrateurs ; vote de la proposition de loi de M. *Etienne Dailly* en 1979 - Alignement sur le statut des sociétés commerciales : commissaires aux comptes - Obligation d'une participation majoritaire des collectivités territoriales - Cas des marchés de prestations de services - Répartition des sièges au conseil d'administration ou de surveillance - Capital social des sociétés d'économie mixte locales déjà existantes - Emission de titres participatifs - Interdiction du versement aux communes de subventions exceptionnelles de fonctionnement en cas de difficulté d'une société d'économie mixte - (p. 1975) : garantie d'emprunt - Censeurs - Propose l'adoption du texte - **Art. 7** (p. 1976) : son amendement n° 1 : représentation des collectivités territoriales ayant une

participation réduite au capital ; retiré - Assemblée spéciale - **Art. 8** (p. 1977) : son amendement n° 2 ; délégué spécial d'une collectivité actionnaire non directement représentée au conseil d'administration ; adopté.

– **Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles** - *Nouvelle lecture* [n° **452 (82-83)**] - (30 juin 1983) - **Art. 4** (p. 2135) : raison d'être des commissions mixtes paritaires - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2146) : qualité du texte amendé par le Sénat - Favorable à l'adoption de ce texte.

– **Projet de loi interdisant certains appareils de jeux** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **464 (82-83)**] - (30 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2153, 2154) : amendement par le Gouvernement d'un texte élaboré par une commission mixte paritaire - Liste d'entreprises françaises fabricant des machines à sous - **Art. 1** : se déclare opposé à l'amendement n° 1 de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat (interdiction de fabriquer en France des machines à sous destinées à l'exportation).

Nouvelle lecture [n° **478 (82-83)**] - (30 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2160) : instauration en 1981 d'une taxe annuelle sur les appareils de jeux - (p. 2161) : détention illégale des machines à sous - Non respect par le Gouvernement et l'Assemblée nationale des conclusions de la CMP - Vote bloqué demandé par le Gouvernement n'excluant pas la discussion sur le projet - **Art. 1** (p. 2162) : sur l'amendement n° 2 de M. Jacques Larché, rapporteur (fixation par décret de la prime attribuée par certains appareils de distribution), son sous-amendement rédactionnel n° 3 - **Art. 1** *bis* : son amendement n° 4 : rétablissement de cet article relatif à l'exploitation des appareils de jeux dans certains casinos autorisés.

– **Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** - *Nouvelle lecture* [n° **480 (82-83)**] - (6 juillet 1983) - **Discussion générale** (p. 2216) : signataire et précédent rapporteur de la proposition de loi - Historique de la décentralisation - Transfert de la responsabilité économique, de l'urbanisme, de la formation professionnelle - Proposition en examen visant à rétablir l'équilibre entre les transferts de ressources et les transferts de charges - (p. 2217) : charges des établissements scolaires - Echec de la commission mixte paritaire - Transports scolaires - Désaccords avec l'Assemblée nationale : compensation financière pour les contingents d'aide sociale ; carte scolaire - Difficultés de mise en place d'une véritable décentralisation - (p. 2218) : amertume des auteurs de la proposition en examen et retrait de celle-ci.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat** [n° **309 (82-83)**] - (25 octobre 1983) - **Après l'art. 6** (p. 2417) : son amendement n° 1 : statut législatif pour les membres des tribunaux administratifs ; retiré - (p. 2418, 2419) : décentralisation et garanties - **Art. 40** (p. 2432) : son amendement n° 112 : suppression des dispositions de cet article relatives au versement par les parlementaires de la contribution aux fonctionnaires détachés auprès d'eux ; adopté - **Art. 42** (p. 2433) : décrets en Conseil d'Etat relatifs aux problèmes de détachement - Période de détachement et calcul de la période de mobilité imposée aux fonctionnaires - **Après l'art. 80** *bis* (p. 2446) : son amendement n° 115, soutenu par M. Jacques Pelletier : intégration des administrateurs civils de l'ancien service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes en activité dans le corps unique des administrateurs civils ; rejeté.

– **Projet de loi modifiant, à compter du mois d'août 1984, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers perçue au profit du Fonds spécial de grands travaux** [n° **27 (83-84)**] - (2 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2540) : demande d'accroissement de la part des investissements routiers non urbains ; disparition du Fonds spécial d'investissement routier.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° **384 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (8 novembre 1983) - **Art. 24** (p. 2743) : soutient l'amendement n° 66 de M. Jacques Pelletier (administration de l'université assurée par les décisions du président de l'université, les délibérations du conseil d'administration et les propositions et avis du conseil scientifique) - **Art. 25** (p. 2749) : soutient l'amendement n° 67 de M. Jacques Pelletier (élection du président par le conseil d'administration sur proposition du conseil scientifique) - Importance du problème de la nationalité du président ; souhaite que sa nationalité soit française.

Suite de la discussion - (9 novembre 1983) - **Art. 29** (p. 2764) : se déclare favorable à l'amendement n° 68 de M. Jacques Pelletier (suppression de cet article instituant le conseil des études et de la vie universitaire).

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion générale - (21 novembre 1983) - (p. 3111) : investissements - Emploi - Erreurs de gestion - Déficit budgétaire - Sécurité sociale - UNEDIC - Déficit du commerce extérieur - Arrêt de la consommation des ménages - Aide sociale - (p. 3112) : décentralisation - Taxe foncière - Compte pour le développement industriel (CODEVI) - Politique des structures et politique de dissociation entre le capital foncier et le capital d'exploitation - Investissement d'exploitation - Idéologie dépassée.

Deuxième partie :

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - Rapporteur pour avis (protection civile) - (p. 3833) : hommage aux personnels de la sécurité civile, victimes de leur devoir - Faiblesse des budgets de la sécurité et de la défense civile - Crédits de la brigade des sapeurs-pompiers de Marseille - Incendies de forêts ; faiblesse des subventions de fonctionnement aux collectivités territoriales - Crédits pour les casernements - (p. 3834) : politique de prévention contre les incendies de forêts ; coût du débroussaillement - Défense civile ; absence de politique de mise à l'abri de la population en cas de conflit - Publication dans *Libération* d'une circulaire de M. Pierre Mauroy, Premier ministre ; nécessité de l'accélération du recensement des abris - Etudes du Haut commissariat de la défense civile - Régression des crédits du programme civil de défense - Avis défavorable à ce projet de budget - **Après l'art. 110** (p. 3858) : accepte l'amendement n° 228 de M. Gaston Defferre, ministre (pension de réversion accordée aux ayants-droit des pompiers et conditions de promotion en cas de blessure ou décès en fonction).

Articles non rattachés à l'examen des crédits - (9 décembre 1983) - **Art. 72 A** (p. 4003) : premier article d'une série remettant en partie en cause le système actuel d'imposition de l'agriculture - Deux catégories d'exploitants : ceux qui sont soumis au forfait collectif et ceux qui sont soumis au bénéfice réel - Importance dans l'économie agricole du maintien des exploitations soumises au régime du bénéfice réel - Agriculture, activité dominante de la nation - Article 72 A, un des points importants du projet de loi de finances pour 1984 - **Art. 72** (p. 4005) : problème hérité de l'époque 1972-1976 au moment du passage de l'ancien au nouveau système, du bénéfice réel - Difficultés d'adaptation de la réforme de 1972 mettant en place un dispositif d'imposition fondé sur la comparaison de l'actif net de l'exploitation en fin d'exercice, à l'actif net en début d'exercice - (p. 4006) : problème du ressaut de base d'imposition - Choix par l'Assemblée nationale d'une imposition à cinq ans et au taux moyen - Effet négatif du ressaut d'impôts sur les investissements des agriculteurs - Article posant deux séries de problèmes : imposition de l'agriculture sur le glissement monétaire du fonds de roulement représenté par les valeurs en terre, et assujettissement de l'agriculture au ressaut d'imposition - (p. 4008) : son amendement n° 182 : suppression de cet article relatif au changement du mode de comptabilisation des avances aux cultures ; retiré - Inadaptation de la comptabilité à une activité travaillant exclusivement sur des biens vivants - (p. 4012) : son

amendement n° 183 : réalisation de l'étalement sur dix ans ; adopté - (p. 4014) : ses amendements n° 276 : possibilité pour les agriculteurs concernés de demander que le bénéfice résultant des options du présent paragraphe, soit imposé selon les modalités prévues à l'article 163 du code général des impôts ; le revenu ainsi étalé sera considéré comme un revenu de l'année ; adopté - et n° 277 : évènements ne remettant pas en cause l'étalement ; adopté - **Art. 73** (p. 4017) : son amendement n° 184 : suppression de cet article relatif à la période d'imposition sous le régime réel normal agricole ; rejeté - Modification de la capacité pour un agriculteur de choisir la date de clôture de son bilan - Assujettissement de l'agriculture plus importante que la moyenne au bénéfice réel résultant de l'adoption en 1972 de l'article 69 quater du code général des impôts - Industriels et commerçants ayant le choix de leur date de clôture du bilan - Régime de l'article 72 de la loi de finances pour 1984, à partir du 1er janvier 1984 - Valeur en terres inscrite au bilan - **Art. 74** (p. 4020) : son amendement n° 185 : suppression de cet article relatif au régime fiscal des stocks agricoles à rotation lente ; retiré - (p. 4021) : comptabilité actuelle ne rendant pas compte de la nature profonde d'un certain nombre de biens - Aurait souhaité attendre l'an prochain l'adaptation du plan comptable à l'agriculture pour faire une réforme de fond - (p. 4022) : son amendement n° 278 : non application de la provision pour hausse en ce qui concerne les biens pour lesquels les exploitants agricoles ont exercé l'option prévue au I du présent titre ; retiré - Amendement de la commission des finances laissant en suspens les exploitations mixtes - **Après l'art. 74** (p. 4023) : se déclare favorable à l'adoption de l'amendement n° 221 de M. Roland du Luart (article additionnel relatif à la soumission au Parlement par le Gouvernement, d'un rapport sur les conditions d'application de l'amortissement dégressif en agriculture) - **Art. 75** (p. 4024) : son amendement n° 187 : suppression de cet article relatif au régime d'imposition des groupements agricoles d'exploitation en commun ; retiré.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Art. 76** (p. 4029) : son amendement n° 188 : maintien du seuil actuel de 500 000 F pour le passage au régime du bénéfice réel agricole simplifié ; adopté - (p. 4030) : son amendement n° 189 : bénéfice de l'exonération des plus-values accordé aux agriculteurs jusqu'à 500 000 F ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 224 de M. Marcel Lucotte - **Art. 77** (p. 4033) : se déclare favorable à l'amendement n° 291 de M. Jacques Moutet (option pour le régime du bénéfice réel formulée dans les trente jours suivant la publication des forfaits au Journal officiel) - Interprétation de « l'évènement grave » : accident climatique ou problème personnel de l'agriculteur - **Art. 81** (p. 4038) : pression fiscale sur les agriculteurs - (p. 4039) : réforme prématurée risquant de créer de graves difficultés pour l'agriculture.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° 7 (83-84)] - (13 décembre 1983) - **Art. 1** (p. 4138) : intervient, au nom de M. Bernard Legrand, sur cet article relatif au champ d'application du projet : cas du personnel des syndicats mixtes des parcs naturels régionaux - (p. 4139) : soutient l'amendement n° 138 de M. François Giacobbi (champ d'application du projet : mention des agents des offices créés conformément à la loi du 2 mars 1982 portant statut particulier de la région de Corse).

– **Projet de loi de finances pour 1984** - *Nouvelle lecture* [n° 149 (83-84)] - (19 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4376) : fiscalité agricole - Vote négatif sur ce texte.

– **Projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales** [n° 95 (83-84)] - (19 décembre 1983) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 4382) : prise de conscience par le Gouvernement de la réalité du contexte économique national et international - Origine et évolution de la décentralisation - Attitude du Sénat lors des lois de décentralisation - (p. 4383) : actualisation de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Dotation globale d'équipement (DGE) - Evolution de la DGF et rythme de l'inflation - Dotation des instituteurs - Dotation minimale au profit de certains départements ; approbation du comité des finances locales - Région d'Ile de France - Confusion entre la DGE et la compensation des transferts de compétences - Globalisation des aides - Loi du 7 janvier 1983 et attribution des subventions aux collectivités locales en fonction des programmes effectivement réalisés - Nombreux départements déficitaires - Nécessaire attribution d'un certain pourcentage de la dotation selon des critères objectifs s'agissant des communes - (p. 4384) : proposition de deux critères objectifs : réalisations des départements ; programmes d'appui à l'investissement rural ; intégration de la voirie et remembrement - Proposition de la commission des lois de geler la DGE pour 1984 en accordant à tous les départements la dotation moyenne reçue de 1980 à 1982, mais actualisée - Difficultés dues à la rédaction des décrets d'application des lois du 7 janvier et 22 juillet 1983 - Ajustement des transferts financiers de l'Etat - Compensation financière et nouvelles compétences - Transfert des sommes par le biais de la fiscalité et de la dotation générale de décentralisation - (DGD) - Disparités entre les départements - Suppression des références aux conventions prévues entre l'Etat et les collectivités locales - Cultures marines - Aide sociale aux personnes sans domicile de secours - Prise en charge des dépenses de personnel de certains services sociaux - (p. 4385) : amendement de ce texte et protection de l'intérêt des collectivités territoriales - **Art. 3** (p. 4396) : son amendement n° 17 : dotation de fonctionnement minimale et prise en compte du potentiel fiscal par hectare s'il est inférieur au tiers du potentiel fiscal par hectare de l'ensemble des départements ; adopté - Départements ruraux - Pauvreté agricole et dépeuplement de certains départements - **Art. 9** (p. 4400) : accepte l'amendement n° 5 de M. Joseph Raybaud, rapporteur (suppression des dispositions de cet article relatives au montant et à la répartition de la dotation supplémentaire attribué aux communes touristiques ou thermales) - **Art. 10** (p. 4401) : son amendement n° 19 : dotation particulière à titre transitoire pour les communes de moins de 2.000 habitants connaissant une importance fréquentation touristique journalière ; adopté.

Suite de la discussion - (20 décembre 1983) - Rapporteur pour avis - **Art. 11** (p. 4412) : contentieux entre les collectivités territoriales et l'Etat, sur l'affranchissement des plis postaux - **Art. 13** (p. 4413) : son amendement n° 20 : répartition de la dotation globale d'équipement des communes : augmentation de la part affectée aux communes rurales, en fonction de la longueur de la voirie, et suppression à cet endroit du critère de péréquation ; adopté - Son amendement n° 21 : majoration de la dotation globale d'équipement : suppression de l'extension aux groupements de communes et aux syndicats ; majoration au seul profit des districts disposant d'une fiscalité propre et des communautés urbaines existantes ; adopté - (p. 4414) : coopération intercommunale - Son amendement n° 22 : bénéfice de la dotation globale d'équipement pour les dépenses effectuées par l'intermédiaire des sociétés d'économie mixte locales au profit des communes ou groupements de communes ; adopté - **Art. 15** (*par priorité*) (p. 4415) : son amendement n° 25 : dotation globale d'équipement des départements : gel du système actuel pour 1984 ; adopté - **Art. 14** (p. 4417) : accepte l'amendement n° 7 de M. Joseph Raybaud, rapporteur (fixation annuelle par la loi des deux parts de la dotation globale d'équipement des départements) - (p. 4419) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 42 de M. André Labarrère, ministre (augmentation maximale annuelle de 30 de la dotation des départements) - Mécanisme d'écrêtement - **Avant l'art. 17** (p. 4421) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 de M. Joseph Raybaud, rapporteur (communication obligatoire aux collectivités locales, lors de la notification des dotations qui leur sont attribuées, des barèmes de calcul de ces dotations) - **Art. 17** (p. 4422) : son amendement n° 27 : écrêtement des collectivités surbénéficiaires au titre de la

compensation des transferts de compétences : suppression de l'alinéa relatif à la répartition de l'ajustement ; retiré - Transferts de compétences et transferts de ressources - (p. 4423) : dotation générale de décentralisation (DGD) - **Art. 18** (p. 4424) : son amendement rédactionnel n° 28 : ports de plaisance ; retiré - **Après l'art. 18** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 38 de M. André Labarrère, ministre (constatation par arrêté du représentant de l'Etat dans le département de la liste des ports transférés au département et aux communes) - **Art. 19** (p. 4425) : son amendement n° 29 : suppression de cet article uniformisant la date de transfert de compétences en matière de ports ; adopté - Attachement à la notion de convention prévue par la loi du 22 juillet 1983 - **Art. 20** : son amendement n° 30 : suppression de cet article modifiant le système d'aide aux cultures marines ; adopté - **Art. 22** (p. 4426) : son amendement n° 31 : suppression de cet article relatif au contentieux entre l'Etat et les départements, concernant les personnes sans domicile de secours ; adopté - **Art. 24** (p. 4427) : son amendement n° 32 : mode de versement de la dotation de prise en charge des dépenses de personnels de certains services sociaux ; retiré - Acomptes mensuels ; ajustement de fin d'exercice - Engagement pris par le Gouvernement - **Art. 25** : son amendement n° 33 : suppression du caractère forfaitaire de la dotation pour frais communs d'aide sociale ; adopté - (p. 4428) : son amendement n° 34 : versement de cette dotation sous forme d'acomptes mensuels ; ajustement de fin d'exercice ; retiré - **Art. 27** : son amendement n° 35 : suppression de cet article modifiant plusieurs dispositions de la loi du 13 juillet 1983, relative au statut des agglomérations nouvelles ; retiré au profit de l'amendement identique n° 13 de M. Joseph Raybaud, rapporteur.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **164 (83-84)**] - (21 décembre 1983) - **Discussion générale** - (p. 4534) : hommage au travail accompli par la commission mixte paritaire (CMP) - Absence de prise en compte du souhait exprimé par plusieurs sénateurs de faire bénéficier la ville de Paris des dispositions prises en faveur des communes centres ; oeuvre constructive de la CMP.

GOETSCHY (Henri), sénateur du Haut-Rhin (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre titulaire du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES) (décret n° 60-85 du 22 janvier 1960) (18 novembre 1983) (p. 3069).

- Est nommé membre de la commission de contrôle des services publics responsables de l'application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques (22 décembre 1983) (p. 4560).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances** pour 1984 - [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Départements et territoires d'outre-mer** [n° **62, annexe 8 (83-84)**] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **105** (2 avril 1982) (p. 836) à M. le ministre de la communication : **presse** (ressources des entreprises de presse).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France** [n° **246 (82-83)**] - (26 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 483) : article 24 de la Constitution - Loi du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger et problème juridique de la représentation des Français de l'étranger - Hommage à M. *Paul Pillet*, rapporteur de ce projet de loi - Suffrage universel - Projet de loi organique augmentant le nombre des sénateurs représentant les Français établis hors de France ; défaite de la gauche aux élections du Conseil supérieur ; augmentation du nombre des Français établis hors de France ; rappel de l'engagement de François Mitterrand, candidat aux élections présidentielles sur l'élection de députés représentant les Français de l'étranger - Votera ce projet de loi et les amendements de la commission.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures** [n° **8 (83-84)**] - (9 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2781) : absence de consultation locale lors de la négociation de la convention - Non ratification par le parlement allemand d'une convention d'indemnisation des incorporés de force alsaciens - Mines domaniales des potasses d'Alsace - Part de la République fédérale allemande et de la Suisse dans les déversements de sel - Pollution chimique - Primat des intérêts de l'entreprise hollandaise AKZO et rejet de l'implantation en Alsace d'une saline communautaire - (p. 2782) : hostilité des Alsaciens à la ratification de la convention - Site de la Grande Oolithe - Epuisement prochain de l'exploitation de la potasse - Proposition de solutions alternatives à l'injection en couche profonde : création d'une saline ; sel de déneignement ; diversification chimique et diversification des emplois dans le bassin potassique ; création d'un bassin de rétention étanche en bordure du Rhin - Demande de renégociation de la convention de Bonn - Ne votera pas le projet de loi - **Art. unique** (p. 2788) : département du Haut-Rhin - Site de la Grande Oolithe - Ne votera pas ce texte en raison du choix du procédé de l'injection de saumure.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 11** (p. 3161) : son amendement n° 113 : extension de l'exonération de l'imposition forfaitaire annuelle d'entreprises bénéficiant d'une exonération de taxe professionnelle, sur délibération des collectivités locales ; retiré.

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (6 décembre 1983) - Rapporteur spécial - (p. 3800, 3801) : annulation de crédits pendant l'exécution de la loi de finances pour 1983 - Action socio-culturelle ; Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer (ANT) ; assises nationales des originaires d'outre-mer le 16 juin 1983 - Service militaire adapté (SMA) dans les départements d'outre-mer (DOM) ; extension en Nouvelle-Calédonie - Investissements de l'Etat dans les DOM ; financement d'infrastructures en Guyane - Création d'un port à Mayotte - Evolution défavorable des subventions au Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) et au Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES) - Décentralisation dans les DOM - Projet de loi en préparation relatif aux territoires d'outre-mer (TOM) et à Mayotte - Evolution peu satisfaisante des crédits consacrés aux collectivités locales des DOM - Saint-Pierre et Miquelon - (p. 3802) : dotation globale d'équipement - Recherche scientifique dans les terres australes et antarctiques françaises ; coût de l'exploitation du bateau Marion-Dufresne - Part des crédits affectés aux DOM-

TOM dans les budgets des autres ministères - Soumet ces crédits à l'appréciation du Sénat.

GOLDET (Cécile), sénateur de Paris (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommée de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267) puis élue secrétaire.

– Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (Loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979).

Est nommée membre du conseil national de prévention de la délinquance (article 4 du décret n° 83-459 du 8 juin 1983) (7 juillet 1983) (p. 2241).

Est nommée de nouveau membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (13 octobre 1983) (p. 2308).

- Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (21 juin 1983) (p. 1818).

Est nommée membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code de la sécurité sociale et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant (12 décembre 1983) (p. 4099).

Est nommée membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique (14 décembre 1983) (p. 4187).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi [n° **76 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant modification du code du **travail** et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant [n° **116 (83-84)**] (8 décembre 1983).

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et relatif au congé parental d'éducation et au **travail** à mi-temps des parents d'un jeune enfant [n° **147 (83-84)**] (16 décembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **85** (13 octobre 1983) (p. 2307) à M. le ministre des affaires sociales : **naissances** (problèmes liés à l'insémination artificielle).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes [n° **127 (82-83)**] - (11 mai 1983) - **Discussion générale :** voir intervention de M. *William Chervy* (p. 794 à 796) - **Art. 1 :** *Art. L. 123-1 du code du travail* (p. 801) : son amendement n° 38, déposé avec M. Charles Bonifay et soutenu par M. William Chervy : interdiction de discrimination pour l'affectation à un poste ; adopté - *Art. L. 123-4* (p. 806) : son amendement n° 39, déposé avec M. Charles Bonifay et soutenu par M. William Chervy : appréciation du conseil de prud'hommes dans le cas de licenciement à la suite d'une action en justice ; retiré - *Art. L. 123-5* (p. 807) : son amendement n° 40, déposé avec M. Charles Bonifay et soutenu par M. Georges Dagonia : accord de l'intéressé dans le cas d'une action en justice en sa faveur par les organisations syndicales représentatives ; devenu sans objet - **Après l'art. 1** (p. 808) : son amendement n° 43, déposé avec M. Charles Bonifay et soutenu par M. Georges Dagonia : principe d'égalité professionnelle ; adopté - **Après l'art. 1** *bis :* son amendement de coordination n° 44, déposé avec M. Charles Bonifay et soutenu par M. Georges Dagonia ; adopté - **Art. 2** (p. 809) : son amendement n° 42, déposé avec M. Charles Bonifay et soutenu par M. Georges Dagonia : extension du principe d'égalité de rémunération à l'unité économique et sociale ; retiré.

Deuxième lecture [n° **390 (82-83)**] - (21 juin 1983) - **Art. 1** (p. 1812) : se déclare opposée à l'amendement n° 2 de M. Pierre Louvot, rapporteur (substitution au mot « nul » des mots : « l'employeur ou son mandataire ») - (p. 1813) : son amendement n° 15 : action en justice des organisations syndicales en raison d'une discrimination ne pouvant s'exercer qu'avec l'accord expressément exprimé par écrit du salarié concerné ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1818) : importance de ce projet attendu par les femmes - Originalité de ce projet : mesures obligatoires et sanctions en cas de non respect - Avancée réelle vers l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes - Vote par le Sénat d'une série d'amendements vidant cette loi de son contenu - Abstention du groupe socialiste lors du vote sur l'ensemble de ce projet de loi.

Nouvelle lecture [n° **444 (82-83)**] - (28 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2070) : absentéisme en séance et conditions de déroulement du vote sur ce projet - Amendements du Sénat : notion de rapport ou d'état.

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale de police criminelle relatif au siège d'Interpol et à ses privilèges et immunités sur le territoire français [n° **354 (82-83)**] - (20 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2362) : interrogation sur l'applicabilité à l'intérieur des bâtiments et locaux du siège de l'organisation internationale de police criminelle des dispositions du code du travail français - (p. 2363) : interrogation sur le droit appliqué en cas de litige en matière de contrat de travail.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Postes et télécommunications - (24 novembre 1983) - (p. 3268) : absence de création d'emplois - Amélioration de la productivité - Transferts d'emplois - Mobilité du personnel - Statut des receveurs-distributeurs.

Affaires sociales et solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale - (26 novembre 1983) - (p. 3370) : nombre des personnes ne payant pas d'impôts - Prestations familiales - Diversification des actions en faveur de la famille - Conférence annuelle des familles - Institut de la famille et de l'enfance - (p. 3371) : travail féminin - Contrats crèches - Assistantes maternelles - Difficultés de garde des enfants - Travailleuses familiales - Congé parental - Problème du logement des familles - Contrats familles - Situation démographique - Place de l'enfant dans la société - Conciliation de la vie professionnelle et familiale - Accueil de la petite enfance - Personnes âgées ; hôpitaux et hospices ; maintien à domicile - (p. 3372) : mesures de

prévention du vieillissement - Gérontologie - Lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme - Comités départementaux des retraités et personnes âgées (CODERPA).

Services du Premier ministre - I - Services généraux - (29 novembre 1983) - (p. 3460) : campagnes d'information sur l'égalité professionnelle et incitation à user de toutes les dispositions législatives nouvelles - Difficulté de parvenir à une totale égalité - (p. 3461) : approbation de la création d'un Conseil supérieur de l'égalité professionnelle - Emploi et formation totalement imbriqués - Importance des femmes dans la population active - Demandeurs d'emplois composés d'une majorité de femmes - Efforts du Gouvernement en faveur de l'emploi, de la formation, de l'information et des femmes seules - Agrément comme centres de planification et d'éducation familiale des centres d'interruption volontaire de grossesse (IVG) - Loi anti-sexiste en 1984.

– Projet de loi portant modification du code du travail et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant [n° **76 (83-84)**] - (12 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4089) : possibilité pour les parents de choisir entre leur vie professionnelle et familiale - Situation actuelle du congé parental - Double journée de travail pour les femmes - Egalité des charges et des responsabilités entre les deux parents et prise, simultanément ou successivement, du congé par la mère ou le père - Choix entre le congé parental d'éducation et le travail à mi-temps - (p. 4090) : durée du congé parental - Conditions de préavis - Cas des entreprises de moins de cent salariés et possibilités pour l'employeur de refuser ce congé ou le travail à mi-temps - Vie professionnelle et parentale - Objectif prioritaire du 9e Plan et création d'un environnement favorable à la famille et à la maternité - Développement harmonieux du jeune enfant - Clause possible de reprise anticipée du travail - Protection sociale - Equilibre entre le droit des parents et le fonctionnement des entreprises - **Art. 1** (p. 4093) : son amendement n° 1 : congé parental pour le père ou la mère ; adopté - Son amendement n° 2 : prolongation du congé parental ou du travail à mi-temps, une fois, pour prendre fin après une période de deux ans ; adopté - Son amendement n° 3 : octroi du congé parental au père, à la mère ou aux personnes adoptant un enfant de moins de trois ans ; adopté - (p. 4094) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Raymond Poirier (congé parental et délai d'information de l'employeur avant le début de ce congé) - Son amendement n° 4 : suppression des dispositions de cet article relatives à la durée maximale du travail pendant la période d'activité à mi-temps ; adopté - (p. 4095) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Raymond Poirier (délai d'information de l'employeur) - **Art. 2** : son amendement n° 5 : maintien dans le code du travail des dispositions de l'article L. 122-28-3 du code du travail qui impose aux salariés de reprendre leur travail pendant un an avant de pouvoir bénéficier d'un nouveau congé parental ; adopté - (p. 4096) : s'oppose à l'amendement n° 24 de Mme Marie-Claude Beaudeau (maintien des avantages liés à l'ancienneté en cas de congé parental d'éducation ou de travail à mi-temps pour élever un enfant) - Son amendement n° 6 : réadaptation professionnelle du travailleur repris dans l'entreprise en cas de changement de techniques ou de méthodes de travail, et en temps que de besoin ; adopté - **Après l'art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 25 de Mme Marie-Claude Beaudeau (consultation du comité d'entreprise ou des délégués du personnel par l'employeur, en ce qui concerne les modalités d'organisation du travail après le départ du salarié bénéficiant d'un congé parental d'éducation ou d'une période d'activité à mi-temps, ainsi qu'à son retour) - **Art. 3** (p. 4097) : son amendement n° 7 : extension des cas de reprise anticipée du travail ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 19 de M. Raymond Poirier (non motivation de son refus par l'employeur et absence de nullité de la décision) - Son amendement n° 9 : refus motivé porté à la connaissance du salarié ; adopté - Son amendement n° 26 : demande de congé parental et délai de réponse de l'employeur ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 21 de M. Raymond Poirier (suppression des dispositions de cet article relatives au délai d'accord implicite de la part de l'employeur, à défaut de réponse) - (p. 4098) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Raymond Poirier (suppression des dispositions de cet article relatives à la contestation du refus de l'employeur devant le bureau de jugement du conseil de prud'hommes) - **Art. 6** : son amendement n° 12 : Art. L. 773-2 du code du travail relatif aux assistantes maternelles ; adopté - **Art. 8** : son amendement n° 13 : modalités de prorogation de la durée du congé pour les bénéficiaires du congé parental d'éducation ; adopté - **Art. 9** (p. 4099) : son amendement n° 14 : communication au Parlement d'un rapport comportant le bilan d'application de cette loi ; adopté - **Intitulé** : Son amendement n° 15 : « Projet de loi portant modification du code du travail et du code de la sécurité sociale et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant » ; adopté.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **147 (83-84)**] - (20 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4462) : texte élaboré par la commission mixte paritaire - Durée quotidienne du travail pendant l'activité à mi-temps - Délai de préavis en cas de prolongation - Reprise du travail entre deux congés parentaux - Délai valant accord de l'employeur - Demande l'adoption du texte proposé.

– Projet de loi instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique - *Nouvelle lecture* [n° **158 (83-84)**] - (20 décembre 1983) - **Question préalable** (p. 4464) : intervient contre la motion n° 1 de M. Jean-Pierre Fourcade, président et rapporteur de la commission des affaires sociales, tendant à opposer la question préalable - Echec de la commission mixte paritaire - Problèmes spécifiques des petites entreprises évoqués par le rapporteur - Possiblité de différer le départ en congé - Vote du groupe socialiste contre la motion.

GOUSSEBAIRE-DUPIN (Yves), sénateur des Landes (UREI).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

– Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (5 octobre 1983) (p. 2266).

GOUTEYRON (Adrien), sénateur de la Haute-Loire (RPR).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2266), puis réélu vice-président.

– Vice-président de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (Loi n° 79-564 du 6 juillet 1979).

Est nommé membre titulaire du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (2 juin 1983) (p. 1313).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (28 juin 1983) (p. 2063).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur (17 novembre 1983) (p. 2996).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) (21 décembre 1983) (p. 4530).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information établi au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1er juin 1982 et le 31 décembre 1982 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les **Communautés européennes** [n° **180** (**82-83**)] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983).

Proposition de loi, déposée avec les membres du groupe RPR, apparentés et rattachés administrativement, portant réforme de l'enseignement supérieur [n° **347** (**82-83**)] (25 mai 1983) - **Enseignement supérieur et post-baccalauréat.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° **208** (**82-83**)] portant intégration de certaines catégories de personnels en fonction dans les établissements d'enseignement secondaire ou dans les services administratifs du vice-rectorat de Nouvelle-Calédonie et dépendances dans des corps de fonctionnaires de l'Etat [n° **373** (**82-83**)] (8 juin 1983) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Participation au rapport d'information établi au nom de la Délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1er janvier et le 30 juin 1983 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les **Communautés européennes** [n° **487** (**82-83**)] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juillet 1983, JO Débats 4 octobre 1983).

Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61** (**83-84**)] adopté par l'Assemblée nationale - **Recherche scientifique et technique** [n° **63, tome VII** (**83-84**)] (21 novembre 1983).

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° **88** (**83-84**)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, définissant les moyens d'exécution du 9e **Plan** de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) [n° **138** (**83-84**)] (14 décembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **343** (JO Débats 9 avril 1983) (p. 164) à M. le ministre des affaires sociales : **médecine (enseignement de la)** (réforme des études médicales) - Réponse de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé (26 avril 1983) (p. 466 et suiv).

n° **343** (JO Débats 9 avril 1983) (p. 164) à M. le ministre de la défense : **service national** (affectation des jeunes appelés) - Réponse de M. François Autain, secrétaire d'Etat à la défense (26 avril 1983) (p. 469).

n° **368** (JO Débats 30 avril 1983) (p. 542) à M. le ministre de l'éducation nationale : **enseignement** (situation scolaire en Haute-Loire) - Réponse de M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat à l'éducation nationale (31 mai 1983) (p. 1234 à 1236).

n° **369** (JO Débats 30 avril 1983) (p. 542)à M. le ministre de l'éducation nationale : **livres** (qualité des manuels scolaires).

n° **382** (JO Débats 8 mai 1983) (p. 866) à M. le ministre de l'éducation nationale : **formation professionnelle et promotion sociale** (utilisation des médias pour la formation des maîtres).

Questions orales avec débat :

n° **10** (2 avril 1983) (p. 3) à M. le ministre de l'éducation nationale : **enseignement** (usage des médias dans la formation des jeunes et des adultes : insuffisance) - Retirée le 10 mai 1983 (p. 728).

n° **54** (17 mai 1983) (p. 863) à Mme le secrétaire d'Etat à l'environnement : **déchets** (réglementation communautaire en matière de déchets industriels dangereux).

INTERVENTIONS

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53** (**82-83**)] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269** (**82-83**)] - **Suite de la discussion** - (5 mai 1983) - **Après l'art. 11** (p. 636) : son amendement n° 104 : travaux d'adduction d'eau et d'assainissement subventionnés par la dotation globale d'équipement ; retiré - **Art. 12** (p. 641) : se déclare favorable à l'amendement n° 18 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (substitution de la notion de compétence à celle de responsabilité en matière de transports scolaires ; rétablissement de la notion de plan départemental des transports scolaires) - **Art. 23** (p. 654) : se déclare favorable à l'amendement n° 8 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (modalités de composition des conseils de l'éducation et nature de leurs attributions) - **Art. 24** (p. 658) : se déclare opposé à l'amendement n° 43 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat (rôles respectifs des conseils municipaux, généraux, régionaux et de l'Etat en matière d'implantation des établissements scolaires) - Se déclare favorable à l'amendement n° 9 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (en matière de carte scolaire, pouvoirs différenciés selon les niveaux d'enseignement concernés et la collectivité territoriale responsable) - **Art. 25** (p. 663) : se déclare opposé à l'amendement n° 44 de M. Gaston Defferre, ministre (décentralisation des dépenses de construction, d'équipement, d'entretien et de fonctionnement des établissements scolaires à l'exception des dépenses pédagogiques figurant sur une liste fixée par décret).

– **Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives** [n° **226** (**82-83**)] - (10 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 741) : amputation de la loi Mazeaud du 29 octobre 1975 - Obligation pour les groupements sportifs de se constituer en société anonyme - Moralisation du sport professionnel - *Cursus* scolaire et universitaire des sportifs de haut niveau - Dispense de titres ou de diplômes accordée aux sportifs pour accéder à certaines formations - Absence de prise en compte des équipements sportifs - Part des collectivités locales dans la réalisation des équipements et difficultés de financement - Concours financier et en personnel des personnes publiques pour les fédérations - (p. 742) : rôle de l'Etat - Dépôt d'amendements par la commission des affaires culturelles - Absence de réelle intégration dans le processus éducatif de l'éducation physique et de la pratique sportive - Nécessaire modification des rythmes scolaires.

– **Projet de loi portant intégration de certaines catégories de personnels en fonction dans les établissements d'ensei-**

gnement secondaire ou dans les services administratifs du vice-rectorat de Nouvelle-Calédonie et dépendances dans des corps de fonctionnaires de l'Etat [n° 208 (82-83)] - (9 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1499) : titularisation de certains agents non titulaires recrutés localement, occupant des emplois administratifs ou de service et soumis aux dispositions d'une convention collective locale - Loi de finances pour 1982 prévoyant la création d'emplois permettant leur titularisation - Intervention nécessaire du Parlement - Intégration dans la fonction publique facultative et prenant effet à la date de la promulgation de la loi - Stage d'un an - Validation possible des services accomplis avant l'intégration - Projet répondant au souhait des personnels, des représentants et des élus locaux et nationaux du territoire de la Nouvelle-Calédonie - Souhait de la commission de voir le texte de ce projet de loi adopté par le Sénat - **Art. 1** (p. 1500) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Lionel Cherrier, n° 2 (bénéfice de l'intégration pour les personnels des établissements d'enseignement secondaires et techniques), et n° 3 (prise en compte de la qualification lors de l'intégration) - **Art. 3** (p. 1501). s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Lionnel Cherrier (mutation hors du territoire sur leur demande ou par mesure disciplinaire du personnel recruté sur place après l'entrée en vigueur de la présente loi).

– **Projet de loi portant validation des résultats du concours de 1980 des chargés de recherche (secteur sciences sociales) de l'Institut national de la recherche agronomique** [n° 342 (82-83)] - (9 juin 1983) - Rapporteur en remplacement de M. Léon Eeckoutte, président et rapporteur de la commission - **Discussion générale** (p. 1502) : regret de la commission d'être saisie d'un projet de loi de validation des nominations de trois candidats admis au concours de chargé de cours de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), annulé à la suite d'une enquête formulée par deux agents de l'INRA, candidats à ce concours - Compétence scientifique indiscutable des trois chargés de recherche - Préjudice financier en l'absence d'une validation législative - Propose l'adoption conforme de l'article unique du texte de ce projet de loi.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° 384 (82-83)] - (26 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2476) : loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 - Circonstances de son adoption ; consensus - Démarche inverse du gouvernement actuel ; pressions syndicales - Dispositions du projet - Dessaisissement du Parlement - Atteinte à l'autonomie des universités - Contrôle étatique - Contradiction avec la décentralisation - Démocratisation - (p. 2477) : élection des conseils d'université : collège unique - Scrutin de liste à la proportionnelle - Désignation des personnalités extérieures - Politisation - Organisation des études : premier et deuxième cycles ; sélection ; filières - Réforme autoritaire et échec prévisible - Mission des universités et autonomie - Son amendement relatif à la composition des conseils d'administration des universités - (p. 2478) : notion de service public - Spécificité du secteur sélectif de l'enseignement supérieur : grandes écoles ; instituts universitaires de technologie (IUT) ; études médicales ou juridiques - Enseignement supérieur libre - Concurrence - Contrats d'établissement entre les universités et l'Etat - Sélection et malthusianisme - Baccalauréat - Recherche et université - Amendements du groupe RPR.

Suite de la discussion - (27 octobre 1983) - **Art. 1 et art. additionnels** (p. 2511) : interrogation sur l'architecture de ce texte et sur les intentions des premiers articles - (p. 2513) : sur la composition et le rôle du service public de l'enseignement supérieur, ses amendements n° 175, à n° 179 ; retirés - (p. 2514) : se déclare favorable à l'amendement n° 76 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à la mission des établissements publics d'enseignement supérieur) - **Art. 2** (p. 2514, 2515) : se déclare favorable à l'amendement n° 77 de M. Paul Séramy, rapporteur (suppression de cet article relatif aux missions du service public de l'enseignement supérieur) - **Art. 3** (p. 2518) : ses amendements, n° 185 : conditions de validation des études ou des acquis personnels ou professionnels, en vue de l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur ; retiré ; n° 187 : possibilité pour les établissements de définir les enseignements et établissement des liaisons nécessaires avec les milieux professionnels ; retiré ; et n° 189 : organisation par les universités de l'accueil des étudiants déjà engagés dans la vie professionnelle ; retiré - Sur l'amendement n° 78 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article maintenant le système actuel de délivrance du titre d'ingénieur et le rôle de la commission des titres conservant les principes de la validation des acquis personnels, de l'autonomie des universités et de la professionnalisation de l'enseignement supérieur), ses sous-amendements n° 188 : prise en compte par les établissements d'enseignement supérieur, dans les formations qu'ils dispensent, des possibilités futures d'emplois pour leurs étudiants ; et n° 342 : possibilité ouverte aux mères de famille et aux personnes chargées de famille d'entrer dans les établissements d'enseignement supérieur ; bénéfice des dispositions prévues par la loi du 1er juillet 1980 ; adoptés - **Art. 4** (p. 2521) : ses amendements n° 191 : liaison nécessaire entre l'enseignement et la recherche possible dans chaque établissement ; devenu sans objet ; et n° 192 : suppression de la référence à la loi d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France ; retiré - **Art. 6** (p. 2522) : son amendement n° 193 : accueil des étudiants étrangers en fonction des capacités d'accueil des services publics de l'enseignement supérieur et des accords de coopération ; devenu sans objet - **Art. 7** (p. 2524) : sur la cohésion du service public de l'enseignement supérieur, ses amendements n° 184, 195 et 196 ; retirés - **Art. 8** (p. 2525) : son amendement n° 197 : suppression de cet article relatif à la création d'une commission interministérielle de prospective et d'orientation ; rejeté - (p. 2526) : son amendement n° 198 : commission disposant des éléments que lui fournissent les responsables d'unités et d'établissements ; retiré - Sur l'amendement n° 83 de M. Paul Séramy, rapporteur (création d'une commission interministérielle de prospective et d'orientation, disposant des informations que lui fournissent les organismes publics compétents, les organisations professionnelles et la commission de planification) son sous-amendement n° 199 : commission disposant des informations recueillies par les organismes publics compétents, par les organisations professionnelles ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (8 novembre 1983) - **Art. 9** (p. 2708) : se déclare favorable à l'amendement n° 84 de M. Paul Séramy, rapporteur (extension des dispositions de la présente loi aux établissements qui ne relèvent pas de la tutelle du ministère de l'éducation nationale) - **Art. 10** (p. 2709) : son amendement n° 202 : dispositions des articles 12 et 13 non applicables aux formations et établissements dispensant les diplômes de droit, de gestion, de médecine ou de pharmacie ; retiré - **Art. 12 et art. additionnels** (p. 2713) : sur le contenu et les conditions d'accès au premier cycle, ses amendements n° 344, n° 203, n° 204 et n° 205 ; retirés - **Art. 14** (p. 2721) : s'oppose aux amendements n° 9 et n° 10 de M. Alain Savary, ministre, relatifs à la soutenance d'une thèse et à l'obtention du titre de docteur - **Art. 15** (p. 2723) : sur l'amendement n° 91 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif aux diplômes nationaux), son sous-amendement n° 402 : conditions d'acquisition du titre de docteur ; adopté - (p. 2726) : interrogation sur la situation des actuels titulaires du doctorat d'Etat - **Art. 16** (p. 2727) : se déclare favorable à la suppression de cet article proposée par M. Paul Séramy, rapporteur - **Art. 16** *(suite)* (p. 2736) : se déclare favorable à l'amendement n° 92 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à la formation des formateurs) - **Art. 25** (p. 2746) : sur l'amendement n° 106 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif au choix du président de l'université, à ses pouvoirs et à ses fonctions), son sous-amendement n° 403 : élection du président de

l'université par le conseil d'administration et le conseil scientifique ; choisi parmi les professeurs en exercice ; n'est pas rééligible dans les cinq années qui suivent la fin de son mandat ; retiré.

Suite de la discussion - (9 novembre 1983) - **Art. 27** (p. 2756) : sur l'amendement n° 107 de M. Paul Séramy, rapporteur, (augmentation de la représentation des enseignants dans le conseil d'administration), son sous-amendement n° 404 : représentation des professeurs ; adopté - (p. 2758) : représentation des personnalités extérieures - **Art. 30** (p. 2766) : sur l'amendement n° 112 de M. Paul Séramy, rapporteur (conseil des unités de formation et de recherche), son sous-amendement n° 405 : composition des conseils d'unités de formation et de recherche, (UFR) ; adopté - **Art. 31** (p. 2770) : sur l'amendement n° 114 de M. Paul Séramy, rapporteur, (nomination par le ministre de l'éducation nationale des directeurs des instituts ou des écoles faisant partie des universités), son sous-amendement n° 406 : présidents des instituts ou des écoles ; retiré - Son amendement n° 219 : nationalité française des directeurs d'instituts ; retiré - (p. 2771, 2772, 2773) ; présidents des instituts universitaires de technologie (IUT) - **Art. 36** (p. 2802) : sur l'amendement n° 123 de M. Paul Séramy, rapporteur (modification de la durée du mandat et des modes de scrutin des différentes catégories de personnels pour l'élection aux conseils), se déclare favorable au sous-amendement n° 331 de M. Philippe de Bourgoing (scrutin à deux tours pour les représentants du personnel) - Son amendement n° 226 : vote par procuration ou par correspondance ; devenu sans objet - (p. 2804) : syndicalisme universitaire - **Art. 38** (p. 2807) : son amendement n° 231 : désignation des personnalités extérieures ; adopté - Conseil d'administration ; conseil scientifique - Représentation des collectivités locales - (p. 2808) : autonomie et responsabilité du conseil d'administration.

Suite de la discussion - (15 novembre 1983) - **Art. 47** (p. 2848) : se déclare favorable à l'amendement n° 138 de M. Paul Séramy, rapporteur (suppression de cet article relatif à la notion de communauté universitaire) - Son amendement n° 248 : intitulé ; « Les étudiants, les enseignants et les personnels des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel ; retiré - **Art. 65** (p. 2870) : son amendement n° 286 : création d'une conférence des présidents d'université ; composition et mission ; adopté - **Art. 67** (p. 2873) : se déclare favorable à l'amendement n° 162 de M. Paul Séramy, rapporteur (suppression du caractère classant de l'examen de deuxième cycle des études médicales) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2880) : loi de 1968 - Protestation des étudiants et des professeurs - Amendements de la commission des affaires culturelles - Participation des enseignants et composition des conseils - (p. 2881) : sélection et non élimination.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Industrie et recherche - (5 décembre 1983) - Rapporteur pour avis (recherche scientifique et technique) - (p. 3763) : augmentation des crédits de recherche - Non respect des objectifs fixés par la loi d'orientation et de programmation de 1982 - Avenir de la recherche universitaire - Projet de loi sur l'enseignement supérieur entraînant une dégradation du potentiel scientifique des universités et des grandes écoles - Progression du budget civil de recherche - Musées des sciences, des techniques et de l'industrie de La Villette - Recherche fondamentale - Recherche des entreprises - Part des activités de recherche dans le produit intérieur brut (PIB) - Variations de change - Annulation de crédits - Stagnation en 1984 des crédits de recherche destinés à la modernisation de l'industrie - (p. 3764) : crédits de l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) - Programmes de développement technologique - Recherche industrielle - Statut des personnels de recherche - Fossé entre les universités et le CNRS - Recherche appliquée - Inquiétude et réserve de la commission des affaires culturelles sur ce budget.

– **Projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan)** [n° **88 (83-84)**] - (20 décembre 1983) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 4479) : examen par la commission des affaires culturelles des priorités retenues dans trois secteurs de sa compétence : éducation nationale, communication et recherche - Education : formation initiale et lutte contre l'échec scolaire - (p. 4480) : efficacité nécessaire du système d'éducation et de formation des jeunes - Rôle de la formation des maîtres - Politique du recrutement - Auxiliariat - Objectif de rapprochement de la durée de formation des instituteurs et des professeurs d'enseignement général de collèges (PEGC) ; précisions nécessaires - Optimisme de certains objectifs : réduction des taux d'échec dans l'enseignement supérieur ; orientation et sélection - Rénovation des collèges - Rapport Legrand - Lycées d'enseignement général : rapport Prost - Programme prioritaire d'exécution (PPE) n° 2 et rôle conféré à la décentralisation dans la réduction du dualisme scolaire ; enseignement privé - Industries de la communication : décentralisation du service public de l'audiovisuel : loi du 29 juillet 1982 ; retard d'application du plan de création de sociétés régionales de FR3 - Plan câble - (p. 4481) : télédistribution et câblage : réalisation ; financement - Annonce de l'institution d'une taxe sur les recettes de nouveaux réseaux de communication au profit de la création audiovisuelle ; hostilité de la commission à cette taxe - Avenir de l'industrie cinématographique ; création de la quatrième chaîne de télévision, Canal Plus - Recherche et innovation : PPE n° 3 ; loi du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation de la recherche ; charges des entreprises ; rôle des établissements d'enseignement supérieur - Impossibilité d'amender ce texte et avis défavorable de la comission.

GRAVIER (Jean), sénateur du Jura (UCDP).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

GRIMALDI (Roland), sénateur du Nord (S).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises (22 juin 1983) (p. 1830).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement (22 juin 1983) (p. 1835).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles** [n° **190 (82-83)**] - (18 mai

1983) - **Discussion générale** (p. 902, 903) : complexité des problèmes liés à la pêche, à son environnement et à sa gestion - Nécessité d'une réforme de la réglementation ancienne - Elaboration de ce projet après une large concertation - Défense de la faune, du milieu aquatique et de la pratique d'un loisir populaire - Importance du nombre des pêcheurs et du domaine piscicole - Rôle des associations de pêche - Distinction entre la pêche de loisir et la pêche professionnelle - Obligation d'entretien des berges et du lit du cours d'eau pour les propriétaires et appel possible aux fonds publics - Réglementation de l'alevinage - Droit de passage sur les berges des cours d'eau domaniaux - Projet conservant et renforçant la vie associative, introduisant une obligation de protection du patrimoine de gestion piscicole, simplifiant la réglementation en vigueur - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable au texte de ce projet de loi - **Art. 4 :** *Art. 410 du code rural* (p. 915) : sur l'amendement n° 23 de M. Michel Chauty, rapporteur (débit minimum imposé aux exploitants d'ouvrages construits dans le lit des cours d'eau), son sous-amendement n° 99 : fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de cet article aux ouvrages existants, cinq années après la date d'application de la loi ; rejeté.

- Question au Gouvernement : relance économique et questions monétaires - (19 mai 1983) - (p. 944) : sommet de Williamsburg - Communauté économique européenne (CEE).

- Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles [n° 190 (82-83)] - Suite de la discussion - (26 mai 1983) - **Art. 4** (*suite*) : *Art. 415 du code rural* (p. 1120) : se déclare défavorable à l'amendement n° 34 de M. Michel Chauty, rapporteur (compétences des fédérations départementales des associations agréées de pêche) - *Après l'art. 417* (p. 1124) : se déclare défavorable à l'amendement n° 112 de MM. Marcel Daunay et Jean Colin (redevances à l'agence financière de bassin) - Loi sur l'eau de 1964 - *Art. 422* (p. 1128) : se déclare partiellement défavorable à l'amendement n° 40 de M. Michel Chauty, rapporteur (convention dans le cas de transfert à une association ou à une fédération du droit de pêche et des obligations d'entretien par le propriétaire riverain) - *Art. 423* (p. 1162) : se déclare défavorable, au nom du groupe socialiste, à l'amendement n° 116 de MM. Marcel Daunay et Jean Colin (suppression de cet article relatif à l'espace libre et au droit de passage auxquels sont tenus les propriétaires riverains) - *Art. 442* (p. 1172) : sur l'amendement n° 94 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (qualification des agents du Conseil supérieur de la pêche comme techniciens de l'Etat chargés des forêts) , son sous-amendement n° 163 : contrôle des agents par le Conseil supérieur de la pêche ; rejeté.

- Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Transports - (25 novembre 1983) - (p. 3312) : loi d'orientation des transports intérieurs votée en décembre 1983 - Programmes prioritaires d'exécution du 9e Plan - Droit au transport - Transports collectifs urbains : augmentation des crédits pour la province ; contrats de développement entre l'Etat et les collectivités locales - Concours financiers de l'Etat destinés à apurer la dette de la SNCF - Réseau routier - Sécurité routière - Voies navigables : liaisons inter-bassins ; rapport Grégoire ; demande de réalisation rapide de la liaison Seine Nord - (p. 3313) : vote par le groupe socialiste de ce projet de budget.

GROS (Brigitte), sénateur des Yvelines (GD).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Est nommée de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2266), puis élue vice-présidente.

- Membre de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle (loi n° 82-652 du 29 juillet 1982).

Est nommée de nouveau membre de cette délégation (20 octobre 1983) (p. 2363).

- Est nommée membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (28 juin 1983) (p. 2063).

Est nommée membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à garantir la liberté de la presse (24 novembre 1983) (p. 3246).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à établir une « charte » pour garantir à la **presse** sa liberté [n° **170 (82-83)**] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983).

Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Information - Presse** [n° **63, tome XII (83-84)**] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **55** (17 mai 1983) (p. 863) à M. le secrétaire d'Etat aux techniques de la communication : **presse** (statut juridique et fiscal de la presse) - Discutée le 17 juin 1983 (débat commun) (p. 1768 et suiv.).

n° **75** (3 octobre 1983) (p. 2248) à M. le secrétaire d'Etat aux techniques de la communication : **publicité** (concurrence de la télévision à l'égard des recettes publicitaires de la presse écrite) -Discutée le 21 octobre 1983 (débat commun) (p. 2374 et suivantes).

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes [n° 127 (82-83)] - (11 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 796) : générosité du projet de loi - Ignorance de la condition de la femme au travail : attitude du conjoint ; garde des enfants ; distance séparant le domicile du lieu de travail et rappel du film « Elle court, elle court, la banlieue » ; formation professionnelle des jeunes filles - Loi du 22 décembre 1972 - **Art. 1 :** *Art. L. 123-5 du code du travail* (p. 807) : se déclare défavorable à l'amendement n° 40 de Mme Cécile Goldet et M. Charles Bonifay (accord de l'intéressé dans le cas d'une action en justice en sa faveur par les organisations syndicales représentatives) - Organisations syndicales et droits du travailleur.

- Questions orales avec débat jointes : problèmes de l'audiovisuel et de la presse - (17 juin 1983) - (p. 1768, 1769) : attachement du Président de la République au Sénat - Souhait d'une prise en compte des critiques et des propositions sénatoriales - Demande de suppression du ministère de la communication satisfaite - Nécessité de libérer l'information des Français du carcan étatique - Crainte que le projet de statut de la presse écrite n'engendre l'arbitraire - Fragilité de la presse et problème des aides - Nécessité de revenir sur la loi du 29 juillet 1982 - Augmentation de la publicité télévisée au détriment de la presse écrite - Problème de la répartition des budgets

publicitaires des entreprises nationales - Choix de l'annonceur guidé par l'intérêt commercial du support et l'importance des lecteurs ou par l'orientation politique du journal choisi - Hausse importance du budget des entreprises publiques pour les journaux des partis de la majorité - (p. 1770) : graves conséquences du blocage des prix pour la presse malgré l'augmentation du tarif des PTT - Demande la réunion d'un groupe de travail pour examiner de quelles aides la presse pourra bénéficier au titre de la loi de finances pour 1984 - Demande un non-lieu pour deux dirigeants de presse : MM. André Audinot et Jean-Charles Lignel, inculpés au titre de l'ordonnance de 1944 - Liberté de la presse, élément essentiel pour équilibrer les pouvoirs dans un régime de monarchie élective mis en place en 1958 - (p. 1771) : absence de communication du chiffre de son tirage par le journal *l'Humanité* et refus des services objectifs de l'office de la justification de la diffusion - (p. 1772, 1773) : fausse presse et vraie presse - Respect des opinions de tous les journaux.

– **Questions orales avec débat jointes : développement de la publicité à la télévision au détriment de la presse écrite** - (21 octobre 1983) (p. 2374, 2375) : interdiction de la publicité commerciale à la télévision prônée par les socialistes depuis 1967 - Loi de 1982 sur l'audiovisuel et conséquences sur la presse - Répartition entre la redevance et la publicité télévisée - Diminution notable des recettes publicitaires dans la presse quotidienne nationale et la presse magazine - Demande une modification de la répartition des ressources de la télévision - (p. 2380) : défense du pluralisme de la presse écrite - (p. 2381) : sauvegarde des emplois dans la presse.

– **Question au Gouvernement : statut de la presse** - (10 novembre 1983) - (p. 2826) : étatisme rampant dans l'audiovisuel - Presse écrite - Commission des opérations de presse - Pluralisme de la presse.

– **Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].**

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I - Services généraux : Information - (8 décembre 1983) - Rapporteur pour avis (information, presse) - (p. 3935) : pouvoir de l'Etat sur la presse - Reconduction des aides pour un an - Projet de loi sur la presse - Liberté indivisible de la presse écrite - Augmentation de la publicité à la télévision - Service juridique et technique de l'information (SJTI) - Réduction des tarifs de transport - Aide aux quotidiens à faibles ressources publicitaires - Fonds d'expansion de la presse à l'étranger - Imprécision sur l'article 39 *bis* du code général des impôts relatif aux provisions pour investissements - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3938) : intervient sur les crédits du titre III - Projet de loi sur la presse et limitation de la liberté d'expression - Loi de circonstance visant le groupe Hersant - Rejet des crédits.

GUILLARD (Paul), sénateur de la Loire-Atlantique (UREI) - Questeur du Sénat.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

GUILLAUME (Robert), sénateur de la Nièvre (S).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Services du Premier ministre - I. Services généraux** [n° **62, annexe 25 (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].**

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I - Services généraux - (29 novembre 1983) - Rapporteur spécial - (p. 3454) : diversité des structures de ce budget et importance des dépenses prévues - Transfert de certains crédits de la formation professionnelle des adultes - Progression des crédits du ministère des droits de la femme - Crédits du médiateur témoignant de la réussite de cette institution - (p. 3455) : situation préoccupante de la documentation française - Faible progression des crédits du Haut comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme - Substitution de trois nouveaux organismes au Haut comité de la langue française - Diminution du poids de la fonction publique dans le budget de l'Etat - Poursuite de la politique de resserrement de l'éventail des traitements - Augmentation des crédits de l'Ecole nationale d'administration (ENA) et mise en place de la troisième voie - Augmentation des crédits du Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie - Ralentissement de la mensualisation des pensions - Poursuite de l'effort de clarification des rémunérations des agents de l'Etat - Budget des services généraux regroupant l'essentiel des actions de formation - Effort en matière de formation professionnelle - Nécessité que le Parlement exerce un contrôle effectif sur les dépenses de formation et puisse évaluer le résultat des actions entreprises - (p. 3456) : budget reflétant la politique générale du Gouvernement, budget de rigueur et de redéploiement consacrant les priorités retenues : formation professionnelle, actions en faveur de l'égalité professionnelle des hommes et des femmes, formation dans la haute fonction publique - Commission des finances favorable à l'adoption de ce budget - **Examen des crédits - Art. 113** (p. 3466) : article introduit par l'Assemblée natonale tendant à faire figurer dans le fascicule jaune des chiffres relatifs aux dépenses de formation des régions - Connaissance région par région des dépenses consacrées à la formation - Meilleur contrôle du Parlement - Commission favorable à l'adoption de cet article.

GUILLAUMOT (Paul), sénateur de l'Yonne (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement (22 juin 1983) (p. 1835).

INTERVENTIONS

– **Questions orales avec débat jointes : politique agricole** - (10 juin 1983) - (p. 1571) : évolution favorable du revenu agricole en 1982 et disparités entre les régions et les secteurs de production : cas de la production porcine et de

l'aviculture - Augmentation des coûts de production des poulets et des œufs -Rôle de l'Office interprofessionnel de l'élevage - Rôle de la Communauté économique européenne (CEE) et de la politique agricole commune (PAC) ; garantie des prix - Incidence des montants compensatoires monétaires (MCM) : distorsion des conditions de la concurrence - Développement d'une agriculture industrielle dans les pays à monnaie forte - Inquiétudes de la profession.

H

HABERT (Jacques), sénateur des Français établis hors de France (délégué de la réunion administrative des NI) - Secrétaire du Sénat jusqu'au 5 octobre 1983.

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2266), puis élu secrétaire.

– Est nommé membre suppléant du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (2 juin 1983) (p. 1312).

– Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'exposition universelle de 1989 (27 mai 1983) (p. 1202).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (28 juin 1983) (p. 2063).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Relations culturelles extérieures (enseignement et politique linguistique)** [n° **63, tome XV (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non-titulaires occupant de tels emplois** [n° **148 (82-83)**] - (12 avril 1983) - **Art. 7** (p. 185, 186) : son amendement n° 22 : titularisation des personnels enseignant dans les établissements jouissant de l'autonomie financière et des enseignants des écoles françaises de l'étranger ; retiré au profit de l'amendement n° 55 de M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat (situation de certains coopérants en service à l'étranger et prise en compte de la spécificité de leurs activités) ; modifié par le sous-amendement n° 60 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (titularisation des enseignants des écoles françaises de l'étranger).

– **Questions orales avec débat jointes : politique en matière de tourisme** - (15 avril 1983) - (p. 308) : mesures contraignantes prises par le Gouvernement pour restreindre les voyages des Français à l'étranger - Cas des touristes français se trouvant à l'étranger au moment de l'instauration des mesures - Interdiction d'utilisation de la carte de crédit depuis le 1er avril - Cas particulier des Français résidant à l'étranger venus en France avec des devises étrangères - Souhait de mesures d'assouplissement dans la nouvelle réglementation concernant l'envoi de fonds aux Français se trouvant à l'étranger sans visa de travail : personnes âgées et étudiants - (p. 311) : souhait d'une prorogation du délai et d'un report de la date du 10 avril pour l'utilisation de la carte de crédit des Français actuellement en voyage à l'étranger.

– **Question au Gouvernement : commémoration du bicentenaire du traité de Versailles** - (21 avril 1983) - (p. 410) : indépendance des Etats-Unis d'Amérique - Conquête de l'air - Envol de la montgolfière d'Annonay - Modalités de célébration du bicentenaire du traité de Versailles - Publication de timbres relatifs à la commémoration du vol des premiers hommes dans l'air - Premier vol en ballon des Tuileries à Nesles-la-Vallée - (p. 411) : année 1983 : année internationale de l'air et de l'espace.

– **Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois** - *Deuxième lecture* [n° **291 (82-83)**] - (24 mai 1983) - **Art. 7** (p. 1027) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (titularisation possible des enseignants des écoles françaises de l'étranger).

– **Projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires** [n° **277 (82-83)**] - (31 mai 1983) - **Art. 2** (p. 1242) : se déclare favorable à l'amendement n° 3 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (suppression de l'alinéa relatif au recrutement de responsables syndicaux ou de dirigeants d'associations reconnues d'utilité publique) - Démoralisation au sein du corps des fonctionnaires des affaires étrangères - Cas particulier des conseillers de deuxième ou de première classe - (p. 1243) : question posée à M. Georges Lemoine sur la possibilité, pour des non fonctionnaires, d'accéder au rang de ministre plénipotentiaire - Cas particulier des personnes ayant une expérience dans des activités culturelles ou économiques conduites par la France.

– **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° **368 (82-83)**] - (2 juin 1983) - (p. 1339) : son récent voyage en Amérique centrale - Présence française dans cette partie du monde - Situation politique au Nicaragua - Anomalie de ventes d'armes de la France au régime sandiniste - Accord de coopération de 1981 - (p. 1340) : nécessité d'éviter toute intervention militaire - Aide humanitaire - Situation au Salvador : élections de 1982 ; aide humanitaire souhaitable ; action culturelle - Lycées français de San Salvador et de Managua - Alliance française - Droits de l'homme et défense des libertés - Rôle de la France dans la recherche de la paix.

– **Projet de loi modifiant le code du service national** [n° 319 **(82-83)**] - (7 juin 1983) - **Art. 1** (p. 1448) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 de M. Pierre Croze, soutenu par M. Charles de Cuttoli (possibilité de dispense du service national actif pour les jeunes Français résidant à l'étranger et venant accomplir en France des études supérieures) - Poursuite des études aux Etats-Unis ; fuite des cerveaux - Position de service différé - (p. 1449) : remerciements au ministre pour la nouvelle disposition relative au service des doubles nationaux.

– **Conclusions du rapport de M. Charles de Cuttoli,** fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** [**n° 183 (82-83)**] déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à modifier et à compléter la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973, en matière de naturalisation** [n° **360 (82-83)**] - (9 juin 1983) - **Art. 2** (p. 1515) : se déclare opposé à l'amendement n° 2 de M. Robert Badinter, ministre (suppression de la référence explicite à « la connaissance suffisante de la langue française parmi les éléments d'appréciation de l'assimilation ») - **Art. 5** (p. 1517) : accepte l'amendement n° 4 de M. Robert Badinter, ministre (institution de conditions d'acquisition de la nationalité française identiques quelle que soit la date du mariage).

– **Question au Gouvernement : écoles françaises à l'étranger - Conseil supérieur des Français de l'étranger** - (16 juin 1983) - (p. 1707) : montant des subventions du ministère des relations extérieures ; absence de concertation - Ajustement et réunion de la commission - Date de la prochaine session du Conseil supérieur des Français de l'étranger.

– **Projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989** [n° 338 **(82-83)**] - **Suite de la discussion** - (17 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1747) : favorable à la commémora-

tion du bicentenaire de la Révolution française - Interrogation sur l'opportunité d'organiser à Paris une Exposition universelle de type classique - (p. 1748) : suggestion non de l'organisation d'une exposition à Paris, mais de manifestations dans les pays du monde entier - Densité du réseau français d'institutions culturelles disséminées sur le globe - Organisation à moindre frais d'une manifestation néanmoins universelle.

– **Projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires** - *Deuxième lecture* [n° 429 (82-83)] - (27 juin 1983) - **Art. 2** (p. 2022) : sur l'amendement n° 2 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (expérience internationale acquise : caractère intergouvernemental des actions de coopération internationale), son sous-amendement rédactionnel n° 6 ; adopté - (p. 2023) : se déclare favorable à l'amendement n° 3 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (suppression de l'alinéa relatif à l'expérience acquise au sein d'organisations syndicales représentatives ou d'associations).

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Panama sur le traitement et la protection des investissements (ensemble deux échanges de lettres)** [n° 367 (82-83)] - (20 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2356) : se déclare favorable à l'adoption du texte de ce projet de loi - Création en 1880 de la « compagnie universelle du canal interocéanique » présidée par Ferdinand de Lesseps - Participation de la France entière à cette œuvre - Nombreux épargnants - Echec de la France et nombreux Français décimés par les maladies - Absence de protection des cimetières français à Panama - Nécessité d'une intervention du Gouvernement auprès des autorités panaméennes pour que les cimetières français soient respectés et que certains titres de propriété ou de limitation de terrain soient acquis.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat** [n° 309 (82-83)] - (25 octobre 1983) - **Art. 66** (p. 2442) : coopérants et personnes en service dans les centres culturels et les établissements français de l'étranger.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° 384 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (27 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2492) : accès du plus grand nombre de jeunes à l'enseignement supérieur dans un souci d'harmonie et de complémentarité - Partisan de la sélection qui favorise la démocratie - Taux d'accès aux universités le plus important dans les pays qui sélectionnent les étudiants - Cas du Japon, du Canada et des Etats-Unis - France et Italie, seuls pays refusant la sélection - Suppression des mentions du baccalauréat - (p. 2493) : sondages d'opinions favorables à la sélection - Innovations de la loi d'orientation inutiles sans sélection - Diversification des établissements d'enseignement supérieur - Existence de diplômes nationaux n'excluant pas la variété - Loi devant assumer les conséquences de la diversité - Composition des conseils d'université - Collègue unique, scrutin de liste à la proportionnelle et risque de politisation - Absence de la recherche dans ce projet de loi - Abaissement du niveau des universités et exode des cerveaux - Cas de cinq prix nobel français - (p. 2494) : nécessité de changer de cap avant qu'il ne soit trop tard.

– **Projet de loi organique abrogeant l'article L.O. 128 du code électoral relatif aux incapacités temporaires qui frappent les personnes ayant acquis la nationalité française** [n° 504 (82-83)] - (2 novembre 1983) - **Art. 3** (p. 2536) : représentation des Français établis hors de France.

– **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° 48 (83-84)] - (7 novembre 1983) - (p. 2694) : souhait d'un consensus exprimé par le ministre des relations extérieures - Approbation de la fermeté du Gouvernement dans les rapports entre l'Est et l'Ouest - Euromissiles ; SS 20 et fusées Pershing ; pacifisme - Communauté économique européenne (CEE) - Proche-Orient : Liban - Amérique latine - Définition d'une politique extérieure et nécessité des moyens de mise en oeuvre - Retour de l'Argentine à la démocratie - (p. 2695) : violation des libertés à Cuba ; interventions des soldats cubains dans le monde - Cas de la Grenade et intervention américaine - Appartenance réaffirmée à l'Alliance atlantique et solidarité nécessaire.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° 384 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (8 novembre 1983) - **Art. 10** (p. 2709) : majorité sénatoriale nullement hostile aux diplômes nationaux, souhaite que les universités aient la possibilité de délivrer leurs propres diplômes - **Art. 14** (p. 2721) : création d'un nouveau doctorat établissant une corrélation avec les doctorats décernés à l'étranger - Existence du doctorat d'université - Interrogations sur la possibilité laissée aux universités libres d'offrir la préparation aux doctorats nationaux, et un programme de haut niveau conduisant au doctorat d'université.

– **Question au Gouvernement : subvention aux écoles françaises de l'étranger** - (10 novembre 1983) - (p. 2828, 2829) : subventions des écoles françaises de l'étranger bloquées au ministère de l'éducation.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° 384 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (15 novembre 1983) - **Art. 56** (p. 2859) : sur l'amendement n° 149 de M. Paul Séramy, rapporteur (indépendance et liberté d'expression des enseignants et chercheurs), son sous-amendement n° 376 : respect des principes d'objectivité et de tolérance ; devenu sans objet.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I - Services généraux - (29 novembre 1983) - (p. 3461) : réaménagement des organismes chargés de promouvoir la francophonie lors du conseil des ministres du 24 août 1983 et suppression du Haut comité pour la langue française, remplacé par un Haut conseil de la francophonie, un Commissariat général à la langue française et un Comité consultatif de la langue française - Interrogation sur le fonctionnement et l'efficacité de ces nouveaux organismes.

Relations extérieures - (30 novembre 1983) - Rapporteur pour avis (relations culturelles extérieures : enseignement et politique linguistique) - (p. 3513) : adoption par le Gouvernement d'un nouveau projet culturel extérieur pour la France - Dimension politique de l'action culturelle - Universalité du message de liberté véhiculé par la culture et la langue française - Relations culturelles internationales - Impérialisme américain évoqué par M. Jack Lang en juillet 1982 à Mexico - Importance du réseau d'établissements culturels et d'enseignement français à l'étranger - (p. 3514) : attributions des Alliances françaises - Suppression de postes d'attachés linguistiques - Prise en charge des rémunérations versées aux personnels enseignants recrutés localement - Interrogation sur la signification de « l'enveloppe évolutive d'emplois » - Actualisation des traitements des enseignants détachés - Dotation pour les petites écoles - Appréciation du budget erronée en raison des variations de change - Ajustement automatique - Budget de rigueur - Défavorable à l'adoption des crédits concernant l'action linguistique et l'enseignement - **Après l'art. 116** (p. 3535, 3536) : ses amendements n° 166 : ajustement des rémunérations des personnels en poste à l'étranger en fonction des variations de change, porté semestriellement à la connaissance du Parlement ; adopté et n° 167 : ajustement des dépenses en fonctionnement des services des établissements français à l'étranger en fonction des variations de change, porté annuellement à la connaissance du Parlement ; adopté.

Education nationale - (3 décembre 1983) - (p. 3710, 3711) : situation des personnels détachés auprès du ministre des relations extérieures pour exercer des fonctions à l'étranger

- Echec de la commission mixte paritaire sur le projet de loi sur l'enseignement supérieur - Appel de grands universitaires au Président de la République demandant une correction des dispositions et des déviations qu'ils jugent de nature à porter atteinte à l'enseignement universitaire - Enseignement ne devant pas exclure les missions de recherche et de culture - (p. 3712) : préservation de l'indépendance de l'université envers toute emprise sociale, économique, idéologique et syndicale - Elections universitaires devant suivre le droit commun électoral - Problème de l'avenir de l'université et de celui de la France.

Culture - (7 décembre 1983) - (p. 3898) : action internationale du ministère - Grands programmes parisiens - Faiblesse du budget des relations culturelles extérieures - Alliance française - Création d'un théâtre de l'Europe - Etats généraux de la culture - Expositions d'artistes étrangers ; exposition Turner au Grand Palais ; exposition Richard Serra au Centre Georges Pompidou - Influence américaine en matière d'arts et de théâtre - Festival des arts à Nouméa - Subventions à l'Académie de Rome - Prestations artistiques dans plusieurs villes des Etats-Unis - Fonds culturel du livre - Politique du livre - (p. 3899) : promotion du livre français à l'étranger - Existence avant 1981 d'un conseil interministériel des relations culturelles extérieures (CIRCE) - Rayonnement de la culture en France et hors de France - **Après l'art. 105** *bis* (p. 3906) : fermeture de la maison de l'Amérique latine à Paris.

Imprimerie nationale - (9 décembre 1983) - (p. 3981) : interrogation sur la possibilité d'impression des journaux officiels par l'Imprimerie nationale - Souligne les publications d'art et d'histoire de l'Imprimerie nationale précieuses pour les bibliophiles du monde entier - Se déclare favorable à l'adoption du budget de l'Imprimerie nationale.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** - *Nouvelle lecture* [n° **125 (83-84)**] - (15 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4280) : modification en deuxième lecture du texte de l'Assemblée nationale - Doctorat - Habilitation à diriger des recherches - Délivrance du titre de docteur - Election des conseils scientifiques - Collège unique - Responsabilité spécifique des professeurs - Regrette le recours à la question préalable - Défavorable à l'adoption de ce projet.

– **Conclusions du rapport de M. Charles de Cuttoli fait au nom de la commission des lois sur sa proposition de loi organique déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la représentation des intérêts économiques, sociaux et culturels des Français établis hors de France au Conseil économique et social** [n° **102 (83-84)**] - (15 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4283) : représentation des Français de l'étranger au sein du Conseil économique et social - Modalités d'élection - Application des règles de désignation des membres du Conseil économique et social.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1983** [n° **109 (83-84)**] - (19 décembre 1983) - **Art. 12** (p. 4364) : répartition du produit des taxes affectées au service public de la radiodiffusion et de la télévision - Réduction des crédits de la société Radio-France internationale - Opposition de la majorité des sénateurs représentant les Français de l'étranger - Besoins de Radio-France internationale.

HENRY (Marcel), sénateur de Mayotte (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Education nationale - (3 décembre 1983) - (p. 3709, 3710) : retards dans le secteur éducatif à Mayotte aggravés par une forte croissance démographique - Problème de la formation des maîtres - Budget local de Mayotte rémunérant les instituteurs - Insuffisance des constructions face à la croissance des effectifs du premier degré - Nécessité de mettre en place un système complet d'enseignement technique - Absence d'établissements publics d'enseignement professionnel à Mayotte - Souhaite une contribution du ministère de l'éducation nationale combinée avec des efforts du ministère de l'agriculture et du ministère de la formation professionnelle.

Départements et territoires d'outre-mer - (6 décembre 1983) - (p. 3813) : mise en cause de la souveraineté française sur Mayotte à l'Assemblée générale des Nations unies - Inquiétude des Mahorais sur leur statut et demande de transformation en département d'outre-mer - Résistance à la tentation de l'abandon de Mayotte - Port de Longoni - Volonté des Mahorais de demeurer Français.

HERMENT (Rémi), sénateur de la Meuse (UCDP).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre de la commission consultative pour la production de carburants de substitution (décret n° 83-755 du 16 août 1983) (2 novembre 1983) (p. 2536).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **4** (2 avril 1983) (p. 3) à M. le ministre de l'agriculture : **agriculture** (orientations de la politique agricole du gouvernement) -Discutée le 10 juin 1983 (débat commun) (p. 1551 et suiv.).

n° **51** (10 mai 1983) (p. 782) à M. le ministre de l'agriculture : **lait et produits laitiers** (fixation communautaire des prix des produits laitiers) - Discutée le 10 juin 1983 (débat commun) (p. 1551 et suiv.).

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement : difficultés financières des collectivités locales** - (21 avril 1983) - (p. 417) : décentralisation - Dépenses de fonctionnement - Recettes de financement - Dotation globale de fonctionnement (DGF) - Ressources des collectivités locales - Concours de l'Etat - Dotation globale d'équipement (DGE) - Subventions d'équipement - Crédit agricole - Encadrement du crédit - Equipements sociaux - Conséquences d'une politique de décentralisation au rabais.

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53(82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - (4 mai 1983) - **Art. 2** (p. 623) : son amendement n° 135, soutenu par M. Roger Boileau : entrée en vigueur de la loi subordonnée aux dispositions prévues à l'article 3 ; adopté.

Suite de la discussion - (5 mai 1983) - **Art. 7** (p. 633) : son amendement n° 141, soutenu par M. Pierre Lacour : remboursement en trois ans des dettes de l'Etat envers les collectivités locales ; rejeté - **Art. 24** (p. 657) : son amendement n° 158, soutenu par M. Pierre Lacour : véritable décentralisation excluant l'accord du représentant de l'Etat dans le département pour la création, l'extension ou les aménagements des collèges ; retiré - Son amendement n° 159, soutenu par M. Pierre Lacour : véritable décentralisation excluant l'accord du représentant de l'Etat pour l'implantation des lycées ; retiré.

– **Questions orales avec débat jointes : politique agricole** - (10 juin 1983) - (p. 1556, 1557) : accords entérinés à Bruxelles le 17 mai 1983 - Prix du lait : fixation tardive et demande de compensation pour les producteurs ; insuffisante augmentation du prix indicatif ; effet négatif des montants compensatoires monétaires (MCM) - Rapport de M. Edgard Pisani - Encombrement du marché national - Fiscalité agricole et imposition de l'outil de production - Intempéries récentes et baisse de la production laitière dans le département de la Meuse ; solidarité professionnelle - Difficulté de constitution des stocks d'alimentation animale - Risque de baisse de la production et de conséquences économiques graves - Demande d'indemnisation par le Fonds de garantie des calamités agricoles et de diverses mesures financières ou fiscales - Appel à la solidarité nationale.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - IV - Plan, aménagement du territoire, économie sociale - (24 novembre 1983) - (p. 3285) : politique de rééquilibrage entre les régions - Décentralisation - Contrats de Plan Etat-régions - Rôle de la DATAR - Cas particuliers du département de la Meuse : désertification ; difficultés conjoncturelles - Solutions proposées : modernisation des activités économiques ; encouragement de la décentralisation tertiaire ; attrait d'activités économiques nouvelles ; amélioration des conditions de vie des populations - (p. 3286) : mise en valeur et protection des ressources naturelles - Politique de l'environnement - Réhabilitation de l'habitat rural - Réalisation d'une grande liaison Nord Pas-de-Calais Lorraine - Amélioration de la qualification de la main-d'oeuvre - Désaccord entre le discours et l'action.

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3590) : revenus des producteurs de lait - Conditions climatiques - Montants compensatoires monétaires (MCM) négatifs - Exploitations familiales - Politique agricole commune (PAC) - Production laitière et emploi - Attitude de la Grande-Bretagne - Fiscalité agricole - Hydraulique agricole - Vote défavorable sur ce budget.

HERNU (**Charles**), *ministre de la défense* (nommé le 22 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 23 mars 1983, p. 882].

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **413** de M. Christian Poncelet : **militaires** (situation des soldats engagés au Tchad et au Liban) (16 décembre 1983) (p. 4321, 4322).

n° **441** de M. Robert Pontillon : **armes et munitions** (non-éligibilité au crédit de certains matériels militaires destinés à l'exportation) (16 décembre 1983) (p. 4323).

n° **445** de M. René Martin : **entreprises publiques** (position du Gouvernement sur la restructuration de l'usine Rhône-Poulenc-Films de Mantes-la-Ville) (16 décembre 1983) (p. 4320, 4321).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant le code du service national** [n° 319 (82-83)] - (7 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1426) : rénovation du service national - Maintien du principe de la conscription, fondement de la politique de défense, et refus de l'armée de métier - Loi de programmation militaire - Aspiration des jeunes Français - Forces françaises au Liban - Trente mesures en faveur des appelés décidées en 1981 : revalorisation et hiérarchisation du prêt des appelés ; prime de service ; situation des Forces françaises en Allemagne (FFA) ; indemnité spéciale - (p. 1427) : permissions supplémentaires ; conditions de transport ; report d'incorporation des pharmaciens et dentistes ; règlement de discipline ; droit de réclamation ; médiation - Procédures d'affectation et réduction du temps de parcours par voie ferrée entre le lieu d'affectation et le domicile familial - Rôle des commissions de régiment ou d'unité - Allègement de la discipline - Ouverture aux femmes des corps militaires - Rôle du service national dans la lutte contre le chômage - Possibilité d'appel anticipé - Abaissement progressif de l'âge d'appel et de l'âge du recensement - Rajeunissement - Possibilité de dispense pour les jeunes chefs d'entreprises ; rôle des commissions régionales - Possibilité de libération anticipée pour les jeunes gens dont l'activité est essentielle pour la collectivité - Création d'un volontariat pour un service long - (p. 1428) : volontariat pour un service long et réduction éventuelle ultérieure de la durée du service - Incitations prévues : cas des élèves officiers de réserve (EOR) de la marine - Suppression du service fractionné - Expérience d'un service militaire féminin volontaire ; suppression des discriminations - Gendarmerie : gendarmes auxiliaires ; effectifs et missions ; renforcement des unités de gendarmerie départementale mais accueil par la gendarmerie mobile - Statut des objecteurs de conscience : forme d'accomplissement du service national ; sincérité des candidats attestée par l'acceptation d'un service long - Conditions d'accès au statut ; procédure et recours - (p. 1429) : durée du service des objecteurs fixée à deux ans - Modalités d'exécution du statut : utilité sociale ; gestion par le ministère des affaires sociales - Cas d'insoumission ou de désertion - Suppression de l'interdiction de toute propagande - Dispositions transitoires - Amélioration des conditions d'indemnisation des dommages survenus à l'occasion du service militaire ; droit commun des réparations civiles - Service de coopération ou de l'aide technique - Harmonisation des dispositions pénales et juridictionnelles du code du service national avec la loi du 21 juillet 1982 supprimant les tribunaux permanents des forces armées (TPFA) - Rénovation du service militaire et défense de la patrie - (p. 1438) : attachement unanime des sénateurs à la conscription, rappelé par M. *Jacques Chaumont*, rapporteur - Précision demandée par MM. *Jean Garcia* et *Louis Longequeue* sur la conception de défense globale - Débat sur l'armée de métier - Durée du service militaire - Arrière-pensées supposées du Gouvernement et rappel des trente mesures pour les appelés annoncées en 1981 - Loi de programmation militaire - Emploi des jeunes à l'issue du service national - Formation professionnelle - Nécessités de la défense - Préparation militaire avant le service et périodes de réserve - Craintes exprimées par MM. *Jacques Chaumont*, rapporteur, et *Roger Poudonson* sur le volontariat pour un service long et le risque de professionnalisation - (p. 1439) : amendement voté à l'Assemblée nationale ramenant de trois à deux ans la durée maximale du service - Cas prévu de résiliation du volontariat - Solde du volontaire ; priorité pour la réserve d'emploi - Effectif des gendarmes et des gendarmes mobiles ; seuil d'effectif d'appelés affectés dans la gendarmerie : gendarmes auxiliaires ; écoles de gendarmes de Tulle, du Mans et de Melun - Missions confiées aux gendarmes auxiliaires ; renforcement des gendarmeries départementales ; exclusion d'opérations de rétablissement de l'ordre - Objection de conscience : information et propagande - Réparation des préjudices subis en service ; extension souhaitée aux autres formes du service national et aux militaires de carrière ; impossibilité de cette généralisation ; crédits nécessaires

inscrits au budget de 1984 - Formation sportive, civique et intellectuelle, évoquée par M. *Albert Voilquin* - Relations avec le ministère de l'éducation nationale - (p. 1440) : relations entre l'éducation nationale et l'armée : visite de lycéens sur des terrains militaires ; protocole signé avec le ministère du temps libre, de la jeunesse et des sports sur la place du sport dans les armées - Citation de Gandhi sur les nécessités de la défense - **Art. 1** (p. 1442) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (formes du service national : suppression du service des objecteurs de conscience) - S'oppose à l'amendement n° 2 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (réaffirmation de la durée de douze mois du service actif légal) - (p. 1444) : durée du service des objecteurs de conscience, évoquée par M. Etienne Dailly - Eventualité d'un recours devant le Conseil constitutionnel - (p. 1445) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Charles Pasqua, soutenu à titre personnel par M. Jacques Chaumont (rétablissement de la fixation de l'âge d'appel à dix neuf ans) - Effectifs de l'armée de terre - Abaissement de l'âge d'appel et entrée des jeunes dans la vie active - (p. 1446) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (procédure d'agrément des candidatures pour l'aide technique et report d'incorporation : rétablissement de la commission présidée par un conseiller d'Etat) - (p. 1447) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 12 de M. Paul Robert (pouvoir d'appréciation de la commission régionale de dispense pour les jeunes gens travaillant sur l'exploitation familiale en cas de difficulté locale d'embauche) -Demande le retrait de l'amendement n° 13 de M. Paul Robert (cas de dispense pour les jeunes gens agriculteurs, commerçants ou artisans, chefs d'exploitation ou d'entreprise) - Champ d'application des nouvelles dispositions : inclusion des chefs d'exploitations agricoles - (p. 1448) : demande le retrait de l'amendement n° 4 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (suppression du paragraphe renvoyant à un décret en Conseil d'Etat la détermination des possibilités nouvelles de libération anticipée) - Cas envisagés : exemple des tornades observées dans le Massif Central au cours de l'hiver 1982-1983 - S'oppose à l'amendement n° 9 de M. Pierre Croze, soutenu par M. Charles de Cuttoli (possibilité de dispense du service national actif pour les jeunes Français résidant à l'étranger et venant accomplir en France des études supérieures) - (p. 1449) : demande le retrait de l'amendement n° 8 de M. Charles de Cuttoli (conditions d'appel différé au service national actif : consultation du Conseil supérieur des Français de l'étranger) - Discussion au Sénat de la proposition de loi Robin - Avis du Conseil d'Etat : disposition réglementaire - Accepte l'amendement n° 10 de M. Pierre Matraja (peines d'emprisonnement) - (p. 1450) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 5 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (réparation des dommages subis à l'occasion du service : extension aux diverses formes du service national) - En réponse à M. Jacques Chaumont, rapporteur, intervient sur le paragraphe relatif au volontariat pour un service prolongé : effectifs souhaités ; formation professionnelle ; éventualité d'une résiliation du volontariat - (p. 1451) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (réduction du taux d'appelés affectés à la gendarmerie) - Rôle de la gendarmerie comme arme militaire ; défense opérationnelle du territoire (DOT) - Gendarmes d'active et gendarmes auxiliaires - Formation civique - Gendarmerie mobile et gendarmerie départementale - Age des appelés et majorité civile - (p. 1452) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (maintien de l'interdiction de propagande en faveur de l'objection de conscience) - Information sur la loi.

– **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988** [n° 336 (82-83)] - (14 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1584) : indépendance de la France - Rapports Nord-Sud - Politique de défense fondée sur la dissuasion - Action en faveur du désarmement - Décision de l'OTAN de 1979 sur l'ouverture de négociations en vue d'un désarmement nucléaire - Conférence sur le désarmement en Europe souhaitée par la France - Protocole de Genève sur la non utilisation des armes chimiques - Euromissiles - Instabilité de l'environnement international - Aggravation de la crise économique internationale - Missions des forces françaises : défense du territoire national ; maintien de la liberté de la nation ; participation à la défense de l'Europe ; exécution des accords de défense avec des pays amis ; protection des ressortissants ; participation à des actions internationales pour le maintien de la paix - (p. 1585) : projet complétant la loi du 19 juin 1976 - Maintien de la priorité donnée aux forces nucléaires - Modernisation des forces conventionnelles dans un souci de cohérence interarmées - Augmentation du nombre des sous-marins lanceurs d'engins (SNLE) - Devenir des différents corps d'armée : armée de terre, marine nationale, armée de l'air et gendarmerie - Rappel des étapes du vote de la précédente loi de programmation militaire - (p. 1586) : crédits consacrés à l'équipement des forces nucléaires - Devenir des SNLE - Transformation des Mirage IV pour recevoir des missiles air-sol moyenne portée (ASMP) - Modernisation des forces nucléaires tactiques - Développement du système Hadès - Précisions sur la portée du missile ASMP demandées par M. *Jean Lecanuet*, président de la commission des affaires étrangères - Bombe à neutrons - Diminution globale des effectifs civils et militaires de la défense - Maintien des emplois existants - (p. 1587) : importance des crédits d'équipement des forces conventionnelles - Forces stationnées en République fédérale d'Allemagne (RFA) - Rôle de la force d'action rapide (FAR) - Réorganisation de l'armée de terre : constitution d'une unité aéro-mobile ; accroissement de la puissance de feu ; polyvalence des forces - Commande de porte-avions à propulsion nucléaire pour la marine nationale - Engagement du programme d'avions de patrouille maritime - Commande de sous-marins nucléaires d'attaque - Acquisition par l'armée de l'air d'avions de détection aéroportés - Maintien de la sécurité publique par la gendarmerie - (p. 1588) : effort en faveur du logement des gendarmes, de leur équipement en moyens logistiques et en armes modernes - Souci de ne pas faire peser l'austérité sur les forces armées - Dépenses militaires jouant un rôle d'entraînement dans la vie économique du pays - Indépendance nationale - Respect des alliances - Autonomie des décisions - Souhaite l'adoption de ce projet par la Haute-Assemblée - (p. 1591, 1592) : défense permanente du territoire français - Défense des intérêts de la France ne se limitant pas à l'Europe - Exemple précédent de Cuba et de Berlin - FAR - Utilisation des armes nucléaires stratégiques ou tactiques relevant d'une décision politique - (p. 1600) : problème du découplage entre l'arme nucléaire tactique et l'armement conventionnel, évoqué par M. *Jean Lecanuet* - Rôle d'avertissement de la frappe nucléaire tactique avant tout déclenchement de la force nucléaire stratégique - (p. 1603) : bombe à neutrons évoquée par M. *Michel d'Aillières* - Etudes et essais maintenus - (p. 1604) : importance du missile Hadès - (p. 1606) : achat d'avions Awacs, préconisé par M. *Serge Boucheny* - (p. 1611) : satisfait du débat devant la Haute-Assemblée - (p. 1612) : regrette le ton professoral de M. *Yvon Bourges* - Participation du peuple français à l'effort de défense - Maintien de la conscription - Accès des femmes à la fonction militaire - Souci de renforcer l'esprit de défense chez chaque Français - Nouvelle formation des hommes : réforme de l'école de Saint-Cyr - Souci du Gouvernement de respecter les engagements pris dans la présente loi de programmation - (p. 1613) : prise en compte de l'inflation - Priorité budgétaire accordée à la défense - Effort de modernisation des forces conventionnelles - Mise en service de matériels performants - Prise en compte du caractère qualitatif de l'armement français - Cohérence entre le montant des crédits de paiement et celui des autorisations de programme - Réduction des frais de fonctionnement au profit des dépenses d'équipement - (p. 1614) : amélioration des conditions de travail et de la formation professionnelle des personnels d'active - Diminution des effectifs de l'armée de terre - Maintien du volume des exercices des armées - Répartition des crédits entre les différentes sections - Impact de la défense sur l'économie française : création d'emplois dans l'industrie ; activité soutenue dans les

secteurs de l'aéronautique, des constructions navales et de l'armement terrestre - (p. 1615) : modernisation des arsenaux - Effort de recherche - Composition et rôle de la FAR - Réforme de l'armée de terre évoquée par M. *Jacques Genton* - Déséquilibre en Europe du fait du surarmement des pays du Pacte de Varsovie - Système Hadès - Couplage entre l'armement nucléaire tactique et l'armement nucléaire stratégique - (p. 1616) : respect des délais de mise en place des programmes, contrairement à l'opinion de M. *Jean Lecanuet* - Remplacement du Foch non envisagée dans le présent texte - Défense du patrimoine national - Souhaite l'adoption de ce texte par la Haute-Assemblée.

Nouvelle lecture [n° **426 (82-83)**] - (23 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1846) : consensus des sénateurs sur les principes de la défense nationale française - (p. 1847) : progression des crédits - Unité nucléaire tactique ; missile Hadès : Pluton - Dissuasion - Forces conventionnelles - Force d'action rapide (FAR) : indépendance vis-à-vis de l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) - Demande le vote de ce projet - (p. 1848) : mise en cause par M. *Jean Lecanuet,* président de la commission des affaires étrangères, d'un article paru dans le bulletin « Informations Terre » rédigé par le chef d'état-major de l'armée de terre - Article 34 de la Constitution ; domaine réglementaire et organisation des armées - Maquette de l'armée de terre.

– Projet de loi modifiant le code du service national - *Nouvelle lecture* [n° **425 (82-83)**] - (23 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1850) : service des objecteurs de conscience ; information relative au statut - Incorporation d'appelés dans la gendarmerie - Sélection des candidats à l'aide technique ou à la coopération ; scientifiques du contingent - Dispenses éventuelles : cas des jeunes agriculteurs et jeunes chefs d'entreprises - **Art. 1 :** *Art. L. 1 du code du service national* (p. 1851) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (suppression de l'inclusion du service des objecteurs de conscience dans le service national) - *Art. L. 2 :* s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (rétablissement du texte initial du Gouvernement) - *Art. L. 32* (p. 1852) : demande le retrait de l'amendement n° 5 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (dispense du jeune chef d'entreprise ne pouvant être remplacé dans ses fonctions) - Etude cas par cas ; avis de l'inspecteur du travail - *Art. L. 74 :* s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (pourcentage d'appelés dans la gendarmerie) - Mission de la gendarmerie - Lutte contre le terrorisme - - écoles de gendarmes auxiliaires - *Après l'art. L. 116-8 :* s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (interdiction de la propagande sur le statut d'objecteur de conscience).

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Défense et service des essences - (2 décembre 1983) - (p. 3642) : tensions internationales et enjeu pour l'Europe - (p. 3643) : participation de la France à l'Alliance atlantique ; autonomie de sa capacité de dissuasion nucléaire ; indépendance nationale - Action diplomatique - Interventions françaises au Tchad et au Liban - Attentats de Beyrouth et bombardement de représailles près de Baalbek - Actions humanitaires : échange de prisonniers - Multiplication des conflits internationaux - Intervention américaine à la Grenade - Interruption des négociations de Genève - (p. 3644) : projet de budget pour 1984 : progression des crédits ; loi de programmation militaire pour 1984-1988 ; priorité à l'investissement - Investissement nucléaire : forces nucléaires stratégiques : sixième sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) ; plateau d'Albion ; avions Transall ; missile air-sol moyenne portée (ASMP) - Armement nucléaire tactique : composante aérienne ; système Hadès - Crédits de recherche : char futur - Forces conventionnelles : armée de l'air : Mirage 2000 - (p. 3645) : marine ; armée de terre : chars AMX ; gendarmerie nationale : véhicules ; équivalents unités logements ; véhicules blindés VBC - Crédits de fonctionnement : rémunérations et charges sociales - Carburants : évolution du prix du baril de pétrôle ; prévision de consommation pour l'armée de terre, la marine et l'armée de l'air ; économies d'énergie - Autres crédits de fonctionnement : crédits d'alimentation du contingent ; entretien programmé du matériel ; dépenses d'entretien et de vie courante des trois armées - Plan de resserrement des effectifs par réduction des recrutements - (p. 3646) : service national : expérimentation du service long ; rapprochement des appelés de leur domicile ; utilisation des compétences professionnelles - Concertation avec les cadres d'active - Mesures prises à l'égard des familles des soldats morts au Liban : pension de réversion des veuves de militaires tués en opérations extérieures ; versement d'une allocation aux parents des victimes célibataires - Gendarmes : prise en compte dans la pension de retraite de l'indemnité de sujétions spéciales de police - Concertation avec les retraités militaires - Armement : contrats de plan avec les grandes entreprises ; délégation générale pour l'armement (DGA) ; coopération internationale ; accords avec des pays en voie de développement - Coopération militaire européenne : hélicoptère futur de combat ; préparation avec la République fédérale d'Allemagne et le Royaume Uni de l'avion de combat tactique ; accords avec divers autres pays européens - Défense européenne - Crise de l'Europe - Pacifisme - Appel à un large soutien à la politique de défense de la patrie - (p. 3661) : réaffirmation de la solidarité gouvernementale, mise en doute par M. *Jean Lecanuet,* président de la commission des affaires étrangères - (p. 3662) : conceptions de l'opposition en matière de défense : division manifestée à l'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) - Déclaration publiée à l'issue de la rencontre entre le parti communiste et le parti socialiste - (p. 3674) : réponse aux divers intervenants - Réorganisation de l'armée de terre - (p. 3675) : nécessité de la réforme de l'armée de terre : mission élargie ; concept stratégique - Force d'action rapide (FAR) : composition ; rôle des hélicoptères et couplage avec les chars futurs de combat ; intervention éventuelle outre-mer : Tchad et Liban ; défense du territoire national ; intervention éventuelle en Europe - Moyens de transport de la FAR, évoqués par plusieurs orateurs - Etablissement sur l'ensemble du territoire - Localisation des diverses divisions - (p. 3676) : divisions blindées - Composition des trois corps d'armée - Renforcement du corps de bataille - Systèmes Hadès et Pluton - Répartition des armes nucléaires tactiques - Défense opérationnelle du territoire (DOT) - Missions de la gendarmerie - Défense civile et rôle des réservistes - (p. 3677) : travaux du conseil d'étude des réserves - Protection civile - Diminution des effectifs prévue par la loi de programmation militaire et absence de bouleversement du dispositif des armées françaises - Suppressions ou transferts de garnisons prévus - Ecole des pupilles de l'air de Grenoble - Amélioration des casernements - Montant des crédits de recherche et part des études nucléaires - Compétence de la défense civile : Premier ministre et ministre de l'intérieur ; rapport Bonnefous Marcellin de 1980 : recensement des abris ; rôle éventuel des réserves françaises dans la défense civile - Suppression du compte de commerce de casernement, évoquée par M. *Jean Francou,* rapporteur spécial : accord du ministère de l'économie sur le rattachement au budget de la défense par la procédure des fonds de concours - Intégration de l'indemnité de sujétions spéciales de police dans le traitement servant de base de calcul à la retraite des gendarmes ; étalement sur quinze ans - (p. 3678) : effort considérable consenti en faveur des gendarmes ; propos démagogiques tenus par certaines associations ; révision des pensions ; financement de cette mesure ; distinction entre policiers et gendarmes et non parité - Coût des opérations extérieures au Tchad et au Liban, évoqué par MM. *Albert Voilquin, Jean Lecanuet, Louis Longequeue* et *Serge Boucheny :* montant des dépenses ; collectif budgétaire ; économies réalisées en 1983 sur les crédits de fonctionnement ; absence de prélèvement sur les crédits d'équipement - Détermination du Président de la République et du Gouvernement - Demande l'adoption du budget

- **Art. 116** (p. 3681) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements identiques n° 176 de M. Jacques Genton et n° 178 de M. Michel Caldaguès, rapporteur pour avis (étalement sur dix ans au lieu de quinze du plan d'intégration de l'indemnité de sujétions spéciales de police dans le traitement de base servant au calcul des pensions de retraite) - **Après l'art. 116** (p. 3682) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 177 de M. Jacques Genton (conditions d'attribution d'une pension de réversion au taux de 100 % : substitution à la notion de décès au cours d'une opération de police, de la notion de décès dans l'exercice des fonctions de police administrative ou de police judiciaire) - Estime sans objet l'amendement n° 179 de M. Yvon Bourges (taux de 100 % de la pension de réversion aux veuves de gendarmes tués au cours d'opérations : application rétroactive à compter du 10 mai 1981) - Rétroactivité déjà accordée.

HERVE (Edmond), *secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé* (nommé le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 25 mars 1983, p. 907].

DÉPÔTS

Projet de loi relatif à la situation des candidats admis au concours interne d'adjoint des cadres hospitaliers, organisé dans le département de l'Essonne les 14 octobre et 18 novembre 1976 [n° **20** (**83-84**)] (13 octobre 1983) - **Examens, concours et diplômes.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **212** de M. Jean Cluzel : **mines et carrières** (gisement polymétallique d'Echassières (Allier) (15 avril 1983) (p. 303, 304).

n° **315** de M. Jean Chérioux : **sécurité sociale (prestations)** (diminution du remboursement de médicaments de consommation courante) (8 avril 1983) (p. 155 et suivantes).

n° **316** de M. Jean Cluzel : **santé publique** (politique du thermalisme) (15 avril 1983) (p. 304, 305).

n° **334** de M. Camille Vallin : **industrie chimique** (fermeture d'un vapocraqueur de la raffinerie de Feyzin) (15 avril 1983) (p. 302, 303).

n° **342** de M. Adrien Gouteyron : **médecine (enseignement de la)** (réforme des études médicales) (26 avril 1983) (p. 466 et suivantes).

n° **375** de M. Jacques Pelletier : **herboristerie** (restauration du diplôme d'Etat d'herboristerie) (17 juin 1983) (p. 1791).

n° **393** de M. Georges Mouly : **handicapés (travail et reclassement)** (insertion des handicapés en milieu ordinaire de travail) (17 juin 1983) (p. 1792).

n° **396** de M. Gérard Delfau : **comités d'entreprise** (comité d'entreprise : paiement des heures de délégation aux représentants syndicaux) (14 octobre 1983) (p. 2316, 2317).

n° **402** de M. Jean Béranger : **handicapés** (coût pour les familles des loisirs des handicapés gardés à domicile) (14 octobre 1983) (p. 2317, 2318).

INTERVENTIONS

– **Questions au Gouvernement, de MM. Michel Miroudot, Michel Alloncle et Félix Ciccolini : situation dans les milieux médicaux** - (21 avril 1983) - (p. 412) : évolution de la démographie médicale et adaptation du système hospitalier - Médecine générale - Formation - Statut des médecins hospitaliers - (p. 413) : contrat de concertation avec les partis prenantes du monde de la santé - Planification hospitalière - Grève des soins - Devoirs à l'égard des malades et de la nation.

– **Question au Gouvernement, de M. Robert Schwint : conflits sociaux dans les établissements hospitaliers** - (19 mai 1983) - (p. 941) : grève dans les centres hospitaliers universitaires (CHU) et les centres hospitaliers régionaux (CHR) - Contrat de concertation - Statut des médecins - Planification hospitalière - Statut hospitalo-universitaire - (p. 942) : service minimum - Rôle du directeur - Conséquences financières de la grève des internes et des chefs de clinique.

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier** [n° **9** (**83-84**)] - (17 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2973) : adaptation du système de santé à l'avenir - Réforme des études médicales : généralisation de l'internat - Maîtrise de la démographie médicale - Situation juridique du médecin hospitalier : statuts multiples ; absence de sécurité professionnelle ; absence de carrière - (p. 2974) : budget global - Système du prix de journée - Concertation avec la profession - Objectifs du projet : responsabilité et consultation - Mise en oeuvre du principe de la départementalisation - Attributions du directeur de l'hôpital - (p. 2975) : exercice de la tutelle - Réforme des syndicats interhospitaliers - Rôle de la commission médicale consultative - Remembrement du secteur hospitalier - (p. 2981, 2982) : respect du principe de la continuité de l'Etat - Lecture de plusieurs circulaires du précédent gouvernement, relatives aux dépenses hospitalières - (p. 2993) : question à M. *Guy Cabanel* : différence entre les compétences proposées du conseil d'administration des hôpitaux et les compétences de ces mêmes conseils définies par la loi de décembre 1970.

Suite de la discussion - (18 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 3025) : devoir du Gouvernement de privilégier la santé - Hôpital, cellule institutionnelle de base du régime directement concerné par la planification - Croissance des dépenses - Chute des recettes - (p. 3026) : groupements interhospitaliers ne se décrétant pas, en réponse à M. *Jean Chérioux* - Réconciliation nécessaire de la médecine de ville avec la médecine hospitalière - Instauration du temps partiel et organisation d'alternatives à l'hospitalisation - Caractère consultatif du conseil de département - Rappel du rôle de la commission médicale consultative et des comités techniques paritaires - Absence de cogestion dans ce projet - Problème de la départementalisation évoqué par M. *Charles Bonifay* - (p. 3027) : compétence et élection constituant le pilier de la démocratie et du bon fonctionnement des hôpitaux - Rôle du monde infirmier rappelé par M. *Robert Schwint* - Cas de l'hôpital de Roubaix évoqué par M. *Arthur Moulin* - Attachement de M. *Hector Viron* à la Charte de santé partagé par le Gouvernement - Problème de la représentation du personnel au sein des conseils d'administration - **Art. 1** (p. 3028) : accepte l'amendement n° 1 de M. Jean Chérioux, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif aux modalités de constitution des syndicats interhospitaliers), et sur cet amendement, le sous-amendement n° 31 de M. Claude Huriet (suppression de l'alinéa relatif à la fixation par décret de la composition du bureau et du mode de désignation de ses membres) - **Avant l'art. 5** (p. 3030, 3031) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Jean Chérioux, rapporteur (article additionnel tendant à définir les services) et sur cet amendement aux sous-amendements, n° 64 de M. Guy Cabanel (possibilité d'une remise en cause du chef de service), n° 72 de M. Henri Collard (possibilité pour les chefs de service ou les chefs de département de donner une évaluation des soins) et n° 33 de M. Claude Huriet (assistance du chef de service dans sa gestion, par un cadre infirmier nommé par le directeur sur proposition du responsable infirmier de l'établissement) - Projet rendant obligatoire le principe de la départementalisation - Organisation de la décentralisation - Compétence du chef de département dans le domaine de l'organisation et du

chef de l'unité fonctionnelle dans le domaine technique médical - Favorable à un surveillant-chef infirmier, conseil des départements consultatif devant comprendre un collège représentant le personnel infirmier - **Art. 5** (p. 3034) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Jean Chérioux (définition de la notion de département) et sur cet amendement, au sous-amendement n° 35 de M. Claude Huriet (coordonateur assisté d'un cadre infirmier nommé par le directeur sur proposition du responsable infirmier de l'établissement) et aux amendements de M. André Méric n° 51 (organisation du département en unités fonctionnelles) et n° 52 : participation des sages-femmes à l'élection du chef de département) - Accepte l'amendement n° 50 de M. André Méric (création de départements d'information médicale) - **Art. 7** (p. 3038) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression ou diminution des prévisions de dépenses par le représentant de l'Etat en tenant compte des besoins de la population et des impératifs nationaux) - (p. 3039) : texte précisant le cadre de référence de l'intervention de l'autorité de tutelle - Absence de référence à la production intérieure brute - S'oppose à l'amendement n° 16 de M. Jean Chérioux, rapporteur (procédure d'approbation du budget) - Et sur cet amendement, au sous-amendement n° 53 de M. André Méric (suppression du premier alinéa relatif au taux d'évolution des dépenses hospitalières arrêté par les ministres intéressés au plus tard le 1er octobre de l'année précédant l'exercice) - (p. 3040) : s'oppose aux amendements de M. Jean Chérioux, rapporteur, n° 17 (possibilité pour le président du conseil d'administration de présenter oralement ses observations à la chambre régionale des comptes et possibilité d'être assisté par le directeur de l'établissement) et n° 18 (en cas d'écart du représentant de l'Etat des propositions de la chambre régionale des comptes, possibilité d'assortir sa décision d'une motivation explicite) - **Art. 8** (p. 3042) : désaccord avec l'expression « déontologie médicale » - (p. 3043) : demande la réserve de l'article 8 - **Art. 10** (p. 3044) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Jean Chérioux, rapporteur (maintien de l'obligation faite à la commission médicale consultative d'établir un rapport sur l'évaluation des soins) et sur cet amendement, aux sous-amendements n° 44 de M. Claude Huriet (préservation du secret médical) et n° 73 de M. Henri Collard (établissement d'un rapport sur l'évaluation des soins par la commission médicale consultative après examen des rapports des différents services ou départements) - **Art. 8** *(suite)* (p. 3060) : son amendement n° 74 : nouvelle rédaction de cet article relatif aux pouvoirs du directeur ; adopté - (p. 3061) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Jean Chérioux, rapporteur (insertion d'un nouvel alinéa relatif aux conditions d'élaboration du budget) - **Art. 12** (p. 3062) : se déclare favorable à l'amendement n° 27 de M. Jean Chérioux, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif au principe du contrôle de la légalité pour les marchés) - **Vote sur l'ensemble** (p. 3065) : qualité du personnel médical et chirurgical nécessitant des réformes telles que celles de la départementalisation ; des alternatives à l'hospitalisation ; un nouveau dialogue entre la médecine de ville et l'hôpital - Nécessité de développer la chirurgie de jour - Evolution des sciences et des techniques rendant nécessaire des relations entre le directeur et le médecin.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale - (26 novembre 1983) - (p. 3349) : rigueur - Budgets hospitaliers - Nombre de journées d'hospitalisation - Techniques diagnostiques et thérapeutiques - Alternatives à l'hospitalisation - Départementalisation - Statut des médecins hospitaliers - Centres hospitaliers et universitaires (CHU) - Centres hospitaliers régionaux (CHR) - Prévention et protection de la santé - (p. 3350) : recherche médicale - Industries biomédicales - Alcoolisme et toxicomanie - Hygiène - Sectorisation psychiatrique - Service d'aide médicale urgente (SAMU) - « Centres 15 » - Comité français de l'éducation pour la santé - Comités consultatifs régionaux de promotion de la santé - Institut Curie et service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI) - Médicament - Formation professionnelle initiale et continue - (p. 3351) : rénovation du parc hospitalier - Procédures de planification - Capacité hôtelière - Implantation d'équipements lourds - Etablissements d'hébergement pour les personnes âgées - Préparation de l'avenir - (p. 3380) : formation continue des médecins, des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes - Comités départementaux de prévention ; composition de ces comités - Mutualité sociale agricole (MSA) - Budget global des hôpitaux - Maîtrise de la progression des dépenses hospitalières - (p. 3381) : liste des communes ayant consenti des garanties d'emprunts aux hôpitaux - Statut des médecins hospitaliers - Comité supérieur des hôpitaux - Emploi - Coordination et planification au plan régional et inter-régional - Sécurité et qualité du service public dans les maternités - Exemple de l'établissement hospitalier de Vichy - Prix de journée pour les hôpitaux locaux en 1984 - Hôpitaux ruraux - Garde des enfants malades et contrats crèches types - Service d'accueil des parents isolés - Droits des usagers de l'aide sociale à l'enfance - Pupilles de l'Etat - Adoption - (p. 3382) : vie familiale et vie professionnelle - Crèches - Centres sociaux - Prestations familiales - Concertation sur l'allocation aux jeunes enfants - Congé parental - Temps partiel.

– Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier - *Deuxième lecture* [n° **96 (83-84)**] - (16 décembre 1983) - **Discussion générale** - (p. 4331) : accord sur l'organisation des syndicats interhospitaliers et sur les rapports entre directeurs et médecins - Désaccord sur la départementalisation - Futur projet de réforme du système de santé - **Art. 4** *bis* (p. 4334) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jean Chérioux, rapporteur (rétablissement de cet article relatif à l'organisation en services des établissements d'hospitalisation publics) - Départementalisation - **Art. 7** (p. 4339) : accepte l'amendement n° 8 de M. Jean Chérioux, rapporteur (exercice de la tutelle du représentant de l'Etat sur les établissements hospitaliers publics).

Nouvelle lecture [n° **166 (83-84)**] - (21 décembre 1983) - **Discussion générale** - (p. 4499) : fidélité du Gouvernement aux principes qui ont structuré le projet de loi déposé devant le Sénat.

– Projet de loi ratifiant et modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **153 (83-84)**] - (21 décembre 1983) - **Discussion générale** - (p. 4508) : satisfaction des travaux parlementaires précédents et remerciements aux membres de la commission mixte paritaire.

HOEFFEL (Daniel), sénateur du Bas-Rhin (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2

février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale (3 mai 1983) (p. 585).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois (24 mai 1983) (p. 1071).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant droits et obligations des fonctionnaires (27 juin 1983) (p. 2020).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (13 décembre 1983) (p. 4127).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (14 décembre 1983) (p. 4243).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (15 décembre 1983) (p. 4275).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° **148 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois [n° **207 (82-83)**] (6 avril 1983) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **268 (82-83)**] relatif aux candidats admis au deuxième concours interne d'entrée à l'Ecole nationale d'administration [n° **271 (82-83)**] (27 avril 1983) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Rapport d'information fait, au nom de la commission des lois, sur la fonction publique [n° **322 (82-83)**] (18 mai 1983) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **291 (82-83)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois [n° **323 (82-83)**] (18 mai 1983) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **301 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, portant droits et obligations des fonctionnaires [n° **324 (82-83)**] (18 mai 1983) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois [n° **340 (82-83)**] (25 mai 1983) -**Fonctionnaires et agents publics.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **415 (82-83)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant droits et obligations des fonctionnaires [n° **431 (82-83)**] (23 juin 1983) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant droits et obligations des fonctionnaires [n° **448 (82-83)**] (28 juin 1983) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, portant droits et obligations des fonctionnaires [n° **473 (82-83)**] (30 juin 1983) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **7 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° **82 (83-84)**] (30 novembre 1983) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° **163 (83-84)**] (20 décembre 1983) -**Fonctionnaires et agents publics.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **178 (83-84)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° **180 (83-84)**] (22 décembre 1983) - **Fonctionnaires et agents publics.**

INTERVENTIONS

– Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non-titulaires occupant de tels emplois [n° 148 (82-83)] - (12 avril 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 169) : fragilité du statut juridique des auxiliaires - Importance du nombre des agents non titulaires de l'Etat - Rappel de diverses tentatives de résorption de l'auxiliariat - Statut des fonctionnaires - (p. 170) : exceptions à la règle visant à écarter les non titulaires des emplois publics - Limites à ces exceptions : organisation de deux concours ; contrats à durée déterminée pour les non titulaires - Maintien de l'auxiliarat dans certaines administrations, notamment les PTT - Conséquences financières de l'intégration des non titulaires - Recours contestable à de nombreux décrets ultérieurs : conditions de l'intégration des non titulaires ; liste des établissements publics exclus du champ d'application de la loi - Situation des agents travaillant à la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) et des assistants de justice - Lenteur du plan de titularisation - Indice de reclassement - Plafonnement de la garantie de maintien des rémunérations - Validation des années de service en vue du calcul de la retraite - Refus d'intégration pour inaptitude physique - Changement d'affectation ou mutation - Modalités d'intégration des contractuels - Perturbations des perspectives de carrière en raison d'une intégration massive - (p. 171) : résorption de l'auxiliariat : principe positif du projet - Nombreux amendements déposés par la commission des lois - **Art. 1** (p. 177) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 19 de M. Pierre Vallon (titularisation des membres de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) - (p. 178) : son amendement n° 1 : remplacement des fonctionnaires ; adopté - Son amendement rédactionnel n° 2 ; adopté - Son amendement de coordination n° 3 ; adopté - **Art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 26 de MM. Stéphane Bonduel et Jean Béranger (précisions relatives au recrutement de contractuels) - S'oppose à l'amendement n° 42 de M. Yves Le Cozannet (recrutement de contractuels : suppression de la durée maximale de six ans) - (p. 179) : accepte l'amendement

n° 27 de MM. Stéphane Bonduel et Jean Béranger (remplacement par des fonctionnaires des contractuels quittant leur poste après un délai de six ans) - **Art. 4** : son amendement rédactionnel n° 4 ; adopté - (p. 180) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 23 de M. Jacques Eberhard (conditions générales de rémunération fixées par décret pour les nouveaux contractuels) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 32 de MM. Charles de Cuttoli et Jean Chérioux, et n° 43 de M. Yves Le Cozannet (décret appliquant aux non titulaires des règles de protection sociale équivalentes à celles des fonctionnaires ; délai de publication de ce décret) - **Après l'art. 4** : demande le retrait de l'amendement n° 25 de M. Pierre Lacour (statut particulier des gardes-chasse) - **Art. 6** (p. 182) : son amendement n° 6 : conditions de titularisation des agents non titulaires à la date de la publication de la présente loi ; adopté - (p. 183) : son amendement de coordination n° 7 ; retiré au profit de l'amendement n° 13 de M. Charles de Cuttoli (titularisation des agents non titulaires en service à l'étranger et bénéficiant d'un congé) - S'oppose à l'amendement n° 44 de M. Yves Le Cozannet (réduction de la durée du stage pour les candidats à la titularisation) - S'oppose à l'amendement n° 28 de MM. Stéphane Bonduel et Jean Béranger (situation des contractuels n'ayant pas l'ancienneté requise pour prétendre à une titularisation) - S'oppose à l'amendement n° 45 de M. Yves le Cozannet (aptitudes physiques prises en compte pour la titularisation ; dérogation pour les agents en cours de naturalisation ; calendrier des intégrations et des créations d'emploi) - Souhaite des précisions en ce qui concerne la titularisation des invalides et les victimes d'une maladie professionnelle - **Art. 7** (p. 185) : accepte l'amendement n° 55 de M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat (situation de certains coopérants en service à l'étranger et prise en compte de la spécificité de leurs activités) -(p. 186) : sur cet amendement, son sous-amendement n° 60 : titularisation des enseignants des écoles françaises de l'étranger ; adopté - **Art. 4** *(suite)* (p. 186) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques précédemment réservés n° 32 de MM. Charles de Cuttoli et Jean Chérioux et n° 43 de M. Yves Le Cozannet (application aux non titulaires des règles de protection sociale équivalentes à celles dont bénéficient les fonctionnaires) - **Après l'art. 7** (p. 187) : accepte l'amendement n° 59 de M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat (possibilité de titularisation pour les agents non titulaires de recrutement local des services diplomatiques, consulaires et culturels français à l'étranger) - **Art. 8** : son amendement rédactionnel n° 10 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 46 de M. Yves Le Cozannet (appréciation de la durée du service sur la totalité de la carrière des non titulaires) - **Art. 8** *bis* : son amendement n° 11 : suppression de cet article relatif au recrutement d'enseignants associés ou invités dans les établissements d'enseignement supérieur ; rejeté - **Après l'art. 8** *bis* (p. 188) : accepte l'amendement n° 56 de M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat (possibilité de titularisation des vacataires de l'enseignement supérieur dans le cadre de la création de nouveaux postes budgétaires) - **Art. 9** : s'oppose aux amendements n° 47 de M. Yves Le Cozannet (accès direct des agents non titulaires aux grades des fonctionnaires) et n° 29 de MM. Stéphane Bonduel et Jean Béranger (examen professionnel exigé seulement pour les non titulaires ayant une ancienneté insuffisante) - (p. 189) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Charles de Cuttoli (modalités de titularisation des agents non titulaires qui servent en coopération) - S'oppose à l'amendement n° 30 de MM. Stéphane Bonduel et Jean Béranger (nouvelle composition de la commission administrative paritaire du corps d'accueil ; création d'une commission spéciale pour les corps créés) - **Art. 10** : s'oppose à l'amendement n° 57 de M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat (lors de l'intégration dans les corps d'accueil, primauté du niveau et de la nature des emplois occupés par les agents non titulaires sur les fonctions exercées) - (p. 190) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Charles de Cuttoli (services accomplis en coopération assimilés à des services effectifs accomplis dans le corps d'accueil) - **Art. 11** : accepte les amendements identiques n° 36 de MM. Charles de Cuttoli et Jean Chérioux, et n° 49 de M. Yves Le Cozannet (garantie d'emploi pour les non titulaires en place ayant refusé des propositions d'intégration) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 18 de M. Charles de Cuttoli (cas des coopérants en instance de titularisation) - **Art. 12** (p. 191) : accepte l'amendement n° 37 de MM. Charles de Cuttoli et Jean Chérioux (agents titularisés sur place, dans l'intérêt du service) - **Art. 13** : s'oppose à l'amendement n° 51 de M. Yves Le Cozannet (ancienneté prise en compte pour la nouvelle affectation des titulaires) - S'oppose à l'amendement n° 24 de M. Jacques Eberhard (prise en compte minimum de la moitié des services rendus en qualité d'agent non titulaire) - **Art. 14** (p. 192) : demande le retrait de l'amendement n° 52 de M. Yves Le Cozannet (possibilité accordée à chaque fonctionnaire de bénéficier d'une révision de sa situation personnelle : ancienneté dans un corps ou admission) - **Art. 16** : accepte l'amendement n° 40 de MM. Charles de Cuttoli et Jean Chérioux (rémunération perçue par les agents titularisés ; calcul de l'indemnité compensatrice) - **Art. 17** (p. 193) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 41 de MM. Charles de Cuttoli et Jean Chérioux, et n° 54 de M. Yves Le Cozannet (conditions de rachat des cotisations du régime des pensions civiles de l'Etat) - **Après l'art. 17** : son amendement n° 12 : décrets prévus par le projet pris dans l'année qui suit la publication de la loi ; adopté - **Art. 18** : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat (rétablissement de cet article relatif aux dispositions particulières concernant la titularisation des auxiliaires d'enseignement, d'éducation et d'orientation).

– **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières** [n° 228 (82-83)] - (19 avril 1983) - **Art. 1** (p. 359) : environnement économique international - Politique économique menée par nos partenaires européens - Groupe de l'UCDP défavorable à l'adoption de ce projet - **Explication de vote sur l'ensemble** (voir Art. 1).

– **Projet de loi relatif aux candidats admis au deuxième concours interne d'entrée à l'Ecole nationale d'administration** [n° 268 (82-83)] - (3 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 547) : décision du Conseil d'Etat - Caractère exceptionnel d'une loi de validation - Constitutionnalité de la procédure - Avis favorable de la commission - **Après l'art. unique** (p. 548) : accepte l'amendement n° 1 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (absence de prise en compte de l'inscription au second concours interne de la session de 1980 des candidats non reçus dans le décompte du nombre maximum de concours d'accès).

– **Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois** - *Deuxième lecture* [n° 291 (82-83)] - (24 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1023) : respect de la situation des fonctionnaires titulaires - Agents des organismes dotés d'un statut particulier - Agents en coopération à l'étranger - Situation des gardes-chasse et des gardes-pêche - **Art. 1** (p. 1024) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Louis Virapoullé (situation des agents des institutions *sui generis*) - **Art. 4** (p. 1025) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 5 de M. Jean Chérioux, soutenu par M. François Collet (protection sociale des fonctionnaires nouvellement titularisés identique à celle des agents titulaires de la fonction publique) - (p. 1026) : accepte l'amendement n° 4 de M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat (régimes d'assurance maladie et d'assurance vieillesse des fonctionnaires nouvellement titularisés différents de ceux des agents titulaires) - **Art. 7** (p. 1027) : son amendement n° 2 : titularisation possible des enseignants des écoles françaises de l'étranger ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Art. 10** *bis* (p. 1028) : son amendement n° 3 : suppression de cet article relatif aux dérogations, conditions et modalités d'accès aux corps d'accueil de certains personnels enseignants ; adopté.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **340 (82-83)**] - (1er juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1255) : rédaction de l'article 4 relatif aux règles de protection sociale adoptée par le Sénat en deuxième lecture retenue par la commission mixte paritaire (CMP) - Article 10 *bis* repris dans la rédaction adoptée en deuxième lecture par l'Assemblée nationale - Souhait de l'adoption par le Sénat du texte résultant des délibérations de la CMP.

– **Projet de loi, portant droits et obligations des fonctionnaires** [n° **301 (82-83)**] - (1er juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1260) : nécessité d'une adaptation de la fonction publique aux impératifs actuels - Importance dans le budget de l'Etat - Qualité et indépendance de l'agent public - Eléments positifs de ce projet : effort de codification et de mise à jour ; préservation des principes traditionnels d'égalité d'accès des citoyens aux emplois publics et de l'indépendance de l'agent public - Dispositions inquiétantes : soumission à un régime unique de quatre millions de personnes relevant des administrations de l'Etat des trois collectivités territoriales et des établissements hospitaliers - Instauration de la rigidité et de l'uniformisation - (p. 1261) : dispositions allant à l'encontre de la décentralisation - Obligations de la fonction publique passant avant les droits et inversion des valeurs exprimée par ce projet - Principe de la citoyenneté des fonctionnaires - Critiques relatives à la place accrue faite au syndicalisme de la fonction publique au détriment de la hiérarchie naturelle - Réduction de l'aptitude de la fonction publique française à faire face à sa mission - Absence de prise en considération de la spécificité des différents corps - Réorientation du pouvoir de décision risquant de compromettre l'objectivité et la neutralité - Amendements déposés par la commission destinés à préserver et à adapter les principes fondamentaux qui ont fait la réputation de la fonction publique française - **Art. 1 A** (p. 1270) : son amendement de coordination n° 48 ; réservé jusqu'à la fin de la discussion du projet de loi - **Art. 1** (p. 1272) : ses amendements n° 1 : définition du fonctionnaire ; adopté ; et n° 2 : exclusion des établissements hospitaliers du champ d'application de la loi ; adopté - **Art. 3** (p. 1273) : accepte l'amendement n° 25 de M. Pierre Schiélé (situation du fonctionnaire vis-à-vis de la collectivité) - **Art. 4** (p. 1274) : son amendement n° 3 : bonne moralité nécessaire pour avoir la qualité de fonctionnaire ; adopté - S'oppose aux amendements identiques n° 33 de Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin et n° 42 de M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat (fixation par le juge des incompatibilités pour avoir la qualité de fonctionnaire pour les personnes jouissant des droits civiques mais ayant subi une condamnation portée au bulletin n° 2 du casier judiciaire) - **Art. 5** (p. 1275) : ses amendements, n° 4 : liberté d'opinion s'exerçant dans le respect de l'obligation de réserve et de discrétion professionnelle ; adopté ; et n° 5 : recrutements distincts effectués pour certains corps dont la liste est établie par décret en Conseil d'Etat ; adopté - **Art. 6** (p. 1276) : accepte l'amendement n° 24 de M. Charles de Cuttoli (sur la liberté d'expression des fonctionnaires candidats à un mandat électif, inclusion dans la liste des organismes, du Conseil supérieur des Français de l'étranger) - Son amendement n° 6 : non affectation de la carrière des fonctionnaires du seul fait des fautes ou opinions émises par les intéressés ; adopté - **Art. 7** (p. 1277) : accepte l'amendement n° 34 de Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin (possibilité pour les organisations syndicales d'ester devant toute juridiction compétente) - Son amendement n° 7 : limitation du pouvoir de négociation des organisations syndicales à l'évolution des rémunérations et du pouvoir d'achat ; adopté - (p. 1278) : son amendement n° 8 : obligation pour les organisations syndicales de déposer leurs statuts et la liste de leurs administrateurs auprès des autorités hiérarchiques ; adopté - **Après l'art. 7** : son amendement n° 9 : participation du fonctionnaire par l'intermédiaire des organismes paritaires ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 43 de M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat (participation des fonctionnaires par l'intermédiaire des organismes) et accepte le sous-amendement n° 39 de M. Marcel Rudloff, soutenu par M. Yves Le Cozannet (extension de la compétence des organisations syndicales à l'organisation de l'action sociale) - **Art. 8** (p. 1280) : son amendement n° 10 : droit de grève devant s'exercer compte tenu des exigences spécifiques du service public ; adopté - **Art. 8** *bis* (p. 1281) : son amendement de suppression pour coordination n° 11 ; adopté - **Avant l'art. 9** : son amendement n° 12 : nouvel intitulé du chapitre III : « Chapitre III - Des carrières » ; adopté - **Art. 9** : accepte l'amendement n° 26 de M. Pierre Schiélé (grade distinct de l'emploi et de la fonction) - (p. 1282) : son amendement n° 13 : suppression du quatrième alinéa de cet article relatif à l'affectation obligatoire du fonctionnaire dans un nouvel emploi en cas de suppression d'emploi ; adopté - **Art. 11** (p. 1283) : son amendement n° 14 : distinction entre les corps relevant de la fonction publique d'Etat et ceux relevant de la fonction publique territoriale ; gestion des corps pouvant être déconcentrée ou décentralisée ; adopté - (p. 1284) : sur son amendement n° 14, accepte le sous-amendement n° 49 de M. Pierre Schiélé (gestion des corps de fonctionnaires pouvant être déconcentrée ou décentralisée) - **Art. 12** (p. 1287) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Marcel Rudloff, soutenu par M. Yves Le Cozannet (nouvelle rédaction de cet article relatif à la mobilité des fonctionnaires) - Accepte la première partie de l'amendement n° 28 de M. Pierre Schiélé (1° mobilité garantie fondamentale accordée aux fonctionnaires) et s'oppose à la deuxième partie de ce même amendement (2° passages égaux d'une fonction à l'autre et pour des emplois requérant un même niveau de recrutement) - Accepte l'amendement n° 29 du même auteur (consultation des organismes paritaires) - **Après l'art. 12** : accepte l'amendement n° 31 de M. Pierre Schiélé (création d'une commission mixte paritaire comprenant des représentants de la fonction publique d'Etat et de la fonction publique territoriale) - **Art. 12** *bis* : son amendement n° 15 : suppression de la référence à une grille commune à la fonction publique d'Etat et à la fonction publique territoriale ; adopté - (p. 1288) : son amendement n° 16 : substitution au mot « comparables » du mot « équivalents » ; adopté - **Avant l'art. 13** : son amendement de suppression pour coordination n° 17 ; adopté - **Art. 13** : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Pierre Schiélé (recrutement des fonctionnaires par concours dans les emplois de début, sauf dérogation prévue par la loi) - **Art. 16** : son amendement n° 18 : notation des fonctionnaires annuelle et appartenant au chef de service ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 44 de M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat (communication aux fonctionnaires des notes et appréciations générales exprimant leur valeur professionnelle) - **Art. 17** (p. 1289) : son amendement n° 19 : décisions de sanctions disciplinaires versées au dossier individuel ; adopté - **Art. 18** : son amendement n° 20, identique à l'amendement n° 36 de Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin : pouvoir disciplinaire appartenant à l'autorité investie du pouvoir de nomination ; adopté - **Art. 23** (p. 1290) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Jacques Eberhard (conditions de travail assurées aux fonctionnaires durant leur travail) - **Avant l'art. 24** : accepte l'amendement de coordination n° 45 de M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat - **Après l'art. 24** : accepte l'amendement n° 46 de M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat (obligation de secret et de discrétion professionnels) - **Art. 25** (p. 1291) : sur l'amendement n° 47 de M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat (obligation pour le fonctionnaire de satisfaire aux demandes d'information du public), son sous-amendement n° 21 : obligation pour le fonctionnaire de satisfaire aux demandes d'information du public sous le contrôle du chef de service ; adopté - **Art. 26** : son amendement n° 22 : précisions relatives au contenu du principe de responsabilité dans l'administration ; adopté - **Art. 28** : son amendement n° 23 : maintien des dispositions du statut de 1959 relatives à la rémunération du fonctionnaire en cas de suspension ; adopté - (p. 1292) : accepte l'amendement n° 37 de Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin (décision de suspension prononcée par l'autorité ayant pouvoir disciplinaire) - **Après l'art. 28** : accepte l'amendement n° 41 de M. Marcel Rudloff, soutenu par M. Yves Le Cozannet (fonctionnaires des assemblées

parlementaires recrutés par concours) - **Art. 1 A** *(suite) :* son amendement de coordination n° 48, précédemment réservé ; adopté.

Deuxième lecture [n° **415 (82-83)**] - (27 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2013) : remise en cause de la hiérarchie - Pouvoirs syndicaux - Amendements de la commission des lois - Spécificité de la fonction publique territoriale ou hospitalière - Rappel des obligations du fonctionnaire : continuité du service public, réserve, discrétion professionnelle et secret professionnel - Liberté d'opinion et droit de grève - Hiérarchie : pouvoir de notation, pouvoir disciplinaire, information du public - Service public - **Art. 1 :** son amendement n° 1 : définition des fonctionnaires ; adopté - Son amendement n° 2 : respect de la spécificité de chacune des parties de la fonction publique ; adopté - **Art. 3** (p. 2014) : son amendement n° 3 : prééminence des obligations du fonctionnaire ; adopté - **Art. 4 :** son amendement n° 4 : rétablissement de la condition de bonne moralité ; adopté - **Art. 5 :** son amendement n° 5 : exercice de la liberté d'opinion dans le respect de l'obligation de réserve et de l'obligation de discrétion professionnelle ; adopté - (p. 2015) : son amendement n° 6 : précision sur les exceptions au principe de l'égalité de recrutement entre les hommes et les femmes ; adopté - **Art. 6 :** son amendement rédactionnel n° 7 ; adopté - **Art. 7 :** son amendement n° 8 : organisations syndicales régies par le livre IV du code du travail ; adopté - Son amendement n° 9 : suppression de la compétence des organisations syndicales en matière de négociation sur l'organisation et les conditions du travail ; adopté - **Art. 8** (p. 2016) : son amendement n° 10 : droit de grève des fonctionnaires et rappel du principe de continuité du service public ; adopté - **Art. 9** (p. 2017) : son amendement n° 11 : suppression du dernier alinéa relatif à la garantie d'une nouvelle affectation en cas de suppression d'emploi ; adopté - Situations spécifiques et aménagements - **Art. 11 :** son amendement n° 12 : diversité et spécificité des statuts de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale ; possibilité de déconcentration et de décentralisation du recrutement et de la gestion des corps de fonctionnaires ; adopté - **Art. 12** *bis :* son amendement n° 13 : suppression de la grille commune à la fonction publique de l'Etat et à la fonction publique territoriale ; adopté - **Art. 16** (p. 2018) : son amendement n° 14 : pouvoir de notation du chef de service ; communication de la note ; possibilité de dérogation pour certains statuts particuliers ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 22 de M. Anicet Le Pors, ministre (suppression de l'alinéa relatif à la possibilité pour certains statuts particuliers de déroger à l'obligation de communication des notes et appréciations) - **Art. 17** (p. 2019) : son amendement n° 15 : décisions de sanctions disciplinaires versées au dossier individuel du fonctionnaire ; adopté - **Art. 25 :** son amendement n° 16 : information du public sous le contrôle du chef de service ; adopté - **Art. 26 :** son amendement n° 17 : responsabilité du fonctionnaire du fait des ordres qu'il a donnés ; adopté - **Art. 28 :** son amendement n° 18 : conséquences financières de la suspension du fonctionnaire ; adopté - **Art. 28** *bis* (p. 2020) : son amendement n° 19 : modification rédactionnelle de cet article visant à modifier l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires : personnels des assemblées, fonctionnaires de l'Etat recrutés par concours ; adopté - Concertation en cours ; création de la navette et prorogation du délai.

Nouvelle lecture [n° **470 (82-83)**] - (30 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2146) : souci de la commission des lois de s'en tenir au texte adopté en seconde lecture - **Art. 1 :** son amendement n° 1 : définition du fonctionnaire ; adopté - Son amendement rédactionnel n° 2 ; adopté - **Art. 3 :** son amendement n° 3 : tâche du fonctionnaire vis-à-vis de la collectivité ; adopté - **Art. 4** (p. 2147) : son amendement n° 4 : qualités morales de tout fonctionnaire ; adopté - **Art. 5 :** ses amendements n° 6 : liberté d'opinion s'exerçant dans le respect de l'obligation de réserve et de discrétion professionnelle ; adopté et n° 7 : recrutements distincts effectués pour certains corps dont la liste est établie par décret en Conseil d'Etat ; adopté - **Art. 6 :** son amendement rédactionnel n° 8 ; adopté - **Art. 7 :** son amendement n° 9 : organisations syndicales de fonctionnaires régies par le livre IV du code du travail ; adopté - Son amendement n° 10 : négociations conduites par les organisations syndicales de fonctionnaires relatives au pouvoir d'achat ; adopté - **Art. 8 :** son amendement n° 11 : exercice du droit de grève ; adopté - **Art. 9** (p. 2148) : son amendement n° 12 : nouvelle affectation des fonctionnaires en cas de suppression d'emploi ; adopté - **Art. 11 :** son amendement n° 13 : distinction entre les corps relevant de la fonction publique d'Etat et ceux relevant de la fonction publique territoriale ; adopté - **Art. 12** *bis :* son amendement n° 14 : suppression de la référence à une grille commune à la fonction publique d'Etat et à la fonction publique territoriale ; adopté - **Art. 16 :** son amendement n° 15 : notation annuelle des fonctionnaires par le chef de service ; adopté - **Art. 17 :** son amendement n° 16 : sanctions disciplinaires ; adopté - **Art. 25** (p. 2149) : son amendement n° 17 : obligation pour le fonctionnaire de satisfaire aux demandes d'information du public ; adopté - **Art. 26 :** son amendement n° 18 : responsabilité du fonctionnaire ; adopté - **Art. 28 :** son amendement n° 19 : suspension d'un fonctionnaire ; adopté - **Art. 28** *bis :* organisations syndicales représentatives incluant les organisations professionnelles - Statuts des agents titulaires des assemblées parlementaires - **Explication de vote sur l'ensemble :** souci du Sénat de respecter les droits des fonctionnaires.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° **384 (82-83)**] - (26 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2484) : autonomie des universités et spécificité de certaines formations : formation juridique et formation économique - Finalités du premier cycle définies à l'article 12 du projet - Formation générale ou spécifique - Menace pour les facultés de droit - (p. 2485) : dispositions de l'article 30 et incertitude sur la création d'unités de formation et de recherche (UFR) - Composition des conseils d'université et représentation des juristes ; collège électoral unique - Choix des personnalités extérieures - Autonomie des universités et des grandes écoles - Autorité des enseignants et représentation au sein des conseils d'université - Liberté d'expression des enseignants - Inquiétudes suscitées par le projet.

Suite de la discussion - (8 novembre 1983) - **Art. 18** (p. 2732) : sur l'amendement n° 96 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à la création d'une nouvelle catégorie d'établissements publics et tendant à garantir l'autonomie des universités), soutient les sous-amendements, n° 408 de M. Adolphe Chauvin (maintien de l'autonomie des unités d'enseignement et de recherche dans le cadre des activités inter-disciplinaires organisées dans les universités) et n° 380 de M. Jean Francou (suppression du dernier alinéa de cet article relatif à la conclusion des contrats d'établissement).

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - IV - Plan, aménagement du territoire, économie sociale - (24 novembre 1983) - (p. 3283) : politique de rééquilibrage entre les régions - Aménagement du territoire - Avenir des régions frontalières - Aménagement de l'Alsace - Politique d'infrastructures tournées vers nos partenaires européens - Passage d'une vision hexagonale à une vision plus européenne de l'aménagement du territoire.

Industrie et recherche - (5 décembre 1983) - (p. 3768) : difficultés de l'industrie française - Recul des investissements - Pression fiscale - Révision des objectifs concernant le charbon et le nucléaire - Déficit des entreprises industrielles du secteur public - Non intervention des collectivités territoriales pour subventionner les entreprises en difficultés - Importance des crédits accordés aux Charbonnages de France - Coût élevé de l'aide aux industries traditionnelles (restructuration de la machine

outil, du papier et du textile) - Secteur de la pâte à papier en Normandie et en Alsace - Création du fonds industriel de modernisation - Orientation de l'épargne vers l'industrie : CODEVI - Réduction des charges des entreprises en faveur de la relance des investissements - Motivation des cadres - Souhaite des conditions de compétitivité identiques pour le secteur nationalisé et le secteur privé.

– Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 7 (83-84)] - (13 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4121) ; conciliation nécessaire de l'amélioration du statut de la fonction locale et de la décentralisation : importance pour les collectivités territoriales de la liberté de gestion de leur personnel - Principes de la réforme : unité, parité, spécificité - Tentative d'uniformisation des statuts et risque de lourdeur administrative et financière ; superposition d'organismes et multiplication des cotisations - Risque d'atteinte à l'autonomie locale : recrutement ; missions confiées aux centres de gestion : détermination des affectations - Propositions de la commission des lois : décentralisation et liberté de gestion du personnel - Simplification des structures administratives : suppression du Centre national de gestion et attribution de ses compétences au futur centre national de formation, héritier du Centre de formation des personnels communaux (CFPC) - (p. 4122) : limitation des comités techniques paritaires - Protection de l'autonomie locale - Statut du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale - Commission mixte paritaire ou commission tripartite - Renforcement des prérogatives des exécutifs territoriaux : concours ou listes d'aptitude - Garanties accrues pour les personnels : passerelles avec la fonction publique de l'Etat ; maintien des avantages acquis : primes de fin d'année - Attente de la définition d'un régime indemnitaire pour les deux fonctions publiques - Nécessaire liberté de gestion des élus - **Art. 1** (p. 4138) : son amendement n° 14 : nouvelle rédaction de cet article relatif au champ d'application du projet : réintroduction de la notion d'établissement public à caractère administratif ; mention des personnels employés par les offices publics d'aménagement et de construction (OPAC) ; retiré - (p. 4139) : estime sans objet les amendements n° 149 de M. Paul Kauss (champ d'application du projet : mention des personnels des établissements publics interterritoriaux) et n° 138 de M. François Giacobbi (champ d'application du projet : mention des agents des offices créés conformément à la loi du 2 mars 1982 portant statut particulier de la région de Corse) - **Art. 4** (p. 4140) : demande le retrait de l'amendement n° 153 de M. Paul Kauss (recrutement et gestion des corps de catégories A et B dans le cadre régional : coïncidence avec les limites territoriales de la loi de 1972, portant création et organisation des régions) - **Art. 6** : s'oppose à l'amendement n° 154 de M. Maurice Lombard (interdiction du cumul entre un emploi d'Etat à plein temps et un emploi territorial exercé à titre accessoire) - **Art. 7** (p. 4141) : son amendement n° 16 : suppression du premier alinéa de cet article portant création d'un conseil supérieur de la fonction publique territoriale ; adopté - Son amendement n° 17 : érection du conseil supérieur de la fonction publique territoriale en établissement public à caractère administratif ; adopté - (p. 4142) : réponse à l'observation du ministre sur le coût de fonctionnement d'un tel organisme - (p. 4143) : son amendement n° 19 : élection des représentants des collectivités au conseil supérieur de la fonction publique territoriale : prise en compte, pour l'organisation et la répartition des collèges, des effectifs de fonctionnaires territoriaux employés par chaque catégorie de collectivités territoriales ; adopté - S'oppose aux amendements tendant à compléter la liste des participants à l'élection des représentants des collectivités territoriales, n° 155 de M. Maurice Lombard (présidents des établissements publics), n° 187 de M. Jacques Descours Desacres (présidents des groupements de communes et autres établissements publics) et n° 230 de M. Robert Laucournet (présidents des offices d'HLM) - Son amendement n° 20 : substitution à la désignation des représentants du personnel par les organisations syndicales d'un système d'élection des représentants des fonctionnaires territoriaux à la représentation proportionnelle ; adopté - (p. 4144) : demande le retrait de l'amendement n° 258 de M. Raymond Bouvier (conseil supérieur de la fonction publique territoriale : précision supplémentaire sur les modalités d'application devant être fixées par le décret en Conseil d'Etat) - **Art. 8** (p. 4145) : ses amendements n° 23 : compétences du conseil supérieur : distinction entre le pouvoir de proposition et les attributions consultatives ; adopté ; et n° 24 : suppression de l'obligation faite au conseil supérieur de transmettre au Gouvernement la documentation et les statistiques qu'il établit ; adopté - **Art. 9** (p. 4146) : demande le retrait de l'amendement n° 219 de M. Pierre Schiélé (audition par le conseil supérieur : suppression de la mention particulière du pouvoir d'initiative du président) - Son amendement n° 25 : précision sur l'étendue du décret d'application ; adopté - Maintien de l'existence du bureau du conseil supérieur - Demande le retrait de l'amendement n° 237 de M. Adolphe Chauvin (précision sur le financement du budget du conseil supérieur de la fonction publique territoriale : conditions d'appel et d'assiette de la cotisation versée par les collectivités et établissements concernés) - Principes rappelés par M. Pierre Schiélé ; domaine réglementaire - **Art. 10** (p. 4147) : son amendement n° 27 : substitution à la commission mixte paritaire d'une commission tripartite ; adopté - Composition par tiers : représentants de l'Etat, des collectivités territoriales et des fonctionnaires - (p. 4148) : son amendement n° 28 : appréciation par la commission des mouvements entre les fonctions publiques d'Etat et territoriale, catégorie par catégorie, et corps par corps ; adopté - Son amendement n° 29 : précision relative au degré de participation des représentants de l'Etat aux débats de la commission ; adopté - **Art. 17 A** (p. 4149) : s'oppose à l'amendement n° 156 de M. Maurice Lombard (composition du conseil d'administration des centres de gestion : mention de la représentation des établissements publics intercommunaux) - **Art. 17 B** : son amendement n° 32 : suppression du centre national de gestion ; adopté - (p. 4150) : son amendement n° 33 : exercice de certaines tâches de gestion de certains corps de catégorie A par le Centre de formation des personnels communaux (CFPC) ; adopté - Attente du projet de loi relatif à la formation des personnels territoriaux - **Art. 21** (p. 4151) : s'oppose à l'amendement n° 232 de M. Germain Authié (affiliation obligatoire aux centres départementaux de gestion des collectivités employant des fonctionnaires à temps incomplet) - Intervention de M. Christian Poncelet sur la possibilité d'affiliation volontaire - **Art. 21** *ter* **A** (p. 4154) : son amendement n° 34 : centre régional de gestion de la grande couronne parisienne : cas du département de Seine-et-Marne ; devenu sans objet - **Art. 21** *ter* (p. 4155) : son amendement n° 35 : financement des centres de gestion par une cotisation assise sur la masse des rémunérations versées aux fonctionnaires à temps complet ou incomplet dont la gestion relève de ces centres ; adopté - (p. 4156) : position de la commission sur les autres amendements déposés à cet article - **Art. 21** *quater* (p. 4157) : son amendement n° 36 : suppression de la compétence des centres de gestion en matière d'organisation des concours ; adopté - Compétence du CFPC - Son amendement n° 37 : suppression de l'obligation de communiquer les vacances d'emplois aux centres de gestion, à peine de nullité des nominations ; adopté - **Après l'art. 21** *quater* : son amendement n° 38 : mission des centres de gestion pour le compte de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; adopté - Décentralisation de la CNRACL - Sur cet amendement, accepte les sous amendements n° 100 et 101 de M. Gaston Defferre, ministre - **Art. 24** (p. 4158) : son amendement n° 39 : compétences facultatives des centres départementaux de gestion : limitation des possibilités de recrutement ; adopté - **Art. 29** (p. 4159) : demande le retrait de l'amendement n° 5 de M. Christian Poncelet (commissions administratives paritaires : suppression de l'obligation de création de ces instances de concertation pour les communes ou établissements employant moins de deux cents fonctionnaires de catégories C et D) - Son amendement n° 42 : création des commissions administratives paritaires des corps de caté-

gorie A auprès des centres régionaux de gestion ; retiré au profit de l'amendement n° 102 de M. Gaston Defferre, ministre (institution des commissions administratives paritaires des corps de catégorie A auprès du centre national, du centre régional, ou auprès de chacun d'entre eux).

Suite de la discussion - (14 décembre 1983) - Rapporteur - **Art. 30** (p. 4189) : son amendement n° 43 : élection des représentants du personnel à la représentation proportionnelle ; adopté - **Art. 32** (p. 4190) : ses amendements n° 44 : prépondérance de l'autorité territoriale en cas de partage des voix ; et n° 45 : suppression du deuxième alinéa relatif à la disposition prévoyant que la présidence de la commission administrative paritaire siégeant en tant que conseil de discipline est assurée par un magistrat de l'ordre judiciaire ; adoptés - **Art. 33** son amendement n° 46 : création d'un comité technique paritaire dans chaque collectivité ou établissement employant au moins 50 agents ; adopté - (p. 4192) : son amendement n° 48 : suppression de la deuxième phrase du dernier alinéa de cet article relatif à la présentation par les organisations syndicales des listes de candidats ; adopté - **Art. 34** (p. 4194) : son amendement n° 49 : possibilité pour les collectivités ou les établissements employant moins de 50 agents de créer par décision de l'organe délibérant un comité d'hygiène et de sécurité ; adopté - **Chapitre II** (*suite*) - Son amendement n° 15 : nouvel intitulé : « Dispositions relatives aux organes de la fonction territoriale » ; adopté - **Art. 35** (p. 4195) : son amendement n° 50 : suppression du second alinéa relatif à l'absence de création d'emploi si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant ne le permettent ; retiré - **Art. 43** (p. 4197) : son amendement n° 52 : suppression de l'adéquation entre le nombre de postes mis au concours et le nombre d'emplois vacants ; adopté - **Art. 45** (p. 4198) : son amendement n° 54 : amendement de coordination pour le cas où les listes d'aptitude seraient maintenus ; réservé puis adopté - **Art. 46** (p. 4199) : son amendement n° 55 : maintien du système des listes d'aptitude ; adopté - **Art. 47** (p. 4203) : s'oppose à l'amendement n° 171 de M. Maurice Lombard, tendant à supprimer cet article relatif au champ d'application du recrutement direct - (p. 4205) : sur l'amendement n° 247 de M. Guy de La Verpillière (énumération des emplois pouvant être pourvus par la voie de recrutement direct par dérogation à l'article 42 et n'entraînant pas titularisation dans la fonction publique territoriale), son sous-amendement n° 56 : extension de la possibilité de recrutement direct au directeur général des services et directeurs de services des départements et des régions ; adopté - **Art. 54** *ter* (p. 4207) : son amendement n° 57 : extension des dispositions de cet article au directeur général et aux directeurs de services des départements et des régions ; adopté - (p. 4208) : sur son amendement n° 57, accepte le sous-amendement n° 195 de M. Roland du Luart (dispositions s'appliquant dans les communes de plus de deux mille habitants) - **Art. 57** (p. 4210) : son amendement n° 60 : extension aux fonctionnaires territoriaux des territoires d'outre-mer du bénéfice du régime de congé prévu par cet article ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - Son amendement n° 61 : distinction entre le congé pour formation aux activités de jeunesse et le congé pour formation syndicale ; adopté - **Art. 59** : son amendement n° 62 : extension aux associations professionnelles du bénéfice des autorisations spéciales d'absence ; adopté - **Art. 64** (p. 4212) : son amendement n° 63 : suppression du dernier alinéa de cet article relatif au détachement de fonctionnaires territoriaux auprès de députés ou de sénateurs ; adopté - **Art. 74** (p. 4215) : son amendement n° 66 : suppression de la notation chiffrée ; rejeté - **Art. 86** (p. 4218, 4219) : ses amendements, n° 69 : application des dispositions du second alinéa sous réserve de l'article 108 relatif aux avantages acquis ; adopté ; et n° 70 : dispositions du second alinéa applicables à compter de l'entrée en vigueur du régime indemnitaire de chaque corps de la fonction publique territoriale ; retiré - (p. 4221) : demande l'examen en priorité de l'article 108 - **Art. 108** (p. 4222) : son amendement n° 262 : nouvelle rédaction de cet article relatif à l'intégration des agents des collectivités locales dans la nouvelle fonction publique territoriale ; adopté - **Art. 88** (p. 4224) : son amendement n° 71 : rétablissement dans la liste des sanctions disciplinaires du premier groupe de la mise à pied jusqu'à un maximum de cinq jours ; adopté - Maintien d'une disposition qui exceptionnellement utilisée est un facteur contribuant au maintien de l'autorité des magistrats d'une grande partie des communes - **Art. 96** (p. 4226) : son amendement n° 74 : pour les fonctionnaires de catégorie A en surnombre dans un centre de gestion, l'un des trois emplois proposés devant se situer dans la région ; retiré - **Art. 97** (p. 4227) : s'oppose à l'amendement n° 182 de M. Maurice Lombard (possibilité pour un fonctionnaire déchargé de ses fonctions, en l'absence de faute professionnelle, de disposer d'un certain temps pour opérer un choix) - **Art. 97** *bis* (p. 4229) : son amendement n° 263 : nouvelle rédaction de cet article relatif aux modalités d'octroi du congé spécial ; adopté - **Art. 98** (p. 4230) : accepte l'amendement n° 220 de M. Adolphe Chauvin (conditions dans lesquelles un local peut être attribué par le maire pour les réunions syndicales ou professionnelles) - **Art. 108 A** (p. 4231) : son amendement n° 76 : suppression de l'intervention du pouvoir réglementaire pour déterminer le seuil démographique au-dessus duquel les communes seront autorisées à constituer un cabinet et fixation de l'effectif maximal des cabinets et des modalités de rémunération de leurs membres ; adopté - **Après l'art. 110** (p. 4232) : s'oppose à l'amendement n° 124 de M. Gaston Defferre, ministre (article additionnel relatif aux conditions d'intégration dans la fonction publique territoriale des candidats admis à des concours ou des agents issus de la promotion sociale et qui sont inscrits sur une liste d'aptitude départementale ou interdépartementale) - **Art. 110** *bis* : son amendement n° 78 : suppression de cet article relatif à la date d'entrée en vigueur des dispositions relatives aux emplois fonctionnels ; adopté - Demande l'entrée en vigueur immédiate - **Art. 112** (p. 4233) : sur l'amendement n° 185 de M. François Collet (modification du paragraphe I de cet article relatif au statut des fonctionnaires de la ville de Paris), ses sous-amendements, n° 79 : extension du régime particulier de la ville de Paris aux personnels titulaires de la région d'Ile-de-France ; et n° 80 : fixation des statuts particuliers par décret en Conseil d'Etat sur proposition du conseil de Paris ou conseil régional d'Ile-de-France ; adoptés - **Art. 113** (p. 4235) : son amendement n° 82 : maintien en vigueur des dispositions des articles « L. 412-28 à L. 412-38, L. 412-40 et L. 412-45 » ; adopté - Maintien dans l'immédiat du centre de formation des personnels communaux - Accepte l'amendement n° 135 de M. Gaston Defferre, ministre (extension des congés bloqués aux agents originaires de la Corse ou des territoires d'outre-mer) - Son amendement n° 85 : réduction de quatre à trois ans du délai dans lequel doit intervenir la publication des décrets portant statut particulier des corps ; adopté - **Art. 118** (p. 4237) : son amendement n° 89 : condition de titularisation des agents non titulaires des collectivités territoriales affectés dans un service relevant de l'Etat ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - (p. 4238) : son amendement n° 264 : titularisation dans la fonction publique de l'Etat des agents non titulaires des collectivités territoriales à leur demande dans un délai de quatre ans ; adopté - **Art. 120** : son amendement n° 90 : caractère facultatif de la titularisation des agents non titulaires ; adopté - **Après l'art. 131** (p. 4240, 4241) : ses amendements, n° 259 : article additionnel relatif à la mise à disposition du président du comité économique et social régional, du personnel nécessaire au fonctionnement dudit comité par le président du conseil régional ; et n° 260 : article additionnel relatif aux agents des anciennes missions régionales en fonction à la date de publication de la présente loi ; retirés - **Vote sur l'ensemble** (p. 4242) : souci de la commission des lois de concilier la nécessaire amélioration du statut de la fonction publique territoriale avec la nécessité de préserver l'autonomie locale et la liberté de la gestion communale - Souhaite l'adoption du texte de ce projet issu de ce débat.

Nouvelle lecture [n° **180** (**83-84**)] - (22 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4561) : unité, parité et spécificité territoriale - Simplification des structures mises

en place - Suppression du Centre national de gestion - Conseil supérieur de la fonction publique territoriale érigé en établissement public à caractère administratif - Autonomie de gestion des collectivités territoriales - Echec de la commission mixte paritaire - Adoption de nouvelles dispositions par l'Assemblée nationale : maintien des avantages acquis ; faculté offerte aux centres départementaux de gestion d'être les relais territoriaux de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités territoriales - Affiliation obligatoire de toutes les communes aux centres départementaux de gestion - Reprise au Sénat du texte adopté en première lecture - Gestion du personnel et décentralisation - **Question préalable** (p. 4562) : sa motion n° 1, tendant à opposer la question préalable ; adopté.

HUCHON (Jean), sénateur du Maine-et-Loire (UCDP).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1984 (16 décembre 1984) (p. 4314).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises** [n° **488 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (16 novembre 1983) - **Art. 25** *bis* (p. 2946) : soutient l'amendement n° 132 de M. André Bohl (exclusion du champ d'application de cet article des coopératives agricoles).

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Anciens combattants - (28 novembre 1983) - (p. 3412) : déception des anciens combattants devant ce budget ; absence de mesure pour le rattrapage du rapport constant - Manipulation des chiffres - Politique d'austérité - Respect des engagements pris - Autres points de contentieux : examens médicaux et expertises ; victimes de la déportation du travail - Défense des intérêts des anciens combattants.

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - (p. 3852) : raréfaction des prêts à taux privilégié aux collectivités locales - Fiscalité locale - Incertitude des maires sur leurs ressources pour 1984 - Concours de la dotation globale d'équipement (DGE) aux communes rurales.

HUGO (Bernard, Charles), sénateur de l'Ardèche (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (5 octobre 1983) (p. 2266) ; en démissionne (14 octobre 1983) (p. 2316).

Est nommé membre de la commission des affaires économiques (14 octobre 1983) (p. 2323).

– Est nommé membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (loi n° 83-609 du 8 juillet 1983) (20 octobre 1983) (p. 2363).

Est nommé membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial (loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973) (2 novembre 1983) (p. 2536).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **427** (JO Débats 26 octobre 1983) (p. 2449) à M. le ministre de l'agriculture : **emploi** (aide à la création d'emplois salariés à caractère permanent dans les zones rurales) - Réponse de M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement (18 novembre 1983) (p. 3054).

n° **428** (JO Débats 26 octobre 1983) (p. 2449) à M. le ministre de l'intérieur : **police (personnel de)** (insuffisance de personnel administratif dans les commissariats de police) - Réponse de M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur (18 novembre 1983) (p. 3050).

n° **429** (JO Débats 26 octobre 1983) (p. 2449) à M. le ministre des affaires sociales : **pensions de réversion** (répartition des droits à pension de réversion entre les anciens conjoints).

INTERVENTIONS

– **Question orale avec débat : utilisation des piscines municipales** - (18 novembre 1983) - En remplacement de M. *Arthur Moulin* (p. 3050) : piscines municipales équipements collectifs déficitaires, à la charge des collectivités locales - Absence de contestation de l'utilité des piscines - Tarif d'entrée ne correspondant pas au prix de revient - Enseignement de la natation aux scolaires dans les établissements publics financés par les contribuables - Fréquentation importante des piscines mais importance des entrées des scolaires - Absence de volontaires pour partager les charges - (p. 3051) : problème se posant à certaines communes depuis des décennies, amplifié avec la multiplication des piscines - Problème des communes amenées à financer des postes pour enseigner le dessin, l'éducation physique et sportive, la musique.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3598) : agriculture de montagne - Calamités naturelles - Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - Zones de montagne et zones défavorisées - Planification et aménagement du territoire - Coûts de production - (p. 3599) : baisse du pouvoir d'achat des agriculteurs - Age de la retraite - Installation des jeunes - Fiscalité agricole et seuil des forfaits - Stocks à rotation lente.

Education nationale - (3 décembre 1983) - (p. 3703) : budget ne mettant pas en lumière les priorités indispensables - Importance des illettrés en France - Ministre responsable du développement de la qualité de l'enseignement, du maintien du pluralisme scolaire et de la garantie aux familles du libre choix de leur école - Liberté consacrée par des engagements internationaux et par le Conseil constitutionnel - Absence de comptabilisation des enfants d'âge scolaire à partir de la rentrée de 1984 - Suppression d'emplois d'élèves instituteurs - (p. 3704) : collectivités locales palliant certaines carences de l'Etat en matière d'éducation musicale et d'éducation civique notamment - Absence de moyens nouveaux en faveur des lycées - Histoire, base fondamentale de l'enseignement républicain - Réforme nécessaire de l'enseignement de l'histoire - Baccalauréat sans mention et au rabais - Insuffisance de

maîtres d'éducation physique et sportive - Insuffisance du parc machines-outils dans l'enseignement technique et professionnel - Existence d'une discrimination entre l'enseignement secondaire général et l'enseignement technique et professionnel - Régression des dépenses d'investissement - Titularisation de 15 000 enseignants dans les écoles sous contrats, mesure portant atteinte à l'enseignement libre - Refus d'actualiser les crédits relatifs à la formation continue des enseignants du secteur privé - Attachement au pluralisme scolaire et au libre choix des familles - (p. 3705) : au nom du groupe RPR se déclare défavorable à l'adoption des crédits du budget de l'éducation nationale.

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - (p. 3848) : insécurité - Délinquance - Insuffisance des recrutements dans la police - (p. 3849) : vieillissement des équipements et du parc automobile - Décentralisation - Evolution modeste de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Faiblesse de la dotation globale d'équipement (DGE) - Difficulté d'accès au crédit public des collectivités locales - Transferts fiscaux ; dotation générale de décentralisation ; transfert de l'aide sociale aux départements ; exemple de l'Ardèche - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3856) : soutient l'amendement n° 169 de M. Christian Poncelet (réduction de crédits relatifs à l'élection des conseils régionaux) - **Après l'art. 110 :** soutient l'amendement n° 170 de M. Christian Poncelet (attribution d'un concours spécial aux deux départements de la région Corse destiné à compenser les produits des taxes sur les véhicules à moteur).

HUGO (Bernard, Michel), sénateur des Yvelines (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre de la commission de contrôle des services publics responsables de l'application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques (22 décembre 1983) (p. 4560).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles** [n° 23 (82-83)] - (20 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 373) : réforme de la loi du 10 juillet 1970 ; loi « Boscher », réclamée par tous - Villes nouvelles imposées aux élus - Bilan général des villes nouvelles positif - Taille excessive des villes nouvelles françaises et absence d'équipements importants et indispensables - Préoccupation politique du Gouvernement précédent lors de leur création - (p. 374) : nécessité de neuf statuts différents correspondant aux neufs villes nouvelles - Retour au droit commun souhaité par chaque commune - Engagement du Gouvernement d'achever les villes nouvelles - Amendements communistes favorables aux principes de l'unité communale, de l'autonomie communale et de la coopération intercommunale librement consentie - Accord avec la suppression de la zone d'agglomération nouvelle (ZAN) et de l'hors-Zan - Garantie insuffisante de l'autonomie des communes concernées - Révision du périmètre d'urbanisation de la liste des communes - Possibilité pour une commune de se retirer de l'agglomération nouvelle - Inquiétude face à la création de la communauté d'agglomération nouvelle - Favorable à la formule du syndicat d'agglomération nouvelle - Séparation des compétences des formules communauté et syndicat - (p. 375) : unification territoriale au profit des agglomérations nouvelles et au détriment de la commune - Incohérence du type de gestion à deux niveaux, où ceux qui gèrent ne sont pas ceux qui décident et investissent - Opposé au retrait des prérogatives des élus municipaux concernant le plan d'occupation des sols (POS) ou le permis de construire - Retour du vote des trois taxes à l'échelon communal sur le territoire intégré dans l'ancienne ZAN - Danger de l'isolement de la taxe professionnelle par rapport aux trois autres taxes - Souhait d'une possibilité de sortie des syndicats intercommunaux à majorité extérieure à la ville nouvelle pour les communes qui appartiennent à la ville nouvelle - Interrogation sur l'avenir de l'établissement public d'aménagement et sur celui du personnel - Texte faisant perdre des prérogatives aux maires - Attente de la prise en compte des propositions des amendements communistes pour arrêter la position définitive du groupe - **Art. 2** (p. 381) : son amendement n° 58 : possibilité pour les communes de se retirer d'une agglomération nouvelle ; retiré - (p. 382) : se déclare opposé, au nom du groupe communiste, à l'amendement n° 4 de M. Pierre Salvi, rapporteur (possibilité pour le conseil municipal d'une commune de demander le retrait de la commune de la liste des communes de l'agglomération nouvelle) - **Après l'art. 2** : son amendement n° 59 : définition des compétences exercées par le syndicat communautaire sur le territoire des communes ; réservé jusqu'à l'examen de l'article 13 - **Art. 4** (p. 384) : se déclare opposé au nom du groupe communiste à l'amendement n° 6 de M. Pierre Salvi, rapporteur (création d'un syndicat d'intérêts communautaires en remplacement de la communauté d'agglomération nouvelle) - **Art. 8** (p. 387) : son amendement n° 60 : conseil d'agglomération nouvelle constitué par des membres désignés par des conseillers municipaux ; devenu sans objet - Se déclare opposé à l'amendement n° 10 de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat (suppression de cet article relatif à la communaut d'agglomération nouvelle) - **Art. 13** (p. 390) : sur la suppression dans cet article de la formule « le syndicat d'agglomération nouvelle », pour laisser simplement les termes « la communauté d'agglomération nouvelle », ses amendements n° 61, n° 62, n° 63, n° 64 et n° 65 ; devenus sans objet ; et n° 66 ; rejeté - Se déclare opposé au nom du groupe communiste à l'amendement n° 101 de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat (attribution en matière d'autorisation d'utilisation du sol exercée par le président de la communauté ou du syndicat de la communauté dans les zones d'aménagement concertés, les lotissements de plus de vingt lots ou les opérations groupées de plus de vingt logements) - **Après l'art. 13** (p. 392) : son amendement n° 59 précédemment réservé ; retiré - **Avant l'art. 16** (p. 394) : son amendement n° 67 : nouvel intitulé de la section V : « Dispositions financières et fiscales » ; rejeté - **Après l'art. 16** : son amendement n° 70 : possibilité pour les communes membres d'un syndicat d'agglomération nouvelle de voter les taux et de percevoir les produits des taxes foncières, de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle ; rejeté - **Art. 22** (p. 398) : au nom du groupe communiste, s'abstiendra sur l'amendement n° 43 de M. Pierre Salvi, rapporteur (sur le reversement et le mode de répartition aux communes du produit de la taxe professionnelle et de la taxe sur le foncier bâti) - **Art. 24** (p. 399) : se déclare favorable à l'amendement n° 56 de M. Michel Giraud, soutenu par M. Jean Amelin (dotation spécifique en matière d'équipement possible jusqu'à l'achèvement des opérations de construction et d'aménagement et suppression du délai de cinq ans) - **Après l'art. 31 *bis*** (p. 401) : son amendement n° 89 : application à la commune du Vaudreuil du régime financier des agglomérations nouvelles ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 402) : texte concernant de nombreux habitants - Nombreuses modifications apportées par le Sénat - Abstention du groupe communiste lors du vote de ce projet .

Deuxième lecture [n° 317 (82-83)] - (16 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1676) : modalités de retrait d'une commune d'une agglomération nouvelle - Compétences des syndicats d'agglomérations nouvelles ou des communautés d'agglomérations nouvelles - Opposition au principe de l'élection du conseil au suffrage universel - Compétences du maire en matière de plan d'occupation des sols (POS) quand il existe un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) - Cas de retrait des établissements

publics de coopération - Dispositions fiscales - Pouvoirs de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle de prélever une taxe additionnelle sur les impôts des ménages ; opposition du groupe communiste - **Art. 13** (p. 1684) : son amendement n° 93 : compétences de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle en matière d'investissements pour la réalisation d'équipements ou de lotissements de plus de 50 ou 100 logements, selon le nombre d'habitants des communes ; rejeté - **Art. 13** *ter* (p. 1685) : se déclare favorable à l'amendement n° 31 de M. Pierre Salvi, rapporteur (compétences du syndicat d'agglomération nouvelle en matière de zones d'aménagement concerté et de lotissements de plus de 50 logements) - Son amendement n° 95 : accord des conseils municipaux intéressés pour les décisions d'urbanisme ayant reçu un début d'application avant la promulgation de cette loi ; retiré - Se déclare favorable à l'amendement de coordination n° 32 de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 18** *bis* (p. 1689) : son amendement n° 97 : caractère obligatoire pour l'agglomération des dotations décidées par les collectivités dans les années précédant la prochaine révision des dotations de référence ; retiré - **Art. 19** (p. 1690) : son amendement n° 98 : impossibilité pour les communautés ou les syndicats d'agglomération nouvelle de prélever une taxe additionnelle sur les impôts des ménages ; rejeté - **Art. 24** (p. 1692) : son amendement n° 100 : caractère transitoire de la dotation spécifique en matière d'équipements prévue pour une durée maximum de dix ans ; devenu sans objet - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1693) : opposition au syndicat d'intérêts communautaires - Composition de la communauté d'agglomération nouvelle - Abstention du groupe communiste.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Transports - (25 novembre 1983) - (p. 3310) : maintien des priorités retenues depuis 1981 - Contribution exceptionnelle destinée à résorber l'endettement de la SNCF - Train à grande vitesse (TGV) ; lancement du TGV-Atlantique - (p. 3311) : transports collectifs - Budget routier - Contrats État région ; 9e Plan - Demande de prolongation de l'autoroute A 12 - Etablissement public « Autoroutes de France » - Sécurité routière - Programme REAGIR - Vote par le groupe communiste de ce projet de budget.

HURIET (Claude), sénateur de la Meurthe-et-Moselle (rattaché administrativement au groupe UCDP).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires sociales (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979) (13 octobre 1983) (p. 2308).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code de la sécurité sociale et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant (12 décembre 1983) (p. 4099).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique (14 décembre 1983) (p. 4187).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **74 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration, instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique [n° **118 (83-84)**] (8 décembre 1983) - **Congés vacances.**

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique [n° **146 (83-84)**] (16 décembre 1983) - **Congés vacances.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi [n° **158 (83-84)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique [n° **159 (83-84)**] (20 décembre 1983) - **Congés vacances.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier** [n° **9 (83-84)**] - (17 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2994) : danger pour la médecine hospitalière - Modification profonde de la loi hospitalière de 1970 - Réforme fragmentaire - Problèmes liés à la mise en place de la dotation globale : modalités d'application ; phase de transition ; calendrier d'application - Tutelle financière excessive de l'Etat - (p. 2995) : fixation du taux d'évolution des dépenses hospitalières - Forfait hospitalier : intervention des collectivités locales par le biais de l'aide sociale - Départementalisation - Avenir du corps médical hospitalier - Absence d'évaluation des fonctions des départements - Compétition électorale - Syndicalisation et politisation de l'hôpital - Autorité du directeur de l'hôpital - Cas particulier des médecins psychiatres - Propos tenus par Claude Bernard sur la médecine expérimentale.

Suite de la discussion - (18 novembre 1983) - **Art. 1** (p. 3028) : sur l'amendement n° 1 de M. Jean Chérioux, rapporteur (nouvelle rédacton de cet article relatif aux modalités de constitution des syndicats interhospitaliers), son sous-amendement n° 31 : suppression de l'alinéa relatif à la fixation par décret de la composition du bureau et du mode de désignation de ses membres ; retiré - **Avant l'art. 5** (p. 3029, 3030) : sur l'amendement n° 5 de M. Jean Chérioux, rapporteur (article additionnel tendant à définir les services) son sous-amendement n° 33 : assistance du chef de service dans sa gestion, par un cadre infirmier nommé par le directeur sur proposition du responsable infirmier de l'établissement ; adopté - **Art. 5** (p. 3033) : sur l'amendement n° 6 de M. Jean Chérioux, rapporteur (définition de la notion de département) son sous-amendement n° 35, soutenu par M. Daniel Millaud : coordonateur assisté d'un cadre infirmier nommé par le directeur sur proposition du responsable infirmier de l'établissement ; adopté - **Art. 8** (p. 3041) : sur l'amendement n° 20 de M. Jean Chérioux, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif aux pouvoirs du directeur) son sous-amendement n° 39, soutenu par M. Daniel Millaud : responsable infirmier de l'établissement assistant le directeur dans la définition de la politique applicable au personnel soignant non médical ; devenu sans objet - Son amendement n° 41, soutenu par M. Daniel Millaud : indépendance des médecins dans leurs activités thérapeutiques ; retiré - **Art. 10** (p. 3043) : son amendement n° 45, soutenu par M. Jean Colin : institution dans chaque établissement d'hospitalisation public d'une commission médicale consultative, d'un comité technique paritaire et d'une commission consultative du personnel soignant non médical ; retiré - Sur l'amendement n° 23 de M. Jean Chérioux, rapporteur (maintien de l'obligation faite à la commission médicale consultative d'établir un rapport sur l'évaluation des soins), son sous-amendement n° 44, soutenu par M. Jean Colin : préservation du secret

médical ; adopté - (p. 3060) : sur l'amendement n° 24 de M. Jean Chérioux, rapporteur (consultation obligatoire du comité technique paritaire sur l'organisation et le fonctionnement des services), son sous-amendement n° 43, soutenu par M. Jean Colin : consultation obligatoire du comité technique paritaire sur l'organisation du fonctionnement des services ; retiré - **Après l'art. 13** (p. 3063) : ses amendements soutenu par M. Jean Colin, n° 47 : création d'un délai de transition pour l'application des dispositions de la présente loi ; retiré ; et n° 48 : article additionnel visant à créer un contrôle parlementaire sur l'évolution de la santé publique et du forfait hospitalier ; adopté.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale - (26 novembre 1983) - (p. 3359) : discordance entre les objectifs et les moyens du budget - Protection de la santé - Forfait journalier hospitalier - (p. 3360) : prévention sanitaire ; tuberculose - Aide sociale - Comités consultatifs régionaux, départementaux et comités locaux de promotion de la santé - Centres d'hygiène alimentaire - Comité français pour l'éducation de la santé - Formation des chirurgiens et des personnels paramédicaux - Hospices et établissements de long séjour - Allocation aux adultes handicapés - Fonds national de solidarité - Décentralisation et transferts vers les collectivités locales - Aggravation des disparités ; cas de la Meurthe-et-Moselle.

– Projet de loi instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique [n° 74 (83-84)] - (14 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4177) : double objectif de ce projet : développer la politique de partage du travail et favoriser la création d'entreprises - Dispositions tendant à compléter le livre I du code du travail - Droit à une absence non rémunérée pour création d'entreprise - Suspension du contrat de travail - Droit accordé à tous les salariés ayant six ans d'activité professionnelle et six mois d'ancienneté dans l'entreprise - Délai de préavis tant pour le départ en congé que pour le retour dans l'entreprise - Garanties accordées aux salariés - Possibilité pour les employeurs de différer le départ du salarié sous certaines conditions - Conséquences sur la vie des entreprises - (p. 4178) : maintien de la couverture de la sécurité sociale - Faible impact de ce texte sur l'emploi - Absentéisme légal gênant pour l'entreprise - Risque d'un encouragement au travail noir - Dépôt d'amendements par la commission tendant à limiter l'effet des dispositions dans les petites et moyennes entreprises (PME) - Dispositions de ce texte traduisant un besoin et une évolution de la société - **Art. 1** (p. 4180) : son amendement n° 3 : exclusion du bénéfice de cet article des entreprises de moins de 50 salariés ; adopté - (p. 4181) : ses amendements n° 4 : droit au congé pour la création d'entreprise en l'absence d'un congé sabbatique ou d'un congé pour la création d'entreprise dans les trois années précédentes ; et n° 5 : faculté pour l'employeur de différer le départ en congé du salarié ; adoptés - Sur son amendement n° 4, s'oppose au sous-amendement n° 29 de M. Jack Ralite, ministre (droit au congé pour la création d'entreprise succédant à un congé sabbatique) - (p. 4182) : son amendement n° 6 : possibilité pour l'employeur de faire suivre au salarié une action de formation ; adopté - (p. 4183) : ses amendement n° 10 : possibilité pour l'employeur de différer le départ en congé dans la limite de six mois qui courent à compter de la date de départ en congé choisi par le salarié ; et n° 11 : possibilité pour l'employeur de différer un congé pour la création d'entreprise ou un congé sabbatique afin que le nombre de salariés simultanément absents à ce titre ne dépasse pas un certain pourcentage de l'effectif de l'entreprise ; adoptés - Sur son amendement n° 11, s'oppose aux sous-amendements de M. Jack Ralite, ministre, n° 27, n° 28 et n° 32 portant sur la suppression de la notion de seuil de 50 salariés, sur la réintroduction de la possibilité de cumul sur quatre ans pour le calcul des quotas et sur la suppression de la dernière phrase de l'amendement déposé par la commission relative aux conditions de calcul des effectifs de l'entreprise - (p. 4184) : ses amendements, n° 12 : maintien des entreprises de moins de 50 salariés hors du champ d'application de ce projet de loi et motifs du refus de l'employeur d'accorder un congé pour la création d'entreprise ou un congé sabbatique ; n° 13 : modalités de contestation de la décision de l'employeur devant le conseil de prud'hommes qui est saisi et statue selon les formes applicables au référé ; et n° 14 : contestation du refus de l'employeur d'accorder un congé sabbatique ; adoptés - (p. 4185) : ses amendements n° 15 : faculté pour l'employeur de transmettre directement la réponse au salarié ; n° 16 : cumul des congés payés portant au maximum sur trois ans ; et n° 17 : suppression de l'alinéa relatif au report des droits aux congés payés du salarié renonçant à partir en congé pour la création d'entreprise ou en congé sabbatique ; adoptés - (p. 4186) : ses amendements n° 21 : suppression de l'attribution automatique de dommages-intérêts au salarié ; n° 22 : communication annuelle au comité d'entreprise ou aux délégués du personnel d'un bilan sur les congés accordés ; et n° 23 : suppression de l'alinéa relatif aux modalités de calcul de l'ancienneté dans l'entreprise ; adoptés - **Vote sur l'ensemble** (p. 4187) : modifications apportées conciliant les aspirations des salariés avec le bon fonctionnement des entreprises - Absence de privation de possibilité de congé pour les travailleurs et nécessité d'une prise en compte de la taille de l'entreprise.

HUSSON (Roger), sénateur de la Moselle (RPR).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires sociales (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979) (13 octobre 1983) (p. 2308).

J

JACQUET (Marc), sénateur de la Seine-et-Marne (RPR).

Décédé le 18 avril 1983 (19 avril 1983) (p. 318) - Eloge funèbre (19 mai 1983) (p. 935).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

JAGER (René), sénateur de la Moselle (UCDP).

Décédé le 28 juillet 1983 (3 octobre 1983) (p. 2244) - Eloge funèbre (18 octobre 1983) (p. 2326).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre suppléant de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe.

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **247 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905 [n° **345 (82-83)**] (25 mai 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905** [n° **247 (82-83)**] - (2 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1307) : inquiétude suscitée par le projet - Amendements de la commission des affaires économiques - Création d'une commission de la sécurité des consommateurs - Droit de la défense - Procédure - (p. 1308) : conditions de l'efficacité de cette action - Délai d'action de l'administration ou de la justice - Charge de la preuve - Gestion des entreprises - Souhaite l'adoption du projet modifié par les amendements de la commission - **Art. 1** (p. 1311) : son amendement n° 1 : nouvelle rédaction de cet article relatif à l'obligation générale de sécurité ; adopté - **Après l'art. 1** : son amendement n° 2 : détermination par des lois ultérieures des modalités de mise en jeu de la responsabilité du fait de produits non satisfaisants ; adopté.

Suite de la discussion - (3 juin 1983) - Rapporteur - **Art. 2** (p. 1355) : son amendement rédactionnel n° 3 ; adopté - Accepte l'amendement n° 41 de M. Gérard Ehlers, soutenu par M. Marcel Gargar (traitement et stockage des déchets de certains produits) - (p. 1356) : son amendement n° 4 : suppression de la possibilité de destruction d'un produit, hors le cas d'urgence ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements de M. Pierre Noé, n° 48 (dispositif plus souple de reprise d'un produit par un professionnel) et n° 49 (cas d'une reprise de produit contre remboursement) - (p. 1357) : son amendement n° 5 : modalités de répartition des frais afférents aux dispositions de sécurité à prendre ; adopté - **Art. 3** : son amendement n° 6 : suppression de la faculté de règlementation octroyée au ministre chargé de la consommation ; adopté - Son amendement n° 8 : suppression de la faculté octroyée au ministre compétent d'ordonner la reprise en vue d'un échange ou d'une modification ; adopté - S'oppose à l'amendement de coordination n° 50 de M. Pierre Noé - (p. 1358) : son amendement de coordination n° 7 ; adopté - Son amendement n° 9 : raccourcissement des délais de consultation des professionnels intéressés par le ministre concerné ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 51 de M. Pierre Noé (allongement du délai de consultation des professionnels par le ministre concerné) - Son amendement de coordination n° 10 ; adopté - **Art. 4** (p. 1359) : interroge Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat, sur la qualité des agents qualifiés pour procéder au contrôle des produits et services : fonctionnaires ou agents dûment commissionnés - **Art. 5** : son amendement n° 11 : procédure applicable aux agents habilités à pénétrer dans les locaux professionnels pour y procéder à des expertises sur des échantillons ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 52 de M. Pierre Noé (suppression de la mission de coordination entre les services compétents impartie au représentant de l'Etat dans le département) - **Art. 6** (p. 1360) : son amendement n° 12 : délai de communication du dossier au ministre intéressé par le représentant de l'Etat dans le département ; adopté - Son amendement de coordination n° 13 ; adopté - Son amendement rédactionnel et de coordination n° 14 ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 53 de M. Pierre Noé (délai pendant lequel le ou les ministres intéressés doivent se prononcer sur la décision de mesures urgentes) - **Art. 7** (p. 1361) : son amendement n° 15 : respect des règles de sécurité en vigueur ; adopté - Son amendement n° 16 : publicité des mises en garde ; rejeté - S'oppose à l'amendement n° 56 de M. Robert Laucournet, soutenu par M. Pierre Noé (examen des produits ou services par des organismes habilités) - (p. 1362) : son amendement n° 17 : remboursement par l'Etat des sommes engagées par un organisme pour faire contrôler ses produits ou services reconnus non dangereux ; retiré - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement de coordination n° 54 de M. Pierre Noé et au sous-amendement n° 55 du même auteur (suppression de la phrase relative au préjudice commercial subi par une entreprise du fait d'une publicité inopportune) - Accepte l'amendement n° 63 de Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat (remboursement par l'Etat de frais de contrôle relevant du domaine règlementaire) - Son amendement de coordination n° 18 ; adopté - S'oopose aux amendements de coordination n° 57 et 58 de M. Pierre Noé - **Après l'art. 7** : son amendement n° 20 : présomption de conformité des produits ; retiré - Dépôt prochain par le Gouvernement d'un projet de loi concernant la normalisation - **Art. 8** (p. 1363) : son amendement n° 21 : champ d'application de la loi ; adopté après modification par les sous-amendements n° 66 de M. Louis Souvet, soutenu par M. Philippe François (suppression de la procédure d'urgence définie dans des dispositions spécifiques) et n° 59 de M. Pierre Noé (suppression de la référence aux règlements et directives communautaires) - **Art. 8** *bis* (p. 1364) : son amendement rédactionnel n° 22 ; adopté - Son amendement n° 23 : respect des engagements internationaux de la France lors de la mise en place de mesures proportionnelles aux dangers présentés par les produits et les services ; adopté - **Art. 9** : s'oppose à l'amendement n° 42 de M. Gérard Ehlers, soutenu par M. Marcel Gargar (obligation faite au juge de prononcer des sanctions complémentaires aux frais du condamné) - (p. 1365) : son amendement n° 24 : diffusion d'annonces de la décision de condamnation ; adopté après modification par le sous-amendement rédactionnel n° 60 de M. Pierre Noé - **Art. 10** : son amendement rédactionnel n° 25 ; adopté - Demande le retrait de l'amendement rédactionnel n° 43 de M. Gérard Ehlers, soutenu par M. Marcel Gargar - (p. 1366) : accepte l'amendement n° 61 de M. Pierre Noé (délai imparti à la chambre d'accusation ou à la cour d'appel pour statuer) - Son amendement n° 26 : procédure applicable en cas de retard à statuer de la part de la chambre d'accusation ou de la cour d'appel ; adopté après modification par le sous-amendement n° 64 de Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat (possibilité de

cessation de plein droit des mesures ordonnées) - **Art. 12** (p. 1367) : son amendement n° 27 : composition de la commission de la sécurité des consommateurs ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 65 de Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat (composition de la commission de la sécurité des consommateurs ; rôle du commissaire du Gouvernement) - **Après l'art. 12** (p. 1368) : son amendement n° 28 : élargissement des compétences de la commission de la sécurité des consommateurs ; adopté après modification pour le sous-amendement n° 62 de M. Pierre Noé (compétence de la commission de la sécurité des consommateurs ne se limitant pas à des modifications législatives ou règlementaires) - **Art. 12** *bis* : son amendement n° 29 : saisine de la commission de la sécurité des consommateurs ; adopté - Sur la saisine de la commission de la sécurité des consommateurs, s'oppose aux amendements de M. Gérard Ehlers, soutenus par M. Marcel Gargar, n° 39 et 44, et accepte l'amendement n° 40 - **Après l'art. 12** *bis* (p. 1369) : son amendement n° 30 : communication de documents ; auditions, consultations préalables par la commission de la sécurité des consommateurs ; adopté - Sur cet amendement, demande le retrait du sous-amendement n° 47 de MM. Roger Boileau et Pierre Lacour (gestion d'une banque de données par la commission de la sécurité des consommateurs ; informations internationales) - **Art. 12** *ter* (p. 1370) : son amendement n° 31 : contenu et mode de publication du rapport annuel d'activité de la commission de la sécurité des consommateurs ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 45 de M. Gérard Ehlers, soutenu par M. Marcel Gargar (contenu et mode de publication du rapport annuel d'activité de la commission de la sécurité des consommateurs ; rapports adressés à la commission par les ministres concernés et le ministre chargé de la consommation) - **Art. 15** (p. 1371) : son amendement n° 32 : durée de la mesure de consignation ; renouvellement ; rejeté - (p. 1372) : son amendement n° 34 : suppression des obligations incombant au responsable de la première mise sur le marché ; adopté - Son amendement de coordination n° 35 ; adopté - **Avant l'art. 16** (p. 1373) : son amendement n° 36 : rédaction d'un « code de la consommation ; sécurité des consommateurs » ; retiré - **Art. 16** : son amendement rédactionnel n° 37 ; adopté - **Art. 19** : son amendement rédactionnel n° 38 ; adopté - **Seconde délibération - Art. 7** (p. 1374) : accepte l'amendement n° 1 de Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat (conditions de remboursement des sommes exposées par un professionnel à l'occasion de contrôles, précisées par décret en Conseil d'Etat).

JANETTI (Maurice), sénateur du Var (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre de la délégation parlementaire pour la planification (loi n° 82-653 du 29 juillet 1982) (13 octobre 1983) (p. 2308).

Est nommé membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial (loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973) (2 novembre 1983) (p. 2536).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (6 mai 1983) (p. 721).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement (22 juin 1983) (p. 1835).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (24 juin 1983) (p. 1998).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1984 (16 décembre 1983) (p. 4314).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) (21 décembre 1983) (p. 4530).

Est nommé membre de la commission de contrôle des services publics responsables de l'application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques (22 décembre 1983) (p. 4560).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues et les membres du groupe socialiste et apparentés, tendant à modifier l'article 11 du code électoral [n° **220 (82-83)**] (8 avril 1983) - **Elections et référendums.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Urbanisme** [n° **64, tome XV (83-84)**] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **388** (JO Débats 28 mai 1983) (p. 1215) à M. le ministre du commerce extérieur et du tourisme : **produits agricoles** (difficultés des produits agricoles français sur les marchés extérieurs) - Réponse de M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement (17 juin 1983) (p. 1793, 1794).

Questions orales avec débat :

n° **65** (26 mai 1983) (p. 1181) à M. le Premier ministre : **agriculture** (place du secteur agricole dans le cadre des actions prioritaires retenues par le projet de loi sur le neuvième plan) - Discutée le 10 juin 1983 (débat commun) (p. 1551 et suivantes).

n° **80** (3 octobre 1983) (p. 2248) à M. le ministre des affaires sociales : **médecine** (insémination artificielle : vide juridique).

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement : avenir du groupe CGCT** - (21 avril 1983) - (p. 419) : Compagnie générale des communications téléphoniques - Prise de contrôle par l'Etat à la fin de 1982 d'un ensemble d'entreprises - Incertitude des salariés.

– **Projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques** [n° **264 (82-83)**] - (17 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 841) : projet visant à combler les insuffisances de la réglementation en matière de protection de l'environnement - Loi de 1976 relative à la nécessité d'une protection de l'environnement - Etudes d'impact - (p. 842) : enquêtes d'utilité publique - Extension du champ d'application des enquêtes publiques - Procédure d'attribution des titres miniers - Mise en place de procédures d'enquêtes réellement ouvertes et contradictoires - Possibilité d'expression de tous les citoyens - Remise en cause des enquêtes

publiques actuelles : durée exagérément courte, publicité insuffisante, dossiers peu accessibles - Innovations du projet : information préalable à l'enquête ; ouverture de l'enquête à une large consultation ; diffusion publique du rapport d'enquête - (p. 843) : groupe socialiste favorable à l'adoption de ce projet - **Art. 1** (p. 848) : sur l'amendement n° 3 de M. Jacques Mossion, rapporteur (maintien des règles précédemment en vigueur), son sous-amendement n° 19 : suppression des spécificités des procédures existantes en ce qui concerne les opérations soumises à enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 856) : maintien des principales phases du projet : information préalable à l'enquête ; large concertation et diffusion publique du rapport d'enquête ; contrôle de la procédure par le juge administratif - (p. 857) : satisfait de l'adoption du sous-amendement relatif à l'attribution des titres miniers - Favorable à l'adoption de ce projet.

– **Projet de loi renforçant la protection des victimes d'infractions** [n° **303 (82-83)**] - (25 mai 1983) - **Après l'art. 20** *bis*, (p. 1104) : son amendement n° 6, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression du caractère exceptionnel de l'attribution de l'aide judiciaire aux personnes de droit moral ; retiré.

– **Questions orales avec débat jointes : politique agricole** - (10 juin 1983) - (p. 1563) : place de l'agriculture et du secteur agro-alimentaire dans les actions prioritaires retenues pour le projet de loi sur le 9e Plan - Aménagement du territoire et politique agricole - Place dans le commerce extérieur de la France - Montant des excédents agricoles au cours des dernières années - Compétitivité.

– **Conclusions du rapport de M. Marc Becam,** fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** [n° 167 (82-83)] **relative à l'âge de la retraite des personnels de police municipale** [n° **394 (82-83)**] - (21 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1822) : légitimité de la mise à parité de la police municipale avec la police nationale - (p. 1823) : attachement du Gouvernement au renforcement de la sécurité et à l'adoption de mesures importantes en faveur des policiers - Arrêtés du 28 juin et du 15 juillet 1982 en faveur des agents de police municipale relatifs à l'échelonnement indiciaire et aux conditions d'avancement - Nouveau modèle de carte professionnelle en cours de distribution - Abaissement de la limite d'âge proposé, mesure contraignante - Majoration de la cotisation de retraite et abaissement du pouvoir d'achat - Proposition de loi cachant une astucieuse stratégie politique - Engagement du Gouvernement d'étudier dans un proche avenir la situation des personnels de la police municipale - Abstention du groupe socialiste sur le texte de cette proposition de loi.

– **Projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques** - *Deuxième lecture* [n° **387 (82-83)**] - (22 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1835) : au nom du groupe socialiste, s'abstiendra sur le texte de ce projet de loi dénaturé par le Sénat.

– **Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan)** [n° **399 (82-83)**] - (28 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2063) : absence d'un programme prioritaire d'exécution (PPE) spécifique au secteur agricole et agro-alimentaire - Rôle de l'agriculture dans la politique de l'emploi - Echanges extérieurs : exportation de céréales ou de vins d'appellation d'origine contrôlée (AOC) - Crise économique internationale et nouvelle stratégie sur les marchés mondiaux - (p. 2064) : exportations des Etats-Unis vers les pays en voie de développement : Afrique - Elargissement de la Communauté économique européenne (CEE) - Politique agricole commune (PAC) - Elaboration du plan agricole par le conseil de la région Provence Alpes Côte d'Azur - Action nécessaire du Gouvernement en faveur de l'agriculture.

– **Projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement** - *Nouvelle lecture* [n° **445 (82-83)**] - (29 juin 1983) - **Art. 4** (p. 2093) : son amendement n° 1 : audition des organisations syndicales et professionnelles ; devenu sans objet - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2094) : attribution de titres miniers et procédure d'enquête - Action de la majorité sénatoriale - Abstention du groupe socialiste.

– **Question au Gouvernement : difficultés des tanneries françaises** - (13 octobre 1983) - (p. 2301) : plan cuir - Dépôt de bilan de la tannerie de Barjols dans le département du Var.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - IV - Plan, aménagement du territoire, économie sociale - (24 novembre 1983) - (p. 3282) : Plan - Aménagement du territoire - Décentralisation - Solidarité nationale - Crédits affectés à la délégation d'économie sociales, au commissariat au Plan et à la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) - Attributions du commissariat général au Plan - Rattachement à ce budget de deux organismes : l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et l'Institut syndical des recherches économiques et sociales (IRES) - Dotations budgétaires consacrées aux programmes prioritaires d'exécution (PPE) - Contrats de Plan Etat-régions - Groupe socialiste favorable à l'adoption de ce budget.

Urbanisme et logement - (5 décembre 1983) - Rapporteur pour avis (urbanisme) - (p. 3742) : loi du 7 janvier 1983 - Définition des compétences communales - Transfert de ressources aux collectivités locales devant compenser le transfert de compétences en matière d'élaboration des documents d'urbanisme - Création de la dotation globale d'équipement (DGE) - Aide de l'Etat au fonctionnement des agences d'urbanisme en métropole et dans les départements d'outre-mer - Protection des sites et des abords des monuments historiques - Lutte contre l'insalubrité de l'habitat - Actions de solidarité dans les grands ensembles et les banlieues défavorisées - (p. 3743) : création souhaitable d'un fonds interministériel d'intervention pour la qualité de l'urbanisme et de l'habitat - Fonctionnement de ce fonds analogue à celui du fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT) - Planification territoriale - Nouvelles attributions des directions départementales de l'équipement (DDE) - Dotation générale de décentralisation (DGD) - Effort de l'Etat en faveur des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE) - Réforme de l'architecture - Mission de l'Institut français d'architecture - Aménagement de l'espace - Révision du calcul de la taxe d'habitation et des taxes foncières - Chances de succès de la décentralisation, particulièrement à travers l'urbanisme - Favorable à l'adoption de ce budget.

Commerce et artisanat - (7 décembre 1983) - (p. 3873) : part du commerce dans la création de richesses par la nation - (p. 3874) : aides à la formation et à l'assistance technique - Formation professionnelle - Grandes surfaces - Commission nationale d'urbanisme commercial - Inadaptation de la loi Royer - Intérêt du commerce et du consommateur.

JARGOT (Paul), sénateur de l'Isère (C).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des finances.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi autorisant le gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières (19 avril 1983) (p. 361).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 57 (18 mai 1983) (p. 870) à M. le ministre de l'agriculture : **exploitants agricoles** (situation des exploitants familiaux) - Discutée le 10 juin 1983 (débat commun) (p. 1551 et suiv.).

INTERVENTIONS

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** [n° 480 (81-82)] - (13 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 207) : interrogation des élus locaux relative au financement des équipements des collectivités locales - Loi Minjoz ; pouvoir de décision sur un fonds - Taux des fonds collectés par les caisses d'épargne par rapport aux investissements annuels réalisés par les collectivités locales - Satisfaction des besoins collectifs et familiaux - Refus fréquent opposé aux demandes de prêts des élus locaux ; quotas du crédit agricole - Risque d'aggravation des difficultés des entreprises du bâtiment et des travaux publics - Applicabilité de la décentralisation aux caisses d'épargne - (p. 208) : rôle des collectivités locales : agent économique à vocation sociale - Place des contingents Minjoz dans le financement des équipements des collectivités - Attente des élus locaux - **Art. 5** (p. 224) : son amendement n° 45, soutenu par M. Pierre Gamboa : vocation des caisses d'épargne : besoins collectifs et familiaux ; retiré.

– **Questions orales avec débat jointes : politique agricole** - (10 juin 1983) - Voir l'intervention de M. *Louis Minetti* (p. 1557 et suivantes).

JEAMBRUN (Pierre), sénateur du Jura (GD).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe.

Est nommé de nouveau membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (5 octobre 1983) (p. 2267).

Est nommé membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial (loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973) (2 novembre 1983) (p. 2536).

Est réélu membre titulaire de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (23 novembre 1983) (p. 3201).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 46 (3 mai 1983) (p. 585) à M. le ministre des affaires européennes : **Communauté économique européenne (CEE)** (politique régionale communautaire).

INTERVENTIONS

– **Questions orales avec débat jointes : politique européenne** - (27 mai 1983) - Voir l'intervention de M. *Edgar Faure* - (p. 1193 à 1195).

JOLIBOIS (Charles), sénateur du Maine-et-Loire (rattaché administrativement au groupe UREI).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des lois (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre suppléant de la commission d'accès aux documents administratifs (décret n° 61-652 du 20 juin 1961) (26 octobre 1983) (p. 2489).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur (17 novembre 1983) (p. 2996).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° 384 (82-83)] - (26 octobre 1983) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 2471) : caractère normatif de la loi et anomalie de rédaction du titre I du projet - Domaine législatif et domaine réglementaire ; renvoi aux décrets d'application - Remise en cause du principe d'autonomie des universités, consacré par la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 - (p. 2472) : menaces pesant sur les études juridiques : suppression du premier cycle et du diplôme d'études universitaires générales (DEUG) de droit - Pluridisciplinarité - Professionnalisation - Sauvegarde nécessaire de l'enseignement professionnel juridique en France - Organisation administrative des universités - Composition des conseils d'université ; collège électoral unique pour les enseignants ; représentation des diverses disciplines - Statut des enseignants : avenir de l'agrégation de droit - Soutien aux amendements de la commission des affaires culturelles - (p. 2473) : amendements de la commission des lois : autonomie administrative et pédagogique des unités de formation et de recherche (UFR) ; modification du scrutin : suffrage indirect ; rôle des organisations représentatives.

Suite de la discussion - (9 novembre 1983) - Rapporteur pour avis - **Art. 30** : sur l'amendement n° 112 de M. Paul Séramy, rapporteur (conseil des unités de formation et de recherche), son sous-amendement n° 409 : définition par les unités de leur propre politique de formation et de recherche ; adopté - **Art. 36** (p. 2802) : sur l'amendement n° 123 de M. Paul Séramy, rapporteur (modification de la durée du mandat et des modes de scrutins des différentes catégories de personnels pour l'élection aux conseils), son sous-amendement n° 410 : suffrage indirect pour la désignation des personnels enseignants aux conseils prévus aux articles 27 et 28 du projet de loi ; adopté.

JOUANY (André), sénateur du Tarn-et-Garonne (GD-SRG).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **425** (JO Débats 21 octobre 1983) (p. 2372) à M. le ministre de l'économie : **marchés publics** (délais de paiement des marchés publics).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** [n° **127 (82-83)**] - (11 mai 1983) - **Art. 1 :** *Art. L. 123-1 du code du travail* (p. 801) : soutient l'amendement n° 35 de MM. Jean Béranger et Stéphane Bonduel : limitation à l'employeur des dispositions de cet article interdisant la discrimination professionnelle ; devenu sans objet - Article 416 du code pénal - *Art. L. 123-4* (p. 806) : se déclare favorable à l'amendement n° 3 de M. Pierre Louvot, rapporteur (prise en compte des indemnités de licenciement faisant l'objet de clauses dans le contrat de travail en l'absence de clauses dans la convention ou l'accord collectif).

– **Projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale** [n° **223 (82-83)**] - (19 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 954) : coopérative artisanale - Difficultés d'association des petites entreprises - Système de révision - Campagne d'information - Responsabilité individuelle de chaque coopérateur - Accès des services du groupement à des tiers non associés - Aide des ministères de la recherche, du commerce et de l'artisanat - Impôt sur les sociétés - Création de coopératives de « main d'œuvre » - Essor de l'artisanat et réanimation du tissu économique rural.

Deuxième lecture [n° **406 (82-83)**] - (5 juillet 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2189) : forme coopérative, associative ou mutualiste de l'économie sociale - Société des travailleurs associés - Statut de la coopération artisanale - Coopération d'HLM et coopération maritime - Coopération de transports - Vote favorable des radicaux de gauche - Syndicats coopératifs de propriété - Sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP).

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale - (26 novembre 1983) - (p. 3374) : hôpitaux locaux ou ruraux - Date de mise en oeuvre de la dotation globale des hôpitaux - Nombre de lits - Charte de la santé - Attribution de subventions ; exemple du Tarn-et-Garonne - Forfait journalier hospitalier - Réforme des allocations destinées aux handicapés - Rente survie - Vote de ces crédits concernant la santé par la formation des sénateurs radicaux de gauche.

Anciens combattants - (28 novembre 1983) - (p. 3407) : mesures prises en 1981 pour respecter les engagements pris - Problèmes restant à régler : pensions d'ascendants - (p. 3408) : déception des anciens combattants - Rattrapage du rapport constant ; refus de toute remise en cause de la conclusion de la commission tripartite - Intégration de l'indemnité mensuelle spéciale (IMS) et de points de l'indemnité de résidence - Poursuite nécessaire du rattrapage - Crédits évaluatifs du titre IV et possibilité d'augmentation des pensions - Fêtes nationales et cérémonies commémoratives - Vote sur ce budget subordonné à la décision prise en matière de rattrapage - **Après l'art. 116** (p. 3414) : son amendement n° 164 : relèvement de trois points de l'indice servant de référence au calcul des pensions d'invalidité et de guerre ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - Rattrapage du rapport constant - Possibilité de transfert de crédits non utilisés.

Commerce et artisanat - (7 décembre 1983) - (p. 3868) : taux de TVA et délai de récupération - Taxe professionnelle - Pouvoir d'achat des commerçants - Création d'emploi dans le commerce et solde négatif - Diminution de la consommation pour le commerce de détail - Urbanisme commercial - Composition et mission des chambres départementales d'urbanisme - Statut des coopératives d'artisans - Loi bancaire et réforme des tribunaux de commerce - Formation professionnelle des artisans et extension de cette loi aux commerçants - Commerce de détail et système de monnaie électronique - Vote de ce budget par la formation des radicaux de gauche.

JOZEAU-MARIGNE (Léon), sénateur de la Manche (UREI).

Nommé membre du Conseil constitutionnel le 21 février 1983 (2 avril 1983) (p. 2) - Cessation de son mandat sénatorial le 3 mars 1983 (2 avril 1983) (p. 17).

NOMINATIONS

- Président de la commission des lois.

– Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

DÉPÔTS

Rapport d'information fait, avec plusieurs de ses collègues, au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée du 10 au 24 janvier 1983 sur l'organisation institutionnelle, judiciaire et administrative de **l'Egypte** [n° **189 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983).

JUNG (Louis), sénateur du Bas-Rhin (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre titulaire de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe.

Est nommé membre de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (décret n° 79-368 du 7 mai 1979) (7 novembre 1983) (p. 2703).

Est réélu membre titulaire de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (23 novembre 1983) (p. 3201).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à l'élection des conseils régionaux [n° **178 (82-83)**] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983) - **Elections et référendums.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **491 (82-83)**] autorisant l'approbation d'une convention modifiant et complétant la convention additionnelle du 16 juillet 1975 à la convention du 4 juillet 1969 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne au sujet de l'aménagement du Rhin entre Strasbourg-Kehl et Lauterbourg-Neuburgweier (ensemble un protocole additionnel) [n° **17 (83-84)**] (13 octobre 1983) - **Traités et conventions.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi [n° 22 (83-84)] relatif à la levée des séquestres placés sur des biens allemands en France [n° 81 (83-84)] (30 novembre 1983) - **Politique extérieure.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi [n° 79 (83-84)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'une convention cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales [n° 115 (83-84)] (8 décembre 1983) - **Traités et conventions.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 446 (JO Débats 15 décembre 1983) (p. 4245) à M. le ministre des transports ; **permis de conduire** (institution d'un permis de conduire à points).

INTERVENTIONS

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** - *Deuxième lecture* [n° 267 (82-83)] - (24 mai 1983) - **Art. 3** (p. 1055) : son amendement rédactionnel n° 41, soutenu par M. Paul Pillet ; adopté - **Art. 9** (p. 1067) : sur l'amendement n° 11 de M. Jean Cluzel, rapporteur (répartition des sièges au sein du conseil d'orientation et de surveillance), son sous-amendement n° 44, soutenu par M. Paul Pillet : différence de répartition des sièges entre les caisses de plus ou de moins de 50 salariés ; retiré au profit du sous-amendement identique n° 35 de M. Philippe de Bourgoing, soutenu par M. Jacques Descours Desacres - (25 mai 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1081) : souci du Sénat d'assurer la protection des petits épargnants - Préservation d'un outil de collecte de l'épargne et importance pour les collectivités locales et l'ensemble de l'économie - (p. 1082) : constitution d'un réseau structuré, articulé autour d'un chef de réseau - Réserves du Sénat concernant les procédures de désignation des administrateurs et souhait d'un assouplissement des dispositions statutaires.

– **Questions orales avec débat jointes : politique européenne** - (27 mai 1983) - (p. 1196) : hommage à la mémoire de Mme Louise Weiss - Alsace - Vocation européenne de Strasbourg - Travaux du Conseil de l'Europe - Crise de l'Europe - Contrôles douaniers - Fixation des prix agricoles - Montants compensatoires monétaires (MCM) - Unité de l'Europe et démocratie.

– **Projet de loi modifiant le code du service national** - *Nouvelle lecture* [n° 425 (82-83)] - (23 juin 1983) - **Art. 1 :** *Art. L. 74 du code du service national* (p. 1853) : se déclare opposé à l'amendement n° 3 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (pourcentage d'appelés dans la gendarmerie).

– **Projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 485 (82-83)] - (7 juillet 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2234) : réponse écrite des services compétents de contrôle des produits nouveaux - Renforcement des droits et protection des consommateurs.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention modifiant et complétant la convention additionnelle du 16 juillet 1975 à la convention du 4 juillet 1969 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne au sujet de l'aménagement du Rhin entre Strasbourg-Kehl et Lauterbourg-Neuburgweier (ensemble un protocole additionnel)** [n° 491 (82-83)] - (20 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2357) : convention ayant un objet technique très limité - Effet bénéfique de la décentralisation - Commission des affaires étrangères favorable à l'adoption du texte de ce projet de loi.

– **Projet de loi modifiant, à compter du mois d'août 1984, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers perçue au profit du Fonds spécial de grands travaux** [n° 27 (83-84)] - (2 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2539) : thèses de Michel Albert - Budget et Fonds spécial - Taxe spéciale sur les produits pétrôliers - Poids des augmentations du prix de l'essence - Absence de consultation des collectivités locales et régionales - Votera le projet de loi - **Après l'art. unique** (p. 2541) : son amendement n° 1 : information des présidents de conseils régionaux ; retiré - Son amendement n° 2 : présence de présidents de conseils régionaux dans le conseil d'administration du Fonds ; retiré.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures** [n° 8 (83-84)] - (9 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2786) : nécessaire solidarité européenne face à la pollution - (p. 2787) : mines domaniales des potasses d'Alsace ; absence de diversification industrielle - Participation financière versée au Gouvernement français par les états contractants - Proposition de saumoducs pour le sel et les produits chimiques - Epuisement prochain des mines de potasses et demande de reconversion - Votera ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif à la levée des séquestres placés sur des biens allemands en France** [n° 22 (83-84)] - (12 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4085) : extinction de l'un des derniers contentieux franco-allemands issus de la seconde guerre mondiale - Relations entre la France et l'Allemagne - Office franco-allemand pour la jeunesse - Commission bipartite et compétence pour régler nombre de problèmes locaux - Terrains agricoles exploités en grande partie par des viticulteurs allemands traversant tous les jours la frontière - Eglise luthérienne allemande de la rue Blanche à Paris - Forêt de Mundat - **Art. 4** (p. 4086) : son amendement n° 1 : réduction du délai de demande de restitution ; adopté - **Art. 6 :** son amendement de rectification d'une erreur matérielle n° 2 ; adopté - **Art. 7 :** son amendement n° 3 : remise des biens dans l'état où ils se trouvent, soit à la date du procès-verbal établi lors de la restitution, soit à la date de l'attribution de propriété ; adopté.

– **Projet de loi portant modification du code du travail et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant** [n° 76 (83-84)] - (12 décembre 1983) - **Art. 1** (p. 4094) : se déclare favorable à l'amendement n° 16 de M. Raymond Poirier (congé parental et délai d'information de l'employeur avant le début de ce congé) - (p. 4095) : se déclare favorable à l'amendement n° 18 de M. Raymond Poirier (délai d'information de l'employeur).

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural relatives aux caisses de mutualité sociale agricole** - *Deuxième lecture* [n° 69 (83-84)] - (12 décembre 1983) - **Art. 1** (p. 4104) : se déclare favorable à l'amendement n° 5 de M. Louis Caiveau, rapporteur (liberté de décision du conseil d'administration ; suppression de l'avis conforme requis des comités de la protection sociale des salariés et non salariés pour certaines délibérations du conseil d'administration).

– **Projet de loi relatif à l'indemnisation d'infirmités contractées dans certains lieux de captivité ou d'internement** [n° 72 (83-84)] - (12 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4105) : souffrances et drames des personnes ayant été déportées à Tambow ou dans d'autres camps du même genre - S'associe à la demande du Gouvernement et du rapporteur dans cette grande oeuvre humanitaire - Vote favorable sur ce projet de loi.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° 7 (83-84)] - (13 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4135) : importance du bilinguisme dans certaines régions et précision nécessaire sur le maintien, pour les maires, du droit de recruter des personnels connaissant la langue locale ; cas de l'Alsace.

Suite de la discussion - (14 décembre 1983) - **Art. 46** (p. 4200) : souhaite que les représentants des collectivités locales aient la possibilité d'opérer un choix - Défense d'une liberté locale - Se déclare favorable à l'amendement n° 55 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (maintien du système des listes d'aptitude).

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales [n° 79 (83-84)] - (16 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4298) : Conseil de l'Europe - Propose l'adoption de ce projet de loi.

– Projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales [n° 95 (83-84)] - (19 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4392) : rend hommage à M. Lionel de Tinguy du Pouët - Compétences et moyens financiers - Décentralisation et droit comparé - Dotation globale de fonctionnement (DGF) et dotation globale d'équipement (DGE) - Investissements des collectivités locales - Travail des commissions.

K

KAUSS (Paul), sénateur du Bas-Rhin (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267) ; en démissionne (14 octobre 1983) (p. 2316).

Est nommé membre de la commission des affaires sociales (14 octobre 1983) (p. 2323).

INTERVENTIONS

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° 53(82-83)] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° 269 (82-83)] - (4 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 608) : loi de décentralisation du 2 mars 1982 et loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences - Intérêt de la proposition de loi en examen : domaines de compétences transférés ; transfert de compétences et transfert de ressources financières - (p. 609) : institution de la dotation globale d'équipement (DGE) - Principe des blocs de compétences - Transfert des moyens en personnels et en biens - Compensations financières - Evaluation préalable des charges - Remboursement des dettes de l'Etat aux collectivités locales : transports scolaires ; logement des instituteurs ; barèmes et contingents d'aide sociale - Suppression des tutelles et risque d'ingérence d'une collectivité territoriale dans les compétences d'une autre collectivité - Regroupement communal - Fusion de communes - Intérêt de la déclaration du Gouvernement renonçant à demander l'application de l'article 40 - Elaboration d'un compromis.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - (p. 3841) : diminution du rythme de progression de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Dotation globale d'équipement (DGE) ; incomplète compensation des subventions spécifiques ; inadaptation au financement des gros investissements - Dotation générale de décentralisation (DGD) - (p. 3842) : faiblesse de l'inscription budgétaire au titre de la DGD destinée à compenser le transfert des compétences en matières d'urbanisme - Durée de la mise à disposition gratuite des services extérieurs de l'Etat - Service technique des villes - Tarifs des services publics locaux - Réduction des capacités d'emprunt des collectivités locales - Baisse prévisible du volume des investissements - Réforme de la fiscalité locale - Souhait de participation des communes à certains impôts nationaux.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° 7 (83-84)] - (13 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4125) : complexité du projet - Rémunérations et régime des indemnités - Risque de lourdeur de la réforme - (p. 4126) : séparation du grade et de l'emploi - Multiplication des centres de gestion et coût pour les collectivités locales ; cas prévus de centres uniques - Expérience acquise par les syndicats de communes pour le personnel - Monopole de présentation des candidatures conféré aux organisations syndicales - Carrières : recrutement ; concours externe et concours interne - Recrutement direct à certaines fonctions de direction ; emplois de cabinet - Non titulaires - Emplois à temps non complet - **Art. 1** (p. 4138) : son amendement n° 149 : champ d'application du projet : mention des personnels des établissements publics interterritoriaux ; retiré - **Art. 4** (p. 4140) : son amendement n° 153 : recrutement et gestion des corps de catégories A et B dans le cadre régional : coïncidence avec les limites territoriales de la loi de 1972 portant création et organisation des régions ; retiré - **Avant l'art. 21** *bis* (p. 4153) : soutient l'amendement n° 172 de M. François Collet (centre unique de gestion pour la commune et le département de Paris et leurs établissements publics, et la région d'Ile-de-France) - **Art. 21** *ter* (p. 4155) : son amendement n° 158 : financement des centres de gestion par une cotisation assise sur la masse des rémunérations versées aux fonctionnaires à temps complet ou incomplet dont la gestion relève de ces centres ; retiré au profit de l'amendement identique n° 35 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur - Son amendement n° 159 : fixation par la loi du taux de chaque cotisation ; retiré - (p. 4156) : cotisation maximale.

Suite de la discussion - (14 décembre 1983) - **Art. 30** (p. 4189) : son amendement n° 160 : élection des représentants du personnel à la représentation proportionnelle ; adopté - **Art. 33** (p. 4191) : soutient l'amendement n° 7 de M. Christian Poncelet (création d'un comité technique paritaire dans chaque collectivité ou établissement employant 200 fonctionnaires de catégorie C et D ou plus, ainsi qu'auprès de chaque centre départemental de gestion pour les collectivités et établissements affiliés) - (p. 4192) : se déclare favorable à l'amendement n° 48 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (suppression de la deuxième phrase du dernier alinéa de cet article relatif à la présentation par les organisations syndicales des listes de candidats) - **Art. 2** (*suite*) (p. 4192) : ses amendements, n° 150 : recours possible à des agents non titulaires pour remplacer des fonctionnaires appelés ou maintenus sous les drapeaux ; adopté ; et n° 151 : restrictions liées aux conditions de durée et d'engagement inopposables aux chômeurs inscrits à l'agence nationale pour l'emploi et ayant dépassé l'âge limite de recrutement ; retiré - **Art. 34** (p. 4193) : soutient l'amendement n° 162 de M. Maurice Lombard (suppression de l'alinéa de cet article attribuant compétence aux comités paritaires pour l'examen des grandes orientations à définir pour l'accomplissement des tâches de l'administration concernée) - **Art. 42** (p. 4197) : son amendement n° 165 : forme de recrutement choisie par le maire ; retiré - **Art. 45** (p. 4198) : son amendement n° 168 : suppression du dernier alinéa relatif à l'inscription sur les listes instituées au premier alinéa des candidats déclarés aptes à une promotion interne ; devenu sans objet - Soutient l'amendement n° 169 de M. Maurice Lombard (prévision d'une liste complémentaire) - **Art. 54** (p. 4206) : soutient l'amendement n° 174 de M. Maurice Lombard (changement de corps ayant lieu sur la base d'une égalité qualitative et quantitative par corps, grade et emploi entre les deux fonctions publiques) - **Art. 54** *ter* (p. 4208) : soutient l'amendement n° 1 de M. Josselin de Rohan (extension des dispositions de cet article aux directeurs de cabinet des présidents de conseils généraux et des conseils régionaux) - **Art. 66** (p. 4213) : son amendement n° 176 : suppression de la distinction entre le détachement local et celui dans la fonction publique d'Etat ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Art. 73** (p. 4215) : son amendement n° 177 : partage en parts égales de la durée du congé entre le père et la mère ; retiré - **Art. 89** (p. 4224) : son amendement n° 179 : alinéa additionnel relatif à la composition du conseil de discipline et à la parité numérique entre représentants des collectivités territoriales et représentants du personnel ; adopté - **Art. 96** (p. 4226) : son amendement n° 181 : indissolubilité des établissements publics interterritoriaux tant qu'ils sont tenus à la prise en charge de fonctionnaires dont l'emploi a été supprimé ; retiré - **Art. 98** (p. 4230) : se déclare favorable à l'amendement n° 220 de M. Adolphe Chauvin (conditions dans lesquelles un local peut être attribué par le maire pour les réunions syndicales ou professionnelles) - **Art. 108 A** (p. 4231) : se déclare

favorable à l'amendement n° 76 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (suppression de l'intervention du pouvoir réglementaire pour déterminer le seuil démographique au-dessus duquel les communes seront autorisées à constituer un cabinet et fixation de l'effectif maximal des cabinets et des modalités de rémunération de leurs membres) - **Art. 118** (p. 4237) : soutient l'amendement n° 13 de M. Christian Poncelet (titularisation dans la fonction publique des agents non titulaires des collectivités territoriales) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4242) : texte conciliant la nécessaire autonomie des collectivités locales et les intérêts bien compris de leurs personnels - Améliorations apportées respectant la liberté de gestion des élus locaux - Au nom du groupe RPR se déclare favorable à l'adoption du texte de ce projet de loi.

L

LABARRERE (André), *ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement* (nommé le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 25 mars 1983, p. 907].

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **311** de M. Pierre Salvi : **pensions de retraite** (mensualisation des pensions) (17 juin 1983) (p. 1788).

n° **312** de M. Pierre Salvi : **postes et télécommunications (personnel des)** (inadaptation du statut particulier des administrateurs des PTT) (17 juin 1983) (p. 1787 et suivantes).

n° **358** de M. Pierre Lacour : **Société nationale des chemins de fer français** (SNCF) (conséquence de la suppression des traverses de bois par la SNCF) (17 juin 1983) (p. 1792, 1793).

n° **381** de M. Maurice Schumann : **plus-values (imposition des)** (changement de régime matrimonial : fiscalité) (17 juin 1982) (p. 1788).

n° **388** de M. Maurice Janetti : **produits agricoles** (difficultés des produits agricoles français sur les marchés extérieurs) (17 juin 1983) (p. 1793, 1794).

n° **389** de M. René Martin : **conditionnement** (avenir de l'emballage souple) (17 juin 1983) (p. 1790, 1791).

n° **395** de M. Jean Mercier : **Parlement** (délais des réponses ministérielles aux questions écrites) (17 juin 1983) (p. 1785 et suivantes).

n° **399** de M. Serge Boucheny : **imprimerie** (réinstallation des ateliers incendiés de l'Imprimerie nationale) (17 juin 1983) (p. 1789).

n° **419** de M. Guy Schmaus : **automobiles** (compétitivité de l'industrie automobile française) (18 novembre 1983) (p. 3055, 3056).

n° **421** de M. Roge Lise : **départements et territoires d'outre-mer** (affiliation des coopératives locales des DOM aux organismes de crédit mutuel) (18 novembre 1983) (p. 3059).

n° **422** de M. Guy Schmaus : **automobiles** (situation de la société Citroën) (18 novembre 1983) (p. 3056, 3057).

n° **423** de M. René Martin : **pétrole** (énergie pétrolière : perspectives d'avenir de la raffinerie de Gargenville) (18 novembre 1983) (p. 3054, 3055).

n° **427** de M. Bernard, Charles Hugo : **emploi** (aide à la création d'emplois salariés à caractère permanent dans les zones rurales) (18 novembre 1983) (p. 3054).

n° **430** de M. Camille Vallin : **lois de finances** (budget pour 1984 : suppression des exonérations fiscales concernant certaines habitations) (18 novembre 1983) (p. 3057, 3058).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles** [n° **23 (82-83)**] - (20 avril 1983) - **Art. 1** *ter* (p. 380) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Pierre Salvi, rapporteur (consultation des conseils municipaux par le représentant de l'Etat lors de la création d'une agglomération nouvelle) - (p. 381) : accepte l'amendement n° 2 de M. Pierre Salvi, rapporteur (avis des conseils municipaux des communes, du conseil général et du conseil régional concernés sur le projet de liste des communes intéressées et sur le périmètre d'urbanisation) - **Art. 2** : son amendement n° 91 : délai de révision du périmètre d'urbanisation porté au 31 décembre 1983 ; adopté - (p. 382) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Pierre Salvi, rapporteur (projet de révision du périmètre d'urbanisation proposé après consultation des assemblées délibérantes des communes concernées) - Son amendement n° 92 : projet de révision du périmètre d'urbanisation proposé par le représentant de l'Etat dans le département où se trouve le siège du syndicat communautaire d'aménagement ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 4 de M. Pierre Salvi, rapporteur (possibilité pour le conseil municipal d'une commune de demander le retrait de la commune de la liste des communes de l'agglomération nouvelle) - (p. 383) : son amendement n° 93 : réunion possible dans un seul et même périmètre, d'agglomérations nouvelles distinctes mais limitrophes ; rejeté - S'oppose à l'amendement n° 5 de M. Pierre Salvi, rapporteur (application intégrale des articles L. 112-19 et L. 112-20 du code des communes pour la modification des limites communales) - **Après l'art. 2** : demande la réserve de l'amendement n° 59 de M. Bernard-Michel Hugo jusqu'à l'examen de l'article 13 (définition des compétences exercées par le syndicat communautaire sur le territoire des communes) - **Art. 4** (p. 384) : ses amendements, n° 94 : remplacement des mots : « dans un délai de six mois » par les mots : « au plus tard le 30 juin 1984 » ; adopté ; n° 96 : possibilité de fusion pour les communes, soit par fusion simple, soit par fusion association ; adopté ; et n° 95 : régime de fusion affectant les communes ou portions de communes comprises à l'intérieur du périmètre d'urbanisation ; adopté - Instauration d'un syndicat d'intérêts communautaires proche du syndicat communautaire d'aménagement créé par la loi Boscher - Demande le rejet de l'amendement n° 6 de M. Pierre Salvi, rapporteur (création d'un syndicat d'intérêts communautaires en remplacement de la communauté d'agglomération nouvelle) - (p. 385) : son amendement n° 97 : fixation de la date et modalités de création de la nouvelle commune ou de l'établissement public ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 108 de M. Pierre Salvi, rapporteur (remplacement des mots « la communauté visée » par les mots « le syndicat d'intérêts communautaires visé ») - (p. 386) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Pierre Salvi, rapporteur (création d'une passerelle entre le syndicat d'intérêts communautaires et le syndicat d'agglomération nouvelle après chaque renouvellement général des conseils municipaux) - **Art. 7** : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Pierre Salvi, rapporteur (définition des fonctions du syndicat d'intérêts communautaires) .

– **Question au Gouvernement, de M. Bernard Legrand : financement des examens sportifs** - (21 avril 1983) - (p. 410) : politique sportive de la France - Absence de remise en cause des examens sportifs débouchant directement sur une profession - Coût des piscines - Nombre de postes de maîtres nageurs-sauveteurs.

– **Questions au Gouvernement, de MM. Louis Perrein et Adolphe Chauvin : aide à la Polynésie** - (21 avril 1983) - (p. 421) : conséquences des cyclones - Intensité et efficacité des secours déployés - Solidarité de toute la nation à l'égard de la Polynésie - Mise en oeuvre immédiate de moyens de secours par le Gouvernement - Reconstruction de l'activité économique du territoire - (p. 422) : contribution du Sénat à la prise de conscience des Français - Dépôt d'une proposition de loi tendant à organiser une souscription nationale en faveur de la Polynésie française ; inscription à l'ordre du jour de cette proposition de loi - Appel solennel lancé à tous les maires de France en faveur du vote d'une aide aux communes sinistrées de Polynésie.

– **Question au Gouvernement, de M. Pierre Gamboa : développement industriel régional** - (21 avril 1983) - (p. 423) : action de l'Etat - Fossé entre les régions pauvres et les régions riches - Elaboration du plan régional - Manque de mobilité des populations - Rôle d'entraînement des grandes entreprises nationalisées - Délégation à

l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) - Nécessaire développement de la vocation industrielle des régions - Concertation avec les élus nationaux et locaux - (p. 424) : poids de la région Ile-de-France.

– **Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 82-108 du 30 janvier 1982 relative aux contrats de solidarité des collectivités locales** [n° 236 (82-83)] - (17 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 857) : ordonnance de 1982 relative aux contrats de solidarité des collectivités locales - Effet positif sur l'emploi - Mise en place par les collectivités locales d'un programme de réduction de la durée du travail - Amélioration du service public - Recrutement de demandeurs d'emploi - Prise en charge par l'Etat des cotisations d'assurance sociale dues par la collectivité employeur pour les agents recrutés - Départ à la retraite anticipé pour les personnels titulaires et non titulaires ayant souscrit un contrat de solidarité - Priorité donnée aux jeunes et aux chômeurs pour remplacer ces personnels - Financement de ces départs anticipés à la retraite : création d'un fonds de compensation - Diminution de la contribution des collectivités locales à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales - Importance du nombre de contrats signés - Modification souhaitable des conditions de durée de service exigées des personnels titulaires pour bénéficier de la cessation anticipée d'activité - Bonification pour enfants accordée aux femmes - (p. 860) : portée limitée de ce texte du fait d'un recrutement massif de jeunes par les collectivités locales - Mobilité des agents communaux - Importance des mesures prises en faveur des femmes - Prorogation éventuelle de l'ordonnance examinée ultérieurement - Favorable au maintien de la gestion du fonds de compensation par la Caisse des dépôts et consignations - Versement du surplus des cotisations à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales - Ancienneté prise en compte pour bénéficier du départ à la retraite anticipée évoquée par M. *Georges Mouly* - **Après l'art. 2** (p. 861) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Pierre Schiélé, rapporteur (fixation annuelle par la loi de finances du taux des cotisations versées par les collectivités locales au fonds de compensation).

– **S'associe à l'hommage rendu par M. le Président du Sénat à la mémoire de M. Marc Jacquet,** sénateur de Seine-et-Marne (19 mai 1983) (p. 936).

– **Question au Gouvernement, de M. Germain Authié : plan de restructuration de l'industrie de l'aluminium.** - (19 mai 1983) - (p. 943) : bauxite - Alumine - Pechiney Ugine Kuhlman (PUK) - Aluminium métal par électrolyse - Transformation de l'aluminium - Production d'électricité - Disparition de certains sites et reclassement des salariés - Emploi - Contrat de plan.

– **Question au Gouvernement, de M. Camille Vallin : restructuration du groupe Pechiney Ugine Kuhlmann (PUK) dans l'Isère** - (19 mai 1983) - (p. 949) : région Rhône-Alpes - Emploi - Nationalisation - Métallurgie et transformation des métaux non ferreux - Aluminium - Rationalisation de production - Groupe Elf Aquitaine - Ato et Chloé - Sites de Jarrie et Brignoud - Restructuration de l'industrie chimique.

– **Question au Gouvernement, de M. Etienne Dailly : livre « Suicide mode d'emploi »** - (19 mai 1983) - (p. 950, 951) : publicité donnée à ce livre - Travaux de la commission de révision du code pénal.

– **Question au Gouvernement, de M. Pierre Tajan : revenus agricoles de 1982** - (19 mai 1983) - (p. 951) : prix communautaires - Blocage des prix - Croissance de la production - Revenus des producteurs de fruits - Département de Tarn-et-Garonne - Prix à la production agricole - Inflation.

– **Question au Gouvernement, de M. Michel Rigou : vignette sur les alcools** - (19 mai 1983) - (p. 952) : alcoolisme - Taxe sur le tabac - Prix de la bouteille d'alcool - Cas des départements d'outre-mer (DOM) - Commission Susini - Armagnac - Cognac - Calvados - Promotion à l'exportation - Transformation des productions.

– **Projet de loi portant intégration de certaines catégories de personnels en fonction dans les établissements d'enseignement secondaire ou dans les services administratifs du vice-rectorat de Nouvelle-Calédonie et dépendances dans des corps de fonctionnaires de l'Etat** [n° 208 (82-83)] - (9 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1498, 1499) : projet concernant des personnels ouvriers, soit administratifs, soit techniques et soumis aux dispositions d'une convention collective locale - Création d'emplois correspondants prévue par la loi de finances pour 1982 permettant la titularisation des personnes intéressées - Projet soumis à l'examen de la section des finances et de l'assemblée générale du Conseil d'Etat - Souhait du Gouvernement d'une adoption de ce texte par le Sénat - **Art. 1** (p. 1500) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de M. Lionel Cherrier (bénéfice de l'intégration pour les personnels des établissements d'enseignement secondaires et techniques) - Accepte l'amendement n° 3 de M. Lionel Cherrier (prise en compte de la qualification lors de l'intégration) - **Art. 3** (p. 1501) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Lionel Cherrier (mutation hors du territoire sur leur demande ou par mesure disciplinaire du personnel recruté sur place après entrée en vigueur de la présente loi).

– **S'associe à l'hommage rendu par M. le Président du Sénat à la mémoire de M. René Tomasini,** sénateur de l'Eure (9 juin 1983) (p. 1503).

– **Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles.** - *Deuxième lecture* [n° 317 (82-83)] - (16 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1674) : compétences du syndicat d'agglomération nouvelle et de la communauté d'agglomération nouvelle en matière d'urbanisme - Dispositions financières et fiscales - Développement urbain et 9e Plan - **Art. 1** *ter* (p. 1677) : accepte l'amendement n° 1 de M. Pierre Salvi, rapporteur (projet de périmètre d'urbanisation et rôle du représentant de l'Etat dans le département) - **Art. 2 :** s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Pierre Salvi, rapporteur (substitution des mots « après consultation des conseils municipaux » à « après concertation avec les maires ») - Son amendement n° 90 : procédure de révision dans le cas où les périmètres d'urbanisation sont situés dans des départements différents ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 3 de M. Pierre Salvi, rapporteur (retrait d'une commune de l'agglomération nouvelle, à la demande d'un ou de plusieurs conseils municipaux et action du représentant de l'Etat dans le département) - Son amendement n° 82 : accord des conseils municipaux des communes concernées par les modifications de limites territoriales ; adopté - **Art. 2** *bis* (p. 1678) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Pierre Salvi, rapporteur (suppression de cet article relatif au périmètre d'urbanisation) - **Art. 4 :** son amendement n° 83 : délai d'option en cas d'élections municipales à la suite de modifications des limites territoriales ; adopté - (p. 1679) : s'oppose aux amendements de M. Pierre Salvi, rapporteur, n° 5 (création d'un syndicat d'intérêts communautaires), n° 6 de coordination et n° 7 (modalités de transformation du syndicat d'agglomération nouvelle en syndicat d'intérêts communautaires) - **Art. 7 :** s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Pierre Salvi, rapporteur (compétences du syndicat d'intérêts communautaires et du syndicat d'agglomération nouvelle) - **Section 2 :** s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Pierre Salvi, rapporteur (intitulé ; « Dispositions communes au syndicat d'intérêts communautaires et au syndicat d'agglomération nouvelle ») - **Art. 8** (p. 1680) : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Pierre Salvi, rapporteur (suppression de cet article relatif à la notion et à la composition de la communauté d'agglomération nouvelle) - Son amendement n° 85 : détermination par le représentant de l'Etat dans le département de la date de la première élection du conseil d'agglomération ; devenu sans objet - **Section 3 :** s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Pierre

Salvi, rapporteur (suppression de la section III et de son intitulé pour coordination) - **Art. 9 :** s'oppose à l'amendement n° 12 de coordination de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 11** (p. 1681) : accepte l'amendement n° 13 de M. Pierre Salvi, rapporteur (élection des membres du comité au sein du conseil municipal) et s'oppose à l'amendement n° 14 du même auteur (définition du nombre de délégués que chaque commune peut envoyer siéger en cas d'absence d'accord) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 15 de M. Pierre Salvi, rapporteur et s'oppose à l'amendement n° 16 de coordination du même auteur - **Art. 12** (p. 1682) : son amendement n° 86 : décision de retrait d'une commune membre du syndicat d'agglomération nouvelle ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 17 de M. Pierre Salvi, rapporteur (décision de retrait d'une commune membre du syndicat d'intérêts communautaires ; suppression de la formalité de l'avis simple du conseil général et du conseil régional) - **Art. 12** *bis :* s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Pierre Salvi, rapporteur (création et mission de la commission spéciale de conciliation en matière de documents d'urbanisme) - **Art. 12** *ter* (p. 1683) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Pierre Salvi, rapporteur (affectation des biens, immeubles et meubles faisant partie du domaine public des communes membres au syndicat d'intérêts communautaires) - **Art. 12** *quater :* s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Pierre Salvi, rapporteur (substitution du syndicat d'intérêts communautaires ou du syndicat d'agglomération nouvelle de plein droit au syndicat communautaire d'aménagement dans ses droits et obligations) - **Après l'art. 12** *quater :* s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Pierre Salvi, rapporteur (rétablissement de la division « section III *bis* » et de son intitulé : « Dispositions propres au syndicat d'intérêts communautaires ») - **Art. 12** *quinquies :* s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Pierre Salvi, rapporteur (compétences du syndicat d'intérêts communautaires) - **Section 4 :** s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Pierre Salvi, rapporteur (intitulé ; « Dispositions propres au syndicat d'agglomération nouvelle ») - **Art. 13 :** s'oppose à l'amendement n° 24 de coordination de M. Pierre Salvi, rapporteur - (p. 1684) : s'oppose aux amendements de coordination de M. Pierre Salvi, rapporteur, n° 25 et n° 26 - S'oppose aux amendements n° 93 de M. Bernard-Michel Hugo (compétences de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle en matière d'investissements pour la réalisation d'équipements ou de lotissements de plus de 50 ou 100 logements, selon le nombre d'habitants des communes) et n° 27 de M. Pierre Salvi, rapporteur (compétences du syndicat d'intérêts communautaires pour la réalisation de lotissements de plus de 50 logements) - S'oppose à l'amendement n° 28 de coordination de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 13** *bis :* s'oppose aux amendements de coordination de M. Pierre Salvi, rapporteur, n° 29 et n° 30 - **Art. 13** *ter* (p. 1685) : s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Pierre Salvi, rapporteur (compétences du syndicat d'agglomération nouvelle en matière de zones d'aménagement concerté et de lotissements de plus de 50 logements) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 95 de M. Bernard-Michel Hugo (accord des conseils municipaux intéressés pour les décisions d'urbanisme ayant reçu un début d'application avant la promulgation de cette loi) - S'oppose aux amendements de coordination de M. Pierre Salvi, rapporteur, n° 32, n° 33 et n° 35 - **Art. 13** *quater* (p. 1686) : s'oppose aux amendements de M. Pierre Salvi, rapporteur, n° 36, n° 37 et n° 38 de coordination - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 39 du même auteur (divergences entre la commune et le syndicat ; nouvelle lecture de la délibération du comité du syndicat) - **Art. 14** (p. 1687) : s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Pierre Salvi, rapporteur (suppression de cet article pour coordination) - **Art. 15 :** s'oppose à l'amendement n° 45 de M. Pierre Salvi, rapporteur (suppression de cet article pour coordination) - Son amendement n° 87 de coordination ; devenu sans objet - **Section 5 :** s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Pierre Salvi, rapporteur (intitulé ; « Dispositions financières et fiscales communes au syndicat d'intérêts communautaires et au syndicat d'agglomération nouvelle) - **Art. 18** *bis* (p. 1689) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 57 de M. Pierre Salvi, rapporteur. (calcul de la dotation du syndicat après avis d'une commission ; composition de cette commission) - Demande le retrait de l'amendement n° 97 de M. Bernard-Michel Hugo (caractère obligatoire pour l'agglomération des dotations décidées par les collectivités dans les années précédant la prochaine révision des dotations de référence) - Son amendement n° 88 de coordination ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 58 de coordination de M. Pierre Salvi, rapporteur - Accepte les amendements rédactionnels n° 59 et n° 60 du même auteur - Son amendement de coordination n° 89 ; adopté - (p. 1690) : rôle de la commission locale - **Art. 19 :** s'oppose à l'amendement n° 98 de M. Bernard-Michel Hugo (impossibilité pour les communautés ou les syndicats d'agglomération nouvelle de prélever une taxe additionnelle sur les impôts des ménages) - **Art. 20 :** son amendement n° 91 de coordination ; adopté - **Art. 21** (p. 1691) : son amendement n° 92 : taux de la taxe professionnelle et compétences de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement de coordination n° 65 de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 23 :** s'oppose aux amendements de coordination de M. Pierre Salvi, rapporteur, n° 66, n° 67, n° 68, n° 69 et n° 70 - **Art. 24** (p. 1692) : s'oppose à l'amendement n° 72 de coordination de M. Pierre Salvi, rapporteur - S'oppose aux amendements n° 73 de M. Pierre Salvi, rapporteur (caractère transitoire de la dotation spécifique en matière d'équipements prévue jusqu'à la date d'achèvement des opérations de construction et d'aménagement) et n° 100 de M. Bernard-Michel Hugo (caractère transitoire de la dotation spécifique en matière d'équipements prévue pour une durée maximum de dix ans) - S'oppose à l'amendement n° 74 de coordination de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 25 :** s'oppose à l'amendement de coordination n° 75 de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 27 :** s'oppose aux amendements de coordination de M. Pierre Salvi, rapporteur, n° 76 et n° 77 - **Art. 28** (p. 1693) : s'oppose à l'amendement n° 78 de coordination de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 29 :** s'oppose à l'amendement n° 79 de coordination de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 30 :** s'oppose à l'amendement n° 80 de coordination de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 31 :** s'oppose à l'amendement de coordination n° 81 de M. Pierre Salvi, rapporteur.

– **Question au Gouvernement, de M. Jean Puech : élections régionales** - (16 juin 1983) - (p. 1694, 1695) : décentralisation - Date des élections régionales et municipales - Scrutin universel.

– **Question au Gouvernement, de M. Michel Giraud : contentieux électoral** - (16 juin 1983) - (p. 1697) : fraude électorale - Vote des Français de l'étranger - Article L. 250 du code électoral - Elections municipales de mars 1983 - Décisions des tribunaux administratifs - Rôle du ministre de l'intérieur.

– **Question au Gouvernement de M. René Regnault : financement des investissements des collectivités locales** - (16 juin 1983) - (p. 1700) : réajustement monétaire - Balance des paiements - Réduction de l'enveloppe de prêts aux collectivités locales et volume des prêts - (p. 1701) : action du groupe Caisse des dépôts et consignations, caisses d'épargne et Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL) - Mission de M. Raymond.

– **Question au Gouvernement, de M. Louis Minetti : situation de l'industrie navale** - (16 juin 1983) - (p. 1705) : inauguration d'un navire français « La Corse » construit par un chantier naval français - Niveau mondial de commandes - Emploi - Détournement de trafic par les ports étrangers - Politique d'adaptation des pratiques commerciales bancaires ou tarifaires - Reconquête du marché intérieur.

– **Question au Gouvernement, de M. Max Lejeune : implantation de la compagnie Boussac Saint-Frères à Abbeville** - (16 juin 1983) - (p. 1706) : restructuration de la

compagnie Boussac Saint-Frères - Définition des choix d'investissement.

– **Question au Gouvernement de M. Louis Brives : dotation globale d'équipement des collectivités locales** - (16 juin 1983) - (p. 1706, 1707) : taux de concours de l'Etat pour la seconde part de la DGE ; subvention pour les travaux d'aménagement rural - Volume de subvention des départements - Attribution prévisionnelle de la DGE en recettes dans la section d'investissement.

– **Question au Gouvernement, de M. Henri Caillavet : énergie nucléaire - Centrale de Golfech** - (16 juin 1983) - (p. 1707) : parc électronucléaire français - Consommation d'électricité - Aquitaire - Poursuite des travaux de la centrale de Golfech.

– **Proposition de loi portant création d'une délégation parlementaire dénommée Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques** - *Deuxième lecture* [n° **310 (82-83)**] - (16 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1710) : accord entre les deux assemblées relatif à la composition et au fonctionnement de cet office - **Art. 1** (p. 1711) : accepte les amendements de M. Jean-Marie Rausch, soutenus par M. Michel Chauty, rapporteur, n° 1 rédactionnel, n° 2 (suppression du comité consultatif ; modalités de saisine du conseil scientifique), n° 3 (avis des organisations syndicales ou professionnelles représentatives ou des associations à l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques), n° 4 de coordination et n° 5 (modalités d'habilitation de la délégation à demander l'exercice des prérogatives des commissions d'enquête) - (p. 1712) : accepte amendement n° 6 de M. Jean-Marie Rausch, soutenu par M. Michel Chauty, rapporteur (confidentialité des travaux sauf décision contraire de l'office et sauvegarde du secret scientifique et industriel) - Accepte l'amendement n° 7 du même auteur (modalités de publication des conclusions des travaux de la délégation exerçant les prérogatives d'une commission d'enquête) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 9 de forme ; adopté - Accepte l'amendement n° 8 de M. Jean-Marie Rausch, soutenu par M. Michel Chauty, rapporteur (statut financier des délégations).

– **Projet de loi portant approbation d'une convention fiscale avec le territoire d'outre-mer de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** [n° **369 (82-83)**] - (16 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1712, 1713) : impôt sur le revenu des personnes physiques et des sociétés - Mécanisme d'élimination de la double imposition - Droits du contribuable - (p. 1714) : caractère exécutoire de ce projet de loi dès son adoption.

– **Projet de loi sur l'Exposition Universelle de 1989** [n° **338 (82-83)**] - (16 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1721) : bicentenaire de la Révolution française - Accord du Bureau international des expositions universelles - Equipements culturels et scientifiques - Grand Louvre - Musée d'Orsay - Musée des sciences, des techniques et de l'industrie - Parc urbain de La Villette - Carrefour international de la communication - Etudes préalables - Concertation avec les collectivités locales - Accord de principe de M. Jacques Chirac sur la mise à disposition des terrains de Bercy et de Citroën - Création d'un groupe de travail - Mission de M. Jacques Deschamps - Hébergement des visiteurs ; étude de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile de France (IAURIF) - Déclaration récente de M. Jacques Chirac relative au caractère techniquement irréalisable à Paris de l'Exposition - (p. 1722) : caractère historique de la ville de Paris - Groupe de travail technique et financier - Proposition de deux sites - Techniques de la communication - Secteur du bâtiment et des travaux publics - Candidature de Chicago aux Etats-Unis - (p. 1723) : avis de M. *Michel Giraud* du 14 avril 1983 - Création d'un établissement public à caractère industriel et commercial - Institution d'un commissaire général - Conseil supérieur de l'Exposition - Composition du conseil d'administration de l'établissement public - Conditions de réalisation financière de l'Exposition - Plan d'urbanisme - Plan directeur régional - Projet d'aménagement des terrains de l'Exposition et des sites d'accueil des équipements nécessaires à l'environnement de l'Exposition - (p. 1724) : plan d'aménagement des zones d'aménagement concerté (ZAC) - Zones d'aménagement différé (ZAD) - Logements spécifiques.

Suite de la discussion - (17 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1749) : qualité du débat - Hommage à M. Marcel Dassault, le premier à avoir évoqué la nécessité d'une Exposition universelle - (p. 1751, 1752) : étonnement devant l'évocation du « coup du Panthéon » ainsi que du gouvernement de 1989 - Accord important sur la solidarité Nord-Sud, sur la participation directe de la jeunesse, sur l'hommage rendu à M. Gilbert Trigano - Majorité des orateurs ainsi que M. *Jean-Pierre Fourcade* favorables à l'organisation de l'Exposition universelle à Paris en 1989, mais étonnement du Gouvernement devant la déclaration de M. *Adolphe Chauvin* déclarant que le Sénat s'apprêtait à donner au Gouvernement uniquement un bureau d'études préalables - Appel à la concertation et mise en place des moyens destinés à confronter les pouvoirs d'investissement de la région et ceux de l'Etat prévus pour l'Exposition - Accord total avec M. *Michel Giraud* sur le contenu de l'Exposition - Intéressante proposition de M. *Jacques Habert* relative aux sites - Nécessité de faire preuve d'originalité dans le choix du site - (p. 1753) : récente relance de l'idée de Marne-la-Vallée par MM. *Michel Giraud* et Jacques Chirac - Nombreuses craintes exprimées par les orateurs - Croissance de la circulation automobile et gonflement des statistiques les concernant - Exposition dans Paris et bénéfice d'un réseau dense de transports en commun - Liaisons fluviales et maîtrise possible de la circulation sur la Seine - Problème du stationnement dans Paris - Plans d'urbanisme : plan directeur d'aménagement des sites de l'Exposition et plan directeur régional - (p. 1754) : actions menées par la ville de Paris et les communes concernées afin de lutter contre la spéculation en réponse au problème évoqué par M. *Guy Schmaus* - Loi du 22 juin 1982 contrôlant l'évolution des loyers - Absence d'indications relatives aux questions de coût, de financement et de programmation - Préparation par M. Roger Quilliot d'engagements pluriannuels et présentation à l'automne - Souci du Gouvernement d'éviter des engagements sur des chiffres mal étudiés - Début d'une concertation au sein du groupe de travail - Satisfaction du Gouvernement devant l'accord sur le principe de l'organisation de l'Exposition - Exposition pouvant prouver que la France est un pays industriel et d'avenir - Invitation des Etats par le Gouvernement par voie diplomatique - Thème des « chemins de la liberté » proposé par la France et accord de nombreux pays du bureau international des expositions - Exposition moyen d'aider ceux qui luttent pour la liberté dans des conditions difficiles dans certains pays - **Titre I** (p. 1755) : s'oppose à la demande de réserve de M. Roger Romani, rapporteur, de l'intitulé du titre I et des articles 1, additionnel après l'article 1, 1 *bis*, 2 et 2 *bis* jusqu'après l'article additionnel après l'article 6 *bis* - **Art. 3** (p. 1756, 1757) : accepte la demande de réserve de l'article 3 et de l'amendement n° 6 de M. Roger Romani, rapporteur, jusqu'après l'examen de l'article 4, formulée par M. Etienne Dailly, puis s'oppose à cet amendement (modification du caractère de l'établissement public qui, d'industriel et commercial, devient administratif) - **Art. 4** (p. 1758) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Roger Romani, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article définissant les missions de l'établissement public) - **Art. 5** (p. 1761) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Roger Romani, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à la composition du conseil d'administration de l'établissement public) - **Art. 6** (p. 1762) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour la demande de réserve de l'article 6 et de l'amendement n° 9 jusqu'après l'examen de l'article additionnel après l'article 6 *bis* de M. Roger Romani, rapporteur - **Art. 6** *bis* : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Roger Romani, rapporteur (instauration auprès du président du conseil d'administration de l'établissement d'une mission de contrôle financier) - **Après l'Art. 6** *bis* : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Roger Romani, rapporteur (transmission par le Gouvernement aux assemblées parle-

mentaires des rapports établis par l'établissement public) - **Intitulé du titre I** *(suite)* (p. 1763) : s'oppose à l'amendement n° 1, précédemment réservé, de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de cette division et de son intitulé) - **Art. 1** (p. 1764) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de cet article relatif à l'affirmation de la tenue à Paris en 1989 d'une Exposition universelle) - **Après l'art. 1 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 29 de M. Serge Boucheny, soutenu par M. Guy Schmaus (définition de la démarche, du contenu et des conditions qui doivent permettre la réussite de l'Exposition universelle) - **Art. 1** *bis :* s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de cet article relatif à la préparation, au déroulement et aux suites de l'Exposition universelle) - **Art. 2 :** s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de cet article relatif à la nomination et au rôle du commissaire général de l'Exposition) - **Art. 2** *bis :* s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de cet article relatif à la composition et au rôle du conseil supérieur de l'Exposition) - **Art. 6** *(suite)* : s'oppose à l'amendement n° 9, précédemment réservé, de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de cet article relatif à la mission et au rôle du commissaire général) - **Intitulé du titre II** (p. 1765) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de cette division et de son intitulé) - **Art. 7 :** s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de cet article relatif au plan directeur d'aménagement des sites) - **Art. 8 :** s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de cet article relatif au plan directeur régional) - **Art. 9** (p. 1766) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de cet article relatif à la modification des schémas directeurs) - **Art. 10 :** s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de cet article relatif au caractre d'intérêt national ou général des opérations ou projets concourant à la réalisation de l'Exposition) - **Art. 11 :** s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Serge Boucheny, soutenu par M. Guy Schmaus (prolongation des délais de sursis à statuer), ainsi qu'à l'amendement n° 17 de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de cet article relatif au sursis à statuer) - **Art. 12 :** s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de cet article relatif aux modalités d'acquisition des terrains faisant l'objet d'une décision de sursis à statuer) - **Après l'art. 12** (p. 1767) : s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Serge Boucheny, soutenu par M. Guy Schmaus (prise en compte dans le cadre des dispositions normales d'accord quant aux loyers des logements vacants depuis plus de dix-huit mois) - **Art. 13 :** s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de cet article relatif à la mise à la disposition de l'établissement public, pour l'Exposition universelle de 1989, des immeubles des domaines de l'Etat, de ses établissements publics et des sociétés nationales) - **Art. 14 :** s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de cet article relatif à l'utilisation de la procédure d'expropriation pour extrême urgence) - **Art. 15 :** s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de cet article relatif au régime des installations et constructions temporaires) - **Art. 16 :** s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de cet article relatif à l'autorisation de location temporaire de certains logements libres d'occupation) - **Intitulé du titre III :** s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de cette division et de son intitulé) - **Art. 17** (p. 1768) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de cet article relatif à la remise en état des terrains) - **Art. 18 :** s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de cet article relatif à la suppression de l'établissement public) - **Art. 19 :** s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de cet article relatif aux modalités d'application de la loi) - **Vote sur l'ensemble :** au nom du Gouvernement, demande le rejet de ce texte ainsi amputé.

– **S'associe à l'hommage rendu par M. le Président du Sénat à la mémoire de M. Pierre Sallenave,** sénateur des Pyrénées-Atlantiques (22 juin 1983) (p. 1836-1837).

– **Projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989.** - *Deuxième lecture* [n° 430 (82-83)] - (27 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2024) : organismes d'études - Groupe de travail - Choix des sites - Aspects financiers - Structures prévues - Modification des documents d'urbanisme : loi du 7 janvier 1983 sur la décentralisation ; concertation - (p. 2026) : souci d'information des élus, exprimé par M. *François Collet :* information du Conseil de Paris - Volonté de concertation - **Demande de réserve :** se déclare opposé à la réserve de l'intitulé du titre I et des articles 1 à 3, demandée par M. Roger Romani, rapporteur - **Art. 4** *(par priorité)* (p. 2027) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Roger Romani, rapporteur (nouvelles missions de l'établissement public) - **Art. 3 :** s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Roger Romani, rapporteur (statut d'établissement public national à caractère administratif) - **Art. 5 :** s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Roger Romani, rapporteur (composition du conseil d'administration) - **Art. 6 :** s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de cet article relatif au rôle du commissaire général) - **Art. 6** *bis* (p. 2028) : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Roger Romani, rapporteur (composition de la mission placée auprès du président et du conseil d'administration de l'établissement public) - **Art. 6** *ter :* s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Roger Romani, rapporteur (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale et relatif à la transmission par le Gouvernement aux assemblées parlementaires des rapports établis par l'établissement public) - **Titre I :** s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de la division « Titre I » et de son intitulé) - **Art. 1 :** s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de cet article posant le principe de l'organisation d'une exposition universelle en 1989) - **Art. 1** *bis :* s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de cet article relatif à la contribution de l'Exposition au développement de Paris et de sa région) - **Titre II :** s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de la division « Titre II » et de son intitulé) - **Titre III** (p. 2030) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Roger Romani, rapporteur (suppression de la division « Titre III » et de son intitulé) - **Vote sur l'ensemble :** amertume devant le déroulement de ce débat parlementaire - Souhait d'une concertation.

– **Projet de loi rendant appliquables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle** - *Nouvelle lecture* [n° 469 (82-83)] - (29 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2094) : demande la suppression de l'article 1 *quinquies* - **Art. 1** *quinquies* (p. 2095) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Charles Pasqua, rapporteur (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale et relatif à la détermination par les assemblées territoriales du montant des crédits nécessaires au fonctionnement des comités territoriaux de la communication audiovisuelle).

– **Projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989** - *Nouvelle lecture* [n° 460 (82-83)] - (29 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2103) : rappelle la position du Gouvernement - **Art. 4** (p. 2104) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Roger Romani, rapporteur (mission de l'établissement public pour l'Exposition universelle de 1989) - **Art. 3** *(suite)* : s'oppose à l'amendement de coordination n° 6 de M. Roger Romani, rapporteur - **Art. 5 :** s'oppose à l'amendement de coordination n° 8 de M. Roger Romani, rapporteur - **Art. 6** (p. 2105) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 9 de M. Roger Romani, rapporteur - **Art. 6** *bis :* s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Roger Romani, rapporteur (mission d'assistance du président et du conseil d'administration de l'établissement public en vue de la réalisation des études financières) - **Art. 6** *ter :* s'oppose à

l'amendement n° 11 de M. Roger Romani, rapporteur (transmission par le Gouvernement aux assemblées parlementaires des rapports établis par les établissements publics) - **Titre I :** s'oppose à l'amendement de suppression n° 1 de M. Roger Romani, rapporteur - **Art. 1 :** s'oppose à l'amendement de suppression n° 2 de M. Roger Romani, rapporteur - **Art. 1** *bis :* s'oppose à l'amendement de suppression n° 3 de M. Roger Romani, rapporteur - **Art. 2** (p. 2106) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 4 de M. Roger Romani, rapporteur - **Art. 2** *bis :* s'oppose à l'amendement de suppression n° 5 de M. Roger Romani, rapporteur - **Titre II :** s'oppose à l'amendement de suppression n° 12 de M. Roger Romani, rapporteur - **Art. 7 à 9 :** s'oppose aux amendements de suppression de M. Roger Romani, rapporteur, n° 13 à 15 - **Art. 10 à 16** (p. 2107) : s'oppose aux amendements de suppression de M. Roger Romani, rapporteur, n° 16 à 22 - **Titre III** (p. 2108) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 23 de M. Roger Romani, rapporteur - **Art. 17 à 19 :** s'oppose aux amendements de suppression n° 24 à 26 de M. Roger Romani, rapporteur - **Sur l'ensemble** (p. 2109) : souhaite un succès mondial à l'Exposition universelle de 1989.

– **Projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires** - *Nouvelle lecture* [n° **471 (82-83)**] - (30 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2157) : échec de la commission mixte paritaire - Avis défavorable du Gouvernement aux amendements proposés - **Art. 1 :** s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (nomination des ministres plénipotentiaires choisis en dehors du personnel diplomatique et consulaire).

– **Intervention suivant l'allocution de fin de session du Président du Sénat** - (30 juin 1983) - (p. 2159) : importance des travaux du Sénat, chambre de réflexion et de propositions - Amélioration des conditions de travail du Parlement - Souci du Gouvernement de respecter le jeu du bicaméralisme - Problèmes liés aux séances de questions au Gouvernement - Remerciements adressés aux sénateurs, au personnel et à la presse parlementaire.

– **Projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **484 (82-83)**] - (7 Juillet 1983) - **Discussion générale** (p. 2235) succès des travaux de la commission mixte paritaire - Qualité des travaux du Sénat - Favorable à l'adoption de ce texte.

– **Conférence des présidents** (6 octobre 1983) (p. 2276).

– **Question au Gouvernement, de M. Paul Bénard : élaboration de la nouvelle convention de Lomé.** - (13 octobre 1983) - (p. 2292, 2293) : départements et territoires d'outre-mer - Dispositif Stabex ; groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

– **Question au Gouvernement, de M. Stéphane Bonduel : Téléfrance USA** - (13 octobre 1983) - (p. 2304) : difficultés de financement - Manque d'assise publicitaire - Recherche de solutions de relance de la station.

– **Question au Gouvernement, de M. Josy Moinet : élections au comité régional des prêts** - (13 octobre 1983) - (p. 2305) : report des dates de dépôt des candidatures et d'élections.

– **S'associe à l'hommage rendu par M. le Président du Sénat à la mémoire de M. René Jager,** sénateur de la Moselle (18 octobre 1983) (p. 2327).

– **Projet de loi portant homologation des dispositions pénales de deux délibérations de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances.** [n° **372 (82-83)**] - (20 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2351) : homologation des dispositions pénales de deux délibérations prises par l'"Assemblée territoriale de la Nouvelle Calédonie relatives au code de la route territorial et à la protection de l'environnement - Article 50 de la loi du 28 décembre 1976 relative à l'organisation de la Nouvelle Calédonie - Application de l'article 34 de la Constitution - Première application de la procédure créée par l'article 50 du statut de la Nouvelle Calédonie - (p. 2352) : dépôt d'un amendement tendant à faire appliquer en Nouvelle Calédonie les dispositions du code de la route, en particulier celles relatives à l'abaissement du taux d'alcoolémie, en réponse à M. *Louis Virapoullé.*

– **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Commission et la Cour européennes des Droits de l'homme** [n° **321 (82-83)**] - (20 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2352) : entrée en vigueur le 17 avril 1971 de l'accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la commission et la Cour européennes des Droits de l'homme conclu à Londres le 6 mai 1969 - Texte accordant différentes facilités et immunités aux personnes participant aux procédures devant les organes de la convention - (p. 2353) : accord non signé par la France - Immunité de poursuite et de détention prévue par le paragraphe II a de l'article 4 ne s'appliquant pas sur le territoire français aux personnes résidant habituellement en France - Nécessité pour les étrangers expulsés du territoires français d'obtenir un « visa spécial » délivré par les représentants consulaires français compétents - (p. 2354) : nombreuses requêtes déposées depuis le 2 octobre 1981, date de la signature de la déclaration - Lenteur des procédures devant les tribunaux français.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole portant amendement de l'accord sur le financement collectif de certains services de navigation aérienne d'Islande, fait à Genève le 25 septembre 1956** [n° **364 (82-83)**] - (20 octobre 1983) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 366) - (p. 2354) : accord signé en 1956 par les gouvernements de 15 pays membres de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) relatif au financement collectif de certains services de navigation aérienne et de météorologie assurés par l'Islande et par le Danemark au profit du transport aérien dans l'Atlantique-Nord - Textes des deux conventions identiques - Accords signés à Genève en 1956 et modalités d'application arrêtées lors des conférences des Etats contractants tenues en 1973, en 1977 et en février 1982 - Protocole d'amendement signé à Montréal le 3 novembre 1982 pour mettre l'accord initial en harmonie avec les décisions prises - Evolution du système de financement collectif depuis 1956.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole portant amendement de l'accord sur le financement collectif de certains services de navigation aérienne du Grœnland et des îles Féroé, fait à Genève le 25 septembre 1956** [n° **366 (82-83)**] - (20 octobre 1983) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 364) - (p. 2354).

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Panama sur le traitement et la protection des investissements (ensemble deux échanges de lettres)** [n° **367 (82-83)**] - (20 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2355) : accord sur le traitement et la protection réciproque des investissements entre la France et Panama, signé le 5 novembre 1982 ayant pour objet de créer un cadre juridique stable pour l'activité des entreprises françaises à Panama et panaméennes en France - Texte prévoyant : l'octroi aux nationaux des deux parties, d'un traitement juste et équitable conforme au droit international et au moins égal au traitement accordé aux nationaux ou à celui de la nation la plus favorisée ; le droit au libre transfert des revenus et du produit de la liquidation des investissements ; le versement d'une indemnisation prompte et adéquate en cas de dépossession (p. 2357) : attachement du Gouvernement à régler le problème des cimetières de Panama en réponse à M. *Jacques Habert.*

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention modifiant et complétant la convention additionnelle du 16 juillet 1975 à la convention du 4 juillet 1969 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne au sujet de l'aménagement du Rhin entre Strasbourg-Kehl**

et Lauterbourg-Neuburgweier (ensemble un protocole additionnel) [n° 491 (82-83)] - (20 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2357) : convention conclue le 4 juillet 1969 entre la République française et la République Fédérale d'Allemagne relative à l'aménagement du cours du Rhin entre Strasbourg et Kehl - Convention additionnelle du 16 juillet 1975 modifiée par la convention du 6 décembre 1982 signée à Bonn - Suspension de la construction du barrage de Neuburgweier - Mesures de rétention des crues incorporées à la présente convention - Accord satisfaisant et avantageux réglant définitivement la participation financière de la France aux travaux de lutte contre les crues.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de l'Espagne et le Gouvernement de la République portugaise relative à l'extension du bénéfice de certaines dispositions des conventions de sécurité sociale passées entre deux de ces Etats aux ressortissants du troisième Etat** [n° 365 (82-83)] - (20 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2357) : convention tripartite France, Espagne, Portugal signée à Madrid le 10 novembre 1982 ayant pour objet d'étendre aux ressortissants des trois Etats en cause, en transit sur leur territoire respectif, le bénéfice des conventions de sécurité sociale qui lient déjà ces mêmes Etats sur le plan bilatéral - (p. 2358) : initiative de cette convention venant du Gouvernement portugais - Couverture des travailleurs à l'occasion d'un séjour temporaire ou d'un transfert de résidence dans l'un des deux pays dont ils ne sont ni les nationaux ni les assurés sociaux, par la convention de sécurité sociale liant le pays où ils sont assurés avec celui où ils transitent ou transfèrent leur résidence - (p. 2359) : Gouvernement attentif à limiter les dépenses en ce domaine, mais mesures indispensables dans le cas présent, en réponse à M. *Michel Alloncle.*

– **Projet de loi modifiant, à compter du mois d'août 1984, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers perçue au profit du Fonds spécial de grands travaux** [n° 27 (83-84)] - (2 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2536, 2537) : bâtiment et travaux publics - Transports et circulation urbaine - Economies d'énergie : Agence française pour la maîtrise de l'énergie - Rapport annuel sur la gestion du Fonds - Répartition des crédits - Primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS) - Deuxième tranche - Taxe spéciale sur les produits pétrôliers - (p. 2538) : demande le vote de ce projet de loi - (p. 2539) : en réponse à *M. Louis Jung,* budget et Fonds spécial ; augmentations de taxes sur les carburants ; consultation des collectivités locales ; rapport annuel - (p. 2540) : développement des opérations routières en milieu rural dans la deuxième tranche - **Après l'art. unique** (p. 2541, 2542) : demande le retrait de l'amendement n° 2 de M. Louis Jung (présence des présidents de conseils régionaux dans le conseil d'administration du Fonds).

– **Projet de loi portant extension aux départements d'outre-mer de l'assurance contre les accidents de la vie privée, les accidents du travail et les maladies professionnelles des personnes non salariées de l'agriculture** [n° 494 (82-83)] - (9 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2794) : extension progressive de la législation sociale aux agriculteurs des départements d'Outre-mer (DOM) - Extension de l'obligation d'assurance contre les accidents du travail, de la vie privée et les maladies professionnelles, instituée pour la métropole par la loi du 22 décembre 1966 - Assurance complémentaire - Assurance privée - Fonds commun des accidents du travail - Exploitants bénéficiaires - Obligation d'assurance ; choix du seuil d'assujettissement à l'assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles (AMEXA) - Nécessité de développer l'agriculture dans les DOM - Demande le vote de ce projet de loi - (p. 2796) : problème de la couverture sociale des petits agriculteurs évoqué par MM. *Georges Dagonia* et *Roger Lise* - Projet de révision des coefficients de pondération des seuils d'assujettissement - Choix de l'assurance privée et impossibilité de l'avance de trésorerie demandée par M. *Roger Lise* - Bilan.

– **Question au Gouvernement de M. Adolphe Chauvin : élections européennes** - (10 novembre 1983) - (p. 2818) : réponse ultérieure à cette question en raison de l'absence de M. le Premier ministre.

– **Question au Gouvernement de M. Jean Arthuis : politique industrielle européenne** - (10 novembre 1983) - (p. 2821) : plans communautaires - Coopération entre entreprises européennes - Projets d'infrastructure.

– **Question au Gouvernement de M. Serge Mathieu : législation française sur les carburants** - (10 novembre 1983) - (p. 2823) : avis de la commission européenne sur le prix minimum des carburants fixé par l'Etat - Actions juridictionnelles en cours.

– **Question au Gouvernement de M. Jacques Pelletier : Compagnie française de l'azote de Mont-Notre-Dame, dans l'Aisne** - (10 novembre 1983) - (p. 2827) : situation préoccupante de l'industrie des engrais - Concurrence des pays producteurs de matières premières - Intervention du Gouvernement auprès de la commission de Bruxelles - Restructuration du secteur - Evaluation difficile des incidences du regroupement de la société Gardinier avec la Compagnie française de l'azote (Cofaz) - Maintien des emplois.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 11** (p. 3161) : s'oppose aux amendements, n° 70 de M. Maurice Blin, rapporteur général (modification des deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième alinéas de cet article relatif à l'aménagement de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) et n° 148 de M. Jean Faure (prise en compte des ventes d'essence de supercarburant et de gazole pour la détermination du chiffre d'affaires annuel) - **Art. 13** (p. 3164) : réforme de la fiscalité locale en cours, en réponse à M. Marcel Lucotte - Suppression de l'exonération de vingt-cinq ans modifiée en 1973 - Modification du régime des exonérations de longue durée proposée par le Gouvernement pour des raisons d'équité - Coût élevé des exonérations pour l'Etat - (p. 3168) : s'oppose aux amendements identiques n° 49 de M. Paul Séramy et n° 138 de M. Marcel Lucotte, tendant à supprimer cet article relatif à la taxe foncière sur les propriétés bâties et aux exonérations de longue durée - S'oppose à l'amendement n° 71 de M. Maurice Blin, rapporteur général (dispositions applicables après la première mutation à titre gratuit, ou à titre onéreux, intervenues à compter du 1er janvier 1984), et s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 72 du même auteur (durée de l'exonération ramenée à dix ans pour les logements en accession à la propriété pour la réalisation desquels aucune demande de prêt n'aura été déposée avant le 31 décembre 1983) - S'oppose à l'amendement n° 120 de M. Christian Poncelet (suppression du paragraphe III de cet article relatif au calcul de l'allocation compensatrice versée aux communes) - (p. 3169) : maintien de la subvention d'équilibre mais en diminution.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - II - Secrétariat général de la défense nationale - (24 novembre 1983) - (p. 3252) : protection civile - Politique de dissuasion nucléaire - Taux d'augmentation du présent budget - Extension des sessions régionales de l'Institut des hautes études de la défense nationale - Programme civil de défense - Crédits d'équipement, matériel des services du SGDN - Expérimentation d'un système d'alerte au risque (STAR) - Construction et recensement des abris - (p. 3254) : répartition des crédits évoquée par M. *Christian Poncelet* - Décrets organisant la défense en cas de crise ou de guerre - Découvertes américaines sur la détection des sous-marins évoquées par M. *Edouard Bonnefous* – Riposte nucléaire en cas de menace.

Services du Premier ministre - III - Conseil économique et social - (24 novembre 1983) - (p. 3255) : progression de ce budget - Financement de la caisse des retraites des anciens conseillers - Extension des locaux du Conseil économique et social - Réduction des délais de publication des avis et rapports du Conseil - Informatisation - (p. 3256) : modification éventuelle de la composition du Conseil économique et social - Répartition de ses membres entre les différentes catégories socio-professionnelles représentées - Incidence sur les effectifs en personnels - Modification éventuelle du budget du Conseil.

Journaux officiels - (24 novembre 1983) - (p. 3256) : modernisation des techniques de composition et d'impression - Surcoût en raison de l'inexistence de constructeurs français de matériel de photocomposition et d'impression - Reconversion du personnel - (p. 3257) : suppression des surcoûts dûs à une sous-traitance provisoire, vers la fin 1985 - **Art. 46** (p. 3258) : exécution du budget des Journaux officiels, évoquée par M. Etienne Dailly - Différence entre un budget administratif et les nécessités d'une exécution industrielle.

Services du Premier ministre - I - Services généraux - (29 novembre 1983) - (p. 3453) : hommage au rapport spécial de M. *Robert Guillaume* - Création du Conseil national de prévention de la délinquance - Mise en place du Haut conseil du secteur public, du délégué interministériel aux professions libérales et du délégué aux réfugiés - Remplacement du Haut Comité de la langue française par le Haut comité de la francophonie, le comité consultatif de la langue française et le Commissariat général de la langue française - Développement de l'action du Haut comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme - Augmentation des crédits du Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie moderne - Situation préoccupante de la documentation française et importance de son activité - Souhaite l'adoption de ce budget par le Sénat - (p. 3464) : stagnation des crédits de la francophonie - Mise en place dans le courant de l'année des trois organismes créés pour remplacer le Haut comité de la langue française, en réponse à M. *Jacques Habert* - Volonté du Gouvernement de promouvoir la diffusion de la langue française, d'assurer la place de la France dans les réseaux mondiaux de communication et de favoriser l'utilisation du français pour les relations scientifiques et techniques.

– **Question au Gouvernement de M. Jacques Larché : application de l'article 10 de la Constitution** - (15 décembre 1983) - (p. 4253) : nouvelle délibération d'une loi demandée au Parlement par le Président de la République - Deuxième délibération sur le projet d'Exposition universelle - Respect de la procédure constitutionnelle.

– **Question au Gouvernement de M. Richard Pouille : mutations de personnels du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale** - (15 décembre 1983) - (p. 4254) : réponse ultérieure sur un éventuel transfert de l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) de Vandoeuvre à Nevers - Imprécision de l'intitulé de la question.

– **Question au Gouvernement de M. René Regnault : prise en charge des frais de tutelle d'Etat** - (15 décembre 1983) - (p. 4257) : participation de l'Etat au financement de la tutelle aux incapables majeurs - Réévaluation annuelle de cette participation - Financements complémentaires de l'aide sociale départementale - Harmonisation interdépartementale entre les associations de gestion des tutelles.

– **Question au Gouvernement de M. Maurice Lombard : élections régionales** - (15 décembre 1983) - (p. 4259, 4260) : élection des conseils régionaux au suffrage universel - Date des élections régionales - Découpage électoral.

– **Projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales** [n° 95 (83-84)] - **Suite de la discussion** - (20 décembre 1983) - **Art. 13** (p. 4413) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (répartition de la dotation globale d'équipement des communes : augmentation de la part affectée aux communes rurales, en fonction de la longueur de la voirie, et suppression à cet endroit du critère de péréquation) - Demande le retrait de l'amendement n° 37 de M. René Régnault (extension aux communes fusionnées par association des dispositions en faveur des communes de moins de deux mille habitants) -(p. 4414) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (majoration de la dotation globale d'équipement : suppression de l'extension aux groupements de communes et aux syndicats ; majoration au seul profit des districts disposant d'une fiscalité propre et des communautés urbaines existantes) - Coopération intercommunale - S'oppose à l'amendement n° 22 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (bénéfice de la dotation globale d'équipement pour les dépenses effectuées par l'intermédiaire des sociétés d'économie mixte locales au profit des communes ou groupements de communes) - **Art. 15** (*par priorité*) (p. 4416) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (dotation globale d'équipement des départements : gel du système actuel pour 1984) - Son amendement n° 43 : financement de cette garantie : affectation prioritaire de l'excédent dégagé par application de l'article 106 *bis* ; rejeté - **Art. 14** (p. 4417) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Joseph Raybaud, rapporteur (fixation annuelle par la loi des deux parts de la dotation globale d'équipement des départements) - (p. 4418) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de M. Christian Bonnet (dotation globale d'équipement des départements : cas des départements métropolitains assurant la charge financière de la liaison maritime entre les îles comprises dans leur territoire et leur partie continentale) - Son amendement n° 41 : financement de la garantie ; adopté - (p. 4419) : son amendement n° 42 : augmentation maximale annuelle de 30 de la dotation des départements ; adopté - Mécanisme d'écrêtement - **Avant l'art. 17** (p. 4420, 4421) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Joseph Raybaud, rapporteur (communication obligatoire aux collectivités locales, lors de la notification des dotations qui leur sont attribuées, des barèmes de calcul de ces dotations) - (p. 4422) : accepte l'amendement n° 10 de M. Joseph Raybaud, rapporteur (délai laissé au conseil municipal pour arrêter le budget de la commune en cas de retard dans la transmission des documents préparatoires) - **Art. 17** (p. 4423) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Joseph Raybaud, rapporteur (suppression de cet article relatif à l'écrêtement des collectivités surbénéficiaires au titre de la compensation des transferts de compétences) - Notion d'actualisation, évoquée par l'amendement n° 40 de M. Jean-Pierre Blanc - Répartition de l'ajustement et dotation générale de décentralisation (DGD), évoquées par M. Paul Girod, rapporteur pour avis - **Après l'art. 17** (p. 4424) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Joseph Raybaud, rapporteur (versement de la compensation sous forme d'acomptes mensuels et possibilité d'avance pour les collectivités rencontrant des difficultés de trésorerie) - **Art. 18** : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 28 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (ports de plaisance) - Compétence de la commune ou du département - **Après l'art. 18** : son amendement n° 38 : constatation par arrêté du représentant de l'Etat dans le département de la liste des ports transférés au département et aux communes ; adopté - **Art. 19** (p. 4425) : s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (suppression de cet article uniformisant la date du transfert de compétences en matière de ports) - **Après l'art. 21** (p. 4426) : son amendement n° 45 : application aux collectivités locales de la législation et de la réglementation existantes en matière de conditions d'attribution ou de montant des prestations sociales ; adopté - **Art. 22** : s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (suppression de cet article relatif au contentieux entre l'Etat et les départements, concernant les personnes sans domicile de secours) - **Art. 24** (p. 4427) : demande le retrait de l'amendement n° 32 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (mode de

versement de la dotation de prise en charge des dépenses de personnels de certains services sociaux) - Avance d'un trimestre ; ajustement de fin d'exercice - **Art. 25** : s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (suppression du caractère forfaitaire de la dotation pour frais communs d'aide sociale) - (p. 4428) : demande le retrait de l'amendement n° 34 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (versement de cette dotation sous forme d'acomptes mensuels ; ajustement de fin d'exercice) - Mode de versement prévu par le Gouvernement : versement par trimestre et ajustement de fin d'exercice - **Avant l'art. 26** : son amendement n° 39 : financement par la dotation générale de décentralisation du schéma d'aménagement de la Corse ; adopté - **Art. 27** : s'oppose aux amendements identiques n° 13 de M. Joseph Raybaud, rapporteur, et n° 35 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (suppression de cet article modifiant plusieurs dispositions de la loi du 13 juillet 1983, relative au statut des agglomérations nouvelles) - Cas d'une ville nouvelle ne réunissant que deux communes : ville de Rougeau-Sénart - (p. 4429) : urgence de cette disposition : adoption nécessaire avant le 31 décembre.

– Projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **123 (83-84)**] - (20 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4431) : excuse l'absence de M. Jacques Delors ; exprime au Sénat sa satisfaction devant la qualité des travaux sur ce projet - (p. 4432) : dispositions de l'article 57 du projet en examen modifiant la loi du 2 janvier 1981 relative au crédit aux entreprises : cas des entreprises titulaires de marchés publics et possibilité ou non de cession des créances en garantie des financements consentis.

– Projet de loi relatif à la situation des candidats admis au concours interne d'adjoint des cadres hospitaliers organisé dans le département de l'Essonne les 14 octobre et 18 novembre 1976 [n° **20 (83-84)**] - (20 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4440) : validation d'un concours administratif ; vice de forme ; annulation de l'ensemble des épreuves par le Conseil d'Etat - Nécessité de préserver la bonne marche des établissements et l'intérêt légitime des agents.

– Projet de loi relatif à l'assiette de certaines cotisations de sécurité sociale [n° **98 (83-84)**] - (20 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4440, 4441) : objet du projet de loi : suppression totale du plafond pour la part patronale des cotisations de la branche maladie de la sécurité sociale - Recherche d'un financement de la protection sociale plus efficace et plus juste - Contribution de 1 sur le revenu imposable - Nécessaire diversification des recettes - Distorsions économiques créées par le plafonnement actuel, au détriment des entreprises de main d'œuvre - Maintien du plafonnement pour les risques accident du travail, famille et vieillesse - Evaluation des transferts de charges entre entreprises - Application du texte au régime général et à tous les régimes spéciaux, à l'exception du régime local d'Alsace et de Moselle - Souci de neutralité financière du Gouvernement - (p. 4442) : date d'application de la réforme - Demande l'adoption du projet - (p. 4443) : partage de compétences entre les commissions du Sénat - Domaines de la loi et du réglement - (p. 4445) : annonce d'un débat au printemps 1984 sur le budget social de la nation dans les deux assemblées - **Après l'art. 1** (p. 4446, 4447) : demande le retrait des amendements n° 2 de M. Jacques Carat (exclusion des industries cinématographiques du champ d'application du projet de loi) et n° 1 de M. Jean Béranger, rapporteur (exonération partielle de l'employeur ou de l'assuré lorsque les charges sociales supportées par eux seront accrues d'un pourcentage supérieur à un taux fixé par décret) - Dispositions particulières propres aux artistes du spectacle - (p. 4448) : prochain entretien du ministre avec les représentants des entreprises de production cinématographique.

– Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° **126 (83-84)**] - (20 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4448) : diversité de ces mesures de simplification ou de clarification - Régime d'assurance vieillesse des artisans et commerçants ; minimum de pension - Régime des professions libérales : avantages servis au conjoint - Tutelle des régimes de sécurité sociale - Droits à pension de vieillesse des mineurs licenciés après la grève de 1948 - Indemnité de soins aux tuberculeux - Législation de l'adoption : indemnité journalière de repos ; droit au congé de trois jours ; harmonisation des droits des deux conjoints - (p. 4449) : améliorations proposées par la commission - Amendement du Gouvernement portant validation de la convention signée entre la Caisse nationale d'assurance maladie et les organisations de médecins en 1980 : médecins conventionnés à honoraires libres ; versement des cotisations sociales ; récente annulation par le Conseil d'Etat et vide juridique ; attente de l'élaboration d'une nouvelle convention et validation nécessaire de la convention actuelle sans modification - Respect de l'autonomie des partenaires sociaux - Brièveté du délai laissé au Sénat pour examiner ce projet, soulignée par M. *Jean-Pierre Fourcade,* président de la commission des affaires sociales ; remerciements du ministre pour la compréhension de la commission - (p. 4451) : problème évoqué par M. *Louis Boyer,* rapporteur, des pensions liquidées à taux réduit avant le 1er avril 1983 et de leur majoration à 65 ans - Pension des conjoints dans le régime des professions libérales : suggestion relative au statut du conjoint collaborateur ; risque de hausse des cotisations.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **171 (83-84)**] - (22 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4548) : satisfait des conclusions de la commission mixte paritaire - **Vote sur l'ensemble** (p. 4551) : rejet par l'Assemblée nationale du texte de la commission mixte paritaire relative à la démocratisation du secteur public.

– Intervention suivant l'allocution de fin de session du Président du Sénat (22 décembre 1983) - (p. 4553) : s'associe à la mémoire des sénateurs décédés - Satisfait de la nouvelle élection du Président *Poher* - Intensité des travaux du Sénat - Nombreux recours à la procédure d'urgence - Importance et rôle des commissions mixtes paritaires (CMP) - Contrôle parlementaire de l'action gouvernementale - Séance mensuelle de questions au Gouvernement - Hommage rendu à l'opposition du Sénat - Remerciements aux sénateurs, aux fonctionnaires du Sénat et à la presse parlementaire - Saisine par le président *Poher* de la Haute autorité de la communication audiovisuelle, créée depuis 1981 - (p. 4554) : voeux pour 1984, année s'annonçant difficile.

– Projet de loi définissant les moyens d'exécution du IXe Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan). - *Nouvelle lecture* [n° **181 (83-84)**] - (22 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4564) : contrats de Plan Etat-régions - Décentralisation - Planification et développement économique - Action de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) - Rôle des commissaires de la République - Programmes prioritaires d'exécution du 9e Plan - Remise au Parlement d'un document indiquant les engagements financiers pluriannuels contractualisés et leur référence aux plans prioritaires d'exécution du 9e Plan - Engagements financiers annexés ultérieurement au projet de loi de finances - **Art. 1** (p. 4567) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 1 de M. Bernard Barbier, rapporteur.

LABEYRIE (Philippe), sénateur des Landes (S).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires étrangères (5 octobre 1983) (p. 2267).

LACOUR (Pierre), sénateur de la Charente (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial (loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973) (2 novembre 1983) (p. 2536).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement (22 juin 1983) (p. 1835).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1984 (16 décembre 1983) (p. 4314).

Est nommé membre de la commission de contrôle des services publics responsables de l'application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques (22 décembre 1983) (p. 4560).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Territoires d'outre-mer** [n° **64, tome XXIII (83-84)**] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **358**(JO Débats 20 avril 1983) (p. 363) à M. le secrétaire d'Etat à l'agriculture et à la forêt : **Société nationale des chemins de fer français** (SNCF) (conséquence de la suppression des traverses de bois par la SNCF) - Réponse de M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement (17 juin 1983) (p. 1792, 1793).

Questions orales avec débat :

n° **23** (2 avril 1983) (p. 5) à Mme le secrétaire d'Etat à l'environnement : **chasse** (chasse : nouvelles orientations).

n° **42** (3 mai 1983) (p. 544) à M. le secrétaire d'Etat à l'environnement : **déchets** (contrôle de la circulation et du stockage de produits ou de déchets dangereux).

n° **62** (24 mai 1983) (p. 1072) à M. le ministre du commerce extérieur et du tourisme : **commerce extérieur** (situation de l'industrie communautaire de la pantoufle).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non-titulaires occupant de tels emplois** [n° **148 (82-83)**] - (12 avril 1983) - **Art. 1** (p. 177) : hostilité des agents des agences de bassin à la fonctionnarisation - Haute technicité de ces personnels - Création éventuelle d'un corps particulier de fonctionnaires des agences de bassin ou de l'environnement - **Après l'art. 4** (p. 180) : son amendement n° 25 : statut particulier des gardes-chasse ; retiré - **Après l'art. 5** (p. 181) : son amendement n° 20 : fonctionnaires mis à la disposition d'organismes à caractère associatif assurant des missions d'intérêt général et placés sous l'autorité directe du président desdits organismes ; adopté.

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** [n° **480 (81-82)**] - **Suite de la discussion** - (14 avril 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 266) : proposition de loi déposée par M. Taddéi, député - Modernisation nécessaire des circuits de la collecte de l'épargne - Financement des collectivités locales : contingents Minjoz - Rapport Ancian - Prudence nécessaire dans la mise en vigueur de cette réforme - Votera le texte ainsi modifié.

– **Projet de loi relatif aux sociétés d'économie mixte locales** [n° **518 (81-82)**] - (14 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 277) : loi de décentralisation du 2 mars 1982 - Disparition des statuts types ou des règlements types et vide juridique à l'égard des sociétés d'économie mixte - Rôle de ces sociétés au service des collectivités locales - Charte de l'économie mixte élaborée par la Fédération nationale des sociétés d'économie mixte - Domaines d'intervention : construction et gestion de logements sociaux, d'équipements publics scolaires, sportifs, culturels ou sociaux ; transport ; sports d'hiver ; informatique - Cas de la SOGIMA à Marseille - Amendements du Sénat tendant à l'amélioration du projet.

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53(82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - (4 mai 1983) - **Avant l'art. 1** (p. 621) : soutient l'amendement n° 133 de M. Auguste Chupin (codification de l'ensemble des textes législatifs relatifs aux transferts des compétences de l'Etat aux communes, départements et régions, et envoi systématique aux maires avant le 1er janvier 1984) - **Art. 3** (p. 624) : soutient l'amendement n° 136 de M. Claude Mont (entrée en vigueur de la loi subordonnée au respect par l'Etat des conventions de mise à disposition de personnels) - **Après l'art. 3 :** soutient l'amendement n° 137 de M. Henri Le Breton (définition par la loi des conditions dans lesquelles l'Etat place les personnels actuellement régis par les conventions de mise à disposition, sous l'autorité exclusive des collectivités locales).

Suite de la discussion - (5 mai 1983) - **Art. 7** (p. 633) : soutient l'amendement n° 141 de M. Rémi Herment (remboursement en trois ans des dettes de l'Etat envers les collectivités locales) - **Art. 11** (p. 636) : soutient l'amendement n° 143 de M. Roger Boileau (Parlement informé annuellement du non respect par l'Etat de ses obligations financières vis-à-vis des collectivités locales) - **Art. 12** (p. 638) : soutient l'amendement n° 145 de M. Auguste Chupin (cas des transports scolaires interdépartementaux), l'amendement rédactionnel n° 146 de MM. Roger Poudonson et Henri Le Breton et l'amendement n° 147 de M. Kléber Malécot (cas des transports scolaires interdépartementaux) - Sur l'amendement n° 18 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (substitution de la notion de compétence à celle de responsabilité en matière de transports scolaires ; rétablissement de la notion de plan départemental des transports scolaires), soutient le sous-amendement n° 144 de MM. Charles Bosson et Jean Francou (élèves de l'enseignement public et de l'enseignement privé bénéficiant des mêmes droits en matière de transports scolaires) - **Après l'art. 13** (p. 645) : son amendement n° 149 : normes d'équipement et règles d'utilisation des aérodromes fixées par l'Etat ; adopté - **Art. 18** (p. 650) : son amendement de coordination n° 179, déposé avec M. Jean-Marie Rausch ; adopté - **Art. 23** (p. 653) : soutient l'amendement n° 154 de MM. Roger Poudonson et Henri Le Breton (présence dans les conseils de l'éducation des parents d'élèves de l'enseignement public et privé) -Soutient l'amendement n° 153 de M. René Ballayer (mode de désignation des conseils de l'éducation

fixé par décret) - **Art. 24** (p. 657) : sur l'amendement n° 9 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (en matière de carte scolaire, pouvoirs différenciés selon les niveaux d'enseignement concernés et la collectivité territoriale responsable), soutient les sous-amendements de MM. Roger Poudonson et Henri Le Breton, n° 155 (fixation par les conseils municipaux de l'implantation des écoles et des classes élémentaires et maternelles publiques) et n° 156 (intervention des conseils municipaux ou généraux en matière d'implantation d'écoles ou de créations, d'extensions ou d'aménagement des collèges, limitée aux seuls établissements publics) - Soutient les amendements de M. Rémi Herment, n° 158 (véritable décentralisation excluant l'accord du représentant de l'Etat dans le département pour la création, l'extension ou les aménagements des collèges) et n° 159 (véritable décentralisation excluant l'accord du représentant de l'Etat pour l'implantation des lycées) - **Art. 25** (p. 660) : soutient l'amendement n° 160 de M. Claude Mont (suppression du caractère définitif du transfert de compétences, en matière scolaire, des régions aux départements ou aux communes) - **Art. 27** (p. 666) : son amendement n° 161 : contribution de chaque commune déterminée par le conseil départemental de l'éducation ; adopté - (p. 667) : sur l'amendement n° 11 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (contribution de la commune de résidence des élèves des écoles maternelles et des classes élémentaires aux dépenses de fonctionnement engagées par les communes d'accueil ; à défaut d'accord, contribution déterminée par le conseil départemental de l'éducation), soutient le sous-amendement n° 182 de MM. Roger Poudonson et Henri Le Breton (article concernant les maternelles publiques ou privées sous contrat d'association).

Suite de la discussion - (6 mai 1983) - **Art. 44** (p. 690) : soutient l'amendement n° 165 de M. Auguste Chupin (dépistage et surveillance après traitement des affections cancéreuses et actions de lutte contre la lèpre à la charge de l'Etat) - *Au nom de la commission des affaires économiques* - **Avant l'art. 48** (p. 693) : soutient l'amendement n° 25 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (développement des chemins de randonnée dans le cadre des pouvoirs de police dévolus aux autorités municipales et garantie du respect de la propriété privée) - Son amendement n° 168 : protection de l'environnement prise en compte dans les plans d'occupation des sols ; adopté - Son amendement n° 167, identique à l'amendement n° 130 de M. Jacques Pelletier, soutenu par M. Josy Moinet : conditions d'exercice de la responsabilité de la région en matière d'environnement et de protection de la nature ; adopté - (p. 694) : son amendement n° 170, identique à l'amendement n° 131 de M. Jacques Pelletier, soutenu par M. Josy Moinet : maintien des protections édictées en faveur des espaces boisés naturels ou agricoles ; adopté - *Au nom de la commission des affaires économiques* - **Art. 48** : soutient les amendements de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis, n° 26 (établissement par le département d'un plan départemental des chemins et sentiers après avis des communes intéressées), n° 27 (conventions pouvant fixer les dépenses d'entretien et de signalisation mises à la charge du département) et n° 28 de coordination - (p. 695) : *Au nom de la commission des affaires économiques,* soutient l'amendement n° 29, de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (précisions concernant les modalités du transfert des ressources correspondantes) - **Après l'art. 49** (p. 696) : son amendement n° 169 : décision relative à un permis de construire ou à une autorisation d'utilisation du sol déférée devant le tribunal administratif ; retiré - **Art. 50** : soutient l'amendement n° 171 de M. Auguste Chupin (obligation pour les communes, les départements et les régions de consacrer un pourcentage du montant de l'investissement, à l'occasion de l'adoption de leur budget, à fixer l'insertion d'oeuvres d'art) - **Art. 53** (p. 698) : soutient l'amendement n° 172 de M. Claude Mont (suppression du contrôle technique) - **Avant l'art. 58** (p. 701) : soutient l'amendement n° 173 de M. Auguste Chupin (article additionnel relatif aux majorations de subventions en faveur des communes qui se sont livrées à des regroupements) - **Art. 58** (p. 702) : soutient l'amendement n° 174 de M. Claude Mont (conséquences d'une pleine et entière liberté de gestion du conseil municipal) - **Art. 60** (p. 705) : soutient l'amendement n° 175 de M. Roger Poudonson (1° suppression de l'obligation de placement en bons du Trésor ; 2° avis du comité des finances locales intervenant avant le décret du Conseil d'Etat) - **Art. 62** (p. 706) : soutient l'amendement rédactionnel n° 176 de M. André Bohl - **Art. 63** (p. 707) : soutient l'amendement n° 177 de M. Roger Boileau (entière responsabilité de l'Etat dans les cas non prévus par la loi de substitution de l'Etat à l'autorité locale) - **Après l'art. 66** (p. 710) : soutient l'amendement n° 178 de M. Marcel Rudloff (prorogation des dispositions de l'article 96 de la loi du 2 mars 1982 précisant que la dotation spéciale comprend les dépenses supportées en 1983 pour les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin pour assurer le logement des conseils de prud'hommes) - (p. 711) : *Au nom de la commission des affaires économiques,* sur l'amendement n° 87 de M. Gaston Defferre, ministre (modifications du code de l'urbanisme), soutient le sous-amendement n° 184 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (précisions relatives aux modifications du code de l'urbanisme).

– Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles [n° **190 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (26 mai 1983) - **Art. 4** (*suite*) : *Art. 417 du code rural* (p. 1123) : son amendement n° 111 : mise à disposition des agents du Conseil supérieur de la pêche ; retiré - *Art. 442* (p. 1172) : sur l'amendement n° 94 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (assimilation des agents du Conseil supérieur de la pêche aux techniciens de l'Etat chargés des forêts), s'oppose au sous-amendement n° 163 de M. Roland Grimaldi (contrôle des agents par le Conseil supérieur de la pêche) - (p. 1173) : dispositions de la loi Le Pors relatives aux gardes-pêche - Autorité des présidents de fédération sur les gardes fédéraux - *Art. 452* (p. 1175) : son amendement n° 125 : transaction en cas d'infraction ; retiré - **Après l'art. 4** (p. 1178) : son amendement n° 126 : procès-verbaux des gardes-chasse ; adopté - **Art. 8** (p. 1179) : son amendement de coordination n° 128 ; devenu sans objet.

– Projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905 [n° **247 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (3 juin 1983) - **Après l'art. 12** *bis* (p. 1369) : sur l'amendement n° 30 de M. René Jager, rapporteur (communication de documents ; auditions, consultations préalables par la commission de la sécurité des consommateurs), son sous-amendement n° 47, déposé avec M. Roger Boileau et soutenu par M. Daniel Millaud : gestion d'une banque de données par la commission de la sécurité des consommateurs ; informations internationales ; retiré.

– Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public [n° **282 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (7 juin 1983) - **Art. 6** *sexies* (p. 1420) : son amendement n° 147, soutenu par M. Jean Colin : suppression de cet article relatif à la fixation par le conseil des conditions d'accès de ses membres dans les établissements de l'entreprise ; adopté.

– Projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905 - *Deuxième lecture* [n° **410 (82-83)**] - (6 juillet 1983) - **Art. 8** (p. 2198) : soutient l'amendement n° 1 de M. Bernard Lemarié (procédure d'urgence).

– Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat [n° **309 (82-83)**] - (25 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2402) : mise à disposition ou détachement de fonctionnaires de l'Etat ou d'agents d'établissements publics auprès des organismes de chasse et de pêche - Compétences des présidents élus des fédérations - Statuts particuliers ; spécificité propre de la juridiction administrative - (p. 2403) : chambre régionale des comptes - Troisième voie d'accès à l'Ecole nationale d'administration (ENA) - Risque de politisation - (p. 2411) : autorité hiérarchique des présidents élus des fédérations sur les gardes-pêche et les gardes-chasse - **Après l'art. 38** *bis*

(p. 2431) : se déclare favorable à l'amendement n° 32 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (autorité des présidents d'association assurant des missions d'intérêt général sur les fonctionnaires de l'Etat ou agents d'établissements publics mis à disposition ; exemple des fédérations de pêche ou de chasse).

– **Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].**

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (6 décembre 1983) - Rapporteur pour avis (territoires d'outre-mer) - (p. 3807) : importance océanique des TOM ; convention des Nations-unies sur le droit de la mer - Nouvelle-Calédonie ; ressources en minerai ; développement nécessaire des ressources agricoles et de la pêche - (p. 3808) : Polynésie ; nécessité de prévention contre les cyclones ; activité agricole et touristique ; centre d'expérimentation du Pacifique ; Commissariat à l'énergie atomique - Terres australes et antarctiques françaises - Réforme foncière en Nouvelle-Calédonie ; risques de la procédure par ordonnances ; droit coutumier - Diminution de la subvention du Fonds d'investissement et de développement économique et social (FIDES) - Diminution des crédits globaux de la section TOM du secrétariat d'Etat - S'en remet à la sagesse du Sénat sur ce projet de budget.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat** - *Deuxième lecture* [n° 71 (83-84)] - (13 décembre 1983) - **Art. 20** (p. 4113) : son amendement n° 35 : suppression de cet article relatif à la troisième voie d'accès à l'Ecole nationale d'administration (ENA) ; adopté - **Art. 38** *ter (supprimé par l'Assemblée nationale)* (p. 4114) : son amendement n° 36 : rétablissement de cet article relatif à la possibilité pour des organismes à caractère associatif qui assurent des missions d'intérêt général de bénéficier de la mise à disposition ou du détachement de fonctionnaires de l'Etat et des communes ou d'agents d'établissements publics ; adopté - Associations de chasse et de pêche - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4120) : importance de cette réforme - Dispositions positives du projet - Persistance de points de divergence : statut des membres des tribunaux administratifs ; troisième voie d'accès à l'ENA ; intégration des agents non titulaires ; articles 65 à 77 - Améliorations apportées par le Sénat - Vote par le groupe UCDP du projet de loi ainsi modifié.

LACROIX (Jean), Rapporteur de la commission spéciale du Plan du Conseil économique et social.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan) [n° 399 (82-83)]** - (28 juin 1983) - Rapporteur du Conseil économique et social - **Discussion générale** (p. 2038) : avis du Conseil économique et social - Politique familiale - Nécessité d'un minimum de références quantitatives - Méthodes d'élaboration du Plan - Retour à l'équilibre des échanges extérieurs ; commerce international - Emploi - Réduction de la durée du travail et partage du travail - Prélèvements obligatoires : fiscalité ; dépenses de santé - Modernisation - (p. 2039) : logement ; éducation - Autofinancement des entreprises et lutte contre l'inflation - Epargne et consommation - Finances publiques et finances privées - Energie : électricité, charbon, gaz - Problème des seuils - Restructurations industrielles et concurrence - Plan national et plans régionaux - Nécessité d'outils d'évaluation ; développement de l'information économique et sociale.

LALUMIERE (Catherine), *secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation* (nommé le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 25 mars 1983, p. 907].

DÉPÔTS

Projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine [n° 3 (83-84)] (6 octobre 1983) - **Produits agricoles et alimentaires.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **328** de M. Jean Colin : commerce extérieur (assouplissement du financement des déplacements professionnels) (31 mai 1983) (p. 1233).

n° **331** de M. Jean-Pierre Fourcade : **politique extérieure** (situation des réfugiés éthiopiens à Djibouti) (14 octobre 1983) (p. 2319, 2320).

n° **335** de M. Jean Colin : **conseils et conseillers généraux** (aide financière au nouveau conseil général de l'Essonne) (31 mai 1983) (p. 1233, 1234).

n° **352** de M. Jean-Pierre Fourcade : **entreprises publiques** (contrôle parlementaire de la gestion des banques nationalisées) (14 octobre 1983) (p. 2320, 2321).

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement, de M. Christian Poncelet : hausse des prix et balance commerciale en 1983** - (19 mai 1983) - (p. 940) : inflation - Blocage des prix et des revenus - Hausses des tarifs publics - (p. 941) : prix pétroliers - Loyers - Retour progressif à la liberté des prix - Décélération des prix - Compétitivité monétaire de l'industrie - Différentiel de croissance de la demande intérieure entre la France et ses partenaires.

– **Projet de loi modifiant la loi n° 82-595 du 10 juillet 1982 relative aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes [n° 316 (82-83)]** - (1er juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1251, 1252) : modification de la loi du 10 juillet 1982 - Article 1 adopté par l'Assemblée nationale et avis favorable de la commission des lois - Souhait que les comptables puissent être désignés dans les chambres régionales des comptes - Conditions d'octroi du quitus des comptables - Création d'une incompatibilité régionale - Article 2 et mise en débet d'un comptable - (p. 1254) : attachement à la qualité du recrutement et au bon fonctionnement des chambres régionales des comptes - Nécessité de moyens suffisants en personnels - Lenteur du recrutement effectué par l'Ecole nationale d'administration (ENA) - Interrogation sur l'opportunité de la création d'un corps d'assistants de vérification - Détachement assurant la mobilité des fonctionnaires - Tableaux établis par le ministère des finances concernant les locaux, en réponse à M. *Paul Pillet*, rapporteur - **Art. 2** (p. 1255) : accepte l'amendement n° 1 de M. Paul Pillet, rapporteur (rétablissement de cet article relatif à l'interdiction pour un comptable public principal nommé membre d'une chambre régionale des comptes et constituant un débet d'exercer une activité d'ordre juridictionnel sans qu'il ait reçu quitus sauf s'il a reçu décharge de sa responsabilité).

– **Projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905 [n° 247 (82-83)]** - (2 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1306) : rapport de M. *René Jager* - Accidents domestiques - Evaluations de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) - Coût pour la collectivité - Action des associations - Rôle de la commission

de refonte du droit de la consommation - Commission des clauses abusives - Education des consommateurs - Banques de données - Sécurité et prévention - (p. 1307) : pouvoirs donnés à l'administration : retraits, rappels, diffusion d'informations - Mise en conformité - Création d'une commission de la sécurité des consommateurs - Compétitivité de l'industrie française - Concurrence internationale - (p. 1310) : inquiétudes exprimées par M. *René Jager,* rapporteur, quant à la liberté des professionnels - Respect des libertés fondamentales - Composition de la commission de la sécurité des consommateurs - Délai d'action de l'administration - Charge de la preuve - **Art. 1** (p. 1311) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. René Jager, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à l'obligation générale de sécurité) - Nécessité de la référence aux conditions normales ou prévisibles d'utilisation - **Après l'art. 1** (p. 1312) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. René Jager, rapporteur (détermination par des lois ultérieures des modalités de mise en jeu de la responsabilité du fait de produits non satisfaisants).

Suite de la discussion - (3 juin 1983) - **Art. 2** (p. 1355) : accepte l'amendement rédactionnel n° 3 de M. René Jager, rapporteur - S'oppose à l'amendement n° 41 de M. Gérard Ehlers, soutenu par M. Marcel Gargar (traitement et stockage des déchets de certains produits) - (p. 1356) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. René Jager, rapporteur (suppression de la possibilité de destruction d'un produit, hors le cas d'urgence) et, sur cet amendement, aux sous-amendements de M. Pierre Noé, n° 48 (dispositif plus souple de reprise d'un produit par un professionnel) et n° 49 (cas d'une reprise de produit contre remboursement) - (p. 1357) : accepte l'amendement n° 5 de M. René Jager, rapporteur (modalités de répartition des frais afférents aux dispositions de sécurité à prendre) - **Art. 3** : accepte l'amendement n° 6 de M. René Jager, rapporteur (suppression de la faculté de règlementation octroyée au ministre chargé de la consommation) - S'oppose à l'amendement n° 8 de M. René Jager, rapporteur, (suppression de la faculté octroyée au ministre compétent d'ordonner la reprise en vue d'un échange ou d'une modification) et accepte l'amendement de coordination n° 50 de M. Pierre Noé - (p. 1358) : accepte l'amendement de coordination n° 7 de M. René Jager, rapporteur - S'oppose à l'amendement n° 9 de M. René Jager, rapporteur (raccourcissement des délais de consultation des professionnels intéressés par le ministre concerné), et sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 51 de M. Pierre Noé (délai limite de consultation des professionnels par le ministre concerné) - Accepte l'amendement de coordination n° 10 de M. René Jager, rapporteur - **Art. 4** (p. 1359) : fonctionnaires habilités pour procéder au contrôle des produits et services - **Art. 5** : accepte l'amendement n° 11 de M. René Jager, rapporteur (procédure applicable aux agents habilités à pénétrer dans les locaux professionnels pour y procéder à des expertises sur des échantillons) et, sur cet amendement, le sous-amendement n° 52 de M. Pierre Noé (suppression de la mission de coordination entre les services compétents impartie au représentant de l'Etat dans le département) - **Art. 6** (p. 1360) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. René Jager, rapporteur (délai de communication du dossier au ministre intéressé par le représentant de l'Etat dans le département) - Accepte l'amendement de coordination n° 13 de M. René Jager, rapporteur - S'oppose à l'amendement rédactionnel et de coordination n° 14 de M. René Jager, rapporteur, et sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 53 de M. Pierre Noé (délai pendant lequel le ou les ministres intéressés doivent se prononcer sur la décision de mesures urgentes) - **Art. 7** (p. 1361) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 15 de M. René Jager, rapporteur (respect des règles de sécurité en vigueur) - S'oppose à l'amendement n° 16 de M. René Jager, rapporteur (publicité des mises en garde) - Accepte l'amendement n° 56 de M. Robert Laucournet, soutenu par M. Pierre Noé (examen des produits ou services par des organismes habilités) - (p. 1362) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. René Jager, rapporteur (remboursement par l'Etat des sommes engagées par un organisme pour faire contrôler ses produits ou services reconnus non dangereux) - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement de coordination n° 54 de M. Pierre Noé, et n° 55 du même auteur (suppression de la phrase relative au préjudice commercial subi par une entreprise du fait d'une publicité inopportune) - Son amendement n° 63 : remboursement par l'Etat des frais de contrôle relevant du domaine réglementaire ; adopté - Accepte l'amendement de coordination n° 18 de M. René Jager, rapporteur - Accepte les amendements de coordination n° 57 et 58 de M. Pierre Noé - **Après l'art. 7** (p. 1363) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. René Jager, rapporteur (présomption de conformité des produits) - Dépôt prochain d'un projet de loi concernant la normalisation - **Art. 8** : sur l'amendement n° 21 de M. René Jager, rapporteur (champ d'application de la loi), accepte le premier alinéa rédactionnel et s'oppose au deuxième alinéa faisant référence aux règlements et directives communautaires - **Art. 8** *bis* (p. 1364) : accepte l'amendement rédactionnel n° 22 de M. René Jager, rapporteur - S'oppose à l'amendement n° 23 de M. René Jager, rapporteur (respect des engagements internationaux de la France lors de la mise en place de mesures proportionnelles aux dangers présentés par les produits et les services) - **Art. 9** (p. 1365) : demande le retrait de l'amendement n° 42 de M. Gérard Ehlers, soutenu par M. Marcel Gargar (obligation faite au juge de prononcer des sanctions complémentaires aux frais du condamné) - Accepte l'amendement n° 24 de M. René Jager, rapporteur (diffusion d'annonces de la décision de condamnation) et, sur cet amendement, le sous-amendement rédactionnel n° 60 de M. Pierre Noé - **Art. 10** : accepte l'amendement rédactionnel n° 25 de M. René Jager, rapporteur - (p. 1366) : accepte l'amendement n° 61 de M. Pierre Noé (délai imparti à la chambre d'accusation ou à la cour d'appel pour statuer) - Sur l'amendement n° 26 de M. René Jager, rapporteur (procédure applicable en cas de retard à statuer de la part de la chambre d'accusation ou de la cour d'appel), son sous-amendement n° 64 : possibilité de cessation de plein droit des mesures ordonnées ; adopté - **Art. 12** (p. 1367) : son amendement n° 65 : composition de la commission de la sécurité des consommateurs ; rôle du commissaire du Gouvernement ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 27 de M. René Jager, rapporteur (composition de la commission de la sécurité des consommateurs) - **Après l'art. 12** (p. 1368) : accepte l'amendement n° 28 de M. René Jager, rapporteur (élargissement des compétences de la commission de la sécurité des consommateurs) et, sur cet amendement, le sous-amendement n° 62 de M. Pierre Noé (compétence de la commission de la sécurité des consommateurs ne se limitant pas à des modifications législatives ou réglementaires) - **Art. 12** *bis* (p. 1369) : sur la saisine de la commission de la sécurité des consommateurs, accepte l'amendement n° 29 de M. René Jager, rapporteur et l'amendement n° 40 de M. Gérard Ehlers, soutenu par M. Marcel Gargar - **Après l'art. 12** *bis* : accepte l'amendement n° 30 de M. René Jager, rapporteur (communication de documents ; auditions ; consultations préalables par la commission de la sécurité des consommateurs) - Gouvernement favorable à la gestion d'une banque de données par la commission de la sécurité des consommateurs - (p. 1370) : crédits prévus à cet effet dans le budget de 1984 - **Art. 12** *ter* : sur le contenu et le mode de publication du rapport annuel d'activités de la commission de la sécurité des consommateurs, accepte les amendements n° 31 de M. René Jager, rapporteur - **Art. 15** (p. 1371) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. René Jager, rapporteur (durée de la mesure de consignation ; renouvellement) - (p. 1372) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. René Jager, rapporteur (suppression des obligations incombant au responsable de la première mise sur le marché) - Accepte l'amendement de coordination n° 35 de M. René Jager, rapporteur - **Avant l'art. 16** (p. 1373) : s'oppose à l'amendement n° 36 de M. René Jager, rapporteur (rédaction d'un « code de la consommation ; sécurité des consommateurs ») - Mise en place d'une commission de refonte du droit de la consommation - Travaux de ces spécialistes non encore

communiqués - **Art. 16 :** accepte l'amendement rédactionnel n° 37 de M. René Jager, rapporteur - **Art. 19 :** accepte l'amendement rédactionnel n° 38 de M. René Jager, rapporteur - **Seconde délibération - Art. 7** (p. 1374) : son amendement n° 1 : conditions de remboursement des sommes exposées par un professionnel à l'occasion de contrôles, précisées par décret en Conseil d'Etat ; adopté - **Vote sur l'ensemble :** difficultés d'application des règles relatives à la sécurité évoquées par M. Daniel Millaud - (p. 1375) : Gouvernement soucieux de concilier la sécurité des consommateurs et l'équilibre économique des entreprises - Rappel de récents dossiers soumis aux lenteurs administratives - Ferme volonté du Gouvernement de faire aboutir les dossiers concernant la sécurité des produits.

– **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **447 (82-83)**] - (29 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2096) : suppression de la mention du caractère industriel des entreprises pouvant bénéficier de l'exonération - Référence à l'article 44 *bis* du code général des impôts - Délibération des organismes consulaires sur les exonérations de taxes annexes ; opposition du Gouvernement et abandon de cette proposition de modification.

– **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1981** - *Nouvelle lecture* [n° **461 (82-83)**] - (29 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2097) : contrôle du Parlement en matière de virement, d'annulation ou de transfert de crédits - Risque d'alourdissement du travail des services - (p. 2098) : échec de la commission mixte paritaire (CMP) - Présentation par le Gouvernement d'un rapport explicitant les motifs des textes réglementaires ayant modifié la répartition des crédits ouverts par les lois de finances - **Art 1A à 13** (p. 2098 à 2103) : s'oppose aux amendements de suppression n° 1 à 15 de M. Maurice Blin, rapporteur général.

– **Projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905** - *Deuxième lecture* [n° **410 (82-83)**] - (6 juillet 1983) - **Discussion générale** (p. 2192) : adaptation des entreprises aux besoins des usagers - Commission de la sécurité des consommateurs - **Art. 1** (p. 2194) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Jean Colin, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à l'obligation générale de sécurité) ; sur le même sujet, accepte l'amendement n° 2 de MM. Pierre Noé et Robert Laucournet et, sur ces amendements, s'oppose au sous-amendement rédactionnel n° 21 de M. Jacques Descours Desacres - **Art. 2** (p. 2195) : accepte les amendements n° 10 de M. Jean Colin, rapporteur (distinction entre le retrait du marché des produits non conformes et leur destruction) et n° 3 de MM. Pierre Noé et Robert Laucournet (remboursement total ou partiel des produits retirés du marché) - **Art. 3** (p. 2196) : accepte l'amendement n° 11 de M. Jean Colin, rapporteur (en cas de danger grave, arrêté conjoint pris par le ministre chargé de la consommation et le ou les ministres intéressés) -Accepte les amendements de coordination n° 12 et n° 13 de M. Jean Colin, rapporteur - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 4 de MM. Pierre Noé et Robert Laucournet (suppression de l'alinéa relatif aux conditions d'hygiène et de salubrité déterminées par décret en Conseil d'Etat) - Accepte l'amendement n° 5 de MM. Pierre Noé et Robert Laucournet (consultation des professionnels limitée au seul cas de décision de suspension) - (p. 2197) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 14 de M. Jean Colin, rapporteur (délai de consultation des professionnels) - Son amendement n° 19 : consultation par le ministre intéressé des associations nationales de consommateurs ; adopté - Accepte l'amendement rédactionnel n° 15 de M. Jean Colin, rapporteur - **Art. 6** (p. 2198) : accepte l'amendement n° 16 de M. Jean Colin, rapporteur (délai de transmission du dossier de contrôle au ministre intéressé ; mesures d'urgence prises par le représentant de l'Etat dans le département) - **Art. 8 :** s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Bernard Lemarié, soutenu par M. Pierre Lacour (procédure d'urgence) - **Art. 12** (p. 2199) : son amendement n° 20 : composition de la commission de la sécurité des consommateurs ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 17 de M. Jean Colin, rapporteur (composition de la commission de la sécurité des consommateurs) - (p. 2201) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Raymond Dumont (présence de représentants des syndicats représentatifs de salariés au sein de la commission de la sécurité des consommateurs) - **Art. 15** (p. 2203) : sur la surveillance des marchandises lors de la première mise sur le marché, s'oppose aux amendements n° 18 de M. Jean Colin, rapporteur, et n° 7 de MM. Pierre Noé et Robert Laucournet.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **485 (82-83)**] - (7 juillet 1983) - **Discussion générale** (p. 2232) : succès des travaux de la commission mixte paritaire - Composition de la commission de la sécurité des consommateurs - Amélioration des droits des consommateurs - Publication rapide des décrets d'application.

– **Projet de loi relatif aux mesures pouvant être prises en cas d'atteinte aux intérêts maritimes et commerciaux de la France** - *Deuxième lecture* [n° **75 (83-84)**] - (14 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4168) : volonté du Gouvernement d'améliorer les moyens dont il peut user pour défendre nos intérêts maritimes - Protection actuellement régie par l'article 20 du code des douanes - Définition des mesures à mettre en service pour lutter contre les atteintes aux intérêts maritimes de la France, objet de ce projet - Amélioration de la teneur de ce texte au cours de la première lecture - Concurrence commerciale et loyale - Article additionnel introduit par l'Assemblée nationale empêchant l'application en France des législations étrangères - Souhaite que le Sénat adopte définitivement ce texte.

– **Projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine** [n° **3 (83-84)**] - (14 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4169) : hommage au travail accompli par M. *Marcel Daunay*, rapporteur - Mise en conformité de notre législation avec le droit communautaire - Loi du 16 avril 1897 et présentation de la margarine sous la forme de pains cubiques - Disposition similaire du droit belge condamnée par la Cour de justice des communautés européennes le 10 novembre 1982 - (p. 4170) : législation française mise en cause par une requête de la commission auprès de la Cour de justice le 23 décembre 1982 - Dépôt de ce projet et respect des institutions communautaires et de l'esprit du traité de Rome - Nécessité d'éviter la confusion entre le beurre et la margarine - (p. 4172) : nécessité d'unir nos efforts pour rédiger un texte compatible avec les exigences communautaires tout en limitant les perturbations dont pourraient être victimes les producteurs et les consommateurs français - Respect par la France de ses engagements internationaux - **Après l'art. 2** (p. 4174) : accepte l'amendement n° 2 de M. Marcel Daunay, rapporteur (article additionnel relatif à la détermination par décret en Conseil d'Etat des modalités de l'étiquetage de la présentation de l'information sur le lieu de vente et de la publicité relative à la margarine) - Sur l'amendement n° 3 de M. Marcel Daunay, rapporteur (entrée en vigueur de l'article 1 dans un délai de deux ans à compter de la publication de la présente loi), son sous-amendement n° 5 : entrée en vigueur de l'article 1 dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente loi ; rejeté - **Vote sur l'ensemble** (p. 4175) : nécessité de protéger la qualité traditionnelle des produits alimentaires tout en la conciliant avec la modernisation de notre alimentation et avec la protection des consommateurs.

LA MALENE (Christian de), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi sur l'Exposition Universelle de 1989** [n° 338 (82-83)] - (16 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1734) : caractère dépassé de la notion même d'Exposition universelle - (p. 1735) : exposition universelle dans le centre historique de Paris - Réseau urbain et problèmes de circulation - Stationnement - Transformation du périphérique - Passages piétons - Importance des chantiers envisagés et nuisance pour les parisiens - Absence de besoins pour les passages pour piétons et le projet « Aramis ».

LANG (Jack), *Ministre de la culture* (nommé le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1786).

puis *ministre délégué à la culture* (nommé le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 25 mars 1983, p. 907].

DÉPÔTS

Projet de loi relatif aux spectacles [n° **176 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983) - **Arts et spectacles.**

INTERVENTIONS

– **Question orale avec débat : musée Pablo Picasso** - (14 octobre 1983) (p. 2321) : collection Picasso entreposée au Palais de Tokyo - (p. 2322) : achèvement des travaux d'aménagement du musée prévu fin 1984 - Calendrier de l'aménagement de ce musée - Etat actuel et coût des travaux - Regrette le départ de *M. Jean-Pierre Fourcade* de la commission des finances - Préservation du patrimoine national - (p. 2323) : restauration des hôtels du quartier du Marais - Préservation des œuvres de Picasso - Exposition de certaines pièces en France et à l'étranger.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Culture - (7 décembre 1983) - (p. 3878, 3879) : actions et conceptions - Actions menées avec l'ensemble des villes, des départements et des régions de France - Convention avec le Calvados en 1983 - Politique culturelle en Arles - Cas d'Epinal, de La Roche-sur-Yon, de Mulhouse et de Caen - Haute-Loire et convention permettant une série d'actions pour la lecture publique, les arts et traditions populaires, le cinéma itinérant et la culture scientifique et technique - Nombre des projets en cours - Concertation avec les élus des collectivités locales - Soutien à toutes les formes de création et toutes les disciplines - Patrimoine - Economie et culture - Rapports entre la France et les artistes - Education artistique - Ecoles de musique - Ouverture de nouveaux centres dramatiques dans les conservatoires nationaux de régions - Réforme des enseignements du cinéma et de l'audiovisuel - (p. 3880) : progression du budget de la culture - Sites archéologiques et études sur le patrimoine monumental - Travaux relatifs aux monuments historiques - Politique de restitution du patrimoine à la collectivité nationale - Ouverture des monuments historiques aux enfants - Création de centres de documentation ouverts au public - Création et spectacles vivants - Lecture publique ; bibliothèques centrales de prêts et aide aux bibliothèques municipales - Programme de développement des salles de cinéma - Actions en faveur des musées de province - Musique et aide à la création - Initiation et formation artistique - Industries culturelles et de programme - Culture scientifique et technique - Progression du secteur du livre - Création et vie artistique - Nouvelles technologies - Fibres optiques - Fonds de soutien à l'industrie des programmes - Institut de financement des industries culturelles - Gestion des fonds publics - Développement culturel harmonieux à travers l'ensemble du territoire - (p. 3881) : décentralisation - (p. 3888) : cite le nombre d'entrées de films ayant obtenu l'avance sur recettes - Commission d'avances sur recettes - (p. 3899) : emplois de conservateurs de musées et de personnels de recherche - Lecture publique et Bibliothèques nationale (BN) - Archives et cité interministérielle de Fontainebleau - Patrimoine - Institut du monde arabe - Parc de La Villette - Notion de patrimoine monumental - BN ; problèmes de personnel - Annexe Vivienne-Petits-Champs - Tutelle du ministère de la culture - Commission des avances sur recettes - Politique de l'emploi culturel - Direction décentralisée du ministère - Fonds de création audiovisuelle - (p. 3900) : projet Canal Plus - Situation du cinéma français - Commission de contrôle des films - Quatrième chaîne ; réseau de câblage et satellites - Marché des salles de cinéma et amortissement d'un film - Vidéo - Cas de l'Italie et nombre de télévisions privées - Situation internationale du cinéma français - Opéra de la Bastille - Création du cirque national Gruss - Ecole nationale du cirque à Châlons-sur-Marne - Situation culturelle de Paris - Grandes réalisations - Modalités de financement de l'orchestre de Paris - Ensemble vocal de France - Théâtre - Arts plastiques - Rachat par l'Etat de la Cité fleurie - (p. 3901) : absence à Paris d'écoles municipales d'art - Théâtres privés et soutien de l'Etat - Rééquilibrage entre Paris et les villes de province - Pourcentage global du budget de la ville de Paris consacré à la culture - Parc des Tuileries ; action des gouvernements précédents - Passage Vivienne - Théâtres nationaux et Centre national Georges Pompidou (CNAC) - (p. 3902) : relations entre la Toscane et le Languedoc-Roussillon en matière d'édition - Patrimoine cultuel non protégé - Orchestre de Montpellier - Politique du patrimoine et emploi des matériaux - Fiscalité pour les monuments historiques - Recherche de nouveaux publics - Situation du parc Jean-Jacques Rousseau après la disparition du Touring club de France - Politique du livre français à l'étranger - Fonds culturel du livre - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3902, 3093) : demande le retrait de l'amendement n° 194 de M. Maurice Schumann, rapporteur spécial (réduction des crédits du titre III relatifs aux mesures nouvelles destinées au fonctionnement du théâtre national de Chaillot, du théâtre national de l'Odéon, du théâtre national de l'Est parisien et du théâtre national de Strasbourg) - **Etat C** (p. 3904) : s'oppose à l'amendement n° 195 de M. Maurice Schumann, rapporteur spécial (réduction des autorisations de programme et des crédits relatifs aux opérations du parc de La Villette et de l'Opéra de la Bastille) - **Après l'art. 105** *bis* (p. 3905) : article 41 de la loi de finances pour 1962 et présentation tous les deux ans au Parlement d'un document récapitulatif des associations subventionnées par l'Etat - (p. 3906) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 196 de M. Maurice Schumann, rapporteur spécial (dépôt par le Gouvernement devant le Parlement d'un rapport annexé au projet de loi de finances pour 1985 relatif aux associations recevant des subventions sur les crédits du ministère de la culture) - Fermeture de la maison de l'Amérique latine à Paris - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 197 de M. Maurice Schumann, rapporteur spécial (dépôt par le Gouvernement devant le Parlement d'un rapport annexé au projet de loi de finances sur les grandes opérations d'aménagement culturel).

LARCHE (Jacques), sénateur de la Seine-et-Marne (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis élu président.

– Juge suppléant de la Haute Cour de justice.

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice (26 octobre 1983) (p. 2475).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale (3 mai 1983) (p. 585).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois (24 mai 1983) (p. 1071).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (16 juin 1983) (p. 1694).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds (24 juin 1983) (p. 1973).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (27 juin 1983) (p. 2012).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi interdisant certains appareils de jeux (27 juin 1983) (p. 2012).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant droits et obligations des fonctionnaires (27 juin 1983) (p. 2020).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (13 décembre 1983) (p. 4127).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (14 décembre 1983) (p. 4243).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (15 décembre 1983) (p. 4275).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à modifier l'article 7 du Règlement du Sénat [n° **355 (82-83)**] (1er juin 1983) - **Règlement des assemblées parlementaires.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur sa proposition de résolution [n° **355 (82-83)**] tendant à modifier l'article 7 du règlement du Sénat [n° **378 (82-83)**] (8 juin 1983) - **Règlement des assemblées parlementaires.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi modifiée par l'Assemblée nationale, en nouvelle lecture, tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétence entre les communes, les départements, les régions et l'Etat [n° **482 (82-83)**] (5 juillet 1983) - **Collectivités locales.**

Proposition de résolution, déposée avec M. Charles Pasqua, tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de fonctionnement et d'intervention des différents services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme [n° **23 (83-84)**] (13 octobre 1983) - **Sécurité publique.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981** [n° 493 **(81-82)**] - (6 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 74) : exigence des citoyens vis-à-vis de la justice : sanction ; protection ; devenir de la victime ; devenir et réinsertion du condamné - Travail d'intérêt général : difficultés d'application ; rôle du juge de l'application des peines - Liberté du juge et loi du 2 février 1981 ; droit français et droit anglo-saxon ; récidive du détenu et doublement de la peine ; contrôle de l'activité des juges d'instruction - Garde à vue - Contrôle d'identité ; droit de contrôle d'identité dont disposent les gendarmes depuis le début du 20 siècle - (p. 75) : procédure d'urgence : possibilité de renvoi du tribunal correctionnel - Loi « sécurité et liberté », flagrant délit et vivacité des réactions publiques ; amendements du Sénat ; rapport de M. *Pierre Carous ;* conformité du texte voté aux principes du droit pénal français ; rappel des propos de M. Maurice Faure, garde des sceaux, et de M. François Mitterrand sur l'abrogation du texte - Propositions du Sénat et souhait d'accord d'ensemble sur l'actuel projet de loi ; préjudice porté au bon fonctionnement du système bicaméral par l'usage fréquent de la question préalable et le rejet systématique de propositions du Sénat.

Deuxième lecture [n° **257 (82-83)**] - (3 mai 1983) - Président de la commission des lois - **Art. 13** (p. 575) : démarche de la commission des lois : volonté de rapprochement avec l'Assemblée nationale et le Gouvernement.

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53 (82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (6 mai 1983) - Président de la commission des lois - **Art. 60** (p. 705) : qualité du travail accompli par le comité des finances locales - Lenteur du travail réglementaire et de la parution des décrets - Multiplications des avis préalables - Surcharge du Conseil d'Etat.

– **Conclusion du rapport de M. Lionnel Cherrier**, fait au nom de la commission des lois **sur la proposition de loi** [n° **238 (82-83)**] **de M. Adolphe Chauvin** et plusieurs de ses collègues **tendant à organiser une souscription nationale en faveur de la Polynésie française** [n° **352 (82-83)**] - (1er juin 1983) - Président de la commision des lois - **Discussion générale** (p. 1293) : accord unanime de la commission des lois pour la discussion immédiate de cette proposition de loi.

– **Projet de loi relatif aux dispositions particulières à l'élection des sénateurs des départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion** [n° **341 (82-83)**] - (9 juin 1983) - Président de la commission des lois - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1508) : adoption

des dispositions nécessaires - Souhait que lors du prochain renouvellement, le corps électoral sénatorial du département de la Réunion comporte des conseillers régionaux, conformément à la loi - Problème des régions qui ne sont pas monodépartementales - Cas de la Corse et nécessité d'inventer un système ne faussant pas le mécanisme de l'élection sénatoriale - Commission des lois disposée à étudier ce problème et à formuler des propositions au Gouvernement.

– **Conclusions du rapport de M. Jacques Larché,** fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de résolution** [n° 355 (82-83)], **tendant à modifier l'article 7 du règlement du Sénat** [n° 378 (82-83)] - (15 juin 1983) - Président et rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 1656) : liste des commissions et nombre de leurs membres - Référence au vote de la loi organique de 1977 et création de 33 nouveaux sièges sénatoriaux - Augmentation de l'effectif du Sénat - Propose d'augmenter l'effectif de chacune des commissions d'un siège supplémentaire - Renouvellements de 1983, de 1986 et de 1989.

– **Conclusions du rapport de M. Pierre Salvi,** fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** [n° 203 (82-83)] déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à réprimer la falsification des procès-verbaux des opérations électorales et sur la proposition de loi** [n° 283 (82-83)] **de M. Jean Colin, tendant à punir la falsification des élections** [n° 380 (82-83)] - (15 juin 1983) - Président de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 1658) : Constitution de la Ve République et absence de changement de régime en 1981 - Alternance politique - (p. 1665) : double degré de juridiction et absence de caractère suspensif de l'appel - Décisions du tribunal administratif : annulation de la décision ; suspension ; rectification des résultats - Exemple de Villepinte - Affaire de Calvi - Durée d'attente de l'avis du Conseil d'Etat - Indépendance de la justice - (p. 1666) : contentieux électoral et caractère suspensif de l'appel lorsqu'il y a annulation d'élections et non pour suspension.

– **Projet de loi renforçant la protection des victimes d'infraction** - *Deuxième lecture* [n° 386 (82-83)] - (24 juin 1983) - Président de la commission des lois - **Art. 12** (p. 1969) : maintien de la double compétence juridiction pénale et juridiction civile ; crainte de retard préjudiciable aux justiciables.

– **Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles** - *Nouvelle lecture* [n° 452 (82-83)] - (30 juin 1983) - Président de la commission des lois - **Art. 4** (p. 2135) : rôle des commissions mixtes paritaires, évoqué par M. Paul Girod.

– **Projet de loi interdisant certains appareils de jeux** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 464 (82-83)] - (30 juin 1983) - Président de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 2152) : intervention de M. Joseph Franceschi affirmant l'absence de fabrication française de machines à sous - Attitude du Gouvernement vis-à-vis des conclusions d'une commission mixte paritaire - (p. 2153) : usage modéré du droit constitutionnel permettant au Gouvernement d'amender les textes élaborés par les CMP.

Nouvelle lecture [n° 478 (82-83)] - (30 juin 1983) - Président et rapporteur de la commission des lois, en remplacement de M. *Guy Petit* - **Discussion générale** (p. 2160) : accord intervenu en commission mixte paritaire - Rejet par le Sénat des conclusions de la CMP du fait d'un nouvel amendement gouvernemental - **Art. 1** (p. 2161) : son amendement n° 1 : autorisation de fabriquer en France des appareils de jeux destinés à l'exportation ; rejeté avec l'ensemble du projet - Son amendement n° 2 : fixation par décret de la prime attribuée par certains appareils de distribution ; rejeté avec l'ensemble du projet - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement rédactionnel n° 3 de M. Paul Girod - **Art. 1** *bis* (p. 2163) : accepte l'amendement n° 4 de M. Paul Girod - (rétablissement de cet article relatif à l'exploitation des appareils de jeux dans certains casinos autorisés).

– **Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** - *Nouvelle lecture* [n° 480 (82-83)] - (6 juillet 1983) - Président et rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 2206) : proposition d'origine sénatoriale - (p. 2207) : intérêt du Sénat pour l'œuvre de décentralisation - Transferts des compétences et transferts des ressources - Dotation globale d'équipement - Dotation globale de fonctionnement - Enseignement public - Action sanitaire et sociale - Proposition dénaturée par l'Assemblée nationale - Suppression de certaines garanties financières - Révision des barèmes d'aide sociale - (p. 2208) : enseignement public : attributions du conseil de l'éducation ; transfert des dépenses de fonctionnement ; carte scolaire - Echec de la commission mixte paritaire - Participation de l'Etat aux frais de transports scolaires - Révision des barèmes d'aide sociale - Risque d'alourdissement de la fiscalité locale - **Question préalable** (p. 2220) : sa motion n° 1 tendant à opposer la question préalable ; adoptée - (p. 2221) : indépendance des tribunaux administratifs - Fraude électorale - Grève des juges des tribunaux administratifs - (p. 2223) : procédure d'urgence acceptée tacitement, contrairement aux propos tenus par M. Lucien Delmas.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat** [n° 309 (82-83)] - (25 octobre 1983) - Président de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 2409) : obligation de réserve - Concours interne et obligation de cinq ans de service effectif - **Après l'art. 6** (p. 2418) : intervient sur l'amendement n° 11 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (dérogation et statut particulier fixé par la loi pour les membres du Conseil d'Etat et des tribunaux administratifs) - Constitution de 1958 et irrecevabilité - **Art. 16** (p. 2424) : réintégration dans la fonction publique des fonctionnaires français ayant accepté d'aller travailler dans des organisations internationales et désirant revenir en France - **Art. 78** (p. 2445) : transfert de personnel à une collectivité territoriale et transfert concomitant de crédits - **Art. 81** (p. 2447) : loi du 31 juillet 1963 et préavis en matière de grève.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° 384 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (27 octobre 1983) - **Art. 8** (p. 2527) : se déclare opposé à l'amendement n° 83 de M. Paul Séramy, rapporteur (création d'une commission interministérielle de prospective et d'orientation, disposant des informations que lui fournissent les organismes professionnels et la commission nationale de planification).

– **Projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises** [n° 488 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (16 novembre 1983) - Président de la commission des lois - **Art. 9** (p. 2916) : domaine de la loi et du décret - Sanctions pénales entraînées par l'infraction et définition des seuils - **Art. 14** (p. 2925, 2926) : intervient sur l'amendement n° 30 de M. Etienne Dailly, rapporteur (conditions d'inscription des commissaires aux comptes : diplôme d'expertise comptable et examen d'aptitude) - **Art. 26 A** (p. 2950) : intervient en faveur de l'amendement n° 67 de M. Etienne Dailly, rapporteur (suppression de cet article relatif aux groupements de prévention agréés) - Centres de gestion - **Art. 28** (p. 2957, 2958) : intervient sur l'amendement n° 73 de M. Etienne Dailly, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à la suspension provisoire des poursuites pendant la durée d'exécution de l'accord ; interdiction pour les créanciers de prendre des sûretés) - Dépôt de l'accord au greffe du tribunal de commerce pour publicité, ou discrétion - **Après l'art. 48** *(par priorité)* (p. 2962) : se déclare favorable à l'amendement n° 119 de M. Arthur Moulin, rapporteur pour avis (extension de l'obligation de secret professionnel) - Elaboration d'une règle générale applicable aux administrateurs comme aux membres du comité d'entreprise.

- **Suite de la discussion** - (17 novembre 1983) - Président de la commission des lois - **Art. 49** (p. 3016) : s'oppose à l'amendement n° 152 de M. Daniel Millaud (exclusion des territoires d'outre-mer du champ d'application de la présente loi) - Consultation des assemblées territoriales des territoires d'outre-mer - Non communication des avis aux parlementaires - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3017) : souci du Gouvernement d'aider les entreprises en difficulté - Amélioration du projet par les nombreux amendements de la commission des lois.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat** - *Deuxième lecture* [n° **71 (83-84)**] - (13 décembre 1983) - Président de la commission des lois - **Art. 6** *bis (suite)* (p. 4119) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (statut des membres des tribunaux administratifs) - Statut général des fonctionnaires - Comparaison faite par le ministre entre le Conseil d'Etat et les tribunaux administratifs.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° **7 (83-84)**] - **Suite de la discussion** - (14 décembre 1983) - Président de la commission des lois - **Art. 64** (p. 4212) : danger de l'établissement d'une sorte de relation partisane et privilégiée entre les parlementaires et certains membres de la fonction publique - Fermeté de la position du Sénat - **Art. 97** *bis* (p. 4229) : distinction entre domaine législatif et domaine du pouvoir réglementaire - Congé spécial n'étant pas un droit pour un fonctionnaire - Coût de la création d'une fonction publique territoriale.

– **Question au Gouvernement : application de l'article 10 de la Constitution** - (15 décembre 1983) - (p. 4252, 4253) : délai de promulgation de la loi par le Président de la République - Nouvelle délibération de la loi relative à l'Exposition universelle demandée au Parlement par décret contresigné du Premier ministre - Délai d'inscription à l'ordre du jour prioritaire du Parlement - Risque de veto présidentiel sur certaines lois mises en suspens.

– **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers** [n° **121 (83-84)**] - (15 décembre 1983) - Président de la commission des lois - **Intitulé** (p. 4274) : refus de la commission des lois d'examiner les articles additionnels déposés hâtivement par le Gouvernement.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat** - *Nouvelle lecture* [n° **179 (83-84)**] - (22 décembre 1983) - Président de la commission des lois - **Art. 20** (p. 4557) : se déclare favorable à l'amendement n° 11 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (suppression de cet article relatif à la troisième voie d'accès à l'École nationale d'administration (ENA)) - **Art. 40** : se déclare favorable à l'amendement n° 13 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (suppression de l'alinéa relatif au détachement de fonctionnaires auprès de parlementaires).

LARUE (Tony), sénateur de la Seine-Maritime (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis élu vice-président.

– Secrétaire-rapporteur de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu secrétaire-rapporteur.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (9 décembre 1983) (p. 4026).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1984 (12 décembre 1983) (p. 4084).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1983 (19 décembre 1983) (p. 4370).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales (20 décembre 1983) (p. 4429).

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la structure et le montant de la dette publique de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements, ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques dans l'évolution de la dette extérieure depuis 1981 (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Commerce extérieur** [n° **62, annexe 6 (83-84)**] (21 novembre 1983).

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Mer : ports** [n° **62, annexe 22 (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion générale - (21 novembre 1983) - (p. 3099) : action de l'opposition - Nationalisations - (p. 3100) : coût des nationalisations - Secteur bancaire et sidérurgie - Conseil constitutionnel - (p. 3101) : préférence du Gouvernement vers la nationalisation d'une partie de l'industrie en difficulté plutôt que pour sa liquidation - Equilibre financier des groupes nationalisés - Sous-traitance et emploi - Dévaluations - Négociations avec les pays du système monétaire européen (SME) - Déficit budgétaire - Exportations des petites et moyennes entreprises (PME) - Prélèvements obligatoires pour les entreprises ou les ménages - Inflation - Industrie - Recherche et formation - Culture - Emploi - (p. 3102) : électronique et action du ministère de l'industrie et de la recherche - Développement du tissu industriel - Compte pour le développement industriel (CODEVI) - Formation - Taux d'inflation - Chômage - Réduction des dépenses de fonctionnement - Caractère progressif de l'accroissement de la pression fiscale - Droits de succession - (p. 3103) : soutien du groupe socialiste.

Deuxième partie :

Mer - (25 novembre 1983) - Rapporteur spécial (ports) - (p. 3325) : fléchissement du trafic maritime - Dégradation de la situation financière des ports maritimes - Concurrence étrangère - Importance de la part des échanges extérieurs de la France transitant par les ports maritimes français - Progression des crédits affectés aux ports ; maintien d'une politique dynamique - Loi du 22 juillet 1983 - Ports autonomes - Modernisation des équipements portuaires - Dockers professionnels - (p. 3326) : Fonds spécial de grands travaux : crédits pour engager les travaux de desserte

maritime de l'établissement d'Usinor à Dunkerque - Avis favorable aux crédits proposés.

Commerce extérieur et tourisme - (28 novembre 1983) - Rapporteur spécial (commerce extérieur) - (p. 3420) : aggravation du déficit du commerce extérieur depuis 1973 - Structure des échanges : secteur agro-alimentaire ; échanges industriels ; biens d'équipement ; déficit énergétique - Déficit avec les pays industrialisés, membres de l'OCDE ou de la CEE - Hausse du dollar - Dépendance énergétique - Déficit des échanges de produits industriels - (p. 3421) : amélioration nécessaire de la compétitivité des entreprises - Réduction du différentiel d'inflation - Modernisation de l'industrie - Redressement en cours : progrès des exportations, notamment vers les pays membres de l'OCDE - Projet de budget pour 1984 : souhait de la commission des finances de voir rassemblés les crédits du commerce extérieur dans un fascicule unique - Crédits d'expansion économique à l'étranger - Aide aux entreprises : procédure du service de soutien et d'accompagnement sur les marchés extérieurs (SESAME) - Création d'une école de formation aux techniques de l'exportation - Attachés commerciaux à l'étranger - Aides financières à l'exportation - Soutien aux grands contrats ; bonifications d'intérêts ; assurances à l'exportation ; rôle de la Banque française du commerce extérieur (BFCE) et de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) ; assurance crédit ; assurance prospection - Prêts publics à l'exportation regroupés dans divers comptes spéciaux du Trésor - (p. 3422) : prêts aux pays en voie de développement - Décision de la commission des finances de proposer au Sénat l'adoption des crédits.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Art. 86** (p. 4045) : son amendement n° 282, soutenu par M. Henri Duffaut : caisses de crédit mutuel dispensées de l'obligation de déclaration des intérêts ; adopté - **Art. 89** (p. 4048) : son amendement n° 283, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : dispositions tendant à faciliter la mainlevée opérée par les comptables publics et à éviter la déchéance du régime de faveur ; adopté - **Après l'art. 95** (p. 4051) : son amendement n° 284, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : prise en compte dans l'assiette de la taxe foncière des propriétés bâties de certains ouvrages en maçonnerie ; adopté.

– Projet de loi de finances rectificative pour 1983 [n° **109 (83-84)**] - (19 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4350) : déficit du budget - Création d'un fonds de régulation budgétaire - Intérêts de deux emprunts national et international - Alourdissement de la dette - Montée du dollar américain - Accroissement de la charge de l'emprunt Giscard de 1973 - Complément de dotation des dépenses obligatoires d'aide sociale à rembourser aux collectivités locales - Construction navale - Opérations extérieures menées au Tchad et au Liban - Apport par l'Etat au capital de Péchiney-Ugine-Kuhlmann d'une centrale nucléaire - Electricité de France (EDF) - Caisse centrale des organismes de sécurité sociale - Caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme (CACOM) - Taxe sur l'électricité perçue par les communes - (p. 4351) : modernisation de l'industrie - Vote favorable du groupe socialiste - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4370) : vote favorable du groupe socialiste.

– Projet de loi de finances pour 1984 - *Nouvelle lecture* [n° **149 (83-84)**] - (19 décembre 1983) - **Question préalable** (p. 4376) : se déclare défavorable à la motion n° 2 de M. Maurice Blin, rapporteur général, tendant à opposer la question préalable.

LAUCOURNET (Robert), sénateur de la Haute-Vienne (S) - Vice-président du Sénat jusqu'au 5 octobre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 mai 1983) (p. 1202).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale (5 juillet 1983) (p. 2190).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques sur le projet de loi [n° **383 (80-81)**] donnant force de loi à la première partie (législative) du code de la **construction** [n° **209 (82-83)**] (6 avril 1983).

Rapport fait, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **192 (82-83)**] sur la vente des logements appartenant à des organismes **d'habitations à loyer modéré** [n° **233 (82-83)**] (13 avril 1983).

Rapport fait, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **416 (82-83)**] modifié par l'Assemblée nationale, sur la vente des logements appartenant à des organismes **d'habitations à loyer modéré** [n° **10 (83-84)**] (13 octobre 1983) –.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Logement** [n° **64, tome XIV (83-84)**] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **95** (8 novembre 1983) (p. 2751) à M. le ministre de l'urbanisme et du logement : **habitations à loyer modéré (HLM)** (situation de la construction sociale).

INTERVENTIONS

En qualité de président de séance

– Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance [n° **480 (81-82)**] - **Suite de la discussion** - (14 avril 1983) - **Après l'art. 19** (p. 265) : à propos de l'amendement n° 39 de M. Roger Lise, relatif aux départements et territoires d'outre-mer, exprime l'émotion du Sénat et sa solidarité à l'égard des populations de la Polynésie française éprouvées par un nouveau cyclone.

– Décès de M. Antoine Andrieux, sénateur des Bouches-du-Rhône (10 mai 1983) (p. 737).

– Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance. - *Deuxième lecture* [n° **267 (82-83)**] - (24 mai 1983) - **Rappel au règlement** (p. 1068) : report au lendemain de la suite du débat demandé par M. *Etienne Dailly.*

– Remplacement de M. Pierre Sallenave, décédé, par M. *Sauveur Atchoarena*, en qualité de sénateur des Pyrénées-Atlantiques (1er juin 1983) (p. 1251).

– Décès d'un ancien sénateur, M. Jean Noury (1er juin 1983) (p. 1272).

En qualité de sénateur

– Projet de loi donnant force de loi à la première partie (législative) du code de la construction et de l'habitation

[n° 383 (80-81)] - (14 avril 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 289) : multiplication des textes législatifs et réglementaires et problème de l'information du public - Souci de clarification et de simplification - Cohérence - Rappel des textes de codification précédents : lois de 1953, 1958, 1972 et 1976 ; décrets de 1978 - Code de l'urbanisme - Amendements de la commission - Coopération avec les services du Gouvernement - **Art. 2** (p. 291) : son amendement de codification n° 1 ; adopté - Son amendement de codification n° 2 ; réservé - **Après l'art. 2** (p. 292) : son amendement de codification n° 3 ; adopté - **Art. 2** (*suite*) : son amendement de codification n° 2, précédemment réservé ; adopté - **Après l'art. 2** (p. 293) : ses amendements de codification n° 4 et n° 5 ; adoptés - **Art. 3** : son amendement de coordination n° 6 : substitution à tout renvoi à un règlement d'administration publique ou à un décret en forme de règlement d'administration publique d'un renvoi à un décret en Conseil d'Etat, et substitution au terme de préfet de l'expression « représentant de l'Etat dans le département » ; adopté - **Art. 4** (p. 294) : son amendement rédactionnel n° 7 ; adopté - **Après l'art. 4** : son amendement de coordination n° 8 ; adopté - **Après l'art. 5** : son amendement n° 9 : nouvelle rédaction de l'article L. 315-5 de code de la construction et de l'habitation relatif à la prise en compte des intérêts et de la prime d'épargne versés aux titulaires de comptes d'épargne logement, d'une part, pour le calcul de l'allocation de logement et, d'autre part, pour la détermination du revenu net global ; adopté - **Art. 6** : son amendement de codification n° 10 ; adopté - Coordination avec le code général des impôts : régime fiscal des intérêts d'épargne crédit - Son amendement de coordination n° 11 ; adopté - **Après l'art. 6** (p. 295) : son amendement n° 12 : modification des articles L. 353-15 et L. 442-3 du code de la construction et de l'habitation, pour coordination avec la loi du 30 décembre 1981 relative à la modération des loyers et avec son décret d'application du 13 novembre 1982 ; adopté - **Intitulé** : son amendement n° 13 : « Projet de loi donnant force de loi à la première partie (législative) du code de la construction et de l'habitation et modifiant certaines dispositions de ce code » ; adopté.

– **Question au Gouvernement : loi d'orientation du 9 Plan** - (21 avril 1983) - (p. 419) : plan de l'effort et modalités de mobilisation des Français autour du grand projet de modernisation de la France.

– **Projet de loi sur la vente des logements appartenant à des organismes d'habitation à loyer modéré** [n° **192 (82-83)**] - (21 avril 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 430) : maintien de l'équilibre entre les différentes catégories sociales dans les centres villes ou les quartiers périphériques - Logement social d'occasion - Référence à la loi du 10 juillet 1965 ; opposition du Sénat à cette loi ; portée pratique limitée - (p. 431) : retrait par le Gouvernement en 1971 d'un projet de loi - Absence de discussion d'une proposition de loi déposée en 1978 par M. *Paul Séramy* et plusieurs de ses collègues - Evolution de l'environnement du logement social - Difficultés financières des organismes de logements sociaux - Fixation sociale et accession des logements - Diminution du nombre de logements vacants - Substitution de conditions de ressources nécessaires à l'obtention d'un prêt à l'accession à la propriété (PAP) aux conditions d'ancienneté des locataires - Initiative de la vente - Prix du logement et estimation des domaines ; actualisation du coût de la construction - Position des associations de locataires - Avis favorable de l'Association des maires de France et du mouvement d'habitations à loyer modéré (HLM) -Crainte d'un alourdissement des frais de gestion des organismes - (p. 432) : dépôt d'amendements - Référence à la loi Loucheur du 13 juillet 1928 - **Art. 1** (p. 437) : son amendement de forme n° 1 ; adopté - Son amendement n° 19 : intitulé de la section II ; « Dispositions applicables aux cessions d'éléments du patrimoine immobilier » ; réservé jusqu'à la fin de l'article 1 - *Art. L. 443-7 du code de la construction :* son amendement n° 3 : modalités d'acquisition par des personnes physiques locataires d'un organisme d'HLM du logement qu'elles occupent ; initiative de la vente : organisme propriétaire ; adopté - (p. 438) : sur cet amendement, accepte le sous-amendement rédactionnel n° 22 de M. Roger Quilliot, ministre, et s'oppose au sous-amendement n° 27 de M. Fernand Lefort (garantie de la jouissance de leur logement pour les locataires de bonne foi ne se portant pas acquéreurs) - *Art. L. 443-8 :* son amendement n° 2 de forme ; adopté - (p. 439) : son amendement n° 4 : durée de vacance de l'appartement et autorisation pour la cession des logements locatifs ; retiré - Son amendement n° 5 : droit de priorité des locataires de l'organisme pour l'acquisition de ces logements ; adopté - *Art. L. 443-9 :* son amendement n° 6 : protection du patrimoine locatif des habitations à loyer modéré en centre ville et pouvoirs du préfet ; adopté - (p. 440) : son amendement n° 7 : procédure d'acquiescement pour la vente et avis de la collectivité locale ayant contribué au financement du programme ou accordé sa garantie aux emprunts contractés pour la construction de ces logements ; adopté - Son amendement n° 8 : décision d'aliéner et information des autorités concernées ; indication du prix de vente de l'appartement ou du logement individuel dans la décision d'aliéner ; adopté - *Art. L. 443-10* (p. 441) : son amendement n° 9 : précision de la base de l'évaluation du logement effectuée par les domaines ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 23 de M. Roger Quilliot, ministre - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 26 de M. Adolphe Chauvin (communication avant la vente à tout acheteur par l'organisme d'HLM vendeur d'informations complètes et précises sur l'état de l'immeuble dans lequel est situé l'appartement mis en vente) - (p. 442) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Fernand Lefort (litige et précision de la juridiction compétente) - *Art. L. 443-11-I :* son amendement n° 10 : modulation des versements et prise en compte impérative des ressources et de la situation de famille de l'acquéreur ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 29 de M. Fernand Lefort (montant des versements mensuels et prise en compte de la situation financière des catégories sociales visées par ce projet de loi) - *Art. L. 443-12-I* (p. 443) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 30 de M. Fernand Lefort (remboursement des annuités et des emprunts) - *Art. L. 443-14-I* (p. 444) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Fernand Lefort (modalités d'aliénation volontaire d'un logement HLM ; déclaration d'intention à l'organisme d'HLM vendeur ; droit de préemption éventuel de la commune ; droit de rachat préférentiel de l'organisme vendeur) - Son amendement rédactionnel n° 13 ; adopté - Accepte l'amendement n° 24 de M. Roger Quilliot, ministre (notification de la déclaration d'intention à la commune concernée ; droit de rachat préférentiel pour l'organisme d'HLM ou à défaut par la commune) - *Art. L. 443-14-II* (p. 445) : accepte l'amendement n° 31 de M. Fernand Lefort (occupation personnelle à titre principal par l'acquéreur ; changement d'affectation et autorisation de l'organisme vendeur) - *Art. L. 443-15-1 :* son amendement n° 15 : extension de la procédure à toutes les décisions d'aliénation concernant un élément du patrimoine d'un organisme d'HLM ; adopté - Son amendement n° 16 : nullité des actes conclus sans respecter la procédure de cet article ; adopté - *Après l'art. L. 443-15-1 :* son amendement n° 17 : réservation conventionnelle au profit d'une personne morale et obtention par l'organisme vendeur qu'il lui réserve un autre logement dans son patrimoine ; adopté - (p. 446) : son amendement n° 18 : fonctions du syndic de la copropriété assurées par l'organisme vendeur tant que celui-ci y demeure propriétaire de logements ; rémunération du syndic ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 25 de M. Roger Quilliot, ministre (rémunération du syndic fixée par le ministre chargé de la construction et de l'habitation) et déclare sans objet le sous-amendement n° 33 de M. Fernand Lefort (fonctions de syndic de la copropriété assurées par l'organisme vendeur tant que l'organisme y demeure propriétaire de logements et moyennant une rémunération fixée par le ministre chargé du logement) - *Art. L. 443-12-II :* son amendement n° 11 : suppression du texte proposé pour cet article du code de la construction ; adopté - *Art.*

L. 443-13 : son amendement n° 12 : suppression du texte proposé pour cet article du code de la construction ; adopté - **Art. 1** *(suite) :* son amendement n° 19, précédemment réservé : intitulé de la section II ; « Dispositions applicables aux cessions d'éléments du patrimoire immobilier » ; adopté - **Après l'art. 1** (p. 447) : son amendement n° 20 : intitulé du chapitre III ; « Accession à la propriété et autres cessions » ; adopté - Son amendement n° 21 : abrogation des articles L. 443-4 et L. 443-8 du code de la construction ; adopté - **Intitulé :** son amendement n° 34 : « Projet de loi sur la vente des logements appartenant à des organisations d'habitations à loyer modéré » ; adopté.

– **Projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale** [n° **223 (82-83)**] - (19 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 955) : décentralisation et solidarité - Poids socio-économique de l'économie sociale - Emploi - Statut juridique - Attachement du Gouvernement au développement du secteur de l'économie sociale - Situation financière et fiscale - Relance d'une pratique sociale incomparable - Compétitivité - (p. 956) : statut des coopératives d'entreprises de transport ou de transport fluvial - Statut d'unions de sociétés coopératives - Rémunération des parts sociales des coopératives - Extension des compétences des sociétés coopératives d'habitation à loyer modéré (HLM) - Développement de la formule coopérative en matière locative - Besoins des habitants et des collectivités locales - Décentralisation et développement économique régional - Soutien du groupe socialiste - **Art. 1** (p. 961) : caractère des sociétés à capital variable - Répertoire des métiers - Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (objet des coopératives artisanales ; notion d'engagement d'activité) - **Art. 7** (p. 965) : se déclare défavorable à l'amendement n° 22 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (remboursement de la valeur nominale des parts détenues à l'associé en cas d'annulation ou de remboursement de ces parts ; bénéfices et pertes) - **Art. 25** (p. 976) : sur l'amendement n° 47 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (examen analytique de la situation financière et de la gestion des sociétés coopératives artisanales et de leurs unions), se déclare favorable aux sous-amendements de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat, n° 121 et n° 122 relatifs à la révision et n° 123 (mise en œuvre de la procédure d'examen par un organisme agréé à cet effet) - **Intitulé du projet** (p. 989) : se déclare défavorable à l'amendement n° 103 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (« Projet de loi portant statut ou modifiant le statut de certaines sociétés coopératives et de leurs unions ») - **Art. 55** (p. 992) : son amendement n° 107 : extension de la capacité juridique des sociétés coopératives d'HLM au secteur locatif ; tourisme social ; retiré - (p. 993) : se déclare défavorable à l'amendement n° 97 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (suppression du texte de l'article L. 422-3-2 du code de la construction relatif à l'extension de la compétence des coopératives de production d'HLM au secteur locatif) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 996) : problème des titres participatifs et de la révision - Attente de la modification de ce texte par l'Assemblée nationale - Vote favorable sur ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905** [n° **247 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (3 juin 1983) - **Art. 7** (p. 1361) : son amendement n° 56, soutenu par M. Pierre Noé : examen des produits ou services par des organismes habilités ; rejeté.

– **Projet de loi sur l'Exposition Universelle de 1989** [n° **338 (82-83)**] - (16 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1732) : titre de l'Exposition : « les chemins de la liberté, projet pour le IIIe millénaire » - Bicentenaire de la Révolution française - Historique des expositions universelles - Incidences économiques des expositions universelles - Finalité économique et morale de l'exposition de 1989 - Volonté de renouveau, de ressaisissement et d'ouverture au monde - Contexte économique international - Emploi et secteur du bâtiment et des travaux publics - Région d'Ile-de-France - Choix et surface du site - Hébergement et transport des visiteurs - (p. 1733) : transports en commun à l'intérieur de Paris ; hydroglisseurs et taxis flottants entre Javel et Bercy - Mission de M. Bordaz - Soutien du groupe socialiste à ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905** - *Deuxième lecture* [n° **410 (82-83)**] - (6 juillet 1983) - **Art. 1** (p. 2193) : son amendement n° 2, déposé avec M. Pierre Noé qui le soutient : nouvelle rédaction de cet article relatif à l'obligation générale de sécurité ; devenu sans objet - **Art. 2** (p. 2195) : son amendement n° 3, déposé avec M. Pierre Noé, qui le soutient : remboursement total ou partiel des produits retirés du marché ; retiré - **Art. 3** (p. 2196) : son amendement n° 4, déposé avec M. Pierre Noé, qui le soutient : suppression de l'alinéa relatif aux conditions d'hygiène et de salubrité déterminées par décret en Conseil d'Etat ; adopté - Son amendement n° 5, déposé avec M. Pierre Noé, qui le soutient : consultation des professionnels limitée au seul cas de décision de suspension ; adopté - **Art. 15** (p. 2203) : son amendement n° 7, déposé avec M. Pierre Noé qui le soutient : surveillance des marchandises lors de la première mise sur le marché ; retiré.

– **Projet de loi sur la vente des logements appartenant à des organismes d'habitations à loyer modéré** - *Deuxième lecture* [n° **416 (82-83)**] - (20 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2364) : cadre étroit et rigide de la loi de 1965 et évolution des besoins des Français depuis - Projet proposant un élargissement du champ d'application des textes actuels et reconnaissant la responsabilité des organismes d'habitations à loyer modéré (HLM) en tant que gestionnaires - Institution d'une nouvelle catégorie de logements d'ont l'acquisition est offerte à des non locataires - Respect de l'autonomie de gestion des organismes d'HLM - Modifications apportées par l'Assemblée nationale concernant : la protection renforcée des terrains ; les délais ; les dispositions relatives à l'aliénation d'éléments du patrimoine - (p. 2365) : problème de l'emploi des sommes perçues par les organismes d'HLM à l'occasion des ventes de logements - Commission des affaires économiques favorable à l'approbation du texte de ce projet de loi - **Art. unique** (p. 2367) : son amendement n° 1 : suppression de la possibilité pour l'organisme propriétaire avec l'accord de la commune d'implantation, de conserver la propriété des sols en consentant un bail d'une durée d'au moins cinquante ans ; rejeté.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Urbanisme et logement - (5 décembre 1983) - Rapporteur pour avis (logement) - (p. 3741) : inquiétude face à la crise de l'industrie du bâtiment et des travaux publics - Programmation des logements autorisés - Engagement rapide des aides publiques directes - Prêt locatif aidé (PLA) - Prêt d'accession à la propriété (PAP) - Prêts conventionnés - Logement social - Difficultés rencontrées par les responsables des offices d'HLM - Politique des loyers - Rénovation des logements - Statut des personnels et formation professionnelle - Equilibre des relations de l'Etat avec les collectivités locales et les locataires - (p. 3742) : répartition de l'aide publique - Conventionnement - Commission Badet - Rapport Bonin - Récent vote de la loi sur la vente des logements HLM - Examen prochain au Sénat de la loi sur la location accession à la propriété immobilière - Négociation en cours d'un contrat de plan Etat conseil régional du Limousin, portant sur la rénovation, la réhabilitation et l'aménagement des logements - Réforme du financement : réduction de l'apport personnel ; baisse du taux d'intérêt des prêts complémentaires ; aménagement des prêts conventionnés - Commission des affaires économiques s'en remettant à la sagesse du Sénat pour le vote de ce budget.

Industrie et recherche - (5 décembre 1983) - (p. 3782) : développement industriel - Rôle moteur du secteur public industriel et bancaire - Concurrence internationale - Rôle prépondérant joué par les petites et moyennes entreprises

(PME) - Maintien des emplois dans les grands groupes industrielles - Rôle des PME en faveur de l'emploi, de l'innovation de l'exportation et de l'aménagement du territoire - Effort financier de l'Etat en faveur de l'animation industrielle au niveau régional - Contrats de plan Etat régions - Création des comités régionaux de restructuration industrielle (CORRI) - Comités départementaux de financement des entreprises (CODEFI) - Création des centres uniques de formalités des entreprises - Important dispositif financier au service des PME - Politique de développement de la recherche et d'incitation au dépôt de brevets.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° 7 (83-84)] - (13 décembre 1983) - **Art. 7** (p. 4142) : son amendement n° 230 : conseil supérieur de la fonction publique territoriale : mention, parmi les participants à l'élection des représentants des collectivités, des présidents d'offices d'HLM ; retiré - **Art. 17 A** (p. 4149) : son amendement n° 231 : composition du conseil d'administration des centres de gestion : mention de la représentation des offices d'HLM ; retiré - **Art. 21** (p. 4152) : son amendement n° 233 : liberté d'affiliation des offices publics d'HLM employant moins de deux cents agents de catégories C et D lorsque leur collectivité de rattachement n'est pas affiliée à un centre de gestion ; retiré - Problème des seuils.

– **Projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine** [n° 3 (83-84)] - (14 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4171) : problème du respect du droit communautaire et de la protection du marché laitier - France citée devant la Cour de justice - Margarine devant être vendue dans un conditionnement semblable à celui du beurre - Banalisation de la présentation de la margarine et baisse des ventes de beurre - Propositions du rapporteur relatives à la séparation matérielle et physique des deux produits, au recours à un décret au Conseil d'Etat pour l'application de ce texte et à un délai de deux ans pour permettre à la France de se conformer à la directive communautaire - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet de loi - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4176) : groupe socialiste favorable à l'adoption de ce projet de loi tel qu'il a été amendé correspondant à la situation minimale de la fédération des producteurs de lait.

LAURAIN (Jean), *secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants* (nommé le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 25 mars 1983, (p. 907)].

INTERVENTIONS

– **S'associe à l'hommage rendu par M. le Président du Sénat à la mémoire de M. Charles Durand,** sénateur du Cher (28 avril 1983) (p. 511).

– **Projet de loi modifiant les articles L. 417 et L. 418 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.** [n° 242 (82-83)] - (28 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 512) : réinsertion professionnelle et sociale des handicapés militaires et civils - Solidarité nationale - Loi du 23 novembre 1957 relative à l'emploi obligatoire de travailleurs handicapés dans les secteurs public et privé - Conditions d'accès aux emplois réservés - Délai d'attente pour la nomination dans un emploi - Réforme prochaine de la règlementation sur les emplois réservés - Faible nombre des admissions dû au déséquilibre catégoriel et au déséquilibre géographique - (p. 513) : inadaptation du système des emplois réservés - Cas particuliers des premiers de liste évoqué par M. *Jacques Descours Desacres* - Déséquilibre géographique et catégoriel - **Après l'art. 2** (p. 514) : accepte l'amendement n° 2 de M. Charles Bonifay, rapporteur (prorogation des mesures législatives relatives aux victimes de guerre et aux veuves de guerre pensionnées pour une durée de six ans).

Deuxième lecture [n° 302 (82-83)] - (24 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 1022) : texte relatif aux emplois réservés - Modification de l'intitulé du projet par l'Assemblée nationale s'inspirant des amendements votés par le Sénat - Importance du nombre des bénéficiaires de ce projet.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Anciens combattants - (28 novembre 1983) - (p. 3402) : contexte de rigueur - Contentieux des anciens combattants et mesures prises - Rattrapage du rapport constant ; travaux de la commission tripartite ; relèvement des pensions militaires d'invalidité - Concertation - Carte du combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; commission médicale - Carte du combattant volontaire de la Résistance (CVR) - Humanisation : instruction des demandes de pension ou d'aggravation ; expertises en milieu hospitalier - (p. 3403) : budget de transition - Crédits d'interventions publiques - Absence de mesure de rattrapage du rapport constant - Intégration de l'indemnité mensuelle spéciale (IMS) et de points de l'indemnité de résidence - Pensions de guerre et de retraite - Amélioration du fonctionnement de l'administration - Informatisation : procédures d'agrément en matière d'appareillage ; rénovation des centres ; installation à Metz du Centre d'études et de recherches de l'appareillage - Transfert de services à Fontenay-sous-Bois - Suppressions d'emplois - Redéploiement des moyens - Action sociale de l'Office national des anciens combattants (ONAC) - Réinsertion sociale des mutilés de guerre et réinsertion professionnelle des handicapés : écoles de rééducation professionnelle gérées par l'ONAC - Législation sur les emplois réservés - (p. 3404) : informatisation de la gestion des emplois réservés - Action de la Délégation de l'information historique pour la paix (DIHP) - Cérémonies commératives - (p. 3412) : réponse aux divers intervenants - Problème du rattrapage du rapport constant - Traitement de référence - Travaux de la commission tripartite - (p. 3413) : intégration de points de l'indemnité de résidence : prise en compte ou non selon les époques - Souhait, exprimé par MM. *Roland Courteau* et *Jean-Pierre Fourcade,* d'une nouvelle réunion de la commission tripartite - Montant des crédits non consommés du secrétariat d'Etat, demandé par M. *André Jouany* - Règles budgétaires relatives aux crédits évaluatifs - Egalité de droits des anciens combattants d'Afrique du Nord : revendication relative à la campagne double - Date de commémoration du souvenir des morts de la guerre d'Algérie - Qualification du titre de pension pour les anciens d'Afrique du Nord ; mention « guerre » - Contingent de croix de la Légion d'honneur, évoqué par MM. *Michel Maurice-Bokanowski* et *André Rabineau ;* contingent exceptionnel depuis 1981 - Prise en compte des activités de résistance pour le calcul de la retraite professionnelle - Carte du combattant volontaire de la Résistance (CVR) - (p. 3414) : délivrance de la carte du CVR : déconcentration - Anciens du service du travail obligatoire (STO) - Cas des incorporés de force alsaciens et mosellans dans l'armée allemande : les « malgré nous » - Abaissement de l'âge de la retraite du combattant - Rétablissement de l'ordre du Mérite combattant, demandé par M. *Raymond Poirier* - Situation des anciens prisonniers du camp de représailles de Rawa-Ruska : attribution du titre d'interné résistant - Retraites mutualistes : relèvement du plafond - Autres points de contentieux : pensions des familles des morts : veuves, ascendants, orphelins et proportionnalité des pensions - Rôle de la commission prébudgétaire - **Après l'art. 116** (p. 3414, 3415) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 164 de M. André Jouany (relèvement de trois points de l'indice servant de référence au calcul des pensions d'invalidité et de guerre) - Réponse à M. Jean Mercier sur le transfert des cendres de René Cassin au Panthéon et sur le relèvement du plafond de la retraite mutualiste.

– Projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural relatives aux caisses de mutualité sociale agricole - *Deuxième lecture* [n° 69 (83-84)] - (12 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4099) : modification apportée par le Sénat en première lecture et reprise par le Gouvernement de l'architecture initiale de son texte - Opposition du Gouvernement aux amendements du Sénat - (p. 4100) : importance du dialogue économique et social - **Art. 1** (p. 4102) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de M. Louis Caiveau, rapporteur (cas du regroupement de l'ensemble des communes d'un canton et modalités d'élection des délégués communaux et de leurs suppléants) - (p. 4103) : s'oppose aux amendements du même auteur, n° 2 (suppression du monopole syndical de présentation des listes) et n° 3 (suppression des dispositions de cet article relatives à la voix consultative de deux représentants du personnel de la caisse de mutualité sociale agricole désignés par le comité d'entreprise, au sein du conseil d'administration d'une caisse départementale de mutualité sociale agricole) - (p. 4104) : s'oppose aux amendements de M. Louis Caiveau, rapporteur, n° 5 (liberté de décision du conseil d'administration ; suppression de l'avis conforme requis des comités de la protection sociale des salariés et non salariés pour certaines délibérations du conseil d'administration), n° 6 (suppression du droit de vote pour les personnes de nationalité étrangère et conditions de résidence en France depuis deux ans) et n° 7 (suppression de l'éligibilité des étrangers) - Délai d'organisation des élections.

– Projet de loi relatif à l'indemnisation d'infirmités contractées dans certains lieux de captivité ou d'internement [n° 72 (83-84)] - (12 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4104) : décrets des 18 janvier 1973, 20 septembre 1977 et 6 avril 1981 ; applicabilité aux militaires détenus dans des camps par l'armée allemande pendant la seconde guerre mondiale, ou par l'armée japonaise dans les camps d'Indochine, ainsi qu'aux Alsaciens et Mosellans incorporés de force dans l'armée allemande - Applicabilité des décrets du 31 décembre 1974 et du 6 avril 1981 aux internés politiques ou résistants et aux patriotes résistant à l'occupation des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, incarcérés en camps spéciaux - (p. 4105) : empiètement du pouvoir réglementaire sur le domaine de la loi - Saisine du Parlement - Demande d'entériner la rétroactivité organisée par les décrets du 18 janvier 1973 et du 31 décembre 1974 - Risque pour la commission spéciale de cassation des pensions, de soulever d'office l'exception d'illégalité de ces décrets.

LAURENT (Bernard), sénateur de l'Aube (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement (22 juin 1983) (p. 1835).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 394 (JO Débats 2 juin 1983) (p. 1301) à M. le ministre de l'économie : **finances locales** (prêts aux communes de la Caisse des dépots et consignations).

INTERVENTIONS

– Proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance et de gardiennage et de transport de fonds [n° 237 (82-83)] - (26 mai 1983) - **Art. 3** (p. 1142) : soutient l'amendement n° 34 de MM. Louis Virapoullé et Roger Boileau (protection passive des personnes et des biens menacés dans le déroulement d'un conflit du travail) - **Art. 6** (p. 1144) : se déclare favorable à l'amendement n° 10 de M. Marc Bécam, rapporteur (suppression de cet article interdisant les fonctions de gardien ou de convoyeur de fonds aux fonctionnaires de police et militaires retraités, sans autorisation préalable de leur ministre de tutelle).

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 13** (p. 3170) : se déclare favorable à l'amendement n° 49 de M. Paul Séramy (suppression de cet article relatif à la taxe foncière sur les propriétés bâties et aux exonérations de longue durée) - Hostile à la manipulation de la dotation générale de décentralisation au cours d'une loi de finances.

Deuxième partie :

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3601) : baux à long terme, actuels et potentiels - Fiscalité agricole - Imposition réelle - Problème des stocks - Définition du bénéfice - (p. 3602) : imposition réelle - Conséquences sur l'emploi et l'investissement - Bilan d'avance aux cultures - Seuil du passage à l'imposition sur les bénéfices réels.

LA VERPILLIERE (Guy de), sénateur de l'Ain (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2266).

– Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979) (13 octobre 1983) (p. 2308).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (28 juin 1983) (p. 2063).

Est nommé membre de la commission de contrôle des conditions de fonctionnement, d'intervention et de coordination des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme (20 décembre 1983) (p. 4461).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives [n° 226 (82-83)] - (10 mai 1983) - **Art. 31** (p. 776) : son amendement n° 77 : reconnaissance d'un diplôme national ou fédéral ; retiré.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Industrie et recherche - (5 décembre 1983) - (p. 3782) : tarification de l'énergie électrique - Modalités de fixation par Electricité de France (EDF) du prix courant à haute tension - Ecart important entre les régions - Aménagement du territoire - Concurrence du fuel - Prime souhaitable en faveur des régions qui ont accepté l'installation de centrales

nucléaires sur leur territoire - Cas particulier du département de l'Ain.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° 7 (83-84)] - **Suite de la discussion** - (14 décembre 1983) - **Art. 47** (p. 4205) : reprend l'amendement n° 247 de M. Jacques Carat : énumération des emplois pouvant être pourvus par la voie du recrutement direct par dérogation à l'article 42 et n'entraînant pas titularisation dans la fonction publique territoriale ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4242) : Sénat favorable à l'unité de la fonction publique territoriale, à sa parité avec la fonction publique de l'Etat et au respect de la libre administration des communes - Suppression des dispositions qui portaient atteinte à l'autonomie des communes et à l'autorité des maires - Au nom du groupe UREI se déclare favorable à l'adoption de ce texte.

LAZUECH (Louis), sénateur de l'Aveyron (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (6 mai 1983) (p. 721).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (24 juin 1983) (p. 1998).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **20 (83-84)**] relatif à la situation des candidats admis au concours interne d'adjoint des cadres hospitaliers organisé dans le département de l'Essonne les 14 octobre et 18 novembre 1976 [n° **141 (83-84)**] (15 décembre 1983) - **Examens, concours et diplômes.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la situation des candidats admis au concours interne d'adjoint des cadres hospitaliers organisé dans le département de l'Essonne les 14 octobre et 18 novembre 1976** [n° **20 (83-84)**] - (20 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4440) : validation d'un concours administratif annulé par le Conseil d'Etat - Constitutionnalité de tels textes - Nécessité de préserver le fonctionnement du service public.

LEBEL (Roland), Président de la section des actions éducatives, sanitaires et sociales du Conseil économique et social.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° **384 (82-83)**] - (26 octobre 1983) - Rapporteur du Conseil économique et social - **Discussion générale** (p. 2462) : brièveté du délai imparti au Conseil et analyse globale du projet - (p. 2463) : opportunité de la réforme - Loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 - Objectifs du projet et moyens d'application nécessaires : nécessité d'une loi de programmation - Consultation sur les textes d'application - Réforme du premier cycle - Communication au Parlement du rapport annuel d'évaluation de l'état de l'enseignement supérieur et de la recherche - Définition extensive de l'enseignement supérieur - Formation initiale et continue - Recherche ; enseignants chercheurs et personnels non chercheurs - Information scientifique et technique - Professionnalisation des études ; stages des enseignants dans les entreprises - Choix de l'académie d'inscription - Orientation - (p. 2464) : tutorat - Débat au sein du Conseil économique et social sur la sélection : principe de non sélection et extension des dérogations - Premier cycle et second cycle - Organisation, fonctionnement et gestion des universités : élection du président ; conseil d'administration - Personnalités extérieures - Unités de médecine, d'odontologie et de pharmacie - Nomination des directeurs des instituts - Elections aux divers conseils : collège unique ou collèges distincts - Divergences apparues au sein du Conseil économique et social et indication du vote des divers groupes.

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier** [n° **9 (83-84)**] - (17 novembre 1983) - Président de la section éducative, sanitaire et sociale du Conseil économique et social - **Discussion générale** (p. 2975) : excuse Mme Paulette Hofman, rapporteur, retenue en province - Complexité de l'institution hospitalière - Bilan des récentes réformes : libre choix entre le secteur public et le secteur privé ; programme d'humanisation des hôpitaux ; méthode de gestion modernisée ; concertation entre le corps médical et les autorités administratives - Application insuffisante et incomplète des dispositions importantes de la loi de 1970 - (p. 2976) : environnement économique - Financement de la protection sociale collective - Nécessité de réformes prudentes et progressives - Impératifs déterminés par le Conseil économique et social : optimisation et rationalisation du système de distribution des soins ; maîtrise des coûts ; confrontation à des choix politiques et éthiques ; information objective des Français - Départementalisation ; création de syndicats hospitaliers ; planification souples - Clarté des coûts - Liberté et responsabilité à l'hôpital - (p. 2977) : exercice de la tutelle.

LE BELLEGOU-BEGUIN (Geneviève), sénateur du Var (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommée de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est élue juge suppléant de la Haute Cour de justice (10 décembre 1983) (p. 4061).

- Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi interdisant certains appareils de jeux (27 juin 1983) (p. 2012).

Est nommée membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant droits et obligations des fonctionnaires (27 juin 1983) (p. 2020).

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (13 décembre 1983) (p. 4127).

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (14 décembre 1983) (p. 4243).

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (15 décembre 1983) (p. 4275).

Est nommée membre de la commission de contrôle des conditions de fonctionnement, d'intervention et de coordination des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme (20 décembre 1983) (p. 4461).

INTERVENTIONS

– Projet de loi, portant droits et obligations des fonctionnaires [n° **301 (82-83)**] - (1er juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1261) : base d'un nouveau statut général des fonctionnaires dont les modalités d'application seront précisées par deux autres textes - Importance du champ d'application et de la population concernée - Législation actuelle reposant sur la loi du 19 octobre 1946 et sur l'ordonnance du 4 février 1959 - Lois du 2 mars 1982 et du 7 janvier 1983 portant décentralisation et création indispensable du statut d'une véritable fonction publique territoriale unique - Adaptation de la fonction publique aux évolutions techniques et scientifiques - (p. 1262) : qualité d'accès de tous aux emplois publics et qualité sociale - Affirmation du principe d'indépendance à l'égard du pouvoir politique - Principe de la citoyenneté du fonctionnaire - Aménagement et amélioration des structures et du déroulement des carrières - Renforcement des droits et des garanties des fonctionnaires - Définition de leurs obligations - Interrogation sur la conciliation de l'unicité de la fonction publique et la spécificité des collectivités territoriales - Parité de la fonction publique territoriale avec la fonction publique d'Etat - Organisation de la mobilité des fonctionnaires érigée en garantie fondamentale - Participation, responsabilité et efficacité de l'administration - Principe de la liberté d'opinion - Obligation de réserve - Réaffirmation de l'exercice du droit syndical - Renforcement des pouvoirs des organisations syndicales - Reconnaissance expresse du droit de grève - Obligations des fonctionnaires et notion de citoyenneté primordiale ayant pour corollaire la responsabilité - (p. 1263) : obligation d'obéissance sauf dans le cas où l'ordre donné est illégal - Respect de l'obligation de discrétion professionnelle et devoir de satisfaire aux demandes d'information du public - Texte constituant une avancée sociale indéniable - Sous réserve de quelques amendements, se déclare favorable au nom du groupe socialiste au texte de ce projet de loi - **Art. 4** (p. 1274) : son amendement n° 33, identique à l'amendement n° 42 de M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat : fixation par le juge des incompatibilités pour avoir la qualité de fonctionnaire pour les personnes jouissant des droits civiques mais ayant subi une condamnation portée au bulletin n° 2 du casier judiciaire ; rejeté - **Art. 7** (p. 1277) : son amendement n° 34 : possibilité pour les organisations syndicales d'ester devant toute juridiction compétente ; adopté - **Art. 18** (p. 1289) : son amendement n° 36, identique à l'amendement n° 20 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : pouvoir disciplinaire appartenant à l'autorité investie du pouvoir de nomination ; adopté - **Art. 28** (p. 1291) : son amendement n° 37 : décision de suspension prononcée par l'autorité ayant pouvoir disciplinaire ; adopté.

– Projet de loi interdisant certains appareils de jeux - *Deuxième lecture* [n° **427 (82-83)**] - (27 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2012) : position du groupe socialiste favorable au projet initial ; caractère contestable des amendements retenus par le Sénat, relatifs à l'exportation des appareils ou à l'exploitation d'appareils de ventes avec primes - Abstention du groupe socialiste dans le vote sur l'ensemble du texte.

– Projet de loi portant droits et obligations des fonctionnaires - *Deuxième lecture* [n° **415 (82-83)**] - (27 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2020) : refus par le Sénat de la citoyenneté du fonctionnaire - Restrictions apportées au projet en examen - Abstention du groupe socialiste.

– Projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises [n° **488 (82-83)**] - (15 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2895) : dispositif de prévention - Statut des mandataires de justice et réorganisation des tribunaux de commerce - Emploi et contrôle du processus de restructuration industrielle - Rôle des commissaires aux comptes - Prérogatives réservées au comité d'entreprise - Participation des salariés - (p. 2896) : groupements de prévention agréés.

Suite de la discussion - (16 novembre 1983) - **Art. 10** (p. 2918) : se déclare favorable à l'amendement n° 153 de M. Robert Badinter, ministre (suppression de la possibilité, pour le comité d'entreprise, d'engager la procédure d'expertise ; maintien de cette possibilité pour le ministère public).

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Justice - (29 novembre 1983) - (p. 3474) : réforme considérable menée à bien depuis trois ans appréciée par le groupe socialiste - Obstacles matériels freinant la volonté de réaliser des réformes - Progression des crédits de l'éducation surveillée - Mesures liées au 9e Plan devant favoriser l'insertion des jeunes en difficulté - Politique pénitentiaire et augmentation des effectifs du personnel de surveillance - Nécessité d'accélérer la construction d'établissements pénitentiaires - Volonté de mener une politique pénitentiaire plus humaine - Recherche d'une meilleure efficacité devant l'asphyxie des tribunaux - (p. 3475) : budgétisation de l'indemnité complémentaire dite de « copie de pièces pénales » - Contraventionnalisation de certains délits et déjudiciarisation des quatre premières classes de contraventions - Lenteur du règlement des dossiers en matière sociale - Faiblesse des créations de postes de magistrats - Nécessité d'un solide plan de redressement de la justice française - Nouvelles dispositions concernant les peines - Indemnisation des victimes de la circulation, réforme des tribunaux de commerce et réforme du code pénal servant les libertés individuelles - Se déclare favorable, au nom du groupe socialiste, à l'adoption des crédits du budget de la justice.

– Question au Gouvernement : aide aux familles - (15 décembre 1983) - (p. 4255) : aide financière aux jeunes ménages, notamment lors de la première naissance - Inscription de ce projet dans les programmes prioritaires d'exécution du Plan national - Simplification des démarches administratives.

LE BRETON (Henri), sénateur du Morbihan (rattaché administrativement au groupe UCDP).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2266).

– Membre de la délégation parlementaire pour la planification (loi n° 82-653 du 29 juillet 1982).

Est nommé de nouveau membre de cette délégation (13 octobre 1983) (p. 2308).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi

n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (28 juin 1983) (p. 2063).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **222** (JO Débats 20 avril 1982) (p. 1193) à M. le ministre de l'économie : **bâtiment** (mesures en vue d'une relance du secteur du bâtiment) - Réponse de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement (26 avril 1983) (p. 471, 472).

n° **325** (JO Débats 3 avril 1983) (p. 21) à M. le ministre de l'agriculture : **agriculture** (dialogue avec les organisations représentatives du monde agricole).

Questions orales avec débat :

n° **79** (3 octobre 1983) (p. 2248) à M. le secrétaire d'Etat à la mer : **littoral** (débat d'orientation sur le projet de loi relatif à la protection du littoral).

INTERVENTIONS

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53(82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - (4 mai 1983) - **Après l'art. 3** (p. 624) : son amendement n° 137, soutenu par M. Pierre Lacour : définition par la loi des conditions dans lesquelles l'Etat place les personnels actuellement régis par les conventions de mise à disposition, sous l'autorité exclusive des collectivités locales ; retiré.

Suite de la discussion - (5 mai 1983) - **Art. 12** (p. 638) : son amendement rédactionnel n° 146, déposé avec M. Roger Poudonson et soutenu par M. Pierre Lacour ; retiré - **Art. 23** (p. 653) : son amendement n° 154, déposé avec M. Roger Poudonson, et soutenu par M. Pierre Lacour : présence dans les conseils de l'éducation des parents d'élèves de l'enseignement public et privé ; devenu sans objet - **Art. 24** (p. 657) : sur l'amendement n° 9 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (en matière de carte scolaire, pouvoirs différenciés selon les niveaux d'enseignement concernés et la collectivité territoriale responsable), ses sous-amendements, déposés avec M. Roger Poudonson, et soutenus par M. Pierre Lacour, n° 155 : fixation par les conseils municipaux de l'implantation des écoles et des classes élémentaires et maternelles publiques ; retiré ; et n° 156 : intervention des conseils municipaux ou généraux en matière d'implantation d'écoles ou de créations, d'extensions ou d'aménagement des collèges, limitée aux seuls établissements publics ; retiré - **Art. 27** (p. 667) : sur l'amendement n° 11 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (contribution de la commune de résidence des élèves des écoles maternelles et des classes élémentaires aux dépenses de fonctionnement engagées par les communes d'accueil ; à défaut d'accord, contribution déterminée par le conseil départemental de l'éducation), son sous-amendement n° 182, déposé avec M. Roger Poudonson et soutenu par M. Pierre Lacour : article concernant les maternelles publiques ou privées sous contrat d'association ; retiré.

– **Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** [n° **127 (82-83)**] - (11 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 799) : historique du travail féminin - Texte en examen : limitation de la politique contractuelle ; droit de veto de l'inspecteur du travail sur les plans d'égalité négociés - Remise en cause de la représentativité des organisations syndicales ; lois Auroux ; composition du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle ; participation des associations - Droit de la femme à la maternité et à l'éducation des enfants ; liberté de choix ; salaire de la mère au foyer ; effort du précédent gouvernement en faveur des mères de plus de trois enfants ayant exercé une activité manuelle - (p. 800) : réduction des allocations familiales par le présent Gouvernement - **Art. 1 :** *Art. L. 123-1 du code du travail* (p. 801) : son amendement n° 18 : limitation à l'employeur ou à son représentant des dispositions de cet article interdisant la discrimination professionnelle ; adopté - *Art. L. 123-4* (p. 806) : soutient l'amendement n° 53 de M. Auguste Chupin (possibilité pour l'employeur de refuser la réintégration d'un employé victime d'un licenciement abusif et indemnité au profit du salarié) - Loi du 7 janvier 1981 relative à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail - **Art. 11** (p. 813) : son amendement n° 20 : suppression de la condition déterminante d'appartenance à l'un ou l'autre sexe ; retiré - **Art. 14** (p. 814) : son amendement n° 21 : composition du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle ; rejeté - **Art. 18** (p. 817) : son amendement n° 22 : délai de présentation du rapport pour les entreprises de plus de cinquante salariés ; retiré au profit de l'amendement n° 17 de M. Pierre Louvot, rapporteur (délai de présentation du rapport pour les entreprises de plus de trois cents salariés) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 818) : travail de M. Pierre Louvot, rapporteur - Vote du texte par le groupe UCDP.

LECANUET (Jean), sénateur de la Seine-Maritime (UCDP).

NOMINATIONS

- Président de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu président.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires (28 juin 1983) (p. 2066).

INTERVENTIONS

– **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° **368 (82-83)**] - (2 juin 1983) - Président de la commission des affaires étrangères - (p. 1318) : continuité et changement dans l'action diplomatique de la France depuis 1981 - (p. 1319) : politique de défense ; indépendance nationale - Alliance atlantique - Rencontre de Williamsburg - Eventuelle réunion d'une conférence monétaire internationale - Déficit budgétaire des Etats-Unis - Niveau du dollar - Défense du franc et lutte contre l'inflation - Dette extérieure de la France - Affaiblissement économique et monétaire - Reprise économique aux Etats-Unis et en République fédérale d'Allemagne - Sommet des chefs d'Etat et de gouvernements à Williamsburg : priorité donnée à la défense - Participation du Japon - Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) - Rétablissement de l'équilibre nucléaire en Europe - (p. 1320) : négociations de Genève entre les Russes et les Américains - Pacifisme en Allemagne - Euro missiles américains et ogives soviétiques - Déclaration du bureau politique du parti communiste français - Mention de réserves exprimées par la délégation française de Williamsburg - SS 20 et fusées Pershing - Critiques du parti communiste à l'égard du Gouvernement - Eventuelle participation de la France aux négociations de Genève - (p. 1321) : rupture de la majorité présidentielle dans le domaine de la politique étrangère - Abstention du groupe communiste à l'Assemblée nationale sur le projet de loi de programmation militaire - Abstention sur la ratification du traité autorisant l'Espagne à entrer dans l'OTAN -

Affaiblissement de la France sur la scène mondiale - Prochaine réunion à Stuttgart du Conseil européen - Contribution financière britannique - (p. 1322) : projet de relance Gensher Colombo - Flottement de la politique étrangère du Gouvernement : cas du Proche Orient : Israël, Liban - Cambodge - Afrique : force cubaine en Angola - Ventes d'armes de la France - Conférence de Cancun - Coopération Nord Sud - Projet de conférence des pays méditerranéens - Affaiblissement économique et monétaire de la France - Incohérence gouvernementale.

- Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 [n° 336 (82-83)] - (14 juin 1983) - Président de la commission des affaires étrangères - **Discussion générale** (p. 1597) : conditions de l'indépendance et de la sécurité de la France : capacité et détermination de défense nationale ; cohésion politique de la Communauté européenne ; vigueur de l'Alliance atlantique - Environnement international - Déploiement des forces du Pacte de Varsovie - Euromissiles - Force de dissuasion - (p. 1598) : priorité donnée au nucléaire - Durcissement de l'environnement des forces nucléaires stratégiques - Développement des moyens nucléaires tactiques - Bombe à neutrons - Inquiétude quant à la force de dissuasion, à long terme, des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) et des missiles air-sol moyenne portée (ASMP) - Regrette le report des commandes des matériels modernes indispensables : exemple pour chaque corps d'armée - (p. 1599) : diminution des effectifs des armées inopportune - Réduction de la durée du service national - Démoralisation du personnel d'active - Procédure d'adoption des crédits budgétaires peu conforme à la loi organique - Blocage de nombreuses autorisations de programme en 1983 - Calendrier des crédits difficile à respecter - Inquiétudes sur l'avenir de « l'outil de défense français » - (p. 1600) : actions hors du territoire français adaptées et satisfaisantes - Défense du territoire national et des intérêts vitaux de la France soulevant quelques inquiétudes - Demande au ministre des éclaircissements sur la nécessité du découplage entre l'arme nucléaire tactique et l'armement conventionnel - (p. 1601) : souci du Gouvernement de tout changer, même l'armée - Nombreuses carences et imprécisions du texte - Défavorable à l'adoption de ce projet - (p. 1602) : s'oppose aux propos tenus par M. *Pierre Matraja* quant à l'hostilité systématique de la majorité sénatoriale aux projets de loi - Vote par le Sénat du budget de la défense pour 1982 - (p. 1616) : désaccord avec M. Charles Hernu sur le respect des programmes.

Nouvelle lecture [n° 426 (82-83)] - (23 juin 1983) - Président de la commission des affaires étrangères - **Discussion générale** (p. 1847, 1848) : mise en cause d'un article paru dans bulletin « Informations Terre ».

- Déclaration du Gouvernement sur les événements du Liban [n° 44 (83-84)] - (26 octobre 1983) - Président de la commission des affaires étrangères - (p. 2455, 2456) : émotion après le double attentat de Beyrouth - Hommage aux chasseurs parachutistes français et aux marines américains - Mission de paix de la France - Déchaînement de violence dans le monde et multiplication des drames - Terrorisme - Déstabilisation du monde libre - Rôle de l'Union soviétique - Réactions de la majorité actuelle lors des interventions de la France à Libreville, Nouakchott et Kolwezi - Enlisement de la France au Liban et au Tchad - Caractère contestable de l'envoi d'appelés du contingent - Force d'interposition - Incohérence de la coalition entre socialistes et communistes.

- Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère [n° 48 (83-84)] - (7 novembre 1983) - Président de la commission des affaires étrangères - (p. 2673) : accumulation des drames et conflits internationaux - Tentatives de déstabilisation et rôle de l'Union soviétique - Diassuasion nucléaire et pacifisme - Prépondérance militaire de l'URSS - Relations entre l'Est et l'Ouest - Accords d'Helsinki - Faiblesse des démocraties - (p. 2674) : coopération entre la France et l'Allemagne - Dialogue avec l'Union soviétique et fermeté nécessaire - Politique de défense européenne - Alliance atlantique - Critique de la politique extérieure du Gouvernement - Attentat de Beyrouth - Relations entre l'Est et l'Ouest : euromissiles ; affaiblissement de la défense de la France ; budget ; crédits de fonctionnement de la défense ; service national - Participation des communistes au Gouvernement - Contradictions de la politique extérieure française : condamnation par le gouvernement français de l'intervention des Etats-Unis à la Grenade et situation réelle dans ce pays - (p. 2675) : approbation personnelle à la fermeté des Etats-Unis - Engagement de la France au Liban et absence de clarté sur la mission de l'armée française - Risque de partition du Liban - Enlisement de la France au Tchad - Crédibilité de la France en Afrique - Conférence des chefs d'Etat franco-africains à Vittel - Livraison de Super Etendard à l'Irak - Détroit d'Ormuz - Contradictions de la coalition socialiste et communiste au Gouvernement : euromissiles ; prise en compte de la force nucléaire française dans les négociations Est Ouest ; pacifisme ; Afghanistan - (p. 2676) : loi de programmation militaire - Atteinte au crédit de la France dans le monde.

- Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Défense et service des essences - (2 décembre 1983) - Président de la commission des affaires étrangères - (p. 3660, 3661) : rappel du rejet par le Sénat du projet de budget de la défense pour 1983 et du projet de loi de programmation militaire pour 1984-1988 : insuffisance financière ; imprécisions - Indécision du Gouvernement : enlisement de la France au Tchad ; insuffisante définition de la mission des troupes françaises au Liban - Situation internationale - Réaffirmation par le Président de la République de l'autonomie de la force française de dissuasion nucléaire et contradiction avec la position prise par le parti communiste - Incohérence de la majorité gouvernementale - Rencontre entre le parti communiste et le parti socialiste - (p. 3662) : contestation par le parti communiste de la conception de la défense française exposée par le Président de la République - Refus par le parti communiste de l'implantation des euromissiles américains : campagne pacifiste - Incohérence du Gouvernement - Equilibre des forces sur le théâtre européen - Entreprise de déstabilisation de l'Union soviétique - Soutien de la France à ses alliés dans l'affaire des missiles américains : Pershing et missiles de croisière ; SS 20 soviétiques - (p. 3663) : révision nécessaire de la loi de programmation militaire - Défense européenne - Références multiples du Gouvernement à l'UEO : clause d'assistance obligatoire et contradiction avec la conception d'une défense autonome - Projet de budget pour 1984 - Vote de crédits par le Parlement et annulation ou gel en cours d'année - Dépenses supplémentaires prévisibles résultant des opérations sur les théâtres extérieurs ; évolution du budget et inflation - Régression de fait - Loi de programmation militaire - Exemple des études d'armement pour l'armée de terre : réduction des autorisations de programme ; cas identique de l'armée de l'air ou des programmes financés par la délégation générale pour l'armement (DGA) - Section commune : réduction des autorisations de programme relatives aux études spéciales sur les engins : vecteurs des armes nucléaires - Menace pour l'avenir - Priorité donnée aux forces nucléaires et régression des autres chapitres - (p. 3664) : marine ; mise en place des forces nucléaires et régression de la force de surface conventionnelle - Force d'action rapide (FAR) : conception de la FAR ; commande d'hélicoptères de combat - Armée de terre ; déplacement d'unités de la 1 armée au profit de la FAR - Avis défavorable de la majorité de la commission sur ce budget.

LECCIA (Bastien), sénateur des Bouches-du-Rhône (S).

Devient sénateur le 11 mai 1983 en remplacement de M. Antoine Andrieux, décédé (11 mai 1983) (p. 790).

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires étrangères (27 mai 1983) (p. 1202).

Est nommé membre de la commission des lois (5 octobre 1983) (p. 2267).

LECHENAULT (France), sénateur de la Saône-et-Loire (GD-SRG).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3587) : accidents climatiques - Enseignement agricole et formation professionnelle - Filière de progrès - Dotation d'installation aux jeunes agriculteurs (DIJA) - Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) - Société d'épargne foncière agricole (SEFA) - Groupements fonciers agricoles (GFA) - Hydraulique agricole - Prêts bonifiés du Crédit agricole - Comptes pour le développement industriel (CODEVI) - Organisation des marchés - Délégations régionales des offices - Primes aux maintien des troupeaux allaitants - (p. 3588) : fiscalité agricole - Cas du département de Saône-et-Loire - Vote de ce budget par la formation des sénateurs radicaux de gauche.

LE COZANNET (Yves), sénateur des Côtes-du-Nord (rattaché administrativement au groupe UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre du conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine (décret n° 53-959 du 30 septembre 1953 modifié) (14 décembre 1983) (p. 4243).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan) (28 juin 1983) (p. 2085).

DÉPÔTS

Avis déposé au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° **399 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la Nation pour le **9e Plan** (première loi de Plan) [n° **439 (82-83)**] (23 juin 1983).

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Marine marchande** [n° **64, tome XX (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non-titulaires occupant de tels emplois** [n° **148 (82-83)**] - (12 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 174) : absence de concertation des intéressés pour ce projet - Promesse de M. François Mitterrand, candidat à la présidence de la République - Changement de situation juridique pour les non titulaires - Maintien des traitements - Prise en compte de l'ancienneté totale dans l'administration - Validation des services pour le calcul de la retraite - Changement d'affectation ou mutation peu souhaitable - Qualité du recrutement des contractuels - Souhaite l'exclusion de certains établissements publics du domaine de la titularisation - **Art. 2** (p. 178) : son amendement n° 42 : recrutement de contractuels : suppression de la durée maximale de 6 ans ; retiré - **Art. 4** (p. 180) : son amendement n° 43, identique à l'amendement n° 32 de MM. Charles de Cuttoli et Jean Chérioux : décret appliquant aux non titulaires des règles de protection sociale équivalentes à celles des fonctionnaires ; délai de publication de ce décret ; réservé jusqu'après l'article 6, puis jusqu'après l'article 7, puis modifié - **Art. 6** (p. 183) : son amendement n° 44 : réduction de la durée du stage pour les candidats à la titularisation ; retiré - Son amendement n° 45 : aptitudes physiques prises en compte pour la titularisation ; dérogation pour les agents en cours de naturalisation ; calendrier des intégrations et des créations d'emploi ; retiré - **Art. 4** *(suite)* (p. 186) : son amendement n° 43, précédemment réservé, identique à l'amendement n° 32 de MM. Charles de Cuttoli et Jean Chérioux : application aux non titulaires des règles de protection sociale équivalentes à celles dont bénéficient les fonctionnaires ; adopté - **Art. 8** (p. 187) : son amendement n° 46 : appréciation de la durée du service sur la totalité de la carrière des non titulaires ; rejeté - **Art. 9** (p. 188) : son amendement n° 47 : accès direct des agents non titulaires aux grades des fonctionnaires ; rejeté - **Art. 11** (p. 190) : son amendement n° 49, identique à l'amendement n° 36 de MM. Charles de Cuttoli et Jean Chérioux : garantie d'emploi pour les non titulaires en place ayant refusé des propositions d'intégration ; adopté - **Art. 13** (p. 191) : son amendement n° 51 : ancienneté prise en compte pour la nouvelle affectation des titulaires ; retiré - **Art. 14** (p. 192) : son amendement n° 52 : possibilité accordée à chaque fonctionnaire de bénéficier d'une révision de sa situation personnelle : ancienneté dans un corps ou admission, retiré - **Art. 17** (p. 193) : son amendement n° 54, identique à l'amendement n° 41 de MM. Charles de Cuttoli et Jean Chérioux : conditions de rachat des cotisations du régime des pensions civiles de l'Etat ; retiré.

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** [n° **480 (81-82)**] - (13 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 210) : nombre de caisses d'épargne, de déposants et montants de ressources - Réforme des aspects institutionnels de l'organisation actuelle des caisses - Insuffisante prise en compte des aspects financiers et économiques du rôle des caisses - (p. 211) : absence de prise en compte par cette proposition de loi de l'orientation de l'épargne et de la modification des flux financiers - Nécessité de réformer le réseau des caisses ; commission Racine en 1969 ; rapport Ancian en 1980 ; concertation avec les acteurs économiques - Modification de la composition des conseils d'administration des caisses - Participation des administrateurs bénévoles au progrès

économique et social de la région ou du département - Réforme et pénalisation des administrateurs bénévoles - Nécessaire association des collectivités locales à une réforme qui les touche de près - Prêts Minjoz - Approbation des amendements de la commission des finances - **Art. 1** (p. 213) : son amendement n° 37 : élargissement du champ d'activité des caisses d'épargne ; retiré.

– **Projet de loi réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures** [n° 25 (82-83)] - (27 avril 1983) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 26) - (p. 500) : législation interne et droit international : convention Marpol - Contrôle des navires ; interdiction de rejet d'hydrocarbures - (p. 501) : cas des plates-formes - Montant des amendes ; comparaison avec la pollution terrestre ; pollution volontaire ou accidentelle ; convention Marpol - Responsabilité du capitaine ou de l'armateur.

– **Projet de loi modifiant l'article 16 de la loi n° 76-599 du 7 juillet 1976 relative à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et à la lutte contre la pollution marine accidentelle** [n° 26 (82-83)] - (27 avril 1983) - **Discussion générale** : commune avec le projet de loi n° 25 réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures (p. 500, 501).

– **Projet de loi, portant droits et obligations des fonctionnaires** [n° 301 (82-83)] - (1er juin 1983) - **Après l'art. 7** (p. 1278) : sur l'amendement n° 9 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (participation du fonctionnaire par l'intermédiaire des organismes paritaires), soutient le sous-amendement n° 39 de M. Marcel Rudloff (extension de la compétence des organisations syndicales à l'organisation de l'action sociale) - **Art. 12** (p. 1286) : soutient l'amendement n° 40 de M. Marcel Rudloff (nouvelle rédaction de cet article relatif à la mobilité des fonctionnaires) - **Après l'art. 28** (p. 1292) : soutient l'amendement n° 41 de M. Marcel Rudloff (fonctionnaires des assemblées parlementaires recrutés par concours).

– **Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan)** [n° 399 (82-83)] - (28 juin 1983) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 2045) : déclin du Plan - Incertitude internationale - Rappel des engagements financiers du 6 Plan : exemple des autorisations de programme des équipements culturels - (p. 2046) : incertitude des propositions - Politique des relations culturelles, scientifiques et techniques - Politique de l'éducation : rappel des conclusions de M. Laurent Schwartz dans le rapport de la commission Bloch-Lainé, dite commission du bilan : observation sur l'insuffisance de formation des enseignants ; recrutement et titularisation d'auxiliaires - Politique de la communication audiovisuelle ; loi Fillioud - Recherche scientifique - Formation professionnelle - (p. 2047) : grands travaux prévus à Paris et évoqués par M. *Georges Lombard*, rapporteur pour avis - Exposition universelle - Recul de la décentralisation - Avis défavorable de la commission des affaires culturelles.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Transports - (25 novembre 1983) - (p. 3313) : déficit de la SNCF ; endettement ; concours de l'Etat ; demande de régression progressive des effectifs - Train à grande vitesse (TGV) - Transports urbains ; cas de la Bretagne - Difficulté des petites lignes de l'aviation civile ; Touraine air transport ; exemple de la ligne Paris Lannion - Ne votera pas ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3319, 3320) : vote du groupe UCDP contre les crédits relatifs au concours exceptionnel destiné à la SNCF - Attitude de M. Charles Fiterman lors du boycottage, par les pilotes de ligne des pays occidentaux, des vols à destination de Moscou, suite à l'attentat contre l'avion sud-coréen.

Mer - (25 novembre 1983) - Rapporteur pour avis (marine marchande) - (p. 3326) : disparition du ministère de la mer - Subvention à l'Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) - Ralentissement du commerce maritime mondial - Chute du taux de fret ; concurrence - Déficit de la Compagnie générale maritime - Nécessité de reconduire le plan de consolidation de l'armement - Emploi - Crise de la construction navale - (p. 3327) : restructuration - Effort de recherche - Diversification - Aide aux chantiers - Réparations navales - Aide à la pêche maritime ; aide au carburant ; aide aux investissements - Pêche artisanale - Pêche industrielle - Aide au maintien en service - Aide aux investissements à terre - Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture - Décret du 22 mars 1983 régissant les cultures marines - Difficulté de l'élevage du saumon et du turbot - Subvention au régime social des gens de mer - Crédits à la formation professionnelle - (p. 3328) : action « Police et signalisation maritime » - Aide majeure à la navigation d'Ouessant - Organisation maritime internationale - S'en remet à la sagesse du Sénat pour le vote de ces crédits.

Temps libre, jeunesse et sports - (2 décembre 1983) - (p. 3638) : mesures positives prises en faveur de la jeunesse au cours de l'année 1983 - Stagnation des crédits budgétaires du sport ; participation du Fonds national pour le développement du sport (FNDS) - Baisse des subventions aux fédérations, clubs et associations ; problèmes de trésorerie - Création et transformation de postes ; conseillers d'éducation physique ; formation des instituteurs ; statut des maîtres-nageurs - Equipements sportifs : participation du FNDS ; transferts aux collectivités locales ; décentralisation ; coût des équipements - Temps libre - Postes du Fonds de coopération pour la jeunesse et l'éducation populaire (Fonjep) - (p. 3639) : vie associative ; conventionnement - Budget de rigueur - Conformité avec les orientations du 9e Plan.

Commerce et artisanat - (7 décembre 1983) - (p. 3872, 3873) : situation des entreprises du secteur des métiers - Chiffre d'affaires de l'artisanat - Solde négatif entre les créations et les radiations d'entreprises - Taux d'intérêt et conséquences de la loi Quilliot sur le secteur du bâtiment - Emploi - Importance des charges pour le commerce - Concours bancaires et aides financières - Taux de TVA - Travail clandestin - Grande distribution - Loi Royer - Régimes sociaux et charges sociales - Age de la retraite - Cotisations d'assurance maladie des retraités - Aménagement de l'assiette des charges sociales - Apprentissage artisanal - Charges sociales et fiscales pesant sur les entreprises commerciales et artisanales.

LEDERMAN (Charles), sénateur du Val-de-Marne (C).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu secrétaire.

– Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice (26 octobre 1983) (p. 2475).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale (3 mai 1983) (p. 585).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance, de

gardiennage et de transport de fonds (24 juin 1983) (p. 1973).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (27 juin 1983) (p. 2012).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à garantir la liberté de la presse (24 novembre 1983) (p. 3246).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à faire figurer, sur l'acte de décès des personnes ayant trouvé la mort dans un camp de déportation, l'indication, comme lieu de décès, dudit camp de déportation et, lorsque celui-ci est inconnu, la mention « mort en déportation » [n° 442 (82-83)] (28 juin 1983) -**Déportés, internés et résistants.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **306** (JO Débats 18 novembre 1982) (p. 5533) à M. le ministre de l'économie : **monnaie** (profit réalisé par une entreprise : BSN-Gervais-Danone) - Réponse de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé du budget (8 avril 1983) (p. 154, 155).

n° **322** (JO Débats 31 mars 1983) (p. 470) à M. le ministre de l'intérieur : **conseils et conseillers municipaux** (droit d'expression des minoritaires dans les conseils municipaux).

n° **326** (JO Débats 3 avril 1983) (p. 21) à Mme le secrétaire d'Etat à l'environnement : **déchets** (transport et stockage de déchets dangereux).

n° **364** (JO Débats 27 avril 1983) (p. 508) à Mme la secrétaire d'Etat à l'environnement : **déchets** (stockage des déchets dangereux) -Réponse de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat à l'environnement (29 avril 1983) (p. 533 et suivantes).

n° **367** (JO Débats 29 avril 1983) (p. 530) à M. le Premier ministre : **sécurité publique** (suites au rapport de la commission des maires sur la sécurité) - Réponse de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement (20 mai 1983) (p. 1005 et suivantes).

n° **442** (JO Débats 1er décembre 1983) (p. 3542) à M. le ministre de l'économie : **politique économique** (position du gouvernement sur certaines déclarations du Conseil national du patronat français) - Réponse de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale (16 décembre 1983) (p. 4329, 4330).

n° **443** (JO Débats 1er décembre 1983) (p. 3543) à M. le ministre de la justice : **racisme et antisémitisme** (mesures prises ou envisagées par le gouvernement contre les responsables de crimes et de campagnes racistes) - Réponse de M. Robert Badinter, ministre de la justice (16 décembre 1983) (p. 4323, 4324).

Questions orales avec débat :

n° **14** (2 avril 1983) (p. 4) à M. le ministre de la justice : **presse** (respect de l'ordonnance de 1944 sur la presse) - Discutée le 15 avril 1983 (débat commun) (p. 311 et suivantes).

n° **16** (2 avril 1983) (p. 4) à M. le ministre de l'intérieur : **conseils et conseillers municipaux** (droit d'expression de la minorité dans les conseils municipaux) - Discutée le 22 avril 1983 (p. 458 et suivantes).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981** [n° 493 (81-82)] - (6 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 72) : insécurité - Hostilité du monde judiciaire à la loi « sécurité et liberté » - Mépris du magistrat, outil de la répression - Mépris du justiciable - Refus de la prévention et de la réinsertion - Recul en matière pénale - Inefficacité de la loi - Mobilisation des médias pour créer un climat de peur de la criminalité - Union syndicale des magistrats - (p. 73) : peur au service des intérêts de la droite : exemple des législatives de 1968 ; loi anti-casseurs ; provocation du 23 mars 1979 contre les métallurgistes - Thème de l'insécurité et racisme dans la campagne pour les élections municipales de 1983 ; idéologie fascisante de la droite : exemples de Marseille, Vénissieux, Saint-Etienne, Toulon et Dreux ; alliance des partis de droite avec le Front national de M. Le Pen - Service d'action civique (SAC) - Evocation des ligues d'extrême droite de 1936 - Attentats à Marseille - Facteurs d'insécurité créés par la société capitaliste ; importance du chômage - Demande par un candidat de l'opposition aux élections municipales à Marseille du rétablissement de la peine de mort et de la multiplication des maîtres chiens - Prison pourrissoir - Souhait de peines de substitution : travail d'intérêt général - Politique de prévention : réforme de l'école ; décentralisation : pouvoirs du maire ; politique de l'habitat ; rapprochement de la police et de la population ; vie associative - Insertion sociale des exclus et des immigrés - (p. 74) : inspiration humaniste du droit français depuis la Libération - **Art. 1** (p. 79) : se déclare opposé à l'amendement n° 2 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (doublement des peines encourues en cas de crime ou délit de droit commun commis par un condamné bénéficiant d'une permission de sortir ou d'une mesure de semi-liberté ou de libération conditionnelle) - Récidive - **Art. 2 A** (p. 82) : sur l'amendement n° 4 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (information du prévenu de son droit de refuser l'accomplissement d'un travail d'intérêt général), se déclare opposé au sous-amendement n° 111 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (choix laissé au prévenu entre l'accomplissement d'un travail d'intérêt général et une autre peine) - Problème de la présence obligatoire ou de la représentation du prévenu devant le tribunal - Sur l'amendement n° 4 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, son sous-amendement n° 112 : réception par le président du tribunal de la réponse du prévenu ; adopté - (p. 83) : son amendement n° 98, identique à l'amendement n° 5 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : prolongation à dix-huit mois du délai pendant lequel le travail d'intérêt général doit être accompli ; adopté - (p. 85) : sur l'amendement n° 11 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (responsabilité de l'Etat en cas de dommages causés à autrui dans l'exécution d'un travail d'intérêt général), son sous-amendement n° 84 : compétence des tribunaux judiciaires en matière d'action récursoire ; adopté - **Après l'art. 2 A** (p. 87) : intervient sur l'amendement n° 14 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (dispositions introduisant dans le code pénal la peine de jour amende) - Sur cet amendement, intervient sur le sous-amendement n° 109 de M. Robert Badinter, ministre (possibilité d'appréciation par le tribunal des modalités d'exécution à certains cas) - Risque de discrimination financière - (p. 88) : jour amende et jour fortune - **Art. 3** (p. 91) : son amendement n° 82 : modification des dispositions du code de procédure pénale relatives à la période de sûreté ; retiré - Automaticité actuelle de la période de sûreté - (p. 92) : déplacements à l'extérieur, permissions de sortir et périodes de sûreté - Principe de la personnalisation des peines et pouvoir d'appréciation du juge - Conception de la peine définie en 1945 - Intervient sur le calendrier des discussions du projet de réforme de l'application des peines et du projet de réforme du code pénal.

Suite de la discussion - (7 avril 1983) - **Art. 4** *bis* (p. 99) : se déclare opposé au nom du groupe communiste à

l'amendement n° 30 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (suppression de cet article relatif au délit de sequestration de moins de vingt quatre heures) - **Art. 6** (p. 100) : son amendement n° 72 : établissement d'une gradation dans l'échelle des peines tenant compte des conséquences corporelles réelles des infractions commises ; rejeté - **Après l'art. 8** (p. 102) : se déclare opposé à l'amendement n° 110 de M. Robert Badinter, ministre (assimilation à un receleur et responsabilité pénale des personnes qui profitent de la délinquance de mineurs vivant avec elles et placés sous leur autorité) - **Art. 8** *bis* (p. 103) : se déclare opposé à l'amendement n° 33 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (suppression de cet article relatif à la police des chemins de fer) - **Avant l'art. 9** (p. 108) : se déclare opposé à l'amendement n° 34 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (prolongation du délai de garde à vue au-delà de 48 heures) - Instauration souhaitée en France d'un véritable *habeas corpus* - (p. 110) : au nom du groupe communiste se déclare opposé à l'amendement n° 36 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (pouvoirs du président de la chambre d'accusation et du juge d'instruction) - **Art. 13** (p. 111) : rappel des réserves émises par les députés communistes à l'Assemblée nationale sur cet article qui légalise les contrôles administratifs effectués à titre préventif - Favorable au contrôle d'identité en matière de police judiciaire - Interrogation sur l'utilisation des contrôles à titre préventif - Amendements communistes dans le sens d'un renforcement des garanties - (p. 112) : son amendement n° 73 : contrôle d'identité en cas d'existence d'indices graves ; rejeté - (p. 113) : son amendement n° 96 : limitation du contrôle d'identité préventif ; rejeté - (p. 114) : son amendement n° 95 : contrôle d'identité des personnes exerçant les droits et libertés garantis par la Constitution, en liaison avec l'expression d'opinions politiques, philosophiques, religieuses ou syndicales ; rejeté - (p. 115) : son amendement n° 74 : présentation immédiate à un officier de police judiciaire ; adopté - Son amendement n° 80 : droit pour la personne arrêtée de prévenir à tout moment sa famille ou toute personne de son choix et information obligatoire et immédiate du Procureur de la République dès le début de la détention ; rejeté - (p. 116) : se déclare opposé au nom du groupe communiste à l'amendement n° 40 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (droit pour la personne arrêtée de faire aviser le Procureur de la République de la vérification dont il fait l'objet et de prévenir sa famille ; si des circonstances particulières s'y opposent, l'officier de police judiciaire doit prévenir lui même la famille ou la personne choisie) - (p. 118) : se déclare opposé à l'amendement n° 44 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (suppression de l'alinéa de cet article relatif à la nullité en cas d'inobservation des formalités prescrites) - (p. 119) : son amendement n° 75 : suppression de la fixation par décret en Conseil d'Etat des mesures d'application de ce chapitre - **Art. 17** (p. 120) : son amendement n° 76 : respect des droits du prévenu et organisation d'un entretien entre le prévenu et son conseil avant toute déclaration au Procureur de la République ; rejeté - (p. 123) : son amendement n° 77 : cas de flagrant délit si le maximum de l'emprisonnement prévu par la loi est au moins égal à deux ans sans excéder cinq ans ; devenu sans objet - (p. 126) sur l'amendement rédactionnel n° 52 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, son sous-amendement n° 85 : désignation d'office d'un avocat sauf refus exprimé par le prévenu d'être assisté ; rejeté - (p. 130) : son amendement n° 78 : absence de décision au fond à l'expiration du délai et fin de la détention provisoire ; adopté - (p. 131) : son amendement n° 87 : absence de maintien en détention du prévenu qui, mis en liberté par le tribunal lorsqu'il lui a été déféré, se présente à l'audience de jugement ; adopté - **Avant l'art. 19** (p. 134) : sur l'amendement n° 58 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (article additionnel relatif aux problèmes posés par les constitutions de partie civile, par les convocations à avocats et par la délivrance de copies par les greffes), se déclare opposé au sous-amendement n° 108 de M. Robert Badinter, ministre (fixation par décret en Conseil d'Etat, à une date qui ne pourra être postérieure au 1 janvier 1986, de l'entrée en vigueur des dispositions du paragraphe III de cet article relatif aux frais de copie de la procédure) - **Avant l'art. 23** (p. 138) : se déclare favorable à l'amendement n° 70 de M. Robert Badinter (I. Appréciation de l'ancienneté des associations par rapport à la date de leur constitution de partie civile et extension de cette règle aux crimes contre l'humanité et aux crimes de guerre - II. Possibilité pour les associations de résistants de se constituer partie civile à l'encontre d'auteurs de certaines infractions) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 142) : accord du groupe communiste avec le projet gouvernemental - Souhait de la garantie du respect des droits de la défense et des libertés individuelles - Effets nocifs de la comparution immédiate - Amendements communistes rejetés et volonté du Sénat de s'opposer à la politique nouvelle en matière de justice - Discrimination inadmissible par l'argent s'établissant entre les citoyens par les nouvelles dispositions sur les jours amendes - Abstention du groupe communiste sur le texte du projet de loi modifié par le Sénat.

– **Questions orales avec débat jointes : respect et application de l'ordonnance de 1944 sur la presse** - (15 avril 1983) - (p. 312) : rappelle la question du 28 mai 1982 au garde des sceaux concernant l'infraction aux ordonnances de 1944 : affaire du *Dauphiné libéré* - Présence de M. Robert Hersant le 25 mars lors d'une réunion extraordinaire du comité d'entreprise de *France-Soir* - Présidence de M. Robert Hersant et infraction aux ordonnances du 26 août 1944 - Interdiction de la prise de contrôle par la même personne ou le même groupe d'intérêts de plusieurs journaux quotidiens, rappelée par le secrétaire d'Etat en mai 1982 - Danger pour la presse, pour l'information et pour le pluralisme - Nécessité de mener à son terme la procédure engagée depuis 1978 - (p. 314) : satisfaction de la fidélité du Gouvernement aux ordonnances de 1944 - Souci du Gouvernement de ne pas intervenir dans les instances en cours - Première inculpation datant de 1977 - Possibilité pour le garde des sceaux d'engager ou de demander des poursuites dans le cas d'un trouble patent, flagrant à l'ordre public - Robert Hersant, symbole d'une entreprise de l'argent contre le pluralisme de la presse et contre la démocratie.

– **Question orale avec débat : droit d'expression des conseillers municipaux minoritaires** - (22 avril 1983) - (p. 458) : décentralisation ; loi électorale et pluralisme dans les conseils municipaux - Règlements intérieurs des conseils municipaux : action concertée dans les communes dirigées par la droite contre le droit d'expression des conseillers municipaux de la gauche ; exemples dans le département du Val-de-Marne ; limitation du temps de parole ; débat organisé ; institutionnalisation de la notion de groupe au conseil municipal ; blocage de l'initiative budgétaire - (p. 459) : saisine des juridictions compétentes ; demande d'action rapide de la part du Gouvernement - (p. 461) : règlements intérieurs des conseils municipaux - Faits invoqués par M. *Jacques Chaumont* : protection physique des conseillers municipaux dans la commune du Mans ; rémunération par M. *Michel Chauty*, maire de Nantes des conseillers municipaux ; participation aux commissions - Rappel de la campagne électorale au Mans - Demande d'application des textes actuels pour assurer le droit d'expression des conseillers municipaux minoritaires.

– **Projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale** - *Deuxième lecture* [n° 257 (82-83)] - (3 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 554) : loi Peyrefitte - Délai de garde à vue - Durée maximale d'un travail d'intérêt général pour les mineurs - Introduction de la possibilité de prendre des empreintes digitales et des photographies à l'occasion des vérifications d'identité - Opposition du groupe communiste à l'imprécision des conditions retenues pour autoriser un contrôle d'identité - **Art. 1** (p. 556) : se déclare défavorable à l'amendement n° 2 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (délit en cours de semi-liberté, de libération conditionnelle ou de permission de

sortir et doublement de peine) - **Art. 2 A** (p. 557) : son amendement n° 24 : durée maximum du travail d'intérêt général pour les mineurs de 16 à 18 ans ; rejeté - **Art. 3** (p. 560) : son amendement n° 25 : durée de la période de sûreté ; devenu sans objet - **Art. 6** (p. 561) : son amendement n° 26 : gradation dans l'échelle des peines et prise en compte des conséquences corporelles réelles des infractions commises ; rejeté - **Art 9 A** (p. 564) : se déclare défavorable à l'amendement n° 10 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (rétablissement de cet article relatif au délai de garde à vue) - **Art. 13** (p. 567) : son amendement n° 27 : vérification d'identité et information immédiate du procureur de la République ; droit de l'intéressé de prévenir sa famille ou toute personne de son choix ; rejeté - (p. 569) : son amendement n° 28 : impossibilité pour les opérations de vérification d'identité de donner lieu à la prise d'empreintes digitales ou de photographies ; rejeté - Possibilité de mise en mémoire sur fichier manuel ou automatisé en cas de poursuites judiciaires - Contrôles d'identité administratifs et contrôles de police judiciaire - (p. 570) : enquête pour crime ou flagrant délit ou enquête préliminaire - Commission rogatoire ou exécution d'un ordre de recherche délivré par une autorité judiciaire - Rôle du procureur de la République - Modalités d'établissement des procès-verbaux et des pièces d'instruction relatives à la mise en liberté provisoire - (p. 573) : quasi automaticité de la prolongation du délai de garde à vue - Motivation de la prise d'empreintes ou de photographies - (p. 579) : se déclare défavorable à l'amendement n° 39 de M. Robert Badinter, ministre (énumération des cas où les opérations de vérification d'identité peuvent donner lieu à la prise d'empreintes digitales ou de photographies) - **Art. 17** (p. 580) : son amendement n° 29 : droits du prévenu et organisation d'un entretien entre lui et son conseil ; rejeté - (p. 581) : son amendement n° 30 : restriction du champ d'application de la procédure de comparution immédiate ; devenu sans objet - (p. 583) : son amendement n° 31, identique à l'amendement n° 22 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : impossibilité de remettre en détention au moment du jugement un prévenu mis en liberté provisoire après procédure de comparution immédiate si la peine prononcée est inférieure à un an ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 585) : abstention du groupe communiste sur ce texte amendé par le Sénat.

– **Projet de loi rendant applicables le code pénal, le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** [n° **212 (82-83)**] - (24 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 1034) : satisfaction du groupe communiste - Situation en Nouvelle-Calédonie : réforme prochaine du statut de ce territoire - Loi de 1980 insatisfaisante - Consultation des assemblées territoriales - Création d'un tribunal de première instance dans les îles Wallis-et-Futuna.

– **Projet de loi renforçant la protection des victimes d'infractions** [n° **303 (82-83)**] - (25 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 1090) : condition des victimes peu satisfaisante en France - Nécessité de réduire la délinquance par les moyens tirés de la prévention - (p. 1091) : interrogation sur l'intervention des compagnies d'assurances au procès pénal - Risque de disparition du libre choix du conseil de la victime partie civile ou de l'assuré - Danger d'une minoration importante des sommes allouées aux victimes au titre de la réparation de leurs préjudices - Mise en cause de l'assureur devant la juridiction pénale, même en cause d'appel - Interrogations sur la recevabilité ou le bien-fondé de la mise en cause, sur les conséquences d'une omission, sur l'identité, sur le montant de la demande à réparation, sur la nature et l'étendue du dommage - Article 8 et sanction encourue par l'assureur - Article 15 et composition de la commission d'attribution des indemnisations - (p. 1092) : impossibilité de faire appel et absence de double degré de juridiction - Vote favorable et sans enthousiasme, au nom du groupe communiste, sur le texte de ce projet de loi - **Art. 3** (p. 1095) : ses amendements rédactionnels n° 7 et n° 8 ; adoptés - **Art. 8** (p. 1096) : son amendement n° 9 : appel de l'assureur. notifié à l'assuré dans un délai de trois jours ; adopté - **Art. 11** (p. 1097) : son amendement n° 10 : suppression des art. 420-1 et 420-2 du code de procédure pénale ; rejeté - **Art. 12** (p. 1101) : son amendement n° 11 : maintien de la compétence du tribunal qui prononce une relaxe, sur la demande de la partie civile ou de son assureur, formulée immédiatement après le prononcé du jugement de relaxe ; devenu sans objet - Se déclare opposé à l'amendement n° 14 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur (compétence du tribunal correctionnel pour statuer sur les intérêts civils en cas de relaxe).

– **Proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance et de gardiennage et de transport de fonds** [n° **237 (82-83)**] - (26 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 1138) : milices patronales et répression des conflits sociaux - Détournement du rôle des forces de police - Incident récent dans le département du Calvados - Manifestation des métallurgistes du 29 mars 1979 - Exemple de Citroën - Recrutement par les partis de droite en période pré-électorale - Proposition de loi de M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale - Amendement présenté par le groupe communiste à l'Assemblée nationale - Vote par le groupe communiste du texte proposé - **Art. 12** (p. 1147) : son amendement n° 37, soutenu par M. Gérard Ehlers : avis préalable du comité d'entreprise à toute demande d'autorisation administrative ; retiré.

– **Questions orales avec débat jointes : problèmes de l'audiovisuel et de la presse** - (17 juin 1983) - (p. 1770) : exigence d'un droit à l'information - Importance des moyens nouveaux de la presse actuelle - Intérêt politique et économique d'une mainmise des puissances d'argent sur la presse - Exemple des Etats-Unis et victoire des abstentionnistes - Accentuation du phénomène de concentration en France et asphyxie progressive de la presse d'opinion - Ordonnances de 1944 visant à préserver le pluralisme et l'indépendance de la presse - Article 39 *bis* du code général des impôts favorisant la concentration - Problème de la répartition de la publicité et discrimination systématique à l'égard de la presse d'opinion - (p. 1771) : statistiques de la publicité de 50 entreprises publiques - Problème des aides indirectes : tarifs postaux, SNCF, messageries, prenant en compte indifféremment le contenu « information » et le contenu « publicitaire » - Au nom du groupe communiste, se déclare favorable à une réécriture des ordonnances de 1944 pour mieux les faire appliquer et les adapter aux réalités actuelles - Existence de deux presses, l'une riche et l'autre pauvre signalée par le doyen Vedel dans son rapport au Conseil économique et social en 1979 - Existence en France d'une presse d'opinion en difficulté en raison des facilités accordées à d'autres journaux - Nécessité de ne pas s'attacher simplement au chiffre de la diffusion pour que la presse d'opinion puisse vivre - Nécessité de repenser le système d'aides directes ou indirectes - Extension des aides à la presse régionale - Souhaite la suppression de l'article 39 *bis* du code général des impôts - Adoption de cette proposition ne pouvant que renforcer la concentration capitaliste.

– **Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan)** [n° **399 (82-83)**] - (28 juin 1983) - **Art. unique** (p. 2080) : son amendement n° 4 : approbation du rapport sur le 9e Plan, sous réserve d'une précision complémentaire relative à la sécurité publique ; devenu sans objet - Rôle des services publics - Education surveillée - Formation des policiers - Démocratisation de la justice et de la police - (p. 2081) : prévention.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale de police criminelle relatif au siège d'Interpol et à ses privilèges et immunités sur le territoire français** [n° **354 (82-83)**] - (20 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2361) : nouvel accord de siège entre le Gouvernement français et l'organisation internationale de police criminelle (Interpol) - Inquiétude face à certaines dispositions - Volonté du Gouvernement de soumettre Interpol à la

législation française relative au contrôle des fichiers informatisés - Création en 1923 de la Commission internationale de police criminelle à Vienne - Commission devenant organisation internationale de police criminelle en 1956 - (p. 2362) : interrogation sur l'attitude d'Interpol dans certaines affaires récentes et sur le peu d'empressement marqué à propos de l'affaire Barbie - Nécessité qu'Interpol agisse réellement dans le respect des dispositions de l'article 3 - Inquétude à propos du problème relatif aux immunités de juridiction, à celui du problème relatif au contrôle des informations détenues par Interpol - Commission de contrôle interne souhaitée par Interpol - Interrogation sur la composition de la commission de contrôle, sur son efficacité et sur son impartialité - Modalités de contrôle ne figurant pas dans l'accord lui-même mais dans l'échange de lettres annexé - Désaccord avec un texte donnant des privilèges exorbitants à Interpol - Nouvelles dispositions dangereuses pour les libertés individuelles - Abstention du groupe communiste sur le texte de ce projet de loi.

– Projet de loi relatif à l'activité et au controle des établissements de crédit [n° 486 (82-83)] - (3 novembre 1983) - **Art. 14** (p. 2593) : agrément délivré par le comité des établissements de crédit dans un délai de douze mois à compter de la réception de la demande - **Art. 15** (p. 2594) : définition du terme « succursale » - **Art. 26** (p. 2603) : son amendement n° 190 : saisine par le Conseil national du crédit (CNC) du comité de la réglementation bancaire et du comité des établissements de crédit ; retiré.

Suite de la discussion - (4 novembre 1983) - **Art. 27** (p. 2612, 2613) : opposition aux scrutins publics demandés par la majorité sénatoriale - **Art. 30** (p. 2614) : son amendement n° 191 : publication au Journal officiel des règlements du comité de la réglementation bancaire, après homologation par le ministre de l'économie ; retiré - Recours pour excès de pouvoir - **Art. 36** (p. 2617) : son amendement n° 194 : composition de la commission bancaire et présence d'un membre choisi en raison de sa compétence en matière bancaire et financière ; retiré - Son amendement n° 195 : présence d'un représentant des salariés ; retiré - **Art. 39** (p. 2622) : se déclare défavorable à l'amendement n° 83 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (suppression des dispositions de cet article relatives aux cas d'extension des contrôles sur place aux filiales d'un établissement de crédit, aux personnes le contrôlant, ou à leurs filiales) - **Après l'art. 44** (p. 2625) : intervient sur l'amendement n° 36 de M. Yves Durand, rapporteur (information des organes centraux par la commission bancaire relative aux contrôles décidés à l'égard des établissements affiliés à leurs réseaux) - **Art. 45** (p. 2626) : décisions de la commission bancaire - Recours en cassation et recours pour excès de pouvoir - **Art. 49** (p. 2632) : se déclare défavorable à l'amendement n° 90 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (prérogatives du Gouverneur de la Banque de France et droit d'alerte dans le cadre d'un établissement de crédit en difficulté) - **Art. 75** (p. 2651) : son amendement n° 199 : suppression des dispositions de cet article obligeant le vendeur à proposer un prix pour paiement comptant inférieur à la somme proposée pour l'achat à crédit ; retiré - **Art. 76** (p. 2652) : son amendement n° 200 : détermination du modèle de l'offre par le comité de la réglementation bancaire, après consultation du comité national de la consommation ; rejeté - **Art. 83** (p. 2655) : tutelle administrative et financière du ministre de l'économie pour les sociétés de crédit foncier et contrôle de la commission bancaire - Concordance ou concurrence entre deux organes de contrôle - (p. 2656) : son amendement n° 201 : interdiction de cumuler des fonctions de direction dans une banque et dans une société dans laquelle cette banque détient une part de capital ; retiré - (p. 2657) : son amendement n° 202 : absence d'abrogation de l'article 68 du code des caisses d'épargne ; rejeté - (p. 2658) : son amendement n° 203 : rôle consultatif du comité des établissements de crédit ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2661) : lutte contre le chômage et l'inflation - Petites et moyennes entreprises - Vote de ce projet.

– Projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises [n° 488 (82-83)] - (15 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2892, 2893) : politique économique des gouvernements précédents - Inadaptation du texte de 1967 - Procédure de suspension provisoire - Système d'assurance de garantie des salaires - Survie de l'entreprise et sort des créanciers - Tribunaux de commerce - Information prévisionnelle - Documents prévisionnels et plan annuel de financement - Pouvoirs des commissaires aux comptes - (p. 2894) : information du comité d'entreprise - Information des salariés par le comité d'entreprise - Rôle des banques - Expertise de minorité - Règlement amiable - Action du comité d'entreprise dans le plan de redressement - **Après l'art. 3** (p. 2897) : son amendement n° 124 : sociétés par actions et affectation par les dirigeants sociaux d'une partie des rémunérations pour l'achat ou la souscription d'actions de la société ; rejeté - **Art. 4** (p. 2901) : se déclare défavorable à l'amendement n° 4 de M. Etienne Dailly, rapporteur (réunion du conseil d'administration tous les trois mois et présentation d'un rapport écrit sur l'évolution des données comptables et financières de la société au cours du trimestre précédent).

Suite de la discussion - (16 novembre 1983) - **Art. 10** (p. 2918) : se déclare opposé aux amendements n° 18 de M. Etienne Dailly, rapporteur (suppression de la possibilité pour le ministère public et le comité d'entreprise d'engager la procédure d'expertise) et n° 153 de M. Robert Badinter, ministre (suppression de la possibilité, pour le comité d'entreprise, d'engager la procédure d'expertise ; maintien de cette possibilité pour le ministère public) - (p. 2919) : se déclare opposé à l'amendement n° 20 de M. Etienne Dailly, rapporteur (suppression de la communication du rapport d'expertise au comité d'entreprise) - Information du comité d'établissement - **Art. 13** (p. 2922) : se déclare opposé à l'amendement n° 26 de M. Etienne Dailly, rapporteur (majorité du capital des sociétés de commissaires aux comptes détenue par des commissaires aux comptes) - Indépendance des commissaires aux comptes - **Art. 22** (p. 2943) : intervient sur l'amendement n° 59 de M. Etienne Dailly, rapporteur (suppression de cet article prévoyant que la responsabilité des commissaires aux comptes ne peut être engagée pour les informations ou divulgations de fait auxquelles ils procèdent, en exécution de leur mission définie par la loi) - **Après l'art. 22** : son amendement n° 125 : possibilité d'actions en nullité de certaines décisions prises par les dirigeants de l'entreprise en violation de la législation sur les comités d'entreprise ; rejeté - **Art. 26 A** (p. 2950) : se déclare opposé à l'amendement n° 67 de M. Etienne Dailly, rapporteur (suppression de cet article relatif aux groupements de prévention agréés) - **Art. 26** (p. 2953) : ses amendements n° 126 et n° 127 : procédure de règlement amiable : droit d'initiative et avis préalable du comité d'entreprise ; devenus sans objet - (p. 2954, 2955) : rôle du comité d'entreprise pour la défense des intérêts des travailleurs.

- **Suite de la discussion** - (17 novembre 1983) - **Art. 34** (p. 2997) : sur les modalités d'exercice du droit d'alerte du comité d'entreprise, ses amendements n° 128 et n° 129 ; devenus sans objet - (p. 2999) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 80 de M. Etienne Dailly, rapporteur (droit d'alerte du comité d'entreprise ; communication de la réponse de l'employeur au commissaire aux comptes) - **Après l'art. 34** (p. 3001) : son amendement n° 130 : droit de recours suspensif reconnu au comité d'entreprise en matière de licenciements collectifs ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3017) : projet constituant une avancée significative pour les entreprises en difficulté - Prévention - Droit d'alerte et intervention du comité d'entreprise - Projet dénaturé par le Sénat - Abstention du groupe communiste sur ce texte.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Justice - (29 novembre 1983) - (p. 3478) : politique judiciaire de la droite fondée sur la répression - Nécessité d'envisager globalement le problème sécurité-prévention -

Rigueur, frein à l'essor de la nouvelle politique judiciaire - Amélioration de l'aide aux victimes - Poursuite de l'effort en matière d'aide judiciaire - Problème de l'indemnité versée aux avocats désignés ou commis - Absence de l'aide juridique des prévisions budgétaires - Nécessité de développer l'information et de multiplier les possibilités de consultation gratuite avec l'aide des avocats - Création d'un conseil national de la délinquance avec ramifications au niveau des départements et des localités - Insuffisance du nombre de prisons par rapport au nombre de détenus - Developpement du contrôle judiciaire et du travail d'intérêt général - Amélioration de la formation des surveillants pénitentiaires - Place insuffisante dans ce budget de l'éducation surveillée, élément clé de toute réinsertion - (p. 3479) : budget ne permettant pas de renforcer les personnels indispensables aux côtés des magistrats - Application des « lois Auroux » et engorgement des conseils de prud'hommes, et de la chambre sociale de la Cour de cassation faisant le jeu du patronat - Au nom du groupe communiste se déclare favorable à l'adoption de ce budget.

LEFORT (Fernand), sénateur de la Seine-Saint-Denis (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé membre de la commission des finances (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement (22 juin 1983) (p. 1835).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale (5 juillet 1983).

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la structure et le montant de la dette publique de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements, ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques dans l'évolution de la dette extérieure depuis 1981 (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances** pour 1984 - [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Environnement et qualité de la vie** [n° **62, annexe 14 (83-84)**] (21 novembre 1983).

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - Services du Premier ministre - III - **Conseil économique et social** - IV - **Plan aménagement du territoire et économie sociale : 3. Economie sociale** [n° **62, annexes 27 et 29 (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif aux sociétés d'économie mixte locales** [n° **518 (81-82)**] - (14 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 276) : intervient au nom du groupe communiste - Loi de décentralisation : suppression des tutelles et du contrôle *a priori* - Démocratie et autonomie des collectivités locales ; responsabilité des élus - Représentation nécessaire des usagers dans les conseils d'administration des sociétés d'économie mixte chargées de la gestion des logements - Acquisition d'actions par les associations de locataires - Position du groupe communiste favorable à ce projet - **Art. 7** (p. 284) : son amendement n° 26 : participation des associations de locataires au conseil d'administration et au capital des sociétés d'économie mixte chargées de construction ou de gestion immobilière ; retiré - **Art. 9** (p. 285) : se déclare opposé à l'amendement n° 15 de M. Paul Girod, rapporteur (suppression de cet article relatif au choix de l'un des commissaires aux comptes sur une liste établie par le commissaire de la République sur proposition du trésorier payeur général).

– **Projet de loi donnant force de loi à la première partie (législative) du code de la construction et de l'habitation** [n° **383 (80-81)**] - (14 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 289) : accord du groupe communiste sur le projet en examen et le rapport de la commission - Souci de simplification et de clarification pour l'administration et les usagers.

– **Projet de loi sur la vente des logements appartenant à des organismes d'habitation à loyer modéré** [n° **192 (82-83)**] - (21 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 432, 433) : référence à la loi du 10 juillet 1965 - Aliénation d'un patrimoine social au financement duquel l'Etat est partie prenante - Construction de logements de caractère social ; possibilité pour des familles de condition modeste d'avoir un habitat sain et confortable - Absence de concertation avant le dépôt de ce projet - Accroissement des besoins en logements locatifs - Protection du caractère social de ces immeubles - Garantie du maintien dans les lieux - Vente et avenir du local et du poste de gardien - Vente de logements correspondant à des normes minima fixées en Conseil d'Etat - Se déclare défavorable à la vente d'HLM financées avec le concours des collectivités ou de logements édifiés en centre ville - Détermination d'un maximum au taux d'aliénation du patrimoine par les organismes - Prise en compte des besoins locaux pour l'habitat social - Risque de spéculation - Renvoi des modalités financières aux textes d'application - Dépôt d'amendements par le groupe communiste - **Art. 1** : *Art. L. 443-7 du code de la construction* (p. 438) : sur l'amendement n° 3 de M. Robert Laucournet, rapporteur (modalités d'acquisition par des personnes physiques locataires d'un organisme d'HLM du logement qu'elles occupent ; initiative de la vente : organisme propriétaire), son sous-amendement n° 27 : garantie de la jouissance de leur logement pour les locataires de bonne foi ne se portant pas acquéreurs ; retiré – *Art. L 443-10* (p. 441) : son amendement n° 28 : litige et précision de la juridiction compétente ; retiré - *Art. L. 443-11-I* (p. 442) : son amendement n° 29 : montant des versements mensuels et prise en compte de la situation financière des catégories sociales visées par ce projet de loi ; rejeté - *Art. L. 443-12-I* (p. 443) : son amendement n° 30 : remboursement des annuités et des emprunts ; rejeté - *Art. L. 443-14-1* (p. 444) : son amendement n° 32 : modalités d'aliénation volontaire d'un logement HLM ; déclaration d'intention à l'organisme d'HLM vendeur ; droit de préemption éventuel de la commune ; droit de rachat préférentiel de l'organisme vendeur ; rejeté - *Art. L. 443-14-II* (p. 445) : son amendement n° 31 : occupation personnelle à titre principal par l'acquéreur ; changement d'affectation et autorisation de l'organisme vendeur ; adopté - *Après l'art. 443-15-1* (p. 446) : son amendement n° 33 : fonctions de syndic de la copropriété assumées par l'organisme vendeur tant que l'organisme y demeure propriétaire de logements et moyennant une rémunération fixée par le ministre chargé du logement ; devenu sans objet.

– **Projet de loi modifiant les articles L. 417 et L. 418 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre** [n° **242 (82-83)**] - (28 avril 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 514) : caractère pluriannuel de la liste de classement aux emplois réservés - Réduction à deux mois du délai accordé à l'administration pour nommer un candidat dans un emploi réservé - Réforme prochaine de la règlementation sur les emplois réservés - Insertion profes-

sionnelle des handicapés dans la fonction publique - Déséquilibre géographique - Groupe communiste favorable à l'adoption de ce projet.

– **Projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale** [n° 223 (82-83)] - (19 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 956) : sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP) - Statut des coopératives artisanales et des coopératives maritimes - Extension des compétences des sociétés coopératives d'habitations à loyer modéré (HLM) - Groupement d'intérêt économique (GIE) - Egalité de concurrence entre le secteur coopératif et l'économie capitaliste - Emploi - (p. 957) : coopératives maritimes et tradition de coopération - Attente des mesures fiscales - Coopératives d'HLM ; besoins en logements ; problème du logement social - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 996) : attente d'une amélioration de ce texte par l'Assemblée nationale - Vote favorable du groupe communiste.

– **Projet de loi relatif aux sociétés d'économie mixte locales** - *Deuxième lecture* [n° 417 (82-83)] - (24 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1978) : possibilité de représentation dans les conseils d'administration des locataires des sociétés d'économie mixte chargées de gestion immobilière - Vote par le groupe communiste de ce projet de loi.

– **Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan)** [n° 399 (82-83)] - (28 juin 1983) - **Art. unique** (p. 2081) : son amendement n° 5, soutenu par M. Louis Minetti : approbation du rapport sur le 9e Plan, sous réserve d'une précision complémentaire relative à la reconnaissance aux maires de la maîtrise de l'attribution des logements sociaux ; devenu sans objet.

– **Projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989** - *Nouvelle lecture* [n° 460 (82-83)] - (29 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2109) : entreprise de démolition de l'Exposition universelle de 1989 - Répercussion sur l'emploi et le rayonnement de la France dans le monde - Opposition du groupe communiste à ce texte dénaturé par le Sénat.

– **Projet de loi portant droits et obligations des fonctionnaires** - *Nouvelle lecture* [n° 470 (82-83)] - (30 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2149) : projet dénaturé par le Sénat - Souci du Gouvernement d'aboutir à une administration efficace et moderne - Abstention du groupe communiste sur le texte ainsi amendé.

– **Projet de loi relatif à l'augmentation de la quote-part de la France au Fonds monétaire international et à l'augmentation de sa participation aux accords généraux d'emprunt** [n° 26 (83-84)] - (2 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2546) : conséquences de la crise mondiale sur les pays en voie de développement - Endettement - Pillage du Tiers monde - Mainmise des Etats-Unis sur le Fonds monétaire international (FMI) - Dollar ; taux d'intérêt - (p. 2547) : demande de réforme du FMI - Vote de ce projet de loi par le groupe communiste.

– **Projet de loi relatif à l'activité et au controle des établissements de crédit** [n° 486 (82-83)] - (3 novembre 1983) - **Art. 5** (p. 2582) : soutient l'amendement n° 183 de M. Pierre Gamboa (opérations sur or, métaux précieux et pierres considérées comme opérations connexes à l'activité des établissements de crédit) - **Art. 26** (p. 2602) : soutient l'amendement n° 189 de M. Pierre Gamboa (débat au Parlement sur les rapports annuels du comité de la réglementation bancaire et du comité des établissements de crédit).

Suite de la discussion - (4 novembre 1983) - **Art. 27** (p. 2612) : composition du comité de la réglementation bancaire - Modalités de désignation du représentant des fédérations syndicales de cadres et employés des établissements de crédit - **Art. 31** (p. 2615) : soutient l'amendement n° 192 de M. Pierre Gamboa (normes de gestion des établissements de crédit) - **Art. 35** (p. 2616) : soutient l'amendement n° 193 de M. Pierre Gamboa (respect de la diversité des établissements) - **Art. 55** (p. 2638) : comité consultatif chargé d'étudier les problèmes liés aux relations entre les établissements de crédit et leur clientèle - Composition du comité et date de parution du décret - (p. 2639) : soutient l'amendement n° 197 de M. Pierre Gamboa (présence dans le comité consultatif, de représentants des activités économiques et de leur composante salariée, ainsi que des usagers du crédit).

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 2** (p. 3129) : son amendement n° 18, soutenu par M. Camille Vallin : application de la majoration conjoncturelle au prélèvement forfaitaire libératoire ; devenu sans objet - **Après l'art. 8** (p. 3145) : son amendement n° 20, soutenu par M. Camille Vallin : rapport au Parlement en 1984 sur l'application des dispositions relatives à l'avantage fiscal consenti aux entreprises françaises qui réalisent des investissements industriels à l'étranger ; retiré.

Suite de la discussion - (24 novembre 1983) - **Art. 38** (p. 3233) : son amendement n° 89 : nouveau taux de majoration des rentes viagères ; retiré - Nécessité d'un rattrapage en faveur des rentiers viagers - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 3247) : affrontement des logiques de gauche et de droite lors de la discussion de la première partie - Stabilisation du chômage - Maîtrise de l'inflation - Rééquilibre du commerce extérieur - Bilan largement positif du Gouvernement - Sabotage de la droite - Projet dénaturé par les amendements de la commission des finances - Défavorable à l'adoption de cette première partie.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - III - Conseil économique et social - (24 novembre 1983) - Rapporteur spécial - (p. 3255) : progression de la dotation du Conseil économique et social - Renouvellement quinquennal du Conseil en 1984 - Déséquilibre entre cotisants et pensionnés de la caisse des retraites des anciens conseillers - Réduction des délais de publication des avis et rapports du Conseil - Sous-estimation des dépenses de personnels - Extension des locaux - Favorable à l'adoption de ce budget.

Services du Premier ministre - IV - Plan, aménagement du territoire, économie sociale - (24 novembre 1983) - Rapporteur spécial (économique sociale) (p. 3278) : loi du 20 juillet 1983 relative au développement de l'économie sociale - Statut des coopératives artisanales, de transport, et des coopératives maritimes - Loi du 3 janvier 1983 sur le développement des investissements - Attributions de l'Institut de développement de l'économie sociale (IDES) - (p. 3279) : insuffisance des moyens financiers et humains du cabinet « développement et appui » - Renforcement de la prise en compte de l'économie sociale au niveau local - Contrats de plan Etat-régions - favorable à l'adoption de ce budget.

Anciens combattants - (28 novembre 1983) - (p. 3406) : mesures positives contenues dans ce budget : opérations immobilières - Problème des suppressions d'emplois - Fêtes commémoratives - Délégation de l'information historique pour la paix (DIHP) - Réinsertion sociale et professionnelle - Problème des victimes de la déportation du travail - Situation des veuves : pensions de réversion ; calcul des prestations vieillesse - Situation des officiers : mises en congé spécial, radiations, démissions - Cas des « malgré nous » - Problèmes en suspens : camps de représailles ; carte du combattant volontaire de la Résistance (CVR) : bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires anciens combattants d'Afrique du Nord - Importance particulière du rattrapage du rapport constants ; travaux de la commission tripartite ; absence de prise en compte de

l'indemnité mensuelle spéciale (IMS) ou de l'indemnité de résidence ; mesures prises en 1981 ; écart persistant - Présentation nécessaire d'un échéancier - **Après l'art. 116** (p. 3415) : se déclare favorable à l'amendement n° 164 de M. André Jouany (relèvement de trois points de l'indice servant de référence au calcul des pensions d'invalidité et de guerre).

Environnement et qualité de la vie - (29 novembre 1983) - Rapporteur spécial - (p. 3483) : budget de l'environnement ne représentant qu'une fraction mineure des crédits publics affectés à la politique de l'environnement - Environnement, instrument de développement économique et de créations d'emplois - Faiblesse des crédits - Nombreux ministères, parties prenantes à la politique de l'environnement et multitude de relais au niveau local - Budget des agences de bassin équivalent à celui du secrétariat d'Etat - Budget révélant deux priorités dans l'action du Gouvernement : la sécurité de l'environnement grâce à la prévention des inondations et des risques technologiques et la conciliation du développement économique avec les exigences de l'environnement - (p. 3484) : actions de développement pouvant contribuer à la défense de l'emploi - Etat devant conserver la maîtrise du plan d'occupation des sols et de la délivrance des permis - Crédits du Fonds d'investissement pour la qualité de la vie (FIQV) devant être présentés par secteurs d'utilisation prévisionnelle pour permettre le contrôle du budget par le Parlement - Souhait que le secrétariat d'Etat devienne un ministère à part entière - Commission des finances, tout en souhaitant un recensement plus précis des aides, se déclare favorable à l'adoption de ce projet de budget.

– **Projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales** [n° **95 (83-84)**] - (19 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4392) : dotation globale de fonctionnement (DGF) - Dotation globale d'équipement (DGE) -Transferts de compétences - Emprunts, taxe d'habitation et taxe professionnelle - Taux de garantie de progression de la DGF - Solidarité en faveur des communes rurales et des départements les plus pauvres - Communes touristiques ou thermales - Tourisme social.

– **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures relatives au revenu de remplacement des travailleurs involontairement privés d'emploi et à la garantie des créances des salariés** [n° **128 (83-84)**] - (19 décembre 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4389) : dénonciation de la convention de 1958 et responsabilité du patronat - Nouvelles conditions d'affiliation proposées par le patronat - Propositions des cinq organisations syndicales - Vote d'une loi d'habilitation - Paiement des indemnités et recouvrement des prestations.

LE GARREC (Jean), *secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre* (nommé le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 25 mars 1983, p. 907].

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **317** de M. Jean-François Le Grand : **dette extérieure** (statistiques concernant l'endettement de l'Etat) (29 avril 1983) (p. 537, 538).

n° **327** de M. Jean-François Le Grand : **conflits du travail** (bien-fondé de sanctions infligées à un responsable de l'EDF) (29 avril 1983) (p. 538, 539).

n° **359** de M. Philippe Madrelle : **politique économique** (avenir économique de la région d'Ambès) (29 avril 1983) (p. 539, 540).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles** [n° **23 (82-83)**] - (20 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 367) : adoption de ce projet amendé par l'Assemblée nationale le 6 octobre 1982 - Réforme du statut des agglomérations nouvelles annoncée par la loi du 2 mars 1982 sur les droits et libertés des communes, des départements et des régions - Application de la réforme en 1985 - Projet lié aux lois du 7 janvier 1983 sur la répartition des compétences et du 31 décembre 1982 sur les communautés urbaines et l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon - Organisation juridique et financière des agglomérations nouvelles insatisfaisantes et nécessité d'une réforme de la loi du 10 juillet 1970 - Importance stratégique des villes nouvelles réaffirmée au sein du IXe Plan - (p. 368) : création souhaitée de centres équilibrés - Villes nouvelles, pôles d'activités industrielles et tertiaires - Afflux rapide d'une population jeune nécessitant de nombreux équipements d'accompagnement - Importance des investissements et croissance des budgets de fonctionnement des collectivités locales concernées - Contrats de plan - Création de villes nouvelles, objectif de la loi du 10 juillet 1970 dite loi « Boscher » - Syndicat communautaire - Existence d'inégalités fiscales entre habitants d'une même commune - Difficile adaptation des limites territoriales - Nécessité d'une solution de coopération pour achever la réalisation des villes nouvelles - Adaptation du périmètre des agglomérations nouvelles en fonction des évolutions - Possibilité d'un choix adapté à la situation locale de chaque agglomération nouvelle : commune unique, syndicat d'agglomération nouvelle, communauté d'agglomération nouvelle - Redistribution des charges et des ressources au niveau des communes et de l'agglomération - Taxe professionnelle au niveau de l'agglomération - (p. 369) : amendements importants acceptés par le Gouvernement à l'Assemblée nationale concernant le reversement d'une partie de la taxe professionnelle - Adaptation des aides spécifiques de l'Etat - Organisation de l'espace, problème clef d'une ville nouvelle et participation de toutes les communes à l'aménagement - (p. 378) : critiques adressées au projet actuel du Gouvernement valables au moment du vote de la loi Boscher du 10 juillet 1970 - Volonté du pouvoir central à l'origine de la création des villes nouvelles - (p. 379) : importance du nombre d'habitants - Nécessité d'éviter toute distorsion entre les qualités de citoyen et de contribuable - Absence d'atteinte à l'autonomie communale - Problème de coopération intercommunale - Dessaisissement des communes d'un certain nombre de responsabilités - Organisation de l'espace prioritaire dans l'évolution des villes nouvelles - Intervention de la puissance publique vis-à-vis des villes nouvelles incluse dans la négociation des contrats de plan Etat-régions en réponse à M. *Michel Giraud* - Amendement du Gouvernement relatif à l'avenir du personnel des établissements publics, en réponse au problème évoqué par M. *Bernard-Michel Hugo* - Attachement du Gouvernement à l'autonomie communale - Retrait possible dans le cadre de la révision du périmètre, pendant laquelle est établie la liste des communes - (p. 380) : existence d'un droit permanent de retrait et création d'une arme de dissuasion redoutable - Amendements du Gouvernement améliorant la loi - **Intitulé de la section II** (p. 386) : accepte l'amendement de coordination n° 9 de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 8** (p. 387) : son amendement n° 98 : modification du tableau relatif au nombre de conseillers élus dans chaque commune en fonction de la population ; devenu sans objet - S'oppose aux amendements, n° 10 de M. Pierre Salvi, rapporteur (suppression de cet article relatif à la communauté d'agglomération nouvelle) et n° 60 de M. Bernard-Michel Hugo (conseil d'agglomération nouvelle constitué par des membres désignés par des conseillers municipaux) - **Intitulé de la section III** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 11 de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 9** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 12 de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 11** (p. 388) : accepte l'amendement n° 13 de M. Pierre Salvi, rapporteur (administration du syndicat d'agglomération nouvelle par

un comité composé de membres élus en leur sein par les conseils municipaux des communes constituant l'agglomération nouvelle) - S'oppose à l'amendement n° 14 de M. Pierre Salvi, rapporteur (suppression du deuxième alinéa relatif aux conditions de population ouvrant droit pour les communes membres de l'agglomération nouvelle à l'augmentation du nombre de leurs délégués au sein du comité) - Son amendement n° 99 : installation du comité du syndicat dans le délai d'un mois à compter de la création du syndicat d'agglomération nouvelle ; retiré ; sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 109 de M. Pierre Salvi, rapporteur (installation du comité du syndicat dans le délai d'un mois à compter de la création du syndicat d'intérêts communautaires) - S'oppose à l'amendement n° 99 repris et modifié par M. Pierre Salvi, rapporteur (installation du comité du syndicat dans le délai d'un mois à compter de la création du syndicat d'intérêts communautaires ou du syndicat d'agglomération nouvelle) - **Art. 12** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 15 de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Après l'art. 12** (p. 389) : demande la réserve de l'amendement n° 16 de M. Pierre Salvi, rapporteur (création, composition et rôle d'une commission spéciale de conciliation en matière de documents d'urbanisme) - S'oppose aux amendements de M. Pierre Salvi, rapporteur n° 17 (reprise du texte de l'article 14 relatif aux biens du domaine public de la communauté ou du syndicat d'agglomration nouvelle) et n° 18 (reprise de l'article 15 relatif aux droits et obligations de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle) -S'oppose à l'amendement de coordination n° 19 de M. Pierre Salvi, rapporteur - (p. 390) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Pierre Salvi, rapporteur (compétences du syndicat d'intérêts communautaires) -S'oppose à l'amendement de coordination n° 21 de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 13** (p. 391) : son amendement n° 100 : transfert de compétences aux villes nouvelles et précisions relatives aux zones et aux lotissements ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 22 de M. Pierre Salvi, rapporteur (compétences du syndicat d'agglomération nouvelle) et sur la suppression dans cet article de la formule « le syndicat d'agglomération nouvelle » pour laisser simplement les termes « la communauté d'agglomération nouvelle », s'oppose aux amendements de M. Bernard-Michel Hugo n° 61, n° 62, n° 63, n° 64 et n° 65 - Son amendement n° 101 : attribution en matière d'autorisation d'utilisation du sol exercée par le président de la communauté ou du syndicat de la communauté dans les zones d'aménagement concertés, les lotissements de plus de vingt lots ou les opérations groupées de plus de vingt logements ; rejeté - (p. 392) : s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Bernard-Michel Hugo (sur la suppression dans cet article de la formule « le syndicat d'agglomération nouvelle » pour laisser simplement les termes « la communauté d'agglomération nouvelle ») - Son amendement n° 102 : avis des conseils municipaux dans un délai de trois mois à compter de l'installation du conseil d'administration ou du comité du syndicat ou au plus tard le 31 octobre 1984 ; rejeté - **Après l'art. 12** (*suite*) : s'oppose à l'amendement n° 16, précédemment réservé, de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Après l'art. 13** : son amendement n° 103 : possibilité pour l'organisme gestionnaire de la ville nouvelle qui est substitué de droit aux communes concernées pour l'exercice de leurs compétences, de se retirer du ou des syndicats, tout en ménageant par une convention appropriée, les intérêts des parties en cause ; rejeté - **Art. 14** (p. 393) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Pierre Salvi, rapporteur (suppression de cet article pour coordination) - **Art. 15** : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Pierre Salvi, rapporteur (suppression de cet article pour coordination) - **Avant l'art. 16** (p. 394) : s'oppose aux amendements, n° 67 de M. Bernard-Michel Hugo (nouvel intitulé de la section V : « Dispositions financières et fiscales ») et n° 90 de M. Pierre Salvi, rapporteur (nouvel intitulé de la section V : « Dispositions financières et fiscales communes au syndicat d'intérêts communautaires et au syndicat d'agglomération nouvelle ») - **Art. 16** : s'oppose aux amendements de coordination n° 26 et n° 27 de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Après l'art. 16** : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Bernard-Michel Hugo (possibilité pour les communes membres d'un syndicat d'agglomération nouvelle de voter les taux et de percevoir les produits des taxes foncières, de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle) - **Art. 17** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 28 de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 18** (p. 395) : s'oppose aux amendements de coordination de M. Pierre Salvi, rapporteur, n° 29 n° 31, n° 30, n° 32 et n° 33 - (p. 396) : s'oppose aux amendements de coordination de M. Pierre Salvi, rapporteur, n° 34 et n° 35 - **Art. 19** : s'oppose aux amendements de M. Pierre Salvi, rapporteur, n° 36 (suppression de la possibilité de dépasser le plafond fixé par le code général des impôts, relatif au taux de la taxe professionnelle votée par une commune) et n° 37 de coordination - **Art. 20** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 38 de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 21** : s'oppose aux amendements de coordination n° 39 et n° 40, de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 22** (p. 397) : sur le reversement et la répartition aux communes du produit de la taxe professionnelle et de la taxe sur le foncier bâti, s'oppose aux amendements n° 41 et n° 42, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 43, de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 23** (p. 398) : s'oppose aux amendements de coordination de M. Pierre Salvi, rapporteur, n° 44, n° 45, n° 46 et n° 47 - **Art. 24** (p. 399) : s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Michel Giraud, soutenu par M. Jean Amelin (dotation spécifique en matière d'équipement possible jusqu'à l'achèvement des opérations de construction et d'aménagement et suppression du délai de cinq ans) - S'oppose à l'amendement de coordination n° 48 de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 25** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 49 de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 27** : s'oppose aux amendements de coordination n° 50 et n° 51 de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 28** (p. 400) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 52 de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 29** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 53 de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 30** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 54 de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Après l'art. 30** : son amendement n° 105 : détermination du statut et de la rémunération des agents des établissements d'aménagement des villes nouvelles recrutés par des collectivités locales ; adopté - **Art. 31** (p. 401) : son amendement n° 106 : compétence du syndicat communautaire d'aménagement compte tenu des modifications apportées au régime des communautés urbaines ; adopté - **Art. 31** *bis* : son amendement n° 107 : alignement du dispositif relatif au mode de calcul de la dotation globale de fonctionnement applicable au Vaudreuil sur celui qui est applicable aux autres agglomérations nouvelles ; adopté - **Après l'art. 31** *bis* : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 89 de M. Bernard-Michel Hugo (application à la commune du Vaudreuil du régime financier des agglomérations nouvelles) .

– **Projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale** [n° 223 (82-83)] - (19 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 927) : statut des familles coopératives ; exemple des coopératives artisanales, maritimes, d'intérêt maritime et des coopératives de transporteurs et bateliers - Coopération dans le secteur HLM - Création d'emplois - Place des formules coopératives par rapport aux petites et moyennes entreprises (PME) - Statut des sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP) - Politique de développement local - (p. 928) : délégation interministérielle à l'économie sociale - Institut de développement de l'économie sociale (IDES) - Sociétés de personnes et impossibilité de mobiliser les capitaux à risque - Intervention des mutuelles, des assurances mutuelles et des banques coopératives - Nouvelles technologies - Titre participatif - Statut fiscal des coopératives artisanales et maritimes - Action du 9e Plan - Code de la mutualité - Inconvénients de la formule du groupement d'intérêt économique (GIE) - Coopératives d'entreprises de transport et coopératives de bateliers - Coopératives de production d'HLM - (p. 929) : moyens d'action des coopératives d'HLM - Mode de constitution des unions de coopératives - Rémunération des parts sociales - France, lieu d'innovation dans le domaine de l'économie sociale - Démocratisation de l'entreprise et

renouveau des initiatives collectives - Importance du rapprochement des deux mots « économie » et « sociale » - **Art. 8** (p. 967) : accepte les amendements de forme n° 23 et de coordination n° 24, de M. Marcel Lucotte, rapporteur - **Art. 9 :** accepte l'amendement de forme n° 25 de M. Marcel Lucotte, rapporteur - **Après l'art. 9 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 26 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (capital social des sociétés coopératives artisanales) - **Art. 10** (p. 968) : accepte les amendements de M. Marcel Lucotte, rapporteur, n° 27 (suppression des dispositions de cet article relatives à la répartition des pertes sociales entre les associés), n° 28 et n° 30 de coordination, n° 29 rédactionnel - Demande le retrait de l'amendement n° 31 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (présentation par les sociétés commerciales de documents comptables permettant d'apprécier les engagements réels de celles-ci) - **Art. 12 :** accepte l'amendement n° 32 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (absence de quorum de l'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire ou de l'assemblée des associés et applicabilité du deuxième alinéa de l'article 59 de la loi du 24 juillet 1966) - **Art. 13** (p. 969) : accepte l'amendement de coordination n° 33 de M. Marcel Lucotte, rapporteur - **Art. 15 :** accepte l'amendement n° 34 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (nombre de mandataires artisans) - **Art. 16 :** accepte l'amendement de forme n° 35 de M. Marcel Lucotte, rapporteur - (p. 970) : accepte l'amendement de coordination n° 36 de M. Marcel Lucotte, rapporteur - **Art. 16** *bis :* accepte l'amendement de forme n° 37 de M. Marcel Lucotte, rapporteur - **Art. 17 :** demande le retrait de l'amendement n° 38 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (rémunération des mandataires exerçant effectivement une fonction de direction de la société de coopérative artisanale) - **Art. 18 A** (p. 971) : demande le rejet de l'amendement n° 39 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (comptes annuels des sociétés coopératives artisanales ; procédure applicable lorsque les comptes annuels font apparaître un dépassement des seuils de 25 % du chiffre d'affaires annuel) - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements de M. Josy Moinet n° 111 (suppression de l'estimation des charges afférentes) et n° 112 (suppression de l'obligation, pour une société coopérative artisanale effectuant des opérations impliquant des activités différentes, de tenir une comptabilité analytique simplifiée) - **Art. 18** (p. 972) : sur l'amendement n° 40 de M. Marcel Lucotte, rapporteur, qu'il accepte (excédent net de gestion ; compte de réserve), son sous-amendement n° 129 : impossibilité pour le compte d'excéder le montant le plus élevé atteint par les capitaux propres à l'exclusion de ce compte de la société coopérative artisanale ; adopté - Sur ce même amendement, s'oppose au sous-amendement n° 113 de M. Josy Moinet (capital social de la société coopérative artisanale majoré du montant des subventions et des prêts participatifs) - **Art. 18** *bis* (p. 973) : accepte l'amendement n° 41 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (répartition après la dotation éventuelle au compte de réserve, et la dotation obligatoire au fonds de garantie et de développement des reliquats entre les associés à titre de ristourne) - **Art. 19 :** accepte l'amendement n° 42 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (assemblée générale et assemblée des associés ; répartition des pertes) - **Art. 21 :** accepte l'amendement rédactionnel n° 43 de M. Marcel Lucotte, rapporteur - **Intitulé du chapitre 4** (p. 974) : accepte l'amendement n° 44 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (« Dispositions comptables et financières ») - **Intitulé du chapitre 5 :** accepte l'amendement n° 46 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (« Union de sociétés coopératives artisanales ») - **Art. 22 :** accepte l'amendement n° 45 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (constitution par les sociétés coopératives artisanales d'unions de coopératives ; objet et pouvoirs de ces unions) - **Art. 25** (p. 975, 976) : s'oppose à l'amendement n° 47 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (examen analytique de la situation financière et de la gestion des sociétés coopératives artisanales et de leurs unions) - Sur cet amendement, ses sous-amendements n° 121 : examen analytique de la situation financière et de la gestion : nom de « révision » ; rejeté ; n° 122 : procédure de révision ; devenu sans objet ; et n° 123 : mise en œuvre de la procédure d'examen par un organisme agréé à cet effet ; rejeté - **Art. 26 :** accepte l'amendement n° 48 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (sens du mot « groupement ») - **Art. 27** (p. 977) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (substitution des mots « membres, associés et actionnaires », à « membres ou associés ») - Accepte l'amendement n° 50 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (modalités de transformation du groupement et de la société ; traduction comptable) - **Art. 28 :** accepte l'amendement de coordination n° 51 de M. Marcel Lucotte, rapporteur - **Art. 30 :** accepte l'amendement n° 52 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (justification à fournir par les sociétés coopératives artisanales et leurs unions aux services du ministre chargé de l'artisanat) - Problème de l'enseignement évoqué par M. Jean Béranger - En réponse à MM. Marcel Lucotte, René Regnault et Jean Béranger, législation relative à l'économie sociale - Syndicats coopératifs de copropriété - (p. 978) : délégation à l'économie sociale - Statut des SCOP - Reprise d'entreprises - Loi d'orientation - Action de l'IDES - **Intitulé du titre I** *bis :* son amendement n° 133 : « Statut des coopératives d'entreprises de transports et des coopératives artisanales de transport fluvial ; adopté - **Art. 30** *bis :* accepte l'amendement de coordination n° 53 de M. Marcel Lucotte, rapporteur - (p. 979) : demande le retrait de l'amendement n° 108 de M. Josy Moinet (sociétés coopératives d'entreprises de transports et nombre maximum de salariés permanents) -Accepte les amendements de M. Marcel Lucotte, rapporteur n° 54, rédactionnel, et n° 55 (définition par décret des modalités d'application de cet article) - **Art. 30** *ter :* son amendement n° 134 : substitution de la dénomination « sociétés coopératives artisanales de transport fluvial » à « sociétés coopératives d'entreprises de transport fluvial » ; adopté - Son amendement n° 132 : action de tiers non associés et inapplicabilité des dispositions prévues à l'article 8 du titre I de cette loi ; adopté - Chambre nationale de la batellerie artisanale - **Art. 31** (p. 981) : s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (sociétés coopératives maritimes et pêche maritime) - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 114 de M. Josy Moinet (élargissement des possibilités d'intervention des coopératives maritimes) - Accepte les amendements de M. Marcel Lucotte, rapporteur, n° 57 et n° 58 de coordination, et n° 59 (suppression des dispositions de cet article relatives à la répartition des résultats entre les associés) - **Art. 32 :** accepte les amendements de coordination de M. Marcel Lucotte, rapporteur, n° 60 et n° 61 - S'oppose à l'amendement rédactionnel n° 62 du même auteur - **Art. 33** (p. 982) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 64 de M. Marcel Lucotte, rapporteur - **Art. 34 :** s'oppose à l'amendement de coordination n° 65 de M. Marcel Lucotte, rapporteur - **Art. 35** (p. 983) : s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (inscription et appellation des sociétés coopératives maritimes) - **Art. 36 :** accepte l'amendement de coordination n° 67 de M. Marcel Lucotte, rapporteur - **Art. 38 :** accepte l'amendement de coordination n° 68 de M. Marcel Lucotte, rapporteur - S'oppose à l'amendement n° 69 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (imputation des pertes des sociétés coopératives maritimes constituées sous forme de sociétés civiles aux associés) - **Après l'art. 38 :** accepte l'amendement n° 70 de coordination de M. Marcel Lucotte, rapporteur - **Art. 39** (p. 984) : accepte les amendements de M. Marcel Lucotte, rapporteur, n° 71 (suppression des dispositions de cet article relatives au nombre de voix d'un associé dans les assemblées), n° 72 de coordination et n° 73, rédactionnel - **Art. 41 :** accepte les amendements de M. Marcel Lucotte, rapporteur, n° 74, n° 75 et n° 76 de coordination - (p. 985) : s'oppose à l'amendement n° 77 de coordination de M. Marcel Lucotte, rapporteur - **Art. 42 :** accepte l'amendement n° 78 de coordination de M. Marcel Lucotte, rapporteur - **Art. 43 A :** demande le rejet de l'amendement n° 79 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (comptes annuels des sociétés coopératives maritimes) - **Art. 43 :** accepte l'amendement n° 80 de coordination de M. Marcel Lucotte, rapporteur - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 130 : capitaux propres à l'exclusion de ce compte ; adopté

- **Art. 43** *bis* (p. 986) : accepte l'amendement n° 81 de coordination de M. Marcel Lucotte, rapporteur - **Art. 43** *ter :* accepte l'amendement n° 82 de coordination de M. Marcel Lucotte, rapporteur - **Art. 43** *quater :* accepte l'amendement de coordination n° 83 de M. Marcel Lucotte, rapporteur - **Art. 48** (p. 987) : s'oppose à l'amendement n° 84 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (sociétés coopératives maritimes et examen analytique de la situation financière et de la gestion) - Sur cet amendement, ses sous-amendements n° 124 et 125 relatifs à la procédure de révision ; rejetés - Sur ce même amendement, son sous-amendement n° 126 : procédure d'examen par un organisme agréé ; rejeté - **Intitulé du projet** (p. 988, 989) : historique du mouvement de l'économie sociale - Comparaison avec l'étranger - Impact du mouvement coopératif - Discussion du 9e Plan - S'oppose à l'amendement n° 103 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (« Projet de loi portant statut ou modifiant le statut de certaines sociétés coopératives et de leurs unions ») - **Art. 53** : s'oppose à l'amendement n° 88 de coordination de M. Marcel Lucotte, rapporteur, et accepte l'amendement de coordination n° 89 du même auteur - **Art. 55** (p. 990) : accepte les amendements de M. Marcel Lucotte, rapporteur, n° 90 de forme et n° 91 de coordination - (p. 991) : s'oppose à l'amendement n° 92 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (modalités d'élargissement des activités des sociétés coopératives de production d'HLM) - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 104 de M. Jean Béranger (seuil minimal de construction de 50 logements en trois ans pour bénéficier des nouvelles dispositions de la loi) - Accepte l'amendement de M. Marcel Lucotte, rapporteur, n° 93 de forme et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements du même auteur n° 94 (modalités de retrait de l'autorisation par le ministre) et n° 95 (extension aux lotissements de la garantie de financement et d'acquisition des invendus) - (p. 992) : s'oppose à l'amendement n° 96 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (examen analytique de la situation financière et de la gestion des sociétés anonymes coopératives de production d'HLM) -Sur cet amendement, ses sous-amendements n° 127 : révision ; rejeté ; et n° 128 : examen par un organisme agréé ; rejeté - Son amendement n° 131 : examen analytique de la situation financière et de la gestion des sociétés coopératives d'HLM ; rejeté - (p. 993) : demande le retrait de l'amendement n° 107 de M. Robert Laucournet (extension de la capacité juridique des sociétés coopératives d'HLM au secteur locatif ; tourisme social) - S'oppose à l'amendement n° 97 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (suppression du texte de l'article L. 422-3-2 du code de la construction relatif à l'extension de la compétence des coopératives de production d'HLM au secteur locatif) - **Après l'art. 55** (p. 994) : demande le retrait de l'amendement n° 106 de M. Jean Béranger (modalités de copropriété) - **Art. 56** (p. 995) : s'oppose à l'amendement n° 98 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (suppression de cet article relatif à la composition des unions de coopératives) - **Art. 57** : s'oppose à l'amendement n° 99 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (suppression de cet article relatif au statut des unions de coopératives et aux voix des personnes morales associées) - **Intitulé du titre 5** : accepte la réserve de l'amendement n° 101 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (« Rémunération des parts sociales des coopératives et émission de titres participatifs ») - **Après l'art. 59** : s'oppose à l'amendement n° 100 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (émission de titres participatifs par les banques coopératives et mutualistes) - **Art. 60** (p. 996) : accepte l'amendement n° 102 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (baux commerciaux).

– Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan) [n° 399 (82-83)] - (28 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2034) : loi d'orientation - Crise économique - Mutation - Justice sociale et lutte contre les privilèges - (p. 2035) : contrats de plan Etat régions - Nécessité de la modernisation - Maîtrise des équilibres : équilibre extérieur ; écart d'inflation - Maîtrise des dépenses publiques et des dépenses sociales - Consommation et épargne - Renforcement de l'appareil productif - Conjoncture internationale - Nécessité de l'investissement - Simplification du système des aides aux entreprises ; autofinancement - Gestion des entreprises - (p. 2036) : programmes prioritaires d'exécution (PPE) - Filière agro-alimentaire - Problèmes agricoles : compétitivité ; solidarité - Rôle du secteur public : formation et responsabilité des salariés - Priorité de l'emploi - Plan de modernisation des entreprises - Réduction de la durée du travail - Justice sociale : fiscalité, lutte contre l'échec scolaire, lutte contre la fraude fiscale ; revalorisation des bas salaires - Objectifs quantitatifs et deuxième loi dite de programmation - (p. 2037) : projections économiques à moyen terme - Objectifs macro-économiques : lutte contre l'inflation et le chômage - Rôle des PPE - Budget et Plan - Préparation des contrats de plan Etat régions ; plans régionaux ; mobilisation des moyens financiers ; budgets régionaux - Décentralisation régionale - (p. 2038) : réflexion sur une nouvelle planification - (p. 2041, 2042) : rapport de M. *Bernard Barbier ;* refus par le Gouvernement de certains amendements de l'Assemblée nationale : salaire des dirigeants d'entreprises ; importations - Définition de normes et protectionnisme - Préparation des contrats de plan entre l'Etat et les régions - Priorités régionales - Loi d'orientation et loi de programmation du 9e Plan - Equilibre financier - (p. 2044, 2045) : approche économique et approche sociale des problèmes - Projet d'Exposition universelle de 1989, évoqué par M. *Georges Lombard,* rapporteur pour avis - (p. 2047) : clarté des priorités définies par le Plan ; exemple de la formation : lutte contre l'échec scolaire et formation des enseignants - (p. 2056) : rapport d'orientation du plan de la région Rhône Alpes, évoqué par M. *Pierre Vallon* - Souhait d'un dialogue constructif - (p. 2074) : travaux de la commission nationale de planification, évoqués par M. *Jacques Mossion* - (p. 2075) : évaluations quantitatives et problème des variations monétaires internationales - Evolution de la planification - Retard pris en matière d'informatique - Echec des 7e et 8e plans - Loi du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification - Contraintes extérieures et faiblesses structurelles - Choix des priorités - Décentralisation et régionalisation - Plan et budget - Approche micro-économique des problèmes - (p. 2076) : salon Expofil de l'industrie textile et de l'habillement - Innovation et expérimentation - Problème de cohérence financière du 9e Plan, évoquée par MM. *Bernard Barbier,* rapporteur, *Pierre-Christian Taittinger,* et *Georges Lombard,* rapporteur pour avis - Equilibre des échanges extérieurs, taux d'investissement, inflation - Maîtrise des dépenses sociales - Finances publiques - Rôle des établissements de crédits ; taux d'intérêt - Financement des PPE et des entreprises publiques - Place faite à l'agriculture dans les divers PPE - (p. 2077) : recherche en agriculture ; solidarité ; sélectivité des aides - Lettre rectificative annexée au projet de loi : évolution du monde rural - Tourisme - Energie : électronucléaire - Emploi : chômage des jeunes et des moins jeunes - Taux de croissance - Aménagement du temps de travail - Situation des départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM), évoquée par M. *Marcel Gargar* - (p. 2078) : défi économique et défi social - Débat constructif nécessaire - **Art. unique** (p. 2081) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Bernard Barbier, rapporteur (suppression de cet article portant approbation du rapport sur le 9e Plan) - Position du Gouvernement sur les amendements n° 2 de M. Pierre Gamboa, n° 3 de Mme Monique Midy, soutenu par M. Raymond Dumont, n° 4 de M. Charles Lederman, et n° 5 de M. Fernand Lefort, soutenu par M. Louis Minetti, tendant à approuver le rapport sur le 9e Plan, sous réserve de l'introduction de précisions complémentaires - Gestion des entreprises - Protection sociale - Sécurité publique - Logements sociaux.

– Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles - *Nouvelle lecture* [n° 452 (82-83)] - (30 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2133) : problèmes des villes nouvelles - Divergences sur le problème des communautés d'agglomérations nouvelles (CAN) et des syndicats d'intérêts communautaires - **Art. 2** *bis* (p. 2134) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 1 de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 4** (p. 2135) : s'oppose à l'amende-

ment n° 2 de M. Pierre Salvi, rapporteur (création d'un syndicat d'intérêts communautaires) - Raison d'être des commissions mixtes paritaires, évoquée par M. Paul Girod - Demande le retrait de l'amendement n° 76 de M. Pierre Salvi, rapporteur (fixation par arrêté des nouvelles limites cantonales) - (p. 2136) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 3 de M. Pierre Salvi, rapporteur - S'oppose à l'amendement n° 4 de M. Pierre Salvi, rapporteur (modalités de transformation du syndicat d'agglomération nouvelle en syndicat d'intérêts communautaires) - **Art. 7 :** s'oppose à l'amendement de coordination n° 5 de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 8** (p. 2137) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Pierre Salvi, rapporteur (suppression de la communauté d'agglomération nouvelle) - **Art. 11 :** s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Perre Salvi, rapporteur (règles de répartition des sièges entre les communes au sein d'un syndicat) - **Art. 12** *ter* (p. 2138) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Pierre Salvi, rapporteur (biens faisant partie du domaine public des communes membres affectés aux syndicats d'intérêts communautaires) - **Art. 12** *quater :* s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Perre Salvi, rapporteur (rôle du syndicat d'intérêts communautaires ou du syndicat d'agglomération nouvelle) - **Art. 13** (p. 2139) : s'oppose aux amendements de M. Pierre Salvi, rapporteur, n° 20 de coordination, et n° 22 (compétence du syndicat d'intérêts communautaires pour la réalisation de lotissements de plus de quarante logements) - **Art. 13** *ter :* s'oppose à l'amendement de coordination n° 28 de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 14** (p. 2141) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 41 de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 15 :** s'oppose à l'amendement de suppression n° 42 de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Section V :** s'oppose à l'amendement de coordination n° 43 de M. Pierre Salvi, rapporteur - **Art. 18** *bis* (p. 2142) : son amendement rédactionnel n° 77 ; adopté - **Art. 24** (p. 2144) : s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Pierre Salvi, rapporteur (caractère transitoire de la dotation spécifique en matière d'équipement prévue jusqu'à la date d'achèvement des travaux).

– **Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le IXe Plan (première loi de plan)** - *Nouvelle lecture* [n° **474 (82-83)**] - (30 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2155) : regrette le rejet du texte en première lecture par le Sénat - Utilité de la planification - Analyse de la crise économique - Forces et faiblesses structurelles de la France - Prochain budget tenant compte des priorités définies dans la présente loi de plan - (p. 2156) : présentation de la deuxième loi de plan à la session d'automne - Contrats de plan Etat région - Propos excessifs tenus par certains sénateurs lors de la première lecture.

– **Projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale** - *Deuxième lecture* [n° **406 (82-83)**] - (5 juillet 1983) - **Discussion générale** (p. 2177) : statut des familles coopératives ; coopératives artisanales - Transporteurs, bateliers, coopératives maritimes et d'intérêt maritime - Coopératives d'HLM - Intercoopération entre les diverses branches de l'économie sociale - Dispositions comptables - Cohérence avec les directives communautaires - (p. 2178) : montant du capital social de certaines sociétés coopératives - Unions de coopératives ou entreprises d'économie sociale - 9e Plan - **Art. 3** (p. 2179) : accepte l'amendement rédactionnel n° 1 de M. Marcel Lucotte, rapporteur - **Art. 4** (p. 2180) : accepte l'amendement de coordination n° 2 de M. Marcel Lucotte, rapporteur - **Art. 5 :** accepte l'amendement n° 3 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (suppression de la référence au concept d'adhésion) - **Art. 7 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 4 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (durée de la période probatoire précédant l'entrée définitive dans la coopérative) et accepte les amendements du même auteur n° 5 de coordination, n° 6 (suppression des dispositions de cet article relatives aux cas d'exclusion des associés) et n° 7 rédactionnel - **Art. 9** *bis :* (p. 2181) : accepte l'amendement n° 8 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (capital social minimum des sociétés coopératives artisanales) - **Art. 10 :** accepte l'amendement de coordination n° 9 de M. Marcel Lucotte, rapporteur - **Art. 12 :** accepte l'amendement n° 10 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (délibération de l'assemblée sur troisième convocation, quel que soit le nombre des associés présents ou représentés) - **Art. 18 A** (p. 2182) : son amendement n° 27 : définition de l'excédent net de gestion ; adopté - **Art. 18 :** son amendement n° 28 de coordination ; adopté - **Art. 18** *bis :* son amendement n° 29 ; modalités de répartition des pertes dans des opérations avec des associés ; adopté - **Art. 19 :** son amendement de coordination n° 30 ; adopté - **Art. 22** (p. 2183) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 12 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (prises de participation des unions coopératives artisanales) - **Art. 25 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 13 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (procédure d'examen et recours à une personne physique ou morale agréée à cet effet) - **Art. 30** (p. 2184) : accepte l'amendement n° 14 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (justifications à fournir par les sociétés coopératives artisanales et leurs unions, aux services du ministre chargé de l'artisanat) - **Art. 30** *bis :* son amendement de rectification d'une erreur matérielle n° 36 ; adopté - **Art. 31 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 15 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (coopératives maritimes et absence d'extension aux activités touristiques) - **Art. 34** (p. 2185) : accepte l'amendement de coordination n° 16 de M. Marcel Lucotte, rapporteur - **Art. 38 :** accepte l'amendement de coordination n° 17 de M. Marcel Lucotte, rapporteur - **Art. 38** *bis :* s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 18 de M. Marcel Lucotte, rapporteur - **Art. 39** (p. 2186) : accepte l'amendement n° 19 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (délibération de l'assemblée sur troisième convocation, quel que soit le nombre des associés présents ou représentés) - **Art. 41 :** accepte les amendements de coordination de M. Marcel Lucotte, rapporteur, n° 20 et n° 21 - **Art. 43 A :** son amendement n° 31 : excédent net de gestion ; adopté - **Art. 43 :** son amendement de coordination n° 32 ; adopté - **Art. 43** *bis :* son amendement n° 33 : pertes résultant des opérations avec les associés ; adopté - **Art. 43** *ter* (p. 2187) : son amendement n° 34 : affectation en totalité de la part de l'excédent net de gestion résultant des opérations effectuées avec les tiers non associés à un compte de réserve ; adopté - **Art. 48 :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 23 de M. Marcel Lucotte, rapporteur - **Art. 55 :** accepte l'amendement de coordination n° 24 de M. Marcel Lucotte, rapporteur - **Art. 56** (p. 2188) : accepte l'amendement n° 25 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (création et statut juridique des unions d'économie sociale) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 35 : part du capital détenue par les sociétés coopératives ; adopté - **Art. 57** (p. 2189) : accepte l'amendement de coordination n° 26 de M. Marcel Lucotte, rapporteur.

– **Question au Gouvernement de M. Jean Béranger : pouvoir d'achat des cadres, retraités et préretraités** - (10 novembre 1983) - (p. 2828) : remise en cause du système de garantie de ressources des cadres - Régimes complémentaires de retraite des cadres - Dans le régime général, pensions revalorisées en fonction de l'évolution des salaires - Elaboration d'un contrat de confiance avec les cadres retraités et actifs - Concertations en cours.

– **Question au Gouvernement de M. Arthur Moulin : prélèvement sur les caisses d'épargne** - (10 novembre 1983) - (p. 2830) : prélèvement sur le fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne d'une somme allouée au budget du ministère du logement - Comparaison avec les fonds de réserve constitués au sein des établissements mutualistes - Effort de l'Etat en faveur du logement social - Protection des déposants - Succès des CODEVI - Relance nécessaire de l'épargne.

– **Question au Gouvernement de M. Henri Belcour : prix des carburants** - (10 novembre 1983) - (p. 2831) : lutte contre l'inflation - Rabais consenti sur le prix des carburants

- Souci de maintenir la qualité du service de distribution - Concurrence - Concertation interprofessionnelle.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - IV - Plan, aménagement du territoire, économie sociale - (24 novembre 1983) - (p. 3274) : liaison entre la préparation du Plan et celle du budget - En 1984, activité du commissariat au Plan consacrée à l'exécution du Plan et à la mise en oeuvre des instruments du Plan - Etudes sur les nouvelles méthodes de planification - Rattachement à ce budget de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et de l'Institut syndical des recherches économiques et sociales (IRES) - Rigueur budgétaire - (p. 3275) : progression des budgets du Centres d'études des revenus et des coûts (CERC) et du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) - Rapport annuel publié par le CERC sur l'évolution des revenus - Diffusion des documents du Plan auprès des rapporteurs de ce budget - Travail de la délégation à l'économie sociale - Budget de cette délégation - Politique d'aménagement du territoire - Orientations suivies par la DATAR - Planification et décentralisation - Nouvel avenir pour les régions de conversion industrielle - Développement des régions les plus touchées par la crise économique - Développement décentralisé des actions tertiaires - (p. 3276) : moyens financiers accrus, mais gérés avec rigueur - Crédits du fonds interministériel d'aménagement du territoire (FIAT) - Dotation du fonds interministériel d'aménagement rural (FIDAR) - Restructation des zones minières - Aide à la localisation d'activités créatrices d'emplois - Suppression de la mission pour l'espace méditerranéen - Aménagement des villes nouvelles - (p. 3286) : accélération de l'informatisation de la gestion et du suivi des crédits de la DATAR - Communication au Parlement de la répartition des crédits d'aide à la localisation des activités - Répartition des crédits du FIDAR et du FIAT consacrés aux contrats de plan - Efficacité de la politique d'économie sociale, évoquée par M. *Fernand Lefort* et Mme *Monique Midy* - Rapport sur le plan intérimaire et projection triennale transmise à M. *Bernard Barbier* - Contractualisation des crédits du FIAT, en réponse à M. *Roger Rinchet* - Crédits du FIDAR, évoqués par M. *Michel Rigou* - Réunion avec le Comité interministériel d'aménagement du territoire, évoqué par M. *Georges Mouly* - Informations données à M. *Maurice Janetti* relatives à l'état d'avancement des travaux réalisés au titre des contrats de plan Etat-régions - Politique de volonté européenne, en réponse aux propos de M. *Daniel Hoeffel* - Aménagement de la région Charentes Poitou, évoqué par M. *Michel Rigou* - Programme d'aménagement de la Meuse, en réponse à M. *Rémi Herment.*

– Projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) [n° 88 (83-84)] - (20 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4466) : nouveau processus de planification : première et deuxième lois de Plan ; conception et programmation - Rappel de la situation économique internationale - Mutation en cours - Informatique et conséquences sur l'organisation du travail et de la formation : usine Renault de Douai - Financement des douze programmes prioritaires d'exécution (PPE) - Projection économique à moyen terme effectuée par l'INSEE - Rapport d'information de M. *Jacques Mossion,* au nom de la délégation du Sénat pour la planification - Objectifs macro-économiques et simulations : comparaison entre le scénario établi pour le 9e Plan et la projection du Sénat - Prévisions sur le taux de croissance ; comparaison avec les autres pays de l'OCDE - (p. 4467) : évolution de l'emploi ; chômage en France et à l'étranger ; réforme Matteoli - Politique de l'emploi - Maîtrise des équilibres : commerce extérieur ; progrès des exportations ; reprise de la croissance internationale - Modernisation de l'appareil productif - Ecart d'inflation - Consommation des ménages - Investissements des entreprises ; compétitivité - Conditions de réalisation de l'objectif de différentiel de croissance positif par rapport à l'étranger : développement de l'épargne des ménages ; redressement de la situation financière des entreprises : stabilisation des charges (impôts et cotisations sociales) ; éventualité d'une libération des prix - (p. 4468) : gains de productivité - Maîtrise des dépenses sociales ; modération des dépenses de santé ; gestion ; prévention ; politique familiale ; politique du logement social - Stricte gestion des finances publiques : participation à l'effort de modernisation ; rôle de l'éducation et de la formation - Financement des PPE ; industries de programmes ; secteur agro-alimentaire : investissements ; exportations ; formation des agriculteurs ; enseignement technique agricole - Décentralisation - (p. 4469) : évolution de la croissance et politique de l'emploi ; durée du travail ; contrats de solidarité ; gestion préventive et prévisionnelle de l'emploi : suppressions d'emplois et reconversions ou création d'activités nouvelles ; coordination des initiatives - Contrats de plan entre l'Etat et les régions ; aide au développement des PME et des PMI ; interventions économiques des collectivités territoriales ; transferts de compétences - Prochaine réunion du Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) le 22 décembre - Annonce du premier rapport d'exécution du Plan au printemps 1984 et bilan de l'ensemble de la procédure contractuelle : contrats de Plan avec les régions et avec les entreprises - (p. 4470) : fermeté nécessaire pour la réalisation des objectifs proposés - Volonté politique du Gouvernement - (p. 4476) : observation de M. *Georges Lombard,* rapporteur pour avis, sur l'absence de communication au Parlement des contrats de Plan entre l'Etat et les entreprises publiques ; amendement adopté à l'Assemblée nationale prévoyant leur communication aux régions.

Suite de la discussion - (21 décembre 1983) - **Discussion générale** - (p. 4493) : Gouvernement face à une situation difficile chez Talbot - Travailleurs immigrés et exploitation des étrangers - Imprévoyance remontant à dix ans - (p. 4495) : 9e Plan déjà en application - (p. 4517) : relance compromise par le vieillissement de notre appareil productif - Difficultés ne datant pas d'hier - Absence de formation de la majorité des jeunes demandeurs d'emploi du Nord-Pas-de-Calais - Effort important du Gouvernement en faveur de la formation - Rôle de l'école républicaine évoqué par M. *Franck Sérusclat* - Problème de la relève dans les entreprises familiales évoqué par M. *Paul Masson* - (p. 4518) : utilisation incomplète de tous les gisements de productivité, d'intelligence et de responsabilité des salariés - Plan devant faire les choix stratégiques - Seul gouvernement ayant analysé les besoins énergétiques au-delà de 1990 - Reproches d'un endettement et d'une trop grande capacité en matière nucléaire contradictoires - Augmentation des exportations, diminution des importations et rééquilibrage de la balance des paiements - Définition de la politique industrielle n'appartenant pas au Plan - Création d'une commission nationale de l'industrie - (p. 4519) : problème de la réduction du temps de travail - Fin de l'organisation taylorienne - Nécessité d'un effort technologique, d'une formation et d'une participation des travailleurs - Utilisation des machines sur six jours - Trois plans votés durant leur première année - Réduction des emprunts extérieurs et des tirages - Contrats de plan entre l'Etat et la région - Contrats de pays et soutien à l'animation rurale - Effort en faveur du tourisme - Organisation du suivi du 9e Plan - Participation de tous les acteurs sociaux - Hausse modérée de la consommation et reconquête du marché intérieur - (p. 4520) : mise en place du Plan sur le terrain - **Art. 1** (p. 4524) : son amendement n° 21 relatif au programme prioritaire d'exécution (PPE) n° 2 concernant la poursuite de la rénovation du système d'éducation et de formation des jeunes ; devenu sans objet - (p. 4526) : son amendement n° 5 relatif au PPE n° 5 concernant la réduction de la dépendance énergétique ; devenu sans objet - (p. 4527) : son amendement n° 6 relatif au PPE n° 10 concernant le mieux vivre dans la ville ; devenu sans objet - (p. 4528) : son amendement n° 20 : suppression de l'utilisation de la procédure des annulations de crédit ; devenu sans objet.

LEGOUEZ (Modeste), sénateur de l'Eure (UREI).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu secrétaire.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 (14 juin 1983) (p. 1625).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1983 (19 décembre 1983) (p. 4370).

DÉPÔTS

Avis déposé avec M. Jean Francou, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° **336 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 [n° **375 (82-83)**] (8 juin 1983) - **Défense nationale.**

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Défense : dépenses ordinaires** [n° **62, annexe 44 (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 [n° **336 (82-83)**] - (14 juin 1983) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 1595) : préservation de l'indépendance et de la liberté de la France - Rapports Est-Ouest - Déploiement des armes soviétiques en Europe - Programmation des dépenses de fonctionnement et des moyens en personnel - Corrélation entre les moyens humains, matériels et financiers - Modalités de la conscription - (p. 1596) : problème de l'hébergement - Conditions de travail et formation professionnelle du personnel d'active - Mission de défense du territoire assurée par la gendarmerie - Activité opérationnelle des forces - Réduction des effectifs - Durée du service militaire - Analyse des mouvements des dotations de fonctionnement ; diminution des crédits - (p. 1597) : risque d'une réduction de l'activité des forces - Commission des finances défavorable à l'adoption du présent texte.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Défense et service des essences - (2 décembre 1983) - Rapporteur spécial (dépenses ordinaires) - (p. 3649) : hommage aux victimes des attentats de Beyrouth - Dépenses ordinaires du titre III et rééquilibrage avec le titre V : valorisation de l'effort d'équipement - Régression des crédits du titre III ; hypothèse de hausse des prix - Incidence de l'engagement des armées hors d'Europe - Loi de programmation militaire pour 1984-1988 - Dépenses de personnel : rémunérations et pensions ; diminution d'effectifs et suppressions d'emplois, à l'exception de la gendarmerie - Réorganisation de l'armée de terre - Service national : service normal et service long - (p. 3650) : diminution prévisible des ressources en hommes pour le service obligatoire : statut d'objecteur de conscience ; extension des motifs de dispense ; normes d'aptitude ; incidence de la chute de la natalité - Risque de remise en cause du principe de l'universalité du service - Situation des personnels : augmentation du prêt du soldat ; mesures catégorielles pour les cadres d'active ; personnel civil - Crédits de fonctionnement : rémunérations et charges sociales ; exception relative à la gendarmerie - Coût de la réorganisation des armées - Mesures acquises : voyage gratuit des permissionnaires du contingent - Diminution des crédits de carburant et incertitude sur les hypothèses relatives au prix du pétrole brut et au cours du dollar - Crédits d'entretien des matériels : entretien courant ou programmé - Inquiétude quant à la diminution des crédits d'entretien du casernement - (p. 3651) : maintien des crédits de la section gendarmerie ; renouvellement du parc automobile ; intégration dans le calcul des pensions de retraite des gendarmes de l'indemnité de sujétions spéciales de police ; objectif de parité entre la situation des gendarmes et celle des policiers - Réduction des effectifs des armées - Inquiétude quant aux économies sur les crédits d'entretien du matériel - Progression de l'image de marque des armées dans le jugement des jeunes Français et anomalie de la mise à disposition des objecteurs de conscience pour les associations de jeunesse - Détérioration des crédits du titre III et risque de désoeuvrement des jeunes du contingent - Décision de la commission des finances de soumettre ces crédits à l'appréciation du Sénat.

LEGRAND (Bernard), sénateur de la Loire-Atlantique (GD).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu vice-président.

- Est nommé membre de la commission de contrôle des services publics responsables de l'application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques (22 décembre 1983) (p. 4560).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Aviation civile** [n° **64, tome XIX (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– Question au Gouvernement : financement des examens sportifs - (21 avril 1983) - (p. 410) : absence d'organisation des examens de brevets d'Etat de maîtres nageurs-sauveteurs - Sécurité sur les plages et dans les piscines.

– Projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires - *Deuxième lecture* [n° **429 (82-83)**] - (27 juin 1983) - **Art. 2** (p. 2022) : s'abstiendra dans le vote sur l'amendement n° 3 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (suppression de l'alinéa relatif à l'expérience acquise au sein d'organisations syndicales représentatives ou d'associations).

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Transports - (25 novembre 1983) - Rapporteur pour avis (aviation civile) - (p. 3298) : conjoncture internationale - Assemblée générale des 24 et 25 octobre derniers à New-Delhi de l'Association du transport aérien international (IATA) - Classement des compagnies européennes par le guide Egon Ronay de Londres - (p. 3299) : statistiques sur l'activité d'Air France en 1982 - Mise en service de Boeing 737 et ouverture de lignes - Déficit d'Air France - Détérioration de la situation financière d'UTA - Progression

du trafic d'Air Inter ; tarifs : politique tarifaire, liaisons avec la Corse ; déficit des résultats d'exploitation - Utilité et situation financière précaire des compagnies de troisième niveau - Aéroport de Paris - (p. 3300) : amélioration de la situation des riverains et rôle du Fonds spécial de grands travaux - Construction aéronautique - Airbus - Intérêt d'un lancement rapide de l'Airbus A 320 - Perspectives de commande de l'ATR 42 - Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avions (SNECMA) - Succès de l'industrie française d'hélicoptères - S'en remet à la sagesse du Sénat pour le vote des crédits proposés.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Après l'art. 95** *ter* (p. 4052) : son amendement n° 275 : autorisation pour le conseil général de moduler la taxe départementale sur les espaces verts ; adopté.

– Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 7 (83-84)] - (13 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4129, 4130) : statut des personnels des parcs naturels régionaux, évoqué lors de l'examen du budget de l'environnement ; éventuelle intégration dans la fonction publique territoriale ; attente de la réponse définitive - **Art. 1** (p. 4138) : voir l'intervention de M. Paul Girod sur le personnel des parcs naturels régionaux.

LE GRAND (Jean-François), sénateur de la Manche (RPR).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2266).

- Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes (loi n° 79-564 du 6 juillet 1979) (13 octobre 1983) (p. 2307).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur (17 novembre 1983) (p. 2996).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à garantir la liberté de la presse (24 novembre 1983) (p. 3246).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 278 (JO Débats 17 septembre 1982) (p. 3948) à M. le ministre des PTT : **postes et télécommunications (personnel des)** (receveurs-distributeurs en zone rurale : difficultés statutaires) - Réponse de M. Louis Mexandeau, ministre chargé des PTT (31 mai 1983) (p. 1228).

n° 299 (JO Débats 28 octobre 1982) (p. 4877) à M. le ministre des transports : **infirmiers et infirmières** (infirmiers libéraux agréés : titre de transport gratuit sur la RATP) - Réponse de M. Charles Fiterman, ministre des transports (10 juin 1983) (p. 1546, 1547).

n° 317 (JO Débats 24 mars 1983) (p. 439) à M. le ministre de l'économie : **dette extérieure** (statistiques concernant l'endettement de l'Etat) - Réponse de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (29 avril 1983) (p. 537, 538).

n° 327 (JO Débats 3 avril 1983) (p. 21) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **conflits du travail** (bien-fondé de sanctions infligées à un responsable d'EDF) - Réponse de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (29 avril 1983) (p. 538, 539).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant diverses mesures relatives aux prestations de vieillesse [n° 235 (82-83)] - (28 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 518) : abaissement de l'âge de la retraite : rappel des différentes étapes - (p. 519) : ambiguïté de l'accord entre le Gouvernement et les partenaires sociaux - Démantèlement du système de la garantie de ressources - Progrès pour les salariés non qualifiés percevant le SMIC - Situation des cadres moyens et supérieurs - Lutte contre le chômage - Retraite à 60 ans : droit et non obligation - Conséquences financières de cette réforme - Faible évolution démographique de la France - Réservé à l'égard d'un tel projet.

– Projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques [n° 264 (82-83)] - (17 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 843) : projet visant à protéger l'environnement - (p. 844) : excès du projet : ouverture d'une enquête publique à chaque opération susceptible de nuire à l'environnement - Conséquences pratiques d'une réglementation surabondante.

– Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance - *Deuxième lecture* [n° 267 (82-83)] - (25 mai 1983) - **Art. 14** (p. 1075) : soutient les amendements de M. Louis Souvet, n° 37 (vote par collèges) et n° 38 : (négociation menée paritairement avec les collèges intéressés, en cas d'accords catégoriels) - (p. 1076) : soutient l'amendement n° 39 de M. Louis Souvet (désignation des représentants des employeurs par le directoire du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance).

– Projet de loi, portant droits et obligations des fonctionnaires [n° 301 (82-83)] - (1er juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1263) : importance du nombre de citoyens concernés et ampleur de la réforme proposée - Modifications aux deux grands textes antérieurs régissant la fonction publique - Estime limitée la portée de ce projet - Absence d'innovations - Traduction législative d'une jurisprudence administrative abondante, complexe et ancienne - Souhait de l'inclusion dans ce texte de l'obligation de réserve, garantie de l'indépendance du fonctionnaire - Désaccord avec la suppression des règles de notation des fonctionnaires - Vote favorable du groupe RPR sur le texte de ce projet de loi, sous réserve de l'adoption des amendements déposés par la commission des lois.

– Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public [n° 282 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (8 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1490) : projet faisant des entreprises nationales et de leurs filiales le champ d'expérimentation d'un modèle social autogestionnaire - Choix de la procédure des amendements plutôt que de la question préalable - Limitation du secteur public ; maintien des structures actuelles de participation des salariés aux organismes de gestion - (p. 1491) : souci d'écarter les risques d'autogestion - Reconnaissance aux salariés d'un droit d'expression direct et individuel - Groupe RPR favorable à l'adoption du texte ainsi amendé.

– Motion d'ordre - (10 juin 1983) - (p. 1550) : organisation du débat sur la politique agricole.

– Questions orales avec débat jointes : politique agricole - (10 juin 1983) - (p. 1563) : problème du non respect par certains produits d'importation des règles de normalisation ; présentation de produits impropres à la consommation - Observations effectuées dans sa région de Basse Normandie : carottes importées de Sicile - Définition de critères dans le cadre de la réglementation européenne et de l'extension des règles - Calendrier des importations ; critères de qualité ; labels - Note du Centre français du commerce extérieur (CFCE) sur les fluctuations du marché de la

carotte ; période de déficit de production en France et concurrence étrangère - Contrôle de qualité nécessaire aux frontières.

– **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984 - 1988** - *Nouvelle lecture* [n° **426** (82-83)] - (23 juin 1983) - **Art. 3** (p. 1849) : émotion dans le département de la Manche à la suite du déplacement du régiment d'infanterie de marine (RIMA) basé à Saint-Lô et Granville vers Angoulême - Participation du RIMA à la force multinationale d'intervention au Liban.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Transports - (25 novembre 1983) - (p. 3314) : austérité du budget proposé - Gel de crédits du précédent budget - (p. 3315) : enclavement du département de la Manche - Demande de la mise en totalité à deux fois deux voies de la RN 13 - Refus du remplacement des turbotrains assurant la desserte de la ligne Paris-Cherbourg par des tractrices diesel - Activité industrielle du département de la Manche ; industrie nucléaire ; créations d'emplois récentes.

LE JEUNE (Edouard), sénateur du Finistère (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **320** (JO Débats 31 mars 1983) (p. 470) à M. le ministre chargé de l'emploi : **emploi** (situation de l'emploi dans les départements bretons).

n° **439** (JO Débats 27 novembre 1983) (p. 3399) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **mobilier** (situation des industries françaises de l'ameublement).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Environnement et qualité de la vie - (29 novembre 1983) - (p. 3486) : problème des parcs naturels régionaux - Nécessité de préserver les souches génétiques qui peuvent l'être encore - (p. 3487) : distorsion évoquée à l'Assemblée nationale par M. Goasduff existant entre les idées généreuses, fondées sur les conclusions du rapport Pisani et les moyens budgétaires inscrits pour 1984 - Méconnaissance de l'effort important que font depuis des années les régions et les départements en faveur des parcs régionaux - Ouverture de deux nouveaux parcs s'ajoutant aux 21 parcs existants.

Commerce et artisanat - (7 décembre 1983) - (p. 3869) : nécessaire rétablissement de la compétitivité du secteur commerce artisanat - Fiscalité et charges sociales - Changements technologiques - Evolution du budget - Apprentissage artisanal - Prélèvements obligatoires - Protection sociale - Politique de rapprochement des conditions d'imposition des salariés et des commerçants - Centres de gestion agréés - Cotisations sociales - (p. 3870) : assiette des prélèvements sociaux - Multiplication des impôts et cotisations assis sur le revenu et renforcement de la progressivité du barème - Régime des indemnités de départ pour les commerçants et artisans âgés - Resserrement des marges et chute de l'activité - Urbanisme commercial.

LEJEUNE (Max), sénateur de la Somme (GD)..

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (9 juin 1983) (p. 1532).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires (28 juin 1983) (p. 2066).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Défense - Section Marine** [n° **65, tome VIII (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles** [n° **190 (82-83)**] - (18 mai 1983) - **Art. 4** : *Art. 410 du code rural* (p. 916) : son amendement n° 79 déposé avec M. Charles-Edmond Lenglet qui le soutient : fixation du débit minimum par les administrations locales : devenu sans objet.

– **Question au Gouvernement : implantation de la compagnie Boussac Saint-Frères à Abbeville** - (16 juin 1983) - (p. 1705) : plan de restructuration de la compagnie Boussac Saint-Frères et emploi - Modalités d'implantation d'une fabrique de papier - Apports financiers - (p. 1706) : emploi.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° **384 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (27 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2499) : adoption de ce projet conduisant au déclin du pays - Nivellement des formations par le bas - Dévalorisation du capital de recherche scientifique - Syndicalisation des établissements d'enseignement supérieur - Sélection nécessaire et démocratique - Nécessité de diversifier les formations offertes dès le premier cycle pour accroître le nombre d'étudiants bien formés - Importance du nombre d'étudiants étrangers en France et problème de leur niveau - Effets nocifs à terme sur les recherches de défense - Organisations communistes, les seules favorables à ce texte en milieu universitaire - Se déclare opposé au texte de ce projet ne correspondant ni aux exigences de l'intérêt national, ni à la considération que l'on doit porter à la jeunesse.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Défense et service des essences - (2 décembre 1983) - Rapporteur pour avis (section marine) - (p. 3659) : projet de budget pour 1984 : montant et répartition des crédits - Autorisations de programme et crédits de paiement - Diminution des ressources affectées aux carburants :

économies d'énergie ; maintien des durées d'entraînement - Entretien programmé de la flotte de surface - Dépenses en capital - Titre V : études, recherches et prototypes ; aéronautique navale : avion de patrouille maritime Atlantique 2 - Programme de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) - Porte-avions ; exemple du conflit des Malouines - Porte-avion à propulsion nucléaire - Force océanique stratégique (FOST) - Avenir du programme de constructions neuves de bâtiments de surface - Missions de service public - Dépenses d'infrastructures immobilière - (p. 3660) : commandes et livraisons de la marine et de l'aéronautique navale pour 1984 : sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) ; Aviso ; patrouilleurs ; chasseurs de mines tripartites (CMT) ; autres bâtiments ; programme des corvettes ; industrialisation de l'Atlantique 2 ; hélicoptères ; avions Gardian ; avions-école - Missions de service public : bâtiments civils - Personnel militaire de la marine : légère déflation des effectifs ; personnel opérationnel ; pyramide des grades - Recrutements et engagements - Personnel sous contrat ; personnel féminin de la marine ; embarquement - Avis défavorable de la commission sur ce budget.

Départements et territoires d'outre-mer - (6 décembre 1983) - (p. 3811) : liens historiques entre la France et les Français d'outre-mer - Evolution nécessaire au sein de la République française - Exemple du statut de Mayotte ; équipement portuaire demandé - Polynésie et Nouvelle-Calédonie : convoitises des pays limitrophes sur la zone d'exclusivité économique en mer profonde de la France - Volonté de rester française de la population mélanésienne - Demande l'élection d'une nouvelle assemblée territoriale.

– Question au Gouvernement : crise industrielle dans la Somme - (15 décembre 1983) - (p. 4257) : regrette l'absence du ministre de l'industrie - Aggravation de la crise industrielle dans la Somme - Restructuration de la société Boussac-Saints Frères - Nombreux licenciements - (p. 4258) : transfert à Roanne de l'implantation de la fabrique de papier Peaudouce, initialement promise à Abbeville - Dépôt de bilan de la société Dunlop à Amiens et des sociétés Liné et Titan-Cazeneuve à Albert - Réduction d'activité de la SNIAS à Méaulte - Situation incertaine de la société française de coordination textile de Villers-Bretonneux - Intentions du Gouvernement au regard de la reconversion industrielle de la Somme - (p. 4259) : promesse renouvelée d'implantation de l'usine Peaudouce à Abbeville - Opération Télétel dans la région Picardie - Action des élus locaux pour développer les industries nouvelles.

LEMAIRE (Marcel), sénateur de la Marne (rattaché administrativement au groupe UCDP).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires économiques.

LEMARIE (Bernard), sénateur des Côtes-du-Nord (UCDP) - Secrétaire du Sénat jusqu'au 5 octobre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis élu vice-président.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (21 juin 1983) (p. 1818).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public (16 décembre 1983) (p. 4314).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier (16 décembre 1983) (p. 4343).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant et modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif (19 décembre 1983) (p. 4401).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural relatives aux caisses de mutualité sociale agricole (20 décembre 1983) (p. 4412).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (20 décembre 1983) (p. 4461).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905 - *Deuxième lecture* [n° 410 (82-83)] - (6 juillet 1983) - **Art. 8** (p. 2198) : son amendement n° 1, soutenu par M. Pierre Lacour : procédure d'urgence ; adopté.

LEMOINE (Georges), *secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer* (nommé le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 25 mars 1983, p. 907].

DÉPÔTS

Projet de loi relatif aux dispositions particulières à l'élection des sénateurs des départements de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion [**341 (82-83)**] (25 mai 1983) - **Elections et référendums.**

Projet de loi portant approbation d'une convention fiscale avec le territoire d'outre-mer de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [n° **369 (82-83)**] (7 juin 1983) - **Traités et conventions.**

Projet de loi rendant applicables à la Nouvelle-Calédonie et dépendances certaines dispositions législatives tendant à prévenir la conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique [n° **371 (82-83)**] (7 juin 1983) - **Circulation routière.**

Projet de loi portant homologation des dispositions pénales de deux délibérations de l'Assemblée territoriale de la

Nouvelle-Calédonie et dépendances [n° 372 (82-83)] (7 juin 1983) - **Peines.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 371 de M. Michel Giraud : **élections** (communes : multiplication des tâches électorales) (31 mai 1983) (p. 1236, 1237).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la commémoration de l'abolition de l'esclavage** - *Deuxième lecture* [n° 165 (82-83)] - (5 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 36) : cérémonie du 21 mai 1981 au Panthéon - Hommage à Victor Schoelcher - Projet de loi élaboré par M. Henri Emmanuelli - Modifications apportées par le Sénat lors de la session de printemps 1982 et examen par l'Assemblée nationale lors de la session d'automne 1982 - Effort de conciliation de M. *Louis Virapoullé,* rapporteur - Dispositions du projet en examen : acte de référence : décrets des 4 mars et 27 avril 1848, oeuvre de Victor Schoelcher - (p. 37) : date de la commémoration variable selon les collectivités territoriales - Participation ou non de la métropole - Inconvénients des dispositions retenues par le Sénat : décision de la Convention restée inappliquée ; distinction entre l'esclavage et les contrats d'engagement des Indiens ; problèmes posés par la commémoration de la départementalisation et l'identité des cérémonies en métropole, dans les départements d'outre-mer (DOM) et dans la collectivité territoriale de Mayotte - Nouvelle proposition faite par la commission des lois et recherche d'un compromis - Cite la profession de foi de Victor Schoelcher, parue dans *La Réforme* du mois d'avril 1848 - **Art. unique** (p. 39, 40) : son amendement n° 2 : nouvelle rédaction de cet article incluant une disposition additionnelle relative à la fixation par décret des conditions dans lesquelles cette commémoration sera célébrée sur le territoire métropolitain ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 3 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (extension du champ d'application de cet article à la commémoration de la fin des contrats d'engagement) - Information de la jeunesse - Instruction civique - Commémoration dans les écoles et les établissements d'enseignement.

– **Projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle** [n° 91 (82-83)] - (5 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 40, 41) : rappel des dispositions de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle - Délai de consultation des assemblées territoriales et restrictions apportées par le Conseil constitutionnel limitant le champ d'application de la loi aux départements d'outre-mer (DOM) et à Mayotte, à l'exclusion des territoires d'outre-mer (TOM) - Elaboration d'un nouveau projet de loi et consultation des assemblées territoriales - Avis formulé par les assemblées de la Nouvelle-Calédonie, de Wallis-et-Futuna et de la Polynésie française - Caractère politique de certain des amendements déposés - **Avant l'art. 1** (p. 44) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Daniel Millaud (avis conforme du conseil de gouvernement ou de l'assemblée territoriale intéressée préalable à l'autorisation des infrastructures de communication) - **Art. 1** (p. 45) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Daniel Millaud (création dans chaque territoire d'outre-mer d'un comité territorial de la communication audiovisuelle, après accord de l'assemblée territoriale concernée) - **Après l'art. 1** : accepte l'amendement n° 4 de M. Daniel Millaud (possibilité pour le comité régional ou territorial d'émettre des avis sur la politique de la communication audiovisuelle) - Accepte l'amendement de coordination n° 5 de M. Daniel Millaud (comités régionaux et territoriaux) - S'oppose à l'amendement n° 6 de M. Daniel Millaud (consultation de l'assemblée territoriale préalable à la signature du décret relatif à la composition et au fonctionnement du comité territorial) - (p. 46) : accepte l'amendement n° 15 de M. Lionel Cherrier (détermination par les assemblées territoriales du montant des crédits nécessaires au fonctionnement des comités territoriaux de la communication audiovisuelle) - S'oppose à l'amendement n° 7 de M. Daniel Millaud (exception dans les territoires d'outre-mer au principe de l'inscription obligatoire des crédits de fonctionnement des comités régionaux de la consommation audiovisuelle) - **Art. 2** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 8 de M. Daniel Millaud (possibilité pour les sociétés régionales ou territoriales de radiodiffusion sonore et de télévision de passer des conventions avec les territoires d'outre-mer) - **Après l'art. 2** : accepte l'amendement n° 9 de M. Daniel Millaud (non application aux territoires d'outre-mer de l'article 62 de la loi du 29 juillet 1982 relatif à la perception de la taxe dénommée redevance pour droit d'usage) - (p. 47) : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Daniel Millaud (dans les territoires d'outre-mer, approbation des cahiers des charges par les assemblées territoriales concernées) - Accepte l'amendement n° 11 de M. Daniel Millaud (recrutement de journalistes et application du code du travail) - S'oppose à l'amendement n° 12 de M. Daniel Millaud (possibilité pour les assemblées territoriales de créer un office territorial de la communication audiovisuelle disposant du droit d'émettre) - Accepte l'amendement n° 13 de M. Daniel Millaud (non application dans les territoires d'outre-mer des dispositions relatives aux déclarations souscrites en vue de la perception de la redevance) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 14 de M. Daniel Millaud (non application dans les territoires d'outre-mer du titre V de la loi du 29 juillet 1982, relatif à la diffusion des oeuvres cinématographiques, à l'exception de l'article 88) - **Art. 3** (p. 48) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Lionel Cherrier (principe général de non remise en cause par l'application de la présente loi des compétences propres à chaque territoire) - **Après l'art. 3** : son amendement n° 17 : possibilité, à titre transitoire, pour le conseil d'administration de la société nationale de programmes prévue à l'article 42 de la loi du 29 juillet 1982, de siéger et délibérer valablement jusqu'à la mise en place du conseil d'orientation prévu dans ce même article ; adopté.

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° 53 (82-83)] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° 269 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (5 mai 1983) - **Après l'art. 11** (p. 636) : accepte l'amendement n° 104 de M. Adrien Gouteyron (travaux d'adduction d'eau et d'assainissement subventionnés par la dotation globale d'équipement) - **Art. 12** (p. 637) : son amendement n° 32 : transports scolaires : services réguliers publics de transport ; compétence des autorités organisatrices à l'intérieur des périmètres de transports urbains ; transfert de ressources ; suppression de la notion de plan départemental des transports scolaires ; devenu sans objet - (p. 639) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Jacques Valade, raporteur pour avis (substitution de la notion de compétence à celle de responsabilité en matière de transports scolaires ; rétablissement de la notion de plan départemental des transports scolaires) et sur cet amendement, au sous-amendement n° 144 de MM. Charles Bosson et Jean Francou (élèves de l'enseignement public et de l'enseignement privé bénéficiant des mêmes droits en matière de transports scolaires) - (p. 640) : sur l'amendement n° 18 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les sous-amendements de M. Michel Darras, n° 192 (transports scolaires : service régulier public) et n° 193 (responsabilité à l'intérieur des périmètres de transports urbains ; convention passée entre l'autorité compétente pour l'organisation des transports urbains et le département ; procédures d'arbitrage déterminées par décret en Conseil d'Etat) - **Après l'art. 13** (p. 642) : son amendement n° 34 : réforme ultérieure de l'organisation des transports scolaires en région d'Ile-de-France ; retiré au

profit de l'amendement n° 24 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis - (p. 643) : sur l'amendement n° 24 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (dispositions de l'article 12 relatif aux transports scolaires adaptées ultérieurement à la région d'Ile-de-France), accepte le sous-amendement n° 194 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (adaptation de ces dispositions aux départements de la région d'Ile-de-France de la compétence du syndicat des transports parisiens) - (p. 644, 645) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (transfert aux régions des compétences en matière d'aérodrome), et sur cet amendement, au sous-amendement n° 132 de MM. Jacques Pelletier et Paul Robert (régions percevant sur les exploitants d'aéronefs des redevances proportionnelles à la nuisance provoquée par les avions) - (p. 645) : s'oppose à l'amendement n° 149 de M. Pierre Lacour (normes d'équipement et règles d'utilisation des aérodromes fixées par l'Etat) - **Art. 14** (p. 646) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (création, aménagement et exploitation des ports fluviaux et des canaux d'accès inclus dans les compétences régionales) - (p. 647) : son amendement n° 35 : 1° création, aménagement et exploitation des ports fluviaux et des canaux inclus dans les compétences régionales ; devenu sans objet ; 2° ports fluviaux d'intérêt national ne ressortissant plus à la compétence de l'Etat ; rejeté ; 3° aménagement et exploitation des canaux et voies navigables pouvant être concédés à des personnes publiques ; retiré - Accepte l'amendement n° 22 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (aménagement et exploitation des ports fluviaux pouvant être concédés à des personnes privées) - (p. 648) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 109 de M. Jean Ooghe (renégociation possible des contrats de concession) - **Art. 16** : son amendement n° 37 : 1° ports maritimes contigus aux ports militaires relevant de la compétence de l'Etat ; adopté ; 2° procédures d'enquêtes définies par décret en Conseil d'Etat ; rejeté - **Après l'art. 17** (p. 649) : son amendement n° 38 : perception d'un droit de port dans les ports décentralisés ; assiette de ce droit et procédure de fixation des taux ; adopté - Sur son amendement, s'oppose au sous-amendement n° 185 de M. Paul Girod, rapporteur (droits de port perçus au profit de la collectivité responsable du port) - Situation des ports corses de Bastia et d'Ajaccio évoquée par M. Paul Girod, rapporteur ; vocation nationale de ces ports - **Art. 18** : son amendement n° 39 : caractère de domanialité publique attaché aux dépendances particulières du domaine de l'Etat défini par voie réglementaire ; rejeté - (p. 650) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 179 de MM. Pierre Lacour et Jean-Marie Rausch - **Art. 21** (p. 651) : accepte l'amendement n° 23 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (financement et attribution des aides aux travaux collectifs d'aménagement destinées à la flotte de pêche côtière et aux cultures marines) - **Art. 22** : son amendement de coordination n° 41 ; adopté - **Section 2** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 180 de M. Jacques Descours Desacres (intitulé : « De l'enseignement public ») - **Avant l'art. 23** : demande le retrait de l'amendement n° 112 de M. Jean Ooghe, soutenu par Mme Hélène Luc (service public national d'éducation à gestion décentralisée) - **Art. 23** (p. 653) : s'oppose aux amendements n° 113 de M. Jean Ooghe, soutenu par Mme Hélène Luc (composition et pouvoirs des conseils d'éducation), n° 124 de M. Lucien Delmas, soutenu par M. René Regnault (création de conseils régionaux de l'éducation ; composition et attributions de ces conseils fixées par décret en Conseil d'Etat), n° 154 de MM. Roger Poudonson et Henri Le Breton (présence dans les conseils de l'éducation des parents d'élèves de l'enseignement public et privé), n° 153 de M. René Ballayer (mode de désignation des conseils de l'éducation fixé par décret) et n° 8 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (modalités de composition des conseils de l'éducation et nature de leurs attributions) - **Art. 24** (p. 656) : son amendement n° 43 : rôles respectifs des conseils municipaux, généraux, régionaux et de l'Etat en matière d'implantation des établissements scolaires ; devenu sans objet - (p. 658) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (en matière de carte scolaire, pouvoirs différenciés selon les niveaux d'enseignement concernés et la collectivité territoriale responsable).

– **Projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires** [n° 277 (82-83)] - (31 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 1238) : aménagement du tour extérieur pour élargir l'accès au corps des ministres plénipotentiaires - Accès facilité de personnalités compétentes en diplomatie multilatérale, coopération et vie associative internationale - Perspectives de carrière des agents diplomatiques et consulaires - Modification par décret des textes régissant le corps des ministres plénipotentiaires - Tour extérieur ouvert aux non fonctionnaires - Procédure identique à celle du Conseil d'Etat, de la magistrature ou du corps préfectoral - Proportion de nominations par la voie du tour extérieur - Expérience internationale des candidats - Conditions d'âge et d'ancienneté requises - Projet répondant aux exigences de la diplomatie française moderne - (p. 1239) : rôle important joué par les diplomates lors de congrès internationaux - Principe de la neutralité des agents publics - Qualités et compétences des personnes recrutées - **Art. 1** (p. 1240) : accepte l'amendement de forme n° 1 de M. Jacques Chaumont, rapporteur - S'oppose à l'amendement n° 2 de M. Jacques Chaumont rapporteur (nominations de ministres plénipotentiaires par la voie du tour extérieur prononcées après avis de la commission administrative paritaire compétente) - **Art. 2** (p. 1241) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 5 de M. Etienne Dailly (expérience internationale des candidats aux fonctions de ministres plénipotentiaires) - (p. 1242) : cas particulier du corps des fonctionnaires des affaires étrangères évoqué par M. Jacques Habert - Projet ne visant que les candidats au tour extérieur - S'oppose à l'amendement n° 3 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (suppression de l'alinéa relatif au recrutement de responsables syndicaux ou de dirigeants d'associations reconnues d'utilité publique) - (p. 1243) : accès au cadre des ministres plénipotentiaires pour certains conseillers culturels ou économiques, évoqué par M. Jacques Habert - **Art. 3** (p. 1244) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (conditions d'âge et d'ancienneté requises au tour extérieur pour l'accès aux différents grades du corps des ministres plénipotentiaires).

– **Conclusion du rapport de M. Lionnel Cherrier**, fait au nom de la commission des lois **sur la proposition de loi [n° 238 (82-83)] de M. Adolphe Chauvin** et plusieurs de ses collègues **tendant à organiser une souscription nationale en faveur de la Polynésie française** [n° 352 (82-83)] - (1er juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1293) : accepte la discussion immédiate de cette proposition de loi - (p. 1294) : cataclysme affectant l'île de Tahiti et les îles de Tuamotu - Importance des dégâts matériels - Destruction des cocoteraies et absence de solution immédiate - Interventions du Gouvernement pour faire parvenir des secours aux populations touchées - Hommage aux jeunes Français servant en Polynésie - Existence d'une solidarité entre la Métropole et les îles de Polynésie.

– **Question au Gouvernement, de M. Philippe de Bourgoing : taxe communale sur la consommation d'électricité** - (13 octobre 1983) - (p. 2298) : maintien et aménagement du régime juridique.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures** [n° 8 (83-84)] - (9 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2776) : environnement marin des Pays-Bas et importance de l'apport d'eau douce par le Rhin - (p. 2777) : conventions conclues à Bonn le 3 décembre 1976 ; convention relative à la protection du Rhin contre la pollution chimique - Mines domaniales des potasses d'Alsace ; réduction des rejets industriels français de sel ; participations financières internationales ; injection en couche profonde - Arriéré de ratifications de conventions internationales - Rejet de chlorures industriels allemands - Pollution des métaux lourds - Difficultés économiques du

Haut-Rhin ; maintien de l'activité des mines de potasses ; société d'investissement visant à développer de nouvelles activités - (p. 2778) : demande le vote de ce texte - (p. 2787, 2788) : question écrite posée en tant que député, le 9 décembre 1978, sur la ratification de la convention - Convention relative à la protection du Rhin contre la pollution chimique - Relations franco-néerlandaises.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (6 décembre 1983) - (p. 3798) : effort de développement de l'appareil productif des départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) - Crédits du Fonds d'investissement des DOM (FIDOM) ; réduction du déficit des échanges extérieurs ; contrats de plan - Caisse d'investissement des DOM (CIDOM) - (p. 3799) : agriculture ; plans de modernisation de la canne à sucre aux Antilles et à la Réunion - Crédits du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des TOM (FIDES) - Renégociation sur la convention entre l'Europe et les pays d'Afrique, Caraïbe, Pacifique (ACP) - Politique sociale et culturelle ; Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer (ANT) ; assises nationales des originaires d'outre-mer, le 16 juin 1983 ; convention de l'ANT avec l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) ; aide aux voyages - Service militaire adapté (SMA) ; implantation en Nouvelle-Calédonie - Mesures en faveur de la jeunesse - Décentralisation ; coexistence dans les DOM de l'assemblée régionale et de l'assemblée départementale sur le même territoire - (p. 3800) : transferts de compétences ; préparation d'un projet de loi - Mise en place en 1984 des statuts de large autonomie interne des TOM - Détermination des attributions entre l'Etat et le territoire de Polynésie - Nouvelle-Calédonie : table ronde de Nainville-les-Roches en juillet 1983 ; préparation d'un projet de loi ; place de la coutume - Projet de statut pour Saint-Pierre-et-Miquelon - Demande l'adoption de ce budget - (p. 3818) : projet de construction d'une piste aérienne sur les terres australes et atlantiques - (p. 3819) : nécessité de l'autosuffisance dans les DOM-TOM - Négociation entre la CEE et les pays ACP - Aide aux créations d'emplois par le Fonds européen de développement régional (FEDER) - Négociations de Bruxelles sur l'Europe - Wallis-et-Futuna ; difficulté d'assurer des liaisons aériennes - Logement : rapport demandé à M. Bertile, député - Répartition des compétences entre le département et la région - (p. 3820) : Nouvelle-Calédonie ; hypertrophie de Nouméa : voie transversale ; propos tenus en Australie par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures - Handicapés ; commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (Cotorep) ; canne à sucre en Guadeloupe ; usine de Beauport ; plan de redressement ; priorité à la replantation - Mobilisation dans le Pacifique sud contre les expériences de Mururoa ; conclusions favorables d'une mission de scientifiques australiens et néozélandais - Procès fait à la France sur la Nouvelle-Calédonie ; Forum du Pacifique - (p. 3821) : attentats en Guadeloupe et sécurité publique - Cataclysmes naturels - Difficulté des liaisons en Polynésie ; goélettes administratives ; protection civile - Extension possible du code communal en Polynésie - Immigration clandestine en Guyane - Hôpital de Saint-Laurent-du-Maroni - Nécessaire développement économique de Saint-Pierre-et-Miquelon - Enseignement du créole à la Réunion - Mayotte ; bilan des investissements réalisés par la France - (p. 3822) : Nouvelle-Calédonie - Récusation des propos tenus par M. *Dick Ukeiwé* - Projet de statut - Réunion de Nainville-les-Roches - Seconde assemblée ; collège de la coutume - Echéancier - Consultation de la population - Réforme foncière (p. 3823) : nécessité du développement agricole.

LE MONTAGNER (Louis), sénateur du Morbihan (UCDP).

Décédé le 30 janvier 1983 (2 avril 1983) (p. 2) - Eloge funèbre (13 avril 1983) (p. 198).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

– Membre suppléant de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe.

LENGAGNE (Guy), *secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, chargé de la mer* (nommé le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 25 mars 1983, p. 907].

DÉPÔTS

Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-1813 du 14 août 1945 portant réorganisation des **pêches** maritimes [n° 47 (83-84)] (4 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution** [n° 120 (82-83)] - (5 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 27) : hommage aux travaux du Sénat et à son prédécesseur, M. Louis Le Pensec - Convention internationale sur la pollution des mers dite « convention Marpol » - Prévention de la pollution par les hydrocarbures - Transport maritime - Dispositions relatives à la conception et à l'équipement des navires pétroliers : citernes ; ballasts ; opérations de lavage - Conformité aux normes internationales - Modifications apportées à la loi du 20 mai 1967 relative à la sauvegarde de la vie humaine en mer - Responsabilité ; sanctions - Dispositif de contrôle des navires dans les ports européens - (p. 30) : conventions internationales - Accord de Paris sur le dispositif de contrôle des navires dans les ports européens - Contrôle des navires étrangers - Projet de loi sur la répression de la pollution par les hydrocarbures - Convention Marpol - Convention SOLAS (*Safety of life at sea*) - Contrôle dans les ports, dans les eaux territoriales, dans les zones économiques - (p. 31) : questions posées par M. *Jacques Eberhard* relatives aux vêtements de survie et aux radio balises de localisation par satellite - Sauvetages en mer - Décret en Conseil d'Etat sur le contrôle des navires étrangers - Pavillons de complaisance - Généralisation des contrôles des navires dans les ports - **Art. 1** : accepte l'amendement rédactionnel n° 1 de M. Alphonse Arzel, rapporteur (énumération des catégories de navires exclues du champ d'application de la loi) - **Art. 2** : accepte l'amendement n° 2 de M. Alphonse Arzel, rapporteur (définition de la notion de navire) - **Art. 3** (p. 32) : accepte l'amendement n° 3 de M. Alphonse Arzel, rapporteur (précision relative à la réalisation des visites de navires dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat) -En réponse à la question de M. Paul Girod, rappelle la réglementation relative à la visite annuelle des navires de plaisance - Accepte l'amendement n° 4 de M. Alphonse Arzel, rapporteur (protection du milieu marin et référence au danger d'atteinte aux intérêts connexes définis par la convention de Bruxelles du 29 novembre 1969) - Accepte l'amendement n° 5 de M. Alphonse Arzel, rapporteur (suppression du dernier alinéa de cet article, pour coordination) - **Art. 6** (p. 33) : accepte l'amendement n° 6 de M. Alphonse Arzel, rapporteur (extension au capitaine du régime de responsabilité et de sanctions en cas d'infraction aux conventions internationales) - Accepte la réserve de cet amendement jusqu'après l'examen de l'article

7 - **Art. 7** : accepte l'amendement rédactionnel n° 8 de M. Alphonse Arzel, rapporteur - (p. 34) : accepte l'amendement n° 9 de M. Alphonse Arzel, rapporteur (limitation des sanctions applicables au capitaine en cas d'ordre reçu de l'armateur ou du propriétaire) - S'oppose à l'amendement n° 13 de M. Jacques Eberhard (responsabilité du capitaine dégagée en cas d'ordre écrit ou verbal du propriétaire ou de l'armateur de faire naviguer le navire) - Pouvoir d'appréciation du tribunal - **Art. 6** *(suite)* : accepte l'amendement n° 7, précédemment réservé, de M. Alphonse Arzel, rapporteur (référence faite au transport des marchandises dangereuses et addition de la mention des substances nuisibles) - **Art. 11** (p. 35) : accepte l'amendement n° 10 de M. Alphonse Arzel, rapporteur (extension du champ d'application de cette loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte) - **Art. 12** : accepte l'amendement de coordination n° 11 de M. Alphonse Arzel, rapporteur - **Art. 13** : accepte l'amendement rédactionnel n° 12 de M. Alphonse Arzel, rapporteur.

– **Projet de loi réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures** [n° **25 (82-83)**] - (27 avril 1983) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 26) - (p. 498) : conventions internationales : débat au Sénat du 5 avril 1983 ; convention Marpol : conception et équipement des navires ; règles de rejet des hydrocarbures : interdiction dans les zones spécialisées - Souci de clarification et d'efficacité - Droit pénal interne - Loi du 26 décembre 1964, modifiée en 1973 et 1979 ; refonte nécessaire - Cohérence avec le droit international - Navires étrangers ; zone économique ; sanctions ; pénalités à l'égard des capitaines - (p. 499) : responsabilité du capitaine et de l'armateur ; sanctions pécuniaires et circonstances atténuantes - Rejet volontaire ou accident de mer ayant entraîné un rejet - Proposition de loi de M. *Gérard Ehlers* et plusieurs de ses collègues et convergence des préoccupations : diminution des sanctions pénales applicables aux capitaines de navires ; mise en cause de la responsabilité de l'armateur en cas de délit de pollution - Dispositions du deuxième projet en examen : extension du champ d'application du droit d'intervention des autorités maritimes en cas de danger de pollution marine ; mise en demeure préalable ; cas d'un bâtiment échoué ; réquisition de personnes et de biens et référence à l'ordonnance du 6 janvier 1959 - (p. 503) : réponse aux divers intervenants : responsabilité des capitaines et des armateurs, évoquée par M. *René Regnault* - Concentration des rejets, évoquée par M. *Yves Le Cozannet*, et interdiction à proximité des côtes ; bateaux français et bateaux étrangers ; convention Marpol ; contrôles portuaires ; convention sur le droit de la mer, également évoquée par M. *Alphonse Arzel* ; zone économique exclusive et limite des 200 milles ; protection de l'environnement marin - Pouvoir d'intervention des collectivités locales : départements ou communes, et amendements du Gouvernement - **Art. 1** : accepte l'amendement n° 1 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur (définition du rejet : référence à la convention Marpol du 2 novembre 1973) - Accepte l'amendement de coordination n° 2 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur - **Art. 7** (p. 504) : accepte les amendements rédactionnels n° 3 et n° 4 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur - **Art. 9** : accepte l'amendement n° 5 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur (modification rédactionnelle relative à la citation à l'audience du propriétaire ou de l'exploitant) - **Art. 13** (p. 505) : son amendement n° 8 : possibilité d'intervention des collectivités locales devant les juridictions administratives : précision relative au domaine public maritime ; adopté - **Art. 14** : accepte l'amendement n° 7 de M. Lionel Cherrier, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (autorités compétentes dans les territoires d'outre-mer en matière de police des épaves) - **Art. 15** (p. 506) ; accepte l'amendement n° 6 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur (dispositions abrogées et référence à la présente loi dans la législation actuellement en vigueur).

– **Projet de loi modifiant l'article 16 de la loi n° 76-599 du 7 juillet 1976 relative à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et à la lutte contre la pollution marine accidentelle** [n° **26 (82-83)**] - (27 avril 1983) - **Discussion générale** : commune avec le projet de loi n° 25 réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures (p. 498, 499, 503).

– **Projet de loi relatif au régime de la saisie et complétant la liste des agents habilités à constater les infractions dans le domaine des pêches maritimes** [n° **243 (82-83)**] - (15 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1649) : Europe « bleue » - Sécurité et responsabilité des pêcheurs européens - Prévention de l'épuisement des stocks de certaines espèces - Dispositif pénal - Référence au décret du 9 janvier 1852 sur les conditions d'exercice de la pêche et à la loi du 1er mars 1888 sur l'interdiction de la pêche des étrangers - Régime de la saisie - Convention des Nations Unies sur le droit de la mer - Adaptation de la législation sur le contrôle des pratiques de pêche - Processus d'adaptation juridique de la législation des pêches maritimes françaises en fonction du droit international et des règles communautaires - **Art. 1 A** (p. 1651) : accepte les amendements de M. Marcel Daunay, rapporteur, n° 1 (applicabilité de la loi à la recherche et à la constatation des infractions à la réglementation des pêches maritimes), n° 2 rédactionnel, n° 3 (extension du champ d'application de la loi aux règlements communautaires) et n° 4 de forme - **Art. 1** (p. 1652) : accepte l'amendement n° 5 de M. Marcel Daunay, rapporteur (sanction des infractions à la réglementation de la pêche sous-marine et extension de la possibilité de saisie au matériel de pêche sous-marine) - **Art. 1** *bis* : accepte l'amendement n° 6 de M. Marcel Daunay rapporteur (durée d'immobilisation du navire en cas de saisie) - **Art. 2** *bis* (p. 1653) : accepte l'amendement n° 7 de M. Marcel Daunay, rapporteur (pouvoirs d'investigation de l'administration le jour) - Accepte l'amendement n° 8 du même auteur (limitation des pouvoirs d'investigation de l'administration la nuit) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 13 : possibilité de recherches sur les navires ou embarcations de nuit comme de jour ; adopté - **Art. 2** *quater* : accepte l'amendement n° 9 de M. Marcel Daunay, rapporteur (énumération des biens susceptibles d'être utilisés à des fins de pêche et en particulier des équipements destinés à la pêche ou à la plongée sous-marines) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 14 : substitution des mots « des équipements utilisés en plongée et en pêche sous-marines » à « des équipements destinés à la pêche ou à la plongée sous-marines » ; adopté - **Art. 2** *quinquies* (p. 1654) : accepte l'amendement n° 10 de M. Marcel Daunay, rapporteur (substitution des mots « pour la recherche et la constatation » à « pour la répression » ; énumération de tous les biens susceptibles d'être saisis ou appréhendés) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 15 : substitution des mots « des équipements utilisés en plongée et en pêche sous-marines » à « des équipements destinés à la pêche ou à la plongée sous-marines » ; adopté - **Art. 3** : accepte l'amendement de forme n° 11 de M. Marcel Daunay, rapporteur - **Art. 4** *bis* (p. 1655) : accepte l'amendement n° 12 de M. Marcel Daunay, rapporteur (exécution par les armateurs ou les patrons de navires saisis des obligations des contrats d'engagement des équipages en matière de rémunération lorsque la responsabilité des équipages n'est pas engagée dans la commission de l'infraction à l'origine de la mesure de saisie ou de la peine de confiscation) - **Sur l'ensemble** : inutilité de la référence à la loi du 31 décembre 1970 - Sort des pensionnés de la marine se livrant à une pêche saisonnière.

– **Projet de loi relatif aux mesures pouvant être prises en cas d'atteinte aux intérêts maritimes et commerciaux de la France** [n° **248 (82-83)**] - (9 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2789) : situation financière des armements maritimes - Pratiques unilatérales de nombreux états - Convention des Nations Unies portant code de conduite des conférences maritimes - Difficultés d'application de l'article 20 du code des douanes - Texte en projet ! sanctions ; prélèvement financier sur les transporteurs ressortissants de l'Etat visé ou sur leurs cargaisons - Traité de Rome - Concertation entre Etats européens ; décision du Conseil des ministres de la Communauté adoptée le 7 juin 1983 -

Demande d'adoption du projet de loi - (p. 2790) : pavillons de complaisance - (p. 2791) : difficulté de distinguer, du point de vue de la sanction, les marchandises d'origine française évoquées par M. *René Regnault* - **Art. 2** (p. 2791) : accepte le 1° (modification rédactionelle) et s'oppose au 2° (mention du caractère destabilisateur du trafic des pratiques concernées) de l'amendement n° 1 de M. Josselin de Rohan, rapporteur.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Mer - (25 novembre 1983) - (p. 3322) : défense de l'emploi et sauvegarde des acquis industriels et sociaux - Maintien des aides destinées à assurer l'équilibre d'exploitation des entreprises de pêche maritime - Aide à la construction navale - Régime social : effort en faveur des marins retraités - Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) - (p. 3323) : plan de titularisation des agents auxiliaires et contractuels du département ministériel de la mer - Modernisation de l'outil informatique - Crédits de la formation professionnelle - Crédits d'investissements destinés à la signalisation maritime ; aide majeure à la navigation d'Ouessant - Recherche dans le domaine maritime - Rôle des entreprises maritimes pour le rétablissement des équilibres extérieurs - Plan de consolidation de la flotte de commerce - Crédits des ports autonomes - Participation de l'Etat au financement des équipements de la desserte maritime de la plate-forme d'Usinor à Dunkerque - Réduction du déficit extérieur des produits de la mer ; plan pluriannuel pêche - Demande le vote de ce budget - (p. 3337) : crise internationale - ENIM - (p. 3338) : flottille de surveillance - Aide au gazole destiné à la pêche - Société nationale de sauvetage en mer (SNSM) - Répartition des crédits entre les ports ; intervention du Fonds spécial de grands travaux - Absence de politique commerciale dynamique - Baisse du trafic ; conséquences de la baisse volontaire des importations de pétrole - Gains de productivité dans la manutention ; évolution de la profession de docker - Ports français et transport par conteneurs - Cas de Dunkerque évoqué par MM. *Claude Prouvoyeur* et *Gérard Ehlers* - Récusation de l'impact des crises sociales sur la fiabilité des ports - (p. 3339) : dispersion des ports évoquée par M. *Frédéric Wirth* - Démocratisation des conseils d'administration des ports autonomes évoquée par M. *René Regnault* - Problème du port de Dieppe abordé par M. *Charles Ferrant* - En réponse à M. *Pierre Matraja*, poursuite de la modernisation des installations du port de Marseille ; bassin de la Pinède - Surcapacité de la flotte mondiale et dépression des taux de fret ; déclin de la flotte marchande britannique - Chute de la construction navale ; situation dramatique de l'emploi européen - Aide prévue dans le collectif budgétaire - Problème des commandes - (p. 3340) : concurrence des chantiers coréens et yougoslaves ; volonté du Gouvernement de conserver l'outil des chantiers français - Demande de politique commerciale dynamique - Commandes publiques aux petits chantiers - Exportation des voitures Renault ; difficulté d'exporter sous pavillon français ; exemple récent d'échanges avec l'Indonésie - Déficit de la Compagnie générale maritime ; endettement ; effort de renouvellement des cadres - (p. 3341) : pensions de réversion des veuves - Aléas du marché de la pêche soulignés par M. *Jean Colin* ; accès aux eaux européennes ; exemple du lieu noir ; manque d'attrait du poisson courant pour le consommateur français - Iles Kerguelen - Salubrité des coquillages importés évoquée par M. *Yves Le Cozannet* – Aide aux cultures marines ; Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture - Rapport Dufour - Augmentation des crédits de la formation professionnelle - Projet de loi sur le littoral - En réponse à M. *Josselin de Rohan*, transfert aux régions de tous les crédits attribués par l'Etat à la pêche côtière - (p. 3342) : volonté du Gouvernement dans le contexte de rigueur.

– Question au Gouvernement de M. Stéphane Bonduel : personnel de l'Institut scientifique et technique des pêches - (15 décembre 1983) - (p. 4259) : examen par le Conseil d'Etat du projet de décret de création et d'organisation de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) - Fusion de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (ISTPM) et du Centre national d'exploitation des océans (CNEXO) - Budget d'IFREMER - Intégration des personnels de l'ISTPM dans la structure IFREMER.

LENGLET (Charles-Edmond), sénateur de la Somme (rattaché administrativement au groupe GD).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles [n° 190 (82-83)] - (18 mai 1983) - **Art. 4 :** *Art. 402 du code rural* (p. 908) : son amendement n° 78 identique aux amendements n° 1 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Philippe de Bourgoing, et n° 105 de M. Marcel Daunay : cas des étangs clos de façon permanente, s'écoulant de façon occasionnelle ; devenu sans objet - *Art. 407* (p. 914) : sur l'amendement n° 20 de M. Michel Chauty, rapporteur (autorisation préalable pour effectuer les travaux de nature à détruire les frayères), se déclare opposé au sous-amendement n° 108 de M. Marcel Daunay, soutenu par M. Jean Colin (absence d'autorisation préalable pour les travaux courants de curage obligatoires) - *Art. 410* (p. 916) : son amendement n° 79 déposé avec M. Max Lejeune : fixation du débit minimum par les administrations locales ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (26 mai 1983) - **Art. 4 :** *Art. 423 du code rural (suite)* (p. 1133) : son amendement n° 81, soutenu par M. Jacques Pelletier : mesures d'office à l'encontre d'une personne morale comme d'une personne physique ; retiré après rectification de l'amendement n° 41 - *Art. 429* (p. 1161) : son amendement n° 82, déposé avec M. Paul Robert qui le soutient : cours d'eau non domaniaux ; retiré.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 18** (p. 3189) : son amendement n° 28 : suppression du troisième paragraphe de cet article relatif à la réduction de l'exonération partielle accordée au titre de certaines parts de groupements fonciers agricoles ou de biens ruraux donnés à bail à long terme ; adopté - Abaissement de l'exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit pénalisant gravement le patrimoine foncier - Création des baux à long terme par une loi de 1970 - Groupements fonciers agricoles (GFA) permettant de drainer des capitaux vers l'agriculture - Mesure proposée supprimant ces incitations - (p. 3193) : son amendement n° 127 : suppression du 2 du paragraphe VI de cet article relatif aux groupements fonciers agricoles, aux biens loués par bail rural à long terme et à l'imposition sur les grandes fortunes ; retiré - Dispositions risquant de décourager les investissements dans le foncier - Suppression d'avantages fiscaux accordés aux propriétaires qui consentaient des baux à long terme - Retour en arrière en matière de politique de structures agricoles - Dispositions votées par l'Assemblée nationale pour des raisons idéologiques - Souhait du maintien des dispositions existantes - **Art. 20** (p. 3205) : assurances mutuelles agricoles exonérées de la

taxe par la loi du 4 juillet 1900 - Fiscalisation des mutuelles portant atteinte au caractère spécifique des mutuelles d'assurances agricoles - Propose la suppression du paragraphe II de cet article - (p. 3211) : soutient l'amendement n° 10 de M. Jacques Pelletier (suppression du paragraphe II de cet article relatif à la normalisation des taux applicables aux contrats souscrits auprès des sociétés et caisses d'assurances mutuelles agricoles) - (p. 3212) : se déclare favorable à l'amendement n° 16 de M. Louis de la Forest (nouvelle rédaction du paragraphe II de cet article relatif aux contrats souscrits auprès des caisses d'assurances mutuelles agricoles et à la mise en oeuvre sur trois ans des nouvelles dispositions).

Deuxième partie :

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3593) : diminution du rôle joué par le ministère de l'agriculture - Institut national de la recherche agronomique (INRA) - Industries agro-alimentaires - Emploi - Fonds forestier national - Adductions d'eau - Comptes pour le développement industriel (CODEVI) - Crédit agricole - Encadrement du crédit - Protection sociale - Indemnité viagère de départ (IVD) - Indemnité annuelle de départ (IAD) - Fiscalité agricole - Groupements fonciers agricoles (GFA) - Commerce extérieur - (p. 3594) : calamités naturelles - Coûts de production - Prix des produits - Franc vert et montants compensatoires monétaires (MCM) - Sommet d'Athènes - Installation des jeunes agriculteurs - Avenir de la nation.

LE PORS (Anicet), *secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives* (nommé le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 25 mars 1983, p. 907].

DÉPÔTS

Projet de loi relatif aux candidats admis au deuxième concours interne d'entrée à l'Ecole nationale d'administration (session 1980) [n° **268 (82-83)**] (22 avril 1983) - **Fonctionnaires et agents publics.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **318** de M. Pierre-Christian Taittinger : **affaires étrangères (ministère des)** (situation des attachés d'administration centrale et des secrétaires adjoints des affaires étrangères) (14 octobre 1983) (p. 2318, 2319).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non-titulaires occupant de tels emplois** [n° **148 (82-83)**] - (12 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 167) : champ d'application du statut général des fonctionnaires - Augmentation des personnels contractuels, auxiliaires, vacataires - Loi du 3 avril 1950 portant autorisation de transformation d'emplois et réforme de l'auxiliariat - Fonction publique communale : recrutement des non titulaires interdit - Circulaire du 7 août 1981 : maintien en fonction des non titulaires - Rapport de M. Francis Hamon - Conditions d'élaboration du présent texte - Examen prochain de textes relatifs aux non titulaires des collectivités territoriales - (p. 168) : possibilité de recrutement exceptionnel de non titulaires : emplois saisonniers, missions pour lesquelles il n'existe pas de corps de fonctionnaires - Etablissement de listes complémentaires permettant de pourvoir aux emplois vacants - Sort des personnels non titulaires concernés par le projet : exclusion de certains établissements publics - Ancienneté prise en compte pour l'intégration dans le corps d'accueil - Rémunération des agents titularisés - Plafonnement de la garantie de maintien de la rémunération - Validation des années de service prises en compte pour la retraite - Modalités de titularisation - (p. 169) : réforme de la fonction publique basée sur la concertation - Respect de l'équilibre entre le législatif et le réglementaire - Procédure de l'intégration directe - Changements d'affectation - Dépôt de trois projets de loi portant statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales - Statistiques sur les récents recrutements de non titulaires - Remerciements à la commission des lois et à son rapporteur, M. *Daniel Hoeffel* - (p. 174) : objectifs du projet : efficacité administrative, contribution de la fonction publique à la lutte contre le chômage, réduction du temps de travail, sécurité et qualification - Prochaine gestion prévisionnelle des effectifs de fonctionnaires - (p. 175) : importance des effectifs à titulariser - Respect des intérêts des fonctionnaires - Conséquences budgétaires - Nouvelle organisation des services - Large concertation avec les organisations syndicales de fonctionnaires pour l'élaboration de ce projet - Cas des administrations ou services à caractère industriel ou commercial (arsenaux, centres hospitaliers universitaires (CHU), aviation civile, PTT) - Exclusion de certains établissements publics à caractère administratif et de certaines institutions (services du médiateur, commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), commission des opérations de bourse (COB) - Pertes de cotisations pour la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS) et l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques (IRCANTEC) - Régime des retraites de l'Etat bénéficiaire de l'opération - (p. 176) : modalités d'intégration : intégration directe ou examen probatoire - Prise en compte des congés de maladie dans l'ancienneté requise pour la titularisation - Problème des mutations - Examen prochain d'un texte relatif à la titularisation des personnels des collectivités territoriales - Délai de réalisation des titularisations - Calcul de l'indemnité compensatrice évoquée par M. *Jacques Eberhard* - Plafonnement de la garantie de maintien de la rémunération - Validation des services antérieurs pour le calcul de la retraite - Situation des non titulaires âgés évoquée par M. *Louis Perrein* - **Art. 1** (p. 177) : personnels des agences de bassin inclus dans le champ de la titularisation - Regrette la comparaison faite par M. Pierre Lacour entre l'état de fonctionnaire et la compétence - S'oppose à l'amendement n° 19 de M. Pierre Vallon (titularisation des membres de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) - (p. 178) : accepte l'amendement n° 1 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (remplacement des fonctionnaires) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 2 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur et l'amendement de coordination n° 3 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur - **Art. 2** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 26 de MM. Stéphane Bonduel et Jean Béranger (précisions relatives au recrutement de contractuels) - S'oppose à l'amendement n° 42 de M. Yves Le Cozannet (recrutement de contractuels : suppression de la durée maximale de six ans) - (p. 179) : s'oppose à l'amendement n° 27 de MM. Stéphane Bonduel et Jean Béranger (remplacement par des fonctionnaires des contractuels quittant leur poste après un délai de six ans) - **Art. 4** : accepte l'amendement rédactionnel n° 4 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur - (p. 180) : sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 23 de M. Jacques Eberhard (conditions générales de rémunération fixées par décret pour les nouveaux contractuels) - Pour les amendements identiques n° 32 de MM. Charles de Cuttoli et Jean Chérioux, et n° 43 de M. Yves Le Cozannet (décret appliquant aux non titulaires des règles de protection sociale équivalentes à celles des fonctionnaires ; délai de publication de ce décret) ; oppose l'irrecevabilité aux termes de l'article 37 de la Constitution, puis accepte la réserve de ces amendements - **Après l'art. 5** (p. 181) : s'oppose à

l'amendement n° 20 de M. Pierre Lacour (fonctionnaires mis à la disposition d'organismes à caractère associatif assurant des missions d'intérêt général et placés sous l'autorité directe du président des-dits organismes) - Détachement possible des fonctionnaires - Mise à disposition examinée dans le futur projet de statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales - Offices de la chasse et de la pêche évoqués par M. Roland du Luart - (p. 182) : application de la présente loi à ces offices - Titularisation possible mais non autoritaire et immédiate des gardes-chasse - **Art. 6** : accepte l'amendement n° 6 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (conditions de titularisation des agents non titulaires à la date de la publication de la présente loi) - (p. 183) : accepte l'amendement n° 13 de M. Charles de Cuttoli (titularisation des agents non titulaires en service à l'étranger et bénéficiant d'un congé) - S'oppose à l'amendement n° 44 de M. Yves Le Cozannet (réduction de la durée du stage pour les candidats à la titularisation) - Demande le retrait de l'amendement n° 28 de MM. Stéphane Bonduel et Jean Béranger (situation des contractuels n'ayant pas l'ancienneté requise pour prétendre à une titularisation) - (p. 184) : titularisation des personnes handicapées évoquée par M. Daniel Hoeffel, rapporteur - **Art. 7** (p. 185) : son amendement n° 55 : situation de certains coopérants en service à l'étranger et prise en compte de la spécificité de leurs activités ; adopté après modification par le sous-amendement n° 60 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (titularisation des enseignants des écoles françaises de l'étranger) - **Art. 4** *(suite)* (p. 186) : s'oppose aux amendements identiques précédemment réservés n° 32 de MM. Charles de Cuttoli et Jean Chérioux et n° 43 de M. Yves Le Cozannet (application aux non titulaires des règles de protection sociale équivalentes à celles dont bénéficient les fonctionnaires) - **Après l'art. 7** : son amendement n° 59 : possibilité de titularisation pour les agents non titulaires de recrutement local des services diplomatiques, consulaires et culturels français à l'étranger ; adopté - **Art. 8** (p. 187) : accepte l'amendement rédactionnel n° 10 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur - S'oppose à l'amendement n° 46 de M. Yves Le Cozannet (appréciation de la durée du service sur la totalité de la carrière des non titulaires) - **Art. 8** *bis* : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (suppression de cet article relatif au recrutement d'enseignants associés ou invités dans les établissements d'enseignement supérieur) - **Après l'art. 8** *bis* (p. 188) : son amendement n° 56 : possibilité de titularisation des vacataires de l'enseignement supérieur dans le cadre de la création de nouveaux postes budgétaires ; adopté - **Art. 9** : s'oppose aux amendements n° 47 de M. Yves Le Cozannet (accès direct des agents non titulaires aux grades des fonctionnaires) et n° 29 de MM. Stéphane Bonduel et Jean Béranger (examen professionnel exigé seulement pour les non titulaires ayant une ancienneté insuffisante) - (p. 189) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Charles de Cuttoli (modalités de titularisation des agents non titulaires qui servent en coopération) - S'oppose à l'amendement n° 30 de MM. Stéphane Bonduel et Jean Béranger (nouvelle composition de la commission administrative paritaire du corps d'accueil ; création d'une commission spéciale pour les corps créés) - **Art. 10** : son amendement n° 57 : lors de l'intégration dans les corps d'accueil, primauté du niveau et de la nature des emplois occupés par les agents non titulaires sur les fonctions exercées ; rejeté - (p. 190) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Charles de Cuttoli (services accomplis en coopération assimilés à des services effectifs accomplis dans le corps d'accueil) - **Art. 11** : s'oppose aux amendements identiques n° 36 de MM. Charles de Cuttoli et Jean Chérioux, et n° 49 de M. Yves Le Cozannet (garantie d'emploi pour les non titulaires en place ayant refusé des propositions d'intégration) - Situation des agents non titularisés à l'issu de l'expiration du délai d'option, évoquée par M. Franck Sérusclat - Demande le retrait de l'amendement n° 18 de M. Charles de Cuttoli (cas des coopérants en instance de titularisation) - **Art. 12** (p. 191) : s'oppose à l'amendement n° 37 de MM. Charles de Cuttoli et Jean Chérioux (agents titularisés sur place, dans l'intérêt du service) - **Art. 13** : demande le retrait de l'amendement n° 51 de M. Yves Le Cozannet (ancienneté prise en compte pour la nouvelle affectation des titulaires) - (p. 192) : demande le retrait de l'amendement n° 24 de M. Jacques Eberhard (prise en compte minimum de la moitié des services rendus en qualité d'agent non titulaire) - **Art. 16** : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 40 de MM. Charles de Cuttoli et Jean Chérioux (rémunération perçue par les agents titularisés ; calcul de l'indemnité compensatrice) - **Art. 17** (p. 193) : oppose les articles 37 et 41 de la Constitution aux amendements identiques n° 41 de MM. Charles de Cuttoli et Jean Chérioux, et n° 54 de M. Yves Le Cozannet (conditions de rachat des cotisations du régime des pensions civiles de l'Etat) - **Après l'art. 17** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 12 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (décrets prévus par le projet pris dans l'année qui suit la publication de la loi) - **Art. 18** : son amendement n° 58 : rétablissement de cet article relatif aux dispositions particulières concernant la titularisation des auxiliaires d'enseignement, d'éducation et d'orientation ; rejeté - **Vote sur l'ensemble** (p. 194) : large concertation avec les organisations représentées au Conseil supérieur de la fonction publique - Rapport annuel sur la fonction publique en 1982 adressé à M. Adolphe Chauvin - Projet répondant aux espérances des non titulaires de la fonction publique - Respect des droits des titulaires - Volonté d'action et d'intervention des fonctionnaires face à la crise de la société française - Solidarité nationale - Intérêt du service public - Remerciements aux membres de la Haute Assemblée pour la qualité du débat.

– Projet de loi relatif aux candidats admis au deuxième concours interne d'entrée à l'Ecole nationale d'administration [n° 268 (82-83)] - (3 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 546, 547) : recours devant le Conseil d'Etat et annulation des arrêtés du 7 octobre 1980 et du 7 janvier 1981 - Besoins de l'administration et nécessaire reconnaissance aux élèves en cours de scolarité de la qualité d'élèves de l'Ecole normale d'administration (ENA) - **Après l'art. unique** (p. 548) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (absence de prise en compte de l'inscription au second concours interne de la session de 1980 des candidats non reçus dans le décompte du nombre maximum de concours d'accès).

– Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois - *Deuxième lecture* **[n° 291 (82-83)]** - (24 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 1023) : dialogue entre les deux assemblées - Cas des agents des institutions *sui generis* : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), Commission des opérations de bourse (COB), Haute Autorité de l'audiovisuel, services du médiateur - Non titulaires en fonction à l'étranger - Situation des gardes-chasse et des gardes-pêche - Examen prochain du statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales - **Art. 1** (p. 1024) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Louis Virapoullé (situation des agents des institutions *sui generis*) - **Art. 4** (p. 1025) : son amendement n° 4 : régimes d'assurance maladie et d'assurance vieillesse des fonctionnaires nouvellement titularisés différents de ceux des agents titulaires ; adopté - **Art. 7** (p. 1027, 1028) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 2 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (titularisation possible des enseignants des écoles françaises de l'étranger) - **Art. 10** *bis* : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (suppression de cet article relatif aux dérogations, conditions et modalités d'accès aux corps d'accueil de certains personnels enseignants).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire **[n° 340 (82-83)]** - (1er juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1255, 1256) : titularisation possible pour de nombreux agents publics - Texte élaboré à l'unanimité par la

commission *mixte* paritaire (CMP) - Esprit d'ouverture du Gouvernement - Occupation des emplois publics par les fonctionnaires - Textes réglementaires nécessaires pour l'application de cette loi - Textes généraux élaborés par le secrétariat d'Etat à la fonction publique et ministres de tutelle responsables de l'élaboration des décrets par ministère - Souhait d'une approbation par le Sénat du texte de ce projet de loi.

– **Projet de loi, portant droits et obligations des fonctionnaires** [n° 301 (82-83)] - (1er juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1256, 1257) : vote unanime du Sénat sur le projet de loi relatif à la titularisation - Projet de loi, premier d'un ensemble de trois textes constitutifs du futur statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales - Lutte contre la bureaucratie et réforme de l'administration en vue d'améliorer son efficacité sociale - Rapport sur la fonction publique publié par la *Documentation française* et analyse sur la place économique et sociale de la fonction publique dans la nation - Fonction publique, premier employeur de France - Répartition des effectifs par ministère - Importance des diplômes dans l'administration - Diminution du poids relatif des dépenses induites par la fonction publique dans le budget général - Qualité du service public - Souci d'une meilleure information du public - (p. 1258) : efficacité du service public - Nécessité d'un effort de rationalisation des structures administratives pour les adapter en permanence à leur mission - Nécessité d'une meilleure maîtrise du développement technologique - Promotion de la nouvelle citoyenneté dans les services publics - Possibilité d'intervention des fonctionnaires dans la gestion des services publics, au sein des comités techniques paritaires - Programme de réformes administratives examiné par le Gouvernement le 16 février dernier : charte des relations entre l'administration et les usagers ; développement de l'informatique administrative ; actions pilotes dites « administration à votre service » ; simplifications administratives ; décisions de déconcentration et de décentralisation administrative découlant de la mise en œuvre de la loi du 2 mars 1982 ; rationalisation des structures et des choix de l'administration ; bilan des réformes administratives - Nécessité de la mise en place d'une politique de gestion prévisionnelle des effectifs - (p. 1259) : créations d'emplois publics conformément aux engagements du Président de la République - Besoins collectifs croissants nécessitant un appel accru au service public - Construction des bases d'une gestion prévisionnelle grâce à l'élaboration d'un modèle macro-économique baptisé « Cheops » - Gouvernement attentif à la mise en œuvre d'une réelle politique de l'emploi - Projet de statut général fondé sur les grands principes démocratiques et républicains traditionnels de la fonction publique française - Recherche de l'égalité sociale - Statut admettant une spécification des concours de l'Ecole nationale d'administration (ENA) - Poursuite de l'égalité par le haut - Principe d'indépendance du fonctionnaire vis-à-vis du pouvoir politique - Mise en œuvre de la politique définie par le Gouvernement, par l'administration - Principe de la neutralité du service public - Règle de l'occupation par les fonctionnaires de tous les emplois civils permanents à temps complet des administrations de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics qui en dépendent - Suppression de toute discrimination sexiste dans la fonction publique - Insertion des personnes handicapées - (p. 1260) : architecture équilibrée du statut général respectueuse de l'unité de la fonction publique française et du respect des spécificités fonctionnelles et géographiques - Dispositions statutaires du titre 1 et du titre 2 s'appliquant aux fonctionnaires de l'Etat et dispositions statutaires des titres 1 et 3 s'appliquant aux fonctionnaires des collectivités territoriales - Projet de statut résultat d'un travail collectif - Concertation avec les organisations syndicales et les associations d'élus - Nécessité d'un large consensus politique pour garantir la pérennité des réformes - (p. 1267) : accord dans l'analyse de base - Intérêt d'un développement de la transparence en matière de fonction publique - Développement de « l'interministérialité » - Réforme de l'accès à l'ENA - Absence de politisation de la fonction publique - (p. 1268) : nouveaux droits : formation permanente, participation des fonctionnaires à l'action sociale, de culture et de loisirs - Mobilité érigée en garantie fondamentale - Droit de grève, liberté d'opinion, droit syndical, explicités dans le texte même du statut - Absence de subordination des obligations aux droits - Obligation d'information du public et obligation de formation pour les fonctionnaires - Risque de confusion entre le devoir d'information et les problèmes de secret et de discrétion professionnels - Absence de désaffection du Gouvernement vis-à-vis de la notation, en réponse à M. *Jean-François Le Grand* - Principe de l'obéissance hiérarchique figurant à l'article 26 - Maintien du caractère jurisprudentiel de l'obligation de réserve - Célébration l'année prochaine du centenaire de la reconnaissance du droit syndical en France - Application des grands principes démocratiques : égalité, indépendance, citoyenneté, efficacité, qualité, neutralité, à l'ensemble des agents publics - (p. 1269) : nécessité d'une grille commune pour mettre en évidence les différences - Organisation de la mobilité, garantie fondamentale - Création de centres de gestion permettant le reclassement dans tout le ressort géographique du centre - Existence de spécificités de l'administration française - Problème de la relation dialectique entre le statut général et les statuts particuliers - Existence de statuts dérogatoires au statut général - Choix de la fonction publique de carrière moins vulnérable à la politisation - Importance des agents non titulaires - Fonctionnaires citoyens à part entière - Réforme des conditions d'accès et de fonctionnement de l'ENA et création d'une troisième voie - (p. 1270) : faiblesse des dispositions législatives favorables à la fonction publique : loi sur les retraites de 1853 ; loi sur la communication des dossiers aux fonctionnaires menacés de sanctions disciplinaires de 1905 ; loi de 1913 sur les modalités de détachement - Lente montée des droits et de la responsabilité des fonctionnaires - Reconnaissance du droit syndical par voie de circulaire en 1924 ; loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires - Essentiel des dispositions de la loi de 1946 retenu par l'ordonnance du 4 février 1959 - **Art. 1** (p. 1272) : s'oppose aux amendements de M. Daniel Hoeffel, rapporteur, n° 1 (définition du fonctionnaire) et n° 2 (exclusion des établissements hospitaliers du champ d'application de la loi) - **Art. 3** (p. 1273) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Pierre Schiélé (situation du fonctionnaire vis-à-vis de la collectivité) - **Art. 4** (p. 1274) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (bonne moralité nécessaire pour avoir la qualité de fonctionnaire) - Son amendement n° 42, identique à l'amendement n° 33 de Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin : fixation par le juge des incompatibilités pour avoir la qualité de fonctionnaire pour les personnes jouissant des droits civiques mais ayant subi une condamnation portée au bulletin n° 2 du casier judiciaire ; rejeté - **Art. 5** (p. 1275) : s'oppose aux amendements de M. Daniel Hoeffel, rapporteur, n° 4 (liberté d'opinion s'exerçant dans le respect de l'obligation de réserve et de discrétion professionnelle) et n° 5 (recrutements distincts effectués pour certains corps dont la liste est établie par décret en Conseil d'Etat) - **Art. 6** (p. 1276) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 24 de M. Charles de Cuttoli (sur la liberté d'expression des fonctionnaires candidats à un mandat électif, inclusion dans la liste des organismes, du Conseil supérieur des Français de l'étranger) - S'oppose à l'amendement n° 6 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (non affectation de la carrière des fonctionnaires du seul fait des fautes ou opinions émises par les intéressés) - **Art. 7** (p. 1277) : accepte l'amendement n° 34 de Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin (possibilité pour les organisations syndicales d'ester devant toute juridiction compétente) - S'oppose à l'amendement n° 7 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (limitation du pouvoir de négociation des organisations syndicales à l'évolution des rémunérations et du pouvoir d'achat) - (p. 1278) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (obligation pour les organisations syndicales de déposer leurs statuts et la liste de leurs administrateurs auprès des autorités hiérarchiques) - **Après l'art. 7** : sur l'amendement

n° 9 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (participation du fonctionnaire par l'intermédiaire des organismes paritaires), son sous-amendement n° 43 : participation des fonctionnaires par l'intermédiaire des organismes : rejeté - **Art. 8** (p. 1280) : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (droit de grève devant s'exercer compte tenu des exigences spécifiques du service public) - **Art. 8** *bis* (p. 1281) : accepte l'amendement de suppression pour coordination n° 11 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur - **Avant l'art. 9** : accepte l'amendement n° 12 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (nouvel intitulé du chapitre III : « Chapitre III - Des carrières ») - **Art. 9** : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Pierre Schiélé (grade distinct de l'emploi et de la fonction) - (p. 1282) : s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (suppression du quatrième alinéa de cet article relatif à l'affectation obligatoire du fonctionnaire dans un nouvel emploi en cas de suppression d'emploi) - **Art. 11** (p. 1284) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (distinction entre les corps relevant de la fonction publique d'Etat et ceux relevant de la fonction publique territoriale ; gestion des corps pouvant être déconcentrée ou décentralisée) et, sur cet amendement, au sous-amendement n° 49 de M. Pierre Schiélé (gestion des corps de fonctionnaires pouvant être déconcentrée ou décentralisée) - **Art. 12** (p. 1287) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Marcel Rudloff, soutenu par M. Yves Le Cozannet (nouvelle rédaction de cet article relatif à la mobilité des fonctionnaires) et aux amendements de M. Pierre Schiélé n° 28 (1° mobilité garantie fondamentale accordée aux fonctionnaires ; 2° passages égaux d'une fonction à l'autre et pour des emplois requérant un même niveau de recrutement) et n° 29 (consultation des organismes paritaires) - **Après l'art. 12** : s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Pierre Schiélé (création d'une commission mixte paritaire comprenant des représentants de la fonction publique d'Etat et de la fonction publique territoriale) - **Art. 12** *bis* : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (suppression de la référence à une grille commune à la fonction publique d'Etat et à la fonction publique territoriale) - (p. 1288) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (substitution au mot « comparables » du mot « équivalents ») - **Avant l'art. 13** : accepte l'amendement de suppression pour coordination n° 17 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur - **Art. 13** : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Pierre Schiélé (recrutement des fonctionnaires par concours dans les emplois de début, sauf dérogation prévue par la loi) - **Art. 16** : son amendement n° 44 : communication aux fonctionnaires des notes et appréciations générales exprimant leur valeur professionnelle ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 18 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (notation des fonctionnaires annuelle et appartenant au chef de service) - **Art. 17** (p. 1289) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (décisions de sanctions disciplinaires versées au dossier individuel) - **Art. 18** : accepte les amendements identiques n° 20 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur et n° 36 de Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin (pouvoir disciplinaire appartenant à l'autorité investie du pouvoir disciplinaire) - **Art. 23.** (p. 1290) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Jacques Eberhard (conditions de travail assurées aux fonctionnaires durant leur travail) - **Avant l'art. 24** : son amendement de coordination n° 45 ; adopté - **Après l'art. 24** : son amendement n° 46 : obligation de secret et de discrétion professionnels ; adopté - **Art. 25** (p. 1291) : son amendement n° 47 : obligation pour le fonctionnaire de satisfaire aux demandes d'information du public ; adopté ; sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 21 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (obligation pour le fonctionnaire de satisfaire aux demandes d'information du public sous le contrôle du chef de service) - **Art. 26** : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (précisions relatives au contenu du principe de responsabilité dans l'administration) - **Art. 28** : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (maintien des dispositions du statut de 1959 relatives à la rémunération du fonctionnaire en cas de suspension) - **Art. 1 A** *(suite)* (p. 1292) : accepte l'amendement de coordination n° 48, précédemment réservé, de M. Daniel Hoeffel, rapporteur.

Deuxième lecture [n° **415 (82-83)**] - (27 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2012) : cohérence du projet - Pouvoir hiérarchique - Concertation - Principes démocratiques républicains fondamentaux - Statut général des fonctionnaires - Egalité d'accès aux emplois publics et grille de rémunération - Indépendance du fonctionnaire et garantie d'emploi - Citoyenneté et droit de grève - Neutralité et carrière - Efficacité et maintien de l'emploi - **Art. 1** (p. 2013) : définition des fonctionnaires et précisions sur les futures dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, en réponse à M. Daniel Hoeffel, rapporteur - S'oppose aux amendements de M. Daniel Hoeffel, rapporteur, n° 1 (définition des fonctionnaires) et n° 2 (respect de la spécificité de chacune des parties de la fonction publique) - **Art. 3** (p. 2014) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (prééminence des obligations du fonctionnaire) - **Art. 4** : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (rétablissement de la condition de bonne moralité) - **Art. 5** : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (exercice de la liberté d'opinion dans le respect de l'obligation de réserve et de l'obligation de discrétion professionnelle) - (p. 2015) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (précision sur les exceptions au principe de l'égalité de recrutement entre les hommes et les femmes) - **Art. 6** : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 7 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur - **Art. 7** : accepte l'amendement n° 8 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (organisations syndicales régies par le livre IV du code du travail) -S'oppose à l'amendement n° 9 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (suppression de la compétence des organisations syndicales en matière de négociation sur l'organisation et les conditions du travail) - **Art. 8** : intervient sur cet article relatif au droit de grève - Loi du 19 octobre 1982 relative aux retenues pour absence de service fait - Règles d'indivisibilité - Barèmes - Préavis - (p. 2016) : obligation de service public et respect du droit de grève - Interprétation des textes - S'oppose à l'amendement n° 10 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (droit de grève des fonctionnaires et rappel du principe de continuité du service public) - **Art. 9** : intervient sur les notions de grade, d'emploi et de fonction - Statut général des fonctionnaires de 1946 et 1959 - Séparation du grade et de l'emploi - Situation des agents communaux - (p. 2017) : garantie en cas de suppression d'emploi - S'oppose à l'amendement n° 11 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (suppression du dernier alinéa relatif à la garantie d'une nouvelle affectation en cas de suppression d'emploi) - **Art. 11** : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (diversité et spécificité des statuts de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale ; possibilité de déconcentration et de décentralisation du recrutement et de la gestion des corps de fonctionnaires) - **Art. 12** *bis* : s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (suppression de la grille commune à la fonction publique de l'Etat et à la fonction publique territoriale) - **Art. 16** (p. 2018) : son amendement n° 21 : suppression de l'alinéa relatif à la possibilité pour certains statuts particuliers de déroger à l'obligation de communication des notes et appréciations ; transformé en sous-amendement n° 22 à l'amendement n° 14 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (pouvoir de notation du chef de service ; communication de la note ; possibilité de dérogation pour certains statuts particuliers), puis rejeté - **Art. 17** (p. 2019) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (décisions de sanctions disciplinaires versées au dossier individuel du fonctionnaire) - **Art. 25** : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (information du public sous le contrôle du chef de service) - **Art. 26** : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (responsabilité du fonctionnaire du fait des ordres qu'il a donnés) - **Art. 28** : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (conséquences financières de la suspension du

fonctionnaire) - **Art. 28** *bis* (p. 2020) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 19 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (modification rédactionnelle de cet article visant à modifier l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires : personnels des assemblées, fonctionnaires de l'Etat recrutés par concours).

Nouvelle lecture [n° **470 (82-83)**] - (30 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2146) : adoption souhaitable par le Sénat d'un texte proche du texte initial - **Art. 1** : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (définition du fonctionnaire) - **Art. 7** (p. 2147) : accepte l'amendement n° 9 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (organisations syndicales de fonctionnaires régies par le livre IV du code du travail) - **Art. 16** : son amendement n° 20 : statuts particuliers ne pouvant déroger à l'obligation de notation ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 15 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (notation annuelle des fonctionnaires par le chef de service) - **Vote sur l'ensemble** (p. 2150) : texte adopté par le Sénat dénaturant le projet - Souhaite des modifications par l'Assemblée nationale - Avenir de la fonction publique française - Qualité du débat au Sénat.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat** [n° **309 (82-83)**] - (25 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2398) : concertation avec les associations d'élus et les organisations syndicales représentatives des fonctionnaires - Lois du 14 septembre 1941 et du 19 octobre 1946 - Ordonnance du 4 février 1959 - Circulaire du 1er août 1964 - (p. 2399) : égalité d'accès aux emplois publics - Indépendance politique du fonctionnaire - Domaine de la loi et du décret - Promulgation du titre I - Titularisation des non titulaires - Abolition des discriminations sexistes - Handicapés - Troisième voie d'accès à l'Ecole nationale d'administration (ENA) - Représentation des organisations syndicales dans les organismes consultatifs - Création d'une commission mixte paritaire - Procédure de la liste complémentaire - Fonction publique territoriale - (p. 2400) : demande l'adoption de ce projet de loi - (p. 2406) : relations entre l'administration et les usagers - Finalité de l'administration française - Créations d'emplois - Réduction de la durée du travail - Rôle du médiateur - Projet de décret portant charte des relations entre l'administration et les usagers - (p. 2407) : décentralisation - Lois Auroux - Statuts particuliers et dérogations - Composition des tribunaux administratifs et modalités de recrutement de leurs membres - Statut des membres des chambres régionales des comptes - Attributions des tribunaux administratifs - (p. 2408) : statut des membres du Conseil d'Etat et des tribunaux administratifs et domaine du règlement - Commission spéciale de cassation des pensions - Troisième voie d'accès à l'ENA - Démission du bureau de l'association des anciens élèves de l'ENA - Haute administration : reflet social de la société française - Décret du 27 septembre 1982 et loi du 19 janvier 1983 - (p. 2409) : nombre des candidats aux concours externe, interne et à la troisième voie - Parité entre le concours externe et le concours interne - Limite d'âge - Obligation de réserve - (p. 2410) : mise à disposition de gardes-chasse et de gardes-pêche auprès des sociétés de chasseurs et de pêcheurs - Handicapés - Rapport de M. Christian Hernandez du 2 août 1982 - Retraite et caractère exceptionnel des retenues sur pensions ou de la suppression de pension - (p. 2411) : autorité des présidents élus des fédérations sur les gardes-pêche et les gardes-chasse - **Art. 2** (p. 2414) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Raymond Bouvier, rapporteur, relatif à l'intégration des agents non titulaires - Sur le même sujet, accepte les amendements du même auteur n° 5 et n° 6 - **Art. 5** (p. 2415) : accepte l'amendement n° 10 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat par décret) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 68 : catégories d'emplois pour chaque ministère ou établissement public ; adopté - **Chapitre II** (p. 2419) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 12 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (intitulé ; « Organismes consultatifs ») - **Art. 9** : son amendement de coordination n° 69 ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 13 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (énumération des organes consultatifs) - **Art. 10** (p. 2420) : accepte l'amendement n° 14 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (composition et compétences du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 70 : dispositions statutaires de la fonction publique de l'Etat et statut des fonctionnaires de l'Etat ; adopté - **Art. 11** : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (composition et compétences des commissions administratives paritaires) - **Art. 12** (p. 2421) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 116 de M. Jacques Eberhard et n° 106 de M. Félix Ciccolini relatifs aux modalités d'élection des membres des comités techniques paritaires - S'oppose à l'amendement n° 16 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (composition et compétences des comités techniques paritaires centraux, locaux ou spéciaux) - **Art. 13** (p. 2422) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (modalités de création d'un comité central d'hygiène et de sécurité) - Son amendement n° 71 : suppression des dispositions de cet article relatives à la création des comités d'hygiène et de sécurité locaux ou spéciaux de plein droit à la demande des comités techniques paritaires concernés ; devenu sans objet - **Après l'art. 14** (p. 2423) : s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Félix Ciccolini (droit à l'expression directe et collective pour les agents de l'Etat sur le contenu de leur travail) - **Art. 15** : son amendement de coordination n° 73 ; adopté - Son amendement n° 74 : rôle des formations internes ; délégation du droit de vote ; rejeté - **Art. 16** (p. 2424) : son amendement n° 75 : accès à la fonction publique des agents des organisations internationales intergouvernementales ; concours ; adopté - **Art. 18** (p. 2425) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 22 de M. Raymond Bouvier, rapporteur - **Après l'art. 19** (p. 2426) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (statut particulier de certains corps et modalités d'accès direct des fonctionnaires de la catégorie A à la hiérarchie de ces corps) - **Art. 20** : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (suppression de cet article relatif à la troisième voie d'accès à l'Ecole nationale d'administration) - **Art. 23** (p. 2427) : son amendement n° 79 : intégration des fonctionnaires internationaux dans l'administration française au tour extérieur ; rejeté - S'oppose à l'amendement n° 108 de M. Félix Ciccolini (promotion interne et absence de limite d'âge pour les candidats) et à l'amendement n° 28 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (statut particulier et promotion interne par voie de concours) - **Art. 24** : son amendement n° 80 : recul de la limite d'âge pour les personnes ayant eu la qualité de personnes handicapées ; adopté - **Art. 25** (p. 2428) : organisation de la fonction publique en corps - **Art. 33** (p. 2429) : son amendement n° 82 : nécessités de fonctionnement du service et travail à temps partiel ; devenu sans objet - (p. 2430) : application du travail à temps partiel en 1982 - Travail féminin - **Après l'art. 38** *bis* : accepte l'amendement n° 32 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (autorité hiérarchique des présidents d'association assurant des missions d'intérêt général sur les fonctionnaires de l'Etat ou agents d'établissements publics mis à disposition ; exemple des fédérations de pêche ou de chasse) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 83 : substitution des mots « autorité directe » à « autorité hiérarchique » ; adopté - **Art. 39** (p. 2432) : son amendement n° 84 : interdiction de versement d'indemnités de licenciement ou de fin de carrière aux fonctionnaires détachés et rémunération par l'organisme de détachement tant qu'ils n'auront pas été réintégrés dans leur administration d'origine ; adopté - **Art. 40** (p. 2433) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 33 de M. Raymond Bouvier, rapporteur, n° 112 de M. Paul Girod et n° 118 de M. Adolphe Chauvin relatifs au détachement de fonctionnaires auprès de députés ou de sénateurs - **Art. 46** : s'oppose à l'amendement n° 119 de M. Pierre Salvi (mise en disponibilité pour convenance personnelle d'une durée de

trois ans renouvelable une fois) - **Art. 48** (p. 2434) : ses amendements de coordination n° 113 et n° 114 ; adoptés - Ses amendements n° 85 et n° 86, relatifs au congé parental à l'occasion d'une naissance ; adoptés - Son amendement n° 87 : congé parental et reprise anticipée du travail en cas de motif grave ; adopté - **Art. 49** (p. 2435) : son amendement n° 89 : suppression des dispositions de cet article relatives à l'avancement des fonctionnaires bénéficiant d'une décharge syndicale ; adopté - **Art. 50** : son amendement n° 90 : avancement des fonctionnaires bénéficiant d'une décharge syndicale ; rejeté - **Art. 53** (p. 2437) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (absence de tableau de mutation et non consultation des commissions administratives) - Son amendement n° 92 : prise en compte dans les affectations des demandes formulées par les intéressés et de leur situation de famille ; adopté - **Après l'art. 54** : son amendement n° 93 : insuffisance des possibilités de mutation et procédure de changement de corps ; adopté - **Art. 55** (p. 2438) : s'oppose à l'amendement n° 109 de M. Félix Ciccolini (situation des fonctionnaires déclarés inaptes à l'exercice de leur fonction et reclassement dans des emplois d'un autre corps) - **Art. 59** (p. 2439) : son amendement n° 96 de coordination ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 43 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (modalités d'exercice de l'autorité investie du pouvoir disciplinaire) - **Après l'art. 59** : s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (procédure devant le conseil de discipline et le Conseil supérieur de la fonction publique) - **Après l'art. 60** (p. 2440) : accepte l'amendement n° 45 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (cas de licenciement de fonctionnaires par décision du ministre) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 97 : suppression de la référence à la décision du ministre intéressé ; adopté - **Art. 61** : accepte l'amendement n° 110 de M. Félix Ciccolini (révocation pour abandon de poste) - **Art. 63** : s'oppose à l'amendement n° 47 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (possibilité de refus de l'honorariat et qualité des services rendus à l'Etat) - **Art. 65** (p. 2441) : ses amendements de coordination n° 98, n° 99 et n° 100 ; devenus sans objet - S'oppose à l'amendement n° 48 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (suppression de cet article relatif aux dispositions transitoires et aux modalités de titularisation des agents non titulaires) - **Art. 66** (p. 2442) : son amendement n° 101 : modalités de titularisation des enseignants non titulaires chargés de fonction dans des établissements d'enseignement supérieur ; devenu sans objet - **Art. 67** : son amendement de coordination n° 102 ; devenu sans objet - **Après l'art. 68** : son amendement n° 111 : titularisation des emplois d'assistant ou d'adjoint d'enseignement ; rejeté - **Art. 70** : ses amendements de coordination n° 103 et n° 104 ; devenus sans objet - **Art. 78** (p. 2444) : son amendement n° 121 : titularisation de tous les agents auxiliaires des directions départementales d'équipement ; adopté - (p. 2445) : demande le retrait de l'amendement n° 117 de M. Jacques Eberhard (rémunération des agents des directions départementales des ministères) - Répartition des agents titularisés - **Après l'art. 80** *bis* (p. 2446) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 115 de M. Paul Girod (intégration des administrateurs civils de l'ancien service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes en activité dans le corps unique des administrateurs civils) - **Art. 81** : détachement de fonctionnaires auprès des collectivités territoriales - Durée de ce détachement au titre de la mobilité - (p. 2447) : loi du 31 juillet 1963 et préavis en matière de grève.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I - Services généraux - (29 novembre 1983) - (p. 3454) : nombreux débats au Parlement sur la fonction publique - Importance des dépenses induites - Augmentation relative des dépenses d'intervention économique et sociale - Moyens nouveaux pour l'école nationale d'administration (ENA) - Signature du décret de réforme des instituts régionaux d'administration (IRA) - (p. 3464) : détermination des salaires des fonctionnaires en 1984 par la négociation conformément aux dispositions nouvelles de la loi Auroux du 13 novembre 1983 - Ouverture des négociations dans l'industrie privée - M. Blanchard, conseiller maître à la Cour des comptes, chargé par le Gouvernement d'un rapport sur la question des primes - Dépôt d'un rapport provisoire au 31 décembre 1983 et d'un rapport définitif au 31 mars 1984 - Maintien du paiement trimestriel des pensions constituant une injustice - Mensualisation appliquée dans 75 départements à ce jour - Décret du 27 septembre 1982, réformant les conditions d'accès et la scolarité de l'ENA - Loi du 19 janvier 1983 instituant une troisième voie reconnue conforme à la Constitution - (p. 3465) : troisième voie constituant une réforme réussie - Cessation des activités du Centre des hautes études administratives depuis 1964 - Création de l'ENA fin 1982 d'un emploi de directeur-adjoint de la recherche et de la formation professionnelle - Exigence de la possession de brevet de formation pour les franchissements de grade.

– Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat - *Deuxième lecture* [n° **71 (83-84)**] - (13 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4109) : apparent accord entre les assemblées sur les grandes règles régissant la fonction publique française - (p. 4110) : points de désaccord subsistants - Dispositions permanentes et transitoires - Réforme de l'Ecole nationale d'administration (ENA) ; titularisation - **Art. 6** *bis :* demande la réserve de cet article relatif à l'indépendance des membres des tribunaux administratifs, ainsi que des amendements n° 1 et n° 34 qui s'y rapportent - **Art. 9** : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (caractère limitatif de la liste des organismes consultatifs) - **Art. 13** (p. 4111) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (possibilité et non obligation de créer des comités d'hygiène et de sécurité) - Son amendement n° 30 : suppression du droit conféré aux comités techniques paritaires de demander la création de comités d'hygiène et de sécurité locaux ou spéciaux ; devenu sans objet - **Art. 20** (p. 4113) : s'oppose aux amendements identiques n° 11 de M. Raymond Bouvier, rapporteur, et n° 35 de M. Pierre Lacour (suppression de cet article relatif à la troisième voie d'accès à l'École nationale d'administration, ENA) - **Après l'art. 24** : son amendement n° 31 : publication des décisions individuelles concernant la carrière des fonctionnaires ; adopté - **Art. 38** *ter (supprimé par l'Assemblée nationale)* (p. 4114) : s'oppose aux amendements identiques n° 13 de M. Raymond Bouvier, rapporteur, et n° 36 de M. Pierre Lacour (rétablissement de cet article relatif à la possibilité pour des organismes à caractère associatif qui assurent des missions d'intérêt général de bénéficier de la mise à disposition ou du détachement de fonctionnaires de l'Etat et des communes ou d'agents d'établissements publics) - **Art. 65** (p. 4115) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (suppression de cet article relatif aux dispositions transitoires) - **Après l'art. 80** *bis (par priorité) :* son amendement n° 32 : abrogation de la loi du 11 juin 1983 définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics, à l'exception de deux alinéas des articles 9 et 13 ; rejeté.

Nouvelle lecture [n° **179 (83-84)**] - (22 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4554) : regrette l'échec de la commission mixte paritaire - Débats parlementaires très positifs sur ce texte - Favorable au texte adopté par l'Assemblée nationale et opposé aux amendements présentés par le Sénat - **Art. 20** (p. 4556) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (suppression de cet article relatif à la troisième voie d'accès à l'Ecole nationale d'administration (ENA)).

LISE (Roger), sénateur de la Martinique (rattaché administrativement au groupe UCDP).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu secrétaire.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (21 juin 1983) (p. 1818).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **356 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, modifiant certaines dispositions du code du travail relatives aux garanties de ressources des travailleurs privés d'emploi [n° **397 (82-83)**] (15 juin 1983) - **Chômage : indemnisation**.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **383** (JO Débats 18 mai 1983) (p. 866) à M. le ministre de l'agriculture : **départements et territoires d'outre-mer** (écoulement sur le marché national des produits des DOM).

n° **386** (JO Débats 27 mai 1983) (p. 1183) à M. le ministre de l'agriculture : **produits agricoles** (écoulement sur le marché national de l'avocat antillais).

n° **387** (JO Débats 27 mai 1983) (p. 1183) à M. le ministre de l'agriculture : **produits agricoles** (écoulement sur le marché national des citrons antillais) - Réponse de M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture (10 juin 1983) (p. 1549, 1550).

n° **391** (JO Débats 1er juin 1983) (p. 1247) à M. le ministre de l'urbanisme et du logement : **logement** (difficultés pour les originaires des DOM de trouver un logement locatif) - Réponse de M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement (16 décembre 1983) (p. 4326, 4327).

n° **421** (JO Débats 19 octobre 1983) (p. 2346) à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget : **départements et territoires d'outre-mer** (affiliation des coopératives locales des DOM aux organismes de crédit mutuel) - Réponse de M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement (18 novembre 1983) (p. 3059).

INTERVENTIONS

– Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance [n° **480 (81-82)**] - **Suite de la discussion** - (14 avril 1983) - **Après l'art. 19** (p. 264) : son amendement n° 39 : possibilité d'adaptation du texte en examen aux départements d'outre-mer, et extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte par des lois particulières ; adopté - (p. 265) : consultation des assemblées territoriales.

– Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du travail relatives aux garanties de ressources des travailleurs privés d'emploi [n° **356 (82-83)**] - (21 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1801, 1802) : conséquences de l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans, vidant la garantie de ressources de sa justification - Crise de l'Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) et nécessité de réviser en baisse certaines allocations de chômage - Succès coûteux de la garantie de ressources résultant d'une initiative des partenaires sociaux prise en 1972 - Loi de 1979 et intégration dans le règlement de l'UNEDIC - Progression du chômage et accroissement du nombre de bénéficiaires de la garantie de ressources - Importance des prestations servies - Développement de la garantie de ressources confortée avec les accords du Fonds national de l'emploi (FNE) en 1979, et avec les contrats de solidarité - Déficits du régime de l'assurance chômage en 1981 et 1982 - Décret du 24 novembre 1982 ayant pour objet d'assainir le régime de l'assurance chômage - Maintien des droits acquis - Inégalités de traitement résultant du décret et rupture de certains engagements - Cas des licenciés économiques nés après le 1er janvier 1923 - Abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans depuis le 1er avril 1983 - Ratification par le Parlement, par la loi du 31 mai 1983 - (p. 1803) : comparaison et conditions d'attribution de la garantie de ressources et de la retraite à 60 ans, des prestations fournies - Nouveau régime laissant en dehors de son champ d'application un certain nombre de laissés pour compte - Absence de prise en compte des chômeurs de plus de 60 ans ne réunissant pas 37 ans et demi de cotisations - Inadaptation des conditions d'attribution de la retraite à 60 ans aux ressortissants des départements d'outre-mer (DOM) - Concours de l'Etat pour faciliter le rachat de cotisations aux travailleurs des DOM ne réunissant pas les 150 trimestres d'assurance vieillesse - Danger d'une aggravation de la situation des chômeurs âgés - Problème du rachat des points pour la période antérieure à 1948 et proposition d'une répartition à parts égales entre l'Etat, la sécurité sociale et l'intéressé - (p. 1804) : statut départemental de 1946 dans les DOM et amélioration de la situation sociale des populations - Surpopulation et chômage - Grande majorité des membres de la commission s'abstenant sur le texte de ce projet de loi et minorité favorable.

– Projet de loi relatif à l'activité et au controle des établissements de crédit [n° **486 (82-83)**] - (3 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2572) : situation particulière du crédit maritime mutuel - Caisse régionale de la Martinique - Coopératives d'épargne et de crédit de la Martinique - (p. 2573) : historique et fonctionnement de ces coopératives - Modalités des ouvertures de compte - Demande d'adhésion de ces coopératives d'épargne et de crédit aux organismes centraux.

– Projet de loi portant extension aux départements d'outre-mer de l'assurance contre les accidents de la vie privée, les accidents du travail et les maladies professionnelles des personnes non salariées de l'agriculture [n° **494 (82-83)**] - (9 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2795) : retrait des précédents projets de loi relatifs à l'assurance contre les accidents des exploitants agricoles non salariés des départements d'Outre-mer (DOM) - Demande d'une avance de trésorerie pour la première année de fonctionnement - (p. 2796) : loi du 22 décembre 1966 instituant l'obligation d'assurance en métropole - Seuil d'assujettissement fixé par référence à celui pour l'assurance maladie, invalidité, et maternité des exploitants agricoles (AMEXA) - Conditions difficiles et moyens archaïques des exploitants agricoles des DOM - Lutte contre le chômage et aide à la production et à l'exportation - Difficultés de la réforme foncière à la Martinique - Exploitants pratiquant les élevages spécialisés hors sol ; petits maraîchers - Votera le projet de loi.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (6 décembre 1983) - Rapporteur pour avis (p. 3803) : subvention à l'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer (ANT) - Taux de chômage dans les départements d'outre-mer (DOM) - (p. 3804) : régime d'indemnisation du chômage - Demande du maintien des

chantiers de développement - Insertion professionnelle des jeunes ; pactes nationaux pour l'emploi ; jeunes destinés à la pêche artisanale - Demande de parité des prestations familiales avec la métropole - Fonds d'action sociale obligatoire (FASO) - Prestations sociales ; commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) ; demande d'extension aux DOM de l'allocation spéciale vieillesse et de l'allocation compensatrice aux adultes handicapés - Difficulté de généralisation de la protection sociale dans les territoires d'outre-mer (TOM) ; défaut de protection sociale satisfaisante des fonctionnaires d'Etat en poste dans les DOM - Difficulté de l'application d'un code du travail en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie - S'en remet à la sagesse du Sénat pour le vote de ces crédits.

LOMBARD (Georges), sénateur du Finistère (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la commission placé auprès du ministre du Plan, chargée de suivre l'exécution du plan intérimaire (loi n° 82-6 du 7 janvier 1982).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (6 mai 1983) (p. 721).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de Plan) (28 juin 1983) (p. 2085).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) (21 décembre 1983) (p. 4530).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Francis Palmero, relative aux prélèvements d'organes et aux expérimentations sur l'enfant conçu [n° **217 (82-83)**] (7 avril 1983) - **Sang et organes humains.**

Avis présenté au nom de la commission des finances sur le projet de loi [n° **303 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, renforçant la protection des victimes d'infractions [n° **326 (82-83)**] (18 mai 1983) - **Justice.**

Avis présenté au nom de la commission des finances sur le projet de loi [n° **399 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de Plan) [n° **421 (82-83)**] (22 juin 1983).

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Justice** [n° **62, annexe 20 (83-84)**] (21 novembre 1983).

Avis, déposé au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° **88 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence définissant les moyens d'exécution du 9e **Plan** de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) [n° **145 (83-84)**] (15 décembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **25** (5 avril 1983) (p. 25) à M. le ministre délégué à la culture : **expositions et salons** (déséquilibre culturel entre la province et la région parisienne).

n° **26** (5 avril 1983) (p. 25) à M. le ministre de l'économie : **investissements** (politique en matière d'investissement productif des entreprises).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi renforçant la protection des victimes d'infractions** [n° **303 (82-83)**] - (25 mai 1983) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 1089) : implications financières pour l'Etat et pour les victimes de l'élargissement des conditions d'indemnisation prévues - Appel à la solidarité en faveur de certaines victimes - Solidarités catégorielles et solidarité nationale - Exemple du fonds de garantie - Loi du 3 janvier 1977 faisant appel à la solidarité de la nation pour « les victimes sans recours » - Plafonnement de l'indemnisation et règles restrictives limitant la solidarité - Nombre d'indemnisations limité - Texte assouplissant les conditions de recevabilité de la loi de 1977 - Faiblesse dans les crédits de la justice, du poids budgétaire de l'indemnisation des victimes - Maintien de la limitation de l'indemnisation et de règles de recevabilité - (p. 1090) : solidarité humaine ne jouant que dans la mesure où elle respecte et recherche la dignité individuelle - Au nom de la commission des finances, se déclare favorable à la partie financière du texte de ce projet de loi.

– **Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan)** [n° **399 (82-83)**] - (28 juin 1983) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 2042) : éclairage financier sur le projet - Définition des priorités - Situation financière des entreprises : objectif de stabilisation des charges et poids des cotisations de sécurité sociale ; hausse des coûts salariaux par unité produite ; recul de l'autofinancement des investissements - (p. 2043) : objectif de modernisation de l'industrie et problèmes posés : ralentissement de la croissance ; charges sociales ; objectif des trente-cinq heures ; recherche ; coût du crédit ; déficit budgétaire - Encouragement à l'épargne - Révision des financements aidés par l'Etat : sélectivité ; confusion entre domaine économique et social - Dépenses publiques : déficit budgétaire ; recrutement des administrations - Charge de la dette - Déficit des entreprises publiques - Financement des programmes prioritaires : exemple du programme prioritaire d'exécution (PPE) relatif aux industries de communication - Grands travaux à Paris - Projet d'Exposition universelle - (p. 2044) : réduction des inégalités ; fiscalité locale : taxe d'habitation, taxe foncière, taxe professionnelle - Financement des dépenses sociales - Problèmes des collectivités locales : fiscalité ; accès à l'emprunt ; globalisation des concours d'Etat ; dépenses d'intervention économique et transferts de compétences : aide sociale ; conséquences sur la réduction des possibilités d'investissement - Incertitudes subsistant dans le projet - Absence d'avis favorable de la commission des finances.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Justice - (29 novembre 1983) - Rapporteur spécial - (p. 3471) : rôle de la commission des finances de rechercher si les crédits de la justice permettront à cette dernière de disposer des moyens humains et matériels qui lui sont nécessaires - Aggravation de l'engorgement des juridictions

- Lenteur des décisions judiciaires - Augmentation du nombre d'affaires et stagnation du nombre des magistrats - Faiblesse du parc immobilier pénitentier - Taux d'occupation dans les maisons d'arrêt dépassant les 100 % - Insuffisance du personnel - Moyens insuffisants des tribunaux pour enfants - Nécessité d'une triple politique, du personnel, des moyens de gestion et des investissements qui soit rigoureuse en même temps qu'audacieuse - Budget ne répondant pas à cette triple politique - (p. 3472) : création insuffisante de postes de magistrats - Aggravation du rapport agents-détenus en 1983 - Crédits insuffisants en faveur de l'éducation surveillée - Inquiétude de la commission des finances quant au devenir de la justice - Parquets ne poursuivant plus certains délits - Pays désirant conserver une justice ouverte, toujours garante et toujours présente - Justice devant rester le recours incontesté dans tous les domaines du contentieux et devant assurer au plan pénal la prévention et la dissuasion - Mise en jeu de la sauvegarde des libertés individuelles et de l'ordre public - Commission des finances s'en remettant à la sagesse du Sénat pour l'adoption de ce budget - **Examen des crédits - Art. 111** (p. 3482) : article rattaché prévoyant le relèvement des plafonds de ressources en matière d'aide judiciaire.

– **Projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan)** [n° 88 (83-84)] - (20 décembre 1983) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 4475) : priorités retenues par le Plan et problèmes de financement : douze programmes prioritaires d'exécution (PPE) : autorisations de programme et dépenses ordinaires prévues ; importance particulière de trois programmes : éducation ; recherche et innovation ; emploi - Caractère contestable de ce chiffrage - (p. 4476) : dépenses en capital : autorisations de programme, mais non crédits de paiement - Insuffisance de la dotation pour la première année du Plan - Dotations de l'Etat aux entreprises publiques : répartition entre les secteurs traditionnels en difficultés et les secteurs à fort potentiel de développement - Pertes et endettement d'Electricité de France (EDF), de Gaz de France et de Charbonnages de France ; difficultés de la vérité des prix ; suppressions d'emplois - Contrats de Plan entre l'Etat et les entreprises publiques : absence de communication au Parlement et protestation de la commission des finances - Rôle assigné aux collectivités locales et régionales : PPE n° 9 relatif à la décentralisation ; crédits de déconcentration - (p. 4477) : politique de globalisation et de péréquation - Contrats de Plan avec les régions - Réussite du Plan subordonnée à divers éléments : stabilisation des prélèvements obligatoires et problème de l'augmentation des besoins de financement des entreprises publiques ; évolution des dépenses de santé - Diminution du taux d'épargne des ménages ; emprunt forcé - Fonds salariaux - Chômage - Différentiel d'inflation - Pression fiscale sur les ménages et comparaison avec l'évolution de leurs revenus - Avis défavorable de la commission à l'adoption du projet.

LOMBARD (Maurice), sénateur de la Côte-d'Or (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques (5 octobre 1983) (p. 2267).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 93 (26 octobre 1983) (p. 2452) à M. le Premier ministre : **transports en commun** (politique du gouvernement en matière de transports publics, urbains et interurbains).

INTERVENTIONS

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** [n° 480 (81-82)] - (13 avril 1983) - **Art. 1** (p. 216) : propose une modification de l'amendement n° 1 de M. Jean Cluzel, rapporteur (action des caisses d'épargne en matière de dépôts, de crédits, d'opérations de banque et de prêts, notamment face aux collectivités locales et établissements publics) - **Art. 9** (p. 231) : sur l'amendement n° 16 de M. Jean Cluzel, rapporteur (conditions de désignation des élus locaux et des déposants au sein du conseil de surveillance), se déclare défavorable au sous-amendement n° 89 de M. Etienne Dailly (représentation de membres élus au scrutin uninominal à un tour par les représentants des conseils consultatifs parmi les déposants de plus de dix-huit ans jouissant de leurs droits civiques et titulaires d'un compte ouvert depuis plus d'un an).

– **Projet de loi relatif aux sociétés d'économie mixte locales** [n° 518 (81-82)] - (14 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 276) : rôle des sociétés d'économie mixte locales dans l'essor urbain : opérations d'aménagement et de construction de logements - Incidents survenus et nécessité d'une gestion rigoureuse - (p. 277) : révision de la législation - Rôle de la Fédération nationale des sociétés d'économie mixte dans la préparation de ce projet ; remarques et suggestions - Intérêt des amendements de la commission des lois - Prééminence des collectivités locales dans le contrôle des initiatives et de la gestion des sociétés d'économie mixte ; présence des élus au sein des conseils d'administration - Amendement déposé à l'article 4 relatif aux conventions passées entre les collectivités locales et leurs sociétés d'économie mixte - Accord du groupe RPR sur le projet en examen.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° 7 (83-84)] - (13 décembre 1983) - **Art. 6** (p. 4140) : son amendement n° 154 : interdiction du cumul entre un emploi d'Etat à plein temps et un emploi territorial exercé à titre accessoire ; rejeté - **Art. 7** (p. 4142) : son amendement n° 155 : conseil supérieur de la fonction publique territoriale : mention, dans la liste des participants à l'élection des représentants des collectivités, des présidents d'établissements publics ; retiré - **Art. 17 A** (p. 4149) : son amendement n° 156 : composition du conseil d'administration des centres de gestion : mention de la représentation des établissements publics intercommunaux ; rejeté.

Suite de la discussion - (14 décembre 1983) - **Art. 34** (p. 4193) : son amendement n° 162 soutenu par M. Paul Kauss : suppression de l'alinéa de cet article attribuant compétence aux comités paritaires pour l'examen des grandes orientations à définir pour l'accomplissement des tâches de l'administration concernée ; adopté - **Art. 45** (p. 4198) : son amendement n° 169, soutenu par M. Paul Kauss : prévision d'une liste complémentaire ; devenu sans objet - **Art. 47** (p. 4202) : son amendement n° 171 : suppression de cet article relatif au champ d'application du recrutement direct ; rejeté - **Art. 54** (p. 4206) : son amendement n° 174, soutenu par M. Paul Kauss : changement de corps ayant lieu sur la base d'une égalité qualitative et quantitative par corps, grade et emploi entre les deux fonctions publiques ; adopté - **Art. 86** (p. 4217) : son amendement n° 178 : suppression du deuxième alinéa de cet article relatif à l'interdiction pour les fonctionnaires de ne percevoir directement ou indirectement aucune autre rémunération à raison des mêmes fonctions ; retiré - **Art. 108** (p. 4222) : maintien des promesses faites aux agents des communes de moins de 5000 habitants d'avoir la possibilité de concourir pour les emplois de communes plus importantes - **Art. 96** (p. 4226) : son amendement n° 180 : reclassement du fonctionnaire territorial déchargé de ses fonctions en l'absence de faute professionnelle ; adopté - **Art. 97** (p. 4227) : son amendement n° 182 : possibilité pour un fonctionnaire déchargé de ses fonctions, en l'absence de faute professionnelle, de disposer d'un certain temps pour opérer un choix ; retiré - **Art. 97 *bis*** (p. 4228) : son amendement n° 183 : modification des

conditions d'âge et d'ancienneté pour l'octroi du congé spécial ; devenu sans objet.

– **Question au Gouvernement : élections régionales** - (15 décembre 1983) - (p. 4259) : fonctionnement des conseils régionaux : régime transitoire depuis deux ans ; date de l'élection au suffrage universel - Examen par le Parlement du projet de loi fixant le mode de scrutin applicable à l'élection des conseils régionaux.

LONGEQUEUE (Louis), sénateur de la Haute-Vienne (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (9 juin 1983) (p. 1532).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires (28 juin 1983) (p. 2066).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **262 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un accord international sur l'étain (ensemble sept annexes) [n° **299 (82-83)**] (5 mai 1983) - **Traités et conventions.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi [n° **80 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'adhésion de la République française au Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949, relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II, adopté à Genève le 8 juin 1977 [n° **119 (83-84)**] (8 décembre 1983) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi sur la vente des logements appartenant à des organismes d'habitation à loyer modéré** [n° **192 (82-83)**] - (21 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 434) :référence à la loi du 10 juillet 1965 - Extension du phénomène de la vacance de logements - Mise en cause de l'équilibre de gestion des organismes d'HLM - Etablissement d'un prix de vente et modalités de paiement - Prise en compte de la localisation des logements - Réinvestissement des fonds recueillis dans des travaux d'amélioration de l'ensemble du patrimoine locatif - Insuffisance des moyens financiers des organismes gestionnaires de logements sociaux - Logements vacants ; pertes de trésorerie et introduction de contre-parties.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord international sur l'étain (ensemble sept annexes)** [n° **262 (82-83)**] - (17 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 828) : coopération entre les pays développés et les pays en voie de développement - Concentration de la production de l'étain - Utilisations diverses de ce métal - Objectifs du projet : équilibre entre la production et la consommation ; maintien des cours - Rôle du conseil international de l'étain - Stock régulateur - (p. 829) : modes de financement du stock régulateur - Contrôle des exportations - Favorable à l'adoption de ce projet.

– **Projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques** [n° **264 (82-83)**] - (17 mai 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 857) : délai trop court accordé aux conseils municipaux pour émettre leur avis sur une enquête - Souhaite la prise en compte de cette observation lors de la rédaction des décrets d'application.

– **Projet de loi modifiant le code du service national** [n° **319 (82-83)**] - (7 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1436) : nécessité de la défense nationale et maintien du principe de la conscription - Possibilité d'évolution ultérieure - Volontariat pour un service long - Intérêt des fonctions exercées durant le service ; rémunération - Réparation des dommages subis par les appelés à l'occasion du service militaire ; autres formes du service national et cas des militaires d'active - Service militaire volontaire féminin ; bénéfice des mesures accordées aux jeunes hommes : poursuite d'études et concours - Statut des objecteurs de conscience : forme du service national ; possibilité d'information sur la loi - Affectation d'appelés comme gendarmes auxiliaires : relèvement du seuil d'effectifs - (p. 1437) : ne votera pas l'amendement de la commission tendant à limiter ce taux à 12 % des effectifs de la gendarmerie - Favorable au projet - **Art. 1** (p. 1444) : se déclare opposé à l'amendement n° 2 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (réaffirmation de la durée de douze mois du service actif légal).

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Défense et service des essences - (2 décembre 1983) - (p. 3666) : déplore l'absence d'attribution par la commission des affaires étrangères d'un seul des budgets militaires à un membre de la minorité du Sénat - Projet de budget pour 1984 et maintien de l'effort de défense ; priorité donnée aux forces nucléaires, sans sacrifice des forces classiques - Rémunérations et charges sociales - Emploi - Anomalie des annulations de crédits opérées en 1982 - Collectif adopté par le conseil des ministres : financement des opérations du Tchad et du Liban - Politique de défense claire et courageuse du Gouvernement - Document des évêques français sur la dissuasion nucléaire, signe du consensus créé autour de la politique militaire de la France - Embarras de l'opposition - (p. 3667) : procédure de réévaluation prévue pour la loi de programmation militaire pour 1984-1988 et désinflation engagée par le Gouvernement - Précision nécessaire relative à la protection de la population : problème des abris atomiques ; déclaration du Premier ministre devant l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) ; recensement des abris ; directive aux préfets - Situation de la gendarmerie : taux de pension de réversion des veuves de gendarmes tués au cours d'une opération de police et précision nécessaire sur cette notion ; intégration de l'indemnité de sujétions spéciales de police dans la base de calcul des pensions de retraite - Vote favorable du groupe socialiste sur ce budget.

– **Question au Gouvernement : coopération avec l'Argentine** - (15 décembre 1983) - (p. 4256) : domaines de la coopération avec l'Argentine - Formation des cadres civils argentins - Participation des universités françaises.

– **Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française au protocole additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II), adopté à Genève le 8 juin 1977** [n° **80 (83-84)**] - (16 décembre 1983) - **Discussion générale** : voir intervention de M. *Pierre Matraja* (p. 4305).

LOUVOT (Pierre), sénateur de la Haute-Saône (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979).

Membre de la commission, placée auprès du ministre du Plan, chargée de suivre l'exécution du plan intérimaire (loi n° 82-6 du 7 janvier 1982).

Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification (loi n° 82-653 du 29 juillet 1982).

Est nommé de nouveau membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (13 octobre 1983) (p. 2308).

Est nommé de nouveau membre de la délégation parlementaire pour la planification (13 octobre 1983) (p. 2308).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (21 juin 1983) (p. 1818).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de Plan) (28 juin 1983) (p. 2085).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code de la sécurité sociale et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant (12 décembre 1983) (p. 4099).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique (14 décembre 1983) (p. 4187).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public (16 décembre 1983) (p. 4314).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier (16 décembre 1983) (p. 4343).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant et modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif (19 décembre 1983) (p. 4401).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural relatives aux caisses de mutualité sociale agricole (20 décembre 1983) (p. 4412).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **127 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes [n° **218 (82-83)**] (7 avril 1983) - **Travail.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **390 (82-83)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant modification du code du **travail** et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes [n° **398 (82-83)**] (15 juin 1983).

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du **travail** et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes [n° **423 (82-83)**] (23 juin 1983).

Avis présenté au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi [n° **399 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e **Plan** (première loi de Plan) [n° **436 (82-83)**] (23 juin 1983).

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi [n° **444 (82-83)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, portant modification du code du **travail** et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes [n° **455 (82-83)**] (28 juin 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **347** (JO Débats 13 avril 1983) (p. 195) à M. le ministre de l'intérieur : **commissaires de la République** (étendue de l'autorité des commissaires de la République).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** [n° **127 (82-83)**] - (11 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 792) : complémentarité et différence de l'homme et de la femme - (p. 793) : volonté d'effacer les disparités dues aux mentalités et aux cultures - Demande de travail des femmes - Vocation maternelle : maîtrise de la fécondité, avortement et dénatalité - Texte en examen : directive européenne du 9 février 1976 ; rapport Baudouin de 1979 - Egalité des chances - Disparition du motif légitime - Disparition des clauses spécifiques à un sexe à l'exception des droits acquis et des clauses relatives à la grossesse et à l'allaitement - Plan d'égalité - Nullité du licenciement rétorsion - Sanction et peine de substitution - Conseil supérieur de l'égalité professionnelle - Contraintes dirigistes du projet de loi - Mesures temporaires de discrimination positive ; contrat de travail - (p. 794) : Conseil supérieur de l'égalité professionnelle et comité du travail féminin - Rapport sur l'emploi féminin dans les entreprises - Complémentarité de l'homme et de la femme ; droit de la femme à l'égalité professionnelle et à la maternité éducative ; menace d'un avenir selon *Le meilleur des mondes* d'Aldous Huxley - Famille - Formation professionnelle - Proposition d'adoption du projet et des amendements de la commission des affaires sociales - **Avant le titre I** (p. 800) : son amendement n° 1 : affirmation du

principe de l'égalité des droits assorti du principe de l'égalité des chances ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement rédactionnel n° 48 et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 49 de Mme Yvette Roudy, ministre (suppression de la liste limitative des partenaires agissant pour l'égalité des droits) - **Art. 1 :** *Art. L. 123-1 du code du travail* (p. 801) : accepte l'amendement n° 18 de M. Henri Le Breton (limitation à l'employeur ou à son représentant des dispositions de cet article interdisant la discrimination professionnelle) - S'oppose à l'amendement n° 35 de MM. Jean Béranger et Stéphane Bonduel (limitation à l'employeur des dispositions de cet article interdisant la discrimination professionnelle) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 38 de Mme Cécile Goldet et M. Charles Bonifay, soutenu par M. William Chervy (interdiction de discrimination pour l'affectation à un poste) - *Art. L. 123-2* (p. 802) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau n° 23 (maintien de la possibilité de mesures spécifiques favorables) et n° 24 (référence au paragraphe 9 de l'article L. 133-5, résultant de la loi du 13 novembre 1982, relatif aux mesures de rattrapage tendant à remédier à l'inégalité de traitement entre les salariés des deux sexes) - Interdiction des clauses dérogatoires par la directive européenne de 1976 relative à l'égalité professionnelle - *Art. L. 123-3* (p. 803) : s'oppose à l'amendement n° 25 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression du caractère temporaire des mesures prises en faveur des femmes) - Son amendement n° 2 : rattrapage des inégalités de fait par les mesures temporaires et limitation au seul bénéfice des femmes ; adopté - Article 2.4 de la directive européenne de 1976 - (p. 804) : sur son amendement n° 2, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement rédactionnel n° 50 de Mme Yvette Roudy, ministre - S'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau n° 27 (référence au 12e paragraphe de l'article L. 133-5 relatif aux dispositions particulières favorables aux femmes) et n° 26 (suppression de la limitation aux mesures transitoires prises par des conventions ou des accords collectifs étendus) - *Après l'art. L. 123-3* (p. 805) : accepte l'amendement n° 45 de Mme Yvette Roudy, ministre (plan d'égalité professionnelle) sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 56 : suppression du droit de veto du directeur départemental du travail dans le cas de plans d'égalité négociés dans l'entreprise ; adopté - Sur le même amendement, son sous-amendement de coordination n° 57 ; adopté - *Art. L. 123-4* (p. 806) : s'oppose à l'amendement n° 53 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Henri Le Breton (possibilité pour l'employeur de refuser la réintégration d'un employé victime d'un licenciement abusif et indemnité au profit du salarié) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 39 de Mme Cécile Goldet et M. Charles Bonifay (appréciation du conseil des prud'hommes dans le cas de licenciement à la suite d'une action en justice) - Son amendement n° 3 : prise en compte des indemnités de licenciement faisant l'objet de clauses dans le contrat de travail en l'absence de clauses dans la convention ou l'accord collectif ; adopté - *Art. L. 123-5* (p. 807) : s'oppose à l'amendement n° 40 de Mme Cécile Goldet et M. Charles Bonifay (accord de l'intéressé dans le cas d'une action en justice en sa faveur par les organisations syndicales représentatives) - Son amendement n° 4 : accord nécessaire du salarié pour l'action en justice par une organisation syndicale ; adopté - **Après l'art. 1** (p. 808) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 43 de Mme Cécile Goldet et M. Charles Bonifay (principe d'égalité professionnelle) - **Art. 1** *bis :* s'oppose à l'amendement n° 29 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression de cet article restreignant les dispositions particulières au seul bénéfice des femmes enceintes ou allaitant) - **Après l'art. 1** *bis :* s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 44 de Mme Cécile Goldet et M. Charles Bonifay - **Art. 2** (p. 809) : s'oppose à l'amendement n° 55 de Mme Yvette Roudy, ministre (principe d'égalité et cas de disparité de rémunération entre les établissements d'une même entreprise) - S'oppose à l'amendement n° 42 de Mme Cécile Goldet et M. Charles Bonifay (extension du principe d'égalité de rémunération à l'unité économique et sociale) - (p. 810) : son amendement n° 5 : répartition de la charge de la preuve en cas de litige relatif à l'égalité de rémunération ; adopté - Accepte l'amendement n° 46 de Mme Yvette Roudy, ministre (charge de la preuve en cas de litige relatif à l'égalité de rémunération et bénéfice du doute au salarié) sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 58 : suppression du bénéfice du doute au salarié ; devenu sans objet - **Art. 6** (p. 811) : son amendement rédactionnel n° 6 ; adopté - **Art. 8** (p. 811, 812) : son amendement n° 7 : remplacement du rapport annuel spécifique par un état ; adopté - Lois Auroux et contraintes imposées aux entreprises - Son amendement n° 8 : transmission de l'état annuel à l'inspecteur du travail ; adopté - Ses amendements de coordination n° 9 et 10 ; adoptés - Accepte l'amendement de coordination n° 47 de Mme Yvette Roudy, ministre - **Art. 11** (p. 813) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Henri Le Breton (suppression de la condition déterminante d'appartenance à l'un ou l'autre sexe) - Directive européenne de 1976 - Son amendement n° 13 : établissement de l'égalité de chances des femmes en matière de formation ; adopté - (p. 814) : sur son amendement n° 13, accepte le sous-amendement n° 52 de Mme Yvette Roudy, ministre (correction des déséquilibres) - **Art. 14 :** s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Henri Le Breton (composition du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle) - Son amendement n° 14 : participation du comité du travail féminin au sein du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle ; retiré - **Art. 15** (p. 815) : son amendement n° 15 : suppression de cet article prévoyant une aide financière de l'Etat pour des actions réalisées au titre du plan d'égalité ; adopté - **Art. 16** (p. 816) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 32 de Mme Marie-Claude Beaudeau (maintien des usages ouvrant des droits particuliers pour les femmes) - (p. 817) : s'oppose à l'amendement n° 33 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression du deuxième alinéa de cet article prévoyant la mise en conformité des droits particuliers favorables avec les dispositions de la loi) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 34 de Mme Marie-Claude Beaudeau (négociation collective afin de mettre les droits particuliers en conformité avec les articles de la loi sans régression) - Accepte l'amendement n° 51 de Mme Yvette Roudy, ministre (négociation collective pour la mise en conformité des droits particuliers avec les dispositions de la loi) - **Art. 18 :** s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Henri Le Breton (délai de présentation du rapport pour les entreprises de plus de cinquante salariés) - Son amendement de coordination n° 16 ; adopté - Son amendement n° 17 : délai de présentation du rapport pour les entreprises de plus de trois cent salariés ; adopté.

Deuxième lecture [n° **390 (82-83)**] - (21 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1810) : accord sur le fond entre les deux assemblées et reconnaissance de l'égalité des droits et de la nécessité de rétablir l'égalité des chances - Persistance de divergences en ce qui concerne la mise en œuvre des moyens - Rappel par le Sénat qu'en plus du droit au travail absolument incontesté, le premier des droits de la femme est celui d'être mère - Volonté du Sénat de définir les moyens nécessaires et suffisants pour qu'un texte conforme à la directive européenne permette de soutenir une évolution positive - Modifications apportées par l'Assemblée nationale - (p. 1811) : opposition de deux conceptions sur trois ou quatre points relatifs à la mise en œuvre des moyens - Souhait de l'instauration, à l'issue de la deuxième lecture, d'un dialogue ultime en commission mixte paritaire permettant d'aboutir à la meilleure adéquation possible - **Art. 1 A :** son amendement n° 1 : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale relatif à la mise en œuvre du principe de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes - **Art. 1** (p. 1812) : ses amendements n° 2 : substitution au mot « nul » des mots : « l'employeur ou son mandataire » ; adopté ; et n° 3 : substitution aux mots : « du rapport » des mots : « de l'état » ; adopté - (p. 1813) : ses amendements n° 4 : exercice par le directeur départemental du travail du

contrôle des plans d'égalité établis par les entreprises ; adopté ; et n° 5 : substitution aux mots : « ne s'y soit pas opposé » des mots : « ait exprimé son accord sous les mêmes formes » ; rejeté - **Art. 2** (p. 1814) : son amendement n° 6 : suppression du dernier alinéa du paragraphe I relatif aux disparités de rémunération entre les établissements d'une même entreprise ; adopté - (p. 1815) : son amendement n° 7 : suppression de la dernière phrase du paragraphe II relatif au principe de l'égalité de rémunération ; adopté - **Art. 8** : son amendement n° 8 : nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article relatif à la nature et à la dénomination du document communiqué au comité d'entreprise sur la situation respective de l'emploi masculin et féminin ; adopté - (p. 1816) : ses amendements de coordination n° 9, n° 10 et n° 11 ; adoptés - **Art. 11** : son amendement n° 12 : reprise de la rédaction initiale du Sénat pour le deuxième alinéa de cet article relatif à l'égalité en matière de formation professionnelle ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 16 de Mme Yvette Roudy, ministre (substitution au mot « promouvoir » du mot « établir ») - **Art. 15** (p. 1817) : son amendement n° 13 : suppression de cet article relatif à l'aide financière accordée par l'Etat au plan d'égalité des entreprises jugées exemplaires ; adopté - **Art. 18** : son amendement de coordination n° 14 ; adopté.

– **Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan)** [n° **399 (82-83)**] - (28 juin 1983) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 2047) : priorité donnée à la modernisation de l'appareil productif et à la restauration des équilibres : progrès du réalisme - Politique de l'emploi et importance de l'agriculture - (p. 2048) : statistiques du chômage ; réduction de la durée du travail ; non compensation salariale - Service public de l'emploi - Insertion professionnelle des jeunes - Formation professionnelle - Politique de solidarité et livre blanc sur la protection sociale - (p. 2049) : maîtrise de l'évolution des dépenses de santé et réforme des prélèvements obligatoires ; fiscalisation - Politique de la famille - Réorganisation du système de santé ; hospitalisation - Décentralisation du système de santé et de l'action sociale et responsabilités financières des collectivités locales - Financement des transferts sociaux - Redéploiement - Maintien de nombreuses incertitudes - Avis défavorable de la commission.

– **Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** - *Nouvelle lecture* [n° **444 (82-83)**] - (28 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2066, 2067) : troisième examen du projet par le Sénat - Echec de la commission mixte paritaire - Pragmatisme nécessaire - Egalité de rémunération et charge de la preuve - Rétablissement des dispositions précédemment votées par le Sénat - **Art. 1 A** : son amendement n° 1 : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale ; rejeté - **Art. 1** (p. 2068) : son amendement rédactionnel n° 2 ; adopté - Son amendement n° 3 : substitution à la notion de rapport de la notion d'état ; adopté - Son amendement n° 4 : limitation du pouvoir d'opposition du directeur départemental du travail au plan d'égalité professionnelle dans l'entreprise ; adopté - Son amendement rédactionnel n° 5 ; adopté - **Art. 2** (p. 2069) : son amendement n° 6 : suppression de l'alinéa relatif à l'égalité de rémunération entre les différents établissements d'une même entreprise ; adopté - Son amendement n° 7 : charge de la preuve en cas de litige ; adopté - **Art. 8** : son amendement n° 8 : substitution à la notion de rapport annuel de la notion d'état annuel regroupant les informations relatives à la situation comparée des conditions d'emploi des femmes et des hommes dans l'entreprise ; adopté - (p. 2070) : ses amendements de coordination n° 9, 10 et 11 ; adoptés - **Art. 15** : son amendement n° 12 : suppression de cet article relatif à l'aide financière de l'Etat ; adopté - **Art. 18** : son amendement de coordination n° 13 ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2071) : cohérence de l'attitude du Sénat.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° **384 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (15 novembre 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2880) : avenir de l'université française.

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier** [n° **9 (83-84)**] - (17 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2989, 2990) : adaptation nécessaire de la loi de 1970 - Renforcement de la tutelle de l'Etat sur les hôpitaux - Départementalisation pour répondre aux contraintes économiques et budgétaires plutôt qu'aux besoins de santé - Indépendance et autorité du personnel médical - Répartition des responsabilités - Décentralisation hospitalière - (p. 2991) : propositions du rapporteur visant à une amélioration des services hospitaliers.

Suite de la discussion - (18 novembre 1983) - **Avant l'art. 5** (p. 3030) : sur l'amendement n° 5 de M. Jean Chérioux, rapporteur, (article additionnel tendant à définir les services) soutient le sous-amendement n° 64 de M. Guy Cabanel (possibilité d'une remise en cause du chef de service).

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (24 novembre 1983) - **Art. 29** (p. 3225) : son amendement n° 86, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : suppression des dispositions tendant à désindexer la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle ; retiré.

– **Projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan)** [n° **88 (83-84)**] - **Suite de la discussion** - (21 décembre 1983) - **Discussion générale** - (p. 4495, 4496) : participation aux travaux de la délégation du Sénat sur l'élaboration du 9e Plan en tant que rapporteur du plan intérimaire - Deuxième loi de plan consacrée aux voies et moyens - Reconnaissance de la primauté du combat économique - Nombreuses incertitudes quant à la faisabilité de ce plan - Douze programmes prioritaires d'exécution (PPE) et effet de catalogue - Nécessité d'un effort local important des régions et des collectivités territoriales sous-contractantes - Interrogation sur la dynamique réelle des contrats de plan et sur le contenu des contrats Etat-entreprises - Choix nécessaire entre le rétablissement des grands équilibres et le progrès social - 9e Plan présenté comme une stratégie de modernisation dans la perspective d'une croissance élevée - Rigueur indispensable : réduction de la consommation et stagnation des salaires et des revenus - Exportations stimulées par trois dévaluations - Maintien du différentiel d'inflation avec nos principaux partenaires - Objectif d'une érosion monétaire limitée à 5 % irréalisable - (p. 4497) : lutte contre le chômage illusoire - Augmentation de la pression fiscale sur les ménages pour un allègement des charges des entreprises - PPE n° 8 consacré à la famille s'accommodant mal du désordre des moeurs et de la non reconnaissance de la famille comme entité prioritaire - Mauvaise orientation de la réforme hospitalière - Nécessité de reconnaître l'importance de l'agriculture - Décentralisation et interrogation sur le redéploiement de la fiscalité locale des coûts afférents au transfert de compétences - Succès du plan réclamant une confiance absolue et un courage héroïque - Succès à la hauteur des libertés rendues et échec à la mesure des libertés perdues.

LUART (Roland du), sénateur de la Sarthe (UREI) - Secrétaire du Sénat.

Réélu secrétaire du Sénat le 5 octobre 1983.

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (6 mai 1983) (p. 721).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois (24 mai 1983) (p. 1071).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (24 juin 1983) (p. 1998).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi interdisant certains appareils de jeux (27 juin 1983) (p. 2012).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant droits et obligations des fonctionnaires (27 juin 1983) (p. 2020).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à garantir la liberté de la presse (24 novembre 1983) (p. 3246).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (13 décembre 1983) (p. 4127).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (14 décembre 1983) (p. 4243).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (15 décembre 1983) (p. 4275).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à protéger le **logement** contre l'intrusion illicite de personnes [n° **186 (82-83)**] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 [n° **493 (81-82)**] - **Suite de la discussion** - (7 avril 1983) - **Après l'art. 8** (p. 102) : son amendement n° 64, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : sanctions pénales concernant la « squatterisation » ; retiré.

– Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non-titulaires occupant de tels emplois [n° **148 (82-83)**] - (12 avril 1983) - **Après l'art. 4** (p. 181) : rémunération des gardes-chasse par les fédérations départementales de chasseurs - Office national de la chasse - Redevance cynégétique - **Après l'art. 5** (p. 182) : problème de l'autorité hiérarchique des gardes-chasse : salaires versés par les fédérations de chasseurs et autorité hiérarchique de l'Etat lors de leur titularisation.

– Question au Gouvernement : montants compensatoires monétaires - (21 avril 1983) - (p. 414) : origine des montants compensatoires monétaires (MCM) - Evolution du différentiel entre la France et la République fédérale d'Allemagne depuis mai 1981 - Effets pénalisants de ces mécanismes - Accord de mars 1979 relatif à la réduction des MCM positifs.

– Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles [n° **190 (82-83)**] - (18 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 903, 904) : eau, source de toute vie végétale ou animale - Texte instaurant un système de protection du patrimoine piscicole et des milieux aquatiques - Distinction entre pêche de loisir et pêche professionnelle - Droit de passage des pêcheurs le long des cours d'eau - Obligation d'entretien des berges et de gestion du patrimoine piscicole à la charge des propriétaires - Limitation en temps du transfert du droit de pêche aux associations agréées de pêche et de pisciculture - Composition des associations et des fédérations départementales de pêche - Texte portant atteinte au droit de propriété - Sauvegarde nécessaire de l'espace naturel - Agriculteurs, gardiens de la nature - Pêcheurs professionnels ou amateurs devant devenir les gardiens de l'eau - Au nom du groupe UREI, se déclare favorable au texte de ce projet de loi, sous réserve de l'adoption des amendements déposés par le groupe - **Art. 4** : *Art. 402 du code rural* (p. 908) : son amendement n° 1, soutenu par M. Philippe de Bourgoing, identique aux amendements, n° 78 de M. Charles-Edmond Lenglet, et n° 105 de M. Marcel Daunay ; cas des étangs clos de façon permanente, s'écoulant de façon occasionnelle ; retiré - *Art. 411* (p. 917) : sur l'amendement n° 25 de M. Michel Chauty, rapporteur (fixation par décret en Conseil d'Etat de la liste des espèces migratrices), son sous-amendement n° 153 : fixation par le ministre chargé de l'environnement, après avis du Conseil supérieur de la pêche, de la liste des espèces migratrices ; adopté.

Suite de la discussion - (26 mai 1983) - **Art. 4** (*suite*) : *Art. 415 du code rural* (p. 1119) : son amendement n° 2, soutenu par M. Philippe de Bourgoing et analogue au sous-amendement n° 129 de M. Jacques Pelletier : action d'éducation des fédérations départementales des associations agréées de pêche ; devenu sans objet - (p. 1121) : sur l'amendement n° 35 de M. Michel Chauty, rapporteur (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions de fonctionnement des fédérations), son sous-amendement n° 83, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : fixation par décret en Conseil d'Etat de la représentation : 1° des propriétaires riverains ; adopté ; 2° des associations ayant pour objet la protection de la nature ; rejeté - Sur le même objet que le sous-amendement n° 83, son amendement n° 3 ; devenu sans objet - *Art. 424* (p. 1131) : ses amendements n° 4 et n° 5, soutenus par M. Philippe de Bourgoing : limitation dans le temps de l'exercice gratuit du droit de pêche résultant de l'octroi de subventions au propriétaire ; devenus sans objet - Son amendement n° 11, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : maintien du droit de pêche personnel du propriétaire ; devenu sans objet - *Art. 426* (p. 1135) : sur l'amendement n° 44 de M. Michel Chauty, rapporteur (réparation du dommage causé à un propriétaire riverain par une association ou une fédération exerçant gratuitement un droit de pêche), son sous-amendement n° 84, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : interdiction d'exercice du droit de pêche à proximité d'une habitation ; retiré, ainsi que son amendement analogue n° 6 - *Art. 429* (p. 1161) : son amendement n° 7, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : protection des activités agricoles ; retiré - *Art. 432* (p. 1168) : son amendement n° 8, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : dispense d'autorisation pour la vidange d'une pisciculture ; retiré.

– Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat [n° **309 (82-83)**] - (25 octobre 1983) - **Après l'art. 38** *bis* (p. 2431) : intervient sur l'amendement n° 32 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (autorité hiérarchique des présidents d'association assurant des missions d'intérêt général sur les fonctionnaires de l'Etat ou agents d'établissements publics mis à disposition ; exemple des fédérations de pêche ou de chasse).

– **Question au Gouvernement : liberté de la presse écrite** - (10 novembre 1983) - (p. 2821) : mainmise du Gouvernement sur les moyens de communication de masse - (p. 2822) : procès en cours sur l'application de l'ordonnance de 1944 relative à la presse - Déclaration de M. Pierre Mauroy au congrès de Bourg-en-Bresse - Réforme du régime économique et juridique de la presse écrite - Aides de l'Etat à certains organes de presse - Projet de loi sur le statut de la presse.

– **Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 18** (p. 3179) : impossibilité pour un jeune agriculteur de financer les investissements nécessaires à l'exploitation et à l'achat des terres et des bâtiments - (p. 3180) : groupements agricoles fonciers (GAF) et groupements fonciers agricoles (GFA) créés par une loi du 31 décembre 1970 - Objectif des divers mécanismes d'encourager les capitaux à s'investir dans le foncier agricole - Remise en cause des avantages fiscaux existants - (p. 3188) : son amendement n° 3 : suppression du troisième paragraphe de cet article relatif à la réduction de l'exonération partielle accordée au titre de certaines parts de groupements fonciers agricoles ou de biens ruraux donnés à bail à long terme ; adopté - Méfiance à l'égard de la propriété foncière - Conteste les chiffres du ministre concernant le pourcentage des personnes intéressées par les baux à long terme - Importance des gens louant des terres - Avenir de la politique foncière du pays - (p. 3190) : son amendement n° 2 : dispositions du paragraphe III s'appliquant aux mutations portant sur des biens dont la location aura acquis date certaine, à compter du 1er janvier 1984 ; devenu sans objet - Manquement à la parole donnée et atteinte au fondement même du bail - Son amendement n° 93 : extension des avantages fiscaux aux groupements fonciers agricoles en numéraires ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - (p. 3193) : ses amendements soutenus par M. Michel Sordel, n° 94 : biens donnés à bail dans certaines conditions, considérés comme des biens professionnels ; n° 95 : sous les conditions autres que la limitation à trois fois la surface minimum d'installation, prise en compte comme biens professionnels des parts de groupements fonciers agricoles ; et n° 96 : suppression de la distinction entre groupements fonciers agricoles, selon qu'ils ont été constitués par apports en nature ou par apports en numéraires, pour une prise en considération comme biens professionnels ; irrecevables aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Art. 20** (p. 3212) : soutient l'amendement n° 16 de M. Louis de la Forest (nouvelle rédaction du paragraphe II de cet article relatif aux contrats souscrits auprès des caisses d'assurances mutuelles agricoles et à la mise en oeuvre sur trois ans des nouvelles dispositions) - Importance du maintien de l'exonération fiscale des contrats souscrits auprès des caisses mutuelle agricoles pour la couverture de l'outil de travail des agriculteurs - Atteinte à l'organisation mutualiste - (p. 3213) : sur l'amendement n° 78 de M. Maurice Blin, rapporteur général (nouvelle rédaction de la deuxième phrase du paragraphe II de cet article relative à l'exonération des contrats d'assurance maladie complémentaires et des contrats couvrant la totalité des risques personnels ou professionnels), son sous-amendement n° 159 : assujettissement des contrats couvrant les autres risques souscrits par les agriculteurs auprès des caisses d'assurances mutuelles agricoles, s'effectuant progressivement sur trois ans ; adopté.

Deuxième partie :

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - (p. 3837) : décentralisation - Insuffisante augmentation de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Transfert de compétences en matière d'action sanitaire et de santé - (p. 3838) : demonde de rééquilibrage des contributions des départements et des communes ; exemple du département de la Sarthe - Dotation globale d'équipement (DGE) - Impôts transférés ; modalités de versement du produit des taxes différentielles et spéciales sur les automobiles - Dotation générale de décentralisation (DGD) ; critique de l'indexation sur le produit de la TVA - Elections régionales - Criminalité et délinquance - Gendarmerie - Insuffisance des recrutements dans la police - (p. 3839) : insuffisance des crédits consacrés aux moyens de transport de police ; informatique.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - (9 décembre 1983) - **Art. 72** (p. 4007) : approbation des observations de M. Paul Girod sur le ressaut d'imposition - Sous-investissement des agriculteurs pénalisant toutes les entreprises de mécanique agricole - Risque de perte d'emplois pour les entreprises d'arboriculture, exemples dans la Sarthe sud - Nécessité d'obtenir la neutralité fiscale ou un étalement dans le temps - Redéfinition de la notion d'exploitation - Importance de cet article qui risque de tuer l'agriculture d'entreprise et de supprimer une importante source de richesses - (p. 4011) : son amendement n° 214 : possibilité d'opter définitivement pour le maintien dans le régime antérieur, soit de rapporter ; adopté - Ensemble des organisations professionnelles agricoles favorables à l'adoption de cette disposition - (p. 4013) : ses amendements n° 215 : possibilité de réduire les moins-values dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues pour les variations positives ; adopté ; et n° 216 : absence de prise en compte des revenus qui ne seraient pas professionnels agricoles, pour le calcul du taux moyen d'imposition ; adopté - **Art. 73** (p. 4018) : ses amendements n° 217 : suppression de l'obligation de l'agrément de la commission départementale des impôts ; adopté ; et n° 218 : possibilité pour les agriculteurs changeant d'activité sur leur exploitation, de modifier la date de clôture de leur exercice, pour l'adapter aux nouvelles activités de l'exploitation ; adopté - **Art. 74** (p. 4019) : conditions d'imposition des éleveurs présentant des caractéristiques particulières au sein même de l'agriculture - Application du régime réel aux productions bovines provoquant le classement en stocks des éléments des cheptels - Graves conséquences de cette imputation - (p. 4020) : problème de la plus-value imputable à la réévaluation du cheptel de souche, partiellement réglé par les dispositions de l'article 74 - Fiscalité devant prendre en compte la réalité économique des secteurs auxquels elle s'applique - (p. 4022) : son amendement n° 220 : exploitants agricoles ayant souscrit l'option prévue au I du présent article, ne pouvant pratiquer la provision pour hausse des prix ; retiré - **Après l'art. 74** (p. 4023) : son amendement n° 221 : article additionnel relatif à la soumission au Parlement par le Gouvernement, d'un rapport sur les conditions d'application de l'amortissement dégressif en agriculture ; adopté - **Art. 75** (p. 4024) : se déclare favorable aux amendements de M. Maurice Blin, rapporteur général n° 205 (retour au seuil de passage au régime du bénéfice réel double de celui retenu pour l'exploitant individuel) et n° 206 (fixation à 600.000 francs du seuil d'assujettissement au régime simplifié d'imposition à la TVA) - (p. 4025) : se déclare opposé à l'amendement n° 262 de M. Jacques Mossion (1° remplacer les dispositions « est égale à 120 % des limites prévues pour les exploitants individuels » par les dispositions suivantes « est égale à 80 % de la somme des limites prévues pour les exploitants individuels et applicables à chaque associé » ; 2° remplacer les mots « est fixée à 360.000 francs à compter du 1er janvier 1984 » par : « est égale à 80 % de la somme des limites prévues pour les exploitants individuels, et qui auraient été applicables à chaque associé s'il avait exploité à titre individuel »).

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Art. 78** (p. 4035) : son amendement n° 227, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : comptabilité simplifiée de l'exploitation agricole ; déclaré irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Art. 81** (p. 4038) : soutient l'amendement n° 230 de M. Michel Sordel : (bénéfice de l'abattement en faveur des jeunes agriculteurs) -Champ d'application de la dotation aux jeunes agriculteurs : conditions de surface ; forte disparité entre les départements - (p. 4040) : dégrèvements fiscaux substantiels accordés à M. Doumeng - Equité

fiscale - Souhaite la communication de la liste des gros exploitants non soumis à l'impôt.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° 7 (83-84)] - **Suite de la discussion** - (14 décembre 1983) - **Art. 54** *ter* (p. 4207) : sur l'amendement n° 57 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (extension des dispositions de cet article au directeur général et aux directeurs de services des départements et des régions), son sous-amendement n° 195, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : dispositions s'appliquant dans les communes de plus de deux mille habitants ; adopté - (p. 4208) : affirmation du Gouvernement à l'Assemblée nationale concernant l'appartenance des secrétaires généraux des communes de plus de 2000 habitants à la catégorie A - **Art. 97** *bis* (p. 4227) : son amendement n° 196, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : modification des conditions d'âge et d'ancienneté pour l'octroi du congé spécial ; devenu sans objet.

LUC (Hélène), sénateur du Val-de-Marne (président du groupe C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommée de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2266).

- Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur (17 novembre 1983) (p. 2996).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61** (**83-84**)] adopté par l'Assemblée nationale - **Temps libre et éducation populaire** [n° **63, tome XI** (**83-84**)] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **310** (JO Débats 2 décembre 1982) (p. 6135) à M. le ministre de la recherche et de l'industrie : **faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens** (situation du groupe Eclair-Prestil) - Réponse de M. Laurent Fabius, ministre de la recherche et de l'industrie (8 avril 1983) (p. 161, 162).

n° **400** (JO Débats 8 juin 1983) (p. 1454) à M. le ministre de l'éducation nationale : **enseignement** (difficultés de la rentrée scolaire de septembre 1983).

n° **416** (JO Débats 7 octobre 1983) (p. 2279) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **licenciements** (situation de l'usine SKF d'Ivry-sur-Seine).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières** [n° **228** (**82-83**)] - (19 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 336) : héritage des précédents gouvernements - Objectifs du président de la République : vaincre le chômage, réduire l'inflation et le déficit du commerce extérieur - (p. 337) : reconquête du marché intérieur - Souhaits du patronat : suppression de la taxe professionnelle, allègement des charges - Politique économique et sociale de gauche - Redressement de l'appareil productif - Nationalisations - Contrats de plan - Emprunt obligatoire - Formation professionnelle - Montants compensatoires - Réduction de la demande intérieure - Mesures fiscales - (p. 338) : réforme fiscale - Procédure des ordonnances - Groupe communiste favorable à l'adoption de ce texte.

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53**(**82-83**)] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269** (**82-83**)] - (4 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 615) : loi de décentralisation du 2 mars 1982 et démocratisation de l'éducation nationale ; ouverture du système scolaire sur la société ; concertation - Gestion démocratique de l'institution scolaire - Service public national à gestion décentralisée - Compétences conservées par l'Etat en matière d'éducation - Création des conseils d'éducation régionaux et départementaux : multipartisme ; présidence des conseils - Rôle des commissions techniques paritaires - Elaboration de la carte scolaire - Langues et cultures régionales ; rythmes scolaires - Facilités données aux membres des conseils d'éducation - Planification - Rôle du contrat - (p. 616) : principes d'égalité et de solidarité - Développement du pouvoir des communes en matière de carte scolaire : écoles primaires et maternelles ; collèges - Compétences des départements : lycées et établissements professionnels - Régions : lycées ou établissements professionnels spécialisés ; carte universitaire ; établissements supérieurs - Rapports contractuels entre l'Etat et les collectivités territoriales - Démocratisation et participation.

Suite de la discussion - (5 mai 1983) - **Avant l'art. 23** (p. 651) : soutient l'amendement n° 112 de M. Jean Ooghe (service public national d'éducation à gestion décentralisée) - **Art. 23** (p. 652) : soutient l'amendement n° 113 de M. Jean Ooghe (composition et pouvoirs des conseils d'éducation).

– **Question au Gouvernement : licenciements à l'usine SKF d'Ivry-sur-Seine** - (13 octobre 1983) - (p. 2300) : plan de redressement des travailleurs - Industrie du roulement à billes.

– **Déclaration du Gouvernement sur les événements du Liban** [n° **44** (**83-84**)] - (26 octobre 1983) - **Rappel au règlement** (p. 2455) : dispositions de l'article 39 du Règlement du Sénat et absence de débat à l'issue d'une déclaration du Gouvernement.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61** (**83-84**)].

Discussion générale - (21 novembre 1983) - (p. 3094) : acquis démocratiques et sociaux - Politique de dégradation structurelle du potentiel industriel menée par le patronat - Licenciements - Chômage des femmes et « carrefour de l'emploi » - Exemple de la SKF à Ivry-sur-Seine dans le Val-de-Marne - Pression des Etats-Unis ; dollar et taux spéculatifs - (p. 3095) : pouvoir d'achat des travailleurs - Surtaxe exceptionnelle - Prélèvement sur le revenu imposable pour la Caisse nationale des allocations familiales et l'assurance vieillesse - Consommation populaire et épargne des Français - Prélèvement libératoire sur les obligations - Avoir fiscal - Soutien à l'industrie - Fiscalité - Indice des prix - Investissements productifs - Action de la droite - Dépôt d'amendements en faveur de la justice sociale - Approbation de ce budget.

Deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports - (2 décembre 1983) - Rapporteur pour avis (temps libre et éducation populaire) - (p. 3631) : remaniement ministériel de mars 1983 et suppression du ministère du temps libre ; préoccupations de la commission des affaires culturelles devant le transfert de la direction du loisir social au secrétariat d'Etat au

tourisme, rattaché au ministère du commerce extérieur, et devant le transfert des activités de pleine nature à la direction du sport - Régression des crédits consacrés au temps libre ; diminution des crédits d'intervention - Budget de rigueur - (p. 3632) : politique du temps libre et prise en compte du développement de la communication sociale : accès du mouvement associatif aux médias nationaux : loi sur la communication audiovisuelle ; future création d'une régie française d'espace (RFE) - Expérience des ateliers de communication sociale - Rôle du Haut comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature - Création du Conseil national de la vie associative (CNVA) - Déception du mouvement associatif : conventions ou subventions ; agrément des associations et saupoudrage des crédits ; rôle incitatif des crédits d'Etat ; charge pour les collectivités locales - Augmentation de la contribution de l'Etat aux postes Fonjep - Préparation de l'année internationale de la jeunesse en 1985 - Financement du Fonds de développement solidaire de la vie associative - Répartition des crédits de la formation professionnelle : formation des animateurs - Presse associative et projet de loi sur la presse - Avis favorable de la commission des affaires culturelles.

Education nationale - (3 décembre 1983) - (p. 3705) : nécessité de transformer l'école dans ses structures devenue une exigence populaire depuis mai 1981 et un objectif essentiel du gouvernement de gauche - Rénovation du système éducatif et de la formation des jeunes constituant l'un des axes majeurs du 9e Plan - Droite responsable du nombre d'illettrés - Nombreuses actions positives depuis 1981 : créations d'emplois, lutte contre l'échec scolaire, maintien à l'école de dizaines de milliers de jeunes, revalorisation des maîtres-auxiliaires - Reconnaissance de la place des enseignements artistiques - Augmentation des effectifs par classes - Absence de création d'emplois dans les maternelles - Suppression de postes d'instituteurs - (p. 3706) : importance de la formation des enseignants - Soutien des manifestations du comité national d'action laïque - Institutionnalisation dans le service public du système de concurrence scolaire instauré par la droite - Engagement du Président de la République d'aller progressivement vers un grand service public unique, laïc, gratuit et pluraliste - Au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'adoption du budget de l'éducation nationale pour 1984.

– Projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) [n° 88 (83-84)] - Suite de la discussion - (21 décembre 1983) - **Art. 1** (p. 4525) : son amendement n° 10, soutenu par M. Paul Souffrin relatif au programme prioritaire d'exécution n° 2 concernant la poursuite de la rénovation du système d'éducation et de formation des jeunes ; devenu sans objet.

LUCOTTE (Marcel), sénateur de la Saône-et-Loire (UREI).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

Est nommé membre du comité consultatif de l'utilisation de l'énergie (décret n° 76-561 du 25 juin 1976) (7 avril 1983) (p. 143).

Est nommé membre de la commission consultative pour la production de carburants de substitution (décret n° 83-755 du 16 août 1983) (2 novembre 1983) (p. 2536).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le IXe Plan (première loi de plan) (28 juin 1983) (p. 2085).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale (5 juillet 1983) (p. 2190).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905 (6 juillet 1983) (p. 2205).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à garantir la liberté de la presse (24 novembre 1983) (p. 3246).

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la structure et le montant de la dette publique de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements, ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques dans l'évolution de la dette extérieure depuis 1981 (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **223 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement de certaines activités **d'économie sociale** [n° **289 (82-83)**] (4 mai 1983) –.

Rapport fait, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **406 (82-83)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif au développement de certaines activités **d'économie sociale** [n° **462 (82-83)**] (29 juin 1983).

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de certaines activités **d'économie sociale** [n° **484 (82-83)**] (6 juillet 1983).

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Energie [n° 64, tome V (83-84)]** (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **60** (19 mai 1983) (p. 997) à M. le ministre de l'agriculture : **élevage** (office interprofessionnel du lait et des produits laitiers et office interprofessionnel des viandes et de l'élevage) - Discutée le 10 juin 1983 (débat commun) (p. 1551 et suivantes).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale [n° 223 (82-83)] - (19 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 930) : coopératives ; mutuelles et associations - Coopératives artisanales ; statut - Coopératives maritimes et d'intérêt maritime - Coopératives de production d'HLM - Transport routier et batellerie fluviale - Définition du champ d'application de cette loi - Absence de précision sur le régime fiscal des coopératives - Place de l'économie artisanale dans l'économie nationale - Elaboration de ce texte et concertation - Historique du mouvement coopératif - Situation du mouvement coopératif à l'étranger - (p. 931) : principes fondamentaux des coopératives ; liberté d'adhésion ; contrôle démocratique ;

solidarité et responsabilité individuelle ; capacité d'initiative des coopérateurs - Groupement d'intérêt économique (GIE) ; règle de responsabilité solidaire illimitée - Coopératives maritimes - Sociétés coopératives d'intérêt maritime - Situation fiscale des PME regroupées en sociétés coopératives d'interêt maritime - Sociétés coopératives d'HLM ; location attribution de 1965 à 1971 ; création d'un nouveau type de société anonyme coopérative de production d'HLM - Habilitation à opérer comme maîtres d'ouvrage dans le secteur de l'accession à la propriété - Elargissement des compétences des coopératives de production au secteur locatif - (p. 932) : transport routier et batellerie fluviale - Absence d'une loi d'orientation définissant l'économie sociale - Vote de ce texte amendé - (p. 959) : travaux de la commission - Défense du libéralisme et de la coopération - Dépôt d'amendements - **Art. 1** (p. 960) : son amendement n° 1 : objet des coopératives artisanales ; notion d'engagement d'activité ; adopté - (p. 961) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 119 de M. Michel Crépeau, ministre (personnalité morale, capacité et immatriculation des sociétés coopératives) - Répertoire des métiers - **Après l'art. 1 :** son amendement n° 2 : société coopérative artisanale et avis de l'assemblée permanente des chambres de métiers ; adopté - **Art. 2 :** son amendement n° 3 : modification des statuts des sociétés coopératives artisanales ; adopté - **Art. 3 :** son amendement n° 4 : référence aux articles 1832 à 1844-17 du code civil ; adopté - **Art. 4** (p. 962) : son amendement n° 5 : substitution des mots « société coopérative artisanale à capital variable » à « société coopérative artisanale » ; adopté - Ses amendements de coordination n° 6 et n° 8 ; adoptés - Son amendement n° 7 rédactionnel ; adopté - Son amendement n° 9 : frais de publicité légale ; adopté - **Art. 5 :** son amendement rédactionnel n° 10 ; adopté - (p. 963) : son amendement n° 11 : coopérative artisanale et cas de l'Alsace et de la Moselle ; adopté - Son amendement n° 12 : modalités d'association de personnes physiques ou morales dont l'activité est complémentaire ; adopté - Accepte l'amendement n° 120 de M. Michel Crépeau, ministre (associés non coopérateurs) - Son amendement rédactionnel n° 14 ; adopté - **Art. 6 :** son amendement n° 15 : suppression des dispositions de cet article relatives aux possibilités de dissolution de la société coopérative artisanale ; réservé jusqu'après l'examen de l'amendement n° 16, puis adopté - **Après l'art. 6** (p. 964) : son amendement n° 16 : adaptation de la situation de la société coopérative artisanale et possibilités de dissolution ; adopté - **Art. 7 :** son amendement n° 17 : durée de la période probatoire ; adopté - Son amendement n° 18 : droits du candidat à l'admission ; adopté - Son amendement n° 19 : suppression des dispositions de cet article relatives aux cas d'exclusion d'associés de la coopérative ; adopté - (p. 965) : son amendement n° 20 : délai d'exclusion d'un associé ; adopté - Son amendement de forme n° 21 ; adopté - Son amendement n° 22 : remboursement de la valeur nominale des parts détenues à l'associé en cas d'annulation ou de remboursement de ces parts ; bénéfices et pertes ; adopté - **Art. 8** (p. 966) : son amendement n° 23 de forme ; adopté - (p. 967) : son amendement n° 24 de coordination ; adopté - **Art. 9 :** son amendement n° 25 de forme ; adopté - **Après l'art. 9 :** son amendement n° 26 : capital social des sociétés coopératives artisanales ; adopté - **Art. 10** (p. 968) : son amendement n° 27 : suppression des dispositions de cet article relatives à la répartition des pertes sociales entre les associés ; adopté - Ses amendements de coordination n° 28 et n° 30 ; adoptés - Son amendement rédactionnel n° 29 ; adopté - Son amendement n° 31 : présentation par les sociétés commerciales de documents comptables permettant d'apprécier les engagements réels de celles-ci ; retiré - **Art. 12 :** son amendement n° 32 : absence de quorum de l'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire ou de l'assemblée des associés et applicabilité du deuxième alinéa de l'article 59 de la loi du 24 juillet 1966 ; adopté - **Art. 13** (p. 969) : son amendement de coordination n° 33 ; adopté - **Art. 15 :** son amendement n° 34 : nombre de mandataires artisans ; adopté - **Art. 16 :** son amendement n° 35 de forme ; adopté - Son amendement n° 36 de coordination ; adopté - **Art. 16 *bis*** (p. 970) : son amendement n° 37 de forme ; adopté - **Art. 17 :** son amendement n° 38 : rémunération des mandataires exerçant effectivement une fonction de direction de la société de coopérative artisanale ; retiré - **Intitulé du chapitre 4 :** son amendement n° 44 : « Dispositions comptables et financières » ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 21, puis adopté - **Art. 18 A :** son amendement n° 39 : comptes annuels des sociétés coopératives artisanales ; procédure applicable lorsque les comptes annuels font apparaître un dépassement des seuils de 25 % du chiffre d'affaires annuel ; adopté - (p. 971) : sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements de M. Josy Moinet n° 111 (suppression de l'estimation des charges afférentes) et n° 112 (suppression de l'obligation pour une société coopérative artisanale effectuant des opérations impliquant des activités différentes de tenir une comptabilité analytique simplifiée) - **Art. 18** (p. 972) : son amendement n° 40 : excédent net de gestion ; compte de réserve ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 129 de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat (impossibilité pour le compte d'excéder le montant le plus élevé atteint par les capitaux propres à l'exclusion de ce compte de la société coopérative artisanale) - **Art. 18 *bis*** (p. 973) : son amendement n° 41 : répartition après la dotation éventuelle au compte de réserve, et la dotation obligatoire au fonds de garantie et de développement des reliquats entre les associés à titre de ristourne ; adopté - **Art. 19 :** son amendement n° 42 : assemblée générale et assemblée des associés ; répartition des pertes ; adopté - **Art. 21 :** son amendement rédactionnel n° 43 ; adopté - **Intitulé du chapitre 5** (p. 974) : son amendement n° 46 : « Union de sociétés coopératives artisanales » ; adopté - **Art. 22 :** son amendement n° 45 : constitution par les sociétés coopératives artisanales d'unions de coopératives ; objet et pouvoirs de ces unions ; adopté - **Art. 25** (p. 975) : son amendement n° 47 : examen analytique de la situation financière et de la gestion des sociétés coopératives artisanales et de leurs unions ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat, n° 121 et n° 122 relatifs à la révision et n° 123 (mise en œuvre de la procédure d'examen par un organisme agréé à cet effet) - **Art. 26** (p. 976) : son amendement n° 48 : sens du mot « groupements » ; adopté - **Art. 27 :** son amendement n° 49 : substitution des mots « membres, associés et actionnaires », à « membres ou associés » ; adopté - (p. 977) : son amendement n° 50 : modalités de transformation du groupement et de la société ; traduction comptable ; adopté - **Art. 28 :** son amendement n° 51 de coordination ; adopté - **Art. 30 :** son amendement n° 52 : justification à fournir par les sociétés coopératives artisanales et leurs unions aux services du ministre chargé de l'artisanat ; adopté - **Intitulé du titre I *bis*** (p. 978) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 133 de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat (« Statut des coopératives d'entreprises de transports et des coopératives artisanales de transport fluvial ») - **Art. 30 *bis* :** son amendement n° 53 de coordination ; adopté - (p. 979) : s'oppose à l'amendement n° 108 de M. Josy Moinet (sociétés coopératives d'entreprises de transports et nombre maximum de salariés permanents) - Son amendement n° 54 rédactionnel ; adopté - Son amendement n° 55 : définition par décret des modalités d'application de cet article ; adopté - **Art. 30 *ter* :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 134 de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat (substitution de la dénomination « sociétés coopératives artisanales de transport fluvial » à « sociétés coopératives d'entreprises de transport fluvial ») - (p. 980) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 132 de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat (action de tiers non associés et inapplicabilité des dispositions prévues à l'article 8 du titre I de cette loi) - **Art. 31 :** son amendement n° 56 : sociétés coopératives maritimes et pêche maritime ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 114 de M. Josy Moinet (élargissement des possibilités d'intervention des coopératives maritimes) - (p. 981) : ses amendements de coordination n° 57 et n° 58 ; adoptés - Son amendement n° 59 : suppression des dispositions de cet article relatives à la répartition des résultats entre les

associés ; adopté - **Art. 32 :** ses amendements n° 60 et n° 61 de coordination ; adoptés - Son amendement rédactionnel n° 62 ; retiré - **Art. 33** (p. 982) : son amendement n° 64 de coordination ; adopté - **Art. 34 :** son amendement n° 65 de coordination ; adopté - **Art. 35 :** son amendement n° 66 : inscription et appellation des sociétés coopératives maritimes ; adopté - **Art. 36** (p. 983) : son amendement n° 67 de coordination ; adopté - **Art. 38 :** son amendement de coordination n° 68 ; adopté - Son amendement n° 69 : imputation des pertes des sociétés coopératives maritimes constituées sous forme de sociétés civiles aux associés ; adopté - **Après l'art. 38 :** son amendement n° 70 de coordination ; adopté - **Art. 39** (p. 984) : son amendement n° 71 : suppression des dispositions de cet article relatives au nombre de voix d'un associé dans les assemblées ; adopté - Son amendement de coordination n° 72 ; adopté - Son amendement rédactionnel n° 73 ; adopté - **Art. 41 :** son amendement n° 74 : suppression de dispositions de cet article pour coordination ; adopté - Ses amendements de coordination n° 75, n° 76 et n° 77 ; adoptés - **Art. 42** (p. 985) : son amendement n° 78 de coordination ; adopté - **Art. 43 A :** son amendement n° 79 : comptes annuels des sociétés coopératives maritimes ; adopté - **Art. 43 :** son amendement n° 80 de coordination ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 130 de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat (capitaux propres à l'exclusion de ce compte) - **Art. 43** *bis* (p. 986) : son amendement n° 81 de coordination ; adopté - **Art. 43** *ter :* son amendement n° 82 de coordination ; adopté - **Art. 43** *quater :* son amendement de coordination n° 83 ; adopté - **Art. 48 :** son amendement n° 84 : sociétés coopératives maritimes et examen analytique de la situation financière et de la gestion ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat, n° 124 et n° 125 relatifs à la procédure de révision et n° 126 (procédure d'examen par un organisme agréé) - **Intitulé du projet** (p. 988) : son amendement n° 103 : « Projet de loi portant statut ou modifiant le statut de certaines sociétés coopératives et de leurs unions » ; adopté - Difficultés de définition de l'économie sociale - Sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP) - Projet de 9e Plan - Loi d'orientation - **Art. 53** (p. 989) : ses amendements n° 88 et n° 89 de coordination ; adoptés - **Art. 55** (p. 990) : son amendement n° 90 de forme ; adopté - Son amendement de coordination n° 91 ; adopté - (p. 991) : son amendement n° 92 : modalités d'élargissement des activités des sociétés coopératives de production d'HLM ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 104 de M. Jean Béranger (seuil minimal de construction de 50 logements en trois ans pour bénéficier des nouvelles dispositions de cette loi) - Son amendement de forme n° 93 ; adopté - Son amendement n° 94 : modalités de retrait de l'autorisation par le ministre ; adopté - Son amendement n° 95 : extension aux lotissements de la garantie de financement et d'acquisition des invendus ; adopté - Son amendement n° 96 : examen analytique de la situation financière et de la gestion des sociétés anonymes coopératives de production d'HLM ; adopté - (p. 992) : sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat, n° 127 (révision) et n° 128 (examen par un organisme agréé) - Son amendement n° 97 : suppression du texte de l'article L. 422-3-2 du code de la construction relatif à l'extension de la compétence des coopératives de production d'HLM au secteur locatif ; rejeté - S'oppose à l'amendement n° 131 de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat (examen analytique de la situation financière et de la gestion des sociétés coopératives d'HLM) et à l'amendement n° 107 de M. Robert Laucournet (extension de la capacité juridique des sociétés coopératives d'HLM au secteur locatif ; tourisme social) - **Art. 56** (p. 994) : son amendement n° 98 : suppression de cet article relatif à la composition des unions de coopératives ; adopté - **Art. 57** (p. 995) : son amendement n° 99 : suppression de cet article relatif au statut des unions de coopératives et aux voix des personnes morales associées ; adopté - **Intitulé du titre 5 :** son amendement n° 101 : « Rémunération des parts sociales des coopératives et émission de titres participatifs » ; réservé jusqu'après le vote de l'amendement n° 100, puis adopté - **Après l'art. 59 :** son amendement n° 100 : émission de titres participatifs par les banques coopératives et mutualistes ; adopté - **Art. 60** (p. 996) : son amendement n° 102 : baux commerciaux ; adopté.

– **Question au Gouvernement : politique charbonnière** (19 mai 1983) - (p. 937, 938) : programme gouvernemental de 1981 - Production - Aide de l'Etat - Région de Bourgogne : mines de Blanzy ; centrale thermique de Châlon-sur-Saône - Projet de centrale nucléaire de Val-de-Saône.

– **Questions orales avec débat jointes : politique agricole** (10 juin 1983) - (p. 1552, 1553) : offices d'intervention institués par la loi du 6 octobre 1982 - Organisation des marchés et crainte d'une extension abusive des prérogatives de l'Etat au détriment des organisations économiques interprofessionnelles - Risques d'une politique différenciée de prix et de revenus et contradiction avec les principes de la politique agricole commune (PAC) - Prix agricoles pour la campagne 1983-1984 - Secteurs de production en crise ; élevage charolais - Opérations des acheteurs italiens sur le marché français - Création par décret du 18 mars 1983 de l'Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture - Permanence des problèmes structurels occultée par les difficultés résultant du système des montants compensatoires et des inondations catastrophiques dans les départements de la Côte-d'Or et de la Saône-et-Loire - Attente de la nomination des présidents d'offices d'intervention.

– **Projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale** - *Deuxième lecture* [n° **406 (82-83)**] - (5 juillet 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2178) : modification de l'intitulé de ce projet - Artisanat et coopération artisanale - Pêche - Emploi - Organisations et unions coopératives - Unions d'économie sociale - Immatriculation au répertoire des métiers - Titres participatifs - Capital minimal des sociétés coopératives - Procédure de contrôle de gestion - Révision - (p. 2179) : modalités du contrôle de gestion et inquiétude des experts comptables - Groupements de prévention agréés pour les entreprises et risques de double emploi avec les centres de gestion agréés - Corps d'experts en diagnostic - **Art. 3 :** son amendement rédactionnel n° 1 ; adopté - **Art. 4 :** son amendement de coordination n° 2 ; adopté - **Art. 5** (p. 2180) : son amendement n° 3 : suppression de la référence au concept d'adhésion ; adopté - **Art. 7 :** son amendement n° 4 : durée de la période probatoire précédant l'entrée définitive dans la coopérative ; adopté - Son amendement de coordination n° 5 ; adopté - Son amendement n° 6 : suppression des dispositions de cet article relatives aux cas d'exclusion des associés ; adopté - Son amendement rédactionnel n° 7 ; adopté - **Art. 9** *bis* (p. 2181) : son amendement n° 8 : capital social minimum des sociétés coopératives artisanales ; adopté - **Art. 10 :** son amendement de coordination n° 9 ; adopté - **Art. 12 :** son amendement n° 10 : délibération de l'assemblée sur troisième convocation, quel que soit le nombre des associés présents ou représentés ; adopté - **Art. 18 A** (p. 2182) : accepte l'amendement n° 27 de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat (définition de l'excédent net de gestion) - **Art. 18 :** accepte l'amendement de coordination n° 28 de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat - **Art. 18** *bis :* accepte l'amendement n° 29 de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat (modalités de répartition des pertes dans des opérations avec des associés) - **Art. 19 :** accepte l'amendement n° 30 de coordination de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat - **Art. 22** (p. 2183) : son amendement n° 12 : prises de participation des unions coopératives artisanales ; adopté - **Art. 25 :** son amendement n° 13 : procédure d'examen et recours à une personne physique ou morale agréée à cet effet ; adopté - **Art. 30** (p. 2184) : son amendement n° 14 : justifications à fournir par les sociétés coopératives artisanales et leurs unions, aux services du ministre chargé de l'artisanat ; adopté - **Art. 30** *bis :* accepte l'amendement n° 36 de rectification d'une erreur matérielle,

de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat - **Art. 31 :** son amendement n° 15 : coopératives maritimes et absence d'extension aux activités touristiques ; adopté - **Art. 34** (p. 2185) : son amendement n° 16 de coordination ; adopté - **Art. 38 :** son amendement de coordination n° 17 ; adopté - **Art. 38** *bis :* son amendement de coordination n° 18 ; adopté - **Art 39** (p. 2186) : son amendement n° 19 : délibération de l'assemblée sur troisième convocation, quel que soit le nombre des associés présents ou représentés ; adopté - **Art. 41 :** ses amendements de coordination n° 20 et n° 21 ; adoptés - **Art. 43 A :** accepte l'amendement n° 31 de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat (excédent net de gestion) - **Art. 43 :** accepte l'amendement n° 32 de coordination de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat - **Art. 43** *bis :* accepte l'amendement n° 33 de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat (pertes résultant des opérations avec les associés) - **Art. 43** *ter* (p. 2187) : accepte l'amendement n° 34 de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat (affectation en totalité de la part de l'excédent net de gestion résultant des opérations effectuées avec les tiers non associés à un compte de réserve) - **Art. 48 :** son amendement de coordination n° 23 ; adopté - **Art. 55 :** son amendement de coordination n° 24 ; adopté - **Art. 56** (p. 2188) : son amendement n° 25 : création et statut juridique des unions d'économie sociale ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 35 de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat (part du capital détenue par les sociétés coopératives) - **Art. 57** (p. 2189) : son amendement de coordination n° 26 ; adopté.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **484 (82-83)**] - (7 juillet 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2234) : succès des travaux de la commission mixte paritaire - Révision coopérative - Prévisions de gestion - Coopératives d'intérêt maritime - Création des unions d'économie sociale.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° **384 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (8 novembre 1983) - **Art. 25** (p. 2746) : sur l'amendement n° 106 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif au choix du président de l'université, à ses pouvoirs et à ses fonctions), soutient le sous-amendement n° 310 de M. Philippe de Bourgoing (rééligibilité du président).

Suite de la discussion - (9 novembre 1983) - **Après l'art. 30** (p. 2769) : soutient l'amendement n° 330 de M. Philippe de Bourgoing (autonomie administrative des unités de formation et de recherche de droit) - **Art. 31** (p. 2771) : directeurs et présidents des instituts universitaires de technologie (IUT).

Suite de la discussion - (15 novembre 1983) - **Art. 45** (p. 2843) : sur l'amendement n° 135 de M. Paul Séramy, rapporteur (entrée en vigueur d'un pouvoir de tutelle lorsque le fonctionnement de l'établissement public est compromis ; proportionnalité de l'action avec la gravité de la crise), soutient le sous-amendement n° 333 de M. Philippe de Bourgoing (incapacité de la part des organes compétents élus pour prendre des décisions) - **Art. 51** (p. 2852) : sur l'amendement n° 144 de M. Paul Séramy, rapporteur (conditions dans lesquelles les emplois des personnels permanents des établissements publics à caractère scientifique, culturel ou professionnel doivent être pourvus), soutient le sous-amendement n° 334 de M. Philippe de Bourgoing (contrats à durée déterminée pour des étudiants qualifiés) - **Art. 66** (p. 2872) : sur l'amendement n° 161 de M. Paul Séramy, rapporteur (modification des statuts des universités ; mandat des présidents d'université et des membres des conseils d'administration), soutient le sous-amendement n° 341 de M. Philippe de Bourgoing (mise en accord des statuts avec les dispositions des décrets d'application de la présente loi pris à ce sujet) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2878) : inadaptation du projet par rapport aux besoins de l'université française - Pouvoirs des permanents syndicaux - Critères de qualité et de compétence - Autonomie et pouvoir dans l'université - Avenir des universités françaises - Objectif de professionnalisation - Opposition d'une conception de la liberté à celle de l'étatisme.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 9** (p. 3146) : intervient en tant que rapporteur de la commission des affaires économiques pour la loi du 20 juillet 1983 relative au développement de certaines activités d'économie sociale - Dispositions contenues dans cet article relatives à divers types de coopératives - Réactions favorables des représentants des coopératives artisanales et des coopératives maritimes : réserves des coopératives d'entreprises de transport routier : remise en cause de l'égalité des conditions de concurrence - Son amendement n° 137 : extension des avantages fiscaux aux sociétés coopératives d'intérêt maritime ; extension du bénéfice du compte d'épargne en actions aux caisses de crédit agricole ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - Utilisation politique des coopératives ; cas des sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP) ; exemple de Manufrance.

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 13** (p. 3163) : désaccord sur la forme et sur le fond - Action de débudgétisation - Réforme nécessaire de la fiscalité locale - Recette nouvelle en apparence pour les départements, venant en déduction de la dotation générale de décentralisation accordée par l'Etat aux départements - Atteinte à l'accession à la propriété et à la construction - Non respect des engagements de l'Etat souscrits à l'égard des constructeurs - Taxe foncière ne figurant pas dans le calcul de l'indice du coût de la vie - (p. 3165) : son amendement n° 138 : suppression de cet article relatif à la taxe foncière sur les propriétés bâties et aux exonérations de longue durée ; retiré - Débudgétisation pénalisant les contribuables - Communes et départements responsables de l'augmentation aux yeux des contribuables.

Deuxième partie :

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3579) : sort de l'agriculture et des agriculteurs - Evolution du budget - Inflation - Fiscalité agricole - Taxation des contrats souscrits auprès des sociétés ou des caisses d'assurances mutuelles agricoles - Seuil d'imposition au bénéfice réel simplifié - (p. 3580) : fiscalité agricole - Pouvoir d'achat des agriculteurs - Catastrophes naturelles - Nationalisation du secteur bancaire - Crédit agricole - Installation des jeunes agriculteurs - Loi foncière.

Industrie et recherche - (5 décembre 1983) - Rapporteur pour avis (énergie) - (p. 3766) : évolution de la consommation d'énergie - Diminution des achats de pétrole à l'étranger - Réduction de la consommation - Politique des prix - Déficit des raffinages - Augmentation de la consommation de gaz naturel - Principaux fournisseurs de gaz : Algérie, Pays-Bas et URSS - Risques politiques et géographiques - (p. 3767) : surcoût du gaz algérien - Politique charbonnière - Difficultés des Charbonnages de France : prix de revient excessif ; effectifs inadaptés - Reconversion des régions minières - Non respect des mesures gouvernementales prévoyant en 1981 le développement de l'exploitation du charbon français - Risque de nombreuses suppressions d'emplois - Démission de M. Valbon, président des Charbonnages de France - Exploitation souhaitable de gisements à l'étranger - Electricité - Nucléaire - Absence de plan à long terme.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - (9 décembre 1983) - **Art. 72** (p. 4008) : son amendement n° 213, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : limitation de l'application des nouvelles dispositions aux exploitations actuellement soumises au bénéfice agricole réel normal ; adopté.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Art. 76** (p. 4030) : son amendement n° 224, soutenu par M. Philippe de Bourgoing :

bénéfice de l'exonération des plus-values accordé aux agriculteurs jusqu'à 500 000 F ; devenu sans objet - **Art. 77** (p. 4032) : son amendement n° 225, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : suppression du paragraphe relatif au délai accordé aux exploitants agricoles pour dénoncer leur forfait ; rejeté - (p. 4034) : son amendement n° 226, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : retour au forfait admis pour les agriculteurs dont les recettes s'abaissent en dessous de 250 000 F en cas de force majeure ou de réduction d'activité dans les cinq ans précédant la retraite ; adopté.

– Projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) [n° 88 (83-84)] - (20 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4485) : difficultés de planifier : environnement international ; cours du dollar ; endettement extérieur de la France - (p. 4486) : commission d'enquête créée par le Sénat sur l'endettement extérieur - Dette intérieure - Politique industrielle - Energie : réduction du programme électro-nucléaire ; politique charbonnière ; politique pétrolière - Approvisionnement en matières premières : cours sur les marchés mondiaux ; inventaire des ressources nationales ; rôle du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) - Politique industrielle : charges des entreprises ; politique de blocage des prix ; augmentation du nombre des chômeurs - Agriculture et industries agro-alimentaires ; flottement de la politique agricole commune (PAC) - Projet Rhin Rhône ; extension du réseau à grand gabarit ; liaison Saône Rhin ; situation de la Compagnie nationale du Rhône (CNR) - Economie sociale : attente d'un projet de loi d'orientation ; incertitude sur le rôle des entreprises d'économie sociale dans le domaine de la santé : « boutiques de santé » ; tourisme social ; banques du secteur coopératif - (p. 4487) : régime juridique et financier des sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP) ; création éventuelle d'un titre associatif - Loi sur les coopératives - Volonté politique et confiance populaire nécessaires.

M

MACHET (Jacques), sénateur de la Marne (UCDP).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires sociales (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est élu juge suppléant de la Haute Cour de justice (10 décembre 1983) (p. 4061).

MADELAIN (Jean), sénateur de l'Ile-et-Vilaine (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (6 mai 1983) (p. 721).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (21 juin 1983) (p. 1818).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi interdisant certains appareils de jeux (27 juin 1983) (p. 2012).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code de la sécurité sociale et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant (12 décembre 1983) (p. 4099).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique (14 décembre 1983) (p. 4187).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Avis déposé, au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° **53 (82-83)**] déposée par M. Paul Girod et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (urgence déclarée) [n° **276 (82-83)**] (27 avril 1983) - **Collectivités locales.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **252 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, portant mise en oeuvre de la directive du Conseil des communautés européennes du 14 février 1977, concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au maintien des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises, d'établissements ou de parties d'établissements [n° **325 (82-83)**] (18 mai 1983) - **Travail.**

Proposition de loi déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à assimiler les cartes communales adoptées avant le 1er janvier 1983 aux plans d'occupation des sols [n° **476 (82-83)**] (30 juin 1983) - **Urbanisme.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale)**Formation professionnelle** [n° **66, tome V (83-84)**] (21 novembre 1983).

Avis déposé avec MM. Jean-Pierre Fourcade et Jean Béranger, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **88 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, définissant les moyens d'exécution du 9e **Plan** de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) [n° **144 (83-84)**] (15 décembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53(82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - (4 mai 1983) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 600) : secteur de l'action sociale et de la santé : montant des dépenses d'aide sociale et part dans le budget de fonctionnement des départements - Débats au Sénat aboutissant aux lois de décentralisation du 2 mars 1982 et de transferts de compétences du 7 janvier 1983 et rappel des préalables : modalités de révision des barèmes d'aide sociale et des mécanismes de péréquation, et règlement des avances effectuées par les départements pour le compte de l'Etat - Principe de la répartition par blocs de compétences et compétence de droit commun attribuée au département en matière d'action sociale - Reprise des dispositions du projet de loi n° 409 - Montant des charges transférées vers les collectivités territoriales et compensations financières nécessaires : recettes fiscales : dotation générale de décentralisation (DGD) - (p. 601) : équilibre de la proposition de loi en examen et caractère inacceptable des amendements du Gouvernement - **Art. 6** (p. 627) : intervient sur cet article fixant que la révision des barèmes d'aide sociale, prévue par la loi du 7 janvier 1983, ne peut avoir pour effet d'augmenter le taux de participation des départements à ces dépenses - Reprise d'un amendement présenté au Sénat le 17 avril 1980 - Echelonnement de cette révision sur trois ans - Versement par le budget de l'Etat des transferts de charges qui en résultent.

Suite de la discussion - (5 mai 1983) - Rapporteur pour avis - **Art. 7** (p. 633) : son amendement n° 1 : remboursement en quatre ans des dettes de l'Etat envers les collectivités locales ; adopté - **Art. 31** (p. 671) : demande la réserve de son amendement de coordination n° 2 jusqu'après l'article 47 - **Art. 33** (p. 672) : s'oppose à l'amendement n° 54 de M. Gaston Defferre, ministre (adoption par le conseil général d'un règlement départemental d'aide sociale ; possibilités de moduler les prestations) - **Art. 34** (p. 674) : sur l'amendement n° 55 de M. Gaston Defferre, ministre, s'oppose au 1° (frais de fonctionnement des centres d'aide par le travail à la charge des départements) et accepte le 2° (élargissement du champ des compétences de l'Etat en matière d'aide sociale en faveur des marginaux) - **Art. 35** : son amendement n° 3 : récapitulation *a posteriori* des dépenses supportées par l'Etat dans le département ; adopté - **Art. 36** (p. 675) : s'oppose à l'amendement n° 57 de M. Gaston Defferre, ministre (compétences du département en matière d'action sociale et de santé) - **Art. 37**

(p. 676) : conséquences du transfert aux départements des services de vaccination - **Art. 38** : son amendement n° 4 : agrément des assistantes maternelles relevant de la compétence du département ; adopté - **Art. 40** : s'oppose à l'amendement n° 120 de M. Jean Ooghe (centres municipaux de santé relevant de la compétence des communes) - **Après l'art. 40** (p. 677) : sur l'amendement n° 58 de M. Gaston Defferre, ministre (schéma départemental des établissements sociaux, comprenant notamment une partie gérontologique, arrêté par le conseil général), son sous-amendement n° 183 : liberté laissée au conseil général d'arrêter un schéma départemental des établissements sociaux : adopté - (p. 678) : accepte l'amendement n° 59 de M. Gaston Defferre, ministre (pouvoir du président du conseil général pour autoriser la création d'établissements sociaux relevant du département).

Suite de la discussion - (6 mai 1983) - Rapporteur pour avis - **Après l'art. 40** (p. 688) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Gaston Defferre, ministre, n° 60 (habilitation des établissements sanitaires et sociaux pour que leurs prestations soient prises en charge par le département), n° 61 (organisation des modalités de tarification par le président du conseil général et par le représentant de l'Etat) et n° 62 (autorisation de création et d'extension des établissements dont les prestations sont remboursées par la sécurité sociale arrêtée conjointement par le représentant de l'Etat et par le président du conseil général) - S'oppose à l'amendement n° 63 de M. Gaston Defferre, ministre (caractère obligatoire des dépenses en matière d'action sociale et de santé), et accepte l'amendement n° 64 du même auteur (informations à caractère sanitaire et social protégées par le secret professionnel) - **Art. 44** (p. 689) : son amendement n° 5 : (dépistage et surveillance après traitement des affections cancéreuses et actions de lutte contre la lèpre à la charge de l'Etat : retiré au profit de l'amendement analogue n° 165 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Pierre Lacour - **Art. 45** (p. 690) : s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Gaston Defferre, ministre (suppression de cet article relatif à la participation des communes aux dépenses d'aide sociale) - **Art. 46** : son amendement n° 6 : dépenses et recettes correspondantes figurant dans un état récapitulatif annexé au budget départemental ; adopté - **Après l'art. 46** (p. 691) : accepte l'amendement n° 102 de M. Gaston Defferre, ministre (substitution à l'Etat des départements pour toutes les associations du secteur social) - **Après l'art. 47** : son amendement n° 7 : nature des problèmes devant être réglés dans le cadre de la loi adaptant la législation relative aux institutions sociales et médico-sociales, annoncée dans l'article 119 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ; adopté - **Art. 31** *(suite)* (p. 692) : son amendement de coordination n° 2, précédemment réservé ; adopté.

– Projet de loi portant mise en œuvre de la directive du conseil des communautés européennes du 14 février 1977 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au maintien des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises, d'établissements ou de parties d'établissement [n° 252 (82-83)] - (31 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1220) : processus de mise en conformité engagé par M. Matteoli - Principes de la directive de 1977 : résiliation du contrat de travail du fait de l'employeur en cas de modification substantielle du contrat dûe à un transfert ; maintien de la représentation des salariés ; information et consultation des salariés ; maintien des droits des travailleurs en cas de transfert résultant d'une cession conventionnelle ou d'une fusion - Jurisprudence de la Cour de cassation - Dérogations à l'application de ce projet : transfert d'entreprise dû à une procédure de règlement judiciaire ou de liquidation de biens ; substitution de prestataires de services - Obligations respectives du nouvel employeur et du cessionnaire - Jurisprudence en matière de transfert automatique des contrats de travail - (p. 1221) : procédures législatives et règlementaires d'attribution des marchés de travaux - **Art. unique** : accepte l'amendement n° 3 de M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat (non application de ce texte aux employeurs reprenant une entreprise sous procédure collective) - Son amendement n° 2 : substitution d'employeur ; adopté.

– Projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural, relatives aux caisses de mutualité sociale agricole [n° 502 (82-83)] - (18 octobre 1983) - **Art. 1** (p. 2339) : soutient l'amendement n° 9 de M. Albert Vecten (accroissement de la représentation des familles) -(p. 2340) : soutient l'amendement n° 10 de M. Albert Vecten (représentation des familles au sein du conseil central d'administration de la mutualité sociale agricole).

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I - Services généraux - (29 novembre 1983) - Rapporteur pour avis - (formation professionnelle) (p. 3457) : crédits de la formation professionnelle traduisant une des priorités du budget de 1984 - Augmentation des crédits en incluant les crédits relatifs aux contrats emploi-formation - Programme d'insertion sociale et professionnelle des jeunes - Transfert de l'association pour la formation professionelle des adultes (AFPA) du ministère des affaires sociales à celui de la formation professionnelle - Nécessité de poursuivre la modernisation des centres et le renouvellement des formateurs - Problème de la rémunération des stagiaires - Caractère peu attractif des stages de formation - Loi du 7 janvier 1983 transférant aux régions de larges responsabilités en matière d'apprentissage et de formaton professionnelle - (p. 3458) : transferts de compétences compensés financièrement mais existence de distorsions - Formation professionnelle apparaissant comme une priorité et n'étant pas une fin en soi - Généralisation et élévation des qualifications n'ayant de sens que dans une économie de croissance - Nécessité d'encourager et de développer les efforts menés en matière de formation professionnelle - Commission des affaires sociales favorable à l'adoption des crédits de la formation professionnelle.

MADRELLE (Philippe), sénateur de la Gironde (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires (28 juin 1983) (p. 2066).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 359 (JO Débats 21 avril 1983) (p. 403) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **politique économique** (avenir économique de la région d'Ambès) - Réponse de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (29 avril 1983) (p. 539, 540).

n° 377 (JO Débats 5 mai 1983) (p. 628) à M. le ministre de la défense : **industrie aéronautique** (Aquitaine : situation des industries aéronautiques et spatiales) - Réponse de M. François Autain, secrétaire d'Etat à la défense (31 mai 1983) (p. 1229, 1230).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives [n° 226 (82-83)] - (10 mai

1983) - **Discussion générale** (p. 740) : évolution de la pratique sportive - Elaboration de ce projet de loi et concertation - Adaptation des structures au développement du sport professionnel - Evolution du sport de haut niveau - Sociétés d'intérêt sportif ; société à objet sportif et société d'économie mixte locale - Situation financière des clubs professionnels - Moralisation du sport professionnel - Discipline sportive et activité professionnelle ou universitaire de l'athlète de haut niveau - Cas de la région Aquitaine - (p. 741) : exercice par les professeurs d'éducation physique et sportive de leur sport en harmonie avec leur vie professionnelle - Régionalisation des conventions - Ouverture de l'école au mouvement sportif - Création d'une confédération du sport scolaire et universitaire - Sport et travail - Faiblesse des budgets de ce ministère sous les gouvernements précédents - Soutien total du groupe socialiste du Sénat.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Relations extérieures - (30 novembre 1983) - (p. 3525) : devenir de l'Europe - Politique agricole commune - Sommet d'Athènes - Elargissement de la Communauté européenne : entrée du Portugal et de l'Espagne - Socialistes favorables à cet élargissement sous certaines conditions - Sauvegarde de l'économie agricole du Sud-Ouest - (p. 3526) : risque de production excédentaire pour les fruits et légumes - Protections douanières - Respect des normes communautaires par l'Espagne - Respect de l'accord de 1970 obligeant les industriels espagnols à s'aligner sur les charges sociales, la TVA et les normes de protection de l'environnement et de l'hygiène - Modification des équilibres communautaires dans le domaine des productions méditerranéennes - Coordination des politiques régionales - Concertation souhaitable avec l'agence régionale pour le développement des échanges avec la péninsule ibérique ou la conférence des régions pyrénéennes - Inquiétudes de la région Aquitaine - Favorable à l'adoption de ce budget.

Temps libre, jeunesse et sports - (2 décembre 1983) - (p. 3637) : restructuration du ministère - Aide aux associations de jeunesse - Opération Jeunes volontaires - Préparation de l'année internationale de la jeunesse en 1985 - Projet de loi relatif à la promotion de la vie associative - Création du Conseil national de la vie associative (CNVA) et d'un futur fonds de développement solidaire de la vie associative - (p. 3638) : vie associative et notion d'utilité sociale ; statut de l'élu social - Allègements fiscaux pour les taxes sur les salaires ; exonération pour les postes du Fonds de coopération pour la jeunesse et l'éducation populaire (Fonjep) - Substitution à la politique traditionnelle de subventions d'une politique de conventionnement ; indépendance des associations - Confiance du groupe socialiste et vote favorable sur ce budget.

Défense et service des essences - (2 décembre 1983) - (p. 3674) : priorité donnée à la défense nationale dans ce budget et réorientation vers l'investissement - Détermination du chef de l'Etat et du Gouvernement - Modernisation de la capacité nucléaire de défense : septième sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) - Armement nucléaire tactique ; coopération franco-allemande pour la construction d'un hélicoptère anti-chars - Crise mondiale de l'aéronautique et rôle de premier plan des commandes publiques militaires - Cas de la région Aquitaine, spécialisée dans l'aéronautique et le spatial à dominante militaire : récession des commandes et conséquences pour les entreprises de sous-traitance : Dassault, etc. - Soutien souhaitable du marché par l'avancement des commandes publiques et l'accélération des programmes : Mirage, Atlantique, Hadès, programmes recherche-développement - Signature souhaitable de contrats de charges pluri-annuels entre les entreprises et leurs sous-traitants - Programme de soutien de la sous-traitance aéronautique régionale mis en oeuvre par le conseil régional - Eventualité de la commande par le ministère de la défense du Micro-jet des établissements Creuzet - Innovation et dynamisme des entreprises - Vote favorable du groupe socialiste sur ce budget.

Commerce et artisanat - (7 décembre 1983) - (p. 3868, 3869) : action du Gouvernement en faveur des commerçants et artisans - Contrat de plan Etat région Aquitaine - Entreprises artisanales - Actions de politique de promotion du commerce et de l'artisanat - Formation initiale, apprentissage et assistance technique - Aides aux zones sensibles - Prêts spéciaux à l'artisanat et prêts de développement - Entreprises artisanales du bâtiment - Vote de ce budget par le groupe socialiste.

MAILLOLS (Sylvain), sénateur des Pyrénées-Orientales (apparenté au groupe GD).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

MALASSAGNE (Paul), sénateur du Cantal (apparenté au groupe RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre du comité consultatif des courses (décret n° 83-878 du 4 octobre 1983) (14 décembre 1983) (p. 4243).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Tourisme** [n° **64, tome XIV (83-84)**] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **29** (6 avril 1983) (p. 56) à Mme le ministre du commerce extérieur et du tourisme : **tourisme** (politique de développement du tourisme) - Discutée le 15 avril 1983 (débat commun) (p. 306 et suivantes).

n° **58** (18 mai 1983) (p. 870) à M. le ministre de l'agriculture : **lait et produits laitiers** (secteur des fromages à appellation d'origine contrôlée) - Discutée le 15 juin 1983 (débat commun) (p. 1552 et suivantes).

INTERVENTIONS

– Questions orales avec débat jointes : politique en matière de tourisme - (15 avril 1983) - Voir l'intervention de M. *Marc Bécam* (p. 307).

– Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles [n° 190 (82-83)] - Suite de la discussion - (26 mai 1983) - Art. 4 (*suite*) : *Art. 417 du code rural* (p. 1123, 1124) : représentation au Conseil supérieur de la pêche des pêcheurs amateurs et des pêcheurs professionnels.

– **Motion d'ordre** - (10 juin 1983) - (p. 1550) : organisation du débat sur la politique agricole.

– **Questions orales avec débat jointes : politique agricole** - (10 juin 1983) - (p. 1566) : protection des productions bénéficiant de l'appellation d'origine contrôlée (AOC) : vins, fromages - Rôle de la production de fromages AOC pour le maintien de l'économie dans les régions les plus défavorisées - (p. 1567) : statut des appellations d'origine des fromages, défini par la loi du 28 novembre 1955 modifiée par celle du 13 décembre 1973 – Rôle du comité national des appellations d'origine des fromages - Syndicats professionnels - Loi du 10 juillet 1975 relative à l'organisation interprofessionnelle agricole et loi d'orientation agricole du 4 juillet 1980 - Création des offices par produits par la loi du 6 octobre 1982 et réaffirmation nécessaire de la spécificité de ces produits : protection nécessaire des fromages d'appellation d'origine au sein de l'Office du lait ; création nécessaire au sein de cet office de comités consultatifs pour les fromages d'appellation d'origine - Taxe de coresponsabilité - Contrôles de qualité, évoqués par M. Michel Rocard, ministre, au sujet de l'appellation « camembert de Normandie » ; recrutement de contrôleurs assermentés auprès du service des fraudes - Action au niveau européen : mise au point nécessaire d'un réglement communautaire pour les fromages AOC, sur le modèle de celui des vins - Protection des marques au niveau international : convention de Madrid, arrangement de Lisbonne, convention de Stresa - (p. 1568) : précédent du règlement communautaire sur le vin - Nécessité d'engager la procédure - Qualité croissante - Donne lecture de l'intervention de M. *Henri Belcour* sur les difficultés des éleveurs des zones défavorisées : évolution du revenu agricole dans les zones d'élevage en montagne : revenu brut d'exploitation (RBE) - Résultats départementaux : Lozère, Corrèze, Creuse, Haute-Loire - Disparités régionales - Coût des aliments du bétail - Compensation et solidarité nécessaires : revalorisation des indemnités spéciales de montagne (ISM) et indemnité spéciale de piémont - Subventions - Difficultés des éleveurs de jeunes bovins : veaux laitiers - Rôle de l'Office interprofessionnel - Perspectives de renégociation de la directive du Conseil des Communautés européennes du 28 avril 1975 sur l'agriculture de montagne ; anomalies dans l'application de ces mesures : cas de la Grande-Bretagne - Accepterait des réponses écrites aux questions évoquées.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Commerce extérieur et tourisme - (28 novembre 1983) - Rapporteur pour avis (tourisme) - (p. 3425) : rattachement du tourisme au ministère du commerce extérieur - Comité interministériel - Coordination interministérielle et nécessité de la création d'un ministère du tourisme - Insuffisance des crédits du tourisme et problème de ses structures administratives - Bilan des saisons touristiques de 1982 et 1983 - Evolution de l'offre et de la demande ; réduction de la durée des séjours - (p. 3426) : étude des départs par catégorie socio-professionnelle - Saison d'hiver ; remontées mécaniques - Effet négatif des mesures fiscales - Contrôle des changes - Tourisme rural - Modes d'hébergement : hôtellerie ; villages de vacances ; chambres d'hôtes - Agences de voyages - Critères d'accès aux chèques vacances - Etalement des vacances - Aides aux tourisme : primes à l'hôtellerie ; prêts bonifiés - Para-hôtellerie - (p. 3427) : rapport du Conseil supérieur du tourisme sur l'accueil de l'enfant - Blocage des prix et difficultés des petits hôtels - Absence de soutien à l'investissement dans l'hébergement touristique - Actions de promotion - Travaux du 9e Plan : avenir du groupement d'intérêt économique (GIE) Bienvenue France ; création d'un nouvel organisme de promotion - Développement de nouvelles formes d'hébergement : chambres d'hôtes - Création des observatoires régionaux - Tourisme et thermalisme - Projet de loi sur la montagne et dispositions attendues en matière de tourisme - Objectifs à court terme et nécessité d'une réelle politique du tourisme - Décision initiale de la commission d'émettre un avis défavorable ; augmentation budgétaire annoncée lors de l'examen à l'Assemblée nationale et décision du rapporteur de s'en remettre à la sagesse du Sénat.

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3583) : zones défavorisées de montagne - Installation des jeunes agriculteurs - Protection sociale - Remembrement et hydraulique agricole - Production agricole en milieu rural - (p. 3584) - Populations agricoles et rurales dans les zones de montagne et défavorisées - Disparités entre les départements - Interruption des avances du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) - Productions laitières - Structures de type familial - Directive communautaire relative aux zones défavorisées - Indemnité viagère de départ (IVD) - Dotation d'installation pour les jeunes agriculteurs (DIJA) - Société d'épargne foncière agricole (SEFA) - Prêts bonifiés à moyen terme ordinaire - Crédit agricole - Comptes pour le développement industriel (CODEVI) - Communauté européenne - Avis défavorable sur ce projet de budget.

MALE (Guy), sénateur des Pyrénées-Orientales (UCDP).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3598) : élargissement de la Communauté économique européenne (CEE) - Taux de rémunération horaire des salariés agricoles espagnols et français - Groupements de producteurs - Elargissement du Marché commun et concertation avec les organisations intéressées.

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - (p. 3845) : dotation globale d'équipement (DGE) : difficultés des communes rurales - (p. 3846) : demande de révision des critères de répartition de la DGE - DGE des départements - Dotation générale de décentralisation (DGD) - Inquiétude sur la politique de décentralisation suivie.

Commerce et artisanat - (7 décembre 1983) - (p. 3874) : dégradation des conditions de vie des artisans et des commerçants - Grandes surfaces - Libre concurrence - Politique économique - Aides financières et mesures nouvelles pour les petites entreprises commerciales et artisanales - Diminution des inscriptions au registre des métiers - Concours financiers pour les communes souhaitant développer la vie artisanale - Apprentissage - Formation professionnelle - Artisanat d'art - Travail clandestin - (p. 3875) : actualisation de la loi Royer.

Services du Premier ministre - I - Services généraux : Information - (8 décembre 1983) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3938) : intervient sur les crédits du titre III - Désengagement de l'Etat - Retour nécessaire à la liberté des prix de vente des journaux - Dépôt d'un projet de loi d'entrave à la liberté de la presse - Rejet de ce budget par le groupe UCDP.

MALECOT (Kléber), sénateur du Loiret (UCDP).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2266).

– Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Est réélu juge titulaire de la Haute Cour de justice (26 octobre 1983) (p. 2475).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 338 (JO Débats 8 avril 1983) (p. 146) à M. le ministre de l'agriculture : **agriculture** (orientations de la politique agricole).

INTERVENTIONS

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° 53 (82-83)] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° 269 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (5 mai 1983) - **Art. 12** (p. 638) : son amendement n° 147, soutenu par M. Pierre Lacour : cas des transports scolaires interdépartementaux ; devenu sans objet.

MANET (Michel), sénateur de la Dordogne (S).

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'économie, le 2 avril 1983 (2 avril 1983) (p. 2).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

Est nommé membre de la commission centrale de classement des débits de tabac pour l'année 1984 (décret n° 78-631 du 2 juin 1978) (5 décembre 1983) (p. 3794).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° 61 (83-84)] adopté par l'Assemblée nationale - **Economie, finances et budget - II - Services financiers - Consommation** [n° 62, annexes 10 et 11 (83-84)] (21 novembre 1983).

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° 61 (83-84)] adopté par l'Assemblée nationale - **Défense - Budget annexe des essences** [n° 62, annexe 45 (83-84)] (21 novembre1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Défense et service des essences - (2 décembre 1983) - Rapporteur spécial (budget annexe du service des essences) - (p. 3651) : diminution des crédits destinés aux achats de carburants - Objectif de maintien du taux d'activité grâce à divers facteurs d'économie : réduction des effectifs ; modernisation des matériels de l'armée de l'air ; hypothèse d'évolution du prix des carburants - Charges entraînées par les opérations extérieures - Nouvelles structures budgétaires : intégration au budget annexe des essences de divers fonds particuliers - Prix d'achat des carburants et marge d'exploitation pour le calcul du prix de cession - (p. 3652) : crédits d'investissement - Amendement adopté à l'Assemblée nationale tendant à améliorer la présentation des documents budgétaires : indication du prix prévisionnel de cession des carburants et des prévisions en volume - Eventualité de la nécessité d'un collectif pour procéder aux ajustements nécessaires en cas de modification des hypothèses - Décision de la commission des finances de proposer au Sénat d'approuver le budget annexe des essences.

Economie, finances et budget II Services financiers et consommation - (9 décembre 1983) - Rapporteur spécial : voir intervention de M. *Michel Dreyfus-Schmidt* (p. 3968, 3969).

MARSON (James), sénateur de la Seine-Saint-Denis (C).

Elu secrétaire du Sénat le 5 octobre 1983.

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2266), puis réélu secrétaire.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (28 juin 1983) (p. 2063).

Est nommé membre de la commission de contrôle des services publics responsables de l'application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques (22 décembre 1983) (p. 4560).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 70 (10 juin 1983) (p. 1581) à M. le secrétaire d'Etat aux techniques de la communication : **radiodiffusion et télévision** (rôle du service public de la radio-télévision) - Discutée le 17 juin 1983 (débat commun) (p. 1768 et suivantes).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi organique relatif aux candidats admis au premier concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature (session 1976)** [n° 328 (82-83)] - (9 juin 1983) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 327) - (p. 1509) : demande la suspension des travaux du Sénat quelques instants en signe de réprobation à la pendaison en Afrique du Sud de trois militants noirs du Congrès national africain.

– **Projet de loi relatif aux greffiers en chef stagiaires nommés à la suite du premier concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature (session de 1976)** [n° 327 (82-

83)] - (9 juin 1983) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 328) -(p. 1509).

– **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly** fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** [n° 339 (82-83)] déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide** [n° 359 (82-83)] - (9 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1531) : libre choix de disposer de son existence, droit fondamental reconnu par tout le monde - Cas des suicidés d'un grand ensemble de la Courneuve - Condamnation de toute incitation et de toute aide au suicide - Nécessité d'une réflexion plus approfondie sur ce problème dans le cadre de la réforme du code pénal - Opposition trop hâtive - Au nom du groupe communiste se déclare opposé à l'adoption du texte de cette proposition de loi.

– **Questions orales avec débat jointes : problèmes de l'audiovisuel et de la presse** - (17 juin 1983) - (p. 1783) : enjeu de la réforme souligné par le groupe communiste lors du débat de la loi sur la communication audiovisuelle - Reconnaissance des radios locales d'initiative privée - Absence d'essor de la création et de la production au sein du service public de la radio-télévision, confirmée par la Haute Autorité - Rappel de la proposition de regroupement au sein d'une même structure des deux premières chaînes de télévision et de la Société française de production et création audiovisuelle (SFP) - Satisfaction devant la volonté du Gouvernement de stopper la concurrence absurde entre les chaînes et d'assurer la transparence des comptes du service public, notamment en ce qui concerne le montant des crédits affectés à la création - Décision gouvernementale de câbler la France - Problème des rapports entre service public et secteur privé - Maîtrise nationale et démocratique du développement de la communication en France, garantissant le pluralisme de l'information, la diversité de la création ne pouvant être assurée sans un service public modernisé - Nécessité de définir une politique nationale de production et de création - Mise en place de la mission interministérielle présidée par M. Schreiner - Nécessité que le service public échappe aux seules lois du marchés et de la concurrence capitaliste - Orientations du IXe Plan proposant des objectifs ambitieux pour une industrie nationale de programmes - (p. 1784) : nécessité que le service public assure le rôle moteur au sein d'une politique nationale de production, de création et de décentralisation.

– **Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles** - *Nouvelle lecture* [n° 452 (82-83)] - (30 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2145) : avancée du projet en examen par rapport à la loi Boscher - Communauté d'agglomération nouvelle - Compétences du maire - (p. 2146) : abstention du groupe communiste sur le texte ainsi amendé.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Environnement et qualité de la vie - (29 novembre 1983) - (p. 3487) : modicité des crédits de l'environnement - Ressources en provenance des collectivités territoriales ainsi que des autres ministères et des établissements publics - Importance de la protection de la nature et de la sauvegarde des équilibres naturels - Agressions les plus violentes dans les concentrations urbaines - Importance de la pollution des eaux d'origine industrielle - (p. 3488) : lutte pour l'environnement et la création d'emplois - Approbation des priorités : prévention des pollutions, protection de la nature et qualité de la vie - Effets nocifs du bruit sur la santé - Au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'adoption de ce budget.

Culture - (7 décembre 1983) - (p. 3895) : tâche de redressement dans le domaine culturel menée par le Gouvernement - Grands projets d'architecture et d'urbanisme - Effort en faveur de Paris aux dépens de la décentralisation - Situation de la Bibliothèques nationale (BN) - Industries culturelles et industries de programme - Nouveaux moyens de communication ; câble - Pluralisme et création - « Marchandisation » croissante des produits culturels - Importance des films d'origine américaine ou japonaise - Situation du cinéma italien - Accès de nouveaux publics à la culture - Action culturelle, lecture publique et musique - Problème des équipements - (p. 3896) : recherche d'un public nouveau et concertation entre les milieux du travail et les milieux culturels - Statut social des intermittents techniques et artistiques du spectacle et de l'audiovisuel - Fiscalité et formation professionnelle - Vote favorable du groupe communiste.

Communication audiovisuelle - (8 décembre 1983) - (p. 3917) : techniques nouvelles de communication : réseaux câblés ; satellites ; problème du contrôle du service public sur l'utilisation de ces nouveaux supports de communication - Déséquilibre international : prépondérance des Etats-Unis - Offensive de l'ancienne majorité en faveur de la privatisation de la radio-télévision - (p. 3918) : mainmise de l'ancien gouvernement sur la radio et la télévision - Mutations technologiques en cours et vulnérabilité du service public : quatrième chaîne de télévision, Canal Plus ; agence Havas ; risque de menace pour la petite exploitation cinématographique ; procédure nouvelle de financement - Régie française des espaces (RFE) ; formule du groupement d'intérêt économique (GIE) et représentation des chaînes ; priorité annoncée en faveur des relations professionnelles et d'entreprise et menace pour l'indépendance des chaînes - Rapport annuel de la Haute Autorité ; encouragement nécessaire à la création télévisuelle ; institution de quotas d'émission dans les futurs cahiers des charges des sociétés - Développement des industries de programmes : concurrence entre secteur public et secteur privé ; coût des émissions ; modernisation nécessaire du service public - (p. 3919) : démocratisation ; convention collective des personnels ; stabilisation des effectifs et redéploiements - Principe du pluralisme à la radio-télévision et ostracisme à l'égard du parti communiste - Approbation des crédits.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** - *Nouvelle lecture* [n° 180 (83-84)] - (22 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4562) : importance de ce texte pour les agents des collectivités territoriales - Maintien des avantages acquis - Approbation du texte voté par l'Assemblée nationale.

MARTIN (Hubert), sénateur de la Meurthe-et-Moselle (UREI).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2266).

– Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979).

Est nommé membre suppléant de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence (décret n° 66-172 du 25 mars 1966) (25 octobre 1983) (p. 2436).

- Est nommé membre de la commission de contrôle des services publics responsables de l'application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques (22 décembre 1983) (p. 4560).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° 61

(83-84)] adopté par l'Assemblée nationale - **Environnement** [n° 63, tome III (83-84)] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 361 (JO Débats 22 avril 1983) (p. 451) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **sidérurgie** (difficultés de la sidérurgie lorraine) - Réponse de Mme Yvette Roudy, ministre chargé des droits de la femme (20 mai 1983) (p. 1013, 1014).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Environnement et qualité de la vie - (29 novembre 1983) - Rapporteur pour avis (p. 3485) : faiblesse des moyens financiers consacrés à l'environnement depuis le début de l'actuel septennat - Faiblesse des crédits consacrés par les autres ministères à la défense de l'environnement - Conséquences non négligeables de l'environnement en matière de santé publique comme en matière d'emploi - Effets nocifs du bruit sur la santé - (p. 3486) : nécessité d'une véritable revitalisation de l'espace rural - Conciliation de l'effort de développement avec la protection de la nature - Importance des questions d'environnement nécessitant des moyens ne figurant pas dans ce projet de budget - Majorité de la commission des affaires sociales défavorable à l'adoption des crédits de ce budget.

Industrie et recherche - (5 décembre 1983) - (p. 3771) : difficultés dans la région lorraine - Taux de chômage en Meurthe-et-Moselle : exemples de Lunéville, Longwy, Neuves-Maisons et du bassin de Briey - Opposition entre Usinor et Sacilor - Situation dans les mines de fer - (p. 3772) : plan charbon à long terme - Prépondérance des solutions politiques sur les solutions techniques - Reconversion des régions concernées - Sauvetage du site de Denain au détriment de Longwy - Inadaptation des plans d'Usinor et de Sacilor : propositions des députés de la majorité - Non respect des promesses gouvernementales - Compétitivité de certaines entreprises lorraines - Interrogation sur le devenir du département de Meurthe-et-Moselle.

MARTIN (Louis), sénateur de la Loire (rattaché administrativement au groupe UREI).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires (28 juin 1983) (p. 2066).

MARTIN (René), sénateur des Yvelines (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires (28 juin 1983) (p. 2066).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 307 (JO Débats 19 novembre 1982) (p. 5599) à M. le ministre de la recherche et de l'industrie : **sidérurgie** (développement de la mini-aciérie ITON-Seine à Bonnières (Yvelines).

-Réponse de M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche (8 avril 1983) (p. 160, 161).

n° 389 (JO Débats 28 mai 1983) (p. 1215) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **conditionnement** (avenir de l'emballage souple) - Réponse de M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement (17 juin 1983) (p. 1790, 1791).

n° 423 (JO Débats 19 octobre 1983) (p. 2346) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **pétrole** (énergie pétrolière : perspectives d'avenir de la raffinerie de Gargenville) - Réponse de M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement (18 novembre 1983) (p. 3054, 3055).

n° 445 (JO Débats 8 décembre 1983) (p. 3908) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **entreprises publiques** (position du gouvernement sur la restructuration de l'usine Rhône-Poulenc-Films de Mantes-la-Ville) - Réponse de M. Charles Hernu, ministre de la défense (16 décembre 1983) (p. 4320, 4321).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Postes et télécommunications - (24 novembre 1983) - (p. 3265) : qualité des prestations et modernisation des PTT - Compétence du personnel - Progression du budget - Reconduction regrettable du prélèvement sur l'excédent d'exploitation des télécommunications au profit du budget général - Qualité du service téléphonique - Intégration des nouvelles technologies - Transpac - Service public de la poste dans les zones rurales - Commission chargée d'étudier la charte de gestion de la poste - Acheminement du courrier et meilleure répartition des effectifs - Conséquences de l'application du plan Daucet - Absence de création d'emplois - Situation des receveurs-distributeurs - Plan de développement des réseaux câblés - Rôle des collectivités territoriales - Câblage optique - Maîtrise de l'ouvrage - Adoption de ce budget par le groupe communiste - **Art. 46** (p. 3273) : rôle de la compagnie générale de constructions téléphoniques (CGCT) dans le passage aux fibres optiques - Problèmes dans le domaine de la micromécanique - Espoir né du regroupement de Thomson et de la CGE.

Commerce extérieur et tourisme - (28 novembre 1983) - (p. 3427) : redressement du commerce extérieur de la France - (p. 3428) : développement de la production françaises et défense de l'emploi - Importance économique et sociale du tourisme - Bilan de la saison 1983 - Augmentation du nombre des départs de vacances - Effets de la relance de 1981 - Droit aux vacances et tourisme social - Conditions d'accès aux chèques vacances : relèvement du plafond d'impôt - Projet de budget pour 1984 : tourisme social ou tourisme associatif ; diminution des autorisations de programme et des subventions de l'Etat - Rapport Merlin préparatoire au 9e Plan et rapport Grosborne sur le développement du tourisme social -

Camping et caravaning ; villages de vacances - Investissements et créations d'emplois - Inquiétude des associations de tourisme social face à la décentralisation - (p. 3429) : vote favorable du groupe communiste.

– **Projet de loi instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique** [n° 74 (83-84)] - (14 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4179) : projet répondant à une revendication des salariés - Existence de garanties pour les salariés et pour les employeurs - Amélioration de ce texte par l'Assemblée nationale en ce qui concerne la réadaptation professionnelle - Inquiétude concernant la protection sociale du salarié pendant le congé - **Art. 1** (p. 4180) : se déclare opposé à l'amendement n° 3 de M. Claude Huriet, rapporteur (exclusion du bénéfice de cet article des entreprises de moins de 50 salariés) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4187) : privation du congé sabbatique pour les travailleurs des entreprises comptant moins de 50 salariés - Au nom du groupe communiste, se déclare défavorable à l'adoption de ce texte dénaturé par les amendements du Sénat.

MASSERET (Jean-Pierre), sénateur de la Moselle (S).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des finances (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la structure et le montant de la dette publique de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements, ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques dans l'évolution de la dette extérieure depuis 1981 (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° 61 (83-84)] adopté par l'Assemblée nationale - **Transports - III - Transports intérieurs : voies navigables** [n° 62, annexe 35 (83-84)] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 2** (p. 3127) : soutien du groupe socialiste aux mesures fiscales de cet article : barème de l'impôt sur le revenu et justice fiscale ; allègement de l'imposition des revenus modestes - Majoration progressive conjoncturelle dite majoration exceptionnelle - Solidarité nationale - **Art. 3** (p. 3131) : remplacement du système de déduction de certaines charges du revenu global par le système de crédit d'impôt : justice fiscale - Industrie du bâtiment - **Art. 8** (p. 3140) : intervient sur cet article relatif à la réduction du taux de déductibilité de la provision pour investissement - Financement nécessaire de l'intéressement par les gains de productivité de l'entreprise et non par les contribuables.

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 13** (p. 3164) : exonération de vingt-cinq ans apportant un avantage fiscal - Exonération se cumulant avec la non imposition du loyer fictif - Surplus de recettes fiscales pour les collectivités locales - Article acceptable par le groupe socialiste.

Suite de la discussion - (24 novembre 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 3250) : aspects positifs du projet de loi de finances - Attitude négative de la droite - Refus des amendements proposés, servant surtout les intérêts catégoriels - Solidarité - Politique de redressement.

Deuxième partie :

Transports - (25 novembre 1983) - Rapporteur spécial (voies navigables) - (p. 3301) : faible part du trafic fluvial dans le trafic total - Rapport Grégoire - Importance des crédits nécessaires - Réseau Freycinet - (p. 3302) : opérations nouvelles - Profession de la batellerie - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'adoption de ces crédits.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Art. 89** (p. 4048) : soutient l'amendement n° 283 de M. Tony Larue (dispositions tendant à faciliter la mainlevée opérée par les comptables publics et à éviter la déchéance du régime de faveur) - **Après l'art. 95** (p. 4051) : soutient l'amendement n° 284 de M. Tony Larue (prise en compte dans l'assiette de la taxe foncière des propriétés bâties de certains ouvrages en maçonnerie).

MASSON (Paul), sénateur du Loiret (RPR).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre de la commission de contrôle des conditions de fonctionnement, d'intervention et de coordination des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme (20 décembre 1983) (p. 4461).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - (p. 3835) : commissaires de la République - Propos de M. François Mitterrand, Président de la République devant l'association du corps préfectoral - (p. 3836) : défiance dans les relations entre les commissaires de la République et les administrations centrales - Mise en cause par certains de l'objectivité des tribunaux administratifs - Prise en charge au 1er janvier 1984 par les départements des prestations d'aide sociale ; trésorerie - Demande de prise en charge par l'Etat des dépenses afférentes aux fonctions de préfet.

– **Projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan)** [n° 88 (83-84)] - **Suite de la discussion** - (21 décembre 1983) - **Discussion générale** - (p. 4491) : 9e Plan devenu pour le Gouvernement une morale avec obligations - Importance de la mutation technologique mondiale - Changement des discours officiels depuis deux ans - Installation de la rigueur pour cinq ans - (p. 4492) : industrie devenue l'ardente obligation du 9e Plan - Importance de l'endettement dans les comptes d'exploitation des entreprises, obstacle majeur à l'investissement - Nécessité d'une modernisation de l'appareil productif - Importante augmentation des faillites dans l'industrie depuis neuf mois, entraînant une diminution de l'impôt sur le bénéfice des sociétés et une perte importante de postes de travail - Moderniser ou dépérir - Affaire Talbot - (p. 4493) : désaccord au sein de la majorité - Taux d'augmentation du pouvoir d'achat au cours du Plan - Maintien de l'effort

Q pour la réduction des inégalités et de la justice sociale - Elargissement de l'assiette des prélèvements fiscaux et sociaux - Importance des transferts sociaux - Déplafonnement total des cotisations d'assurance-maladie prévu dès 1984 - Interrogation sur les promesses du Président de la République relatives à la diminution d'un point des prélèvements obligatoires et à l'arrêt de la dégradation du pouvoir d'achat des cadres - (p. 4494) : impossibilité de nier la réalité de la pression économique et le contexte international - Citation de la motion du congrès socialiste de Valence - Contradiction entre le 9e Plan et le congrès de Valence - Plan n'étant pas politiquement viable - Sursaut unitaire demandé au pays mais entretien en son sein de foyers de division.

MATHIEU (Serge), sénateur du Rhône (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial (loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973) (2 novembre 1983) (p. 2536).

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement : législation française sur les carburants** - (10 novembre 1983) - (p. 2822, 2823) : rabais consenti par certaines grandes surfaces sur le prix de vente des carburants - Avis de la commission européenne sur la fixation d'un prix minimum des carburants par l'Etat - Disposition contraire au traité de Rome.

– **Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (24 novembre 1983) - **Après l'art. 28** (p. 3224) : son amendement n° 24, soutenu par M. Bernard Barbier : rétablissement de la franchise accordée aux personnes considérées comme récoltants de fruits-producteurs d'eau-de-vie naturelle ; déclaré irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

Deuxième partie :

Commerce extérieur et tourisme - (28 novembre 1983) - (p. 3435) : politique de relance de 1981 et dévaluations successives - (p. 3436) : déficit du commerce extérieur en 1982 et mesures exceptionnelles décidées : contrôle des changes et réduction de la demande intérieure - Redéploiement des exportations - Maintien d'une économie ouverte - Faiblesse structurelle des échanges de la France - Développement des potentialités du secteur agro-alimentaire - Nécessité de l'investissement productif et inconvénients du contrôle sur les prix : compétitivité des entreprises et réduction du différentiel d'inflation - Endettement extérieur de la France et création par le Sénat d'une commission d'enquête - Amélioration des résultats récents - Rôle des entreprises pour le redressement du commerce extérieur et allègement nécessaire des charges.

Relations extérieures - (30 novembre 1983) - (p. 3519) : membres du personnel diplomatique sans affectation précise - Sous-estimation des dépenses en raison des variations de change - Ajustements automatiques - Situation internationale - Souci de préserver l'indépendance nationale - Dissuasion nucléaire - Respect des alliances - Coopération avec le tiers-monde - Poursuite de la construction européenne - Tension dans les relations Est-Ouest - Multiplication des conflits régionaux - Position de la France face à la défense de l'Europe occidentale - Intervention de la France au Liban et au Tchad - Engagement des Etats-Unis dans le conflit du Liban - (p. 3520) : absence de la France aux négociations de Genève - Situation des Palestiniens - Devenir de la Communauté européenne - Sommet d'Athènes.

Commerce et artisanat - (7 décembre 1983) - (p. 3867) : rôle du commerce et de l'artisanat dans la vie économique et sociale de la nation - Emploi - Entreprises artisanales ; branche du bâtiment et des travaux publics - Formation professionnelle - Initiation à la gestion d'une entreprise - Assistance technique - Action volontariste de l'Etat - Liberté des prix et du crédit pour les commerçants - Bureaucratie - Liberté d'embauche - Règle de la concurrence - Commission nationale d'urbanisme commercial - Attente d'une nouvelle loi sur le commerce.

MATRAJA (Pierre), sénateur des Bouches-du-Rhône (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis élu vice-président.

– Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (loi n° 79-564 du 6 juillet 1979).

Est nommé de nouveau membre de cette délégation (13 octobre 1983) (p. 2307).

Est élu membre suppléant de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (23 novembre 1983) (p. 3201).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (9 juin 1983) (p. 1532).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 (14 juin 1983) (p. 1625).

Est nommé membre de la commission de contrôle des conditions de fonctionnement, d'intervention et de coordination des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **240 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte de coopération judiciaire en matière pénale [n° **285 (82-83)**] (3 mai 1983) - **Traités et conventions.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **260 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification d'un accord complémentaire à la convention générale entre la République française et la République d'Autriche sur la sécurité sociale [n° **297 (82-83)**] (5 mai 1983) - **Traités et conventions.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **364 (82-83)**] autorisant l'approbation d'un protocole portant amendement de l'accord sur le financement collectif de certains services de navigation aérienne d'Islande, fait à Genève le 25 septembre

1956 [n° 13 (83-84)] (13 octobre 1983) - **Traités et conventions.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 366 (82-83)] autorisant l'approbation d'un protocole portant amendement de l'accord sur le financement collectif de certains services de navigation aérienne du Groënland et des Iles Féroé, fait à Genève le 25 septembre 1956 [n° 14 (83-84)] (13 octobre 1983) - **Traités et conventions.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 77 (83-84)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'adhésion au Protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits civils et politiques, ouvert à la signature à New-York le 19 décembre 1966 [n° 103 (83-84)] (7 décembre 1983) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord complémentaire à la convention générale entre la République française et la République d'Autriche sur la sécurité sociale** [n° 260 (82-83)] - (17 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 833) : évolution des législations française et autrichienne - Amélioration de la situation des réfugiés, apatrides, étudiants, mineurs, chômeurs, handicapés, bénéficiaires du fonds national de solidarité ou de pensions anticipées - Actualisation prochaine des dispositions relatives à la sécurité sociale - Favorable à l'adoption de ce projet.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte de coopération judiciaire en matière pénale** [n° 240 (82-83)] - (17 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 836) : entraide judiciaire pénale - Respect du principe de l'extradition et renforcement de la protection des droits de l'homme - Limites à ce droit d'extradition : considérations raciales, religieuses, politiques - Conditions de réalisation pratique de l'extradition et de l'arrestation provisoire des ressortissants concernés - Respect du droit d'asile.

– **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° 368 (82-83)] - (2 juin 1983) - (p. 1341) : paix et désarmement - Pacte de Varsovie - Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) - Missiles : SS 20 soviétiques et fusées Pershing - Négociations de Genève entre les Etats-Unis et l'Union soviétique - Proposition française d'une conférence de désarmement en Europe - Autonomie de la force française de dissuasion - Politique extérieure de la France - Attitude des gouvernements précédents : voyage à Varsovie de M. Giscard d'Estaing, Président de la République, après l'invasion de l'Afghanistan - Action du Gouvernement en faveur de la paix.

– **Projet de loi modifiant le code du service national** [n° 319 (82-83)] - (7 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1431) : amélioration de la condition militaire - Relations entre la nation et l'armée - Réaffirmation du principe de la conscription ; refus de l'armée de métier - Egalité devant l'obligation du service national et problème des sursis et dispenses : cas de la dispense pour les jeunes chefs d'entreprises - Volontariat pour un service prolongé - (p. 1432) : éventualité d'une réduction de la durée du service national - Armée de métier - Formation des appelés - Contraintes économiques : emploi ; coût d'une telle mesure - Solution de transition proposée par le Gouvernement : volontariat pour une prolongation du service - Possibilité d'appel anticipé - Dispense pour les jeunes chefs d'entreprises - Affectation dans la gendarmerie et missions confiées aux gendarmes auxiliaires : exclusion des opérations de maintien de l'ordre public - Suppression de la règle du forfait de pension aux appelés pour la réparation des dommages corporels subis à l'occasion du service : indemnisation intégrale ; extension souhaitable aux formes civiles du service national ; cas des militaires d'active - (p. 1433) : mesures de simplification - Objecteurs de conscience : service des objecteurs, forme d'accomplissement du service national ; droit à l'information sur ce statut ; disparition de la commission juridictionnelle ; garde fou contre les abus : durée du service des objecteurs de conscience - Attente d'une réforme globale du service national - Vote favorable du groupe socialiste sur le projet en examen - **Art. 1** (p. 1442) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (formes du service national : suppression du service des objecteurs de conscience) - (p. 1446) : vote du groupe socialiste contre l'amendement n° 3 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (procédure d'agrément des candidatures pour l'aide technique et report d'incorporation : rétablissement de la commission présidée par un conseiller d'Etat) - (p. 1449) : son amendement n° 10 : peines d'emprisonnement ; adopté - (p. 1452) : vote du groupe socialiste contre l'amendement n° 7 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (maintien de l'interdiction de propagande en faveur de l'objection de conscience) - Hypocrisie de la réglementation actuelle : décret de Brégançon - Publicité de la loi - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1453) : vote favorable du groupe socialiste - Attente du texte de la commission mixte paritaire.

– **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988** [n° 336 (82-83)] - (14 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1601) : environnement international - Crise économique - Consensus national sur la force de dissuasion française - Priorité donnée à la défense du pays - Crédits figurant dans la loi de programmation - Saisine du Parlement en 1985 pour réévaluer les besoins des forces armées et les crédits correspondants - (p. 1602) : priorité au nucléaire et modernisation du conventionnel - Achat de matériel moderne : sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) ; Mirages IV dotés du missile air-sol moyenne portée (ASMP) - Poursuite du programme Hadès - Opposition systématique de la majorité sénatoriale aux textes déposés par le Gouvernement - Diminution des effectifs - Réorganisation de l'armée de terre - Equipement futur de la marine et de l'armée de l'air - Cas particulier de la gendarmerie - Indépendance nationale - (p. 1603) : solidarité avec les alliés - Relations avec l'OTAN - Participation de la France aux négociations de Genève sur les euromissiles - Groupe socialiste favorable à l'adoption de cette loi de programmation.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole portant amendement de l'accord sur le financement collectif de certains services de navigation aérienne d'Islande, fait à Genève le 25 septembre 1956** [n° 364 (82-83)] - (20 octobre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 366) - (p. 2354) : Approbation de deux protocoles signés à Montréal le 3 novembre 1982 par 19 Etats dont la France - Textes portant amendement des deux accords sur le financement collectif de certains services de navigation aérienne assurés par les gouvernements de l'Islande et du Danemark - Protocoles harmonisant les textes et leurs modalités d'application et assurant une meilleure récupération du coût des services par les Etats fournisseurs - (p. 2355) : commission des affaires étrangères favorable à l'adoption de ces deux projets de loi.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole portant amendement de l'accord sur le financement collectif de certains services de navigation aérienne du Grœnland et des îles Féroé, fait à Genève le 25 septembre 1956** [n° 366 (82-83)] - (20 octobre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 364) - (p. 2354, 2355).

– **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° 48 (83-84)] - (7 novembre 1983) - (p. 2684) : situation politique internationale instable - Action de la France en faveur du droit des peuples - (p. 2685) : budget de la défense et loi de programmation militaire - Alliance atlantique - Force d'action rapide (FAR) - Rétablissement de l'équilibre nucléaire en Europe ;

négociations de Genève sur les forces nucléaires intermédiaires - Euromissiles - Autonomie de la force française de dissuasion - Evénements du Liban : force multinationale ; attentat de Beyrouth ; voyages du Premier ministre et du Chef de l'Etat ; présence française au Liban ; risque de partition ; forces israéliennes et syriennes - Intervention française au Tchad ; soutien au gouvernement légal ; rôle de la Libye ; hommage aux soldats français - (p. 2686) : sommet franco-africain de Vittel - Afrique du Sud ; groupe de contact sur la Namibie ; Mozambique ; Angola - Intervention américaine à la Grenade - Turquie - Action du Gouvernement en faveur de la paix et de la liberté.

– **Question au Gouvernement : visite du président Chadli** - (10 novembre 1983) - (p. 2825) : lutte contre l'immigration clandestine - Contentieux bilatéral sur la question des biens immobiliers appartenant à des Français - Solutions envisagées pour les rapatriés.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Postes et télécommunications - (24 novembre 1983) - (p. 3266) : importance des charges indues supportées par les services de la poste - (p. 3267) : nécessité pour la poste d'emprunter par manque d'autofinancement - Suppression de la franchise postale accordée aux collectivités locales - Inquiétude des postiers - Priorité donnée aux télécommunications - Développement des réseaux par câbles, de la télématique, des satellites - Filière électronique - Conclusion de la charte de gestion des télécommunications - Préparation de la charte de gestion de la poste - Groupe socialiste favorable à l'adoption de ce budget.

Mer - (25 novembre 1983) - (p. 3329, 3330) : pression de la concurrence étrangère sur les ports français ; régression du trafic global de marchandises depuis 1980 - Difficultés du port de Marseille - Réduction des crédits d'investissement - Crise de la construction navale ; aide publique - Restructuration au sein des chantiers navals du Nord et de la Méditerranée - Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) - Aide à la recherche - Institut de recherche pour la construction navale - Vote favorable du groupe socialiste sur ce projet de budget.

Commerce extérieur et tourisme - (28 novembre 1983) - (p. 3432) : situation du commerce extérieur de la France : redressement en cours - Compétitivité - Réduction du différentiel d'inflation - Dévaluations - Hausse du dollar et renforcement nécessaire du système monétaire européen (SME) - Rôle de l'unité de compte européenne (ECU) et du dollar dans les échanges internationaux - Développement du commerce avec les pays industrialisés - Aide aux grands contrats - (p. 3433) : prévisions de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) - Réorientation du commerce de la France vers les pays solvables - Concurrence internationale et montant des crédits consentis - Politique de qualité des produits : exemple de la métallurgie - Rôle du marché communautaire ; distorsions de concurrence au sein de la CEE ; précisions nécessaires relatives à la notion de produit communautaire - Nécessité d'une politique commerciale commune - Développement des exportations des entreprises françaises de taille moyenne - Politique monétaire européenne - Rattachement du tourisme au commerce extérieur et promotion du tourisme français à l'étranger - Vote favorable sur ce budget.

Relations extérieures - (30 novembre 1983) - (p. 3520) : action internationale de la France : détermination du Président de la République vis-à-vis des euromissiles - Modernisation de la dissuasion - Rôle prépondérant de la France dans l'Alliance atlantique - Respect du droit international - Souci d'ouverture et de dialogue avec les nouveaux partenaires - Nouvelle présentation du budget facilitant le contrôle parlementaire - Nette augmentation des crédits de ce budget - Titularisation d'agents contractuels - Solidarité avec nos compatriotes à l'étranger - Crédits des relations culturelles - Effort dans le domaine de l'audiovisuel - Regrette la cessation des activités de Téléfrance USA - (p. 3521) : adoption d'un projet culturel extérieur - Groupe socialiste favorable à l'adoption de ce budget.

Défense et service des essences - (2 décembre 1983) - (p. 3672) : projet de budget pour 1984 et respect des objectifs fixés par la loi de programmation militaire pour 1984-1988 - Nécessité de l'union de la communauté nationale autour des objectifs de la défense - Contexte de rigueur - Division de l'opposition quant aux priorités de la politique de défense : sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) ou armements conventionnels - (p. 3673) : rééquilibrage entre dépenses de fonctionnement et d'équipement - Déflation des effectifs - Progression de la part du nucléaire dans les crédits d'équipement : sixième SNLE ; Mirage ; crédibilité de la force de dissuasion nucléaire - Crédits d'études et de recherche - Force d'action rapide (FAR) ; indépendance par rapport à la structure militaire intégrée de l'OTAN - Coopération européenne en matière d'armements : hélicoptère de combat anti-chars - Coût des opérations extérieures : Liban, Tchad ; collectif budgétaire - Négociations de Genève sur les euromissiles : SS 20, Pershing II et missiles de croisière - Détermination de la France au Tchad et au Liban - Terrorisme international et attentats de Beyrouth ; raid de Baalbek : sanction et dissuasion - Action de la France en faveur de la paix.

Urbanisme et logement - (5 décembre 1983) - (p. 3743) : regroupement souhaitable des prêts d'accession à la propriété (PAP) - (p. 3744) : sauvegarde du patrimoine - Commission Badet sur l'unification des aides personnelles - Groupe de travail Bonin sur le financement du logement social - Préoccupations financières des offices d'HLM - Cas particulier de l'office public d'aménagement et de construction des Bouches-du-Rhône - Réhabilitation de nombreuses habitations HLM prévue dans le 9e Plan - Projet de majoration de la dotation générale dans les zones urbaines - Groupe socialiste favorable à l'adoption de ce budget.

– **Projet de loi autorisant l'adhésion au protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits civils et politiques, ouvert à la signature à New York le 19 décembre 1966** [n° 77 (83-84)] - (16 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4301, 4302) : droit de recours individuel devant le Comité des droits de l'homme des Nations Unies - Précédents de la Convention européenne des droits de l'homme et de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale - Demande la ratification de ce protocole.

– **Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française au protocole additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II), adopté à Genève le 8 juin 1977** [n° 80 (83-84)] - (16 décembre 1983) - En remplacement de M. Louis Longequeue, rapporteur - **Discussion générale** (p. 4305) : Croix-Rouge internationale - Exemplarité de l'attitude de la France, seule grande puissance militaire avec la République populaire de Chine engagée dans la voie de la ratification du protocole - (p. 4306) : non adhésion au protocole de la plupart des Etats actuellement en proie à une guerre civile - Propose l'adoption de ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif au prix de l'eau en 1984** [n° 93 (83-84)] - (16 décembre 1983) - **Art. 1** (p. 4312) : priorité de la lutte contre l'inflation - Financement par emprunt des investissements engagés en 1983 par certaines collectivités locales - Fortes disparités du prix du mètre cube d'eau ; (p. 4313) : pénalisation des petites communes rurales pratiquant les tarifs les plus bas par les majorations accordées en pourcentage.

MAURICE-BOKANOWSKI (Michel), sénateur des Hauts-de-Seine (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé membre de la commission des finances (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'exposition universelle de 1989 (27 mai 1983) (p. 1202) ; en démisionne (14 juin 1983) (p. 1588).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Anciens combattants** [n° **62, annexe 4 (83-84)**] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **353** (JO Débats 20 avril 1983) (p. 363) à M. le ministre de la défense : **défense nationale** (retard dans l'armement nucléaire).

n° **437** (JO Débats 23 novembre 1983) (p. 3155) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **politique industrielle** (cession par l'Etat d'une partie de sa participation dans le capital de la société Olivetti).

n° **448** (JO Débats 21 décembre 1983) (p. 4488) à Mme le ministre du commerce extérieur et du tourisme : **commerce extérieur** (mesures envisagées pour mettre fin au déséquilibre du commerce franco-soviétique).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières** [n° **228 (82-83)**] - (19 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 342) : plan d'austérité : constat d'échec de la politique économique poursuivie - Non respect des règles élémentaires de l'économie - (p. 343) : accroissement des charges sociales des entreprises - Rigueur économique - Défense du franc - Déficit du commerce extérieur - Dévaluations - Limitation artificielle du déficit budgétaire - Situation alarmante des familles modestes - Baisse du pouvoir d'achat - Risques du plan d'austérité : déflation, augmentation du chômage, risques industriels, absence de stimulation des exportations - Manque de compétitivité des entreprises - (p. 344) : manque de stabilité et recul de l'investissement dans les groupes nationalisés - Loix Auroux - Dégradation de la compétitivité des entreprises - Relance économique des partenaires.

– **Questions orales avec débat jointes : problèmes de l'audiovisuel et de la presse** - (17 juin 1983) - (p. 1774) : présente l'intervention de M. *Charles Pasqua* - Absence de débat au Parlement concernant la conception et la création de la quatrième chaîne de télévision - Société Havas gérante du dossier « quatrième chaîne » hors du champ d'investigation de la délégation parlementaire à l'audiovisuel - Réclame un contrôle accru du Parlement sur l'audiovisuel d'Etat à commencer par la quatrième chaîne en gestation - Interrogation sur le contenu et la distribution de la quatrième chaîne - (p. 1775) : inquiétude des professionnels du cinéma face à la politique audiovisuelle du Gouvernement - Renoncement à l'introduction de la publicité dans le système de télécommunication Télétel devant l'inquiétude des pouvoirs publics - Télévision par câble et dangers d'une transmission de la publicité locale concurrençant directement la presse régionale - Etude de faisabilité par l'agence Havas - Méconnaissance de l'article 38 de la loi sur la communication audiovisuelle par l'agence Havas - Interrogation sur le financement des études menées par Havas - Problème posé par la participation éventuelle de Havas au capital de la quatrième chaîne - Création d'une structure et d'une procédure faisant échec au droit de contrôle du Parlement introduites dans la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle.

– **Question au Gouvernement : grèves du tri postal** - (13 octobre 1983) - (p. 2296, 2297) : situation défavorable des travailleurs du tri postal - Refus de la réforme introduite par le rapport Doucet - Retour sur des avantages acquis.

– **Projet de loi relatif à l'activité et au controle des établissements de crédit** [n° **486 (82-83)**] - (3 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2567) : conséquences négatives de la nationalisation des banques de 1982 - (p. 2568) : nouvelles attributions du gouverneur de la Banque de France - Renforcement des prérogatives du Trésor - Non respect de l'autonomie de gestion des banques - Commission bancaire soumise à de nombreux contrôles - Dénationalisation du crédit - **Art. 8** (p. 2584) : son amendement n° 135, soutenu par M. Paul d'Ornano : suppression de cet article relatif à l'exclusion du champ d'application de la loi de certaines institutions ; rejeté.

Suite de la discussion - (4 novembre 1983) - **Art. 31** (p. 2615) : son amendement n° 153, soutenu par M. Philippe François : compétences de la Banque de France ; retiré - **Art. 33** (p. 2616) : son amendement n° 154, soutenu par M. Philippe François : suppression de cet article relatif aux règlements du comité de la réglementation bancaire ; rejeté - **Art. 54** (p. 2636) : son amendement n° 168 : suppression de cet article relatif aux modalités d'ouverture d'un compte de dépôt en cas de refus préalable par plusieurs établissements de crédit ; retiré - Réalisation d'un contrat - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2660, 2661) : loi de nationalisation - Procédure d'urgence - Coût de la politique du Gouvernement - Rôle de la Banque de France - Service public unifié du crédit - Trésor - Mauvais payeurs - Loi Debré.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Anciens combattants - (28 novembre 1983) - Rapporteur spécial - (p. 3404) : budget d'austérité - Non respect de l'engagement pris du rattrapage du rapport constant ; intégration de points d'indemnité de résidence et manipulation des chiffres - Taux d'inflation et prévisions pour 1984 - Suppressions d'emplois - Mesures positives : informatisation, humanisation - Non respect des engagements pris en matière de pension de réversion - Contingent de croix de la Légion d'honneur : attribution souhaitable à tous les survivants des unités combattantes de 1914-1918 - Décision de la commission de rejeter ce budget, sauf en cas de rattrapage du rapport constant.

MAUROY (Pierre), *Premier ministre* (nommé de nouveau le 22mars 1983) [*JO* Lois et décrets 23 mars 1983, p. 882].

DÉPÔTS

en première lecture devant le Sénat.

Projet de loi relatif aux spectacles [n° **176 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983) - **Arts et spectacles.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention pour la formation militaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République

islamique de Mauritanie (ensemble un échange de lettres) [n° **184 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983) - **Traités et conventions.**

Projet de loi relatif à la **pêche** en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles [n° **190 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983).

Projet de loi complétant, en ce qui concerne les logements-foyers, la loi n° 82-526 du 22 juin 1982 relative aux droits et obligations des locataires et bailleurs [n° **191 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983) - **Baux.**

Projet de loi sur la vente des logements appartenant à des organismes d'**habitation à loyer modéré** [n° **192 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983).

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, d'impôts sur les successions, de droits d'enregistrement et de droits de timbre [n° **193 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO débats 2 avril 1983) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention européenne relative au statut juridique du travailleur migrant [n° **194 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983) - **Traités et conventions.**

Projet de loi portant intégration de certaines catégories de personnels en fonction dans les établissements d'enseignement secondaire ou dans les services administratifs du vice-rectorat de Nouvelle-Calédonie et dépendances dans des corps de fonctionnaires de l'Etat [n° **208 (82-83)**] (6 avril 1983) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Déclaration de politique générale du Gouvernement lue par M. Jacques Delors, ministre de l'économie [n° **214 (82-83)**] (6 avril 1983).

Projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre la République française et la République fédérale d'Allemagne, relatif à la construction d'un pont routier sur le Rhin entre Marckolsheim et Sasbach (ensemble une annexe) [n° **224 (82-83)**] (12 avril 1983) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification d'une convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes [n° **225 (82-83)**] (12 avril 1983) - **Traités et conventions.**

Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives [n° **226 (82-83)**] (12 avril 1983) -**Jeunesse et sports.**

Projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires [n° **227 (82-83)**] (12 avril 1983) - **Corps diplomatique et consulaire.**

Projet de loi organique relatif à la représentation au Sénat des Français établis hors de France [n° **245 (82-83)**] (15 avril 1983) - **Français de l'étranger.**

Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° **246 (82-83)**] (15 avril 1983) - **Français de l'étranger.**

Projet de loi relatif aux mesures pouvant être prises en cas d'atteinte aux intérêts maritimes et commerciaux de la France [n° **248 (82-83)**] (19 avril 1983) - **Transports maritimes.**

Projet de loi relatif aux candidats admis au deuxième concours interne d'entrée à l'Ecole nationale d'administration (session 1980) [n° **268 (82-83)**] (22 avril 1983) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen, concernant les personnes participant aux procédures devant la Commission et la Cour européenne des droits de l'homme [n° **321 (82-83)**] (18 mai 1983) - **Traités et conventions.**

Projet de loi relatif aux greffiers en chef stagiaires nommés à la suite du premier concours d'accès à l'Ecole nationale de la Magistrature (session 1976) [n° **327 (82-83)**] (18 mai 1983) - **Examens, concours et diplômes.**

Projet de loi organique relatif aux candidats admis au premier concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature (session 1976) [n° **328 (82-83)**] (18 mai 1983) - **Examens, concours et diplômes.**

Projet de loi relatif aux dispositions particulières à l'élection des sénateurs des départements de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion [n° **341 (82-83)**] (25 mai 1983) - **Elections et référendums.**

Projet de loi portant validation des résultats du concours 1980 des chargés de recherches (secteur sciences sociales) de l'Institut national de la recherche agronomique [n° **342 (82-83)**] (25 mai 1983) -**Examens, concours et diplômes.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'organisation internationale de police criminelle, relatifs au siège d'Interpol et à ses privilèges et immunités sur le territoire français [n° **354 (82-83)**] (1er juin 1983) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole portant amendement de l'accord sur le financement collectif de certains services de navigation aérienne d'Islande, fait à Genève le 25 septembre 1956 [n° **364 (82-83)**] (6 juin 1983) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de l'Espagne et le Gouvernement de la République portugaise relative à l'extension du bénéfice de certaines dispositions des conventions de sécurité sociale passées entre deux de ces Etats aux ressortissants du troisième Etat [n° **365 (82-83)**] (6 juin 1983) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole portant amendement de l'accord sur le financement collectif de certains services de navigation aérienne du Groëland et des Iles Feroë, fait à Genève le 25 septembre 1956 [n° **366 (82-83)**] (6 juin 1983) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Panama sur le traitement et la protection des investissements (ensemble deux échanges de lettres) [n° **367 (82-83)**] (6 juin 1983) - **Traités et conventions.**

Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère lue par M. Claude Cheysson ministre des relations extérieures [n° **368 (82-83)**] (6 juin 1983).

Projet de loi portant approbation d'une convention fiscale avec le territoire d'outre-mer de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [n° **369 (82-83)**] (7 juin 1983) - **Traités et conventions.**

Projet de loi rendant applicables à la Nouvelle-Calédonie et dépendances certaines dispositions législatives tendant à prévenir la conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique [n° **371 (82-83)**] (7 juin 1983) - **Circulation routière.**

Projet de loi portant homologation des dispositions pénales de deux délibérations de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [n° **372 (82-83)**] (7 juin 1983) - **Peines.**

Projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit [n° **486 (82-83)**] (7 juillet 1983) - **Banques et établissements financiers.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention modifiant et complétant la Convention additionnelle du 16 juillet 1975 à la Convention du 4 juillet 1969 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne au sujet de l'aménagement du Rhin entre Strasbourg-Kehl et Lauterbourg-Neuburgweier (ensemble un protocole additionnel) [n° **491 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juillet 1983, JO Débats 4 octobre 1983) - **Traités et conventions.**

Projet de loi portant validation des mesures individuelles intéressant le corps des intendants universitaires et certains corps et emplois de l'administration scolaire et universitaire [n° **493 (82-83)** (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juillet 1983, JO Débats 4 octobre 1983) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine [n° **3 (83-84)**] (6 octobre 1983) - **Produits agricoles et alimentaires.**

Projet de loi relatif au contrôle de l'état alcoolique [n° **6 (83-84)**] (6 octobre 1983) - **Alcoolisme.**

Projet de loi relatif à la situation des candidats admis au concours interne d'adjoint des cadres hospitaliers, organisé dans le département de l'Essonne les 14 octobre et 18 novembre 1976 [n° **20 (83-84)**] (13 octobre 1983) - **Examens, concours et diplômes.**

Projet de loi relatif à la levée des séquestres placés sur des biens allemands en France [n° **22 (83-84)**] (13 octobre 1983) - **Politique extérieure.**

Projet de loi relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances [n° **37 (83-84)**] (26 octobre 1983) - **Pharmacie vétérinaire.**

Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-1813 du 14 août 1945 portant réorganisation des **pêches** maritimes [n° **47 (83-84)**] (4 novembre 1983).

Projet de loi ratifiant et modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif (urgence déclarée) [n° **83 (83-84)**] (30 novembre 1983) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Projet de loi autorisant la ratification d'un accord concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans [n° **85 (83-84)**] (1er décembre 1983) - **Traités et conventions.**

Projet de loi abrogeant la loi n° 263 du 17 mai 1943 et modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives aux professions médicales et aux auxiliaires médicaux [n° **110 (83-84)**] (7 décembre 1983) - **Professions et activités médicales.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° **214 (82-83)**] - (6 avril 1983) - Lue à la tribune par M. Jacques Delors, ministre de l'économie - (p. 57) : appel à la mobilisation des Français par le Président de la République le 23 mars 1983 - Réformes déjà réalisées - Politique économique exposée par le Premier ministre, le 4 novembre 1982 ; effort de redressement national - Projet industriel : relance de la consommation de juin 1981 à juin 1982 ; pouvoir d'achat - (p. 58) : augmentation des prestations sociales - Absence d'effets sur l'activité industrielle - Difficulté historique du développement industriel de la France - Incidences de la crise mondiale - Statistiques sur la dégradation de l'investissement industriel et du commerce extérieur de 1973 à 1981 - Industrie automobile - (p. 59) : machine outil - Textile - Mesures de relance de l'activité industrielle : congé pour création d'entreprise ; investissements des entreprises publiques du secteur concurrentiel ; prêts aux entreprises privées ; participation du système bancaire ; création d'un Fonds national de garantie ; allègement des charges financières des entreprises ; financement de l'effort d'investissement par un emprunt obligatoire - (p. 60) : sommet des pays industrialisés à Versailles et mise en place à la demande du Président de la République du groupe de travail technologie, croissance, emploi - Projet social : importance pour la gauche des relations au sein des entreprises ; loi du 4 août 1982 et droit d'expression des travailleurs ; application des lois et ordonnances en matière sociale ; politique contractuelle ; projet de loi de démocratisation du secteur public - Priorité de la lutte pour l'emploi ; effort orienté vers les jeunes et notamment les jeunes femmes ; travail à temps partiel - (p. 61) : nécessité d'une politique de réduction de la durée du travail menée au niveau de la Communauté européenne - Politique salariale : maintien du calendrier de négociations prévu - Budget social de la nation : débat parlementaire annuel sur la contribution de l'Etat aux régimes sociaux - Administrateurs des caisses de sécurité sociale - Conseils d'administration pour les hôpitaux ; budget global des hôpitaux - Réforme de l'assiette des cotisations sociales ; répartition équitable de l'effort contributif et prélèvement de 1 % sur le revenu imposable ; réforme du financement des prestations familiales sur la durée d'exécution du 9e Plan ; engagements pris à Figeac par le Président de la République - Grève des étudiants en médecine - Politique d'éducation ; statistiques sur le nombre de jeunes poursuivant des études supérieures et sur le nombre de jeunes chômeurs dépourvus de formation - (p. 62) : capital humain et exemple du Japon ; innovation, recherche scientifique et enseignement supérieur ; projet de loi consacré aux enseignements supérieurs ; plan de développement des instituts universitaires de technologie (IUT) - Informatique, filière électronique ; formation de jeunes demandeurs d'emplois aux techniques de l'informatique ; opérations d'équipement des lycées, lycées d'enseignement professionnel (LEP) et collèges en ordinateurs ; plan de formation des enseignants - Transformation des collèges - Insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans : prolongement de l'action éducative de l'école et de l'université ; apprentissage et stages de formation professionnelle ; programme seize dix-huit ans ; stages de formation professionnelle pour les jeunes demandeurs d'emplois ; incitation financière à la création d'emplois ; contrats de solidarité ; augmentation du nombre des contrats emploi formation et développement des conventions cadres ; réunion au mois d'avril 1983 d'une table ronde avec les partenaires sociaux - (p. 63) : mesures conjoncturelles ; déséquilibre du commerce extérieur ; politique de déflation des partenaires européens de la France : décalage des niveaux de consommation et du rythme d'inflation ; rythme excessif de l'endettement extérieur - Plan de redressement ; loi d'habilitation permettant au Gouvernement de légiférer par ordonnances ; mesures de réduction des déficits publics ; maîtrise de la monnaie ; carnet de change touristique ; mobilisation de l'épargne : orientation vers les placements longs ; comptes d'épargne en actions ; renforcement de l'épargne des ménages investie dans le logement ; livret rose et protection de l'épargne populaire - Comparaison avec les plans de stabilisation mis en oeuvre sous le précédent gouvernement - (p. 64) : recours à la modération de la demande interne, de préférence à la politique monétaire ; souci du Gouvernement d'une juste répartition de l'effort demandé aux Français : concertation avec les représentants des professions non salariées ; action de régulation des professions fermées ou protégées : exemple des agents de change ; Salaire fiscal et connaissance des

revenus des petits commerçants et artisans - Réforme des circuits de distribution - Marchés d'intérêt national - Appel à la mobilisation des Français pour une consommation nationale ; contrôle des changes, vacances et liberté - (p. 65) : Gouvernement de la gauche, justice sociale et liberté - Citation de Saint-John Perse sur le pessimisme, péché de l'esprit.

– **Question au Gouvernement, de M. Robert Laucournet : loi d'orientation du 9 Plan** - (21 avril 1983) - (p. 419) : adoption du Plan lors du dernier conseil des ministres - (p. 420) : présentation de trois textes : texte de présentation ; plan ; propositions de programmes prioritaires d'exécution (PPE) - Avancée sociale - Phase de gestion et de rigueur - Lutte contre l'inflation - Civisme des Français - Objectifs du 9 Plan - Ouverture européenne - (p. 421) : effort de redressement national - Justice sociale - Plan de l'espoir.

– **Question au Gouvernement, de M. Roland Grimaldi : relance économique et questions monétaires** - (19 mai 1983) - (p. 944) : sommet franco-allemand : relations bilatérales ; problèmes communautaires ; situation internationale - Airbus - Train à grande vitesse (TGV) Paris Cologne - Politique agricole commune - Sommet européen de Stuttgart - Commerce extérieur - Rencontre des chefs de gouvernement socialistes - (p. 945) : reprise économique - Emploi - Inflation - Système financier international - Défense du marché commercial - Coopération Nord Sud - Sommet de Williamsburg - Responsabilité des Etats-Unis.

– **Question au Gouvernement, de M. Jacques Bialski : élargissement de la Communauté économique européenne** - (16 juin 1983) - (p. 1698, 1699) : entrée de l'Espagne dans la Communauté et réforme de la Communauté - Sommet de Stuttgart - Politique agricole commune (PAC) - Politique industrielle - Fusée Ariane - Espace social européen - Chômage - Relations commerciales avec les pays tiers - Marché commun - Rapports entre le Parlement, la commission et le Conseil européen.

– **Questions au Gouvernement, de MM. Roger Poudonson et Alphonse Arzel : dégradation de la situation de l'emploi** - (16 juin 1983) - (p. 1703) : nombre de chômeurs et taux d'inflation en 1981 - Crise internationale - (p. 1704) : taux de croissance - Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) - Commerce extérieur - Contrats de solidarité - Chômage des jeunes - Formation professionnelle - Politique de rigueur - Travail partiel - Réduction du temps de travail - Investissements industriels - Taux d'inflation.

– **Question au Gouvernement, de M. André Fosset : lutte contre le terrorisme** - (13 octobre 1983) - (p. 2294) : politique du Gouvernement en Corse - (p. 2295) : capitaine Barril ; groupement d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) - Libération de terroristes internationaux par le précédent gouvernement.

– **Question au Gouvernement, de M. Paul Alduy : élargissement de la Communauté économique européenne** - (13 octobre 1983) - (p. 2295) : rétablissement de la démocratie en Espagne et au Portugal - (p. 2296) : crise de la politique agricole commune - Conseil européen d'Athènes.

– **Question au Gouvernement, de M. Guy Cabanel : position actuelle de cinq avions Super-Etendard** - (13 octobre 1983) - (p. 2299) : conflit entre l'Iran et l'Irak - Exportations d'armes - Droit du Gouvernement au secret dans les secteurs touchant à la défense et à la sécurité.

– **Question au Gouvernement, de M. Marcel Gargar : sauvetage de l'entreprise sucrière de Beauport en Guadeloupe** - (13 octobre 1983) - (p. 2299, 2300) : insuffisance de la production de canne à sucre et déficit des usines - Plan de rénovation et de relance - Priorité à la replantation.

– **Question au Gouvernement, de M. Félix Ciccolini : voyage du Premier ministre en Algérie** - (13 octobre 1983) - (p. 2302) : contrats de coopération économique - Nationalité des jeunes gens de la seconde génération - Service militaire - Transferts sur salaires - Procédure d'acquisition de biens immobiliers par l'Etat algérien - (p. 2303) : sociétés nationalisées - Contentieux d'assurances - Cimetières ; association le Recours - Lutte contre l'immigration clandestine.

– **Déclaration du Gouvernement sur les événements du Liban [n° 44 (83-84)]** - (26 octobre 1983) - Lue à la tribune du Sénat par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures - (p. 2452) : bilan de l'attentat du 23 octobre à Beyrouth - Voyage du Président de la République - Hommage au 1er régiment de chasseurs parachutistes (RCP) - Volontaires du service long - Indemnisation des familles : pension des veuves de militaires tombés en opérations extérieures : extension des mesures prises en faveur des policiers et gendarmes tués au cours d'opérations de police ; situation des ascendants au regard du fonds de prévoyance militaire et aéronautique - (p. 2453) : action de la France en faveur du droit des peuples - Atteinte des Etats-Unis à la souveraineté de la Grenade - Situation au Liban ; problème des réfugiés palestiniens ; crise libanaise et conflit israélo-arabe ; organisation de libération de la Palestine (OLP) ; Syrie - Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) - Participation de la France à la force d'interposition et plan d'évacuation des Palestiniens ; participation à la nouvelle force multinationale - (p. 2454) : mission de paix et oeuvre de réconciliation nationale entre Libanais - Contingent français à Beyrouth - Droit des peuples - Partage de fait du Liban - Conférence de la réconciliation à Genève - Responsabilité de la communauté internationale - (p. 2455) : action de la France en faveur du droit et de la paix.

– **Question au Gouvernement de M. Louis Longequeue : coopération avec l'Argentine** - (15 décembre 1983) - (p. 4256) : participation à l'investiture de M. Raoul Alfonsin, comme Président de la République argentine - Développement de la coopération franco-argentine - Création d'une commission mixte chargée de traiter les problèmes industriels, technologiques et culturels - Prochaine visite en Argentine du ministre des relations extérieures - Travaux de l'Alliance française en Argentine - Dette de l'Argentine au Fonds monétaire international (FMI) - (p. 4257) : relations de l'Argentine avec la Communauté économique européenne (CEE) - Rôle de la France vis-à-vis de l'ensemble des nations d'Amérique latine, victimes du sous-développement.

– **Question au Gouvernement de M. Adolphe Chauvin : déclaration de M. le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication** - (15 décembre 1983) - (p. 4263) : responsabilités respectives des membres du Gouvernement et du Parlement - Qualité des rapports de M. *Jean Cluzel*, rapporteur spécial du budget de l'audiovisuel - Intérêt de M. Georges Fillioud pour l'audiovisuel - Débat passionné sur les problèmes de presse, de radio et de télévision.

– **Question au Gouvernement de M. Jacques Mossion : déclaration sur l'enseignement privé** - (15 décembre 1983) - (p. 4264) : participation à un dîner-débat organisé par *Tribune juive* - Négociations difficiles entre représentants de l'école publique et représentants de l'école privée - Déclaration du Gouvernement avant la fin de l'année - Négociations sur les textes législatifs ou réglementaires portant sur les difficultés de premier niveau.

– **Question au Gouvernement de M. Pierre Schiélé : défense des droits de l'homme** - (15 décembre 1983) - (p. 4265) : souci du Gouvernement d'oeuvrer pour la défense des droits de l'homme - Depuis 1981, adhésion de la France à de nombreuses conventions relatives aux droits de l'homme - Evocation du cas de M. Andréï Sakharov à chaque rencontre avec les autorités soviétiques - Persistance dans cette voie.

MENARD (Jacques), sénateur des Deux-Sèvres (UREI).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu vice-président.

– Membre suppléant de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe.

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires (28 juin 1983) (p. 2066).

Est nommé membre de la commission de contrôle des conditions de fonctionnement, d'intervention et de coordination des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Rapport d'information établi par la délégation française à l'Assemblée parlementaire du **Conseil de l'Europe** sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa 34e session ordinaire (mai 1982-avril 1983) adressé à M. le Président du Sénat en application de l'article 108 du Règlement [n° **58 (83-84)**] (16 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Commerce extérieur et tourisme - (28 novembre 1983) - (p. 3429) : importance du tourisme dans l'économie française - Dispersion des initiatives - Tourisme marchand et tourisme social - Divers départements ministériels concernés et souhait d'une évaluation du volume global des crédits affectés à la promotion et à l'équipement touristiques - Importance de l'effort des collectivités locales - Nécessité de la coordination - Rôle de la délégation régionale du tourisme, des comités régionaux et des échelons locaux - Projet de budget pour 1984 : aménagement touristique et promotion - Formation professionnelle - Réforme des comités régionaux de tourisme (CRT) et proposition de loi votée par le Sénat - Souhait de crédits plus substantiels, mais vote favorable sur ce budget.

MERCIER (Jean), sénateur du Rhône (GD-SRG, puis GD).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre suppléant de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe.

Est réélu membre suppléant de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (23 novembre 1983) (p. 3201).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (9 juin 1983) (p. 1532).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **395** (JO Débats 3 juin 1983) (p. 1351) à M. le Premier ministre : **Parlement** (délais des réponses ministérielles aux questions écrites) - Réponse de M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement (17 juin 1983) (p. 1785 et suivantes).

Questions orales avec débat :

n° **48** (10 mai 1983) (p. 782) à M. le ministre chargé des affaires européennes : **communauté économique européenne (CEE)** (coopération judiciaire européenne en matière pénale).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières** [n° **228 (82-83)**] - (19 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 331) : citation d'une déclaration de M. François Mitterrand, en 1976, sur le recours à la procédure des ordonnances - Procédure constitutionnelle mais sacrifiant les droits du Parlement - Utilisations précédentes de cette procédure - Fragilité de la démocratie - (p. 332) : opposé à l'adoption de ce texte.

– **Questions orales avec débat jointes : politique européenne** - (27 mai 1983) - (p. 1186) : collaboration pénale entre les différents Etats membres de la Communauté européenne - Lutte contre le terrorisme - Création d'un groupe de travail en 1977 - Convention européenne pour la répression du terrorisme - Accord de Dublin - Création d'une cour européenne pénale - Convention d'extradition et droit d'asile - (p. 1187) : action du Gouvernement.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat** [n° **309 (82-83)**] - (25 octobre 1983) - **Après l'art. 6** (p. 2418) : se déclare favorable à l'amendement n° 11 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (dérogation et statut particulier fixé par la loi pour les membres du Conseil d'État et des tribunaux administratifs).

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 13** (p. 3171) : se déclare favorable à l'amendement n° 49 de M. Paul Séramy (suppression de cet article relatif à la taxe foncière sur les propriétés bâties et aux exonérations de longue durée) - Respect des engagements pris - Surcharge pour les contribuables - Propriété foncière de plus en plus frappée.

Deuxième partie :

Anciens combattants - (28 novembre 1983) - (p. 3410) : modification du plafond des rentes mutualistes - Transfert au Panthéon des cendres de René Cassin - Commémoration du trente-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme - Transformation en secrétariat d'Etat du ministère des anciens combattants - Problème du rattrapage du rapport constant ; mesures prises en 1981 ; absence de mesure pour 1984 ; remise en cause des principes : intégration de l'indemnité mensuelle spéciale (IMS) et de l'indemnité de résidence - Respect nécessaire des engagements pris - **Après l'art. 116** (p. 3414) ; intervient sur l'amendement n° 164 de M. André Jouany (relèvement de trois points de l'indice servant de référence au calcul des pensions d'invalidité et de guerre) - (p. 3415) : absence de réponse du ministre sur le relèvement du plafond de la

retraite mutualiste et sur le transfert des cendres de René Cassin au Panthéon.

MERCIER (Louis), sénateur de la Loire (UCDP).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques (5 octobre 1983) (p. 2267).

MERIC (André), sénateur de la Haute-Garonne (président du groupe S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 60 du Règlement du Sénat [n° **481 (82-83)**] (5 juillet 1983) - **Règlement des assemblées parlementaires.**

INTERVENTIONS

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** [n° **480 (81-82)**] - **Suite de la discussion** - (14 avril 1983) - **Après l'art. 17** (p. 263) : vote du groupe socialiste contre l'amendement n° 33 de M. Jean Cluzel, rapporteur (renvoi à des décrets en Conseil d'Etat pour la fixation des modalités d'application du titre III, relatif à l'organisation des relations de travail dans le réseau des caisses d'épargne et de prévoyance).

– **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières** [n° **228 (82-83)**] - (19 avril 1983) - **Art. 1** (p. 361) : attitude du groupe socialiste face à la procédure de recours aux ordonnances évoquée par M. Etienne Dailly - Nécessité des mesures préconisées par le Gouvernement - **Explication de vote sur l'ensemble** - (voir Art. 1).

– **Rappel au règlement** - (21 avril 1983) - (p. 407) : proposition de M. *Alain Poher* relative à la création d'une mission d'information chargée de contrôler le déroulement de la politique de décentralisation - Consultation des présidents de commissions, des présidents de conseils généraux, régionaux et des maires - Absence d'information du président du groupe socialiste - (p. 408) : abus de pouvoir de la part du Président du Sénat.

– **Questions au Gouvernement, de MM. Michel Miroudot, Michel Alloncle, Henri Belcour et Félix Ciccolini : situation dans les milieux médicaux** - (21 avril 1983) - (p. 411).

– **Questions orales avec débat jointes : octroi de subventions par le Fonds d'aménagement urbain** - (26 avril 1983) - (p. 476) : refus sous le précédent gouvernement des subventions demandées pour la commune dont il est maire.

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives aux prestations de vieillesse** [n° **235 (82-83)**] - (28 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 522) : vives critiques des sénateurs sur l'instauration de la retraite à 60 ans, domaine social par excellence - Préoccupations des précédents gouvernements - Avancée sociale indéniable pour les travailleurs.

– **Mission d'information commune** - (3 mai 1983) - (p. 545, 546) : création d'une mission d'information relative à la politique de décentralisation et absence de concertation - Motivations de l'opposition du groupe socialiste.

– **Question orale avec débat : désorganisation de la distribution du courrier en Haute-Normandie.** - (31 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 1227) : efficacité des services des PTT - Droit de grève reconnu par la Constitution - Interprétation sénatoriale de la loi d'octobre 1982 relative aux retenues pour absences de services faits par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics - Interprétation du groupe socialiste : règlementation du droit de grève ne devant nullement en restreindre la finalité.

– **Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public** [n° **282 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (8 juin 1983) - **Art. 19** (p. 1469) : au nom du groupe socialiste, s'oppose à l'amendement n° 37 de M. Jean Chérioux, rapporteur (droits et obligations des représentants des salariés au conseil d'administration ou de surveillance) - **Art. 24** (p. 1473) : se déclare opposé à l'amendement n° 47 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression de cet article relatif à la formation des représentants des salariés à la gestion des entreprises) - **Coordination - Art. 39** (p. 1490) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement de coordination n° 1 de M. Jean Chérioux, rapporteur - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1491) : texte vidé de son contenu par la commission spéciale du Sénat - Projet destiné à compléter la loi du 11 février 1982 sur les nationalisations - Fonctionnement interne des entreprises du secteur public et nationalisé - Droits accordés aux salariés et à leurs représentants - Nouveau conseil d'administration souhaitable dans les entreprises publiques - Droits syndicaux - Comités d'entreprise - Commissions de concertation - Pouvoir de négociation des organisations syndicales.

– **Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** - *Deuxième lecture* [n° **390 (82-83)**] - (21 juin 1983) - **Art. 2** (p. 1814) : se déclare opposé à l'amendement n° 6 de M. Pierre Louvot, rapporteur (suppression du dernier alinéa du paragraphe I relatif aux disparités de rémunération entre les établissements d'une même entreprise).

– **Projet de loi modifiant le code du service national** - *Nouvelle lecture* [n° **425 (82-83)**] - (23 juin 1983) - **Art. 1** : *Art. L. 74 du code du service national* (p. 1853) : se déclare opposé à l'amendement n° 3 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (pourcentage d'appelés dans la gendarmerie) - Vandalisme dans les communes rurales et insécurité.

– **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1981** [n° **403 (82-83)**] - (23 juin 1983) - **Art. 1 A** *(suite)* (p. 1933) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat (information du Parlement sur les textes réglementaires ayant modifié la répartition des crédits du budget) - **Vote sur l'ensemble** (p. 1935) : abus de la procédure du vote bloqué par les précédents gouvernements.

– **Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan)** [n° **399 (82-83)**] - (28 juin 1983) - **Art. unique** (p. 2084) : attitude négative du Sénat - Opposition systématique - Modernisation nécessaire de l'industrie - Lutte contre les inégalités - Redressement extérieur - Votera contre l'amendement n° 1 de M. Bernard Barbier, rapporteur (suppression de cet article portant approbation du rapport sur le 9e Plan).

– **Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** - *Nouvelle lecture* [n° **444 (82-**

83)] - (28 juin 1983) - **Art. 2** (p. 2069) : vote du groupe socialiste contre l'amendement n° 6 de M. Pierre Louvot, rapporteur (suppression de l'alinéa relatif à l'égalité de rémunération entre les différents établissements d'une même entreprise) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2070) : rétablissement par le Sénat de ses précédents amendements - Vote du groupe socialiste contre le texte ainsi modifié - (p. 2071) : conditions de déroulement du vote sur ce projet.

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural, relatives aux caisses de mutualité sociale agricole** [n° **502 (82-83)**] - (18 octobre 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2343) : démocratisation de la gestion des caisses de mutualité sociale agricole - Remise en cause par les amendements du Sénat de la structure du projet - Monopole syndical de présentation - Rejet par le groupe socialiste du texte ainsi modifié.

– **Déclaration du Gouvernement sur les événements du Liban** [n° **44 (83-84)**] - (26 octobre 1983) - (p. 2455) : dispositions des articles 37 et 39 du Règlement du Sénat, évoquées par Mme *Hélène Luc* dans son rappel au règlement et par M. le Président du Sénat - Eventualité d'un scrutin public sur la déclaration du Gouvernement.

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier** [n° **9 (83-84)**] - **Suite de la discussion** - (18 novembre 1983) - **Art. 5** (p. 3033) : ses amendements, soutenus par M. Charles Bonifay, n° 50 : création de départements d'information médicale ; devenu sans objet ; n° 51 : organisation du département en unités fonctionnelles ; retiré ; et n° 52 : participation des sages-femmes à l'élection du chef de département ; retiré - **Art. 7** (p. 3039) : sur l'amendement n° 16 de M. Jean Chérioux, rapporteur (procédure d'approbation du budget) son sous-amendement n° 53, soutenu par M. Charles Bonifay : suppression du premier alinéa relatif au taux d'évolution des dépenses hospitalières arrêté par les ministres intéressés au plus tard le 1er octobre de l'année précédant l'exercice ; retiré - **Art. 8** (p. 3041) : son amendement n° 54, soutenu par M. Charles Bonifay : administration des soins dans le respect de l'indépendance professionnelle du praticien vis-à-vis du malade ; devenu sans objet.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Transports - (25 novembre 1983) - (p. 3307) : difficultés de l'Aérospatiale - (p. 3308) : réduction des plans de charges de la division Avions - Lancement de l'Airbus A 320 - Financement des programmes Airbus - Difficultés des compagnies aériennes - Guerre des tarifs et rabais illicites - Réduction de commandes d'équipements nouveaux - Marché du transport aérien ; prédominance des courts et moyens-courriers - (p. 3309) : Airbus Industrie : commandes de l'Airbus A 320 ; commandes de l'ATR 42 ; préparation d'un long courrier.

Services du Premier ministre - I - Services généraux : Information - (8 décembre 1983) - (p. 3935) : difficultés financières de certains journaux : *Le Monde, Libération* - Aides directes et indirectes de l'Etat à la presse - Mesures fiscales : article 39 *bis* du code général des impôts ; taux de la TVA - Liberté et pluralisme de la presse - Aménagement nécessaire des dispositions de l'ordonnance de 1944 ; rapport Vedel - Rapport de la commission Bloch-Lainé, dite commission du bilan : concentration croissante et monopole - Mécanismes de contrôle et de limitation de la concentration adoptés par les démocraties occidentales : Grande-Bretagne, Etats-Unis - Légitimité du projet de loi sur la presse - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3939) : intervient sur les crédits du titre III - Réfute l'intervention de Mme Brigitte Gros - Liberté de la presse et de la télévision en France.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - (9 décembre 1983) - **Art. 72** (p. 4015) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'adoption du texte de l'article 72 ainsi modifié.

– **Projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan)** [n° **88 (83-84)**] - **Suite de la discussion** - (21 décembre 1983) - **Art. 3** (p. 4529) : dispositions du 9e Plan devant permettre la réalisation de la mutation économique et sociale - Développement de l'épargne et de l'investissement - Structure cohérente du 9e Plan - Refus de la majorité sénatoriale de participer au redressement économique et social du pays.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1983** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **157 (83-84)**] - (21 décembre 1983) - **Discussion générale** - (p. 4509) : groupe socialiste favorable à la suppression de l'article 18 relatif à la taxe sur l'électricité - Réforme de la taxation de l'électricité envisagée par le Gouvernement - Code des communes et fixation du taux de la taxe de l'électricité prélevée par les communes - Mise en place de nouveaux tarifs EDF calculés non sur la tension mais sur la puissance - Recherche d'une solution plus équitable au sein des commissions et de l'association des collectivités concédantes.

– **Projet de loi relatif au prix de l'eau en 1984** - *Nouvelle lecture* [n° **165 (83-84)**] - (21 décembre 1983) - **Discussion générale** - (p. 4511, 4512) : tarifs de distribution d'eau et d'assainissement ne pouvant être réglementés par application de l'ordonnance de 1945 - Gouvernement devant proposer une loi spéciale pour limiter la hausse du prix de l'eau - Précédentes lois en 1976 et en 1977 - Loi de 1982 bloquant les prix pour quatre mois et subordonnant leur sortie du blocage à certaines conditions - Souhaite que les extensions, les renforcements et les stations d'épuration figurent parmi les dérogations que les préfets seront autorisés à accorder - **Art. 1** (p. 4513) : au nom du groupe socialiste se déclare opposé à l'amendement n° 1 de M. Auguste Chupin, tendant à la suppression de cet article limitant le prix de l'eau au niveau pratiqué au 31 décembre 1983.

MERLI (Pierre), sénateur des Alpes-Maritimes (GD).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires (28 juin 1983) (p. 2066).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 2** (p. 3128) : soutient l'amendement n° 131 de M. Jacques Moutet (relèvement de la déduction supplémentaire pour frais professionnels instituée au bénéfice des écrivains et compositeurs ; compensation par une revalorisation des taux de la TVA) - Soutient l'amendement n° 128 de M. Jacques Moutet (suppression du paragraphe VIII de cet article instituant une surtaxe progressive conjoncturelle).

MEXANDEAU (Louis), *ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des PTT* (nommé le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 25 mars 1983, p. 907].

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 278 de M. Jean-François Le Grand : **postes et télécommunications (personnel des)** (receveurs-distributeurs en zone rurale : difficultés statutaires) (31 mai 1983) (p. 1228).

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement, de M. Jacques Habert : commémoration du bicentenaire du traité de Versailles** - (21 avril 1983) - (p. 411) : premier vol en montgolfière des Tuileries à Nesles-la-Vallée - Commémoration du traité de Versailles ; éventualité de l'émission d'un timbre.

– **Question au Gouvernement, de M. Maurice Janetti : avenir du groupe CGCT** - (21 avril 1983) - (p. 419) : attitude responsable des personnels du groupe de la Compagnie générale des communications téléphoniques - Situation actuelle du groupe et stratégie antérieure de son ancien propriétaire, l'ITT - Action du ministère de l'industrie et de la recherche - Contrat avec le Koweït - Négociation d'alliances au sein de l'industrie française - Situation sur les plans social et financier - Réunion tripartite : administration, direction, organisations syndicales - Action des PTT.

– **Question orale avec débat : désorganisation de la distribution du courrier en Haute-Normandie** - (31 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 1224) : hommage rendu au travail de la Haute assemblée et à la qualité du service assuré par les agents des PTT - (p. 1225) : perturbations dans la distribution du courrier évoquées par MM. *Geoffroy de Montalembert* et *Roland Ruet* - Mouvements sociaux au centre de Rouen - Situation actuellement redevenue normale - Négociations en cours - Etablissement de nouveaux tableaux de service tenant compte de la modernisation - Loi de 1982 relative aux retenues pour absences de services faits par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics - Droit de grève - Préavis obligatoire - Grève tournante interdite - Souci de solutionner les manques d'effectifs dans les régions frontalières de la Suisse - Augmentation considérable des emplois dans les PTT depuis 1981 - (p. 1226) : qualité du service postal français - Importance des ventes de matériel de télécommunication.

– **S'associe aux regrets exprimés par M. Maurice Schumann** pour le décès de M. Pierre Sallenave, sénateur des Pyrénées-Atlantiques, et de M. Pierre Patria, ancien sénateur (31 mai 1983) (p. 1227).

– **Question au Gouvernement, de M. Michel Maurice-Bokanowski : grèves du tri postal.** - (13 octobre 1983) - (p. 2297) : mesures techniques prises pour limiter les effets de la grève - Différentiel de tarif entre courrier urgent et courrier non urgent - (p. 2298) : tri de nuit - Situation inégalitaire - Qualité du service des postes et télécommunications (PTT).

– **Question au Gouvernement, de Mme Hélène Luc : licenciements à l'usine SKF d'Ivry-sur-Seine** - (13 octobre 1983) - (p. 2300, 2301) : industrie du roulement à billes - Plan de restructuration et de modernisation des activités du groupe SKF - Plan social - Plan de relance des salariés.

– **Question au Gouvernement, de M. Maurice Janetti : difficultés des tanneries françaises** - (13 octobre 1983) - (p. 2301) : plan cuir - Peaux brutes - Tannerie de Barjols.

– **Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].**

Deuxième partie :

Postes et télécommunications - (24 novembre 1983) - (p. 3258) : environnement économique - Budget permettant d'assurer la bonne marche du service public - Progression de l'activité de la poste comme de celle des télécommunications - (p. 3259) : augmentation des budgets d'investissement - Mobilisation de l'ensemble des agents des PTT - Importance des recrutements de personnels - Effort de formation - Part du budget social - Nombreuses transformations d'emplois - Déficit d'exploitation de la poste - Taux de rémunération des comptes chèques postaux - Nouveau mode de rétribution des frais d'acheminement du courrier des administrations - Commission chargée d'établir une charte de gestion de la poste - Charte de gestion des télécommunications conclue en 1983 - (p. 3260) : budget annexe permettant aux PTT d'assurer leurs responsabilités dans le secteur « télécommunication, informatique, bureautique » (TIB) de la filière électronique - Action sur les données du marché intérieur et en faveur de l'exploitation pour de nombreuses entreprises (compagnie Bull, Thomson, CGE, CGCT) - Objectifs ne pouvant être atteints dès 1984 - (p. 3264) : déséquilibre entre le service de la poste et les télécommunications, évoqué par M. *Edouard Bonnefous* - Souci de respecter l'équilibre - Effort de modernisation de la poste - Effectifs suffisants - Nombreuses créations d'emplois depuis 1981 - Télécommunications confrontées à la compétition internationale - Effort d'exportation de la France : commutations téléphoniques temporelles ; stations terriennes et relais hertziens ; câbles sous-marins - Monnaie électronique et télématique - Expérience Télétel - Concertation avec la presse - (p. 3266) : attention particulière portée au statut des receveurs-distributeurs - Augmentation de leur indemnité mensuelle - (p. 3269) : inquiétude des différents orateurs sur le prélèvement exceptionnel devenu fonds de réserve - (p. 3270) : affectation de ce fonds à la filière électronique, mais aussi au fonds spécial de programmes audiovisuels - Tarif préférentiel consenti à la presse - Rémunérations des chèques postaux et des livrets de caisse d'épargne - Maintien d'un équilibre entre la poste et les télécommunications - Informatisation des bureaux de poste - Statut, rémunération, mobilité du personnel - Double tarification pour l'acheminement du courrier - (p. 3271) : récente grève dans les centres de tri - Acheminement de la presse - Mode d'acheminement du courrier par air et par chemin de fer - Réseaux câblés - Fibre optique - Coût pour les collectivités locales - Télématique - (p. 3272) : radios-téléphone - Exportations - Succès de la présence française à l'exposition Télécom 1983 à Genève - Présentation d'un graphique exprimant la progression des commandes depuis 1975 dans le domaine des télécommunications - Situation des agents des PTT originaires des DOM-TOM, évoquée par M. *Georges Dagonia* - **Art. 46** (p. 3273) : réponse aux questions de M. Jacques Descours Desacres : délai d'acheminement du courrier - Amélioration des conditions de travail des agents des PTT - Cas particulier du courrier parlementaire et des plis recommandés - Totale intégration de la CGCT dans la stratégie de développement des télécommunications françaises - Adoption pour ce groupe de la procédure tripartite - Incidences sur le personnel - (p. 3274) : place de la CGCT dans le marché des fibres optiques - Contrat signé avec le Koweït.

– **Question au Gouvernement de M. Max Lejeune : crise industrielle dans la Somme** - (15 décembre 1983) - (p. 4258, 4259) : lancement immédiat dans la région Picardie de l'opération Télétel - Télématique.

– **Grève des centres de tri postal** - (16 décembre 1983) - (p. 4316) : réforme des services d'acheminement : réseau de contacts ; modernisation ; gestion ; réaménagement du temps de travail du personnel - Réforme du courrier à deux vitesses ; réduction du travail de nuit et de fin de semaine - Amélioration des conditions de travail du personnel - (p. 4317) : statistiques sur la grève des centres de tri postal - Utilisation perverse de la disposition supprimant la retenue d'une journée de salaire pour un arrêt partiel de

travail dans la journée - Préavis de grève - Dispositions de sauvegarde : presse ; entreprises de ventes par correspondance - Mesures relatives aux difficultés de trésorerie des entreprises suite aux pertubations du trafic postal - Acheminement des Postadex - Elaboration de la charte de gestion à moyen terme des PTT - Commission Chevallier - (p. 4318) : concertation de la poste avec les entreprises - Différence de situation du personnel selon les centres de tri postal - Problèmes humains de la mécanisation ; indexation automatique - (p. 4319) : préavis de grève.

MIDY (Monique), sénateur des Hauts-de-Seine (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommée membre de la commission des affaires économiques (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) (21 décembre 1983) (p. 4530).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à doubler, pour les femmes salariées ayant élevé un enfant handicapé, les bonifications prévues au code des pensions civiles et militaires de retraites et les majorations de durée d'assurance prévues au régime général de la sécurité sociale [n° **286 (82-83)**] (3 mai 1983) -**Handicapés.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à permettre aux travailleurs **handicapés** placés en centre d'aide par le travail, de s'insérer dans un milieu ordinaire de travail [n° **489 (82-83)**] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juillet 1983, JO Débats 4 octobre 1983).

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Consommation et concurrence** [n° **64 tome VIII (83-84)**] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **404** (JO Débats 17 juin 1983) (p. 1740) à M. le ministre des affaires sociales : **élections sociales** (établissement des listes pour l'élection des administrateurs de la sécurité sociale).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives aux prestations de vieillesse** [n° **235 (82-83)**] - (28 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 519) : historique des luttes pour le droit à la retraite - (p. 520) : respect des engagements du Gouvernement - Progrès social - Augmentation de l'espérance de vie - Rappel historique du processus d'abaissement de l'âge de la retraite - Disparition de la garantie de ressources - Départ à la retraite devant impliquer l'embauche d'un chômeur - Instauration d'un montant minimum de retraite - Bilan positif de la politique économique française - Propositions communistes : en 1955 : retraite à 60 ans pour tous ; en 1973 : retraite à 55 ans pour les femmes - Imprécision de la révision de la retraite minimale - Mensualisation des retraites - Souhaite la suppression du principe de la non rétroactivité pour les lois sociales - (p. 521) : situation démographique de la France - Groupe communiste favorable à l'adoption de ce projet - Recul de l'âge de la retraite aux Etats-Unis.

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du travail relatives aux garanties de ressources des travailleurs privés d'emploi** [n° **356 (82-83)**] - (21 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1805) : suppression du système de garantie de ressources entre 60 et 65 ans et mise en place par le Gouvernement de gauche du droit à la retraite dès 60 ans - Suppression de la garantie de ressources prévue au VIIIe Plan - Maintien des droits acquis - Existence d'accords « maison » - Problème des chômeurs âgés - Nécessité pour le Gouvernement de poursuivre activement sa politique de lutte contre le chômage - Réforme du financement de la protection sociale pouvant contribuer à la création de nombreux emplois - Au nom du groupe communiste, se déclare favorable au texte de ce projet de loi qui complète les dispositions prises sur la retraite à 60 ans.

– **Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan)** [n° **399 (82-83)**] - (28 juin 1983) - **Art. unique** (p. 2079) : son amendement n° 3, soutenu par M. Raymond Dumont : approbation du rapport sur le 9e Plan, sous réserve de la réaffirmation du maintien du système français de protection sociale ; devenu sans objet.

– **Projet de loi sur la vente des logements appartenant à des organismes d'habitations à loyer modéré** - *Deuxième lecture* [n° **416 (82-83)**] - (20 octobre 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2368) : vote favorable du groupe communiste sur le texte de ce projet de loi - Maintien de l'effort prévu en faveur du logement locatif - Souhaite que les ressources résultant des ventes ne deviennent pas un moyen permettant d'apporter une « solution » aux difficultés financières des offices - Urgence de donner la priorité à la construction locative sociale.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - IV - Plan, aménagement du territoire, économie sociale - (24 novembre 1983) - (p. 3283) : travaux de la délégation à l'économie sociale - Lutte contre la politique de désindustrialisation du patronat - (p. 3284) : aide possible des banques nationalisées à l'économie sociale - Concertation avec la Confédération générale des sociétés coopératives ouvrières de production.

Urbanisme et logement - (5 décembre 1983) - (p. 3746) : réforme urgente de la loi de 1977 sur le financement du logement - Situation du logement social - Difficultés dans l'industrie du bâtiment - Meilleure utilisation des crédits publics - Favorable à la politique d'aide aux catégories les plus défavorisées - Réhabilitation des cités - Travaux d'économie d'énergie - Utilisation des crédits du fonds de grands travaux - Prime à l'amélioration des logements à usage collectif et à occupation sociale (PALULOS) - Modification des subventions au logement social - Taux d'intérêts versés aux titulaires d'un compte d'épargne logement, supportés par les organismes bancaires - Utilisation des nouvelles formes d'épargne - Transformation des prêts d'accession à la propriété (PAP) en location accession - Groupe communiste favorable à l'adoption de ce budget.

Economie, finances et budget II Services financiers et consommation - (9 décembre 1983) - Rapporteur pour avis (consommation et concurrence) - (p. 3969) : priorité de ce budget reconnue par le Gouvernement et augmentation des crédits - Importance des opérations de contrôle exercées par la direction de la répression des fraudes - Souhaite le

fusionnement de la direction de la consommation et de la répression des fraudes avec la direction générale de la concurrence - Respect de l'information sur les prix dans les grandes surfaces - Rôle des contrats de qualité dans la lutte contre l'inflation - Transparence dans l'information des prix - Loi sur la sécurité des consommateurs répondant à l'attente de la population - (p. 3970) : satisfaction de voir le Comité national de la consommation remplacé par un conseil national ouvert aux professionnels - Informatisation de l'Institut national de la consommation (INC) - Centres locaux d'information sur les prix risquant de faire double emploi avec les futures maisons de la consommation - Souhaite l'équipement des associations nationales de consommateurs de terminaux branchés sur la banque de données de l'INC - Propositions de la commission de refonte du droit de la consommation, relatives aux « défauts de conformité à l'attente du consommateur » - Hostile à la publicité clandestine sur les radios libres - Lutte contre l'image dégradante de la femme dans toutes les formes de publicité - Satisfaction devant le pluralisme des commissions créées par le Gouvernement - Au nom de la commission des affaires économiques, se déclare favorable à l'adoption de ce budget.

– **Projet de loi relatif au prix de l'eau en 1984** [n° **93 (83-84)**] - (16 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4310) : lutte contre l'inflation - Demande de mise en place d'un service public de l'eau - Situation favorable faite au secteur privé - Compagnie générale des eaux - Société lyonnaise d'exploitation de l'eau - Demande de renforcement de la représentation des élus dans les agences de bassin - Demande de dérogations permettant une participation financière accrue des collectivités locales aux travaux d'assainissement ; exemple de la station d'épuration de Valenton - (p. 4311) : attitude négative des parlementaires de l'opposition - Vote par le groupe communiste de ce projet de loi.

– **Projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan)** [n° **88 (83-84)**] - **Suite de la discussion** - (21 décembre 1983) - **Art. 1** (p. 4523) : intervention concernant le programme prioritaire d'exécution (PPE) n° 10 - Réhabilitation des logements anciens - Droit à un logement décent à prix accessible pour tous - Importants besoins en logements sociaux - Constructions locatives sociales, priorité inscrite dans la loi de plan - Nécessité d'une réforme du financement du logement - Propose de substituer aux subventions pour le logement social une formule de prêt à annuités variables - Possibilité de mener de front la réhabilitation des logements existants et la construction neuve.

– **Projet de loi relatif au prix de l'eau en 1984** - *Nouvelle lecture* [n° **165 (83-84)**] - (21 décembre 1983) - **Art. 1** (p. 4512) : au nom du groupe communiste, se déclare opposée à l'amendement n° 1 de M. Auguste Chupin, rapporteur, tendant à supprimer cet article limitant le prix de l'eau au niveau pratiqué au 31 décembre 1983.

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **171 (83-84)**] - (22 décembre 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4551) : bénéfice du régime général étendu aux pensions minimales des commerçants et artisans - Harmonisation partielle du régime des professions libérales avec le régime général - Groupe communiste favorable à l'adoption de ce projet.

MILLAUD (Daniel), sénateur de la Polynésie française (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques ; en démissionne (26 avril 1983) (p. 466).

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères (26 avril 1983) (p. 476).

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la délégation parlementaire pour la planification (loi n° 82-653 du 29 juillet 1982).

Est nommé de nouveau membre de cette délégation (13 octobre 1983) (p. 2308).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 (14 juin 1983) (p. 1625).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **436** (JO Débats 10 novembre 1983) (p. 2815) à M. le ministre des affaires sociales : **départements et territoires d'outre-mer** (remboursement des frais médicaux des assurés sociaux séjournant dans les TOM) - Réponse de M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat aux rapatriés (16 décembre 1983) (p. 4319, 4320).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle** [n° **91 (82-83)**] - (5 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 43, 44) : hommage aux personnels des services civils du territoire et de l'Etat, à la marine nationale, à l'armée et à l'aviation militaire pour leur action lors des cyclones de cet hiver - Rôle du service météorologique - Station de radio télévision de Tahiti - Spécificités géographiques des territoires d'outre-mer - Observations formulées par les assemblées territoriales de Polynésie française et de Nouvelle-Calédonie - Légalisation nécessaire des émissions télédiffusées réalisées à partir de vidéo-cassettes au bénéfice des communes dispersées des archipels - Répartition des compétences entre l'Etat et les territoires d'outre-mer - Demande l'adoption de ses amendements - **Avant l'art. 1 :** son amendement n° 2 : avis conforme du conseil de gouvernement ou de l'assemblée territoriale intéressée préalable à l'autorisation des infrastructures de communication ; rejeté - Réglementation d'urbanisme - **Art. 1** (p. 45) : son amendement n° 3 : création dans chaque territoire d'outre-mer d'un comité territorial de la communication audiovisuelle, après accord de l'assemblée territoriale concernée ; adopté - **Après l'art. 1 :** son amendement n° 4 : possibilité pour le comité régional ou territorial d'émettre des avis sur la politique de la communication audiovisuelle ; adopté - Son amendement de coordination n° 5 : comités régionaux et territoriaux ; adopté - Son amendement n° 6 : consultation de l'assemblée territoriale préalable à la signature du décret relatif à la composition et au fonctionnement du comité territorial ; adopté - Son amendement n° 7 : exception dans les territoires d'outre-mer au principe de l'inscription obligatoire des crédits de fonctionnement des comités régionaux de la communication audiovisuelle ; adopté - **Art. 2** (p. 46) : son amendement n° 8 : possibilité pour les sociétés régionales ou territoriales de radiodiffusion sonore et de télévision de passer des conventions avec les territoires d'outre-mer ; adopté - **Après l'art. 2 :** son amendement n° 9 : non application aux territoires d'outre-mer de l'article 62 de la loi du 29 juillet 1982 relatif à la perception de la taxe dénommée redevance pour droit d'usage ; adopté - Son amendement n° 10 : dans les territoires d'outre-mer, approbation des cahiers des charges par les assemblées territoriales concernées ; retiré - (p. 47) : son amendement n° 11 : recrutement de journalistes et application du code du travail ; adopté - Son amendement n° 12 : possibilité

pour les assemblées territoriales de créer un office territorial de la communication audiovisuelle disposant du droit d'émettre ; retiré - Son amendement n° 13 : non application dans les territoires d'outre-mer des dispositions relatives aux déclarations souscrites en vue de la perception de la redevance ; adopté - Coordination avec le vote intervenu sur l'amendement n° 9 - Son amendement n° 14 : non application dans les territoires d'outre-mer du titre V de la loi du 29 juillet 1982, relatif à la diffusion des oeuvres cinématographiques, à l'exception de l'article 88 ; adopté - Problème pratique de l'intervention du médiateur du cinéma dans les territoires d'outre-mer - **Art. 3** (p. 48) : se déclare favorable à l'amendement n° 16 de M. Lionel Cherrier (principe général de non remise en cause par l'application de la présente loi des compétences propres à chaque territoire) - Dispositions identiques adoptées dans la loi du 12 juillet 1977 portant statut du territoire de la Polynésie française.

– **Question au Gouvernement, de M. Adolphe Chauvin : aide à la Polynésie** - (21 avril 1983) - (p. 421).

– **Conclusion du rapport de M. Lionnel Cherrier**, fait au nom de la commission des lois **sur la proposition de loi [n° 238 (82-83)] de M. Adolphe Chauvin** et plusieurs de ses collègues **tendant à organiser une souscription nationale en faveur de la Polynésie française** [n° 352 (82-83)] - (1er juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1295) : remerciements au Sénat pour cette discussion immédiate - Souci du Gouvernement d'apporter des secours immédiats - Souhaite l'adoption d'un texte conforme à celui du Sénat par l'Assemblée nationale permettant au Parlement unanime de témoigner de sa solidarité.

– **Projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905** [n° 247 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (3 juin 1983) - **Après l'art. 12** *bis* (p. 1369) : sur l'amendement n° 30 de M. René Jager, rapporteur (communication de documents ; auditions, consultations préalables par la commission de la sécurité des consommateurs), soutient le sous-amendement n° 47 de MM. Roger Boileau et Pierre Lacour (gestion d'une banque de données par la commission de la sécurité des consommateurs ; informations internationales) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1374) : texte positif pour les consommateurs et pour les professionnels - Création d'une commission de la sécurité des consommateurs - Souhaite une solution rapide au problème de sécurité d'un produit - Exemples précédents de lenteurs administratives laissant sur le marché des produits potentiellement dangereux - Groupe de l'UCDP favorable à l'adoption de ce projet.

– **Projet de loi interdisant certains appareils de jeux** [n° 305 (82-83)] - (15 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1642) : vote de ce texte amendé par le Sénat - Perte de recettes fiscales pour l'Etat.

– **Projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle** - *Deuxième lecture* [n° 315 (82-83)] - (15 juin 1983) - **Art. 1** (p. 1645) : son amendement n° 2, identique à l'amendement n° 6 de M. Charles Pasqua, rapporteur : création d'un comité territorial de la communication audiovisuelle dans chaque territoire d'outre-mer après accord de l'assemblée territoriale concernée ; retiré au profit de l'amendement n° 6 - Sur l'amendement n° 6 de M. Charles Pasqua, rapporteur, se déclare favorable au sous-amendement n° 10 de M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat (substitution du mot « avis » au mot « accord ») - **Art. 1** *quater* (p. 1646) : son amendement n° 3 : prise des décrets pour les territoires d'outre-mer après avis de l'assemblée territoriale concernée ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 7 de M. Charles Pasqua, rapporteur - **Art. 1** *quinquies* (p. 1647) : se déclare favorable à l'amendement n° 8 de M. Charles Pasqua, rapporteur (budget des territoires et crédits nécessaires au fonctionnement des comités territoriaux de la communication audiovisuelle) - **Art. 2** (p. 1648) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 de M. Charles Pasqua, rapporteur (régime actuel d'utilisation des infrastructures dans les territoires d'outre-mer et extension du champ des missions).

– **Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public** - *Deuxième lecture* [n° 407 (82-83)] - (24 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1980, 1981) : inquiétude sur la directive européenne Vredeling relative à l'information et à la consultation des travailleurs dans les entreprises multinationales.

– **Questions orales avec débat jointes : développement de la publicité à la télévision au détriment de la presse écrite** - (21 octobre 1983) (p. 2377) : mécontentement des professionnels de la presse - Liberté de la presse - Publicité interdite sur les radios libres - Croissance des budgets publicitaires à la télévision - Souhaite la suppression du monopole en matière de radio-télévision - Conséquences de la publicité télévisée sur les quotidiens locaux dans les territoires d'outre-mer - Répartition des ressources publicitaires entre les différents médias - Importance de l'environnement économique et financier sur la presse écrite.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° 384 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (15 novembre 1983) - **Art. 68** (p. 2875) : son amendement n° 168 : attente de l'adoption d'une législation particulière relative à l'enseignement supérieur ; extension par des décrets en Conseil d'Etat après consultation des assemblées territoriales des dispositions de cette loi aux territoires d'outre-mer ; adopté.

– **Projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises** [n° 50 (83-84)] - **Suite de la discussion** - (17 novembre 1983) - **Art. 49** (p. 3015) : son amendement n° 152 : exclusion des territoires d'outre-mer du champ d'application de la présente loi ; adopté - Consultation des assemblées territoriales des territoires d'outre-mer - Non communication des avis aux parlementaires - Avis négatif de l'assemblée territoriale de Polynésie française.

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier** [n° 9 (83-84)] - **Suite de la discussion** - (18 novembre 1983) - **Art. 5** (p. 3033) : sur l'amendement n° 6 de M. Jean Chérioux, rapporteur (définition de la notion de département) soutient le sous-amendement n° 35 de M. Claude Huriet (coordonateur assisté d'un cadre infirmier nommé par le directeur sur proposition du responsable infirmier de l'établissement) - **Art. 8** (p. 3042) : sur l'amendement n° 20 de M. Jean Chérioux, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif aux pouvoirs du directeur) soutient le sous-amendement n° 39 de M. Claude Huriet (responsable infirmier de l'établissement assistant le directeur dans la définition de la politique applicable au personnel soignant non médical) - **Art. 8** (p. 3042) : soutient l'amendement n° 41 de M. Claude Huriet (indépendance des médecins dans leurs activités thérapeutiques).

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (6 décembre 1983) - (p. 3816) : insuffisance des dépenses de l'Etat en Polynésie française - Indemnisation en cas de cyclones - Demande d'extension dans les TOM du texte sur les cataclysmes naturels - Prévention par la météorologie nationale et l'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer (ORSTOM) - (p. 3817) : politique conventionnelle entre le territoire et les ministères techniques - Dotation globale d'équipement - 9e Plan territorial - Difficultés de la tutelle et manque de moyen ; goélettes administratives.

Comptes spéciaux du Trésor - (9 décembre 1983) - **Art. 56** (p. 3978) : au nom du groupe UCDP, se déclare opposé à l'amendement n° 280 de M. William Chervy (paragraphe additionnel visant à instituer un comité de gestion du Fonds national des haras comprenant de droit un député, un

sénateur, désignés par la commission compétente de chaque assemblée).

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° 7 (83-84)] - **Suite de la discussion** - (14 décembre 1983) - **Art. 34** (p. 4194) : soutient l'amendement n° 214 de M. Pierre Schiélé (possibilité, si la nature des risques le justifie pour les collectivités ou les établissements employant moins de 50 agents, de créer par décision de l'organe délibérant un comité d'hygiène et de sécurité).

– **Projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions législatives ayant modifié le code pénal et le code de procédure pénale et modifiant la loi n° 83-520 du 27 juin 1983** [n° 73 (83-84)] - (15 décembre 1983) - **Art. 2** (p. 4269, 4270) : son amendement n° 1 : exclusion de la Polynésie française du champ d'application de la loi du 4 août 1982 ; rejeté - Article ne tenant pas compte des spécificités ethniques, sociales, culturelles et religieuses de la Polynésie française - Problème du délai dont disposent les assemblées territoriales pour rendre leur avis - (p. 4271) : réserve évoquée dans l'amendement figurant dans le rapport de l'assemblée territoriale. Consultation des assemblées territoriales visant à mieux tenir compte des spécificités locales.

MINETTI (Louis), sénateur des Bouches-du-Rhône (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre de la délégation parlementaire pour la planification (loi n° 82-653 du 29 juillet 1982) (31 mai 1983) (p. 1227) ; en démissionne (30 juin 1983) (p. 2133).

Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (loi n° 79-564 du 6 juillet 1979) (13 octobre 1983) (p. 2307).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises (22 juin 1983) (p. 1830).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement (22 juin 1983) (p. 1835).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de Plan) (28 juin 1983) (p. 2085).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1984 (16 décembre 1983) (p. 4314).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à favoriser le stockage et la commercialisation du cognac [n° 174 (82-83)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983) - **Boissons et alcools**.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **36** (19 avril 1983) (p. 361) à M. le ministre de l'agriculture : **fruits et légumes** (marchés français des fruits et légumes) - Discutée le 10 juin 1983 (débat commun) (p. 1552 et suivantes).

n° **67** (1er juin 1983) (p. 1296) à M. le ministre de l'agriculture : **vins** (démantèlement des montants compensatoires sur le vin) - Discutée le 10 juin 1983 (débat commun) (p. 1552 et suivantes).

n° **68** (1er juin 1983) (p. 1296) à M. le ministre de l'agriculture : **agriculture** (insuffisance des prix agricoles pour la campagne 1983-1984) - Discutée le 10 juin 1983 (débat commun) (p. 1552 et suivantes).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant abrogation de la loi modifiée du 20 juillet 1927 relative à l'obligation de colorer artificiellement les semences de trèfle violet, trèfle des prés, trèfle incarnat et de luzerne importées en France et de la loi du 11 janvier 1932 tendant à interdire l'entrée en France des graines de graminées impropres à la semence** [n° 142 (82-83)] - (21 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 428) : adaptation de la législation française - Valeur de la production nationale - Comparaison de la situation française dans différentes espèces végétales - Déficit extérieur et choix de productions françaises - Programme de développement et d'amélioration de la production mené par les producteurs français de semences destinées à la fabrication de mélanges pour gazons - Demande au Gouvernement la publication d'un arrêté réglementant la composition des mélanges de semences destinés aux espaces verts - Référence au slogan : « produisons français ».

– **Questions orales avec débat jointes : politique agricole** - (10 juin 1983) - (p. 1557) : excuse l'absence de MM. *Paul Jargot* et *Raymond Dumont* - Manifestations des agriculteurs et viticulteurs français les 16 et 20 mai 1983 - (p. 1558) : accord intervenu à Bruxelles sur les prix agricoles pour 1983-1984 - Communauté économique européenne (CEE) - Politique agricole commune (PAC) - Problèmes en suspens : attente du règlement européen des fruits et légumes ; importations abusives : accords européens de 1970 ; accords de Lomé et du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) - Conséquences pour les exploitations familiales des départements français du Midi - Nécessité d'un calendrier d'importations - Rappel des principes du traité de Rome : unicité du marché, préférence communautaire et solidarité financière - Crise actuelle des pommes de terre primeurs : exportations grecques et italiennes vers l'Allemagne - Propositions du syndicat des exploitants agricoles familiaux - Commerce international - Loi sur les offices agricoles - Rôle des comités économiques - Adhésion de la Grèce à la CEE - Situation viticole : montants compensatoires monétaires (MCM) négatifs sur le vin français ; vins italiens d'importation - (p. 1559) : exportation de vins français vers l'Allemagne - Primes de relogement - Budget du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) pour l'application du règlement viticole - Contributions allemande et britannique au budget de la CEE - Préférence communautaire - Fixation des prix agricoles - Revenu des agriculteurs ; mesures nécessaires : interdiction des primes de quantité ; exonération de taxes parafiscales ; détaxation d'un contingent de fuel ; franchise et décote en matière de TVA ; cotisations sociales ; contrats de modération de prix pour les machines agricoles, les engrais et les semences - Hostilité à l'élargissement de la CEE - Espagne et Portugal - Installation des jeunes agriculteurs - Exemple de la région Provence Alpes Côte d'Azur - Risque de désertification - Emploi de travailleurs immigrés dits saisonniers - Formation professionnelle : plan Rigout - Contrôle des structures :

refus du démembrement d'exploitations viables ; seuil de contrôle ; location ; statut du fermage ; rôle des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) - Loi d'orientation agricole du 4 juillet 1980 - Baux à l'année - Métayage - Prêts bonifiés du Crédit agricole - Cotisations sociales - (p. 1560) : contribution de l'agriculture à l'économie nationale.

– **Question au Gouvernement : situation de l'industrie navale** - (16 juin 1983) - (p. 1704, 1705) : situation des chantiers de La Ciotat, de la Seyne, de Dunkerque et de l'Atlantique - Détournement de trafic - Développement de nouvelles lignes maritimes - Commandes de navires à des chantiers français - Mouvements des chantiers de Dunkerque - Région marseillaise.

– **Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan)** [n° 399 (82-83)] - (28 juin 1983) - **Art. unique** (p. 2081) : soutient l'amendement n° 5 de M. Fernand Lefort (approbation du rapport sur le 9e Plan, sous réserve d'une précision complémentaire relative à la reconnaissance aux maires de la maîtrise de l'attribution des logements sociaux) - Politique du logement - (p. 2082) : regrette le refus par le Sénat de débattre du projet.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 9** (p. 3147) : intervient sur cet article relatif aux mesures prises en faveur de l'économie sociale : consensus manifesté quant aux coopératives artisanales ; modification acceptée par le Gouvernement à l'Assemblée nationale pour les coopératives agricoles.

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 20** (p. 3205) : création des caisses d'assurances mutuelles agricoles par la loi du 4 juillet 1900 - Exclusion de ces mutuelles du champ de la taxe par la loi du 29 novembre 1965 - Dépôt d'un amendement tendant à exonérer le cheptel mort, le cheptel vif, le matériel et les bâtiments affectés aux exploitations agricoles, ainsi que les contrats d'assurances maladies complémentaires - Propose, à titre de gage, un impôt sur les opérations traitées dans les bourses de valeur et les bourses de commerce - (p. 3213) : se déclare favorable à l'amendement n° 78 de M. Maurice Blin, rapporteur général (nouvelle rédaction de la deuxième phrase du paragraphe II de cet article, relative à l'exonération des contrats d'assurances maladies complémentaires et des contrats couvrant la totalité des risques personnels ou professionnels).

Deuxième partie :

Prestations sociales agricoles - (1er décembre 1983) - (p. 3551, 3552) : protection sociale - Réforme de la fiscalité agricole - Problème de la retraite - Fonds national de solidarité - Age de la retraite - Situation des salariés agricoles de plus de 60 ans - Dotation aux jeunes agriculteurs (DJA).

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3577) : politique du Gouvernement en matière communautaire - Situation des fruits et légumes - Revenu moyen des agriculteurs - Mise en place des offices par produits - Montants compensatoires monétaires (MCM) - Politique des prix - (p. 3578) : lait - Commission de Bruxelles - Elargissement du Marché commun - Politique agricole commune (PAC) - MCM - Prix minimum intracommunautaire - Offices par produits - (p. 3579) : PAC - Prix agricoles et coûts de production - Installation des jeunes agriculteurs - Cotisations sociales - Enseignement agricole - Orientation et modernisation des productions - Avis favorable.

MINVIELLE (Gérard), sénateur des Landes (S) - Questeur du Sénat.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

MIROUDOT (Michel), sénateur de la Haute-Saône (UREI).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu vice-président.

– Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (loi n° 79-564 du 6 juillet 1979).

Est nommé de nouveau membre de cette délégation (13 octobre 1983) (p. 2307).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (28 juin 1983) (p. 2063).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à garantir la liberté de la presse (24 novembre 1983) (p. 3246).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Culture** [n° **63, tome I (83-84)**] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **341** (JO Débats 9 avril 1983) (p. 164) à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants : **décentralisation** (création d'une direction interdépartementale à Besançon).

Questions orales avec débat :

n° **5** (2 avril 1983) (p. 3) à M. le Premier ministre : **santé publique** (politique du gouvernement en matière de santé) - Retirée le 29 avril 1983 (p. 532).

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement : situation dans les milieux médicaux** - (21 avril 1983) - (p. 411) : réforme des études médicales et statut des médecins hospitaliers - Mouvements de grève - Politique de la santé et concertation avec les médecins et les étudiants - Santé des Français et solidarité.

– **Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives** [n° **226 (82-83)**] - (10 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 735) : volonté centralisatrice et autoritaire du projet de loi - Absence d'ambition - Suspicion envers le mouvement sportif - Recul dans l'autonomie des fédérations sportives - Volonté de mettre le mouvement sportif sous la tutelle directe de l'Etat - Situation des clubs scolaires, des clubs sportifs civils et du Conseil national des activités physiques et sportives (CNAPS) - Formation et qualification des cadres - Sociétés à objet sportif - Equipement sportif - Fin de l'état de grâce - (p. 736) : médecine sportive - Carnet sportif individuel et

examen médical annuel pour tout titulaire d'une licence en vue de la compétition - Structures et personnels chargés de l'action médico-sportive ; formation spécifique initiale et continue des médecins ; absence de formation initiale dans le cadre de la réforme des études médicales - Nécessaire formation de spécialistes de médecine du sport au cours du troisième cycle - Activités physiques et sportives dans les zones rurales ; interdiction pour certains animateurs de prendre la responsabilité à titre d'occupations secondaires, saisonnières et accidentelles de ces activités - Danger pour le sport rural - Modalités de délivrance des diplômes - Caractère imprécis et dangereux de ce texte - Dépôt d'amendements - **Art. 13** (p. 761) : déclare s'abstenir sur l'amendement n° 112 de Mme Edwige Avice, ministre (mission des fédérations sportives de service public aux fins d'organiser l'initiation et le perfectionnement des activités physiques et sportives et de délivrer les titres fédéraux) - **Après l'art. 27** (p. 772) : son amendement n° 73 : formation spécifique des médecins du sport ; formation spécialisée pendant le troisième cycle ; adopté - **Art. 31** (p. 776) : son amendement n° 74, déposé avec M. Louis Boyer : présentation d'un diplôme attestant de la qualification pour enseigner de façon régulière les activités physiques et sportives ; retiré.

– Projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public [n° 29 (83-84)] - (17 novembre 1983) - **In fine** (p. 2972) : son amendement n° 3 : exclusion du centre national d'art et de culture Georges Pompidou du champ d'application de la loi ; adopté.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - Vice-président de la commission des affaires culturelles - **Après l'art. 18** (p. 3198) : son amendement n° 104 : absence de prise en compte, dans les bases d'imposition pour le calcul de l'impôt sur les grandes fortunes, des monuments historiques ouverts régulièrement au public ; adopté - Patrimoine architectural appartenant à des personnes privées - Absence de source d'enrichissement financier pour les propriétaires de monuments - Inclusion dans l'impôt sur les grandes fortunes faisant peser sur les propriétaires une lourde charge.

Deuxième partie :

Education nationale - (3 décembre 1983) - (p. 3706) : respect, il y a deux ans, de la législation en vigueur relative à l'enseignement privé - Subventions de certains établissements sous contrat refusées par des municipalités de gauche - Arrêt du 12 février 1982 du Conseil d'Etat confirmant l'obligation légale des communes leur faisant « obligation de payer » - Réduction des moyens de l'enseignement privé depuis deux ans - Volonté du Gouvernement de s'orienter vers le grand service public unique et laïc de l'éducation nationale promis par M. François Mitterrand, candidat à l'élection présidentielle de 1981 - (p. 3707) : deux chapitres budgétaires nouveaux prévus pour transférer les crédits consacrés au paiement des maîtres sous contrat de l'enseignement privé qui seraient titularisés alors que les négociations sont en cours - Titularisation prévue de 15 000 maîtres de l'enseignement privé - Rappel de certaines déclarations du congrès de Bourg-en-Bresse faites par plusieurs responsables et parlementaires socialistes - Souhait d'un référendum sur le maintien en France de l'enseignement libre - (p. 3708) : nationalisation progressive des chefs d'établissements et des enseignants des écoles privées - Intention de fonctionnariser l'enseignement libre - Plus grande liberté souhaitable pour l'école publique - Introduction dans la loi de finances d'une disposition devant figurer dans un projet de loi à part entière - Interrogation sur les moyens donnés au moment des transferts aux collectivités locales - Nécessité de faire un état des lieux des établissements dans l'année qui vient région par région, département par département - Diminution du pourcentage du budget de l'éducation nationale par rapport au budget de l'Etat - Au nom du groupe UREI, se déclare défavorable à l'adoption du budget de l'éducation nationale pour 1984.

Culture - (7 décembre 1983) - Rapporteur pour avis - (p. 3884, 3885) : art lyrique - Opéra de la Bastille - Progrès de la musique - Construction d'une salle de rock à Bagnolet - Grands projets d'architecture et d'urbanisme ; musées ; parc de La Villette ; Institut du monde arabe - Industries culturelles et industries de programme - Institutions culturelles locales - Aide à la création et à la recherche dans les domaines musical, théâtral, plastique et littéraire - Grands projets et nécessaire évaluation des coûts à la construction et des frais de fonctionnement - Création d'emploi - Décentralisation - Pénurie de personnel - Réalisations de grands projets d'architecture et d'urbanisme : Orsay, La Villette et la Bastille - Partage du budget entre Paris et la Province - Dotation spécifique de décentralisation - (p. 3886) : subventions des collectivités locales - Patrimoine archéologique et monuments historiques - Définition du patrimoine - Patrimoine monumental - Chantier du parc de La Villette et de l'Institut du monde arabe - Centre national d'art et de culture (CNAC) Georges Pompidou - Fiscalité des monuments historiques - Avis favorable sous réserve de l'adoption des amendements de la commission des finances - **Après l'art. 105** *bis* (p. 3907) : accepte l'amendement n° 197 de M. Maurice Schumann, rapporteur spécial (dépôt par le Gouvernement devant le Parlement d'un rapport annexé au projet de loi de finances sur les grandes opérations d'aménagement culturel).

Articles non rattachés à l'examen des crédits - (9 décembre 1983) - **Art. 71** (p. 4002) : se déclare favorable à la suppression de cet article relatif aux fonds salariaux.

– Projet de loi de finances rectificative pour 1983 [n° 109 (83-84)] - (19 décembre 1983) - **Art. 18** (p. 4369) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 de M. Charles Beaupetit (modulation de l'assiette de la taxe communale sur l'électricité en fonction des puissances souscrites) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4370) : abstention du groupe de l'UREI sur les crédits du collectif pour 1983 à l'exception des articles 7 et 8 relatifs aux opérations militaires au Liban et au Tchad.

MOINET (Josy), sénateur de la Charente-Maritime (GD).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (loi n° 79-564 du 6 juillet 1979).

Est nommé de nouveau membre de cette délégation (13 octobre 1983) (p. 2307).

Est nommé membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (loi n° 83-609 du 8 juillet 1983) (20 octobre 1983) (p. 2363).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières (19 avril 1983) (p. 361).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant

réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (15 mai 1983) (p. 1082).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (9 décembre 1983) (p. 4026).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° **193 (82-83)**] autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire, en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, d'impôts sur les successions, de droits d'enregistrement et de droits de timbre [n° **311 (82-83)**] (11 mai 1983) - **Traités et conventions.**

Rapport fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° **26 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'augmentation de la quote-part de la France au Fonds monétaire international et à l'augmentation de sa participation aux accords généraux d'emprunt [n° **34 (83-84)**] (26 octobre 1983) - **Politique extérieure.**

Rapport fait, au nom de la commission des finances sur le projet de loi [n° **27 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, modifiant, à compter du mois d'août 1984, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers perçue au profit du Fonds spécial de grands travaux [n° **35 (83-84)**] (26 octobre 1984) - **Impôts et taxes.**

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Relations extérieures - I - Services diplomatiques et généraux** [n° **62, annexe 23 (83-84)**] (21 novembre 1983).

Rapport fait, au nom de la commission des finances sur le projet de loi [n° **133 (83-84)**] autorisant l'approbation d'une Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement fédéral d'Autriche relative au régime fiscal des véhicules routiers utilisés pour le transport international [n° **134 (83-84)**] (14 décembre 1983) - **Traités et conventions.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **329** (JO Débats 3 avril 1983) (p. 22) à M. le Premier ministre : **ministres et secrétaires d'Etat** (suppression du ministère de la mer).

INTERVENTIONS

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** [n° **480 (81-82)**] - (13 avril 1983) - **Art. 3** (p. 219) : ressources des sociétés régionales de financement (SOREFI) - Cible de ces sociétés - Capacité financière - (p. 220) : attribution des ressources collectées par les SOREFI - **Art. 4** (p. 222) : intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jean Cluzel, rapporteur (fonction de représentation du Centre national des caisses d'épargne) - **Art. 9** (p. 232) : se déclare favorable à l'amendement n° 16 de M. Jean Cluzel, rapporteur (conditions de désignation des élus locaux et des déposants au sein du conseil de surveillance).

Suite de la discussion - (14 avril 1983) - **Art. 10** (p. 248) : réalité diverse des caisses d'épargne - Intervient sur les conditions de nomination et de révocation des directeurs généraux et des membres du directoire des caisses d'épargne - Rôle du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance - Impossibilité de distinguer deux catégories d'administrateurs au sein des conseils d'orientation et de contrôle - **Avant l'art. 11** (p. 249) : intervient sur l'amendement n° 26 de M. Jean Cluzel, rapporteur (composition du directoire ; cas d'un directeur général unique) - Cas des salariés membres du conseil de surveillance (conseil d'orientation et de contrôle) - **Art. 12** (p. 250, 251) : intervient sur l'amendement n° 28 de M. Jean Cluzel, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article, renvoyant à des décrets en Conseil d'Etat la fixation des conditions d'application du titre II ; allongement du délai de mise à jour des statuts des caisses) - Notion de mise en demeure par l'autorité compétente.

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53(82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - (4 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 611) : décentralisation et démocratisation - Conditions de la réussite de cette réforme : sécurité financière des collectivités locales ; garanties financières nécessaires - Transferts de charges de l'Etat aux collectivités locales accumulés au cours des dernières années : routes nationales, éducation - Principe du rattrapage - Ressources des collectivités locales : taxe professionnelle et charges des entreprises ; taux des prélèvements obligatoires et capacité d'épargne des Français : limitation nécessaire de la pression fiscale - (p. 612) : interventions économiques des collectivités locales et garanties accordées aux entreprises - Volonté du Gouvernement d'orienter l'épargne vers les emplois industriels et limitation des sources de financement des collectivités locales - Dépôt de bilan par des entreprises et perte de ressources pour les budgets locaux - Transferts de compétences en matière d'éducation ou de santé et risque de détérioration des finances locales - Nécessité d'une juste compensation à tout transfert de charges.

Suite de la discussion - (5 mai 1983) - **Art. 27** (p. 668) : se déclare opposé à l'amendement n° 11 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (contribution de la commune de résidence des élèves des écoles maternelles et des classes élémentaires aux dépenses de fonctionnement engagées par les communes d'accueil ; à défaut d'accord, contribution déterminée par le conseil départemental de l'éducation) - Se déclare favorable à l'amendement n° 127 de M. Lucien Delmas, soutenu par M. Franck Sérusclat (répartition des dépenses d'entretien et de fonctionnement des écoles maternelles, des classes enfantines ou élémentaires entre les communes d'origine des élèves).

Suite de la discussion - (6 mai 1983) - **Avant l'art. 48** (p. 693) : soutient l'amendement n° 130 de M. Jacques Pelletier (conditions d'exercice de la responsabilité de la région en matière d'environnement et de protection de la nature) - (p. 694) : soutient l'amendement n° 131 de M. Jacques Pelletier, identique à l'amendement n° 170 de M. Pierre Lacour (maintien des protections édictées en faveur des espaces boisés naturels ou agricoles) - **Art. 58** (p. 703) : système de la dotation globale d'équipement (DGE) trop sophistiqué pour les petites communes - Nécessité d'établir une distinction entre les problèmes de l'assiette, du taux et des modalités - Système devant être rodé - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 719) : souhait du groupe de la gauche démocratique d'une poursuite de l'oeuvre de décentralisation - Nécessité de solutions équitables et raisonnables au problème financier - Coopération entre le Gouvernement et le Sénat - Au nom du groupe de la gauche démocratique, se déclare favorable au texte de cette proposition de loi.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir**

des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, d'impôts sur les successions, de droits d'enregistrement et de droits de timbre [n° 193 (82-83)] - (17 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 824) : lacunes de la convention relative à l'imposition des sociétés pétrolières françaises ainsi qu'à celle des dividendes et des fortunes - Compagnie française des pétroles - Groupe Elf-Aquitaine - Exploitation des hydrocarbures par la Sonatrach - Accord relatif à l'imposition des redevances - Echanges culturels franco-algériens - Taxation des intérêts des créances - Echanges commerciaux franco-algériens : achat du gaz algérien - Assujettissement des entreprises de travaux françaises à la taxe forfaitaire algérienne - Exonération des intérêts des crédits à l'exportation - Projet accentuant le déficit de la balance des paiements française - (p. 825) : suppression de la règle du quitus fiscal par les autres pays du Maghreb - Déblocage des avoirs français détenus en Algérie - Relations humaines entre la France et l'Algérie.

– **Projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale** [n° 223 (82-83)] - (19 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 958) : coopératives artisanales et maritimes - Agriculture et logement - Coopération dans le secteur agricole et soutien des pouvoirs publics - Entreprises individuelles et familiales - Moyens et taille des entreprises coopératives - Insuffisance des fonds propres - Problèmes de gestion - Renforcement des structures coopératives - Formation professionnelle - Dispositions fiscales - Place de l'économie sociale - Secteur bancaire et secteur des assurances à forme mutualiste - Coopératives de personnes - Protection sociale - Attente d'une plus grande ambition de la part du Gouvernement - **Art. 18 A** (p. 971) : sur l'amendement n° 39 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (comptes annuels des sociétés coopératives artisanales ; procédure applicable lorsque les comptes annuels font apparaître un dépassement des seuils de 25 % du chiffre d'affaires annuel), ses sous-amendements n° 111 : suppression de l'estimation des charges afférentes ; rejeté ; et n° 112 : suppression de l'obligation pour une société coopérative artisanale effectuant des opérations impliquant des activités différentes de tenir une comptabilité analytique simplifiée ; rejeté - **Art. 18** (p. 972) : sur l'amendement n° 40 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (excédent net de gestion ; compte de réserve), son sous-amendement n° 113 : capital social de la société coopérative artisanale majoré du montant des subventions et des prêts participatifs ; retiré - **Art. 30** *bis* (p. 978) : son amendement n° 108 : sociétés coopératives d'entreprises de transports et nombre maximum de salariés permanents ; retiré - **Art. 31** (p. 981) : sur l'amendement n° 56 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (sociétés coopératives maritimes et pêche maritime), son sous-amendement n° 114 : élargissement des possibilités d'intervention des coopératives maritimes ; rejeté.

– **Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** - *Nouvelle lecture* [n° 480 (82-83)] - (6 juillet 1983) - **Discussion générale** (p. 2219) : suppression par l'Assemblée nationale des préalables financiers - Réussite de la décentralisation nécessitant un consensus sénatorial - Opposé à l'adoption de la question préalable.

– **Question au Gouvernement : élections au comité régional des prêts** - (13 octobre 1983) - (p. 2304, 2305) : rétrécissement du délai accordé pour le dépôt des candidatures.

– **Projet de loi modifiant, à compter du mois d'août 1984, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers perçue au profit du Fonds spécial de grands travaux** [n° 27 (83-84)] - (2 novembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2538) : répartition des crédits - Disparition du Fonds d'investissement routier - Deuxième tranche - Economies d'énergie - Transports - Bâtiments et travaux publics - Taxe spéciale sur les produits pétrôliers - (p. 2539) : propose le vote de ce projet de loi - **Après l'art. unique** (p. 2541) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Louis Jung (présence de présidents de conseils régionaux dans le conseil d'administration du Fonds) - (p. 2542) : représentation des collectivités locales.

– **Projet de loi relatif à l'augmentation de la quote-part de la France au Fonds monétaire international et à l'augmentation de sa participation aux accords généraux d'emprunt** [n° 26 (83-84)] - (2 novembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2545) : privatisation de la dette des pays en voie de développement et risques pris par le système bancaire - Dette flottante - Taux d'intérêt - Nécessité d'augmenter les ressources du Fonds monétaire international (FMI) - (p. 2546) : demande de sélectivité dans l'octroi de ressources par le FMI - Propose le vote de ce projet de loi - (p. 2550) : action du FMI et action de la Banque mondiale pour un assainissement des structures économiques des pays demandeurs.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Discussion générale - (21 novembre 1983) - (p. 3108) : rigueur - Politique économique - Echanges extérieurs - Chômage - Inflation et monnaie - Modernisation de l'outil industriel - Création d'entreprises dans les industries nouvelles ou développement d'industries traditionnelles - (p. 3109) : finances publiques - Dépenses de santé - Recrutement de personnels - Niveau des prélèvements obligatoires - Décentralisation et risque d'alourdissement de la fiscalité propre des collectivités locales - Impôt sur les ménages - TVA - Budget de transition - Dette extérieure - Investissements directs des Français de l'étranger - Balance des paiements - Balance des paiements courants - (p. 3110) : préparation de l'avenir du pays.

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 8** (p. 3141) : son amendement n° 12, soutenu par M. Stéphane Bonduel : substitution à la réduction du taux de déductibilité de la provision pour investissement d'un système transformant cette provision en un avantage de trésorerie ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 65 de M. Maurice Blin - (p. 3143) : se déclare opposé aux amendements identiques n° 47 de M. Jean Arthuis, n° 90 de M. Jean-François Pintat et n° 140 de M. Jacques Moutet (suppression de cet article relatif à la réduction du taux de déductibilité de la provision pour investissement) - Situation financière des entreprises ; reconstitution de fonds propres ; crédits bonifiés - **Art. 9** (p. 3147) : son amendement n° 5 : extension du régime du compte d'épargne en actions aux coopératives de l'économie sociale agricole ; retiré - Coopératives de commercialisation, de transformation ou de production, ou coopératives de crédit - (p. 3148) : cas des coopératives de banques.

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 18** (p. 3189) : son amendement n° 7 : suppression du troisième paragraphe de cet article relatif à la réduction de l'exonération partielle accordée au titre de certaines parts de groupements fonciers agricoles ou de biens ruraux donnés à bail à long terme ; adopté - Incohérence entre la politique favorable à l'installation des jeunes agriculteurs sur des biens fonciers et les propositions fiscales faites - Problème fondamental du financement du foncier dans le pays se posant en des termes très différents d'une région à l'autre - **Après l'art. 18** (p. 3197, 3198) : son amendement n° 11 : article additionnel relatif aux avantages fiscaux accordés aux propriétaires de biens patrimoniaux, dont l'intérêt est manifeste, qui sont ouverts au public ; retiré - Souhaite que le Gouvernement réfléchisse à la mise en oeuvre d'une institution du type du National trust permettant d'assurer une meilleure protection des biens patrimoniaux - **Art. 20** (p. 3206) : son amendement n° 9 : suppression de cet article relatif à la taxe spéciale sur les conventions d'assurance ; retiré - Citation de l'article 1382 du code civil - Création de la taxe sur les conventions d'assurance par une loi du 31 janvier 1944 - Taxe d'assurance automobile supportant un taux de 31,5 % - (p. 3207) : nécessité d'une prise en compte de la spécificité

des mutuelles agricoles - Interrogation sur le traitement fiscal envisagé à l'avenir pour l'assurance.

Deuxième partie :

Relations extérieures - (30 novembre 1983) - Rapporteur spécial (services diplomatiques et généraux) - (p. 3503) : nouvelle répartition des compétences entre les services de la coopération et la Direction générale des relations culturelles - Evolution des moyens des services diplomatiques français - (p. 3504) : conséquences des restrictions budgétaires - Diminution des autorisations de programme - Inscription de provisions destinées à corriger les effets des variations de change ; ajustement automatique des crédits - Dépenses supplémentaires dues à la montée des tensions dans le monde - Protection des agents et des locaux - Priorités définies en raison de la sélectivité des dépenses : action audiovisuelle extérieure et soutien des Français de l'étranger - Economies budgétaires - Coût élevé de la construction de l'Institut du monde arabe - Crédits d'aide accordés au Vanuatu - Rationalisation de la gestion des frais de mutation des agents - (p. 3505) : redéploiements d'effectifs et de postes - Objectifs du nouveau projet culturel extérieur - Mise à niveau dans le domaine de l'action audiovisuelle, scolarisation des enfants français à l'étranger, aide aux Français de l'étranger les plus démunis, entretien du patrimoine immobilier à l'étranger - Favorable à l'adoption de ce budget - **Après l'art. 116** (p. 3536) : accepte les amendements de M. Jacques Habert, rapporteur pour avis, n° 166 (ajustement des rémunérations des personnels en poste à l'étranger en fonction des variations de change, porté semestriellement à la connaissance du Parlement) et n° 167 (ajustement des dépenses en fonctionnement des services des établissements français à l'étranger en fonction des variations de change, porté annuellement à la connaissance du Parlement).

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Art. 98** (p. 4053) : ses amendements soutenus par M. Stéphane Bonduel, n° 273 : suppression de cet article relatif au régime de taxe sur la valeur ajoutée applicable aux concessionnaires d'ouvrages de circulation routière ; retiré et n° 274 : mesures visant à faciliter les capacités d'autofinancement des sociétés concessionnaires de réseaux autoroutiers et d'ouvrages d'art ; retiré.

– Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 7 (83-84)] - **Suite de la discussion** - (14 décembre 1983) - **Art. 47** (p. 4204) : organisation de passerelles entre la fonction publique d'Etat et la fonction publique territoriale - Extension de la liberté de choix des élus - Problème de la politisation de la fonction publique territoriale - Effets négatifs de l'application de la politisation dans les collectivités publiques territoriales - Se déclare favorable à l'amendement n° 171 de M. Maurice Lombard tendant à la suppression de cet article relatif au champ d'application du recrutement direct.

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement fédéral d'Autriche relative au régime fiscal des véhicules routiers utilisés pour le transport international [n° 133 (83-84)] - (16 décembre 1983) - **Discussion générale** : voir intervention de M. Pierre Gamboa (p. 4306).

– Projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales [n° 95 (83-84)] - (19 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4394) : décentralisation et modalités de gestion des collectivités locales - Evolution de la taxe professionnelle - Dotation globale de fonctionnement (DGF) et TVA - Dotation globale d'équipement (DGE) - Transfert total de compétences à partir de 1985 - Complexité de la fiscalité locale - Taxe professionnelle.

Suite de la discussion - (20 décembre 1983) - **Art. 13** (p. 4414) : se déclare favorable à l'amendement n° 22 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (bénéfice de la dotation globale d'équipement pour les dépenses effectuées par l'intermédiaire des sociétés d'économie mixte locales au profit des communes ou groupements de communes) - Répartition de la dotation globale d'équipement ; cas des petites communes ; recours aux sociétés d'économie mixte - Décentralisation - **Art. 14** (p. 4417) : se déclare favorable à l'amendement n° 7 de M. Joseph Raybaud, rapporteur (fixation annuelle par la loi des deux parts de la dotation globale d'équipement des départements) -Soutient l'amendement n° 2 de M. Stéphane Bonduel (dotation globale d'équipement des départements : cas des départements à collectivités insulaires) - Charente-Maritime ; liaison avec l'île de Ré - (p. 4419) : se déclare favorable à l'amendement n° 47 de M. Joseph Raybaud, rapporteur (dépenses d'investissement effectuées par les sociétés d'économie mixte locales concessionnaires) - Charente-Maritime ; construction du pont de l'île de Ré - **Avant l'art. 17** (p. 4421) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 de M. Joseph Raybaud, rapporteur (communication obligatoire aux collectivités locales, lors de la notification des dotations qui leur sont attribuées, des barèmes de calcul de ces dotations) - Exemple de l'information en matière d'impôt sur le revenu - **Art. 17** (p. 4423) : intervient sur cet article relatif à l'écrêtement des collectivités surbénéficiaires au titre de la compensation des transferts de compétences ; dotation générale de décentralisation (DGD) ; ville de Paris.

MONORY (René), sénateur de la Vienne (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (5 octobre 1983) (p. 2267), puis élu président.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières (19 avril 1983) (p. 361).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (15 mai 1983) (p. 1083).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1981 (23 juin 1983) (p. 1936).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle (23 juin 1983) (p. 1954).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1984 (12 décembre 1983) (p. 4084).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° 61 (83-84)]

adopté par l'Assemblée nationale - **Intérieur et décentralisation : Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation** [n° **62, annexe 19 (83-84)**] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **2** (2 avril 1983) (p. 3) à M. le Premier ministre : **politique économique** (politique du Gouvernement pour redresser la situation économique et financière après la nouvelle dévaluation) - Retirée le 3 octobre 1983 (p. 2248).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières** [n° **228 (82-83)**] - (19 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 338) : propos tenus par M. Christian Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale - Réaction des pays étrangers face à la politique économique française - Rôle du Président de la République et du Premier ministre dans ce débat - Héritage des précédents gouvernements - Aggravation du déficit de la balance des paiements - (p. 339) : situation de l'appareil productif français - Inflation - Réserves de la France - Croissance économique - Chômage - Chocs pétroliers - Contraintes internationales - Rapport entre le pouvoir d'achat et la croissance économique - (p. 340) : accélération des dépenses sociales - Croissance du déficit budgétaire - Déséquilibre de l'économie - Pression fiscale - Nationalisations - Dévaluations - Pouvoir d'achat excessif - Augmentations des charges des entreprises - (p. 341) : dévaluations - Réserves monétaires - Augmentation contrôlée des tarifs publics - Inflation - Echec de la politique de relance de la consommation - Déflation - Désinflation - Nécessaire relance de l'investissement - Emprunt forcé - Pression fiscale - Déficit de la sécurité sociale - Protectionnisme - Carnet de change touristique - Situation alarmante des collectivités locales - (p. 342) : exemple du département de la Vienne - Réduction des crédits d'investissement - Frein à la création d'emplois de fonctionnaires - Rapports avec l'Union soviétique - Récent discours de M. François Mitterrand au Bundestag - Choix entre la liberté économique et la collectivisation de l'économie - Fermeté du Président de la République - Echec probable de la politique poursuivie.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 2** (p. 3130) : se déclare favorable à l'amendement n° 128 de M. Jacques Moutet (suppression du paragraphe VIII de cet article instituant une surtaxe progressive conjoncturelle) - **Art. 3** (p. 3132) : son amendement n° 112 : relèvement des limites de réduction d'impôt pour les contrats d'assurance en faveur d'un enfant handicapé et pour les contrats d'assurance sur la vie ; retiré - (p. 3133) : gestion budgétaire comparée des précédents gouvernements et de l'actuel majorité - **Art. 8** (p. 3143) : se déclare favorable aux amendements identiques n° 47 de M. Jean Arthuis, n° 90 de M. Jean-François Pintat et n° 140 de M. Jacques Moutet (suppression de cet article relatif à la réduction du taux de déductibilité de la provision pour investissement) - Situation financière des entreprises - (p. 3145) : conception de la participation et de la dignité de l'homme - Se déclare favorable à l'amendement n° 65 de M. Maurice Blin, rapporteur général (substitution à la réduction du taux de déductibilité de la provision pour investissement d'un système transformant cette provision en un avantage de trésorerie).

Deuxième partie :

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - Rapporteur spécial (administration territoriale, collectivités locales et décentralisation) - (p. 3828) : propos tenus par M. François Mitterrand, Président de la République devant les préfets le 23 novembre 1983 - Etat de la décentralisation - (p. 3829) : crédits relatifs à l'administration territoriale ; création d'emplois dans l'administration des préfectures ; informatique - Crédits des collectivités locales ; dotation générale de décentralisation (DGD) - Diminution de la compensation de l'exonération de la charge foncière - Dotation globale d'équipement ; bilan décevant de la première année de mise en place - Trésorerie des collectivités locales ; remboursements de la dette de l'Etat - Produit de la vignette - (p. 3830) : versements au titre de la DGD - Besoins en ressources d'épargne des collectivités locales - Pénalisation du livret A des caisses d'épargne finançant par les contingents Minjoz les investissements des collectivités locales ; caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL) - Demande de rejet des crédits concernés - (p. 3855) : travail des sénateurs et attitude de coopération - Création du fonds de compensation de la TVA en 1975 grâce aux efforts du Sénat.

MONT (Claude), sénateur de la Loire (UCDP).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la structure et le montant de la dette publique de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements, ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques dans l'évolution de la dette extérieure depuis 1981 (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative au logement des instituteurs [n° **270 (82-83)**] (27 avril 1983) - **Enseignants.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Affaires étrangères** [n° **65, tome I (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53 (82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - (4 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 606) : lois de décentralisation du 2 mars 1982 et de répartition de compétences du 7 janvier 1983 - Préalables financiers fixés par la commission des lois - Indemnité de logement des instituteurs : prise en charge prévue par le projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales ; article 94 de la loi du 2 mars 1982 - Projet de loi de finances pour 1983 et intégration dans la dotation globale de fonctionnement (DGF) : protestations du comité national des finances locales - Nouveau taux de prélèvement sur la TVA - (p. 607) : clarté des comptes - Taux de croissance de la DGF - Répartition entre les communes - Budget de l'éducation nationale - **Art. 3** (p. 624) : son amendement n° 136, soutenu par M. Pierre Lacour : entrée en vigueur

de la loi subordonnée au respect par l'Etat des conventions de mise à disposition de personnels ; retiré - **Art. 4** : son amendement n° 138, soutenu par M. Roger Boileau : préalable en matière de transports scolaires : participation de l'Etat portée à 65 % des dépenses actuellement subventionnables évaluées à leur coût réel ; adopté.

Suite de la discussion - (5 mai 1983) - **Art. 25** (p. 660) : son amendement n° 160, soutenu par M. Pierre Lacour : suppression du caractère définitif du transfert de compétences, en matière scolaire, des régions aux départements ou aux communes ; devenu sans objet - **Section 3** (p. 671) : son amendement n° 157 : intitulé : « De la compensation intégrale des transferts de compétences » ; retiré.

Suite de la discussion - (6 mai 1983) - **Art. 53** (p. 698) : son amendement n° 172, soutenu par M. Pierre Lacour : suppression du contrôle technique ; retiré - **Art. 58** (p. 702) : son amendement n° 174, soutenu par M. Pierre Lacour : conséquences d'une pleine et entière liberté de gestion du conseil municipal ; retiré.

– **Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].**

Deuxième partie :

Relations extérieures - (30 novembre 1983) - Rapporteur pour avis (relations extérieures) - (p. 3508) : euromissiles - Echec des négociations de Genève sur les forces nucléaires - Menace soviétique - (p. 3509) : compétences de l'Alliance atlantique - Conflit Iran Irak - Doctrine de la France sur les ventes d'armes - Intervention de la France au Tchad et au Liban - Mission de paix des contingents français de la force multinationale - Menace pesant sur la Communauté économique européenne - Contribution de la Grande-Bretagne au budget européen - (p. 3510) : maintien de la politique agricole commune - Conseil européen d'Athènes - (p. 3532) : jugement réservé sur les décisions du Conseil européen - Sommets européens de Stuttgart et d'Athènes.

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - (p. 3850) : déclaration de M. Gaston Defferre en date du 10 juin 1981 promettant une réforme de la fiscalité locale - Suppression des subventions spécifiques et insuffisante compensation par la dotation globale d'équipement (DGE) - Déclaration de l'association des maires de France au congrès d'octobre 1983 - Crédit aux communes ; demande d'accès au surplus des Codevi.

MONTALEMBERT (Geoffroy de), sénateur de la Seine-Maritime (RPR).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu vice-président.

– Est nommé membre de la délégation parlementaire pour la planification (loi n° 82-653 du 29 juillet 1982) (13 octobre 1983) (p. 2308).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières (19 avril 1983) (p. 361).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (25 mai 1983) (p. 1082).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1981 (23 juin 1983) (p. 1936).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle (23 juin 1983) (p. 1954).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (9 décembre 1983) (p. 4026).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1984 (12 décembre 1983) (p. 4084).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1983 (19 décembre 1983) (p. 4370).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales (20 décembre 1983) (p. 4429).

DÉPÔTS

Allocution prononcée par M. Geoffroy de Montalembert, président d'âge du Sénat [n° **1 (83-84)**] (3 octobre 1983).

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Services du Premier ministre - IV - Plan, aménagement du territoire et économie sociale : 1. Commissariat général du Plan - 2. Aménagement du territoire** [n° **62, annexe 28 (83-84)**] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **35** (19 avril 1983) (p. 318) à M. le ministre chargé des PTT : **postes** (désorganisation de la distribution du courrier en Haute-Normandie) - Discutée le 31 mai 1983 (p. 1222 et suivantes).

INTERVENTIONS

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi [n° 53 (82-83)]** de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (5 mai 1983) - **Art. 14** (p. 647) : souhaite des précisions sur le devenir des ports autonomes de Paris et de Strasbourg - Remerciements à M. Paul Girod, rapporteur, pour sa réponse.

– **Question orale avec débat : désorganisation de la distribution du courrier en Haute-Normandie** - (31 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 1222) : arrêts de travail au centre de tri postal de Rouen - Elargissement des conflits à diverses régions de France - Perte de sacoches postales - Acheminement retardé des plis officiels - Loi de 1982 relative aux retenues pour absences de services faits par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services

publics - Nombreux mouvements de grèves tournantes - (p. 1223) : entrave au droit de grève - Précédente mise en garde de M. *Paul Girod,* rapporteur de la loi de 1982 précitée - Examen prochain du projet de loi relatif aux droits et obligations des fonctionnaires - Préjudice porté à l'ensemble de l'administration postale - (p. 1226) : utilisation « perverse » de la grève (grève tournante sans préavis) évoquée par M. Louis Mexandeau, ministre - Souci de vérité et de justice - Retard dans la concertation avec les agents des PTT sur les conséquences de la modernisation du tri postal - Souhaite une solution rapide à ces perturbations.

– Projet de loi, portant droits et obligations des fonctionnaires [n° 301 (82-83)] - (1er juin 1983) - **Art. 8** (p. 1279) : rappel du dépôt d'un projet de loi tendant à alléger les retenues dans le service postal infligées aux grévistes qui font des arrêts de travail courts - Conséquences de ce projet de loi - Se déclare favorable à l'amendement n° 10 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (droit de grève devant s'exercer compte tenu des exigences spécifiques du service public).

– Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan) [n° 399 (82-83)] - (28 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2058) : inutilité du Plan - Elaboration du rapport d'orientation ; consultation des régions - (p. 2059) : attente de la deuxième loi de plan et problème de coordination avec le budget de 1984 - Contraintes économiques - Absence d'approbation du projet - **Art. unique** (p. 2084) : vote du groupe RPR unanime favorable à l'amendement n° 1 de M. Bernard Barbier, rapporteur (suppression de cet article portant approbation du rapport sur le 9e Plan).

– Ouverture de la première session ordinaire de 1983-1984 - (3 octobre 1983) - (p. 2244) : rappelle les décès de MM. *René Jager,* sénateur de la Moselle, et *Georges Spénale,* sénateur du Tarn - Décès d'anciens sénateurs - Remplacement de MM. René Jager et Georges Spénale par MM. *Rémi Cabocel* et *Jacques Durand* - Elections sénatoriales du 25 septembre 1983 - (p. 2244, 2245) : allocution du président d'âge : responsabilité du doyen ; rôle du Sénat ; procédure d'urgence ; discernement ; jeunesse ; civisme - (p. 2246) : nomination de quatre sénateurs représentant les Français établis hors de France - Election du Président du Sénat : M. *Alain Poher,* élu.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 18** (p. 3195) : mise au point de la législation sur les groupements fonciers agricoles et sur les baux à long terme en 1970 - Sénat, chambre de réflexion et de discernement - Absence de prise en compte de la valeur des terres professionnelles dans l'assiette de l'impôt sur les grandes fortunes - (p. 3196) : possibilité de mettre au point un bon texte grâce à la commission mixte paritaire.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - IV - Plan, aménagement du territoire, économie sociale - (24 novembre 1983) - Rapporteur spécial (commissariat général du plan et aménagement du territoire) (p. 3276, 3277) : attributions de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) et du commissariat général au Plan - Contrats de plan Etat-régions - Utilisation des crédits du commissariat général au Plan et de la DATAR - Mise en place du plan intérimaire et discussion prochaine de l'application du 9e Plan - Suppression de la mission pour l'espace méditerranéen - Effort de régularisation des imputations budgétaires - Coordinations des études - Rattachement à ce budget de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et de l'Institut syndical des recherches économiques et sociales (IRES) - Ressources modestes du Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) - Résultats des travaux de la DATAR - Diminution des crédits du Fonds interministériel d'aménagement rural (FIDAR) - Utilisation des crédits des années précédentes - Informatisation du grand Sud-Ouest - Résultats des travaux du Fonds interministériel d'aménagement du territoire (FIAT) - Disparition des plans d'action prioritaires et d'initiative régionale (PAPIR) - Prévisions difficiles dans l'actuel contexte international.

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3576, 3577) : diversité de la paysannerie - Réforme fiscale pour l'agriculture - Installation des jeunes agriculteurs - Définition comme biens professionnels des terres louées à long terme - Allègement du foncier - Réforme fiscale et danger pour l'agriculture.

Comptes spéciaux du Trésor - (9 décembre 1983) - En remplacement de M. *Christian Poncelet,* rapporteur spécial (p. 3974) : importance des crédits des comptes spéciaux du Trésor par rapport à l'ensemble du budget général - Diminution du nombre des comptes - Création du Fonds national des haras et des activités hippiques - Cloture du compte « exécution » de divers accords conclus avec les gouvernements étrangers relatif à l'indemnisation d'intérêts français - Clôture au 31 décembre 1984 du compte « construction de casernements » - Clôture au 31 décembre de deux comptes d'affectation spéciale : le compte « modernisation du niveau des débits de tabac » et le compte des certificats pétroliers - Regroupement en un seul compte du compte « avance aux collectivités locales et établissements publics nouveaux » avec le compte « avance aux territoires, établissements et états d'outre-mer » - Satisfaction de la commission devant la réduction du nombre de comptes spéciaux - Augmentation des crédits prévisionnels - Importante progression de la charge nette - (p. 3975) : examen du compte « gestion de titres de sociétés d'économie mixtes appartenant à l'Etat » et de celui qui retrace les opérations effectuées par l'Union des groupements d'achats publics (UGAP) - Gestion de l'UGAP critiquée par la Cour des comptes et dépôt d'un amendement de la commission des finances la concernant - Rôle du Fonds de développement économique et social (FDES) dans la modernisation et le développement du pays - Remboursements au FDES dépassant pour la deuxième année ses prêts - Débudgétisation progressive - Au nom de la commission des finances, se déclare favorable à l'adoption des articles 48 à 51 - **Art. 52** (p. 3976) : soutient l'amendement n° 229 de M. Christian Poncelet, rapporteur spécial (suppression du paragraphe II de cet article relatif au montant des découverts applicables en 1984 aux services votés des comptes de commerce - **Art. 56** (p. 3977) : se déclare favorable à l'amendement n° 280 de M. William Chervy (paragraphe additionnel visant à instituer un comité de gestion du Fonds national des haras comprenant de droit un député, un sénateur, désignés par la commission compétente de chaque assemblée).

Articles non rattachés à l'examen des crédits - (9 décembre 1983) - **Art. 72** (p. 4015) : souhaite la présence du ministre concerné lors des débats techniques.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Art. 81** (p. 4041) : difficultés du secteur agricole - Remise en cause de la fiscalité agricole - Déroulement du débat au Sénat - Union entre les propriétaires fonciers et les agriculteurs dans les régions de fermage - Volonté d'aboutir à un accord en commission mixte paritaire.

MOREAU (Roger), sénateur de l'Indre-et-Loire (RPR).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

MOREIGNE (Michel), sénateur de la Creuse (S) - Secrétaire du Sénat jusqu'au 5 octobre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979).

Est nommé de nouveau membre de cette délégation (13 octobre 1983) (p. 2308).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la prorogation du mandat des délégués cantonaux et des membres des conseils d'administration des caisses de mutualité sociale agricole [n° 404 (82-83)] - (27 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2005) : délai de préparation de la réforme des structures de la mutualité sociale agricole - Concertation en cours - Système actuel : élection des représentants aux niveaux communal, cantonal, départemental et national ; trois collèges distincts - Projet d'amélioration de la représentation des salariés - Concertation et efficacité.

– Projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural, relatives aux caisses de mutualité sociale agricole [n° 502 (82-83)] - (18 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2332) : maintien de la spécificité et de l'unité de la mutualité sociale agricole - Amélioration de la représentation des salariés - Trois collèges électoraux - Mode de scrutin - Présentation des candidatures par les syndicats - (p. 2333) : composition de l'assemblée générale départementale - Création de deux comités de gestion - Comparaison de l'effort contributif des salariés et des exploitants agricoles - Précisions nécessaires quant au jour de votation et au vote des travailleurs étrangers - Soutien du groupe socialiste au projet du Gouvernement - **Art. 1** (p. 2339) : vote du groupe socialiste contre l'amendement n° 4 de M. Louis Caiveau, rapporteur (suppression de la présentation obligatoire des listes par les organisations syndicales).

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Prestations sociales agricoles - (1er décembre 1983) - (p. 3553) : protection sociale des assujettis du régime agricole - Revalorisation des prestations - Minimum vieillesse - Pension d'invalidité totale - Assurance maladie - Maîtrise des dépenses de santé - Mutualité sociale agricole (MSA) et prise en charge de la vaccination antigrippale des personnes âgées - Prestations familiales - Allocation aux adultes handicapés - Assurance vieillesse - Evolution des cotisations des agriculteurs - (p. 3554) : niveau de protection sociale - Cotisations individuelles d'assurance maladie - Cotisations techniques - Suppression du plafonnement des cotisation d'assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles (AMEXA) - Revenu cadastral - Régime super simplifié et régime simplifié - Participation de l'Etat - Suppression de l'indemnité viagère de départ (IVD) - Indemnité annuelle de départ (IAD) - Age de la retraite - Frais de tutelle pour la gestion des prestations d'allocations familiales ou d'allocations aux handicapés adultes - Examens de médecine préventive pour les retraités - Aide ménagère à domicile pour les personnes âgées - Apporte son soutien à ce projet de budget.

– Projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales [n° 95 (83-84)] - (19 décembre 1983) - **Art. 3** (p. 4395) : création d'une dotation de fonctionnement minimale au profit des départements défavorisés - Cas des départements de la Corse et de la Lozère - Evolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Réseau routier - Prise en compte du potentiel fiscal par habitant inférieur à la moyenne nationale ou d'une population inférieure à 150.000 habitants - Critères de sélection des départements et plafond de population - Cite les départements concernés - Vote de cet article par le groupe socialiste.

Suite de la discussion - (20 décembre 1983) - **Art. 13** (p. 4413) : soutient l'amendement n° 37 de M. René Régnault (extension aux communes fusionnées par association des dispositions en faveur des communes de moins de deux mille habitants).

MORICE (André), sénateur de la Loire-Atlantique (GD).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

MOSSION (Jacques), sénateur de la Somme (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé membre de la commission des finances (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (loi n° 79-564 du 6 juillet 1979).

Membre de la délégation parlementaire pour la planification (loi n° 82-653 du 29 juillet 1982).

Est nommé de nouveau membre de cette délégation (13 octobre 1983) (p. 2308).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (6 mai 1983) (p. 721).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises (22 juin 1983) (p. 1830).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement (22 juin 1983) (p. 1835).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (24 juin 1983) (p. 1998).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de Plan) (28 juin 1983) (p. 2085).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale (5 juillet 1983) (p. 2190).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905 (6 juillet 1983) (p. 2205).

Est nommé membre de la commission de contrôle des conditions de fonctionnement, d'intervention et de coordination des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information établi au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1er juin 1982 et le 31 décembre 1982 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les **Communautés européennes** [n° **180 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983).

Rapport fait, au nom de la commission des affaires économiques sur le projet de loi [n° **264 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la démocratisation des enquêtes publiques [n° **292 (82-83)**] (5 mai 1983) - **Environnement.**

Rapport d'information fait, au nom de la délégation du Sénat, pour la planification sur l'élaboration de la première loi du 9e **Plan** [n° **351 (82-83)**] (1er juin 1983).

Rapport fait, au nom de la commission des affaires économiques sur le projet de loi [n° **387 (82-83)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, relatif à la démocratisation des enquêtes publiques [n° **393 (82-83)**] (15 juillet 1983) - **Environnement.**

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques [n° **424 (82-83)**] (23 juin 1983) - **Environnement.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **445 (82-83)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relatif à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'**environnement** [n° **459 (82-83)**] (29 juin 1983).

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Affaires sociales et solidarité nationale, travail, santé, emploi - I - Section commune - III - Travail, emploi** [n° **62, annexe 1 (83-84)**] (21 novembre 1983).

Rapport d'information fait, au nom de la délégation du Sénat, pour la planification sur l'élaboration de la deuxième loi du 9e **Plan** [n° **120 (83-84)**] (9 décembre 1983).

Proposition de loi tendant à nationaliser la compagnie Interagra [n° **175 (83-84)**] (21 décembre 1983) - **Nationalisations.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **103** (2 avril 1982) (p. 836) à M. le Premier ministre : **radiodiffusion et télévision** (objectivité de l'information télévisée) - Retirée le 2 avril 1983 (p. 3).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques** [n° **264 (82-83)**] - (17 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 840) : texte visant à renforcer la protection de l'environnement - Existence d'un véritable arsenal législatif et réglementaire dans ce domaine (plans d'occupation des sols, POS, permis de construire, protection du littoral, installations classées) - Loi de 1976 relative aux études d'impact - Circulaire de 1982 relative à la publicité des études d'impact et à la procédure des enquêtes publiques - Difficultés d'application de ce texte - Extension de la procédure d'enquêtes publiques - Renforcement des garanties d'indépendance des commissaires enquêteurs - Suites données aux enquêtes - Servitudes industrielles et protection de l'environnement - Souci de ne pas prendre en compte la sensibilité de certains sîtes par rapport à d'autres régions moins attrayantes - **Art. 1** (p. 845) : opérations soumises à la nouvelle procédure d'enquêtes publiques - Lois de 1976 relatives à la protection de la nature et aux établissements classés - Nombreuses précisions apportées par l'Assemblée nationale - Opérations secrètes intéressant la défense nationale exclues du champ d'application de ce projet de loi - (p. 847) : son amendement n° 31 : travaux non soumis aux enquêtes publiques : adopté - Son amendement n° 1 : enquêtes publiques nécessaires pour des opérations susceptibles de porter une atteinte importante à l'environnement ; adopté - (p. 848) : accepte l'amendement n° 24 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (liste des opérations soumises à enquête, seuils et critères techniques permettant de définir ces opérations) - Son amendement n° 3 : maintien des règles précédemment en vigueur ; adopté après modification par les sous-amendements n° 25 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (documents d'urbanisme) et n° 19 de M. Maurice Janetti (suppression des spécificités des procédures existantes en ce qui concerne les opérations soumises à enquête préalable à la déclaration d'utilité publique) - (p. 849) : son amendement n° 4 : non application de la loi aux travaux préparatoires ; adopté après modification par le sous-amendement n° 33 de M. Etienne Dailly, qu'il accepte (non application de la loi aux travaux préparatoires à condition que ceux-ci ne constituent pas eux-mêmes des ouvrages et qu'ils ne portent pas une atteinte importante et irréversible à l'environnement) - (p. 851) : son amendement n° 34 : prise en compte du caractère des zones concernées se substituant à la sensibilité du milieu ; adopté - **Art. 2** : son amendement rédactionnel n° 5 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 17 de M. Jacques Eberhard (consultation de la collectivité territoriale pour la désignation des commissaires enquêteurs) - (p. 852) : son amendement n° 6 : incompatibilités concernant les commissaires enquêteurs ; adopté - Sur son amendement n° 6, s'oppose aux sous-amendements n° 23 de M. Paul Séramy, soutenu par M. Paul Pillet (personnes possédant un intérêt matériel ou moral à une opération soumise à enquête écartées de la fonction de commissaire enquêteur) et n° 27 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (extension des incompatibilités concernant les commissaires enquêteurs) - Son amendement de coordination n° 7 ; adopté - Accepte l'amendement n° 26 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (obligation de respect du secret en matière militaire et industrielle) - **Art. 3** (p. 853) : son amendement n° 8 : durée maximale de l'enquête fixée par décret en Conseil d'Etat ; adopté - **Art. 4** : accepte l'amendement n° 29 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (visite des lieux après information préalable des propriétaires et des occupants) - (p. 854) : son amendement n° 9 : communication des documents au public par les seuls soins du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ; adopté - Son amendement n° 10 : suppression de l'alinéa relatif à l'audition des représentants des associations déclarées ; adopté - Son amendement n° 11 : publication des réponses du maître d'ouvrage aux demandes de communication de documents qui lui ont été adressées ; adopté - **Art. 5** (p. 855) : son amendement n° 12 : maintien de la procédure d'accord tacite en cas de non réponse de l'administration

dans un délai de six mois, à une demande d'autorisation préalable (ouverture de carrières) ; adopté - **Art. 6 :** accepte l'amendement n° 20 de M. Paul Séramy, soutenu par M. Paul Pillet (appréciation laissée aux juridictions administratives en matière de sursis à exécution) - **Art. 8** (p. 856) : son amendement n° 13 : prise en charge par l'Etat de l'indemnisation des commissaires enquêteurs ; adopté - **Art. 9 :** son amendement de coordination n° 14 ; adopté - **Intitulé :** son amendement n° 15 : « Projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement » ; adopté.

– **Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles** [n° **190 (82-83)**] - (18 mai 1983) - **Art. 4 :** *Art. 404 du code rural* (p. 910) : son amendement n° 106 déposé avec M. Maurice Prévoteau : application des dispositions du présent titre, sous réserve des articles 430 et 431 du code rural ; adopté.

– **Projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale** [n° **223 (82-83)**] - (19 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 957) : mouvement coopératif et mouvement mutualiste - Modalités de groupement des entreprises artisanales en sociétés coopératives - Importance de l'artisanat - Emploi - Conjoncture économique - Crise mondiale - Secteur du bâtiment - Harmonisation de la législation - Ambiguïté de la démarche du Gouvernement - Action en faveur des coopératives et augmentation des charges sociales et fiscales des entreprises - (p. 958) : attente de dispositions fiscales - Risque d'une socialisation de l'économie - Vote de ce texte amendé par la commission des affaires économiques.

– **Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles** [n° **190 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (26 mai 1983) - **Art. 4** (*suite*) ; *Art. 431 du code rural* (p. 1166) : son amendement n° 123, déposé avec M. Maurice Prévoteau qui le soutient : renouvellement d'autorisation ou de concession d'enclos piscicoles ; adopté.

– **Conclusion du rapport de M. Lionnel Cherrier,** fait au nom de la commission des lois **sur la proposition de loi** [n° **238 (82-83)**] **de M. Adolphe Chauvin** et plusieurs de ses collègues **tendant à organiser une souscription nationale en faveur de la Polynésie française** [n° **352 (82-83)**] - (1er juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1295) : dépôt par le groupe UCDP au Sénat d'une proposition de loi tendant à organiser une souscription nationale en faveur de la Polynésie française et à l'Assemblée nationale par le groupe socialiste - Situation préoccupante en Polynésie - Dégâts et conséquences économiques considérables - Action rapide de l'Etat et volonté de faire jouer la solidarité nationale au profit de la Polynésie française - Nombreuses manifestations de solidarité des collectivités territoriales - Nécessité d'impliquer l'ensemble dès Français - Dispositions sénatoriales différentes de celles des députés concernant la gestion - Adoption possible dès aujourd'hui d'une souscription nationale qui contribuera à améliorer l'organisation des secours et la reconstruction de l'économie polynésienne.

– **Projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques** - *Deuxième lecture* [n° **387 (82-83)**] - (22 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1830) : rappel de l'adoption du texte par le Sénat à l'unanimité en première lecture - Reprise par l'Assemblée nationale de nombreux points des dispositions adoptées par elle en première lecture - Divergences importantes concernant l'application de la loi aux travaux préparatoires et les motifs qui justifient les enquêtes - Réintroduction de la notion de sensiblité du milieu - **Art. 1** (p. 1831) : son amendement n° 1 : reprise de la rédaction adoptée en premire lecture pour les deux premiers alinéas relatifs à la suppression de la notion de « sensiblité du milieu » et à l'exclusion des travaux préparatoires du champ d'application de l'enquête, sauf s'ils portent une atteinte importante et irréversible à l'environnement ; adopté - (p. 1832) : s'oppose à l'amendement n° 10 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (sensiblité du milieu traduite par des protections d'ordre législatif au réglementaire, au titre de l'environnement) - Son amendement n° 2 : reprise du dernier alinéa du texte voté en première lecture par le Sénat précisant les conditions dans lesquelles les travaux préparatoires peuvent être soumis à enquête ; adopté - **Art. 2** (p. 1833) : son amendement n° 3 : reprise de la rédaction du dernier alinéa de cet article voté par le Sénat en première lecture relatif au respect du secret de la défense nationale et du secret industriel au nom de l'efficacité administrative ; adopté - **Art. 3** : son amendement n° 4 : regroupement dans un même article des diverses dispositions régissant la durée des enquêtes publiques ; adopté - **Art. 4** : son amendement n° 5 : suppression de l'avant-dernier alinéa de cet article relatif aux commissaires enquêteurs ; adopté - **Art. 5** : son amendement n° 6 : confirmation du principe des autorisations implicites pour des opérations soumises à un accord ; adopté - **Art. 8** (p. 1834) : son amendement n° 7 : prise en charge totale par l'Etat de l'indemnisation des commissaires enquêteurs et maîtres d'ouvrage ayant la responsabilité des frais de l'enquête ; adopté - **Art. 9** (p. 1835) : son amendement de coordination n° 8 ; adopté - **Intitulé :** son amendement n° 9 : nouvel intitulé du projet visant à faire référence à la protection de l'environnement ; adopté.

– **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle** [n° **400 (82-83)**] - (23 juin 1983) - **Art. 3** (p. 1953) : son amendement n° 8, soutenu par M. Jean Colin : délibération des organismes consulaires pour chaque établissement des entreprises concernées ; adopté.

– **Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan)** [n° **399 (82-83)**] - (28 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2071) : loi du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification - (p. 2072) : déroulement de la procédure d'élaboration de la première loi de plan - Comparaison entre le rapport du Gouvernement et le rapport de la commission nationale de planification - Relation et problème de compatibilité entre le plan national et les plans régionaux - Refus du protectionnisme - Politique en faveur des entreprises : relance des investissements ; autofinancement ; stabilisation des charges ; évolution des salaires - Rétablissement des grands équilibres - Epargne - (p. 2073) : priorité au développement industriel - Politique des prix - Crédit - Problème de l'emploi - Réduction de la durée du travail ; objectif des trente-cinq heures ; non compensation salariale - Prélèvements obligatoires - Maîtrise des dépenses sociales - Inflation - Effort de réalisme - (p. 2074) : optimisme de certaines prévisions - Absence de cadrage macro-économique et de simulation quantitative.

– **Projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement** - *Nouvelle lecture* [n° **445 (82-83)**] - (29 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2092) : échec de la commission mixte paritaire (CMP) - Exclusion du champ d'application de cette loi des travaux revêtant un caractère d'urgence - Suppression du versement éventuel par les maîtres d'ouvrage des sommes destinées à indemniser les commissaires enquêteurs - Adoption de l'intitulé proposé par le Sénat - **Art. 1 :** son amendement n° 2 : réalisation d'aménagements ou d'ouvrages et enquête publique préalable en cas d'atteinte importante à l'environnement ; adopté - Son amendement n° 3 : exclusion du champ d'application de la loi des travaux exécutés en vue de prévenir un danger immédiat et des travaux préparatoires en vue de la constitution d'un dossier devant être soumis à enquête, sous réserve de ne pas porter atteinte à l'environnement ; adopté - **Art. 3** (p. 2093) : son amendement n° 4 : durée des enquêtes ; adopté - **Art. 4 :** son amendement n° 5 : suppression des dispositions de cet article relatives à la disponibilité du commissaire enquêteur et de la commission d'enquête face aux personnes ou aux représentants d'associations ; adopté - **Art. 5** (p. 2094) : son amendement n° 6 : maintien des cas d'autorisation implicite ; adopté - **Art. 9 :** son amendement n° 7 de coordination ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 18** (p. 3194) : son amendement n° 54 : nouvelle rédaction du 2 du paragraphe VI de cet article relatif aux groupements fonciers agricoles, aux biens loués par bail rural à long terme et à l'imposition sur les grandes fortunes ; retiré - Extension aux parts de groupements fonciers agricoles (GFA) des dispositions de l'impôt sur les grandes fortunes, dans le texte du Gouvernement - Suppression de la qualification de biens professionnels pour l'imposition sur les grandes fortunes de tous les groupements fonciers agricoles à la suite de l'adoption d'un amendement à l'Assemblée nationale - Texte contraire à la politique foncière nécessaire à l'agriculture.

Suite de la discussion - (24 novembre 1983) - **Art. 34** (p. 3231) : groupe de l'UCDP favorable à l'amendement n° 105 de M. Jean Francou (augmentation du taux de prélèvement sur le loto national destiné au fonds national de développement du sport) - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 3247) : volonté du Sénat de réduire les recettes et, partant, les dépenses - (p. 3248) : stagnation des traitements de la fonction publique - Dépenses militaires - Vote par l'UCDP de l'amendement supprimant la surtaxe exceptionnelle - Refus des choix fiscaux du Gouvernement, notamment relatifs à l'agriculture - Vote par l'UCDP de l'article d'équilibre amendé par le Sénat.

Deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale - III - Travail, emploi - I - Section commune - (26 novembre 1983) - Rapporteur spécial - (p. 3386) : stabilité des effectifs - Budget d'intervention - Fonds national de chômage - UNEDIC - Convention sociale de la sidérurgie - Aide de secours exceptionnel aux travailleurs sans emploi ayant épuisé leur droit à indemnisation - Fonds national de l'emploi (FNE) - Contrats emploi formation - Travailleurs handicapés - Agence nationale pour l'emploi (ANPE) - Stabilisation de la situation de l'emploi et chute des offres d'emplois - (p. 3387) : préretraite - Stages de formation « insertion » ou « qualification » - Modalités de comptabilisation des demandeurs d'emplois - Aménagement des carrières - Informatisation de l'ANPE - Pointage par correspondance - Déconcentration des responsabilités - Conditions de recrutement et de carrière des personnels - Contrats emploi formation - Contrats de solidarité - Actions de formation conventionnées - Emplois d'initiative locale - Vote de ce budget amendé par la commission des finances - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3397) : son amendement n° 160 : réduction des crédits du titre III relatifs à la création d'emplois à l'ANPE ; rejeté - Son amendement n° 161 : réduction des crédits du titre IV relatifs au Fonds national de l'emploi ; rejeté.

Communication audiovisuelle - (8 décembre 1983) - **Examen des crédits - Etat E** (p. 3930) : budget de la communication audiovisuelle pour 1984 et anomalie dans la gestion des fonds publics, dénoncée par M. *Jean Cluzel*, rapporteur spécial : augmentation des coûts de fonctionnement et diminution du volume de la production - Archaïsme du monopole du service public - Menace pour la liberté de la presse - Vote du groupe UCDP contre ce budget.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - (9 décembre 1983) - **Art. 72** (p. 4006) : article réduisant les avantages fiscaux des groupements fonciers agricoles et des biens loués au moyen de baux à long terme - Au nom du groupe UCDP, se déclare défavorable à l'adoption de cet article - Proposition d'amendements allant au-delà de ceux de la commission des finances - (p. 4013) : son amendement n° 257 : application au montant des avances aux cultures réintégrables du taux forfaitaire et réduit d'imposition des plus-values professionnelles ; retiré - (p. 4014) : se déclare favorable à l'amendement n° 277 de M. Paul Girod (évènements ne remettant pas en cause l'étalement) - **Art. 73** (p. 4018) : son amendement n° 259 : possibilité pour les exploitants soumis à un régime de bénéfice réel sur agrément de la commission départementale des impots, de modifier les dates d'ouverture et de clôture de leurs exercices ; retiré en faveur de l'amendement n° 218 de M. Roland du Luart (possibilité pour les agriculteurs changeant d'activité sur leur exploitation, de modifier la date de clôture de leur exercice, pour l'adapter aux nouvelles activités de l'exploitation) - **Art. 75** (p. 4024) : son amendement n° 262 : 1° remplacer les dispositions « est égale à 120 % des limites prévues pour les exploitants individuels » par les dispositions suivantes « est égale à 80 % de la somme des limites prévues pour les exploitants individuels et applicables à chaque associé » ; 2° remplacer les mots « est fixée à 360.000 francs à compter du 1er janvier 1984 » par : « est égale à 80 % de la somme des limites prévues pour les exploitants individuels, et qui auraient été applicables à chaque associé s'il avait exploité à titre individuel » ; rejeté.

– **Question au Gouvernement : déclarations sur l'enseignement privé** - (15 décembre 1983) - (p. 4264) : attitude contradictoire du Gouvernement vis-à-vis de l'enseignement privé : négociations ou intervention par voie réglementaire.

MOULIN (Arthur), sénateur du Nord (RPR).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires sociales (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1984 (16 décembre 1983) (p. 4314).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à instaurer des facilités transitoires aux artisans, commerçants, PME et PMI en matière d'emploi [n° **31 (83-84)**] (21 octobre 1983) - **Emploi et activité.**

Avis présenté, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° **488 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des **entreprises** [n° **53 (83-84)**] (10 novembre 1983).

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à faciliter l'amélioration de l'habitat [n° **68 (83-84)**] (21 novembre 1983) - **Logement.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **86** (14 octobre 1983) (p. 2317) à M. le ministre de l'éducation nationale : **piscines** (utilisation des piscines municipales par les élèves de l'enseignement primaire et secondaire).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural, relatives aux caisses de mutualité sociale agricole** [n° **502 (82-83)**] - (18 octobre 1983) - **Art. 1** (p. 2341) : représentation des familles - **Art. 2** (p. 2343) : statuts et mode de renouvellement des conseils d'administration des

caisses de réassurances mutuelles agricoles, évoqués par M. André Bohl.

– **Question au Gouvernement : prélèvement sur les caisses d'épargne** - (10 novembre 1983) - (p. 2829, 2830) : prélèvement sur le fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne d'une somme allouée au budget du ministère du logement - Conséquences sur l'utilisation par les collectivités locales des fonds des caisses d'épargne - Risque d'aggravation de la pression fiscale sur les ménages.

– **Projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises** [n° 488 (82-83)] - (15 novembre 1983) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 2891, 2892) : attributions du comité d'entreprise - Procédure de règlement amiable - Elargissement des possibilités de recours à un expert-comptable - Expertise de minorité - Champ d'application du droit d'alerte - Secret professionnel pour les représentants des personnels - Rapport de l'expert-comptable du comité d'entreprise au chef d'entreprise - Rapport établi par la commission économique - **Art. 4** (p. 2898) : son amendement n° 110 : secret professionnel des membres du comité d'entreprise ; retiré.

Suite de la discussion - (16 novembre 1983) - Rapporteur pour avis - **Art. 30** (p. 2960) : demande la réserve de l'amendement n° 77 de M. Etienne Dailly, rapporteur (secret professionnel pour les membres du comité d'entreprise dans le cadre du règlement amiable) - Amendement de la commission étendant l'obligation du secret professionnel à tous - **Après l'art. 48** *(par priorité)* (p. 2961) : son amendement n° 119 : extension de l'obligation de secret professionnel ; adopté - (p. 2962) : discrétion nécessaire dans les procédures applicables aux entreprises en difficulté - **Art. 32** (p. 2964) : son amendement n° 111 : exercice du droit d'alerte par les délégués du personnel en cas d'absence du comité d'entreprise : communication au chef d'entreprise du rapport éventuel de l'expert comptable ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 34, puis devenu sans objet (le 17 novembre).

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier** [n° 9 (83-84)] - (17 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2987) : problèmes hospitaliers dans la région Nord-Pas-de-Calais, évoqué par M. *André Delelis* - Ouverture prochaine du nouvel hôpital de Roubaix - (p. 2988) : lecture d'une intervention de M. *Jacques Bialski* au Sénat, en 1979, sur un autre projet relatif à la santé - Continuité des propos de l'actuelle opposition - Opposition des élus gaullistes à la politique hospitalière proposée ; centralisation rampante - Responsabilité du président du conseil d'administration - Souhaite l'amélioration des soins aux malades, des conditions de travail du personnel, de la situation financière des hôpitaux - Définition claire des responsabilités.

– **Projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises** [n° 50 (83-84)] - **Suite de la discussion** - (17 novembre 1983) - Rapporteur pour avis - **Art. 34** (p. 2997) : sur les modalités d'exercice du droit d'alerte du comité d'entreprise, ses amendements n° 113 à n° 117 ; devenus sans objet.

– **Question orale avec débat : utilisation des piscines municipales** - (18 novembre 1983) : voir intervention de M. Bernard, Charles Hugo (p. 3050, 3051).

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Justice - (29 novembre 1983) - (p. 3479) : réduction des crédits d'équipement et des autorisations de programme - Cas du tribunal de grande instance d'Avesnes-sur-Helpe et interrogation sur le calendrier de construction du noveau palais de justice.

– **Projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine** [n° 3 (83-84)] - (14 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4171, 4172) : modification de la loi du 16 avril 1897 relative à la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine - Vente en France de la margarine sous forme cubique - Application du traité de Rome - Texte mettant en jeu des secteurs économiques importants - Campagne permanente et incidieuse menée par des multinationales de la margarine - Esprit du traité de Rome et article 30 - Politique agricole commune menacée et nécessité de trouver une solution d'ensemble - Absence de mise en cause du traité de Rome.

MOULY (Georges), sénateur de la Corrèze (GD).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la délégation parlementaire pour la planification (loi n° 82-653 du 29 juillet 1982).

Est nommé de nouveau membre de cette délégation (13 octobre 1983) (p. 2308).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (6 mai 1983) (p. 721).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises (22 juin 1983) (p. 1830).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques (22 juin 1983) (p. 1835).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e **Plan** (première loi de Plan) (28 juin 1983) (p. 2085).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale (5 juillet 1983) (p. 2190).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905 (6 juillet 1983) (p. 2205).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e **Plan** de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) (21 décembre 1983) (p. 4530).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant, en matière de retraite, à faire bénéficier de mesures particulières la mère d'un enfant **handicapé**, pour ce qui concerne les bonifications prévues au Code des pensions civiles et militaires de retraite d'une

part, et les majorations de durée d'assurance prévues au régime général de la sécurité sociale d'autre part [n° 187 (82-83)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983).

Proposition de loi portant création d'un livret d'épargne pour investissements au profit des entreprises artisanales [n° 346 (82-83)] (25 mai 1983).

Proposition de loi, déposée avec M. Henri Belcour, relative à la durée du mandat de président de conseil général, lorsque l'élection de celui-ci a été acquise au bénéfice de l'âge [n° 84 (83-84)] (1er décembre 1983) - **Elections et référendums.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 393 (JO Débats 2 juin 1983) (p. 1301) à M. le ministre des affaires sociales : **handicapés (travail et reclassement)** (insertion de handicapés en milieu ordinaire de travail) - Réponse de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé (17 juin 1983) (p. 1792).

n° 424 (JO Débats 19 octobre 1983) (p. 2346) à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget : **épargne** (modalités d'ouverture des CODEVI).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi sur la vente des logements appartenant à des organismes d'habitation à loyer modéré** [n° 192 (82-83)] - (21 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 434) : désir d'accession à la propriété - Maintien de l'équilibre entre les différentes catégories sociales dans les centres villes ou les quartiers périphériques - Problème des logements inoccupés - Maintien ou extension du patrimoine locatif - Modalités d'affectation des fonds recueillis après la vente - (p. 435) : initiative de la vente - Situation des locataires restant dans les lieux - Concertation entre l'organisme d'HLM propriétaire, la commune du lieu d'implantation et le représentant de l'Etat - Interrogation sur le droit de veto du commissaire de la République - Attente d'une réelle avancée sociale grâce à ce texte.

– **Projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques** [n° 264 (82-83)] - (17 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 841) : existence d'un véritable arsenal législatif et réglementaire en matière d'environnement - Nécessité d'enquête publique pour toute opération susceptible d'atteindre l'environnement - Extension de la procédure d'enquêtes publiques - Rôle et statut des commissaires enquêteurs - Suites données aux enquêtes publiques - Risque de corporatisme : rôle des associations dans le domaine de l'environnement - Souci de simplification des procédures - Respect de la décentralisation - Equilibre souhaité entre la protection de l'environnement et le développement économique - Cas particulier des barrages sur la rivière la Vézère.

– **Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 82-108 du 30 janvier 1982 relative aux contrats de solidarité des collectivités locales** [n° 236 (82-83)] - (17 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 859) : résultats moins satisfaisants pour les contrats de solidarité concernant les collectivités locales que pour ceux du secteur privé - Modification souhaitable des conditions d'ancienneté requises pour bénéficier de la cessation anticipée d'activité - Limite de validité de ce texte - Maintien de ces contrats de solidarité permettant de lutter contre le chômage.

– **Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles** [n° 190 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (26 mai 1983) - **Art. 4** (*suite*) : *Art. 415 du code rural* (p. 1119) : sur l'amendement n° 34 de M. Michel Chauty, rapporteur (compétences des fédérations départementales des associations agréées de pêche), soutient le sous-amendement n° 129 de M. Jacques Pelletier (action d'éducation des fédérations départementales des associations agréées de pêche).

– **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle** [n° 400 (82-83)] - (23 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1943) : intervient en son nom propre et au nom de M. *Stéphane Bonduel* - Chute de l'investissement industriel depuis 1979 - (p. 1944) : nécessité d'améliorer l'autofinancement - Exonération d'impôt accordée aux entreprises nouvelles et charge pour les collectivités locales - Actualisation des valeurs locatives des bâtiments - Collecte de l'épargne en direction du secteur industriel ; Fonds industriel de modernisation (FIM) ; Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) - Proposition de déduction fiscale incitative à l'acquisition d'actions et obligations françaises par les ménages - Impôt sur la fortune et outil de travail - Demande de réforme de fond de la taxe professionnelle - Discussion du projet de loi de décentralisation - Potentiel fiscal : question écrite posée par M. *Paul Robert* - Inégalité de ressources et inégalités de chances entre les communes - Aménagement du territoire - Votera ce projet de loi - **Art. 5** (p. 1953) : soutient l'amendement n° 9 de M. Stéphane Bonduel (déduction fiscale relative à des placements en valeurs mobilières françaises).

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - IV - Plan, aménagement du territoire, économie sociale - (24 novembre 1983) - (p. 3281) : décentralisation et rééquilibrage entre les régions - Diminution des crédits du Fonds interministériel d'aménagement rural (FIDAR) - Lutte contre les disparités économiques entre les régions - Mauvais départ pris pour l'année 1984.

Anciens combattants - (28 novembre 1983) - (p. 3411) : mesures positives du budget de 1984 : opérations immobilières, informatique, actions commémoratives, information historique - Création d'un musée de la Résistance dans son département et aide de l'Etat - Développement de l'action sociale : réinsertion des handicapés : emplois réservés - Action en faveur du troisième âge : maintien à domicile - Pensions des ascendants et des veuves - Problème principal du rattrapage du rapport constant - Refus de la prise en compte de l'indemnité de résidence - (p. 3412) : geste nécessaire en faveur des anciens combattants.

Commerce extérieur et tourisme - (28 novembre 1983) - (p. 3431) : projet de budget du tourisme - Réforme des comités régionaux de tourisme (CRT) et adoption d'une proposition de loi - Dispersion des crédits du tourisme : diversité des organismes concernés - Conséquences de la décentralisation : dotation globale d'équipement (DGE) ; dotation régionale ; exemple des crédits d'équipement en milieu rural ; contrats de plan - Animation touristique et aménagement du territoire - Cas de la région Limousin ; élaboration du contrat de plan entre l'Etat et la région ; orientation vers la réhabilitation et la rénovation des équipements existants et besoin d'équipements nouveaux - (p. 3432) : plans d'eau - Tourisme vert ou tourisme rural - Gîtes ruraux - Chambres d'hôtes - Aide à la petite hôtellerie et difficultés relatives à la gestion du personnel : sa question écrite sur la possibilité de déroger aux dispositions de l'ordonnance relative à la durée du travail et aux congés payés - Entretien des sentiers de petites ou de grandes randonnées pédestres ou équestres - Développement souhaitable du tourisme rural.

Commerce et artisanat - (7 décembre 1983) - (p. 3870, 3871) : action du Gouvernement en faveur du commerce et de l'artisanat - Problème du commerce en zones rurales - Diminution des autorisations de programme en matière d'aides au commerce rural - Prime à la création d'emploi - Urbanisme commercial - Emploi de personnels -

Importance des contrôles pour les petits commerçants - Orientations du 9e Plan et artisanat - Entreprises du bâtiment - Travail clandestin et travaux de réhabilitation ou de restauration - Dépôt d'une proposition de loi portant création d'un livret d'épargne pour l'investissement au profit des entreprises artisanales - Prévention des difficultés des entreprises artisanales - Age de la retraite - Problème de l'indemnité journalière - (p. 3872) : dialogue, ouverture et libéralisation.

MOUTET (Jacques), sénateur des Pyrénées-Atlantiques (GD).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale (5 juillet 1983) (p. 2190).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905 (6 juillet 1983) (p. 2205).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) (21 décembre 1983) (p. 4530).

INTERVENTIONS

- Question au Gouvernement : Fonds spécial des grands travaux - (21 avril 1983) - (p. 408) : remise en cause de la seconde tranche du Fonds et des crédits d'investissements des travaux publics en général - Profession du bâtiment et emploi - Cas des Pyrénées-Atlantiques.

- Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 2** (p. 3128) : son amendement n° 131, soutenu par M. Pierre Merli : relèvement de la déduction supplémentaire pour frais professionnels instituée au bénéfice des écrivains et compositeurs ; compensation par une revalorisation des taux de la TVA ; retiré - Son amendement n° 128, soutenu par M. Pierre Merli : suppression du paragraphe VIII de cet article instituant une surtaxe progressive conjoncturelle ; adopté - **Art. 3** (p. 3135) : son amendement n° 136 : maintien à dix ans de la durée du bénéfice de la réduction d'impôt liée à l'acquisition de la résidence principale ; adopté - **Art. 4** (p. 3137) : son amendement n° 139 : report au 1er janvier 1984 de l'aménagement du régime fiscal des dons aux organismes sans but lucratif ; adopté - **Art. 8** (p. 3141) : son amendement n° 140 : suppression de cet article relatif à la réduction du taux de déductibilité de la provision pour investissement ; retiré - Charges des entreprises.

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 11** (p. 3160) : son amendement n° 143 : suppression de cet article relatif à l'aménagement de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés et exonération des sociétés en liquidation judiciaire ; rejeté - **Art. 17** (p. 3176) : son amendement n° 132 : suppression du paragraphe I de cet article relatif au taux majoré de taxe sur la valeur ajoutée appliqué aux locations de voitures de courte durée ; retiré - Augmentation abusive de la taxe ayant pour effet de grever les frais généraux des entreprises, provoquant de nouvelles faillites - **Art. 20** (p. 3212) : son amendement n° 33 : nouvelle rédaction du paragraphe II de cet article relatif aux contrats souscrits auprès des caisses d'assurances mutuelles agricoles et à la mise en oeuvre sur quatre ans des nouvelles dispositions, retiré - **Art. 21** (p. 3215) : son amendement n° 144 : suppression de cet article relatif à la taxe sur les véhicules des sociétés ; rejeté.

Suite de la discussion - (24 novembre 1983) - **Art. 31** (p. 3226) : son amendement n° 145 : reversement aux régions d'une part de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; retiré - Fonds de soutien aux hydrocarbures.

Deuxième partie :

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Art. 77** (p. 4032) : son amendement n° 292 : (suppression du paragraphe relatif au délai accordé aux exploitants agricoles pour dénoncer leur forfait) - (p. 4033) : son amendement n° 291 : option pour le régime du bénéfice réel formulée dans les trente jours suivant la publication des forfaits au Journal officiel ; adopté - **Art. 86** (p. 4045) : son amendement n° 294 : nouvelles dispositions de déclaration des revenus de valeurs mobilières applicables à compter du 1er janvier 1985 ; adopté.

Vote sur l'ensemble - (10 décembre 1983) - (p. 4072) : bilan négatif des deux dernières années : rigueur économique ; augmentation du chômage ; dépréciation du franc ; échec de la lutte contre l'inflation - (p. 4073) : différentiel d'inflation avec nos partenaires - Endettement de la France - Taxe spéciale sur les conventions d'assurance souscrites auprès des mutuelles sociales agricoles - Remise en cause des aides au secteur industriel - Réduction de la pression fiscale dans les autres nations industrielles - (p. 4074) : vote du budget ainsi amendé.

N

NATALI (Jean), sénateur de l'Oise (RPR).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères (5 octobre 1983) (p. 2267).

NEUWIRTH (Lucien), sénateur de la Loire (RPR).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Défense et service des essences - (2 décembre 1983) - (p. 3667) : projet de budget de la défense pour 1984 : insuffisance de financement et conséquences prévisibles - Evolution de la défense : stratégie de dissuasion nucléaire et prise en compte nécessaire des populations civiles - Mission supplémentaire de protection et de défense civile pour le ministère de la défense - Problème de la coordination administrative, évoqué dans le rapport sur la protection de la population civile française en temps de crise, présenté en 1980 par MM. *Edouard Bonnefous* et *Raymond Marcellin* - (p. 3668) : impréparation des populations - Travaux du Haut comité français pour la défense civile - Comparaison entre le montant des dépenses de défense civile par habitant dans les principaux pays d'Europe - Expériences étrangères : Suisse - Crédibilité de la dissuasion - Rattachement nécessaire de la défense civile au ministère de la défense : exemple de la protection prioritaires des zones à grand risque - Réforme du contenu du service national : formation des appelés du contingent aux missions de défense civile ; création d'un corps de défense prescrit par le décret du 1er septembre 1972 - Mise en place d'un Conseil national de la défense civile - Urgence d'un effort financier spécifique - (p. 3669) : déclaration du Président de la République lors de sa récente conférence de presse sur la défense nécessaire des civilisations.

NOE (Pierre), sénateur de l'Essonne (S).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu vice-président.

– Est nommé membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (loi n° 83-609 du 8 juillet 1983) (20 octobre 1983) (p. 2363).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan) (28 juin 1983) (p. 2085).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905 (6 juillet 1983) (p. 2205).

Est nommé membre de la commission de contrôle des services publics responsables de l'application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques (22 décembre 1983) (p. 4560).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905** [n° **247 (82-83)**] - (2 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1308) : augmentation du nombre des accidents domestiques - Principe de l'obligation de sécurité - Produits français et étrangers - Concurrence internationale - Anomalies constatées sur les jouets - Recherche de la qualité et de la sécurité et reconquête des marchés - Nouvelle procédure d'intervention des pouvoirs publics ; cas de danger grave ou immédiat - (p. 1309) : création d'une commission de la sécurité des consommateurs - Amendements du groupe socialiste et soutien au projet en examen.

Suite de la discussion - (3 juin 1983) - **Art. 2** (p. 1356) : sur l'amendement n° 4 de M. René Jager, rapporteur (suppression de la possibilité de destruction d'un produit, hors le cas d'urgence), ses sous-amendements n° 48 : dispositif plus souple de reprise d'un produit par un professionnel ; rejeté, et n° 49 : cas d'une reprise de produit contre remboursement ; rejeté - **Art. 3 :** son amendement de coordination n° 50 ; rejeté - (p. 1358) : sur l'amendement n° 9 de M. René Jager, rapporteur (raccourcissement des délais de consultation des professionnels intéressés par le ministre concerné), son sous-amendement n° 51 : délai limite de consultation des professionnels par le ministre concerné ; rejeté - **Art. 5** (p. 1359) : sur l'amendement n° 11 de M. René Jager, rapporteur (procédure applicable aux agents habilités à pénétrer dans les locaux professionnels pour y procéder à des expertises sur des échantillons), son sous-amendement n° 52 : suppression de la mission de coordination entre les services compétents impartie au représentant de l'Etat dans le département ; rejeté - **Art. 6** (p. 1360) : sur l'amendement rédactionnel et de coordination n° 14 de M. René Jager, rapporteur, son sous-amendement n° 53 : délai pendant lequel le ou les ministres intéressés doivent se prononcer sur la décision de mesures urgentes ; rejeté - **Art. 7** (p. 1361) : soutient l'amendement n° 56 de M. Robert Laucournet (examen des produits ou services par des organismes habilités) - (p. 1362) : sur l'amendement n° 17 de M. René Jager, rapporteur (remboursement par l'Etat des sommes engagées par un organisme pour faire contrôler ses produits ou services reconnus non dangereux), son sous-amendement de coordination n° 54 ; devenu sans objet, et son sous-amendement n° 55 : suppression de la phrase relative au préjudice commercial subi par une entreprise du fait d'un publicité inopportune ; devenu sans objet - Ses amendements de coordination n° 57 et 58 ; rejetés - **Art. 8** (p. 1363) : sur l'amendement n° 21 de M. René Jager, rapporteur, (champ d'application de la loi), son sous-amendement n° 59 : suppression de la référence aux règlements et directives communautaires ; rejeté - **Art. 9** (p. 1365) : sur l'amendement n° 24 de M. René Jager, rapporteur (diffusion d'annonces de la décision de condamnation), son sous-amendement rédactionnel n° 60 ; adopté - **Art. 10** (p. 1366) : son amendement n° 61 : délai imparti à la chambre d'accusation ou à la cour d'appel pour statuer ; adopté - **Après l'art. 12** (p. 1368) : sur

l'amendement n° 28 de M. René Jager, rapporteur (élargissement des compétences de la commission de la sécurité des consommateurs), son sous-amendement n° 62 : compétence de la commission de la sécurité des consommateurs ne se limitant pas à des modifications législatives ou règlementaires ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1375) : grandes novations du projet : obligation de sécurité à la charge des fabricants ; élargissement et diversification des moyens d'intervention des pouvoirs publics ; création d'une commission de la sécurité des consommateurs - Regrette l'adoption à l'article 1er d'un amendement de la commission des affaires économiques, relatif au rôle des professionnels dans la mise sur le marché des produits et des services - Groupe socialiste favorable à l'adoption de ce projet.

– **Proposition de loi portant création d'une délégation parlementaire dénommée Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques** - *Deuxième lecture* [n° **310 (82-83)**] - (16 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1710) : accord entre les deux assemblées.

– **Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan)** [n° **399 (82-83)**] - (28 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2052, 2053) : attitude de l'opposition dans la région Ile-de-France - Implantation de l'école des Ponts-et-Chaussées - Villes nouvelles - Exposition universelle de 1989 - Elaboration du 9e Plan - Réforme de la planification par la loi du 29 juillet 1982 - Rôle de la commission nationale de planification - Plans régionaux - Conjoncture économique - Plan de rigueur - Programmes prioritaires d'exécution (PPE) - Modernisation de l'appareil de production - Capacité scientifique et technique de la France - Secteurs de pointe - Mesures déjà prises - Projet de création d'une école nationale d'exportation - Incitations à la création d'entreprises - Création d'un compte pour le développement industriel (CODEVI) - (p. 2054) : technologies nouvelles : biotechnologie ; électronique - Politique de l'emploi - Lutte contre les inégalités : revenus, patrimoine - Politique industrielle - Soutien du groupe socialiste au projet.

– **Projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905** - *Deuxième lecture* [n° **410 (82-83)**] - (6 juillet 1983) - **Art. 1** (p. 2193) : son amendement n° 2, déposé avec M. Robert Laucournet : nouvelle rédaction de cet article relatif à l'obligation générale de sécurité ; devenu sans objet - **Art. 2** (p. 2195) : son amendement n° 3, déposé avec M. Robert Laucournet : remboursement total ou partiel des produits retirés du marché ; retiré - **Art. 3** (p. 2196) : son amendement n° 4, déposé avec M. Robert Laucournet : suppression de l'alinéa relatif aux conditions d'hygiène et de salubrité déterminées par décret en Conseil d'Etat ; adopté - Son amendement n° 5, déposé avec M. Robert Laucournet : consultation des professionnels limitée au seul cas de décision de suspension ; adopté - **Art. 15** (p. 2203) : son amendement n° 7, déposé avec M. Robert Laucournet : surveillance des marchandises lors de la première mise sur le marché ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2204) : pouvoirs de la commission de la sécurité des consommateurs - Travaux de l'Assemblée nationale - (p. 2205) : groupe socialiste favorable à l'adoption de ce texte.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° **384 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (8 novembre 1983) - **Art. 12 et art. additionnels** (p. 2714) : son amendement n° 352 : droit à l'accès à l'enseignement supérieur pour tout titulaire du baccalauréat qui le désire ; retiré.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Industrie et recherche - (5 décembre 1983) - (p. 3774) : industrie et recherche - Développement économique et emploi - Loi d'orientation et de programmation de la recherche de 1982 - (p. 3775) : débat à l'Assemblée nationale sur la politique industrielle - 9e Plan - Programmes prioritaires d'exécution (PPE) - Plan intérimaire : modernisation des activités productives (sidérurgie et chimie), action en faveur des PMI - Modernisation de l'outil de travail - Restructurations sectorielles - Nette augmentation des crédits affectés à la recherche fondamentale - Crédits des trois PPE : industrie, recherche et éducation - Modernisation de l'industrie - Relance des investissements - Echanges commerciaux - Lutte contre le chômage - Insuffisances de l'industrie dans quatre domaines : investissements, formation professionnelle, recherche et commercialisation - Forte augmentation du taux de pénétration industrielle étrangère - Problèmes structurels - Nécessité d'une croissance au service de l'emploi - (p. 3776) : modernisation des industries tradionnelles de base - Développement des technologies d'avenir - Plan de restructuration de la sidérurgie - Actions sectorielles en faveur des industries de transformation - Cas particulier de l'industrie textile - Introduction et développement de la robotique dans les industries manufacturières - Importance du marché potentiel de l'industrie des composants électroniques - Actions en faveur de la filière électronique - Programme PUCE (produits utilisant les composants électroniques) - Fonds industriel de modernisation - Financement des entreprises nationales industrielles - (p. 3777) : réforme envisageable du plan acier - Coopération européenne : biotechnologies, informatique, robotique et industrie spatiale.

– **Projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan)** [n° **88 (83-84)**] - (20 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4481) : nouveau processus d'élaboration du Plan - Rôle des programmes prioritaires d'exécution (PPE) - Coordination entre le Plan et le budget - Financement des douze PPE - Modernisation de l'appareil productif ; politique industrielle - (p. 4482) : modernisation corrélative du système d'éducation et de formation : PPE n° 2 et n° 3 ; renforcement de la capacité de formation des filières technologiques : instituts universitaires de technologie (IUT) ; formation initiale et formation complémentaire ; stages de formation - Recherche et innovation : loi d'orientation et de programmation de la recherche - Approche sectorielle - Economie sociale : création de la Délégation à l'économie sociale et de l'Institut de développement de l'économie sociale (IDES) ; lois récentes sur l'économie sociale ; possibilité de contrats de Plan - Politique de l'habitat ; réhabilitation de logements sociaux ; aides personnelles - Décentralisation - Contrats de Plan entre l'Etat et les régions ; développement des initiatives locales : plans régionaux - Contrats de Plan entre l'Etat et les entreprises publiques ; rôle d'entraînement à l'égard des PME et des PMI - Politique de contractualisation et volonté de concertation du Gouvernement - Contrôle de l'exécution du Plan : rapport au Parlement sur l'exécution des PPE et des contrats de Plan - (p. 4483) : mobilisation nécessaire des énergies - Soutien du groupe socialiste.

NUCCI (**Christian**), *ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement* (nommé le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 25 mars 1983, p. 907].

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **378** de M. Pierre Croze : **coopération** (avenir de la coopération internationale) (21 octobre 1983) (p. 2385, 2386).

n° **405** de M. Marc Bécam : **vacances** (politique d'animation touristique en vue d'un meilleur étalement de la saison d'été 1983) (21 octobre 1983) (p. 2388 à 2390).

n° 406 de M. Marc Bécam : **tourisme** (conditions financières de l'aide au tourisme annoncée par le Gouvernement pour l'été 1983) (21 octobre 1983) (p. 2390, 2391).

n° 410 de M. Marcel Vidal : **énergie nucléaire** (situation de l'industrie de l'extraction d'uranium dans le Lodévois) (21 octobre 1983) (p. 2391, 2392).

INTERVENTIONS

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, d'impôts sur les successions, de droits d'enregistrement et de droits de timbre [n° 193 (82-83)] - (17 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 823) : évolution du droit fiscal interne algérien - Projet inspiré du modèle de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) - Suppression du quitus fiscal - Convention applicable à la taxe forfaitaire - Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux - Cas des entreprises françaises réalisant en Algérie des contrats de travaux - (p. 824) : versement forfaitaire sur les salaires.

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention pour la formation militaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie (ensemble un échange de lettres) [n° 184 (82-83)] - (17 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 825) : conflit du Sahara occidental - Accords de défense et de coopération militaire entre la France et la Mauritanie - Situation des personnels de l'assistance militaire française : statut ; sécurité ; garanties judiciaires ; soins médicaux ; logement.

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention européenne relative au statut juridique du travailleur migrant [n° 194 (82-83)] - (17 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 826) : protection et développement des droits de l'homme par le Conseil de l'Europe - Convention inspirée de la convention européenne des droits de l'homme - Charte sociale européenne - Conditions de vie et de travail identiques pour les travailleurs nationaux et les travailleurs migrants - Convention applicable aux seuls travailleurs migrants ressortissants d'un Etat membre du Conseil de l'Europe.

– Projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre la République française et la République fédérale d'Allemagne relatif à la construction d'un pont routier sur le Rhin entre Marckolsheim et Sasbach (ensemble une annexe) [n° 224 (82-83)] - (17 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 827) : précédent accord-cadre fixant les modalités de reconstruction ou de construction des ponts sur le Rhin - Nécessité d'une liaison routière moderne, adaptée au trafic en expansion - Désenclavement de l'Alsace - Dispositions douanières et fiscales visant à faciliter la réalisation du pont et son entretien.

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord international sur l'étain (ensemble sept annexes) [n° 262 (82-83)] - (17 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 828) : objectifs du projet : équilibre entre la production et la consommation mondiales ; maintien des cours ; stock régulateur ; contrôle des exportations - Financement du stock régulateur - Prix de ce métal.

– Projet de loi autorisant la ratification d'une convention consulaire entre la République française et la République socialiste du Viet-Nam [n° 259 (82-83)] - (17 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 829) : projet s'inspirant des dispositions de la convention de Vienne du 24 avril 1963 - Statut des fonctionnaires consulaires et des postes consulaires.

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée équatoriale sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 261 (82-83)] - (17 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 831) : projet visant à créer un cadre juridique stable pour l'activité des entreprises - Salaire juste et équitable - Droit au libre transfert des revenus et du produit de la liquidation des investissements - Indemnisation en cas de dépossession - Possibilité de recours à l'arbitrage international - Implantation en Guinée équatoriale de la Compagnie française des pétroles et d'Elf-Aquitaine - Projet conforme à la nouvelle convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

– Projet de loi autorisant la ratification d'une convention relative aux décisions de rectification d'actes de l'état civil (ensemble deux annexes) [n° 258 (82-83)] - (17 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 832) : convention élaborée par la commission internationale de l'état civil - Autorité compétente pour décider la rectification d'une erreur contenue dans un acte de l'état civil.

– Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat, sur la politique étrangère [n° 368 (82-83)] - (2 juin 1983) - (p. 1345) : son voyage au Mali, évoqué par M. *Gérard Gaud* - Sahel - Effort de la France en faveur du tiers monde - Situation de l'Afrique : régression économique - Nécessité d'un plan d'urgence - Coopération économique internationale - Dialogue Nord Sud - Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) à Belgrade - Problème de l'eau : ressources hydrauliques : alimentation ; irrigation ; forages ; participation des collectivités locales africaines - Charges de fonctionnement - Participation des paysans - Création de coopératives - Décentralisation de la politique de coopération : coopération régionale ; exemple du projet d'agence méditerranéenne de coopération, à l'initiative de la région Provence Alpes Côte d'Azur - (p. 1346) : sensibilisation de l'opinion - Régions et entreprises françaises associées aux accords de coopération : exemple de l'accord Habitat avec l'Algérie - Projets de la France en Afrique : mine d'or de Poura, en Haute-Volta ; hôpital de Sokodé au Togo ; pêche et recherche océanographique en Mauritanie ; production vivrière au Mali : céréales - Rôle des actions concrètes de coopération.

– Question orale avec débat : initiatives de la France en matière de désarmement - (21 octobre 1983) (p. 2384) : semaine pour le désarmement décidée par l'Organisation des nations unies (ONU) - Négociations américano-soviétiques sur les euromissiles - Contribution de la France au processus de désarmement nucléaire - Ouverture prochaine à Stockholm de la conférence du désarmement en Europe - (p. 2385) : combat contre la faim et pour le développement.

– Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère [n° 48 (83-84)] - (7 novembre 1983) - (p. 2670) : politique de coopération de la France - Déstabilisation du système monétaire international (SMI) - Hausse des taux d'intérêt - Endettement du tiers monde - Diminution de l'aide au développement - Cas des pays les moins avancés (PMA) - Appauvrissement - Thèse de la France : nécessité d'un plan d'urgence pour l'Afrique - Dialogue Nord Sud - Engagement de la France en matière d'aide publique au développement - Coopération privilégiée avec l'Afrique - Fonds d'aide et de coopération (FAC) - Répartition de l'aide bilatérale de la France : Afrique subsaharienne ; Maghreb ; Amériques ; Asie et Océanie - Transferts de technologie - Echanges culturels - Priorité au développement rural et objectif d'auto-suffisance alimentaire : aménagements hydro-agricoles ; énergie ; transport ; recherche - Assistance technique et formation des hommes - (p. 2671) : soutien aux programmes d'ajustement - Finances publiques - Coopération culturelle - Coopération avec l'Afrique - Dialogue Nord Sud - Accord de Lomé III et solidarité à l'égard des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Etats ACP).

– Question au Gouvernement de M. Pierre Matraja : visite du président Chadli - (10 novembre 1983) - (p. 2825) :

accord entre les gouvernements français et algérien pour lutter contre l'immigration clandestine - (p. 2826) : mesures en faveur des rapatriés : transfert des avoirs financiers détenus sur des comptes bancaires en Algérie ; indemnisation pour les biens immobiliers cédés à l'Etat algérien et indemnisation des entreprises nationalisées en 1978.

– **Question au Gouvernement de M. Jean-Pierre Bayle : établissements d'enseignement français à l'étranger** - (10 novembre 1983) - (p. 2826) : objectifs de la convention passée entre l'Etat et les personnes morales gérant les établissements d'enseignement français à l'étranger : définition des compétences et structures de l'institution ; partage des charges ; contrôle de l'usage des moyens mis à la disposition des établissements - Avis du conseil pour l'enseignement français à l'étranger - Contacts avec les différents postes diplomatiques pour la fixation d'un calendrier.

– **Question au Gouvernement de M. Jacques Habert : subvention aux écoles françaises de l'étranger** - (10 novembre 1983) - (p. 2829) : rôle culturel des écoles françaises à l'étranger - Déblocage par le ministère de l'éducation des subventions octroyées à ces écoles - Complément de subvention alloué par le ministère des relations extérieures.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Relations extérieures - (30 novembre 1983) - (p. 3501) : relations économiques internationales - Aggravation de l'endettement du tiers-monde : dépendance par rapport aux exportations de matières premières ; insolvabilité de nombreux pays sud-américains - (p. 3502) : action de la France : transferts financiers vers ces pays ; investissements à long terme - Augmentation du taux du produit national brut (PNB) consacré aux pays les moins avancés - Action multilatérale - Communauté européenne liée à certains Etats par la convention de Lomé - Coopération bilatérale - Priorités géographiques et sectorielles - Coopération civile - Crédits accordés au Fonds d'aide et de coopération (FAC) - Concours financiers aux pays en voie de développement (subventions et prêts à taux préférentiel) - Action des nombreuses organisations non gouvernementales - Formation des coopérants - Programmes de recherche - (p. 3503) : crédits de la coopération militaire - Titularisation d'agents contractuels - Ajustement des crédits en fonction des variations de change - Informatisation de certaines missions africaines de coopération - Budget de la coopération au service du développement - (p. 3528) : en réponse aux propos de M. *Pierre Croze*, effort en matière d'assistance et de coopération médicale - Augmentation des crédits de l'aide technique et de l'aide aux organisations non gouvernementales - Aide à de nouveaux pays (Bénin et Congo) - Meilleure diffusion de Radio France Internationale en Afrique - Installation d'une antenne spéciale en Guyane - Politique de coopération avec les radios locales d'Afrique - Missions d'experts évoquées par M. *André Voisin* - (p. 3529) : collaboration avec le ministère de la défense, notamment lors de l'intervention au Tchad - Diminution de l'assistance technique avec le Gabon - Coopération devant s'adapter au transfert de technologie - Suppression d'emplois de coopérants en Côte d'Ivoire - Plan de résorption de l'auxiliariat - Accords de coopération conclus avec le Vanuatu - Débudgétisation du surcoût du gaz algérien - (p. 3530) : accords de coopération technique : habitat, transport et agriculture - Contribution de la France au programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) - Participation de la France aux négociations de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) et à la prochaine conférence de Lomé III - Nombreux dossiers présentés par les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) -Réticences de certains pays de la CEE - Soutien aux stratégies sectorielles, notamment dans le domaine alimentaire - Favorable aux positions avancées par M. Edgard Pisani - Relèvement souhaitable des fonds du système de stabilisation des recettes d'exportation (STABEX).

O

OLIVIER (Henri), sénateur de l'Orne (rattaché administrativement au groupe UREI).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

OOGHE (Jean), sénateur de l'Essonne (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois (24 mai 1983) (p. 1071).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (16 juin 1983) (p. 1694).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi interdisant certains appareils de jeux (27 juin 1983) (p. 2012).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant droits et obligations des fonctionnaires (27 juin 1983) (p. 2020).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (13 décembre 1983) (p. 4127).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (14 décembre 1983) (p. 4243).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (15 décembre 1983) (p. 4275).

INTERVENTIONS

– **Mission d'information commune** - (3 mai 1983) - (p. 545, 546) : bilan de la décentralisation - Création d'une commission consultative d'évaluation des charges - Action du groupe communiste - Caractère politique des motivations de la mission d'information - Opposition du groupe communiste.

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° 53(82-83)] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** . [n° 269 (82-83)] - (4 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 607) : loi de décentralisation du 2 mars 1982, et loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences - Suppression des tutelles administrative et financière - Décentralisation et démocratisation - Finances locales - Révision des barèmes d'aide sociale et remboursement des dettes contractées par l'Etat à l'égard des départements ; cas de l'Essonne - Héritage du passé - Souhait d'une attitude constructive du Sénat - Transfert aux départements de la gestion des centres d'aide par le travail (CAT) ; personnes handicapées - (p. 608) : éducation - Transfert de la compétence des collèges aux départements : construction, entretien, fonctionnement ; cas possible de compétence communale - Transfert de compétences et transfert de ressources - Retard accumulé et rattrapage - Politique économique et sociale et redressement national - Contribution des sénateurs communistes à la réforme de la décentralisation ; dépôt d'amendements - **Art. 1** (p. 623) : vote favorable du groupe communiste sur l'amendement n° 31 de M. Gaston Defferre, ministre (1° rédactionnel ; 2° suppression de la réserve relative à la réalisation des dispositions de la section 2 du titre I) - **Art. 5** (p. 626) : intervient sur cet article relatif au préalable du remboursement par l'Etat des dépenses de logement des instituteurs - Crédit accordé par le Gouvernement pour 1983 - Position de surenchère prise par la commission des lois et soutien du groupe communiste à l'action du Gouvernement.

Suite de la discussion - (5 mai 1983) - **Art. 7** (p. 634) : se déclare opposé aux amendements n° 141 de M. Rémi Herment, soutenu par M. Pierre Lacour (remboursement en trois ans des dettes de l'Etat envers les collectivités locales) et n° 1 de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis (remboursement en quatre ans des dettes de l'Etat envers les collectivités locales) - **Art. 14** (p. 648) : son amendement n° 109 : renégociation possible des contrats de concession ; rejeté - **Avant l'art. 23** (p. 651) : son amendement n° 112, soutenu par Mme Hélène Luc : service public national d'éducation à gestion décentralisée ; retiré - **Art. 23** (p. 652) : son amendement n° 113, soutenu par Mme Hélène Luc : composition et pouvoirs des conseils d'éducation ; devenu sans objet - **Art. 24** (p. 656) : son amendement n° 114 : importance de la concertation entre les collectivités locales et l'Etat pour l'élaboration de la carte scolaire et la création d'établissements scolaires ; devenu sans objet - (p. 658) : abstention sur les amendements n° 43 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat (rôles respectifs des conseils municipaux, généraux, régionaux et de l'Etat en matière d'implantation des établissements scolaires) et n° 9 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (en matière de carte scolaire, pouvoirs différenciés selon les niveaux d'enseignement concernés et la collectivité territoriale responsable) - **Art. 25** (p. 663) : abstention sur l'amendement n° 44 de M. Gaston Defferre, ministre (décentralisation des dépenses de construction, d'équipement, d'entretien et de fonctionnement des établissements scolaires à l'exception des dépenses pédagogiques figurant sur une liste fixée par décret) - Se déclare favorable à l'amendement n° 10 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (transfert définitif des charges des établissements scolaires de l'Etat vers les collectivités territoriales, notamment les groupements de communes) - **Après l'art. 25** (p. 665) : abstention du groupe communiste sur l'amendement n° 50 de M. Gaston Defferre, ministre (transfert des compétences prévues par les conventions de fonctionnement des collèges, des lycées et établissements d'éducation spéciale) - **Art. 33** (p. 672) : son amendement n° 116 : adoption par le conseil

général d'un règlement départemental d'aide sociale; possibilités de moduler les prestations; retiré - **Art. 36** (p. 675) : souhaite que le Gouvernement revienne à sa position initiale en ce qui concerne le dépistage précoce des affections cancéreuses et les actions de lutte contre la lèpre - **Art. 40** (p. 676) : son amendement n° 120 : centres municipaux de santé relevant de la compétence des communes ; rejeté.

Suite de la discussion - (6 mai 1983) - **Après l'art. 66** (p. 717) : se déclare favorable à l'amendement n° 97 de M. Gaston Defferre, ministre (octroi aux maires d'un pouvoir de programmation des travaux sur les voies publiques comprises à l'intérieur des agglomérations) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 718) : divorce entre les propositions du Gouvernement et le texte voté par la majorité du Sénat - Obstacle à la poursuite du processus de décentralisation - Se déclare opposé au nom du groupe communiste au texte de cette proposition de loi dénaturée par le Sénat.

Nouvelle lecture [n° **480 (82-83)**] - (6 juillet 1983) - **Discussion générale** (p. 2212) : décentralisation - Transfert des pouvoirs - Transfert des compétences - Démission de M Paul Girod, rapporteur - Mission d'information sur la décentralisation - Transfert des ressources - (p. 2213) : évolution du coût des compétences transférées - Solutions proposées en 1979 dans le projet de loi de développement des responsabilités locales - Augmentation des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales - Rappel des propos tenus par l'opposition actuelle en 1979 - (p. 2214) : opposition regrettable de la majorité sénatoriale au projet de décentralisation du Gouvernement - Opposition du groupe communiste au texte en examen - (p. 2218) : procédure de la question préalable.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - (p. 3836) : décentralisation - Dotation globale d'équipement (DGE) - Dotation générale de décentralisation (DGD) - (p. 3837) : dotation globale de fonctionnement (DGF) - Emprunts et prêts aux collectivités locales - Transfert de compétences en matière d'aide sociale - Demande de maintien de l'exonération de l'impôt foncier bâti - Tarifs des services publics communaux - Fiscalité locale - Vote par le groupe communiste de ce projet de budget - **Après l'art. 110** (p. 3858) : se déclare favorable à l'amendement n° 228 de M. Gaston Defferre, ministre (pension de réversion accordée aux ayants-droit des pompiers, conditions de promotion en cas de blessure ou décès en fonction).

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° **7 (83-84)**] - (13 décembre 1983) - **Art. 10** (p. 4148) : sur l'amendement n° 28 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (appréciation par la commission des mouvements entre les fonctions publiques d'Etat et territoriale, catégorie par catégorie et corps par corps), soutient le sous-amendement n° 210 de M. Jacques Eberhard (appréciation par la commission de ces mouvements, catégorie par catégorie ou corps par corps).

ORNANO (Charles), sénateur de la Corse du Sud (NI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé membre de la commission des lois (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (loi n° 79-564 du 6 juillet 1979).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de porposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (21 juin 1983) (p. 1818).

ORNANO (Paul d'), sénateur des Français établis hors de France (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (9 juin 1983) (p. 1532).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 (14 juin 1983) (p. 1625).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires (28 juin 1983) (p. 2066).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° **367 (82-83)**] autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Panama sur le traitement et la protection des investissements (ensemble deux échanges de lettres) - [n° **16 (83-84)**] (13 octobre 1983) - **Traités et conventions.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **351** (JO Débats 15 avril 1983) (p. 299) à M. le ministre des relations extérieures : **politique extérieure** (sanctions vis-à-vis de pays qui violent les droits de l'homme).

n° **363** (JO Débats 27 avril 1983) (p. 495) à M. le ministre des relations extérieures : **corps diplomatique et consulaire** (droits des diplomates étrangers en poste en France).

n° **432** (JO Débats 9 novembre 1983) (p. 2751) à M. le ministre de l'éducation nationale : **enseignement secondaire** (enseignement de l'histoire dans les lycées et collèges) - Retirée le 16 décembre 1983 (p. 4315).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France** [n° **246 (82-83)**] - (26 avril 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 492) : travail de la commission des lois et de *M. Paul Pillet*, rapporteur - Conseil supérieur des Français de l'étranger - Loi du 7 juin 1982 - Suffrage universel - Mesures de transition - Vote du projet de loi par le groupe RPR.

– **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention consulaire entre la République française et la République socialiste du Viet-Nam** [n° 259 (82-83)] - (17 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 830) : accueil des réfugiés vietnamiens : drame des *boat-people* - Politique d'accueil : priorité au cas de regroupement familial - Reproches faits à la France par les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) - Présence des Soviétiques au Viet-Nam et au Cambodge.

– **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord complémentaire à la convention générale entre la République française et la République d'Autriche sur la sécurité sociale** [n° 260 (82-83)] - (17 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 833) : cas particulier des veuves françaises de fonctionnaires autrichiens - Conditions d'obtention de la nationalité autrichienne - Consultation souhaitée du Conseil supérieur des Français de l'étranger dans la discussion des conventions.

– **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° 368 (82-83)] - (2 juin 1983) - (p. 1343) : relations diplomatiques entre la France et l'URSS - Expulsion récente de 47 diplomates soviétiques en poste à Paris - Comparaison entre les facilités de déplacement de ces diplomates et celles des diplomates français en poste à Moscou - Propagande soviétique en France - Exemple de la revue *Actualités soviétiques* - Liberté d'édition - Refus par l'ambassade d'URSS de l'accréditation d'un journaliste français à Moscou - Problème de l'agrandissement des locaux de l'ambassade de France à Moscou - Exemple donné par les Etats-Unis tendant à exiger la réciprocité de traitement.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Panama sur le traitement et la protection des investissements (ensemble deux échanges de lettres)** [n° 367 (82-83)] - (20 octobre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2355) : existence de nombreuses conventions semblables, accord s'inscrivant dans le sens de la politique française de promotion à l'étranger - Situation géographique, économique, politique et financière de la République de Panama - (p. 2356) : relation économique bilatérale structurellement très déséquilibrée en faveur de la France - Importance de cet accord devant assurer la protection des intérêts français - Accord conclu pour une période de dix ans et renouvelable par tacite reconduction, prévoyant l'octroi aux investissements français d'un traitement juste et équitable et conforme au droit international et au moins égal au traitement accordé aux nationaux ou à celui de la nation la plus favorisée ; prévoyant la liberté des transferts financiers et posant le principe d'une indemnisation prompte et adéquate en cas de dépossession éventuelle - Article 8 prévoyant le recours à une procédure d'arbitrage international - Commission des affaires étrangères favorable à l'adoption du texte de ce projet de loi.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° 384 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (27 octobre 1983) - **Art. 6** (p. 2523) : nécessité d'un meilleur accueil des étudiants étrangers - Danger d'une marginalisation des professeurs au sein des conseils - Extension et nationalisation de la coopération internationale - Coopération plus égalitaire en élargissant le rôle des enseignants des pays amis.

– **Projet de loi relatif à l'activité et au controle des établissements de crédit** [n° 486 (82-83)] - (3 novembre 1983) - **Art. 8** (p. 2584) : soutient l'amendement n° 135 de M. Michel Maurice-Bokanowski (suppression de cet article relatif à l'exclusion du champ d'application de la loi de certaines institutions).

– **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° 48 (83-84)] - (7 novembre 1983) - (p. 2697) : ambiguïtés de la politique extérieure française : Tchad : traité d'assistance militaire avec la France ; occupation par la Libye ; retard de l'intervention française ; aggravation de la situation et enlisement de la France - Sommet franco-africain de Vittel - Réconciliation nationale nécessaire - Moyen-Orient et situation au Liban : force d'interposition, puis force multinationale - Occupation des forces israéliennes et syriennes ; réaction de l'Amérique et de la France ; influence de l'Union soviétique ; attentats de Beyrouth et de Tyr ; responsabilité conjointe des Etats-Unis et de la France - Conférence de la réconciliation à Genève - Rôle de l'Europe pour empêcher la partition du Liban - Conflit entre l'Irak et l'Iran - (p. 2698) : conflit entre l'Irak et l'Iran ; livraison de Super Etendard français à l'Irak - Déclarations du Chef de l'Etat à Tunis et sentiment d'une impuissance politique.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Relations extérieures - (30 novembre 1983) - (p. 3516) : budget de rigueur - Eléments positifs du budget : assistance aux Français de l'étranger déshérités, majoration des bourses scolaires, augmentation des émissions radiophoniques - Diminution des crédits destinés au recrutement de personnels étrangers dans les écoles françaises - Arrêt du programme de construction d'ambassades - Nomination de douze ambassadeurs choisis hors du corps diplomatique - Interrogation sur le recrutement au tour extérieur - (p. 3517) : remplacement depuis 1981 des titulaires des postes culturels - Nomination de militants syndicaux ou politiques dans l'administration centrale - Attributions de la Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques - Action des services de la coopération en Afrique - Politique étrangère conduite par le Président de la République - Groupe RPR défavorable à l'adoption de ce budget.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1983** [n° 109 (83-84)] - (19 décembre 1983) - **Art. 7** (p. 4363) : vote par le groupe RPR des crédits militaires relatifs aux opérations au Tchad et au Liban - Retard de l'intervention au Tchad - Attente d'une définition claire de la mission des soldats au Liban - Force multinationale - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4370) : abstention du groupe du RPR sur l'ensemble du collectif pour 1983 à l'exception des articles 7 et 8 relatifs aux crédits militaires - Imprévision du Gouvernement en matière économique.

P

PADO (Dominique), sénateur de Paris (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle (loi n° 82-652 du 29 juillet 1982).

Est nommé de nouveau membre de cette délégation (20 octobre 1983) (p. 2363).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 mai 1983) (p. 1202).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 juin 1989) (p. 2031).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à garantir la liberté de la presse (24 novembre 1983) (p. 3246).

INTERVENTIONS

– **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly** fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** [**n° 339 (82-83)**] déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide** [**n° 359 (82-83)**] - (9 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1529) : liberté de l'information et de la communication chère à tous - Interrogation sur l'incitation dans le cas d'une émission de télévision partant des mêmes principes que le livre incriminé - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1531) : liberté ne pouvant se diviser - Se déclare favorable à l'adoption du texte de cette proposition de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [**n° 61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Communication audiovisuelle - (8 décembre 1983) - (p. 3921) : absence de compte rendu donné par les chaînes de télévision à la déclaration de M. Georges Fillioud devant le Sénat et au débat du Sénat de ce jour - (p. 3924) : parallélisme entre la transparence de la presse voulue par le Gouvernement et la transparence de la télévision - (p. 3928) : problème de la répartition du temps de parole à la télévision entre la majorité et l'opposition ; déclarations de M. Georges Fillioud alors député de l'opposition.

PALMERO (Francis), sénateur des Alpes-Maritimes (UCDP).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu secrétaire.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Georges Lombard, relative aux prélèvements d'organes et aux expérimentations sur l'enfant conçu [**n° 217 (82-83)**] (7 avril 1983) - **Sang et organes humains.**

Proposition de loi sur **l'insémination artificielle** [**n° 219 (82-83)**] (6 avril 1983).

Proposition de loi tendant à condamner à la peine maximale toute personne se livrant à l'importation, la production, la fabrication ou l'exportation illicites de substances ou plantes vénéneuses classées comme **stupéfiants** par voie réglementaire [**n° 284 (82-83)**] (29 avril 1983).

Proposition de loi tendant à assurer le réglement des dettes russes [**n° 349 (82-83)**] (26 mai 1983) - **Emprunts.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [**n° 61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Relations culturelles** [**n° 65, tome III (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [**n° 61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Relations extérieures - (30 novembre 1983) - Rapporteur pour avis (relations culturelles) - (p. 3511) : voir intervention de M. Paul Alduy.

PAPILIO (Sosefo Makapé), sénateur de Wallis-et-Futuna (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

PARMANTIER (Bernard), sénateur de Paris (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (loi n° 83-609 du 8 juillet 1983) (20 octobre 1983) (p. 2363).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 mai 1983) (p. 1202).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 juin 1983) (p. 2031).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant certaines dispositions de la loi du 1er août 1905 (6 juillet 1983) (p. 2205).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [**n° 61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Transports - (25 novembre 1983) - (p. 3315) : accroissement des aides à l'aviation légère - Conséquences économiques de l'essor des sports aériens - Adaptation de la réglementation - (p. 3316) : ultra léger motorisé (ULM) ; circulaire du 3 novembre 1983 - Filière française du dirigeable moderne - Aviation de troisième niveau - Aviation d'entreprise et d'affaires - Votera ce budget.

Services du Premier ministre - I - Services généraux : Information - (8 décembre 1983) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3939) : intervient sur les crédits du titre III - Rappelle les circonstances dans lesquelles il a été l'objet de poursuites après avoir pris la parole sur une radio libre - Regrette certains égarements du débat.

PASQUA (Charles), sénateur des Hauts-de-Seine (président du groupe RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre ès qualités de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle (loi n° 82-652 du 29 juillet 1982).

Est nommé de nouveau membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en dicussion du projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (28 juin 1983) (p. 2063).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à garantir la liberté de la presse (24 novembre 1983) (p. 3246).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi [n° **91 (82-83)**] rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la **communication audiovisuelle** [n° **204 (82-83)**] (5 avril 1983).

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi [n° **315 (82-83)**] modifié par l'Assemblée nationale, rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la **communication audiovisuelle** [n° **385 (82-83)**] (14 juin 1983).

Proposition de loi constitutionnelle déposée avec plusieurs de ses collègues tendant à instituer un référendum d'initiative populaire [n° **422 (82-83)**] (22 juin 1983) - **Elections et référendums.**

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle [n° **454 (82-83)**] (28 juin 1983) - **Audiovisuel.**

Proposition de résolution, déposée avec M. Jacques Larché, tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de fonctionnement et d'intervention des différents services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme [n° **23 (83-84)**] (13 octobre 1983) - **Sécurité publique.**

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission de contrôle sur la Direction générale des impôts notamment pour ce qui concerne les transactions fiscales [n° **56 (83-84)**] (15 novembre 1983) - **Impôts et taxes.**

Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Communication audiovisuelle** [n° **63, tome XIII (83-84)**] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **314** (JO Débats 10 mars 1983) (p. 359) à M. le ministre de la recherche : **entreprises publiques** (adoption par la société Thomson du magnétoscope V 2000 de Philips).

Questions orales avec débat :

n° **41** (29 avril 1983) (p. 541) à M. le secrétaire d'Etat aux techniques de la communication : **radiodiffusion et télévision** (rôle de la société Havas dans la création de la quatrième chaîne de télévision) - Discutée le 17 juin 1983 (débat commun) (p. 1768 et suivantes).

n° **74** (5 juillet 1983) (p. 2177) à M. le secrétaire d'Etat aux techniques de la communication : **publicité** (perturbation du marché publicitaire de la presse écrite depuis l'introduction de la publicité à la télévision) - Discutée le 21 octobre 1983 (débat commun) (p. 2374 et suivantes).

n° **81** (3 octobre 1983) (p. 2248) à M. le secrétaire d'Etat aux techniques de la communication : **radiodiffusion et télévision** (projet d'introduction de publicité régionale sur FR3) - Discutée le 21 octobre 1983 (débat commun) (p. 2374 et suivantes).

INTERVENTIONS

– Projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle [n° **91 (82-83)**] - (5 avril 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 41) : examen par le Sénat du projet de loi sur la communication audiovisuelle au printemps 1982 et saisine du Conseil constitutionnel par 60 sénateurs : irrégularité de la consultation des assemblées territoriales par le Gouvernement - Nécessité de consultation préalable - (p. 42) : décision du Conseil constitutionnel du 27 juillet 1982 et annulation de certaines dispositions visant les territoires d'outre-mer (TOM) - Dépôt par le Gouvernement d'un nouveau projet de loi - Transmission au président du Sénat des avis des assemblées territoriales de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie française et de Wallis-et-Futuna, après le dépôt du projet - Dispositions de la loi du 29 juillet 1982 complétées par le projet en examen : comités régionaux et territoriaux de la communication audiovisuelle ; pouvoir consultatif ; compétences ; relations avec la Haute Autorité de la communication audiovisuelle - Création des sociétés régionales ou territoriales de radio et de télévision outre-mer, filiales de la société nationale pour l'outre-mer - Avis favorables donnés par les assemblées territoriales de Wallis-et-Futuna et de Nouvelle-Calédonie ; avis défavorable de l'assemblée de Polynésie française et motivations : discussions en cours sur le statut du territoire ; création d'une redevance pour droit d'usage et souveraineté fiscale

du territoire - (p. 43) : extension souhaitable aux territoires d'outre-mer de ces dispositions - Demande l'adoption conforme du projet en examen - **Avant l'art. 1** (p. 44) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Daniel Millaud (avis conforme du conseil de gouvernement ou de l'assemblée territoriale intéressée préalable à l'autorisation des infrastructures de communication) - **Art. 1** (p. 45) : accepte l'amendement n° 3 de M. Daniel Millaud (création dans chaque territoire d'outre-mer d'un comité territorial de la communication audiovisuelle, après accord de l'assemblée territoriale concernée) - **Après l'art. 1** : accepte l'amendement n° 4 de M. Daniel Millaud (possibilité pour le comité régional ou territorial d'émettre des avis sur la politique de la communication audiovisuelle) - Accepte l'amendement de coordination n° 5 de M. Daniel Millaud (comités régionaux et territoriaux) - Accepte l'amendement n° 6 de M. Daniel Millaud (consultation de l'assemblée territoriale préalable à la signature du décret relatif à la composition et au fonctionnement du comité territorial) - Accepte les amendements n° 7 de M. Daniel Millaud (exception dans les territoires d'outre-mer au principe de l'inscription obligatoire des crédits de fonctionnement des comités régionaux de la communication audiovisuelle) et n° 15 de M. Lionel Cherrier (détermination par les assemblées territoriales du montant des crédits nécessaires au fonctionnement des comités territoriaux de la communication audiovisuelle) - **Art. 2** (p. 46) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 8 de M. Daniel Millaud (possibilité pour les sociétés régionales ou territoriales de radiodiffusion sonore et de télévision de passer des conventions avec les territoires d'outre-mer) - **Après l'art. 2** : accepte l'amendement n° 9 de M. Daniel Millaud (non application aux territoires d'outre-mer de l'article 62 de la loi du 29 juillet 1982 relatif à la perception de la taxe dénommée redevance pour droit d'usage) - S'oppose à l'amendement n° 10 de M. Daniel Millaud (dans les territoires d'outre-mer, approbation des cahiers des charges par les assemblées territoriales concernées) - (p. 47) : accepte l'amendement n° 11 de M. Daniel Millaud (recrutement de journalistes et application du code du travail) - S'oppose à l'amendement n° 12 de M. Daniel Millaud (possibilité pour les assemblées territoriales de créer un office territorial de la communication audiovisuelle disposant du droit d'émettre) - Accepte l'amendement n° 13 de M. Daniel Millaud (non application dans les territoires d'outre-mer des dispositions relatives aux déclarations souscrites en vue de la perception de la redevance) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 14 de M. Daniel Millaud (non application dans les territoires d'outre-mer du titre V de la loi du 29 juillet 1982, relatif à la diffusion des oeuvres cinématographiques, à l'exception de l'article 88) - **Art. 3** (p. 48) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Lionel Cherrier (principe général de non remise en cause par l'application de la présente loi des compétences propres à chaque territoire) - **Après l'art. 3** : accepte l'amendement n° 17 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat (possibilité, à titre transitoire, pour le conseil d'administration de la société nationale de programmes prévue à l'article 42 de la loi du 19 juillet 1982, de siéger et délibérer valablement jusqu'à la mise en place du conseil d'orientation prévu dans ce même article).

– **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° 368 (82-83)] - (2 juin 1983) - (p. 1337) : situation économique de la France en 1981 et en 1983 - Commission du bilan : rapport Bloch-Lainé - Continuité et changement en matière de politique étrangère - Conférence internationale de Williamsburg - Conférence monétaire internationale proposée par M. François Mitterrand - Aide aux pays les moins avancés (PMA) - Relations avec l'Afrique - Occupation soviétique en Afghanistan ; emprisonnement du docteur Augoyard - Pologne - Vietman et Cambodge - (p. 1338) : Proche Orient - Chili - Vente d'armes de la France : salon aéronautique - Coopération européenne - Elargissement de la Communauté économique européenne (CEE) à l'Espagne - Nomination d'un parlementaire comme ambassadeur à Madrid - Politique agricole commune (PAC) - Sécurité européenne - Relations Est Ouest - Négociations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique - Contrat de gaz signé avec l'URSS - Participation de la France à l'Alliance atlantique - Euro missiles - Fusées Pershing - Réaction du parti communiste - Incohérence de l'action diplomatique de la France - (p. 1339) : fragilité économique et perte d'influence de la France dans le monde - Eléments nécessaires d'une nouvelle politique étrangère.

– **Projet de loi modifiant le code du service national** [n° 319 (82-83)] - (7 juin 1983) - **Art. 1** (p. 1444, 1445) : son amendement n° 11, soutenu à titre personnel, par M. Jacques Chaumont : rétablissement de la fixation de l'âge d'appel à dix-neuf ans ; retiré.

– **Projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle** - *Deuxième lecture* [n° 315 (82-83)] - (15 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1643) : modalités de constitution des comités territoriaux de la communication audiovisuelle - Utilisation des infrastructures de l'audiovisuel - Cas d'exonération de la redevance sur les récepteurs - Applicabilité aux journalistes des règles particulières du code du travail des territoires d'outre-mer (TOM) - Inscription obligatoire au budget des collectivités territoriales des crédits nécessaires au fonctionnement des comités régionaux ou territoriaux de la communication audiovisuelle - (p. 1644) : politique de décentralisation - Respect du statut des TOM - Pouvoirs des assemblées des TOM dans le domaine fiscal - Composition des comités territoriaux - Rôle des comités régionaux et territoriaux - Réalisation de missions au bénéfice des territoires ; préparation technique d'émissions, de tournages ou de montages de films - Extension du bénéfice de la saisine des comités territoriaux aux parlementaires des territoires - Modalités de retransmission des débats des assemblées territoriales - Dérogation à la loi du 29 juillet 1982 relative aux radios privées locales - Demande l'adoption de ce projet de loi amendé par la commission des affaires culturelles - **Art. 1** (p. 1645) : son amendement n° 6, identique à l'amendement n° 2 de M. Daniel Millaud : création d'un comité territorial de la communication audiovisuelle dans chaque territoire d'outre-mer après accord de l'assemblée territoriale concernée ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 10 de M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat (substitution du mot « avis » au mot « accord ») - **Art. 1** *quater* (p. 1646) : son amendement n° 7 : prise des décrets pour les territoires d'outre-mer après avis de l'assemblée territoriale concernée ; adopté - **Art. 1** *quinquies* (p. 1647) : son amendement n° 8 : budget des territoires et crédits nécessaires au fonctionnement des comités territoriaux de la communication audiovisuelle ; adopté - **Art. 2** (p. 1648) : son amendement n° 9 : régime actuel d'utilisation des infrastructures dans les territoires d'outre-mer et extension du champ des missions ; retiré.

– **Conclusions du rapport de M. Pierre Salvi,** fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** [n° 203 (82-83)] déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à réprimer la falsification des procès-verbaux des opérations électorales et sur la proposition de loi** [n° 283 (82-83)] **de M. Jean Colin, tendant à punir la falsification des élections** [n° 380 (82-83)] - (15 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1667) : opposition à la politique du Gouvernement mais absence de complot visant à le déstabiliser - Vote favorable du groupe RPR - Implication du parti communiste dans la quasi totalité des fraudes - (p. 1668) : vote de ces propositions.

– **Questions orales avec débat jointes : problèmes de l'audiovisuel et de la presse** - (17 juin 1983) - Voir intervention de M. *Michel Maurice-Bokanowski* (p. 1774, 1775).

– **Projet de loi rendant appliquables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle** - *Nouvelle lecture* [n° 469 (82-83)] - (29 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion**

générale (p. 2094, 2095) : souveraineté budgétaire des territoires d'outre-mer (TOM) - Position du Gouvernement - **Art. 1** *quinquies :* son amendement n° 1 : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale et relatif à la détermination par les assemblées territoriales du montant des crédits nécessaires au fonctionnement des comités territoriaux de la communication audiovisuelle ; adopté.

– **Questions orales avec débat jointes : développement de la publicité à la télévision au détriment de la presse écrite** - (21 octobre 1983) (p. 2376) : conséquences de la suppression du plafond des recettes publicitaires de la télévision - Inquiétude de la presse écrite - Publicité sur FR3 et presse régionale - Publicité sur la quatrième chaîne - Financement des futurs réseaux de télédistribution - (p. 2377) : conditions d'une concurrence loyale entre la presse écrite et la télévision : contrôle du temps d'antenne consacré par la télévision à la publicité ; quota et taux d'augmentation des recettes publicitaires de la télévision - (p. 2381) : réponses insatisfaisantes de M. Georges Fillioud - Monopole de la télévison - Radios locales - Maintien du pluralisme de la presse écrite.

– **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° **48 (83-84)**] - (7 novembre 1983) - (p. 2676) : relations internationales et épreuve de force entre l'Est et l'Ouest - Stratégie soviétique : Tchad et Libye ; Proche-Orient : Liban ; Syrie - Propagande pacifiste à l'Ouest : fusées Pershing et SS 20 ; euromissiles - Controverses sur la prise en compte des forces françaises de dissuasion nucléaire dans les négociations stratégiques ; autonomie de la défense française - Faiblesse des démocraties - (p. 2677) : pacifisme en Europe - Accord avec les principes affirmés de la politique étrangère actuelle de la France : indépendance nationale, construction européenne, solidarité atlantique ; contradiction entre les intentions affichées et la politique mise en oeuvre : critique systématique de l'action des Etats-Unis : condamnation par le gouvernement français de l'intervention américaine à la Grenade ; présence cubaine - Expansionnisme soviétique ; course aux armements - Attentat de Beyrouth contre les soldats français au Liban ; ambiguïté de la mission de paix confiée à l'armée française ; responsabilité présumée de la Syrie et fermeté nécessaire - (p. 2678) : enlisement de la France au Tchad et exemple de l'intervention éclair française à Kolwezi ; rôle des forces françaises d'intervention - Fermeté à l'égard de la Libye - Contradictions internes de la politique étrangère de la France : participation des communistes au Gouvernement - Rétablissement nécessaire de l'équilibre des forces nucléaires en Europe - Menace soviétique et déploiement des euromissiles - Sécurité européenne et définition nécessaire d'une politique de la défense - Affaire du Boeing sud-coréen ; boycott aérien - (p. 2679) : renaissance nécessaire de la conscience européenne et rapprochement entre l'Europe de l'Ouest et de l'Est.

– **Conclusions du rapport de M. Jean Colin,** fait au nom de la commission des affaires économiques, **sur la proposition de résolution** [**n° 57 (83-84)** de M. Philippe de Bourgoing déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à créer une commission d'enquête chargée d'évaluer la structure et le montant de la dette extérieure de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques, dans l'évolution de la dette extérieure depuis 1981** [n° **60 (83-84)**] - (18 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 3067) : rôle du Parlement de contrôler l'exécutif - Création d'une commission d'enquête prévue par la Constitution et par le règlement du Sénat sans danger pour le franc - Endettement préjudiciable à l'économie nationale.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Communication audiovisuelle - (8 décembre 1983) - Rapporteur pour avis - (p. 3914) : mainmise du Gouvernement sur la communication audiovisuelle : statistiques publiées par le service d'observation des programmes (SOP) : répartition des tranches horaires entre la majorité et l'opposition : information télévisée ; France Inter ; radios périphériques : Europe 1 - Double langage du Gouvernement - (p. 3915) : loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et création de la Haute Autorité ; indépendance de cette institution - Développement des ressources publicitaires de la télévision et menace pour l'indépendance de la presse écrite ; amendement de la commission des affaires culturelles tendant à créer une taxe de 20 % sur les recettes de publicité télévisée - Projet de loi sur la presse - Menace sur la vidéo : taxe sur les magnétoscopes et sur l'industrie cinématographique : création de la quatrième chaîne de télévision, Canal Plus ; mainmise du groupe Havas - Gestion du service public de l'audiovisuel : politique des personnels ; gonflement des effectifs ; augmentation des coûts de fonctionnement ; insuffisance de la création - (p. 3916) : décentralisation : sociétés régionales ; directions régionales de FR 3 - Baisse d'audience de TF 1 - Défi des techniques nouvelles de communication : plan câble ; financement des réseaux de câblage ; satellites de télédiffusion directe - Avis défavorable de la commission des affaires culturelles - (p. 3927) : mise en cause du rapport par M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat ; responsabilité des rapporteurs devant le Sénat seul - Contrôle du Parlement sur le service public - (p. 3928) : renseignements fournis par le service d'observation des programmes (SOP) sur la répartition du temps d'antenne - Projet de loi sur la presse et projets ou propositions de loi antérieurs tendant à l'instauration de la censure sur la radiodiffusion ou la télévision - **Avant l'art. 68** (p. 3931) : son amendement n° 165 : création, au taux de 20 %, d'une taxe assise sur les recettes nettes de publicité collective et de marques des organismes du service public de l'audiovisuel ; adopté - Développement anarchique de la publicité télévisée et conséquences pour la presse écrite.

Nouvelle lecture [n° **149 (83-84)**] - (19 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4373) : échec de la commission mixte paritaire (CMP) - Austérité pour le pouvoir d'achat des Français - Perspectives de récession économique - Dérèglement des grands équilibres - Déficit, débudgétisation et transferts indus - Prélèvements obligatoires - Insuffisance de la progression des salaires par rapport à la hausse du coût de la vie - Pouvoir d'achat moyen des Français - Chômage - Rejet par l'Assemblée nationale de presque tous les amendements du Sénat - Politique agricole - (p. 4374) : opposition à ce budget-.

PELLARIN (Bernard), sénateur de la Haute-Savoie (NI, puis rattaché UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé membre de la commission des finances (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification (loi n° 82-653 du 29 juillet 1982).

Est nommé de nouveau membre de cette délégation (13 octobre 1983) (p. 2308).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Tourisme** [n° **62, annexe 31 (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Commerce extérieur et tourisme - (28 novembre 1983) - Rapporteur spécial (tourisme) - (p. 3422) : rattachement du tourisme au ministère du commerce extérieur et amélioration de la présentation des crédits - Bilan de la saison touristique 1983 - Projet de budget pour 1984 : montant et répartition des crédits - Dépenses ordinaires : tourisme associatif ; risque de saupoudrage des subventions - Dépenses en capital : fléchissement des investissements : autorisations de programme et crédits de paiement : zones littorales et rurales, zones de montagne - Subventions d'équipement - Villages de vacances ; camping caravaning - Remontées mécaniques - Difficultés du crédit - Concurrence étrangère ; modernisation - (p. 3423) : importance de l'industrie touristique - Amélioration de l'outil statistique - Promotion du tourisme français : Agence nationale pour l'information touristique (ANIT) ; groupement d'intérêt économique (GIE) Bienvenue France - Promotion sur les marchés étrangers et sur le marché national - Réforme des comités régionaux de tourisme (CRT) - Tourisme social : hôtellerie ; camping et caravaning ; chèques vacances - Solde de la balance touristique - Importante contribution des collectivités locales aux activités touristiques - Prêts bonifiés - Efforts des pays voisins de la France en faveur du tourisme - Concurrence internationale - Augmentation des crédits à l'Assemblée nationale et décision de la commission des affaires économiques de soumettre ces crédits à l'appréciation du Sénat.

PELLETIER (Jacques), sénateur de l'Aisne (président du groupe GD).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (2 juin 1983) (p. 1312).

Est nommé membre de la commission consultative pour l'autorisation des fréquences (30 juin 1983) (p. 2157).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur (17 novembre 1983) (p. 2996).

Est nommé membre de la commission de contrôle des conditions de fonctionnement, d'intervention et de coordination des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopte par l'Assemblée nationale - **Relations culturelles, scientifiques et techniques** [n° **63, tome XIV (83-84)**] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **375** (JO Débats 5 mai 1983) (p. 628) à M. le secrétaire d'Etat chargé de la santé : **herboristerie** (restauration du diplôme d'Etat d'herboristerie) - Réponse de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé (17 juin 1983) (p. 1791).

n° **392** (JO Débats 2 juin 1983) (p. 1301) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **emploi** (situation de l'emploi dans une usine de l'Aisne).

Questions orales avec débat :

n° **44** (3 mai 1983) (p. 585) à M. le ministre des affaires européennes : **Communauté économique européenne (CEE)** (politique du gouvernement relative à la relance économique de la CEE).

n° **64** (26 mai 1983) (p. 1181) à M. le ministre de l'agriculture : **catastrophes naturelles** (aides aux agriculteurs victimes des intempéries) - Discutée le 10 juin 1983 (débat commun) (p. 1552 et suivantes).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières** [n° **228 (82-83)**] - (19 avril 1983) - **Art. 1** (p. 358) : recours à la procédure des ordonnances - Déflation - Reprise de la production industrielle américaine - Déficit du commerce extérieur - Lutte contre l'inflation - Absence d'aide pour la promotion du commerce extérieur - Importance des charges pesant sur les entreprises - Diminution du temps de travail - Protectionnisme - Expérience de Poitiers - Vote favorable du groupe des radicaux de gauche - Vote défavorable des membres de la gauche démocratique - **Explication de vote sur l'ensemble** (voir Art. 1).

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53 (82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (5 mai 1983) - **Après l'art. 13** (p. 644) : sur l'amendement n° 20 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (transfert aux régions des compétences en matière d'aérodrome), son sous-amendement n° 132, déposé avec M. Paul Robert : régions percevant sur les exploitants d'aéronefs des redevances proportionnelles à la nuisance provoquée par les avions ; adopté.

Suite de la discussion - (6 mai 1983) - **Avant l'art. 48** (p. 693) : son amendement n° 130, soutenu par M. Josy Moinet : conditions d'exercice de la responsabilité de la région en matière d'environnement et de protection de la nature ; retiré au profit de l'amendement identique n° 167 de M. Pierre Lacour - (p. 694) : son amendement n° 131, soutenu par M. Josy Moinet : maintien des protections édictées en faveur des espaces boisés naturels ou agricoles ; retiré au profit de l'amendement identique n° 170 de M. Pierre Lacour.

– **Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives** [n° **226 (82-83)**] - (10 mai 1983) - **Art. 31** (p. 776) : son amendement n° 105, déposé avec M. Stéphane Bonduel, qui le soutient : exclusion des activités physiques et sportives organisées dans le cadre des associations de jeunesse et d'éducation populaire du champ d'application de cette loi ; retiré.

– **Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles** [n° **190 (82-83)**] - (18 mai 1983) - **Art. 4** : *Art. 406 du code rural* (p. 911) : sur l'amendement n° 18 de M. Michel Chauty, rapporteur (sanction en cas de pollution volontaire ou par négligence des cours d'eau), soutient le sous-amendement n° 148 de M. Edouard Bonnefous (sanction en cas de pollution des cours d'eau).

Suite de la discussion - (26 mai 1983) - **Art. 4** (*suite*) : *Art. 415 du code rural* (p. 1119) : sur l'amendement n° 34 de M. Michel Chauty, rapporteur (compétences des fédérations départementales des associations agréées de pêche), son sous-amendement n° 129, soutenu par M. Georges Mouly : action d'éducation des fédérations départementales des associations agréées de pêche ; adopté - *Art. 423 (suite)* (p. 1133) : soutient l'amendement n° 81 de M. Charles-Edmond Lenglet (mesures d'office à l'encontre d'une personne morale comme d'une personne physique) - *Art. 436* (p. 1171) : son amendement n° 130 : sanction en cas d'établissement illicite d'enclos piscicoles ; adopté.

– **Questions orales avec débat jointes : politique européenne** - (27 mai 1983) - (p. 1188, 1189) : rencontre avec le président Thorn et Edgard Pisani - Nouvelle ambition pour l'Europe - Evolution interne de la Communauté européenne - Environnement international - Economie européenne - Emploi - Acquis et objectifs communautaires - Crise de volonté européenne - Problème de la participation britannique - Solution du vote majoritaire - Intérêts nationaux - Entrée de l'Espagne ou du Portugal - Politique étrangère et sécurité - Politique agricole commune (PAC) - Montants compensatoires monétaires (MCM) - Avenir des rapports Nord Sud - Promotion de l'*european count unit* (ECU) - Faible développement de la coopération juridique - Unification du marché communautaire - Droits fiscal, social et commercial - Politique industrielle - (p. 1190) : traité de Rome - Pouvoirs du Parlement européen - Retour de la souveraineté au niveau des Etats - Prééminence du politique sur l'économique - Crise économique - Emploi - Stabilité monétaire internationale - Programme commun d'actions prioritaires - Convergence des stratégies économiques des Etats membres - Utilisation des finances publiques - Relance des investissements productifs - Croissance et lutte contre l'inflation - Formation professionnelle - Aménagement du temps de travail - Libre circulation des produits - Unification du marché communautaire - Informatique - Biochimie - Absence d'harmonisation communautaire du droit fiscal - Lacunes de la politique commerciale commune - (p. 1191) : élaboration d'un programme-cadre relatif à la recherche communautaire - Télécommunications - Biotechnologie - Secteurs industriels de base - Stratégie communautaire de l'énergie - Instruments communautaires de soutien à l'investissement - Charges fiscales - Economie de gestion - Activité de prêt de la Communauté - Cohésion interne - Sommet européen de Stuttgart - Hommage à la mémoire de Mme Louise Weiss.

– **Questions orales avec débat jointes : politique agricole** - (10 juin 1983) - (p. 1569) : inondations du printemps 1983 ; dévastations dans les vallées de l'Aisne, de l'Oise et de la Marne - Lutte contre les inondations et nécessité d'une concertation entre les régions et les départements intéressés - Responsabilité financière : plan de répartition de la charge entre l'Etat, les départements et les régions - Problèmes de l'élevage : herbages inondés ; risques de spéculation sur les pailles, les fourrages et les aliments pour le bétail - Semis tardifs : céréales de printemps, betteraves, pommes de terre et maïs ; faiblesse prévisible des récoltes et perte de revenu pour les agriculteurs - Evolution des cotisations sociales - Taxe sur les céréales - Attente par les agriculteurs de mesures financières : report d'annuités de prêt aux jeunes agriculteurs ; dégrèvements d'impôts ; remises gracieuses - Demandes de prêts en attente auprès du Crédit agricole - Endettement - Fixation des prix agricoles - Crainte de mauvais rendements - Soutien nécessaire aux agriculteurs.

– **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1981** [n° **403 (82-83)**] - (23 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1935) : vote bloqué - Vote du groupe de la gauche démocratique contre le projet de loi.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat** [n° **309 (82-83)**] - (25 octobre 1983) - **Après l'art. 80** *bis* (p. 2446) : soutient l'amendement n° 115 de M. Paul Girod (intégration des administrateurs civils de l'ancien service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes en activité dans le corps unique des administrateurs civils).

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° **384 (82-83)**] - (26 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2487) : souhait d'un débat constructif - Améliorations apportées au projet lors de l'examen à l'Assemblée nationale ; grandes écoles ; études juridiques et médicales ; autonomie et spécificité - Inquiétudes ressenties par les professeurs : décret du 16 septembre 1983 sur les obligations de service : accroissement des horaires - Introduction du scrutin de liste et affrontement des opinions - Collège unique - Mise en cause du pluralisme - Mode de sélection des enseignants - Décentralisation ou uniformisation - Conception contestable du premier cycle - Autonomie des universités - Démocratisation - (p. 2488) : inquiétudes suscitées et apaisements nécessaires.

Suite de la discussion - (8 novembre 1983) - **Art. 12 et art. additionnels** (p. 2713) : son amendement n° 64 soutenu par M. Michel Durafour : conditions d'admission arrêtées par les établissements ; adopté - **Art. 19** (p. 2737) : son amendement n° 65, soutenu par M. Stéphane Bonduel : renforcement du principe de l'autonomie ; retiré - **Art. 24** (p. 2743) : son amendement n° 66, soutenu par M. Paul Girod : administration de l'université assurée par les décisions du président de l'université, les délibérations du conseil d'administration et les propositions et avis du conseil scientifique ; adopté - **Art. 25** (p. 2747) : son amendement n° 67, soutenu par M. Paul Girod : élection du président par le conseil d'administration sur proposition du conseil scientifique ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (9 novembre 1983) - **Art. 28** (p. 2762) : son amendement n° 350, soutenu par M. Michel Durafour : composition du conseil scientifique de l'université ; retiré - **Art. 29** (p. 2763) : son amendement n° 68 soutenu par M. Michel Durafour : suppression de cet article instituant le conseil des études et de la vie universitaire ; adopté - **Art. 36** (p. 2802) : son amendement n° 69, soutenu par M. Stéphane Bonduel : modification du mode de scrutin pour l'élection aux conseils ; devenu sans objet.

– **Question au Gouvernement : Compagnie française de l'azote de Mont-Notre-Dame, dans l'Aisne** - (10 novembre 1983) (p. 2827) : rattachement prochain de la société Gardinier à la Compagnie française de l'azote (Cofaz) - Incertitude sur la restructuration du secteur des engrais - Inquiétude pour l'emploi - Calendrier de la restructuration.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° **384 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (15 novembre 1983) - **Art. 52** (p. 2855) : son amendement n° 72, soutenu par M. Michel Durafour : existence de deux corps d'enseignants : professeurs et maîtres-assistants ; devenu sans objet - **Art. 54** (p. 2857) : son amendement n° 74, soutenu par M. Michel Durafour : modalités d'examen des questions individuelles relatives au recrutement, à l'affectation et à la carrière des personnels ; retiré.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 20** (p. 3211) : son amendement n° 10, soutenu par M. Charles-Edmond Lenglet : suppression du paragraphe II de cet article relatif à la normalisation des taux applicables aux contrats souscrits auprès des sociétés et caisses d'assurances mutuelles agricoles ; retiré.

Deuxième partie :

Relations extérieures - (30 novembre 1983) - Rapporteur pour avis (relations culturelles, scientifiques et techniques) - (p. 3512) : diminution des crédits des relations culturelles extérieures - Affaiblissement de la Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques (DGRCST) - Action radiophonique extérieure satisfaisante - Nombreuses plaintes adressées à la Haute Autorité de la

communication audiovisuelle - Piétinement des négociations dans le domaine de l'espace audiovisuel européen - Augmentation des crédits affectés aux échanges culturels - Favorable à un regain d'intérêt pour les échanges artistiques européens - Diminution des crédits d'équipement - Subventions d'équipement versées aux Alliances françaises - (p. 3513) : contrôle souhaitable de l'utilisation des crédits par les Alliances françaises - Coopération scientifique - Favorable à l'adoption de ce budget.

Vote sur l'ensemble - (10 décembre 1983) - (p. 4067) : examen approfondi du projet de loi de finances par les membres de la gauche démocratique - Divergences de vue au sein du groupe - Examen décevant des crédits de chaque ministère - Incohérence du texte voté - Déroulement du débat parlementaire - Vote favorable ou abstention des membres de la gauche démocratique sur ce budget.

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier** - *Deuxième lecture* [n° **96 (83-84)**] - (16 décembre 1983) - **Art. 5** (p. 4336) : position favorable à la départementalisation volontaire du groupe de la gauche démocratique ; attachement au volontariat ; concertation ; demande d'avis de la commission médicale consultative.

– **Projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales** [n° **95 (83-84)**] - (19 décembre 1983) - **Art. 9** (p. 4400) : dotation supplémentaire pour les communes thermales et touristiques - Demande une dotation particulière en faveur des communes dont le territoire fait l'objet d'une mesure réglementaire ou législative de protection au titre de l'environnement - Petites communes - Rôle des communes pour la préservation et la restauration des équilibres naturels.

PERCHERON (Daniel), sénateur du Pas-de-Calais (S).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques (5 octobre 1983) (p. 2267).

PERLICAN (Rolande), sénateur de Paris (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

– Est nommée de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **49** (10 mai 1983) (p. 782) à M. le ministre des relations extérieures : **politique extérieure** (contribution de la France à un nouvel ordre économique et politique mondial) - Retirée le 3 octobre 1983 (p. 2248).

INTERVENTIONS

– **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° **368 (82-83)**] - (2 juin 1983) - (p. 1335) : pays en voie de développement - Tiers monde - Crise économique internationale - Pouvoir monétaire et financier des Etats-Unis - Sommet de Williamsburg - Dialogue Nord Sud - Cours des matières premières - Dollar et taux d'intérêt - Programme du Fonds monétaire international (FMI) - Sous-alimentation - (p. 1336) : nécessité d'un nouvel ordre économique mondial - Rôle de la France - Voyages du Président de la République et de ministres français - Echanges extérieurs de la France : Chine - Accords bilatéraux de coopération - Conférence internationale de Williamsburg - Réforme nécessaire du système monétaire international (SMI) - Guerre économique menée par les Etats-Unis d'Amérique - Système monétaire européen (SME) ; rôle de l'unité de compte européenne (ECU) - Prochaine réunion à Belgrade de la sixième Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) - Accord de stabilisation des matières premières - Convention de Lomé - (p. 1337) : système de régularisation des recettes d'exportation (Stabex) - Fonctionnement du FMI ; droits de tirages spéciaux (DTS) - Indépendance de la France.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Relations extérieures - (30 novembre 1983) - (p. 3522) : développement de la coopération française, en particulier avec les pays en voie de développement et les pays socialistes - Nouvel ordre économique et financier - Relations France Algérie : accord sur le gaz algérien, équilibre de la balance commerciale, modernisation des transports, secteur industriel - Programme de coopération technique en matière d'agronomie et de santé, avec le Vietnam - Attitude négative des Etats-Unis à l'égard des pays du tiers-monde - Taux d'intérêts américain prohibitifs - Endettement chronique et dépenses militaires excessives des pays les moins avancés - (p. 3523) : réforme du système monétaire international - Place privilégiée de la France dans les interventions de l'ONU - Préparation de la Conférence de Lomé III - Coopération avec les pays de l'Est (Hongrie, Tchécoslovaquie, URSS) - Favorable à l'adoption de ce budget.

Départements et territoires d'outre-mer - (6 décembre 1983) - (p. 3813, 3814) : faible augmentation de ce budget - Chômage - Plan de rénovation de la culture de la canne à sucre en Guadeloupe - Prochaine discussion du projet de loi déterminant les compétences et les moyens financiers des conseils régionaux des DOM - Statut d'autonomie interne de la Nouvelle-Calédonie ; autodétermination - Rencontre de Nainville-les-Roches - Terrorisme - Votera ce projet de budget.

PERREIN (Louis), sénateur du Val-d'Oise (S).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu secrétaire.

– Est nommé membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (loi n° 83-609 du 8 juillet 1983) (20 octobre 1983) (p. 2363).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières (19 avril 1983) (p. 361).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant

réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (25 mai 1983) (p. 1082).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 mai 1983) (p. 1202).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réglement définitif du budget de 1981 (23 juin 1983) (p. 1936).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle (23 juin 1983) (p. 1954).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à garantir la liberté de la presse (24 novembre 1983) (p. 3246).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1984 (12 décembre 1983) (p. 4084).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1983 (19 décembre 1983) (p. 4370).

Est nommé membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la structure et le montant de la dette publique de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements, ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques dans l'évolution de la dette extérieure depuis 1981 (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Postes et télécommunications** [n° **62, annexe 41 (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non-titulaires occupant de tels emplois** [n° **148 (82-83)**] - (12 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 174) : situation des fonctionnaires contractuels des PTT - Inquiétudes vis-à-vis de la prise en compte partielle de l'ancienneté dans l'administration, de la validation des services pour le calcul de la retraite, de la diminution des rémunérations - Risque pour les PTT d'un départ massif de ces contractuels - « Filialisation » probable de certaines activités.

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** [n° **480 (81-82)**] - (13 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 208, 209) : urgence d'une réforme prudente des caisses d'épargne et de prévoyance - Nécessaire démocratisation de la gestion - Prise en compte des besoins des déposants et emprunteurs - Aspects institutionnels de la réforme - Maintien de la confiance des déposants - Constitution d'un véritable réseau ; échelon régional et échelon national - Modalités d'organisation des caisses d'épargne - Attachement à la spécificité des caisses - Prêts à taux privilégié pour les collectivités locales - Amendements de la commission des finances et élargissement du champ d'activité des caisses - Relations entre les collectivités locales et les caisses locales - Développement de la prévoyance et besoins collectifs et familiaux - Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance (CENCEP) - Collaboration entre les caisses et la Caisse des dépôts et consignations - Rôle des sociétés régionales de financement (SOREFI) - Mission du CENCEP - Prêts Minjoz - Montant des transferts du livret A vers le livret d'épargne populaire - Accroissement des moyens de financement des collectivités locales et des régions - Gestion démocratique des caisses - Introduction des conseils consultatifs - Rôle du conseil d'orientation et de contrôle - Collaboration des administrateurs bénévoles - (p. 210) : statut de droit privé - Représentation syndicale - Harmonisation des acquis sociaux - Nécessaire amélioration des relations sociales - Rénovation des structures - Caisse d'épargne et marché financier - Dépôt d'amendements par le groupe socialiste et soutien à cette proposition de loi - **Art. 1** (p. 215) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean Cluzel, rapporteur (action des caisses d'épargne en matière de dépôts, de crédits, d'opérations de banque et de prêts, notamment face aux collectivités locales et établissements publics) - **Art. 4** (p. 222) : se déclare défavorable à l'amendement n° 6 de M. Jean Cluzel, rapporteur (fonction de représentation du Centre national des caisses d'épargne) - **Art. 5** (p. 224) : son amendement rédactionnel n° 74 ; adopté - **Art. 6** (p. 227) : sur l'amendement n° 12 de M. Jean Cluzel, rapporteur (aménagement d'une période transitoire permettant la constitution progressive du réseau), s'interroge sur la durée et le contenu des mesures transitoires - **Art. 9** (p. 228) : sur l'amendement n° 15 de M. Jean Cluzel, rapporteur (composition du conseil d'orientation et de contrôle), son sous-amendement n° 77 : détermination du nombre de sièges à pourvoir par le statut ; rejeté - (p. 231) : sur l'amendement n° 16 de M. Jean Cluzel, rapporteur (conditions de désignation des élus locaux et des déposants au sein du conseil de surveillance), se déclare défavorable au sous-amendement n° 89 de M. Etienne Dailly (représentation de membres élus au scrutin uninominal à un tour par les représentants des conseils consultatifs parmi les déposants de plus de dix-huit ans jouissant de leurs droits civiques et titulaires d'un compte ouvert depuis plus d'un an) - (p. 233) : se déclare défavorable à l'amendement n° 16 de M. Jean Cluzel, rapporteur.

Suite de la discussion - (14 avril 1983) - **Art. 7** (*suite*) (p. 240) : son amendement n° 75 : direction des caisses par un directoire ou un directeur général unique, sous le contrôle d'un conseil d'orientation et de contrôle ; retiré - (p. 241) : sur l'amendement n° 13 de M. Jean Cluzel, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif aux organes dirigeants des caisses : 1° direction par un directoire ou un directeur général unique, sous contrôle d'un conseil d'orientation et de contrôle ; 2° institution de conseils consultatifs, selon des modalités fixées par les statuts des caisses), se déclare favorable à la première partie, mais opposé à la seconde - Demande un vote par division - **Art. 8** (*suite*) (p. 242) : son amendement n° 76 : modification de cet article relatif à la composition et au mode de désignation des conseils consultatifs ; réservé jusqu'après le vote de l'article 12 - **Après l'art. 9** (p. 243) : intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean Cluzel, rapporteur, et le sous-amendement n° 92 de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat, relatifs au maintien, à titre transitoire, des membres des actuels conseils d'administration et à leurs modalités d'accès aux nouveaux conseils d'orientation et de contrôle - Cooptation et démocratie - **Art. 10** (p. 244) : sur l'amendement n° 20 de M. Jean Cluzel, rapporteur (missions du conseil d'orientation et de contrôle et relations à l'égard du directoire et du directeur général unique), son sous-amendement n° 78 : mission permanente de contrôle du conseil d'orientation et de contrôle sur la gestion du directoire ou du directeur général unique ; retiré après intégration de son contenu dans l'amendement n° 20 - Contrôle permanent - (p. 245) : son amendement n° 79 : pouvoir d'examen et d'autorisation préalable : référence au droit des sociétés ; retiré au profit de l'amendement identique n° 21 de Jean Cluzel, rapporteur - (p. 246) : son amendement rédactionnel n° 80 : contrôle sur pièces des engagements budgétaires, examen et approbation des comptes de l'exercice ; adopté - Son amendement n° 81 : précisions relatives à la révocation pour juste motif du

directeur général unique ou des membres du directoire et aux voies de recours en cas de conflit ; retiré au profit de la première partie de l'amendement n° 24 de M. Jean Cluzel, rapporteur (1° suppression de la possibilité de suspension des dirigeants et aménagement des modalités de révocation pour juste motif ; 2° exclusion des membres élus par les salariés des délibérations et votes concernant le directeur général unique ou les membres du directoire) - Sur cet amendement n° 24 de M. Jean Cluzel, rapporteur, se déclare favorable à la première partie, mais opposé à la deuxième partie - Démocratie - **Art. 12** (p. 250) : se déclare opposé à l'amendement n° 28 de M. Jean Cluzel, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article, renvoyant à des décrets en Conseil d'Etat la fixation des conditions d'application du titre II ; allongement du délai de mise à jour des statuts des caisses) - Durée de la période transitoire - Décrets en Conseil d'Etat - **Art. 8** (*suite*) (p. 252) : son amendement n° 76, précédemment réservé : mode de scrutin des conseils consultatifs ; devenu sans objet - **Art. 13** : son amendement n° 83 : statut du personnel des caisses d'épargne et de prévoyance ; rejeté - Statut de droit privé et accords collectifs - **Art. 14** (p. 255) : son amendement n° 84 : composition de la commission paritaire nationale portée de 20 à 24 membres ; devenu sans objet - Représentation des organisations syndicales les plus représentatives - (p. 256) : se déclare opposé à l'amendement n° 30 de M. Jean Cluzel, rapporteur (désignation des représentants des personnels à la commission paritaire nationale ; formation spécifique de la commission pour les accords catégoriels) - **Art. 15** (p. 257) : son amendement rédactionnel n° 85 ; rejeté - Se déclare opposé à l'amendement n° 31 de M. Jean Cluzel, rapporteur (possibilité de renégociation quinquennale des accords professionnels conclus par la commission paritaire nationale) - **Art. 16** (p. 258, 259) : sur l'amendement n° 32 de M. Jean Cluzel, rapporteur (extension des domaines de renégociation avant le 30 juin 1985 des accords professionnels : avancement, discipline, rémunération ; possibilité d'arbitrage), son sous-amendement n° 86 : procédure de conciliation préalable au recours à l'arbitrage ; conditions d'entrée en vigueur des nouveaux accords ; rejeté - **Art. 15** (*suite*) (p. 260) : se déclare favorable à l'amendement n° 31, précédemment réservé, de M. Jean Cluzel, rapporteur - **Art. 17** (p. 260, 262) : son amendement n° 87 : maintien en vigueur des clauses dérogatoires au statut du personnel, sauf intervention de l'une des parties devant la commission paritaire nationale ; retiré au profit de l'amendement n° 93 de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat (abrogation des clauses dérogatoires au statut du personnel, sauf avis favorable de la commission paritaire nationale, après la conclusion des accords visés à l'article 16 et au plus tard le 1er juillet 1985) - **Art. 19** (p. 264) : se déclare opposé à l'amendement n° 36 de M. Jean Cluzel, rapporteur (renvoi à un décret en Conseil d'Etat pour la mise en harmonie du code des caisses d'épargne avec les dispositions de la présente loi) - **Après l'art. 19** (p. 265) : manifestation souhaitable de solidarité du Sénat avec les populations de Polynésie française éprouvées par un nouveau cyclone - Demande le vote par division de l'amendement n° 39 de M. Roger Lise (possibilité d'adaptation du texte en examen aux départements d'outre-mer, et extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte par des lois particulières) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 266) : regrette le rejet par le Sénat de certains amendements tendant à une plus grande démocratisation - Rôle des conseils de surveillance ; nomination des membres du directoire ; conseils consultatifs - (p. 267) : se félicite du débat au fond engagé par le Sénat sur cette proposition de loi - Dépôt de questions préalables et dénégation de la mission du Sénat.

– **Projet de loi relatif aux sociétés d'économie mixte locales** [n° 518 (81-82)] - (14 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 276) : principe d'autonomie et de responsabilité des collectivités locales - Dispositions de l'article 13 excluant du champ de la loi les sociétés d'économie mixte chargées de la réalisation des réseaux de télécommunications et de diffusion - Développement du réseau câblé - Harmonisation nécessaire du projet en examen avec la politique industrielle du Gouvernement - Développement de la filière électronique - Possibilité nécessaire de dérogation des sociétés d'économie mixte ayant pour objet le câblage des villes à la règle des capitaux publics majoritaires prévue à l'article 1.

– **Question au Gouvernement : aide à la Polynésie** - (21 avril 1983) - (p. 421) : succession de cinq cyclones - Action des autorités locales - Nécessaire dégagement de crédits par le Gouvernement pour rétablir dans les îles françaises du Pacifique les conditions d'une vie normale - Aide aux familles éprouvées.

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** - *Deuxième lecture* [n° 267 (82-83)] - (24 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 1053) : participation des employés et des épargnants à la gestion des caisses d'épargne - Souci des administrateurs de la caisse d'épargne de mener à bien l'application de ce projet - **Art. 4** (p. 1058) : se déclare opposé à l'amendement n° 2 de M. Jean Cluzel, rapporteur (création et gestion possible par le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance de tout organisme utile au développement des activités du réseau) - **Art. 9** (p. 1066) : se déclare opposé à l'amendement n° 10 de M. Jean Cluzel, rapporteur (création de postes de censeur) - **Art. 10** (p. 1070) : accepte le 2° de l'amendement n° 16 de M. Jean Cluzel, rapporteur (Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance compétent en matière de conciliation et d'arbitrage) - (25 mai 1983) - **Art. 14** (p. 1076) : se déclare opposé à l'amendement n° 39 de M. Louis Souvet, soutenu par M. Jean-François Le Grand (désignation des représentants des employeurs par le directoire du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance) - (p. 1077) : se déclare opposé, au nom du groupe socialiste, à l'amendement n° 19 de M. Jean Cluzel, rapporteur (possibilité pour la commission d'adopter une formation spécifique pour les accords catégoriels) - **Art. 16** (p. 1078) : se déclare opposé à l'amendement rédactionnel n° 21 de M. Jean Cluzel, rapporteur - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à la première partie de l'amendement n° 22 de M. Jean Cluzel, rapporteur (classification des emplois, des grades et des établissements), et se déclare opposé à la deuxième partie (modes de rémunération) - (p. 1079) : son amendement n° 46 : abrogation des dispositions locales dérogeant aux accords ; devenu sans objet - **Art. 18 C** (p. 1081) : se déclare opposé à l'amendement n° 24 de M. Jean Cluzel, rapporteur (extension des sanctions prévues aux personnes responsables de l'établissement du procès-verbal des délibérations du conseil d'orientation et de surveillance) - **Après l'art. 18 C** : sur l'amendement n° 25 de M. Jean Cluzel, rapporteur (dévolution des biens des groupements associatifs de caisses d'épargne aux personnes morales créées en application de la loi), son sous-amendement n° 47 : remplacer les mots : « autorisés à payer » par les mots : « tenus d'opérer » ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1082) : nécessité de recréer un instrument moderne : amendements au titre II dénaturant la volonté de démocratiser la gestion des futurs organismes de gestion des caisses d'épargne - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable au texte de cette proposition de loi.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 370 (82-83)] - (16 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1720) : vote favorable du groupe socialiste - Adaptation de la Caisse nationale d'épargne à la nouvelle situation créée par l'adoption des conclusions de réforme des caisses d'épargne et de prévoyance - Attente des épargnants modestes et des collectivités locales.

– **Projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989** [n° 338 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (17 juin 1983) - **Discussion générale** voir intervention de M. *Félix Ciccolini* (p. 1748, 1749).

– **Conclusions du rapport de M. Jean Colin**, fait au nom de la commission des affaires économiques, **sur la proposition de résolution** [n° 57 (83-84)] de M. Philippe de Bourgoing déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à créer une commission d'enquête chargée d'évaluer la structure et le**

montant de la dette extérieure de la France, ses incidences prévisibles sur l'évolution de la balance des paiements ainsi que la part prise par les entreprises publiques et les banques, dans l'évolution de la dette extérieure depuis 1981 [n° 60 (83-84)] - (18 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 3067) : manoeuvre tendant à discréditer la politique du Gouvernement - Absence de plainte du rapporteur général concernant le refus de la fourniture de quelque document que ce soit - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3068) : au nom du groupe socialiste se déclare opposé au vote du texte de cette proposition de résolution.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (24 novembre 1983) - **Art. 33** (p. 3227,,3228) : création d'une taxe sur la diffusion de programmes audiovisuels par câble ou voie hertzienne - Fonds de soutien à l'industrie de programmes audiovisuels - Rôle de la Société nationale de production - Création audiovisuelle hors télévision - (p. 3229) : son amendement n° 152 : distinction entre deux taxes : l'une assise sur les droits d'abonnement, l'autre sur la diffusion de la publicité par câble ou voie hertzienne ; retiré.

Deuxième partie :

Postes et télécommunications - (24 novembre 1983) - Rapporteur spécial (p. 3260) : budget de rigueur - Grève dans les centres de tri - Absence de création d'emplois - Difficultés liées aux transformations technologiques - Modernisation des télécommunications au détriment de la poste - Faible rémunération des fonds de chèques postaux - Nouvelle présentation de ce budget - Diminution des capacités d'autofinancement des télécommunications - Qualité du service public de la poste dans les zones rurales - Réforme du statut des receveurs distributeurs - Avenir de la CGCT - (p. 3261) : charte de gestion des télécommunications et charte de gestion de la poste - Inquiétude du personnel - Commission Laurent ; prise en charge du déficit de la distribution de la presse écrite - Sous-rémunération des fonds prêtés par les chèques postaux au Trésor - Investissement considérables pour les télécommunications - Crédits consacrés à la recherche - Télé-informatique - Vidéotex - Autorisation de programme pour la filière électronique - Responsabilité des investissements - Emprunts des PTT sur le marché international - (p. 3262) : remboursement des franchises postales par l'Etat - Activité des télécommunications à l'étranger - Succès de la participation française à l'exposition Télécom 83 à Genève - Equipements de transmission de données par satellite.

– **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention portant création de l'organisation européenne de télécommunications par satellite « Eutelsat » (ensemble deux annexes) et de l'accord d'exploitation relatif à l'organisation européenne de télécommunications par satellite « Eutelsat » (ensemble deux annexes)** [n° 78 (83-84)] - (16 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4300) : choix français en matière de satellite de télévision - (p. 4301) : satellites Télécom 1 ; ECS 1 ; ECS 2 ; TDF 1 - Sociétés filiales des PTT - Vidéo transmission - Vote par le groupe socialiste de la ratification de cette convention.

– **Grève des centres de tri postal** - (16 décembre 1983) - (p. 4315) : héritage du précédent gouvernement - Charte de gestion des télécommunications - Courrier à deux vitesses - (p. 4316) : personnel des centres de tri - Amenuisement du trafic de nuit de fin de semaine - Demande de charte de gestion de la poste.

PERRIN (Pierre), sénateur de l'Isère (NI).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (6 mai 1983) (p. 721).

PETIT (Guy), sénateur des Pyrénées-Atlantiques (UREI).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

Est nommé membre titulaire du comité des finances locales (19 avril 1983) (p. 329).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds (24 juin 1983) (p. 1973).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (27 juin 1983) (p. 2012).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant droits et obligations des fonctionnaires (27 juin 1983) (p. 2020).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° **305 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, interdisant certains appareils de jeux [n° **331 (82-83)**] (19 mai 1983) - **Jeux et paris.**

Rapport fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **427 (82-83)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, interdisant certains appareils de jeux [n° **438 (82-83)**] (23 juin 1983) - **Jeux et paris.**

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi interdisant certains appareils de jeux [n° **464 (82-83)**] (29 juin 1983) - **Jeux et paris.**

INTERVENTIONS

– **Proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance et de gardiennage et de transport de fonds** [n° **237 (82-83)**] - (26 mai 1983) - **Art. 1** (p. 1140) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Marc Bécam, rapporteur (élargissement du champ d'application de la loi) et défavorable aux sous-amendements de M. Gaston Defferre, ministre, n° 38 (définition des activités entrant dans le champ d'application de la loi) et n° 44 (remplacement des mots « sécurité » et « prévention » par les mots « surveillance » et « gardiennage »).

– **Projet de loi interdisant certains appareils de jeux** [n° **305 (82-83)**] - (15 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1633, 1634) : machines à sous - Action du « milieu » - Fréquentation par des mineurs - Proposition de loi sur les jeux de hasard votée par le Sénat le 29 mai 1980 - Sanctions - Admission de la fabrication en France des appareils destinés à l'exportation - Dérogation à l'interdiction en faveur des casinos autorisés - Possibilités de fermeture de l'établissement - **Art. 1** (p. 1635) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 8 de M. Paul Girod (limitation de l'interdiction de détention à la voie publique, aux lieux publics et aux lieux privés attenant aux lieux publics) - (p. 1636) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Yvon Bourges (applicabilité de l'interdiction à compter du 1er janvier 1984) - (p. 1637) : son amendement n° 1 : admission de la fabrication d'appareils destinés à l'exportation ; adopté - (p. 1638) : accepte l'amendement n° 6 de M. Yvon Bourges (exclusion de ce projet de loi des dispositions relatives aux appareils de distribution d'un produit pouvant s'accompagner de l'attribution d'un objet de prime) - **Après l'art. 1** : son amendement n° 2 : dérogation en faveur des casinos autorisés ; adopté - (p. 1639) : concurrence étrangère - **Art. 2** (p. 1640) : son amendement n° 3 : sanctions et possibilité de fermeture de l'établissement ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 9 de Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat (fermeture à titre définitif ou temporaire pour une durée maximale de cinq ans) - **Après l'art. 3** : accepte l'amendement n° 10 de Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat (délai de mise en conformité des appareils) - (p. 1641) : accepte l'amendement n° 7 de MM. Michel Caldaguès et François Collet (sanctions relatives à l'organisation illégale des jeux d'argent et de hasard sur la voie publique) - Sur cet amendement, son sous-amendement rédactionnel n° 12 ; adopté - (p. 1642) : sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 13 de M. Paul Girod (extension de l'interdiction aux dépendances privées des établissements publics) et s'oppose au sous-amendement n° 14 de M. Gérard Ehlers (substitution des mots « est constitué par des sommes d'argent » à « est en argent »).

Deuxième lecture [n° **427 (82-83)**] - (27 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2006, 2007) : principe initial du projet : prohibition générale des appareils à parties multiples ou machines à sous - Modifications acceptées par l'Assemblée nationale : installation dans les lieux privés ; fermeture judiciaire des établissements ; délai de quatre mois de mise en conformité ; correctionnalisation des peines - Divergences subsistantes : exportations et caractère contestable de l'argument relatif au traité de Rome ; ventes avec primes ; introduction dans les casinos autorisés ; problème de la concurrence de la principauté de Monaco ; positions successives et contradictoires prises sur ce point par l'Assemblée nationale ; seconde délibération - (p. 2008) : prochaine réunion de la commission mixte paritaire ; liberté du législateur ; position prise par le Sénat le 29 mai 1980 - Pressions exercées par le Gouvernement à l'Assemblée nationale - Intitulé du projet - Position favorable de la commission, sous réserve des amendements déposés - **Art. 1** (p. 2008) : accepte l'amendement n° 5 de M. Jean Colin (précision relative aux appareils de jeux permettant un gain en espèces ou en nature) - Son amendement n° 1 : autorisation de fabrication de ces appareils s'ils sont destinés à l'exportation ; adopté - (p. 2009) : traité de Rome - Son amendement n° 2 : autorisation des appareils de distribution d'un produit pouvant s'accompagner de l'attribution d'un objet en prime ; adopté - Loi du 20 mars 1951 ; tolérance administrative - **Art. 1** *bis* (p. 2010) : son amendement n° 3 : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale et permettant l'introduction de ces appareils dans les casinos autorisés ; adopté - Situation des casinos ; exemple d'Hendaye - Retard d'actualisation du prélèvement progressif sur les jeux - Casino de Nouméa - Casinos étrangers - Principauté de Monaco - Limitation aux jeunes de 21 ans - **Intitulé** : son amendement n° 4 : « Projet de loi interdisant certains appareils de jeux et renforçant la répression de la tenue de jeux de hasard sur la voie ou dans les lieux publics » ; adopté.

– **Proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transports de fonds** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **451 (82-83)**] - (30 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2151) : prise en compte ou non des condamnations amnistiées pour l'exercice de ces activités.

– **Projet de loi interdisant certains appareils de jeux** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **464 (82-83)**] - (30 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2151) : acceptation de deux amendements du Sénat : fabrication en France des appareils de jeux destinés à l'exportation ; détermination par décret de la prime attribuée par certains appareils de distribution - Refus d'exploitation des machines à sous dans les lieux privés et par des personnes privées - (p. 2152) : introduction des machines à sous dans les casinos - Polémique autour de l'amendement du Gouvernement visant à refuser la fabrication des appareils destinés à l'exportation - (p. 2154) : capacité des services douaniers à surveiller les entreprises françaises susceptibles d'exporter des machines à sous - **Art. 1** : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat (interdiction de fabriquer en France des machines à sous destinées à l'exportation).

PEYOU (Hubert), sénateur des Hautes-Pyrénées (GD-SRG).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

PEYRAFITTE (Jean), sénateur de la Haute-Garonne (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Commerce extérieur et tourisme - (28 novembre 1983) - (p. 3438) : bilan de la saison touristique 1983 et démenti infligé aux prévisions pessimistes - Difficultés de l'hôtellerie et de la restauration saisonnières dans les stations et communes thermales ou en milieu rural : fermeture d'établissements ; conséquences pour l'emploi - Thermalisme : actions de propagande financées en application de la convention liant le ministère à la Fédération thermale et climatique française ; renouvellement souhaitable en 1984 - Valeur thérapeutique du thermalisme et intervention du budget social - (p. 3439) : thermalisme et enseignement médical : rôle de la mission thermalisme pour l'enseignement de l'hydrologie ; concours de l'internat - Coordination interministérielle - Budget du tourisme pour 1984 et crédits de la décentralisation : rôle des régions.

– **Projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel**

(deuxième loi de Plan) [n° 88 (83-84)] - Suite de la discussion - (21 décembre 1983) - **Art. 1** (p. 4528) : son amendement n° 7 relatif au thermalisme ; devenu sans objet.

PIC (Maurice), sénateur de la Drôme (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 7 (83-84)] - Suite de la discussion - (14 décembre 1983) - **Après l'art. 67** (p. 4214) : son amendement n° 254, soutenu par M. René Régnault : emplois de fonctionnaires des corps recrutés par la voie de l'Ecole nationale d'administration et les administrateurs des PTT figurant parmi les emplois d'activités offerts au titre de la mobilité ; retiré.

PILLET (Paul), sénateur de la Loire (UCDP).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale (3 mai 1983) (p. 585).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois (24 mai 1983) (p. 1071).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (16 juin 1983) (p. 1694).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds (24 juin 1983) (p. 1973).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (27 juin 1983) (p. 2012).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi **[n° 246 (82-83)]** relatif à l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France **[n° 266 (82-83)]** (22 avril 1983) - **Français de l'étranger.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique **[n° 245 (82-83)]** relatif à la représentation au Sénat des Français établis hors de France **[n° 312 (82-83)]** (11 mai 1983) - **Français de l'étranger.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi **[n° 316 (82-83)]** adopté par l'Assemblée nationale, modifiant la loi n° 82-595 du 10 juillet 1982 relative aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes **[n° 343 (82-83)]** (25 mai 1983) - **Collectivités locales.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi **[n° 341 (82-83)]** relatif aux dispositions particulières à l'élection des sénateurs des départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion **[n° 354 (82-83)]** (1er juin 1983) - **Elections et référendums.**

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 [n° 493 (81-82)] - (6 avril 1983) - **Art. 1** (p. 79) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (doublement des peines encourues en cas de crime ou délit de droit commun commis par un condamné bénéficiant d'une permission de sortir ou d'une mesure de semi-liberté ou de libération conditionnelle) - Garanties apportées à l'exécution de ces mesures ; contrat moral entre le condamné en bénéficiant et la justice ; récidive - **Art. 2 A** (p. 82) : intervient sur l'amendement n° 4 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (information du prévenu de son droit de refuser l'accomplissement d'un travail d'intérêt général) - Sur cet amendement, intervient sur le sous-amendement n° 112 de M. Charles Lederman (réception par le président du tribunal de la réponse du prévenu).

Suite de la discussion - (7 avril 1983) - **Avant l'art. 19** (p. 131) : se déclare favorable à l'amendement n° 56 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : (institution d'une nouvelle peine de substitution immobilisant pendant une durée de six mois au plus un ou plusieurs véhicules dont le prévenu est propriétaire) - Nécessité d'envisager dans le décret une gradation dans l'évaluation de la sanction qui sera la conséquence de cette immobilisation.

– Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 246 (82-83)] - (26 avril 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** - (p. 477) : ordonnance de 1945 pour l'élection de l'Assemblée constituante - Constitution de 1946 - Constitution de 1958 - (p. 478) : Conseil supérieur des Français de l'étranger - Articles 24 et 25 de la Constitution - Ordonnance organique du 15 novembre 1958 - Ordonnance du 4 février 1959 sur l'élection des sénateurs représentant les Français de l'étranger - Suffrage universel - Loi du 7 juin 1982 et amélioration de la représentation des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger ; représentation proportionnelle - Texte en examen : élection des sénateurs représentant les Français de l'étranger par les membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger - Mode de scrutin et référence à l'article 295 du code électoral - Analyse des articles du projet de loi - (p. 479) : régime électoral : amendements visant à rejoindre le droit commun des élections sénatoriales - Listes électorales, caractère discriminatoire de la condition d'immatriculation - Absence de commission administrative, de contrôle et de révision annuelle - Listes de centres de vote prévues par la loi organique du 31 janvier 1976 relative à l'élection du Président de la République et la loi du 7 juillet 1977 relative à l'élection à l'assemblée des Communautés européennes - Elections du 23 mai 1982 - Décret du 22 février 1982 ; décisions du Conseil constitutionnel des 16

et 20 avril 1982 - Absence d'élections dans la circonscription électorale Liechtenstein Suisse - Modification nécessaire de la loi du 7 juin 1982 ; propositions de la commission : mesures transitoires pour les élections sénatoriales de 1983 ; suppression des sections ; représentation des régions du monde ; listes de candidats ; référence aux articles L. 300 et L. 301 du code électoral - (p. 480) : dépôt des candidatures - Convocation du Conseil supérieur des Français de l'étranger : référence aux articles L. 309 et L. 311 du code électoral - Président du bureau de vote - Quorum de votants - Répartition des sièges de sénateurs entre les séries - Suppression de dispositions prévues pour l'Algérie devenues caduques - Garantie de l'universalité du suffrage : listes établies sur la base de l'immatriculation et listes de centres de vote pour l'élection du Président de la République ; contrôle ; révision - Régime transitoire pour le prochain renouvellement sénatorial - **Art. 1 :** *Art. 14 de l'ordonnance du 4 février 1959* (p. 485) : mode de scrutin - *Art. 15 de l'ordonnance du 4 février 1959* (p. 486) : son amendement n° 2 : listes de candidats ; référence aux articles L. 298 et L. 300 du code électoral ; adopté - *Art. 16 de l'ordonnance du 4 février 1959* : son amendement n° 3 : dépôt des déclarations de candidature ; adopté - *Art. 19 de l'ordonnance du 4 février* 1959 (p. 487) : son amendement n° 4 : convocation des électeurs : référence aux articles L. 309 à L. 311 du code électoral ; adopté - *Art. 23 de l'ordonnance du 4 février 1959* : son amendement n° 5 : proclamation des résultats du scrutin par le président du bureau de vote ; adopté - *Art. 24 de l'ordonnance du 4 février 1959* (p. 488) : son amendement n° 6 : suppression de cet article instituant un quorum pour la proclamation des résultats du scrutin ; adopté - *Art. 25 de l'ordonnance du 4 février 1959* : vote par procuration - **Art. 2** : son amendement n° 8 : fixation par la loi organique du nombre de sièges de sénateurs représentant les Français établis hors de France ; adopté - **Art. 3** : son amendement n° 7 : suppression de cet article concernant l'Algérie et devenu caduc ; adopté - **Après l'art. 3** : son amendement n° 9 : référence au suffrage universel pour l'élection du Conseil supérieur des Français de l'étranger ; adopté - (p. 489) : son amendement n° 10 : inscription sur les listes électorales ; adopté - Listes de centres de vote - Militaires - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 18 de M. Claude Cheysson, ministre (caractère facultatif de l'inscription sur la liste électorale) - (p. 490) : sur l'amendement n° 10, accepte le sous-amendement n° 17 de M. Charles de Cuttoli (inscription des Français qui ne sont ni immatriculés dans un consulat ni inscrits sur une liste de centres de vote) - Son amendement n° 11 : commission administrative chargée d'établir et de réviser les listes électorales ; adopté - Article 5 de la loi organique du 3 janvier 1976 - Centres de vote dans les départements limitrophes des territoires étrangers - Son amendement n° 12 : application des articles du code électoral relatifs à l'établissement des listes électorales et au contrôle de régularité ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 19 de M. Claude Cheysson, ministre (révision des listes électorales durant l'année précédant celle de l'élection du Conseil supérieur des Français de l'étranger) -(p. 491) : son amendement n° 13 : période d'inscription sur les listes électorales ; adopté - Ses amendements de coordination n° 14 et n° 15 ; adoptés - (p. 492) : son amendement n° 16 : entrée en vigueur de la loi après la prochaine élection du Conseil supérieur des Français de l'étranger ; dispositions transitoires pour le renouvellement sénatorial de septembre 1983 ; adopté - Risque de contestation d'élections sénatoriales devant le Conseil constitutionnel.

- **Projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques** [n° **264 (82-83)**] - (17 mai 1983) - **Art. 2** (p. 852) : sur l'amendement n° 6 de M. Jacques Mossion, rapporteur (incompatibilités concernant les commissaires enquêteurs), soutient le sous-amendement n° 23 de M. Paul Séramy (personnes possédant un intérêt matériel ou moral à une opération soumise à enquête écartées de la fonction de commissaire enquêteur) - **Art. 6** (p. 855) : soutient l'amendement n° 20 de M. Paul Séramy (appréciation laissée aux juridictions administratives en matière de sursis à exécution).

– **Projet de loi organique relatif à la représentation au Sénat des Français établis hors de France** [n° **245 (82-83)**] - (17 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 862) : nouvelles conditions de l'élection des sénateurs représentant les Français de l'étranger - Election directe de ces représentants par le Conseil supérieur des Français de l'étranger - Augmentation du nombre de ces sénateurs - Modification du régime d'éligibilité, d'inéligibilité et d'incompatibilité - Remplacement des sénateurs en cas de vacance de siège - Règlement des contentieux lors des élections - Inscription sur une liste électorale des candidats à une élection dérogeant au droit commun - Conditions d'âge - Référence souhaitable au code électoral en ce qui concerne la procédure de remplacement en cas de vacance de siège - Proclamation des résultats d'une élection par le président du bureau de vote - **Art. 2 :** son amendement n° 1 : suppression de cet article prévoyant l'exigence de l'inscription sur une liste électorale ; adopté - **Art. 3** (p. 863) : son amendement n° 2 : référence à l'article L.O. 296 relatif à l'âge minimum requis pour être candidat au Sénat ; adopté - **Art. 4 :** son amendement n° 3 : référence à l'article L. 324 du code électoral relatif au remplacement des sénateurs en cas de vacance de siège ; adopté - **Art. 5 :** son amendement n° 4 : proclamation des résultats par le président du bureau de vote ; adopté.

– **Projet de loi relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises** - *Deuxième lecture* [n° **273 (82-83)**] - (18 mai 1983) - **Art. 8** (p. 882) : sur l'amendement n° 4 de M. Michel Chauty, rapporteur (suppression de la faculté octroyée à la commission des marchés à terme de se faire adresser copie de tout document, par toute personne intervenant à titre quelconque sur les marchés à terme) se déclare favorable au sous-amendement n° 78 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (en cas d'urgence, par décision motivée, le président peut charger les agents de la commission des marchés à terme d'une enquête).

– **Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles** [n° **190 (82-83)**] - (18 mai 1983) - **Après l'art. 3** (p. 907) : sur l'amendement n° 97 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (modification des articles 106 du code rural et 25 du code du domaine public fluvial, afin de sanctionner les prises d'eau illégales sur tous les cours d'eau), son sous-amendement n° 150 : insertion de cet amendement après l'article 3 ; adopté.

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** - *Deuxième lecture* [n° **267 (82-83)**] - (24 mai 1983) - **Art. 3** (p. 1055) : soutient l'amendement rédactionnel n° 41 de M. Louis Jung - Soutient l'amendement rédactionnel n° 42 de M. Roger Boileau - **Art. 9** (p. 1066) : se déclare favorable à l'amendement n° 10 de M. Jean Cluzel, rapporteur (création de postes de censeur) - Sur l'amendement n° 11 de M. Jean Cluzel, rapporteur (répartition des sièges au sein du conseil d'orientation et de surveillance), soutient le sous-amendement n° 44 de M. Louis Jung, identique au sous-amendement n° 35 de M. Philippe de Bourgoing, soutenu par M. Jacques Descours Desacres (différence de répartition des sièges entre les caisses de plus ou de moins de 50 salariés).

– **Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles** [n° **190 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (26 mai 1983) - Rapporteur pour avis - **Art. 4** (*suite*) : *Art. 429 du code rural* (p. 1159) : droit de propriété - Article 17 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (DDHC) et article 545 du code civil - Droit de passage - Article 650 du code civil et servitude de marchepied ou de halage dans l'intérêt de la navigation ; loi du 28 mai 1965 et droit d'usage des pêcheurs - Droit de clôture et article 647 du code civil - Principe d'indemnisation, servitudes légales et transfert d'une part de propriété ; servitudes d'urbanisme ; code de l'urbanisme ; servitude dite de « sentier du douanier » - (p. 1160) : responsabilité des

indemnisations - Espace libre et droit de passage - Son amendement n° 101 : substitution du droit de passage à l'espace libre ; adopté ainsi que son amendement de coordination n° 102 - (p. 1162) : servitude de marchepied reprise par la loi de 1965 - Création de servitudes nouvelles et indemnisation - (p. 1163) : propos de M. Verdeille, rapporteur, lors de la séance du Sénat du 18 mai 1965 - Arrêt du 31 décembre 1968 de la Cour de cassation - Création de droits nouveaux ; droit de passage et espace libre - Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Michel Chauty, rapporteur (mise en état des lieux) - *Après l'art. 429* (p. 1164) : son amendement n° 103 : indemnisation de la servitude instituée par le projet de loi ; adopté - *Art. 433* (p. 1169) : s'oppose à l'amendement n° 164 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (compétence du juge d'expropriation).

– **Projet de loi modifiant la loi n° 82-595 du 10 juillet 1982 relative aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes** [n° **316 (82-83)**] - (1er juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1252) : création des chambres régionales des comptes : innovation juridique - Atténuation de l'incompatibilité concernant les comptables publics - Entrée en fonction des chambres régionales des comptes le 1er janvier 1983 - Loi du 10 juillet 1982 définissant le statut des présidents et des magistrats des chambres régionales des comptes - Effectif des magistrats et recrutement par la voie de l'Ecole nationale d'administration (ENA) - Importance du recrutement exceptionnel - Statistiques des emplois de conseiller des chambres régionales des comptes - (p. 1253) : choix des présidents des chambres régionales des comptes - Problème des locaux des chambres régionales des comptes - Problème de l'application de l'incompatibilité prévue par l'article 9 - Projet de loi comportant deux articles à son origine - Délai de trois ans nécessaire pour l'obtention du quitus - Cas où un comptable public se trouverait en situation de débet - Apurement du débet par une décharge de responsabilité ou par une remise gracieuse - Rétablissement de l'article 2 par la commission - (p. 1254) : introduction d'une discrimination de caractère provisoire - Différence entre quitus et décharge - Adoption du texte de ce projet de loi souhaitée par la commission des lois sous réserve de l'adoption de son amendement - Souhait de voir le Gouvernement modifier la loi en ce qui concerne la création du corps d'assistant de vérification - **Art. 2** (p. 1255) : son amendement n° 1 : rétablissement de cet article relatif à l'interdiction pour un comptable public principal nommé membre d'une chambre régionale des comptes et constituant un débet d'exercer une activité d'ordre juridictionnel sans qu'il ait reçu quitus sauf s'il a reçu décharge de sa responsabilité ; adopté.

– **Projet de loi relatif aux dispositions particulières à l'élection des sénateurs des départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion** [n° **341 (82-83)**] - (9 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1506) : unanimité de la commission sur ce texte - Election des conseillers régionaux le 20 février 1983 dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion - Nécessité de procéder à la modification des règles électorales du Sénat affirmée par le Conseil constitutionnel - Absence de difficulté : Départements d'outre-mer (DOM), régions monodépartementales - Problème de la Corse - (p. 1507) : souhait d'une information sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement envisage la suite des opérations dans le domaine des élections sénatoriales - Souhait de la commission d'une adoption conforme du texte de ce projet de loi répondant à une nécessité immédiate.

– **Projet de loi interdisant certains appareils de jeux** – *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **464 (82-83)**] - (30 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2154) : regrette le dépôt d'un amendement par le Gouvernement sur le texte élaboré par la commission mixte paritaire.

PINTAT (Jean-François), sénateur de la Gironde (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Transports - II - Aviation civile - IV - Météorologie** [n° **62, annexe 33 (83-84)**] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **27** (5 avril 1983) (p. 48) à M. le secrétaire d'Etat à l'énergie : **énergie** (développement de l'énergie électrique) - Retirée le 27 mai 1983 (p. 1202).

n° **28** (5 avril 1983) (p. 49) à M. le secrétaire d'Etat à l'énergie : **énergie nucléaire** (Etat d'avancement de la construction de la centrale de Creys-Malville) - Retirée le 27 mai 1983 (p. 1202).

INTERVENTIONS

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53 (82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - (4 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 617) : loi de décentralisation du 2 mars 1982 ; ampleur du projet initial de réforme et retard ultérieur décidé par le Gouvernement : législation en cascade - Nécessité de garanties financières - Stabilité et clarté - Evaluation nécessaire des charges et prévisions d'évolution - Compensations financières - Transfert de la compétence en matière d'aéroports ; cas des cinq grands aéroports régionaux : Marseille, Lyon, Nice, Toulouse et Bordeaux ; création de métropoles régionales européennes et compétence des régions ; gestion par les chambres de commerce - Responsabilité de l'Etat en matière de sécurité et d'organisation de la navigation aérienne - Construction européenne et maîtrise des infrastructures de communication par les régions - Inquiétude des élus locaux : montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour 1983 ; dotation globale d'équipement (DGE) - (p. 618) : garanties financières - Problème du rattrapage : aide sociale ; indemnité de logement des instituteurs - Propositions de la commission des finances - Transfert de compétences et transfert de ressources - Position définitive sur le texte en examen subordonnée aux réponses du Gouvernement.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion générale - (21 novembre 1983) - (p. 3106) : situation internationale - Action des précédents gouvernements - Contexte économique et financier - Dépenses publiques - Charges de l'Etat - Politique conjoncturelle - Budget de rigueur - (p. 3107) : politique de relance de 1981 - Echanges extérieurs - Différentiel d'inflation avec l'étranger - Dépenses de fonctionnement - Endettement et charge de la dette publique - Taux d'intérêt - Emprunts extérieurs - UNEDIC - Logements aidés par l'Etat - Travaux publics - Agriculture - Salaires de la fonction publique - Dépenses d'intervention - Débudgétisation et

désengagement de l'Etat - Filière électronique - Surcoût politique du gaz algérien - Fonds de soutien aux hydrocarbures - Fonds de garantie des caisses d'épargne et bonification d'intérêt au logement - Caisse des dépôts - (p. 3108) : rémunération du taux du livret A des caisses d'épargne - Fonds de réserve du régime général et fonds Alsace Lorraine - Fonds de modernisation et de solidarité du réseau des caisses d'épargne - Opposition à ce budget.

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 8** (p. 3141) : son amendement n° 90, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : suppression de cet article relatif à la réduction du taux de déductibilité de la provision pour investissement ; retiré - **Art. 10** (p. 3150) : son amendement n° 91, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : régime des comptes courants d'associés : suppression de la condition d'incorporation au capital ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 11** (p. 3160) : son amendement n° 92, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : suppression de cet article relatif à l'aménagement de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés et exonération des sociétés en liquidation judiciaire ; retiré.

Deuxième partie :

Transports - (25 novembre 1983) - Rapporteur spécial (aviation civile et météorologie) - (p. 3297) : baisse des crédits de l'aviation civile - Annulation de crédits inscrits au budget de 1983 - Transport aérien - Déficit d'Air France : effet des taux de change ; endettement ; effet négatif du contrôle des changes - Restructuration du réseau ; mise en service de Boeing 737 ; élimination du déficit d'exploitation de Concorde - Air Inter ; concurrence du train à grande vitesse (TGV) ; coopération avec les compagnies de troisième niveau - Construction aéronautique - Difficultés de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) ; mévente - (p. 3298) : Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA) ; Airbus A.320 - Renforcement nécessaire des fonds propres des entreprises de construction aérienne ; plan d'action technologique ; souhait d'une industrie européenne des moteurs - Navigation aérienne ; modernisation du réseau radar - S'en remet à la sagesse du Sénat pour ce projet de budget - (p. 3306) : caractère non satisfaisant de ce projet de budget.

Industrie et recherche - (5 décembre 1983) - (p. 3781) : récente conférence mondiale de l'énergie à New Delhi - Diminution de la consommation de pétrole - Reclassement des produits et des techniques de production - Progression de l'énergie nucléaire - Diminution de la consommation d'énergie dans les pays industrialisés - Déséquilibre des ressources entre le Nord et le Sud - Choix énergétiques judicieux de la France - Débudgétisation du surcoût du gaz algérien - Prix de revient réel des produits raffinés - Difficultés financières des raffinages - Condamnation par la Communauté européenne du système français de fixation des prix pétroliers - Politique charbonnière - Frein au programme nucléaire - (p. 3782) : relance de la consommation d'électricité - Surrégénérateur.

PLANTEGENEST (Marc), sénateur de Saint-Pierre et Miquelon (apparenté au groupe S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (6 décembre 1983) - (p. 3817) : manifestations de mécontentement des habitants de Saint-Pierre-et-Miquelon - Difficulté de l'archipel ; inflation ; chômage ; marasme économique - Relations avec la CEE - Relations avec le Canada - Attente du nouveau statut - Retraites - (p. 3818) : allocation aux vieux travailleurs.

PLUCHET (Alain), sénateur de l'Eure (RPR).

Devient sénateur le 6 mai 1983, en remplacement de M. René Tomasini, décédé (10 mai 1983) (p. 728).

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques (5 octobre 1983) (p. 2267).

Est nommé membre du comité consultatif du fonds national des abattoirs (décret n° 80-917 du 20 novembre 1980) (8 décembre 1983) (p. 3921).

- Est nommé membre de la commission de contrôle des conditions de fonctionnement, d'intervention et de coordination des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme (20 décembre 1983) (p. 4461).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **97** (23 novembre 1983) (p. 3202) à M. le ministre de l'intérieur : **violence** (augmentation de la criminalité).

n° **98** (23 novembre 1983) (p. 3202) à M. le ministre de l'urbanisme et du logement : **baux de locaux d'habitation** (conséquences de la loi du 22 juin 1982, réglementant les rapports entre propriétaires et locataires).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Economie, finances et budget II Services financiers et consommation - (9 décembre 1983) - (p. 3970) : sensible augmentation de ce budget - Faible quantité de contrats de qualité signés entre producteurs et distributeurs - Interrogation sur les possibilités de recours et les sanctions en cas de manquement aux engagements pris par les fabricants - (p. 3971) : favorable à la publicité comparative introduite par une expérience du supermarché « Carrefour » de Chartres - Sécurité des consommateurs et loi du 23 juillet 1983 introduisant pour les produits et les services une obligation générale de sécurité et d'hygiène - Lois du 1er avril 1905 et du 10 janvier 1978 donnant à l'administration la mission d'assurer la sécurité des consommateurs, étendant les obligations de sécurité aux produits importés et exportés.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - (9 décembre 1983) - **Art. 73** (p. 4017, 4018) : son amendement n° 246 : suppression de cet article relatif à la période d'imposition sous le régime réel normal agricole ; rejeté - Article contraignant et mal venu - **Art. 74** (p. 4020, 4021) : son amendement n° 247 : comptabilisation des stocks à la fin du

deuxième exercice complet ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Art. 76** (p. 4029) : son amendement n° 250 : maintien du seuil actuel de 500 000 F pour le passage au régime du bénéfice réel agricole simplifié ; adopté - **Art. 78** (p. 4035) : son amendement n° 252 : comptabilité simplifiée de l'exploitation agricole ; déclaré irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Art. 79** (p. 4036) : son amendement n° 253 : agriculteurs bénéficiant du régime du forfait non soumis à la fourniture d'une déclaration de consistance des éléments physiques de leur exploitation ; adopté.

POHER (Alain), sénateur du Val-de-Marne (UCDP) - Président du Sénat.

Réélu président du Sénat le 3 octobre 1983.

DÉPÔTS

Allocution prononcée par M. Alain Poher, Président du Sénat [n° **477 (82-83)**] (30 juin 1983).

Allocution prononcée par M. Alain Poher, Président du Sénat [n° **2 (83-84)**] (6 octobre 1983).

Allocution prononcée par M. Alain Poher, Président du Sénat [n° **183 (83-84)**] (22 décembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Ouverture de la seconde session ordinaire de 1982-1983** - (2 avril 1983) - (p. 1) : rappelle les décès de M. *Louis Le Montagner,* sénateur du Morbihan, de M. *Charles Durand,* sénateur du Cher, et de MM. Charles Deutschmann, Jean Nayrou, Claude Lemaître, Maxime Javelly et Etienne Le Sassier Boisaune, anciens sénateurs - Informe le Sénat du remplacement de M. *Léon Jozeau-Marigné,* nommé membre du Conseil constitutionnel, par M. *Jean-Pierre Tizon,* en qualité de sénateur de la Manche, et du remplacement de M. *Charles Durand* par M. *Pierre Sicard,* ainsi que de la décision du Conseil constitutionnel relative au remplacement de M. *Louis Le Montagner* - Informe également le Sénat de la désignation de MM. *Marcel Vidal* et *Michel Manet* comme sénateurs en mission - Donne communication de plusieurs décisions du Conseil constitutionnel relatives à la conformité à la Constitution de diverses lois récentes.

– **Prononce l'éloge funèbre de M. Louis Le Montagner,** sénateur du Morbihan (13 avril 1983) (p. 198, 199).

– **Décès de M. Marc Jacquet,** sénateur de Seine-et-Marne (19 avril 1983) (p. 318).

– **Remplacement de M. Marc Jacquet,** décédé, par M. Philippe François, en qualité de sénateur de Seine-et-Marne (19 avril 1983) (p. 328).

– **Rappel au règlement, de M. André Méric.** - (21 avril 1983) - (p. 407) : création d'une mission d'information chargée de contrôler le déroulement de la politique de décentralisation - Consultation dans un premier temps des présidents de commissions - Intention, dans une seconde phase, de réunir les présidents de groupes et les présidents de commissions - Observation prématurée de M. *André Méric.*

– **Prononce l'éloge funèbre de M. Charles Durand,** sénateur du Cher (28 avril 1983) (p. 510).

– **Prononce l'éloge funèbre de M. Marc Jacquet,** sénateur de Seine-et-Marne (19 mai 1983) (p. 935, 936).

– **Décès d'anciens sénateurs,** MM. Jean Lhospied et Mohammed Belabed (27 mai 1983) (p. 1186).

– **Hommage à la mémoire de Mme Louise Weiss** (27 mai 1983) (p. 1202).

– **Prononce l'éloge funèbre de M. René Tomasini,** sénateur de l'Eure (9 juin 1983) (p. 1502, 1503).

– **Hommage à une délégation de la grande Assemblée nationale de Roumanie** (16 juin 1983) (p. 1702).

– **Prononce l'éloge funèbre de M. Antoine Andrieux,** sénateur des Bouches-du-Rhône (21 juin 1983) (p. 1808, 1809).

– **Prononce l'éloge funèbre de M. Pierre Sallenave,** sénateur des Pyrénées-Atlantiques (22 juin 1983) (p. 1836).

– **Allocution de fin de session.** - (30 juin 1983) - (p. 2158) : intensité des travaux du Sénat - Amélioration des conditions de travail du Sénat - Diminution des textes proposés avec la procédure d'urgence - Unanimité du Sénat sur un certain nombre de textes - Séance mensuelle de questions au Gouvernement - Débat de politique étrangère et débat sur la loi de formation militaire tenus au Sénat - Création d'une commission de contrôle sur les établissements chargés d'accueillir les personnes âgées - Mission d'information sur le déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation - Exprime sa gratitude aux sénateurs ne sollicitant pas le renouvellement de leur mandat - (p. 2159) : augmentation des sièges de sénateurs lors du renouvellement de septembre - Remerciements à la presse parlementaire, au ministre chargé des relations avec le Parlement et aux fonctionnaires du Sénat - Regrette la faible prise en compte des travaux du Sénat dans les compte rendus de l'actualité audiovisuelle.

– **Election du Président du Sénat** - (3 octobre 1983) - (p. 2246) : remerciement à M. *Geoffroy de Montalembert,* président d'âge - Décisions du Conseil constitutionnel - Contestation de l'élection de sénateurs - Fin des missions temporaires de MM. *Marcel Vidal* et *Michel Manet ;* mission temporaire confiée à M. *Gilbert Belin.*

– **Bureau du Sénat** - (5 octobre 1983) - (p. 2265, 2266) : élection des vice-présidents et des questeurs du Sénat - Nomination des secrétaires du Sénat - Nomination des membres des commissions - (p. 2267) : contestations de l'élection de sénateurs - Ordre des travaux ultérieurs du Sénat.

– **Communications** - (6 octobre 1983) - (p. 2273) : décès d'un ancien sénateur - Installation du bureau définitif - (p. 2275, 2276) : conférence des présidents - Contestations de l'élection de sénateurs.

– **Allocution prononcée par M. Alain Poher, président du Sénat, à l'occasion de sa réélection** [n° **2 (83-84)**] - (6 octobre 1983) - (p. 2273, 2274) : pluralisme et dialogue - Renouvellement triennal du Sénat - Hommage aux anciens sénateurs et bienvenue aux nouveaux - Allocution du doyen - Exigences du débat démocratique - (p. 2275) : alternance des formations au pouvoir et respect nécessaire des institutions - Maintien des échéances - Crise économique et aspiration des Français à des références stables - Responsabilité du Sénat.

– **Prononce l'éloge funèbre de M. René Jager,** sénateur de la Moselle (18 octobre 1983) (p. 2326).

– **Prononce l'éloge funèbre de M. Georges Spénale,** sénateur du Tarn (25 octobre 1983) (p. 2411, 2412).

– **Déclaration du Gouvernement sur les événements du Liban.** [n° **44 (83-84)**] - (26 octobre 1983) - (p. 2455) : en réponse au rappel au règlement de Mme *Hélène Luc,* rappelle les dispositions de l'article 37 du Règlement du Sénat - Cas précédents.

– **Prononce l'éloge funèbre de M. Stanley Campbell,** secrétaire général de la questure - (14 décembre 1983) (p. 4187, 4188).

– **Convocation du Parlement en session extraordinaire** (20 décembre 1983) (p. 4439).

– **Allocution de fin de session** (22 décembre 1983) - (p. 4551) : rappelle le décès de huit sénateurs ainsi que du secrétaire général de la questure, en 1983 - Intensité des travaux du Sénat - Vote de textes particulièrement importants - Regrette la fréquence du recours à la procédure d'urgence - Succès des commissions mixtes paritaires (CMP) à caractère technique et déplore l'échec des CMP à caractère politique - (p. 4552) : respect de l'article 45 de la Constitution relatif au fonctionnement des CMP - Modification souhaitable du règlement des deux assemblées : procédures à suivre lors de la tenue des CMP - Questions mensuelles au Gouvernement - Exercice du droit de contrôle parlementaire sur le budget et la gestion de l'Etat - Contrôle du budget de l'audiovisuel - Mise en place de trois commissions de contrôle : lutte contre le terrorisme ; structure et montant de la dette extérieure de la France ; déchets industriels toxiques - Commission spéciale examinant la proposition de loi tendant à garantir la liberté de la presse - Election de nouveaux sénateurs favorisant une nouvelle dynamique de la Haute assemblée - Présentation des voeux à M. le Premier ministre, aux membres du Gouvernement et à la presse parlementaire - Faibles extraits télévisés du débat parlementaire - (p. 4553) : saisine de la Haute autorité de la communication audiovisuelle - Hommage rendu aux journalistes accrédités au Sénat pour l'analyse approfondie des débats par la presse écrite - Remerciements et présentation des voeux aux fonctionnaires du Sénat, aux membres de la Haute assemblée, particulièrement au président et au rapporteur général de la commission des finances.

POIRIER (Raymond), sénateur de l'Eure-et-Loir (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code de la sécurité sociale et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant (12 décembre 1983) (p. 4099) ; en démissionne (14 décembre 1983) (p. 4176).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public (16 décembre 1983) (p. 4316).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier (16 décembre 1983) (p. 4343).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant et modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif (19 décembre 1983) (p. 4401).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural relatives aux caisses de mutualité sociale agricole (20 décembre 1983) (p. 4412).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi [n° **72 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'indemnisation d'infirmités contractées dans certains lieux de captivité ou d'internement [n° **117 (83-84)**] (8 décembre 1983) - **Déportés, internés et résistants.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Anciens combattants - (28 novembre 1983) - (p. 3409) : déception des anciens combattants : report de l'échéance du rattrapage du rapport constant ; absence de mesure nouvelle pour 1984 - Prise en compte de l'intégration de l'indemnité de résidence et de l'indemnité mensuelle spéciale (IMS), et remise en cause des travaux de la commission tripartite - Insuffisance des crédits - Pensions d'invalidité - Pensions de réversion des veuves - Persions d'ascendants - (p. 3410) : pensions d'ascendants et de descendants - Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) ; action sociale - Autres revendications - Disposition de la loi de finances pour 1982 accordant une demi-part supplémentaire aux anciens combattants âgés de plus de 75 ans, célibataires, divorcés ou veufs ; extension souhaitable - Article 38 du projet de loi de finances et inquiétude relative aux rentes mutualistes - Refus du groupe UCDP de voter ce budget.

– **Projet de loi portant modification du code du travail et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant** [n° **76 (83-84)**] - (12 décembre 1983) - **Art. 1** (p. 4094) : son amendement n° 16 : congé parental et délai d'information de l'employeur avant le début de ce congé ; rejeté - Son amendement n° 17 : suppression des dispositions de cet article relatives à la durée maximale du travail pendant la période d'activité à mi-temps ; adopté - Son amendement n° 18 : délai d'information de l'employeur ; adopté - **Art. 3** (p. 4097) : son amendement n° 19 : non motivation de son refus par l'employeur et absence de nullité de la décision ; rejeté - Son amendement n° 21 : suppression des dispositions de cet article relatives au délai d'accord implicite de la part de l'employeur, à défaut de réponse ; rejeté - Son amendement n° 22 : demande de congé parental et délai de réponse de l'employeur ; retiré - (p. 4098) : son amendement n° 23 : suppression des dispositions de cet article relatives à la contestation du refus de l'employeur devant le bureau de jugement du conseil de prud'hommes ; rejeté.

– **Projet de loi relatif à l'indemnisation d'infirmités contractées dans certains lieux de captivité ou d'internement** [n° **72 (83-84)**] - (12 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4105) : validation de deux séries de décrets pris à tort dans le domaine de la loi concernant les règles d'attribution de certaines pensions militaires d'invalidité - Article 34 de la Constitution - Prisonniers de guerre de la seconde guerre mondiale dans les camps de représailles - Personnes titulaires de la carte d'interné résistant, d'interné politique ou de patriote résistant à l'occupation des départements du Rhin et de la Moselle, incarcérées en camps spéciaux - Caractère contestable du recours à de tels textes de validation - Demande l'adoption de ce projet de loi.

PONCELET (Christian), sénateur des Vosges (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

Membre titulaire de l'Assemblée consultative du conseil de l'Europe.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières (19 avril 1983) (p. 361).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (25 mai 1983) (p. 1082).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1981 (23 juin 1983) (p. 1936).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle (23 juin 1983) (p. 1954).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (9 décembre 1983) (p. 4026).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1984 (12 décembre 1983) (p. 4084).

DÉPÔTS

Rapport d'information fait, au nom de la mission commune d'information désignée par la commission des affaires culturelles, la commission des affaires économiques, la commission des affaires sociales, la commission des lois, la commission des finances, et chargée d'étudier le déroulement et la mise en oeuvre de la politique de décentralisation [n° **490 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juillet 1983, JO Débats 4 octobre 1983) - **Collectivités locales.**

Proposition de loi, déposée avec les membres du groupe RPR, tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 77-1421 du 27 décembre 1977 relative au régime fiscal de certaines publications périodiques [n° **492 (82-83)**] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juillet 1983, JO Débats 4 octobre 1983) - **Presse.**

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Services du Premier ministre - II - Secrétariat général de la défense nationale** [n° **62, annexe 26 (83-84)**] (21 novembre 1983).

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61, (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Comptes spéciaux du Trésor** [n° **62, annexe 46 (83-84)**] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **344** (JO Débats du 9 avril 1983) (p. 164) à M. le ministre de l'économie : **politique économique** (« gel » de crédits budgétaires) -Réponse de M. Le secrétaire d'Etat au budget (22 avril 1983) (p. 455, 456).

n° **372** (JO Débats 4 mai 1983) (p. 586) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **textiles** (industrie textile : nombre de contrats emploi-investissement) - Réponse de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat à l'environnement (27 mai 1983) (p. 1209, 1210).

n° **379** (JO Débats 18 mai 1983) (p. 865) à M. le ministre de l'intérieur : **finances locales** (collectivités locales : transferts de compétences et de ressources) - Réponse de M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur (10 juin 1983) (p. 1544 et suivantes).

n° **384** (JO Débats 25 mai 1983) (p. 1072) à M. le ministre de l'agriculture : **politique agricole commune** (suppression des montants compensatoires).

n° **397** (JO Débats 7 juin 1983) (p. 1400) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **industrie textile** (dégradation de la situation dans le secteur du textile et de l'habillement) - Réponse de M. Robert Badinter, ministre de la justice (16 décembre 1983) (p. 4325, 4326).

n° **413** (JO Débats 1er octobre 1983) (p. 1345) à M. le ministre de la défense : **militaires** (situation des soldats engagés au Tchad et au Liban) - Réponse de M. Charles Hernu, ministre de la défense (16 décembre 1983) (p. 4321, 4322).

Questions orales avec débat :

n° **24** (5 avril 1983) (p. 25) à M. le Premier ministre : **industrie agro-alimentaire** (rétablissement d'un secrétariat d'Etat aux industries agricoles et alimentaires) - Retirée le 5 octobre 1983 (p. 2266).

n° **43** (3 mai 1983) (p. 545) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **textiles** (dégradation de la situation dans le secteur du textile et de l'habillement) - Retirée le 9 juin 1983 (p. 1506).

n° **61** (19 mai 1983) (p. 997) à M. le ministre de l'agriculture : **élevage** (lutte contre le dépeuplement dans les régions d'élevage) -Discutée le 10 juin 1983 (débat commun) (p. 1551 et suivantes).

n° **69** (6 juin 1983) (p. 1399) à M. le ministre de l'agriculture : **politique agricole commune** (montants compensatoires monétaires) - Retirée le 5 octobre 1983 (p. 2266).

n° **89** (18 octobre 1983) (p. 2327) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **textiles** (conséquences d'une décision de la cour de justice des Communautés européennes sur la poursuite des aides à l'industrie textile et de l'habillement).

n° **92** (25 octobre 1983) (p. 2447) à M. le ministre de l'industrie : **industrie textile** (projet de démantèlement de Montefibre France).

INTERVENTIONS

– Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance [n° **480 (81-82)**] - (13 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 205) : caractère inopportun de la réforme proposée - Amendements de la commission des finances - Situation économique de la France - Inquiétude des épargnants - Incidence économique des nationalisations - Tentation pour le Gouvernement d'utiliser les dépôts des épargnants afin de combler les déficits de l'Etat - Émission

excessive de bons du Trésor souscrits par la Caisse des dépôts et consignations - Rémunération de l'épargne - Exonération fiscale favorisant davantage les épargnants à forte tranche d'imposition - (p. 206) : attente d'un large débat devant le Sénat sur les graves problèmes de l'épargne - Caractère limitatif de cette proposition - Inquiétude face à l'amendement du Gouvernement déposé devant la commission des finances - Multiplication d'organismes financiers au niveau régional ; création des sociétés régionales de financement (SOREFI) - Tutelle de la Caisse des dépôts et consignations - Banalisation des produits financiers ; répercussions néfastes pour les particuliers et les collectivités locales - Election des membres du Conseil de surveillance et risque de politisation - Modification radicale de la gestion des caisses d'épargne et de prévoyance - Fragilisation du réseau - Vote de cette proposition de loi après l'adoption des amendements de la commission des finances.

– Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières [n° **228 (82-83)**] - (19 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 346) : plan annuel de redressement du commerce extérieur - Blocage des prix - Salaires dans la fonction publique - Inflation - Dévaluation - Nationalisations - Situation économique et sociale de la France - Echec de la politique de lutte contre le chômage - (p. 347) : recrutement massif de fonctionnaires - Nouvelle présentation statistique des chômeurs - Détérioration de la compétitivité des entreprises - Lois Auroux - Baisse du pouvoir d'achat - Carnet de change touristique - Déséquilibre du commerce extérieur - Déficit budgétaire - Non respect des promesses de M. François Mitterrand, candidat à la présidence de la République, relatives à la pression fiscale - (p. 348) : prélèvement fiscal supplémentaire - Augmentation du taux de la TVA - Relèvement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers - Déficit budgétaire - Economies budgétaires possibles : budget de la culture, nationalisations - Carnet de change touristique - Hausse du dollar - Baisse du prix du pétrole - Dévaluation du franc - Différentiel d'inflation entre la France et l'Allemagne fédérale - Appel à l'unité nationale - (p. 349) : gouvernement refusant de dire la vérité - Manque de confiance des Français - Référendum possible sur ce plan d'austérité - Baisse de la confiance de l'étranger - Emprunts au Japon et à l'Arabie saoudite - Reprise économique mondiale - Absence de dispositions à caractère industriel et social - Nécessité d'un plan de redressement du franc et d'indépendance nationale - Propositions pour la réussite d'un plan de redressement : liberté d'action économique ; confiance rendue aux chefs d'entreprises et aux cadres ; restauration des grands équilibres du budget de l'Etat ; stabilisation et réduction de la fiscalité et des charges sociales - Défavorable à l'adoption de ce projet.

– Question au Gouvernement : hausse des prix et balance commerciale en 1983 - (19 mai 1983) - (p. 939) : prêt de la Communauté économique européenne (CEE) - Endettement extérieur de la France - Inflation et chômage - (p. 940) : plan d'austérité - Dissolution de Montefibre France.

– Questions orales avec débat jointes : politique énergétique - (27 mai 1983) - (p. 1207) : rapport sur le programme électronucléaire français - Nombre de mises en chantier de centrales nucléaires - Ressources énergétiques de la France - Charbon - Gaz naturel - Coûts de production - Balance du commerce extérieur - Crise économique - Capacité de production électrique - Evolution de la consommation - Indépendance énergétique.

– Motion d'ordre - (10 juin 1983) - (p. 1550) : organisation du débat sur la politique agricole.

– Questions orales avec débat jointes : politique agricole - (10 juin 1983) - (p. 1560) : budget de l'agriculture pour 1983 - Dépeuplement des zones d'élevage : dévitalisation de l'espace rural ; zones de montagne - Diminution du nombre des exploitations ; vieillissement - Installation des jeunes agriculteurs - Mesures incitatives nécessaires : dotations d'installation ; prêts bonifiés - Retard de la politique de contrôle des structures des exploitations agricoles, définie par la loi d'orientation agricole du 4 juillet 1980 ; absence d'approbation des schémas directeurs départementaux - Choix nécessaire entre l'acquisition ou la location des terres - Endettement - Fermage - Baux à long terme - Prix des terres agricoles ; nécessité de nouveaux investisseurs ; orientation de l'épargne vers le foncier agricole - Groupements fonciers agricoles (GFA) et sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) - Projet de création de sociétés d'épargne foncière agricole (SEFA) - (p. 1561) : offices fonciers - Rôle des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) - Aménagement des structures d'exploitation - Remembrement - Hydraulique agricole - Loi sur la répartition des compétences et transferts de charges - Dotation globale d'équipement (DGE) pour le département des Vosges - Rénovation des structures foncières - Installation des jeunes agriculteurs : exemple des Vosges : action du conseil général en concertation avec les organisations professionnelles : recours à la formule des contrats de solidarité pour le remplacement des exploitants âgés ; formation des jeunes agriculteurs ; crédits du conseil général et aides complémentaires de la région - Place du développement de l'agriculture et des industries agro-alimentaires dans le 9e Plan - Revenu des agriculteurs - Politique agricole commune (PAC) - Cas des éleveurs et prix des aliments du bétail dans les pays de la Communauté économique européenne (CEE) - (p. 1562) : accord de Bruxelles sur les montants compensatoires monétaires (MCM) -Compétitivité de l'agriculture française - Fixation des prix agricoles : secteur porcin ; lait et viande bovine - Démantèlement des MCM - Avertissement donné par le GATT à Bruxelles relatif aux MCM - Commerce international - Développement des industries agro-alimentaires et incidence pour la balance commerciale française - Absence d'un secrétariat d'Etat aux industries agricoles et alimentaires - (p. 1563) : importance des industries agro-alimentaires pour le redressement de l'économie française.

– Projet de loi relatif à l'activité et au controle des établissements de crédit [n° **486 (82-83)**] - (3 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2566) : rénovation du cadre juridique et institutionnel des établissements de crédit - Aspects positifs de cette réforme - Caractéristiques de la nouvelle catégorie des agents des marchés interbancaires - (p. 2567) : circulaire de la chambre syndicale des courtiers de banque - Solidarité financière entre les agents de change - Interrogation sur les véritables objectifs de la réforme - Souhaite la dénationalisation du crédit.

Suite de la discussion - (4 novembre 1983) - **Art. 62** (p. 2646) : son amendement n° 1, soutenu par M. Maurice Schumann : mandat délivré par l'établissement de crédit, relatif à l'activité des intermédiaires en opérations de banque, y compris les agents des marchés interbancaires ; retiré - **Art. 63** (p. 2647) : son amendement n° 2, soutenu par M. Maurice Schumann : déclaration par les agents des marchés interbancaires de leur activité au comité des établissements de crédit ; modalités du contrôle de la Banque de France ; adopté.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° **61 (83-84)**].

Discussion générale - (21 novembre 1983) - (p. 3086) : transferts de compétences en matière sociale et distorsion entre le montant des ressources transférées et le total des dépenses transférées - Dotation générale de décentralisation - (DGD) - (p. 3090) : pression fiscale - Evolution du programme électoral de M. François Mitterrand - Endettement de la France - Désindexation des salaires par rapport aux prix - Succès relatif du redressement britannique, allemand et américain - Tiers monde ; endettement des pays d'Amérique latine - Epargne - Exportations - Inflation - Commerce extérieur - (p. 3091) : valeur du franc - Résultats de la relance par la consommation - Budget de rigueur - Défense ; événements du Liban et du Tchad - Comité des économies budgétaires

- Conditions de l'équilibre budgétaire - Evolution de la pression fiscale - Salaire des fonctionnaires - Modalités de contrôle du Parlement lors de la discussion de la loi de finances - Mesures nouvelles et services votés - Dépenses en personnels - (p. 3092) : mesures de débudgétisation ; contrat de gaz algérien ; bonifications d'intérêt au logement - Evolution des finances locales et mission d'information sur la décentralisation ; globalisation des subventions d'équipement et insuffisance des dotations de crédits de paiement ; cas des Vosges - DGD et exemple de la Lorraine - Déficit réel du budget - (p. 3093) : poids de la dette publique - Lancement d'emprunts - Structure du crédit et difficultés des entreprises et des collectivités locales pour trouver du crédit - Investisseurs institutionnels - Epargne disponible des ménages - Multiplication de l'impôt sur le revenu - Contribution de solidarité - Prélèvement supplémentaire - Impôt sur les grandes fortunes (IGF) et exclusion de l'outil de travail - Fiscalité agricole - Réduction de l'exonération partielle des groupements fonciers agricoles (GFA) ; mécanisme d'avances aux cultures ; régime fiscal des groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) ; passage du forfait au bénéfice réel - (p. 3094) : nécessaire redressement de l'économie française et remaniement de ce projet de budget.

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 4** (p. 3138) : se déclare favorable à l'amendement n° 110 de M. Jean Faure (aménagement du régime fiscal des dons aux organismes sans but lucratif : dispense de la production de pièces justificatives jusqu'à cinq cents francs) - Simplification souhaitable pour les associations - **Art. 8** (p. 3143, 3144) : se déclare favorable à l'amendement n° 65 de M. Maurice Blin, rapporteur général (substitution à la réduction du taux de déductibilité de la provision pour investissement d'un système transformant cette provision en un avantage de trésorerie) - Participation des salariés - Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) - Situation financière des entreprises ; difficultés de trésorerie - Guerre économique - Mobilisation des énergies - **Après l'art. 9** (p. 3149) : son amendement n° 117 : application du régime du compte d'épargne en actions aux actions acquises par le salarié d'une entreprise en application de la loi du 31 décembre 1970 ; retiré - Système des options aux souscriptions ou achats d'actions, inspiré des *stock options* américains ; incitation fiscale nécessaire - (p. 3150) : notion d'intermédiaire agréé - **Art. 10** (p. 3151) : son amendement n° 119 : régime des comptes courants d'associés : suppression du blocage des intérêts pendant cinq ans ; retiré - Rémunération du capital - (p. 3152) : son amendement n° 118 : assimilation des produits des clauses d'indexation afférentes aux sommes mises ou laissées à la disposition d'une société par ses associés ou ses actionnaires à des intérêts : report d'application à la date du 1er janvier 1984 ; retiré - Taxation rétroactive des indexations ; jurisprudence du Conseil d'Etat.

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 13** (p. 3167) : son amendement n° 120 : suppression du paragraphe III de cet article, relatif au calcul de l'allocation compensatrice versée aux communes ; devenu sans objet - Etablissement d'une rétroactivité en matière fiscale et opposition du Conseil d'Etat à une mesure semblable précédente - Rapport du Conseil économique et social opposé à toute mesure rétroactive en matière de fiscalité - (p. 3171) : nombreux inconvénients de cet article à l'égard du contribuable et des communes - Engagements entre l'Etat et les communes non tenus - Pénalisations supportées par les départements depuis longtemps - Manipulation de la décentralisation - **Art. 18** (p. 3191) : son amendement n° 121 : détention de plus de 10 % du capital d'une société assimilée à un bien professionnel ; adopté - Meilleure définition de l'outil de travail - Souhait de nombreux sénateurs que l'outil de travail n'entre pas dans le champ d'application de l'impôt sur les grandes fortunes - (p. 3192) : cohérence avec la loi sur les sociétés et prise en compte du seuil de 10 % - Moitié des petites et moyennes entreprises et des petites et moyennes industries tenues par des gérants minoritaires - **Art. 20** (p. 3204) : utilisation néfaste de l'assurance comme assiette de la fiscalité - Niveau record en France des prélèvements obligatoires parmi les pays industrialisés - Absence de prise en compte de l'assurance dans le calcul des prélèvements obligatoires, ainsi que pour le calcul de l'indice des prix INSEE - Obligation d'avoir à différents titres une assurance - Risque du développement de l'irresponsabilité - Dépôt d'un amendement de suppression - (p. 3207) : son amendement n° 122 : suppression de cet article relatif à la taxe spéciale sur les conventions d'assurance ; retiré - Pénalisation des jeunes et des personnes âgées ; développement de l'irresponsabilité - (p. 3208) : augmentation au cours de ces dernières années du volume global des prélèvements obligatoires - (p. 3210) : augmentation du taux de la taxe concernant les assurances mutuelles agricoles, inacceptable - (p. 3213) : se déclare favorable à l'amendement n° 78 de M. Maurice Blin, rapporteur général (nouvelle rédaction de la deuxième phrase de paragraphe II de cet article, relative à l'exonération des contrats d'assurances maladies complémentaires et des contrats couvrant la totalité des risques personnels ou professionnels) - (p. 3215) : se déclare favorable à l'amendement n° 57 de M. Jean Arthuis (suppression du paragraphe I de cet article relatif aux aménagements de taux).

Suite de la discussion - (24 novembre 1983) - **Art. 38** (p. 3235) : soutient l'amendement n° 125 de M. Amédée Bouquerel (prise en charge par l'Etat de l'intégralité des majorations des rentes mutualistes des anciens combattants) - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 3249) : décision du groupe RPR de rejeter la loi de finances - Taxation excessive, y compris par le biais de la mutualité - Nombreux échecs du Gouvernement - Faible prise en compte par le secrétaire d'Etat des avis du Sénat - Examen approfondi des fascicules budgétaires primordiaux.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - II - Secrétariat général de la défense nationale - (24 novembre 1983) - Rapporteur spécial - (p. 3252) : importance de la politique de défense civile et militaire - Structure organique du secrétariat général de la défense nationale (SGDN) - Protection civile - (p. 3253) : augmentation des crédits du SGDN - Extension des sessions régionales de l'Institut des hautes études de la défense nationale - Dépenses en capital : programme civil de défense et équipement matériel des services du SGDN - Stabilisation de l'effort de défense - Débat souhaitable sur la protection civile de la population - Baisse des crédits budgétaires - Information de la population - Construction et recensement des abris - Vote laissé à l'appréciation du Sénat.

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3602) : évolution du revenu agricole - Politique agricole commune (PAC) - Politique forestière - Fonds forestier national - Forêt vosgienne - Elargissement de la Communauté économique européenne (CEE) - Installation de jeunes agriculteurs - Contrats emploi formation installation - (p. 3603) : âge de la retraite - Formule de pré-installation - Modalités d'attribution de la dotation à l'installation des jeunes agriculteurs (DIJA) - Bonifications d'intérêt - Comptes pour le développement industriel (CODEVI) - Cotisations sociales pour les jeunes agriculteurs ou allègement de charges sociales - (p. 3612) : conséquences de la décentralisation pour les collectivités locales - Cas de la région Lorraine - (p. 3614) : excédent laitier et politique européenne.

Industrie et recherche - (5 décembre 1983) - (p. 3768) : développement scientifique et technologie - Modernisation industrielle - (p. 3769) : echec de la politique de relance par la consommation - Baisse du pouvoir d'achat - Diminution de la production industrielle - Chômage - Faillites - Echec de la lutte contre l'inflation - Diminution des investissements industriels - Endettement excessif des

entreprises françaises - Difficultés dans le secteur de l'ameublement, notamment dans le département des Vosges - Augmentation de la pression fiscale - Conséquences du plan meuble de 1981 - Mise en place dans les Vosges de contrats du type « emploi investissement », allégeant les charges sociales - (p. 3770) : prêts à long terme et prêts participatifs à des taux avantageux - Définition de quotas et de normes techniques visant à protéger le marché intérieur - Concours financier des pouvoirs publics - Menaces sur l'emploi - Problèmes dans l'industrie textile - Négociations en cours avec l'Egypte, la Turquie et la Chine - Situation préoccupante de la société Montefibre - Proposition des élus des Vosges pour un « plan Vosges *bis* » - (p. 3785) : procédure de la régulation budgétaire - (p. 3789) : soutien industriel et défense de l'emploi relevant de la compétence de l'Etat - Dotation générale de décentralisation - Pression fiscale locale pour faire face au transfert de charges - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3792) : attitude de l'actuelle opposition identique à celle d'avant 1981 : refus de voter ce budget.

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - (p. 3856) : **examen des crédits - Etat B** : son amendement n° 169 : réduction de crédits relatifs à l'élection des conseils régionaux ; adopté - **Après l'art. 110** : son amendement n° 170, soutenu par M. Bernard-Charles Hugo : attribution d'un concours spécial aux deux départements de la région Corse destiné à compenser les produits des taxes sur les véhicules à moteur ; retiré.

Comptes spéciaux du Trésor - (9 décembre 1983) - Rapporteur spécial : voir intervention de M. Geoffroy de Montalembert (p. 3974, 3975) - **Art. 52** (p. 3976) : son amendement n° 229, soutenu par M. Geoffroy de Montalembert : suppression du paragraphe II de cet article relatif au montant des découverts applicables en 1984 aux services votés des comptes de commerce ; adopté.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° 7 (83-84)] - (13 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4128) : incidences financières de ce texte - Mise en place d'une structure lourde et problème de financement - Multiplication des organismes consultatifs et de gestion - Conseil supérieur de la fonction publique territoriale - Commission paritaire - Centres de gestion au niveau national, régional et départemental - Financement par une cotisation - Comités techniques paritaires - Dépenses déjà induites par les lois de décentralisation et de transfert de compétences - (p. 4129) : problèmes financiers - Attribution aux organisations syndicales représentatives de locaux à usage de bureaux - Titularisation dans la fonction publique territoriale d'agents affectés dans les services relevant de l'Etat : agents à temps plein ; vacataires à mi-temps - Congé spécial - Conséquences financières des suppressions d'emplois ou des déchargements de fonctions : rémunération de fonctionnaires en surnombre ; indemnité - Utilisation d'une liste d'aptitude pour la nomination aux emplois et rémunération de candidats non affectés - Limitation nécessaire du coût de fonctionnement de l'administration locale - (p. 4136) : substitution du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale à quatre organismes existants, évoquée par M. Gaston Defferre, ministre ; problèmes du financement du fonctionnement de cet organismes - Inscription des crédits nécessaires - **Art. 21** (p. 4151, 4152) : son amendement n° 3 : affiliation aux centres départementaux de gestion des communes et de leurs établissements publics employant moins de deux cents fonctionnaires de catégories C et D ; retiré - Temps complet ou incomplet - **Art. 21** *ter* (p. 4155) : son amendement n° 4 : financement des centres de gestion : taux maximal de chaque cotisation fixé par la loi de finances ; adopté - (p. 4156) : prévision d'inflation et élaboration des budgets départementaux ; évolution des dépenses de fonctionnement des administrations - **Art. 29** (p. 4159) : son amendement n° 5 : commissions administratives paritaires : suppression de l'obligation de création de ces instances de concertation pour les communes ou établissements employant moins de deux cents fonctionnaires de catégories C et D ; retiré - Commissions administratives et comités techniques paritaires - Equilibre des finances locales - Référence au seuil d'affiliation au centre départemental de gestion.

Suite de la discussion - (14 décembre 1983) - **Art. 33** (p. 4190) : son amendement n° 7, soutenu par M. Paul Kauss : création d'un comité technique paritaire dans chaque collectivité ou établissement employant 200 fonctionnaires de catégorie C et D ou plus, ainsi qu'auprès de chaque centre départemental de gestion pour les collectivités et établissements affiliés ; retiré - (p. 4191) : amendement proposé permettant de réaliser des économies au bénéfice des collectivités locales - Son amendement n° 8 : suppression du deuxième alinéa de cet article relatif à la constitution d'un comité technique paritaire par décision de l'organe délibérant de la collectivité ; adopté - **Art. 118** (p. 4237) : son amendement n° 13, soutenu par M. Paul Kauss : titularisation dans la fonction publique des agents non titulaires des collectivités territoriales ; devenu sans objet.

– **Grève des centres de tri postal** - (16 décembre 1983) - (p. 4319) : suppression de la disposition de retenue d'une journée de salaire pour un arrêt partiel de travail dans la journée - Préavis de grève.

PONTILLON (Robert), sénateur des Hauts-de-Seine (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (loi n° 79-564 du 6 juillet 1979).

Est nommé de nouveau membre de cette délégation (13 octobre 1983) (p. 2307).

Est nommé membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (loi n° 83-609 du 8 juillet 1983) (20 octobre 1983) (p. 2363).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 (14 juin 1983) (p. 1625).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **403** (JO Débats 16 juin 1983) (p. 1669) à M. le ministre de l'éducation nationale : **handicapés** (établissements spécialisés et soins).

n° **412** (JO Débats 1er octobre 1983) (p. 1345) à M. le ministre de la justice : **informatique** (fonctionnement de la commission nationale de l'informatique et des libertés) - Réponse de M. Robert Badinter, ministre de la justice (21 octobre 1983) (p. 2392).

n° **438** (JO Débats 24 novembre 1983) (p. 3219) à M. le ministre de l'économie : **armes et munitions** (non-éligibilité au crédit de certains matériels militaires destinés à l'exportation).

n° **441** (JO Débats 1er décembre 1983) (p. 3542) à M. le Premier ministre : **armes et munitions** (non-éligibilité au crédit de certains matériels militaires destinés à l'exportation) - Réponse de M. Charles Hernu, ministre de la défense (16 décembre 1983) (p. 4323).

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement : politique à l'égard des pays d'Amérique latine et d'Amérique centrale** - (19 mai 1983) - (p. 942) : Salvador - Nicaragua ; déstabilisation - Groupe de Contadora - Action de la diplomatie française - Rôle de Cuba.

– **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° 368 (82-83)] - (2 juin 1983) - (p. 1332) : conférence des sept pays industrialisés à Williamsburg et déclaration sur la sécurité - Négociation de Madrid à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) - Ebauche de solidarité européenne à l'égard de la politique monétaire américaine - Système monétaire international - Nécessaire cohésion de la Communauté économique européenne (CEE) - Crise d'identité et crise structurelle de la CEE - (p. 1333) : relance nécessaire de la construction européenne - Prochain conseil européen de Stuttgart - Politique agricole commune (PAC) - Révision des modes de financement de la Communauté - Contribution britannique - Elargissement de la CEE et négociation agricole avec l'Espagne - Attente des règlements pour les fruits et légumes et l'huile d'olive - Négociation Nord Sud - Régression de l'aide multilatérale au développement ; silence de Williamsburg sur ce point.

– **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988** [n° 336 (82-83)] - (14 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1610) : inscription des crédits dans la loi - Actualisation de la force de dissuasion - Souci de rigueur - Nouvelle force d'action rapide (FAR) - Accent prioritaire mis sur la force nucléaire océanique - Système Hadès - Surarmement du Pacte de Varsovie en Europe - (p. 1611) : cohérence de moyens financiers militaires avec la politique économique du Gouvernement - Suppression de la référence au produit intérieur brut marchand (PIBM) - Fixation d'une enveloppe globale des besoins - Risque de nouvelle diminution des effectifs pour tenir les promesses d'équipement - Projet répondant aux objectifs majeurs du 9e Plan ; emploi et recherche - Caractère transitoire de cette loi de programmation - Report des commandes de certains matériels - Groupe socialiste favorable à l'adoption de ce texte.

PORTIER (Henri), sénateur de l'Aube (apparenté au groupe RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargé de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code de la sécurité sociale et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant (12 décembre 1983) (p. 4099).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique (14 décembre 1983) (p. 4187).

POUDONSON (Roger), sénateur du Pas-de-Calais (UCDP).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (6 mai 1983) (p. 721).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (9 juin 1983) (p. 1532).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 (14 juin 1983) (p. 1625).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (24 juin 1983) (p. 1998).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires (28 juin 1983) (p. 2066).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 321 (82-83)] autorisant la ratification d'un accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la commission et la Cour européenne des Droits de l'homme [n° 11 (83-84)] (13 octobre 1983) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° 53(82-83)] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° 269 (82-83)] - (4 mai 1983) - **Avant l'art. 1** (p. 621) : son amendement n° 134, soutenu par M. Roger Boileau : responsabilité financière de l'Etat substituée à celle de la région, du département ou de la commune en cas d'inexécution des engagements financiers de l'une de ces collectivités résultant des dispositions des nouveaux textes législatifs ; retiré.

Suite de la discussion - (5 mai 1983) - **Art. 12** (p. 638) : son amendement rédactionnel n° 146, déposé avec M. Henri Le Breton et soutenu par M. Pierre Lacour ; retiré - **Art. 23** (p. 653) : son amendement n° 154, déposé avec M. Henri Le Breton, et soutenu par M. Pierre Lacour : présence dans les conseils de l'éducation des parents d'élèves de l'enseignement public et privé ; devenu sans objet - **Art. 24** (p. 657) : sur l'amendement n° 9 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (en matière de carte scolaire, pouvoirs différenciés selon les niveaux d'enseignement concernés et la collectivité territoriale responsable), ses sous-amendements, déposés avec M. Henri Le Breton et soutenus par M. Pierre Lacour, n° 155 : fixation par les conseils municipaux de l'implantation des écoles et des classes élémentaires et maternelles publiques ; retiré ; et n° 156 : intervention des conseils municipaux ou généraux en matière d'implantation d'écoles ou de créations, d'extensions ou d'aménagement des collèges, limitée aux seuls établissements publics ; retiré - **Art. 27** (p. 667) : sur l'amendement n° 11 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (contribution de la commune de résidence des élèves des écoles maternelles et des classes élémentaires aux dépenses de fonctionnement engagées par les communes d'accueil ; à défaut d'accord, contribution déterminée par le conseil départemental de l'éducation), son sous-amendement n° 182, déposé avec M. Henri Le Breton et soutenu par M.

Pierre Lacour : article concernant les maternelles publiques ou privées sous contrat d'association ; retiré.

Suite de la discussion - (6 mai 1983) - **Art. 60** (p. 705) : son amendement n° 175, soutenu par M. Pierre Lacour : 1° suppression de l'obligation de placement en bons du Trésor ; 2° avis du comité des finances locales intervenant avant le décret du Conseil d'Etat ; adopté.

– **Question au Gouvernement : politique énergétique** - (19 mai 1983) - (p. 947) : taux de croissance de l'économie - Programme électro nucléaire - Industrie minière et charbonnière - Consommation d'énergie - Emploi - (p. 948) : fermeture de puits d'extraction de charbon.

– **Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public** [n° **282 (82-83)**] - (6 juin 1983) - Président de la commission spéciale - **Discussion générale** (p. 1379, 1380) : audition des partenaires sociaux - Hommage au rapporteur - Existence d'imprécisions - Détermination nécessaire du secteur public - Importance du problème des filiales - Interrogation sur la « démocratie dans l'entreprise » et sur la définition de « l'entreprise » - Révocation des administrateurs élus prononcée par le juge - (p. 1392) : non participation du groupe communiste aux travaux de la commission spéciale - (p. 1393) : reconnaît ne plus avoir en mémoire le nom de celui qui fut à l'origine de l'amendement supprimant le mot « démocratisation ».

– **Projet de loi modifiant le code du service national** [n° **319 (82-83)**] - (7 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1437) : nécessité de la défense de la France et maintien du service national à douze mois - Amélioration nécessaire des conditions d'exercice du service - Abaissement à 18 ans de l'âge d'appel et distorsion avec les bénéficiaires de report d'incorporation - Volontariat pour un service prolongé : formation des appelés - Affectation d'appelés dans la gendarmerie : seuil de 15 % - Missions de la gendarmerie et des gendarmes auxiliaires - Réparation des préjudices corporels causés par l'accomplissement des obligations de service national ; rappel de la proposition de loi n° 281 de M. *Jean Francou* tendant à modifier la loi de 1972 portant statut général des militaires - Extension souhaitable aux militaires de carrière - Problème des objecteurs de conscience : reconnaissance du service des objecteurs comme forme du service national et risque de laxisme ; durée du service des objecteurs ; information et propagande ; pacifisme et défaitisme - (p. 1438) : propagande extérieure - Votera le projet amendé selon les propositions de la commission.

– **Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public** [n° **282 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (8 juin 1983) - Président de la commission spéciale - **Discussion générale** (p. 1459) : souhaite l'abrègement de la discussion sur ce texte : examen en deuxième lecture ; divergence de vues entre le Gouvernement et la commission spéciale - **Après l'intitulé du titre III** (p. 1476) : respect des travaux du Parlement - Divergence de vues entre la Haute Assemblée et le Gouvernement - **Art. 29** (p. 1479) : risque de création d'une hiérarchie parallèle au sein des conseils d'atelier - Lois Auroux.

– **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988** [n° **336 (82-83)**] - (14 juin 1983) - **Art. 1** (p. 1623) : projet insatisfaisant - Importance des crédits militaires assurant la défense et l'indépendance de la France - Vote du budget de 1982 par le groupe de l'UCDP - Annulation de nombreux crédits destinés aux forces armées - Blocage d'autorisations de programme en 1983 - Forces du Pacte de Varsovie considérées comme agresseur potentiel de la France - Groupe de l'UCDP défavorable à l'adoption de ce projet.

– **Question au Gouvernement : dégradation de la situation de l'emploi** - (16 juin 1983) - (p. 1702) : malaise de la police - Nombre de chômeurs - Cas de la région Nord Pas-de-Calais - Sidérurgie et métallurgie - Chimie et textile - Bâtiment, travaux publics et automobile - (p. 1703) : chômage - Caractère international de la crise.

– **Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public** - *Nouvelle lecture* [n° **463 (82-83)**] - (30 juin 1983) - Président de la commission spéciale - **Intitulé du titre I** (p. 2116) : demande de scrutin public sur l'amendement n° 5 de M. Jean Chérioux, rapporteur (« Du champ d'application »).

– **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Commission et la Cour européennes des Droits de l'homme** [n° **321 (82-83)**] - (20 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2353) : autorisation de la ratification d'un accord européen signé à Londres le 5 mai 1969 relatif aux personnes participant aux procédures devant la commission et la Cour européennes des Droits de l'homme - Signature de cet accord par la France le 10 juin 1982, après acceptation le 2 octobre 1981 des recours individuels devant la commission et la Cour européennes des Droits de l'homme - Limitation de l'adhésion de la France en 1974 - Articles 2, 3 et 4 de l'accord de Londres assurant une protection accrue des « personnes participant aux procédures » - Article 5 permettant à la commission ou à la Cour de lever l'immunité dans tous les cas où elle entraverait le cours de la justice - Article 3 prévoyant la liberté de correspondance avec la commission et avec la Cour - Article 4 et liberté de déplacement entre le lieu de résidence et Strasbourg - Commission favorable à l'adoption de ce texte.

POUILLE (Richard), sénateur de la Meurthe-et-Moselle (UREI).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis élu vice-président.

– Est nommé membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (loi n° 83-609 du 8 juillet 1983) (20 octobre 1983) (p. 2363).

Est nommé membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial (loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973) (2 novembre 1983) (p. 2536).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1984 (16 décembre 1983) (p. 4314).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) (21 décembre 1983) (p. 4530).

Est nommé membre de la commission de contrôle des services publics responsables de l'application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques (22 décembre 1983) (p. 4560).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Environnement** [n° **64, tome XVII (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Environnement et qualité de la vie - (29 novembre 1983) - Rapporteur pour avis - (p. 3484) : nécessité d'un effort soutenu en faveur de la protection de l'environnement - Risque d'un doublement de la population d'ici l'an 2000 - Attachement à l'amélioration de la qualité de la vie des Français et à la protection de l'environnement - Crédits insuffisants - Gestion de l'eau restant une action prioritaire - Ampleur des inondations de l'hiver dernier - Insuffisance des crédits d'aménagement des rivières - Projet d'aménagement de la Meurthe - Lutte pour une meilleure qualité des eaux - Amélioration de la récupération et de la valorisation des déchets - (p. 3485) : nécessité de multiplier les actions concernant l'environnement avec la collaboration des collectivités locales - Démarrage de l'agence de l'air - Poursuite des opérations « qualité de la vie » par le Fonds d'investissement pour la qualité de la vie (FIQV) - Rigueur budgétaire ne justifiant pas la faiblesse des crédits - Décentralisation devenue une réalité - Problème d'environnement manifestement de compétence locale - Insuffisance des crédits transférés à la dotation globale d'équipement (DGE) - Prise en charge des réalisations par les collectivités locales - Commission des affaires économiques défavorable à l'adoption des crédits de l'environnement pour 1984.

– **Question au Gouvernement : mutations de personnels du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale** - (15 décembre 1983) - (p. 4254) : institut national de recherche et de sécurité (INRS) - Visite de M. François Mitterrand au pôle technologique de Brabois - Annulation de l'extension prévue de l'INRS à Brabois et création d'un nouveau centre à Nevers - Souhait des élus locaux de maintenir et développer l'INRS à Vandoeuvre.

PREVOTEAU (Maurice), sénateur de la Marne (UCDP).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Juge suppléant de la Haute Cour de justice.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises (22 juin 1983) (p. 1830).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement (22 juin 1983) (p. 1835).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905 (6 juillet 1983) (p. 2205).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises** - *Deuxième lecture* [n° **273 (82-83)**] - (18 mai 1983) - **Art. 8** (p. 883) : sur l'amendement n° 4 de M. Michel Chauty, rapporteur (suppression de la faculté octroyée à la commission des marchés à terme de se faire adresser copie de tout document, par toute personne intervenant à titre quelconque sur les marchés à terme) se déclare favorable au sous-amendement n° 74 de M. Michel Crépeau, ministre (nécessité d'une décision motivée du président de la commission de marchés à terme préalable au déclenchement d'une enquête par les agents de la commission).

– **Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles** [n° **190 (82-83)**] - (18 mai 1983) - **Art. 4 :** *Art. 404 du code rural* (p. 910) : son amendement n° 106, déposé avec M. Jacques Mossion, qui le soutient : application des dispositions du présent titre, sous réserve des articles 430 et 431 du code rural ; adopté.

Suite de la discussion - (26 mai 1983) - **Art. 4** (*suite*) : *Art. 431 du code rural* (p. 1166) : son amendement n° 123, déposé avec M. Jacques Mossion : renouvellement d'autorisation ou de concession d'enclos piscicoles ; adopté - Se déclare favorable à l'amendement n° 159 de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat (demande de renouvellement d'autorisation ou de concession) - Commerce du poisson - Investissements - Diversification des activités des agriculteurs.

PROUVOYEUR (Claude), sénateur du Nord (apparenté au groupe RPR).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre de la commission de contrôle des services publics responsables de l'application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques (22 décembre 1983) (p. 4560).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° **384 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (27 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2503) : projet allant à l'encontre des objectifs proclamés - (p. 2504) : quatre années nécessaires pour acquérir une formation juridique générale - Pluridisciplinarité de l'enseignement du droit, orienté vers l'activité professionnelle - Politisation de l'enseignement et introduction du pouvoir hiérarchique - Scrutin de liste avec collège unique et sous-représentation des professeurs de droit - Disparition de l'indépendance politique des enseignants.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Mer - (25 novembre 1983) - (p. 3331, 3332) : baisse du trafic du port de Dunkerque - Exigences techniques du trafic par conteneurs - Place restreinte des ports maritimes dans le 9e Plan - Fonds spécial de grands travaux : crédits pour les travaux de desserte maritime d'Usinor à Dunkerque - Contradiction entre les objectifs du Gouvernement et les crédits proposés - Décentralisation ; ports autonomes - Construction navale ; crise des chantiers de Dunkerque ; conséquences sur l'emploi - Ne votera pas ce projet de budget.

Prestations sociales agricoles - (1er décembre 1983) - (p. 3551) : prestations sociales agricoles - Difficultés de financement du budget agricole - Vieillissement de la population agricole - Vaccination anti-grippe des agriculteurs de plus de 75 ans - Mutualité sociale agricole (MSA).

– **Projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan)** [n° **88 (83-84)**] - **Suite de la discussion** - (21 décembre 1983) - **Discussion générale** - (p. 4494) : importance du 9e Plan pour l'économie, pour la démographie

et pour le système de santé - Interrogation sur l'évolution de la natalité et de la politique familiale - Nécessité d'amorcer les inflexions nécessaires - Politique démographique devant compenser la charge résultant d'une naissance ; devant permettre aux parents de concilier leurs obligations professionnelles et familiales ; et devant créer un climat plus favorable à la natalité - Création envisagée d'une allocation au jeune enfant se substituant aux différentes aides actuelles - Rapport du Conseil économique et social sur le statut matrimonial et ses conséquences juridiques, fiscales et sociales, en cours d'élaboration - (p. 4495) : souhait d'une augmentation des prestations sociales servies à partir du troisième enfant - Interrogation sur le nombre de places de crèches dont la création est prévue - Insuffisance des objectifs et des moyens du programme prioritaire d'exécution (PPE) n° 8 - Moderniser et mieux gérer le système de santé, objectifs du PPE n° 11 - Absence d'indication sur l'ensemble de la politique de santé et sur la politique hospitalière - Absence d'objectif ou d'indicateur concernant l'évolution des prélèvements obligatoires correspondant aux prestations familiales et au coût de la santé.

PUECH (Jean), sénateur de l'Aveyron (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement : élections régionales** - (16 juin 1983) - (p. 1694, 1695) : décentralisation - Date des élections régionales et municipales - Mode de scrutin.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - (p. 3843) : diminution des concours habituels de l'Etat à travers la dotation globale d'équipement (DGE) - Fiscalité locale - Dépenses induites par la décentralisation ; mission d'information du Sénat - Transfert de l'aide sociale : absence de concertation ; modalités de versement de la compensation et de calcul de la dotation générale de décentralisation (DGD) - (p. 3844) : dette de l'Etat en matière d'aide sociale ; transformation en dette à long terme ; trésorerie des collectivités locales - Responsabilité des présidents de conseils généraux dans la tarification des établissements sociaux ; financement des déficits des régimes sociaux - Demande d'expérimentation en simulation - (p. 3854) : DGE dans le département de l'Aveyron.

Q

QUILES (Paul), *ministre de l'urbanisme et du logement* (nommé le 4 octobre 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 5 octobre 1983, P. 2970].

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **391** de M. Roger Lise : **logement** (difficultés pour les originaires des DOM de trouver un logement locatif) (16 décembre 1983) (p. 4326, 4327).

n° **435** de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : **bâtiment et travaux publics** (relance de la construction et sauvegarde des entreprises artisanales du bâtiment) (16 décembre 1983) (p. 4328, 4329).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi sur la vente des logements appartenant à des organismes d'habitations à loyer modéré** - *Deuxième lecture* [n° **416 (82-83)**] - (20 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2363) : amélioration de ce texte par le Sénat en première lecture et adoption à l'unanimité - (p. 2364) : modifications apportées par l'Assemblée nationale - Redéfinition des responsabilités - Problème de l'affectation du produit de la vente et de la conservation du sol par les organismes sous forme d'un bail - Nécessité de mettre fin à la procédure de la loi de 1965 - Prise en compte de la décentralisation - Nécessité que la vente des logements appartenant à des organismes d'habitations à loyer modéré (HLM) puisse devenir réalité - (p. 2366) : affectation de l'apport personnel pour moitié à l'organisme d'HLM et pour moitié au remboursement des aides de l'Etat en réponse à la question sur l'emploi des sommes perçues par les organismes d'HLM lors des cessions - Absence de diminution des moyens financiers des organismes pour améliorer leur patrimoine - Réhabilitation de nombreux logements sociaux dans les prochaines années mentionnée dans le IX Plan - Absence de modification du rythme de remboursement des prêts à la caisse en réponse à M. *Marc Boeuf* - Texte de loi adopté conforme par les deux assemblées répondant pour l'essentiel aux voeux des organismes d'HLM - Amélioration des conditions de vente - **Art. unique** (p. 2367) : absence d'obligation faite au vendeur - Consultation de la commune d'implantation.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Urbanisme et logement - (5 décembre 1983) - (p. 3736) : solutions récentes à d'importants dossiers : évolution des loyers, accès au logement, relance du secteur du bâtiment et des travaux publics - Prêts conventionnés - Primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS) - Prime à l'amélioration de l'habitat (PAH) - Relance de la construction des logements sociaux - Mesures de soutien à la construction : augmentation de la quotité des prêts d'accession à la propriété (PAP) ; abaissement du taux des prêts complémentaires aux PAP ; relèvement des prix plafond relatifs aux constructions réalisées à l'aide des prêts conventionnés ; financement au moyen de prêts conventionnés des travaux d'amélioration - (p. 3737) : prorogation du dispositif actuel d'épargne logement - Expérimentation de prêts variables dans le secteur de l'accession aidée par l'Etat - Effort en matière de recherche - Programmes en collaboration avec le ministère de l'industrie et de la recherche - Revalorisation des métiers du bâtiment - Formation professionnelle - Modernisation des entreprises - Décisions en matière de loyers - Révision des loyers sous-évalués à l'occasion de l'installation d'un nouveau propriétaire - Extension de l'accord conclu dans le secteur HLM relatif aux travaux - Examen prochain au Sénat du projet relatif à la location accession - Urbanisme et conséquences de la décentralisation - Plan d'occupation des sols (POS) - (p. 3738) : directions départementales de l'équipement mises gratuitement à la disposition des communes - Simplification des démarches du permis de construire - Informatisation des services - Formation des personnels - Titularisation - Qualification des agents - Financement des études d'urbanisme - Dotation générale de décentralisation (DGD) -Rôle de l'Etat en ce qui concerne l'organisation et la protection de l'espace - Aide de l'Etat aux agences d'urbanisme - Protection du patrimoine - Aménagement et promotion du cadre de vie urbain - Etude de nouvelles dispositions législatives relatives à l'urbanisme opérationnel - Moyens juridiques mis à la disposition des collectivités locales - Résorption de l'habitat insalubre - Soutien des initiatives locales - Difficultés des professionnels du bâtiment et des travaux publics, des candidats locataires, des propriétaires et des élus locaux - Projet ambitieux - (p. 3750) : problèmes de la construction neuve - PAP - Prêts locatifs aidés (PLA) - Mesures gouvernementales visant à relancer l'accession à la propriété - Relance du secteur locatif social en 1981 - Forte augmentation des PALULOS - Mesures visant à faciliter l'accession à la propriété pour les familles à revenu modeste : diminution des mensualités des PLA ; abaissement du taux des prêts complémentaires aux PAP ; relèvement du plafond des prêts conventionnés ; financement de travaux d'amélioration par des prêts conventionnés - Mise en chantier différenciée des opérations d'acquisition amélioration - (p. 3751) : vote unanime du Sénat sur la loi Quilliot - Fixation des loyers - Récentes mesures relatives aux loyers sous-évalués - Relance souhaitée du secteur privé - Difficultés des organismes d'HLM - Aide financière de l'Etat - Signature d'un contrat-cadre en 1982 avec l'Union des fédérations d'organismes d'HLM - Procédure de rétablissement de la situation financière des offices d'HLM - Difficultés de commercialisation de certains programmes d'accession à la propriété - Location de logements destinés à la vente - Procédure d'aide aux locataires - Développement de la location accession - Hausse des loyers en fonction du taux d'inflation - Hausse supplémentaire pour les loyers sous-évalués et pour travaux d'amélioration - Propositions du rapport Badet - Rapports entre locataires et bailleurs - (p. 3752) : aide aux locataires remplissant certaines conditions de ressources - Volume et conditions de financement des PLA - Stabilisation du taux des PLA - Révision possible de ce taux en fonction de la baisse l'inflation - Transformation éventuelle en bonifications des subventions accordées par l'Etat, au titre des PLA - Mesures entraînant une diminution des prêts accordés par la Caisse des dépôts et consignatons aux collectivités locales - Prélèvement sur le fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne - Décentralisation et urbanisme - Elaboration des POS - Effort de l'Etat en faveur des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE) - Avenir de ces conseils - Financement des agences d'urbanisme - (p. 3753) : définition et mise en oeuvre de l'aménagement urbain - Majoration urbaine de la dotation globale d'équipement (DGE) - Actions de la compétence de l'Etat : lutte contre l'habitat insalubre, recherche et innovation - Réforme de l'enseignement de l'architecture en 1984 - Définition législative de l'ingénierie - Carrière des architectes - Modernisation du secteur du bâtiment et des travaux publics - Développement de la politique d'exportation de ce secteur : négociations prochaines en Algérie et en Amérique latine - Logement social dans les départements d'outre-mer - (p. 3754) : majoration des loyers d'HLM évoquée par M. *Amédée Bouquerel* - Diminution de l'inflation - Soutien financier de l'Etat aux organismes d'HLM.

QUILLIOT (Roger), *ministre de l'urbanisme et du logement* (nommé le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1787].

Nommé de nouveau *ministre de l'urbanisme et du logement* le 22 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 23 mars 1983, p. 883].

puis **élu sénateur du Puy de Dôme le 25 septembre 1983** (S).

En qualité de ministre de l'urbanisme et du logement

DÉPÔTS

Projet de loi complétant, en ce qui concerne les logements-foyers, la loi n° 82-526 du 22 juin 1982 relative aux droits et obligations des locataires et des bailleurs [n° **191 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983) - **Baux**.

Projet de loi sur la vente des logements appartenant à des organismes **d'habitation à loyer modéré** [n° **192 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983).

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **214** de M. Jean Cluzel : **bâtiment** (situation de l'emploi dans le secteur du bâtiment) (20 mai 1983) (p. 1004, 1005).

n° **222** de M. Henri Le Breton : **bâtiment** (mesures en vue d'une relance du secteur du bâtiment) (26 avril 1983) (p. 471, 472).

n° **367** de M. Charles Lederman : **sécurité publique** (suites au rapport de la commission des maires sur la sécurité) (20 mai 1983) (p. 1005 et suivantes).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi donnant force de loi à la première partie (législative) du code de la construction et de l'habitation** [n° **383 (80-81)**] - (14 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 288) : intention du projet et absence de changement de l'état actuel du droit - (p. 289) : accord du Gouvernement sur les amendements de la commission - Achèvement de l'objectif fixé par la loi du 30 juin 1972 - **Art. 2** (p. 291) : accepte l'amendement de codification n° 1 de M. Robert Laucournet, rapporteur - Accepte la réserve de l'amendement de codification n° 2 de M. Robert Laucournet, rapporteur - **Après l'art. 2** (p. 292) : accepte l'amendement de codification n° 3 de M. Robert Laucournet, rapporteur - **Art. 2** (*suite*) (p. 293) : accepte l'amendement de codification n° 2, précédemment réservé, de M. Robert Laucournet, rapporteur - **Après l'art. 2** : accepte les amendements de codification n° 4 et n° 5 de M. Robert Laucournet, rapporteur - **Art. 3** : accepte l'amendement n° 6 de M. Robert Laucournet, rapporteur (substitution à tout renvoi à un règlement d'administration publique ou à un décret en forme de règlement d'administration publique d'un renvoi à un décret en Conseil d'Etat, et substitution au terme de préfet de l'expression « représentant de l'Etat dans le département ») - **Art. 4** (p. 294) : accepte l'amendement rédactionnel n° 7 de M. Robert Laucournet, rapporteur - **Après l'art. 4** : accepte l'amendement de coordination n° 8 de M. Robert Laucournet, rapporteur - **Après l'art. 5** : accepte l'amendement n° 9 de M. Robert Laucournet, rapporteur (nouvelle rédaction de l'article L. 315-5 du code de la construction et de l'habitation relatif à la prise en compte des intérêts et de la prime d'épargne versés aux titulaires de comptes d'épargne logement, d'une part, pour le calcul de l'allocation de logement et, d'autre part, pour la détermination du revenu net global) - **Art. 6** : accepte l'amendement de codification n° 10 de M. Robert Laucournet, rapporteur (épargne crédit) - Accepte l'amendement de coordination n° 11 de M. Robert Laucournet, rapporteur - **Après l'art. 6** : accepte l'amendement n° 12 de M. Robert Laucournet, rapporteur (modification des articles L. 353-15 et L. 442-3 du code de la construction et de l'habitation, pour coordination avec la loi du 30 décembre 1981 relative à la modération des loyers et avec son décret d'application du 13 novembre 1982) - **Intitulé** (p. 295) : accepte l'amendement n° 13 de M. Robert Laucournet, rapporteur : « Projet de loi donnant force de loi à la première partie (législative) du code de la construction et de l'habitation et modifiant certaines dispositions de ce code ».

– **Projet de loi sur la vente des logements appartenant à des organismes d'habitation à loyer modéré** [n° **192 (82-83)**] - (21 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 429) : modification de la loi de 1965 à laquelle le Sénat s'était opposé - Réforme et équilibre entre les différentes catégories sociales de la population ; vente des logements d'habitation à loyer modéré (HLM) et volonté commune des occupants, de l'organisme gestionnaire, des collectivités territoriales concernées et de l'Etat - Evolution de la situation du patrimoine HLM - Cas des logements locatifs construits depuis de nombreuses années situés dans des quartiers bien intégrés dans le tissu urbain ou des logements locatifs situés dans de grands ensembles périphériques - Vente à des conditions financières avantageuses et stabilisation d'une population jeune - Evolution du tissu urbain et rôle des collectivités locales - Protection d'un patrimoine locatif social - Prix de vente des logements et référence à une valeur déterminée par les services des domaines - Modalités de paiement du candidat acquéreur - (p. 430) : gestion des organismes d'HLM - Prêt aidé par l'Etat - Attitude favorable des responsables des collectivités locales et des responsables des organismes d'HLM - (p. 435) : engagement de l'Etat à l'égard du programme locatif - Problème de la vente de logements vides évoqué par M. *Louis Longequeue* - Souci de M. *Fernand Lefort* d'éviter toute spéculation - Prêt à l'accession à la propriété (PAP) - (p. 436) : contribution à une évolution des moeurs - **Art. 1** (p. 437) : accepte l'amendement de forme n° 1 de M. Robert Laucournet, rapporteur - Accepte la réserve de l'amendement n° 19 de M. Robert Laucournet, rapporteur (intitulé de la section II ; « Dispositions applicables aux cessions d'éléments du patrimoine immobilier) - *Art. L 443-7 du code de la construction* (p. 438) : accepte l'amendement n° 3 de M. Robert Laucournet, rapporteur (modalités d'acquisition par des personnes physiques locataires d'un organisme d'HLM du logement qu'elles occupent ; initiative de la vente : organisme propriétaire) - Sur cet amendement, son sous-amendement rédactionnel n° 22 ; adopté - Sur ce même amendement, demande le retrait du sous-amendement n° 27 de M. Fernand Lefort (garantie de la jouissance de leur logement pour les locataires de bonne foi ne se portant pas acquéreurs) - *Art. L 443-8* (p. 439) : accepte les amendements de M. Robert Laucournet, rapporteur, n° 2 (de forme) et n° 5 (droit de priorité des locataires de l'organisme pour l'acquisition de ces logements) - S'oppose à l'amendement n° 4 de M. Robert Laucournet, rapporteur (durée de vacance de l'appartement et autorisation pour la cession des logements locatifs) - *Art. L 443-9* : accepte l'amendement n° 6 de M. Robert Laucournet, rapporteur (protection du patrimoine locatif des habitations à loyer modéré en centre ville et pouvoirs du préfet) - (p. 440) : accepte les amendements de M. Robert Laucournet, rapporteur, n° 7 (procédure d'acquiescement pour la vente et avis de la collectivité locale ayant contribué au financement du programme ou accordé sa garantie aux emprunts contractés pour la construction de ces logements) et n° 8 (décision d'aliéner et information des autorités concernées ; indication du prix de vente de l'appartement ou du logement individuel dans la décision d'aliéner) - *Art. L 443-10* (p. 441) : son amendement n° 23 : base de l'évaluation du logement effectuée par les domaines ; adopté - Accepte l'amendement n° 26 de M. Adolphe Chauvin (communication avant la vente à tout

acheteur par l'organisme d'HLM vendeur d'informations complètes et précises sur l'état de l'immeuble dans lequel est situé l'appartement mis en vente) - (p. 442) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Fernand Lefort (litige et précision de la juridiction compétente) - *Art. L. 443-11-I :* accepte l'amendement n° 10 de M. Robert Laucournet, rapporteur (modulation des versements et prise en compte impérative des ressources et de la situation de famille de l'acquéreur) - Demande le retrait de l'amendement n° 29 de M. Fernand Lefort (montant des versements mensuels et prise en compte de la situation financière des catégories sociales visées par ce projet de loi) - *Art. L. 443-12-I* (p. 443) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Fernand Lefort (remboursement des annuités et des emprunts) - *Art. L. 443-14-I* (p. 444) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Fernand Lefort (modalités d'aliénation volontaire d'un logement HLM ; déclaration d'intention à l'organisme d'HLM vendeur ; droit de préemption éventuel de la commune ; droit de rachat préférentiel de l'organisme vendeur) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 13 de M. Robert Laucournet, rapporteur - Son amendement n° 24 : notification de la déclaration d'intention à la commune concernée ; droit de rachat préférentiel pour l'organisme d'HLM ou à défaut par la commune ; adopté - *Art. L. 443-14-II* (p. 445) : accepte l'amendement n° 31 de M. Fernand Lefort (occupation personnelle à titre principal par l'acquéreur ; changement d'affectation et autorisation de l'organisme vendeur) - *Art. L. 443-15-I :* s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 15 de M. Robert Laucournet, rapporteur (extension de la procédure à toutes les décisions d'aliénation concernant un élément du patrimoine d'un organisme d'HLM) - Accepte l'amendement n° 16 de M. Robert Laucournet, rapporteur (nullité des actes conclus sans respecter la procédure de cet article) - *Après l'art. L. 443-15-I* (p. 446) : accepte l'amendement n° 18 de M. Robert Laucournet, rapporteur (fonctions du syndic de la copropriété assurées par l'organisme vendeur sans que celui-ci y demeure propriétaire de logements ; rémunération du syndic) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 25 : rémunération du syndic fixée par le ministre chargé de la construction et de l'habitation ; adopté - **Après l'art. 1** (p. 447) : accepte l'amendement n° 20 de M. Robert Laucournet, rapporteur (intitulé du chapitre III ; « Accession à la propriété et autres cessions »).

– **Questions orales avec débat jointes : octroi de subventions par le Fonds d'aménagement urbain** - (26 avril 1983) - (p. 473) : subventions de l'Etat pour la surcharge foncière - Implantation de logements sociaux dans le centre des cités - Fonds d'aménagement urbain (FAU) - Répartition des crédits sous le précédent gouvernement - (p. 474) : nombre des habitations à loyer modéré (HLM) dans les communes détenues par la majorité et celles détenues par l'opposition - En réponse à M. *Jean-Pierre Fourcade*, état des dossiers des demandes concernant les communes d'Issy-les-Moulineaux, Vanves, Saint-Cloud et Rueil-Malmaison - En réponse à M. *Michel Giraud* : absence de critères politiques pour les attributions de crédits du FAU dans la région d'Ile-de-France - Programme de logements sociaux - Planification - (p. 475) : mécanisme du FAU - Répartition de subventions dans le département des Hauts-de-Seine entre les communes de la majorité et les communes de l'opposition en 1980 et en 1981 - (p. 476) : évolution de la demande des municipalités et insuffisance des crédits ; exemple du Val-de-Marne ; action de la direction départementale de l'équipement (DDE).

En qualité de sénateur

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (5 octobre 1983) (p. 2267).

R

RABINEAU (André), sénateur de l'Allier (UCDP).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979).

Est nommé de nouveau membre de cette délégation (13 octobre 1983) (p. 2308).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (21 juin 1983) (p. 1818).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code de la sécurité sociale et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant (14 décembre 1983) (p. 4187).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique (14 décembre 1983) (p. 4187).

DÉPÔTS

Proposition de loi d'orientation sur **l'enseignement** de l'histoire déposée avec plusieurs de ses collègues [n° **195 (82-83)**] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983).

Proposition de loi tendant à modifier les articles premier et 2 de la loi n° 82-1098 du 23 décembre 1982 relative aux études médicales et pharmaceutiques [n° **222 (82-83)**] (12 avril 1983) - **Professions et activités médicales.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires, anciens combattants d'Afrique du Nord [n° **428 (82-83)**] (23 juin 1983) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Anciens combattants** [n° **66, tome I (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (24 novembre 1983) - **Art. 38** (p. 3235) : son amendement n° 62, soutenu par M. Jean Colin : prise en charge par l'Etat de l'intégralité des majorations des rentes mutualistes des anciens combattants ; retiré.

Deuxième partie :

Anciens combattants - (28 novembre 1983) - Rapporteur pour avis - (p. 3405) : budget de récession - Suppressions d'emplois - Instruction des dossiers déposés par les anciens d'Afrique du Nord - Transfert de certains services du secrétariat d'Etat à Fontenay-sous-Bois - Rénovation de l'Institution nationale des invalides - Action sociale de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) - Effort en faveur des personnes âgées : maintien à domicile ; maisons de retraite - Handicapés : centres d'appareillage pour les mutilés ; ouverture aux accidentés du travail ou de la route - Problème du rattrapage du rapport constant : intégration de l'indemnité mensuelle spéciale (IMS) et de points de l'indemnité de résidence, et manipulation des chiffres - Réunion souhaitable d'une nouvelle commission tripartite - Attribution du bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires anciens combattants d'Afrique du Nord ; contentieux persistant - Non respect des engagements pris pour le rattrapage du rapport constant et décision de la majorité de la commission de rejeter les crédits.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Après l'art. 111** (p. 4060) : son amendement n° 243 : aide judiciaire accordée aux victimes de la guerre et aux militaires blessés ; retiré.

RALITE (Jack), *ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale chargé de l'emploi* (nommé le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 25 mars 1983, p. 907].

INTERVENTIONS

– Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du travail relatives aux garanties de ressources des travailleurs privés d'emploi [n° 356 (82-83)] - (21 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1800) : conséquences de l'abaissement à 60 ans de l'âge de la retraite - Absence de justification du maintien d'une préretraite - Clarification des rôles respectifs de l'assurance vieillesse et de l'assurance chômage - Coût pour le budget de l'Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) de la garantie de ressources - Respect des droits acquis - (p. 1801) : bénéficiaires des droits acquis - Cas des chômeurs après la suppression de la garantie de ressources lorsqu'ils ne pourront pas bénéficier de la retraite à 60 ans - Création en 1948 des régimes de retraite dans les départements d'outre-mer (DOM) - Intention du Gouvernement de maintenir le mécanisme d'intervention du Fonds national de l'emploi (FNE) en faveur des entreprises en difficulté - Nombreuses dispositions prises en faveur des chômeurs âgés - Texte ayant pour objet de tirer les conséquences de l'abaissement de l'âge de la retraite - Réforme de l'assurance chômage devant résulter d'un accord des partenaires sociaux - (p. 1806) : calculs de pourcentage de retraite en fonction de différents salaires - Nombre de bénéficiaires des droits acquis au taux de 70 % au mois de mars 1983 - Possibilité de rachat dans des conditions avantageuses et très souples par rapport aux droits communs des personnes ayant travaillé dans les DOM avant 1948 - (p. 1807) : bénéficiaires des contrats de solidarité préretraite ou mi-temps entrant dans la catégorie des droits acquis, en réponse au problème évoqué par M. *Pierre Bastié* - Problème des personnes n'ayant pas cotisé pendant 150 trimestres à 60 ans et poursuite de la perception des mêmes allocations jusqu'au moment où elles auront cotisé 150 trimestres, ou auront l'âge de 65 ans ou plus, en réponse à Mme *Monique Midy* - Revalorisation de certaines indemnisations décidées par les partenaires sociaux - Problèmes administratifs et humains posés par le chômage - Gouvernement préoccupé par la tendance à l'aggravation du chômage - Augmentation des contrats de

solidarité et des contrats emploi-formation des jeunes - Aides aux entreprises en difficulté afin de développer l'emploi - Souhait d'un contrat emploi-formation-production - Demande au Sénat l'adoption du texte de ce projet de loi.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale - III - Travail, emploi - I - Section commune - (26 novembre 1983) - (p. 3382) : stabilisation du chômage - (p. 3383) : chômage partiel - Contrats de solidarité préretraite - Fonds national de l'emploi (FNE) - « Stages Rigout » - Contrats emploi formation - Aide aux chômeurs créateurs d'entreprises - Nombre des chômeurs - Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) - Informatisation de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) - UNEDIC - Durée du travail et promotion du temps choisi - Emploi au niveau local - Conventions de parrainage avec des organismes relais - Comités locaux de l'emploi - Contrats Etat régions du 9e Plan - Animation de bassins d'emploi - Formation professionnelle - Insertion sociale et professionnelle des jeunes - (p. 3384) : insertion des travailleurs handicapés - Opération dite « chômeurs de longue durée » - Modernisation du service public de l'emploi - Rapprochement des services extérieurs du ministère du travail, de l'ANPE et de l'AFPA en collaboration avec les ASSEDIC - « Agir pour l'emploi », programme prioritaire d'exécution n° 6 du 9e Plan - Contrats emploi formation ; exemple de l'usine BSN à Givors - Contrats emploi adaptation et emploi orientation - (p. 3385) : modernité de l'appareil industriel et facteur humain - Contrats de solidarité réduction de la durée du travail - Retraite progressive - Contrats emploi formation production - Congrès du Conseil national du patronat français (CNPF) en 1980 et commission solidarité inter-entreprises - Aide fiscale - (p. 3386) : tâche de reconstruction ou de construction de l'industrie française - (p. 3394) : personnels de l'ANPE et crédits du FNE - UNEDIC et négociations des partenaires sociaux - (p. 3395) : stages pratiques - Stages emploi formation - Diversité syndicale et droit de grève - Travailleurs handicapés - AFPA - Equipes de préparation et de suite du reclassement (EPSR) - Traitement social et économique du chômage - Débat industriel - Plan textile - Cas de la CGR et résonance magnétique nucléaire (RMN) - (p. 3396) : produits français - Reconquête du marché intérieur - Action du patronat - Croissance financière et industrielle - Contrats emploi formation production - Salaires des travailleurs - Filière électronique - Emploi et cas de l'usine Rateau à La Courneuve - (p. 3397) : Grenoble et créations d'emplois par les PMI - Contrats à durée déterminée - ANPE - Contrats formation emploi et formation production - Retraite à 55 ans - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3397) : s'oppose aux amendements de M. Jacques Mossion, rapporteur spécial, n° 160 (réduction des crédits du titre III relatifs à la création d'emplois à l'ANPE) et n° 161 (réduction des crédits du titre IV relatifs au Fonds national de l'emploi).

– Projet de loi instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique [n° 74 (83-84)] - (14 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4176) : encouragement pour les salariés à créer leur entreprise - Etape dans la progression vers une plus grande liberté dans le travail et vers une plus grande mobilisation de l'esprit d'initiative - Projet constituant un cadre juridique à des pratiques qui se développent depuis quelques années - Suspension du contrat de travail - Protection sociale et bénéfice de la couverture de la sécurité sociale pendant un an - (p. 4177) : délai de préavis pour le départ en congé et pour le retour dans l'entreprise - Quota limitant le nombre d'absences simultanées de l'entreprise - Possibilité de report d'une année sur l'autre des congés payés - Risque d'une diminution de la portée de ce texte par des modifications - Souhaite l'adoption de ce projet par le Sénat - **Art. 1** (p. 4180) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Claude Huriet, rapporteur (exclusion du bénéfice de cet article des entreprises de moins de 50 salariés) - (p. 4181) : sur l'amendement n° 4 de M. Claude Huriet, rapporteur (droit au congé pour la création d'entreprise en l'absence d'un congé sabbatique ou d'un congé pour la création d'entreprise dans les trois années précédentes) son sous-amendement n° 29 : droit au congé pour la création d'entreprise, succédant à un congé sabbatique ; rejeté - S'oppose à l'amendement n° 5 de M. Claude Huriet, rapporteur (faculté pour l'employeur de différer le départ en congé du salarié) - (p. 4182) : son amendement n° 25 : conditions d'ouverture du droit au congé sabbatique ; adopté - (p. 4183) : son amendement n° 26 : possibilité pour l'employeur de différer le départ en congé dans la limite de six mois qui courent à compter de la présentation de la lettre recommandée ; rejeté - Sur l'amendement n° 11 de M. Claude Huriet, rapporteur (possibilité pour l'employeur de différer un congé pour la création d'entreprise ou un congé sabbatique afin que le nombre de salariés simultanément absents à ce titre ne dépasse pas un certain pourcentage de l'effectif de l'entreprise) ses sous-amendements n° 27, n° 28 et n° 32 portant sur la suppression de la notion de seuil de 50 salariés, sur la réintroduction de la possibilité de cumul sur quatre ans pour le calcul des quotas et sur la suppression de la dernière phrase de l'amendement déposé par la commission relative aux conditions de calcul des effectifs de l'entreprise ; rejetés - (p. 4184) : sur l'amendement n° 12 de M. Claude Huriet, rapporteur (maintien des entreprises de moins de 50 salariés hors du champ d'application de ce projet de loi et motifs du refus de l'employeur d'accorder un congé pour la création d'entreprise ou un congé sabbatique) son sous-amendement n° 30 : suppression du seuil de 50 salariés pour l'application de cet amendement ; rejeté - Son amendement n° 31 : modalités de contestation de la décision de l'employeur devant le conseil de prud'hommes qui est saisi et statue en dernier ressort ; rejeté - Suppression de la possibilité d'appel - S'oppose à l'amendement n° 14 de M. Claude Huriet, rapporteur (contestation du refus de l'employeur d'accorder un congé sabbatique) - (p. 4185) : accepte l'amendement n° 15 de M. Claude Huriet, rapporteur (faculté pour l'employeur de transmettre directement la réponse au salarié) - S'oppose aux amendements du même auteur, n° 16 (cumul des congés payés portant au maximum sur trois ans) et n° 17 (suppression de l'alinéa relatif au report des droits aux congés payés du salarié renonçant à partir en congé pour la création d'entreprise ou en congé sabbatique) - (p. 4186) : accepte les amendements de M. Claude Huriet, rapporteur, n° 21 (suppression de l'attribution automatique de dommages-intérêts au salarié) n° 22 (communication annuelle au comité d'entreprise ou aux délégués du personnel d'un bilan sur les congés accordés) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 23 du même auteur (suppression de l'alinéa relatif aux modalités de calcul de l'ancienneté dans l'entreprise).

– Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures relatives au revenu de remplacement des travailleurs involontairement privés d'emploi et à la garantie des créances des salariés [n° 128 (83-84)] - (19 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4386) : réunion entre les partenaires sociaux et absence d'accord sur le régime d'indemnisation du chômage - Action du Gouvernement pour éviter toute interruption dans le versement des allocations de chômage - Régime de l'UNEDIC et accord du 31 décembre 1958 - Garantie de ressources pour les travailleurs de plus de 60 ans licenciés - Allocation supplémentaire d'attente (ASA) pour les licenciés économiques - Garantie de ressources démission - Retraite à 60 ans - Loi Boulin du 16 janvier 1979 et unification du système - Convention financière entre l'Etat et l'UNEDIC - (p. 4387) : action en faveur de l'UNEDIC en 1982 - Montant de la dette au 31 décembre 1983 - Négociations des partenaires sociaux - Rencontre des cinq centrales syndicales le 14 décembre 1983 et volonté de maintien par la voie contractuelle du régime de l'UNEDIC pendant la durée des négociations - Intervention du Gouvernement pour éviter le vide juridique - Date d'aboutissement des négociations - Habilitation

demandée au Parlement jusqu'au 31 mars 1984 - Nombre de personnes indemnisées par les ASSEDIC - **Art. 2** (p. 4389) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de M. Charles Bonifay, rapporteur (recul de la date limite du dépôt devant le Parlement du projet de loi portant ratification des ordonnances).

– **Projet de loi portant modification du code du travail et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **147 (83-84)**] - (20 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4462) : demande l'adoption du texte élaboré par la CMP.

– **Projet de loi instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique** - *Nouvelle lecture* [n° **158 (83-84)**] - (20 décembre 1983) - **Question préalable** (p. 4464) : demande le rejet de la motion n° 1 de M. Jean-Pierre Fourcade, président et rapporteur de la commission des affaires sociales, tendant à opposer la question préalable - Cas des petites entreprises évoqué par le rapporteur et précautions prévues - Délai ; quota ; possibilité de refus d'un congé - Droits des travailleurs.

– **Projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **154 (83-84)**] - (20 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4465) : accord intervenu en CMP ; rejet par l'Assemblée nationale de ces conclusions ; relations entre les deux assemblées.

RAMASSAMY (Albert), sénateur de la Réunion (S).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (6 décembre 1983) - (p. 3818) : île de la Réunion - Enseignement du créole - Culture spécifique et culture française - Problèmes économiques et sociaux.

RAPUZZI (Irma), sénateur des Bouches-du-Rhône (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Est nommée de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Transports - I - Section commune - III - Transports intérieurs : transports terrestres** [n° **62, annexe 32 (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant, à compter du mois d'août 1984, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers perçue au profit du Fonds spécial de grands travaux** [n° **27 (83-84)**] - (2 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2540) : opérations d'économies d'énergie réalisées dans la première tranche - Circulation routière - Demande de réorientation en faveur du bâtiment et des travaux publics - Vote par le groupe socialiste de ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Transports - (25 novembre 1983) - Rapporteur spécial (section commune et transports terrestres) - (p. 3295) : crédits affectés aux transports terrestres - Loi d'orientation des transports intérieurs de décembre 1982 - Programmes d'action prioritaires du 9e Plan - SNCF : accroissement des dotations de l'Etat ; déficit d'exploitation ; contribution de l'Etat à la couverture des charges de retraite ; endettement ; opposition à la dotation exceptionnelle - Conventions entre la SNCF et les collectivités territoriales sur les lignes déficitaires - Train à grande vitesse (TGV)Atlantique - RATP ; indemnité compensatrice de l'Etat - (p. 3296) : crédits pour la desserte de la Corse - Succès technologiques - Promotion des transports en commun de province - Contrats de développement - S'en remet à la sagesse du Sénat pour le vote des crédits de la section commune - Demande le rejet des crédits des transports terrestres - **Art. 66** (p. 3321) : demande l'adoption de cet article sur les parts respectives de l'Etat et de la région Ile-de-France dans le financement des travaux d'infrastructure de transports en commun de la région Ile-de-France - **Art. 112** : propose l'adoption de cet article prorogeant les dispositions de la loi du 23 décembre 1977 relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Ile-de-France.

Industrie et recherche - (5 décembre 1983) - (p. 3783) : développement de l'industrie françaises - Situation des houillères du bassin de Provence - Problèmes sociaux - Ecoulement de la production - Centrale thermique de Gardanne - Révision des programmes énergétiques - (p. 3784) : financement des travaux destinés à résoudre le problème de la désulfuration - Bassin de Provence devant bénéficier des mesures destinées à la réindustrialisation des régions minières - Elaboration d'un plan énergétique régional - Priorité au charbon national dans les centrales thermiques classiques.

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - (p. 3840) : décentralisation, grande affaire du septennat - Commission d'évaluation des transferts de charges - Aide sociale ; révision des barèmes issus du décret du 21 mai 1955 - Lenteur des échéances de remboursement des dettes de l'Etat aux départements - Département des Bouches-du-Rhône - Vote par le groupe socialiste de ce projet de budget.

RAUSCH (Jean-Marie), sénateur de la Moselle (UCDP).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (loi n° 83-609 du 8 juillet 1983) (20 octobre 1983) (p. 2363).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un haut conseil de la décentralisation, de comités régionaux de la décentralisation, et relative au contrôle de l'exécution des lois de décentralisation [n° **249 (82-83)**] (19 avril 1983) - **Collectivités locales.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à organiser le remboursement immédiat de la TVA aux collectivités locales [n° **361 (82-83)**].

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° **310 (82-83)**] adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant création d'une délégation parlementaire dénommée Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [n° **376 (82-83)**] (8 juin 1983) - **Parlement.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques sur la proposition de résolution [n° **314 (82-83)**] de M. Etienne Dailly et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission de contrôle des services publics et des entreprises nationales chargés de veiller directement ou indirectement à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives au traitement, au transport, à l'importation et au stockage des déchets industriels toxiques ou de les mettre en oeuvre [n° **377 (82-83)**] (8 juin 1983) **-Pollution et nuisances.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Postes et télécommunications** [n° **64, tome XXI (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53 (82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (5 mai 1983) - **Art. 18** (p. 650) : son amendement de coordination n° 179, déposé avec M. Pierre Lacour qui le soutient ; adopté.

– **Proposition de loi portant création d'une délégation parlementaire dénommée Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques** - *Deuxième lecture* [n° **310 (82-83)**] - (16 juin 1983) - **Discussion générale** - Voir intervention de M. *Michel Chauty* (p. 1710) - **Art. 1** (p. 1711) : son amendement rédactionnel n° 1, soutenu par M. Michel Chauty, rapporteur ; adopté - Son amendement n° 2, soutenu par M. Michel Chauty, rapporteur : suppression du comité consultatif ; modalités de saisine du conseil scientifique ; adopté - Son amendement n° 3, soutenu par M. Michel Chauty, rapporteur : avis des organisations syndicales ou professionnelles représentatives ou des associations à l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques ; adopté - Son amendement de coordination n° 4, soutenu par M. Michel Chauty, rapporteur ; adopté - Son amendement n° 5, soutenu par M. Michel Chauty, rapporteur : modalités d'habilitation de la délégation à demander l'exercice des prérogatives des commissions d'enquête ; adopté - (p. 1712) : son amendement n° 6, soutenu par M. Michel Chauty, rapporteur : confidentialité des travaux sauf décision contraire de l'office et sauvegarde du secret scientifique et industriel ; adopté - Son amendement n° 7, soutenu par M. Michel Chauty, rapporteur : modalités de publication des conclusions des travaux de la délégation exerçant les prérogatives d'une commission d'enquête ; adopté - Son amendement n° 8, soutenu par M. Michel Chauty, rapporteur : statut financier des délégations ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Postes et télécommunications - (24 novembre 1983) - Rapporteur pour avis (p. 3262) : responsabilité du ministre des PTT au regard de la politique de la « filière électronique » - Recettes des télécommunications contribuant au financement de cette politique - Accord entre la CGE et Thomson - Prérogatives du Gouvernement sur les entreprises publiques de la filière - Programme d'équipement du réseau câblé - Télédistribution - Quatrième chaîne - (p. 3263) : répartition des charges d'installation et d'exploitation des réseaux câblés entre l'Etat et les collectivités locales - Développement de la télématique - Décentralisation - Mutation des services postaux - Grève dans les centres de tri ; préjudice causé aux entreprises - Acheminement du courrier à tarif réduit - Emprunts contractés sur les marchés internationaux - Accroissement de la dette extérieure - Charte de gestion des télécommunications - Avis défavorable de la commission des affaires économiques à l'adoption de ces crédits.

Industrie et recherche - (5 décembre 1983) - (p. 3777) : héritage du précédent Gouvernement - Nationalisations de 1982 - Investissements - Affaiblissement des entreprises du fait de la crise - Répercussion de la gestion socialiste sur les comptes des entreprises - Situation financière des entreprises aux Etats-Unis, en Allemagne et au Japon - Nombreuses faillites en 1983 - Difficultés dans le secteur du bâtiment et des travaux publics - (p. 3778) : difficultés budgétaires des collectivités locales - Conséquences financières des nationalisations - Répartition des dotations au secteur public industriel - Lutte contre le chômage entraînant des sureffectifs dans le secteur public - Dédoublement des niveaux de décision dans les grands groupes - Incapacité de réinvestir des productions déficitaires - Reprise économiques au Japon et aux Etat-Unis - Interrogation sur l'efficacité des « emplois productifs » créés dans le secteur public industriel - Actions souhaitables : libération des prix de l'industrie et des services ; réduction des charges des entreprises ; liberté d'embauche ; refus des subventions aux secteurs en régression - Mise en place d'un mécanisme de désendettement des entreprises - Invention d'un nouveau produit financier pour les sociétés non cotées - Refonte du système d'enseignement secondaire et supérieur : disciplines techniques et scientifiques orientées vers l'industrie et l'économie - (p. 3779) : plan charbon : sacrifice regrettable du bassin charbonnier lorrain - Disparition de la sidérurgie dans cette région - (p. 3788) : signature d'un accord entre la région lorraine et les houillères du bassin de Lorraine : aide à la commercialisation et à la recherche.

– **Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Rausch,** fait au nom de la commission des affaires économiques, **sur la proposition de résolution** [(n° **314 (82-83)**] **de M. Etienne Dailly** et plusieurs de ses collègues, **tendant à la création d'une commission de contrôle des services publics et des entreprises nationales chargés de veiller directement ou indirectement à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives au traitement, au transport, à l'importation et au stockage des déchets industriels toxiques ou de les mettre en œuvre** [n° **377 (82-83)**] - (20 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4438, 4439) : pollution par la dioxine dans la ville italienne de Seveso - Récente découverte des produits toxiques dans des fûts en France, près de Saint-Quentin - Emotion suscitée - Loi du 15 juillet 1975 sur les déchets et loi du 19 juillet 1976 sur les installations classées - Mesures réglementaires en vigueur - Activité des services publics - Entreprises nationales et entreprises privées - Position de la commission favorable à l'adoption de la proposition de résolution.

RAYBAUD (Joseph), sénateur des Alpes-Maritimes (GD).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Vice-président de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (loi n° 79-564 du 6 juillet 1979).

Est nommé de nouveau membre de cette délégation (13 octobre 1983) (p. 2307).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi interdisant certains appareils de jeux (27 juin 1983) (p. 2012).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales (20 décembre 1983) (p. 4429).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information établi au nom de la Délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1er janvier et le 30 juin 1983 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les **Communautés européennes** [n° **487 (82-83)**] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juillet 1983, JO Débats 4 octobre 1983).

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Intérieur et décentralisation : Administration centrale et sécurité** [n° **62, annexe 18 (83-84)**] (21 novembre 1983).

Rapport fait, au nom de la commission des finances sur le projet de loi [n° **95 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales [n° **132 (83-84)**] (14 décembre 1983).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les **collectivités locales** [n° **164 (83-84)**] (20 décembre 1983).

INTERVENTIONS

– Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan) [n° **399 (82-83)**] - (28 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2051) : déclin de la planification française - Déception - Problèmes des collectivités locales - Coopération intercommunale - (p. 2052) : liberté de décision des communes - Contrats de plan entre l'Etat et les régions - Rôle des collectivités locales dans les investissements publics - Glissement vers l'interventionnisme économique et l'aide sociale - Transferts de compétences et accroissement des charges - Evolution des concours de l'Etat aux collectivités locales - Dotation globale de fonctionnement (DGF) et dotation globale d'équipement (DGE) - Epargne et crédit ; contingent Minjoz - Réduction des prêts aux collectivités locales - Difficulté de l'autofinancement - Fiscalité locale : fiscalité des ménages ; taxe professionnelle - Préoccupations du groupe de la gauche démocratique.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - Rapporteur spécial (administration centrale et sécurité) - (p. 3827) : répartition des crédits ; maintien des moyens des services ; contraction des dépenses d'équipement - Réorganisation des services centraux du ministère - Service national des examens des permis de conduire - Compression des dépenses de fonctionnement - Crédits des élections - Budget civil de recherche - Groupement aérien de la protection civile - Aléas de la défense civile en cas de conflit - (p. 3828) : crédits de la police nationale ; création d'emplois à la direction de la surveillance du territoire (DST) - Annulation de crédits au cours de l'exécution de la loi de finances pour 1983 - Propose l'adoption de ces crédits.

– Projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales [n° **95 (83-84)**] - (19 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4381) : dotation globale de fonctionnement (DGF) - Substitution de la DGF au versement représentatif de la taxe sur les salaires (VRTS) en 1979 - Conséquences du fléchissement de la progression de la DGF pour les collectivités locales - Dotation globale d'équipement (DGE) ; correctif pour les petites communes - Modalités d'exercice des compétences des collectivités locales - Caractère technique de ce projet de loi - Complexité des finances locales - Orientation vers un système de péréquations cumulées - Confusion entre la globalisation des subventions d'équipement et la compensation des transferts de compétences ; responsabilités nouvelles des collectivités et volume de crédits affectés ; absence de conformité au principe de la décentralisation - Conjoncture économique défavorable - (p. 4382) : avis du comité des finances locales - Taux de la garantie minimale de progression de la DGF - Dotation minimale pour les départements défavorisés - Alignement de la région Ile de France sur le droit commun de la DGF - Majoration des impôts ménagers pour le calcul de la dotation de péréquation des groupements de communes - Critères de répartition de la dotation supplémentaire aux communes touristiques et thermales - Dotation particulière pour les petites communes à forte fréquentation touristique journalière - DGE pour les communes de moins de 2.000 habitants ; critère de la longueur de voirie ; détermination par décret de l'importance des parts de la DGE des départements ; garantie minimale de DGE par référence aux subventions d'équipement reçues auparavant - Transferts de fiscalité et de charges - Notion de ports de plaisance - Taux des concours pour les organismes compétents en matière de transports scolaires - Statut et sort des personnes sans domicile de secours - Bureaux municipaux d'hygiène - Dotation pour frais communs d'aide sociale - Pouvoirs du maire en matière d'autorisation d'utilisation de sol - Propose l'adoption de ce projet de loi après adoption des amendements présentés par la commission - **Art. 3** (p. 4396) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (dotation de fonctionnement minimale et prise en compte du potentiel fiscal par hectare s'il est inférieur au tiers du potentiel fiscal par hectare de l'ensemble des départements) - (p. 4397) : s'oppose à l'amendement n° 36 de M. René Regnault (dotation de fonctionnement minimale des départements et modalités d'évolution ultérieure des minimums) - **Après l'art. 5** (p. 4398) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de M. Roger Romani (montant de la dotation revenant à la commune de Paris) - **Art. 9** (p. 4400) : son amendement n° 5 : suppression des dispositions de cet article relatives au montant et à la répartition de la dotation supplémentaire attribuée aux communes touristiques ou thermales ; adopté - Accepte

l'amendement n° 15 de M. Christian Bonnet (part minimale réservée aux communes thermales) - **Art. 10** (p. 4401) : son amendement n° 6 : suppression du caractère transitoire de la dotation particulière pour les communes de moins de 2.000 habitants connaissant une importance fréquentation touristique ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 19 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis.

Suite de la discussion - (20 décembre 1983) - Rapporteur - **Art. 14** (p. 4417) : son amendement n° 7 : fixation annuelle par la loi des deux parts de la dotation globale d'équipement des départements ; adopté - (p. 4418) : accepte l'amendement n° 3 de M. Christian Bonnet (dotation globale d'équipement des départements : cas des départements métropolitains assurant la charge financière de la liaison maritime entre les îles comprises dans leur territoire et leur partie continentale) - (p. 4419) : son amendement n° 47 : dépenses d'investissement effectuées par les sociétés d'économie mixte locales concessionnaires ; adopté - **Avant l'art. 17** (p. 4420) : son amendement n° 9 : communication obligatoire aux collectivités locales, lors de la notification des dotations qui leur sont attribuées, des barèmes de calcul de ces dotations ; adopté - (p. 4422) : son amendement n° 10 : délai laissé au conseil municipal pour arrêter le budget de la commune en cas de retard dans la transmission des documents préparatoires ; adopté - **Art. 17** : son amendement n° 11 : suppression de cet article relatif à l'écrêtement des collectivités surbénéficiaires au titre de la compensation des transferts de compétences ; adopté - **Après l'art. 17** (p. 4423) : son amendement n° 12 : versement de la compensation sous forme d'acomptes mensuels et possibilité d'avance pour les collectivités rencontrant des difficultés de trésorerie ; adopté - **Art. 27** (p. 4428) : son amendement n° 13 : suppression de cet article modifiant plusieurs dispositions de la loi du 13 juillet 1983, relative au statut des agglomérations nouvelles ; adopté.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° **164 (83-84)**] - (21 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** - (p. 4532) : élaboration d'un texte commun par la commission mixte paritaire (CMP) -Vingt cinq dispositions restant en discussion, huit adoptées dans le texte du Sénat et quatre dans celui de l'Assemblée nationale - (p. 4533) : texte extrêmement technique dont la compréhension par les élus locaux est difficile - Souhaite une simplification de la législation relative aux finances locales - Examen dans les deux prochaines années de la réforme de la taxe professionnelle et de la révision du régime de la dotation globale de fonctionnement - (p. 4534) : au nom de la CMP demande l'adoption de ce texte.

REGNAULT (René), sénateur des Côtes-du-Nord (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre de la délégation parlementaire pour la planification (loi n° 82-653 du 29 juillet 1982) (13 octobre 1983) (p. 2308).

Est nommé membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial (loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973) (2 novembre 1983) (p. 2536).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi du plan) (28 juin 1983) (p. 2085).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale (5 juillet 1983) (p. 2190).

Est nommé membre de la commission de contrôle des services publics responsables de l'application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques (22 décembre 1983) (p. 4560).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif aux sociétés d'économie mixte locales** [n° **518 (81-82)**] - (14 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 275) : loi de décentralisation du 2 mars 1982 : suppression des contrôles *a priori* - Loi du 7 janvier 1983 portant transfert de compétences - Compétence économique des collectivités territoriales - Responsabilité des élus - Attente des élus exprimée par la Fédération nationale des sociétés d'économie mixte - Contrats et statuts types - Observations du groupe socialiste : suppression nécessaire de l'article 6 excluant les subventions exceptionnelles d'équilibre de l'Etat aux collectivités territoriales mises en difficulté par l'adhésion à une société d'économie mixte locale - Amendement déposé à l'article 7 tendant au dépassement du nombre maximum des administrateurs dans les conseils d'administration ou les commissions de surveillance - Réserve sur l'article additionnel instituant un prélèvement sur le produit de la redevance des HLM au profit de la Fédération nationale des sociétés d'économie mixte - Soutien du groupe socialiste au projet en examen - Nécessité de faire aboutir les discussions sur une convention collective intéressant les personnels des sociétés d'économie mixte - **Après l'art. 2** (p. 279) : intervient sur l'amendement n° 3 de M. Paul Girod, rapporteur (reprise à cet emplacement, dans une nouvelle rédaction, de la disposition relative au montant minimal du capital social).

– **Projet de loi donnant force de loi à la première partie (législative) du code de la construction et de l'habitation** [n° **383 (80-81)**] - (14 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 289) : accord avec le projet et les amendements de la commission - Clarification et simplification pour les usagers.

– **Projet de loi réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures** [n° **25 (82-83)**] - (27 avril 1983) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 26) - (p. 502) : pollution des côtes de Bretagne par les naufrages du *Tanio* et de l'*Amoco Cadiz* - Lois de 1964 et de 1979 - Sanctions prévues : pollution volontaire ou accidentelle ; responsabilité du capitaine - Premier projet en examen : gradation des sanctions selon la taille des navires ; interdiction de rejets dans les zones spéciales ; réduction des sanctions ; responsabilité du capitaine et de l'armateur ou du propriétaire - Accord du groupe socialiste sur le projet en examen - Dispositions du second projet modifiant l'article 16 de la loi du 7 juillet 1976 : moyens de lutte et d'intervention des autorités maritimes en cas de danger de pollution marine - Droit de réquisition - (p. 503) : soutien du groupe socialiste à ce second projet - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 506) : amélioration du projet en examen et vote favorable du groupe socialiste.

– **Projet de loi modifiant l'article 16 de la loi n° 76-599 du 7 juillet 1976 relative à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et à la lutte contre la pollution marine accidentelle** [n° **26 (82-83)**] - (27 avril 1983) - **Discussion générale** : commune avec le projet de loi n° 25 réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures (p. 502, 503).

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53 (82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de**

compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat [n° **269 (82-83)**] - (4 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 619, 620) : ampleur de la réforme de décentralisation - Poids des dépenses d'action sociale et de santé dans les charges de fonctionnement des départements - Décentralisation nécessaire du processus de décision en matière de politique sanitaire et sociale : compétence du département et de la commune ; amendement du groupe socialiste en ce sens - Demande de remboursement des dettes accumulées par l'Etat à l'égard des départements en matière d'aide sociale et artifice destiné à retarder la mise en place de la décentralisation - Difficultés économiques du pays et apurement progressif de cette dette - Transfert de ressources - Solidarité nationale et critères de répartition - Dotation pour le logement des instituteurs : clarification nécessaire : élément de rémunération et versement par l'Etat - Dotation globale d'équipement (DGE) : caractère exceptionnel de certains investissements des petites communes ; nécessité d'enveloppes spécifiques décentralisées à l'échelon du département ; exemple du Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) ou du Fonds d'amortissement des charges d'électrification (FACE).

Suite de la discussion - (5 mai 1983) - **Art. 23** (p. 652) : soutient l'amendement n° 124 de M. Lucien Delmas (création de conseils régionaux de l'éducation ; composition et attributions de ces conseils fixées par décret en Conseil d'Etat) - **Art. 32** (p. 672) : soutient l'amendement n° 128 de M. Lucien Delmas (participation des communes à la définition et à l'exécution de la politique d'action sociale de la compétence du conseil général) - **Art. 33** (p. 673) : se déclare favorable à l'amendement n° 54 de M. Gaston Deferre, ministre (adoption par le conseil général d'un règlement départemental d'aide sociale ; possibilités de moduler les prestations) - **Art. 40** (p. 677) : se déclare favorable à l'amendement n° 120 de M. Jean Ooghe (centres de santé municipaux relevant de la compétence des communes).

– **Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 82-108 du 30 janvier 1982 relative aux contrats de solidarité des collectivités locales** [n° **236 (82-83)**] - (17 mai 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 861) : en cas d'excédent, abaissement du taux des cotisations par la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL) - Même processus possible pour le fonds de compensation - Réduction du temps de travail - Diminution de l'ancienneté requise pour bénéficier du départ anticipé à la retraite - Renforcement de la politique des contrats de solidarité - Amélioration de la situation des personnels féminins - Courbe croissante des créations d'emplois dans les collectivités locales - Groupe socialiste favorable à l'adoption de ce texte.

– **Projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale** [n° **223 (82-83)**] - (19 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 933) : poids de l'économie sociale au sein des divers services et activités français - Action des gouvernements précédents - Historique de l'économie sociale - Groupement d'intérêt économique (GIE) - Attente d'une loi d'orientation pour l'ensemble de l'économie sociale - Nombre d'entreprises et de salariés - Importance du chiffre d'affaires - Création d'emplois - (p. 934) : incidence de la décentralisation et des lois Auroux - Planification démocratique - Place de l'artisanat et de la petite et moyenne entreprise (PME) - Relance de l'activité économique - Intervention des collectivités territoriales - Coopératives maritimes - Secteur de la pêche - Aquaculture et cultures maritimes - Attente de mesures fiscales incitatives - Productions alimentaires en provenance de la mer - Moyens financiers - Insuffisance du montant minimal d'apport de chaque associé - Comité de surveillance - Budget des sociétés coopératives artisanales (SCA) - Soutien du groupe socialiste.

– **Projet de loi, portant droits et obligations des fonctionnaires** [n° **301 (82-83)**] - (1er juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1264, 1265) : texte fondamental pour les institutions - Fonctionnaires de l'Etat régis par une loi de 1946 et des ordonnances de 1959 - Loi du 2 mars 1982 sur la décentralisation établissant de nouveaux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales - Comparabilité entre la fonction publique d'Etat et la fonction publique territoriale - Mobilité externe et mobilité interne - Unicité de statut garantie au niveau national - Principe du statut de carrière - Extension aux fonctionnaires territoriaux de la totalité des droits fondamentaux et des garanties des fonctionnaires de l'Etat - Reconnaissance de nombreux droits à tous les fonctionnaires - Obligation d'information du public et obligation de participer à des actions de formation professionnelle - (p. 1266) : attrait de la future fonction publique territoriale à parité avec la fonction publique d'Etat - Au nom du groupe socialiste, approuve les principes et la philosophie sur lesquels le texte de ce projet de loi est fondé - **Art. 1** (p. 1273) : se déclare opposé à l'amendement n° 2 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (exclusion des établissements hospitaliers du champ d'application de la loi) - **Art. 5** (p. 1275) : se déclare opposé à l'amendement n° 5 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (recrutements distincts effectués pour certains corps dont la liste est établie par décret en Conseil d'Etat) - **Art. 9** (p. 1282) : se déclare opposé à l'amendement n° 26 de M. Pierre Schiélé (grade distinct de l'emploi et de la fonction) - **Art. 11** (p. 1284, 1285) : remise en cause de l'unicité de la fonction territoriale, du principe de la mobilité et du principe de la décentralisation en termes de gestion.

– **Conclusion du rapport de M. Lionnel Cherrier**, fait au nom de la commission des lois **sur la proposition de loi** [n° **238 (82-83)**] **de M. Adolphe Chauvin** et plusieurs de ses collègues **tendant à organiser une souscription nationale en faveur de la Polynésie française** [n° **352 (82-83)**] - (1er juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1294, 1295) : solidarité du groupe socialiste à la population de l'archipel de la Polynésie française - Favorable au texte de cette proposition de loi.

– **Projet de loi relatif au régime de la saisie et complétant la liste des agents habilités à constater les infractions dans le domaine des pêches maritimes** [n° **243 (82-83)**] - (15 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1655) : présence au sein du Gouvernement d'un département ministériel à part entière chargé des affaires se rapportant à la mer - Europe « bleue » -Gestion des ressources de la mer - Dispositif de saisie - Respect des engagements communautaires - Sort des pensionnés de la marine se livrant à une pêche saisonnière - Vote de ce texte par le groupe socialiste.

– **Question au Gouvernement : financement des investissements des collectivités locales** - (16 juin 1983) - (p. 1700) : réduction de l'enveloppe de prêts aux collectivités locales - Taux d'intérêt et taux d'inflation - Investissement industriel et investissement public.

– **Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan)** [n° **399 (82-83)**] - (28 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2065) : dialogue entre l'Etat et les régions - Décentralisation - Programmes prioritaires d'exécution (PPE) - Rôle des grands équipements : transport - Train à grande vitesse (TGV) Atlantique - Enquête d'utilité publique et concertation - Electrification du réseau ferroviaire breton - Ports de commerce - Schéma de mise en valeur de la mer - Rôle du Centre national d'exploitation des océans (CNEXO) - Développement de la flotte et des ports de pêche - Aquaculture - Exploitation des fonds marins - Coopératives maritimes - (p. 2066) : rôle des petites et moyennes industries (PMI) et des petites et moyennes entreprises (PME) et de l'artisanat dans la politique d'aménagement du territoire - Zones rurales défavorisées - Statut de l'entreprise artisanale - Sociétés coopératives - Agriculture et industries agro-alimentaires - Politique agricole commune (PAC) - Coût des consommations intermédiaires : élevage - Mesures structurelles - Recherche relative aux protéagineux de remplacement du soja : colza - Création d'un groupement Biotechnologie à

Rennes - Electronique, informatique et télématique dans l'Ouest - Soutien du groupe socialiste au projet du Gouvernement.

– **Projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale** - *Deuxième lecture* [n° **406 (82-83)**] - (5 juillet 1983) - **Art. 25** (p. 2183) : se déclare défavorable à l'amendement n° 13 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (procédure d'examen et recours à une personne physique ou morale agréée à cet effet) - **Art. 31** (p. 2184) : se déclare défavorable à l'amendement n° 15 de M. Marcel Lucotte, rapporteur (coopératives maritimes et absence d'extension aux activités touristiques) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2189) : vote favorable du groupe socialiste - Concurrence - 9e Plan - Artisanat - Petites entreprises - Domaine maritime.

– **Projet de loi relatif aux mesures pouvant être prises en cas d'atteinte aux intérêts maritimes et commerciaux de la France** [n° **248 (82-83)**] - (9 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2790) : pratiques anticoncurrentielles - Nécessité d'harmonisation européenne - Signature par la France de la convention internationale des droits de la mer en 1982 - Pavillons de complaisance - Prélèvement financier : demande de sanctions moins lourdes pour les marchandises d'origine française - **Art. 2** (p. 2792) : se déclare favorable au 1° (modification rédactionnelle) et opposé au 2° (mention du caractère déstabilisateur du trafic des pratiques concernées) de l'amendement n° 1 de M. Josselin de Rohan, rapporteur.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Transports - (25 novembre 1983) - (p. 3313, 3314) : contributions au titre du Fonds spécial des grands travaux - Loi d'orientation des transports intérieurs ; 9e Plan - Demande d'achèvement du plan routier breton ; rattachement à la route des estuaires en direction de la Normandie - Train à grande vitesse (TGV) Atlantique - Electrification des axes Rennes Brest et Rennes Quimper - Lignes de troisième niveau de transport aérien : disparité des conditions faites et demande de réorganisation - Votera ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3320) : votera cet état relatif au concours financier exceptionnel à la SNCF.

Mer - (25 novembre 1983) - (p. 3334) : niveau convenable des crédits proposés - Département ministériel consacré à la mer - Progression des crédits de l'établissement national des invalides de la marine (ENIM) - Effort en faveur des écoles de formation - Recherche scientifique et technique - Sécurité ; balise d'Ouessant ; société nationale de sauvetage en mer (SNSM) - (p. 3335) : exploitation des ressources alimentaires provenant de la mer ; aquaculture ; société coopérative maritime ; projet de lycée d'enseignement professionnel à Saint-Quay-Portrieux - Préparation du projet de loi sur le littoral - Mesures de rattrapage relatives aux prestations vieillesse - Vote de ce projet de budget par le groupe socialiste - **Examen des crédits - Etat C** (p. 3342) : vote par le groupe socialiste de ce projet de budget.

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - (p. 3849) : effort en faveur des collectivités locales - Evolution de la fiscalité locale en 1983 - Commission d'évaluation des transferts de charges - Dette de l'Etat - Taux de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - (p. 3850) : dotation globale d'équipement (DGE) ; part rurale de la DGE départementale - Personnels communaux ; syndicats de communes - Vote par le groupe socialiste de ce projet de budget - **Après l'art. 110** (p. 3858) : se déclare favorable à l'amendement n° 228 de M. Gaston Defferre, ministre (pension de réversion accordée aux ayants-droit des pompiers, conditions de promotion en cas de blessure ou décès en fonction).

Commerce et artisanat - (7 décembre 1983) - (p. 3872) : action des collectivités locales et décentralisation - Rôle des chambres de commerce et des chambres de métiers ; cas des Côtes-du-Nord - Place de la micro-économie dans l'économie nationale - Actions prioritaires du 9e Plan - Aménagement du territoire - Informatique et bureautique - Programmes d'action concertée - Coopération intercommunale - Travail des jeunes au pays - Formations - Création d'emploi - Sociétés coopératives d'artisans et union de sociétés coopératives - Fiscalité et régime réel supersimplifié - Centres de gestion et centres de gestion agréés - Mise en place de délégations régionales - Caisses artisanales d'assurance vieillesse - Age de la retraite - Soutien du groupe socialiste.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° **7 (83-84)**] - (13 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4130) : importance de ce projet pour la décentralisation - Principes de la réforme - Amendements de la commission des lois : remise en cause du droit syndical - Protocole d'accord de 1977 - Centres de gestion - Rémunérations et indemnités : primes de fin d'année - Maintien des avantages acquis - Titulaires et auxiliaires ; activité à temps partiel - Création d'un Conseil supérieur de la fonction publique territoriale et d'une commission mixte paritaire - Affiliation des communes aux centres départementaux de gestion : cotisations - (p. 4131) : création de comités techniques paritaires - Statut de carrière - Recrutement : concours et liste d'aptitude ; pouvoir de récusation ; recrutement direct ; emplois de cabinet - Congé annuel exceptionnel pour les agents originaires des départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) - Suppression de l'alinéa relatif à l'accès à l'assistanat des parlementaires - Avancement et notation - Mise à pied - Maintien des avantages acquis - Statut des sapeurs pompiers - Elaboration des textes d'application - Simplification et clarification - Limitation du nombre de corps - Mobilité - Formation et perfectionnement des personnels - Importance de la réforme pour le succès de la décentralisation - Vote du groupe socialiste favorable à ce texte - **Art. 7** (p. 4141, 4142) : se déclare opposé à l'amendement n° 17 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (érection du conseil supérieur de la fonction publique territoriale en établissement public à caractère administratif) - (p. 4144) : abstention du groupe socialiste sur cet article - **Art. 10** (p. 4147) : opposition du groupe socialiste à l'amendement n° 27 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (substitution à la commission mixte paritaire d'une commission tripartite) - **Art. 17 B** (p. 4150) : se déclare opposé aux amendements de M. Daniel Hoeffel, rapporteur, n° 32 (suppression du centre national de gestion) et n° 33 (exercice de certaines tâches de gestion de certains corps de catégorie A par le centre de formation des personnels communaux, CFPC) - Problème du déroulement des carrières - **Art. 21** (p. 4151) : soutient l'amendement n° 232 de M. Germain Authié (affiliation obligatoire aux centres départementaux de gestion des collectivités employant des fonctionnaires à temps incomplet) - **Art. 21** *ter* (p. 4155) : soutient l'amendement n° 234 de M. Germain Authié (financement des centres de gestion par une cotisation assise sur la masse des rémunérations versées aux fonctionnaires à temps complet ou incomplet dont la gestion relève de ces centres) - Expérience des syndicats de communes - **Art. 21** *quater* (p. 4157) : se déclare opposé à l'amendement n° 37 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (suppression de l'obligation de communiquer les vacances d'emplois aux centres de gestion, à peine de nullité des nominations) - Remise en cause du statut de carrière - **Art. 24** (p. 4158) : se déclare opposé à l'amendement n° 39 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (compétences facultatives des centres départementaux de gestion : limitation des possibilités de recrutement).

– **Projet de loi relatif aux mesures pouvant être prises en cas d'atteinte aux intérêts maritimes et commerciaux de la France** - *Deuxième lecture* [n° **75 (83-84)**] - (14 décembre 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4169) : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet de loi - Texte améliorant l'arsenal des moyens

dont la France doit se doter pour mieux préserver ses intérêts maritimes.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° 7 (83-84)] - **Suite de la discussion** - (14 décembre 1983) - **Art. 30** (p. 4189) : son amendement n° 235 : élection des représentants du personnel à la proportionnelle ; retiré - **Art. 32** (p. 4190) : se déclare favorable à l'amendement n° 44 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (prépondérance de l'autorité territoriale en cas de partage des voix) - Se déclare opposé à l'amendement n° 45 du même auteur (suppression du deuxième alinéa relatif à la disposition prévoyant que la présidence de la commission administrative paritaire siégeant en tant que conseil de discipline est assurée par un magistrat de l'ordre judiciaire) - **Art. 34** (p. 4193) : soutient l'amendement n° 244 de M. Germain Authié (compétence des comités techniques paritaires en matière d'élaboration des plans de formation) - **Art. 47** (p. 4206) : sur l'amendement n° 247 de M. Guy de la Verpillière (énumération des emplois pouvant être pourvus par la voie du recrutement direct par dérogation à l'article 42 et n'entraînant pas titularisation dans la fonction publique territoriale), se déclare opposé au nom du groupe socialiste au sous-amendement n° 56 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (extension de la possibilité de recrutement direct au directeur général des services et directeurs de services des départements et des régions) - **Art. 54** *ter* (p. 4207) : soutient l'amendement n° 250 de M. Germain Authié (extension des dispositions de cet article au directeur général, au directeur-adjoint d'établissements publics ainsi qu'au directeur général des services techniques) - **Art. 59** (p. 4211) : au nom du groupe socialiste, se déclare défavorable à l'amendement n° 62 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (extension aux associations professionnelles du bénéfice des autorisations spéciales d'absence) - **Art. 64** (p. 4212) : son amendement n° 253 : suppression du dernier alinéa de cet article relatif au détachement de fonctionnaires territoriaux auprès de députés ou de sénateurs ; adopté - **Après l'art. 67** (p. 4214) : soutient l'amendement n° 254 de M. Maurice Pic (emplois de fonctionnaires des corps recrutés par la voie de l'école nationale d'administration et les administrateurs des PTT figurant parmi les emplois d'activités offerts au titre de la mobilité) - **Art. 86** (p. 4219) : soutient l'amendement n° 257 de M. Germain Authié (dispositions du second alinéa de cet article applicables à compter de l'entrée en vigueur du régime indemnitaire de leurs corps ou de leurs emplois) - (p. 4221) : interrogation sur l'application de ces dispositions pour les agents non titulaires - **Art. 96** (p. 4226) : soutient l'amendement n° 255 de M. Jacques Carat (montant de la participation pour la collectivité concernée ramenée au tiers de la rémunération) - **Art. 98** (p. 4230) : se déclare opposé, au nom du groupe socialiste, à l'amendement n° 220 de M. Adolphe Chauvin (conditions dans lesquelles un local peut être attribué par le maire pour les réunions syndicales ou professionnelles) - **Art. 118** (p. 4238) : soutient l'amendement n° 256 de M. Germain Authié (titularisation des agents non titulaires des collectivités territoriales dans la fonction publique territoriale) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4242) : regrette la remise en cause de dispositions fondamentales pour le Sénat relatives au statut de carrière ; au centre national de gestion et au transfert de compétences sur la formation - Réduction de la portée sociale de ce texte et abstention du groupe socialiste.

– **Question au Gouvernement : prise en charge des frais de tutelle d'Etat** - (15 décembre 1983) - (p. 4257) : modification du montant de la prise en charge des frais de tutelle d'Etat - Dispositions prévues à l'égard des associations de gestion des tutelles.

– **Projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales** [n° 95 (83-84)] - (19 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4385) : décentralisation : transfert de compétences et de moyens financiers ; apport de corrections - Action des gouvernements précédents - Evolution de la pression fiscale des collectivités territoriales ; cas des départements - Taux de progression de la garantie minimale de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Taux d'inflation - Remise en cause des modalités d'attribution de la DGF et des dispositions financières liées aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales ; dotation globale d'équipement (DGE) - Voirie et action sociale - (p. 4386) : dotation particulière pour les communes de moins de 2.000 habitants et seuil de fréquentation touristique journalière - Concours particuliers pour les communes touristiques et thermales - Adéquation de la DGE avec la décentralisation et le renforcement de l'autonomie des collectivités territoriales - Voirie et besoin de modernisation des petites communes - Prise en compte des communes fusionnées par voie associative - Besoins des petites collectivités rurales - Nécessaire maintien de subventions spécifiques pour les investissements exceptionnels - Aide à l'équipement ; préférence pour un critère relatif à l'impôt sur les ménages plutôt qu'à celui de l'insuffisance de potentiel fiscal - Vote de ce projet par le groupe socialiste - **Art. 3** (p. 4397) : son amendement n° 36 : dotation de fonctionnement minimale des départements et modalités d'évolution ultérieure des minimums ; rejeté.

Suite de la discussion - (20 décembre 1983) - **Art. 13** (p. 4413) : son amendement n° 37, soutenu par M. Michel Moreigne : extension aux communes fusionnées par association des dispositions en faveur des communes de moins de deux mille habitants ; retiré.

REPIQUET (Georges), sénateur de la Réunion (RPR).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires étrangères.

INTERVENTIONS

– **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° 368 (82-83)] - (2 juin 1983) - (p. 1344) : appartenance des départements et territoires d'outre-mer à l'unité nationale - Intérêts français dans les départements d'outre-mer (DOM) - Commerce extérieur de la France - Aide du Gouvernement français à la guérilla en Amérique centrale et risque d'incidents dans les Antilles ; mise en cause de la présence française par des groupes indépendantistes - Rôle stratégique des DOM : exemple de la Réunion - (p. 1345) : Afrique du Sud et Mozambique - Défense des droits de l'homme et respect de l'unité nationale et de l'indépendance de la France.

RIGOU (Michel), sénateur de la Charente-Maritime (GD-SRG).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la délégation parlementaire pour la planification (loi n° 82-653 du 29 juillet 1982).

Est nommé de nouveau membre de cette délégation (13 octobre 1983) (p. 2308).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement (22 juin 1983) (p. 1835).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de Plan) (28 juin 1983) (p. 2085).

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement : vignette sur les alcools** - (19 mai 1983) - (p. 952) : commission Susini - Cognac - Armagnac - Calvados.

– **Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public** [n° 282 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (8 juin 1983) - **Art. 34** (p. 1483) : soutient l'amendement n° 85 de M. Jean Béranger (ordre du jour de la commission consultative) - **Art. 35** (p. 1484) : soutient les amendements de M. Jean Béranger n° 86 (dispositions applicables aux entreprises visées par la présente loi) et n° 87 (suppression de l'alinéa relatif à la liberté d'expression des salariés, notamment la liberté d'affichage) - **Après l'art. 39** (p. 1487) : soutient l'amendement n° 98 de M. Jean Béranger (représentation spécifique dans les conseils de l'actionnariat du personnel) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1491) : participation active des sénateurs radicaux de gauche à la discussion de ce projet - Souhaite l'adoption de certaines propositions en deuxième lecture - Texte vidé de son contenu - Sénateurs radicaux de gauche opposés à l'adoption de ce projet.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - IV - Plan, aménagement du territoire, économie sociale - (24 novembre 1983) - (p. 3284) : réforme de la planification et de la décentralisation entreprise depuis 1982 - Politique de rééquilibrage entre les régions - Contrats de Plan Etat-régions - Aménagement de la région Poitou-Charentes : assainissement du litoral ; aménagement des marais de l'Ouest ; travaux hydrauliques - Taux de participation des offices par produits - (p. 3285) : rôle de la DATAR - Exécution du 9e Plan - Diminution des crédits du Fonds interministériel d'aménagement rural (FIDAR) - Favorable à l'adoption de ce budget.

Education nationale - (3 décembre 1983) - (p. 3700) : effort du Gouvernement en faveur du budget de l'éducation nationale, un des plus importants budgets de l'Etat - Place importante dans le 9e Plan - Mise en oeuvre des moyens pour lutter contre l'échec scolaire - Problème des remplacements dans les communes rurales - Institution en juillet 1981 de zones d'éducation prioritaires - Résultats encourageants des groupes d'action psychopédagogique - Informatique à l'école et implantation de micro-ordinateurs dans les établissements scolaires - Formation des jeunes chômeurs à l'informatique - Insuffisance des moyens en matériel appropriés aux technologies nouvelles de l'enseignement technique - (p. 3701) : étude d'un reversement direct de la taxe d'apprentissage de 0,5 sur les salaires et indemnités aux régions - Rattachement de l'éducation physique et sportive à l'éducation nationale et absence de création de postes en 1984 - Problème des compétences transférées de l'Etat aux collectivités locales à partir de 1985 - Souhaite un transfert des ressources en relation avec les besoins - Au nom de la formation des sénateurs radicaux de gauche, se déclare favorable à l'adoption des crédits du budget de l'éducation nationale pour 1984.

RIGOUT (Marcel), *ministre de la formation professionnelle* (nommé le 22 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 23 mars 1983, p. 883].

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I - Services généraux - (29 novembre 1983) - (p. 3450) : formation professionnelle, une des priorités du Gouvernement - Augmentation des crédits, effet incitatif sur la participation des employeurs à la formation professionnelle - Formation aux nouvelles technologies - Tutelle de l'association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) - Développement du programme pour la qualification et l'insertion professionnelle et sociale des jeunes - Augmentation des capacités d'accueil dans les lycées d'enseignement professionnel - Important effort de rattrapage en faveur de l'apprentissage - (p. 3451) : nécessité d'une harmonisation entre la décentralisation et les interventions de l'Etat en matière de formation - Budget préparant le pays à la maîtrise de la troisième révolution scientifique et technique - (p. 3461) : moderniser et former, priorités pour sortir la France de la crise et vaincre le chômage frappant plus particulièrement les jeunes et les femmes - Actions importantes en faveur des jeunes - Adaptation des formations proposées aux possibilités du marché du travail - (p. 3462) : modernisation de l'AFPA - Crédits réservés à la formation des formateurs - Augmentation des crédits de 85 % en trois ans de gouvernement de gauche - Problèmes de la décentralisation et de l'apprentissage - Dotation de décentralisation respectant les règles de la loi de décentralisation - (p. 3463) : importante participation des jeunes filles au dispositif « seize-dix-huit ans » - Cohérence de la politique de formation professionnelle du Gouvernement - Effort de rattrapage et réforme du système d'éducation initial - Examen en cours à l'Assemblée nationale de la réforme de la loi de 1971 sur la formation professionnelle continue - Modernisation de l'appareil productif et formation des hommes garantissant l'avenir de notre pays.

RINCHET (Roger), sénateur de la Savoie (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la délégation parlementaire pour la planification (loi n° 82-653 du 29 juillet 1982).

Est nommé de nouveau membre de cette délégation (13 octobre 1983) (p. 2308).

Est nommé membre suppléant du conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers (décret n° 78-1234 du 26 décembre 1978) (14 décembre 1983) (p. 4243).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises (22 juin 1983) (p. 1830).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1984 (16 décembre 1983) (p. 4314).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) (21 décembre 1983).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1984

[n° 61 (83-84)] adopté par l'Assemblée nationale - **Aménagement du territoire [n° 64, tome X (83-84)]** (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - IV - Plan, aménagement du territoire, économie sociale - (24 novembre 1983) - Rapporteur pour avis (aménagement du territoire) (p. 3280) : modification de la répartition des crédits dûe à la décentralisation - Maintien d'une politique vigoureuse d'aménagement du territoire - Investissements des établissements publics régionaux - Contrats de Plan Etat-régions - Crédits du Fonds interministériel d'aménagement du territoire (FIAT) - (p. 3281) : DATAR chargée de corriger les déséquilibres entre les régions - Décentralisation des activités administratives - Attributions du Comité interministériel des aides à la localisation d'activités - Interventions du Comité interministériel de restructurations industrielles (CIRI) et des comités régionaux de restructuration industrielle (CORRI) - Plan d'aménagement du grand Sud-Ouest - Restructuration des zones minières - Disparition de la mission d'aménagement de l'espace méditerranéen.

ROBERT (Paul), sénateur du Cantal (GD).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre suppléant du conseil supérieur des prestations sociales agricoles (décret n° 64-862 modifié du 3 août 1964).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (21 juin 1983) (p. 1818).

INTERVENTIONS

– Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance [n° 480 (81-82)] - (13 avril 1983) - **Art. 5** (p. 224) : son amendement n° 66 : substitution des mots « reçus » à « collectés » ; retiré - Son amendement n° 67 de coordination ; retiré - **Art. 9** (p. 228) : sur l'amendement n° 15 de M. Jean Cluzel, rapporteur (composition du conseil d'orientation et de contrôle), son sous-amendement n° 65 : augmentation du nombre de membres maximum ; rejeté - (p. 233) : son amendement n° 71 : tirage au sort des membres représentant les épargnants dans les caisses où ne seront pas institués des conseils consultatifs ; retiré.

Suite de la discussion - (14 avril 1983) - **Art. 11** (p. 249) : son amendement n° 73 : limitations statutaires aux pouvoirs du directoire non opposables aux tiers de bonne foi ; adopté - Référence à l'article 98 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

– Projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles [n° 190 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (26 mai 1983) - **Art. 4** (*suite*) : *Art. 429 du code rural* (p. 1161) : son amendement n° 82, déposé avec M. Charles-Edmond Lenglet : cours d'eau non domaniaux ; retiré.

– Projet de loi modifiant le code du service national [n° 319 (82-83)] - (7 juin 1983) - **Art. 1** (p. 1446) : son amendement n° 12 : pouvoir d'appréciation de la commission régionale de dispense pour les jeunes gens travaillant sur l'exploitation familiale en cas de difficulté locale d'embauche ; adopté - (p. 1447) : son amendement n° 13 : cas de dispense pour les jeunes gens agriculteurs, commerçants ou artisans, chefs d'exploitation ou d'entreprise ; retiré.

Nouvelle lecture [n° 425 (82-83)] - (23 juin 1983) - **Art. 1** : *Art. L. 32 du code du service national* (p. 1852) : se déclare favorable à l'amendement n° 5 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (dispense du jeune chef d'entreprise ne pouvant être remplacé dans ses fonctions) - Dispense prononcée par la commission régionale de réforme et recours devant le tribunal administratif par le ministère de la défense.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 9** (p. 3149) : intervient sur cet article relatif aux mesures prises en faveur de l'économie sociale : préparation du décret d'application et précision souhaitable relative à l'acquisition de parts de coopératives par des groupements agricoles d'exploitations en commun (GAEC).

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 13** (p. 3167) : son amendement n° 26 : réduction de la durée des exonérations inapplicable aux propriétaires occupant personnellement leur logement et non imposables à l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur les grandes fortunes ; devenu sans objet - Remise en question d'un avantage acquis et des engagements de l'Etat - **Art. 20** (p. 3213) : se déclare favorable à l'amendement n° 78 de M. Maurice Blin, rapporteur général (nouvelle rédaction de la deuxième phrase du paragraphe II de cet article, relative à l'exonération des contrats d'assurances maladies complémentaires et des contrats couvrant la totalité des risques personnels ou professionnels) - Exonération de l'outil de travail - Interroge le Gouvernement sur la prise en compte, dans les secteur agricole, du poids des investissements.

Deuxième partie :

Prestations sociales agricoles - (1er décembre 1983) - (p. 3552) : progression des cotisations - Suppression de l'exonération de la taxe sur les conventions d'assurances pour les assurances mutuelles agricoles - Maintien dans le champ de l'exonération des biens nécessaires à l'exploitation agricole - Augmentation des contributions des agriculteurs - Situation sociale des femmes conjointes d'exploitants et des agricultrices - (p. 3553) : population féminine agricole - Statut socio-professionnel pour l'agriculture - Revenu cadastral - Revenu brut d'exploitation (RBE) - Revenu net d'exploitation (RNE) - Aide à domicile pour les personnes âgées ; cas du Cantal - Désengagement de l'Etat.

ROBINI (Victor), sénateur des Alpes-Maritimes (GD).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu vice-président.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne

l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (21 juin 1982) (p. 1818).

ROCARD (Michel), *ministre de l'agriculture* (nommé le 22 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 23 mars 1983, p. 883].

DÉPÔTS

Projet de loi portant validation des résultats du concours 1980 des chargés de recherches (secteur sciences sociales) de l'Institut national de la recherche agronomique [n° **342 (82-83)**] (25 mai 1983) -**Examens, concours et diplômes.**

Projet de loi relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances [n° **37 (83-84)**] (26 octobre 1983) - **Pharmacie vétérinaire.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **319** de M. Raymont Dumont : **assainissement** (situation du drainage dans le Pas-de-Calais) (8 avril 1983) (p. 150 et suivantes).

n° **339** de M. Jean Colin : **mutualité sociale agricole** (progressions des cotisations de la mutualité agricole) (10 juin 1983) (p. 1547, 1548).

n° **387** de M. Roger Lise : **produits agricoles** (écoulement sur le marché national des citrons antillais) (10 juin 1983) (p. 1549, 1550).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant validation des résultats du concours de 1980 des chargés de recherche (secteur sciences sociales) de l'Institut national de la recherche agronomique** [n° **342 (82-83)**] - (9 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1501, 1502) : reconnaissance par le Conseil constitutionnel de la possibilité pour le législateur de valider des décisions administratives annulées par des décisions, juridictionnelles dès lors lorsqu'il s'agit d'une question intéressant l'ordre public ou relevant de l'intérêt général - Intérêt personnel de trois fonctionnaires recrutés dans des conditions légitimes - Réparation d'une erreur administrative lésant des candidats reçus au concours de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) de 1980.

– **Motion d'ordre** - (10 juin 1983) - (p. 1550) : organisation du débat sur la politique agricole.

– **Questions orales avec débat jointes : politique agricole** - (10 juin 1983) - (p. 1554) : création des offices par produits et politique d'orientation de la production et du marché - Action conjointe avec les organisations économiques et interprofessionnelles - Transfert aux nouveaux offices des compétences exercées par le Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA), l'Office national interprofessionnel du bétail et des viandes (ONIBEV) et l'Office national interprofessionnel des vins de table (ONIVIT) - Réponse à M. *Marcel Lucotte* sur la nomination des directeurs et des présidents de conseils de direction - Fonctionnement dès l'été 1983 - Coût de production, de transformation et de commercialisation du produit agricole et dépendance du revenu de l'agriculteur de l'environnement économique - Compétence de l'office sur l'ensemble de la filière - Office des viandes : extension à la laine et aux cuirs et peaux ; conseil de gestion spécialisé par produit ; connaissance du marché ; garantie en matière de pesée et de classement ; contrôle des abattoirs ; aide à l'investissement - Compétence de l'office du lait - Etablissement de structures propres à l'amélioration du revenu des agriculteurs - Prix différenciés et négociations au sein de la Communauté européenne (CEE) - (p. 1555) : problème du lait et refus par de nombreux pays de l'extension de la préférence communautaire aux aliments de substitution - Politique différenciée de revenus - Office des fleurs et plantes à parfums - (p. 1562) : démantèlement des montants compensatoires monétaires (MCM) dans les divers pays de la CEE, évoqué par M. *Christian Poncelet :* persistance de MCM négatifs grecs pour le vin ; cas de l'Italie - Absence d'un secrétariat d'Etat aux industries agro-alimentaires, évoquée par M. *Christian Poncelet ;* compétence du ministre : décret d'attribution - (p. 1565) : problème de l'élevage du cheval, évoqué par M. *Paul Séramy ;* intérêt du Gouvernement pour la politique chevaline française - (p. 1566) : problème du vin, évoqué par M. *Roland Courteau* - Difficultés financières de la CEE - Nouveau réglement sur le vin - (p. 1567) : problème des fromages d'appellation d'origine contrôlée, évoqué par M. *Paul Malassagne :* exemple de l'appellation « camembert de Normandie », comparée à celle de « cru de Bordeaux » : nécessaire exigence de qualité - (p. 1571) : importance de ce débat - Actualité : fixation des prix agricoles pour la campagne 1983-1984 à Bruxelles - Objectif de réduction des disparités entre agriculteurs et entre régions au sein de la CEE - Coût de la politique agricole commune (PAC) - (p. 1572) : accord du 17 mai 1983 : hausse des prix et dévaluation du franc vert - Diminution des MCM positifs allemands et des MCM négatifs français - Premier démantèlement d'avril 1983 - Succès du gouvernement français dans cette négociation - Objectif de disparition des MCM - Rétablissement des conditions de la concurrence - Evolution des prix agricoles et lutte contre l'inflation - Effets néfastes de l'inflation pour le revenu des agriculteurs - Redressement du revenu des agriculteurs et nécessité de la limitation des coûts de production, évoquée par MM. *Rémi Herment* et *Louis Minetti :* accords de modération conclus avec les secteurs d'approvisionnement de l'agriculture : engrais, produits phytosanitaires et vétérinaires, aliments du bétail - Machinisme agricole - Productions animales - Situation des producteurs de lait, évoquée par MM. *Jean Cluzel, Rémi Herment, Paul Jargot* et *René Chazelle* - (p. 1573) : démantèlement des MCM - Cumul des crises du lait, du porc et des œufs en Bretagne - Retard d'ouverture de la nouvelle campagne - Lutte contre l'inflation - Réponse à la demande de compensation présentée par M. *Rémi Herment :* prise en compte du retard d'ouverture de la campagne pour le calcul des prix - Seuils de garantie - Prix de soutien du lait et prix indicatifs - Excédents laitiers de la CEE - Interdiction des primes de quantité attribuées par les entreprises de collecte laitière - Compétitivité des laiteries - Exonération des taxes parafiscales pour les petits livreurs de céréales et d'oléagineux : réflexion en cours - Problème des aliments de substitution pour le bétail, évoqué par M. *Jean Cluzel* - Absence de préférence communautaire et importation d'aliments des Etats-Unis - (p. 1574) : négociations avec les Etats-Unis au sein du GATT - Production porcine : démantèlement total des MCM - Mesures nationales d'accompagnement : plan de rationalisation porcine ; subventions et prêts spéciaux d'élevage pour la création d'ateliers de taille moyenne - Déficit commercial de la France - Modernisation des exploitations agricoles ; modulation des annuités de remboursement des emprunts contractés auprès des caisses du Crédit agricole ; aspect agro-alimentaire de la production porcine - Homologation de contrats types pour la production de volailles de chair et de veaux de boucherie ; consultation du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire ; protection des petits et moyens éleveurs ; aménagement des structures - Problème ovin : plan de développement ovin ; augmentation du taux des indemnités compensatoires ; zones défavorisées - Veaux laitiers : ralentissement des achats italiens et rôle de l'office compétent - Contrats d'élevage : condamnation par Bruxelles comme entrave à la concurrence - (p. 1575) : remplacement par une aide aux groupements de producteurs bovins et une aide à l'investissement - Crise de l'aviculture : poules pondeuses ;

contrats d'intégration ; inorganisation des producteurs ; campagnes d'abattage ; demande d'intervention de l'Etat et risque d'étatisme ; autogestion ; limites de l'aide de la puissance publique - Contraintes budgétaires - Inquiétude des aviculteurs et prise en charge nécessaire par eux-mêmes - Marché français des fruits et légumes ; accès préférentiel garanti par la CEE aux pays en voie de développement : convention de Lomé ; GATT ; convention avec les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) - Accords conclus avec les pays tiers méditerranéens ; calendrier d'importations - Accords avec l'Espagne - (p. 1576) : mise en place de règlements sur les produits méditerranéens, préalable à l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la CEE - Réforme du règlement communautaire : aide aux groupements de producteurs - Problème de la procédure de crise grave - Négociations avec l'Espagne ; éventuelle adhésion à la CEE et rééquilibrage de la négociation entre production du nord et production méditerranéenne - Respect de la préférence communautaire en matière de fruits et légumes - Prix de référence et prix d'entrée ; calendrier d'importations - Problèmes de la viticulture, évoqués par MM. *Louis Minetti* et *Roland Courteau* : MCM sur le vin ; cas des vins de table ; conséquence des ajustements monétaires - (p. 1577) : anomalie de l'augmentation des MCM négatifs sur le vin français - Poursuite des négociations - Difficultés de la pomme de terre primeur : importations grecques en République fédérale d'Allemagne et chute des cours ; clause de sauvegarde ; caractère marginal des quantités importées ; rétablissement du prix minimum - Importation de carottes d'Italie, évoquée par M. *Jean-François Le Grand*, et absence de conformité aux normes françaises de qualité ; rôle du service de la répression des fraudes - Problème des fromages d'appellation d'origine, évoqué par M. *Paul Malassagne* ; zones de montagne ; politique de qualité ; production et commercialisation ; organisation des producteurs - (p. 1578) : mise en place de l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers et maintien des fonctions des organisations interprofessionnelles représentatives des fromages d'appellation d'origine contrôlée - Taxe de coresponsabilité - Protection des appellations d'origine au plan communautaire - Elevage du cheval, évoqué par M. *Paul Séramy* ; cheval de loisir, courses ; réponse écrite en matière de politique du cheval lourd et de la consommation de viande de cheval - Calamités agricoles : conséquences des récentes inondations, évoquées par MM. *Rémi Herment* et *Jacques Pelletier* ; travaux des missions d'enquête, des comités départementaux d'expertise et de la commission nationale des calamités agricoles - Nouveaux mécanismes d'indemnisation concernant les catastrophes naturelles : notion d'assurance ; carence en matière d'indemnisation des récoltes - Table ronde du 3 juin au ministère de l'agriculture : mesures d'urgence décidées ; avances de trésorerie ; dossiers d'indemnisation - Marché des pailles et des fourrages - (p. 1579) : industries agro-alimentaires : questions posées par MM. *Louis Minetti* au nom de M. *Raymond Dumont* et *Raymond Soucaret* - Politique d'exportations - Rôle de la direction des industries agro-alimentaires (DIAA) et de l'Association des centres techniques des industries agro-alimentaires (ACTIIA) - Simplification des démarches pour les exportateurs : création du codex agro - Programmes prioritaires d'exportation : Méditerranée, Extrême-Orient - Annonce d'une réponse écrite à M. *Raymond Soucaret* au sujet de la société Braud de moissonneuses-batteuses - Problèmes des structures agricoles et des zones défavorisées, évoqués par MM. *René Chazelle*, *Christian Poncelet* et *Paul Malassagne* au nom de M. *Henri Belcour* - Installation des jeunes agriculteurs : schémas directeurs départementaux des structures prévus par la loi d'orientation agricole du 4 juillet 1980 ; lacunes et ambiguïtés de cette loi ; contrôle des cumuls ; démembrement d'exploitations viables - Mise en place des sociétés d'épargne foncière agricole (SEFA) - (p. 1580) : place de l'agriculture française dans le 9e Plan : rôle de l'agriculture pour la formation des hommes, pour l'exportation, pour la modernisation de l'appareil productif - Problème du financement de l'agriculture - Objectif de limitation du déficit des finances publiques - Lutte contre l'inflation - Crise de la politique agricole commune ; gains de productivité dans l'agriculture au cours des vingt dernières années - Apport à la balance des paiements française - Crise économique et restriction des marchés mondiaux ; concurrence des Etats-Unis - Définition nécessaire d'orientations : céréales, élevage - Débat nécessaire sur l'avenir de l'agriculture.

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural, relatives aux caisses de mutualité sociale agricole** [n° **502 (82-83)**] - (18 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2327) : modification du code rural - Concertation - (p. 2328) : exploitants agricoles, employeurs ou non ; salariés - Rattachement des salariés agricoles au régime général de sécurité sociale ou au régime agricole - Spécificité de la mutualité sociale agricole : structure d'échelons locaux - Dispositions du projet : système électoral ; délégués cantonaux - (p. 2329) : scrutin majoritaire et représentation proportionnelle - Monopole de présentation des candidatures par les organisations syndicales - Représentation des catégories sociales : composition des assemblées générales et des conseils d'administration - Pouvoir et rôle des instances élues : conseil d'administration ; comités de gestion : protection sociale des non salariés et des salariés agricoles - Action sanitaire et sociale - (p. 2330) : maintien de l'unité et amélioration de la participation des salariés à la gestion de leur protection sociale - (p. 2333) : hommage unanime rendu à la mutualité sociale agricole - Maintien de son unité - Accord sur l'essentiel - Précision demandée par M. *Michel Moreigne* quant au jour du scrutin ; rôle des décrets d'application - Éventuelle péréquation des dépenses d'action sanitaire et sociale et des dépenses de gestion des caisses - (p. 2334) : problème du monopole de présentation syndicale et risque de politisation, évoqué par M. *Philippe François* - Salariés des exploitations agricoles et salariés des industries agro-alimentaires - Respect nécessaire de l'équilibre du projet - **Art. 1** (p. 2337) : son amendement n° 11 : élection des délégués communaux : cas des cantons comprenant une fraction de commune urbaine et des communes suburbaines ; adopté - (p. 2338) : son amendement n° 12 : cas de Paris et des villes divisées en arrondissements ou en cantons ; adopté - Sur l'amendement n° 3 de M. Louis Caiveau, rapporteur (arrêté de regroupement de plusieurs cantons pris sur proposition du conseil d'administration de la mutualité sociale agricole), son sous-amendement n° 15 : consultation du conseil d'administration de la mutualité sociale agricole substituée au pouvoir de proposition ; rejeté - (p. 2339) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Louis Caiveau, rapporteur (suppression de la présentation obligatoire des listes par les organisations syndicales) - (p. 2339, 2340) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Albert Vecten (accroissement de la représentation des familles) - (p. 2341) : représentation des familles et monopole de présentation - S'oppose à l'amendement n° 6 de M. Louis Caiveau, rapporteur (suppression de l'avis conforme requis des comités de la protection sociale pour certaines délibérations du conseil d'administration de la mutalité sociale agricole) - Droit général de la sécurité sociale - **Art. 2** (p. 2342) : statuts et mode de renouvellement des conseils d'administration des caisses de réassurances mutuelles agricoles, évoqués par M. André Bohl - **Vote sur l'ensemble** (p. 2344) : recours éventuel à la procédure d'urgence - Texte défiguré par le refus du Sénat à l'égard des traditions du monde salarial : avis conforme ; mode d'élection.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Prestations sociales agricoles - (1er décembre 1983) - (p. 3546) : solidarité à l'égard du monde agricole - Transferts sociaux - Politique sociale agricole du Gouvernement - Dépenses maladie - Cotisations sociales agricoles - Effort contributif des agriculteurs à leur protection sociale - Evolution des cotisations et du revenu agricole - (p. 3547) : volonté d'éviter l'exclusion sociale des personnes concernées

par les difficultés économiques - Accidents du travail et départements d'outre-mer (DOM) - Pouvoir d'achat des familles, des personnes âgées ou handicapées - Retraite des exploitants - Fonds national de solidarité - Pension d'invalidité - Maternité des agricultrices et protection sociale - Assurance vieillesse - Transferts sociaux - Aides ménagères - Age de la retraite - Contrat global avec la profession agricole - Mutualité sociale agricole (MSA) - Indemnisation des calamités agricoles - (p. 3548) : rapport de M. Valléry-Radot - Régime fiscal des assurances mutuelles agricoles - Acquis sociaux et solidarité - (p. 3552) : crise économique - Article 20 du projet - (p. 3556) : niveau du revenu agricole en 1983 - Evolution des dépenses maladie - Revalorisation des prestations familiales et des prestations vieillesse - Effectifs protégés - Assurance maladie - Evolution du pouvoir d'achat des retraites agricoles - (p. 3557) : différentiel cotisations prestations - Déplafonnement des cotisations de l'assurance maladie et plafonnement de l'assurance vieillesse - Cotisations totales, techniques et complémentaires - Cotisations professionnelles - Allocations aux adultes handicapés - Pluriactivité des agriculteurs - Statut des agricultrices - Travailleurs indépendants et mission de M. Gérard Gouzes, député du Lot-et-Garonne - Droits sociaux des conjoints d'exploitants agricoles - Vaccination antigrippale pour les personnes âgées - Retraite à 60 ans des salariés devenus exploitants - Pension vieillesse - (p. 3558) : parcelle de subsistance - Incompatibilité entre l'attribution d'une pension à 60 ans et la poursuite de l'activité agricole - Frais de tutelle aux prestations sociales - Médecine préventive pour les personnes âgées - Parité des retraites - Problèmes de retard de paiement de certaines pensions.

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3562) : publication des comptes prévisionnels de l'agriculture pour 1983 - Sommet européen d'Athènes - Commission des comptes de l'agriculture - Pouvoir d'achat du revenu agricole - Négociations sur les prix agricoles - Production de viande porcine et de volailles - Céréales - Disparité des revenus - Réforme fiscale - (p. 3563) : solidarité et notion de compromis social - Commission des comptes de l'agriculture - Evolution du revenu agricole en 1983 et discussion avec les organisations professionnelles agricoles - Politique agricole commune (PAC) - Dépendance européenne en matière agro-alimentaire - Emploi - Tiers-monde et crise mondiale - Volonté exportatrice de l'Europe agricole - (p. 3564) : commerce extérieur agro-alimentaire - PAC - Montants compensatoires monétaires (MCM) négatifs - Revenu des producteurs laitiers - Appareil de production laitière - Coûts de gestion du marché - Elargissement de la Communauté économique européenne (CEE) - Agriculture méditerranéenne - Règlement viticole - (p. 3565) : office du vin et office des fruits et légumes - Augmentation du budget du ministère de l'agriculture pour 1984 - Institut national de la recherche agronomique (INRA) - Régime social des agriculteurs - Part des ressources propres versée par la France à la CEE - Maîtrise des dépenses ; révision de certaines procédures d'aides ou d'interventions - Remise en cause des services votés - Evolution démographique des agriculteurs - (p. 3566) : indemnité annuelle de départ (IAD) - Prêts bonifiés - Prêts d'installation aux jeunes agriculteurs - Prêt spécial production végétale - Crédit agricole - Investissements des exploitations agricoles - Emploi - PAC - Enseignement et formation professionnelle agricole ; secteur privé et public - (p. 3567) : dotation aux jeunes agriculteurs (DJA) - Mission de M. Gérard Gouzes - Société d'épargne foncière agricole (SEFA) - Groupements fonciers agricoles (GFA) - Evolution des marchés mondiaux - Hydraulique agricole - Aménagements régionaux - Industries agro-alimentaires - Industrie du bois - Société pour l'expansion des ventes des produits agricoles et alimentaires (SOPEXA) - Rénovation forestière - (p. 3568) : offices d'intervention agricole - Offices des fruits et légumes et de l'horticulture - Office des viandes et de l'aviculture - Office des plantes à parfum et des plantes médicinales - Exportation - Solde des échanges agro-alimentaires - Place de l'agriculture et du monde agricole dans la nation - (p. 3571) : conséquences de la décentralisation sur les structures du ministère - PAC - (p. 3572) : dotation d'installation aux jeunes agriculteurs (DIJA) - (p. 3581) : agriculture et programmes d'exécution du 9e Plan - (p. 3590) : MCM - (p. 3609) : formation des hommes et capacité des exploitants agricoles - (p. 3610) : décentralisation - Enveloppe des prêts d'installation bonifiés - Critères d'attribution de la DIJA et plafond de surface minimale d'installation - Pré-installation - Organisation groupée d'aménagement foncier (OGAF) - Indemnité viagère de départ (IVD) - (p. 3611) : modernisation de l'enseignement agricole ; enseignement public et privé - Carte scolaire - Evolution des crédits affectés aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) - SEFA - Fiscalité des baux à long terme - Prêts à moyen terme ordinaires du Crédit agricole - (p. 3612) : CODEVI - Hydraulique agricole - Investissement forestier - Industries agro-alimentaires - Dotation globale d'investissement (DGI) - (p. 3613) : réforme de la PAC - Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire - Offices par produits - Baisse des coûts du porc - MCM - Viande bovine - Production laitière et quotas - (p. 3614) : réunion de Grignon - Réforme de la politique laitière européenne - Problème vinicole et vins d'appellation d'origine contrôlée - Règlement viti-vinicole - Situation de la Guadeloupe - Economie sucrière - (p. 3615) : usine de Beauport - Plantations de bananes - Fiscalité agricole - Régime de bénéfices réels - Régime simplifié agricole - Avance aux cultures - Stocks à rotation lente et investissements - Mesures fiscales en faveur des jeunes agriculteurs.

– Question au Gouvernement de M. Jean Amelin : sommet d'Athènes - (15 décembre 1983) - (p. 4260) : avenir de l'Europe - Fonctionnement institutionnel de la Communauté économique européenne (CEE) - Adoption du budget de 1984 par les parlementaires européens - Agriculture européenne (p. 4261) : attitude hostile de la Grande-Bretagne à l'égard de l'agriculture française - Négociations en cours pour le démantèlement des montants compensatoires.

– Question au Gouvernement de M. Auguste Cazalet : classement des communes des Pyrénées-Atlantiques - (15 décembre 1983) - (p. 4261) : classement du département des Pyrénées-Atlantiques en zone défavorisée - Transmission de ce dossier à la commission des Communautés européennes - Critères du classement en zone agricole défavorisée - Avis favorable des autorités communautaires pour certains cantons de ce département - (p. 4262) : respect des critères communautaires - Etude du dossier en vue d'une harmonisation avec les départements voisins.

– Projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural, relatives aux caisses de mutualité sociale agricole - *Nouvelle lecture* [n° **167** (**83-84**)] - (21 décembre 1983) - **Discussion générale** - (p. 4503) : débat approfondi en première lecture - Rétablissement par l'Assemblée nationale de dispositions essentielles du projet supprimé par le Sénat - **Art. 1** (p. 4505) : s'oppose aux amendements n° 1 à 7 de M. Louis Caiveau, rapporteur reprenant les dispositions adoptées en deuxième lecture par le Sénat et tendant à la suppression : du monopole syndical de présentation des listes de salariés ; des dispositions concernant la représentation du personnel des caisses dans les conseils d'administration ; de l'avis conforme des comités de la protection sociale pour certaines décisions du conseil d'administration et au rétablissement de : la condition de résidence de deux ans en France pour accorder le droit de vote aux personnes de nationalité étrangère ; la condition de jouissance des droits civiques afin de permettre aux étrangers d'être éligibles - **Vote sur l'ensemble** - (p. 4506, 4507) : préservation de l'unité et de la spécificité de la mutuelle sociale agricole - Constitution compatible avec la souveraineté parlementaire - Complexité croissante de la démocratie et évolution de la société française - Gouvernement ne disposant pas du droit d'engager le Parlement - Partenaires sociaux responsables - Nécessité pour le Gouvernement d'être clair dans ses engagements.

ROHAN (Josselin de), sénateur du Morbihan (RPR).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques (5 octobre 1983) (p. 2267).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **248 (82-83)**] relatif aux mesures pouvant être prises en cas d'atteinte aux intérêts maritimes et commerciaux de la France [n° **36 (83-84)**] (26 octobre 1983) - **Transports maritimes.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **75 (83-84)**] modifié par l'Assemblée nationale, relatif aux mesures pouvant être prises en cas d'atteinte aux intérêts maritimes et commerciaux de la France [n° **100 (83-84)**] (7 décembre 1983) - **Transports maritimes.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **434** (JO Débats 10 novembre 1983) (p. 2814) à M. le ministre de l'intérieur : **constructions navales** (suppression des subventions de l'Etat à la construction de bateaux de transfert entre le continent et les îles situées dans les eaux territoriales).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat [n° **309 (82-83)**] - (25 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2408) : politisation de la fonction publique et censure par les anciens élèves de l'Ecole nationale d'administration (ENA) du bureau actuel de l'association des anciens élèves.

– Projet de loi relatif aux mesures pouvant être prises en cas d'atteinte aux intérêts maritimes et commerciaux de la France [n° **248 (82-83)**] - (9 novembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2789) : concurrence des flottes battant pavillon de complaisance et de celles des pays en voie de développement - (p. 2790) : crise de l'armement maritime et effondrement des frets - Pratiques anticoncurrentielles - Inefficacité de l'article 20 du code des douanes - Sanctions - Propose l'adoption de ce texte - **Art. 2** (p. 2791) : son amendement n° 1 : 1° modification rédactionnelle ; adopté - 2° mention du caractère déstabilisateur du trafic des pratiques concernées ; rejeté - **Art. 3** (p. 2792) : ses amendements n° 3 et 4 ; caractère total ou partiel de l'affrètement ou du frètement visés par les mesures d'autorisation ou d'interdiction ; adoptés - **Art. 4** (p. 2793) : ses amendements n° 6 et 7 : substitution du terme « prélèvement financier » au terme « sanction pécuniaire » ; adopté.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Mer - (25 novembre 1983) - (p. 3337) : cultures marines : indemnisation en cas de vacance d'une concession ostréicole ; décret du 22 mars 1983 - Pêche artisanale : loi du 22 juillet 1983 sur les transferts de compétences et limite de tonnage pour la détermination des aides par l'Etat ou la région - Gens de mer : situation des veuves - Crise de la flotte de commerce - Déficit de la Compagnie générale maritime.

– Projet de loi relatif aux mesures pouvant être prises en cas d'atteinte aux intérêts maritimes et commerciaux de la France - *Deuxième lecture* [n° **75 (83-84)**] - (14 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4168) : adoption par l'Assemblée nationale de la plupart des amendements du Sénat - Introduction de nouvelles dispositions renforçant l'efficacité des contre-mesures - Consultation des professionnels concernés préalablement aux contre-mesures - Adoption conforme de ce texte proposée par la commission.

– Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° **7 (83-84)**] - **Suite de la discussion** - (14 décembre 1983) - **Art. 54** *ter* (p. 4207) : son amendement n° 1, soutenu par M. Paul Kauss : extension des dispositions de cet article aux directeurs de cabinet des présidents de conseils généraux et des conseils régionaux ; retiré.

– Projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales [n° **95 (83-84)**] - **Suite de la discussion** - (20 décembre 1983) - **Art. 14** (p. 4418) ; se déclare favorable à l'amendement n° 3 de M. Christian Bonnet (dotation globale d'équipement des départements : cas des départements métropolitains assurant la charge financière de la liaison maritime entre les îles comprises dans leur territoire et leur partie continentale) - Cas du département du Morbihan.

– Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° **126 (83-84)**] - (20 décembre 1983) - **Art. 3** *bis* (p. 4452, 4453) : soutient l'amendement n° 23 de M. Jean Chérioux (validation de la convention nationale de 1980 : possibilité, pour les médecins conventionnés du secteur II à honoraires libres d'opter pour la caisse d'assurance maladie de leur choix) - Possibilité d'affiliation à la CANAM - **In fine** (p. 4460) : son amendement n° 75 : veuves de marins remariées : restitution de l'intégralité du droit à pension en cas de nouveau veuvage, divorce ou séparation de corps ; retiré - Loi du 22 septembre 1948 relative aux pensions de marins et souci d'harmonisation avec le régime de pensions de la fonction publique - (p. 4461) : cas des retraites cristallisées à la date du remariage.

– Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat - *Nouvelle lecture* [n° **179 (83-84)**] - (22 décembre 1983) - **Art. 20** (p. 4556) : se déclare favorable à l'amendement n° 11 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (suppression de cet article relatif à la troisième voie d'accès à l'Ecole nationale d'administration (ENA)).

ROMANI (Roger), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 mai 1983) (p. 1202).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 juin 1983) (p. 2031).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à garantir la liberté de la presse (24 novembre 1983) (p. 3246).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission spéciale sur le projet de loi [n° **338 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale sur

l'Exposition universelle de 1989 [n° 389 (82-83)] (14 juin 1983) - **Expositions, salons.**

Rapport fait, au nom de la commission spéciale sur le projet de loi [n° 430 (82-83)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, sur l'Exposition universelle de 1989 [n° 440 (82-83)] (24 juin 1983) - **Expositions, salons.**

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 [n° 450 (82-83)] (28 juin 1983) - **Expositions, salons.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi sur l'Exposition Universelle de 1989** [n° 338 (82-83)] - (16 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1722) : modalités d'élaboration de ce texte - (p. 1725) : insuffisance des informations fournies par le Gouvernement à la commission spéciale - Idée de M. Marcel Dassault relative à la tenue d'une exposition universelle internationale à Paris - (p. 1726) : lettre de M. Jacques Chirac à M. Bordaz le 31 mars 1982 - Incertitude quant au choix du site et au financement - Centralisme et coercition du Gouvernement à l'égard des collectivités loçales - Exiguïté d'un emplacement à l'intérieur des villes pour une exposition universelle - Risque de saturation et d'asphyxie pour la capitale - Idée de liaisons fluviales par bateaux-mouches - Insuffisance de l'offre d'hébergement - (p. 1727) : formule du logement chez l'habitant - Importance des mouvements de foule et problème de sécurité - Nombre de fonctionnaires de police nécessaires - Inconvénients du site parisien - (p. 1728) : constructions temporaires sur la zone Citroën - Conjoncture économique et financière internationale - Modalités de financement de l'Exposition universelle - Vote des Parisiens en mars 1983 pour la compétence et la rigueur dans la gestion des deniers publics - Défense des collectivités locales au Sénat - Coût et site de l'opération - (p. 1729) : attente d'une concertation avec le Gouvernement - Avantages du site possible de Marne-la-Vallée ou d'un site combinant à la fois Marne-la-Vallée et Bercy Tolbiac - Choix de Citroën et nuisances pour la population du XVe arrondissement - Concertation - Programme du maire de Paris - Place de l'Exposition en période de crise.

Suite de la discussion - (17 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1754, 1755) : interrogation sur le souhait réel de cette Exposition par le Gouvernement - Concertation devant se faire au Sénat et à l'Assemblée nationale - Proposition ayant pour objet de donner les moyens au Gouvernement, aux responsables de l'Exposition et aux collectivités locales d'étudier sérieusement le problème - Hostilité des Parisiens face aux nuisances qu'on leur promet - Fragilité du réseau urbain de Paris - Souci des membres de la commission spéciale de ne pas voir le pays s'engager dans des dépenses considérables qui grèveront le budget - **Titre I** : demande la réserve de l'intitulé du titre I et des articles 1, additionnel après l'article 1, 1 *bis*, 2 et 2 *bis*, jusqu'à l'article additionnel après l'article 6 *bis* - **Art. 3** (p. 1756) : son amendement n° 6 : modification du caractère de l'établissement public qui, d'industriel et commercial, devient administratif ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 4, puis adopté - **Art. 4** (p. 1757) : son amendement n° 7 : nouvelle rédaction de cet article définissant les missions de l'établissement public ; adopté - **Art. 5** (p. 1760) : son amendement n° 8 : nouvelle rédaction de cet article relatif à la composition du conseil d'administration de l'établissement public ; adopté - (p. 1761) : demande le retrait de l'amendement n° 30 de M. Guy Schmaus (représentation des départements et des communes de la petite couronne au sein du conseil d'administration de l'établissement public) - **Art. 6** (p. 1762) : demande la réserve de l'article 6 et de l'amendement n° 9 jusqu'après l'examen de l'article additionnel après l'article 6 *bis* - **Art. 6 *bis*** : son amendement n° 10 : instauration auprès du président du conseil d'administration de l'établissement d'une mission de contrôle financier ; adopté - **Après l'art. 6 *bis*** : son amendement n° 11 : transmission par le Gouvernement aux assemblées parlementaires des rapports établis par l'établissement public ; adopté - **Intitulé du Titre I** *(suite)* (p. 1763) : son amendement n° 1, précédemment réservé : suppression de cette division et de son intitulé ; adopté - **Art. 1** (p. 1764) : son amendement n° 2 : suppression de cet article relatif à l'affirmation de la tenue à Paris en 1989 d'une Exposition universelle ; adopté - **Après l'art. 1** : s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Serge Boucheny, soutenu par M. Guy Schmaus (définition de la démarche, du contenu et des conditions qui doivent permettre la réussite de l'Exposition universelle) - **Art. 1 *bis*** : son amendement n° 3 : suppression de cet article relatif à la préparation, au déroulement et aux suites de l'Exposition universelle ; adopté - **Art. 2** : son amendement n° 4 : suppression de cet article relatif à la nomination et au rôle du commissaire général de l'Exposition ; adopté - **Art. 2 *bis*** : son amendement n° 5 : suppression de cet article relatif à la composition et au rôle du conseil supérieur de l'Exposition ; adopté - **Art. 6** *(suite)* : son amendement n° 9, précédemment réservé : suppression de cet article relatif à la mission et au rôle du commissaire général ; adopté - **Intitulé du titre II** (p. 1765) : son amendement n° 12 : suppression de cette division et de son intitulé ; adopté - **Art. 7** : son amendement n° 13 : suppression de cet article relatif au plan directeur d'aménagement des sites ; adopté - **Art. 8** : son amendement n° 14 : suppression de cet article relatif au plan directeur régional ; adopté - **Art. 9** (p. 1766) : son amendement n° 15 : suppression de cet article relatif à la modification des schémas directeurs ; adopté - **Art. 10** : son amendement n° 16 : suppression de cet article relatif au caractère d'intérêt national ou général des opérations ou projets concourant à la réalisation de l'Exposition ; adopté - **Art. 11** : son amendement n° 17 : suppression de cet article relatif au sursis à statuer ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 31 de M. Serge Boucheny, soutenu par M. Guy Schmaus (prolongation des délais de sursis à statuer) - **Art. 12** : son amendement n° 18 : suppression de cet article relatif aux modalités d'acquisition des terrains faisant l'objet d'une décision de sursis à statuer ; adopté - **Après l'art. 12** (p. 1767) : s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Serge Boucheny, soutenu par M. Guy Schmaus (prise en compte dans le cadre des dispositions normales d'accord quant aux loyers des logements vacants depuis plus de dix-huit mois) - **Art. 13** : son amendement n° 19 : suppression de cet article relatif à la mise à la disposition de l'établissement public, pour l'Exposition universelle de 1989, des immeubles du domaine de l'Etat, de ses établissements publics et de sociétés nationales ; adopté - **Art. 14** : son amendement n° 20 : suppression de cet article relatif à l'utilisation de la procédure d'expropriation pour extrême urgence ; adopté - **Art. 15** : son amendement n° 21 : suppression de cet article relatif au régime des installations et constructions temporaires ; adopté - **Art. 16** : son amendement n° 22 : suppression de cet article relatif à l'autorisation de location temporaire de certains logements libres d'occupation ; adopté - **Intitulé du titre III** : son amendement n° 23 : suppression de cette division et de son intitulé ; adopté - **Art. 17** (p. 1768) : son amendement n° 24 : suppression de cet article relatif à la remise en état des terrains ; adopté - **Art. 18** : son amendement n° 25 : suppression de cet article relatif à la suppression de l'établissement public ; adopté - **Art. 19** : son amendement n° 26 : suppression de cet article relatif aux modalités d'application de la loi ; adopté.

Deuxième lecture [n° 430 (82-83)] - (27 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2024) : importance du débat au Sénat en première lecture - Attitude polémique de l'Assemblée nationale - Rapport de M. Georges Sarre, député - Choix des sites - (p. 2025) : exemple des parcs de stationnement - Aspects financiers : coût direct de l'Exposition et coût des équipements d'accompagnement - Besoin de financement - Emprunt obligatoire et impôts - Problèmes de circulation et moyens de transport - Projet Aramis - Simulacre de débat - **Demande de réserve** (p. 2026) :

demande la réserve de l'intitulé du titre I et des articles 1 à 3 - **Art. 4** (*par priorité*) (p. 2027) : son amendement n° 7 : nouvelles missions de l'établissement public ; adopté - **Art. 3** : son amendement n° 6 : statut d'établissement public national à caractère administratif ; adopté - **Art. 5** : son amendement n° 8 : composition du conseil d'administration ; adopté - **Art. 6** : son amendement n° 9 : suppression de cet article relatif au rôle du commissaire général ; adopté - **Art. 6** *bis :* son amendement n° 10 : composition de la mission placée auprès du président et du conseil d'administration de l'établissement public ; adopté - **Art. 6** *ter* (p. 2028) : son amendement n° 11 : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale et relatif à la transmission par le Gouvernement aux assemblées parlementaires des rapports établis par l'établissement public ; adopté - **Titre I** : son amendement n° 1 : suppression de la division « Titre I » et de son intitulé ; adopté - **Art. 1** : son amendement n° 2 : suppression de cet article posant le principe de l'organisation d'une exposition universelle en 1989 ; adopté - **Art. 1** *bis :* son amendement n° 3 : suppression de cet article relatif à la contribution de l'Exposition au développement de Paris et de sa région ; adopté - **Art. 2** : son amendement n° 4 : suppression de cet article relatif à la nomination et aux pouvoirs du commissaire général de l'Exposition ; adopté - **Art. 2** *bis :* son amendement n° 5 : suppression de cet article relatif au conseil supérieur de l'Exposition ; adopté - **Titre II** : son amendement n° 12 : suppression de la division « Titre II » et de son intitulé ; adopté - **Art. 7 à 16** (p. 2029, 2030) : ses amendement n° 13 à 22 : suppression de ces articles relatifs aux plans directeurs, à la modification des documents d'urbanisme, aux expropriations et aux dérogations à certains textes législatifs en vigueur ; adoptés - **Titre III** (p. 2030) : son amendement n° 23 : suppression de la division « Titre III » et de son intitulé ; adopté - **Art. 17 à 19** : ses amendements n° 24, 25 et 26 de suppression de ces articles ; adoptés.

Nouvelle lecture [n° **460 (82-83)**] - (29 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2103) : absence de précision sur les conditions techniques de l'exposition et son coût global - Position de la commission spéciale - **Art. 4** (p. 2104) : son amendement n° 7 : mission de l'établissement public pour l'Exposition universelle de 1989 ; adopté - **Art. 3** (*suite*) : son amendement de coordination n° 6 ; adopté - **Art. 5** : son amendement de coordination n° 8 ; adopté - **Art. 6** (p. 2105) : son amendement de suppression n° 9 ; adopté - **Art. 6** *bis :* son amendement n° 10 : mission d'assistance du président et du conseil d'administration de l'établissement public en vue de la réalisation des études financières ; adopté - **Art. 6** *ter :* son amendement n° 11 : transmission par le Gouvernement aux assemblées parlementaires des rapports établis par les établissements publics ; adopté - **Titre I** : son amendement n° 1 de suppression ; adopté - **Art. 1** : son amendement n° 2 de suppression ; adopté - **Art. 1** *bis :* son amendement n° 3 de suppression ; adopté - **Art. 2** (p. 2106) : son amendement de suppression n° 4 ; adopté - **Art. 2** *bis :* son amendement de suppression n° 5 ; adopté - **Titre II** : son amendement de suppression n° 12 ; adopté - **Art. 7 à 9** : ses amendements de suppression n° 13 à 15 ; adoptés - **Art. 10 à 16** (p. 2107) : ses amendements de suppression n° 16 à 22 ; adoptés - **Titre III** (p. 2108) : son amendement de suppression n° 23 ; adopté - **Art. 17 à 19** : ses amendements de suppression n° 24 à 26 ; adoptés.

– Projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales [n° **95 (83-84)**] - (19 décembre 1983) - **Après l'art. 5** (p. 4398) : son amendement n° 1, soutenu par M. Pierre-Christian Taittinger : montant de la dotation revenant à la commune de Paris ; adopté - Importance de l'alignement de la ville de Paris sur la région Ile de France.

ROSENWALD (Jean), Premier président de la Cour des comptes.

INTERVENTIONS

– Dépose sur le bureau du Sénat le rapport annuel de la Cour des comptes (29 juin 1983) (p. 2090)

ROSETTE (Marcel), sénateur du Val-de-Marne (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères (5 octobre 1983) (p. 2267).

ROUDY (Yvette), *ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de la femme* (nommée le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 25 mars 1983, p. 907].

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° **321** de M. Louis Souvet : **femmes** (organismes faisant double emploi) (20 mai 1983) (p. 1011 et suivantes).

n° **346** de Mme Marie-Claude Beaudeau : **licenciements** (situation dans une entreprise de transformation du zinc) (20 mai 1983) (p. 1014, 1015).

n° **361** de M. Hubert Martin : **sidérurgie** (difficultés de la sidérurgie lorraine) (20 mai 1983) (p. 1013, 1014).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes [n° **127 (82-83)**] - (11 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 790, 791) : comparaison entre la situation professionnelle des hommes et des femmes : salaire ; formation ; taux de chômage - Importance économique du travail féminin - Femmes seules avec enfants - Adoption du projet de loi visant à améliorer les conditions de l'emploi des femmes dans la fonction publique - Campagne d'information - Sexisme à l'école ; manuels scolaires ; écoles professionnelles et inégalité du nombre de filières offertes selon le sexe ; arrêté pris par le ministre de l'éducation nationale en juillet 1982 - Révolution industrielle du XIXe siècle et exploitation des femmes - Révolution technologique et désuétude d'une protection spécifique - Citation de Jeanne Derouin et de Proudhon - (p. 792) : disparité de qualification - Loi de 1972 sur l'égalité de rémunération - Directive européenne de 1976 sur l'égalité professionnelle - Texte en examen : maintien comme droits acquis des droits particuliers protecteurs des femmes figurant dans certains contrats collectifs - Dispositions propres à la grossesse, au congé de maternité, à l'allaitement ; disparition du code pénal de la notion du motif légitime ; interdiction de discrimination ; saisine de la justice par les syndicats ; nullité du licenciement rétorsion par l'employeur d'une salariée ayant agi en justice ; sanction et peines correctrices de substitution - Plan d'égalité : discussion d'un rapport annuel par le comité d'entreprise ; négociation des mesures de rattrapage ; conventions collectives - Comité du travail féminin et Conseil supérieur de l'égalité professionnelle - Enjeu pour notre société - **Avant le titre I** (p. 800) : accepte l'amendement n° 1 de M. Pierre Louvot, rapporteur

(affirmation du principe de l'égalité des droits assorti du principe de l'égalité des chances) ; sur cet amendement, son sous-amendement rédactionnel n° 48 et son sous-amendement n° 49 : suppression de la liste limitative des partenaires agissant pour l'égalité des droits ; adoptés - Associations - **Art. 1 :** *Art. L. 123-1 du code du travail :* s'oppose aux amendements n° 18 de M. Henri Le Breton (limitation à l'employeur ou à son représentant des dispositions de cet article interdisant la discrimination professionnelle) et n° 35 de MM. Jean Béranger et Stéphane Bonduel (limitation à l'employeur des dispositions de cet article interdisant la discrimination professionnelle) - Accepte l'amendement n° 38 de Mme Cécile Goldet et M. Charles Bonifay (interdiction de discrimination pour l'affectation à un poste) - *Art. L 123-2* (p. 802) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau n° 23 (maintien de la possibilité de mesures spécifiques favorables) et n° 24 (référence au paragraphe 9 de l'article L. 133-5, résultant de la loi du 13 novembre 1982, relatif aux mesures de rattrapage tendant à remédier à l'inégalité de traitement entre les salariés des deux sexes) - Danger des mesures spécifiques ; maintien des avantages acquis ; tradition du syndicalisme et directive européenne de 1976 - Citation de Jeanne Derouin répondant à Proud'hon et préférence pour l'aménagement du travail plutôt que pour les avantages spécifiques aux femmes - *Art. L. 123-3* (p. 803) : s'oppose à l'amendement n° 25 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression du caractère temporaire des mesures prises en faveur des femmes) - Plan d'égalité - Accepte l'amendement n° 2 de M. Pierre Louvot, rapporteur (rattrapage des inégalités de fait par les mesures temporaires et limitation au seul bénéfice des femmes) ; sur cet amendement, son sous-amendement rédactionnel n° 50 ; adopté - (p. 804) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau n° 27 (référence au 12e paragraphe de l'article L. 133-5 relatif aux dispositions particulières favorables aux femmes) et n° 26 (suppression de la limitation aux mesures transitoires prises par des conventions ou des accords collectifs étendus) - *Après l'art. L. 123-3 :* son amendement n° 45 : plan d'égalité professionnelle ; adopté - (p. 805) : sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements n° 56 (suppression du droit de veto du directeur départemental du travail dans le cas de plans d'égalité négociés dans l'entreprise) et n° 57, de coordination, de M. Pierre Louvot, rapporteur - *Art. L. 123-4* (p. 806) : s'oppose à l'amendement n° 53 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Henri Le Breton (possibilité pour l'employeur de refuser la réintégration d'un employé victime d'un licenciement abusif et indemnité au profit du salarié) - S'oppose à l'amendement n° 39 de Mme Cécile Goldet et M. Charles Bonifay (appréciation du conseil des prud'hommes dans le cas de licenciement à la suite d'une action en justice) - Accepte l'amendement n° 3 de M. Pierre Louvot, rapporteur (prise en compte des indemnités de licenciement faisant l'objet de clauses dans le contrat de travail en l'absence de clauses dans la convention ou l'accord collectif) - *Art. L. 123-5* (p. 807) : accepte l'amendement n° 40 de Mme Cécile Goldet et M. Charles Bonifay (accord de l'intéressé dans le cas d'une action en justice en sa faveur par les organisations syndicales représentatives) - S'oppose à l'amendement n° 4 de M. Pierre Louvot, rapporteur (accord nécessaire du salarié pour l'action en justice par une organisation syndicale) - Référence aux dispositions identiques en matière d'exécution des conventions collectives de travail à domicile ; des travailleurs temporaires - Comparaison entre les femmes et les travailleurs immigrés - **Après l'art. 1** (p. 808) : accepte l'amendement n° 43 de Mme Cécile Goldet et M. Charles Bonifay (principe d'égalité professionnelle) - **Art. 1** *bis :* s'oppose à l'amendement n° 29 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression de cet article restreignant les dispositions particulières au seul bénéfice des femmes enceintes ou allaitant) - **Après l'art. 1** *bis :* accepte l'amendement de coordination n° 44 de Mme Cécile Goldet et M. Charles Bonifay - **Art. 2** (p. 809) : son amendement n° 55 : principe d'égalité et cas de disparité de rémunération entre les établissements d'une même entreprise ; rejeté - S'oppose à l'amendement n° 42 de Mme Cécile Goldet et M. Charles Bonifay (extension du principe d'égalité de rémunération à l'unité économique et sociale) - (p. 810) : lois Auroux ; conventions collectives ; loi de 1972 - S'oppose à l'amendement n° 5 de M. Pierre Louvot, rapporteur (répartition de la charge de la preuve en cas de litige relatif à l'égalité de rémunération) - Son amendement n° 46 : charge de la preuve en cas de litige relatif à l'égalité de rémunération et bénéfice du doute au salarié ; devenu sans objet - Amendement voté en 1973 par le Sénat prévoyant le renversement de la charge de la preuve en matière de licenciement - Sur son amendement n° 46, s'oppose au sous-amendement n° 58 de M. Pierre Louvot, rapporteur (suppression du bénéfice du doute au salarié) - **Art. 6** (p. 811) : accepte l'amendement rédactionnel n° 6 de M. Pierre Louvot, rapporteur - **Art. 8** (p. 812) : s'oppose aux amendements de M. Pierre Louvot, rapporteur, n° 7 (remplacement du rapport annuel spécifique par un état) et n° 8 (transmission de l'état annuel à l'inspecteur du travail) - Accepte les amendements de coordination n° 9 et 10 de M. Pierre Louvot, rapporteur - Son amendement de coordination n° 47 ; adopté - **Art. 11** (p. 813) : s'oppose aux amendements identiques n° 20 de M. Henri Le Breton et n° 37 de M. Stéphane Bonduel (suppression de la condition déterminante d'appartenance à l'un ou l'autre sexe) - Directive européenne de 1976 - Accepte l'amendement n° 13 de M. Pierre Louvot, rapporteur (établissement de l'égalité de chances des femmes en matière de formation) - (p. 814) : sur cet amendement, son sous-amendement n° 52 : correction des déséquilibres ; adopté - **Art. 14 :** s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Henri Le Breton (composition du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle) - (p. 815) : demande le retrait de l'amendement n° 14 de M. Pierre Louvot, rapporteur (participation du comité du travail féminin au sein du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle) - Bilan du comité du travail féminin ; organismes du même type dans les pays de la Communauté économique européenne (CEE) - Substitution du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle et élargissement de ses pouvoirs - Volonté de large composition du Conseil - **Art. 15** (p. 816) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Pierre Louvot, rapporteur (suppression de cet article prévoyant une aide financière de l'Etat pour des actions réalisées au titre du plan d'égalité) - **Art. 16 :** accepte l'amendement n° 32 de Mme Marie-Claude Beaudeau (maintien des usages ouvrant des droits particuliers pour les femmes) - (p. 817) : demande le retrait des amendements du même auteur n° 33 (suppression du deuxième alinéa de cet article prévoyant la mise en conformité des droits particuliers favorables avec les dispositions de la loi) et n° 34 (négociation collective afin de mettre les droits particuliers en conformité avec les articles de la loi sans régression) - Son amendement n° 51 : négociation collective pour la mise en conformité des droits particuliers avec les dispositions de la loi ; adopté - **Art. 18** (p. 818) : accepte l'amendement de coordination n° 16 et l'amendement n° 17 de M. Pierre Louvot, rapporteur (délai de présentation du rapport pour les entreprises de plus de trois cent salariés).

– Projet de loi autorisant la ratification d'un accord complémentaire à la convention générale entre la République française et la République d'Autriche sur la sécurité sociale [n° 260 (82-83)] - (17 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 833) : évolution des législations française et autrichienne - Exercice du droit à pension de vieillesse - Extension du bénéfice de l'assurance maladie aux étudiants, réfugiés, apatrides, ainsi qu'à certains fonctionnaires français - Refonte prochaine de l'ensemble des dispositions relatives à la sécurité sociale - (p. 834) : cas particulier des veuves françaises de fonctionnaires autrichiens évoqué par M. *Paul d'Ornano* - Négociations engagées en matière de pensions de réversion.

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre la République française et la République arabe d'Egypte sur la coopération judiciaire en matière civile, y compris le statut personnel, et en matière sociale, commerciale et administrative (ensemble deux annexes et un protocole annexe) [n° 239 (82-83)] - (17 mai 1983) -

Discussion générale : modalités de mise en œuvre d'une nouvelle coopération judiciaire - Cas particulier des déplacements et des détentions illicites d'enfants - Recouvrement des pensions alimentaires.

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte de coopération judiciaire en matière pénale [n° 240 (82-83)] - (17 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 835) : projet s'inspirant de la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale de 1959 - Renforcement du rôle des consuls - Extraditions - Respect des droits de l'homme - Droit d'asile - (p. 836) : convention reprenant la rédaction de la convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés - Possibilité de refuser l'extradition lorsqu'une peine plus sévère peut être encourue dans l'autre Etat.

– Projet de loi autorisant la ratification d'une convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes [n° 225 (82-83)] - (17 mai 1983) - **Discussion générale** : effort entrepris par l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour éliminer toute discrimination sexiste - Convention concernant plus particulièrement les pays en voie de développement - Actions du Gouvernement conformes à cette convention : modification du statut général des fonctionnaires et égalité d'accès aux emplois publics ; statut professionnel reconnu pour les conjoints d'artisans et de commerçants - (p. 837) : égalité professionnelle entre les hommes et les femmes - Lutte contre la discrimination sexiste - Modification prochaine du code de la nationalité - Révision des règles de l'éligibilité des personnes ayant acquis la nationalité française par mariage - Révision prochaine des règles du code civil impliquant une différence de traitement entre les hommes et les femmes.

– S'associe à l'hommage rendu par M. le Président du Sénat à la mémoire de M. Antoine Andrieux, sénateur des Bouches-du-Rhône (21 juin 1983) (p. 1809).

– Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. - *Deuxième lecture* [n° 390 (82-83)] - (21 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1809) : accord des deux assemblées sur des points importants marquant une prise de conscience générale de la nécessité et du bien-fondé de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes - Persistance de divergences d'appréciation - (p. 1810) : nécessité pour les représentants des salariés de disposer des moyens nécessaires pour dresser le constat de la situation et donner un avis sur les objectifs de l'entreprise - Article 15 instituant une aide financière pour les plans les plus ambitieux - Souci d'aider à la prise en charge des coûts particuliers afférents au plan d'égalité - Rôle d'impulsion de l'Etat - Divergences entre les deux assemblées sur la manière dont les droits nouveaux à l'égalité pourront être exercés par les travailleuses - Adoption par le Sénat en première lecture des principes nouveaux d'égalité des droits et des chances - Souhaite l'adoption par le Sénat de la définition des moyens concrets d'exercer ces droits - **Art. 1 A** (p. 1811) : accepte l'amendement n° 1 de M. Pierre Louvot, rapporteur (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale relatif à la mise en œuvre du principe de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) - **Art. 1** (p. 1812) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Pierre Louvot, rapporteur (substitution au mot « nul » des mots : « l'employeur ou son mandataire ») - (p. 1813) : s'oppose aux amendements de M. Pierre Louvot, rapporteur, n° 3 (substitution aux mots : « du rapport » des mots : « de l'état ») et n° 4 (exercice par le directeur départemental du travail du contrôle des plans d'égalité établis par les entreprises) - (p. 1814) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Pierre Louvot, rapporteur (substitution aux mots : « ne s'y soit pas opposé » des mots : « ait exprimé son accord sous les mêmes formes ») et accepte l'amendement n° 15 de Mme Cécile Goldet (action en justice des organisations syndicales en raison d'une discrimination ne pouvant s'exercer qu'avec l'accord expressément exprimé par écrit du salarié concerné) - **Art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Pierre Louvot, rapporteur (suppression du dernier alinéa du paragraphe I relatif aux disparités de rémunération entre les établissements d'une même entreprise) - (p. 1815) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Pierre Louvot, rapporteur (suppression de la dernière phrase du paragraphe II relatif au principe de l'égalité de rémunération) - **Art. 8** (p. 1816) : s'oppose aux amendements de M. Pierre Louvot, rapporteur, n° 8 (nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article relatif à la nature et à la dénomination du document communiqué au comité d'entreprise sur la situation respective de l'emploi masculin et féminin) et n° 9, n° 10 et n° 11 de coordination - **Art. 11** : sur l'amendement n° 12 de M. Pierre Louvot, rapporteur (reprise de la rédaction initiale du Sénat pour le deuxième alinéa de cet article relatif à l'égalité en matière de formation professionnelle), son sous-amendement n° 16 : substitution au mot « promouvoir » du mot « établir » ; adopté - **Art. 15** (p. 1817) : s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Pierre Louvot, rapporteur (suppression de cet article relatif à l'aide financière accordée par l'Etat au plan d'égalité des entreprises jugées exemplaires) - **Art 18** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 14 de M. Pierre Louvot, rapporteur.

Nouvelle lecture [n° 444 (82-83)] - (28 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2066, 2067) : troisième examen du texte par le Sénat - Echec de la commission mixte paritaire - Divergences subsistant - **Art. 1 A** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de M. Pierre Louvot, rapporteur (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale) - **Art. 1** (p. 2068) : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 2 de M. Pierre Louvot, rapporteur - S'oppose à l'amendement n° 3 de M. Pierre Louvot, rapporteur (substitution à la notion de rapport de la notion d'état) - S'oppose à l'amendement n° 4 de M. Pierre Louvot, rapporteur (limitation du pouvoir d'opposition du directeur départemental du travail au plan d'égalité professionnelle dans l'entreprise) - (p. 2069) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 5 de M. Pierre Louvot, rapporteur - **Art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Pierre Louvot, rapporteur (suppression de l'alinéa relatif à l'égalité de rémunération entre les différents établissements d'une même entreprise) - S'oppose à l'amendement n° 7 de M. Pierre Louvot, rapporteur (charge de la preuve en cas de litige) - **Art. 8** : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Pierre Louvot, rapporteur (substitution à la notion de rapport annuel de la notion d'état annuel regroupant les informations relatives à la situation comparée des conditions d'emploi des femmes et des hommes dans l'entreprise) - (p. 2070) : s'oppose aux amendements de coordination n° 9, n° 10 et n° 11 de M. Pierre Louvot, rapporteur - **Art. 15** : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Pierre Louvot, rapporteur (suppression de cet article relatif à l'aide financière de l'Etat) - **Art. 18** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 13 de M. Pierre Louvot, rapporteur - **Vote sur l'ensemble** (p. 2071) : accord de fond et qualité des travaux du Sénat sur ce projet.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I - Services généraux - (29 novembre 1983) - (p. 3451) : progression du budget de 1984 pour les droits de la femme - Importance du nombre de femmes au travail - Chômage féminin supérieur au chômage masculin - Multiplication des actions de formation - Nombreux stages pilotes - Régions disposant de crédits de financement pour des actions non pilotes - Existence de contrats Etat-régions - Intervention de l'association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) pour permettre aux femmes d'accéder à un plus grand nombre de spécialités - (p. 3452) : programme particulier conçu pour les femmes seules - Egalité concernant le travail, la fiscalité et les pensions - Nouveaux droits découlant de la loi sur l'égalité professionnelle - Campagne pour la formation aux

technologies nouvelles - Coordination des actions par une mission pour l'égalité professionnelle - Egalité et autonomie fiscale de la femme - Reconnaissance de la capacité fiscale de la femme mariée - Extension de la déduction des frais de garde aux jeunes époux travaillant - Egalité fiscale des couples mariés et rapport de Mme Toutain - Autonomie culturelle - Poursuite de la mission d'information sur les nouveaux droits par le Centre national d'information sur les droits des femmes - Droit à l'information sur la contraception - (p. 3453) : projet antisexiste en cours - Loi sur l'aide aux victimes et possibilité de poursuivre l'insolvabilité organisée des ex-conjoints - Aide et assistance aux femmes victimes de violence - Poursuite des objectifs du ministère : autonomie, égalité, dignité pour les femmes - (p. 3463) : décrets d'application relatifs au Conseil supérieur de l'égalité examinés par le Conseil d'Etat - Composition et rôle du Conseil supérieur de l'égalité - Deux plans d'égalité déjà confectionnés, celui de Sofinco est exemplaire - Existence de contrats Etat-régions - Nécessité de mettre sur pied un plan de rattrapage du retard des salaires féminins.

ROUJAS (Gérard), sénateur de la Haute-Garonne (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code de la sécurité sociale et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant (12 décembre 1983) (p. 4099).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique (14 décembre 1983) (p. 4187).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public (16 décembre 1983) (p. 4316).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier (16 décembre 1983) (p. 4343).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant et modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif (19 décembre 1983) (p. 4401).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural relatives aux caisses de mutualité sociale agricole (20 décembre 1983) (p. 4412).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (20 décembre 1983) (p. 4461).

Est nommé membre de la commission de contrôle des services publics responsables de l'application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques (22 décembre 1983) (p. 4560).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Agriculture - (1er décembre 1983) – (p. 3603) : office interprofessionnel des céréales - Culture des oléagineux - Hydraulique agricole - Région Midi Pyrénées - (p. 3604) : programmes d'irrigation.

– Projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) [n° 88 (83-84)] - (20 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4483) : réformes en cours relatives au système de santé - Programme prioritaire d'exécution (PPE) n° 11 : modernisation du système de santé et maîtrise de l'évolution des dépenses - Amélioration de la gestion - Rôle de la prévention et de la connaissance des besoins - Capacités hospitalières - Alternatives à l'hospitalisation ; cas des hôpitaux psychiatriques ; maintien à domicile ; forme d'hébergement intermédiaire - Charte de la santé - Responsabilité nécessaire de tous - Soutien du groupe socialiste.

ROUJON (Jules), sénateur de la Lozère (UREI).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement (22 juin 1983) (p. 1835).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1984 (16 décembre 1983) (p. 4314).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)]** adopté par l'Assemblée nationale - **Aménagement rural [n° 64, tome II (83-84)]** (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Agriculture - (1er décembre 1983) - Rapporteur pour avis (aménagement rural) - (p. 3573) : décentralisation et transferts de compétences - Dotation globale d'équipement

(DGE) - Travaux de la mission d'information du Sénat relative au bilan de la décentralisation - Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) - Electrification rurale - Animation économique et sociale des zones rurales - (p. 3574) : enseignement et recherche - Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - Forêt et filière bois.

ROUVIERE (André), sénateur du Gard (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267) puis élu secrétaire.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **433** (JO Débats 9 novembre 1983) (p. 2751) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **entreprises** (situation de l'usine Valexy de Besseges).

ROUX (Olivier), sénateur des Français établis hors de France (NI).

Elu sénateur le 3 octobre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires sociales (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code de la sécurité sociale et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant (12 décembre 1983) (p. 4099).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique (14 décembre 1983) (p. 4187).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (20 décembre 1983) (p. 4461).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Economie, finances et budget - I - Charges communes - (8 décembre 1983) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3951) : intervient sur les crédits du titre I - Modification nécessaire de la loi n° 70-632 du 15 juillet 1970 : indemnisation des actionnaires des sociétés anonymes d'Algérie subordonnée à la qualité de dirigeant de droit ou de fait ; inégalité ainsi créée ; suppression nécessaire de cette discrimination.

RUDLOFF (Marcel), sénateur du Bas-Rhin (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre du Conseil national de prévention de la délinquance (article 4 du décret n° 83-459 du 8 juin 1983) (7 juillet 1983) (p. 2241).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale (3 mai 1983) (p. 585).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds (24 juin 1983) (p. 1973).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (27 juin 1983) (p. 2012).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° **493 (81-82)**] adopté par l'Assemblée nationale, portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 [n° **197 (82-83)**] (2 avril 1983) - **Procédure pénale.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **257 (82-83)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de **procédure pénale** [n° **278 (82-83)**] (28 avril 1983) –.

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de **procédure pénale** [n° **306 (82-83)**] (10 mai 1983).

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **320 (82-83)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de **procédure pénale** [n° **333 (82-83)**] (19 mai 1983).

Rapport fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 504 (82-83)] abrogeant l'article L.O.128 du code électoral relatif aux incapacités temporaires frappant les personnes ayant acquis la **nationalité** française [n° **38 (83-84)**] (26 octobre 1983).

Rapport fait au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° **505 (82-83)**] modifiant le code de la nationalité française et le code électoral, et supprimant les incapacités temporaires frappant les personnes ayant acquis la **nationalité** française [n° **39 (83-84)**] (26 octobre 1983).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 [n° 493 (81-82)] - (6 avril 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 70) : travaux de la commission des lois et de son rapporteur, M. *Pierre Carous*, lors de l'examen de la loi du 2 février 1981 - Absence d'influence de la loi « sécurité et liberté » sur les condamnations prononcées et sur le nombre des détenus en France - Difficultés créées pour l'exercice de la justice par les dispositions spéciales - Danger de l'instabilité législative en droit pénal - (p. 71) : nécessité de prévoir des réformes d'ensemble - Innovations de la loi « sécurité et liberté » : création d'un droit spécial pour certaines infractions de violence et accord de la commission sur le retour à un droit pénal général ; prolongement de la durée de garde à vue ; contrôle de l'instruction par la chambre d'accusation ; exécution des peines et souhait de la commission du retour à la loi du 22 novembre 1978 ; procédure pénale ; problème de l'exécution des petites peines - Accord de la commission sur les modifications proposées concernant les contrôles d'identité - Importance de l'entrée dans le droit pénal de l'obligation de travail d'intérêt général ; unanimité du vote de l'Assemblée nationale - Propositions de la commission des lois : peine de substitution dite jour amende ; comparution immédiate - (p. 72) : infractions nouvelles : délinquance infantile - Recel - Complexité du droit pénal - Causes de la délinquance - Fidélité du Sénat à ses travaux précédents - **Art. 1** (p. 78) : son amendement de coordination n° 1 ; adopté - Son amendement n° 2 : doublement des peines encourues en cas de crime ou délit de droit commun commis par un condamné bénéficiant d'une permission de sortir ou d'une mesure de semi-liberté ou de libération conditionnelle ; adopté - (p. 79) : notion de contrat moral entre la justice et le bénéficiaire des mesures de faveur - **Art. 2 A** (p. 80) : son amendement n° 4 : information du prévenu de son droit de refuser l'accomplissement d'un travail d'intérêt général ; adopté - Souci de l'accord tacite du condamné ; condamnation du travail forcé par les conventions internationales liant la France ; Cour internationale de justice - Maintien de la sanction et non contractualisation de la peine - (p. 81) : sur son amendement n° 4, s'oppose au sous-amendement n° 111 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (choix laissé au prévenu entre l'accomplissement d'un travail d'intérêt général et une autre peine) - (p. 83) : sur son amendement n° 4, accepte le sous-amendement n° 112 de M. Charles Lederman (réception par le président du tribunal de la réponse du prévenu) - Son amendement n° 5, identique à l'amendement n° 98 de M. Charles Lederman : prolongation à dix-huit mois du délai pendant lequel le travail d'intérêt général doit être accompli ; adopté - Son amendement n° 6 : suspension provisoire pour motifs graves du travail d'intérêt général ; adopté - Son amendement n° 7 : compétences du juge de l'application des peines sur les modalités d'exécution du travail d'intérêt général ; adopté - Son amendement rédactionnel n° 8 ; adopté - Son amendement n° 10 : application de certaines prescriptions du code de travail au travail d'intérêt général ; adopté - (p. 84) : son amendement n° 11 : responsabilité de l'Etat en cas de dommages causés à autrui dans l'exécution d'un travail d'intérêt général ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 65 de M. Robert Badinter, ministre (fixation de la responsabilité de l'Etat à la part qui incombe au condamné, au cas où plusieurs personnes ont concouru aux dommages) - (p. 85) : sur son amendement n° 11, accepte le sous-amendement n° 84 de M. Charles Lederman (compétence des tribunaux judiciaires en matière d'action récursoire) - Son amendement n° 12 : extension et conditions d'application des dispositions du travail d'intérêt général aux mineurs de 16 à 18 ans ; adopté - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat sur le sous-amendement n° 66 de M. Robert Badinter, ministre (caractère formateur des travaux d'intérêt général) - Son amendement de coordination n° 9 ; adopté - (p. 86) : son amendement n° 13 : renvoi des modalités d'application des dispositions adoptées à un décret en Conseil d'Etat ; adopté - Son amendement de coordination n° 3 ; adopté - **Après l'art. 2 A** : son amendement n° 14 : dispositions introduisant dans le code pénal la peine de jour amende ; adopté - (p. 87) : sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 109 de M. Robert Badinter, ministre (possibilité d'appréciation par le tribunal des modalités d'exécution à certains cas) - En réponse à M. Charles Lederman, modulation du montant de l'amende selon l'infraction commise et les ressources du délinquant - Possibilité donnée au tribunal de moduler le paiement de l'amende au-delà du délai fixe primitivement imparti - **Art. 2** (p. 88) : son amendement n° 15 : réintégration du sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général dans le cadre général du sursis avec mise à l'épreuve ; adopté - Son amendement rédactionnel n° 16 ; adopté - (p. 89) : son amendement n° 17 : information du prévenu ou de son conseil du droit de refuser l'accomplissement du travail d'intérêt général ; réponse du prévenu ; adopté - Ses amendements de coordination n° 18 et n° 19 ; adoptés - (p. 90) : ses amendements de coordination n° 20, n° 21 et n° 22 ; adoptés - Son amendement de coordination n° 23 ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement de coordination n° 67 de M. Robert Badinter, ministre - Son amendement de coordination n° 24 ; adopté - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement de coordination n° 68 de M. Robert Badinter, ministre - (p. 91) : son amendement de coordination n° 25 ; adopté - **Après l'art. 2** : son amendement n° 26 : référence au condamné exécutant un travail d'intérêt général dans le code de la sécurité sociale ; adopté - **Art. 3** : son amendement n° 27 : maintien des dispositions relatives à l'exécution des peines dans leur rédaction antérieure à la loi du 2 février 1981 ; adopté - Attente de la réforme d'ensemble de l'exécution des peines promise par le Gouvernement - (p. 92) : s'oppose à l'amendement n° 82 de M. Charles Lederman (modification des dispositions du code de procédure pénale relatives à la période de sûreté).

Suite de la discussion - (7 avril 1983) - Rapporteur - **Art. 4 A** (p. 98) : son amendement n° 28 : suppression de cet article visant le délit d'association de malfaiteurs ; adopté - **Art. 4** : son amendement n° 29 : modification du texte de cet article visant le certificat constatant l'incapacité de travail, adopté - **Art. 4** *bis* (p. 99) : son amendement n° 30 : suppression de cet article relatif au délit de séquestration de moins de vingt quatre heures ; adopté - **Art. 6** (p. 100) : son amendement n° 31 : établissement d'une nouvelle gradation des peines ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 72 de M. Charles Lederman (établissement d'une gradation dans l'échelle des peines tenant compte des conséquences corporelles réelles des infractions commises) - **Après l'art. 8** (p. 101) : son amendement n° 32 : responsabilité pénale des personnes qui profitent de la délinquance des mineurs vivant avec elles et placés sous leur autorité ; retiré en faveur de l'amendement n° 110 de M. Robert Badinter, ministre (assimilation à receleur et responsabilité pénale des personnes qui profitent de la délinquance de mineurs vivant avec elles et placés sous leur autorité) - (p. 102) : s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (sanctions pénales concernant la « squatterisation ») - **Art. 8** *bis* (p. 103) : son amendement n° 33 : suppression de cet article relatif à la police des chemins de fer ; adopté - **Avant l'art 9** (p. 104) : son amendement n° 34 : prolongation du délai de garde à vue au-delà de 48 heures ; adopté - (p. 106) : amendement tendant simplement à préciser les conditions dans lesquelles à titre exceptionnel l'institution de la garde à vue passerait de 24 heures à 48 heures et éventuellement à quatre jours - Absence d'atteinte au principe de l'*habeas corpus* et aux droits fondamentaux des libertés humaines - Sens du respect des libertés individuelles des magistrats en France - (p. 110) : son amendement n° 36 : pouvoirs du président de la chambre d'accusation et du juge d'instruction ; adopté - **Art. 9** son amendement de coordination n° 37 ; adopté - **Art. 10** : son amendement rédactionnel n° 38 ; adopté - **Art. 13** (p. 112) : s'oppose à l'amendement n° 73 de M. Charles Lederman (contrôle d'identité en cas d'existence d'indices graves) - (p. 113) : s'oppose à

l'amendement n° 96 de M. Charles Lederman (limitation du contrôle d'identité préventif) - (p. 114) : s'oppose à l'amendement n° 95 de M. Charles Lederman (contrôle d'identité des personnes exerçant les droits et libertés garantis par la Constitution, en liaison avec l'expression d'opinions politiques philosophiques, religieuses ou syndicales) - (p. 115) : son amendement n° 39 : présentation sans délai à un officier de police judiciaire ; retiré en faveur de l'amendement n° 74 de M. Charles Lederman (présentation immédiate à un officier de police judiciaire) -Son amendement n° 40 : droit pour la personne arrêtée de faire aviser le Procureur de la République de la vérification dont elle fait l'objet et de prévenir sa famille ; si des circonstances particulières s'y opposent, l'officier de police judiciaire doit prévenir lui-même la famille ou la personne choisie ; adopté - (p. 116) : s'oppose à l'amendement n° 80 de M. Charles Lederman (droit pour la personne arrêtée de prévenir à tout moment sa famille ou toute personne de son choix et information obligatoire et immédiate du Procureur de la République dès le début de la détention) -(p. 117) : ses amendements, n° 41 : détention d'une personne faisant l'objet d'une vérification ne pouvant excéder six heures ; adopté ; n° 42 : interdiction de prise d'empreintes digitales ou de photographies dans le cas de vérification préventive d'identité ; adopté ; n° 43 : destruction du procès verbal et de toutes les pièces se rapportant aux opérations de vérification d'identité dans un délai de trois ans ; adopté ; et n° 44 : suppression de l'alinéa de cet article relatif à la nullité en cas d'inobservation des formalités prescrites, adopté - (p. 118) : s'oppose à l'amendement n° 100 de M. Félix Ciccolini (remplacement du mot « formalités » par le mot « prescriptions ») - (p. 119) : s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Charles Lederman (suppression de la fixation par décret en Conseil d'Etat des mesures d'application de ce chapitre) - **Intitulé du chapitre II :** son amendement n° 45 : « La comparution immédiate » ; adopté - **Art. 14 :** son amendement n° 46 : présence facultative d'un conseil ; adopté - **Art. 15** (p. 120) : son amendement de coordination n° 47 ; adopté - **Art. 16 :** son amendement de coordination n° 48 ; adopté - **Art. 17 :** son amendement n° 49 : droit pour le Procureur de la République de recueillir la déclaration de la personne qui paraît devant lui sans que celle-ci en fasse la demande ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 76 de M. Charles Lederman (respect des droits du prévenu et organisation d'un entretien entre le prévenu et son conseil avant toute déclaration au Procureur de la République) - (p. 122) : son amendement n° 50 : intervention facultative d'un avocat ; adopté - Accepte l'amendement n° 101 de M. Félix Ciccolini (intervention possible de l'avocat après l'audition du prévenu) - Son amendement n° 51 : traduction du prévenu sur le champ devant le tribunal si la peine prévue par la loi n'excède pas cinq ans d'emprisonnement ; adopté - (p. 123) : définition des critères d'application de la comparution immédiate - *Quantum* de la peine prévue ou de la peine encourue - Amendement n° 53 lié à l'amendement n° 51 visant à prévoir l'application de cette procédure en vertu non pas de la flagrance du délit mais de la simplicité du dossier - (p. 124) : sur son amendement n° 51, s'oppose au sous-amendement n° 106 de M. Félix Ciccolini (traduction du prévenu sur le champ devant le tribunal si la peine encourue n'excède pas cinq ans d'emprisonnement) - S'oppose à l'amendement n° 77 de M. Charles Lederman (cas de flagrant délit si le maximum de l'emprisonnement prévu par la loi est au moins égal à deux ans sans excéder cinq ans) -(p. 126) : son amendement rédactionnel n° 52 ; adopté - (p. 127) : sur son amendement rédactionnel n° 52, accepte le sous-amendement n° 102 de M. Félix Ciccolini (désignation d'office d'un avocat sur la demande du prévenu, par le bâtonnier) et s'oppose au sous-amendement n° 85 de M. Charles Lederman (désignation d'office d'un avocat sauf refus exprimé par le prévenu d'être assisté) - Son amendement n° 53 : possibilité pour le tribunal de transmettre le dossier au Procureur de la République afin de mieux se pourvoir pour l'instruction de l'affaire ; adopté - (p. 130) : ses amendements, n° 54 : rectification d'une erreur matérielle ; adopté ; et n° 55 : absence de décision à l'expiration du délai et fin de la détention provisoire ; retiré en faveur de l'amendement n° 78 de M. Charles Lederman (absence de décision au fond à l'expiration du délai et fin de la détention provisoire) - (p. 131) : accepte l'amendement n° 87 de M. Charles Lederman (absence de maintien en détention du prévenu qui, mis en liberté par le tribunal lorsqu'il lui a été déféré, se présente à l'audience de jugement) - **Avant l'art. 19 :** son amendement n° 56 : institution d'une nouvelle peine de substitution immobilisant pendant une durée de six mois au plus un ou plusieurs véhicules dont le prévenu est propriétaire ; adopté - (p. 132) : ses amendements ; n° 57 : habilitation des autorités judiciaires régionales déterminée par décret en Conseil d'Etat pour désigner les enquêteurs de personnalité ; adopté ; et n° 58 : article additionnel relatif aux problèmes posés par les constitutions de partie civile, par les convocations à avocats et par la délivrance de copies par les greffes ; adopté - (p. 134) : sur son amendement n° 58, accepte le sous-amendement n° 108 de M. Robert Badinter, ministre (fixation par décret en Conseil d'Etat, à une date qui ne pourra être postérieure au 1er janvier 1986, de l'entrée en vigueur des dispositions du paragraphe III de cet article relatif aux frais de copie de la procédure) - (p. 135) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 92 de M. François Collet (sanctions à l'égard de magistrats dont les actes par négligence ou par ignorance pourraient porter de graves préjudices aux citoyens) - (p. 137) : accepte l'amendement n° 69 de M. Robert Badinter ministre (détermination par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de cet article en ce qui concerne notamment l'habilitation des personnes contribuant au contrôle judiciaire) - **Art. 19 :** accepte l'amendement n° 103 de M. Félix Ciccolini (suppression de cet article relatif à la non communication de l'adresse des jurés) - **Après l'art. 21 :** accepte l'amendement n° 104 de M. Félix Ciccolini (précisions relatives à la constitution de partie civile) - **Avant l'art. 23** (p. 138) : accepte l'amendement n° 70 de M. Robert Badinter (I. Appréciation de l'ancienneté des associations par rapport à la date de leur constitution de partie civile et extension de cette règle aux crimes contre l'humanité et aux crimes de guerre - II. Possibilité pour les associations de résistants de se constituer partie civile à l'encontre d'auteurs de certaines infractions) - (p. 139) : son amendement n° 59 : précision concernant la compétence du tribunal de police saisi d'affaires de contraventions en matière de transport ; adopté - Ses amendements, n° 60 : abrogation des articles du code de procédure pénale relatifs au pourvoi en matière de détention provisoire ou contre un arrêt de mise en accusation, adopté ; et n° 61 : interdiction du territoire français entrainant de plein droit la reconduite du condamné à la frontière à l'expiration de sa peine, adopté - **Avant l'art. 24** (p. 140) : accepte l'amendement n° 105 de M. Félix Ciccolini (autorisation pour les dirigeants sociaux soumis à la procédure de liquidation à se constituer partie civile à titre personnel afin de pouvoir établir la culpabilité de l'auteur d'un crime ou d'un délit) - **Art. 25 :** accepte l'amendement n° 71 de M. Robert Badinter, ministre (décrets en Conseil d'Etat pris avant le 1er janvier 1984 fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions relatives au travail d'intérêt général, au jour amende à l'immobilisation temporaire des véhicules et à l'habilitation des enquêteurs de personnalité) - **Intitulé du projet de loi :** son amendement n° 63 : « Projet de loi modifiant ou complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale » ; adopté - **Deuxième délibération : art. 2 A** (p. 141) : son amendement d'harmonisation n° 1 ; adopté - Son amendement de coordination n° 2 ; adopté - **Art. 2** (p. 142) : son amendement de coordination n° 3 ; adopté.

Deuxième lecture [n° **257 (82-83)**] - (3 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 552) : action du Sénat en première lecture - Opposition à des bouleversements successifs du droit pénal - Nécessaire confiance envers les policiers et les magistrats - Attitude de l'Assemblée nationale en seconde lecture - Cas des délits commis pendant une libération conditionnelle ou une permission de sortir - Récidive - Dépôt d'un amendement relatif au doublement des peines - Procédure des comparutions

immédiates et critère de la flagrance - Certain contrôle du juge d'instruction par le président de la chambre d'accusation - Prolongation de la garde à vue - (p. 553) : délai de la détention préventive - Prolongation du délai de garde à vue dans certains cas afin de faire progresser l'enquête - Valeur du jour amende - Contrôles d'identité - Distinction entre la vérification d'identité en matière de police judiciaire et en matière de police administrative - Possibilités de photographies d'identité et d'empreintes digitales - Dépôt d'un amendement par le Gouvernement - (p. 554) : prise de photographies et réserves sur l'autorisation préalable du procureur de la République ou du juge d'instruction - Rôle du Sénat - **Art. 1** (p. 555) : son amendement n° 1 : substitution des mots « 463-2 » à « 463-1 » ; réservé jusqu'après l'examen de l'amendement n° 2, puis adopté - Son amendement n° 2 : délit en cours de semi-liberté, de libération conditionnelle ou de permission de sortir et doublement de peine ; adopté - **Art. 2 A** (p. 557) : son amendement n° 3 : suppression de l'obligation faite au président du tribunal d'indiquer la nature du travail d'intérêt public devant être effectué par le condamné ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 24 de M. Charles Lederman (durée maximum du travail d'intérêt général pour les mineurs de 16 à 18 ans) -(p. 558) : accepte les amendements de M. Félix Ciccolini, n° 32 (établissement de la liste des travaux d'intérêt général et consultation de tout organisme public compétent en matière de prévention et de délinquance) et n° 33 (suppression de l'habilitation des établissements publics dans lesquels s'exécute l'activité des condamnés) - **Art. 2 B** : son amendement n° 4 : dispositions relatives au jour amende ; adopté - **Art. 2** (p. 559) : son amendement n° 5 de coordination ; adopté - Accepte les amendements de coordination n° 34 et n° 38 de M. Félix Ciccolini - **Art. 3** (p. 560) : son amendement n° 6 : exécution des peines et rétablissement de la législation de 1978 ; adopté - **Art. 4 A** : son amendement n° 7 : suppression de cet article relatif à la notion de complicité par procuration de moyens destinés à commettre les crimes ; rejeté - **Art. 6** (p. 561) : son amendement n° 8 : peine pour le vol aggravé par le port d'une arme ou par des violences ayant entraîné une incapacité totale de travail de plus de huit jours, une infirmité permanente ou la mort sans intention de la donner ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 26 de M. Charles Lederman (gradation dans l'échelle des peines et prise en compte des conséquences corporelles réelles des infractions commises) - **Art. 8** *bis* (p. 562) : son amendement n° 9 : suppression de cet article relatif à l'abrogation de l'article 18-1 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer ; adopté - Extension à la circulation ferroviaire du délit d'entrave prévu à la circulation routière - **Art. 9 A** : son amendement n° 10 : rétablissement de cet article relatif au délai de garde à vue ; adopté - (p. 565) : prolongation de la garde à vue sous contrôle des magistrats - **Art. 9 B** (p. 566) : son amendement n° 11 : pouvoir de contrôle du président de la chambre d'accusation sur la marche des dossiers du juge d'instruction ; adopté - **Art. 9** : son amendement de coordination n° 12 ; adopté - **Art. 10** (p. 567) : son amendement de coordination n° 13 ; adopté - **Art. 13** (p. 568) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Charles Lederman (vérification d'identité et information immédiate du procureur de la République ; droit de l'intéressé de prévenir sa famille ou toute personne de son choix) - Accepte l'amendement n° 42 de M. Robert Badinter, ministre (vérification d'identité et information de l'intéressé par l'officier de police judiciaire de son droit de prévenir sa famille ou toute personne de son choix) - (p. 571) : interdiction de l'usage de la photographie et de la prise d'empreintes digitales pour vérification d'identité dans le texte primitif adopté en première lecture par l'Assemblée nationale - (p. 572) : sur l'impossibilité pour les opérations de vérification d'identité de donner lieu à la prise d'empreintes digitales ou de photographies, s'oppose aux amendements n° 28 de M. Charles Lederman et n° 37 de M. Henri Caillavet - Accepte l'amendement n° 39 de M. Robert Badinter, ministre (énumération des cas où les opérations de vérification d'identité peuvent donner lieu à la prise d'empreintes digitales ou de photographies) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 41 : suppression des dispositions de cet amendement relatives à l'autorisation du procureur de la République à une prise d'empreintes ou de photographies ; adopté - (p. 577) : multiplication des demandes d'autorisation - Augmentation des gardes à vue - (p. 578) : sur cet amendement n° 39, accepte le sous-amendement n° 45 de M. Etienne Dailly (mention et motivation spéciale dans le procès-verbal de toute prise d'empreintes ou de photographies) - (p. 579) : accepte l'amendement n° 35 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (substitution du mot « prescriptions » à « formalités ») - **Art. 14** : son amendement n° 14 : caractère non obligatoire de la présence d'un avocat ; adopté - **Art. 17** (p. 580) : s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Charles Lederman (droits du prévenu et organisation d'un entretien entre lui et son conseil) - Son amendement n° 16 de coordination ; adopté - Son amendement de coordination n° 17 ; adopté - (p. 581) : son amendement n° 18 ; procédure de comparution immédiate ; critère de la suffisance des charges ; suppression du plancher ; adopté - Son amendement de forme n° 19 ; adopté - Son amendement n° 20 : saisine du tribunal à l'occasion d'une procédure de comparution immédiate et possibilité de transmission du dossier au procureur de la République si la complexité de l'affaire exige des investigations supplémentaires ; adopté - (p. 583) : son amendement n° 21 : caractère exécutoire par provision de la décision du tribunal quand la procédure de comparution immédiate ordonne une mesure de contrôle judiciaire ; adopté - Accepte l'amendement n° 40 de M. Robert Badinter, ministre (suppression de l'obligation pour la juridiction de jugement dans le cadre de la procédure de comparution immédiate de donner la copie intégrale de la décision de détention provisoire à l'intéressé contre émargement au dossier) - Son amendement n° 22, identique à l'amendement n° 31 de M. Charles Lederman : impossibilité de remettre en détention au moment du jugement un prévenu mis en liberté provisoire après procédure de comparution immédiate si la peine prononcée est inférieure à un an ; adopté - **Art. 19** (p. 584) : accepte l'amendement n° 36 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (communication de la liste des jurés aux avocats des accusés à leur demande) - **Intitulé** : son amendement n° 23 : « Projet de loi modifiant ou complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale » ; adopté.

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi [n° 53 (82-83)]** de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat [n° 269 (82-83)] - Suite de la discussion** - (6 mai 1983) - **Après l'art. 66** (p. 710) : son amendement n° 178, soutenu par M. Pierre Lacour : prorogation des dispositions de l'article 96 de la loi du 2 mars 1982 précisant que la dotation spéciale comprend les dépenses supportées en 1983 par les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin pour assurer le logement des conseils de prudhommes ; adopté.

– **Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives [n° 226 (82-83)]** - (10 mai 1983) - **Art. 16** (p. 765) : se déclare favorable à l'amendement n° 36 de M. Roland Ruet, rapporteur (soumission des conflits opposant les licenciés, les groupements sportifs et les fédérations à leur demande au Comité national olympique et sportif français aux fins de conciliation ; conciliation préalable à l'engagement d'une procédure devant la juridiction compétente) - **Art. 28** (p. 773) : sur l'amendement n° 6 de M. Stéphane Bonduel (responsabilité civile des pratiquants du sport ; énumération des personnes assujetties à l'assurance obligatoire), s'interroge sur les sanctions en cas d'inobservation de ces prescriptions par les organisateurs.

– **Projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981** et

complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale - *Nouvelle lecture* [n° **320 (82-83)**] - (26 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1153) : échec de la commission mixte paritaire et rétablissement par l'Assemblée nationale du texte adopté en deuxième lecture - Adoption par l'Assemblée nationale des dispositions du Sénat sur les nouvelles peines de substitution - **Art. 1** : son amendement n° 2 : rétablissement du texte voté par le Sénat sur le doublement des peines ; adopté - Son amendement de coordination n° 1 ; adopté - **Art. 3** (p. 1154) : son amendement n° 3 : rétablissement du texte voté par le Sénat en deuxième lecture ; adopté - **Art. 6** : son amendement n° 4 : rétablissement du texte, voté par le Sénat en deuxième lecture, relatif à une nouvelle échelle des peines ; adopté - **Art. 8** *bis* : son amendement n° 5 : suppression de cet article et rétablissement de l'article 18-1 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer ; adopté - **Art. 9 A** : son amendement n° 6 : rétablissement du texte voté par le Sénat relatif à la garde à vue ; adopté - **Art. 9 B** : son amendement n° 7 : rétablissement du texte voté par le Sénat relatif au contrôle du président de la chambre d'accusation sur le fonctionnement des cabinets d'instruction ; adopté - **Art. 9** (p. 1155) : son amendement de coordination n° 8 ; adopté - **Art. 10** : son amendement de coordination n° 9 ; adopté - **Art. 13** : son amendement n° 10 : rétablissement du texte voté par le Sénat relatif à l'autorisation de la prise d'empreintes digitales et de photographies à l'occasion des contrôles d'identité ; adopté - **Art. 14** : son amendement n° 11 : rétablissement du texte voté par le Sénat : procédure de contrôle judiciaire ou de sanction provisoire et présence du conseil ; adopté - **Art. 17** (p. 1156) : son amendement n° 12 : rétablissement du texte voté par le Sénat ; adopté - Son amendement n° 13 : rétablissement du texte adopté en deuxième lecture par le Sénat ; adopté - Ses amendements n° 14 et n° 15 : rétablissement du texte voté par le Sénat relatif à la procédure de comparution immédiate ; adoptés - Son amendement n° 16 : rétablissement du texte voté par le Sénat ; adopté - Rappel de l'amendement de M. Charles Lederman adopté par le Sénat - **Intitulé** (p. 1157) : son amendement n° 17 : « Projet de loi modifiant ou complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale » ; adopté.

– **Projet de loi, portant droits et obligations des fonctionnaires** [n° **301 (82-83)**] - (1er juin 1983) - **Après l'art. 7** (p. 1278) : sur l'amendement n° 9 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (participation du fonctionnaire par l'intermédiaire des organismes paritaires), son sous-amendement n° 39, soutenu par M. Yves Le Cozannet : extension de la compétence des organisations syndicales à l'organisation de l'action sociale ; adopté - **Art. 12** (p. 1286) : son amendement n° 40, soutenu par M. Yves Le Cozannet : nouvelle rédaction de cet article relatif à la mobilité des fonctionnaires ; retiré - **Après l'art. 28** (p. 1292) : son amendement n° 41, soutenu par M. Yves Le Cozannet : fonctionnaires des assemblées parlementaires recrutés par concours ; adopté.

– **Projet de loi modifiant le code de la nationalité française et le code électoral, et supprimant les incapacités temporaires frappant les personnes ayant acquis la nationalité française** [n° **505 (82-83)**] - (2 novembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2533, 2534) : évolution du régime des incapacités depuis la Révolution française - Libéralisation depuis 1945 - Loi du 9 janvier 1973 - Loi du 17 juillet 1978 supprimant les incapacités temporaires et professionnelles - Propose le vote de ce texte - **Art. 1** (p. 2535) : son amendement n° 1 : obligations attachées à la qualité de Français ; adopté.

– **Projet de loi organique abrogeant l'article L.O. 128 du code électoral relatif aux incapacités temporaires qui frappent les personnes ayant acquis la nationalité française** [n° **504 (82-83)**] - (2 novembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** commune avec la discussion générale du projet de loi modifiant le code de la nationalité française et le code électoral, et supprimant les incapacités temporaires frappant les personnes ayant acquis la nationalité française (voir p. 2533, 2534).

– **Projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises** [n° **488 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (16 novembre 1983) - **Art. 10** (p. 2919) : intervient sur l'amendement n° 19 de M. Etienne Dailly, rapporteur (supression de la possibilité, pour le tribunal, de mettre les honoraires de l'expertise de minorité à la charge de la société).

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Justice - (29 novembre 1983) - (p. 3475) : légère augmentation de ce budget - Indemnisation des victimes d'accidents de la circulation - Réforme des indemnités de commission d'office et institution de peines de substitution aux courtes peines d'emprisonnement - Justice, domaine incontesté de l'Etat - Surcharge des tribunaux - Nécessité de dépénaliser - Restauration de la « basse justice » - (p. 3476) : justice trop souvent décriée - Nécessité de mettre un terme à la méfiance réciproque entre la justice et la police - Politisation des juges - Tribunaux aussi sévères qu'auparavant et prisons pleines - Application de la loi par les tribunaux - Débat sur la justice concernant : juges, policiers, gardiens de prison, éducateurs, avocats, visiteurs des prisons.

– **Conclusions du rapport de M. Charles de Cuttoli fait au nom de la commission des lois sur sa proposition de loi organique déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la représentation des intérêts économiques, sociaux et culturels des Français établis hors de France au Conseil économique et social** [n° **102 (83-84)**] - (15 décembre 1983) - **Art. 1** (p. 4284) : simple désignation par le Conseil supérieur des Français de l'étranger de six représentants au Conseil économique et social ; nombreuses annonces de réforme du Conseil économique et social - Favorable à l'adoption de la présente proposition de loi organique.

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° **126 (83-84)**] - (20 décembre 1983) - **Art. 7** (p. 4458) : intervient sur l'amendement n° 12 de M. Louis Boyer, rapporteur (congé d'adoption).

RUET (Roland), sénateur de l'Ain (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est élu membre titulaire de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (23 novembre 1983) (p. 3201).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi [n° **226 (82-83)**] relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives [n° **290 (82-83)**] (4 mai 1983) - **Jeunesse et sports.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives** [n° **226 (82-83)**] - (10 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 732) : héritage de la loi Mazeaud du 29 octobre 1975 - Manque d'ampleur de ce projet de loi - Rôle de l'Etat - Médiocrité du budget

de 1983 - (p. 733) : nécessaire liberté d'action des collectivités territoriales - Fonds national pour le développement du sport (FNDS) -Régression par rapport à la loi de 1975 - Caractère obligatoire de l'éducation physique et sportive à l'école maternelle - Problème de l'unicité du maître dans les écoles primaires et du statut des enseignants dans les collèges et lycées - Personnel qualifié et risque d'aggravation du transfert de charges pesant sur les finances locales - Absence de mention du sport optionnel - Enseignement supérieur et absence de financement prévu - Création obligatoire d'une association sportive pour l'enseignement supérieur - Menace pour le mouvement sportif - Organisation par une fédération sportive des compétitions officielles d'une discipline et délégation révocable *ad nutum* - Fédérations sous la tutelle de l'autorité administrative - Diminution de la mission du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) - Sport de haut niveau - Sport dans l'entreprise - Sociétés à objet sportif ou sociétés d'économie mixte sportives locales - (p. 734) : caractère obligatoire de l'assurance couvrant la responsabilité civile pour toute personne organisant des manifestations sportives - Possibilité pour l'autorité administrative d'interdire une manifestation sportive après avis défavorable de la fédération compétente - Création d'un livret sportif individuel et examen médical annuel - Recensement des équipements sportifs à usage non exclusivement familial - Autorisation avant toute suppression d'un équipement privé financé par une personne publique - Compétences nouvelles des collectivités territoriales et attente de moyens nouveaux - Absence de statut pour les sportifs professionnels - Problème du dopage - Incertitude sur le statut des enseignants d'éducation physique et sportive ou des conseillers techniques - Menace pour l'indépendance du mouvement sportif - Dépôt d'amendements - **Art. 1** (p. 747) : son amendement n° 7 : mission du mouvement sportif et aide de l'Etat ; devenu sans objet - S'en remet à la sagesse du Sénat pour le premier alinéa de l'amendement n° 100 de M. Jules Faigt, soutenu par M. Marc Bœuf (importance des activités physiques et sportives sur le plan de l'éducation et de la culture) - Accepte les second et troisième alinéas de cet amendement (rôle de l'Etat ; définition du mouvement sportif) et s'oppose au reste de l'amendement (promotion de la vie associative) - (p. 748) : s'oppose à l'amendement n° 86 de M. Guy Schmaus (dimension culturelle et éducative des activités physiques et sportives ; place dans l'activité sociale ; mission de l'Etat et des associations sportives) - **Art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 87 de M. Guy Schmaus (éducation physique et sportive et autorité du ministre de l'éducation nationale) - Accepte l'amendement n° 78 de M. Jean Francou (définition par l'Etat des programmes de l'éducation physique et sportive après les concertations nécessaires) - Son amendement n° 9 : organisation par l'Etat des programmes de l'éducation physique et sportive, sous réserve des dispositions de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur ; retiré - **Art. 3** (p. 749) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 79 de M. Jean Francou (éducation physique et sportive dans les établissements d'enseignement technique) - Son amendement n° 10 : prise en charge par l'Etat des frais de l'enseignement de l'éducation physique et sportive dans les écoles maternelles, primaires et les établissements du second degré ; adopté - (p. 750) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Stéphane Bonduel (enseignement des activités physiques et sportives dans l'enseignement primaire par des instituteurs spécialisés ou des instituteurs) et à l'amendement n° 88 de M. Guy Schmaus (enseignement des activités physiques et sportives par des instituteurs et des institutrices ; perspective de mise en place d'équipes éducatives) - (p. 751) : son amendement n° 11 : possibilité d'assistance des instituteurs et institutrices par un personnel qualifié dans les écoles maternelles et les établissements du premier degré ; adopté - (p. 752) : accepte l'amendement n° 80 de M. Jean Francou (mesures d'adaptation de l'éducation physique et sportive pour les handicapés dans l'enseignement primaire et secondaire) - **Art. 4** : son amendement n° 12 : mission des établissements publics à caractère scientifique et culturel : organisation et développement de la pratique des activités physiques et sportives des étudiants et des personnels ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 2 de M. Stéphane Bonduel (éducation physique et sportive pour les personnes handicapées) - **Art. 5** (p. 753) : son amendement n° 13 : création de groupements sportifs et cas particulier des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; adopté - Son amendement n° 14 : suppression des dispositions de cet article relatives aux associations sportives, scolaires et universitaires ; adopté - **Art. 6** : son amendement n° 15 : aide de l'Etat en faveur des groupements sportifs agréés ; adopté - **Art. 7** (p. 754) : son amendement n° 16 : création d'une association sportive dans tous les établissements du second degré et dans toutes les universités ; adopté - Son amendement n° 17 : substitution du terme « collectivités territoriales » à « collectivités locales » ; adopté - Son amendement n° 18 : aide de l'Etat pour les associations sportives scolaires et universitaires ; possibilité pour les collectivités territoriales de concourir au développement de ces associations ; adopté - (p. 755) : sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 69 de M. Marc Bœuf (utilisation par les équipes scolaires et universitaires des équipements sportifs des collectivités territoriales) - **Art. 8** : son amendement n° 19 : affiliation des associations sportives scolaires et universitaires à des fédérations, elles-mêmes affiliées à une confédération ; adopté - (p. 756) : sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 103 de M. Jules Faigt, soutenu par M. Marc Bœuf (affiliation des associations à des fédérations et à des unions) - **Art. 9** : son amendement n° 20 : cas d'obligation de constitution en société anonyme par les groupements sportifs ; retiré - (p. 757) : son amendement rédactionnel n° 21 ; adopté - Son amendement n° 22 : régime juridique d'une société à objet sportif ou d'une société d'économie mixte locale ; adopté - Accepte l'amendement n° 113 de Mme Edwige Avice, ministre (modalités de constitution des groupements en sociétés) - **Art. 11** : son amendement n° 23 : détention de la majorité du capital social et de la majorité des voix dans les organes délibérants par une association sportive ; adopté - (p. 758) : accepte l'amendement n° 111 de Mme Edwige Avice, ministre (possibilité dans les sociétés d'économie mixte locales de détention de ces majorités ensemble par l'association et les collectivités territoriales) - S'oppose à l'amendement n° 3 de M. Stéphane Bonduel (affectation de l'excédent des résultats d'un exercice en totalité à la constitution de réserves et absence de distribution aux actionnaires) - Son amendement n° 26 : caractère désintéressé du mouvement sportif ; affectation des bénéfices éventuels des sociétés à la constitution d'un fonds de réserve ; retiré - **Art. 12** (p. 759) : son amendement n° 27 : modalités de modification du régime juridique ou d'harmonisation des statuts pour les groupements sportifs ; adopté - **Art. 13** : son amendement de forme n° 28 ; adopté - (p. 760) : son amendement n° 29 : tutelle de l'autorité administrative pour les fédérations sportives ; tutelle du ministre chargé de l'éducation nationale pour les fédérations et unions sportives scolaires et universitaires ; adopté - Sur cet amendement, demande le retrait du sous-amendement n° 82 de M. Jean Francou (tutelle conjointe du ministre chargé de l'éducation nationale et du ministre chargé des sports) - Demande le retrait de l'amendement n° 101 de M. Jules Faigt, soutenu par M. Marc Bœuf (fédérations sportives et tutelle du ministre chargé des sports ; tutelle conjointe du ministre chargé des sports et du ministre de l'éducation nationale pour les fédérations et unions sportives scolaires et universitaires) - Son amendement n° 30 : principe de l'indépendance des fédérations ; adopté - (p. 761) : son amendement n° 31 : habilitation des fédérations sportives par le ministre chargé des sports à organiser l'initiation et le perfectionnement sportifs et à délivrer les titres fédéraux ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 112 de Mme Edwige Avice, ministre - Son amendement rédactionnel n° 32 ; adopté - Accepte l'amendement n° 83 de M. Jean Francou (possibilité de concours de personnels de l'Etat pour les fédérations sportives ; détermination des modalités de concours par conventions) - **Art. 14** (p. 762) : son amendement n° 33 : régime d'attribution des pouvoirs

aux fédérations ; organisation des compétitions sportives internationales, nationales, régionales ou départementales ; adopté - **Art. 15** (p. 763) : son amendement n° 34 : suppression de cet article relatif à la possibilité pour l'autorité administrative d'interdire, à la demande des fédérations, certaines manifestations sportives ; adopté - **Art. 16** (p. 764) : son amendement n° 35 : représentation des fédérations et groupements sportifs au Comité national olympique et sportif français ; adopté - Son amendement n° 36 : soumission des conflits opposant les licenciés, les groupements sportifs et les fédérations à leur demande au Comité national olympique et sportif français aux fins de conciliation ; conciliation préalable à l'engagement d'une procédure devant la juridiction compétente ; adopté - (p. 765) : son amendement rédactionnel n° 68 ; adopté - Son amendement n° 37 : possibilité pour le Comité national olympique et sportif français de participer à la gestion du Fonds national pour le développement du sport ; adopté - (p. 766) : son amendement n° 38 : association du comité à la promotion équitable des différentes disciplines sportives dans les programmes de radiodiffusion sonore et de télévision ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 107 de M. Stéphane Bonduel (création d'émissions à vocation d'éducation sportive et de service) - Son amendement n° 39 : représentation du Comité national olympique et sportif français dans chaque département par un comité départemental olympique et sportif et dans chaque région par un comité régional olympique et sportif ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 84 de M. Jean Francou - **Art. 17** (p. 767) : son amendement n° 40 : constitution de l'association sportive d'entreprise, conformément à la loi du 1er juillet 1901 ; adopté - **Après l'art. 17** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 89 de M. Guy Schmaus (possibilité pour les agents des administrations publiques et les ouvriers de l'Etat de pratiquer les activités physiques et sportives) - **Art. 18** : son amendement rédactionnel n° 41 ; adopté - **Art. 19** (p. 768) : son amendement n° 42 : organisation de stages destinés à la formation des éducateurs sportifs nécessaires à l'encadrement des activités physiques et sportives dans l'entreprise ; adopté - **Art. 20** : son amendement n° 43 : droit de demeurer membres des associations sportives pendant le service national ; adopté - **Art. 22** : son amendement n° 44 : aménagement de la scolarité du sportif de haut niveau par les établissements du second degré ; convention avec le ministre chargé des sports et aménagement par les établissements publics à caractère scientifique et culturel de l'organisation des études des sportifs de haut niveau ; retiré - **Art. 23** (p. 769) : son amendement n° 45 : accès des sportifs de haut niveau à des enseignements de formation ou de perfectionnement ; demande de dispense par la commission nationale du sport de haut niveau ; adopté - **Art. 24** (p. 770) : son amendement n° 46 : modalités d'accomplissement par un sportif de haut niveau de ses obligations du service militaire ; adopté - **Art. 25** : son amendement n° 47 : suppression de la possibilité pour un agent d'une collectivité territoriale, sportif de haut niveau, de bénéficier de conditions particulières d'emploi afin de poursuivre son entraînement ; adopté - Son amendement de forme n° 48 ; adopté - Son amendement n° 49 : conditions particulières d'emploi pour les agents des collectivités territoriales ayant la qualité de sportif de haut niveau ; adopté - Son amendement n° 50 : détermination des modalités d'application de cet article par un décret en Conseil d'Etat ; adopté - **Art. 26** : son amendement rédactionnel n° 51 ; adopté - **Art. 27** (p. 771) : son amendement n° 52 : livret sportif individuel ; informations sportives et médicales ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 106 de M. Stéphane Bonduel (livret sportif individuel : actes de prévention, de suivi médical et de soins) - Son amendement n° 53 : participation aux compétitions sportives et présentation d'un certificat médical d'aptitude ; adopté - (p. 772) : s'oppose à l'amendement n° 85 de M. Jean Francou (liste des médecins habilités à délivrer un certificat d'aptitude à la pratique d'un sport) - S'oppose à l'amendement n° 90 de M. Guy Schmaus (actions de prévention en matière sportive et rôle des médecins) - **Après l'art. 27** : accepte l'amendement n° 73 de M. Michel Miroudot (formation spécifique des médecins du sport ; formation spécialisée pendant le troisième cycle) - **Art. 28** (p. 773) : sur l'amendement n° 6 de M. Stéphane Bonduel (responsabilité civile des pratiquants du sport ; énumération des personnes assujetties à l'assurance obligatoire), son sous-amendement n° 75 : possibilité de dérogation pour certaines collectivités territoriales ; adopté - **Avant l'art. 29** (p. 774) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 91 de M. Guy Schmaus (établissement d'un schéma directeur d'équipements sportifs d'intérêt national dans le cadre du Plan) - S'oppose à l'amendement n° 92 de M. Guy Schmaus (construction d'un établissement scolaire avec les équipements nécessaires à la pratique des activités physiques et sportives) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 93 de M. Guy Schmaus (programme de construction d'ensembles immobiliers et d'aménagement de zones industrielles ; surfaces et équipements destinés à la pratique des activités physiques et sportives) - **Art. 29** (p. 775) : son amendement n° 55 : détermination des conditions d'application de cet article par décret en Conseil d'Etat ; adopté - **Art. 30** : son amendement n° 56 : autorisation du ministre chargé des sports pour toute suppression d'un équipement privé dont le financement a été assuré en partie par une personne morale de droit public, ainsi que pour la modification de son affectation ; adopté - (p. 776) : son amendement n° 57 : indemnisation des préjudices subis par le propriétaire en cas de refus d'autorisation ou par suite des conditions dans lesquelles l'autorisation est accordée ; modalités de réparation par l'administration ; adopté - **Art. 31** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 105 de MM. Stéphane Bonduel et Jacques Pelletier (exclusion des activités physiques et sportives organisées dans le cadre des associations de jeunesse et d'éducation populaire du champ d'application de cette loi) - Son amendement n° 58 : délivrance ou reconnaissance par l'Etat du diplôme attestant la qualification ; adopté - (p. 777) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 74 de MM. Michel Miroudot et Louis Boyer (présentation d'un diplôme attestant de la qualification pour enseigner de façon régulière les activités physiques et sportives) et n° 77 de M. Guy de La Verpillière (reconnaissance d'un diplôme national ou fédéral) - Son amendement rédactionnel n° 59 ; adopté - **Art. 32** (p. 778) : son amendement n° 60 : participation des associations et fédérations sportives, des organisations syndicales représentatives, des collectivités territoriales et des entreprises à la définition du contenu et des objectifs des formations ; rejeté - **Art. 33** : son amendement n° 61 : mission des établissements nationaux et régionaux relevant du ministre chargé des sports et des établissements relevant du ministre chargé de l'éducation nationale ; retiré - S'oppose à la première partie de l'amendement n° 102 de M. Jules Faigt (composition du service public de formation) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le reste de l'amendement (mission de ce service public) - **Art. 34** (p. 779) : son amendement n° 62, de forme ; adopté - Son amendement n° 63 : définition par décret des garanties d'hygiène et de sécurité exigées pour les établissements d'activité physiques et sportives ; adopté - **Art. 35** : son amendement n° 64 : absence de garanties et possibilité pour l'autorité administrative de prononcer la fermeture temporaire ou définitive d'un établissement ; adopté - (p. 780) : son amendement n° 65 : conditions d'assurance et possibilité de fermeture d'un établissement ; adopté - **Art. 36** : son amendement n° 66 : infraction et prise de sanctions ; adopté - Son amendement n° 67, rédactionnel ; adopté - **Après l'art. 36** : accepte la réserve de l'amendement n° 95 de M. Guy Schmaus (intitulé de titre nouveau ; « Organes de concertation ») -S'oppose à l'amendement n° 96 de M. Guy Schmaus (création et mission du Conseil national des activités physiques et sportives) - (p. 781) : s'oppose à l'amendement n° 97 de M. Guy Schmaus (composition et mission du Conseil national de la recherche et de la technologie en activités physiques et sportives) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 782) : vote par la commission des affaires culturelles de ce projet

de loi amendé - Déroulement des débats et climat de parfaite courtoisie.

– **Question orale avec débat: désorganisation de la distribution du courrier en Haute-Normandie** - (31 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 1223) : situation actuelle dans les PTT évoquée par M. *Geoffroy de Montalembert* - Perturbation dans la distribution du courrier dans le département de l'Ain (postiers en grève ; manque d'effectifs) - Nombreuses promesses du Gouvernement non tenues - (p. 1224) : augmentation considérable de la population dans le département de l'Ain - Implantation de nombreux organismes internationaux - Souhaite la création des quatre emplois demandés - (p. 1227) : promesses de 1981 non tenues - Carence de personnel permanent dans la région de Gex - Souhaite une solution rapide à ce problème.

RUFIN (Michel), sénateur de la Meuse (apparenté au groupe RPR).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des lois (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre titulaire de la commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires (décret n° 61-652 du 20 juin 1961) (2 novembre 1983) (p. 2536).

- Est nommé membre de la commission de contrôle des services publics responsables de l'application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques (22 décembre 1983) (p. 4560).

S

SALLENAVE (Pierre), sénateur des Pyrénées-Atlantiques (UREI).

Décédé le 31 mai 1983 (31 mai 1983) (p. 1227) - Eloge funèbre (22 juin 1983) (p. 1836).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

SALMON (Henry), Rapporteur de la commission spéciale du Plan du Conseil économique et social.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan)** [n° **88 (83-84)**] - (20 décembre 1983) - Rapporteur de la commission spéciale du Plan du Conseil économique et social - **Discussion générale** (p. 4470) : avis du Conseil économique et social voté le 12 octobre - Financement prévu et intérêt de l'expression en francs constants - Programmes prioritaires d'exécution (PPE) - Rôle du Comité interministériel des PPE du Plan et de la commission nationale de planification ; rapport annuel d'exécution au Parlement - Procédure des contrats de Plan entre l'Etat et les entreprises publiques et entre l'Etat et les régions - Cohérence macro-économique et financière ; échanges extérieurs ; différentiel d'inflation ; autofinancement des entreprises ; consommation et épargne des ménages - Evolution des prélèvements obligatoires : impôts et cotisations sociales ; volonté de redistribution des revenus et du patrimoine - Prévisions sur le taux de croissance de l'économie française - Incidence sur l'emploi - Politique de promotion du temps choisi - Intérêt d'une programmation au niveau européen - (p. 4471) : redéploiement des dépenses de l'Etat - Financement incombant aux régions pour la réalisation des objectifs du Plan - Lutte contre l'inflation - Place faite à certains secteurs d'activité : services - Préservation nécessaire de certains secteurs importants pour l'activité et l'emploi.

SALVI (Pierre), sénateur du Val-d'Oise (UCDP).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu secrétaire.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale (3 mai 1983) (p. 585).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois (24 mai 1983) (p. 1071).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'exposition universelle de 1989 (27 mai 1983) (p. 1202).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (16 juin 1983) (p. 1694).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi interdisant certains appareils de jeux (27 juin 1983) (p. 2012).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant droits et obligations des fonctionnaires (27 juin 1983) (p. 2020).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (13 décembre 1983) (p. 4127).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (14 décembre 1983) (p. 4243).

Est nommé membre de la commission de contrôle des conditions de fonctionnement, d'intervention et de coordination des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant la loi n° 82-526 du 22 juin 1982 relative aux droits et obligations des locataires et des bailleurs [n° **182 (82-83)**] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983) - **Baux.**

Proposition de loi tendant à réprimer la falsification des procès-verbaux des opérations électorales [n° **203 (82-83)**] (2 avril 1983) - **Crimes, délits et contraventions.**

Rapport fait au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° **23 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, portant modification du statut des agglomérations nouvelles [n° **206 (82-83)**] (5 avril 1983) - **Villes nouvelles.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **317 (82-83)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant modification du statut des agglomérations nouvelles [n° **379 (82-83)**] (8 juin 1983) - **Villes nouvelles.**

Rapport fait au nom de la commission des lois 1) sur sa proposition de loi [n° **203 (82-83)**] déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à réprimer la falsification des procès-verbaux des opérations électorales ; 2) sur la proposition de loi de M. Jean Colin [n° **283 (82-83)**] tendant à punir la falsification des élections [n° **380 (82-83)**] (8 juin 1983) - **Elections et référendums.**

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles [n° **408 (82-83)**] (21 juin 1983) - **Villes nouvelles.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **452 (82-83)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, portant modification du statut des agglomérations nouvelles [n° **468 (82-83)**] (29 juin 1983) - **Villes nouvelles.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° **23 (83-84)**] de MM. Charles Pasqua et Jacques Larché, tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de fonctionnement et d'intervention des différents services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme [n° **59 (83-84)**] (17 novembre 1983) - **Sécurité publique.**

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Intérieur** [n° **67, tome I (83-84)**] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **311** (JO Débats 5 décembre 1982) (p. 6314) à M. le ministre chargé de la fonction publique : **pensions de retraite** (mensualisation des pensions) - Réponse de M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement (17 juin 1983) (p. 1788).

n° **312** (JO Débats 22 décembre 1982) (p. 7189) à M. le ministre des PTT : **postes et télécommunications (personnel des)** (inadaptation du statut particulier des administrateurs des PTT) - Réponse de M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement (17 juin 1983) (p. 1787 et suivantes).

n° **330** (JO Débats 3 avril 1983) (p. 22) à M. le ministre de l'intérieur : **collectivités locales** (réduction des prêts aux collectivités locales).

n° **408** (JO Débats 1er septembre 1983) (p. 1173) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **entreprises** (situation des entreprises françaises).

n° **409** (JO Débats 1er septembre 1983) (p. 1173) à M. le ministre des affaires sociales : **agriculture** (projet de règlement sanitaire départemental type).

n° **431** (JO Débats, 3 novembre 1983) (p. 2551) à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants : **anciens combattants** (droit à pension et délivrance de la carte du combattant au profit des réfractaires au STO et des maquisards).

n° **440** (JO Débats 29 novembre 1983) (p. 3448) à M. le ministre de l'urbanisme et du logement : **bâtiment et travaux publics** (relance de l'activité dans le secteur du bâtiment et mesures en faveur de l'emploi).

Questions orales avec débat :

n° **156** (JO Débats 17 mars 1983) (p. 403) à M. le ministre de l'éducation nationale : **enseignement secondaire** (teneur des questionnaires adressés aux élèves de certains lycées) - Caduque le 22 mars 1983 (2 avril 1983) (p. 3).

n° **6** (2 avril 1983) (p. 3) à M. le ministre de l'intérieur : **police (personnel de)** (réforme de la police nationale) - Discutée le 18 novembre 1983 (p. 3044 et suivantes).

n° **7** (2 avril 1983) (p. 3) à M. le ministre de l'éducation nationale : **lycées** (teneur des questionnaires adressés aux élèves de certains lycées) - Discutée le 18 novembre 1983 (p. 3051, 3052).

n° **8** (2 avril 1983) (p. 3) à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre : **fonctionnaires** (malaise actuel du corps des administrateurs civils).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles** [n° **23 (82-83)**] - (20 avril 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 369) : complexité du statut administratif et financier prévu par la loi Boscher de 1970 - Incidence de la politique de décentralisation du Gouvernement sur le régime juridique des agglomérations nouvelles - Texte présentant des aspects dérogatoires au droit commun des municipalités - Loi du 7 janvier 1983 et renforcement du pouvoir des communes dans le domaine de l'urbanisme - Bilan positif des agglomérations nouvelles après quinze ans d'existence - Développement anarchique des villes nouvelles, expression d'un choix du pouvoir central en matière d'aménagement du territoire - Schéma directeur de la région parisienne adopté en 1965 et création de cinq villes nouvelles en région Ile-de-France - Extension à la province à partir de 1966 des agglomérations nouvelles - (p. 370) : compétence de l'Etat pour décider la création d'une agglomération nouvelle - Choix proposé aux communes par la loi Boscher : constitution d'un syndicat communautaire d'aménagement (SCA), constitution d'une communauté urbaine, création d'un ensemble urbain ; SCA, procédé de coopération le moins contraignant - Bilan satisfaisant des villes nouvelles, mais résultat très en retrait des prévisions annoncées - Nécessité d'une amélioration du statut des villes nouvelles - Importance des crédits budgétaires consacrés par l'Etat à l'expérience des villes nouvelles au détriment des collectivités locales - Importance de l'endettement - Forte augmentation des subventions d'équilibre accordées à l'Etat pour combler les déficits des budgets des SCA - Création des agglomérations nouvelles imposée par l'Etat à certaines communes contre leur gré - Existence de distorsions entre la qualité de citoyen et celle de contribuable - Existence de disparités fiscales - Tentatives de réforme du statut de 1970 d'origine parlementaire - (p. 371) : projet actuel élaboré dans la précipitation et en l'absence de concertation - Caractère inachevé de la réforme proposée et nécessité d'une accentuation du processus de retour au droit commun - Restitution aux communes membres d'un organisme de coopération du pouvoir fiscal relatif aux taxes sur les ménages, aspect positif de ce projet - Approbation du rétablissement de l'unité fiscale - Nombreuses atteintes à l'autonomie communale et institution d'une formule de gestion des agglomérations nouvelles plus contraignante : la communauté d'agglomération nouvelle - Conséquence de la loi du 7 janvier 1983 sur la répartition de compétences sur les dispositions du projet de loi - Souci de la commission de préserver l'autonomie locale et de prendre en considération les impératifs de la coopération communautaire - Souhait de la commission d'une suppression de la communauté d'agglomération nouvelle et de son remplacement par un syndicat d'intérêts communautaires - (p. 372) : restitution aux communes membres, de la maîtrise de l'élaboration du plan d'occupation des sols (POS) et de la délivrance des permis de construire en dehors des zones d'aménagement concerté - Obligation de reversement aux communes d'une partie du produit de la taxe professionnelle et du produit de la taxe sur le foncier bâti des activités économiques - Critères de reversement - Nécessité d'assurer un système de minimum garanti aux communes - Réforme proposée n'instituant qu'un statut provisoire - Adoption de ce projet amendé, proposé par la commission - **Art. 1** *ter* (p. 380) :son amendement n° 1 : consultation des conseils municipaux par le représentant de l'Etat lors de la création d'une agglomération nouvelle ; rejeté - (p. 381) : son amendement n° 2 : avis des conseils municipaux des communes, du conseil général et du conseil régional concernés sur le projet de liste des communes intéressées et sur le périmètre d'urbanisation ; adopté - **Art. 2** : accepte l'amendement n° 91 de M. André Labarrère, ministre (délai de révision du périmètre d'urbanisation porté au 31 décembre 1983) - Son amendement n° 3 : projet de révision du périmètre d'urbanisation proposé après consultation des assemblées délibérantes des communes concernées ; adopté - (p. 382) : accepte l'amendement n° 92 de M. André Labarrère, ministre (projet de révision du périmètre d'urbanisation proposé par le représentant de l'Etat dans le département où se trouve le siège du syndicat communautaire d'aménagement) - Son amendement n° 4 : possibilité pour le conseil municipal d'une commune de demander le retrait

de la commune de la liste des communes de l'agglomération nouvelle ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 58 de M. Bernard-Michel Hugo (possibilité pour les communes de se retirer d'une agglomération nouvelle) - (p. 383) : s'oppose à l'amendement n° 93 de M. André Labarrère, ministre, (réunion possible dans un seul et même périmètre, d'agglomérations nouvelles distinctes mais limitrophes) - Son amendement n° 5 : application intégrale des articles L. 112-19 et L. 112-20 du code des communes pour la modifications des limites communales ; adopté - **Après l'art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 59 de M. Bernard-Michel Hugo (définition des compétences exercées par le syndicat communautaire sur le territoire des communes) - Accepte la demande de réserve présentée par M. André Labarrère, ministre, sur l'amendement n° 59 de M. Bernard-Michel Hugo (définition des compétences exercées par le syndicat communautaire sur le territoire des communes) - **Art. 4** (p. 384) : accepte les amendements de M. André Labarrère, ministre, n° 94, (remplacement des mots : « dans un délai de six mois » par les mots : « au plus tard le 30 juin 1984 »), n° 96 (possibilité de fusion pour les communes, soit par fusion simple, soit par fusion association), et n° 95 (régime de fusion affectant les communes ou portions de communes comprises à l'intérieur du périmètre d'urbanisation) - Son amendement n° 6 : création d'un syndicat d'intérêts communautaires en remplacement de la communauté d'agglomération nouvelle ; adopté - (p. 385) : sur l'amendement n° 97 de M. André Labarrère, ministre (fixation de la date et modalités de création de la nouvelle commune ou de l'établissement public), son sous-amendement n° 108 : remplacement des mots « la communauté visée » par les mots « le syndicat d'intérêts communautaires visé » ; adopté - (p. 386) : son amendement n° 7 : création d'une passerelle entre le syndicat d'intérêts communautaires et le syndicat d'agglomération nouvelle après chaque renouvellement général des conseils municipaux ; adopté - **Art. 7** : son amendement n° 8 : définition des fonctions du syndicat d'intérêts communautaires ; adopté - **Intitulé de la section II** : son amendement de coordination n° 9 ; adopté - **Art. 8** (p. 387) : son amendement n° 10 : suppression de cet article relatif à la communauté d'agglomération nouvelle ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 98 de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat (modification du tableau relatif au nombre de conseillers élus dans chaque commune en fonction de la population) - **Intitulé de la section III** : son amendement de coordination n° 11 ; suppression de la division section III et de son intitulé ; adopté - **Art. 9** : son amendement de coordination n° 12 ; adopté - **Art. 11** (p. 388) : ses amendements n° 13 : administration du syndicat d'agglomération nouvelle par un comité composé de membres élus en leur sein par les conseils municipaux des communes constituant l'agglomération nouvelle ; adopté ; et n° 14 : suppression du deuxième alinéa relatif aux conditions de population ouvrant droit pour les communes membres de l'agglomération nouvelle à l'augmentation du nombre de leurs délégués au sein du comité ; adopté - Sur l'amendement n° 99 de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat (installation du comité du syndicat dans le délai d'un mois à compter de la création du syndicat d'agglomération nouvelle), son sous-amendement n° 109 : installation du comité du syndicat dans le délai d'un mois à compter de la création du syndicat d'intérêts communautaires ; adopté - Reprend l'amendement n° 99 de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat, ainsi modifié : installation du comité du syndicat dans le délai d'un mois à compter de la création du syndicat d'intérêts communautaires ou du syndicat d'agglomération nouvelle ; adopté - **Art. 12** : son amendement de coordination n° 15 ; adopté - **Après l'art. 12** : son amendement n° 16 : création, composition et rôle d'une commission spéciale de conciliation en matière de documents d'urbanisme ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 13 - (p. 389) : ses amendements, n° 17 : reprise du texte de l'article 14 relatif aux biens du domaine public de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle ; adopté ; et n° 18 : reprise de l'article 15 relatif aux droits et obligations de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle ; adopté - Son amendement de coordination n° 19 visant à introduire une section III nouvelle, concernant les dispositions propres au syndicat d'intérêt communautaire ; adopté - (p. 390) : son amendement n° 20 : compétences du syndicat d'intérêts communautaires ; adopté - Son amendement de coordination n° 21 : nouvel intitulé de la section IV : « Dispositions propres au syndicat d'agglomération nouvelle » ; adopté - **Art. 13** : son amendement n° 22 : compétences du syndicat d'agglomération nouvelle ; adopté - (p. 391) : s'oppose à l'amendement n° 100 de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat (transfert de compétences aux villes nouvelles et précisions relatives aux zones et aux lotissements) - Sur la suppression dans cet article de la formule « le syndicat d'agglomération nouvelle » pour laisser simplement les termes « la communauté d'agglomération nouvelle » s'oppose aux amendements de M. Bernard-Michel Hugo n°s 61, n° 62, n° 63, n° 64 et n° 65 - Son amendement n° 23 : pouvoirs dévolus au maire de la commune en matière de permis de construire exercés par le président de la communauté ou du syndicat d'agglomération dans les zones d'aménagement concertés et les lotissements de plus de cinquante logements ; adopté - (p. 392) : s'oppose à l'amendement n° 101 de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat (attribution en matière d'autorisation d'utilisation du sol exercée par le président de la communauté ou du syndicat de la communauté dans les zones d'aménagement concertés, les lotissements de plus de vingt lots ou les opérations groupées de plus de vingt logements) - S'oppose à l'amendement n° 66 de M. Bernard-Michel Hugo sur la suppression dans cet article de la formule « le syndicat d'agglomération nouvelle » pour laisser simplement les termes « la communauté d'agglomération nouvelle » - S'oppose à l'amendement n° 102 de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat (avis des conseils municipaux dans un délai de trois mois à compter de l'installation du conseil d'administration ou du comité du syndicat ou au plus tard le 31 octobre 1984) - **Après l'art. 12** *(suite)* : son amendement n° 16 précédemment réservé ; adopté - **Après l'art. 13** (p. 393) : s'oppose à l'amendement n° 103 de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat (possibilité pour l'organisme gestionnaire de la ville nouvelle qui est substitué de droit aux communes concernées pour l'exercice de leurs compétences, de se retirer du ou des syndicats tout en ménageant par une convention appropriée, les intérêts des parties en cause) - **Art. 14** : son amendement n° 24 : suppression de cet article pour coordination ; adopté - **Art. 15** : son amendement n° 25 : suppression de cet article pour coordination ; adopté - **Avant l'art. 16** (p. 394) : son amendement n° 90 : nouvel intitulé de la section V : « Dispositions financières et fiscales communes au syndicat d'intérêts communautaires et au syndicat d'agglomération nouvelle » ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 67 de M. Bernard-Michel Hugo (nouvel intitulé de la section V : « Dispositions financières et fiscales ») - **Art 16** : ses amendements de coordination, n° 26 et n° 27 ; adoptés - **Après l'art. 16** : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Bernard-Michel Hugo (possibilité pour les communes membres d'un syndicat d'agglomération nouvelle de voter les taux et de percevoir les produits des taxes foncières, de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle) - **Art. 17** : son amendement de coordination n° 28 ; adopté - **Art. 18** (p. 395) : ses amendements de coordination n° 29, n° 31, n° 30, n° 32, et n° 33 ; adoptés - (P 396) : ses amendements de coordination n° 34 et n° 35 ; adoptés - **Art. 19** : son amendement n° 36 : suppression de la possibilité de dépasser le plafond fixé par le code général des impôts, relatif au taux de la taxe professionnelle votée par une commune ; adopté - Son amendement de coordination n° 37 ; adopté - **Art. 20** : son amendement de coordination n° 38 ; adopté - **Art. 21** : ses amendements de coordination n° 39 et n° 40 ; adoptés - **Art. 22** (p. 397) : sur le reversement et le mode de répartition aux communes du produit de la taxe professionnelle et de la taxe sur le foncier bâti, ses amendements n° 41, n° 42 et n° 43 ; adoptés - **Art. 23** (p. 398) : ses amendements de coordination n° 44, n° 45, n° 46 et n° 47 ; adoptés - **Art. 24** (p. 399) : accepte l'amendement n° 56 de M. Michel Giraud, soutenu par M.

Jean Amelin (dotation spécifique en matière d'équipement possible jusqu'à l'achèvement des opérations de construction et d'aménagement et suppression du délai de cinq ans) - Son amendement de coordination n° 48 ; adopté - **Art. 25 :** son amendement de coordination n° 49 ; adopté - **Art. 27 :** ses amendements de coordination n° 50 et n° 51 ; adoptés - **Art. 28 :** (p. 400) : son amendement de coordination n° 52 ; adopté - **Art. 29 :** son amendement de coordination n° 53 ; adopté - **Après l'art. 29 :** demande la réserve de l'amendement n° 57 de M. Michel Giraud, soutenu par M. Jean Amelin, jusqu'à la discussion de l'amendement n° 105 - **Art. 30 :** son amendement de coordination n° 54 ; adopté - **Après l'art. 30 :** accepte l'amendement n° 105 de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat (détermination du statut et de la rémunération des agents des établissements d'aménagement des villes nouvelles recrutés par des collectivités locales) et demande le retrait de l'amendement n° 57 de M. Michel Giraud, soutenu par M. Jean Amelin, précédemment réservé (maintien du bénéfice de leur ancienneté pour les agents des établissements publics d'aménagement des villes nouvelles recrutés par des collectivités locales) - **Art. 31** (p. 401) : son amendement de coordination n° 55 ; adopté - Accepte l'amendement n° 106 de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat (compétence du syndicat communautaire d'aménagement compte tenu des modifications apportées au régime des communautés urbaines) - **Art. 31** *bis :* accepte l'amendement n° 107 de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat (alignement du dispositif relatif au mode de calcul de la dotation globale de fonctionnement applicable au Vaudreuil sur celui qui est applicable aux autres agglomérations nouvelles) - **Après l'art. 31** *bis :* s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Bernard Michel Hugo (application à la commune du Vaudreuil du régime financier des agglomérations nouvelles) - **Vote sur l'ensemble** (p. 402) : souci de voir disparaître totalement du texte les termes de communauté d'agglomération nouvelle et de conseil d'agglomération .

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53(82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - (4 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 613) : expérience pratique de la décentralisation dans son département du Val-d'Oise - (p. 614) : difficultés d'application de la réforme : insuffisance des ressources des collectivités locales ; difficultés financières des départements ; désengagement de l'Etat ; coût de la décentralisation - Situation économique du pays - Diminution des crédits d'Etat affectés aux constructions scolaires du premier degré dans son département ; diminution identique du crédit destiné au remembrement dans le département de la Mayenne - Travaux du Sénat sur le projet de loi Bonnet de décentralisation - Application décevante de la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour les budgets des communes et des départements - Dotation globale d'équipement (DGE) - Principe posé par le Sénat du transfert par blocs de compétences ; transferts de ressources et transferts de moyens - Divergences subsistant entre les positions des diverses commissions et richesse de leurs propositions - (p. 615) : pouvoirs transférés aux présidents des conseils généraux et des conseils régionaux - Inquiétude des élus devant les réalités de la réforme.

Suite de la discussion - (6 mai 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 719) : souhait d'une réussite de la décentralisation - Déplore la déclaration d'urgence sur ce texte et la précipitation de la discussion - Poursuite de la décentralisation dans un contexte économique préoccupant pour les collectivités locales - Hommage aux rapporteurs des différentes commmissions et nombreuses améliorations apportées au texte - Au nom du groupe UCDP, se déclare favorable à l'adoption du texte de cette proposition de loi.

– **Conclusions du rapport de M. Pierre Salvi,** fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** [n° 203 (82-83)] déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à réprimer la falsification des procès-verbaux des opérations électorales et sur la proposition de loi** [n° 283 (82-83)] de **M. Jean Colin, tendant à punir la falsification des élections** [n° **380 (82-83)**] - (15 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1656) : respect du suffrage universel - Ampleur des fraudes et falsifications lors des élections municipales de mars 1983 - Règles spécifiques adaptées à la fraude électorale - Falsification de certains procès-verbaux entre le dépouillement des votes et leur remise à l'autorité administrative - Action des tribunaux administratifs ; suspension du mandat de celui dont l'élection a été annulée ; rectification directe des résultats et proclamation comme élue de la liste précédemment battue - Durée d'annulation définitive d'un scrutin - Conservation pendant deux ans par les fraudeurs de leurs titres usurpés - (p. 1657) : législation pénale actuelle relative à la fraude électorale ; code électoral et code pénal - Falsification et nécessité d'un article spécifique - Falsification et dégradation civique directement ou par le biais de la forfaiture - Problème de la présidence des bureaux de vote - Présidence par un magistrat ou ancien magistrat désigné par le premier président de la cour d'appel lors de l'élection partielle consécutive à une annulation pour falsification - Impartialité et indépendance des tribunaux administratifs - Ampleur et gravité des atteintes portées au suffrage universel en France - (p. 1658) : atteinte à la liberté - (p. 1664) : absence de complot visant à la déstabilisation du Gouvernement - Importance de la fraude électorale et de la falsification - (p. 1665) : rôle du Sénat - Longueur de l'attente de la décision du Conseil d'Etat - Défense de la démocratie.

– **Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles** - *Deuxième lecture* [n° **317 (82-83)**] - (16 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** - (p. 1675) : impératifs de la gestion communautaire - Compétences municipales en matière d'urbanisme - Elaboration du plan d'occupation des sols (POS) -Zones d'aménagement concerté (ZAC) - Répartition des ressources entre l'organe communautaire et les communes membres de l'agglomération nouvelle - Modalités de retrait des communes de l'agglomération nouvelle - Périmètre d'urbanisation - Elaboration des documents d'urbanisme - Permis de construire pour les installations réalisées à l'intérieur des périmètres d'opérations d'intérêt national - Communauté d'agglomération nouvelle - Mode de désignation des délégués des communes - (p. 1676) : syndicat d'intérêts communautaires - Devenir des villes nouvelles - **Art. 1** *ter* (p. 1677) : son amendement n° 1 : projet de périmètre d'urbanisation et rôle du représentant de l'Etat dans le département ; adopté - **Art. 2 :** son amendement n° 2 : substitution des mots « après consultation des conseils municipaux » à « après concertation avec les maires » ; adopté - Accepte l'amendement n° 90 de M. André Labarrère, ministre (procédure de révision dans le cas où les périmètres d'urbanisation sont situés dans des départements différents) - Son amendement n° 3 : retrait d'une commune de l'agglomération nouvelle à la demande d'un ou de plusieurs conseils municipaux et action du représentant de l'Etat dans le département ; adopté - (p. 1678) : accepte l'amendement n° 82 de M. André Labarrère, ministre (accord des conseils municipaux des communes concernées par les modifications de limites territoriales) - **Art. 2** *bis :* son amendement n° 4 : suppression de cet article relatif au périmètre d'urbanisation ; adopté - **Art. 4 :** accepte l'amendement n° 83 de M. André Labarrère, ministre (délai d'option en cas d'élections municipales à la suite de modifications des limites territoriales) - (p. 1679) : son amendement n° 5 : création d'un syndicat d'intérêts communautaires ; adopté - Son amendement n° 6 de coordination ; adopté - Son amendement n° 7 : modalités de transformation du syndicat d'agglomération nouvelle en syndicat d'intérêts communautaires ; adopté - **Art. 7 :** son amendement n° 8 : compétences du syndicat d'intérêts communautaires et du syndicat d'agglomération nouvelle ; adopté - **Section 2 :** son amendement n° 9 : intitulé ; « Dispositions communes au syndicat d'intérêts communau-

taires et au syndicat d'agglomération nouvelle » ; adopté - **Art. 8** (p. 1680) : son amendement n° 10 : suppression de cet article relatif à la notion et à la composition de la communauté d'agglomération nouvelle ; adopté - **Section 3** : son amendement n° 11 : suppression de la section III et de son intitulé pour coordination ; adopté - **Art. 9** : son amendement n° 12 de coordination ; adopté - **Art. 11** (p. 1681) : son amendement n° 13 : élection des membres du comité au sein du conseil municipal ; adopté - Son amendement n° 14 : définition du nombre de délégués que chaque commune peut envoyer siéger en cas d'absence d'accord ; adopté - Son amendement rédactionnel n° 15 ; adopté - Son amendement n° 16 de coordination ; adopté - **Art. 12** : son amendement n° 17 : décision de retrait d'une commune membre du syndicat d'intérêts communautaires ; suppression de la formalité de l'avis simple du conseil général et du conseil régional ; adopté - (p. 1682) : s'oppose à l'amendement n° 86 de M. André Labarrère, ministre (décision de retrait d'une commune membre du syndicat d'agglomération nouvelle) - **Art. 12** *bis* : son amendement n° 18 : création et mission de la commission spéciale de conciliation en matière de documents d'urbanisme ; rejeté - **Art. 12** *ter* (p. 1683) : son amendement n° 19 : affectation des biens, immeubles et meubles faisant partie du domaine public des communes membres au syndicat d'intérêts communautaires ; adopté - **Art. 12** *quater* : son amendement n° 20 : substitution du syndicat d'intérêts communautaires ou du syndicat d'agglomération nouvelle de plein droit au syndicat communautaire d'aménagement dans ses droits et obligations ; adopté - **Après l'art. 12** *quater* : son amendement n° 21 : rétablissement de la division « section III *bis* » et de son intitulé : « Dispositions propres au syndicat d'intérêts communautaires » ; adopté - **Art. 12** *quinquies* : son amendement n° 22 : compétences du syndicat d'intérêts communautaires ; adopté - **Section 4** : son amendement n° 23 : intitulé ; « Dispositions propres au syndicat d'agglomération nouvelle » ; adopté - **Art. 13** : son amendement de coordination n° 24 ; adopté - (p. 1684) : son amendement n° 25 de coordination ; adopté - Son amendement de coordination n° 26 ; adopté - Son amendement n° 27 : compétences du syndicat d'intérêts communautaires pour la réalisation de lotissements de plus de 50 logements ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 93 de M. Bernard-Michel Hugo (compétences de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle en matière d'investissements pour la réalisation d'équipements ou de lotissements de plus de 50 ou 100 logements, selon le nombre d'habitants des communes) - Son amendement n° 28 de coordination ; adopté - **Art. 13** *bis* : ses amendements de coordination n° 29 et n° 30 ; adoptés - **Art. 13** *ter* (p. 1685) : son amendement n° 31 : compétences du syndicat d'agglomération nouvelle en matière de zones d'aménagement concerté et de lotissements de plus de 50 logements ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 95 de M. Bernard-Michel Hugo (accord des conseils municipaux intéressés pour les décisions d'urbanisme ayant reçu un début d'application avant la promulgation de cette loi) - Ses amendements de coordination n° 32, n° 33 et n° 35 ; adoptés - **Art. 13** *quater* (p. 1686) : ses amendements de coordination n° 36, n° 37 et n° 38 ; adoptés - Son amendement n° 39 : divergences entre la commune et le syndicat ; nouvelle lecture de la délibération du comité du syndicat ; adopté - **Art. 13** *quinquies* : ses amendements de coordination n° 40, n° 41 et n° 42 ; adoptés - **Art. 13** *sexies* (p. 1687) : son amendement n° 43 de coordination ; adopté - **Art. 14** : son amendement n° 44 : suppression de cet article pour coordination ; adopté - **Art. 15** : son amendement n° 45 : suppression de cet article pour coordination ; adopté - **Section 5** : son amendement n° 46 : intitulé ; « Dispositions financières et fiscales communes au syndicat d'intérêts communautaires et au syndicat d'agglomération nouvelle ; adopté - **Art. 16** : ses amendements de coordination n° 47 et n° 48 ; adoptés - **Art. 17** : son amendement de coordination n° 49 ; adopté - **Art. 18** (p. 1688) : ses amendements de coordination n° 50, n° 51, n° 52, n° 53, n° 54 et n° 55 ; adoptés - **Art. 18** *bis* : son amendement n° 56 de coordination ; adopté - Son amendement n° 57 : calcul de la dotation du syndicat après avis d'une commission ; composition de cette commission ; adopté - (p. 1689) : demande le retrait de l'amendement n° 97 de M. Bernard-Michel Hugo (caractère obligatoire pour l'agglomération des dotations décidées par les collectivités dans les années précédant la prochaine révision des dotations de référence) - Accepte l'amendement n° 88 de coordination de M. André Labarrère, ministre - Son amendement n° 58 de coordination ; adopté - Ses amendements rédactionnels n° 59 et n° 60 ; adoptés - Accepte l'amendement de coordination n° 89 de M. André Labarrère, ministre - **Art. 19** (p. 1690) : ses amendements de coordination n° 61 et n° 62 ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 98 de M. Bernard-Michel Hugo (impossibilité pour les communautés ou les syndicats d'agglomération nouvelle de prélever une taxe additionnelle sur les impôts des ménages) - **Art. 20** : son amendement n° 63 de coordination ; adopté - Accepte l'amendement n° 91 de coordination de M. André Labarrère, ministre - **Art. 21** (p. 1691) : son amendement n° 64 de coordination ; adopté - Accepte l'amendement n° 92 de M. André Labarrère, ministre (taux de la taxe professionnelle et compétences de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle) - Sur cet amendement, son sous-amendement de coordination n° 65 ; adopté - **Art. 23** : ses amendements de coordination n° 66, n° 67, n° 68, n° 69 et n° 70 ; adoptés - **Art. 23** *bis* : son amendement n° 71 de coordination ; adopté - **Art. 24** (p. 1692) : son amendement n° 72 de coordination ; adopté - Son amendement n° 73 : caractère transitoire de la dotation spécifique en matière d'équipements, prévue jusqu'à la date d'achèvement des opérations de construction et d'aménagement ; adopté - Son amendement de coordination n° 74 ; adopté - **Art. 25** : son amendement n° 75 de coordination ; adopté - **Art. 27** : ses amendements de coordination n° 76 et n° 77 ; adoptés - **Art. 28** (p. 1693) ; son amendement n° 78 de coordination ; adopté - **Art. 29** : son amendement n° 79 de coordination ; adopté - **Art. 30** : son amendement n° 80 de coordination ; adopté - **Art. 31** : son amendement n° 81 de coordination ; adopté.

Nouvelle lecture [n° **452** (**82-83**)] - (30 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2133) : délivrance des permis de construire - Dotation spécifique aux villes nouvelles - Divergences avec l'Assemblée nationale sur le problème des communautés d'agglomérations nouvelles (CAN) - Syndicat d'intérêts communautaires - **Art. 2** *bis* (p. 2134) : son amendement de suppression n° 1 ; retiré - **Art. 4** (p. 2135) : son amendement n° 2 : création d'un syndicat d'intérêts communautaires ; adopté - Son amendement n° 76 : fixation par arrêté des nouvelles limites cantonales ; retiré - (p. 2136) : son amendement de coordination n° 3 ; adopté - Son amendement n° 4 : modalités de transformation du syndicat d'agglomération nouvelle en syndicat d'intérêts communautaires ; adopté - **Art. 7** : son amendement de coordination n° 5 ; adopté - **Intitulé de la section II** : son amendement n° 6 : « Dispositions communes au syndicat d'intérêts communautaires et au syndicat d'agglomération nouvelle » ; adopté - **Art. 8** (p. 2137) : son amendement n° 7 : suppression de la communauté d'agglomération nouvelle ; adopté - **Section III** : son amendement n° 8 : suppression de cette division et de son intitulé ; adopté - **Art. 9** : son amendement de coordination n° 9 ; adopté - **Art. 11** : son amendement n° 10 : élection des membres du comité au sein du conseil municipal ; adopté - Son amendement n° 11 : règles de répartition des sièges entre les communes au sein d'un syndicat ; adopté - Son amendement de coordination n° 12 ; adopté - **Art. 12** (p. 2138) : son amendement de coordination n° 13 ; adopté - **Art. 12** *ter* : son amendement n° 14 : biens faisant partie du domaine public des communes membres affectés aux syndicats d'intérêts communautaires ; adopté - **Art. 12** *quater* : son amendement n° 15 : rôle du syndicat d'intérêts communautaires ou du syndicat d'agglomération nouvelle ; adopté - **Section III** *bis* : son amendement n° 16 : rétablissement de cette section et de son intitulé : « Dispositions propres au syndicat d'intérêts communautaires » ; adopté - **Art. 12** *quinquies* : son amendement n° 17 : compétence du syndicat d'intérêts communautaires ; adopté

- **Section IV** : son amendement de coordination n° 18 ; adopté - **Art. 13** (p. 2139) : ses amendements de coordination n° 19 à n° 23 ; adoptés - Son amendement n° 22 : compétence du syndicat d'intérêts communautaires pour la réalisation de lotissements de plus de quarante logements ; adopté - **Art. 13** *bis :* ses amendements de coordination n° 24 et n° 25 ; adoptés - **Art. 13** *ter :* ses amendements de coordination n° 26 à n° 29 ; adoptés - (p. 2139) : son amendement de coordination n° 30 ; adopté - **Art. 13** *quater* (p. 2140) : ses amendements de coordination n° 31, n° 32, n° 33, n° 34 et n° 75 ; adoptés - **Art. 13** *quinquies :* ses amendements de coordination n° 35, n° 36 et n° 37 ; adoptés - **Art. 13** *sexies :* ses amendements de coordination n° 38, n° 39 et n° 40 ; adoptés - **Art. 14** (p. 2141) : son amendement de suppression n° 41 ; adopté - **Art. 15** : son amendement de suppression n° 42 ; adopté - **Section V** : son amendement de coordination n° 43 ; adopté - **Art. 16** : ses amendements de coordination n° 44 et n° 45 ; adoptés - **Art. 17** : son amendement de coordination n° 46 ; adopté - **Art. 18** (p. 2142) : ses amendements de coordination n° 47 à n° 52 ; adoptés - **Art. 18** *bis :* son amendement de coordination n° 53 ; adopté - Accepte l'amendement rédactionnel n° 77 de M. Jean le Garrec, secrétaire d'Etat - **Art. 19** (p. 2143) : ses amendements de coordination n° 54 et n° 55 ; adoptés - **Art. 20** : son amendement de coordination n° 56 ; adopté - **Art. 21** : ses amendements de coordination n° 57 et n° 58 ; adoptés - **Art. 23** : ses amendements de coordination n° 59 à n° 62 ; adoptés - (p. 2144) : son amendement de coordination n° 63 ; adopté - **Art. 23** *bis :* son amendement de coordination n° 64 ; adopté - **Art. 24** : son amendement de coordination n° 65 ; adopté - Son amendement n° 66 : caractère transitoire de la dotation spécifique en matière d'équipement prévue jusqu'à la date d'achèvement des travaux ; adopté - Son amendement de coordination n° 67 ; adopté - **Ar 25** : son amendement de coordination n° 68 ; adopté - **Art. 27** (p. 2145) : ses amendements de coordination n° 69 et n° 70 ; adoptés - **Art. 28** : son amendement de coordination n° 71 ; adopté - **Art. 29** : son amendement de coordination n° 72 ; adopté - **Art. 30** : son amendement de coordination n° 73 ; adopté - **Art. 31** : son amendement de coordination n° 74 ; adopté.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat** [n° 309 (82-83)] - (25 octobre 1983) - **Art. 46** (p. 2433) : son amendement n° 119, soutenu par M. André Bohl : mise en disponibilité pour convenance personnelle d'une durée de trois ans renouvelable une fois ; retiré.

– **Projet de loi relatif à l'augmentation de la quote-part de la France au Fonds monétaire international et à l'augmentation de sa participation aux accords généraux d'emprunt** [n° 26 (83-84)] - (2 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2547) : dette des pays en voie de développement - Affaiblissement du rôle de la France au Fonds monétaire international (FMI) - Indices du commerce extérieur et réalité de l'amélioration - Destockage éventuel du pétrole - Difficultés de la France et rôle éventuel du FMI.

– **Question orale avec débat : réforme de la police nationale** - (18 novembre 1983) - (p. 3044) : police nationale, institution fondamentale pour un régime démocratique - Assimilation au bras séculier du pouvoir politique - Rapport Bélorgey sur les réformes de la police - Malaise et manifestation du 3 juin 1983 - Ampleur du pouvoir de certains syndicats - (p. 3045) : nécessité d'une hiérarchie - Contrôles d'identité - Incitation à la désobéissance - Déplore les sanctions prises après la manifestation du 3 juin - Effet de la réduction du temps hebdomadaire de travail - Insuffisance des créations d'emplois - Manque d'effectifs et sentiment d'insécurité ressenti par la population - (p. 3049) : hommage unanime à la police - Absence de jugement concernant les sanctions prises à la suite des incidents du 3 juin dernier - Remise en cause du principe de la hiérarchie n'améliorant pas les rapports à l'intérieur de la police - Mesures partielles mises en application à la suite du rapport Bellorgey - Interrogation sur la structure et la philosophie de la réforme globale - Syndicalisme ayant sa place dans une démocratie mais ne devant pas aller au-delà de sa place - Chiffres discordants concernant les horaires.

– **Question orale avec débat : questionnaires adressés aux élèves de certains lycées** - (18 novembre 1983) - (p. 3051) : perte d'actualité de cette question posée en mars 1983 - Questionnaires mis en circulation au lycée Corneille à Rouen et au lycée Juliette-Récamier à Lyon, faisant partie du projet « action-éducation » - Caractère inconvenant des questionnaires - Interrogation sur les mesures prévues pour mettre fin à ces pratiques - (p. 3052) : absence de mise en cause du questionnaire distribué au lycée Molière et allusion aux questionnaires distribués dans les lycées de Rouen et de Lyon - Caractère amoral de certaines questions - Absence de réponse à la question des sanctions infligées aux auteurs des questionnaires - Partisan de la liberté de l'enseignement et souhaite que l'enseignement public retrouve tout son prestige - Questionnaires pouvant porter le discrédit sur l'ensemble de l'éducation - Nécessité d'une remise à jour de l'enseignement libre ou public se fondant sur les valeurs morales et traditionnelles du pays.

– **Conclusions du rapport de M. Pierre Salvi,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de résolution** [n° 23 (83-84)] de MM. Charles Pasqua et Jacques Larché, **tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de fonctionnement et d'intervention des différents services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme** [n° 59 (83-84)] - (18 novembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3065) : création d'une commission d'enquête sur les conditions de fonctionnement et d'intervention des différents services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme - Données statistiques et administratives justifiant la constitution d'une commission - Détérioration de la sécurité publique en France - Prolifération des centres de décision et absence de coordination - Choix entre commissions d'enquête ou de contrôle, disposant des mêmes pouvoirs de recherche limités par l'ordonnance de 1958 - Précarité des commissions d'enquête et choix de la création d'une commission d'enquête.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Relations extérieures - (30 novembre 1983) - (p. 3521) : situation internationale préoccupante : tension Est-Ouest - Action internationale de la France : intervention au Liban - Rôle de la force multinationale - Initiatives militaires et diplomatiques en cas d'attentats contre les forces françaises - Accords de Camp David - Accord israélo libanais - Concertation avec l'Egypte - (p. 3522) : favorable à la réunion à Paris d'une table ronde réunissant les pays étrangers engagés au Liban - Programmation du retrait de la force multinationale.

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - Rapporteur pour avis (intérieur) - (p. 3830) : progression des crédits du ministère de l'intérieur et de la décentralisation - Tribunaux administratifs - (p. 3831) : recrudescence du contentieux administratif et fin de l'effort de recrutement - Budget des collectivités locales - Tassement des dépenses d'équipement - Raréfaction des prêts à taux privilégié aux collectivités locales - Faible augmentation de la dotation globale de fonctionnement (DGF) ; dotation spéciale destinée à compenser la charge du logement des instituteurs - Préjudice financier causé aux départements par la mise en place de la dotation globale d'équipement (DGE) - Fonds de compensation de la TVA - Evaluation de la compensation des charges afférentes à l'exercice des compétences transférées - Transports scolaires - Vignette - Modalités de versement de la dotation générale de décentralisation (DGD) - (p. 3832) : police et sécurité publique - Délinquance - Terrorisme ; Corse - Absence de création d'emplois dans la police - Annulation par la réduction de la durée du travail des augmentations d'effectifs récentes - Caractère positif de la politique de formation - Chute des crédits de paiement des équipements

immobiliers et des matériels - Malaise de la police ; syndicats - (p. 3833) : doublement des dépenses de fonctionnement des établissements publics régionaux entre 1982 et 1983 - Demande de révision des critères de répartition de la DGE départementale - Charges de trésorerie des collectivités locales - Demande le rejet de ces crédits.

Culture - (7 décembre 1983) - (p. 3892) : évolution du budget de la culture - Contradiction avec l'impératif de rigueur - Politique d'imagination au pouvoir ; grands projets et importantes dépenses en capital ; considérables dépenses de fonctionnement dans l'avenir - Programme de transition et de changement - Subventions aux associations - Avances sur recettes - Aide aux théâtres nationaux - Critères d'octroi de subventions - Palais de Chaillot et Comédie française - Rapport de la Cour des comptes - Nombre des compagnies subventionnées « hors commission » et « en commission » - (p. 3893) : désirs des spectateurs - Chômage des comédiens - Grands projets pour la capitale ; coûts de financement et de fonctionnement - Référence au projet socialiste - Echec de la politique en faveur du théâtre - Taxe sur les magnétoscopes - Essor des techniques de communication - Echec culturel et économique.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° 7 (83-84)] - (13 décembre 1983) - **Art. 21** *quater* (p. 4157) : son amendement n° 240, soutenu par M. Pierre Schiélé : suppression de la compétence des centres de gestion en matière d'organisation des concours ; adopté.

SAUVAGE (Jean), sénateur du Maine-et-Loire (UCDP).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires culturelles.

– Est nommé membre titulaire du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (2 juin 1983) (p. 1312).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à remplacer dans l'intitulé de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951, les mots : « Personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi », par les mots : « victimes de la déportation du travail » [n° 441 (82-83)] (28 juin 1983) - **Déportés, internés et résistants.**

SAVARY (Alain), *ministre de l'éducation nationale* (nommé le 22 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 23 mars 1983, p. 883].

DÉPÔTS

Projet de loi portant intégration de certaines catégories de personnels en fonction dans les établissements d'enseignement secondaire ou dans les services administratifs du vice-rectorat de Nouvelle-Calédonie et dépendances dans des corps de fonctionnaires de l'Etat [n° 208 (82-83)] (6 avril 1983) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Projet de loi portant validation des mesures individuelles intéressant le corps des intendants universitaires et certains corps et emplois de l'administration scolaire et universitaire [n° 493 (82-83)] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juillet 1983, JO Débats 4 octobre 1983) - **Fonctionnaires et agents publics.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 303 de M. Henri Caillavet : **enseignants** (refus d'inspection par certains professeurs) (22 avril 1983) (p. 453, 454).

n° 324 de M. Raymont Dumont : **enseignants** (absence d'enseignants pour réunion syndicale : bien fondé de sanctions) (8 avril 1983) (p. 152, 153).

n° 345 de Mme Marie-Claude Beaudeau : **enseignement élémentaire** (bilan de la consultation et de la réflexion sur l'école primaire) (22 avril 1983) (p. 454, 455).

n° 442 de M. Charles Lederman : **politique économique** (position du gouvernement sur certaines déclarations du Conseil national du patronat français) (16 décembre 1983) (p. 4329, 4330).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° 384 (82-83)] - (26 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2457) : crise de l'enseignement supérieur dès avant 1981 : gestion des établissements ; politique des personnels ; rapport Quermonne - Accroissement du nombre des étudiants au cours des vingt dernières années : explosion universitaire ; statistiques - Evénements de 1968 ; loi Edgar Faure, puis réforme de 1980 - (p. 2458) : mutations technologiques et sociologiques : exigence croissante de qualifications ; chômage - Elaboration de ce projet et concertation - Moyens financiers et humains de l'enseignement supérieur : création d'emplois ; crédits de la recherche - Projet de loi de programmation du 9e Plan - Dispositions du projet en examen : objectif de qualité : rôle de la recherche universitaire ; troisième cycle ; habilitation ; rôle du conseil scientifique - (p. 2459) : recherche universitaire et création d'un comité national d'évaluation - Objectif de démocratisation : orientation et sélection ; inégalités sociales et géographiques ; baccalauréat ; concertation ; formation initiale et formation continue - Politique des implantations universitaires et carte des formations supérieures - (p. 2460) : inégalités géographiques ; comités départementaux de coordination des formations supérieures : rôle des instituts universitaires de technologie (IUT), des écoles normales ; rapport Péretti - Régionalisation : rôle des comités consultatifs régionaux des établissements d'enseignement supérieur - Démocratisation et système d'aides de l'Etat : bourses ; oeuvres universitaires ; conditions de ressources - Objectif de rapprochement des universités et des écoles : grandes écoles et grands établissements ; échanges et passerelles ; harmonisation des statuts ; commission interministérielle ; écoles d'ingénieurs ; ouverture de l'école supérieure de l'énergie et des matériaux de l'université d'Orléans - (p. 2461) : filières d'ingénieurs des universités : titres et diplômes ; conventions - Moyens de réalisation de cette réforme - Concertation - Avis du Conseil économique et social - Amendements du Gouvernement : composition du conseil scientifique et exception au principe du collège unique ; création des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel ; statut de ces établissements ; autonomie ; IUT ; médecine, pharmacie, odontologie - (p. 2462) : autonomie et décentralisation ; allègement de la tutelle ; politique contractuelle ; statut des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel - Spécificité de certaines disciplines - Décrets d'application - Obligations de service d'enseignement des enseignants chercheurs - Carrières - Contrats de recherche - Demande l'approbation du projet.

Suite de la discussion - (27 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2504) : projet ne faisant pas l'unanimité en réponse à M. *Paul Séramy*. Absence de responsabilité de

cette loi face à une fuite de cerveaux - Amendement reconnaissant la nécessité du vote par section, en ce qui concerne le conseil scientifique - Gestion et administration confiées à une communauté universitaire - (p. 2505) : nécessité d'une ouverture de l'enseignement supérieur sur l'extérieur - Eventuelle représentation d'enseignants du premier et du second degré - Fixation des règles relatives à la répartition des sièges par décret - Présence des personnalités extérieures ne contredisant pas l'autonomie des établissements - Diplôme national et diplôme d'université - Projet de budget pour 1984 manifestant la priorité accordée au développement de l'université - Contractualisation expérimentée dans plusieurs régions et signature de contrats entre l'Etat et les universités pour 1983-1986 - (p. 2506) : souci de régionalisation et soutien à des initiatives d'intérêt régional - Cas de la remise à niveau du fonds documentaire de l'université de Dijon cofinancé par le conseil régional de Bourgogne et le ministère de l'éducation nationale, en réponse à M. *Edgar Faure* - Période du 9e Plan marquée par un effort important en faveur de l'enseignement supérieur - Problème de la pyramide des âges évoqué par M. *Jacques Descours Desacres* Priorité donnée au recrutement des jeunes et encouragement à la mobilité géographique et thématique - Conséquences du projet de loi sur les grands équilibres de gestion des universités - Difficultés particulières des universités parisiennes - Traitement préférentiel des grands établissements - Refonte du statut du Muséum à l'étude - Critiques de MM. *Charles Jolibois* et *Paul Séramy* relatives à la répartition entre la loi et les règlements - Confirme l'importance des études juridiques - (p. 2507) : importance des disparitions d'étudiants en première année de diplôme d'études universitaires générales (DEUG) de droit, et importance des matières enseignées non juridiques - Absence de remise en cause de l'autonomie des universités et des universitaires - Choix par les établissements de représentants des catégories socio-professionnelles parmi ceux qui seront le plus à même de favoriser l'association des établissements avec les collectivités locales et les catégories socio-professionnelles, en réponse au problème évoqué par M. *Daniel Hoeffel,* relatif à la nomination de personnalités extérieures - Article 37 et attribution de la moitié des places dans les conseils aux professeurs, en réponse à M. *Adolphe Chauvin* - Renforcement des pouvoirs des universités et augmentation de leur autonomie - Problème du rattachement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) au ministère de l'éducation nationale - Absence d'une « obsession du nivellement » et effort important du Gouvernement en faveur de la recherche, en réponse à M. *Adrien Gouteyron* - (p. 2508) : texte soutenu par une grande partie des universitaires - Politique du RPR pour l'enseignement supérieur et volonté d'abandonner la notion de service public de l'enseignement supérieur - Récusation des diplômes nationaux évoquée par M. *François Collet* - Problème des domaines de la loi et du règlement - Importance et cohérence de ce projet soulignées par Mme *Danielle Bidard* - Crédits du 9e Plan traduisant la priorité accordée à l'enseignement supérieur - Souhait que les universités soient gérées en liaison avec les forces vives locales, en réponse au problème évoqué par M. *Stéphane Bonduel,* relatif aux inégalités entre les universités - Existence de deux marchés du travail, l'un national, l'autre régional - (p. 2509) : nécessité d'une relation entre l'aménagement du territoire et l'éducation, en réponse au problème évoqué par M. *Philippe de Bourgoing* - Rôle des établissements publics régionaux (EPR) - Mise en place d'un organe de rencontre propre à accroître les contacts entre le secondaire et le supérieur - Problème de la sélection et du pouvoir dans l'université, traité par M. *Franck Sérusclat* - Problèmes d'orientation, de sélection, de diplômes d'université et de diplômes nationaux, traités par M. *Jacques Habert* - Nécessaire distinction entre le *numerus clausus* et l'orientation - Partage les considérations générales de M. *Michel Giraud* sur la recherche - (p. 2510) : malthusianisme et démagogie conduisant à l'uniformité du système - Définition du doctorat d'Etat s'agissant de la recherche en accord avec l'Académie des sciences et les scientifiques - Multiplicité des doctorats - Multiplication des conseils dans les universités évoquée par M. *Philippe de Bourgoing* - Souhaite que les ministres intéressés se retrouvent dans un organe de discussion chargé d'examiner les besoins du pays dans les prochaines années, en matière d'ingénieurs et de chercheurs, et création prévue d'un Comité interministériel de prospective et d'orientation - Intention du Gouvernement de lutter contre le sous-encadrement en droit, en réponse à M. *Claude Prouvoyeur* - Possibilité pour les EPR de soutenir et de créer des emplois dans les établissements d'enseignement supérieur - (p. 2511) : problème de l'habilitation des diplômes et décision autonome au sein de l'université - Projet du Gouvernement différent du projet de la commission - Absence de points de convergence entre les deux thèses - **Art 1 et art. additionnels** (p. 2513) : sur la composition du service public de l'enseignement supérieur et sur son rôle, ses amendements n° 1, n° 2 et n° 3 ; devenus sans objet - **Art 8** (p. 2526, 2527) : s'oppose aux amendements n° 197 de M. Adrien Gouteyron et n° 299 de M. Philippe de Bourgoing tendant à supprimer cet article relatif à la création d'une commission interministérielle de prospective et d'orientation - Accepte l'amendement n° 83 de M. Paul Séramy, rapporteur (création d'une commission interministérielle de prospective et d'orientation, disposant des informations que lui fournissent les organismes professionnels et la commission nationale de planification).

Suite de la discussion - (8 novembre 1983) - **Art. 9** (p. 2707) : son amendement n° 7 : extension prise par un décret en Conseil d'Etat ; devenu sans objet - **Art. 11** (p. 2710) : s'oppose à l'amendement n° 87 de M. Paul Séramy, rapporteur (principe de l'autonomie pédagogique et scientifique des établissements) - **Art. 12 et art. additionnels** (p. 2714, 2715) : problèmes du premier cycle ne relevant pas du domaine législatif et réglés par contrat entre le Gouvernement et les universités - Accès à l'université déterminé par un critère géographique - Problème de la sélection - Vocation de chaque bachelier ou candidat muni d'une équivalence à entrer dans l'enseignement supérieur - Principe de l'accueil d'un certain nombre d'étudiants étrangers - S'oppose aux amendements n° 88 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cette article relatif au contenu et aux conditions d'accès du premier cycle) et n° 64 de M. Jacques Pelletier (conditions d'admission arrêtées par les établissements) - **Art. 13** (p. 2719) : s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Paul Séramy, rapporteur (suppression de cet article relatif au contenu et aux conditions d'accès au deuxième cycle) - **Art. 14** (p. 2720) : ses amendements n° 9 et n° 10 relatifs à la soutenance d'une thèse et à l'obtention du titre de docteur ; devenus sans objet - Existence de trois types de doctorats - Habilitation à diriger les recherches intervenant au-delà du doctorat - Consécration législative du cursus : doctorat, habilitation - (p. 2721) : possibilité pour les universités d'avoir leur doctorat d'université, en réponse à M. Jacques Habert - **Après l'art. 14** (p. 2722) : accepte l'amendement n° 365 de Mme Danielle Bidard (aptitude à diriger des recherches sanctionnée par une habilitation) - **Art. 15** (p. 2724) : problème de la thèse et de l'habilitation à diriger des recherches - Définition des diplômes d'université - Gouvernement favorable à l'autonomie des universités quand il s'agit de définir de nouveaux diplômes - Existence de diplômes d'université - (p. 2725) : souhait du Gouvernement de maintenir une certaine valeur aux diplômes d'études universitaires générales (DEUG) et à la maîtrise ; possibilité de mobilité géographique et de mobilité dans la vie universitaire - **Art. 16** (p. 2727) : s'oppose à la proposition de suppression de cet article de M. Paul Séramy, rapporteur - (p. 2728) : réaffirmation du rôle des écoles normales d'instituteurs et appartenance aux enseignements supérieurs - **Art. 17** (p. 2730) : s'oppose à l'amendement n° 93 de M. Paul Séramy, rapporteur (suppression de cet article relatif à la carte des formations supérieures et de la recherche) - **Art. 18** (p. 2732) : s'oppose à l'amendement n° 96 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à la création d'une nouvelle catégorie d'établissements publics et tendant à

garantir l'autonomie des universités) - **Après l'art. 18** (p. 2734) : s'oppose à l'amendement n° 97 de M. Paul Séramy, rapporteur (article additionnel tendant à renforcer l'autonomie administrative et financière des unités de formation et de recherche, de médecine, d'odontologie et de pharmacie).

Suite de la discussion - (9 novembre 1983) - **Art. 27** (p. 2757) : s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Paul Séramy, rapporteur (augmentation de la représentation des enseignants dans le conseil d'administration), et au sous-amendement n° 404 de M. Adrien Gouteyron (représentation des professeurs) - **Art. 27** *bis* (p. 2759) : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 108 de M. Paul Séramy, rapporteur, et sur cet amendement, au sous-amendement n° 319 de M. Philippe de Bourgoing (représentation des étudiants désignés par leurs représentants au conseil d'administration statuant en matière disciplinaire) - **Art. 28** (p. 2762) : son amendement n° 19 : composition du conseil scientifique de l'université ; devenu sans objet - **Art. 29** (p. 2764) : son amendement n° 20 : compétence du conseil des études et de la vie universitaire ; devenu sans objet - **Art. 30** (p. 2766) : son amendement n° 22 : troisième cycle de médecine générale ; devenu sans objet - (p. 2767) : s'oppose à l'amendement n° 112 de M. Paul Séramy, rapporteur (administration des unités de formation et de recherche) - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements n° 329 de M. Philippe de Bourgoing (composition des conseils d'unités de formation et de recherche) et n° 409 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis (définition par les unités de leur politique de formation et de recherche) - Personnalités extérieures - **Après l'art. 30** (p. 2768) : s'oppose à l'amendement n° 113 de M. Paul Séramy, rapporteur (dispositions relatives aux unités de formation et de recherche, de médecine, d'odontologie et de pharmacie) - **Art. 31** (p. 2770) : s'oppose à l'amendement n° 114 de M. Paul Séramy, rapporteur (nomination par le ministre de l'éducation nationale des directeurs des instituts ou des écoles faisant partie des universités) et au sous-amendement n° 406 de M. Adrien Gouteyron (présidents des instituts ou des écoles) (p. 2771) : instituts universitaires de technologie (IUT) - **Art. 32** (p. 2799) : son amendement n° 23 : décret en Conseil d'Etat fixant les conditions d'administration des instituts et écoles ; devenu sans objet - **Art. 35** (p. 2800) : s'oppose à l'amendement n° 120 de M. Paul Séramy, rapporteur (suppression de cet article relatif à la fixation par décret des règles d'organisation et de fonctionnement des écoles normales supérieures, des grands établissements et des écoles françaises à l'étranger) - **Art. 36** (p. 2803) : s'oppose à l'amendement n° 123 de M. Paul Séramy, rapporteur (modification de la durée du mandat et des modes de scrutin des différentes catégories de personnels pour l'élection aux conseils) - Syndicalisme universitaire - (p. 2804) : rapport entre le conseil d'administration des universités et les unités de formation et de recherche (UFR) - **Art. 37** (p. 2806) : s'oppose à l'amendement n° 124 de M. Paul Séramy, rapporteur (suppression de cet article relatif au collège unique des enseignants et à diverses dispositions d'ordre réglementaire) - Son amendement n° 25 : élection du conseil scientifique ; devenu sans objet - Collège unique des enseignants ; double collège ; professeurs ; assistants ; enseignants-chercheurs ; maîtres-assistants ; maîtres-assistants docteurs d'Etat - Refus du Gouvernement du corps unique d'enseignants - Conseil d'administration - **Art. 38** (p. 2808) : s'oppose à l'amendement n° 231 de M. Adrien Gouteyron : (désignation des personnalités extérieures) - Représentation des collectivités locales - **Art. 39** (p. 2809) : s'oppose à l'amendement n° 127 de M. Paul Séramy, rapporteur (ressources financières des universités : coordination avec les mesures adoptées aux articles 18 et additionnels après l'article 18 et 31), et sur cet amendement, au sous-amendement n° 169 de M. Jacques Descours Desacres, rapporteur pour avis (responsabilité des universités vis-à-vis du patrimoine et des moyens confiés) - **Art. 40** (p. 2810) : s'oppose à l'amendement n° 128 de M. Paul Séramy, rapporteur (budget propre des services communs ; autonomie financière des unités de formation et de recherche de médecine, d'odontologie et de pharmacie) - Son amendement n° 26 : budget des services communs ; devenu sans objet - **Art. 41** (p. 2811) : s'oppose à l'amendement n° 130 de M. Paul Séramy, rapporteur (suppression de cet article relatif aux conventions de coopération) - **Art. 42** : (p. 2811, 2812) : s'oppose à l'amendement n° 131 de M. Paul Séramy, rapporteur (suppression de cet article relatif à la création de services communs à plusieurs établissements publics) - **Art. 44** (p. 2813) : son amendement n° 27 : conditions d'entrée en vigueur des décisions ou délibérations des présidents et des conseils ; devenu sans objet - Tribunaux administratifs.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Education nationale - (3 décembre 1983) - (p. 3688) : éducation une des grandes fonctions collectives qui porte ses fruits à long terme - Elévation du niveau de formation donnant des hommes et des femmes capables de maîtriser et de diffuser les innovations - Anxiété de l'avenir professionnel - Adaptation de l'offre et de la demande d'emploi - Budget en hausse et cohérent avec les orientations du 9e Plan - Retard de la France dans la scolarisation des jeunes de plus de 16 ans - Augmentation des élèves et des étudiants - Participation de l'éducation nationale au « plan 16-18 ans » - Politique de l'orientation - Généralisation des collèges avec maintien des filières différenciées et mise en place du collège unique - Maintien des filières ségrégatives entretenues et renforcées par le jeu des mécanismes de l'orientation - (p. 3689) : politique de l'orientation et réduction des inégalités - Sélection et rôle excessif des mathématiques - Accroissement de la part prise par les familles dans les décisions d'orientations - Choix d'orientation définitifs retardés - Problème de la scolarisation des enfants d'origine étrangère - Amélioration de la formation des enseignants devenue une priorité du Plan - Importante croissance des crédits de stages - Place de l'enseignement technique - Nécessité d'une formation professionnelle ancrée sur une bonne culture générale - Prise en compte des besoins nouveaux - Actions sociales en faveur des étudiants et démocratisations de l'enseignement supérieur - Poursuite de la continuité de la politique d'accueil - Effort en faveur de la formation continue - Attachement au développement d'une politique de la recherche - Accroissement des crédits de l'enseignement supérieur - Décentralisation concernant le système éducatif à divers titres : déconcentration dans la gestion de l'éducation nationale et extension de la responsabilité et de l'autonomie des établissements scolaires - (p. 3690) : diversification des établissements scolaires souhaitable mais jamais au détriment de l'unité du service public - Domaine des contenus d'enseignement trop longtemps négligé - Développement des enseignements marginalisés - Publication du rapport du professeur Girault sur l'enseignement de l'histoire - Colloque sur l'informatique et l'enseignement - Réforme des collèges et réforme prochaine des lycées - Répartition géographique des lycées inégale - Rapports entre l'enseignement privé et l'Etat - Application stricte de la législation actuelle - Titularisation possible de 15.000 maîtres de l'enseignement privé nécessitant le recours préalables à une loi de finances rectificatives - (p. 3715) : absence de créations de postes dans le premier degré correspondant à un effort exceptionnel pour mieux utiliser les postes existants - Baisse du taux de scolarisation des deux trois ans variant suivant les départements - Ouverture de maternelles en zone rurale - Allongement à quatre ans de la durée de la formation des instituteurs et recrutement exceptionnel durant la période de mise en application - Organisation d'une table ronde pour réduire les mouvements des personnels du second degré - Réforme des commissions professionnelles consultatives et du comité interprofessionnel consultatif - Introduction de catégories nouvelles dans le comité interprofessionnel - (p. 3716) : problème de la qualité des prévisions d'effectifs - Evolution du taux d'encadrement - Attachement en priorité à la formation des personnels et au remboursement des frais de

déplacements - Augmentation des crédits d'équipement - Diminution des crédits de constructions scolaires n'étant qu'apparente et résultant de transferts de crédits intervenant en faveur des communes et de la Corse - (p. 3717) : problème du patrimoine et de l'état dans lequel les établissements seront remis aux collectivités locales - Regrette qu'un état des lieux n'ait pas été dressé en 1981 - Etat des lieux exigé par l'article 19 de la loi du 7 janvier 1983 avant la mise à la disposition des collectivités locales - Problème des bourses et des secours d'études - Conditions de titularisation des auxiliaires du second degré - Elargissement de l'accès des adjoints d'enseignement au corps des professeurs certifiés - Accès des professeurs certifiés au corps des professeurs agrégés - Accueil dans les universités des enfants des Français de l'étranger - Politique de coopération inter-universitaire avec les pays en voie de développement - insuffisance des crédits pour le soutien des actions internationales des établissements d'enseignement supérieur - Développement des cultures et langues régionales enrichissant la culture nationale dans sa diversité - (p. 3718) : décret du 16 septembre sur les obligations de service des enseignants et des chercheurs - Importance des transforfmations d'emplois - Augmentation des frais de déplacement résultant de la réunion de deux chapitres en un seul pour améliorer la gestion des crédits - Revalorisation des aides aux étudiants sous condition de ressources - Evolution des crédits du ministère de la recherche supérieure à celle de la recherche universitaire - Maintien du doublement des places offertes au CAPES et à l'agrégation par rapport à 1979 - Attachement du Gouvernement à améliorer le recrutement des enseignants, à offrir des débouchés aux étudiants et à élargir l'accès à l'enseignement - Formation initiale des instituteurs portée à 4 ans - Poursuite du plan de résorption de l'auxiliariat - (p. 3719) : prépondérance des dépenses de personnels - Titularisation éventuelle sur leur demande de 15.000 professeurs de l'enseignement privé sous contrat - Mesure devant faire l'objet d'une loi de finances rectificative et conforme aux déclarations de celui qui est devenu Président de la République - Respect des règles constitutionnelles - Titularisation des maîtres exerçant dans les établissements privés liés à l'Etat prévue par les lois Guermeur et Debré - Adoption de positions contradictoires par les chambres régionales des comptes sur le forfait communal (p. 3720) : conséquences de la décentralisation et nécessité de rénover l'ensemble du système éducatif - Absence de jugement comparatif sur les deux enseignements - Conteste l'existence de deux millions d'analphabètes en France - Tâche difficile des enseignants à une époque où tant de familles se déchargent de leurs responsabilités sur le système éducatif - Difficulté de dresser une comparaison exacte entre les crédits destinés à l'enseignement public et ceux destinés à l'enseignement privé - (p. 3721) : problème de l'enseignement supérieur et interrogation sur la période de 90 jours évoquée par M. *Adolphe Chauvin* - Importance des étudiants quittant le premier cycle sans diplômes - Elaboration en cours d'un texte avec la participation des universitaires permettant l'application de la réforme du premier cycle en 1984 - Fonctionnement matériel des universités et actions privilégiées relatives à la documentation universitaire, la filière électronique et la mise en place du nouveau premier cycle - Emplois affectés à l'éducation physique et sportive faisant partie d'une discipline à part entière - (p. 3722) : problème des formations - Décision de former les instituteurs en quatre années après le baccalauréat - Effort considérable en faveur de l'équipement informatique des établissements scolaires - Confirme les engagements pris à l'Assemblée nationale concernant la situation de Mayotte évoquée par M. *Marcel Henry* - Aide exceptionnelle justifiée - Besoins du département de la Guyane rappelés par M. *Raymond Tarcy* - Définition des conditions de titularisation des coopérants dans l'article 9 de la loi du 11 juin 1983 - Sort des coopérants à leur retour en France - Centre Jean Sarrailh faisant l'objet d'une politique d'assainissement tant sa gestion était désastreuse - Réouverture probable avant la fin de l'année, en réponse à la question de M. *Pierre-Christian Taittinger* - Poursuite de l'effort entrepris dans l'éducation nationale - Satisfaction des parents d'élèves du travail de la commission Legrand - Importance de l'apport de la commission de M. Prost - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3726) : s'oppose aux amendements de réduction des crédits du titre III, de M. Jacques Descours Desacres, rapporteur spécial, n° 193 (réduction de la possibilité d'ouverture de congé sabbatique) n° 192 (réforme du statut des enseignants) et n° 191 : (frais de déplacement) - **Après l'art. 108** (p. 3728) : s'oppose à l'amendement n° 175 de M. Adolphe Chauvin (article additionnel relatif à la non utilisation des crédits pour la titularisation dans la fonction publique des personnels des établissements d'enseignement privé à l'exception de ceux mentionnés à l'article 108).

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** - *Nouvelle lecture* [n° **125 (83-84)**] - (15 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4275) : divergences de vue entre l'Assemblée nationale et le Sénat - Service public de l'enseignement supérieur - Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel - Echec de la commission mixte paritaire - Réforme des études doctorales - Qualité des titres et diplômes - Maintien de deux niveaux de qualification : aptitude à la recherche et aptitude à la direction des recherches - (p. 4276) : composition et attributions du conseil scientifique - Autonomie des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel - Inscription des étudiants - Titre de docteur mentionnant l'université qui l'a délivré - Habilitation à délivrer des diplômes - Création des unités de formation et de recherche - Rôle spécifique des professeurs - **Question préalable** (p. 4281) : dialogue avec le Sénat - Interventions dans la presse de certains universitaires, évoquées par M. Michel Durafour - Mise en place de la réforme du premier cycle - Travaux de la conférence des présidents d'université - Texte répondant aux objectifs gouvernementaux - Souci de l'intérêt général et du rayonnement de la France.

– **Conclusions du rapport de M. Charles de Cuttoli fait au nom de la commission des lois sur sa proposition de loi organique déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la représentation des intérêts économiques, sociaux et culturels des Français établis hors de France au Conseil économique et social** [n° **102 (83-84)**] - (15 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4282) : excuse l'absence de M André Labarrère - Modification de la composition du Conseil économique et social - Etude en cours sur une éventuelle représentation spécifique des Français établis hors de France.

SCHIELE (Pierre), sénateur du Haut-Rhin (UCDP).

Elu questeur du Sénat le 5 octobre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois (24 mai 1983) (p. 1071).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (16 juin 1988) (p. 1694).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant droits et obligations des fonctionnaires (27 juin 1983) (p. 2020).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° **236 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification de l'ordonnance n° 82-108 du 30 janvier 1982 relative aux contrats de solidarité des **collectivités locales** [n° **293 (82-83)**] (5 mai 1983).

Rapport fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° **10 (82-83)**] de M. René Chazelle et des membres du groupe socialiste et apparentés, relative aux commissions syndicales, constituées dans les sections de **communes** [n° **396 (82-83)**] (15 juin 1983).

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement : financement des élections prud'homales** - (21 avril 1983) - (p. 418) : frais d'élection aux conseils de prud'hommes - Participation forfaitaire de l'Etat - Nécessaire prise en charge des frais réels.

– **Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 82-108 du 30 janvier 1982 relative aux contrats de solidarité des collectivités locales** [n° **236 (82-83)**] - (17 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 858) : validité limitée du texte en examen - Résultats décevants de l'ordonnance de 1982 : réduction de la durée du travail touchant peu d'agents communaux ; faible nombre des bénéficiaires du régime de retraite anticipée - Accroissement considérable du nombre des personnels communaux depuis 10 ans - Personnels non titulaires exclus du bénéfice de ce texte - Modification apportée à l'ordonnance de 1982 : bonification pour enfants accordée aux agents féminins - Aspect financier des départs anticipés à la retraite - Souhaite la gestion du fonds de compensation par la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales - (p. 859) : liquidation du fonds de compensation en 1986 - Thésaurisation anormale d'un excès de cotisations des collectivités locales encaissées par le fonds de compensation - Commission des lois souhaitant connaître l'usage fait par la Caisse des dépôts et consignations des intérêts produits par ces placements - Souhaite le maintien des droits acquis pour les personnels des collectivités locales - **Après l'art. 2** (p. 860) : son amendement n° 1 : fixation annuelle par la loi de finances du taux des cotisations versées par les collectivités locales au fonds de compensation ; retiré.

– **Projet de loi, portant droits et obligations des fonctionnaires** [n° **301 (82-83)**] - (1er juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1266) : discussion du statut des personnes - Souhait du Gouvernement de créer une grande fonction publique à deux versants - Problème de la mise en commun de certaines dispositions - Estime que la fonction publique territoriale doit être distincte, originale et majeure - Rôle que détient l'Etat dans une nation par rapport à celui que joue les collectivités territoriales - Contrôle, fonction essentielle de l'Etat - (p. 1267) : satisfaction des besoins : en voirie, en équipements publics, sociaux, sportifs, etc, fonction fondamentale des collectivités territoriales - Différence fondamentale de mission impliquant une différence fondamentale d'esprit du fonctionnaire selon qu'il est étatique ou territorial - Caractère novateur de ce texte appliquant à tous les fonctionnaires le statut de 1946 revu en 1959 - Règlement de la situation des fonctionnaires d'Etat qui vont exercer dans les départements et les régions - Nécessité de distinguer pour unir - **Art. 3** (p. 1273) : son amendement n° 25 : situation du fonctionnaire vis-à-vis de la collectivité ; adopté - **Art. 4** (p. 1274) : se déclare opposé aux amendements identiques n° 33 de Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin et n° 42 de M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat (fixation par le juge des incompatibilités pour avoir la qualité de fonctionnaire pour les personnes jouissant des droits civiques mais ayant subi une condamnation portée au bulletin n° 2 du casier judiciaire) - **Art. 9** (p. 1281) : son amendement n° 26 : grade distinct de l'emploi et de la fonction ; adopté - **Art. 11** (p. 1283) : sur l'amendement n° 14 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (distinction entre les corps relevant de la fonction publique d'Etat et ceux relevant de la fonction publique territoriale ; gestion des corps pouvant être déconcentrée ou décentralisée), son sous-amendement n° 49 : gestion des corps de fonctionnaires pouvant être déconcentrée ou décentralisée ; adopté - **Art. 12** (p. 1286) : ses amendements, n° 28 : 1° mobilité garantie fondamentale accordée aux fonctionnaires ; adopté ; 2° passages égaux d'une fonction à l'autre et pour des emplois requérant un même niveau de recrutement ; rejeté ; et n° 29 : consultation des organismes paritaires ; adopté - **Après l'art. 12** (p. 1287) : son amendement n° 31 : création d'une commission mixte paritaire comprenant des représentants de la fonction publique d'Etat et de la fonction publique territoriale ; adopté - **Art. 13** (p. 1288) : son amendement n° 30 : recrutement des fonctionnaires par concours dans les emplois de début, sauf dérogation prévue par la loi ; rejeté.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures** [n° **8 (83-84)**] - (9 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2783) : unité de vues des parlementaires du Haut-Rhin - Sels et autres pollutions chimiques du Rhin - Unilatéralité de l'effort imposé à la France - Opposition à la technique d'injection en couche profonde dans le sous-sol ; danger de l'opération - (p. 2784) : demande de diversification des activités du bassin minier d'Alsace - **Art. unique** (p. 2788) : ne votera pas ce texte faute de recherche de solutions alternatives à l'injection de saumure.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° **7 (83-84)**] - (13 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4133) : déception devant le texte de ce projet - Dissociation du grade et de la fonction - Inadaptation aux collectivités territoriales de la notion de corps de type étatique - Solution préférable des cadres d'emplois - Passerelles entre les fonctions publiques d'Etat et des collectivités locales - Emplois particuliers - Incohérence de l'accroissement des droits des fonctionnaires parallèle à la diminution de leurs responsabilités : cas des pouvoirs du maire en matière de garanties disciplinaires - Détachement de fonctionnaires d'Etat et intégration éventuelle dans la fonction publique territoriale - Caractère territorial des corps - Atteinte à la libre administration des communes : pouvoir de nomination du maire - Système de la liste d'aptitude et de la participation des communes à la rémunération des fonctionnaires récusés - Promotion interne - Choix du secrétaire général - Formation des personnels - (p. 4134) : comités techniques paritaires - Projet imposé à la majorité des maires de France - Centralisme bureaucratique ou décentralisation - Multiplication des organismes créés - Adhésion obligatoire des communes aux centres départementaux de gestion et expérience acquise par les syndicats de communes pour le personnel - Avancements d'échelon - Conséquences financières du projet - Loi de 1952 portant statut du personnel communal, modifiée en 1972 - Loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Facteurs de division contenus dans le texte : agents mis à la disposition ; agents de l'Etat détachés et possibilité d'option ; intégration - Formation des agents et organisation des concours : souhait des maires de France d'en conserver la maîtrise pédagogique - Qualité du service public communal - Risque de politisation entraîné par le projet - Vote par le groupe UCDP des amendements de la commission des lois - (p. 4136) : mise en cause par le ministre du Centre de formation des personnels communaux (CFPC) - Modalités d'accès à la présidence de cet organisme - (p. 4137) : investigations réalisées par le ministère des finances et le ministère de l'intérieur sur les comptes du CFPC et rapport déposé : contrôle de la régularité des opérations - Projet de construction d'un immeuble à Marseille, évoqué par le ministre - Résiliation du marché - Délibération de la commission paritaire consultative de la région - Article paru dans *Le Matin de Paris* - Réparation nécessaire du préjudice - **Art. 7** (p. 4144) : soutient l'amendement n° 258 de M. Raymond Bouvier (conseil supérieur de la fonction publique territoriale : précision supplémentaire sur les modalités d'applica-

tion devant être fixées par le décret en Conseil d'Etat) - **Art. 9** (p. 4145) : son amendement n° 219 : auditions par le conseil supérieur : suppression de la mention particulière du pouvoir d'initiative du président ; retiré - (p. 4146) : soutient l'amendement n° 237 de M. Adolphe Chauvin (précision sur le financement du budget du conseil supérieur de la fonction publique territoriale : conditions d'appel et d'assiette de la cotisation versée par les collectivités et établissements concernés) - Cas des établissements publics de caractère intercommunal - Son expérience acquise en tant que président du CFPC - **Art. 17 B** (p. 4150) : se déclare favorable à l'amendement n° 32 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (suppression du centre national de gestion) - Mission actuellement exercée par le CFPC - **Art. 21** *ter* (p. 4155) : soutient les amendements de M. Adolphe Chauvin, n° 238 (suppression des alinéas relatifs à l'assiette et au taux de la cotisation de financement des centres de gestion) et n° 239 (financement des centres de gestion par une cotisation assise sur la masse des rémunérations versées aux fonctionnaires à temps complet ou incomplet dont la gestion relève de ces centres) - **Art. 21** *quater* (p. 4157) : soutient l'amendement n° 240 de M. Pierre Salvi (suppression de la compétence des centres de gestion en matière d'organisation des concours).

Suite de la discussion - (14 décembre 1983) - **Art. 34** (p. 4193) : son amendement n° 242, soutenu par M. René Ballayer : consultation pour avis des comités techniques paritaires ; adopté - (p. 4194) : son amendement n° 214, soutenu par M. Daniel Millaud : possibilité, si la nature des risques le justifie pour les collectivités ou les établissements employant moins de 50 agents, de créer par décision de l'organe délibérant un comité d'hygiène et de sécurité ; retiré - **Art. 46** (p. 4201) : nécessité d'une véritable adéquation entre le responsable communal et celui qui s'engage à servir la commune - Risque d'une déconsidération se portant sur les lauréats de fin de liste - Système alphabétique n'ayant jamais soulevé de problème particulier - Se déclare favorable à l'amendement n° 55 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (maintien du système des listes d'aptitude) - **Art. 46** *bis* : sur l'amendement n° 113 de M. Gaston Defferre (nouvelle rédaction de cet article relatif à la titularisation et au déroulement des stages) son sous-amendement n° 215 : nomination intervenant dans les conditions prévues aux articles 24, 37 ou 39, paragraphes A et C, ou 40 de la présente loi ; adopté - **Art. 54** (p. 4206) : au nom du groupe UCDP, se déclare favorable à l'amendement n° 174 de M. Maurice Lombard (changement de corps ayant lieu sur la base d'une égalité qualitative et quantitative par corps, grade et emploi entre les deux fonctions publiques) - **Art. 54** *ter* (p. 4207) : soutient l'amendement n° 217 de M. Adolphe Chauvin (remplacement dans le deuxième alinéa de cet article du chiffre « 5000 » par le chiffre « 2000 ») - Seuil de 2000 habitants à partir duquel la distinction s'opère entre les communes rurales et les autres communes - (p. 4208) : son amendement n° 216 : nécessité d'un an de délai suivant le renouvellement de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement concerné pour mettre fin aux fonctions des agents ; adopté - **Art. 64** (p. 4212) : se déclare favorable à l'amendement n° 63 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (suppression du dernier alinéa de cet article relatif au détachement de fonctionnaires territoriaux auprès de députés ou de sénateurs) - Dispositions législatives fondant l'autonomie du Sénat, conséquences directes du principe de la séparation des pouvoirs - Autonomie des deux assemblées parlementaires indispensable - Vote de l'amendement de suppression au nom des questeurs - **Art. 86** (P 4219) : son amendement n° 223 : dispositions du second alinéa de cet article applicables à compter de l'entrée en vigueur du régime indemnitaire des nouveaux corps ou emplois ; adopté - **Art. 108** (p. 4221, 4222) : son amendement n° 226 : intégration des agents titulaires d'un emploi dans la fonction publique territoriale et classement dans les corps et emplois à l'échelon égal ou immédiatement supérieur, compte tenu de la durée totale des services qu'ils ont accomplis ; retiré - **Art. 98** (p. 4230) : soutient l'amendement n° 220 de M. Adolphe Chauvin (conditions dans lesquelles un local peut être attribué par le maire pour les réunions syndicales ou professionnelles) - **Après l'art. 125** (p. 4239) : son amendement n° 227 : article additionnel relatif au statut particulier des communes des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4242) : texte constituant une innovation importante donnant satisfaction aux personnels et aux élus - Texte conciliant la diversité des réalités locales et la nécessaire unité de la fonction publique territoriale - Au nom du groupe UCDP se déclare favorable à l'adoption de ce projet de loi.

– **Question au Gouvernement : défense des droits de l'homme** - (15 décembre 1983) - (p. 4264, 4265) : situation dramatique de M. Andréï Sakharov - Intentions du Gouvernement pour sauver ce lauréat du prix Nobel de la Paix.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1983** [n° 109 (83-84)] - (19 décembre 1983) - **Après l'art. 16** (p. 4366) : son amendement n° 3, soutenu par M. Jean Colin : applicabilité de la limite de déduction aux associations constituées en Alsace Lorraine depuis la mise en vigueur du code civil local de 1908, lorsque ces associations sont officiellement inscrites auprès du tribunal d'instance ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

SCHLEITER (François), sénateur de la Meuse (UREI).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

– Président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe.

SCHMAUS (Guy), sénateur des Hauts-de-Seine (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (loi n° 83-609 du 8 juillet 1983) (20 octobre 1983) (p. 2363).

Est nommé membre suppléant de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence (décret n° 66-172 du 25 mars 1966) (25 octobre 1983) (p. 2436).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 mai 1983) (p. 1202).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 juin 1983) (p. 2031).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à garantir la liberté de la presse (24 novembre 1983) (p. 3246).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **419** (JO Débats 15 octobre 1983) (p. 2324) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **automobiles** (compétitivité de l'industrie automobile française) - Réponse de M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement (18 novembre 1983) (p. 3055, 3056).

n° **422** (JO Débats 19 octobre 1983) (p. 2346) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **automobiles** (situation de la société Citroën) - Réponse de M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement (18 novembre 1983) (p. 3056, 3057).

Questions orales avec débat :

n° **82** (3 octobre 1983) (p. 2248) à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation : **automobiles** (évolution de l'emploi dans l'industrie automobile).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives** [n° **226** (**82-83**)] - (10 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 742) : avancées sociales du Gouvernement - Volonté du groupe communiste de promouvoir le sport en France - Nombre de sportifs licenciés - Place de l'éducation physique à l'école - Pratique des activités physiques sur le lieu du travail et le lieu d'habitation - Caractère irréversible des besoins d'activité physique - Caractère inégalitaire de la pratique des activités sportives - Importance de la concertation relative à ce texte - Référence à la loi Mazeaud du 29 octobre 1975 et au plan Soisson - (p. 743) : moralisation de la gestion financière des clubs professionnels - Création du Conseil national des activités physiques et sportives (CNAPS) - Enseignement de l'éducation physique et sportive à l'école - Médecine sportive - Sport dans l'entreprise - Pratique féminine - Besoins prioritaires à l'école maternelle et à l'école primaire - Situation dans le second degré - Nouvelles activités physiques : « aérobic » et « gym-tonic » - Sport de haut niveau - Place des fédérations et du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) - Rôle de l'Etat - Préparation des jeux olympiques de 1992 - (p. 744) : soutien du groupe communiste - **Art. 1** (p. 747) : son amendement n° 86 : dimension culturelle et éducative des activités physiques et sportives ; place dans l'activité sociale ; mission de l'Etat et des associations sportives ; devenu sans objet - **Art. 2** (p. 748) : son amendement n° 87 : éducation physique et sportive et autorité du ministre de l'éducation nationale ; retiré - **Art. 3** (p. 750) : son amendement n° 88 : enseignement des activités physiques et sportives par des instituteurs et des institutrices ; perspective de mise en place d'équipes éducatives ; rejeté - **Art. 7** (p. 754) : se déclare défavorable à l'amendement n° 16 de M. Roland Ruet, rapporteur (création d'une association sportive dans tous les établissements du second degré et dans toutes les universités) - **Art. 15** (p. 764) : se déclare défavorable à l'amendement n° 34 de M. Roland Ruet, rapporteur (suppression de cet article relatif à la possibilité pour l'autorité administrative d'interdire, à la demande des fédérations, certaines manifestations sportives) - **Après l'art. 17** (p. 767) : son amendement n° 89 : possibilité pour les agents des administrations publiques et les ouvriers de l'Etat de pratiquer les activités physiques et sportives ; rejeté - **Art. 27** (p. 772) : son amendement n° 90 : actions de prévention en matière sportive et rôle des médecins ; rejeté - **Avant l'art. 29** (p. 774) : son amendement n° 91 : établissement d'un schéma directeur d'équipements sportifs d'intérêt national dans le cadre du Plan ; adopté - Son amendement n° 92 : construction d'un établissement scolaire avec les équipements nécessaires à la pratique des activités physiques et sportives ; rejeté - Son amendement n° 93 : programme de construction d'ensembles immobiliers et d'aménagement de zones industrielles ; surfaces et équipements destinés à la pratique des activités physiques et sportives ; rejeté - **Après l'art. 36** (p. 780) : son amendement n° 95 : intitulé de titre nouveau ; « Organes de concertation » ; réservé jusqu'après l'examen des amendements n° 96 et n° 97, puis devenu sans objet - Son amendement n° 96 : création et mission du Conseil national des activités physiques et sportives ; rejeté - (p. 781) : son amendement n° 97 : composition et mission du Conseil national de recherche et de la technologie en activités physiques et sportives ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 782) : avancées incontestables de ce projet de loi - Insuffisances en matière d'éducation physique et sportive à l'école - Rejet des amendements du groupe communiste - Abstention du groupe communiste et attente de la seconde lecture à l'Assemblée nationale.

– **Projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989** [n° **338** (**82-83**)] - **Suite de la discussion** - (17 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1745) : approbation du groupe communiste au dépôt de ce projet de loi - Opération « anti-Expo » - Absence de mesures concrètes dans le rapport pour la préparation de l'exposition - Refus de la création d'un établissement public industriel et commercial - Opposé au nom du groupe communiste aux conclusions de la commission spéciale - Favorable à la décision gouvernementale tendant à la tenue d'une Exposition universelle - Bicentenaire de la Révolution Française - Affirmation de la place et du rayonnement de la France dans le monde - Déclin de la région d'Ile-de-France - Transformation de Paris et de la banlieue en un vaste champ administratif et commercial - Déséquilibre au détriment des familles populaires - Favorable aux propositions gouvernementales concernant le choix des sites - Inconvénients du choix du site de Marne-la-Vallée - (p. 1746) : conséquences bénéfiques de la réussite de l'Exposition universelle pour le bâtiment, les travaux publics et pour l'emploi - Problème de l'hébergement des visiteurs - Construction de logements sociaux - Nécessité de prendre des mesures tendant à empêcher la spéculation sur les logements et les terrains - Transports nécessitant une réflexion concertée et priorité aux transports collectifs - Remise en état de l'ensemble du patrimoine culturel et artistique de Paris et de l'Ile-de-France - Appel aux artistes de toutes disciplines - Projets concernant le Gouvernement, la Ville de Paris et le conseil régional, mais également les conseils généraux des trois départements de la périphérie parisienne - **Art. 4** (p. 1758) : se déclare opposé à l'amendement n° 7 de M. Roger Romani, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article définissant les missions de l'établissement public) - **Art. 5** (p. 1761) : son amendement n° 30 : représentation des départements et des communes de la petite couronne au sein du conseil d'administration de l'établissement public ; retiré - **Après l'art. 1** (p. 1764) : soutient l'amendement n° 29 de M. Serge Boucheny (définition de la démarche, du contenu et des conditions qui doivent permettre la réussite de l'Exposition universelle) - **Art. 11** (p. 1766) : soutient l'amendement n° 31 de M. Serge Boucheny (prolongation des délais de sursis à statuer) - **Après l'art. 12** (p. 1766) : soutient l'amendement n° 33 de M. Serge Boucheny, (prise en compte dans le cadre des dispositions normales d'accord quant aux loyers des logements vacants depuis plus de dix-huit mois).

Deuxième lecture [n° **430** (**82-83**)] - (27 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2025) : débat au Sénat en première lecture - Soutien du groupe communiste au projet - Rayonnement de la France et prestige de Paris - Correction des effets néfastes de la politique de classe dans la capitale - Développement du potentiel industriel de Paris - Crainte de spéculation - (p. 2026) : aspects financiers : rigueur - Position des sénateurs communistes favorable au texte issu de l'Assemblée nationale et opposée aux conclusions du rapporteur.

– **Question au Gouvernement : plan de relance de l'industrie automobile** - (10 novembre 1983) - (p. 2823) : difficultés de l'industrie automobile française - Politique des constructeurs

tournée vers l'étranger - Nécessité d'un débat national sur l'avenir de l'industrie automobile française.

– Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier [n° 9 (83-84)] - Suite de la discussion - (18 novembre 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3065) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé au texte de ce projet de loi tel qu'il résulte des travaux du Sénat.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports - (2 décembre 1983) - (p. 3634) : jeunesse et sports - Sport à l'école et dans l'entreprise - Moyens extra-budgétaires et risque de désengagement de l'Etat - (p. 3635) : TVA sur les constructions sportives et articles de sport - Candidature de la France aux Jeux olympiques de 1992 - Localisation des grands équipements - Formation des cadres sportifs ; professorat de sport - Allègement des charges sociales des clubs - Développement des équipements légers de proximité - Votera ce budget.

Education nationale - (3 décembre 1983) - (p. 3714, 3715) : éducation physique et sportive, moyen de lutte contre l'inégalité et la ségrégation - Ecole élémentaire fondement d'une grande politique sportive - Nécessité de mettre au point un plan de formation pour les instituteurs en fonction - Insuffisante création de postes de professeurs d'éducation physique - Elaboration d'un plan pluriannuel permettant d'atteindre l'objectif des cinq heures de sport - Augmentation de 3 des crédits du « franc élève » - Augmentation souhaitée des subventions aux fédérations du sport scolaire et universitaire.

Services du Premier ministre - I - Services généraux : Information - (8 décembre 1983) - (p. 3935, 3936) : projet de loi sur la presse déposé par le Gouvernement à l'Assemblée nationale - Concentration excessive : groupe Hersant - Ordonnances de 1944 - Avenir des imprimeries Paul Dupont à Clichy, et Mont-Louis - Propositions complémentaires au projet de loi : suppression de l'article 39 *bis* du code général des impôts sur les exonérations accordées aux entreprises de presse ; taux de la TVA ; tarifs préférentiels d'affranchissement postal et de transport SNCF ; aide à l'investissement ; aide exceptionnelle aux journaux d'information régionaux ; aide sur le papier journal.

SCHMITT (Robert), sénateur de la Moselle (UREI).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (6 mai 1983) (p. 721).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (15 mai 1983) (p. 1083).

INTERVENTIONS

– Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance [n° 480 (81-82)] - (13 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 208) : nombre des épargnants, des personnels et des administrateurs bénévoles des caisses d'épargne - Rôle irremplaçable des caisses dans le financement des collectivités locales - Statut spécifique des caisses d'épargne d'Alsace et de Moselle - Situation économique et financière ; déficit du commerce extérieur ; déficit de la sécurité sociale ; politique fiscale ; création monétaire - Limitation du pouvoir d'achat et baisse de l'épargne - Economies réalisées sur l'enveloppe d'emprunt des collectivités locales - Rapport Ancian - Crise d'identité de l'institution ; perte du rôle de collecteur unique ou privilégié ; inadaptation face aux besoins de la clientèle - Nécessaire redéfinition de la mission des caisses d'épargne - Caractère schématique de cette proposition de loi ; détermination d'un cadre juridique et renvoi au domaine réglementaire de domaines essentiels tels que la collecte, l'emploi des ressources, le statut des personnels et la formation professionnelle - Dépôt d'amendements - **Art. 3** (p. 218) : soutient l'amendement n° 41 de M. Philippe de Bourgoing (suppression de l'obligation de création à l'échelon régional d'une société régionale de financement) - **Art. 9** (p. 230) : sur l'amendement n° 16 de M. Jean Cluzel, rapporteur (conditions de désignation des élus locaux et des déposants au sein du conseil de surveillance), soutient le sous-amendement n° 42 de M. Philippe de Bourgoing (représentation de membres élus à la majorité simple par certains conseillers pour compléter la représentation des déposants).

Suite de la discussion - (14 avril 1983) - **Art. 10** (p. 244) : sur l'amendement n° 20 de M. Jean Cluzel, rapporteur (missions du conseil d'orientation et de contrôle et relations à l'égard du directoire ou du directeur général unique), soutient le sous-amendement n° 43 de M. Philippe de Bourgoing (pouvoir d'initiative du conseil d'orientation et de contrôle).

– Question au Gouvernement : baisse de la production d'acier - (19 mai 1983) - (p. 936) : plan gouvernemental pour la sidérurgie - Capacité de production des produits longs - Train à fil monoveine prévu à Jœuf - Train universel à gros profilé de Gandrange - Emploi.

SCHUMANN (Maurice), sénateur du Nord (RPR) - Vice-président du Sénat jusqu'au 5 octobre 1983.

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé membre de la commission des finances (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à garantir la liberté de la presse (24 novembre 1983) (p. 3246).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (9 décembre 1983) (p. 4026).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1984 (12 décembre 1983) (p. 4084).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1983 (19 décembre 1983) (p. 4370).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification

de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales (20 décembre 1983) (p. 4429).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Culture** [n° **62, annexe 7 (83-84)**] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **366** (JO Débats 27 avril 1983) (p. 508) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **industrie** (accord CEE-Japon sur l'électronique).

n° **373** (JO Débats 4 mai 1983) (p. 586) à M. le ministre chargé de l'emploi : **handicapés (prestations et ressources)** (garantie de ressources des travailleurs handicapés).

n° **381** (JO Débats 12 mai 1983) (p. 820) à M. le ministre de l'économie : **plus-values (imposition des)** (changement de régime matrimonial : fiscalité) - Réponse de M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement (17 juin 1982) (p. 1788).

Questions orales avec débat :

n° **34** (15 avril 1983) (p. 315) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **électronique** (conséquences de l'accord conclu entre la commission des communautés européennes et le Japon, relatif à l'industrie électronique) - Retirée le 28 avril 1983 (p. 511).

n° **94** (26 octobre 1983) (p. 2452) à M. le ministre de l'industrie : **industrie textile** (attitude des communautés européennes à l'égard de l'industrie textile française) - Retirée le 9 décembre 1983 (p. 3967).

INTERVENTIONS

En qualité de président de séance

– **Décès d'un ancien sénateur**, M. Auguste Billiemaz (27 avril 1983) (p. 498).

– **Remplacement de M. René Tomasini**, décédé, par M. *Alain Pluchet*, en qualité de sénateur de l'Eure (10 mai 1983) (p. 728).

– **Remplacement de M. Antoine Andrieux**, décédé, par M. *Bastien Leccia* en qualité de sénateur des Bouches-du-Rhône (11 mai 1983) (p. 790).

– **Décès de M. André Fousson**, ancien sénateur (24 mai 1983) (p. 1022).

– **Décès de M. Pierre Sallenave**, sénateur des Pyrénées-Atlantiques, et de M. Pierre Patria, ancien sénateur (31 mai 1983) (p. 1227).

– **Hommage à une délégation du Parlement canadien** (31 mai 1983) (p. 1243).

– **Convocation du Parlement en session extraordinaire** pour le vendredi 1er juillet 1983 - (28 juin 1983) (p. 2056).

En qualité de sénateur

– **Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981** [n° **493 (81-82)**] - (6 avril 1983) - **Art. 2 A** (p. 84) : intervient sur l'amendement n° 11 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (responsabilité de l'Etat en cas de dommages causés à autrui dans l'exécution d'un travail d'intérêt général) - Sur cet amendement, intervient le sous-amendement n° 65 de M. Robert Badinter, ministre, (fixation de la responsabilité de l'Etat à la part qui incombe au condamné, au cas où plusieurs personnes ont concouru aux dommages) ; expérience du travail d'intérêt général dans le cadre de la procédure d'ajournement du prononcé de la peine.

Deuxième lecture [n° **257 (82-83)**] - (3 mai 1983) - **Art. 13** (p. 577) : sur l'amendement n° 39 de M. Robert Badinter, ministre (énumération des cas où les opérations de vérification d'identité peuvent donner lieu à la prise d'empreintes digitales ou de photographies), propose une modification rédactionnelle du sous-amendement n° 41 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (suppression des dispositions de cet amendement relatives à l'autorisation du procureur de la République à une prise d'empreintes ou de photographies).

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53 (82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - (4 mai 1983) - **Art. 1** (p. 621) : intervient sur l'élection au suffrage universel direct des membres des conseils régionaux ; établissement public ou collectivité locale - Visite du Président de la République dans la région Nord Pas-de-Calais ; brochure éditée à cette occasion par le conseil régional - (p. 622) : principe de cette élection au suffrage universel déjà adopté par le Parlement - Composition du conseil régional - Accroissement des pouvoirs des conseils régionaux et démocratisation nécessaire - (p. 623) : évolution des conseils régionaux : accroissement déjà acquis des pouvoirs et urgence de l'élection au suffrage universel.

– **Questions au Gouvernement : accord CEE Japon sur l'électronique - Avenir de Renault Douai** - (19 mai 1983) - (p. 938) : exportations japonaises - Prix de vente des magnétoscopes - Droits de douane - Risque de colonisation technologique de l'Europe.

– **Projet de loi relatif à l'augmentation de la quote-part de la France au Fonds monétaire international et à l'augmentation de sa participation aux accords généraux d'emprunt** [n° **26 (83-84)**] - (2 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2550) : demande d'une initiative de la Communauté économique européenne en vue de la stabilisation du cours des matières premières.

– **Projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit** [n° **486 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (4 novembre 1983) - **Art. 62** (p. 2646) : soutient l'amendement n° 1 de M. Christian Poncelet (mandat délivré par l'établissement de crédit, relatif à l'activité des intermédiaires en opérations de banque, y compris les agents des marchés interbancaires) - **Art. 63** (p. 2647) : soutient l'amendement n° 2 de M. Christian Poncelet (déclaration par les agents des marchés interbancaires de leur activité au comité des établissements de crédit ; modalités du contrôle de la Banque de France).

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 3** (p. 3134, 3136) : se déclare favorable aux amendements n° 45 de M. Paul Séramy (application du nouveau système de réduction d'impôt sur le revenu aux seuls travaux effectués et contrats de prêt souscrits après le 1er janvier 1984) et n° 34 de M. Stéphane Bonduel (contrats d'assurance vie en cours : possibilité d'option entre le régime antérieur de déduction du revenu imposable et le nouveau régime de réduction d'impôt) - Cas des rentes dites de survie souscrites au profit d'enfants handicapés - **Art. 4** (p. 3137) : se déclare favorable à

l'amendement n° 139 de M. Jacques Moutet (report au 1er janvier 1984 de l'aménagement du régime fiscal des dons aux organismes sans but lucratif) - Délai d'application nécessaire pour la production de pièces justificatives.

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Après l'art. 18** (p. 3199) : se déclare favorable à l'amendement n° 104 de M. Michel Miroudot (absence de prise en compte, dans les bases d'imposition pour le calcul de l'impôt sur les grandes fortunes, des monuments historiques ouverts régulièrement au public) - Contradiction entre la non prise en compte des antiquités et des objets de collection, pour le calcul de l'impôt sur les grandes fortunes, et la taxation des monuments historiques - (p. 3200) : Etat n'étant pas en mesure de prendre le relais - Exemple des salles du Musée du Louvre fermées en permanence.

Deuxième partie :

Culture - (7 décembre 1983) - Rapporteur spécial - (p. 3881) : progression du budget de la culture - Cas de la capitale - Dépenses ordinaires et en capital - Autorisations de programme - Dépôt d'amendements - Contraintes budgétaires - Développement culturel et secteur du livre - Situation de la Bibliothèque nationale (BN) - Conséquences du dépôt légal - Traitement informatisé de la production française - Bibliographie de la France - Patrimoine écrit - Patrimoine monumental et patrimoine muséographique - Rigueur et épargne - Ecart entre l'évaluation initiale et le coût réel des opérations - (p. 3882) : contrôle budgétaire - Analyse de la dépense publique - Associations subventionnées - Fonds d'intervention et subventions globales - Aide de la direction de la musique pour 800 associations ; rôle du contrôleur financier du ministère - Dépôt d'un amendement relatif à l'information du Parlement sur le détail des associations percevant des subventions sur les crédits du ministère de la culture et l'évolution de ces subventions - Bilan des avances sur recettes - Chiffre d'affaires de l'industrie du cinéma français - Mise en place de la quatrième chaîne - Canal Plus - Demandes des municipalités en matière de câblage - Théâtres nationaux - Budget de la direction des théâtres - Proportion entre les subventions et les ressources propres - (p. 3883) : rapport du contrôleur financier et de l'inspection générale sur le théâtre national de Chaillot, le théâtre national de l'Odéon, le théâtre national de l'Est Parisien (TEP) et le théâtre national de Strasbourg - Aide à la création audiovisuelle - Fonds de soutien aux industries de programme - Culture et économie - Institut de financement du cinéma et des industries culturelles - Aides de l'Etat et décentralisation culturelle - Cas de l'Opéra du Nord - Incidences financières du lancement de l'Opéra de la Bastille - Décentralisation lyrique - Grandes opérations et nécessité d'études préalables - Etat d'avancement de l'opération du parc de La Villette - (p. 3884) : interview donnée par M. Bernard Tschumi au journal *Le Monde* - Demande le dépôt d'un rapport par le Gouvernement devant le Parlement indiquant l'état de la réalisation des grandes opérations d'aménagement culturel en cours d'exécution - Dotations de décentralisation - Conventions culturelles - Création d'emplois culturels - Charges des grandes opérations d'aménagement culturel entreprises à Paris - Réduction du financement de la décentralisation culturelle - Parc de La Villette et Opéra de la Bastille - Mise en garde constructive et réfléchie - (p. 3888) : quatrième chaîne et Canal Plus - Gestion des comptes d'avances et de recettes - Subventions de recherche et apparence d'un pré-financement - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3902) : son amendement n° 194 : réduction des crédits du titre III relatifs aux mesures nouvelles destinées au fonctionnement du théâtre national de Chaillot, du théâtre national de l'Odéon, du théâtre national de l'Est parisien et du théâtre national de Strasbourg ; adopté - **Etat C** (p. 3904) : son amendement n° 195 : réduction des autorisations de programme et des crédits relatifs aux opérations du parc de La Villette et de l'Opéra de la Bastille ; adopté - **Après l'art. 105** *bis* (p. 3905) : son amendement n° 196 : dépôt par le Gouvernement devant le Parlement d'un rapport annexé au projet de loi de finances pour 1985 relatif aux associations recevant des subventions sur les crédits du ministère de la culture ; adopté - (p. 3906) : son amendement n° 197 : dépôt par le Gouvernement devant le Parlement d'un rapport annexé au projet de loi de finances sur les grandes opérations d'aménagement culturel ; adopté.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Art. 90** (p. 4049) : interrogation sur le bien-fondé des informations faisant état de difficultés croissantes concernant le rythme de rentrée des impôts - Risque d'aggravation de cette situation du fait de l'amendement de la commission des finances.

SCHWARTZENBERG (Roger-Gérard), *secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale* (nommé le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 25 mars 1983, p. 907].

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 368 de M. Adrien Gouteyron : **enseignement** (situation scolaire en Haute-Loire) (31 mai 1983) (p. 1234à 1236).

n° 407 de M. Jean Colin : **enseignement technique et professionnel** (insuffisance des places dans les LEP, notamment en région parisienne) (18 novembre 1983) (p. 3053).

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement, de M. Henri Belcour : situation dans les milieux médicaux** - (21 avril 1983) - (p. 413) : formation médicale et normes européennes - Concertation avec les étudiants en médecine - Introduction de mesures transitoires dans l'application de la réforme des études médicales - Examen de fin de second cycle - Filières de spécialité - (p. 414) : exigences de la santé.

– **Question au Gouvernement, de M. Gérard Delfau : rentrée scolaire** - (13 octobre 1983) - (p. 2303) : réussite de la rentrée 1983 : sondage réalisé par la Sofres - Effectifs et départition des enseignants - (p. 2304) : bilans inter régionaux - mutations - Préparation de la rentrée de 1984.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° 384 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (27 octobre 1983) - **Art. 2** (p. 2515) : s'oppose à l'amendement n° 77 de M. Paul Séramy, rapporteur (suppression de cet article relatif aux missions du service public de l'enseignement supérieur) - Définition de la diffusion de la culture - **Art. 3** (p. 2518) : son amendement n° 5 : habilitation à délivrer le titre d'ingénieur diplômé, après avis de la commission des titres d'ingénieurs instituée par la loi du 10 juillet 1934 ; devenu sans objet - Gouvernement favorable à la professionnalisation et à un équilibre naturel légitime entre une formation générale et une formation professionnelle - **Art. 4** (p. 2521) : attachement du Gouvernement à la place que doit tenir le français en tant que langue scientifique, et colloque international des Etats d'expression française tenu en Côte d'Ivoire du 20 au 22 octobre - **Art. 6** (p. 2522, 2523) : s'oppose aux amendements n° 81 de M. Paul Séramy, rapporteur (suppression de cet article relatif à la mission dévolue au service public de l'enseignement supérieur en matière de coopération internationale) et n° 193 de M. Adrien Gouteyron (accueil des étudiants étrangers en fonction des capacités d'accueil des services publics de l'enseignement supérieur et des accords de coopération) - **Art. 7** (p. 2524, 2525) : s'oppose à l'amendement n° 82 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article à la cohésion du service public de l'enseignement supérieur) et sur cet amendement, au sous-amendement n° 298 de M. Philippe de Bourgoing (rattachement ou intégration par décret d'un établissement à une université,

à la demande de son instance délibérante statuant à la majorité des deux tiers de ses membres).

Suite de la discussion - (8 novembre 1983) - **Art. 16** *(suite)* (p. 2735) : s'oppose à l'amendement n° 92 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à la formation des formateurs) - Ecoles normales d'instituteurs, établissements relevant de l'enseignement supérieur - **Art. 19** (p. 2736) : s'oppose à l'amendement n° 308 de M. Philippe de Bourgoing (maintien des universités existant à la date d'entrée en vigueur de la présente loi) - **Art. 20** (p. 2738) : s'oppose à l'amendement n° 100 de M. Paul Séramy, rapporteur (autonomie statutaire des universités) et, sur cet amendement, aux sous-amendements n° 398 de M. Adolphe Chauvin (préservation de l'autonomie des universités et prise en compte des problèmes spécifiques des facultés de droit) et n° 381 de M. Jean Arthuis (suppression du dernier alinéa de cet article relatif à la transmission des statuts au ministre chargé de l'éducation nationale) - **Art. 21** (p. 2739) : son amendement n° 15 : communication obligatoire des décisions ayant un caractère réglementaire ; devenu sans objet - **Art. 22** (p. 2740) : s'oppose à l'amendement n° 103 de M. Paul Séramy, rapporteur (suppression de cet article relatif aux divers types d'établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel régis par le titre III) - **Art. 23** (p. 2741) : son amendement n° 16 : services communs figurant dans la liste des composantes des établissements ; devenu sans objet - Sur l'amendement n° 105 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif aux composantes des universités), son sous-amendement n° 416 : création de services communs pour assurer le développement de la formation permanente ; statuts et structures des composantes de l'université ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 46 - **Art. 24** (p. 2743) : s'oppose aux amendements n° 364 de Mme Danielle Bidard (nouvelle rédaction de cet article relatif à l'administration de l'université afin de coordonner les différentes autorités chargées de l'administration) et n° 66 de M. Jacques Pelletier (administration de l'université assurée par les décisions du président de l'université, les délibérations du conseil d'administration et les propositions et avis du conseil scientifique) - (p. 2744) : attachement du Gouvernement au maintien du conseil des études et de la vie universitaire - **Art. 25** (p. 2747) : son amendement n° 17 : le président est assité d'un bureau élu sur sa proposition ; devenu sans objet - (p. 2748) : s'oppose à l'amendement n° 106 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif au choix du président de l'université ; à ses pouvoirs et à ses fonctions) - Nationalité française du président précisée dans l'article en réponse à M. Paul Girod.

– Projet de loi portant validation des mesures individuelles intéressant le corps des intendants universitaires et certains corps et emplois de l'administration scolaire et universitaire [n° 493 (82-83)] - (9 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2774) : annulation par le Conseil d'Etat des décrets n° 79-795 et n° 79-796 du 15 septembre 1979, portant statut particulier des corps de l'administration scolaire et universitaire - Projet visant à la validation rétroactive des actes individuels pris en application des textes annulés ; approbation par le Conseil d'Etat d'un nouveau projet de décret - (p. 2775) : avis favorable au projet de statut du comité technique paritaire ministériel - Classement indiciaire des attachés principaux d'administration universitaire et des attachés principaux d'administration scolaire et universitaire - Parité entre les attachés principaux d'intendance universitaire et les attachés principaux d'administration universitaire pour l'accès au corps des conseillers d'administration scolaire et universitaire ; liste d'aptitude - **Après l'art. unique** (p. 2776) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 1 de M. Paul Séramy, rapporteur (1° intégration d'attachés principaux d'administration universitaire dans le corps des conseillers d'administration scolaire et universitaire ; 2° parité des ex-intendants universitaires et des ex-attachés principaux dans le nouveau corps de l'administration scolaire et universitaire).

– Projet de loi sur l'enseignement supérieur [n° 384 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (15 novembre 1983) - **Art. 45** (p. 2844) : s'oppose à l'amendement n° 135 de M. Paul Séramy, rapporteur (entrée en vigueur d'un pouvoir de tutelle lorsque le fonctionnement de l'établissement public est compromis ; proportionnalité de l'action avec la gravité de la crise) - **Art. 46** (p. 2846) : accepte l'amendement n° 136 de M. Paul Séramy, rapporteur (modalités du contrôle administratif et financier envers les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel) - **Art. 23** *(suite)* : accepte l'amendement n° 105 de M. Paul Séramy, rapporteur (regroupement par les universités de diverses composantes ; création de services communs) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 416 : détermination des statuts et des structures internes des composantes de l'université ; retiré - (p. 2847) : orientation des étudiants - **Art. 47** (p. 2848) : s'oppose à l'amendement n° 138 de M. Paul Séramy, rapporteur (suppression de cet article relatif à la notion de communauté universitaire) - **Art. 48** (p. 2850) : s'oppose à l'amendement n° 140 de M. Paul Séramy, rapporteur (modalités de mise à disposition de locaux pour les étudiants afin de favoriser leur liberté d'information et d'expression) - **Art. 49** (p. 2851) : s'oppose à l'amendement n° 141 de M. Paul Séramy, rapporteur (action sociale en faveur des usagers du service public de l'enseignement supérieur ; aide directe, sécurité sociale, services médicaux et médecine préventive ; action sociale en faveur des personnels) - **Art. 51 A** (p. 2852) : s'oppose à l'amendement n° 143 de M. Paul Séramy, rapporteur (suppression de cet article relatif aux droits des personnels des établissements publics à caractère scientifique, culturel ou professionnel en matière de formation et d'action sociale) - **Art. 51** (p. 2853) : son amendement n° 174 : référence à la loi du 11 juin 1983 relative aux conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat ; intégration des agents non titulaires ; exclusion des contrats à durée indéterminée ; contrats à durée déterminée ; recrutement sur les emplois gagés ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 144 de M. Paul Séramy, rapporteur (conditions dans lesquelles les emplois des personnels permanents des établissements publics à caractère scientifique, culturel ou professionnel doivent être pourvus) - Décret de titularisation de 1983 - Rajeunissement des personnels - Fonctionnaires des collectivités locales - **Art. 52** (p. 2855) : son amendement n° 28 : recrutement des enseignants associés ou invités dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat ; devenu sans objet - Existence de deux corps d'enseignants - **Art. 53** : s'oppose à l'amendement n° 147 de M. Paul Séramy, rapporteur (suppression de cet article relatif aux fonctions des enseignants chercheurs) - **Art. 54** (p. 2858) : s'oppose à l'amendement n° 148 de M. Paul Séramy, rapporteur (modalités d'affectation des personnels enseignants aux universités et d'examen des questions individuelles relatives à la carrière des personnels ; modalités de recrutement ou de titularisation de non fonctionnaires ou de personnes étrangères et d'évaluation des activités des personnels enseignants) - **Après l'art. 54** (p. 2859) : s'oppose à l'amendement n° 394 de M. Jean Arthuis (existence de deux corps d'enseignants des universités ; professeurs des universités et maîtres de conférences ; habilitation à diriger des recherches ; intégration des maîtres assistants docteurs d'Etat dans le corps des professeurs) - **Art. 56** : s'oppose à l'amendement n° 149 de M. Paul Séramy, rapporteur (indépendance et liberté d'expression des enseignants et chercheurs) - **Art. 57** (p. 2861) : s'oppose à l'amendement n° 151 de M. Paul Séramy, rapporteur (suppression de cet article relatif à la participation des personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service à la gestion des établissements et à leur droit à la formation et à l'aide sociale) - **Art. 58** (p. 2862) : s'oppose à l'amendement n° 152 de M. Paul Séramy, rapporteur (modalités de nomination du secrétaire général et de l'agent comptable de chaque université ; voix consultative au conseil d'administration) - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements de M. Adolphe Chauvin, n° 400 (nomination du secrétaire général sur proposition du président de

l'université) et n° 399 (nomination de l'agent comptable sur avis du président de l'université) - **Art. 59** (p. 2863) : s'oppose à l'amendement n° 153 de M. Paul Séramy, rapporteur (suppression de cet article relatif aux fonctions des personnels des bibliothèques et de ceux des musées dépendant des établissements d'enseignement supérieur) - **Art. 60** : s'oppose à l'amendement n° 154 de M. Paul Séramy, rapporteur (suppression de cet article relatif aux obligations de service des personnels administratifs, techniciens, ouvriers et de service) - **Art. 61** (p. 2864) : son amendement n° 29 : attributions, composition et règles de fonctionnement du comité départemental de coordination de formations supérieures par décret en Conseil d'Etat ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 156 de M. Paul Séramy, rapporteur (suppression de cet article relatif à la création et au rôle du comité départemental de coordination des formations supérieures) - **Art. 62** (p. 2866) : s'oppose à l'amendement n° 157 de M. Paul Séramy, rapporteur (groupement des académies en régions universitaires ; création d'un comité régional de l'enseignement supérieur) - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements de M. Philippe de Bourgoing, n° 338 (suppression des dispositions de cet article relatives au groupement des académies en régions universitaires) et n° 339 (création d'un comité régional de l'enseignement supérieur et de la recherche) - **Art. 63** (p. 2867) : s'oppose à l'amendement n° 158 de M. Paul Séramy, rapporteur (composition et mission du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche) - (p. 2869) : s'oppose à l'amendement n° 159 de M. Paul Séramy, rapporteur (création et mission du comité national d'évaluation) - **Art. 65** (p. 2871) : s'oppose aux amendements n° 160 de M. Paul Séramy, rapporteur (suppression de cet article relatif à la création et à la mission d'une conférence des chefs d'établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel) et n° 286 de M. Adrien Gouteyron (création d'une conférence des présidents d'université ; composition et mission) - **Art. 66** (p. 2872) : son amendement n° 31 : mandat des présidents d'université et des directeurs d'établissement ou d'unité d'enseignement et de recherche ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 161 de M. Paul Séramy, rapporteur (modification des statuts des universités ; mandat des présidents d'université et des membres des conseils d'administration) - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements n° 341 de M. Philippe de Bourgoing (mise en accord des statuts avec les dispositions des décrets d'application de la présente loi pris à ce sujet) et n° 355 de M. Adolphe Chauvin (mandat des directeurs des instituts et écoles faisant partie des universités) - **Art. 67** (p. 2873) : son amendement n° 413 : conditions d'accès à diverses filières et détermination des règles du choix des diplômes ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 162 de M. Paul Séramy, rapporteur (suppression du caractère classant de l'examen de deuxième cycle des études médicales) - **Après l'art. 67** (p. 2874) : s'oppose à l'amendement n° 163 de M. Paul Séramy, rapporteur (regroupement des dispositions relatives à la médecine, à l'odontologie et à la pharmacie) - **Art. 67 *bis*** : s'oppose à l'amendement n° 164 de M. Paul Séramy, rapporteur (suppression de cet article relatif au dépôt par le Gouvernement sur le bureau des assemblées parlementaires d'un rapport sur l'application de cette loi et la mise en place des structures prévues pour développer de nouvelles formations) - **Art. 68** (p. 2876) : son amendement n° 32 : application de cette loi aux territoires d'outre-mer et dispositions dérogatoires en tant que de besoin par décret en Conseil d'Etat ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 168 de M. Daniel Millaud (attente de l'adoption d'une législation particulière relative à l'enseignement supérieur ; extension par des décrets en Conseil d'Etat après consultation des assemblées territoriales des dispositions de cette loi aux territoires d'outre-mer) - **Sur l'ensemble** (p. 2882) : durée d'examen du texte - Débat démocratique et dialogue entre le Gouvernement et le Sénat - Formations - Conditions d'admission au sein des établissements - Composition des conseils - Conseil des études universitaires - (p. 2883) : démocratisation, professionnalisation et autonomie des universités.

– **Question orale avec débat : questionnaires adressés aux élèves de certains lycées** - (18 novembre 1983) - (p. 3052) : questionnaires distribués à quelques élèves - Questionnaires distribués au lycée Molière de Paris, établis par l'Institut national de la recherche pédagogique à la demande du Haut conseil d'étude et d'information sur l'alcoolisme - Questionnaire distribué au lycée Corneille de Rouen établi avec l'accord du chef d'établissement et du conseil à la différence de celui de Lyon, établi par un professeur isolé - Questions posées à de grands adolescents et réponses facultatives - Projet d'action éducative (PAE) mis en place avec succès dans de nombreux établissements secondaires sur des sujets intéressants - (p. 3053) : incidents s'étant produits dans deux classes sur le total des établissements secondaires - Dernière rentrée scolaire satisfaisante et hommage aux maîtres de l'école publique.

SCHWINT (Robert), sénateur du Doubs (S).

NOMINATIONS

- Président de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis élu vice-président.

– Est nommé membre de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre (20 avril 1983) (p. 380).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (6 mai 1983) (p. 721).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (21 juin 1983) (p. 1818).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires anciens combattants d'Afrique du Nord [n° 32 (83-84)] (21 octobre 1983) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

INTERVENTIONS

– **Déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 214 (82-83)] - (6 avril 1983) - (p. 57) : intervient sur le rappel au règlement de M. *André Fosset*.

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** [n° 480 (81-82)] - (13 avril 1983) - **Art. 3** (p. 220) : se déclare défavorable à l'amendement n° 41 de M. Philippe de Bourgoing, soutenu par M. Robert Schmitt (suppression de l'obligation de création à l'échelon régional d'une société régionale de financement) - **Rappel au règlement** en sa qualité de président de la commission des affaires sociales : conditions d'examen du texte - Durée des interventions - **Art. 9** (p. 229) : modalités de déroulement des travaux parlementaires.

– **Projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale** [n° 223 (82-83)] - (19 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 954) : tradition humaniste de la gauche française - Prise en compte des réalités économiques - Tradition de l'économie sociale en Franche-Comté ; exemple de Besançon - Cite les noms de Charles Fourier,

Pierre Proudhon et Victor Considérant - (p. 955) : sociétés coopératives ouvrières - Mesures d'accompagnement fiscales ou financières - Représentation de l'économie sociale au sein des comités économiques et sociaux régionaux - Création d'un compte spécifique à l'économie sociale - Position favorable sur ce texte.

– **Question au Gouvernement : conflits sociaux dans les établissements hospitaliers** - (19 mai 1983) - (p. 941) : grèves - Concertation avec les médiateurs - Notion de service minimum - Trésorerie et équilibre budgétaire des établissements - Taux d'occupation des lits.

– **Projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989** - *Nouvelle lecture* [n° **460 (82-83)**] - (29 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2108) : raccourcissement de la durée des débats et étude du règlement.

– **Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le IXe Plan (première loi de plan)** - *Nouvelle lecture* [n° **474 (82-83)**] - (30 juin 1983) - **Art. unique** (p. 2156) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 1 de M. Bernard Barbier, rapporteur.

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural, relatives aux caisses de mutualité sociale agricole** [n° **502 (82-83)**] - (18 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2331) : maintien de la spécificité de la mutualité sociale agricole - Amélioration de la représentation des salariés - (p. 2332) : comparaison entre l'effort contributif des diverses catégories et leur représentation dans les instances élues ; nouvelle répartition des sièges - Concertation - Au nom du groupe socialiste, demande l'adoption du projet.

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier** [n° **9 (83-84)**] - (17 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2986) : réformes sociales entreprises depuis 1981 - Préparation de l'hôpital à l'avenir - Difficultés d'application de la loi de 1970 - Regroupement d'établissements voisins géographiquement - Organisation des syndicats interhospitaliers - Départementalisation : fonctionnement ; délai de mise en place - Election du chef de département - Conseils de département - Qualité du personnel soignant et de service - Statut du personnel infirmier - (p. 2987) : attributions du directeur de l'hôpital - Gestion rationnelle des établissements.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I - Services généraux - (29 novembre 1983) - (p. 3458) : hommage à la politique du Gouvernement en matière des droits de la femme - Rôle des déléguées régionales - Formation professionnelle permettant de relever le défi de la nouvelle révolution technologique - Progression des crédits de la formation - Participation des régions à l'effort de formation et nécessité de leur accorder les ressources nécessaires correspondant aux compétences transférées - Nécessité d'assurer une bonne formation des formateurs - (p. 3459) : amélioration et diffusion des informations sur la formation - Politique nécessitant une connaissance approfondie du marché du travail - Au nom du groupe socialiste se déclare favorable à l'adoption du budget de la formation professionnelle.

Culture - (7 décembre 1983) - (p. 3891) : politique culturelle et cas des municipalités ayant changé de tendance politique - Privilégiés de la culture et tiers-monde culturel - Volonté de la gauche de développer la création artistique et la formation - Recherche scientifique - Abandon du projet d'exposition universelle de 1989 - Développement des industries de la culture - Ouverture de la culture vers de nouveaux publics - Capacité de production de l'industrie cinématographique - Fonds de soutien aux industries de programme audiovisuel - Politique globale de culture scientifique et technique - Formation professionnelle et pré-professionnelle dans le domaine musical - Création musicale et danse - (p. 3892) ; politique culturelle menée à Besançon - Association des collectivités locales à la réalisation des objectifs - Décentralisation - Dotation culturelle - Signature par la ville de Besançon d'une convention avec l'Etat : formation, création et diffusion culturelle ; valorisation du patrimoine technique - Conséquences de cette opération - Valorisation de l'expression théâtrale - Association francomtoise de culture - Projet du musée social de l'horlogerie - Vote de ce budget.

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° **126 (83-84)**] - (20 décembre 1983) - **Art. 3** *bis* (p. 4454) : se déclare opposé à l'amendement n° 5 de M. Louis Boyer, rapporteur (validation de la convention nationale de 1980 : suppression du paragraphe III portant application de cet article à compter du 1er juillet 1980) - **Art. 13** (p. 4459) : remerciements à la commission des affaires sociales pour l'adoption de l'amendement n° 18 de M. Louis Boyer, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à la validation pour le régime d'assurance vieillesse des périodes de perception de l'indemnité de soins aux tuberculeux) - Anciens combattants tuberculeux - Concertation nécessaire pour l'élaboration du décret d'application.

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier** - *Nouvelle lecture* [n° **166 (83-84)**] - (21 décembre 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** - (p. 4503) : groupe socialiste favorable à un délai de cinq ans - Idée de la départementalisation émise au temps de M. Barrot - Possibilité pour les hôpitaux d'améliorer les services rendus aux malades - Au nom du groupe socialiste se déclare opposé au texte tel qu'il ressort des délibérations du Sénat.

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° **171 (83-84)**] - (22 décembre 1983) - **Vote sur l'ensemble** (p. 4550) : rejet par l'Assemblée nationale des conclusions de la commission mixte paritaire relative à la démocratisation du secteur public.

– **Projet de loi définissant les moyens d'exécution du IXe Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan)** - *Nouvelle lecture* [n° **181 (83-84)**] - (22 décembre 1983) - **Art. 3** (p. 4568) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé aux amendements de suppression de M. Bernard Barbier, rapporteur - Action positive de l'opposition sénatoriale.

SEMPE (Abel), sénateur du Gers (apparenté au groupe GD).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **153** (JO Débats 10 février 1983) (p. 225) à Mme le ministre de l'agriculture : **industrie agro-alimentaire** (attribution de prêts participatifs au bénéfice des sociétés alimentaires) - Caduque le 22 mars 1983 (2 avril 1983) (p. 3).

n° **154** (JO Débats 10 février 1983) (p. 225) à Mme le ministre de l'agriculture : **viticulture** (situation des vignerons de l'armagnac) - Caduque le 22 mars 1983 (2 avril 1983) (p. 3).

n° **19** (2 avril 1983) (p. 5) à M. le ministre de l'agriculture : **sociétés** (attribution de prêts participatifs au bénéfice des sociétés alimentaires).

n° **20** (2 avril 1983) (p. 5) à M. le ministre de l'agriculture : **alcools** (situation des vignerons de l'armagnac).

n° **73** (5 juillet 1983) (p. 2177) à M. le ministre de l'agriculture : **calamités agricoles** (mesures envisagées par le Gouvernement à la suite des intempéries dans le département du Gers).

SERAMY (Paul), sénateur de la Seine-et-Marne (UCDP).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis élu vice-président.

– Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Est nommé membre de la commission supérieure des sites (7 juin 1983) (p. 1426).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi interdisant certains appareils de jeux (27 juin 1983) (p. 2012).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur (17 novembre 1983) (p. 2996).

DÉPÔTS

Avis déposé, au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi [n° **53 (82-83)**] déposée par M. Paul Girod et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (urgence déclarée) [n° **277 (82-83)**] (27 avril 1983) - **Collectivités locales.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à pallier la crise énergétique dans le domaine de l'habitat en favorisant la diversification des modes de chauffage et en réglementant les procédés de ventilation [n° **391 (82-83)**] (24 juin 1983) - **Amélioration de l'habitat.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° **384 (82-83)**] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, sur l'enseignement supérieur [n° **19 (83-84)**] (13 octobre 1983) - **Enseignement supérieur et post-baccalauréat.**

Rapport fait, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° **493 (82-83)**] portant validation des mesures individuelles intéressant le corps des intendants universitaires et certains corps et emplois de l'administration scolaire et universitaire [n° **33 (83-84)**] (25 octobre 1983) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Enseignement scolaire** [n° **63, tome IV (83-84)**] (21 novembre 1983).

Rapport fait, au nom de la commission mixte paritaire, sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur [n° **86 (83-84)**] (1er décembre 1983) - **Enseignement supérieur et post-baccalauréat.**

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi [n° **125 (83-84)**] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, sur l'enseignement supérieur [n° **129 (83-84)**] (14 décembre 1983) - **Enseignement supérieur et post-baccalauréat.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **313** (JO Débats 17 février 1983) (p. 255) à M. le Premier ministre : **sports** (avenir de la fédération équestre) - Réponse de Mme Edwige Avice, ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports (26 avril 1983) (p. 469, 470).

n° **444** (JO Débats 7 décembre 1983) (p. 3859) à M. le ministre des affaires sociales : **hôpitaux** (moyens envisagés pour poursuivre l'humanisation des hôpitaux).

Questions orales avec débat :

n° **155** (17 février 1983) (p. 255) à M. le Premier ministre : **sports** (développement de la pratique des sports équestres) - Caduque le 22 mars 1983 (2 avril 1983) (p. 3).

n° **18** (2 avril 1983) (p. 4) à M. le Premier ministre : **sports** (développement de la pratique des sports équestres) - Retirée le 17 mai 1983 (p. 864).

n° **63** (25 mai 1983) à M. le ministre de l'agriculture : **élevage** (politique du Gouvernement pour l'élevage des chevaux) - Discutée le 10 juin 1983 (débat commun) (p. 1551 et suivantes).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles** [n° **23 (82-83)**] - (20 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 376) : nécessité d'une réforme ajustant le cadre institutionnel aux réalités actuelles - Fiabilité de la loi Boscher - Disparités entre les villes nouvelles - Cas de Melun Sénart - Texte ne répondant pas aux exigences locales - (p. 377) : absence de concertation - Retour vers le droit commun de l'administration territoriale, souhait de tous les maires - Confirmation souhaitée de l'absence d'un désengagement de l'Etat - Droit commun et décentralisation - Inégalité des prestations offertes et absurdité frontalière au sein d'une même commune - Favorable au rétablissement de l'unité du territoire communal, au rapprochement de la gestion des équipements des administrés, au maintien d'un organe intercommunal et à une péréquation de la taxe professionnelle - Création d'une communauté d'agglomération nouvelle contraire aux nécessités de l'autonomie communale - Impossibilité pour une commune de se retirer de la ville nouvelle - Modification du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) souhaitable avant celle du périmètre d'urbanisation - Urbanisation du secteur 3 de Marne-la-Vallée possible avec l'accord des communes concernées - Choix de la contrainte et d'un nouveau statut provisoire - Interrogation sur la possibilité des nouvelles structures proposées, de faire face à la dette contractée par les organismes tiers et la gestion des équipements de demain.

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod,** fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53(82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - (4 mai 1983) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 597) : cite l'adresse de Fontanes à Napoléon 1er - Difficulté de la décentralisation du système éducatif français - Spécificité du corps enseignant - (p. 598) : absence de mesures relatives à la décentralisation des personnels et à la pédagogie - Alourdissement des dépenses d'éducation depuis 1945 - Propositions du Gouvernement : transfert de charges sans transfert des pouvoirs de décision - Propositions de la commission des affaires culturelles : transferts par blocs de compétences ; transferts de charges et transferts de

ressources ; prise en compte des charges induites ; autonomie des collectivités territoriales - Amendement proposé à l'article 23, relatif aux conseils de l'éducation - Etablissements scolaires : construction ; fonctionnement - Etat du patrimoine immobilier - Répartition des charges des écoles pré-élémentaires et élémentaires à fréquentation intercommunale ; participation ou non aux charges d'investissement - (p. 599) : fréquentation intercommunale des écoles du premier degré et participation aux charges de fonctionnement ; rôle du conseil départemental de l'éducation - Environnement et action culturelle : reprise des dispositions du projet de loi n° 409 - Clarification - Amendements de la commission des affaires culturelles.

Suite de la discussion - (5 mai 1983) - Rapporteur pour avis - **Après l'art. 13** (p. 643) : sur l'amendement n° 24 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (dispositions de l'article 12 relatif aux transports scolaires adaptées ultérieurement à la région d'Ile-de-France), son sous-amendement n° 194 : adaptation de ces dispositions aux départements de la région d'Ile-de-France de la compétence du syndicat des transports parisiens ; adopté - **Art. 23** (p. 652) : son amendement n° 8 : modalités de composition des conseils de l'éducation et nature de leurs attributions ; adopté - **Art. 24** (p. 656) : son amendement n° 9 : en matière de carte scolaire, pouvoirs différenciés selon les niveaux d'enseignement concernés et la collectivité territoriale responsable ; adopté - **Art. 25** (p. 662) : son amendement n° 10 : transfert définitif des charges des établissements scolaires de l'Etat vers les collectivités territoriales, notamment les groupements de communes ; adopté - **Art. 27** (p. 667) : son amendement n° 11 : contribution de la commune de résidence des élèves des écoles maternelles et des classes élémentaires aux dépenses de fonctionnement engagées par les communes d'accueil ; à défaut d'accord, contribution déterminée par le conseil départemental de l'éducation ; rejeté - **Art. 30** (p. 670) : son amendement n° 12 : intervention du maire relative à la modification des heures d'entrée et de sortie limitée aux seules écoles pré-élémentaires et élémentaires ; adopté.

Suite de la discussion - (6 mai 1983) - Rapporteur pour avis - **Art. 49** (p. 695) : ses amendements n° 13 : obligation faite au conseil municipal de proposer un itinéraire de substitution lorsque le chemin est inscrit sur le plan départemental des itinéraires de promenades et de randonnées ; adopté ; et n° 14 ; utilisation de la taxe départementale d'espaces verts par le conseil général pour acquérir ou entretenir des chemins inscrits sur le plan départemental ; adopté - **Après l'art. 49** (p. 696) : accepte l'amendement n° 68 de M. Gaston Defferre, ministre (conditions de création des zones de protection en matière d'environnement) - **Art. 50 :** s'oppose à l'amendement n° 171 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Pierre Lacour (obligation pour les communes, les départements et les régions de consacrer un pourcentage du montant de l'investissement, à l'occasion de l'adoption de leur budget, à fixer l'insertion d'oeuvres d'art) - **Art. 51** (p. 697) : son amendement n° 15 : nature des compétences en matière d'organisation et de financement des bibliothèques centrales de prêt transférées aux départements ; nomination et rémunération du personnel scientifique par l'Etat ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 69 de M. Gaston Defferre, ministre (transfert des bibliothèques centrales de prêt aux départements) - **Art. 52** (p. 698) : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Gaston Defferre, ministre (1° organisation et financement par les communes des bibliothèques municipales ; contrôle technique de l'Etat ; 2° suppression du 4e alinéa et cet article relatif au classement des bibliothèques) - **Art. 53 :** s'oppose à l'amendement n° 172 de M. Claude Mont, soutenu par M. Pierre Lacour (suppression du contrôle technique) - **Art. 54** (p. 699) : accepte l'amendement n° 72 de M. Gaston Defferre, ministre (précisions concernant les compétences respectives de l'Etat et des collectivités locales en matière d'enseignement musical) - **Après l'art. 54 :** son amendement n° 16 : article additionnel relatif aux établissements publics d'enseignement des arts plastiques ; adopté - **Art. 55** (p. 700) : son amendement n° 17 : exercice par l'Etat d'un contrôle technique sur l'activité du personnel scientifique et technique des communes, départements et régions ; adopté - **Art. 56 :** accepte l'amendement n° 75 de M. Gaston Defferre, ministre (obligation pour les services de l'Etat de déposer leurs archives auprès des services départementaux).

– Projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques [n° 264 (82-83)] - (17 mai 1983) - **Art. 2** (p. 852) : sur l'amendement n° 6 de M. Jacques Mossion, rapporteur (incompatibilités concernant les commissaires enquêteurs), son sous-amendement n° 23, soutenu par M. Paul Pillet : personnes possédant un intérêt matériel ou moral à une opération soumise à enquête écartées de la fonction de commissaire enquêteur ; retiré - **Art. 6** (p. 855) : son amendement n° 20, soutenu par M. Paul Pillet : appréciation laissée aux juridictions administratives en matière de sursis à exécution ; adopté.

– Questions orales avec débat jointes : politique agricole - (10 juin 1983) - (p. 1564) : interrogation des éleveurs de chevaux : reconnaissance nécessaire comme exploitants agricoles et bénéfice des dispositions en matière de prêts du Crédit agricole, d'indemnisation des calamités et d'aides au maintien du revenu - Mesures fiscales : amortissement dégressif ; classement parmi les immobilisations et suppression des provisions, dépenses d'exploitation ; assouplissement au titre de l'impôt sur les grandes fortunes (IGF) - Calcul de la TVA - Rapport de la Cour des comptes sur l'administration des haras - Réorganisation du marché des chevaux lourds et relance de la production - Spécificité de la production chevaline au sein de l'Office interprofessionnel des viandes - Cas des propriétaires de chevaux de course : gains et pertes ; rapport du Conseil supérieur de l'équitation ; assujettissement aux signes extérieurs de richesse - Exode des chevaux de sang et aménagement nécessaire de la fiscalité - Prélèvement de l'Etat sur les paris - Intérêt de l'immobilisation dès la naissance pour les ventes de chevaux - Ponction budgétaire opérée sur le service des haras - Développement de la pratique équestre ; exemple des enfants handicapés - Eleveurs de chevaux de selle : recherche pour la promotion d'un cheval de randonnée - TVA sur les leçons d'équitation et incidence pour les clubs - Elevage du cheval lourd : reconnaissance de l'association nationale interprofessionnelle de la viande chevaline - Groupe sénatorial d'étude du cheval - (p. 1565) : importations de viande de cheval d'Espagne et du Maghreb - Mesures annoncées en 1981 en faveur de l'élevage - Projet d'informatisation du pari mutuel urbain (PMU) -Information du public sur le sport équestre ; action nécessaire du ministère.

– Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat - *Nouvelle lecture* **[n° 480 (82-83)]** - (6 juillet 1983) - **Discussion générale** (p. 2215) : fervent partisan de la décentralisation - Texte dénaturé par l'Assemblée nationale - Suppression des garanties financières - Transferts excessifs des charges pour les collectivités locales (établissements scolaires) - (p. 2216) : coopération intercommunale - Défavorable au texte.

– Projet de loi sur l'enseignement supérieur [n° 384 (82-83)] - (26 octobre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2465) : prudence nécessaire dans la réforme de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 - (p. 2466) : inopportunité de la réforme - Rédaction du projet - Université et grandes écoles - Egalitarisme ou sélection - Remise en cause de l'autonomie des universités - Carte des formations supérieures et de la recherche - Régression - Définition et articulation des premier et deuxième cycles - (p. 2467) : notion de filière - Entrée dans le deuxième cycle - Organisation des établissements d'enseignement supérieur et répartition des pouvoirs au sein des conseils d'université - Multiplication des conseils et comités - Composition du conseil d'administration : personnalités extérieures, enseignants, étudiants, autres personnels - Collège unique pour les professeurs, maîtres-assistants et

assistants - Amendements de la commission des affaires culturelles : nécessité et modalités de la sélection - (p. 2468) : professionnalisation des filières supérieures - Diversité des enseignements - Spécificité des grandes écoles et progrès de la diversification au sein de l'université - Sauvegarde nécessaire du secteur sélectif de l'enseignement supérieur : grandes écoles, grands établissements, instituts universitaires de technologie (IUT), études médicales - Contrats d'établissement - Risque d'exode des cerveaux - Prix Nobel d'André Guillermin et Gérard Debreu - Nécessité d'un consensus.

Suite de la discussion - (27 octobre 1983) - Rapporteur - **Art. 1 et art. additionnel** (p. 2512) : son amendement n° 76 : nouvelle rédaction de cet article relatif à la mission des établissements publics d'enseignement supérieur ; adopté - **Art. 2** (p. 2514) : son amendement n° 77 : suppression de cet article relatif aux missions du service public de l'enseignement supérieur ; adopté - (p. 2515) : interrogation sur la définition de « la diffusion de la culture » - Diffusion de la culture, rôle imprescriptible des enseignants - **Art. 3** (p. 2516) : recherche scientifique et transmission des connaissances, vocation fondamentale des universités - Commission favorable au principe de la professionnalisation - Validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels, en vue d'accéder aux différents niveaux de l'enseignement supérieur - Confirmation de l'autonomie des établissements - Absence d'opposition à l'accès des non bacheliers à l'enseignement supérieur - (p. 2517) : son amendement n° 78 : nouvelle rédaction de cet article maintenant le système actuel de délivrance du titre d'ingénieur et le rôle de la commission des titres conservant les principes de la validation des acquis personnels, de l'autonomie des universités et de la professionnalisation de l'enseignement supérieur ; adopté - (p. 2519) : sur son amendement n° 78, accepte les sous-amendements de M. Adrien Gouteyron, n° 188 (prise en compte par les établissements d'enseignement supérieur, dans les formations qu'ils dispensent, des possibilités futures d'emplois pour leurs étudiants), n° 342 (possibilité ouverte aux mères de famille et aux personnes chargées de famille d'entrer dans les établissements d'enseignement supérieur et bénéfice des dispositions prévues par la loi du 1er juillet 1980) et le sous-amendement n° 396 de M. Jean Arthuis (maintien du rôle et de la composition de la commission des titres d'ingénieurs instituée par la loi du 10 juillet 1934) - **Art. 4** (p. 2520) : son amendement n° 79 : nouvelle rédaction de cet article reprenant les termes retenus dans la loi d'orientation et de programmation pour la recherche, ainsi que les dispositions des articles 5 et 18 relatives aux activités commerciales des établissements, aux prises de participation et aux créations de filiales ; adopté - Fragilité de la recherche française confirmée par le livre de M. Laurent Schwartz : « Pour sauver l'université » - (p. 2521) : sur son amendement n° 79 s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 377 de M. Jean Arthuis (promotion du français comme langue scientifique) - **Art. 5** (p. 2521) : son amendement n° 80 : suppression de cet article relatif aux missions du service public de l'enseignement supéreur ; adopté - **Art. 6** (p. 2522) : son amendement n° 81 : suppression de cet article relatif à la mission dévolue au service public de l'enseignement supérieur en matière de coopération internationale ; adopté - **Art. 7** (p. 2524) : son amendement n° 82 : nouvelle rédaction de cet article relatif à la cohésion du service public de l'enseignement supérieur ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 298 de M. Philippe de Bourgoing (rattachement ou intégration par décret d'un établissement à une université, à la demande de son instance délibérante statuant à la majorité des deux tiers de ses membres) - **Art. 8** (p. 2525, 2526) : son amendement n° 83 : création d'une commission interministérielle de prospective et d'orientation, disposant des informations que lui fournissent les organismes publics compétents, les organisations professionnelles et la commission nationale de planification ; adopté.

Suite de la discussion - (8 novembre 1983) - Rapporteur - **Art. 9** (p. 2707) : son amendement n° 84 : extension des dispositions de la présente loi aux établissements qui ne relèvent pas de la tutelle du ministère de l'éducation nationale ; adopté - **Intitulé du titre II** (p. 2708) : son amendement n° 85 : nouvel intitulé du titre II : « Les principes applicables aux universités » ; adopté - **Art. 10** : son amendement n° 86 : application de la présente loi limitée aux seules universités ; adopté - **Art. 11** (p. 2709) : son amendement n° 87 : principe de l'autonomie pédagogique et scientifique des établissements ; adopté - (p. 2710) : extension du droit de sélectionner les étudiants à l'ensemble de l'enseignement supérieur - Garantie d'accès à l'enseignement supérieur de tous les bacheliers - Contrat pour chaque université avec le ministère de l'éducation - **Art. 12 et art. additionnels** (p. 2712) : son amendement n° 88 : nouvelle rédaction de cet article relatif au contenu et aux conditions d'accès du premier cycle ; adopté - (p. 2713) : garantie d'accès de tout bachelier à l'enseignement supérieur accordée dans le cadre des contrats d'établissements - (p. 2714) : sur son amendement n° 88, s'oppose au sous-amendement n° 301 de M. Philippe de Bourgoing, (conditions d'accès de tout bachelier dans les universités de la région où il a sa résidence au moment où il formule sa demande) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 300 du même auteur (suppression du dernier alinéa relatif aux clauses des contrats d'établissements fixant le nombre minimum d'étudiants étrangers accueillis par l'université contractante) - (p. 2717) : accepte l'amendement n° 64 de M. Jacques Pelletier (conditions d'admission arrêtées par les établissements) - **Art. 13** (p. 2719) : son amendement n° 89 : suppression de cet article relatif au contenu et aux conditions d'accès au deuxième cycle ; adopté - **Art. 14** (p. 2720) : son amendement n° 90 : suppression de cet article relatif au troisième cycle ; adopté - Unification des doctorats complétée par l'instauration d'une procédure d'habilitation à diriger des recherches - Doctorat unique - **Après l'art. 14** (p. 2722) : s'oppose à l'amendement n° 365 de Mme Danielle Bidard (aptitude à diriger des recherches sanctionnée par une habilitation) - **Art. 15** : son amendement n° 91 : nouvelle rédaction de cet article relatif aux diplômes nationaux ; adopté - (p. 2724) : sur son amendement n° 91, accepte les sous-amendements de M. Jean Arthuis n° 378 (article ne concernant que les diplômes universitaires) et n° 379 (maintien du régime actuel des conventions entre universités et établissements privés) - Sur ce même amendement, accepte le sous-amendement n° 402 de M. Adrien Gouteyron (conditions d'acquisition du titre de docteur) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 303 de M. Philippe de Bourgoing (insertion de la maîtrise dans la liste des diplômes nationaux) - **Art. 16** (p. 2727) : propose la suppression de cet article - (p. 2729) : demande la réserve de la discussion de l'article 16 - **Art. 17** (p. 2730) : son amendement n° 93 : suppression de cet article relatif à la carte des formations supérieures et de la recherche ; adopté - **Art. 18** (p. 2732) : son amendement n° 96 : nouvelle rédaction de cet article relatif à la création d'une nouvelle catégorie d'établissements publics et tendant à garantir l'autonomie des universités ; rejeté - (p. 2733) : sur son amendement n° 96, accepte les sous-amendements n° 305 de M. Philippe de Bourgoing (possibilité pour les universités d'avoir une vocation dominante), n° 408 de M. Adolphe Chauvin (maintien de l'autonomie des unités d'enseignement et de recherche dans le cadre des activités inter-disciplinaires organisées par les universités) - et n° 42 de M. Stéphane Bonduel (organisation d'une année universitaire arrêtée au plus tard le 1er avril précédant la rentrée) - Sur ce même amendement, s'oppose au sous-amendement n° 380 de M. Jean Francou (suppression du dernier alinéa de cet article relatif à la conclusion des contrats d'établissement) - **Après l'art. 18** (p. 2734) : son amendement n° 97 : article additionnel tendant à renforcer l'autonomie administrative et financière des unités de formation et de recherche, de médecine, d'odontologie et de pharmacie ; adopté - **Art. 16** *(suite)* (p. 2735) : son amendement n° 92 : nouvelle rédaction de cet article relatif à la formation des formateurs ; adopté - Interrogation sur la dépendance des écoles normales dans la loi sur les

compétences - **Art. 19** (p. 2736) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 308 de M. Philippe de Bourgoing (maintien des universités existant à la date d'entrée en vigueur de la présente loi) - **Art. 20** (p. 2738) : son amendement n° 100 : autonomie statutaire des universités ; adopté - Sur cet amendement s'oppose au sous-amendement n° 398 de M. Adolphe Chauvin (préservation de l'autonomie des universités et prise en compte des problèmes spécifiques des facultés de droit) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 381 de M. Jean Arthuis (suppression du dernier alinéa de cet article relatif à la transmission des statuts au ministre chargé de l'éducation nationale) - **Art. 21** (p. 2739) : son amendement n° 101 : présence du recteur ou de son représentant aux séances des conseils d'administration ; adopté - **Art. 22** (p. 2740) : son amendement n° 103 : suppression de cet article relatif aux divers types d'établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel régis par le titre III ; adopté - **Art. 23** (p. 2741) : son amendement n° 105 : nouvelle rédaction de cet article relatif aux composantes des universités ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 46 - (p. 2743) : demande la réserve de l'article 23 jusqu'après l'examen de l'article 46 - **Art. 24** (p. 2743) : s'oppose à l'amendement n° 364 de Mme Danielle Bidard (nouvelle rédaction de cet article relatif à l'administration de l'université afin de coordonner les différentes autorités chargées de l'administration) et accepte l'amendement n° 66 de M. Jacques Pelletier (administration de l'université assurée par les décisions du président de l'université, les délibérations du conseil d'administration et les propositions et avis du conseil scientifique) - **Art. 25** (p. 2745) : son amendement n° 106 : nouvelle rédaction de cet article relatif au choix du président de l'université, à ses pouvoirs et à ses fonctions ; adopté - Choix du président parmi les professeurs en exercice dans l'université - (p. 2746) : bureau élu sur proposition du président et l'assistant - (p. 2747) : sur son amendement n° 106, accepte le sous-amendement n° 309 de M. Philippe de Bourgoing (élection du président de l'université par un collège électoral comprenant les membres du conseil d'administration et ceux du conseil scientifique) (p. 2750) : arrêt du conseil d'Etat décidant que le président ne pouvait être que français.

Suite de la discussion - (9 novembre 1983) - Rapporteur - **Art. 27** (p. 2756) : son amendement n° 107 : augmentation de la représentation des enseignants dans le conseil d'administration ; adopté - (p. 2757) : sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 404 de M. Adrien Gouteyron (représentation des professeurs) - S'oppose aux sous-amendements n° 314 à 318 de M. Philippe de Bourgoing (représentation majoritaire des enseignants), et sur le même objet, à l'amendement n° 313 du même auteur - **Art. 27** *bis* (p. 2759) : son amendement rédactionnel n° 108 ; adopté - Sur cet amendement s'oppose au sous-amendement n° 319 de M. Philippe de Bourgoing (représentation des étudiants désignés par leurs représentants au conseil d'administration statuant en matière disciplinaire) - **Art. 28** (p. 2761) : son amendement n° 109 : composition du conseil scientifique de l'université ; adopté - **Art. 30** (p. 2765) : son amendement n° 112 : conseil des unités de formation et de recherche (UFR) ; adopté - (p. 2766) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 323 de M. Philippe de Bourgoing (composition des conseils d'UFR) ; sur le même objet accepte le sous-amendement n° 405 de M. Adrien Gouteyron ; accepte le sous-amendement n° 409 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis (définition par les UFR de leur politique de formation et de recherche) - **Après l'art. 30** (p. 2768) : son amendement n° 113 : dispositions relatives aux unités de formation et de recherche de médecine, d'odontologie et de pharmacie ; adopté - (p. 2769) : s'oppose au sous-amendement n° 330 de M. Philippe de Bourgoing (autonomie administrative des UFR de droit) - **Art. 31** : son amendement n° 114 : nomination par le ministre de l'éducation nationale des directeurs des instituts ou des écoles faisant partie des universités ; adopté - (p. 2770, 2771) : Instituts universitaires de technologie (IUT) - (p. 2772) : présidents des IUT - **Art. 32 à 34** (p. 2799, 2800) : ses amendements n° 116, 117 et 118 : suppression de ces articles relatifs au régime juridique et à l'organisation des instituts et écoles extérieurs aux universités ; adopté - Souhait de la commission de limiter le projet de loi aux seules universités - **Art. 35** : (p. 2800) : son amendement n° 120 : suppression de cet article relatif à la fixation par décret des règles d'organisation et de fonctionnement des écoles normales supérieures des grands établissements et des écoles françaises à l'étranger ; adopté - **Art. 36** (p. 2801) : son amendement n° 123 : modification de la durée du mandat et des modes de scrutin des différentes catégories de personnels pour l'élection aux conseils ; adopté - (p. 2802, 2803) : syndicalisme universitaire - **Après l'art. 36** (p. 2805) : accepte l'amendement n° 386 de M. Jean Arthuis (assimilation des personnels de rang A des bibliothèques aux enseignants pour l'élection aux conseils) - **Art. 37** (p. 2806) : son amendement n° 124 : suppression de cet article relatif au collège électoral unique des enseignants et à diverses dispositions d'ordre réglementaire ; adopté - (p. 2807) : hiérarchie universitaire - **Art. 38** (p. 2808) : accepte l'amendement n° 231 de M. Adrien Gouteyron (désignation des personnalités extérieures) - **Art. 39** (p. 2809) : son amendement n° 127 : ressources financières des universités : coordination avec les mesures adoptées aux articles 18 et additionnels après l'article 18 et 31 ; adopté - **Art. 40** (p. 2810) : son amendement n° 128 : budget propre des services communs ; autonomie financière des unités de formation et de recherche de médecine, d'odontologie et de pharmacie ; adopté - **Art. 41** : son amendement n° 130 : suppression de cet article relatif aux conventions de coopération ; adopté - Enseignement privé ; diplômes nationaux - (p. 2811) : compétence du recteur-chancelier dans l'organisation et le contrôle nécessaire à l'obtention d'un diplôme national par des étudiants des établissements privés - **Art. 42** : son amendement n° 131 : suppression de cet article relatif à la création de services communs à plusieurs établissements publics ; adopté - **Art. 43** (p. 2812) : son amendement n° 132 : suppression de cet article relatif à la constitution de groupements d'intérêt public ; adopté - **Art. 44** : son amendement n° 134 : modalités du contrôle administratif et financier ; adopté - (p. 2813) : saisine du tribunal administratif.

– **Projet de loi portant validation des mesures individuelles intéressant le corps des intendants universitaires et certains corps et emplois de l'administration scolaire et universitaire** [n° **493** (**82-83**)] - (9 novembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2774) : annulation par le Conseil d'Etat des décrets n° 79-795 et 79-796 du 15 septembre 1979, portant statut particulier des corps de l'administration scolaire et universitaire ; nullité d'actes de gestion pris par le ministère de l'éducation nationale - Fusion des corps de l'intendance et de l'administration universitaire ; inégalité de traitements des ex-attachés principaux de l'administration universitaire ; accès au corps des conseillers de l'administration scolaire et universitaire ; amendement de la commission - **Après l'art. unique** (p. 2775) : son amendement n° 1 : 1° intégration d'attachés principaux d'administration universitaire dans le corps des conseillers d'administration scolaire et universitaire ; 2° parité des ex-intendants universitaires et des ex-attachés principaux dans le nouveau corps de l'administration scolaire et universitaire ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° **384** (**82-83**)] - **Suite de la discussion** - (15 novembre 1983) - Rapporteur - **Art. 45** (p. 2843) : son amendement n° 135 : entrée en vigueur d'un pouvoir de tutelle lorsque le fonctionnement de l'établissement public est compromis ; proportionnalité de l'action avec la gravité de la crise ; adopté - **Art. 46** (p. 2846) : son amendement n° 136 : modalités du contrôle administratif et financier envers les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel ; adopté - **Art. 23** *(suite)* (p. 2847) : son amendement n° 105 : regroupement par les universités de diverses composantes ; création de services communs ; adopté - Orientation des étudiants - **Art. 47** : son amendement n° 137 : intitulé ; « Les étudiants, les enseignants et les personnels des établisse-

ments publics à caractère scientifique, culturel et professionnel » ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 47, puis adopté - Son amendement n° 138 : suppression de cet article relatif à la notion de communauté universitaire ; adopté - (p. 2849) : demande le retrait de l'amendement n° 248 de M. Adrien Gouteyron (intitulé ; « Les étudiants, les enseignants et les personnels des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel) - **Art. 48 :** son amendement n° 140 : modalités de mise à disposition de locaux pour les étudiants afin de favoriser leur liberté d'information et d'expression ; adopté - **Art. 49** (p. 2850) : son amendement n° 141 : action sociale en faveur des usagers du service public de l'enseignement supérieur ; aide directe, sécurité sociale, services médicaux et médecine préventive ; action sociale en faveur des personnels ; adopté - **Art. 51 A :** son amendement n° 143 : suppression de cet article relatif aux droits des personnels des établissements publics à caractère scientifique, culturel ou professionnel en matière de formation et d'action sociale ; adopté - **Art. 51** (p. 2852) : son amendement n° 144 : conditions dans lesquelles les emplois des personnels permanents des établissements publics à caractère scientifique, culturel ou professionnel doivent être pourvus ; adopté - (p. 2854) : problème de la gestion des personnels - Agents des collectivités locales - Loi du 11 juin 1983 - Sur son amendement n° 144, demande le retrait du sous-amendement n° 334 de M. Philippe de Bourgoing (contrats à durée déterminée pour des étudiants qualifiés) - S'oppose à l'amendement n° 174 de M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat (référence à la loi du 11 juin 1983 relative aux conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat ; intégration des agents non titulaires ; exclusion des contrats à durée indéterminée ; contrats à durée déterminée ; recrutement sur les emplois gagés) - **Art. 52 :** son amendement n° 146 : suppression de cet article relatif à l'énumération des personnels enseignants et à leurs conditions d'emploi ; adopté - **Art. 53** (p. 2855) : son amendement n° 147 : suppression de cet article relatif aux fonctions des enseignants chercheurs ; adopté - **Art. 54** (p. 2856) : son amendement n° 148 : modalités d'affectation des personnels enseignants aux universités et d'examen des questions individuelles relatives à la carrière des personnels ; modalités de recrutement ou de titularisation de non fonctionnaires ou de personnes étrangères et d'évaluation des activités des personnels enseignants ; adopté - (p. 2857) : sur son amendement n° 148, accepte le sous-amendement n° 337 de M. Philippe de Bourgoing (déclaration d'aptitude pour les personnels enseignants affectés par l'Etat aux universités par une instance nationale à exercer les fonctions pour lesquelles ils sont recrutés) - S'oppose à l'amendement n° 74 de M. Jacques Pelletier (modalités d'examen des questions individuelles relatives au recrutement, à l'affectation et à la carrière des personnels) - **Après l'art. 54** (p. 2859) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 394 de M. Jean Arthuis (existence de deux corps d'enseignants des universités : professeurs des universités et maîtres de conférences ; habilitation à diriger des recherches ; intégration des maîtres assistants docteurs d'Etat dans le corps des professeurs) - **Art. 56 :** son amendement n° 149 : indépendance et liberté d'expression des enseignants et chercheurs ; retiré - **Art. 57** (p. 2860) : son amendement n° 151 : suppression de cet article relatif à la participation des personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service à la gestion des établissements et à leur droit à la formation et à l'aide sociale ; adopté - **Art. 58** (p. 2861) : son amendement n° 152 : modalités de nomination du secrétaire général et de l'agent comptable de chaque université ; voix consultative au conseil d'administration ; adopté - **Art. 59** (p. 2863) : son amendement n° 153 : suppression de cet article relatif aux fonctions des personnels des bibliothèques et de ceux des musées dépendant des établissements d'enseignement supérieur ; adopté - **Art. 60 :** son amendement n° 154 : suppression de cet article relatif aux obligations de service des personnels administratifs, techniciens, ouvriers et de service ; adopté - **Art. 61** (p. 2864) : son amendement n° 156 : suppression de cet article relatif à la création et au rôle du comité départemental de coordination des formations supérieures ; adopté - **Art. 62** (p. 2865) : son amendement n° 157 : groupement des académies en régions universitaires ; création d'un comité régional de l'enseignement supérieur ; adopté - (p. 2866) : sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements de M. Philippe de Bourgoing, n° 338 (suppression des dispositions de cet article relatives au groupement des académies en régions universitaires) et n° 339 (création d'un comité régional de l'enseignement supérieur et de la recherche) - **Art. 63** (p. 2867) : son amendement n° 158 : composition et mission du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche ; adopté - **Art. 64** (p. 2868) : son amendement n° 159 : création et mission du comité national d'évaluation ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 340 de M. Philippe de Bourgoing (suppression de cet article relatif à la mission du comité national d'évaluation des établissements publics à caractère culturel, scientifique et professionnel) - **Art. 65** (p. 2870) : son amendement n° 160 : suppression de cet article relatif à la création et à la mission d'une conférence des chefs d'établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel ; retiré - (p. 2871) : accepte l'amendement n° 286 de M. Adrien Gouteyron (création d'une conférence des présidents d'université) - **Art. 66** (p. 2872) : son amendement n° 161 : modification des statuts des universités ; mandat des présidents d'université et des membres des conseils d'administration ; adopté - **Art. 67 :** son amendement n° 162 : suppression du caractère classant de l'examen de deuxième cycle des études médicales ; adopté - **Après l'art. 67** (p. 2874) : son amendement n° 163 : regroupement des dispositions relatives à la médecine, à l'odontologie et à la pharmacie ; adopté - **Art. 67 *bis* :** son amendement n° 164 : suppression de cet article relatif au dépôt par le Gouvernement sur le bureau des assemblées parlementaires d'un rapport sur l'application de cette loi et la mise en place des structures prévues pour développer de nouvelles formations ; retiré - **Art. 68** (p. 2875) : accepte l'amendement n° 168 de M. Daniel Millaud (attente de l'adoption d'une législation particulière relative à l'enseignement supérieur ; extension par des décrets en Conseil d'Etat après consultation des assemblées territoriales des dispositions de cette loi aux territoires d'outre-mer) - **Seconde délibération - Art. 3** (p. 2877) : son amendement n° 1 : validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels en vue de l'accès à l'enseignement supérieur ; enseignement et milieu professionnel ; insertion professionnelle des étudiants ; modalités de délivrance du titre d'ingénieur diplômé ; accès à l'enseignement supérieur des mères de famille et des personnes chargées de famille ; adopté - **Art. 18 :** son amendement n° 2 : statuts des universités et pouvoirs des personnels et des étudiants ; autonomie des unités de formation et de recherche ; contrats d'établissement avec le ministre de l'éducation nationale ; adopté - **Avant l'art. 32** (p. 2878) : son amendement n° 3 : suppression de cette division et de son intitulé ; « Les instituts et les écoles extérieures aux universités » ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2881, 2882) : autonomie et compétences des universités - Procédure d'urgence - Loi de 1968.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 3** (p. 3132) : son amendement n° 45 : application du nouveau système de réduction d'impôt sur le revenu aux seuls travaux effectués et contrats de prêts souscrits après le 1er janvier 1984 ; adopté.

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 13** (p. 3165) : son amendement n° 49, soutenu par M. Jean Arthuis : suppression de cet article relatif à la taxe foncière sur les propriétés bâties et aux exonérations de longue durée ; adopté - **Art. 17** (p. 3177) : son amendement n° 50, soutenu par M. Jean Colin : nouvelle rédaction du paragraphe III de cet article relatif à l'application de la taxe sur la valeur ajoutée aux paris mutuels hippiques ; retiré.

Deuxième partie :

Education nationale - (3 décembre 1983) - Rapporteur pour avis (enseignement scolaire) (p. 3696) : budget comportant peu de créations d'emplois et peu de crédits - Rigidité du système éducatif - Importance des dépenses de personnels - (p. 3697) : absence de politique des personnels - Accentuation du déséquilibre entre zones rurales et zones urbaines - Recrutement de maîtres auxiliaires et problèmes de titularisation - Diminution des crédits de fonctionnements - Charge de fonctionnement des collèges et des lycées incombant aux départements et au régions à compter de 1985 - Conditions draconiennes d'attibution des bourses scolaires - Stagnation de l'aide sociale indirecte - Transfert des crédits des transports scolaires aux départements dès la rentrée de 1984 - Nouvelle réglementation dans le domaine des transports en commun décidant que les enfants âgés de plus de 12 ans occuperaient désormais la place d'un adulte - Relèvement de la participation aux frais de rémunération des personnels d'internat et de demi-pension - Diminution du budget d'équipement - Crédits destinés à l'enseignement privé progressant moins vite pour la deuxième année consécutive que l'ensemble du budget de l'éducation nationale - Titularisation de 15.000 maîtres de l'enseignement privé sous contrat alors que les négociations sont en cours - Crainte d'une mise en place par le Gouvernement du « service public unifié et laïc de l'éducation nationale » (SPULEN) - Centaines de municipalités refusant de verser aux écoles libres les subventions auxquelles la loi donne droit et absence d'instructions données aux préfets pour conduire les municipalités à respecter la loi - (p. 3698) : interrogation sur les intentions du Gouvernement de respecter ou non la liberté de l'enseignement et le dualisme scolaire - Au nom de la commission des affaires culturelles, se déclare défavorable à l'adoption des crédits de l'éducation nationale - (p. 3723) : problème des taux d'encadrement - Constructions scolaires décentralisées en 1985 - Mauvais état du parc immobilier des lycées et des collèges et nécessité qu'un bilan soit fait avant tout transfert - Demande d'une participation de l'Etat - Politique de recrutement s'organisant sur plusieurs années - Absence de créations de postes dans le pré-scolaire et l'élémentaire - Pas d'ouverture de classes sans créations de postes - Construction de locaux par des communes ayant eu l'assurance qu'elles auraient des maîtres.

– Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 7 (83-84)] - **Suite de la discussion** - (14 décembre 1983) - **Art. 86** (p. 4218) : son amendement n° 224 : suppression du deuxième alinéa de cet article relatif à l'interdiction pour les fonctionnaires de ne percevoir directement ou indirectement aucune autre rémunération à raison des mêmes fonctions ; retiré - Projet de loi ayant pour objet d'unifier les statuts qui régissaient jusqu'alors les différents fonctionnaires qu'ils dépendent de l'Etat ou des collectivités locales - Deuxième alinéa complétant de façon restrictive les règles retenues pour la fonction publique de l'Etat.

– Projet de loi sur l'enseignement supérieur - *Nouvelle lecture* [n° 125 (83-84)] - (15 décembre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4276) : nombreuses réactions sur ce projet de loi - Opposition dépassant les clivages politiques - Qualité de l'enseignement supérieur - Service public unifié - Orientation et sélection des étudiants - Autonomie pédagogique des établissements - Rôle et responsabilités des professeurs et des chercheurs - (p. 4277) : composition des conseils scientifiques - Rapports entre enseignement supérieur et recherche - Idéologie du nivellement - Auditions de la commission des affaires culturelles - Autonomie pédagogique des universités - Spécificité du secteur des grandes écoles, des filières courtes et des displines de santé - Procédure d'urgence regrettable - Examen du projet en première lecture au Sénat - Modifications apportées par l'Assemblée nationale en deuxième lecture : commission des titres d'ingénieurs ; affectation des étudiants ; aptitude à la direction des recherches ; composition du conseil scientifique ; allègement de la tutelle ; rôle spécifique des professeurs - (p. 4278) : rejet par l'Assemblée nationale des propositions du Sénat - (p. 4279) : qualité de certains opposants au projet (prix Nobel, médailles Fields) - **Question préalable** (p. 4280) : sa motion n° 1, tendant à opposer la question préalable ; adopté.

SERUSCLAT (Franck), sénateur du Rhône (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois (24 mai 1983) (p. 1071).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (16 juin 1983) (p. 1694).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi interdisant certains appareils de jeux (27 juin 1983) (p. 2012).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur (17 novembre 1983) (p. 2996).

INTERVENTIONS

– Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non-titulaires occupant de tels emplois [n° 148 (82-83)] - (12 avril 1983) - **Art. 11** (p. 190) : précisions souhaitables en ce qui concerne la garantie d'emploi pour les agents non titulaires après l'expiration des délais d'option - Licenciement uniquement pour insuffisance professionnelle - Se déclare opposé aux amendements identiques n° 36 de MM. Charles de Cuttoli et Jean Chérioux, et n° 49 de M. Yves Le Cozannet (garantie d'emploi pour les non titulaires en place ayant refusé des propositions d'intégration).

– Conclusions du rapport de M. Paul Girod, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° 53(82-83)] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° 269 (82-83)] - (4 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 618) : interventions des parlementaires de l'opposition et critiques systématiques ; projet de loi Bonnet - Importance de l'étalement de la réforme de décentralisation - Délai de réflexion - Exemple de la politique en matière d'éducation : notion de « formation initiale et continue » - Responsabilité de l'Etat en matière de scolarité obligatoire - Différence entre régions ou départements pauvres ou riches - Niveau de compétence retenu pour l'école pré-élémentaire et élémentaire et le collège : responsabilité de la commune ou du département ; problème de la répartition des charges en matière d'éducation ; rôle des conseils départementaux d'éducation - (p. 619) : soutien

du groupe socialiste à l'action du Gouvernement - **Art. 1** (p. 623) : vote du groupe socialiste favorable à l'amendement n° 31 de M. Gaston Defferre, ministre (1° rédactionnel ; 2° suppression de la réserve relative à la réalisation des dispositions de la section 2 du titre I) - Volonté de blocage de la commission exprimée par la fixation de préalables - **Art. 5** (p. 626) : intervient sur cet article relatif au préalable du remboursement par l'Etat des dépenses de logement des instituteurs - Relations nécessaires entre les enseignants et les collectivités locales.

Suite de la discussion - (5 mai 1983) - **Art. 12** (p. 640, 641) : se déclare opposé à l'amendement n° 18 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (substitution de la notion de compétence à celle de responsabilité en matière de transports scolaires ; rétablissement de la notion de plan départemental des transports scolaires) et, sur cet amendement, au sous-amendement n° 144 de MM. Charles Bosson et Jean Francou (élèves de l'enseignement public et de l'enseignement privé bénéficiant des mêmes droits en matière de transports scolaires) - **Art. 23** (p. 653) : se déclare opposé à l'amendement n° 8 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (modalités de composition des conseils de l'éducation et nature de leurs attributions) et à l'amendement n° 113 de M. Jean Ooghe, soutenu par Mme Hélène Luc (composition et pouvoirs des conseils d'éducation) - **Art. 24** (p. 656) : soutient l'amendement n° 125 de M. Lucien Delmas (accord nécessaire des conseils municipaux et des conseils généraux pour l'implantation des collèges, lycées et établissements d'éducation spéciale) - (p. 658) : se déclare opposé à l'amendement n° 9 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (en matière de carte scolaire, pouvoirs différenciés selon les niveaux d'enseignement concernés et la collectivité territoriale responsable) - **Art. 25** (p. 660) : soutient l'amendement n° 126 de M. Lucien Delmas (décentralisation des dépenses relatives aux établissements scolaires ; conditions de fonctionnement de ces établissements définies par décret en Conseil d'Etat ; composition tripartite du conseil d'administration de ces établissements) - (p. 663) : se déclare favorable à l'amendement n° 10 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (transfert définitif des charges des établissements scolaires de l'Etat vers les collectivités territoriales, notamment les groupements de communes) - Abstention du groupe socialiste sur le vote de cet article - **Art. 27** (p. 666) : soutient l'amendement n° 127 de M. Lucien Delmas (répartition des dépenses d'entretien et de fonctionnement des écoles maternelles, des classes enfantines ou élémentaires entre les communes d'origine des élèves) - **Art. 30** (p. 671) : se déclare favorable à l'amendement n° 12 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (intervention du maire relative à la modification des heures d'entrée et de sortie limitée aux seules écoles pré-élémentaires et élémentaires).

– **Projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives** [n° **226 (82-83)**] - (10 mai 1983) - **Avant l'art. 29** (p. 775) : déclare s'abstenir sur l'amendement n° 93 de M. Guy Schmaus (programme de construction d'ensembles immobiliers et d'aménagement de zones industrielles ; surfaces et équipements destinés à la pratique des activités physiques et sportives).

– **Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** [n° **127 (82-83)**] - (11 mai 1983) - **Art. 1** : *Art. L. 123-2 du code du travail* (p. 803) : se déclare opposé à l'amendement n° 23 de Mme Marie-Claude Beaudeau (maintien de la possibilité de mesures spécifiques favorables) - **Art. 2** (p. 810) : intervient sur l'amendement n° 42 de Mme Cécile Goldet et M. Charles Bonifay (extension du principe d'égalité de rémunération à l'unité économique et sociale).

– **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly** fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** [n° **339 (82-83)**] déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide** [n° **359 (82-83)**] - (9 juin 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1530) : importance éthique de ce débat - Incertitude des socialistes dans un domaine délicat, grave et difficile - Argument de M. Dominique Pado relatif à l'image - (p. 1531) : causes économiques de l'incitation au suicide dans la société occidentale - Au nom du groupe socialiste déclare inopportun le vote du texte de cette proposition de loi ayant pour conséquence essentielle de porter atteinte aux libertés.

– **Conclusions du rapport de M. Pierre Salvi,** fait au nom de la commission des lois, **sur sa proposition de loi** [n° 203 (82-83)] déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à réprimer la falsification des procès-verbaux des opérations électorales et sur la proposition de loi** [n° 283 (82-83)] **de M. Jean Colin, tendant à punir la falsification des élections** [n° **380 (82-83)**] - (15 juin 1983) - **Art. 1** (p. 1666, 1667) : liens entre la politique et la morale ; référence à une citation de Léon Blum - Campagne électorale lors des municipales ; appel au racisme à Grenoble ou à Dreux - Fraude financière - Existence de fraudes avant le 10 mai 1981 - Opposition à ce texte.

– **Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles** - *Nouvelle lecture* [n° **452 (82-83)**] - (30 juin 1983) - **Art. 4** (p. 2135) : raison d'être des commission mixtes paritaires évoquée par M. Paul Girod.

– **Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** - *Nouvelle lecture* [n° **480 (82-83)**] - (6 juillet 1983) - **Discussion générale** (p. 2219, 2220) : désaccords de la commission mixte paritaire : indemnité de logement des instituteurs ; application de la loi soumise à la signature de conventions ; transports.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° **384 (82-83)**] - (26 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2482) : conceptions de gauche et de droite en matière d'éducation - Débat sur la sélection et historique : certificat d'études ; brevet supérieur ; baccalauréat - Finalité professionnelle et dimension culturelle de l'université - (p. 2483) : conception sur la sélection développée par Laurent Schwartz dans son livre *Pour sauver l'université* - Décalage entre l'université et la société ; sentiment d'échec des étudiants - Exode des cerveaux - Cite le livre de Laurent Schwartz - Organisation des études : définition des finalités du premier cycle à l'article 12 du projet - Débat sur l'autonomie des universités et la spécificité de certaines formations ; cas des unités de formation et de recherche (UFR) de médecine et de pharmacie - (p. 2484) : démocratie dans l'université : élaboration des décisions - Collège unique - Rôle des syndicats - Politisation - Rang A et rang B - Loi d'orientation de l'enseignement supérieur de 1968 et circonstances de son adoption - Soutien à la démarche du Gouvernement.

Suite de la discussion - (27 octobre 1983) - **Art. 1 et art. additionnels** (p. 2513) : se déclare opposé à l'amendement n° 76 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à la mission des établissements publics d'enseignement supérieur) - **Art. 2** (p. 2515) : suppression de cet article ayant pour objet de supprimer la notion de service public.

Suite de la discussion - (8 novembre 1983) - **Art. 12 et art. additionnels** (p. 2717) : contradiction évoquée par Mme Danielle Bidard dans l'amendement n° 88 de M. Paul Séramy, rapporteur - Contradiction dans l'amendement n° 64 de M. Jacques Pelletier entre l'organisation de la procédure d'admission par chaque université et l'accueil de tout candidat - Au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 88 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif au contenu et aux conditions d'accès du premier cycle) - **Art. 14** (p. 2721) : se déclare opposé à l'amendement n° 90 de M. Paul Séramy, rapporteur (suppression de cet article relatif au troisième cycle) - **Art. 16** (p. 2729) : se déclare opposé à la demande de suppression de cet article de M. Paul Séramy, rapporteur - **Art. 17** (p. 2730) : se déclare

opposé à l'amendement n° 93 de M. Paul Séramy, rapporteur (suppression de cet article relatif à la carte des formations supérieures et de la recherche) - **Après l'art. 18** (p. 2734) : se déclare opposé à l'amendement n° 97 de M. Paul Séramy, rapporteur (article additionnel tendant à renforcer l'autonomie administrative et financière des unités de formation et de recherche, de médecine, d'odontologie et de pharmacie) - **Art. 16** *(suite)* (p. 2735) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 92 de M. Paul Séramy, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif à la formation des formateurs).

Suite de la discussion - (9 novembre 1983) - **Art. 30** (p. 2767) : se déclare opposé à l'amendement n° 112 de M. Paul Séramy, rapporteur (conseil des unités de formation et de recherche) - Unités de formation et de recherche (UFR) de médecine, d'odontologie et de pharmacie - **Après l'art. 30** (p. 2768) : se déclare opposé à l'amendement n° 113 de M. Paul Séramy, rapporteur (dispositions relatives aux UFR de médecine, d'odontologie et de pharmacie) - **Art. 36** (p. 2804) : se déclare opposé à l'amendement n° 123 de M. Paul Séramy, rapporteur (modification de la durée du mandat et des modes de scrutin des différentes catégories de personnels pour l'élection aux conseils) - (p. 2804, 2805) : entrée de la démocratie à l'université - Syndicalisme universitaire.

Suite de la discussion - (15 novembre 1983) - **Art. 46** (p. 2846) : se déclare défavorable à l'amendement n° 136 de M. Paul Séramy, rapporteur (modalités du contrôle administratif et financier envers les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel) - **Art. 58** (p. 2862) : sur l'amendement n° 152 de M. Paul Séramy, rapporteur (modalités de nomination du secrétaire général et de l'agent comptable de chaque université ; voix consultative au conseil d'administration), se déclare défavorable au sous-amendement n° 400 de M. Adolphe Chauvin (nomination du secrétaire général sur proposition du président de l'université) - **Art. 67** (p. 2873) : se déclare défavorable à l'amendement n° 162 de M. Paul Séramy, rapporteur (suppression du caractère classant de l'examen de deuxième cycle des études médicales) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2881) : exode des cerveaux à l'étranger - Action du Gouvernement - Réaction de la majorité sénatoriale - Démocratisation - Vote défavorable du groupe socialiste sur ce texte amendé par la majorité sénatoriale.

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier** [n° **9 (83-84)**] - (17 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2991) : humanisation du service hospitalier - Démocratisation - Remise en question des structures existantes - Départementalisation - Election du chef du département - (p. 2992) : rôle des unités fonctionnelles.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** - *Nouvelle lecture* [n° **125 (83-84)**] - (15 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4278) : échec de la commission mixte paritaire - Importance relative des opposants à ce projet - Liens entre l'enseignement supérieur et la recherche scientifique - Réflexion politique et action syndicale à l'université - Rôle de l'université - (p. 4279) : divergences de vue entre l'Assemblée nationale et le Sénat - Finalité professionnelle de l'université - Projet permettant de préparer des hommes aux mutations scientifiques et technologiques - **Question préalable** (p. 4280) : intervient contre la motion n° 1 de M. Paul Séramy, rapporteur, tendant à opposer la question préalable.

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier** - *Deuxième lecture* [n° **96 (83-84)**] - (16 décembre 1983) - **Discussion générale** - (p. 4332, 4333) : dépassionnement du débat - Concertation - Délai de mise en place de la départementalisation - **Art. 4** *bis* (p. 4335) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 de M. Jean Chérioux, rapporteur (rétablissement de cet article relatif à l'organisation en services des établissements d'hospitalisation publics) - Départementalisation - **Art. 7** (p. 4339) : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'amendement n° 8 de M. Jean Chérioux, rapporteur (exercice de la tutelle du représentant de l'Etat sur les établissements hospitaliers publics).

– **Projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan)** [n° **88 (83-84)**] - (20 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4483) : programme prioritaire d'exécution (PPE) n° 11 relatif à la santé : réforme hospitalière - PPE n° 2 relatif à la rénovation du système d'éducation et de formation des jeunes - Rénovation de l'école ; lutte contre l'échec scolaire ; ancienneté de cet objectif : rapport Laurent Schwartz sous le septennat de Georges Pompidou - (p. 4484) : rénovation de l'enseignement pré-scolaire et élémentaire ; inégalité des chances ; caractère dépassé de l'école de Jules Ferry : ouverture nécessaire à l'extérieur ; importance des activités d'éveil ; conception nécessaire de l'école dans un espace éducatif global ; expérience amorcée sur les rythmes scolaires - Etudes sur la préscolarisation : accueil de la petite enfance ; crèches - Décentralisation : équilibre à trouver entre les directives pédagogiques nationales et les projets éducatifs adaptés à chaque établissement - Pluralisme - Dépassement nécessaire de la querelle sur l'enseignement privé - (p. 4485) : place et rôle des lycées d'enseignement professionnel (LEP) ; incidence éventuelle de l'architecture de l'établissement dans le phénomène de rejet par les adolescents - Insertion sociale et professionnelle des jeunes ; rapport Laurent Schwartz - Expérience commencée au LEP d'Istres et prochaine expérience du LEP de Saint-Fons - Ouverture de l'établissement sur la vie - Innovations nécessaires - Télécommunications et informatique - Premier cycle de l'enseignement supérieur - Baccalauréat - Orientation ou sélection à l'entrée de l'université - Université et écoles professionnelles - PPE n° 2 relatif à la formation des formateurs - Soutien du groupe socialiste à l'action du Gouvernement.

SICARD (Pierre), sénateur du Cher (rattaché administrativement au groupe UCDP, puis UCDP).

Devient sénateur le 29 mars 1983 en remplacement de M. Charles Durand, décédé (2 avril 1983) (p. 2).

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (29 avril 1983) (p. 540).

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

SOLDANI (Edouard), sénateur du Var (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales (5 octobre 1983) (p. 2267).

SORDEL (Michel), sénateur de la Côte-d'Or (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre de la commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole (article 712 du code rural et décret n° 49-348 du 12 mars 1949) (4 novembre 1983) (p. 2662).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises (22 juin 1983) (p. 1830).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° **142 (82-83)**] portant abrogation de la loi modifiée du 20 juillet 1927 relative à l'obligation de colorer artificiellement les semences de trèfle violet, trèfle des prés, trèfle incarnat et de luzernes importées en France et de la loi du 11 janvier 1932 tendant à interdire l'entrée en France des graines de graminées impropres à la semence, [n° **232 (82-83)**] (13 avril 1983) - **Fleurs, graines et arbres.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Agriculture** [n° **64, tome I (83-84)**] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **357** (JO Débats 20 avril 1983) (p. 363) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **industrie chimique** (soutien à l'industrie d'engrais azotés).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant abrogation de la loi modifiée du 20 juillet 1927 relative à l'obligation de colorer artificiellement les semences de trèfle violet, trèfle des prés, trèfle incarnat et de luzerne importées en France et de la loi du 11 janvier 1932 tendant à interdire l'entrée en France des graines de graminées impropres à la semence [n° **142 (82-83)**] - (21 avril 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 427) : évolution du marché des semences de plantes fourragères - Développement des surfaces entretenues au titre d'espaces verts ou de gazons - Incidence de ce texte sur le commerce des semences de plantes fourragères - Décret du 18 mai 1981 organisant la commercialisation des semences - Arrêté du 15 septembre 1982 relatif à la commercialisation des semences de plantes fourragères - Loi Taudière - (p. 428) : importance des importations en provenance de pays européens - Risque d'ouverture à des importations de graines de graminées fourragères de qualité insuffisante - Protocole d'accord des professionnels français avec l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) - Avis favorable à l'adoption de ce projet de loi.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 18** (p. 3194) : soutient les amendements de M. Roland du Luart n° 94 (biens donnés à bail dans certaines conditions, considérés comme des biens professionnels), n° 95 (sous les conditions autres que la limitation à trois fois la surface minimum d'installation, prise en compte comme biens professionnels des parts de groupements fonciers agricoles) et n° 96 (suppression de la distinction entre groupements fonciers agricoles, selon qu'ils ont été constitués par apports en nature ou par apports en numéraires, pour une prise en considération comme biens professionnels) - Limitation des avantages fiscaux des parts de groupements fonciers agricoles (GFA) souscrites en numéraires, ne pouvant que porter préjudice à la collecte de l'épargne.

Deuxième partie :

Agriculture - (1er décembre 1983) - Rapporteur pour avis (agriculture) - (p. 3571) : Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) - Politique agricole commune (PAC) - Sommet d'Athènes - (p. 3572) : excédents de production - Niveau de garantie des prix de la Communauté - Prix mondial - Montants compensatoires monétaires (MCM) -Produits de substitution des céréales - Droits de douane - Exportations - Eléments de base de la Communauté européenne : unicité de prix ; préférence communautaire - Calamités agricoles - Formation et enseignement - Dotation d'installation aux jeunes agriculteurs (DIJA) - (p. 3573) : indemnités annuelles de départ (IAD) - Maîtrise des charges du foncier - Groupements fonciers agricoles (GFA) - Société d'épargne foncière agricole (SEFA) - Cotisations de Mutualité sociale agricole (MSA) - Avis défavorable sur ce budget.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Art. 81** (p. 4038) : son amendement n° 230, soutenu par M. Roland du Luart : bénéfice de l'abattement en faveur des jeunes agriculteurs ; déclaré irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

SOUCARET (Raymond), sénateur du Lot-et-Garonne (GD).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **66** (31 mai 1983) (p. 1237) à M. le ministre de l'agriculture : **matériel agricole** (arrêt de la fabrication de moissonneuses-batteuses par le seul constructeur français de ce matériel) - Discutée le 10 juin 1983 (débat commun) (p. 1552 et suivantes).

INTERVENTIONS

– Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance - *Deuxième lecture* [n° **267 (82-83)**] - (24 mai 1983) - **Art. 7** (p. 1061) : son amendement n° 36, déposé avec M. Guy Besse qui le soutient : cumul du mandat des membres, des présidents des directoires et des directeurs généraux uniques avec un contrat de travail ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 10, puis adopté après modification par le sous-amendement n° 57 de M. Jacques Descours Desacres (cas des membres du directoire et du directeur unique n'étant pas préalablement liés par un contrat).

– Questions orales avec débat jointes : politique agricole - (10 juin 1983) - (p. 1569) : graves conséquences entraînées par la décision de la société Braud d'arrêter la fabrication des moissonneuses-batteuses ; difficultés pour les entrepreneurs de travaux agricoles, les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) et les agriculteurs - Entretien des machines existantes ; pièces de rechange - (p. 1570) : baisse des prix de revente et coût de remplacement des machines - Achat de matériel étranger - Absence d'autre marque française de moissonneuses-batteuses - Intervention

nécessaire auprès des ministères de l'industrie et de l'économie ; rôle de l'Institut de développement industriel (IDI), actionnaire principal de Braud.

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3599) : évolution du budget du ministère de l'agriculture - Suppression des prêts à moyen terme ordinaires - Comptes pour le développement industriel (CODEVI) - Bonifications d'intérêts - Dotation d'installation des jeunes agriculteurs (DIJA) -Hydraulique agricole - Coûts de production - Indemnité annuelle de départ (IAD) - Age de la retraite - (p. 3600) : extension de la taxe sur les conventions d'assurance aux contrats passés par les mutuelles agricoles - Fiscalité agricole - Caractère spécifique des productions agricoles et établissement de la nouvelle assiette - Seuil d'applicabilité du bénéfice réel - Sommet d'Athènes - Prix communautaires - Montants compensatoires monétaires (MCM) - Elargissement de la Communauté économique européenne (CEE).

SOUCHON (René), *secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt* (nommé le 24 mars 1983 dans le troisième gouvernement Mauroy) [*JO* Lois et décrets 25 mars 1983, p. 907].

INTERVENTIONS

– Question au Gouvernement, de M. Roland du Luart : montants compensatoires monétaires - (21 avril 1983) - (p. 414) : action de M. Michel Rocard à Luxembourg - Distorsion de concurrence dans les échanges extérieurs - Objectif de démantèlement des montants compensatoires monétaires (MCM) positifs étrangers - Lutte contre l'inflation - (p. 415) : action des gouvernements précédents.

– Projet de loi portant abrogation de la loi modifiée du 20 juillet 1927 relative à l'obligation de colorer artificiellement les semences de trèfle violet, trèfle des prés, trèfle incarnat et de luzerne importées en France et de la loi du 11 janvier 1932 tendant à interdire l'entrée en France des graines de graminées impropres à la semence [n° 142 (82-83)] - (21 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 426, 427) : relations entre la France et les marchés étrangers - Adaptation de la réglementation française aux directives communautaires en matière de libre circulation, de normes de qualité des semences et des plans par décret du 19 mai 1981 - Loi Taudière - Dépendance de l'étranger pour les mélanges de gazon - Limitation de la commercialisation des mélanges de semences pour préparations non destinées à la production de plantes fourragères par arrêté du 15 septembre 1982 - Nécessaire organisation de la profession face à la concurrence européenne - (p. 428) : négociation d'un arrêté avec les professionnels.

– Projet de loi relatif à la prorogation du mandat des délégués cantonaux et des membres des conseils d'administration des caisses de mutualité sociale agricole [n° 404 (82-83)] - (27 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2003) : délai de préparation de la réforme des structures actuelles de la mutualité sociale agricole - Rappel de la modification de la composition des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale par la loi du 17 décembre 1982 - (p. 2004) : représentation des salariés agricoles et des exploitants au sein des caisses - Spécificité de l'institution - Protection sociale des salariés et projet de représentation majoritaire dans le comité de gestion de leur section ; parité des garanties avec le régime général - Concertation en cours - **Après l'art. unique** (p. 2006) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Louis Caiveau, rapporteur (consultation d'une commission composée de membres de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil économique et social).

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3560) : aménagement rural - Recensement général de la population et évolution différenciée du territoire rural - Décentralisation - Responsabilités des communes et des départements - Equipement rural de la dotation globale d'équipement (DGE) départemental - Critères physiques significatifs des besoins en équipement - Règles de répartition de la DGE - Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) - Fonds d'amortissement des charges d'électrification (FACE) - Electrification rurale - (p. 3561) : animation locale - Fonds de coopération pour la jeunesse et l'éducation populaire (FONJEP) - Subvention aux associations d'animation - Aide aux initiatives créatives d'activités et d'emplois - Zones de montagne et zones défavorisées - Contrats de plan Etat régions - Eleveurs de montagne - Aide à la mécanisation en montagne - Installation des jeunes - Organisation des massifs - Protection sociale - Moyens économiques du développement montagnard - Fonds forestier national - Filière bois - Reconstitution des peuplements forestiers - (p. 3562) : action des pouvoirs publics - Projet de loi forestière - (p. 3608) : filière bois - Pluies acides sur la forêt vosgienne - Incendies de forêts dans le midi - Aides du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) pour reconstituer la forêt - Equipement rural et décentralisation - DGE - Aménagement foncier - Hydraulique agricole - Electrification rurale - Habitat - (p. 3609) : prêts bonifiés du Crédit agricole - Electrification rurale - Dotation du FACE - Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - Agriculture de montagne - Loi sur la montagne.

SOUFFRIN (Paul), sénateur de la Moselle (C).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires sociales (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– Projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) [n° 88 (83-84)] - Suite de la discussion - (21 décembre 1983) - **Discussion générale** - (p. 4516) : réalisation cohérente du Plan et engagement commun de l'Etat, des régions et des entreprises fondé sur la concertation - Contrats emploi-formation, contrats de solidarité - Concertation insuffisante avec les travailleurs - Souhaite que les plans de financement de l'Etat comportent un engagement sur les prix, spécialement dans le secteur nationalisé - (p. 4517) : place privilégiée des contrats entre l'Etat et la région - Marché intérieur devant rester le point d'appui de la modernisation économique - Amendement mentionnant la différence entre contrat entre entreprises et institutions financières - **Art. 1** (p. 4525) : soutient l'amendement n° 10 de Mme Hélène Luc relatif au programme prioritaire d'exécution n° 2 concernant la poursuite de la rénovation du système d'éducation et de formation des jeunes - Projet portant à quatre ans la durée de la formation des instituteurs - Souhaite que tous les enseignants bénéficient de cinq ans de formation.

SOUPLET (Michel), sénateur de l'Oise (UCDP).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (loi n° 83-609 du 8 juillet 1983) (20 octobre 1983) (p. 2363).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Ports maritimes** [n° **64, tome XIII (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° **384 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (15 novembre 1983) - **Après l'art. 54** (p. 2859) : soutient l'amendement n° 394 de M. Jean Arthuis (existence de deux corps d'enseignants des universités : professeurs des universités et maîtres de conférences ; habilitation à diriger des recherches ; intégration des maîtres assistants docteurs d'Etat dans le corps des professeurs) - **Art. 58** (p. 2861) : sur l'amendement n° 152 de M. Paul Séramy, rapporteur (modalités de nomination du secrétaire général et de l'agent comptable de chaque université ; voix consultative au conseil d'administration), soutient les sous-amendements de M. Adolphe Chauvin, n° 400 (nomination du secrétaire général sur proposition du président de l'université) et n° 399 (nomination de l'agent comptable sur avis du président de l'université).

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion générale - (21 novembre 1983) - (p. 3110) : contexte international - Budget civil de recherche - Crédits de la politique industrielle - Taux de marge des entreprises non agricoles - Réforme de la fiscalité agricole et hausse des charges des agriculteurs - Montants compensatoires monétaires (MCM) négatifs - Fiscalité et seuil d'assujettissement réel - Avances en terre - (p. 3111) : négociation de Bruxelles - Opposition à ce projet de budget.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Après l'art. 16** (p. 3175) : son amendement n° 116 : article additionnel relatif au taux de la taxe à la valeur ajoutée, applicable à certains produits agro-alimentaires ; adopté - **Art. 18** (p. 3189) : son amendement n° 53 : suppression du troisième paragraphe de cet article relatif à la réduction de l'exonération partielle accordée au titre de certaines parts de groupements fonciers agricoles ou de biens ruraux donnés à bail à long terme ; adopté - (p. 3190) : impossibilité de développer une agriculture de fermage basée sur la location en prévoyant une surcharge d'impôt sur le foncier - **Art. 20** (p. 3207) : soutient l'amendement n° 57 de M. Jean Arthuis (suppression du paragraphe I de cet article relatif aux aménagements de taux) - Taux record dans notre pays de la taxation des véhicules terrestres à moteur - (p. 3212) : se déclare favorable à l'amendement n° 16 de M. Louis de la Forest (nouvelle rédaction du paragraphe II de cet article relatif aux contrats souscrits auprès des caisses d'assurances mutuelles agricoles et à la mise en oeuvre sur trois ans des nouvelles dispositions).

Deuxième partie :

Mer - (25 novembre 1983) - Rapporteur pour avis (ports maritimes) : voir intervention de M. *Frédéric Wirth* (p. 3328, 3329).

Commerce extérieur et tourisme - (28 novembre 1983) - (p. 3437) : importance des industries agro-alimentaires pour le commerce extérieur de la France - Exploitations familiales - Conditions climatiques exceptionnelles et bilan de 1981 et 1982 - Diminution des investissements des industries agro-alimentaires ; incertitude sur l'avenir de la prime d'orientation agricole - Création nécessaire du fonds de promotion prévu par la loi d'orientation de 1980 - Démantèlement des montants compensatoires monétaires (MCM) - Crédits de la Société pour l'expansion des ventes des produits agricoles et alimentaires (SOPEXA) : difficulté de maintien des activités avec des crédits réduits - Comparaison avec les crédits des organismes comparables en République fédérale d'Allemagne ou en Grande-Bretagne : concurrence internationale - Crédits de l'expansion économique à l'étranger ; volontaires du service national actif (VSNA) - (p. 3438) : adoption du 9e Plan et absence de priorité en faveur de l'agriculture et des industries agro-alimentaires - Transformation des produits et investissements nécessaires - Recherche agronomique et développement de la production - Conquête des marchés extérieurs - Récente réunion de la grande commission franco-soviétique à Moscou et présence ou absence de M. Doumeng.

Services du Premier ministre - I - Services généraux - (29 novembre 1983) - (p. 3459) : budget de la fonction publique s'inscrivant dans la politique du Gouvernement traduite par la loi de décentralisation et les réformes relatives au statut de la fonction publique - Recrutement de fonctionnaires - Traitements de la fonction publique non ajustés à l'évolution des prix - Imposition aux fonctionnaires du prélèvement supplémentaire pour les retraites et de la contribution de solidarité - Contradictions dans la politique du Gouvernement en matière de fonctionnaires - Création d'une troisième voie d'accès à l'Ecole nationale d'administration (ENA) et socialisation de l'appareil d'Etat - Problème de la fonction publique territoriale - Mise en place d'une action rigoureuse destinée à faire payer les folles dépenses des premières années du septennat, et à la poursuite d'une emprise idéologique sur la fonction publique et la mise en place de mesures compliquant la tâche des élus locaux - Au nom du groupe UCDP, se déclare défavorable au vote de ce budget.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - (9 décembre 1983) - **Art. 72 A** (p. 4003) : son amendement n° 254 : possibilité pour les sociétaires des caisses agricoles de bénéficier des avantages liés aux comptes d'épargne en actions ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Avant l'art. 72** : son amendement n° 255 : article additionnel tendant à exonérer de l'impôt sur les grandes fortunes les baux à métayage ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Art. 72** (p. 4016) : importance pour l'agriculture d'une réforme fiscale - Présidents de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture et de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles en désaccord total avec le Gouvernement.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Art. 76** (p. 4029) : son amendement n° 263, soutenu par M. Jean Arthuis : maintien du seuil actuel de 500 000 F pour le passage au régime du bénéfice réel agricole simplifié ; adopté - (p. 4030) : son amendement n° 264, soutenu par M. Jean Arthuis : bénéfice de l'exonération des plus-values accordé aux agriculteurs jusqu'à 500 000 F ; devenu sans objet - **Après l'art. 76** (p. 4031) : son amendement n° 265, soutenu par M. Jean Arthuis : révision des règles d'imposition, au titre des bénéfices industriels et commerciaux, des exploitants agricoles se livrant à des activités accessoires ; déclaré irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

SOUVET (Louis), sénateur du Doubs (rattaché administrativement au groupe RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est élu membre suppléant de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (23 novembre 1983) (p. 3201).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (6 mai 1983) (p. 721).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (24 juin 1983) (p. 1998).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public (16 décembre 1983) (p. 4314).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier (16 décembre 1983) (p. 4343).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant et modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif (19 décembre 1983) (p. 4401).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural relatives aux caisses de mutualité sociale agricole (20 décembre 1983) (p. 4412).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'interdiction des « jack-pots » dits « machines à sous » [n° **173 (82-83)**] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO débats 2 avril 1983) - **Jeux et paris.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à interpréter la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance [n° **363 (82-83)**] (6 juin 1983) - **Entreprises.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **321** (JO Débats 31 mars 1983) (p. 470) à Mme le ministre chargée des droits de la femme : **femmes** (organismes faisant double emploi) -Réponse de Mme Yvette Roudy, ministre chargé des droits de la femme (20 mai 1983) (p. 1011 et suivantes).

n° **350** (JO Débats 15 avril 1983) (p. 299) à Mme le ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports : **sports** (relations sportives entre la France et l'Afrique du sud).

n° **354** (JO Débats 20 avril 1983) (p. 363) à M. le ministre des affaires sociales : **élections sociales** (élections des conseils d'administration des caisses de sécurité sociale) - Réponse de M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat aux rapatriés (20 mai 1983) (p. 1009 et suivantes).

INTERVENTIONS

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** [n° **480 (81-82)**] - (13 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 204) : signification de la réforme - Opposition de la majorité du Sénat à la philosophie de ce texte - Précipitation du Gouvernement après les résultats électoraux de 1981 - Mission et structure des caisses - Nouvelle dénomination des caisses : caisses d'épargne et de prévoyance - Direction et contrôle de la Caisse des dépôts et consignations sur les caisses d'épargne - Absence de décentralisation financière - Rôle des sociétés régionales de financement (SOREFI) - (p. 205) : fin de la traditionnelle indépendance des caisses à l'égard du pouvoir syndical et du pouvoir politique local - Introduction de polémiques politiques - Action des administrateurs - Condamnation des caisses d'épargne à une décadence certaine au profit de leurs concurrents - Apport des amendements de la commission des lois - Crainte de voir mettre l'écureuil en cage - **Art. 1** (p. 214) : soutient l'amendement n° 58 de M. René Tomasini (élargissement du champ d'action des caisses d'épargne) - **Art. 2** (p. 217) : soutient l'amendement n° 59 de M. René Tomasini (constitution des caisses d'épargne et de prévoyance en unions régionales et en union nationale) - **Art. 3** (p. 218) : soutient l'amendement n° 60 de M. René Tomasini (création par les caisses d'épargne, leur union nationale et leurs unions régionales avec la Caisse des dépôts et consignations au niveau régional d'un établissement de crédit ayant la forme de société anonyme) - **Art. 4** (p. 221) : soutient l'amendement n° 61 de M. René Tomasini (mission de l'Union nationale des caisses d'épargne et de l'établissement financier national) - **Art. 5** (p. 224) : soutient l'amendement n° 62 de M. René Tomasini (définition des fonds collectés par les caisses d'épargne) - **Art. 9** (p. 230) : sur l'amendement n° 16 de M. Jean Cluzel, rapporteur (conditions de désignation des élus locaux et des déposants au sein du conseil de surveillance), soutient le sous-amendement n° 63 de M. René Tomasini (représentation des cadres et des employés à égalité dans les conseils d'orientation et de contrôle).

Suite de la discussion - (14 avril 1983) - **Art. 10** (p. 245) : sur l'amendement n° 21 de M. Jean Cluzel, rapporteur (pouvoir d'examen et d'autorisation préalable ; référence au droit des sociétés), soutient le sous-amendement n° 64 de M. René Tomasini (suppression des notions d'opérations courantes et de conditions normales).

Deuxième lecture [n° **267 (82-83)**] - (24 mai 1983) - **Discussion générale** (p. 1052) ; situation des directeurs et des cadres des caisses d'épargne - (p. 1053) : souci d'harmoniser les rapports entre les conseils d'orientation et le directoire - Contrôle exercé par le conseil de surveillance et d'orientation, introduit par l'Assemblée nationale - Election des représentants des employeurs - Représentation des cadres - Négociations professionnelles paritaires - **Art. 4** (p. 1060) : son amendement n° 40 : composition et fonctionnement de l'assemblée générale et du directoire du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance déterminés par décret ; adopté - (25 mai 1983) - **Art. 14** (p. 1075) : ses amendements soutenus par M. Jean-François Le Grand n° 37 : vote par collèges ; retiré ; et n° 38 : négociation menée paritairement avec les collèges intéressés, en cas d'accords catégoriels ; retiré - (p. 1076) : son amendement n° 39, soutenu par M. Jean-François Le Grand : désignation des représentants des employeurs par le directoire du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance ; devenu sans objet.

– **Projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905** [n° **247 (82-83)**] - **Suite de la discussion** - (3 juin 1983) - **Art. 8** (p. 1363) : sur l'amendement n° 21 de M. René Jager, rapporteur (champ d'application de la loi), son sous-amendement n° 66, soutenu par M. Philippe François : suppression de la procédure d'urgence définie dans des dispositions spécifiques ; adopté.

– **Projet de loi interdisant certains appareils de jeux** [n° 305 (82-83)] - (15 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1634) : institution par la loi de finances pour 1982 d'un impôt sur des appareils interdits - Inflation du parc des machines à sous - Fabrication pour l'étranger - Cas des casinos - Vote de ce projet - **Art. 1** (p. 1637) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Guy Petit, rapporteur (admission de la fabrication d'appareils destinés à l'exportation).

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du travail relatives aux garanties de ressources des travailleurs privés d'emploi** [n° 356 (82-83)] - (21 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1805) : ordonnances des 26 mars et 24 novembre 1982 et démantèlement par le Gouvernement du régime des préretraites - Disparition de la garantie de ressources proposée, nette régression sociale - Diminution des avantages attachées à la préretraite - (p. 1806) : perte des droits acquis pour tous les salariés licenciés entre 55 et 59 ans - Nombreux cas d'incohérences - Affirmation d'une retraite à 60 ans aussi avantageuse que la préretraite, inexacte - Absence du respect des engagements pris - Aggravation de la situation des licenciés pour raison économique - Diminution des retraites de nombreuses personnes - Souhaite l'adoption des amendements du groupe RPR, afin de supprimer les effets les plus nocifs du texte de ce projet de loi.

– **Question au Gouvernement : frais entraînés par les élections aux conseils d'administration des caisses de la sécurité sociale** - (13 octobre 1983) - (p. 2293) : erreurs dans l'établissement des listes électorales - Demande de remboursement des dépenses des communes.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Prestations sociales agricoles - (1er décembre 1983) - (p. 3555) : montant de la retraite de base des agriculteurs - Assurance vieillesse - Indemnité viagère de départ (IVD) - Mécanismes de détermination de la retraite - Exclusion du Fonds national de solidarité des retraités de l'agriculture, au vu de leur patrimoine foncier - Revalorisation des retraites des agriculteurs.

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3595) : évolution du budget de l'agriculture - Annulations de crédits d'équipement en cours d'exercice - Coût de la décentralisation et dotation globale d'équipement (DGE) - Industrie agro-alimentare - (p. 3596) : balance agro-alimentaire - Planification - Sommet d'Athènes - Budget communautaire et contribution britannique - Elargissement de la Communauté économique européenne (CEE) - Contingentement laitier - Vocation exportatrice de l'agriculture.

– **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures relatives au revenu de remplacement des travailleurs involontairement privés d'emploi et à la garantie des créances des salariés** [n° 128 (83-84)] - (19 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4388) : crise de l'UNEDIC et caractère vicié de la négociation - Augmentation du montant des indemnités à la charge des entreprises - Charges sociales des entreprises - Difficultés du patronat - Définition de la participation de l'Etat à l'édification du nouveau système d'assurance maladie - Préretraite et contrats de solidarité - Licenciements économiques - Nombre de chômeurs - Décision du Gouvernement de légiférer par ordonnance - Distinction entre l'assurance chômage et la solidarité nationale.

– **Projet de loi relatif à l'assiette de certaines cotisations de sécurité sociale** [n° 98 (83-84)] - (20 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4443) : limites de la réforme proposée par le Gouvernement : distorsions entre les entreprises à salaires faibles et à salaires élevés - Pénalisation des industries créatrices d'emplois et exportatrices - Fixation du taux de cotisation par décret - Exclusion de certaines catégories professionnelles - (p. 4444) : déplafonnement des cotisations familiales - Abstention du groupe RPR sur le projet.

SPENALE (Georges), sénateur du Tarn (S).

Décédé le 20 août 1983 (3 octobre 1983) (p. 2244) - Eloge funèbre (25 octobre 1983) (p. 2411).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

– Membre titulaire de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe.

Vice-président de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (loi n° 79-564 du 6 juillet 1979).

DÉPÔTS

Rapport d'information établi au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les activités de institutions des Communautés européennes entre le 1er juin 1982 et le 31 décembre 1982 en application de la n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les **Communautés européennes** [n° 180 (82-83)] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1982, JO Débats 2 avril 1983).

Rapport d'information établi au nom de la Délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1er janvier et le 30 juin 1983 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires our les **Communautés européennes** [n° 487 (82-83)] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juillet 1983, JO Débats 4 octobre 1983).

SPLINGARD (Raymond), sénateur du Pas-de-Calais (S).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

T

TAILHADES (Edgar), sénateur du Gard (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis élu vice-président.

– Juge suppléant de la Haute Cour de justice.

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice (26 octobre 1983) (p. 2475).

- Est nommé membre de la commission de contrôle des conditions de fonctionnement, d'intervention et de coordination des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme (20 décembre 1983) (p. 4461).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 73 (82-83)] permettant aux attachés d'administration centrale admis à suivre une formation spécifique à caractère probatoire avant leur nomination en qualité de magistrat de participer à l'activité des parquets et juridictions de l'ordre judiciaire [n° 202 (82-83)] (2 avril 1983) - **Justice.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois sur le projet de loi organique [n° 328 (82-83)] relatif aux candidats admis au premier concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature (session 1976) [n° 357 (82-83)] (2 juin 1983) - **Examens, concours et diplômes.**

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 327 (82-83)] relatif aux greffiers en chef stagiaires nommés à la suite du premier concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature (session 1976) [n° 358 (82-83)] (2 juin 1983) - **Examens, concours et diplômes.**

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° 61 (83-84)] adopté par l'Assemblée nationale - **Justice** [n° 67, tome II (83-84)] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– Projet de loi organique relatif aux candidats admis au premier concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature (session 1976) [n° 328 (82-83)] - (9 juin 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 327 - (p. 1510) : projets visant à régler une situation curieuse à laquelle il importe de mettre un terme - Premier projet organique ayant pour objet de conférer aux personnes ayant figuré sur la liste des candidats déclarés admis au premier concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature (ENM), la qualité d'auditeurs de justice - Second projet ayant pour objet de conférer la qualité de greffier en chef stagiaire à certains admissibles au concours de 1976 : utilisation d'un ouvrage interdit lors des épreuves de ce concours - Recours d'un candidat non admissible et arrêt du Conseil d'Etat du 4 février 1983 annulant la décision du jury - Bouleversement des droits acquis portant atteinte au déroulement normal des carrières des magistrats concernés et au fonctionnement continu du service public de la justice - Jurisprudence du Conseil constitutionnel et arrêt du 22 juillet 1980 définissant et limitant le pouvoir de validation - (p. 1511) : consécration par le Conseil constitutionnel de l'indépendance et de la spécificité des fonctions des juridictions tant judiciaires qu'administratives à l'égard du Gouvernement et du Parlement - Demande au Sénat l'attribution rétroactive de la qualité d'auditeur de justice à des personnes ayant figuré sur une liste de candidats admis fixée par un acte administratif déclaré nul - Second projet validant non pas l'acte administratif annulé mais la conséquence de cet acte - Mesure de validation demandée entrant dans le cadre du pouvoir de validation reconnu au législateur par le Conseil constitutionnel - Souhait de la commission d'une mise à l'étude de mesures compensatoires en faveur des candidats non admis à un concours dont l'irrégularité est constatée - Au nom de la commission, demande l'adoption pure et simple du texte des deux projets de loi.

– Projet de loi relatif aux greffiers en chef stagiaires nommés à la suite du premier concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature (session de 1976) [n° 327 (82-83)] - (9 juin 1983) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 328) -(p. 1510, 1511).

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Justice - (29 novembre 1983) - Rapporteur pour avis (p. 3472, 3473) : justice, service fondamental de l'Etat - Objectif d'une justice plus humaine et plus efficace inscrit par le Gouvernement dans deux programmes prioritaires du 9e Plan - Faiblesse des créations d'emplois, notamment de nouveaux magistrats - Doublement en trois ans du contentieux du travail - Hommage à l'effort des magistrats - Recherche d'une nouvelle définition du contentieux soumis à la justice - Nécessité d'éviter que la déjudiciarisation remette en question les garanties fondamentales des justiciables - (p. 3474) : commission des lois s'en remettant à la sagesse du Sénat pour l'adoption des crédits du budget de la justice.

TAITTINGER (Pierre-Christian), sénateur de Paris (UREI) - vice-président du Sénat.

Réélu vice-président du Sénat le 5 octobre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 mai 1983) (p. 1202).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (27 juin 1983) (p. 2031).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (28 juin 1983) (p. 2063).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur (17 novembre 1983) (p. 2996).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à garantir la liberté de la presse (24 novembre 1983) (p. 3246).

Est nommé membre de la commission de contrôle des conditions de fonctionnement, d'intervention et de coordi-

nation des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme (20 décembre 1983) (p. 4461).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **318** (JO Débats 24 mars 1983) (p. 439) à M. le ministre chargé de la fonction publique : **affaires étrangères (ministère des)** (situation des attachés d'administration centrale et des secrétaires adjoints des affaires étrangères) - Réponse de M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat à la fonction publique et aux réformes administratives (14 octobre 1983) (p. 2318, 2319).

Questions orales avec débat :

n° **147** (14 octobre 1982) (p. 4558) à M. le ministre chargé de la fonction publique : **fonctionnaires** (réformes administratives concernant la situation des attachés d'administration centrale et des secrétaires adjoints des affaires étrangères) - Retirée le 2 avril 1983 (p. 3).

n° **9** (2 avril 1983) (p. 3) à M. le ministre de la défense : **armement** (possibilité de l'établissement d'un programme de défense anti-missile).

n° **32** (8 avril 1983) (p. 150) à Mme le secrétaire d'Etat à la famille, à la population et aux travailleurs immigrés : **famille** (politique familiale du gouvernement).

INTERVENTIONS

En qualité de président de séance

– **Hommage à M. Carlos Olguin, Président du Sénat de Colombie** (20 octobre 1983) (p. 2368).

– **Attentat à Beyrouth** (25 octobre 1983) (p. 2398)..

– **Hommage à un fonctionnaire décédé** (8 novembre 1983) (p. 2706, 2707) : décès de M. Stanley Campbell, secrétaire général de la questure.

– **Clôture de la session ordinaire** (21 décembre 1983) (p. 4538).

– **Ouverture de la session extraordinaire** (22 décembre 1983) (p. 4538) : décret de convocation et ordre du jour de la session.

En qualité de sénateur

– **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières** [n° **228 (82-83)**] - (19 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 332) : langage de vérité tenu par M. Jacques Delors lors de la campagne municipale - Solitude du ministre sur le plan du jugement économique - Isolement de la France - Environnement économique international - Inquiétude quant aux perspectives de reprise - Procédure des ordonnances - Déséquilibre de la balance du commerce extérieur - Régression de la production - Blocage des prix et des revenus - Pression fiscale - (p. 333) : charges pesant sur les entreprises - Recul de l'investissement - Augmentation du chômage - Inflation - Consensus national - Réforme hospitalière - Réduction des inégalités.

– **Projet de loi sur l'Exposition Universelle de 1989** [n° **338 (82-83)**] - (16 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1733) : exclusion des aspects financiers de l'Exposition de ce projet de loi - Action du Gouvernement - Site, programme et moyens de l'Exposition - Insuffisance des études préalables et de la concertation - Insuffisance du site prévu - Amélioration du patrimoine de la capitale par la municipalité parisienne avant 1989 - (p. 1734) : avantages d'un site de 4 ou 500 hectares dans la région d'Ile-de-France - Financement de l'Exposition - Référence au mode de financement de l'Exposition de 1937.

– **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle** [n° **400 (82-83)**] - (23 juin 1983) - **Art. 1** (p. 1950) : son amendement n° 4 : extension de l'exonération prévue aux entreprises prestataires de services et aux entreprises commerciales ; retiré.

– **Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan)** [n° **399 (82-83)**] - (28 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2050) : déception devant le projet - Déclin du Plan - Crise économique - Conjoncture internationale - Absence de politique industrielle - Choix des secteurs prioritaires ou non - Situation économique et financière de la France - Politique monétaire - Idéologie du projet - (p. 2051) : fiscalité - Prélèvements obligatoires : impôts et charges sociales - Conception du rôle de l'Etat - Politique énergétique ; rôle du nucléaire - Plan et budget - Déficit budgétaire - Endettement - Financement du Plan - Programmation quantitative et financière - Crise de la planification.

– **Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** - *Nouvelle lecture* [n° **480 (82-83)**] - (6 juillet 1983) - **Discussion générale** (p. 2208, 2209) : transfert des compétences - Transfert des ressources - Capacités financières des communes, des départements et des régions - Difficultés de mise en place d'une véritable décentralisation.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports - (2 décembre 1983) - En remplacement de M. *Jean Delaneau*, rapporteur pour avis (jeunesse et sports) - (p. 3633) : modification de la présentation budgétaire du ministère de la jeunesse et des sports - Annulations d'autorisations de programme et de crédits de paiement en 1983 et moyens prévus pour 1984 : moyens des services et interventions publiques ; contribution à la dotation globale d'équipement (DGE) ; dépenses de subventions - Jeux olympiques - Transfert de la direction du temps libre - Fonds national pour le développement du sport (FNDS) : prélèvement sur les enjeux du loto et du pari mutuel urbain (PMU) - Développement de la pratique sportive : nombre des licenciés - Absence de création de postes de conseiller technique et pédagogiques ; statut - Dotation budgétaires des services d'animation sportive (SAS) - Sport optionnel pour les élèves des collèges - Equipements sportifs : programmes de rattrapage des installations sportives et des gymnases ; grands équipements - (p. 3634) : budget de la jeunesse : augmentation des crédits ; offices franco-allemand et franco-québécois pour la jeunesse ; politique d'insertion sociale et professionnelle des jeunes et lutte contre la violence et la délinquance ; énumération des opérations menées en 1983 et priorité financière accordée à ces actions - Régression des activités traditionnelles du ministère en faveur des jeunes : loisirs, vacances, animateurs, maisons des jeunes et de la culture - Substitution aux subventions de fonctionnement de contrats d'objectifs ou de programmes : conventionnement et risque de détournement de la finalité des associations conventionnées ; insuffisance des moyens pour la poursuite d'objectifs propres - Menace pour le mouvement associatif - Avis défavorable de la commission des affaires culturelles.

Education nationale - (3 décembre 1983) - (p. 3713) : problème de l'avenir du centre Sarrailh fermé le 17 octobre dernier.

Culture - (7 décembre 1983) - (p. 3888, 3889) : ville de Paris et crédits consacrés à la culture - Actions à mener en matière d'équipement et de création - Relations entre la ville de Paris et l'Etat - Art lyrique - Création de Saint-

François d'Assise - Prix de la construction et frais de fonctionnement de l'Opéra de la Bastille - Politique du cinéma face à Canal Plus - Rapport de M. Jean-Denis Bredin sur le cinéma - Acquisition d'une oeuvre d'art et possibilité de déductions fiscales - Attente d'une politique culturelle du cirque - Définition de la culture par André Malraux.

Communication audiovisuelle - (8 décembre 1983) - (p. 3921) : bilan d'application de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle : mauvais fonctionnement du service public ; absence de libération - Annonce de la création de la quatrième chaîne de télévision, Canal Plus ; nécessité de l'approbation des cahiers des charges par la Haute Autorité - (p. 3922) : mode de financement choisi - Menace pour l'industrie cinématographique ; rapport Bredin - Relations entre l'Etat et l'industrie cinématographique ; éventualité de la création d'une nouvelle société de production sous son contrôle - Affirmation de la liberté de la communication audiovisuelle dans la loi de 1982 et réalité de son application - Attrait prévisible de Canal Plus sur les trois chaînes de télévision et risque de création d'un nouvel office - Extension du contrôle de l'Etat - Nécessité du pluralisme.

Nouvelle lecture [n° **149 (83-84)**] - (19 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4374) : diminution des investissements - Progression du chômage - Accélération des prélèvements obligatoires - Découragement du peuple français - Taux de la pression fiscale - Progression des impôts directs - Charges sociales - Taxation indirecte - Recherche par le Gouvernement d'une égalité absolue et conséquences inverses.

– **Projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales** [n° **95 (83-84)**] - (19 décembre 1983) - **Après l'art. 5** (p. 4398) : soutient l'amendement n° 1 de M. Roger Romani (montant de la dotation revenant à la commune de Paris).

TAJAN (Pierre), sénateur du Tarn-et-Garonne (GD-SRG).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1984 (16 décembre 1983) (p. 4314).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Industries agricoles et alimentaires** [n° **64 tome III (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement : revenus agricoles de 1982** - (19 mai 1983) - (p. 951) : revenu brut d'exploitation pour les productions fruitières - Disparités régionales - Charges sociales - Produits espagnols et italiens - Problème viticole - Tarn-et-Garonne.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Transports - (25 novembre 1983) - (p. 3306) : accidents de la route - Etat du réseau routier ; diminution du risque d'accident sur les autoroutes - Danger du réseau routier secondaire ; demande de modification du code de la route : priorité obligatoire aux carrefours - (p. 3307) : proportion des accidents mortels survenant sur le réseau secondaire - Réponse de M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur, à sa question écrite du 1er octobre 1983 - Signalisation - Contestation de la règle de priorité à droite - Création d'un intergroupe parlementaire sur la sécurité routière.

Agriculture - (1er décembre 1983) - Rapporteur pour avis (industries agricoles et alimentaires) - (p. 3574) : industries agricoles et alimentaires (IAA) - Balance des paiements - Situation des entreprises et des coopératives - Fruits et industries de transformation - Filières sur les marchés de détail depuis la production jusqu'à la commercialisation - IAA et compétences du ministre de l'agriculture - Institut de développement des industries agricoles et alimentaires (IDIAA) - Société financière pour l'innovation dans les industries agricoles et alimentaires (IDIANOVA) - Exportations - (p. 3575) : mission de la Société pour l'expansion des ventes des produits agricoles et alimentaires (SOPEXA) - Dotations allouées en faveur des IAA - Prime d'orientation agricole (POA) - Fonds d'intervention stratégique - Institut national de la recherche agronomique (INRA) - Comptoir national technique agricole (CNTA) - Elargissement du Marché commun - S'en remet à la sagesse du Sénat pour ce budget.

TARCY (Raymond), sénateur de la Guyane (apparenté au groupe S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Education nationale - (3 décembre 1983) - (p. 3713) : éducation nationale redevenue une priorité - Insuffisance des crédits scolaires à la Guyane - Faible taux de scolarisation à deux ans - Problème de la scolarisation des enfants des populations sylvicoles - (p. 3714) : importance des besoins dans le secondaire - Déficit des constructions scolaires en Guyane - Nécessité de prévoir un plan d'urgence sur trois ans pour scolariser les enfants de Guyane - Se déclare favorable à l'adoption du budget de l'éducation nationale pour 1984.

Départements et territoires d'outre-mer - (6 décembre 1983) - (p. 3815) : insuffisance des crédits proposés - Fonds d'investissement des DOM (FIDOM) - Agence nationale pour l'insertion et la formation des travailleurs d'outre-mer - Annulations de crédits votés dans la loi de finances pour 1983 - Guyane : immigration irrégulière - (p. 3816) : demande de moyens de police - Exploitation forestière - Demande d'attribution du patrimone foncier de l'Etat à la région de Guyane - Modernisation nécessaire des hôpitaux de Cayenne et Saint-Laurent-du-Maroni - Problème scolaire - Inconvénients et demande de suppression de la prime d'éloignement pour les fonctionnaires, instaurée par décret du 22 décembre 1953 - Commissariat à l'industrialisation des départements d'outre-mer - Votera ce projet de budget.

TARDY (Fernand), sénateur des Alpes-de-Haute-Provence (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **374** (JO Débats 4 mai 1983) (p. 586) à M. le ministre de la défense : **service national** (dispense de service national pour les jeunes agriculteurs) - Réponse de M. François Autain, secrétaire d'Etat à la défense (31 mai 1983) (p. 1228, 1229).

n° **380** (JO Débats 12 mai 1983) (p. 820) à M. le ministre de l'agriculture : **agriculture** (mise en place des offices).

INTERVENTIONS

– **Questions orales avec débat jointes : politique agricole** - (10 juin 1983) - (p. 1553, 1554) : décrets du 18 mars 1983 portant création des offices et du 26 mai 1983 nommant leurs directeurs - Office des plantes à parfums et aromatiques - Demande de mise en place des moyens nécessaires sur le terrain - (p. 1568) : difficultés des éleveurs en zones défavorisées - Notion de zone défavorisée et classement en zones de haute montagne, de montagne et de piémont - Difficultés de la moyenne montagne en montagne sèche : élevage ovin, absence d'apport touristique - Extension souhaitable du bénéfice du taux maximal de l'indemnité spéciale de montagne (ISM) aux éleveurs de moyenne montagne dans les Alpes sèches et le sud du Massif central.

– **Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan)** [n° **399 (82-83)**] - (28 juin 1983) - **Art. unique** (p. 2083) : vote du groupe socialiste contre l'amendement n° 1 de M. Bernard Barbier, rapporteur (suppression de cet article portant approbation du rapport sur le 9e Plan) - Nécessité de la planification - Programmes prioritaires d'exécution (PPE) - Soutien au texte du Gouvernement.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 20** (p. 3213) : se déclare favorable à l'amendement n° 78 de M. Maurice Blin, rapporteur général (nouvelle rédaction de la deuxième phrase du paragraphe II de cet article, relative à l'exonération des contrats d'assurances maladies complémentaires et des contrats couvrant la totalité des risques personnels ou professionnels).

Deuxième partie :

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3581) : revenu agricole - Balance commerciale agro-alimentaire - Régime réel super-simplifié - Montants compensatoires monétaires (MCM) - Politique Nord Sud - Politique agricole commune (PAC) - (p. 3582) : budget global de l'agriculture - Indemnité viagère de départ (IVD) - Enseignement agricole - Prêts - 9e Plan - Dotation aux jeunes agriculteurs (DJA) - Société d'épargne foncière agricole (SEFA) - Offices par produits - Europe agricole et PAC - Vote de ce budget par le groupe socialiste.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - (9 décembre 1983) - **Art. 74** (p. 4020) : son amendement n° 281, soutenu par M. Henri Duffaut : calcul de l'imposition en cas d'apport de son exploitation par un exploitant agricole individuel à une société ou un groupement non passible de l'impôt sur les sociétés ; adopté.

THYRAUD (Jacques), sénateur du Loir-et-Cher (UREI).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Est nommé membre de la commission nationale de l'informatique et des libertés (loi n° 78-17 du 6 janvier 1978) (6 octobre 1983) (p. 2276).

Est réélu juge titulaire de la Haute Cour de Justice (26 octobre 1983) (p. 2475).

Est nommé de nouveau membre du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire (1er décembre 1983) (p. 3619).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (15 décembre 1983) (p. 4275).

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement : enquête d'utilité publique sur le tracé du TGV atlantique** - (21 avril 1983) - (p. 415) : émotion du département de Loir-et-Cher - Montant de la dépense - Modalités d'établissement du tracé - Commission Fougère ; absence de conclusions - Nécessaire report de l'enquête d'utilité publique sur le tracé du train à grande vitesse (TGV).

TINANT (René), sénateur des Ardennes (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis élu secrétaire.

– Est nommé membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence (décret n° 66-172 du 25 mars 1966) (25 octobre 1983) (p. 2436).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Enseignement agricole** [n° **63, tome V (83-84)**] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **420** (JO Débats 19 octobre 1983) (p. 2346) à M. le ministre de l'urbanisme et du logement : **artisanat** (crise des entreprises artisanales du bâtiment).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].**

Deuxième partie :

Agriculture - (1er décembre 1983) - Rapporteur pour avis (enseignement agricole) - (p. 3575) : enseignement agricole - Importance prioritaire de l'enseignement et de la formation pour l'avenir de l'agriculture française - (p. 3576) : enseignement supérieur public - Enseignement agricole public et privé - Aide aux familles - Ecart entre l'enseignement agricole et l'enseignement général - Transports scolaires - Dépenses d'investissements - Décentralisation et transfert de compétences - Gestion des établissements privés - Avis favorable à l'adoption de ces crédits.

TIZON (Jean-Pierre), sénateur de la Manche (UREI).

Devient sénateur le 3 mars 1983, en remplacement de M. Léon Jozeau-Marigné, nommé membre du Conseil constitutionnel (2 avril 1983) (p. 2).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des lois (7 avril 1983) (p. 97).

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

Est nommé membre de la commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires (décret n° 82-227 du 4 mars 1982 modifiant le décret n° 61-652 du 20 juin 1961) (15 juin 1983) (p. 1643).

Est nommé de nouveau membre de cette commission (25 octobre 1983) (p. 2435).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (6 mai 1983) (p. 721).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds (24 juin 1983) (p. 1973).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (27 juin 1983) (p. 2012).

TOMASINI (René), sénateur de l'Eure (RPR).

Décédé le 5 mai 1983 (5 mai 1983) (p. 659) - Eloge funèbre (9 juin 1983) (p. 1502).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **348** (JO Débats 13 avril 1983) (p. 195) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **carburants** (production de méthanol).

INTERVENTIONS

– **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance [n° 480 (81-82)]** - (13 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 203) : véritable entreprise de démolition des caisses d'épargne - Personnalité intrinsèque des caisses - Substitution par le Gouvernement de la gestion d'Etat à l'initiative privée - (p. 204) : nationalisation déguisée - Absence de représentation des usagers à la Caisse nationale d'épargne et à toutes les banques nationalisées, à la SNCF, EDF ... - Réalité du pouvoir détenue par les directeurs nommés par la Caisse des dépôts - Démocratisation des caisses d'épargne et artifice - Suppression des services de sept mille administrateurs bénévoles - Nécessaire création de structures professionnelles aux plans régional et national - Mise en place d'un établissement financier national - Nécessaire accroissement de la liberté de manoeuvre des caisses - Erreur du Gouvernement et motivation idéologique - **Art. 1** (p. 214) : son amendement n° 58, soutenu par M. Louis Souvet : élargissement du champ d'action des caisses d'épargne ; adopté - **Art. 2 A** (p. 217) : son amendement n° 59, soutenu par M. Louis Souvet : constitution des caisses d'épargne et de prévoyance en unions régionales et en union nationale ; retiré - **Art. 3** (p. 218) : son amendement n° 60, soutenu par M. Louis Souvet : création par les caisses d'épargne, leur union nationale et leurs unions régionales, avec la Caisse des dépôts et consignations au niveau régional d'un établissement de crédit ayant la forme de société anonyme ; retiré - **Art. 4** (p. 221) : son amendement n° 61, soutenu par M. Louis Souvet : mission de l'Union nationale des caisses d'épargne et de l'établissement financier national ; retiré - **Art. 5** (p. 224) ; son amendement n° 62, soutenu par M. Louis Souvet : définition des fonds collectés par les caisses d'épargne ; rejeté - **Art. 9** (p. 230) : sur l'amendement n° 16 de M. Jean Cluzel, rapporteur (conditions de désignation des élus locaux et des déposants au sein du conseil de surveillance), son sous-amendement n° 63, soutenu par M. Louis Souvet : représentation des cadres et des employés à égalité dans les conseils d'orientation et de contrôle ; rejeté.

Suite de la discussion - (14 avril 1983) - **Art. 10** (p. 245) : sur l'amendement n° 21 de M. Jean Cluzel, rapporteur (pouvoir d'examen et d'autorisation préalable ; référence au droit des sociétés), son sous-amendement n° 64, soutenu par M. Louis Souvet : suppression des notions d'opérations courantes et de conditions normales ; retiré.

TORRE (Henri), sénateur de l'Ardèche (apparenté au groupe UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 **[n° 61 (83-84)]** adopté par l'Assemblée nationale - **Agriculture [n° 62, annexe 3 (83-84)]** (21 novembre 1983).

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 **[n° 61 (83-84)]** adopté par l'Assemblée nationale - **Prestations sociales agricoles [n° 62, annexe 42 (83-84)]** (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].**

Deuxième partie :

Prestations sociales agricoles - (1er décembre 1983) - Rapporteur spécial - (p. 3548) : politique de rigueur - Erreurs du Gouvernement en 1981 et 1982 - Baisse du revenu agricole en 1983 - Assurance maladie - Nombre des ayants droit ; mutualité sociale agricole (MSA) et prévention - Prestations familiales - Assurance vieillesse - (p. 3549) : couverture financière des prestations - Cotisations professionnelles - Financement extraprofessionnel - Répartition des charges - Travaux du groupe de travail administration profession - Taxation des polices d'assurance émanant de la MSA - **Examen des crédits - Art. 46** (p. 3559) : propose l'adoption des crédits concernant les services votés - Solidarité de la nation face à son agriculture - **Art. 47 :** propose le rejet des crédits inscrits au titre des mesures nouvelles - **Art. 103 :** allocation aux adultes handicapés - Prise en charge du financement de cette prestation par le budget de l'État - Dépenses des caisses de mutualité sociale agricole et remboursement direct du BAPSA.

Agriculture - (1er décembre 1983) - Rapporteur spécial - (p. 3568, 3569) : revenu agricole - Absence de concertation - Enseignement agricole public et privé - Actions éducatives en milieu rural - Mesures en faveur des jeunes sans emploi - Financement des nouveaux offices ; secteurs ovin, porcin ; organisation du marché ; serres - Indemnité viagère de départ (IVD) - Dotation d'installation aux jeunes agriculteurs (DIJA) -Zones défavorisées et de montagne - Annulations de crédits - Bonifications d'intérêts - Prêts bonifiés à moyen terme ordinaires - (p. 3570) : dotation globale d'équipement (DGE) - Décentralisation - Equipements ruraux - Modernisation de l'agriculture française - Budget de récession - Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - Politique agricole commune (PAC) - Elargissement de la Communauté économique européenne (CEE) - Transferts de compétences - (p. 3571) : conséquences de la décentralisation sur les structures du ministère de l'agriculture - Demande le rejet de ce budget.

TRAVERT (René), sénateur de la Manche (UREI).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commissio (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Transports - (25 novembre 1983) - (p. 3311, 3312) liaisons routières et ferroviaires entre Paris et le Cotenti - Demande de prolongation de l'autoroute A 13 - Demand d'électrification de la voie ferrée Cherbourg Caen Paris Absence de liaison aérienne régulière - Importance d l'industrie nucléaire dans le département de la Manche centrale de Flamanville ; installation de l'usine de retraite ment Cogéma sur le cap de La Hague.

TREILLE (Georges), sénateur des Deux-Sèvres (rattach administrativement au groupe UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commissio (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (24 novembre 1983) - Aprè **l'art. 30** (p. 3225) : son amendement n° 59, soutenu par M André Fosset : fixation d'un terme pour l'institution d paiement mensuel des pensions civiles et militaires ; déclar irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

U

UKEIWE (Dick), sénateur de la Nouvelle-Calédonie (RPR).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

Elu secrétaire du Sénat le 5 octobre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant homologation des dispositions pénales de deux délibérations de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** [n° 372 (82-83)] - (20 octobre 1983) - **Discussion générale** (p. 2352) : délibération n° 216 de l'assemblée locale du 26 août 1982 complétant le code territorial de la route dans un souci d'homologie avec la réglementation métropolitaine et délibération n° 108 du 9 mai 1980 définissant les aires de protection - Mesures inapplicables en l'état de la législation pouvant entrer en vigueur grâce au vote de ce projet de loi par le Parlement.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Commerce extérieur et tourisme - (28 novembre 1983) - (p. 3435) : crise du nickel et nécessité du développement du tourisme en Nouvelle-Calédonie - Concurrence internationale - Coût des transports et nécessité d'une ligne de transports charters entre l'Europe et la Nouvelle-Calédonie - Infrastructure hôtelière et problème de la propriété foncière coutumière (propriété clanique) - Développement d'un potentiel touristique unique et restauration nécessaire de la confiance en Nouvelle-Calédonie.

Départements et territoires d'outre-mer - (6 décembre 1983) - (p. 3808, 3809) : place minoritaire des indépendantistes dans toutes les ethnies de Nouvelles-Calédonie - Propos de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat, devant la télévision locale - Demande d'organisation rapide du référendum sur l'autodétermination - Opposition au statut d'autonomie interne - Politique de dessaisissement des autorités territoriales - Contrôle des offices par l'Etat ; réforme foncière ; effet néfaste pour la tribu et la coutume - Office culturel et scientifique canaque - (p. 3810) : service militaire adapté - Projet de statut de large autonomie interne - Volonté des Calédoniens de rester français - (p. 3822) : propos tenus par M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat et rapportés par l'association Fraternité calédonienne et le Front calédonien.

V

VADEPIED (Raoul), sénateur de la Mayenne (UCDP).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

VALADE (Jacques), sénateur de la Gironde (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la délégation parlementaire pour la planification (loi n° 82-653 du 29 juillet 1982).

Est nommé de nouveau membre de cette délégation (13 octobre 1983) (p. 2308).

Est nommé membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (loi n° 83-609 du 8 juillet 1983) (20 octobre 1983) (p. 2363).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi interdisant certains appareils de jeux (27 juin 1983) (p. 2012).

Est nommé membre de la commission de contrôle des conditions de fonctionnement, d'intervention et de coordination des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme (20 décembre 1983) (p. 4461).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) (21 décembre 1983) (p. 4530).

Est nommé membre de la commission de contrôle des services publics responsables de l'application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques (22 décembre 1983) (p. 4560).

DÉPÔTS

Rapport d'information fait, avec plusieurs de ses collègues, au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission d'information effectuée du 27 août au 15 septembre 1982 sur les conditions du développement économique des territoires de Polynésie française et de Nouvelle-Calédonie et sur les relations commerciales de la République de Singapour avec la France [n° **234 (82-83)**] (14 avril 1983) - **Rapports d'information.**

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° **53 (82-83)**] de M. Paul Girod et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (urgence déclarée) [n° **275 (82-83)**] (27 avril 1983) - **Collectivités locales.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Recherche scientifique** [n° **64, tome VI (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement : tournée de l'équipe de France de rugby en Afrique du Sud** - (21 avril 1983) - (p. 416) : interdiction des relations entre les membres des fédérations sportives françaises et d'Afrique du Sud - Relations diplomatiques et commerciales entre ces deux pays - Respect des droits de l'homme et éthique du sport.

– **Conclusions du rapport de M. Paul Girod**, fait au nom de la commission des lois, **sur la proposition de loi** [n° **53(82-83)**] de MM. Paul Girod, Jacques Valade, Paul Séramy, Jean Madelain et Jean-Pierre Fourcade, **tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat** [n° **269 (82-83)**] - (4 mai 1983) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 599) : collaboration entre les rapporteurs et les commissions du Sénat - Transports scolaires : effectifs transportés ; cas des enfants fréquentant des établissements situés hors du département de résidence ; cas de la région Ile-de-France - Problème des aérodromes : suppression par la commission des lois de la compétence des régions et désaccord de la commission des affaires économiques ; désenclavement des principales agglomérations de province ; maintien de la compétence de l'Etat pour certains cas spécifiques : aéroport de Paris, aérodrome international de Bâle Mulhouse ; aérodromes militaires - (p. 600) : Corse et départements d'outre-mer - Construction de navires de pêche - Entreprises de culture marine ; hydraulique agricole - Itinéraires de randonnées - Urbanisme - Soutien au texte en examen.

Suite de la discussion - (5 mai 1983) - Rapporteur pour avis - **Art. 12** (p. 638) : son amendement n° 18 : substitution de la notion de compétence à celle de responsabilité en matière de transports scolaires ; rétablissement de la notion de plan départemental des transports scolaires ; adopté après modification par le sous-amendement n° 144 de MM. Charles Bosson et Jean Francou (élèves de l'enseignement public et de l'enseignement privé bénéficiant des mêmes droits en matière de transports scolaires) - **Art. 13** (p. 642) : son amendement de coordination n° 19 ; adopté - **Après l'art. 13** : son amendement n° 24 : dispositions de l'article 12 relatif aux transports scolaires adaptées ultérieurement à la région d'Ile-de-France ; adopté après modification par le sous-amendement n° 194 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis (adaptation de ces dispositions aux départements de la région d'Ile-de-France de la compétence du syndicat des transports parisiens) - (p. 644) : son amendement n° 20 : transfert aux régions des compétences en matière d'aérodrome ; adopté après modification par le sous-amendement n° 132 de MM. Jacques Pelletier et Paul Robert (régions percevant sur les exploitants d'aéronefs des redevances proportionnelles à la nuisance provoquée par les avions) - (p. 645) : s'oppose à l'amendement n° 149 de M. Pierre Lacour (normes d'équipement et règles d'utilisation des aérodromes fixées par l'Etat) - **Art. 14** (p. 646) : son amendement n° 21 : création, aménagement et exploitation des ports fluviaux et des canaux d'accès inclus dans les compétences régionales ; adopté - (p. 647) : son amendement n° 22 : aménagement et exploitation des ports fluviaux pouvant être concédés à des personnes privées ; adopté - **Art. 21** (p. 650) : son amendement n° 23 : financement et attribution des aides aux travaux collectifs d'aménagement destinées à la flotte de pêche côtière et aux cultures marines ; adopté.

Suite de la discussion - (6 mai 1983) - Rapporteur pour avis - **Avant l'art. 48** (p. 692) : son amendement n° 25, soutenu par M. Pierre Lacour : développement des chemins de randonnée dans le cadre des pouvoirs de police dévolus aux autorités municipales et garantie du respect de la

propriété privée ; adopté - **Art. 48** (p. 694) : ses amendements soutenus par M. Pierre Lacour, n° 26 : établissement par le département d'un plan départemental des chemins et sentiers après avis des communes intéressées ; adopté ; n° 27 : conventions pouvant fixer les dépenses d'entretien et de signalisation mises à la charge du département ; adopté ; et n° 28 de coordination ; adopté - (p. 695) : son amendement n° 29, soutenu par M. Pierre Lacour : précisions concernant les modalités du transfert des ressources correspondantes ; retiré - **Après l'art. 66** (p. 711) : sur l'amendement n° 87 de M. Gaston Defferre, ministre (modifications du code de l'urbanisme), son sous-amendement n° 184, soutenu par M. Pierre Lacour : précisions relatives aux modifications du code de l'urbanisme ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Industrie et recherche - (5 décembre 1983) - Rapporteur pour avis (recherche scientifique) - (p. 3764) : adoption par le Sénat en 1982 de la loi sur l'orientation et la programmation de la recherche - Prévision irréaliste relative à la croissance du produit intérieur brut (PIB) - Non respect des objectifs fixés par la loi d'orientation - Régulation conjonctuelle inquiétante pour la gestion des organismes - Non respect des prévisions concernant les créations d'emplois - (p. 3765) : statut des chercheurs ou des techniciens faisant des recherches associant l'université et l'industrie - Déséquilibre entre le nombre des chercheurs et celui des techniciens - Dispersion des créations d'emplois vers les secteurs marginaux de la recherche - Musée des sciences, des techniques et de l'industrie de La Villette - Contribution des entreprises et des régions à l'effort de recherche - Aspect humain de la politique de la recherche - Statut des chercheurs - Déceptions des participants aux assises régionales puis nationale de la recherche - Commission des affaires économiques défavorables à l'adoption de ce budget en raison du non respect de la loi d'orientation et de programmation de 1982 - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3791) : s'oppose à l'amendement n° 198 de M. Pierre Croze, rapporteur spécial (réduction des crédits du CNRS visant à différer les créations d'emplois).

VALCIN (Edmond), sénateur de la Martinique (RPR).

Elu questeur du Sénat le 5 octobre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

– Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (28 juin 1983) (p. 2063).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif aux dispositions particulières à l'élection des sénateurs des départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion** [n° **341 (82-83)**] - (9 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1507) : inclusion des conseillers régionaux de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion dans le corps électoral du Sénat - Etonnement devant la limitation du champ d'application de ce projet aux seuls départements d'outre-mer (DOM) - Problème de la Corse, région pluridépartementale - DOM, régions monodépartementales Corse exclue du projet de loi de volonté délibérée - S'étonne du retard apporté à l'organisation des élections des conseils régionaux au suffrage universel - (p. 1508) : contraste entre l'excès de lenteur pour l'organisation des élections régionales en métropole et la précipitation pour la mise en place des conseils régionaux dans les DOM - Absence de possibilité de travail tant que les transferts de compétences et surtout les transferts de moyens n'ont pas été effectués - Se déclare favorable au nom du groupe RPR à l'adoption du texte de ce projet de loi.

– **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique étrangère** [n° **48 (83-84)**] - (7 novembre 1983) - (p. 2699) : expansionnisme soviétique sur tous les continents : pacifisme en Europe occidentale ; Extrême-Orient ; Afghanistan ; Pologne ; Angola et Ethiopie ; Amérique centrale ; Moyen-Orient ; Afrique - (p. 2700) : euromissiles - Approuve l'envoi du contingent français au Liban et l'intervention au Tchad ; regrette le retard de cette intervention - Déplore la condamnation par le gouvernement français de l'intervention américaine à la Grenade ; situation réelle dans ce pays : coup d'Etat ; soldats cubains - Différence avec la situation en Afghanistan - Analyse de la situation dans les Caraïbes et danger de subversion dans les départements français d'Antilles et de Guyane ; négociation du Gouvernement avec les signataires de la convention du Morne Rouge de 1971 et reconnaissance de la subversion.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° **61 (83-84)**].

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (6 décembre 1983) - **Examen des crédits - Section commune - Etat B** (p. 3823) : critique de la préparation tardive et de la brièveté des débats sur ce projet de budget - Insuffisance des crédits proposés - Vote du groupe RPR contre ce projet de budget.

VALLIN (Camille), sénateur du Rhône (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis élu secrétaire.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1984 (12 décembre 1983) (p. 4084).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales (20 décembre 1983) (p. 4429).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Mer : marine marchande** [n° **62, annexe 21 (83-84)**] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° **334** (JO Débats 7 avril 1983) (p. 94) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **industrie chimique** (fermeture d'un vapocraqueur de la raffinerie de Feyzin) - Réponse de

M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé (15 avril 1983) (p. 302, 303).

n° 430 (JO Débats 27 octobre 1983) (p. 2489) à M. le ministre de l'économie : **lois de finances** (budget pour 1984 : suppression des exonérations fiscales concernant certaines habitations) - Réponse de M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement (18 novembre 1983) (p. 3057, 3058).

INTERVENTIONS

– **Question au Gouvernement : restructuration du groupe Pechiney Ugine Kuhlmann (PUK) dans l'Isère** - (19 mai 1983) - (p. 948) : chimie - Emploi - Plan de 1976 - (p. 949) : nationalisation - Investissements au Canada - Région Rhône-Alpes.

– **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle** [n° 400 (82-83)] - (23 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1944) : allègements successifs de taxe professionnelle depuis 1982 - (p. 1945) : absence d'effet sur la relance de l'activité industrielle - Déclaration de M. Yvon Gattaz, président du Conseil national du patronat français (CNPF) - Loi du 28 juin 1982 et rejet des amendements communistes conditionnant les allègements financiers à la création d'emplois - Demande d'intervention sur les revenus du capital, les prélèvements des banques et les revenus prélevés par le capital étranger - Risque pour le système d'exonération temporaire dans le cadre de l'aménagement du territoire - Inégalité entre les communes - Coefficient de majoration des valeurs locatives des immeubles industriels : loi du 2 janvier 1980 ; nécessité de la progression homogène des bases des quatre taxes locales - Transfert de charge de la taxe professionnelle sur la taxe d'habitation - (p. 1946) : différence des taux selon les communes - Rapport sur l'application de la loi du 28 juin 1982 - Rôle économique important des investissements des communes - Compte pour le développement industriel (CODEVI) - Sauvegarde des livrets A et B - Prêts aux collectivités territoriales - Demande de réforme de la fiscalité locale - **Art. 1** (p. 1950) : son amendement n° 6 : possibilité d'exonération partielle d'impôts locaux ; retiré - (p. 1951) : exonérations consenties dans le cadre de l'aménagement du territoire.

– **Projet de loi relatif à l'activité et au controle des établissements de crédit** [n° 486 (82-83)] - (3 novembre 1983) - **Art. 14** (p. 2592) : sociétés de crédit mutualiste - Expérience préalable requise - **Art. 17** (p. 2595) : soutient l'amendement n° 185 de M. Pierre Gamboa (opérations de banque effectuées par les banques mutualistes ou coopératives, les caisses d'épargne et de prévoyance et les caisses de crédit municipal) - **Art. 22** (p. 2597) : soutient l'amendement n° 186 de M. Pierre Gamboa (association française des établissements de crédit respectant les spécificités ; coopération entre établissements).

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Discussion des articles de la première partie :

(22 novembre 1983) - **Art. 1** (p. 3123) : intervient sur cet article relatif à l'autorisation de percevoir les impôts existants - Conditions de réalisation de la justice fiscale - Intérêts des travailleurs - Gâchis financiers des sociétés capitalistes - Relance économique et augmentation du pouvoir d'achat - (p. 3124) : barême de l'impôt sur le revenu - Taxation nécessaire des revenus du capital - Amendements du groupe communiste - **Art. 2** (p. 3129) : soutient l'amendement n° 18 de M. Fernand Lefort (application de la majoration conjoncturelle au prélèvement forfaitaire libératoire) - (p. 3130) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 128 de M. Jacques Moutet (suppression du paragraphe VIII de cet article instituant une surtaxe progressive conjoncturelle) - **Art. 3** (p. 3131) ; remplacement du système de déduction de certaines charges du revenu global par le système de crédit d'impôt : justice fiscale - Logements en prêt locatif aidé (PLA) - Relèvement souhaitable de 20 à 25 % du crédit d'impôt - **Après l'art. 8** (p. 3145, 3146) : soutient l'amendement n° 20 de M. Fernand Lefort (rapport au Parlement en 1984 sur l'application des dispositions relatives à l'avantage fiscal consenti aux entreprises françaises qui réalisent des investissements industriels à l'étranger) - **Après l'art. 10** (p. 3153) : soutient l'amendement n° 21 de M. Pierre Gamboa (limitation du montant des intérêts dus au titre des emprunts d'Etat indexés sur l'or ; emprunt obligatoire pour la fraction des intérêts excédant la limite) - Emprunt Giscard 1973 - Dispositions de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances : libellé obligatoire des emprunts d'Etat en francs - (p. 3154) ; contestation de la validité juridique de cet emprunt.

Suite de la discussion - (23 novembre 1983) - **Art. 13** (p. 3166) : son amendement n° 87 : nouvelle rédaction du paragraphe 1 de cet article relatif aux exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties ; devenu sans objet - Inflation créant, pour les accédants à la propriété, une rente de situation - Etude d'une possibilité pour les communes d'appliquer la cessation d'exonération, selon un taux réduit - Application progressive de la cessation d'exonération - (p. 3169) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 49 de M. Paul Séramy, tendant à supprimer cet article relatif à la taxe foncière sur les propriétés bâties et aux exonérations de longue durée - Attachement du groupe communiste à développer les industries de raffinage - **Après l'art. 14** (p. 3174, 3175) : reprend l'amendement n° 17 de M. Jacques Descours Desacres : article additionnel relatif à l'attribution par priorité aux communes soumises à la péréquation départementale de la taxe professionnelle des sommes nécessaires au remboursement des emprunts ; retiré - Unités concourant à une même production réunies et soumises à l'écrêtement - Situation difficile pour de nombreuses communes - Possibilité d'étaler dans le temps la suppression de l'écrêtement - **Art. 18** (p. 3197) : son amendement n° 22 : nouvelle rédaction du tableau relatif à l'impôt sur les grandes fortunes et tendant à en augmenter les taux ; rejeté.

Deuxième partie :

Mer - (25 novembre 1983) - Rapporteur spécial (marine marchande) - (p. 3323, 3324) : majoration importante des dépenses ordinaires - Dépenses en capital : aides à l'exploitation dans le secteur des pêches maritimes ; signalisation maritime ; aide majeure à la navigation d'Ouessant ; recherche ; formation professionnelle ; Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) - Aide à la flotte de commerce et à l'équipement naval - Baisse du trafic maritime mondial - Concurrence déloyale - Chantiers navals ; restructuration ; plan social ; réduction d'effectifs - Exemple des aides directes aux chantiers adoptées par les autres gouvernements européens - (p. 3325) : propose l'adoption de ces crédits.

Vote sur l'ensemble - (10 décembre 1983) - (p. 4077) : projet dénaturé par le Sénat - Abstention du groupe communiste sur le vote de ce budget.

VALLON (Pierre), sénateur du Rhône (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (loi n° 79-564 du 6 juillet

1979 (13 octobre 1983) (p. 2307) ; en démissionne (25 octobre 1983) (p. 2413).

Est nommé membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (loi n° 83-609 du 8 juillet 1983) (20 octobre 1983) (p. 2363).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° **91** (26 janvier 1982) (p. 353) à M. le ministre de l'industrie : **automobiles** (situation de l'industrie automobile) - Retirée le 2 avril 1983 (p. 3).

n° **11** (2 avril 1983) (p. 4) à Mme le ministre du commerce extérieur et du tourisme : **tourisme** (conséquences pour les industries du tourisme des décisions du conseil des ministres du 25 mars 1983) - Discutée le 15 avril 1983 (débat commun) (p. 306 et suivantes).

n° **71** (5 juillet 1983) (p. 2177) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **industrie textile** (politique du Gouvernement dans le domaine de l'industrie du textile et de l'habillement).

n° **72** (5 juillet 1983) (p. 2177) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **automobiles** (politique du Gouvernement dans le domaine de l'industrie automobile).

n° **76** (3 octobre 1983) (p. 2248) à M. le secrétaire d'Etat au tourisme : **tourisme** (bilan de la saison touristique de l'été 1983).

n° **77** (3 octobre 1983) (p. 2248) à M. le secrétaire d'Etat au tourisme : **tourisme** (organisation du tourisme).

n° **78** (3 octobre 1983) (p. 2248) à M. le secrétaire d'Etat au tourisme : **tourisme** (orientation du gouvernement en matière de tourisme social).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non-titulaires occupant de tels emplois** [n° **148** (**82-83**)] - (12 avril 1983) - **Art. 1** (p. 177) : son amendement n° 19 : titularisation des membres de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) ; adopté.

– **Questions orales avec débat jointes : politique en matière de tourisme** - (15 avril 1983) - (p. 306) : conseil des ministres du 25 mars 1983 et limitation des sorties de devises touristiques - Menace pour les professions du tourisme - Nécessité d'un assouplissement du contrôle des changes - Accord du 8 avril entre le ministère de l'économie et des finances et le syndicat national des agents de voyage - Vacances, bien indispensable pour tous les Français - Interrogation sur la durée prévisible du contrôle des changes ; sur le rétablissement de l'équilibre extérieur de la France - Prorogation de l'accord du 8 avril jusqu'au 31 décembre 1983 - Problème du tourisme social et application aux organismes à vocation sociale de l'accord du 8 avril - Absence de statistiques sûres du tourisme - Incidence des mesures de contrôle des changes - Accords de coopération touristique avec de nombreux pays - (p. 307) : mesures nécessaires au redéploiement du tourisme dans l'espace français - Etalement des vacances nécessaire pour un redéploiement dans le temps - Importance d'un assouplissement durable du contrôle strict des changes - Souhait d'une audition du secrétaire d'Etat chargé du tourisme par le groupe d'études sur les problèmes du tourisme et des loisirs - Souhait d'un développement des infrastructures nécessaires pour répondre aux besoins de la clientèle française et étrangère - Proposition de loi sénatoriale sur les comités régionaux du tourisme - Attente des réponses du Gouvernement sur les questions techniques relatives à des mesures précipitées, dangereuses et excessives.

– **Question au Gouvernement : politique de régression sociale** - (19 mai 1983) - (p. 945) : remboursement des opérations chirurgicales - Déficit de la sécurité sociale - (p. 946) : frais d'opération et d'hospitalisation - Diminution de la protection sociale.

– **Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois** - *Deuxième lecture* [n° **291** (**82-83**)] - (24 mai 1983) - **Art. 1** (p. 1024) : son amendement n° 1, soutenu par M. Louis Virapoullé : situation des agents des institutions *sui generis ;* retiré.

– **Projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le 9e Plan (première loi de plan)** [n° **399** (**82-83**)] - (28 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 2054) : absence de véritable proposition - Loi de réforme de la planification et schéma d'élaboration de la première loi de plan - Rôle des régions et de la Commission nationale de planification - Concertation insuffisante - Priorités régionales et nationale - Contrats de plan entre l'Etat et les régions - Décentralisation et planifications - (p. 2055) : contrats avec les collectivités locales ; technique des fonds de concours - Absence de rigueur - Refus des choix - Politique de l'emploi et réduction de la durée du travail - Agriculture et agro-alimentaire - Rapport de la commission Grégoire sur le transport fluvial - Région Rhône Alpes : qualité du rapport d'orientation pour la préparation du plan régional ; politique volontariste - Flou et incertitude du projet de loi - (p. 2056) : attente d'un vrai projet lors de la discussion de la seconde loi de plan.

– **Questions orales avec débat jointes : tourisme** - (11 octobre 1983) - (p. 2282) : problèmes du tourisme et des loisirs, bilan de la saison d'été 1983 - Interrogation sur les intentions du Gouvernement en matière de promotion et d'organisation du tourisme - Diminution du nombre de touristes sur la Côte d'Azur - Succès des gîtes ruraux et des organismes à caractère social - Baisse de la restauration et du transport touristique - Diminution des dépenses de la clientèle et baisse de la fréquentation par les étrangers - Problèmes de trésorerie pour les agents de voyage - Menaces sur l'emploi - (p. 2283) : interrogation sur le montant des devises qui pourront être emportées à l'étranger en 1984 et sur l'usage des cartes de crédit hors de France - Suppression du carnet de change condamné par le Parlement européen - Création d'un fonds de promotion touristique - Absence de prise en compte par les pouvoirs publics du secteur du tourisme - Interrogation sur la politique du Gouvernement concernant l'organisation générale du tourisme et sur l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale de la proposition de loi sur l'organisation régionale du tourisme - Statut des délégués régionaux du tourisme - Rôle du Conseil supérieur du tourisme - (p. 2284) : rapports du Gouvernement avec la Fédération nationale des offices de tourisme et syndicats d'initiative et avec la Fédération nationale des comités départementaux de tourisme - Assises nationales du tourisme en 1984 - Saison d'été 1983 favorable au tourisme social - Système du chèques vacances - Nécessité d'une réorientation du tourisme social - Aptitudes de nombreuses régions rurales aux activités d'accueil et de loisir - Tourisme, activité de complément pour les agriculteurs - Conséquences du transfert au département des compétences en matière d'équipement d'accueil et de loisir - Désaffection des familles pour l'hôtellerie - Nécessité pour le Gouvernement de donner au tourisme social et au tourisme professionnel les moyens nécessaires - Urgence d'une décentralisation en matière de tourisme - (p. 2285) : nécessité pour l'Etat de se doter des moyens statistiques pour calculer l'impact des mesures fiscales - Concertation préalable à l'instauration de toute disposition fiscale - (p. 2288) : carnet de change et cartes de crédit.

– **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** [n° 384 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (27 octobre 1983) - **Art. 1 et art. additionnels** (p. 2513) : son amendement n° 374, soutenu par M. Jean Arthuis : composition du service public de l'enseignement supérieur ; retiré.

– **Projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit** [n° 486 (82-83)] - **Suite de la discussion** - (4 novembre 1983) - **Art. 57** (p. 2644) : son amendement n° 179, soutenu par M. Adolphe Chauvin : clause de réserve de propriété et transfert de la réserve de propriété à l'établissement bancaire ; retiré - **Art. 84** (p. 2658) : son amendement n° 180, soutenu par M. Adolphe Chauvin : volonté d'éviter que des établissements déjà enregistrés soient obligés d'effectuer des démarches pour obtenir un nouvel agrément ; retiré - **Art. 85** (p. 2659) : son amendement n° 181, soutenu par M. Adolphe Chauvin : préparation, par le comité des établissements de crédit, de la liste des établissements agréés ; demande d'agrément pour les autres établissements ; retiré.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Commerce extérieur et tourisme - (28 novembre 1983) - (p. 3433) : projet de budget du tourisme pour 1984 : amélioration de la présentation des crédits ; qualité des rapports - Sauvegarde nécessaire du Touring-Club de France - Promotion du tourisme : proposition de créer un fonds de promotion touristique partiellement financé par les industries exportatrices bénéficiant d'une exonération de la TVA sur le chiffre d'affaires réalisé en devises étrangères - Association d'accueil en France des professionnels et des journalistes étrangers - Groupement d'intérêt économique (GIE) Bienvenue France - (p. 3434) : statuts et crédits de ce GIE - Etalement des vacances : vacances scolaires ; expériences d'animation touristique dans les régions ; bilan de 1983 ; rôle d'entraînement de l'Etat et des entreprises nationalisées - Rattachement du tourisme au commerce extérieur et risque de remise en cause de l'animation dans les stations thermales, financée par le Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) - Rôle et moyens d'actions du Conseil supérieur du tourisme - Crédits du tourisme social pour 1984 et suites données aux rapports Grosborne, Merlin et Magnone - Modernisation des hébergements de tourisme social - Aides à la personne : dispersion des aides : chèques vacances, allocations familiales, aide sociale, comités d'entreprise - Industries du tourisme : conséquences du contrôle des changes pour les agences de voyages - (p. 3435) : disparition nécessaire des freins au développement des industries du tourisme : coût des charges salariales et sociales ; fiscalité : TVA - Formation professionnelle des métiers de l'hôtellerie et du tourisme - Promotion du tourisme dans les départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) - Proposition du Parlement européen sur une politique communautaire du tourisme.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Après l'art. 88** (p. 4047) : son amendement n° 235, soutenu par M. Jean Arthuis : actualisation du montant du chiffre d'affaires à partir duquel les entreprises relevant du régime des bénéfices industriels et commerciaux sont imposées au titre du bénéfice réel ; adopté - **Après l'art. 94** (p. 4050) : son amendement n° 236, soutenu par M. Jean Arthuis : associations et collectivités à but non lucratif non soumises à l'impôt sur les bénéfices des sociétés sur les revenus de leur gestion patrimoniale ; augmentation des droits de timbre sur les passeports ; retiré.

– **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale** [n° 7 (83-84)] - (13 décembre 1983) - **Discussion générale** (p. 4131) : prétendue concertation préalable à l'élaboration du projet - (p. 4132) : consultation des élus et des syndicats de personnels - Questions posées à l'Assemblée nationale - Recours à la procédure d'urgence - Principes de la réforme : unité, parité, spécificité - Conseil supérieur de la fonction publique territoriale - Prétendue unité de la fonction publique territoriale - Absence de réelle parité avec la fonction publique d'Etat : système de l'emploi et système de la carrière ; liste des emplois de direction - Statut du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale - Election des représentants des autorités territoriales et des personnels ; mode de scrutin - Attributions du Conseil supérieur - Commission mixte paritaire ou commission tripartite - Amendement de la commission des lois tendant à la suppression du centre national de gestion - Recrutement et liste d'aptitude ; compétence des centres de gestion ou des centres de formation - (p. 4133) : rémunérations et indemnités - Atteinte à l'autonomie des autorités territoriales - Avec le groupe UCDP, votera contre le projet.

VARLET (Jean), sénateur du Nord (S).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

VECTEN (Albert), sénateur de la Marne (UCDP).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur (17 novembre 1983) (p. 2996).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural, relatives aux caisses de mutualité sociale agricole** [n° 502 (82-83)] - (18 octobre 1983) - **Art. 1** (p. 2339) : son amendement n° 9, soutenu par M. Jean Madelain : accroissement de la représentation des familles ; adopté - (p. 2340) : son amendement n° 10, soutenu par M. Jean Madelain : représentation des familles au sein du conseil central d'administration de la mutualité sociale agricole ; adopté.

VIDAL (Marcel), sénateur de l'Hérault (S).

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'intérieur, le 2 avril 1983 (2 avril 1983) (p. 2).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° 61

(83-84)] adopté par l'Assemblée nationale - **Formation professionnelle continue** [n° 63, tome VIII (83-84)] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 302 (JO Débats 9 novembre 1982) (p. 5289) à M. le ministre de l'intérieur : **finances locales** (publications du barème de la taxe de séjour).

n° 410 (JO Débats 8 septembre 1983) (p. 1229) à M. le ministre de l'industrie et de la recherche : **énergie nucléaire** (situation de l'industrie de l'extraction d'uranium dans le Lodévois) - Réponse de M. Christian Nucci, ministre chargé de la coopération et du développement (21 octobre 1983) (p. 2391, 2392).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I - Services généraux - (29 novembre 1983) - Rapporteur pour avis (formation professionnelle continue) - (p. 3456) : qualité de la formation professionnelle, facteur du redressement de la situation de l'emploi - Nécessité de privilégier la formation aux nouvelles techniques - Formation s'accompagnant ou non d'un contrat de travail - Formation des jeunes et formation des adultes - Exercice par les régions des compétences qui leur étaient dévolues par la décentralisation en matière de formation - Nécessité de contrôler la qualité des formateurs - (p. 3457) : dépôt d'un rapport en juillet à la suite d'une mission parlementaire sur la protection de la forêt méditerranéenne - Propose la présentation aux jeunes chômeurs de contrats de formation articulés sur la protection de la forêt - Se déclare favorable à l'adoption de ce budget.

Relations extérieures - (30 novembre 1983) - (p. 3515) : respect du principe de défense des droits de l'homme - Accord européen relatif aux procédures devant la Commission et la Cour européenne des droits de l'homme - Libre circulation et libre communication des actes de procédure - Immunités - Adhésion de la France au protocole du pacte international relatif aux droits civils et politiques - Reconnaissance des droits des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques - Augmentation des crédits destinés à l'action culturelle extérieure - Confrontation culturelle et linguistique entre le Languedoc-Roussillon et la Toscane.

Intérieur et décentralisation - (6 décembre 1983) - (p. 3844) : déroulement de sa mission parlementaire auprès de M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur, sur les conditions d'exercice des sapeurs-pompiers et la protection de la forêt méditerranéenne ; entente départementale - Centre de Valabre - Corse - (p. 3845) : zonage - Bureau d'étude et de centralisation des renseignements sur les incendies de forêts (BECRIF) ; extension proposée à tous les départements concernés - Commission communale des feux de forêts ; expérience dans le département du Var - Sapeurs forestiers - Discours prononcé à Biarritz au congrès de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers par M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur - Demande de possibilité de retraite à 55 ans à taux plein pour les sapeurs-pompiers professionnels - Aggravation des dangers courus dans l'exercice de leur métier.

Culture - (7 décembre 1983) - (p. 3897) : politique du patrimoine - Entretien des monuments historiques et des bâtiments civils - Travaux de restauration - Sauvegarde des édifices cultuels non protégés représentant un intérêt architectural et situés en milieu rural - Rôle de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites - Politique musicale - Evolution du budget de l'enseignement et de la formation musicale - Régionalisation de l'orchestre de Montpellier Languedoc-Roussillon - Ecoles de musique et attente d'un statut réel des fonctions de l'enseignement musical - Projet culturel de la France dans son adresse au monde - Industries culturelles - Mission préparatoire à l'établissement de relations culturelles et économiques entre la région Toscane et la région Languedoc-Roussillon - (p. 3898) : présentation par les éditeurs du Languedoc de leurs productions en Toscane - Réconciliation de l'économie et de la culture.

VIRAPOULLE (Louis), sénateur de la Réunion (UCDP).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des lois.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu vice-président.

– Secrétaire de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° 165 (82-83)] modifié par l'Assemblée nationale, relatif à la commémoration de l'abolition de l'esclavage [n° 200 (82-83)] (2 avril 1983) - **Droits de l'homme.**

Rapport fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 212 (82-83)] adopté par l'Assemblée nationale, rendant applicables le code pénal, le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer [n° 272 (82-83)] (27 avril 1983) - **Justice.**

Participation au rapport d'information établi au nom de la Délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1er janvier et le 30 juin 1983 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les **Communautés européennes** [n° 487 (82-83)] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juillet 1983, JO Débats 4 octobre 1983).

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 372 (82-83)] portant homologation des dispositions pénales de deux délibérations de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [n° 25 (83-84)] (20 octobre 1983) -**Peines.**

Rapport fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 6 (83-84)] relatif au contrôle de l'état alcoolique [n° 43 (83-84)] (27 octobre 1983) - **Alcoolisme.**

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° 61 (83-84)] adopté par l'Assemblée nationale - **Départements d'outre-mer** [n° 67, tome III (83-84)] (21 novembre 1983).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 349 (JO Débats 14 avril 1983) (p. 235) à Mme le ministre du commerce extérieur et du tourisme : **tourisme** (La Réunion : aide au développement du tourisme).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la commémoration de l'abolition de l'esclavage** - *Deuxième lecture* [n° 165 (82-83)] - (5 avril

1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 37) : hommage unanime à la mémoire de Victor Schoelcher - Nécessité du resserrement de la communauté nationale - (p. 38) : propositions faites par l'abbé Grégoire et adoptées par la Convention en 1794 - Rétablissement de l'esclavage par Napoléon - Abolition du 27 avril 1848 - Contrats d'engagement des Indiens - Disposition relative à ces contrats contenue dans le décret du 27 avril 1848 - Décolonisation - Départementalisation - Volonté de compromis du Sénat : amendement de la commission des lois permettant la fixation par décret de la date de cette commémoration pour chacune des collectivités territoriales concernées et des conditions de cette commémoration sur le sol métropolitain - Hommage à la mémoire de l'abbé Grégoire et de Victor Schoelcher - Sous réserve des modifications proposées, demande l'adoption du projet en examen - **Art. unique** (p. 39) : son amendement n° 1 : nouvelle rédaction de cet article étendant son champ d'application à la commémoration de la fin des contrats d'engagement, ainsi qu'à la commémoration de l'érection de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion en départements français ; fixation par décret des conditions dans lesquelles cette commémoration sera célébrée sur le territoire métropolitain ; retiré - (p. 40) : accepte l'amendement n° 2 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat (nouvelle rédaction de cet article incluant une disposition additionnelle relative à la fixation par décret des conditions dans lesquelles cette commémoration sera célébrée sur le territoire métropolitain), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 3 : extension du champ d'application de cet article à la commémoration de la fin des contrats d'engagement ; adopté.

– **Question au Gouvernement : promotion du tourisme dans les départements d'outre-mer** - (21 avril 1983) - (p. 422) : action du conseil général de la Réunion - Prix excessif des billets d'avion - Organisation de charters à tarifs réduits.

– **Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois** - *Deuxième lecture* [n° **291 (82-83)**] - (24 mai 1983) - **Art. 1** (p. 1024) : soutient l'amendement n° 1 de M. Pierre Vallon (situation des agents des institutions *sui generis*).

– **Projet de loi rendant applicables le code pénal, le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** [n° **212 (82-83)**] - (24 mai 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1031) : loi de 1980 étendant aux territoires d'outre-mer (TOM) le code de procédure pénale - Non conformité de ce texte à la Constitution - Souveraineté française sur l'île de Tromelin : cession éventuelle à l'île Maurice - Inquiétude des populations de Polynésie et de Nouvelle-Calédonie - Extension générale du droit pénal métropolitain : échelle des peines, réclusion et détention criminelles - Règlementation de la garde à vue - Collégialité dans les juridictions de première instance - Sursis avec mise à l'épreuve - Juge de l'application des peines - Suppression de la relégation - Composition du tribunal de Wallis-et-Futuna - Nombreuses adaptations nécessaires - Spécificité législative des TOM - Configuration géographique - Respect de la compétence des assemblées territoriales - Etroite collaboration du cabinet de M. Robert Badinter avec la commission des lois - Risque de retard dans le fonctionnement de la justice dû à un manque d'effectifs - Accroissement nécessaire des moyens financiers - Engagement du ministre sur l'extension aux TOM du texte portant abrogation et révision de la loi « Sécurité et liberté » - (p. 1032) : projet répondant aux aspirations des populations des TOM - Commission des lois favorable à l'adoption de ce projet - **Art. 1** (p. 1035) : accepte l'amendement n° 39 de M. Robert Badinter, ministre (application dans les TOM des seules dispositions soumises pour avis aux assemblées territoriales) - **Art. 2** : son amendement n° 1 : compétence du représentant de l'Etat dans le territoire en matière d'interdiction de séjour ; adopté - **Art. 3** (p. 1036) : son amendement de coordination n° 2 ; adopté - **Art. 8** : sur l'extension du code de procédure pénale aux territoires d'outre-mer, son amendement n° 3, retiré au profit de l'amendement n° 40 de M. Robert Badinter, ministre - **Art. 11** : son amendement n° 4 : fonctions d'officier de police judiciaire exercées par un gendarme ; adopté - (p. 1037) : son amendement n° 5 : exercice des fonctions du ministère public ; adopté - **Art. 17** : son amendement n° 6 : composition de la cour d'appel de Papeete ; retiré - **Art. 24** (p. 1038) : son amendement n° 7 : fonctions de juré incompatibles avec celles de représentant de l'Etat dans le territoire ; adopté - **Art. 26** : son amendement n° 9 : établissement de la liste préparatoire du jury d'assises à Wallis-et-Futuna ; adopté - **Art. 27** : son amendement n° 10 : composition de la commission chargée d'établir la liste du jury à Wallis-et-Futuna ; réservé jusqu'après l'article 68 puis adopté - **Après l'art. 28** (p. 1039) : son amendement de coordination n° 11 ; adopté - **Art. 29** : son amendement n° 12 : respect du droit traditionnel du président de la cour d'assises d'autoriser l'accusé à prendre pour conseil un parent ou un ami ; adopté - Ile de Tromelin rattachée au département de la Réunion - **Avant l'art. 30** : son amendement n° 13 : respect de la compétence du territoire dans les domaines de la circulation routière, de la chasse et de la pêche ; adopté - **Art. 34** (p. 1040) : son amendement n° 14 : octroi d'un délai pour l'appel des jugements ; adopté - **Art. 35** : son amendement de coordination n° 15 ; adopté - **Art. 36** : son amendement n° 16 : possibilité de faire appel par lettre accordée en fonction du lieu de résidence de l'appelant ; adopté - **Art. 38** : son amendement n° 17 : délai accordé pour former opposition ; adopté - **Après l'art. 39** (p. 1041) : son amendement n° 18 : allongement du délai accordé pour payer l'amende forfaitaire au moyen d'un timbre amende ; adopté - **Art. 41** : son amendement de suppression pour coordination n° 19 ; réservé jusqu'après l'article 57 puis adopté - **Art. 43** : son amendement n° 20 : allongement des délais de comparution après citation ; adopté - **Après l'art. 43** (p. 1042) : son amendement n° 21 : « Chapitre VII *bis* (nouveau) : Du pourvoi en cassation » ; adopté - Son amendement n° 22 : délai de pourvoi en cassation ; adopté - Son amendement n° 23 : déclaration de pourvoi ; adopté - Son amendement n° 24 : délai d'opposition à l'arrêt rendu par la Cour de cassation ; adopté - Son amendement n° 25 : allongement du délai de dépôt du mémoire ; adopté - Son amendement n° 26 : délai d'opposition en cas de non réception de la copie des mémoires produits ; adopté - **Art. 44** (p. 1043) : son amendement rédactionnel n° 27 relatif à la contumace ; adopté - **Art. 47** : son amendement n° 28 : privilège de juridiction des magistrats et des hauts fonctionnaires ; adopté - **Après l'art. 47** : son amendement n° 29 : indemnité allouée à certaines victimes ; adopté - **Art. 51** : son amendement n° 30 : libération conditionnelle ; adopté - **Art. 52** (p. 1044) : son amendement n° 31 : contrainte par corps en cas d'insolvabilité ; adopté - **Après l'art. 57** : son amendement de coordination n° 32 ; adopté - **Art. 58** (p. 1045) : accepte l'amendement n° 38 de M. Lionel Cherrier (actualisation du taux des amendes fixées par les assemblées territoriales) - Accepte l'amendement n° 42 de M. Robert Badinter, ministre (sanction des infractions aux règles de la circulation routière) - **Art. 68** (p. 1047) : accepte l'amendement n° 37 de M. Lionel Cherrier (assesseurs du tribunal de première instance du territoire de Wallis-et-Futuna) - **Art. 61** *(suite)* : son amendement rédactionnel n° 33 ; adopté - Son amendement n° 34 : fonctions de juge des enfants exercées par le président du tribunal de première instance de Wallis-et-Futuna ; adopté - **Art. 70** : son amendement de suppression pour coordination n° 35 ; adopté - **Art. 71** (p. 1048) : accepte l'amendement n° 38 de M. Lionel Cherrier (sauvegarde des droits de la défense pour la Nouvelle-Calédonie) - **Art. 72** : son amendement de coordination n° 43 ; adopté - (p. 1049) : accepte l'amendement n° 41 de M. Robert Badinter, ministre (entrée en vigueur de la présente loi).

– **Proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance et de gardiennage et de transport de fonds** [n° **237 (82-83)**] - (26 mai 1983) - **Art. 3** (p. 1142) : son amendement n° 34, déposé avec M. Roger Boileau, et

soutenu par M. Bernard Laurent : protection passive des personnes et des biens menacés dans le déroulement d'un conflit du travail ; rejeté.

– **Projet de loi portant homologation des dispositions pénales de deux délibérations de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** [n° 372 (82-83)] - (20 octobre 1983) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2351) : absence de difficulté - Commission des lois favorable à l'adoption conforme - Texte ayant pour but d'assurer une meilleure répression des accidents de la circulation et la protection de l'environnement sur le territoire de la Nouvelle Calédonie - Inapplicabilité du code de la route métropolitain en Nouvelle Calédonie - Extension par la voie d'une homologation législative des peines complémentaire existant en métropole - (p. 2352) : meilleure protection de la nature - Devoir du Gouvernement de tout mettre en œuvre pour que la législation existant sur le territoire de l'hexagone puisse profiter également aux citoyens d'outre-mer.

– **Projet de loi relatif au contrôle de l'état alcoolique** [n° 6 (83-84)] - (10 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2834) : consommation excessive de l'alcool en France - Augmentation des accidents de la route - Mesures en faveur de la lutte contre l'alcool au volant - (p. 2835) : loi de 1978 relative aux contrôles préventifs sur la route - Multiplication des risques d'accidents dus à la consommation excessive d'alcool - Etudes de l'organisme national de la sécurité routière (ONSER) - Abaissement du taux d'alcoolémie toléré - Utilisation d'éthylomètres - Information sur les méfaits de l'alcool.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (6 décembre 1983) - Rapporteur pour avis (départements d'outre-mer) -(p. 3804, 3805) : faible progression du budget du secrétariat d'Etat aux DOM-TOM - Amputation des crédits du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) - Refus des manipulations politiques visant à briser les liens entre les DOM et la métropole - Crise du logement - Nécessité de la migration - Demande de subventions permettant d'abaisser les tarifs des liaisons aériennes - Modernisation de l'agriculture - Développement de l'industrie touristique - Refus de tutelle de l'assemblée régionale sur l'assemblée départementale - Avis défavorable à ce projet de budget.

VIRON (Hector), sénateur du Nord (C).

Réélu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis réélu secrétaire.

– Est nommé membre du conseil d'administration de l'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (articles L. 200-7 et R. 200-10 du code du travail (1er décembre 1983) (p. 3619).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (6 mai 1983) (p. 721).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (24 juin 1983) (p. 1998).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public** [n° 282 (82-83)] - (6 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1390, 1391) : au nom du groupe communiste se déclare opposé aux conclusions de la majorité de la commission spéciale - Texte vidé de son contenu sur certains chapitres - Absence de question préalable - Projet prévu par la loi sur les nationalisations - Démocratisation du secteur public indispensable - Interrogation sur le financement du Conseil national du patronat français (CNPF) par les sociétés nationalisées - Nécessité d'une démocratisation devant le refus en France de la cogestion par les syndicats - Extension de l'expérience des conseils d'atelier et de bureau en cas de succès - Projet présenté par le ministre et adopté par l'Assemblée nationale constituant une avancée sociale importante et très positive - Amendements sénatoriaux démantelant le projet de loi - Titre II et démocratisation des conseils d'administration ; élection des administrateurs salariés avec une représentation de l'encadrement - Création des conseils d'atelier ou de bureau - Reconnaissance de droits nouveaux pour les salariés - (p. 1392) : travail de démolition et non œuvre de perfectionnement - Assemblée nationale susceptible de remettre de l'ordre - Groupe communiste hostile aux commissions spéciales ayant pour but de dessaisir de ses prérogatives la commission des affaires sociales du Sénat - Destruction des projets en provenance de l'Assemblée nationale.

Suite de la discussion - (7 juin 1983) - **Art. 1 et annexe 1** (p. 1405) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 5 de M. Jean Chérioux, rapporteur (exclusion du champ d'application du projet des sociétés Elf Aquitaine et Air Inter) - (p. 1406) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 6 de M. Jean Chérioux, rapporteur (cas des sociétés anonymes : limitation aux seules sociétés anonymes détenues en totalité par l'Etat) - **Intitulé du titre II** (p. 1413) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 13 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression du mot démocratisation).

Suite de la discussion - (8 juin 1983) - **Après l'art. 18** (p. 1468) : sur le mode d'élection des conseils de surveillance des filiales de deux cents à mille salariés, s'oppose aux amendements de M. Jean Béranger nos 93, 91, 92, 94, 95, 96 et 97 - **Art. 19** (p. 1469) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 37 de M. Jean Chérioux, rapporteur (droits et obligations des représentants des salariés au conseil d'administration ou de surveillance) - **Art. 21** (p. 1470) : se déclare opposé à l'amendement n° 41 de M. Jean Chérioux, rapporteur (fonction de permanent syndical incompatible avec un mandat d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance) - **Art. 29** (p. 1479) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement de suppression pour coordination n° 56 de M. Jean Chérioux, rapporteur - **Art. 30** (p. 1481) : se déclare opposé à l'amendement n° 58 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression de cet article relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises du secteur public) -Suppression des droits syndicaux nouveaux - Texte vidé de son contenu - **Art. 31** : se déclare opposé à l'amendement n° 60 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression de cet article relatif à l'examen du contrat de plan par le comité d'entreprise) - **Art. 32** (p. 1482) : se déclare opposé à l'amendement n° 61 de M. Jean Chérioux, rapporteur (suppression de cet article relatif aux droits des comités d'entreprises en ce qui concerne le plan de formation) - **Art. 34** (p. 1484) : existence des groupes RPR d'entreprise - Favorable au contact entre les collectivités locales et les entreprises pour des problèmes économiques - **Coordination - Art. 39** (p. 1490) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement de coordination n° 1 de M. Jean Chérioux, rapporteur - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1491) : défavorable à l'adoption de ce projet ainsi vidé de son contenu - Limitation du champ d'application de cette loi - Exercice du mandat des administrateurs salariés - Refus d'instituer des conseils d'atelier ou de bureau -

Droits syndicaux - Droits des comités d'entreprise - Suppression de la création de la commission consultative.

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier** [n° 9 (83-84)] - (17 novembre 1983) - **Discussion générale** (p. 2985) : avantages de la départementalisation - Mise en place progressive et obligatoire - (p. 2988) : secteur hospitalier dans la région Nord-Pas-de-Calais - Retard imputable aux précédents gouvernements - Aspects positifs de la départementalisation - (p. 2989) : attributions des conseils de département - Rôle du conseil d'administration - Commission médicale consultative - Maîtrise des coûts et amélioration de la qualité des prestations - Budget global - Statut du personnel médical et para-médical.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale - (26 novembre 1983) - (p. 3368) : décentralisation des compétences entre l'Etat et les collectivités locales - Réformes en matière hospitalière - Budgets globaux des hôpitaux - Maîtrise des dépenses - Différences entre les communes en matière de besoins de santé - Rénovations ou constructions nouvelles - Créations d'emplois - Hôpital de Roubaix - Prévention à l'usine, contre les fléaux et à l'école - Système de protection sociale français - Action des gouvernements précédents - (p. 3369) : justice sociale.

Affaires sociales et solidarité nationale - III - Travail, emploi - I - Section commune - (26 novembre 1983) - (p. 3390) : stabilisation du nombre de chômeurs - (p. 3391) : chômage partiel - Durée du chômage total - Dégradation de l'emploi salarié - Licenciements - Action du patronat - Politique industrielle créatrice d'emplois - Région du Nord - Dotation du Fonds national de l'emploi (FNE) - Informatisation de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) - Contrats emploi formation production - Négociations collectives - Charges sociales des entreprises et salaires moyens des Français - Approbation de ce budget.

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier** - *Nouvelle lecture* [n° 166 (83-84)] - (21 décembre 1983) - **Explication de vote sur l'ensemble** - (p. 4503) : réaffirme l'opposition du groupe communiste à ce texte tel qu'il résulte des travaux du Sénat - Attachement à la départementalisation obligatoire en trois ans.

VOILQUIN (Albert), sénateur des Vosges (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267), puis élu vice-président.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national (9 juin 1983) (p. 1532).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 (14 juin 1983) (p. 1625).

DÉPÔTS

Rapport d'information fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur les moyens de la défense aérienne [n° 253 (82-83)] (13 avril 1983) - **Armée.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° 61 (83-84)] adopté par l'Assemblée nationale - **Défense - Section Air** [n° 65, tome VII (83-84)] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant le code du service national** [n° 319 (82-83)] - (7 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1433) : principe de la conscription et durée du service militaire - (p. 1434) : amélioration des conditions de vie des appelés au cours des dernières années - Abaissement de l'âge d'appel et existence du volontariat - Caractère contestable de l'argument de la lutte contre le chômage - Efficacité nécessaire du service militaire - Formation professionnelle - - Sport et activités physiques - Brassage social - Esprit de défense - Education des jeunes - Instruction civique - Relations entre la nation et l'armée et développement de l'esprit de défense - Danger du pacifisme et du neutralisme - (p. 1435) : amélioration de la condition des appelés - Problème des objecteurs de conscience : principe de l'égalité des citoyens devant les charges publiques - Affectation d'appelés comme auxiliaires de gendarmerie ; exclusion des missions de maintien de l'ordre ; seuil d'appelés - Service militaire féminin volontaire - Hostilité à l'armée de métier - Accord sur l'avis favorable exprimé par le rapporteur assorti des réserves de la commission.

Nouvelle lecture [n° 425 (82-83)] - (23 juin 1983) - **Art. 1 :** *Art. L. 74 du code du service national* (p. 1853) : se déclare opposé à l'amendement n° 3 de M. Jacques Chaumont, rapporteur (pourcentage d'appelés dans la gendarmerie).

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Défense et service des essences - (2 décembre 1983) - Rapporteur pour avis (section air) - (p. 3657) : insuffisance du budget de 1983, soulignée un an plus tôt - Relations Est Ouest et menace soviétique - Tentatives de déstabilisation en Afrique et au Moyen-Orient - Projet de budget pour 1984 : progression des crédits liés aux forces nucléaires - Dépenses ordinaires : personnel : déflation des effectifs ; suppressions d'emplois ; recrutement d'officiers et de sous-officiers - (p. 3658) : militaires du rang - Mesures catégorielles - Diminution des crédits pour les carburants : modernisation des appareils et économies d'énergie ; nécessité des 180 heures de vol - Crédits de fonctionnement - Titre V : commandes et livraisons des programmes fondamentaux ; conformité avec la loi de programmation militaire : matériels aériens ; forces nucléaires ; missiles ; radars ; Mirage ; Alphajet ; Transall ; hélicoptères ; armement et munitions - Protection anti-aérienne : Crotale - Matériels au sol : véhicules - Matériels du commissariat : armes nucléaires, biologiques et chimiques (NBC) - Avions de combat - (p. 3659) : importance de l'armée de l'air dans le contexte international - Avis défavorable de la commission sur ce budget - (p. 3664) : *intervention à titre personnel :* illusions du pacifisme et nécessité de la défense - Insuffisance de la loi de programmation militaire pour 1984-1988 - Décroissance de la part du budget militaire dans le budget général et par rapport au produit intérieur brut marchand (PIBM) - Force d'action rapide (FAR) : hélicoptères ; transports aériens - (p. 3665) : coût des opérations au Tchad et au Liban ; bombardement de Baalbek par les Super Etendards - Section air : radar aéroporté - Déséquilibre des forces en Europe au profit de l'Union soviétique - Déclaration des évêques français favorable à la dissuasion nucléaire - Gendarmerie : missions de la gendarmerie : défense opérationnelle du territoire

(DOT) ; rôle des gendarmes auxiliaires ; problème des casernements et logements ; difficulté des collectivités locales à accueillir les gendarmes motocyclistes ; perspective de carrière ; pension de réversion des veuves de gendarmes tués au cours d'opérations de police - Diminution des effectifs des armées ; insuffisante progression du budget et notamment des dépenses de fonctionnement : crédits de carburants - (p. 3666) : inflation prévisible - Insuffisance de ce budget - Vote défavorable de la quasi-totalité du groupe UREI ; quelques abstentions.

VOISIN (André-Georges), sénateur de l'Indre-et-Loire (apparenté au groupe RPR).

Elu sénateur le 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des finances (5 octobre 1983) (p. 2267).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales (20 décembre 1983) (p. 4429).

DÉPÔTS

Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances** pour 1984 [n° **61 (83-84)**] adopté par l'Assemblée nationale - **Relations extérieures - II - Coopération et développement** [n° **62, annexe 24 (83-84)**] (21 novembre 1983).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1984 [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Relations extérieures - (30 novembre 1983) - Rapporteur spécial (coopération et développement) (p. 3505) : mission de la France à l'étranger - (p. 3506) : rattachement des budgets de la coopération et des relations extérieures - Coût du contrat pour l'achat de gaz algérien - Regrette l'absence de consultation du Parlement pour un tel contrat entraînant de lourdes conséquences financières - Budget de la coopération civile - Crédits du Fonds d'aide à la coopération - Crédits de la coopération militaire - Intervention de la France au Tchad - (p. 3507) : concours financiers apportés à de nombreux pays africains - Coopération culturelle - Aide financière française sous forme de dons - Rémunération des coopérants militaires alignée sur celle des coopérants civils - Ajustement automatique des crédits en raison des variations de change - Crédits de l'assistance technique civile - Coopération médico-sociale - Aide aux organismes non gouvernementaux - Contribution au programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour les pays les moins avancés - (p. 3508) : insuffisance des crédits de Radio France Internationale - Favorable à l'adoption de ce budget.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - Suite de la discussion - (10 décembre 1983) - **Art. 76** (p. 4030) : son amendement n° 199, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : suppression du seuil pour la détermination des bénéfices imposables à partir de 1988 ; retiré.

W

WIRTH (Frédéric), sénateur des Français établis hors de France (UREI, puis UCDP, puis UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

– Est nommé membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (loi n° 79-564 du 6 juillet 1979). (25 octobre 1983) (p. 2435).

Est élu membre titulaire de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (23 novembre 1983) (p. 3201).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, diverses mesures financières** [n° 228 (82-83)] - (19 avril 1983) - **Discussion générale** (p. 349) : nombreuses questions des Français établis hors de France - (p. 350) : délai supplémentaire accordé pour l'envoi de la déclaration de revenus - Année prise en compte comme base pour la contribution supplémentaire et l'emprunt obligatoire - Retenues à caractère libératoire non prises en compte pour l'impôt de solidarité - Maintien ou non de cette mesure dans les prochaines ordonnances.

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Mer - (25 novembre 1983) - En remplacement de M. Michel Souplet, rapporteur pour avis (ports maritimes) - (p. 3328) : diminution du trafic commercial de marchandises et des mouvements de navires en 1982 - Progression du trafic de passagers ; exemple de Dunkerque - Comparaison avec les principaux ports européens - Dégradation de la situation financière des ports autonomes - Répercussions néfastes des grèves d'ouvriers - Enclavement de certains ports - Faiblesse de la desserte maritime ; politique de dispersion des ports et suréquipement - (p. 3329) : insuffisance des installations industrielles et commerciales - Volume du trafic détourné par les ports étrangers - Rapport Maurizé, du Conseil économique et social - Décision du comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) - Insuffisante progression des crédits - Place restreinte accordée aux ports dans les programmes prioritaires d'exécution du Plan - S'en remet à la sagesse du Sénat sur ce projet de budget.

Commerce extérieur et tourisme - (28 novembre 1983) - (p. 3439) : importance du commerce extérieur dans le redressement économique de la France - Stages à l'étranger pour les jeunes en fin de formation scolaire - Volontaires du service national actif (VSNA) - Trop faible durée des stages de formation professionnelle à l'étranger - (p. 3440) : organisation nécessaire de stages de longue durée pour des jeunes Français à l'étranger - Avis du Conseil économique et social sur le projet de deuxième loi de Plan, notamment quant au projet de création de l'école nationale d'exportation - Voeu de la commission permanente des affaires économiques du Conseil supérieur des Français de l'étranger, tendant au détachement à l'étranger de milliers de jeunes Français diplômés de formation technique ou technico-commerciale, comme stagiaires de longue durée.

Y

YVON (Joseph), sénateur du Morbihan (UCDP).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 25 septembre 1983.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif au régime de la saisie et complétant la liste des agents habilités à constater les infractions dans le domaine des pêches maritimes** [n° **243 (82-83)**] - (15 juin 1983) - **Discussion générale** (p. 1650) : avis favorable sur ce projet de loi - Saisie des bateaux de pêche et des produits de la pêche - Absence de prise en compte de la loi du 31 décembre 1970 - Politique commune de l'Europe « bleue » - (p. 1651) : extension de la procédure de saisie aux navires - Diversité des infractions - Titulaires de pensions servies par la caisse de retraite des marins - Pratique du forfait pour les pensionnés de moins de 65 ans sous certaines conditions - Taux de pension - Attente des retraités à qui la pêche apporte une légère amélioration de leurs conditions d'existence.

Z

ZWICKERT (Charles), sénateur du Haut-Rhin (UCDP).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (5 octobre 1983) (p. 2267).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1984** [n° 61 (83-84)].

Deuxième partie :

Agriculture - (1er décembre 1983) - (p. 3595) : place de l'agriculture dans la politique du Gouvernement - Production laitière et position de la France au sommet d'Athènes - Indemnité spéciale « montagne » - Réforme des directives européennes sur les structures - Problèmes forestiers - Mutuelles départementales - Décentralisation - Vote défavorable sur ce budget.